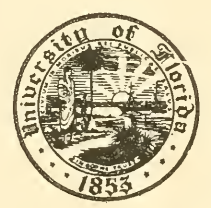





University of Florida
1853





Das Staatsarchiv.

Sammlung

der officiellen Actenstücke

zur

Geschichte der Gegenwart.

Begründet

von

Aegidi und **Klauhold.**

Herausgegeben

von

H. v. Kremer-Auenrode und **Ph. Hirsch.**

Neunundzwanzigster Band.



Leipzig,

Verlag von Duncker & Humblot.

1876.

I. Inhaltsverzeichniss,

nach den Gegenständen alphabetisch geordnet.

Deutsches Reich.

Donaufürstenthümer, Handelsverträge der.

Egyptische Gerichtsreform.

Englisches Parlament.

Französische Verfassung. (Vgl. Bd. XXVIII. u. vorg.)

Handelsverträge der Donaufürstenthümer, s. Donaufürstenthümer.

Herzegowina-Aufstand.

Meter-Convention, Internationale.

Orientalische Angelegenheiten, s. Donaufürstenthümer, Egyptische Gerichtsreform, Herzegowina-Aufstand, Suezkanal-Angelegenheit.

Spanien.

Suezkanal-Angelegenheit. (Vgl. Bd. XXVI. u. vorg.)

Telegraphen-Convention, Internationale.

Thronreden, Adressen, Manifeste, Proclamationen etc. (Vgl. Bd. XXVIII u. vorg.)

II. Inhaltsverzeichniss,

nach den Ursprungsländern der Actenstücke alphabetisch geordnet.

Egypten.

Frankreich.

Griechenland.

Grossbritannien.

Serbien.

Spanien.

Türkei.

Venezuela.



Spanien.*)

Nr. 5451.

SPANIEN. — Manifest des Don Carlos, Herzogs von Madrid, in Form eines Briefes an seinen Bruder, Don Alfonso.
[Traduction].

Paris, le 30 juin 1869.

Nr. 5451. Spanien. 30. Juni 1869.

Mon cher frère, des brochures et des journaux ont déjà suffisamment fait connaître à l'Espagne mes idées et mes sentiments d'homme et de roi. Pourtant, cédant à un désir général et très-vif dont l'expression m'est arrivée de toutes les parties de la Péninsule, je m'adresse aujourd'hui non-seulement à toi, mon frère bien-aimé, mais à tous les Espagnols qui, sans exception aucune, sont aussi mes frères. Je ne puis, mon cher Alphonse, me présenter à l'Espagne comme un prétendant à la couronne: je crois et je dois croire que la couronne d'Espagne est déjà sur mon front, et qu'elle y est en vertu d'une loi sacrée. Je suis né revêtu d'un droit qui renferme une obligation sainte; mais je voudrais que ce droit fût confirmé par l'amour de mon peuple. Mon devoir est en outre de consacrer à ce peuple toutes mes pensées, toutes mes forces, et de le sauver ou de mourir pour lui. Dire que j'aspire à être le roi d'Espagne et non le roi d'un parti serait une banalité; car quel homme digne du nom de roi se contenterait de régner sur un parti? Ce serait descendre, en se dégradant soi-même, de régions élevées et sereines où habite la majesté et que n'atteignent pas les préoccupations étroites et basses. Je

*) Ueber die weltgeschichtlichen Ereignisse des deutsch-französischen Krieges hat das Staats-Archiv in seinen letzten Jahrgängen die Vorgänge auf der pyrenäischen Halbinsel in den Hintergrund stellen müssen. Es sollen deshalb jetzt hier nachträglich, im Anschluss an die in Band XV und XVI mitgetheilten Actenstücke, nur diejenigen Documente gebracht werden, welche die allerwichtigsten Momente der zahlreichen Umwälzungen, die Spanien seit der Revolution von 1868 erlebt hat, ins Gedächtniss rufen.
A. d. Red.

Nr. 5451.
Spanien.
30. Juni 1869.

dois et veux être le roi de tous les Espagnols: je n'en repousse aucun, pas même ceux qui se disent mes ennemis, car un roi n'a pas d'ennemis; je les appelle tous, sans en excepter ceux qui paraissent hostiles, et je les appelle affectueusement, au nom de notre patrie. Si je n'ai pas besoin de tous pour arriver au trône, au moins aurai-je besoin de tous pour établir sur des bases solides et inébranlables le gouvernement de l'Etat, et pour donner une paix féconde et une liberté vraie à mon Espagne bien-aimée. Quand je pense à tout ce qui est à faire pour atteindre un but si haut, la grandeur de mon entreprise glace mon coeur d'effroi. || Je sens bien en moi le désir ardent de commencer cette oeuvre et la volonté ferme de l'accomplir; mais je ne me dissimule pas que les difficultés sont incalculables et qu'il serait impossible de les vaincre sans l'aide des hommes les plus impartiaux et les plus honnêtes du royaume, et surtout sans le concours du pays représenté lui-même par des Cortès dans lesquelles seraient réunies toutes les forces vives et tous les éléments conservateurs de la nation. Avec l'aide de ces Cortès, je donnerai à l'Espagne une loi fondamentale qui, selon ce que je disais dans ma lettre aux souverains européens, devra être définitive et espagnole. || C'est ensemble, mon cher Alphonse, que nous avons étudié l'histoire moderne et que nous avons médité sur les grandes catastrophes qui doivent servir d'enseignement aux rois et de leçon aux peuples; ensemble, nous avons appris que chaque siècle peut avoir et a en réalité ses nécessités propres et ses aspirations naturelles. || La vieille Espagne avait besoin de grandes réformes. La jeune Espagne a subi de grandes secousses; on a détruit beaucoup de choses, on en a un peu réformé. Les vieilles institutions ont péri. — Quelques-unes ne sauraient renaître; on a tenté d'en créer de nouvelles, qui ont vu le jour et qui déjà se meurent. Il faut consommer une oeuvre nouvelle, une immense réorganisation sociale et politique, en élevant en ce malheureux pays, sur des bases dont les siècles ont consacré la vérité, un édifice grandiose, susceptible de contenir tous les intérêts légitimes et toutes les opinions raisonnables. Je ne me trompe pas, mon frère, en vous donnant l'assurance que l'Espagne a faim et soif de la justice; qu'elle sent le très-urgent, l'impérieux besoin d'avoir un gouvernement digne et énergique, justicier et honnête, et qu'elle aspire avec anxiété à ce que la justice règne sans conteste, la loi devant laquelle nous devons nous incliner tous, grands et petits. L'Espagne n'entend pas que l'on outrage et que l'on offense la religion de ses pères, et possédant dans le catholicisme la vérité, elle comprend que l'Eglise, pour remplir complètement sa divine mission, doit être libre. Sachons et n'oublions pas que le dix-neuvième siècle n'est pas le seizième siècle. L'Espagne est décidée à conserver à tout prix l'unité catholique, symbole de nos gloires, esprit de nos lois, trait d'union béni entre tous les Espagnols. Des choses funestes, au milieu des tempêtes révolutionnaires, se sont passées en Espagne; mais, sur ces matières passées, il existe des concordats qui doivent être profondément respectés et religieusement exécutés. Le peuple espagnol, instruit par une

douloureuse expérience, veut la vérité en tout; il veut que son roi soit un roi de vrai (rey de veras) et non un simulacre de roi, et que les Cortès assemblées, organisées et paisibles, se composent de fondés de pouvoir indépendants et incorruptibles des populations, et non des assemblées tumultueuses ou stériles des députés des populations, députés fonctionnaires ou députés aspirants constituant des majorités serviles et de séditieuses minorités. || Le peuple espagnol aime la décentralisation, et il l'a toujours aimée. Vous savez parfaitement, mon cher Alphonse, que si mes voeux étaient exaucés, de même que l'esprit révolutionnaire prétend égaler les provinces basques aux autres provinces de l'Espagne, toutes rendraient semblables ou égaleraient leur régime intérieur à celui de ces heureuses et nobles provinces. Je veux que la municipalité ait sa vie propre ainsi que la province, en tâchant, toutefois, d'éviter les abus possibles. || Ma pensée fixe, mon constant désir est surtout de donner à l'Espagne ce qu'elle n'a pas, nonobstant de mensongères vociférations de quelques égarés, c'est-à-dire donner à cette Espagne chérie la liberté qui ne lui est connue que de nom, la liberté, fille de l'Evangile, et non pas le libéralisme, fils de la Réforme, la liberté, qui, en définitive, est le règne des lois, lorsqu'elles sont justes, c'est-a-dire conformes au droit de la nature, au droit de Dieu. || Nous, fils de rois, nous devons reconnaître que le peuple n'est pas fait pour le roi. C'est le roi qui est fait pour le peuple. Un roi doit être l'homme le plus honnête de son royaume, comme il en est le premier homme d'honneur (caballero); un Roi doit se glorifier, en outre, de porter le titre spécial de père des pauvres et défenseur des faibles. || Surgit, mon cher frère, actuellement dans notre Espagne une question bien terrible, la question des finances. Le déficit des finances espagnoles épouvante; les forces productrices du pays ne suffisent pas pour le couvrir. La banqueroute est imminente et je ne sais pas, mon frère, si l'Europe peut échapper à cette catastrophe. Si cela est possible, c'est à son roi légitime qu'il appartient de la sauver. Une volonté inébranlable opère des prodiges. Si le pays est pauvre, c'est aux ministres à vivre pauvres, et c'est au roi lui-même à faire voeu de pauvreté, en se rappelant Henri le Dolent (el Doliente). || C'est au roi tout le premier à donner le grand exemple. Alors tout sera facile; la suppression des ministères, la réduction des provinces, la dimension des exploits et la moralisation de l'administration en même temps que l'on fomentera l'agriculture, qu'on protégera l'industrie et qu'on alimentera le commerce. Sauver les finances et le crédit de l'Espagne, c'est une entreprise titanesque à laquelle tous doivent contribuer, le gouvernement et les peuples. Tandis que l'on fera des prodiges et des économies, il faut que nous soyons tous espagnolissimes, appréciant beaucoup les choses du pays, ne désirant que les choses utiles de l'étranger. || Chez un peuple aujourd'hui très-puissant languit autrefois l'industrie, source féconde de richesses. || Les finances étaient dans un triste état et le royaume pauvre. Du palais royal sortit et se répandit parmi les populations une mode consistant à ne se vêtir qu'avec les étoffes

Nr. 5451. Spanien. 30. Juni 1869.

nationales. Tout à coup l'industrie ranimée donna une heureuse origine à la sauvegarde des finances et à la prospérité du royaume. || Je crois, du reste, mon frère, comprendre ce qu'il y a des vérités et ce qu'il y a des mensonges dans certaines théories modernes. En conséquence, dans son application à l'Espagne, je considère comme une erreur très-funeste la liberté du commerce, qui répugne à la France et que repoussent les Etats-Unis. J'entends, au contraire, que l'on doit protéger efficacement l'industrie nationale. Progresser en protégeant, voilà notre devise! || Et autant qu'il m'est permis de comprendre ce qu'il y a des vérités ou de mensonges dans ces théories, je vois sur quels points a raison la partie du peuple qui me paraît la plus égarée aujourd'hui; mais il est certain que presque tout ce que ses aspirations ont de raisonnable et de légitime n'est pas d'invention moderne. Ce sont là des doctrines antiques et non point des phénomènes observés seulement à notre époque. || On trompe le peuple en lui disant qu'il est souverain; mais il est vrai que la vertu et le savoir sont les principaux titres de noblesse; il est vrai aussi que la personne du mendiant est aussi sacrée que celle du patricien, que la loi doit veiller à la porte de la chaumière comme à celle du palais; qu'il faut créer des institutions nouvelles, si les institutions anciennes ne suffisent pas pour éviter que la puissance et la richesse n'insultent aux pauvres et aux humbles; que justice doit être également fait à tous, qu'il faut conserver les droits de tous, qu'il appartient à un Gouvernement prévoyant et généreux de songer surtout aux faibles, de prendre des mesures directes ou indirectes pour que le travail ne manque pas aux pauvres et pour que les enfants des pauvres qui ont reçu de Dieu une belle intelligence puissent acquérir la science qui, accompagnée de la vertu, les ménera jusqu'aux plus hautes dignités de l'Etat. || L'Espagne ancienne a été bonne pour les pauvres; la révolution ne l'a pas été. La partie du peuple qui rêve aujourd'hui de république, commence déjà à entrevoir cette vérité, qui lui apparaîtra bientôt évidente comme le soleil, à savoir que la monarchie chrétienne peut faire en sa faveur ce que ne feront jamais 300 roitelets disputant dans une assemblée tapageuse. — Les partis et leurs chefs sont naturellement avides d'honneurs, de richesses ou de pouvoir; mais que peut demander au monde un roi chrétien, sinon le bien de son peuple? Que peut désirer un roi pour être heureux, sinon l'amour de son peuple? || Convaincu de ces idées, mon cher Alphonse, je suis fidèle aux traditions de l'antique et glorieuse monarchie d'Espagne, et je crois être en même temps un homme de notre époque, en ne repoussant pas le progrès. || Je sais bien quelle terrible responsabilité on assume en voulant restaurer les affaires en Espagne; mais je sais bien que si l'on peut arriver au triomphe, la gloire sera immense. || Né avec un droit à la couronne d'Espagne et voyant à côté de ce droit une obligation sacrée, j'accepte cette responsabilité et j'envie cette gloire, et je suis animé en secret de l'espoir qu'avec l'aide de Dieu le peuple espagnol et moi nous ferons de grandes choses; l'avenir dira que j'ai été un bon roi et que le peuple espagnol

a été un grand peuple. || Et toi, mon frère, qui jouis du bonheur enviable de servir sous les drapeaux du Pontife immortel, demande à notre Roi spirituel pour l'Espagne et pour moi sa bénédiction apostolique. Que Dieu te garde! || A toi de tout coeur, ton frère

Nr. 5451. Spanien. 30. Juni 1869.

Carlos.

Nr. 5452.

SPANIEN. — Manifest der Königin Isabella. — Abdankung zu Gunsten ihres Sohnes Alfonso.
[Uebersetzung].

An die Spanier!

Nr. 5452. Spanien. 25. Juni 1870.

Die lange Periode meiner Regierung war unglücklich und traurig — in vielen Fällen unglücklicher und trauriger für mich als für Irgendwen, da der Ruhm gewisser Ereignisse und die Fortschritte, welche erzielt wurden, während ich die Geschicke unseres theuren Vaterlandes leitete, mich nicht vergessen lassen konnten, dass ich, die ich den Frieden und das öffentliche Wohlergehen liebte, meine theuersten und innigsten Gefühle, meine edelsten Bestrebungen; meine glühendsten Wünsche für das Glück des vielgeliebten Spaniens durch Acte, die von meinem Willen unabhängig waren, durchkreuzt sah. Als Kind hörte ich meinen Namen von Tausenden von Helden ausrufen; aber die Verwüstungen des Krieges umgaben meine Wiege. Als ich heranwuchs, war ich nur darauf bedacht, die Entwürfe, die mir gut schienen, und namentlich jene, die mir Euer Glück verhiessen, zu unterstützen; doch der leidenschaftliche Kampf der Parteien gestattete es nicht, dass die Achtung vor den Gesetzen und die Liebe zu den aufgeklärten Reformen sich in die Sitten einwurzelten. Als ich in das Alter trat, in welchem die Vernunft sich durch persönliche und fremde Erfahrung befestigt, brachten mich die stürmischen Leidenschaften der Männer, die ich nicht mit Eurem Blute, welches mir kostbarer ist als mein Leben selbst, bekämpfen wollte, auf die fremde Erde, fern von dem Throne meiner Ahnen, in dieses befreundete, gastliche und berühmte Land, welches gleichwohl nicht mein Vaterland noch meiner Kinder Vaterland ist. Dies ist in Kürze die politische Geschichte der 35 Jahre, durch welche ich kraft meines überlieferten Rechtes die oberste Gewalt über die Völker geübt habe, welche Gott, das Gesetz, das persönliche Recht und der Volkswille meiner Obsorge anvertraut haben. Wenn ich auf diese Periode zurückblicke, so finde ich in ihr nichts, weshalb ich mich anklagen sollte wissentlich zu den Leiden beigetragen zu haben, für die man mich verantwortlich macht oder die zu beschwören mir unmöglich war. Eine constitutionelle Königin, achtete ich aufrichtig die Grundgesetze. Spanierin vor Allem und eine zärt-

Nr. 5452. Spanien. 25. Juni 1870.

liche Mutter der Söhne Spaniens, schloss ich sie Alle gleich liebend in mein Herz; dass Unglück, welches mein so oft geprüftes Herz nicht verhindern konnte, wurde von mir nach Möglichkeit gelindert. Nichts ist meinem Herzen süsser, als zu verzeihen und zu belohnen, und ich habe nichts versäumt, um zu verhindern, dass meinetwegen die Thränen meiner Unterthanen flossen. Diese Wünsche und Gesinnungen vermochten gleichwohl nicht, mir auf dem Throne und fern von demselben die bitteren Prüfungen zu ersparen, welche mein Leben vergällt haben. Indem ich mich darin finde, sie zu erdulden, weil dies der Wille der Vorsehung ist, glaube ich noch frei und aus eigenem Antriebe den letzten Act vollziehen zu können, welcher, wie alle meine früheren ohne Ausnahme, bestimmt ist, Euer Glück zu machen und Eure Ruhe zu verbürgen. Zwanzig Monate sind verflossen, seit ich aus Furcht vor den Uebeln, welche in ihrer Verblendung die hartnäckigen, von den Gesetzen des Königreiches, dem Votum so vieler Versammlungen und den Erklärungen der Regierungen des civilisirten Europa's verurtheilten Vertheidiger eines unrechtmässigen Strebens herbeizurufen nicht müde werden, die fremde Erde betreten habe. Während dieser zwanzig Monate hat mein betrübtes Gemüth ohne Unterlass und sorgsam den Wiederhall der Klagen meines Spaniens, welches ich nie vergessen werde, aufgenommen. Voll Glaubens an seine Zukunft, eifersüchtig auf seine Integrität, Grösse und Unabhängigkeit, voll Dankbarkeit für Jene, die mir ergeben geblieben sind, vergessend die Schmach, die mir von Leuten zugefügt wurde, welche mich verkennen oder beschimpfen, habe ich für meine Person keinen Wunsch mehr und will nur dem Hange meines Herzens nach Dem Folge leisten, was die treuen Spanier mit Vergnügen annehmen müssen, indem ich ihrem ritterlichen Geist und dem Adel ihrer Gesinnungen das Schicksal der angestammten Dynastie und das Erbe von hundert Königen anvertraue. Dies ist der Act, von dem ich spreche, dies ist der letzte Beweis, den ich Euch von der Liebe, die ich stets für Euch hegte, geben kann und geben will. || So wisset denn, Spanier, dass ich kraft eines an meinem Wohnorte Paris in Gegenwart der Mitglieder meiner königlichen Familie sowie der Grossen, der Würdenträger, der Generale und Staatsmänner Spaniens, welche darin aufgezählt sind, unterzeichneten feierlichen Actes meine königliche Autorität und alle anderen politischen Rechte, ohne dabei irgend einer Gewaltthätigkeit zu unterliegen und lediglich aus eigenem Antrieb und ganz freiem Willen abgedankt habe, indem ich Alles auf meinen vielgeliebten Sohn Don Alfonso, Prinzen von Asturien, übertrage. Den Gesetzen meines Vaterlandes entsprechend, behalte ich mir alle bürgerlichen und persönlichen Rechte vor, welche dieselben und insbesondere das Gesetz vom 12. Mai 1865 mir einräumen. Ich werde demnach Don Alfonso unter meinem Schutz und meiner Vormundschaft behalten, solange er ausserhalb seines Vaterlandes weilen wird und bis ich ihn, durch eine Regierung und durch Cortes, die das rechtmässige Votum ihrer Nation vertreten, ausgerufen, in Eure Hände überliefere. Alfonso XII. soll also von heut ab Euer König sein, ein spanischer

König, der König der Spanier, nicht der König einer Partei. Liebt ihn mit derselben Aufrichtigkeit, wie er Euch liebt. Achtet und beschützt seine Jugend mit der unerschütterlichen Anhänglichkeit Eurer edlen Herzen, während ich in glühenden Gebeten zum Allmächtigen lange Tage des Friedens und des Gedeihens für Spanien, für meinen unschuldigen Sohn aber, den ich segne, Weisheit, Vorsicht, Geradheit in der Regierung und mehr Glück auf dem Throne erflehen werde, als seine unglückliche Mutter fand, welche Eure Königin gewesen ist.

Nr. 5452. Spanien. 25. Juni 1870.

Isabella.

Nr. 5453.

SPANIEN. — Anrede des Präsidenten der Cortes an den zum König erwählten Prinzen Amadeo, Herzog von Aosta.*) [Uebersetzung].

Erlauchter Herr!

Nr. 5453. Spanien. Nov. 1870.

Die constituirenden spanischen Cortes, gewählt durch das allgemeine Stimmrecht und von der Nation beauftragt, neue politische Institutionen an Stelle derjenigen aufzurichten, welche durch die Revolution von 1868 gestürzt wurden, haben in ihrer Sitzung vom 16. November Eure Hoheit zum Könige von Spanien erwählt. || Die Nation, welche Eurer Hoheit die Königskrone darbietet, ist dieselbe, welche durch ihre Energie und ihren Heldenmuth die muselmännischen Horden aufhielt und Europa vor der Sklaverei und der Erniedrigung bewahrte. Sie ist dieselbe, welche unter Führung des unsterblichen Genuesers das Licht der Civilisation in die unbekannten Gegenden der neuen Welt trug, dieselbe, welche während langer Zeit der Schiedsrichter der europäischen Politik war und welche im Anfang dieses Jahrhunderts ihre Unabhängigkeit in einem der grossartigsten Kämpfe rettete, welche die Geschichte verzeichnet. Es ist dieselbe Nation, welche zu allen Zeiten einen mächtigen Einfluss auf die Geschicke der Menschheit ausgeübt hat durch ihre Entdeckungen, ihre Wissenschaft und ihre Waffen. || Diese stolze und heldenmüthige Nation, deren Herrschaft sich auf weite und bevölkerte Gegenden Afrika's, Amerika's und Australiens erstreckt, besitzt fruchtbare Felder, einen glänzenden und heiteren Himmel, Ueberfluss an reichen und verschiedenen

---

*) Ueber die vorangegangene Hohenzollernsche Candidatur s. Staats-Archiv Bd. XIX, Nr. 4007, 4041 u. 4065. Die Wahl Amadeo's war am 16. Novbr. in den Cortes mit 191 Stimmen von 311 anwesenden Mitgliedern erfolgt.

A. d. Red.

Früchten, prächtigen Städten, ausgedehnte Küsten, sichere Häfen und andere kostbare Quellen des Reichthums und Glückes. Wenn diese erschlossen sind durch die Arbeit, unter dem Schutze von Institutionen, welche die Freiheit und das Recht verbürgen, unter einer klugen und gerechten Regierung — wird Spanien nicht zögern, die Stellung wiederzugewinnen, welche es so lange eingenommen hat, und wird eine der blühendsten Nationen Europa's werden. || Um diesen Zukunftstraum zu verwirklichen, bedarf es eines Monarchen, welcher, erfüllt von unseren grossen historischen Erinnerungen und vom Geiste der neuen Zeit, das Recht achtet und es von Allen achten lässt, streng die Freiheit und die Gerechtigkeit liebt, tolerant ist ohne Schwäche und energisch ist innerhalb der Grenzen des Gesetzes, der die Hindernisse beseitigt, die sich der Entfaltung von Wissenschaft, Kunst und Gewerbefleiss entgegenstellen und, eng verbunden mit seinem Volke, die Integrität und die Unabhängigkeit seines Vaterlandes zu vertheidigen weiss! || Die Cortes haben geglaubt, dass Eure Hoheit der von der Vorsehung Erkorene sei, der bestimmt wäre, diese Sehnsucht zu befriedigen, und sie wünschen, Sie den Thron einnehmen zu sehen, auf welchem so viele erlauchte Monarchen gesessen haben. Als Prinz des alten Hauses Savoyen, dessen heroische Thaten mehr als einmal mit dem Ruhme der spanischen Waffen verflochten sind, erzogen in der Schule der Freiheit, der Ehre und des Patriotismus, als Sohn des grossherzigen Königs, welcher den beständigen feurigen Wunsch des edlen Italiens verwirklichte und unter einem Banner alle Stämme vereinigte, die Dante's Sprache reden, sind Sie, gnädigster Herr, von der spanischen Nation ausersehen, das ehrenvolle Amt auszuüben, ihr die um den Preis des Blutes ihrer Kinder errungenen Freiheiten auch unversehrt erhalten zu helfen, die Elemente des Gedeihens zu entfesseln, welche sie in ihrem Busen birgt und ihr die Erfüllung ihrer grossen Aufgaben zu erleichtern. || Das Volk hofft, dass Eure Hoheit im Interesse all' der hohen Prärogative herrschen werden, welche die Constitution von 1869 dem Monarchen zuweist; sie hat das Vertrauen, in einem neuen Glanze alle die Tugenden auf dem Throne strahlen zu sehen, welche Eure Hoheit als Prinz bewährt haben. Demzufolge bieten die Cortes, welche den souveränen Willen und die Gesinnungen der Nation repräsentiren und im Namen derselben die Commission, deren Präsident zu sein ich die Ehre habe, Eurer Hoheit die Krone des heiligen Ferdinand, Alphons' des Grossmüthigen und Isabella's der Katholischen an und hoffen, dass Sie dieselbe annehmen werden.

Nr. 5454.

SPANIEN. — Protest der Königin Isabella gegen die Wahl Amadeo's.
[Uebersetzung].

An die Spanier!

Begebenheiten, welche zurückzurufen weder mein Wunsch noch meine Pflicht ist, und mein beharrlicher Vorsatz und glühender Wunsch, selbst um den Preis der grössten Opfer zu Eurem Glücke beizutragen, liessen mich im Jahre 1868 das Verlassen meines Heimathlandes beschliessen. Seitdem habe ich nicht aufgehört, inbrünstig zum Himmel zu flehen, dass Ihr des Friedens und des Wohlseins Euch erfreuen möget, die Ihr so sehr verdient und deren Euch eine nach Macht lüsterne Minderheit für eine Zeit beraubt hat. || Von dem Wunsche beseelt, sowohl diesen so wichtigen und mir so schmerzlichen Schritt zu legalisiren, wie zu vermeiden, dass derselbe dem Zwange zugeschrieben werde und für kommende, mehr oder minder ferne Zeiten einen passenden Grund zu neuen Ruhestörungen gebe, vollzog ich am 25. Juni dieses Jahres aus freiem Antrieb und mit freiem Willen meine Abdankung von allen meinen bloss politischen Rechten und allen denen, welche ich an die Krone Spaniens hatte, indem ich dieselben auf meinen geliebten Sohn, Don Alfonso von Bourbon, Prinzen von Asturien, übertrug und mir persönlich nur diejenigen Rechte vorbehielt, welche nicht den vorerwähnten politischen Charakter hatten. || Ich schmeichelte mir mit der Erwartung, dieser so freiwillige wie aufrichtige Act der Entsagung würde überreizte Leidenschaften beruhigen, Denjenigen Vertrauen einflössen, welche mir Gerechtigkeit widerfahren zu lassen sich weigerten und meine Person als ein Hinderniss zur Befestigung der öffentlichen Freiheit ansehen mochten, und meinem Lande zu seiner normalen Lage verhelfen, welche so tief erschüttert worden war durch eine Umwälzung, die nothwendiger Weise unendliches Unheil hervorgerufen hat. || Aber es hat Gott bis jetzt nicht gefallen, meine heissen Gebete zu erhören. Die Revolution schreitet auf ihrem Wege vor und hat soeben die Rechte meines Sohnes desavouirt, der heute in Gemässheit aller spanischen Constitutionen Euer rechtmässiger König ist — indem sie auf den Thron des h. Ferdinand und Karls V. einen Fremden berief, dessen Verdienste, so gross sie auch seien, ihn nicht berechtigen können, Euer Souverän zu werden, den Rechten einer ganzen Dynastie zum Trotz, der einzigen, welche jene durch den Lauf der Zeiten und durch die Constitutionen geheiligte Legitimität für sich hat, welche zu desavouiren eine unglaubliche Thorheit gewesen ist. || Ich würde gegen meine heiligsten Pflichten als Mutter und als Haupt meiner Familie handeln, wenn ich nicht einen feierlichen Protest gegen einen derartigen Act der Beraubung einlegte, und ich richte denselben vor allen Anderen an Euch, weil besonders

Nr. 5454. Spanien. 1. Dec. 1870.

Ihr berufen seid, diese grosse Rechtsverletzung wieder gut zu machen, deren Opfer ein unschuldiger Knabe ist, der nicht verantwortlich gemacht werden kann noch darf für die Irrthümer, die man so ungerechtfertigter Weise seinen Vorfahren beimisst. || Es liegt meinem Herzen und meinen Ansichten nichts ferner, als ein Appell an die Gewalt. Genug des Blutes ist durch das spanische Volk vergossen, um mich auf dem Throne meiner Väter zu erhalten; ich wünsche nicht, dass noch mehr fliessen möge, um meinen theuren Sohn wieder auf denselben zu setzen. Mein einziger Wunsch besteht darin, dass die öffentliche Meinung berichtigt und überzeugt werde, dass nur durch die Wiedererrichtung Spaniens auf der alten und altehrwürdigen Basis der Monarchie es die erhabene und geachtete Stellung wieder erlangen kann, die es solange in der Welt innegehabt hat, und dass, wenn der revolutionäre Strom, den Ihr gewiss mit Schrecken betrachtet, sich verlaufen hat, die Restauration sich friedlich vollziehen wird; dies wird mein mütterliches Herz mit Freude erfüllen und zugleich den Schmerz lindern, den ich, nicht wegen meiner eigenen, sondern wegen Eurer unglücklichen Lage fühle.

Genf, den 1. December.

Isabella.

Nr. 5455.

SPANIEN. — Aus der Thronrede des Königs Amadeo vom 3. April 1871.*)
[Uebersetzung].

Nr. 5455. Spanien. 3. April 1871.

Meine Herren Senatoren und Deputirten! Zum zweiten Male befinde ich mich heut in der Mitte der Repräsentanten der spanischen Nation. Das erste Mal — auf Ablegung des Eides beschränkt, der mir von dem Standpunkte der Religion wie von dem der Ritterlichkeit stets heilig sein wird — war es mir nicht vergönnt, den constituirenden Cortes die Empfindungen an den Tag zu legen, die mich durchdrangen, als sie mich zu der höchsten Würde in diesem grossherzigen Volke erhoben. Heute jedoch, bei Gelegenheit der feierlichen Ausübung einer constitutionellen Gepflogenheit, drängt es mich, vor Ihnen, die Sie gleichfalls das Land repräsentiren, den mein Gemüth beherrschenden Gefühlen des Dankes und meinem sich täglich mehr befestigenden Vorsatz Ausdruck zu verleihen, mich der so schwierigen wie ruhmreichen Aufgabe zu widmen, welcher ich mich loyal und bereitwillig unterzog und in der ich verharren will, insolange als ich das Vertrauen dieses edlen Volkes

---

*) König Amadeo hatte vorher, am 2. Januar 1871, den Eid auf die Verfassung vom 6. Juni 1869 vor den Cortes geleistet. A. d. Red.

besitze, dieses Volkes, dem ich mich nie und niemals aufzudringen versuchen werde. || Fern von allem politischen Treiben, überraschte mich der Antrag, die gefeierte Krone Castiliens anzunehmen, und wäre es einerseits verwegen gewesen, mich um dieselbe zu bewerben, so hätte ich andererseits mich durch ihre Ablehnung einer schweren Missachtung schuldig gemacht, da der aus eigenem Antriebe hervorgegangene Wille eines heldenmüthigen Volkes mich durch seine Votirung an das Werk seiner Neubildung und des Wachsthums seiner Grösse knüpfte. Mit Genehmigung des Königs von Italien, meines geliebten und erhabenen Vaters, nahm ich diese Krone an, nachdem ich mich vorher vergewissert hatte, dass mein Entschluss weder den Frieden Europas, noch die Interessen irgend einer befreundeten Macht gefährden könne. Gestützt auf diese Rechtsgründe, und ungeachtet meine persönliche Bescheidenheit sich dagegen sträubt, proclamire ich hier laut mein Recht als den Ausfluss der Berechtigung der constituirenden Cortes, die mich mit der einzigen Legitimität bekleideten, welche die menschliche Vernunft zugesteht, mit der reinsten und edelsten Legitimität, welche die Geschichte den Gründern der Dynastien zuerkennt, mit jener Legitimität, welche die freie Wahl eines Volkes in selbstständiger Lenkung seiner Geschicke verleiht. || Nachdem die auswärtigen Regierungen, die von früher her mit Spanien Beziehungen unterhielten und die mir seit meiner Erwählung die unzweideutigsten Beweise ihrer Sympathie gaben, gleicher Ansicht waren, haben sie ihre diplomatischen Vertreter bei meiner Person mit jener aufrichtigen Freundschaft accreditirt, die für unser Land so wichtig ist, weil dessen inneres Leben seine gesammte Thatkraft und den ungetheilten Aufwand aller ihm zu Gebote stehenden Mittel erfordert. || Höchst befriedigend wäre es für mich gewesen, wenn ich Ihnen auch die Wiederaufnahme der schon seit langer Zeit unterbrochenen Relationen mit dem Heiligen Stuhle hätte kundgeben können; ich hoffe jedoch, dass das gute Einvernehmen mit dem Heiligen Vater, welches ich als Chef einer katholischen Nation aufrichtig wünsche, nicht mehr lange ausbleiben wird. || Ich hege die angenehme Erwartung einer baldigen Pacificirung der Insel Cuba; dort wie allenthalben vertheidigen das Heer, die Marine und die Bürgerwehr die hohen Interessen des Landes. || Meine Herren Senatoren und Deputirten! Als ich den spanischen Boden betrat, fasste ich den festen Vorsatz, meine Ideen, Gefühle und Interessen mit jenen der Nation zu verschmelzen, die mich durch ihre Wahl an ihre Spitze gestellt hat und deren stolzer Charakter fremde und illegale Einmischungen niemals gestatten würde. Innerhalb meiner constitutionellen Sphäre werde ich regieren mit Spanien und für Spanien, mit den Männern, mit den Ideen und mit den Tendenzen, welche in den Grenzen der Legalität die öffentliche Meinung, repräsentirt durch die Majorität der Kammer — diesen wahrhaften Regulator der constitutionellen Monarchien, mir bezeichnen wird. || Ueberzeugt von Ihrer Loyalität, wie ich es von der meinigen bin, übergebe ich vertrauensvoll meinem neuen Vaterlande das, was ich am meisten auf dieser Welt liebe, meine Gattin und meine Kinder; meine

Nr. 5455. Spanien. 3. April 1871.

Kinder, welche, obwohl sie das Licht der Welt auf fremdem Boden erblickten, doch so glücklich sein werden, ihre ersten Lebenseindrücke hier zu fassen, die, wenn sie zu sprechen anfangen, zuerst Spanisch sprechen, in den nationalen Sitten erzogen und von ihrer zartesten Kindheit an sich an jenen erhabenen Beispielen von standhafter und uneigennütziger Vaterlandsliebe begeistern werden, welche in der Geschichte Spaniens durch Jahrhunderte bereits eine so strahlende Furche bilden! || Durch den Willen des Landes auf meinen Ehrenposten berufen, sind meine Familie und ich gekommen, um Leid und Freud' mit euch zu theilen, um zu denken und zu fühlen wir ihr, endlich um durch ein unauflösliches Band unsere Zukunft mit der des Volkes zu verknüpfen, welches mir die Leitung seiner Geschicke anvertraut hat. Das Werk, dem die Nation mich beigesellte, ist so schwer wie ruhmvoll, vielleicht meine Kräfte, sicherlich aber nicht meinen guten Willen übersteigend; aber mit Hilfe Gottes, welcher die Aufrichtigkeit meiner Absichten kennt, mit dem Beistande der Cortes, welche, so wie sie immer der Ausdruck des Landes sein sollen, auch stets meine Führer sein werden, und unterstützt von allen ehrenhaften Männern, deren Mitwirkung mir nicht fehlen darf, hege ich die Zuversicht, dass diese vereinten Anstregungen in dem Glücke des spanischen Volkes ihren Lohn finden werden!

Nr. 5456.

SPANIEN. — Proclamation des Carlisten-Generals de Rada. — Ausbruch des Carlistenaufstandes.
[Uebersetzung].

Nr. 5456. Spanien. April 1872.

Spanier! Der König, unser erhabener Herr, hat mich mit folgendem Schreiben vom 14. April beehrt: „Mein lieber Rada, die Stunde der Entscheidung hat geschlagen. Die echten Spanier rufen ihren rechtmässigen König, und der König beeilt sich, diesem Rufe zu folgen. Ich befehle also, dass die allgemeine Erhebung Spaniens am 21. d. M. unter den Rufen: Nieder mit den Fremdlingen! Es lebe Spanien! stattfinde. Ich werde einer der Ersten auf dem Ehrenposten sein. Die mir folgen, werden sich um König und Vaterland wohl verdient gemacht haben; die mich bekämpfen, werden allein für das vergossene Blut verantwortlich sein.“ — Meine Antwort an Se. Maj. verspricht ihm Treue und sofortige Ausführung seiner Befehle. Bis auf den heutigen Tag habt Ihr viele Beweise von Gehorsam und Disciplin gegeben. Ihr habt stillschweigend gelitten und immer die Entrüstung unterdrückt, die Ihr über die Ungerechtigkeiten, Tyranneien, Verfolgungen eines abenteuerischen Fürsten empfunden, eines Fürsten, der sich nicht gescheut hat, den Thron des heiligen Ferdinand zu besteigen, sich die legitimsten Rechte anzumaassen

und alle heiligen und geweihten Grundsätze mit Füssen zu treten. Der König hatte Euch befohlen, zu warten, und Ihr habt gehorcht. Heute ruft er Euch zu den Waffen, und Ihr schart Euch um die Fahne: „Gott, Vaterland und König“; denn sein Wille entspricht dem lebhaftesten Wunsch Eures Herzens. Zu den Waffen also, tapfere Navarrer und Bewohner der baskischen Provinzen; bald werden wir den Sieg davontragen, welcher für immer Eure ehrwürdigen Gerechtsame (fueros), Frieden, Glück und die wahre Freiheit unseres Vaterlandes sichern wird. Es lebe die Religion! Es lebe Spanien! Es lebe Karl VII.! Nieder mit den Fremdlingen!

Nr. 5456. Spanien. April 1872.

Der Ober-General Eustaguio Diaz de Rada.

Nr. 5457.

SPANIEN. — Proclamationen des Don Carlos an das Volk und die Armee bei seinem Eintritt in Spanien.
[Uebersetzung].

Nr. 5457. Spanien. April 1872.

Spanier! Ich bin in Eurer Mitte. Ich will mein Leben Eurem Glücke weihen; Spanien weiss es; die ganze Welt weiss es mit ihm. Die Grundsätze, welche auf mein Banner eingeschrieben wurden, sind allbekannt, so dass ich sie feierlich für proclamirt halten kann. Es sind dieselben heiligen Principien, die uns einst so hohen Ruhm gebracht und uns allüberall Hochachtung verschafften. Ihr Alle seid die Opfer einer kühnen Minderheit, die Euch das Joch eines Fremden auferlegte. Ich komme, um Euch zu retten, um Eure Wohlfahrt, Eure Schwerkraft in der Welt und Eure nationale Unabhängigkeit zu vermehren. Jeder Blutstropfen, den man vergiessen wird, ist eine Wunde, die man meinem Herzen schlägt; denn mein Herz ist eins mit dem Euren und eins mit dem Vaterlande. Spanier! Der Krieg ruft Euch Alle, ohne Ausnahme, auf dass Ihr Euch um das nationale Banner schart. Unsere Ahnen schrieben in seine Falten: Mit Gott für König und Vaterland. Beugen wir unser Haupt vor Gott; ehren wir seine Priester und Altäre, und Gott wird uns Muth verleihen, um unser Unternehmen des Heils zu krönen! Einen wir uns unter dem Rufe: Nieder mit den Fremden! und das Gebrüll des spanischen Löwen wird die Männer der Revolution, wird die Schleppträger Italiens erschrecken. Spanier! Kommt Alle zu mir, und wenn Ihr kommt und wenn Ihr einig seid, so wird es Eurem König ein Leichtes sein, Euch den Frieden, die Fülle, Eure Gerechtsame (fueros) und die wahre Freiheit zu verleihen.

Carlos.

Soldaten! Durch vierzig Generationen habt Ihr vom Vater auf den Sohn, als tapfere Soldaten und Spanier, das heilige Feuer der Unabhängigkeit bewahrt. Mit Eurem edlen Blute schriebt Ihr tausend heldenmüthige Thaten

Nr. 5457. Spanien. April 1872.

von Sagunt bis Baylen in die Blätter der Geschichte ein. Und nicht auf der Halbinsel allein habt Ihr Euch mit Ruhm bedeckt; denn Ihr führtet das lorbeerumkränzte spanische Banner von Otumba bis nach Lepanto. Damals waren die Könige wirkliche Herzoge, und der grobe Mantel des Soldaten war ein Adelstitel. Diese Zeiten sind nicht mehr. Die Revolution erniedrigte Eure Tugenden und verwandelte Euch in Söldlinge im Dienste gemeinen Ehrgeizes. Heute, nachdem der spanische Stolz verloren gegangen, nachdem die Disciplin gelockert und die Wahrheit verkannt wurde, seitdem der Verrath triumphirt und der Wuthschrei, den unsere Väter aus den Tiefen ihrer Gräber ausstossen, ungehört verhallt, heute duldet Ihr das Joch des Fremden, heute weht Euch eine Fahne voran, die nicht mehr das Banner der Helden zweier Welten ist. Soldaten, Euer legitimer König ruft Euch, um Euren Ruhm, Eure Disciplin, Eure Ehre und Eure alte Grösse neu erstehen zu lassen. Das Banner, welches mein Arm ergriff und das ich niemals fallen lassen werde, ist das Banner unserer Ahnen, das Abbild unserer Unabhängigkeit und unserer Eroberungen. Soldaten! Wenn der Fremdling Euch gegen mich marschiren lässt, und wenn Ihr es wagen solltet, auf Euren König Feuer zu geben, so werde ich Eure Tapferkeit stets bewundern, aber die Nationalehre beweinen. Ihr werdet allezeit meine geliebten Kinder sein, und darum rufe ich Euch zu mir als Freunde, um Euren verlorenen Adel, Eure vergessene Zucht, Euren geschwundenen Ruhm wieder zu erringen; um mit Euch, die ich als die Besten ehre, das Vaterland zu erretten, will ich, König und Soldat, stolz darauf, immer Eure Uniform zu tragen, meine Ehre darin setzen, alle Drangsal mit Euch zu ertragen. Soldaten! Ich rufe Euch als Euer Vater. Kommt Alle zu mir: Mit Gott für König und Vaterland.

Carlos.

Nr. 5458.

SPANIEN. — Proclamation des Carlisten-Generals Tristany beim Einrücken in Catalonien.

[Uebersetzung].

Nr. 5458. Spanien. 25. Mai 1872.

Catalanen! Endlich bin ich in Eurer Mitte! Ich komme mit demselben Glauben, ich vertheidige dieselben Rechte und dieselben Principien wie ehemals; sie allein vermögen die Leiden unseres Vaterlandes zu beschwören, welches jetzt die Beute der Usurpation und der Willkür ist. Euer Patriotismus und Euer Muth haben sich ebenfalls nicht geändert. Kommt Alle herbei! Wir kennen uns ja recht gut, ihr wackeren Bewohner dieser Berge! Gedenkt unserer Siege auf den Schlachtfeldern von Avino und Cardona; wir litten damals dieselben Strapazen, liefen dieselben Gefahren. Ihr seid die würdigen Abkömmlinge der Almogavarres; an der Spitze Eurer Bataillone wird nichts

mich aufhalten können. Catalanen! Seht auf Spanien, aus dessen Schoosse so viele Helden hervorgegangen sind! Einer Handvoll Abenteurer zur Beute, erträgt es das Joch eines fremden, excommunicirten Prinzen, eines Abkömmlings jenes Hauses Savoyen, dessen Ahnen, ehrgeizige und elende Vasallen, unseren Königen auf ihren Triumphzügen die Schleppe trugen. Blickt auf Spanien, welches die neue Welt civilisirt, so viele Länder, so viele Schätze besessen hat; seht seine Colonien in Gefahr, Handel und Gewerbe ermattet, seine Gesetze mit Füssen getreten, seine Tempel geplündert! Vereinigen wir unsere Anstrengungen, um unser theures Vaterland, das uns ruft, zu retten, und entfalten wir unsere Fahne mit der edlen Devise: Gott, Vaterland, König! Schon ist sie von dem würdigen Erben des heiligen Ferdinand und Recobedo's in Navarra und in den baskischen Provinzen aufgepflanzt, und bald wird auch sein erhabener Bruder, der Infant Don Alfonso, der tapfere Soldat von den päpstlichen Zuaven, sie in diesen Provinzen entrollen, welche von jeher der angestammten Monarchie ergeben waren. Zu den Waffen, Catalanen, und kämpfen wir, bis das Vaterland glücklich in eine neue Aera des Friedens, des Wohlstandes und weiser Sparsamkeit geleitet ist. Catalanen, das Vaterland ist in Gefahr! Zu den Waffen! Eilt herbei, und unser Ruf sei: Es lebe die Religion! Es lebe Spanien! Es lebe der König! Nieder mit dem Fremdling!

Nr. 5458. Spanien. 25. Mai 1872.

General Tristany, Graf v. Avino.

Nr. 5459.

SPANIEN. — Abdankungsbotschaft des Königs Amadeo.*)
[Uebersetzung].

An den Congress.

Gross war die Ehre, welche mir die spanische Nation erwies, als sie mich auf den Thron berief; eine Ehre, die ich um so höher anschlug, als sie sich mir von den Schwierigkeiten und Gefahren umringt darbot, welche mit der Aufgabe, ein so tief aufgeregtes Land zu regieren, verbunden waren. Allein getrieben von der meinem Hause eigenthümlichen Entschiedenheit, welches die Gefahr eher aufsucht als vermeidet, entschlossen, nur das Wohl des Landes ins Auge zu fassen und mich über alle Parteien zu stellen, mit dem festen Vorsatz, den von mir den constituirenden Cortes geleisteten Eid gewissenhaft zu beobachten, und bereit, alle Opfer zu bringen, um diesem tapferen Volke die Ruhe zu geben, deren es bedarf, die Freiheit, die es ver-

Nr. 5459. Spanien. 11. Febr. 1873.

---

*) In Folge dieser Botschaft wurde noch am selben Tage von den Cortes die Annahme der republicanischen Regierungsform mit 256 gegen 32 Stimmen beschlossen. A. d. Red.

Nr. 5459. Spanien. 11. Febr. 1873.

dient, und die Grösse, zu welcher es seine ruhmreiche Geschichte, die Tugend und Tapferkeit seiner Kinder berechtigten, glaubte ich, dass die kurzen Erfahrungen meines Lebens in der Kunst des Gebietens eine Ergänzung in der Aufrichtigkeit meines Charakters und einen mächtigen Beistand zur Beschwörung der Gefahren und zur Besiegung der meinem Blicke nicht verborgenen Schwierigkeiten in den Sympathien aller Spanier finden würden, die ihr Vaterland lieben und den ebenso blutigen wie furchtbaren Kämpfen, welche schon so lange sein Eingeweide zerfleischen, ein Ziel zu setzen wünschen. Ich erkenne nun, dass ich mich in meiner Hoffnung getäuscht habe. Zwei lange Jahre sind es, dass ich die Krone Spaniens trage, und Spanien lebt in beständigem Kampf und sieht die Zeit des Friedens und des Glückes, welche ich so inbrünstig ersehne, von Tag zu Tag weiter hinausgerückt. Wenn die Feinde seines Glückes Fremde wären, dann würde ich an der Spitze dieser eben so tapferen wie ausdauernden Soldaten der Erste sein, sie zu bekämpfen. So aber sind Alle, die mit dem Schwerte, der Feder oder dem Worte die Leiden der Nation verlängern und erschweren, Spanier; Alle rufen den süssen Namen des Vaterlandes an, Alle kämpfen und arbeiten für sein Wohl, und inmitten des tosenden Kampfes der verworrenen, betäubenden und sich widersprechenden Rufe der Parteien und einander entgegengesetzten Aeusserungen der öffentlichen Meinung ist es unmöglich, zu erkennen, wo sich die Wahrheit befindet, und noch unmöglicher, ein Heilmittel für so viele grosse Uebel zu finden. Ich habe eifrig nach demselben gesucht innerhalb des Gesetzes und habe es nicht gefunden. Ausserhalb des Gesetzes darf der es nicht suchen, der geschworen hat, das Gesetz zu beobachten. Niemand wird meinen Entschluss auf Charakterschwäche zurückführen. Keine Gefahr hätte mich bewegen können, die Krone niederzulegen, wenn ich die Ueberzeugung hätte, sie zum Wohle Spaniens zu tragen; auch liess auf meinen Geist jene Gefahr keinen Eindruck zurück, welche das Leben meiner erhabenen Gemahlin bedrohte, die in diesem feierlichen Augenblicke gleich mir den lebhaften Wunsch ausspricht, dass man die Urheber jenes Mordversuches begnadige. Aber heute habe ich die feste Ueberzeugung, dass meine Anstrengungen fruchtlos und meine Absichten unausführbar sind. Dies, meine Herren Abgeordneten, sind die Gründe, welche mich bewegen, der Nation und in deren Namen Ihnen die Krone zurückzustellen, welche mir die nationale Stimme angeboten hat, und ich verzichte darauf für mich, meine Kinder und Nachfolger. Seien Sie überzeugt, dass ich, indem ich die Krone niederlege, nicht auch zugleich meiner Liebe für dieses ebenso edle wie unglückliche Spanien entsage, und dass ich nur das Eine bedauere, dass ich ihm nicht das Glück verschaffen konnte, das mein treues Herz für es erstrebte.

Palast von Madrid, 11. Februar.

Amadeo.

Nr. 5460.

SPANIEN. — Min. d. Ausw. (Sr. Castelar) an die Vertreter Spaniens im Auslande. — Circular, betreffend die Einsetzung der Republik.*)
[Uebersetzung.]

Staatsministerium. Politische Abtheilung.

Nr. 5460. Spanien. 12. Febr. 1873.

Die von diesem Ministerium Ew. Excellenz zugefertigten Telegramme werden Sie in Kenntniss gesetzt haben, dass die souveräne Versammlung der spanischen Nation als definitive Staatsregierungsform die Republik proclamirt hat. Dieser Act ist keine Geburt der Revolution, kein Erzeugniss der Ueberraschung oder Betäubung, wahrlich nein, sondern er ist aus der gewissenhaften Erwägung und dem souveränen Willen beider Kammern hervorgegangen, welche, jüngst in allgemeiner Volksabstimmung gewählt, durch die gesetzliche Behörde befragt und in vollem Frieden zu Rathe gegangen, sich haben überzeugen können, dass unter den gegenwärtigen längst vorausgesehenen Umständen dies der Wunsch der Nation sei. Wenn man der Verfassungstreue und dem constitutionellen Geiste des letzten Königs ganze und volle Gerechtigkeit widerfahren lassen muss, so muss doch auch gesagt werden, dass er das Widerstreben, welches dieser würdigen und stolzen Nation gegen alles angeboren ist, von dem sie mit Recht oder Unrecht, nah oder fern, ihre Unabhängigkeit bedroht glaubt, nicht hat besiegen können. In dieser Lage hat er den Conflict in patriotischer Weise dadurch gelöst, dass er für sich und seine Nachkommen auf die Krone Spaniens verzichtete. Als dieser sein Entschluss bekannt und seine Verzichtleistung öffentlich geworden war, gab es in der allgemeinen Stimmung aller Parteien nur e i n e n Gedanken, den der gebieterischen, unbestreitbaren und höchsten Nothwendigkeit, an die Stelle der Monarchie die Republik zu setzen. Mit der höchsten Vaterlandsliebe, mit einem politischen Sinne, der wenig seines Gleichen hat, mit der weiten Voraussicht, welche das Erbtheil unseres herrlichen Volksstammes ist, haben die Cortes der spanischen Nation alle Wünsche erfüllt, indem sie die den Demokratien eigenthümliche Regierungsform, die republikanische, annahmen. Kein Druck, weder von innen noch von aussen, kein Tumult hat auf ihre Berathungen eingewirkt. Das Volk ruhig, das Heer gehorsam, alle Behörden in der friedlichen Ausübung ihrer Obliegenheiten und Gerechtsame: so ist frei und ruhig die Abstimmung der zur Nationalversammlung vereinigten beiden Kammern vor sich gegangen. Darauf ist man zur Ernennung der National-Regierung geschritten, welche aus den Volksvertretern besteht, deren Namen bereits zur Kenntniss Ew. Excellenz gebracht sind. Diese sofort zusammengetretene Re-

*) In der am selben Tage eingesetzten Nationalregierung erhielt Figueras das Präsidium und Castelar das Ministerium des Auswärtigen. A. d. Red.

Nr. 5460. Spanien. 12. Febr. 1873

gierung hat beschlossen, alle ihre Kraft und Energie aufzubieten, um das ihr von der Nationalversammlung übertragene Amt zu führen und um jeden Preis die öffentliche Ordnung zu wahren. Ich hoffe somit, dass Ew. Excellenz, einsichtsvoll und patriotisch, wie Sie sind, der Regierung, bei der Sie beglaubigt sind, mittheilen, dass die Republik fortan die definitive Form unseres politischen Staatslebens sein wird und dass, um sie aufrecht zu halten und wurzelfest zu machen, wir auf die Achtung vor dem Gesetze, von welcher das spanische Volk während der vier letzten Jahre der demokratischen Herrschaft so viele Beweise gegeben hat, sowie auch auf die Treue der Armee zählen, welche die neue Regierungsform zu stützen entschlossen ist. Ew. Excellenz werden Sich bemühen, jedes Vorurtheil zu zerstreuen und den Gedanken zu vertreten, dass diese Republik den Willen der Nation darstellt und für die öffentliche Ordnung alle Gewähr bietet. Lassen Sie es Sich angelegen sein, ihren sowohl im Innern als nach Aussen hin friedfertigen Charakter hervorzuheben und darzuthun, dass unser Vaterland die Tugenden besitzt, an denen man die zur Selbstregierung reifen Völker erkennt. Zerstreuen Sie die irrigen Meinungen, welche im Auslande über die Haltung der Armee bestehen sollten; sowie wir beschlossen haben, die Einrichtung derselben aufrecht zu halten und zu verbessern, so ist die spanische Armee entschlossen, unser gesetzliches Ansehen zu unterstützen, weil dasselbe aus dem Gedanken und dem Willen des spanischen Volkes geboren ist. Dem Herrn Minister des Auswärtigen wollen Sie dieses vorlesen und davon Abschrift lassen.

Gott behüte Sie!

Madrid, 12. Februar 1873.

Emilio Castelar.

Nr. 5461.

SPANIEN. — Min. d. Ausw. (Sr. Sagasta) an die Vertreter Spaniens im Auslande. — Circular, betreffend Einsetzung einer neuen Regierung.*)

[Uebersetzung.]

Nr. 5461. Spanien. 25. Jan. 1874.

Ohne Rückhalt von der Nation angenommen und seit ihrem Entstehen in allen ihren Befugnissen hergestellt, glaubt die Regierung, die sich in Madrid am 3. Januar bildete, nachdem sie dem Land ihren Ursprung und ihre Ziele

*) Nachdem die Cortes am 8. Juni 1873 mit 210 gegen 2 Stimmen die Errichtung einer Föderativ-Republik beschlossen hatten, hatte Figueras abgedankt und war am 11. Juni durch Pi y Margall als Präsident ersetzt worden, dem am 19. Juli Salmeron

dargelegt hat, die ersehnte Gelegenheit gekommen, ihre Stimme an die auswärtigen Mächte zu richten, um genau und offen den Charakter der Ereignisse zu erklären, welche ihr das Leben gaben, sowie die Bestrebungen, welche bei ihrer Bildung vorgeschwebt und in der Zukunft ihre ganze Politik bestimmen werden. || Bekannt ist Europa und der ganzen civilisirten Welt die beklagenswerthe Reihe verschiedener, dem äusseren Anschein nach oft widersprechender, in ihrer Bedeutung und ihrem Zusammenhang ohne Zweifel übereinstimmender und überaus schmerzlicher Vorgänge, welche Spanien erschüttert und mit Blut übergossen haben, bis der letzte Monarch seine Abdankung anzeigte. Bei der nahen Berührung der Interessen und der geistigen Gemeinschaft, welche heute die Völker unterhalten, werden die verschiedenen Mächte, wie es in anderen Zeiten unser Land erfahren hat, den Rückschlag von Stössen und Katastrophen wahrgenommen haben, welche den Nationen als höchste Lehre und letzte Reinigung der modernen Freiheit auferlegt scheinen. Unglücksfälle und Verwirrungen sollten in Spanien den zuvor majestätischen und ruhigen Gang einer Revolution stören, welche, ohne Blutvergiessen vollbracht, im Innern mit einstimmigem Beifall aufgenommen und anerkannt, glücklich in der höchsten Sphäre des öffentlichen Rufes befestigt, mit seltenem Wohlwollen von den angesehensten Regierungen beider Continente aufgenommen und sehr bald in der Person ihres obersten Magistrats anerkannt war. || Während der Kriege und Nöthe, welche wie ein unseliges Gefolge die plötzliche Entschliessung des letzten Königs nach sich zog, und die für lange auf unserem Spanien lasteten, haben die europäischen Mächte, wohl besorgt, es möchten Funken unseres Brandes bis in ihren Schooss fliegen, ohne Zweifel beobachten können, dass weder der Absolutismus auf der einen Seite unserem Volke sclavische Ruhe zubrachte, noch die Befriedigung schändlicher Gelüste und verkehrter oder brutaler Leidenschaften, womit es auf der anderen Seite die Demagogie versuchte, jemals genügten, dass sich die Bürger zu einer widerstandsfähigen Masse vereinigt oder die verschiedenen Classen unserer Gesellschaft zusammengeschaart hätten, um auf die constitutionelle Freiheit zu verzichten, die sie so rühmlich erobert hatten, oder auf die Bürgschaften für Ordnung und Ruhe, die in den neuen Einrichtungen gefunden werden konnten. || Fast alle seine Schiffe waren dem Lande weggenommen, gestört die Kraft unseres Heeres durch eine bis heut in der Geschichte Spaniens beispiellose Zuchtlosigkeit; mit der Verwüstung unserer Ortschaften oder mit verheerenden Streifzügen durch unsere Gefilde beschäftigt, haben Soldaten zu Wasser und zu Lande, die immer ein Schild unserer Sicherheit gewesen waren, ein Vorbild für fremde Völker und ein gerechter Stolz des Vaterlandes, mit dem Tode bedroht die nationale Einheit, welche in ruhmreichen, Jahrhunderte langen Kämpfen

---

und am 8. September Castelar folgte. Am 3. Januar 1874 wurden die Cortes durch Staatsstreich des General Pavia gesprengt und eine Regierung unter Serrano eingesetzt.
A. d. Red.

Nr. 5461. Spanien. 25. Jan. 1874.

unsere Vorfahren hergestellt; vernichtet war der öffentliche Credit; ermuthigt durch so mannigfache Verwickelungen die Parteigänger des Absolutismus, welche stets ihre Dreistigkeit nach dem Maass unseres Unglücks gerichtet haben; alle Mächte in Zurückhaltung gehüllt, während einige aus der Gleichgültigkeit heraustraten, um mit gewichtigen Entschliessungen Besorgniss oder Missstimmung auszudrücken; das Eigenthum angetastet, alle Interessen beunruhigt, die Religion beschimpft und verfolgt; in öffentlicher Controverse selbst der Bestand der Familie erniedrigt und verhöhnt; die ewigen Grundlagen der menschlichen Gesellschaften discutirt und geräuschvoll bekämpft; mit dem Zweifel in allen Geistern und der Angst in jeder Brust — hielt das spanische Volk noch geheime Hoffnungen auf Rettung fest, und vermöge eines geheimnissvollen Schauens, welches seine hervorragendsten Söhne theilten und unter sich übertrugen, vertraute es noch, die Kraft und den Frieden wiederzuerlangen, ohne das theure Opfer jener Freiheiten, die es seit lange geniesst, ohne endgültigen Verzicht auf Fortschritte, welche in den letzten Jahren erreicht und jetzt durch Unwissenheit und Perfidie gefälscht worden sind. || So ist, in genauer Zusammenfassung, der Charakter der grossen Krisis, die wir durchgemacht haben und die mit gewissenhafter Treue geschildert werden muss, weil so allein alle Regierungen jene Ereignisse ins rechte Licht stellen und in ihre innerste Bedeutung eindringen können. Die spanische Nation, plötzlich aller Kräfte beraubt, welche zur Vertheidigung und zum Gleichgewicht der gesellschaftlichen Organismen beitragen, durch Ueberraschung um die Einrichtungen gebracht, die ihren Bestand sichern und ihre Entwickelung erleichtern, hat dafür gesorgt, auf lange Zeit den Besitz ihrer selbst wiederzuerobern, allmählich ihren zerrütteten Haushalt wiederherzustellen und sich mit möglichst geringer Gewaltsamkeit sowohl von denjenigen zu emancipiren, welche ihre Langmuth ausbeuteten, um unseren Boden mit Blut und Ruinen zu bedecken, als auch von denen, welche noch vor wenig Stunden mit ihren schon erprobten föderalen Theorien noch einmal Anarchie und Auflösung bringen wollten, und von denen, welche im Norden unseres Spaniens die gefährlichen Bewegungen damit hindern wollen, dass sie uns zu dauernder Unbeweglichkeit verdammen, und die unvorsichtigen Kundgebungen damit, dass sie uns zu ewigem Stillschweigen zwingen. || Um jenes Hauptziel zu erreichen, hat die öffentliche Meinung, allein auf die Befreiung und Wiederherstellung des Vaterlandes bedacht, alle Anstrengungen unterstützt, verständig alle Combinationen gefördert, welche auf friedlichem Wege das Land zum Herrn seiner selbst machen würden, und hat mit Beifall die Hülfe derer stets angenommen und auch wohl indirecter Weise nachgesucht, welche sie kurz zuvor an den Abgrund führten. || Als daher im letzten September die föderalen Cortes ihre Berathungen auszusetzen beschlossen und einer gleichfalls föderalen Regierung dictatorische, rettende Vollmachten einräumten, schloss sich der bessere Theil unserer Mitbürger und die Mehrheit unserer Parteivertreter mit heftiger Aufrichtigkeit der Entscheidung jener Kammer an, indem man ihren Ursprung

vergass und grossmüthig die Augen abwandte von jenen unsinnigen Bestrebungen, jener selbstmörderischen Ausschliesslichkeit, worin sich bis dahin ein Parlament erschöpft hatte, das allein fruchtbar war in der Vermehrung der Gefahren und allein ausdauernd, um mit satanischem Hochmuth dem Rufe zu widerstreben, der von allen Seiten Ordnung und Ruhe von ihm forderte. || Einmüthiger und lauter, wenn schon nicht edler und uneigennütziger, war die enthusiastische Zustimmung, womit alle Parteien und Classen unserer Gesellschaft das Wiederherstellungswerk des ausgezeichneten Tribunen unterstützten und erleichterten, der, durch eine schmerzliche Erfahrung belehrt, mit edler Aufrichtigkeit und heroischem Patriotismus auf die utopischesten Dogmen seiner Schule verzichtete und von den letzten Cortes eine Dictatur empfing, die durch ein unabwendbares Gesetz dazu verurtheilt war, sich in lächerliche Unmacht zu verwandeln oder ganz vorzüglich gegen eben die Cortes in Anwendung zu kommen, welche sie erzeugt hatten. || Sobald Spanien die Tragweite jener Ermächtigung schätzen und die Ehrlichkeit Derer erkennen konnte, die sie anzuwenden hatten, schaarten sich die öffentliche Stimmung, die Presse, die lebendigen Kräfte unseres Landes in öffentlicher Eintracht um die Regierung, welche in ihren Vorsätzen sich einmüthige Bestrebungen aneignete, und gaben der Entscheidung, welche die Kammer als vorübergehende Pause angenommen hatte, den Charakter des Unwiderruflichen. Mit jenem Beschlusse hatten sich die Cortes vor Spanien und der civilisirten Welt verpflichtet, die Aufgabe der Wiederherstellung zu verfolgen, die sie, wenn auch spät, angetreten hatten, oder zu sterben, verstossen vom Vaterlande durch eine Explosion des nationalen Gefühls; denn wenn die freiesten und fortgeschrittensten Völker von der Discussion einige Principien ausschliessen und sie einmüthig als unabänderliche Dogmen betrachten, über die zu keiner Zeit gestritten werden darf: so sollten mit umsomehr Grund unter uns Decrete und Berathungen für endgültig geachtet werden, welche das Heer erneuerten und unsere Marine wieder ordneten, das Eigenthumsrecht wiederherstellten und die nationale Einheit vor der drohendsten Gefahr sicher stellten. || Spanien jedoch wartete noch. Erst als die Cortes ihre Arbeiten wiederaufnahmen, als sie mit ihrer ersten Abstimmung von ihren Wiederherstellungsvorsätzen abstanden und abermals die Grundeinrichtungen und die Zerstückelung des vaterländischen Bodens auf den Tummelplatz ihrer verbitterten Leidenschaften warfen; da in der Zersetzung der Kammer bereits der um drei Monate verschobene Triumph der schlechtgezügelten Demagogie deutlich wurde, da das Land zu dem Selbstmorde, den jenes Parlament blind und hartnäckig zu suchen schien, hingerissen ward: wusste die Garnison von Madrid, mit bewundernswerther Vorsicht und wunderbarem Geschick, die Wünsche des Heeres, die der Armada und die des ganzen Landes zu deuten und hat in wenig Stunden das Leben und die Ehre der Nation gerettet. || Ausdruck jenes nothwendigen und feierlichen Actes ist die Executivgewalt der Republik, welche sich unter der Präsidentschaft des Generals Serrano in Madrid am 4. Januar bildete. Man sah, wie nichtig das Bemühen

Nr. 5461. Spanien. 25. Jan. 1874.

war, diese Regierung denen an die Seite zu stellen, welche in früheren Epochen die Staatsstreiche hervorgebracht haben, und wie unbegründet die Vergleichung des von der Garnison der Hauptstadt vollbrachten patriotischen Actes mit denen, welche in anderen Zeiten und für verschiedene Zwecke die Geschichte verzeichnet hat, erscheinen muss. ‖ Die neue Executivgewalt trat ins Leben, um den rettenden Trieb der Selbsterhaltung zu befriedigen, der in den ernstesten Augenblicken die Meinung beseelte und unser Heer in Bewegung setzte; sie bildete sich vor einer Junta, in welcher alle liberalen Gruppen vertreten waren, die nicht mit ihren Schaaren die schon zahlreiche Reihe der Verwirrungen und Conflicte vermehren wollten, und vereinigt in ihrer Zusammensetzung die zwei Parteien, die am unmittelbarsten und thätigsten zur Septembererhebung beigetragen haben. ‖ Indem sie aus freien Stücken diesem Ursprung entspricht, dem Gebote der Thatsachen gehorcht und die durch ihren Antritt hervorgerufenen Aenderungen begrenzt, hält die Executivgewalt die Verfassung von 1869 aufrecht, mit Unterdrückung des Artikels, den der letzte König mit seiner Abdankung strich; bewahrt in der Organisation der Gewalten die Form, welche sie vorfand, und nimmt die Dictatur wieder auf, welche wenige Stunden zuvor ein in den Cortes gebildetes Ministerium ausübte, obschon die gegenwärtige Regierung, frei von beängstigenden Fristen und nicht durch das parlamentarische Veto behindert, von Stund an alle ihrer Verantwortlichkeit anvertrauten Mittel mit frischerem Geiste, mit schnelleren und kräftigeren Beschlüssen, mit sicherer Hand nutzen wird, die bis zur Beendigung des Bürgerkrieges und zur endgültigen Unterwerfung der verwirrenden Leidenschaften der Demagogie ausharrt. ‖ Die öffentliche Meinung, befreit von der unstäten Unruhe, welche die Empörungen und der bisher von den bewaffneten Massen ausgeübte Druck hervorbringen, wird sich ruhig und frei an den Urnen ausdrücken können. Die Nation wird alsdann, in den Cortes dargestellt, die Lücke ausfüllen, welche in unsere Einrichtungen der freiwillige Verzicht des Monarchen gebracht hat, wird in der Verfassung des Staates diejenigen Verbesserungen anbringen, welche die theure Lehre der letzten Zeiten als zweckmässig anräth oder als unerlässlich fordert. Sie wird auf's Neue die verbrauchten Triebfedern der Macht stählen und den kräftigen Lebenstrieb, der die freien Völker auszeichnet, entwickeln und so ausserhalb Spaniens — wie dies die Executivgewalt mit Entschlossenheit gleich jetzt thun wird — das letzte Misstrauen und die ängstlichsten Besorgnisse zerstreuen. ‖ Eine Gewähr für diese süsse Hoffnung und ein unschätzbares Pfand für das Vertrauen, welches ihr das Land entgegenbringt, ist für die Regierung von Anfang an die einmüthige Zustimmung des Heeres zu der rettenden That der Garnison von Madrid gewesen und die freiwillige Anerkennung, welche ihr hernach die Bevölkerung aller Orte und die ungeheure Mehrheit der vom vorigen Ministerium ernannten und festgehaltenen Behörden leistete. Als das bezeichnendste Ergebniss und als eine wahre Rechtfertigung der neuen politischen Lage muss jetzt die Raschheit betrachtet werden, womit neue Ver-

suche zu einer föderalen Erhebung unterdrückt worden sind, und die Leichtigkeit, mit der jenes communistische Banner niedergeschlagen ward, das in den mächtigen Mauern Cartagena's seit Monaten das Entsetzen der Spanier und der Scandal aller gesitteten Völker war. || Die Executivgewalt der Republik, so von allen friedliebenden Bürgern begrüsst, eher der freiwillige Ausdruck des nationalen Bedürfnisses, als das Ergebniss von Anstrengungen Einzelner, wird sorglich darauf bedacht sein, dieses ausserordentliche Vertrauen zu verdienen und zu erhalten. Identificirt mit der Revolution von 1868, wird sie in der Sphäre der Macht den politischen Sinn jener ruhmreichen Erhebungen festhalten, in deren Vertretung und Entwickelung die Männer, welche heute die Regierung bilden, für das constitutionelle Spanien die Freundschaft und Achtung aller Völker erhielten und den verschiedenen Mächten Europa's und America's die Ehre erwiederten, auf die sie so vielfache Ansprüche haben. Da sie heut um eine demokratische Verfassung vereinigt sind, wird in dieser Verfassung, in ihrer treuen Erfüllung, in der Ausübung der Freiheiten, die sie gewährt, und vor Allem in der strengen und wachsamen Anwendung der Sicherheiten, die sie der Ordnung an die Hand giebt, das politische Kennzeichen der spanischen Regierung zu suchen sein, sobald die Verwicklungen beendigt sind, die sie mit Grund zu bewältigen hofft. || Aber die Regierung glaubt überdies, dass unter den gegenwärtigen gefahrvollen Umständen und im Allgemeinen in den allen Völkern gemeinsamen Uebergangsperioden, wann sich die politischen Unterschiede verdunkeln, wann die Menge der Ereignisse nicht gestattet, die Grenzen jeder Partei zu erkennen, und die rasche Folge der Stimmungen nicht erlaubt, dass sich in der Meinung deutliche und dauernde Grenzlinien bilden, — dass dann die Bedeutung von Männern und Regierungen sich eben sowohl aus ihren Erfahrungen als aus ihren mittelbaren Absichten ergiebt; der Gebrauch der Autorität und die praktischen Mittel, zu denen er greift, sind für die Bestimmungen eines politischen Charakters ebenso bedeutend wie die vom Patriotismus eingegebenen Erklärungen. Die Reihe ihrer Maassregeln und die Summen ihrer Antecedentien drücken die Bedeutung der Regierenden nicht weniger aus, als ihre bekannten Principien oder ihre alten Ideale. In diesem Sinn eignet sich die Executivgewalt, welche mit patriotischer Entschiedenheit bei ihrer Bildung zu einer Dictatur gegriffen hat, mit Freude gegenüber den verschiedenen Mächten — wie eines Tages vor den Erwählten die Vertretung jenes grundlegenden Actes und die der energischen Mittel an, mit denen sie seit ihrer Entstehung nach aussen die herzliche Freundschaft aller Völker zu verdienen und nach innen um jeden Preis die Unversehrtheit des Vaterlandes, die Ordnung und die Freiheit zu erhalten trachtet. || Auf Befehl der Executivgewalt weise ich Sie an, in einer vertraulichen Besprechung dieses Document dem dortigen Minister der auswärtigen Angelegenheiten vorzulesen und ihm die übliche Abschrift zu lassen. Gott behüte Sie viele Jahre!

Madrid, den 25. Januar 1874. Praxedes Mateo Sagasta.

Nr. 5462.

SPANIEN. — Min. d. Ausw. (Sr. Ulloa) an die Vertreter Spaniens im Auslande. — Circular, betreffend die Aufgaben der Regierung und die Haltung dem Auslande gegenüber.*)
[Uebersetzung.]

Nr. 5462. Spanien. 22. Mai 1874.

Ich übersende Ew. Excellenz das Manifest, welches das neue Ministerium an das Land gerichtet hat, in dem es seine Bedeutung für die Gegenwart und seine Bestrebungen für die Zukunft darlegt. Um den Gedanken der Regierung zu vervollständigen, glaube ich mich verpflichtet, Ew. Exc. den Geist kundzugeben, der das Ministerium in seinen internationalen Beziehungen beseelt, sowie die Ansicht, die es sich über die besondere Stellung gebildet hat, in welche es die jüngsten Ereignisse zu den fremden Mächten bringen, indem es wünscht, es möchte seinem Stillschweigen keine verkehrte Deutung gegeben werden, und dass die Böswilligkeit seine wahren Absichten nicht entstellen könne. || Nach einem langen Zeitraume von Kämpfen und Krämpfen findet sich heute Spanien in so schwierigen Umständen, dass es alle seine Kräfte in sich zusammenfassen und auf seine innere Lage alle Gedanken und alle Sorgen der öffentlichen Gewalt richten muss, um, frei von Schrecken, Gewaltthätigkeiten und Kriegen, zur feierlichen Ausübung der Souveränetät zurückzukehren und unwiderruflich über seine künftigen Geschicke zu entscheiden. Fern war dieses Ziel, als das Heer aufgelöst oder zuchtlos, das Princip der Autorität geschwächt, Provinzen und bedeutende Städte eine Beute des Carlismus und der Anarchie, alle Bande zerrissen, alle Bürgschaften mit Füssen getreten, die Nation von den Aufständischen und die Regierungen von der Unfähigkeit verschlungen, die unzerstörbare Einheit des spanischen Vaterlandes am Vorabend der Auflösung zu sein schien. Aber seitdem, Dank der Thatkraft der Ministerien, die uns vorangegangen sind, und Angesichts der Gefahren, welche die Gesellschaft bedrohen, ein Act von Männlichkeit, der nicht sowohl dem Lande aufgedrängt, als in der Entrüstung und dem Ehrgefühl, die es beherrschten, entsprungen war, die Cantonalen aus Cartagena, ihrem letzten Zufluchtsort, vertrieb und die wahnsinnigen Hoffnungen der Absolutisten in den Bergen von Somorrostro vernichtete, hat die Sache der Ordnung und der Freiheit ihren Triumph für eine nicht ferne Zeit endgültig gesichert; die Demagogie hat sich genöthigt gesehen, ihr schwarzes Banner einzuziehen, und die fanatischen Parteigänger der Vergangenheit haben aufgehört, selbst den Kleinmüthigsten Angst und die Muthlosigkeit einzuflössen, welche diejenigen niemals empfunden haben, die, bekannt mit den Wechselfällen unserer Geschichte, wussten, dass

*) Am 13. Mai hatte der Präsident Serrano ein neues Ministerium mit Zabala als Ministerpräsidenten und Kriegsminister ernannt. A. d. Red.

die Lebenskraft und die Ausdauer des spanischen Volkes nach dem Maasse seines Unglücks zu wachsen und zu erstarken pflegt. Aber weil sich unsere innere Verwaltung merklich verbessert hat, können wir noch nicht den internationalen Angelegenheiten, welche in diesen Augenblicken die Aufmerksamkeit der fremden Cabinette fesseln, eine wirksame, stetige Thätigkeit zuwenden, noch werden uns zu einem Heraustreten aus unserer bescheidenen Haltung und zu einem Hervortreten mit stolzen Ansprüchen die ruhmreichen Erinnerungen an unser altes Uebergewicht ein hinreichender Anreiz sein. Nur in der unwahrscheinlichen, unzulässigen Annahme, dass unsere legitimen Interessen beeinträchtigt, die Ehre der Nation angegriffen oder die Integrität des Gebietes bedroht wäre, würden wir diese Haltung verlassen, um keinem anderen Rathe zu folgen, als dem der Vaterlandsliebe, und um unser Recht mit der Hülfe Gottes und der Anstrengung dieser edlen Nation zu vertheidigen. Die gegenwärtige Regierung, die in der Gemeinschaft der grossen Ideen der Neuzeit lebt, deren umfassender Geist häufig die enge Form der gewöhnlichen Aeusserlichkeiten durchbrochen hat, hofft die amtliche Bestätigung des freundschaftlichen Einvernehmens, das sie mit den übrigen Regierungen erhält, zu erlangen nicht durch demüthige Schritte, die unserer Würde verboten sind, sondern indem sie die Verwirklichung dieses Wunsches aus der Bedeutung unserer eigenen Handlungen erwartet, und sie sagte vielleicht nicht zu viel, wenn sie beifügte: von der Gerechtigkeit und dem Vortheil der auswärtigen Mächte selbst. Es vereinigen uns mit denselben die stärksten politischen Bande, welche weder Intriguen noch Ehrgeiz lösen, welche herkömmlichem Misstrauen und Antipathien widerstehen, Bande, die das gegenseitige Interesse knüpft und die gemeinsame Gefahr enger bindet. Unter anscheinend verschiedenartigen Verhältnissen bieten sich der civilisirten Welt identische Probleme, die identische Hindernisse und Verwickelungen für den Gang der Politik in sich schliessen. Die Unterdrückung der Entfernungen, die wunderbare Zunahme des Handels, der fortwährende Verkehr der Völker, der Kosmopolitismus des Gedankens, die Aehnlichkeit der repräsentativen Einrichtungen, alles wirkt dazu mit, um den Widerstand zu verallgemeinern und die Solidarität der Regierungen herzustellen. || Manche bemessen die Bedeutung der Conflicte nach der Bedeutung des Orts, in dem sie materiell entstehen, betrachten sie mit gewisser Gleichgültigkeit und achten sie für durchaus fremd, weil sie nicht in der Nähe und für den Augenblick die Interessen berühren, die sie vertreten und vertheidigen, als ob heute die Vereinzelung möglich und die Ansteckung nicht unvermeidlich wäre. Da, wo für die gesellschaftliche Ordnung gegen die Commune, für die Eroberungen des modernen Rechts gegen die Ansprüche abgelebter Systeme gekämpft wird, da sind, da sollen wenigstens sein die Sympathien der vorsichtigen und besonnenen Regierungen, welche sich von den Grundsätzen einer gesunden Politik und eines wohlverstandenen Egoismus leiten lassen. || Vor wenigen Monaten lasteten auf Spanien drei Bürgerkriege, durch keinerlei Ungerechtigkeit hervorgerufen, entstanden in der Hitze

Nr. 5462. Spanien. 22. Mai 1874.

schlechter Leidenschaften und trauriger Verirrungen: einer in Cuba, wo uns, den Entdeckern und Civilisatoren von America, dieses letzte Stück Erde bestritten wird, auf dem wir nicht sowohl für unser Ansehen und unseren Einfluss in der neuen Welt als für unsere Ehre kämpfen, die wir unversehrt der Geschichte vererben müssen; der zweite in den baskischen Provinzen, welche eine seit 40 Jahren endgültig verlorene Sache zu erwecken suchen, und schliesslich die jetzt besiegte föderale Erhebung, die sich erdreistete, ihre vatermörderische Hand gegen die unabänderliche, mit dem Blute so vieler Generationen gekittete spanische Nationalität zu erheben. Zwei von diesen Kriegen lodern noch auf unserem Boden, mähen die Blüthe unserer Jugend nieder und legen uns grosse schmerzliche Opfer auf, während sich im Schoosse unserer verwirrten Gesellschaft die Elemente rühren, welche den dritten zum Aergerniss für In- und Ausland angestiftet haben. | Nicht allein Spanien ist bei dem Ausgange solcher Kämpfe betheiligt: Europa, ruhig und glücklich, während wir uns für ihre Durchführung aufreiben, kann sich zu ihren Ergebnissen nicht völlig fremd verhalten. Zwar erscheint das Flibustierthum nur bewaffnet, um unsere kostbaren Antillen der Botmässigkeit gegen das Mutterland zu entreissen. Aber wenn das Recht Spaniens tödtlich getroffen würde, bliebe das der anderen Nationen, welche Besitzthümer jenseit der Meere haben, heil und sicher? Hat man vielleicht das Gedächtniss für die schrecklichen Aufstände der Colonien in der zeitgenössischen Periode verloren? Zwar hat allein in Spanien der Fanatismus die Unwissenheit zu den Waffen gerufen, unter Benutzung von Umständen, die seinen Zwecken günstig waren; aber wahr ist es auch, dass, bei aufmerksamem Hinhorchen, ein fernes, wachsendes Donnern zu uns dringt, welches tiefe religiöse Bewegungen anzeigt, trotz der Duldsamkeit, deren sich das 19te Jahrhundert berühmt. Von der propagandistischen Demagogie, welche unter wechselnden Formen und Namen, bald am hellen Tage, bald in geheimnissvollen Zusammenkünften die breiten Grundlagen der Gesellschaft untergräbt und welche eine neue, von den Aposteln toller Fieberphantasien geträumte Zeit gründen möchte, indem sie alles, was es Achtungswerthes und Geheiligtes im menschlichen Gewissen giebt, von der Idee des Vaterlandes bis zur Gründung der Familie, anzugreifen sich nicht scheut — von dieser Demagogie wäre unser Vaterland nicht die einzige Beute und nicht das ausschliessliche Opfer gewesen, wenn sie zu Aller Unglück dahin gelangt wäre, ihre blutige Fahne auf den Ruinen unserer Städte aufzupflanzen. || In diesem umfassenden allgemeinen Sinne betrachtet das gegenwärtige Cabinet die Aufgabe, welche das öffentliche Wohl und die Umstände ihm auferlegt haben, und die, wenn sie auf der einen Seite eine äusserst schwere Verantwortlichkeit in sich schliesst, auf der anderen, wenn ihm das Glück nicht abhold ist, ungeheure fruchtbare Ergebnisse haben kann. Es besorgt also nicht, dass in einer so kritischen Lage, und da es als bescheidener, aber entschiedener Kämpfer für die Sache der Ordnung, der Freiheit und des Fortschritts, welche zugleich die Sache der gesitteten Welt ist,

auftritt, diese die wirksame Unterstützung ihrer Sympathien verweigern werde, indem sie in etwas die Integrität und die regelmässige Form der diplomatischen Beziehungen verkümmert. Die öffentliche Meinung, welche die Regierung der Staaten lenkt, billigt nicht die Enge des Denkens noch die Regungen des Misstrauens, welche die Beweggründe der äusseren Politik zu sein pflegten, als diese noch in dem Dunkel der Cabinete ausgearbeitet ward, um nationale Rivalitäten und rein dynastischen Ehrgeiz zu befriedigen. Die öffentliche Meinung, gegründet auf grosse Gefühle von Gerechtigkeit und grosse allgemeine Ueberzeugungen, hat einen Wiederhall in allen Sprachen und einen Heimathsschein in allen Ländern, und die, welche in Spanien so gebieterisch wie beredt unsere Pflichten vorgezeichnet hat, kann nicht dahin führen, uns von der Gemeinschaft der Bestrebungen zu trennen, die, welches auch sonst die untergeordneten Zwiste sein mögen, den herzlichen grossartigen Einklang des modernen Europa's bildet. Indem sich Ew. Excellenz von diesen Gefühlen erfüllt und die vorstehenden Betrachtungen wiederholt in Ihrem Verkehr mit den Staatsmännern, die Sie besuchen, werden Sie mit gewissenhafter Treue den Gedanken der Regierung auslegen, deren ehrbare Absichten nicht das Geheimniss suchen, um sich zu verwirklichen, sondern im Gegentheil in der weitesten Oeffentlichkeit den Beifall Aller finden müssen, zu deren Kenntniss sie gelangen. Um kurz zu sein, die Regierung, welche vor Allem die innere Ordnung herzustellen und der Verwirrung, welche noch das Land erschüttert, ein Ende zu machen trachtet, will nicht mit Ansprüchen irgendwelcher Art vor den auswärtigen Mächten erscheinen; aber sie glaubt, es sei deutlich, dass das Werk, welches begonnen ist, um den öffentlichen Frieden in einer von starken, feindlichen Elementen verirrten Nation zu befestigen, um das durch unbegreifliche Schwachheiten herabgewürdigte Princip der Autorität zu erheben und gleichermaassen die Verirrungen der Anarchie und die blinde Hartnäckigkeit des Absolutismus zu zügeln, ein universelles Werk ist, das nicht innerhalb unserer Grenzen abgeschlossen werden kann und das ausserhalb derselben in seinem ganzen Werthe und seiner ganzen Bedeutung geschätzt werden muss, sowohl wegen der gegenseitigen Verwandtschaft der Interessen und der edlen Sympathien, die es erwecken muss, als auch wegen des unzweifelhaften Einflusses seiner Folgen. Das Ministerium zweifelt nicht, dass sich seine patriotischen Wünsche erfüllen werden, indem es die Gesellschaft und die politischen Interessen, die ihm anvertraut sind, rettet, und dass das spanische Volk am Schlusse einer ausserordentlichen Lage, die durch den Einfluss der Umstände geschaffen ist, feste Bürgschaften moralischer und materieller Ordnung finden wird, die ihm gestatten, bei der regelmässigen Ausübung der Repräsentativ-Einrichtungen ohne fremden Druck und in aller Reinheit seine wahren Empfindungen und seinen souveränen Willen kundzugeben. Diesen Brief, den ich die Ehre habe an Ew. Excellenz auf Befehl des Herrn Präsidenten der Executivgewalt der Republik und auf Beschluss des Ministerraths zu richten, sowie das Manifest, das ihn

Nr. 5462. Spanien. 22. Mai 1874. begleitet, können Sie dem dortigen Minister der auswärtigen Angelegenheiten vorlesen und auf Verlangen von beiden Actenstücken Abschrift lassen.

Madrid, 22. Mai 1874.

Augusto Ulloa.

Nr. 5463.

SPANIEN. — Min. d. Ausw. an die Vertreter Spaniens im Auslande. — Circular, betreffend den Carlisten-Aufstand. [Uebersetzung.]

Excellenz!

Nr. 5463. Spanien. 29. Juli 1874. Der gemeinsame Charakter, den seit einiger Zeit der Carlistenaufstand durch Thaten, Befehle und Erklärungen seiner Hauptführer angenommen, nöthigt die Regierung, tief nachzudenken über die Natur und Ausdehnung ihrer Pflichten unter den gegenwärtigen schwierigen Umständen. Ergebniss dieses Nachdenkens sind die strengen Verordnungen gewesen, welche im Amtsblatte vom 19. des gegenwärtigen Monats veröffentlicht wurden*), in deren

*) Decret über die Erklärung des Belagerungszustandes folgenden Inhalts:

„Art. 1. Es werden in Belagerungszustand erklärt alle Provinzen der Halbinsel und der dazu gehörigen Inseln.

Art. 2. Die General-Capitäne der Provinzen werden für die Dauer des Belagerungszustandes mit ausserordentlicher Macht bekleidet, die sie gemäss den allgemeinen Ordonnanzen des Heeres ausüben werden.

Art. 3. In allen Provinzen werden permanente Militär-Commissionen errichtet, welche in einem Kriegsrathe über alle Verbrechen von Verschwörung, Rebellion und andere Bestrebungen, welche darauf hinzielen, dem Aufruhr Hilfe zu leisten und die öffentliche Ruhe zu stören, verhandeln und beschliessen werden.

Art. 4. Die Regierung wird gegenwärtiges Decret zur Kenntniss der Cortes bringen."

Decret zur Confiscirung der Güter der Carlisten:

„Art. 1. Die Regierung wird ermächtigt, sich der Güter und Besitzungen der Personen, welche überführt wurden, dass sie mit den Carlisten vereint sind und ihrer Sache gedient haben, zu bemächtigen. Diese Maassregel hat zum Zwecke: 1. zu verhindern, dass die Einkünfte jener Besitzungen dazu verwendet werden können, um den Krieg zu unterstützen und ihn zu verlängern; 2. alle Personen schadlos zu halten, welche in Folge der Kriegsereignisse stark gelitten haben.

Art. 2. Die Einkünfte werden an die Erben der Officiere, Soldaten und Freiwilligen, welche ermordet wurden, nachdem sie sich ergeben haben und in die Gefangenschaft geführt worden sind, vertheilt werden, ebenso auch die Summen, die mittelst einer ausserordentlichen Contribution, welche aber nur die Carlisten betreffen soll, werden eingezogen werden.

Art. 3. Die Schadloshaltungen, von denen der vorhergehende Artikel spricht, werden folgendermaassen vertheilt: Die directen Erben eines erschossenen Generals

Einleitung Sie die Beweggründe der Gerechtigkeit und des öffentlichen Wohles finden werden, welche zu denselben geführt haben. Keine derselben überschreitet die Grenzen der berechtigten Nothwehr oder widerspricht den erhabenen Gefühlen einer edlen und grossmüthigen Nation. || Sie kennen vollständig und Europa gleichfalls weiss die unglückliche und lange Geschichte unseres Bürgerkrieges, der sich fünf- und sechsmal im Zeitraume von vierzig Jahren wiederholt hat, wie wenn das unglückliche Spanien durch das Schicksal bestimmt wäre, periodisch eine Art blutigen Jubiläums durchzumachen, welches es aufreibt und zu Grunde richtet, indem es die fortschreitende Bewegung seiner Wohlfahrt aufhält, die bloss einen wohlgesicherten Frieden verlangt, um ungeheure und wohlthätige Ergebnisse hervorzubringen. Diese verschiedenen Bürgerkriege sind geplant worden von dem Fanatismus im Verein mit der Unwissenheit unter dem Schutze unserer freien Institutionen, um dann zu entstehen und sich zu entwickeln unter dem traurigen Schutze des Unglücks des Vaterlandes, indem sie bald auf den Augenblick warteten, da unser Heer auf fremder Erde beschäftigt war, wie es geschah bei dem verrätherischen Versuche von San Carlos de la Ragita, bald, wie 1873, die Anarchie ausbeuteten, welche uns verzehrte, und den Schrecken, welcher sich der ganzen Gesellschaft bemächtigt hatte. || Was vielleicht Einige vergessen haben und was man unaufhörlich in Erinnerung bringen muss, ist der vollständige Mangel an Gründen, sogar Vorwänden für den Carlismus heut und von jeher, um uns in Unruhe und Gefahr zu versetzen, um unser politisches Regime anzugreifen, nachdem er dasselbe schmählich ausgebeutet, und um uns in den Augen der Welt durch die Wildheit seiner Handlungen zu entehren. Man kann begreifen und erklären, dass eine andauernde Ungerechtigkeit, ein Racengesetz, die Inferiorität socialer Bedingungen oder andere, ähnliche Ursachen die Bewohner eines Gebietes zu fortwährenden und niemals erlöschenden Aufständen treiben. Aber können solche Gründe die Parteigänger des Despotismus für ihren Aufruhr anführen, wenn gerade die Gebiete, welche ihre Wiege und ihr Herd sind, ohne irgend eine der Lasten zu erleiden, alle Vortheile der spanischen Nationalität geniessen? Oder ist es vielmehr jene Ausnahmestellung, welche, indem sie ihren Uebermuth erhöht, ihnen ihre Mitbürger als Parias erscheinen lässt? Denn es zeigt sich bei uns ein besonderes, ja seltsames Phänomen. Hier ist es

---

haben das Recht auf eine Summe von 100,000 Pesetas, jene eines Officiers auf 50,000 und jene der Soldaten und Freiwilligen auf 25,000 Pesetas.

Art. 4. Keine Abtretung des Eigenthums wird für legal erklärt werden, wenn sie carlistische Güter betrifft, möge der Besitz auch vor dem Erlasse des gegenwärtigen Decretes erworben worden sein.

Art. 5. Die Minister für Justiz und Begnadigung und für die Finanzen werden die nöthigen Maassregeln zu ergreifen haben, um diese Verfügungen auch in Anwendung zu bringen.

Art. 6. Die Regierung wird auch dieses Decret zur Kenntniss der Cortes bringen."

A. d. Red.

Nr. 5463. Spanien. 29. Juli 1874.

der Privilegirte, welcher sich empört, der dem gemeinen Gesetz Unterworfene, welcher sich vertheidigt; hier erhebt Derjenige, welcher weder mit seiner Person noch mit seinem Vermögen zum Unterhalte des Staates beiträgt, in Wuth das schwarze Banner eines Kampfes auf Leben und Tod gegen Denjenigen, welcher den Nerv und die Kraft der Nation ausmacht, deren breites und edles Banner dem Einen wie dem Anderen Ruhe im Innern, Unterstützung im Auslande, Sicherheit auf den Meeren gab; hier endlich beansprucht eine verblendete und unruhige Minderheit, die ihre eigenen, ausschliesslich auf dem Frieden beruhenden Interessen verkennt, nichts Geringeres, als uns ein niederdrückendes und demüthigendes Regierungssystem aufzuerlegen, das sie selbst für sich als unverträglich mit ihren Freiheiten verwirft. || Dies sind die Ideen, die zur Empörung Anlass gegeben haben; sie lassen sich in diesen zwei Worten zusammenfassen: Undankbarkeit und Absurdität. Die Vertheidigung der Religion, zu der sich das spanische Volk in Ehrfurcht bekennt, hat manchmal als heuchlerischer Vorwand für die Empörung gedient, und auch heute beruft sich der Fanatismus auf dieselbe mit anscheinend grösserem Eifer als jemals, gewiss eine ärmliche Ausflucht, zu der man auf diese Weise greift, unter einem Regime religiöser Duldung, wie es nie zuvor gehandhabt wurde, als der katholische Cultus der einzige zugelassene war und die Ausübung irgend eines anderen im Strafgesetzbuche streng verpönt war! Uebrigens von der Religion und ihren erhabenen Vorschriften sprechen und sehen, wie viele Diener des Altars sich an die Spitze von Banden stellen, welche plündern und morden; von der Religion sprechen und in kirchenschänderischer Weise ihren Ritus unter Zerstörung und Metzelungen entweihen; von der Religion sprechen und sie zum Werkzeug machen, um Rachsucht und Blutdurst zu befriedigen, dies ist ein Widerspruch, noch ekelhafter als die cynische Prahlerei des Unglaubens, welche keck jede Moral und jedes Gewissen unterdrückt. Die bedrohten Gerechtsamen (Fueros) sind manchmal als Stachel angewendet worden, um die Gemüther aufzuregen und Anhänger zu gewinnen. Dieser Vorwand würde gegenwärtig entschieden falsch und skandalös sein, da weder die Cortes noch die Regierung auch nur an ein einziges jener Privilegien gerührt haben, welche die Nation als Bürgschaft der Eintracht zugestanden hatte, sogar in den schlimmsten Perioden der Revolutionsbewegung. Wie dieser grossmüthigen Haltung geantwortet und wie die Ausnahmestellung einiger Provinzen gerechtfertigt wurde, dies sagt ganz klar der Kampf, in welchem wir stehen, mit welchem ohne Zweifel die Begünstigten unsere gewissenhafte Achtung vor dem Vertrage von Vergara bezahlen. || Selbst wenn die carlistische Empörung nicht so ungerechtfertigt in ihren Ursachen, und in ihren Zielen der Freiheit und dem Fortschritt nicht so widersprechend wäre, würden die schlechten Mittel, die sie anwendet, genügen, um ihr die Sympathien Aller zu entfremden, welche ehrbare Gefühle hegen, mögen auch sonst ihre politischen Meinungen sein, welche sie wollen. Um dies zu zeigen, braucht man sich nicht auf die Parteileidenschaft, noch auf das allgemeine Gerücht, noch auf Privatnachrichten und

Correspondenzen zu berufen. Drakonische Befehle von berufenen Führern, Manifeste, an Europa erlassen mit unbegreiflicher Frechheit, um ihre unmenschlichen Handlungen mitzutheilen, schreckenerregende Auftritte, welchen bestürzte Bevölkerungen anwohnten, — Alles beweist authentisch und unwiderleglich den wahrhaft wilden Charakter des Kampfes auf Seite Derjenigen, welche sich die einzigen Vertheidiger der christlichen Religion nennen. Es werden von unserer Seite einige Kanonenschüsse abgefeuert, um Angriffe auf die Küste abzuwehren oder die Landung von Waffen zu verhindern, und der sogenannte Generalcommandant von Biscaya nimmt Kinder und Weiber gefangen und erklärt, dass er für jedes Geschoss, welches auf die Bevölkerung gerichtet wird, eine seiner unschuldigen Geiseln erschiessen lassen werde. Es antwortet der ritterliche General Concha mit einer edlen und menschlichen Proclamation auf die verleumderische Drohung des Carlistenchefs, und dieser decimirt die Kriegsgefangenen, tödtet in barbarischer Weise einen waffenlosen Fremden, welcher sich umsonst auf seine Nationalität und seine literarische Beschäftigung beruft*), und er zeigt dann (grausamer Sarkasmus!) den civilisirten Nationen an, dass er in Zukunft Niemanden begnadigen werde. Die Scheusslichkeiten von Cuenca können nicht wiedererzählt werden. Brandstiftungen und Ausplünderung von Häusern und öffentlichen Gebäuden, Kranke zum Fenster hinausgeworfen, Morde in den Strassen, dies sind die Scenen jenes furchtbaren Dramas, welches zwei Tage hintereinander dauerte. Alles wurde hier mit Schimpf und Hohn bedeckt, selbst die Würde eines tugendhaften Prälaten, und dies ereignete sich in Gegenwart einer Frau, einer jungen Prinzessin, deren gewöhnliches Gefolge Jammer und Tod ist. Nach diesen unerhörten Verbrechen kommt uns noch durch verschiedene und vertrauenswürdige Quellen die Kenntniss von einer anderen Schandthat, welche jene noch übertrifft und deren Schmach wir selbst unseren erbittertsten Feinden ersparen möchten. Es wird in Briefen und Blättern mit genauen Einzelnheiten erzählt und Einiges davon ist amtlich mitgetheilt worden, dass eine grosse Zahl unserer Gefangenen erbarmungslos in Olot niedergemacht worden ist, wo sie sich im Gefängniss befanden, vor der Ankunft unserer Truppen. Die Feder sträubt sich, die Aufzählung so furchtbarer Schreckensthaten fortzusetzen, und es giebt kein spanisches Herz, welches nicht zusammengeschnürt würde durch die Bitterkeit und die Schande bei dem Anblicke, dass Diejenigen, welche dieselben vollbringen, sich Spanier nennen, und doch kann ich Ihnen versichern, dass das Bild nicht zu grell aufgetragen ist; denn die Uebertreibung ist einer Regierung fremd, welche sich achtet, wenn sie gewisse Anklagen in amtlichen Schriftstücken ausspricht. Auch habe ich mir vorgenommen, als Beispiele nur jene Vorgänge zu erwähnen, die nicht im Geringsten angezweifelt werden können. Die öffentliche Meinung, vertreten durch fast alle berufenen Blätter

---

*) Der deutsche Hauptmann Schmidt war am 30. Juni von den Carlisten erschossen worden. A. d. Red.

Nr. 5463. Spanien. 29 Juli 1874.

Europa's, hat dieselben mit Nachdruck verdammt und einen gerechten und für uns ehrenvollen Vergleich angestellt zwischen der würdigen Haltung des Heeres und der Barbarei der Empörer. Selten hat man eine solche Einmüthigkeit der Anschauung gesehen sowohl in Deutschland, als in England, in Frankreich, in Italien, in Belgien, überall; dies offenbart ausserdem, dass es der Wahrheit einen Zoll entrichtet und ein Protest ist im Namen der verletzten Menschlichkeit, eine grosse Erhebung des Standpunktes, in dem Alle gemeinschaftliche Sache mit uns machen. Oft ist Spanien der Schauplatz schwerer Kämpfe dieser Art gewesen, deren Folgen sich nicht in die Schranken seiner Grenzen einschliessen liessen und die auf seine Schlachtfelder fremde Elemente, Einflüsse und Protectionen zogen. Der Vergleich der ungeheuren Bedürfnisse und Ausgaben des gegenwärtigen Krieges mit den Hilfsmitteln des vom Carlismus beherrschten Landes wäre ein unlösbares Räthsel, wenn wir nicht seine Erklärung suchten in der Unterstützung, in den Arbeiten und in den Umtrieben verwandter Parteien, welche mehr oder weniger offen und mit verschiedenen Masken und Benennungen heut auf unserem Gebiete, morgen vielleicht auf einem anderen bestrebt sind, die Errungenschaften der modernen Civilisation zu zerstören und absurde Systeme wieder aufzuerwecken, die einzig durch die Rückwirkung der demagogischen Ausschreitungen einen Schatten von Lebensfähigkeit und Hoffnungen gewinnen konnten. || Diese vollständig und für immer zu vernichten, bezwecken die Anstrengungen der Regierung und die Opfer des Landes, welches in unsere Hände die Dictatur gelegt hat, nicht um sich allmählich zu Grunde zu richten, und das ebensowenig will, dass wir in Folge einer übelbelohnten Grossmüthigkeit unterlassen, das Uebel mit der Wurzel auszurotten, welches uns seit einem halben Jahrhundert verzehrt. || Wie Sie bemerkt haben werden, gehören die Maassregeln, auf welche ich mich im Anfang dieses Schreibens beziehe, zu denjenigen, welche die Nothwendigkeit in schwierigen Umständen auferlegt, und sie haben zugleich den Zweck, so weit wie möglich die Gräuel der Empörer zu verhindern, wenn ihre Wirksamkeit so weit reicht. Die Hilfsmittel, welche der Parteigeist aufbringt, um diesen brudermörderischen Krieg zu verlängern und auszudehnen, abschneiden oder vermindern; eine Geldentschädigung in gewissen Fällen von Denjenigen verlangen, welche moralisch mit ihren Rathschlägen und ihren Aufreizungen eine solche schuldig geworden sind; die verderblichen Einflüsse von dem Sitze verbannen, an welchem sie ihr Uebergewicht ausüben; die Vereine verbieten, in welchen unter dem Schutze freier Gesetze ungestraft der Hass, die Rachsucht, der Zorn und alle schlechten Leidenschaften sich entwickelt haben, die heute gegen die Freiheit des Vaterlandes entfesselt sind; in der Militärautorität die Regierungsgewalten wieder vereinigen, sowohl um die Störungen der öffentlichen Ordnung zu vermeiden, als um dieselben rasch und streng zu bestrafen — dies sind im Ganzen die getroffenen Verfügungen und der Zweck derjenigen, welche noch werden getroffen werden, um in Kurzem den absolutistischen Aufruhr zu ersticken. Man darf hoffen, dass wir, Dank ihnen, bei

der bewährten Tapferkeit unseres Heeres und dem männlichen Geiste des Volkes, welches die errungenen Institutionen liebt, die das mächtigste Mittel seines Fortschrittes gewesen, die Gefahren beschworen und die Besorgnisse zerstreut sehen werden, welche ein unserer Zeit und unserer Gewohnheiten unwürdiger Kampf mit sich bringt. ‖ Der verbündete Fanatismus und Despotismus wird niemals in der spanischen Nation zum Uebergewicht gelangen, noch ist sein Triumph möglich trotz augenblicklicher Erfolge, da wir ihn von Geschlecht zu Geschlecht mit ebensoviel Ausdauer als Feuer zurückgeworfen haben. Er wird vielleicht in Folge besonderer Bedingungen gewisser Gebiete, in welchen er heimisch scheint, mehr Blut vergiessen, als dasjenige, welches reichlich in hundert Schlachten geflossen, mehr Ruinen auf diejenigen häufen, welche noch von der Wuth unserer Zwistigkeiten zeugen. Er kann vielleicht fortfahren, ohne Gewissensbisse die Entrüstung der ganzen Welt mit seinen Gräueln und seinen Gewaltthaten herauszufordern und den edlen und überlieferten Charakter dieser unglücklichen Nation auf den Standpunkt der wildesten Stämme zu erniedrigen. Alles umsonst! Heute wie 1839 und wie 1849 wird das Ergebniss günstig sein dem Rechte gegen die Ungerechtigkeit, der Freiheit gegen die Tyrannei, den Ideen, welche den Menschen erheben und vervollkommnen, gegen diejenigen, welche ihn niederdrücken und verthieren. Wir werden überdies dafür sorgen, dass die schmerzliche Erfahrung der Vergangenheit nicht für die Zukunft verloren sei, indem wir vorsichtiger und umsichtiger sein werden als unsere Väter. ‖ Zum Glück ist es nicht nöthig, die europäische Meinung zurechtzuweisen, da sie in hohem Grade den Grundsätzen sympathisch ist, welche die Regierung vertritt und aufrecht hält. Aber es scheint mir doch passend, dass Sie die dargelegten Thatsachen und Beobachtungen bei Ihren amtlichen und nichtamtlichen Unterredungen gegenwärtig haben, um genau die Haltung, welche uns die Umstände zum Gesetze gemacht haben, und den wahren Charakter des Krieges zu bezeichnen, zu welchem wir so ungerecht herausgefordert sind. ‖ Im Auftrage des Herrn Präsidenten der Executivgewalt der Republik bringe ich dies zu Ihrer Kenntniss und wiederhole Ihnen bei diesem Anlasse die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Achtung.

Madrid, 29. Juli 1874.

Augusto Ulloa.

Nr. 5464.

SPANIEN. — Proclamation des Don Carlos an die christlichen Mächte.

[Uebersetzung.]

An die christlichen Mächte.

Nr. 5464. Spanien. 6. Aug. 1874.

König von Spanien durch das Recht und der Thatsache nach in einem grossen Theile der Monarchie, wende ich mich an die christlichen Mächte, welche nicht gleichgültig sein können gegen die Lage einer grossen Nation, deren Schicksale ganz gewiss auf die Begebenheiten in der Welt Einfluss haben werden. || Ich wünsche, erkannt zu sein; ich wünsche, dass man mich beurtheile nach meinen Handlungen und nicht nach den über mich verbreiteten Verleumdungen. Ich wünsche, dass die Christenheit, wenn sie ihr Urtheil zu fällen hat zwischen der sogenannten Regierung und mir, genau den Abgrund kenne, welcher die Rechtschaffenheit des legitimen Königs scheidet von der Ungerechtigkeit einiger Abenteurer, die sich in Dictatoren verwandelt haben. || Ich habe der Stimme der Pflicht und des Patriotismus gehorcht, als ich der Entscheidung der Waffen die Wiedergewinnung meiner Krone anvertraute, nachdem ich alle friedlichen Mittel erschöpft hatte, um mein geliebtes Vaterland vor den Schrecken eines spanischen 93 zu bewahren. || Gott hat mir beigestanden. Ich habe das wahre Plebiscit erlangt, welches Tausende von Spaniern täglich mit ihrem reinsten Blute besiegeln. || Ohne Waffen, ohne einen Heller, um sie zu beschaffen, was Europa mehr als zur Genüge weiss, habe ich ein Heer gebildet aus den Elementen, welche mir die Entsagung und die Begeisterung eines grossen Volkes lieferten. Ich habe meine Feinde auf allen Punkten besiegt, wo sie sich mir zur Schlacht stellten, oder wo ich sie ihnen anbot. || Nicht mehr als ein einziges Mal habe ich mich zurückgezogen vor einer Artillerie, zehn Mal stärker an Zahl und unvergleichlich im Verhältnisse zu meiner bezüglich ihrer Tragweite; und der strategische Rückzug von Bilbao, bei welchem ich weder einen Mann, noch eine Kanone verlor, hat als ruhmreiche Wiedervergeltung den Sieg von Abarzuza erlangt. Meine Avantgarden streifen bis an die Thore von Madrid, und nahe ist der Tag, an welchem ich jenes Heer der Republik vollständig vernichtet haben werde, das sich umsonst bemüht, dem Fortschritte meiner Siege Widerstand zu leisten. || Meine Feinde machen ihre Ohnmacht offenkundig durch den Raub, den Mord und die Brandstiftung, welche sie ohne Scheu anbefehlen und welche sie mit kaltem Blut ausführen. Nachdem sie das Land durch ihren verhängnissvollen Ehrgeiz verwüstet haben, entehren sie es durch ihre Verbrechen und tödten es durch ihren barbarischen Wahnsinn. || Spanien weiss sehr wohl, wie ich mich ihnen gegenüber verhalten habe. Ich rufe die Ehrenhaftigkeit derjenigen zum Zeugnisse auf, welche meine Gefangenen waren vor der Schlacht von Abarzuza. Sie, die Spanier sind, werden sagen, wie

ich sie behandelte, indem ich stets der Tapferkeit Achtung zollte, auch bei denen selbst, die mich bekämpfen, indem ich einfache Bataillonschefs zu meinem Tische einlud, indem ich ihr Loos milderte und indem ich sie schliesslich in Freiheit setzte oder sie auswechselte unter dem einfachen mündlichen Versprechen, dass mir eine gleiche Zahl meiner Gefangenen zurückgegeben werde; und das habe ich gethan trotz der Deportation nach tödtlichen Klimaten, zu welcher diejenigen verurtheilt wurden, die in die Hände des Feindes fielen oder als Geiseln aus friedlichen Orten weggebracht worden waren. Aber es kam ein Tag, an welchem die Truppen der Rebellen unsere Felder verwüsteten, unsere Dörfer in Brand steckten, unsere Verwundeten ermordeten und jede Art von Gräuel verübten. Ich konnte das nicht dulden, und ich unterwarf die Verbrecher der Strenge der Gerechtigkeit, und ungeachtet, dass alle Brandstifter und alle Mörder zum Tode verurtheilt wurden, gestattete ich nur, dass jeden zehnten Mann die Strafe traf, indem ich erklärte, dass ich als Beschützer der Interessen und des Lebens meiner Landsleute auch unter solchen Umständen mild zu sein wünschte. || Ohnmächtig zu anderen Dingen und so feig wie erbärmlich, nahmen sie die Verleumdung zu Hülfe; sie klagten mich vor Europa und vor der Welt an, Acte des Vandalismus begangen zu haben, zu denen sie allein fähig sind. || Ich protestire gegen dergleichen Lügen. Wenn die Regierungen und die Cabinete die Wahrheit zu wissen wünschen, dann mögen sie Vertreter nach dem Schauplatze der Operationen senden: die Ruinen von Abarzuza, von Zabal und Villatuerta sind Zeugen dessen, was ich behaupte; sie werden jene Trümmer sehen und sie werden zugleich die Manneszucht kennen lernen, welche in meinem Heere herrscht, die väterliche Regierung, mit der ich jene Provinzen beschenkt habe, die Beifallsrufe, die sie mir in überschwänglicher Weise zu Theil werden lassen, und die Liebe, welche sie mir bezeigen auch inmitten der feindlichen Bedrückung, die ohne Erbarmen Personen, Eigenthum und Familien verfolgt. | Ich habe Bedenken getragen und trage sie fortwährend vor dem Ergreifen von Gegenmaassregeln, ob ich ähnliche Mittel anwenden soll gegen Alle, die nicht geradezu mit den Waffen in der Hand mir gegenüberstehen; wenn man mich aber dazu zwingt, werde ich aus meinen Gefühlen für Gerechtigkeit die nöthige Stärke entnehmen, um den Antrieben meines edelmüthigen Herzens zu widerstehen; und ich werde um so strenger sein, je länger ich von meiner Milde Gebrauch gemacht habe. || Diese authentischen Angaben, welche die Vertreter für sich selbst werden erheben können, und für deren Ermittelung ich denselben alle nothwendigen Erleichterungen zugestehen werde, werden vor der Billigkeit viel mehr Werth erlangen, als die falschen Nachrichten, welche diejenigen nach Belieben verbreiten, die in Spanien die Herrschaft des Schreckens inaugurirt und durch Decrete das Monopol der Lüge organisirt haben. | Sie sind so weit gegangen, mich zu beschuldigen, dass ich einen Ausländer hätte erschiessen lassen, ohne einen anderen Grund, als weil derselbe Berichterstatter einer Zeitung gewesen sei. Das ist falsch. Ein Deutscher, ergriffen mit dem

Nr. 5464. Spanien. 6. Aug. 1874.

Revolver in der Hand am Eingange des Dorfes Villatuerta an der Spitze eines Haufens von Brandstiftern, wurde durch ein Kriegsgericht verurtheilt und standrechtlich hingerichtet. Das ist geschehen, und es war gut daran gethan, und es wird nach derselben Weise in jedem Falle verfahren werden, in welchem es sich, wie beim vorliegenden, um einen Brandstifter und Spion handelt. || Andererseits stellt sich der Ausländer, welcher an einem Bürgerkriege Theil nimmt, durch diese einfache Thatsache ausserhalb der internationalen Gesetze des Krieges und setzt sich der Gefahr aus, alle Folgen seines Schrittes zu tragen. Deshalb habe ich, um nationale und internationale Verwickelungen zu vermeiden, seit dem Beginne des Krieges die allerbestimmtesten Befehle gegeben, um zu verhindern, dass in meinem Heere die fremden Soldaten und Officiere zugelassen würden, welche sich in Masse zum Kampfe für meine Sache anboten. || In meinem Manifest, erlassen in meinem königlichen Hauptquartier zu Morentin, am 16. Juli d. J., sagte ich Spanien, welches meine Ideen für die Regierung in politischer, financieller, religiöser und internationaler Beziehung sind. Ich bestätige hiermit alle jene Erklärungen. || Meine Fahne ist die der Ordnung; alle legitimen Fortschritte, alle moralischen und materiellen Verbesserungen finden Platz unter ihren weiten Falten. Diejenigen, welche gekommen sind, sich unter ihr zu vereinigen, empfinden bereits die Wohlthaten derselben, die sich sehr schnell über ganz Spanien und über dessen Colonien ausbreiten werden. || Die Regierung der Republik ist todt; sie selbst erklärt sich für besiegt. Alle ihre Organe, alle ihre Freunde innerhalb und ausserhalb des Landes bitten um eine fremde Intervention als um ihre letzte Hoffnung, als um das einzige Mittel der Rettung, und das geschieht, weil es bereits keine Streitkräfte in Spanien mehr giebt, die meinem Heere, welches vorrückt, als der lebendige und begeisterte Ausdruck des nationalen Willens entgegengestellt werden könnten. || Das sagt Alles. || Ich glaube nicht, dass irgend eine Regierung wünscht, im Vereine mit den Urhebern so verabscheuungswürdiger Verbrechen zu kämpfen, eine so vollständig verlorene Sache zu unterstützen, sich einer Politik anzuschliessen, deren Grundlage die Verrätherei war, und deren Beweggrund die Raubsucht ist. || Wenn ungeachtet alles dessen die Intervention sich bewahrheiten sollte, dann würden wir sie, stark in unserem Glauben und in unserer Liebe zum Vaterlande, mit Ruhe des Gemüthes erwarten, wie wir beim Beginne des Feldzuges, als wir kaum eine Hand voll Männer und von Allem entblösst waren, die Bataillone des republikanischen Heeres erwarteten. Unter Anrufung der Märtyrer der Unabhängigkeit würden wir um den Sieg kämpfen oder bis zum letzten Mann unter den Laffetten unserer Kanonen zu sterben wissen mit dem Rufe: „Es lebe Spanien!" || Aber nein! Eine Intervention wird nicht stattfinden! Meine versöhnlichen Gefühle geben mir diese Zuversicht: ich habe volles Vertrauen auf die Unparteilichkeit der christlichen Mächte und empfinde in meinem Herzen, dass Gott mit uns ist. || Ich verlange, mit allen Mächten die herzlichsten Beziehungen aufrecht zu erhalten,

und als Hüter der Ehre Spaniens werde ich seine Vertheidigung in der Würde und in der Grösse suchen, welche ich ihm zurückzugeben wünsche und welche die sicherste Bürgschaft für den Frieden sind, dessen es bedarf.

Nr. 5464. Spanien. 6. Aug. 1874.

Aus meinem Hauptquartier zu Lequeitio am 6. August 1874.

Carlos.

Nr. 5465.

SPANIEN. — Gesandter in Paris (Marquis de la Vega de Armijo) an den französischen Min. d. Ausw. (Duc de Decazes). — Beschwerde über die Begünstigung des Carlisten-Aufstandes auf französischem Gebiete.

[Uebersetzung.]

Paris, den 4. October 1874.

Herr Herzog!

Nr. 5465. Spanien. 4. Oct. 1874.

Nach der Anerkennung der spanischen Regierung durch Frankreich und den wiederholten Versicherungen, die Ew. Excellenz mir durch Ihre Depesche vom 3. August d. J. sowie meiner Regierung durch den Herrn Geschäftsträger Frankreichs in Madrid zu geben so gütig waren, und welche die Ueberwachung der Grenze zur Verhinderung der Einfuhr der Kriegscontrebande nach Spanien, die Internirung aller derjenigen, die in mehr oder weniger directer Weise zu der carlistischen Empörung beitragen würden, betrafen, hat die Regierung meines Landes zwei Monate hindurch auf die Erfüllung der so erfreulichen Zusagen gewartet. || Leider sind die Hoffnungen, welche man sich zu machen das Recht hatte, getäuscht worden, und vor wie nach dienen einige französische Departements den Friedensstörern Spaniens nicht nur als Zufluchtsort, sondern auch als sichere Operationsbasis, und derjenigen, die sich anmaasst, Königin von Spanien zu werden, zur Errichtung ihres Hofhalts. || Das von den Angestellten der französischen Regierung in diesen Departements betreffs der spanischen Angelegenheiten fast immer befolgte Verfahren, welches nur zu oft im Missklange mit den wohlwollenden Versicherungen Ew. Excellenz steht, giebt den Maassstab dessen, was man von diesen Beamten erwarten darf; und gerade weil ich die guten Gesinnungen Ew. Excellenz gegen uns kenne, erlaube ich mir so oft Ihre Aufmerksamkeit auf eine so unangenehme Frage zu lenken, welche ich auf alle mögliche Weise ins Licht stellen möchte, um der französischen Regierung die Wirkungslosigkeit der an Beamte, die ohne Zweifel im entgegengesetzten Sinne zu handeln gewohnt sind, übersandten Instructionen begreiflich zu machen. Wären sie von einem anderen Geiste erfüllt, so würden sie nicht erst die besondere Ankündigung der That-

Nr. 5465. Spanien. 4. Oct. 1874.

sachen abwarten, um denselben abzuhelfen; aber wir haben gesehen, wie diese Beamten deren unthätige Zeugen bleiben, indem sie trotz wiederholter Benachrichtigung die Existenz der Comités für die Organisation der Truppen und der öffentlichen Commissariate zur militärischen Ausrüstung dulden und den an der Grenze getriebenen Schmuggel mit Kriegscontrebande ungestraft lassen, dies bis zu solchem Grade, dass, wenn subalterne Beamte einen Transport in Beschlag nehmen, ohne zu wissen, welches Missvergnügen es ihren Vorgesetzten macht, die weggenommenen Gegenstände nicht allgemein in öffentlicher Versteigerung verkauft werden, wie das Gesetz es bestimmt, und so die Möglichkeit bleibt, dass sie ihrer Bestimmung zurückgegeben werden. || Mehr als einmal sagte Ew. Excellenz in einer von dem Wunsche, die carlistische Sache nicht durch die französischen Regierungsbeamten begünstigt zu sehen, eingegebenen Ueberzeugung, dass die angestellten Erkundigungen beweisen, dass die Contrebande nicht ausgeübt werde, indem sie die Grenze überschreite, sondern über die Bidasoa und die spanische Küste gehe, welche nicht hinreichend genug überwacht seien und wo die Kriegscontrebande auf Schiffen transportirt werde, welche die Flagge eines anderen Staates trügen, ohne dass Spanien sich verpflichtet glaube, das Umsichgreifen des Carlismus dem Schutze der Nation zuzuschreiben, auf die Ew. Excellenz anspielen. Ich habe allerdings nicht die Absicht, diese Nation anzuklagen oder zu vertheidigen; auch wäre es nicht gerecht, ableugnen zu wollen, dass der Carlismus von dort wie von anderwärts Waffen und andere Hülfsmittel bezogen habe; aber Ew. Excellenz wird den Unterschied zu würdigen wissen, welcher zwischen diesen Lieferanten, welche den Gefahren einer langen Schifffahrt trotzen müssen, besteht und jenen, welche ein grosses Nachbarland zu bieten vermag, das durch seine zahlreichen Verkehrswege allen einer Armee im Felde nöthigen Elementen einen leichten Ausgang gewähren kann. Zu diesen Erwägungen kann hinzugefügt werden, dass die Organisirung der carlistischen Streitkräfte mit der Beendigung des französisch-preussischen Krieges zusammenfällt, nach welcher der französischen Regierung selbst eine bedeutende Anzahl von Gewehren und militärischen Equipirungsgegenständen blieb, die von Händlern aufgekauft und mit Leichtigkeit an die Carlisten veräussert werden konnten. Dies ist ohne Zweifel geschehen, da man diese Insurgenten Uniformen mit Knöpfen tragen sah, welche die Anfangsbuchstaben. G. M. (Garde Mobile) zeigen und für sie keine Bedeutung haben, die jedoch beweisen, dass diese Uniformen direct von Frankreich nach Spanien expedirt wurden. || Seit geraumer Zeit vor dem jetzigen Feldzuge, damals, als die Carlisten bei Oroquieta geschlagen und der Prätendent auf der Flucht sich nach Frankreich rettete, beginnt diese Begünstigung sich in entschiedenerer Weise zu zeigen. Diese Protection ermöglicht es, dass Don Carlos dem Scharfblick und der Ueberwachung der französischen Polizei mehr als ein Jahr hindurch entgeht, während er im Geheimen die Mittel und Wege vorbereitet, die ihm später zur Entzündung des Bürgerkrieges in Spanien dienen sollen. Keine französische Behörde kann den Ort seiner Residenz aus-

findig machen, noch will sie bei ihren Forschungen die Mitwirkung eines Beamten der rechtmässigen spanischen Regierung zur Beihülfe annehmen. Die französischen Behörden antworten entweder durch das vollständigste Schweigen oder sie thun zu wissen, dass die Beschwerden auf diplomatischem Wege vorgebracht werden müssen, welcher trotz der modernen Erfindungen nicht jene Raschheit hat erlangen können, die bei solchen Arten von Geschäften erforderlich ist. In dem Schreiben, das der Herr Geschäftsträger von Frankreich dem Herrn Staatsminister von Spanien vorgelesen hat, und in der Depesche, welche ich in Antwort auf meine Mittheilung vom 16. Juli zu empfangen die Ehre hatte, beklagen Ew. Excellenz Sich über den unbestimmten Charakter meiner Beschwerde, die Ihnen nicht gestatte, zu antworten, wie Sie es wünschen, wenn Ihnen die Thatsachen genauer angegeben worden wären. Wie Ew. Excellenz haben wahrnehmen können, enthielt mein vorerwähntes Schreiben keine Darlegung mit Beweisen der Beschwerden, welche die spanische Regierung gegen die französische erheben konnte, wohl aber eine Klage über das Verfahren der Behörden in den der Grenze benachbarten Departements, in der genaue Thatsachen von grosser Wichtigkeit aufgeführt wurden, auf welche Ew. Excellenz, gestatten Sie mir, Ihnen dies zu sagen, keine unumwundene Antwort gegeben haben. Auch in Bezug auf die Durchreise des sich so nennenden Generals Lizarraga durch französisches Gebiet, der in Begleitung von 29 Personen und 15 Pferden von Bayonne bis Perpignan gereist ist, sagen Ew. Excellenz, Lizarraga sei im Besitz eines von den spanischen Behörden ausgestellten Passes gewesen. Ein Pass ist leicht zu erlangen; aber waren in diesem Passe auch die 29 Individuen, die 15 Pferde und die 22 grossen Colli einbegriffen? Welche Verantwortlichkeit könnte man nicht von der Polizei eines Landes erheischen, die nur dann die Personen, welche sie verfolgen soll, anhält, wenn dieselben keinen Pass haben? Eine andere, nicht weniger bestimmte Thatsache ist der mit Ostentation vorgenommene Einzug in Spanien und die Rückkehr nach Frankreich seitens der Prinzessin Margaretha in Begleitung eines zahlreichen Personals, welches die Herren Präfecten ihr Gefolge nannten; ihr Aufenthalt in den Departements des Südens, nicht etwa zur Zeit, wo der Aufenthaltsort ihres Gemahls den Nachforschungen des Präfecten entging, sondern nachdem diese Prinzessin eine wichtige Rolle zu Estella gespielt hatte, nach den gräulichen Hinrichtungen zu Abarzuza, welche den Räubereien und Mordthaten von Cuenca und der Hekatombe von Olot vorhergingen. Welche Reclamationen würde nicht Frankreich an Spanien richten, wenn es sich in gleichen Umständen befände? Es kann nicht zugelassen, nicht zugestanden werden gemäss dem Völkerrechte, dass diejenigen, welche Unruhe und Verwüstung in ein Land bringen, von den Agenten eines befreundeten Landes, wenn nicht unterstützt, doch wenigstens geduldet werden. Mit Bedauern, Herr Herzog, sehe ich mich genöthigt, mit Ew. Excellenz über das Verfahren gewisser Beamten zu reden. Ich hätte gewünscht, dass die von der französischen Regierung angenommenen neuen Dispositionen solche Reclamationen überflüssig gemacht hätten; aber

Nr. 5465.
Spanien.
4. Oct. 1874.

eine zwingende Pflicht nöthigt mich, auf diesen Gegenstand zurückzukommen, und um die Thatsachen mehr zu präcisiren, bitte ich Ew. Excellenz, mir gefälligst zu erlauben, Ihnen angeschlossen einen Auszug aus den Reclamationen zu geben, welche die spanischen Consuln erhoben haben, und aus welchen man schliessen kann, dass die französischen Behörden, rechtzeitig aufmerksam gemacht, nicht gethan haben, was man von ihnen erwarten durfte. Die Haltung des Präfecten der Basses-Pyrénées in dieser Beziehung ist nur zu bekannt. Es ist vollständig bewiesen, dass Don Carlos sich in der Umgegend von Bayonne und Pau aufhielt, und dass er dort Zusammenkünfte mit seinen Parteigängern hielt vor seinem Eintritt in Spanien, der am 2. Mai 1872 durch Sara stattfand mit einem Gefolge von 12 oder 14 der ausgesprochensten Carlisten. Der Unterpräfect von Bayonne benachrichtigte den spanischen Consul, dass am vorgenannten Tage Don Carlos zu Sara gesehen worden sei zwischen 12 und 1 Uhr Mittags. Der Consul hatte zuvor die Internirung und Ueberwachung der Carlisten verlangt und hatte sogar den Aufenthalt des Don Carlos in dem Departement angezeigt mit Angabe der Häuser, wo er abgestiegen war und wo er hätte verhaftet werden können; aber weder diese Anzeigen, noch die Befehle der französischen Regierung haben Folge gehabt, und was, wie ich nicht zweifle, Ew. Excellenz Aufmerksamkeit noch mehr erregen wird, ist, dass der Präfect der Basses-Pyrénées dem Präsidenten der Republik durch ein Telegramm vom 3. Mai, d. h. vom Tage nach dem Eintritt des Don Carlos in Spanien, officiell mitgetheilt haben soll, dass er am 2. die Grenze bereist habe, um sich von der pünktlichen Ausführung der Befehle des Herrn Präsidenten der Republik zu überzeugen, dass er befriedigt sei mit dem Eifer und der Wachsamkeit aller seiner Untergebenen, und am Schlusse dieses Telegramms folgende Worte hinzufügte: „Ich kann nichts erfahren über Don Carlos, ich weiss selbst nicht, ob er bei uns oder in Spanien ist. Ich beobachte in dieser Beziehung mit grösstem Eifer.“ || Am 1. Juli 1873 kamen 53 spanische Soldaten, Gefangene der Carlisten und von diesen nach Frankreich geführt, in Bayonne an. Der Herr Präfect beschloss ihre Internirung, und sie waren bereits in dem Zuge eingeschifft, der sie nach Rennes führen sollte, als in Folge von Verwendung seitens dieser Gesandtschaft er den Befehl erhielt, sie dem spanischen Consul in Bayonne zur Verfügung zu stellen. || Am 9. September 1873 kam zu St. Jean de Pied de Port ein Theil der Garnison von Valcarlos an, die sich genöthigt gesehen hatte, zu capituliren. Die diesseitige Gesandtschaft verlangte an demselben Tage, dass die 7 Offiziere und 115 Soldaten von dieser Garnison zur Verfügung des spanischen Consuls in Bayonne gestellt würden in gleicher Weise, wie es früher geschehen, um dieselben über Irun oder Santander nach Spanien zurückzuschicken. Aber der Herr Präfect gab Befehl, diese 7 Offiziere und 115 Soldaten von Bayonne nach Cette zu schicken, das heisst, sie an den entferntesten Ort in Frankreich, der mit Spanien in Verbindung steht, zu transportiren, entgegen der Reclamation des Consuls, der diese Colonne nach Spanien zurücksenden wollte

durch den wenigst kostspieligen und dem Armeecorps, dem sie angehörte, nächstgelegenen Ort. || Es ist auch bemerkenswerth, was für ein Motiv derselbe Beamte anführt, um die Consuln wegen der verschiedenen Internirungen nicht einmal anzuhören. Dieses Motiv war, dass, da die Individuen, welche man zu entfernen wünschte, sich in der Umgebung der Prinzessin Margaretha befänden, wegen welcher sich der Herr Minister des Auswärtigen und der Herr Botschafter von Spanien beschäftigten, er nicht die Personen interniren lassen könne, welche das Gefolge dieser Prinzessin bildeten. Es würde ziemlich schwierig sein, wenn diese Entschuldigung angenommen werden könnte, zu wissen, wo dieses Gefolge anfängt und aufhört, in welches alle Carlisten einbegriffen werden können: und in Beziehung auf den Baron de la Torre, dessen Internirung ebenfalls verlangt worden war, sehen wir die in Rede stehenden Beamten sich die Befähigung zuschreiben, denselben nicht zu entfernen, weil er, obschon Carlist, sich nach seiner Aussage nicht mit den Angelegenheiten seiner Partei beschäftige, obgleich er sich gegenwärtig in Pau befindet, wo er verschiedene Anschaffungen von Ausrüstungsgegenständen macht, die den Carlisten zugesandt werden sollen. || Es ist ebenfalls sehr befremdend, zu sehen, dass der Präfect der Gironde voraussetzt, der Herzog de la Rocca, sogenannter carlistischer General-Lieutenant und Chef der militärischen Umgebung des Prätendenten, halte sich nur deshalb in Bordeaux auf, um sich ausschliesslich mit der Beschaffung von Hülfsquellen für die Verwundeten zu beschäftigen, sowie dass eben derselbe Präfect der Ansicht huldigt, gewisse Geistliche, die von unserem Consul als thätige Agenten des Carlismus bezeichnet wurden, dürften deshalb nicht internirt werden, weil sie beim Gottesdienst in der Kathedrale und einigen anderen Kirchen mitwirkten. || Ich begreife sehr wohl, dass man eine solche Maassregel nicht auf alle politischen Parteigänger ohne Unterschied anwenden kann, und dass es nothwendig ist, die zu ergreifenden Schritte mit Rücksicht auf die besonderen Verhältnisse eines Jeden zu bestimmen; wenn aber von einem Präfecten die Internirung eines Fremden gefordert wird, und wenn ihm diese Maassregel ungerecht erscheint, so wird er dieselbe seiner Regierung zur Entscheidung vorzulegen haben, die dann im Vereine mit den Vertretern des betreffenden Staates den einzuschlagenden Weg zu bestimmen haben wird; aber ich glaube nicht, dass die Präfecten sich unter irgend einem Vorwande dieses Entscheidungsrecht beilegen dürfen. || In Beantwortung meiner Angaben über die Nichtbeobachtung der Verträge bemerken Ew. Excellenz, dass ich den in Frage kommenden Artikel des bezüglichen Vertrages nicht angegeben habe, und dass unser Geschäftsträger mich mit Unrecht in einem jüngst vorgekommenen Falle mit Bezug auf die Schifffahrt auf der Bidasoa eine Nachlässigkeit in der Beobachtung der internationalen Verträge hätte erblicken lassen. Es handelte sich um französische Gebäude an der Bidasoa, die zum Stapelplatz für alle Sorten von Waaren und Kriegscontrebande dienen; diese Thatsache schliesst eine Verletzung des ersten Artikels der Nachträge zu dem Grenzvertrage zwischen Spanien und

Nr. 5465. Spanien. 4. Oct. 1874.

Frankreich vom 2. December 1856 ein, eines Artikels, den der spanische Geschäftsträger auch nicht verfehlte bei dieser Gelegenheit anzugeben. Trotzdem also die französische Verwaltung von dieser Thatsache Kenntniss hatte, bestehen doch die oben erwähnten Depots noch immer an der nämlichen Stelle. || Indem Ew. Excellenz mich benachrichtigen, dass der Pferdehandel in Frankreich frei sei, fügten Ew. Excellenz hinzu, dass es Sache der spanischen Regierung sei, die Einfuhr der von den Carlisten in den Departements des südlichen Frankreichs angekauften Pferde zu untersagen. Die Grenze wird allerdings von zwei Seiten bewacht; doch erlaube ich mir, hierzu zu bemerken, dass, wenn die französischen Grenzbehörden von einem anderen Geiste beseelt wären, die spanische Grenzbewachung um ein Bedeutendes erleichtert werden würde. Es ist augenscheinlich, dass die Leute, welche die Kriegscontrebande hinüberschmuggeln, nicht die von den spanischen Zollbeamten besetzten, sondern ausschliesslich die gelegentlich in der Gewalt der Carlisten befindlichen Pässe benutzen, und zwar auf Grund einer vorhergehenden Uebereinkunft. Diese Verabredungen würden vollständig ihren Zweck verfehlen, wenn die französischen Behörden ihrerseits Maassregeln ergriffen, um alle für Spanien bestimmten Sendungen, von denen Frankreich ja an erster Stelle Kenntniss haben muss, zu verhindern, falls diese Sendungen nicht vorher ordnungsmässig einer Controle durch die spanische Regierung unterworfen worden sind. || Ew. Excellenz lassen mich wissen, dass, seit die französische Verwaltungsbehörde von der Existenz von Comités in Bayonne Kenntniss erhalten hätte, Maassregeln zu deren Auflösung und zur Internirung der als daran betheiligt bezeichneten Personen getroffen worden seien. Aber ich bedauere, Ew. Excellenz mittheilen zu müssen, dass auch dieses Mal die Weisungen der französischen Regierung nicht befolgt worden sind. Ist irgend Jemand auch bedeutet worden, dass jene Personen ihren Aufenthaltsort zu ändern hätten, so ist dies entweder nicht ausgeführt, oder deren Unterbringung an irgend einem Punkte der Grenze genügend befunden worden zur Erfüllung der höheren Vorschriften. Uebrigens hat mitunter die Internirung stattgefunden, ohne dass an dieser Botschaftsstelle davon Anzeige gemacht worden ist. Eine solche Anzeige würde stets den Werth haben, dass die internirten Personen von unseren Agenten überwacht werden können. || Eben so hat es sich mit den Befehlen verhalten, die gegeben worden sind, um zu verhindern, dass die Carlisten in Uniform nach Frankreich kommen. Sie verbergen dieselbe oft nur zum Schein, um die Aufmerksamkeit noch mehr auf sich zu ziehen, und heute wie früher findet man in den Läden zu Bayonne zu öffentlichem Verkauf carlistische Postmarken, Uniformen und Abzeichen. || Ich habe in unseren Unterredungen die Ehre gehabt, Ew. Excellenz ausdrücklich meine Ueberzeugung auszusprechen, dass eine günstige Aenderung in der Lage der Süddepartements trotz des von Ew. Excellenz stets geäusserten Wunsches unmöglich zu erlangen ist, solange die Departements an ihrer Spitze dieselben Behörden behalten, die sich in der von mir bezeichneten

Weise benommen haben. || Wenn aber nach allem, was ich gesagt, behauptet wurde, dass die französische Regierung ihren Verpflichtungen nachgekommen sei und auch jetzt noch nachkomme, so dürfen Ew. Excellenz nicht erstaunt sein, wenn ich Sie daran erinnere, dass der Herr Geschäftsträger Frankreichs in Madrid aus freien Stücken und im Namen seiner Regierung der spanischen Regierung sich erboten hat, jede Person von Bedeutung, sowohl Civil wie Militär, an die belgische oder schweizerische Grenze bringen, die Carlisten aber, die ohne militärische Stellung oder ohne persönliche Bedeutung sich in Frankreich befinden, nach Spanien zurückweisen zu lassen unter der Androhung, dass sie, falls sie abermals nach Frankreich kämen, bis über die Loire gebracht werden würden. Wenn auch mit der Verweisung der letzteren die Gefahr verbunden wäre, dass die Carlisten ihre Deserteure wiedererhielten, so hat, da die französische Regierung die ungeheuren Kosten vorschützte, welche die Internirung in Frankreich verursachen würde, meine Regierung das vom Herrn Geschäftsträger gemachte Erbieten angenommen, mit welchem die französische Regierung die Initiative ergriffen hat, um von der Aufrichtigkeit der Absichten, von denen sie gegen die spanische Regierung beseelt war, einen Beweis zu liefern. Der Herr Geschäftsträger hat hinzugefügt, dass, obschon nur mündlich gegeben, diese Verpflichtung alle Bedingnisse einer Convention habe. || Die Mittheilungen, welche den letzten Theil der hier angehängten Schriftstücke bilden, beweisen, wie man dieser Verpflichtung nachgekommen ist. In den Strassen von Bayonne, Pau, Perpignan und in anderen Städten der Grenzdepartements wimmelt es von Carlisten, von den allerbekanntesten bis zu den Deserteuren und Ueberläufern. Aber die Herren Präfecten weigern sich, der oben erwähnten Verpflichtung ungeachtet, unter nichtigen Vorwänden, Internirungen vorzunehmen, wie ich dies sehr genau bewiesen zu haben glaube. || Ich würde also im Rechte sein, Herr Herzog, die Verantwortlichkeit für alles Vorgekommene nicht den Agenten der französischen Regierung, sondern dieser Regierung selbst zuzuschieben, welche zuerst eine neue Art der Internirung vorgeschlagen und eine feierliche Verpflichtung in dieser Hinsicht übernommen und dann, in Nichtbeachtung der Convention von 1862, ihren Agenten gestattet hat, ungehorsam zu sein und das zu brechen, was von ihr selbst feierlich mit der spanischen Regierung stipulirt worden ist, in deren Namen ich mich abermals an Ew. Excellenz wende, damit der Schutz, den der Carlismus in Frankreich findet, ein für alle Mal ein Ende nehme. || Der Wunsch der spanischen Regierung ist, das Uebel an der Wurzel angegriffen zu sehen. Der Erfolg einer äussersten Anstrengung würde die ungeheuren Kosten aufwiegen, welche die Ueberwachung bei der weiteren Dauer des Bürgerkrieges kosten kann. Es ist nicht meine Sache, Herr Herzog, diesen Gedanken weiter zu entwickeln; aber ich bin überzeugt: wenn beträchtliche Streitkräfte an der Grenze aufgestellt sind und sich mit der spanischen Militärmacht jenseits verbinden, wenn die Bidasoa gemeinsam von beiden Ländern aus überwacht wird, wenn an die Spitze der an Spanien

Nr. 5465. Spanien. 4. Oct. 1874.

grenzenden Departements Beamte gestellt werden, welche vorher nicht fungirt haben und von dem Geiste der französischen Regierung wohldurchdrungen sind: so würde der Krieg sich nicht weiter in die Länge ziehen können, weil Bayonne, Pau, Oloron, Perpignan aufhören würden, ein fortwährender Herd der Verschwörung zu sein. || Ein anderer Staat, Portugal, dessen Grenze sehr ausgedehnt ist, giebt heute ein Beispiel, bei dessen Befolgung durch Frankreich die Reclamationen, die zu erheben ich nach den Weisungen meiner Regierung mich genöthigt sehe, gewiss unterblieben wären. || Wenn ich schliesslich, Herr Herzog, in eine andere Reihe von Erwägungen einträte, so würde ich mir erlauben, die Aufmerksamkeit Ew. Excellenz auf die Anomalie zu lenken, dass das liberale Frankreich, ganz, wie ich nicht zweifle, gegen seinen Willen, mit den Beschützern des Absolutismus in Spanien gemeinschaftliche Sache macht. || Ich werde niemals begreifen können, dass Ew. Excellenz die Handlungen der Beamten, welche das öffentliche Bewusstsein anklagt, zu rechtfertigen suchen und deshalb der ganzen Nation die Verantwortlichkeit zu tragen geben wollen für die Thatsachen, welche sie um den Ruhm bringen würden, stets die Führerschaft der grossen Principien zu haben, auf denen das Staatsrecht aller modernen Völker beruht. || Genehmigen Sie die Versicherung der Hochachtung, mit welcher ich die Ehre habe zu sein, Herr Herzog, Ew. Excellenz ergebenster und gehorsamster Diener

Vega de Armijo.

Nr. 5466.

SPANIEN. — Adresse spanischer Granden an Don Alfonso, Sohn der Königin Isabella, aus Anlass der von ihm erreichten Grossjährigkeit.

[Uebersetzung.]

Nr. 5466. Spanien. 23. Nov. 1874.

Sire, die Granden Spaniens und die unterzeichneten Edelleute wenden sich heute an Ew. Majestät, um Sie zu beglückwünschen zum Eintritt in Ihr 18. Lebensjahr. Sie folgen einem Gefühle der Zuneigung, welches ihr Herz erfüllt, und sie erfüllen damit gleichzeitig ein Gebot der Ehrlichkeit, die ihnen mit ihren Namen von ihren Vorfahren überkommen ist. | Und, Sire, sie thun das mit noch grösserer Hochachtung, wenn dies möglich wäre, als wenn sie sich dem Throne näherten, an dessen Stufen Ew. Majestät geboren wurden. Denn sie sehen Dero Person erhöht durch die Schuldlosigkeit der Jugend ebensowohl, wie durch die Heiligkeit des Unglücks, und für uns ist das Unglück, wie wir es an uns erprobt haben, zugleich der Prüfstein der Völker und der Lehrmeister der Fürsten. || Darin hat die Vorsehung Ew. Majestät eine doppelte Wohlthat erwiesen, indem sie Ew. Majestät an den Stufen des Thrones

geboren und in der Verbannung erzogen werden liess. Es ist fast, als ob sie Ew. Majestät damit dem spanischen Volke selbst nur ähnlicher machen wollte, das, nachdem es einst an der Spitze der Civilisation zweier Welten gestanden, sich heut arm, zerrissen und wie aus dem Concert der Nationen vertrieben erblicken muss. || Ew. Majestät zogen bereits und ziehen noch grosse Vortheile aus dieser harten Lehre. || Zuerst, indem Ew. Majestät gehorsam und fügsam unter dem mütterlichen Dache lebten, haben Sie Spanien, auch eine Mutter, nur heisser lieben gelernt, und um so inbrünstiger liebten Sie das Vaterland, je unglücklicher Sie dasselbe sahen und je weiter entfernt Sie sich von ihm befanden. || Später aber, als Sie, Sire, mit Ergebung und Freudigkeit den zarten Schutz der Familie verliessen, verfolgten Sie mit Eifer und Glanz in Frankreich und Oesterreich jene Studien, welche das Individuum mit der Generation in Berührung und Uebereinstimmung bringen, unter der ihm zu leben bestimmt ist. || Heut endlich, da Ew. Majestät an der Grenze des Mannesalters stehen, freuen wir uns zu sehen, wie Ew. Majestät dero Blicke den militärischen Wissenschaften zuwenden, durch welche man lernt gehorsamen, um selbst befehlen zu können, und durch die man die Herrlichkeit und Schönheit der Kraft würdigen lernt, die sich in den Dienst der Vernunft und des Rechtes stellt. || Wir freuen uns doppelt, zu bemerken, wie Ew. Majestät Ihre früh reif gewordene Aufmerksamkeit der englischen Nation zuwenden, jenem Volke, das ein wahres Modell monarchisch-constitutioneller Sitten darbietet und wo Sie das Schauspiel geniessen können, welches ein Volk gewährt, bei dem die Ueberlieferung die grösste Stabilität verbürgt, bei dem die Gesetze der wärmsten Verehrung begegnen und in dem die Vaterlandsliebe die glühendste Entwickelung findet, kurz einem Volke, bei welchem Ew. Majestät in jeder Familie, in jeder Gesellschaft, in jeder Provinz des Vereinigten Königreiches erkennen und schätzen lernen können, wie viel Kraft und Glück eine Monarchie darzubieten vermag, welche, wiewohl vielfältig in ihren Formen und ausgebreitet unter allen Himmelsstrichen, um jeden Preis die nationale Integrität aufrecht erhält und bewahrt, und in der mit fast kindlicher Sorgfalt die beinahe religiöse Verehrung unterhalten wird, welche den Souverän mit seinen Unterthanen verkettet. || Und um all dessen willen, Sire, wünschen die unterzeichneten Granden von Spanien und Edelleute, treu ihren Ueberlieferungen, fest in ihrem Glauben, loyal ihrem legitimen Könige ergeben, eng und ehern verbunden mit den repräsentativen Institutionen ihres Vaterlandes, Ew. Majestät von ganzem Herzen Glück und bitten zu Gott, durch den die Könige herrschen und durch den die Gesetzgeber mit Gerechtigkeit verfügen, Ew. Majestät mögen die Belohnung Ihres edlen Strebens finden und Sie mögen nach jeder Richtung ein Fürst werden, würdig des Namens, den Sie tragen, des Jahrhunderts, in welchem Sie leben, und des Landes, welches Sie geboren werden sah.

Madrid, den 28. November 1874.

Nr. 5467.

SPANIEN. — Antwort des Don Alfonso auf die Adresse spanischer Granden.

[Uebersetzung.]

Nr. 5467. Spanien. 1. Dec. 1874.

Mein Herr! Anlässlich meines Geburtstages habe ich zahlreiche Glückwünsche aus Spanien sowie auch einige von in Frankreich wohnenden Landsleuten erhalten. Ich bitte Sie, der Dolmetsch meiner Dankbarkeit und meiner Ideen zu sein. ‖ Alle diejenigen, welche mir geschrieben haben, hegen die Ueberzeugung, dass einzig und allein die Wiederherstellung der constitutionellen Monarchie der Unterdrückung, der Ungewissheit und den peinlichen Störungen, unter denen Spanien leidet, ein Ziel setzen kann. Man sagt mir, dass die Mehrheit unserer Landsleute derselben Ansicht huldigt und dass bald alle redlichen Männer, welches auch immer ihre politische Vergangenheit sein mag, sich mir anschliessen werden, weil sie alle begreifen, dass sie von einem neuen Monarchen, den keine Leidenschaften bewegen, und von einem Regime, das der Nothwendigkeit entspringt und die Eintracht und den Frieden vertritt, keine Ausschliessungen zu befürchten haben. Ich weiss nicht, wann und wie und ob diese Hoffnung überhaupt in Erfüllung gehen wird. Das aber kann ich sagen, dass ich nichts versäumen werde, um mich der schwierigen Sendung, in unserer edlen Nation mit der Eintracht die gesetzliche Ordnung und die öffentliche Freiheit wiederherzustellen, würdig zu erweisen, so Gott in seinem geheimen Rathschlusse mir dieselbe anvertrauen wird. ‖ In Folge der feierlichen und freiwilligen Abdankung meiner erlauchten, nicht minder hochherzigen als unglücklichen Mutter bin ich der einzige Repräsentant des monarchischen Rechts in Spanien. Dieses Recht wurzelt in einer hundertjährigen, durch alle geschichtlichen Präcedentien bestätigten Gesetzgebung. Es ist unauflöslich mit den Einrichtungen der Landesvertretung verbunden, die während der fünfunddreissig Jahre, welche zwischen der Thronbesteigung meiner Mutter und dem Tage verstrichen sind, da ich, noch ein Kind, mit all den Meinigen den Boden der Verbannung betrat, nie aufgehört haben, gesetzlich zu bestehen. Es ist natürlich, dass die zur Stunde jedes öffentlichen Rechts und auf unbestimmte Zeit aller ihrer Freiheiten beraubte Nation ihre Blicke auf das constitutionelle Recht richtet, das sie gewohnt war, sowie auf jene freien Institutionen, die sie nicht verhinderten, im Jahre 1812 ihre Unabhängigkeit zu vertheidigen und im Jahre 1840 einem blutigen Bürgerkriege ein Ziel zu setzen. Diesen Institutionen verdankt sie überdies lange Jahre beständigen Fortschritts, Jahre des Wohlstands, des öffentlichen Credits und sogar einigen Ruhm, deren Andenken zu verwischen nicht leicht ist, da noch zu viele Menschen leben, die sie gekannt haben. Dies ist wohl auch der Grund, dass die erbliche repräsentative Monarchie allein Vertrauen einzuflössen vermag, da die arbeitenden wie die höheren Classen in ihr die nicht zu ersetzende Bürg-

schaft der nationalen Rechte und Interessen sehen. Indessen liegt nicht nur, was im Jahre 1868 bestand, sondern alles, was man seitdem hat ins Leben rufen wollen, hülflos am Boden. Wenn die Verfassung von 1825 thatsächlich abgeschafft ist, so kann man von derjenigen, welche im Jahre 1869 auf die Grundlagen der verfallenen Monarchie gebaut wurde, ein Gleiches sagen. Wenn eine aus, des gesetzlichen Mandats entbehrenden Senatoren und Deputirten zusammengesetzte Versammlung die Republik ausrief, so sahen sich die allein regelmässig in der vorsätzlichen Absicht, dieses Regime einsetzen zu lassen, einberufenen Cortes bald von den Bajonetten der Madrider Garnison zerstreut. Alle politischen Fragen sind so in der Schwebe erhalten und von der jetzigen Regierung der freien Discussion der Zukunft überlassen. Zum Glück besitzt die erbliche und constitutionelle Monarchie in ihren Principien die nöthige Schmiegsamkeit und jene Bedingungen der Gewissheit, welche bewirken werden, dass alle mit ihrer Wiederherstellung zusammenhängenden Fragen nach dem Wunsch und zum Besten der Nation werden gelöst werden. Erwarte man nicht von mir, dass ich aus eigener Machtvollkommenheit einen willkürlichen Beschluss fasse. Die spanischen Souveräne haben die schwierigen Angelegenheiten der Nation nie ohne den Beistand der Cortes geordnet, und wie dem schon unter der alten Monarchie so war, werde ich in meiner gegenwärtigen Lage und zu einer Zeit, da alle Spanier an das parlamentarische Verfahren gewöhnt sind, diese richtige Verhaltungsregel nicht aus den Augen verlieren. Zur rechten Stunde wird dann eine Verständigung über die zu lösenden Fragen zwischen einem loyalen Fürsten und einem freien Volke nicht schwer zu bewerkstelligen sein. Ich wünsche nichts sehnlicher, als unser Vaterland wahrhaft frei zu sehen. Die harte Lehre dieses Augenblickes wird nicht wenig dazu beitragen, ein solches Resultat herbeizuführen. Diese Lehre wird Jedermann heilsam sein, am meisten aber den redlichen und arbeitsamen Volksclassen, den Opfern hinterlistiger Sophismen und unsinniger Vorspiegelungen. Ueberall sehen wir, dass die grössten und blühendsten Nationen, in deren Schoosse sich Ordnung, Freiheit und Gerechtigkeit am sichtlichsten entfalten, diejenigen sind, welche ihre Geschichte am meisten ehren. Das hindert sie nicht, sicheren Schrittes der stets wachsenden Civilisation zu folgen. Möge die göttliche Vorsehung gestatten, dass das spanische Volk eines Tages jene Beispiele beherzige! Was mich anbelangt, so hat mein Missgeschick meine Beziehungen zu den Menschen und Dingen des modernen Europa's herbeigeführt. Wenn Spanien in diesem Europa nicht eine seiner Geschichte würdige, unabhängige und sympathische Stellung einnimmt, so werde ich weder heute noch je daran Schuld sein. Was aber auch das Schicksal über mich verhängen mag, so werde ich nie aufhören, ein guter Spanier, ein guter Katholik, wie alle meine Vorfahren, und als Mann des Jahrhunderts wahrhaft liberal zu sein.

Ihr wohlaffectionirter

Alfonso.

Yorktown (Sandhurst), 1. December 1874.

Nr. 5468.

SPANIEN. — Einsetzung eines Regentschafts-Ministeriums Namens des zum König ausgerufenen Don Alfonso.*)

[Uebersetzung.]

Nr. 5468. Spanien. 31. Dec. 1874.

Nachdem durch Volk und Heer König Don Alfonso de Borbon y Borbon ausgerufen worden, ist der Fall eingetreten, dass von den Vollmachten Gebrauch zu machen ist, welche mir durch königliches Decret vom 22. August 1873 anvertraut worden sind. Kraft derselben und im Namen Sr. Majestät des Königs beschliesse ich Folgendes:

Das Regentschafts-Ministerium, welches bis zur Ankunft des Königs Don Alfonso das Königreich zu regieren hat, wird unter meinem Vorsitz aus folgenden Personen bestehen: Minister des Auswärtigen Don Alejandro Castro, weiland Finanzminister, Colonialminister und Botschafter in Rom; Minister der Gnade und Justiz Don Francisco de Cárdenas, früher Staatsrath; Kriegsminister General-Lieutenant Don Joaquin Jovellar, Ober-General der Centrumsarmee; Finanzminister Don Pedro Salaverria, weiland Minister der öffentlichen Arbeiten und der Finanzen; Marineminister Don Mariano Roca de Togores, Marquis de Molins, weiland Marineminister und Minister der öffentlichen Arbeiten, Director der spanischen Akademie; Minister des Innern Don Francisco Romero Robledo, weiland Minister der öffentlichen Arbeiten; Minister der öffentlichen Arbeiten Don Manuel de Orovio, Marquis de Orovio, weiland Minister der Finanzen und der öffentlichen Arbeiten; Colonialminister Don Adolardo de Ayala, weiland Colonialminister.

Madrid, den 31. December 1874.

Der Präsident des Regentschafts-Ministeriums,
Antonio Cánovas del Castillo.

---

*) Am 29. war Alfonso vom General Martinez Campos, am 30. von den Armeen des Centrums und des Nordens und in Madrid als König ausgerufen worden.
A. d. Red.

Nr. 5469.

SPANIEN. — Interim. Min. d. Ausw. (Marquis de Molins) an den deutschen Gesandten in Madrid (Graf Hatzfeldt). — Circular an die Vertreter der auswärtigen Mächte in Madrid, betreffend die Einsetzung des Königs Alfonso.
[Uebersetzung.]

Staatsministerium. Königl. Palast, 3. Jan.

Sehr geehrter Herr!

Nr. 5469. Spanien. 3. Jan. 1875.

Die Ereignisse, welche sich eben in Spanien vollzogen haben, sind so klar und offenkundig, dass sie einer Erklärung nicht bedürfen, so legal und folgerichtig, dass sie eine Vertheidigung nicht erheischen, und dennoch so gross ist der Wunsch, welcher die Minister-Regentschaft beseelt, die freundschaftlichen Beziehungen nicht zu unterbrechen, welche Spanien mit den übrigen Ländern verbinden, dass dieselbe selbst in Abwesenheit des Königs und des speciell mit den internationalen Angelegenheiten betrauten Ministers die Ehre in Anspruch nimmt, sich durch mein Organ an Ew. Hochgeboren zu wenden. Seitdem die Dynastie, deren Repräsentant Don Alfonso — damals noch ein Kind — den fremden Boden betrat, sind alle Regierungsformen in Spanien versucht worden, ohne irgend einen, oder besser gesagt, mit beklagenswerthem und verderbenbringendem Erfolge. || Wahlmonarchie, föderale, cantonale, unitarische Republik; Civil- und Militär-Dictatur bis zum absolutistischen System, welches eine Prätendentenfamilie in unserem Lande darstellt und welches unerachtet seiner Anstrengungen und obschon es mächtig genug ist, um einen Theil des Landes besetzt zu halten und dem Verderben preiszugeben, dennoch nicht im Stande ist, sich innerhalb der Ausdehnung der Monarchie festzusetzen. Alles dies ist eben so ohnmächtig wie schmerzvoll gewesen. || Inzwischen haben sich die Herzen und die Wünsche aller Welt mit Schmerz von dem Anblick der Gegenwart abgewandt und sich dem Erben unserer alten Könige, Don Alfonso de Borbon y Borbon, entgegengetragen, welcher kraft der Abdankung seiner erhabenen Mutter in sich das monarchische Recht und die parlamentarische Ueberlieferung vereinigt. || Diejenigen, welche in dem religiösen Princip die grosse Triebfeder unserer nationalen Geschichte erblicken und sich verletzt fühlten durch die Frevel, welche nach dieser Richtung die Revolution begangen hatte, setzten selbstverständlich ihre Hoffnungen auf jenen, der, würdiger Erbe katholischer Monarchen, am Glauben seiner Väter unerschütterlich festhielt, ohne jedoch aus demselben ein Werkzeug und Banner seiner politischen Ziele machen zu wollen. || In demselben Maasse wandten auch diejenigen, welche in Vergegenwärtigung der Geschichte der Nation und mehr noch der berechtigten Forderungen der Jetztzeit eine Regierung für unmöglich halten, die sich nicht auf parlamentarische Grundsätze stützt, denen unsere alten Cortes zum Vorspiel dienten, und welche die Nationen der Gegen-

Nr. 5469. Spanien. 3. Jan. 1875.

wart verwirklicht haben — vertrauensvoll ihre Augen auf den König, den unmittelbaren Abkömmling zweier erlauchten Fürstinnen, welche schon seit mehr als vierzig Jahren in unzertrennlicher Weise die Interessen und den Bestand ihres Thrones mit den Interessen und der Existenz parlamentarischer Grundsätze verknüpft haben. || Selbst die extremsten Classen der Bevölkerung und die extremsten Parteien, belehrt durch die Erfahrung, die sie mit unbegründeten Hoffnungen und lügenhaften Versprechungen gemacht, waren in schmerzlicher Weise zu der Einsicht gelangt, dass keine Regierungsform so verschwenderisch damit umging, wie gerade diejenige, welche dieselben nachher am meisten mit Füssen trat, welche die grössten Opfer an Principien, Menschen und Interessen in Anspruch nahm, und demnach wandten sie ihre Blicke auf den jungen Erben eines constitutionellen Thrones, unter dessen Schatten es gelungen war, dem Reichthum des Landes eine grosse Entfaltung zu geben, und unter welchem der Credit gehoben worden war — ohne jedoch hierbei die Schonung spanischen Blutes und die Vertheidigung heiliger und überdies ruhmvoller Interessen aus dem Auge zu lassen. Alle Ueberzeugungen endlich, alle Classen der Bevölkerung hegten den einstimmigen, wenn auch geheimen Wunsch, mit Don Alfonso zurückzukehren zur constitutionellen Ordnung und zum vererbten Rechte und gleichzeitig mit dem Throne das hauptsächlichste Mittel und die beste Stütze wiederherzustellen, welche ganz ausnahmsweise die öffentlichen Freiheiten in unserem Vaterlande besessen haben. || Es liegen triftige Gründe zu der Annahme vor, dass selbst die Träger der öffentlichen Gewalt die Ueberzeugung hegten und bekannten, dass die Ausrufung Don Alfonso's, in der einen oder anderen Weise vollzogen, die einzige Lösung der Krisis Spaniens in sich schloss. || Gleichmässig ist die Annahme berechtigt, dass die fremden Mächte, indem sie in wohlwollender Absicht die letzte Dictatur anerkannten, hierbei von der Intention ausgingen, dass dieselbe zu einer monarchischen Lösung führen möchte. || Die Frage, die aufgeworfen werden könnte, und was in der That auffällig sein mag, ist der Umstand, dass, da das Uebel doch so gross, das Mittel zur Abhülfe so bekannt und der Wunsch so allgemein war, nicht schon früher König Don Alfonso XII. ausgerufen worden ist. Die Erklärung ist ebenso einfach wie ehrenvoll. Es entsprach weder seinem Ansehen noch seinen Interessen, noch dem Wohle des Vaterlandes, dass der Boden, auf dem er geboren, durch seine Schuld mit Blut befleckt und dass sein gutes Recht geschwächt würde durch Gewaltauftritte und schmerzliche Excesse. || Aber nachdem die allgemeinen Leiden die letzte Grenze erreicht hatten und die allgemeine Ueberzeugung zur Reife gediehen war, da hat es, wie Ew. Hochgeboren nicht entgangen ist, genügt, dass an einem von der Hauptstadt entfernten Punkte der Name Don Alfonso's genannt wurde, damit ohne irgendwelche Gewaltanwendung, ohne Versprechungen in wenigen Stunden die grossen Städte, obschon ohne alle militärische Besatzung, und die kleinen Orte, selbst die von revolutionären Behörden eingesetzten Provinzialchefs und selbst die Truppen ohne irgendwelche

die Disciplin erschütternde Action den legitimen constitutionellen König Don Alfonso ausriefen. Und dies ist nicht befremdend, da das traditionelle und ererbte Recht eine unbestreitbare Kraft darstellt, und da die Namen, die persönlichen Eigenschaften und der dynastische Ursprung des Königs Don Alfonso de Borbon an sich ein politisches Programm sind. Sein Name selbst, als der glorreichste wiederholt in unserer Geschichte, übt eine zauberhafte Wirkung aus, sowie seine in den Zeiten des Missgeschickes und in mehreren der Hauptstädte Europa's erhaltene Erziehung eine Bürgschaft der Bildung und des Erfolges enthält. || Aus diesen Umständen und mit der ausschliesslichen Absicht, die Tradition der ererbten und constitutionellen Monarchie mit der Zurückberufung des Königs Don Alfonso XII. nach Spanien wiederaufzunehmen, entstand und constituirte sich die gegenwärtige öffentliche Gewalt, welche sofort den Charakter einer Minister-Regentschaft annahm, die für den Fall der Abwesenheit des Königs durch alle Verfassungen vorgesehen ist. Darüber hinaus, Herr Minister, gehen weder die Vollmachten noch die Absichten der Minister-Regentschaft, und deshalb sollen letztere nicht eingehender dargelegt werden; aber die öffentlichen Erfolge fallen so schwer ins Gewicht, und so lebhaft ist unser Wunsch, ungesäumt den legitimen und constitutionellen Thron Don Alfonso's mit den guten internationalen Beziehungen zu umgeben, welche er früher besass, dass wir keine Zeit verstreichen lassen wollen, Ew. Hochgeboren von diesen Ereignissen Mittheilung zu machen, welche, wie wir hoffen zu dürfen glauben, Ew. Hochgeboren zur Kenntniss Ihrer Regierung bringen mögen, bekräftigt durch Ihr geneigtes Zeugniss für dasjenige, was Sie selbst zu sehen und zu würdigen Gelegenheit gehabt haben, in einem Lande, das Sie seit einiger Zeit schon bewohnen und von welchem Sie verdientermaassen geschätzt werden.

Die Regierung hat sich in nachstehender Weise constituirt:

Präsident der Minister-Regentschaft: D. Antonio Cánovas del Castillo; Staatsminister: D. Alejandro Castro; Justiz- und Gnadenminister: D. Francisco de Cárdenas; Kriegsminister: Generallieutenant D. Joaquin Jovellar; Finanzminister: D. Pedro Salaverria; Minister des Innern: Don Francisco Romero Robledo; Minister für öffentliche Arbeiten und Unterricht: D. Manuel de Orovio, Marquis de Orovio; Colonienminister: D. Adelardo Lopez de Ayala; Marine- und interimistischer Staatsminister der Unterzeichnete.

Ich benutze diesen Anlass, Ew. Hochgeboren die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung anzubieten.

Marquis de Molins.

An den Herrn bevollmächtigten Gesandten Deutschands.

Nr. 5470.

SPANIEN. — Protest des Don Carlos gegen die Proclamirung Don Alfonso's.
[Uebersetzung.]

Nr. 5470. Spanien. 6. Jan. 1875.

Spanier! Die Revolution, welche von Lügen lebt, hat durch Proclamation eines Gliedes meiner Familie zum Könige von Spanien den Versuch gemacht, sich mit der Monarchie und Legitimität zu versöhnen. Ich bin die Legitimität. Ich bin der Repräsentant der Monarchie in Spanien, und weil ich es bin, habe ich mit souveräner Verachtung alle Anerbietungen zurückgewiesen, welche die Männer der September-Revolution mir zu machen die Stirn gehabt haben, ehe sie ihr unglückseliges und treuloses Werk vollendeten. || Von diesem Augenblick an weiss die Revolution, dass ich ihr König nicht sein kann. Chef des erhabenen Hauses der Bourbonen in Spanien, betrachte ich die Haltung meines Vetters Alfons mit tiefem Schmerz, der aus jugendlicher Unerfahrenheit zugestimmt hat, das Werkzeug in den Händen Derer zu sein, welche ihn und seine Mutter aus dem Vaterlande vertrieben und so dem Spott und der Beschimpfung ausgesetzt haben. || Ich protestire jedoch nicht. Meine Würde und die Würde meiner Armee gestatten keinen anderen Protest, als denjenigen, welchen die Donnerstimme meiner Kanonen mit unwiderstehlicher Beredtsamkeit erheben wird. Die Proclamation des Prinzen Alfons zum Könige, weit entfernt, mir die Thore von Madrid zu verschliessen, öffnet mir im Gegentheil den Weg zur Regeneration unseres theuren Vaterlandes. || Nicht vergeblich wird dieser neue Act des Prätorianerthums den Stolz des spanischen Volkes verletzt haben. Nicht vergeblich sind meine unbesiegbaren Freiwilligen gerüstet, dieselben, welche bei Eraul, Elpieus, Montezzara, Castellolit, bei Somorrostro, Cordova und Urnieta gesiegt haben. Sie werden zu verhindern wissen, dass unser grossherziges Spanien, aufs Neue beleidigt, abermals in den Augen Europa's herabgewürdigt werde. || Dazu berufen, in unserem Lande die Revolution zu bändigen, werde ich sie bändigen, möge sie sich als Waffe der ungezähmten Wildheit einer schamlosen Impietät bedienen oder sich hinter dem heuchlerischen Mantel einer gemachten Frömmigkeit verbergen. || Spanier! Bei unserem Gott, bei unserem Vaterland, ich schwöre euch, dass ich, treu meiner heiligen Mission, ohne Lässigkeit unsere ruhmreiche Fahne aufrecht erhalten werde! Sie ist das Symbol der rettenden Principien, welche heut unsere Hoffnung ausmachen und morgen unser Heil sein werden.

In meinem königlichen Hoflager zu Deva,
den 6. Januar 1875.

Carlos.

Nr. 5471.

SPANIEN. — Aufruf des Königs Alfonso an die Bewohner der aufständischen baskischen Provinzen und Navarra's.

[Uebersetzung.]

Nr. 5471. Spanien. 22. Jan. 1875.

In das jetzt so unglückliche, wenn auch von Allen geliebte Vaterland zurückgekehrt, habe ich keinen grösseren Wunsch, als den des Friedens. Mich betrübte stets weniger die lange Abwesenheit, zu der ich gezwungen war, als der Anblick der Zerrissenheit, der Verarmung und der Unehre, welche in der letzten Zeit ein eben so unfruchtbarer wie blutiger Bürgerkrieg über Spanien brachte. Ich bestieg den Thron so, wie ich es wünschte, nämlich ohne dass ein Tropfen Blutes für meine Sache vergossen worden ist. Wollt ihr meiner Armee den Weg verlegen, so wird gekämpft werden müssen; aber ich werde den Kampf nur mit tiefem Schmerze sehen. Diese schon verwüsteten Thäler, diese schon in Asche gelegten Dörfer und Weiler, dieses ganze Land, das ihr mit dem Blut eurer Brüder benetzt, ich liebe es wie jeder, der auf spanischem Boden geboren, wie jeder, der unter euch seine Kindheit zugebracht, wie jeder, der euch friedfertig und frei, glücklich und freudig, mit einem Worte, würdig eurer Mitbürger und des Auslandes gekannt. Meine Gefühle als Spanier und als wirklicher König erlauben mir nicht, einen nutzlosen Krieg, wie denjenigen, den ihr gegen den Rest der Nation führt, zu beloben oder auch nur zu dulden. Welche Gründe habt ihr, ihn fortzuführen? Wenn ihr die Waffen ergriffen, um dem monarchischen Glauben zu gehorchen, so seht ihr in mir den legitimen Vertreter einer Dynastie, welcher euere loyalen Herzen zu anderer Zeit eine ewige Treue geschworen und die so loyal wie möglich gegen euch bis zu ihrem vorübergehenden Sturze war. Ist es der religiöse Glaube, der euch die Waffen in die Hand drückte, so seht ihr in mir einen wie seine Vorfahren katholischen König, in welchem die Cardinäle und die frömmsten Prälaten die Abhilfe gegen die Ungerechtigkeiten, die bis jetzt die Kirche betroffen, und eine ihrer festesten Stützen in der Zukunft erkennen. Ich bin freilich auch ein constitutioneller König und werde es immer sein; aber ihr, die ihr eine so grosse Liebe für euere ehrwürdigen Freiheiten zeigt, solltet ihr wirklich den schlechten Wunsch haben, die anderen Spanier ihrer rechtmässigen angewöhnten Freiheiten zu berauben? Ich kann mir das nicht denken. Alles bringt mich im Gegentheil zu dem Glauben, dass ihr nicht säumen werdet, die Waffen niederzulegen, mit welchen ihr jetzt gegen das monarchische Recht, dem ihr Treue geschworen, gegen die Kirche selbst, wie sie von ihren Fürsten und Prälaten vertreten ist, und gegen das Vaterland streitet. Leget sie nieder, und ihr werdet mir den Schmerz ersparen, in beiden Reihen spanisches Blut zu sehen. Leget sie nieder, und ihr werdet mir in dieser Art auf das wirksamste behülflich sein, der Insel Cuba

Nr. 5471. Spanien. 22. Jan. 1875. die Blüthe wiederzugeben, an der ihr immer so grossen Antheil gehabt. Leget sie nieder, und ihr werdet unmittelbar die Vortheile geniessen, die ihr dreissig Jahre lang unter dem Scepter meiner Mutter genossen habt, und der Wohlstand und die Freude werden wie durch Zauber in euren Bergen wiedererscheinen. Die Söhne werden unmittelbar in die Arme ihrer Väter zurückkehren; die Frucht eures Schweisses und eurer Anstrengungen wird von Neuem geschützt und geheiligt sein, und anstatt des Kanonendonners werdet ihr in euren Gefilden nur den Pfiff der Locomotive hören, die vormals euch ununterbrochen Reichthümer und alle prächtigen Gaben der Civilisation zuführte. Ehe ich meine Fahne auf den Schlachtfeldern entfalte, wollte ich mich euch mit dem Oelzweig in der Hand zeigen. Seid nicht taub für diese befreundete Stimme eures legitimen Königs.

Peralta, 22. Januar.

Alfonso de Borbon y Borbon.

Nr. 5472.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. (Earl of Derby) an den königl. Gesandten in Madrid (Mr. Layard). — Instruction, betreffend die Haltung der neuen Regierung gegenüber.

(Extract.) Foreign Office, January 26, 1875.

Nr. 5472. Gross-britannien. 26. Jan. 1875. In the instructions with which you were furnished on the 5th instant, I confined myself to authorising you to enter into officious relations with the newly constituted Government, and I do not yet feel in a position to instruct you to proceed further in the direction of a formal recognition. || At the same time, while desiring that you should maintain in this respect an attitude of reserve, such as the state of affairs in Spain still requires, Her Majesty's Government are anxious that His Majesty and the Spanish Government should understand, that this country is actuated towards Spain by the warmest sentiments of goodwill. The ties which united the two nations in the events of past history cannot, Her Majesty's Government feel confident, be forgotten by either. || It would, therefore, be with unalloyed satisfaction, that Her Majesty's Government would welcome the firm establishment of an enlightened, tolerant and Constitutional Monarchy in Spain, and they hope that His Majesty and his advisers may so take advantage of the present occasion as to realize this object, and re-establish civil order and good administration throughout the Kingdom and its Colonial dependencies. || Her Majesty's Government would wish you to convey this expression of their sentiments to the Government of His Majesty in the manner which may appear to you most suitable. || The

policy of Her Majesty's Government is one of non-interference in the internal affairs of foreign States, and they have no intention of departing from it. They cannot, however, but think that the King and his Government may derive support from being acquainted with the view taken of the situation in Spain by the Government of a friendly and disinterested country, and they, therefore, consider that you should lose no fair and becoming opportunity of impressing upon the Spanish Government the vital importance to the King and the people of Spain of maintaining unimpaired the principles of religious freedom.

Nr. 5472. Gross-britannien. 26. Jan. 1875.

Nr 5473.

GROSSBRITANNIEN. — Gesandter in Madrid an den königl. Min. d. Ausw. — Bericht über eine Unterredung mit dem spanischen Ministerpräsidenten.

(Extract.) Madrid, February 3, 1875.

I called upon Señor Canovas del Castillo yesterday, and communicated to his Excellency the substance of your Lordship's despatch of the 26th ultimo. As your Lordship had left it to me to convey this expression of the sentiments of Her Majesty's Government to that of the King in the manner which might appear to me most suitable, I thought it best to do so to the President of the Ministry-Regent. In order that there should be no misinterpretation, or misunderstanding of your Lordship's words, I gave Señor Canovas a Memorandum *pro memoria* (copy inclosed), of what I had said to him. His Excellency begged me to assure your Lordship that the warm and friendly interest shown by your Lordship and Her Majesty's Government in His Majesty and the Spanish nation would be greatly appreciated by the King and his Government. He trusted, that the time was not far distant when I should be authorized to enter into more intimate and formal relations with the Spanish Ministry. "The friendship of England," he said, "was dear and precious to Spain," and he cordially assented to your Lordship's observation "that the two nations could never forget the ties which had so long united them in the events of past history; nor could Spain," he added, "be otherwise than ever grateful for the many proofs she had received of that friendship." His Excellency concluded by repeating to me the assurances that he had previously given me, that it was his firm intention to maintain unimpaired the principles of religious freedom.

Nr. 5473. Gross-britannien. 3. Febr. 1875.

Nr. 5474.

GROSSBRITANNIEN. — Gesandter in Madrid an den königl. Min. d. Ausw. — Bericht über Ueberreichung seines Beglaubigungsschreibens.

Madrid, February 27, 1875.

Nr. 5474. Grossbritannien. 27.Febr.1875.

My Lord, — Accompanied by the members of Her Majesty's Legation, I had to-day the honour of being received by the King for the purpose of delivering Her Majesty's letter of congratulation on his accession to the throne, and the letter accrediting me as Her Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to this Court, and I beg to transmit to your Lordship herewith copy of my address to His Majesty, as well as of his reply, with a translation thereof. || I have, &c.

A. H. Layard.

Beilage 1.

Mr. Layard's Address to the King of Spain.

Sir, — I have the honour to deliver to your Majesty the answer of the Queen, my gracious Sovereign, to the letter of your Majesty, announcing your Majesty's accession to the throne, and at the same time a letter from Her Majesty, by which she is pleased to accredit me in the character of her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary. || I am specially commanded by Her Majesty to offer to your Majesty her sincere congratulations and her warm wishes for your Majesty's happiness and prosperity, and to express to your Majesty her hopes, that your Majesty's reign will be marked by a constitutional, enlightened and tolerant policy, such as may tend to promote the welfare of Spain. || It is the earnest desire of the Queen and her people, that the friendly relations which have so long and so happily subsisted between Spain and England should be maintained and improved. I trust that, in my endeavours to contribute to this object, I shall deserve and obtain your Majesty's confidence and support.

Beilage 2.

The King of Spain's Reply to Mr. Layard.

(Translation.)

M. le Ministre, — I receive with true pleasure the answer of your august Sovereign to the communication of my accession to the throne, and the letter in which she accredits you as her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary. || The felicitation which you are charged to present to me on the part of Her Britannic Majesty, and her hope, that my efforts will be principally directed to promote the well-being of my country by the means best fitted to that end, are of great value to me. || I beg you, M. le Ministre, to transmit to Her Majesty the Queen my profound gratitude for her benevolent sentiments, which I have great pleasure in reciprocating by my fervent wishes for her constant happiness and for that of her people, and assure her that my desire and that of Spain to preserve and draw closer the relations of cordial friendship happily and long existing with England is not less lively. || I do not doubt, that you will contribute to that laudable object with your zeal and distinguished qualities, and for that purpose you will always find in me the benevolent support for which you reasonably ("fundadamente") hope.

Nr. 5474. Gross-britannien. 27. Febr. 1875.

Nr. 5475.

SPANIEN. — Schreiben des Don Carlos an König Alfonso, betreffend die Kriegsführung.

[Uebersetzung.]

Mein lieber Vetter Alfonso!

Ich nehme keinen Anstand, Dich so zu nennen, obwohl mein Gewissen mir zur Pflicht macht, Dich auf dem Schlachtfelde zu bekämpfen; denn Du bist doch immerhin ein Bourbon. Wenn ich mich zu einem Briefe an Dich bewogen finde, so geschieht es darum, weil ich nicht ohne Schmerz mit ansehen kann, wie Du, ein spanischer Prinz und ein Christ, so handelst, wie es weder der Herzog von Aosta noch die Republik gewagt haben, oder vielmehr, weil Dich zu solcher Handlungsweise dieselben Leute nöthigen, die Deine unglückliche und gute Mutter ins Verderben stürzten. Wer Dir aufrichtig zugethan ist, muss Betrübniss empfinden, wenn er sieht, dass man aus Deinem Namen ein Banner der Verwüstung macht, und Du selber wirst bei Befragung Deines Gewissens in dem Gedanken erschrecken, dass Du, ein Abkömmling aus dem Geschlechte Ludwigs XVI., durch Deine Decrete unfreiwilliger Weise Dich in die verabscheuungswürdigen Reihen seiner Henker stellst.

Nr. 5475. Spanien. 15. Juli 1875.

Nr. 5475. Spanien. 15. Juli 1875.

Als König und Haupt unserer Familie in Spanien muss ich Dir mittheilen, dass Du durch Dein Verfahren Deinen Namen befleckst und Spanien entehrst. Indem die Anstifter zu solchen Verbrechen Dir Siegeshoffnungen vorspiegeln, hintergehen sie Dich auf erbärmliche Art. Nicht auf diese Weise wird man uns das Garaus machen. Deine Handlungsweise wird überall Carlisten entstehen lassen, wie ehemals das die Erde benetzende Blut der Märtyrer Christen erweckte. Jene erbärmlichen Rathgeber kennen Spanien sehr schlecht. Wann hat man jemals die Spanier sich der Furcht beugen sehen? Der Prinz, welcher Dein zeitweiliger Vorgänger auf dem mir gebührenden Throne war, trieb die Unkenntniss unseres Volkscharakters nicht so weit. Nein, weder in einem Bürger- noch in einem Auslandskriege giebt es Beispiele einer ähnlichen Grausamkeit. Du selbst würdest ihnen nicht ohne Abscheu beiwohnen können. Viele tausend brutaler Weise aus ihrer Heimath vertriebene Familien, Wittwen, deren Kleine sich mit blutenden Füssen mühselig durch die Felder schleppen und vielleicht Deinen Namen verwünschen lernen, Greise, Kranke, harmlose Unglückliche kommen hierher mit der Bitte um ein Obdach und einen Bissen Brot, was diese Menschen ihnen geraubt haben. Wenn Deine Stellung als König einer Partei Dir diese schrecklichen Opfer aufnöthigt, so beklage ich Dich aufrichtig. Ich, der ich gekommen bin, um König aller Spanier zu sein, lasse Deine Anhänger innerhalb meines Machtbereiches unangefochten unter dem Schirme der Gesetze leben. Warum willst Du mich zu Repressalien zwingen? Gedenke wenigstens, dass Du ein Spanier bist und dass man in Deinem Namen Diebstahl, Brand und Plünderung des Vaterlandes decretirt, dieses theuren Vaterlandes, dessen hervorstechendster Charakterzug der unbesiegbare Widerstand gegen jegliche Tyrannenherrschaft ist. Alfonso, inmitten des Kampfgetümmels und an der Spitze eines freien Volkes, das mit mir für Spaniens Ruhe, für seine Freiheiten, für die Religion und für mein Recht streitet, hege ich das unbegrenzte Vertrauen in meinen Triumph, weil Spanien unmöglich unter Abenteurer-Regierungen zu Grunde gehen kann, und weil der Heldenmuth so vieler für mich kämpfenden Spanier mir den Sieg verbürgt. Aber was auch geschehen mag, ich werde immer die Genugthuung erfüllter Pflicht empfinden; was aber wird Dir geschehen, wenn Du meinen Rathschlägen kein Gehör giebst, nicht die Augen dem Licht öffnest und nicht der Stimme des Gewissens und der Vaterlandsliebe lauschest? Denke an Gott, unser Aller Richter; denke an Deinen Namen, der in die Geschichte eingetragen werden wird; denke an das Vaterland, unsere gemeinsame Mutter!

Dein Dich liebender Vetter

Carlos.

Tolosa, 15. Juli.

Nr. 5476.

SPANIEN. — Schreiben des Don Carlos an König Alfonso, betreffend eventuellen Waffenstillstand.
[Uebersetzung.]

An meinen Vetter Alfonso.

Nr. 5476. Spanien. Nov. 1875.

Die Haltung des Präsidenten der Republik der Vereinigten Staaten kann als das Vorspiel eines Krieges angesehen werden, wenn Du nicht die Unabhängigkeit von Cuba zugestehst. Die Revolution, deren Vertreter Du bist, ist für die Stufe von Schmach, auf welche Spanien gesunken ist, verantwortlich; ohne die Revolution wäre diese vatermörderische Rebellion nie ausgebrochen. Unter einer Regierung wäre sie niemals zu Kräften gekommen. Das legitime Recht des Herrschers ist das einzige, welches ohne Zwang reformiren, ohne Schwäche nachgeben, ohne Zorn bestrafen, ohne Leidenschaft regieren kann. Aber es handelt sich um die Integrität des Vaterlandes, und dieses müssen alle seine Kinder vertheidigen. Wenn das Vaterland in Gefahr ist, hören alle Parteien auf, es giebt nur noch Spanien. Sollte der Krieg ausbrechen, so biete ich für die Dauer des Kampfes gegen die Vereinigten Staaten einen Waffenstillstand an. Aber wohl verstanden, der Krieg mit dem Ausland ist der einzige Grund des von mir vorgeschlagenen Waffenstillstandes, und ich halte alle meine Rechte auf die Krone aufrecht, wie ich auch die Gewissheit bewahre, sie einst auf mein Haupt zu setzen. Jenseit der Meere habe ich kein Gebiet, welches von meinen Waffen beherrscht würde, und ich kann meine wackeren Freiwilligen nicht nach Cuba schicken; aber ich werde meine Provinzen und das Cantabrische Küstenland vertheidigen, die unbezwinglichen Söhne dieser Küsten, welche die Geburt El Cano's, Legazpis' und Churraca's sahen, als Caper ausrüsten und den Seehandel unserer Feinde vielleicht bis in ihre eigenen Häfen verfolgen. Nimmst Du für den Fall eines Krieges mit dem Auslande den von mir angebotenen Waffenstillstand an? Dann wollen wir zur Regelung des Weiteren Vertreter ernennen. Du weisest ihn zurück? Dann wird die Welt Zeuge sein, wie das katholische Spanien grossmüthig seine Pflicht gethan hat. Ziehst Du es gar vor, von dem Feinde, der Dich bedroht, diesen Waffenstillstand zu verlangen? Demüthige Dich, wenn Du dazu das Herz hast: Du wirst vielleicht einen momentanen Aufschub erwirken; aber bald wird man eine neue Streitursache gegen Dich finden und Cuba für das Vaterland verloren sein. Dir wird die Unehre bleiben, Dich gedemüthigt, und die Schande, Dich umsonst gedemüthigt zu haben.

Dein Vetter

Don Carlos.

Handelsverträge der Donaufürstenthümer.

Nr. 5477.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. (Earl of Derby) an den königl. Botschafter in Wien (Sir A. Buchanan). — Bedenken gegen die Absicht Oesterreichs, Handelsverträge direct mit den Donaufürstenthümern zu schliessen.

Foreign Office, July 6, 1874.

Nr. 5477. Grossbritannien. 6. Juli 1874.

Sir, — The Austro-Hungarian Ambassador called upon me on the 2nd instant and renewed a conversation, which he had held with me on more than one occasion as to the expediency of making Commercial Treaties directly with the Governments of the Principalities and of Servia. || The arguments employed by his Excellency being those already stated in the despatch from Count Andrassy, which he lately read to me, and of which the inclosed abstract has been made, I need not recapitulate them. || Count Beust summed up his case by observing that, if the Governments of the tributary States were willing to accept their position as connected with the Ottoman Empire, in consideration of the exceptional advantage which they gained by having their territory guaranteed, it was desirable to confirm them in these dispositions by removing all unnecessary obstacles to their internal well-being. If, on the other hand, they wanted complete independence, it was equally expedient to deprive them of all plausible pretext for claims which we did not intend to concede. || I said, that the desire to be empowered to conclude Commercial Treaties with other countries appeared to me to be prompted rather by political than commercial considerations, since there was no indication of any inconvenience having arisen from the system of informal arrangements at present existing. || Her Majesty's Government, I said, would not take part in pressing on the Porte the necessity of conceding these new rights to the tributary States, rights which did not appear to be either sanctioned or contemplated by existing Treaties, and the demand for which was not likely to be favourably looked upon at Constantinople. But, not seeing that the concession of these claims would involve substantial injury to the Turkish Empire, I should not, on the part of Her Majesty's Government, take steps to oppose the action proposed, as I understood, by the Austro-Hungarian and German Governments, but leave the question to be dealt with by the Government of the Porte, unbiassed by any influence hostile to these demands, which I presumed would be put forward only in a friendly and conciliatory spirit. || I am, &c.

Derby.

Beilage.

Abstract of a Despatch from Count Andrassy to Count Beust, relative to the Commercial Relations of the Danubian Principalities with Foreign Countries.

Nr. 5477. Grossbritannien. 6. Juli 1874.

The Austro-Hungarian Minister for Foreign Affairs, in a despatch dated Vienna, June 14, 1874, expresses to Count Beust his desire of obtaining the views of Her Majesty's Government on a question connected with the commercial relations of Austria-Hungary and the Principalities on her south-eastern frontiers. ‖ The Treaty of Commerce concluded between Austria and Turkey in 1862 has never been applied to Servia or Roumania, for although forming politically an integral part of the Ottoman Empire, they enjoy complete independence in all that relates to internal administration, more especially in commercial matters. Indeed, this independence in matters of Customs' administration is recognized in the Treaty itself by an Article stipulating that its provisions do not affect the import and export duties actually in force in the Principalities of Moldavia, Wallachia and Servia. ‖ His Excellency proceeds to observe, that this independence, together with the absence of any Treaty engagements with Austria, leaves the Principalities at liberty to regulate at pleasure their import and export duties. The uncertainty in matters of commerce arising from such a state of things affects not only Austrian trade with the Principalities, but also the transit trade of foreign countries, and calls for a remedy all the more pressingly now that commercial relations with those countries are facilitated by increased means of communication. ‖ Count Andrassy then calls attention to the question whether the States placed under the sovereignty of the Sultan have the right to treat directly with foreign Powers in matters of commerce. ‖ With respect to Servia, Article XXVIII of the Treaty of March 30, 1856, runs as follows: "The Principality in question preserves its independent and national legislation, as well as entire liberty in matters of worship, of legislation, of commerce and of navigation;" and by Article XXIII the Sublime Porte gives the same guarantees to the Principalities of Moldavia and Walachia. This clause has been confirmed by Article II of the Convention of August 19, 1858, which provides that the Principalities shall continue to enjoy, under the joint guarantee of the contracting Powers, the privileges and immunities of which they are already in possession. ‖ The above provisions do not, says Count Andrassy, draw any distinction between interior and exterior commerce, and any such distinction would, in truth be, economically speaking, chimerical, the latter being only a manifestation of the former. Moreover, had the Powers intended to restrict in such a manner the commercial autonomy of the Principalities, they would have declared the latter bound by the commercial Treaties concluded between the Sublime Porte and foreign countries. The absence of any such stipulation leads Count Andrassy to believe that the entire liberty in matters of commerce guaranteed to the Principalities is to be understood, in the fullest sense of the expression, as

Nr. 5477. Gross-britannien. 6. Juli 1874.

comprising complete freedom in regard to external commercial relations, and that, as the Principalities have, for many years past, thought themselves at liberty to conclude Conventions directly with foreign Powers relative to postal and telegraphic communications, extradition, &c., they may also be allowed to treat with them directly on commercial matters, if the necessity for any such agreement makes itself felt. || His Excellency is forced, however, to admit that the Firman of investiture accepted in 1866 by Prince Charles of Roumania, throws some doubts on the question, for the Prince binds himself to respect the principle that no Treaty or Convention can be concluded by him directly with foreign Powers, but that the Sublime Porte will consult the Principalities respecting the provisions of any Treaty or Convention affecting their laws or regulations in matters of commerce. The Firman adds, that arrangements of local interest with frontier countries which do not bear the form of official Treaties, and have no political character, will not be affected by any such restrictions. || Count Andrassy cannot undertake to pronounce upon the question whether the commercial relations of the Principalities can be brought under the bearing of the latter provisions; he can only point out that the question of right, which by Treaty seems decided in favour of Roumania, appears open to discussion when the terms of the Firman are taken into consideration. || The Austro-Hungarian Government are, however, of opinion that, were a decision in the matter given against Roumania, such decision could not affect Servia, and that, as it would be raising gratuitous difficulties to draw a distinction between the two Principalities, the question ought not to be decided to the prejudice of Roumania. || From a practical point of view, it is impossible not to recognize that the commercial relations of foreign Powers with the Principalities of the Lower Danube to be properly regulated can only be settled by direct agreements. The Principalities, owing to their entire independence in Customs matters can, as long as they are not bound by Treaty engagements, raise their duties at pleasure, even to a higher rate than that fixed by the Commercial Treaties between Turkey and foreign Powers, without any redress being obtainable from the Imperial Government since the latter exercises no jurisdiction in commercial matters. To include in commercial Conventions with Turkey stipulations relative to the Principalities would be equally useless, since the Sovereign Court could not enforce their execution without recourse to armed force, if they were rejected, as they probably would be, by the Legislative Chambers of Servia and Roumania. Apart from any other consideration, such violent measures could not be adopted without the consent of the guaranteeing Powers. His Excellency thinks it unnecessary to insist further on the innumerable obstacles which the conclusion of such a Treaty with the Porte would not fail to meet with, and believes he has shown the necessity for foreign Powers of treating directly with the Danubian Principalities in order to ensure a satisfactory settlement of their commercial relations. || He proceeds to recapitulate the arguments above deve-

loped before stating the conclusions at which the Austro-Hungarian Government have been led to arrive. || According to Treaty, Servia has the right to conclude agreements with foreign countries in commercial matters. Although such a right is not so clearly granted to Roumania, there is no reason for placing her on a less favoured footing than her neighbour. On the other hand, any Treaty with Turkey containing commercial stipulations to be applied to the Principalities is condemned to remain a dead letter. || Under these circumstances the Austro-Hungarian Government are decided to request the Sublime Porte to concede to the Servian and Roumanian Governments the right of concluding with foreign Powers commercial agreements bearing no political character. As the Ottoman Government have by the Firman of 1873 conceded this right to the Khedive of Egypt, whom they have never ceased to look upon as an hereditary provincial Governor, and as they have on more than one occasion allowed the Representatives of the Sultan to sign documents bearing an undeniably international character conjointly with the Plenipotentiaries of the Danubian Principalities, it would, says Count Andrassy, be difficult for them to refuse the concession in question without laying themselves open to the charge of inconsistency. || If, against all expectations, the request of the Austro-Hungarian Government were met by a refusal, they would pursue the course already adopted by them and other Powers under similar circumstances, viz., enter into an agreement with the Principalities, including all necessary stipulations, without giving to the instrument itself the form of a solemn Convention or any other ratification than that of the signature of the Ministers of Foreign Affairs. || His Excellency terminates by instructing Count Beust to communicate to Her Majesty's Government his despatch in which he has sought to place clearly before them the reasons which have actuated the Austro-Hungarian Government in this matter, and to demonstrate how eager they are to reconcile the respect due to the sovereign prerogatives of the Sublime Porte with the just demands of the commercial interests of the Empire. || The Austro-Hungarian Ambassador is requested to report to his Government the reception given by Her Majesty's Government to these overtures.

Nr. 5478.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Constantinopel (Sir H. Elliot). — England lehnt es auch Deutschland gegenüber ab, auf die Türkei wegen der Handelsverträge der Donaufürstenthümer einzuwirken.

Foreign Office, July 22, 1874.

Nr. 5478. Grossbritannien. 22. Juli 1874.

Sir, — The German Ambassador called upon me, and read to me a despatch from Count Bulow expressing the wish of the German Government that English influence should be used with the Porte to bring about the concession to Roumania and Servia of the right to make commercial Treaties on their own account without reference to Constantinople. Some discussion ensued, but the reply which I gave to Count Münster was substantially the same as that which I had already given to Count Beust, namely, that Her Majesty's Government were not prepared to bring any pressure to bear on the Porte to make the concession in question. The matter, I said, appeared to me to be one on which the right of the Sultan and his advisers to form and act on their own unbiassed judgment as to what was best for the interests of the Empire could not be denied, and ought to be respected. But I agreed with Count Münster that the concession proposed involved no real or substantial sacrifice on the part of the Porte, and though it was not my wish to take the initiative in proposing, or actively supporting it, yet no objection would be thrown by Her Majesty's Government in the way of its being granted, and if their advice were asked, they would certainly not recommend to the Porte to place itself in opposition to the wishes both of its own tributary possessions and of the German and Austrian Governments. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5479.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. (Aarifi Pascha) an den kaiserl. Botschafter in London (Musurus Pascha). — Einspruch gegen die Prätentionen der Vasallenstaaten.

Le 19 Août, 1874.

Nr. 5479. Türkei. 19. Aug. 1874.

M. l'Ambassadeur, — J'ai reçu la dépêche que votre Excellence a bien voulu m'adresser le 9 Juillet, pour me rendre compte de son entretien avec Lord Derby sur la prétention du Gouvernement Moldo-Valaque de conclure de Traités de Commerce avec les Puissances. || J'approuve entièrement le langage que vous avez tenu en cette circonstance au chef du Foreign Office.

C'est avec satisfaction que nous avons relevé la manière si juste dont Sa Seigneurie envisage cette prétention, et nous lui sommes reconnaissants d'associer à la défense de nos droits une voix aussi autorisée que la sienne. Avec la droiture et la constance dans les traditions politiques qui le distinguent, Lord Derby repoussera certainement avec nous des tentatives et des velléités dont le moindre inconvénient serait d'ouvrir la porte aux complications. Une pareille éventualité favoriserait peut-être certaines entreprises; mais nous ne croyons pas qu'une Puissance aussi sagement conservatrice et aussi intéressée au maintien du *statu quo* consacré par des actes solennels que la Grande Bretagne puisse contribuer, même indirectement, à faire passer dans le domaine des réalités des projets chimériques tendant à mettre tout en question. || Dans cet ordre d'idées, la prétention des Principautés Vassales est une première étape sur le chemin des exigences autrement importantes, autrement inadmissibles. Quel que soit l'accueil que quelques-uns des Cabinets Européens réservent à cette prétention, la ligne de conduite du Gouvernement Impérial lui est tracé d'avance par les principes salutaires qui ont présidé aux Traités Internationaux et dont il est résolu de ne pas dévier. Nous espérons que les Puissances apprécieront, comme elle le mérite, notre attitude, et reconnaîtront en même temps qu'en cette occurrence nous avons encore placé la question sur le terrain de la stricte légalité. Mais si, contre notre attente, ces Principautés venaient à rencontrer dans leurs agissements l'approbation des Puissances, ce que nous regretterions profondément, et s'il nous était donné de voir ces projets se traduire en faits, la Sublime Porte garderait intacte sa liberté de prendre vis-à-vis de ces provinces vassales telles mesures restrictives qu'elle jugerait propres à annuler l'effet de leurs Traités ou arrangements spéciaux. || Je vous prie de développer et de fair valoir, le cas échéant, ces considérations dans vos entretiens avec Lord Derby, et de consacrer vos efforts pour assurer en faveur de nos droits l'appui et le concours éventuels de Sa Seigneurie. || Veuillez agréer, &c.

Nr. 5479. Türkei. 19. Aug. 1874.

A. Aarifi.

Nr. 5480.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Constantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Uebersendung eines rumänischen Memorandums über die Frage der Handelsverträge.

(Extract.) Therapia, September 10, 1874.

The Roumanian Agent yesterday afternoon put into my hands the inclosed Memorandum on the new Customs Law of the Principalities, and on the right of his Government to conclude Commercial Treaties.

Nr. 5480. Gross-britannien. 10. Sept. 1874.

Nr. 5480.
Gross-
britannien.
10. Sept. 1874.

Beilage.

Memorandum by Prince Ghika upon the Roumanian Customs Law.

Notre droit de régler les questions douanières peut se soutenir tant au point de vue de la théorie pure qu'au point de vue de la situation politique qui nous est acquis par les Traités, les faits et les précédents créés, reconnus et consacrés par toutes les Puissances étrangères. || Cette loi est appelée à remplacer différents règlements en vertu desquels nos Douanes étaient administrées jusqu'à ce jour et à assurer la police de nos frontières. || Les droits de Douane doivent être fixés par des Tarifs généraux et par des Conventions qui seraient conclues avec les Etats étrangers (Article 2). Le mode de taxation des marchandises à la Douane a été et est encore défectueux en Roumanie; car cette taxation se fait seulement selon la valeur, ce qui donne lieu à nombre de fraudes de la part des importateurs, ou de ceux qui, en passant la Douane, font des déclarations de beaucoup inférieures à la réalité, et aussi à différents abus et actes arbitraires de la part des employés préposés aux Douanes. || La nouvelle Loi (Article 3) admet ce principe beaucoup plus juste et plus avantageux tant au fisc qu'aux commerçants tenus de payer les droits de Douane, que les marchandises seront, selon leur nature, taxées d'après le poids, la mesure, ou le nombre, et que quelques-unes seulement, par une rare exception, seront tarifées *ad valorem.* || Ce principe a été admis déjà dans différents pays. || L'Article 4 décide qu'on prendra pour base de la tarification des marchandises la valeur moyenne qu'auront ces marchandises sur la place de Bucarest, au moment de l'élaboration du Tarif, et non la valeur des marchandises au lieu de provenance, comme il a été fait jusqu'à ce jour. || Mais il ne résulte pas de là que les marchandises seront taxées plus lourdement; car la base qui servira de norme à leur tarification sera la valeur en gros, ce qui constitue un avantage en faveur des commerçants, pour peu qu'on réfléchisse à la différence de prix de la marchandise quand elle se vend en détail, et passe, avant d'arriver au consommateur, par trois ou quatre mains. || C'est encore pour éviter de frapper le commerce de trop fortes taxes que l'Article 4 prévoit une diminution de 10 à 15 pour cent sur la dite valeur pour les marchandises exclusivement étrangères, c'est-à-dire, pour celles qui n'ont pas leurs similaires parmi les produits Roumains. On a voulu compenser ainsi, postérieurement à l'achat à l'étranger, les droits de sortie perçus par les Douanes étrangères, les frais de transport, d'assurance et autres. || Une autre exception, de même nature, est créée en faveur des marchandises tarifées *ad valorem.* Les droits à percevoir sur ces marchandises seront calculés d'après leur valeur au lieu et au moment où elles seront présentées pour être douanées. || En l'absence de Conventions Commerciales avec les Puissances étrangères, le Tarif des droits de Douane ne peut être élaboré que par une Commission Roumaine, dans les conditions exigées par l'Article 6. Nous serons prêts cependant à admettre que ce travail soit confié à une Com-

mission Mixte, aussitôt que nos relations commerciales seront réglées par une Convention spéciale avec les Puissances étrangères. La seule prohibition qui soit créée, et qui n'existait pas jusqu'à ce jour, est celle relative à l'importation de vins ordinaires. (Article 10, alin. 5.) || Cette disposition est nécessaire pour encourager l'industrie nationale, surtout alors que nos vins sont frappés aux frontières étrangères de taxes telles qu'elles équivalent à une véritable prohibition. Le jour où les taxes qui frappent nos vins à l'étranger auront été diminuées, nous serons heureux de lever à notre tour la prohibition sur l'importation des vins étrangers, et d'admettre, sur la base d'un Traité conclu directement avec nous, des taxes modérées, ou peut-être même le libre échange des vins. || Par l'exemption de droits de Douane à l'exportation (Article 9) en faveur de plusieurs produits de notre sol et de notre industrie, tels que le sel, les tabacs en feuille ou préparés, les vins et vinaigres, les eaux-de-vie, la bière, le goudron, les produits des mines et autres, nous encourageons, il est vrai, notre industrie; mais nous procurons en même temps par ces exemptions d'importants avantages au commerce étranger. || Ce même effet résulte des exemptions pour l'importation prévues à l'Article 8. || L'Article 15 établit des dispositions utiles et avantageuses pour le transit des marchandises en les exemptant de tout droit de Douane à l'entrée et à la sortie. Mais il va sans dire que nous ne renonçons pas au droit de transit. Ce droit sera fixé par des tarifs généraux (*vide* Article 136). Cependant nous serions disposés à le supprimer en faveur de tout pays étranger dont le Gouvernement conclurait avec nous un Traité de Commerce. || L'Article 68 donne à l'Administration des Douanes le droit de visiter les navires qui entrent dans nos ports, pour s'assurer si le chargement effectif correspond aux déclarations des registres. Cette disposition ne peut soulever aucune objection; car elle est partout adoptée pour garantir les intérêts du fisc. || La franchise de certains ports, tels que Braïla, Galatz, Ismaïl, facilite à la contrebande un développement des plus dommageables pour l'Etat. D'après les dispositions du Titre IV de la Loi, ces villes cesseront d'être ports francs à partir du 1er Janvier, 1876. A cette date, les dites communes devront avoir construit des magasins et des entrepôts. La création de ces entrepôts écartera la conséquence fâcheuse de la franchise des ports, à savoir la contrebande, et conservera tous ses effets utiles, c'est-à-dire, les avantages que ne peut manquer de procurer au commerce la faculté de déposer provisoirement sur le territoire Roumain certaines marchandises avec exemption de tout droit de Douane moyennant que plus tard elles soient transportées ailleurs, ou introduites dans le pays, après paiement, dans ce dernier cas, des droits d'importation.

Telles sont les principales dispositions de la nouvelle Loi douanière, surtout en ce qui concerne le commerce étranger. Revenons maintenant sur notre droit de régler les questions de Douane. A ce propos, il convient de rappeler que, d'après la science de l'économie politique, les taxes de Douane sont des contributions indirectes, c'est-à-dire, qu'elles ne sont pas payées

Nr. 5480. Gross-britannien. 10. Sept. 1874.

directement par le consommateur. Ces taxes sont acquittées par les commerçants à la frontière et augmentent pour les consommateurs le prix des marchandises. Comme impôts, ces taxes forment une source de revenus et permettent de faire face aux dépenses publiques. || Selon le droit des gens chaque nation a la faculté d'établir, d'élever, ou d'abaisser les tarifs des droits de Douane, et même de prohiber l'importation ou l'exportation d'une marchandise. La Douane constitue donc un droit d'administration intérieure. La Roumanie a toujours exercé ce droit; c'est un fait qu'il serait difficile de contester. || Pour affirmer l'indépendance de nos Douanes, je me base non seulement sur les droits qui résultent des Capitulations conclues avec la Turquie (Capitulations reconnues et consacrées par les Puissances signataires du Traité de Paris), mais aussi sur des précédents qui prouvent jusqu'à l'évidence que, même dans la pratique, nous avons de tout temps joui de l'indépendance de nos Douanes. || En effet, je puis établir que les Traités de Commerce conclus par la Turquie à différentes époques n'ont jamais été appliqués en Roumanie, malgré la mention que ces Traités faisaient de notre pays. || Si nous nous reportons à la période la plus triste de notre histoire, nous verrons que nous avons pleinement et sans contestation joui du droit de liberté douanière. Cette vérité est confirmée par un acte que le Prince de Moldavie signait en l'année 1784, en faveur des commerçants sujets Autrichiens. Il est stipulé dans cet acte que les Autrichiens ne paieront pour l'importation et l'exportation des marchandises que les droits de Douane conformément aux tableaux elaborés et établis par la Chancellerie Princière dans le courant de l'année. || En 1838 et les années suivantes, les Traités de Commerce conclus entre la Turquie et les différentes Puissances ne furent pas non plus appliqués dans les Principautés. La Moldavie et la Valachie continuèrent à jouir de leur régime exceptionnel, sans rien changer à leurs tarifs. || Il en fut de même pour les Traités de Commerce que la Porte conclut postérieurement (1861 et 1862) et qu'elle vient de dénoncer. || L'examen des dispositions de ces Traités suffit pour établir la conviction qu'ils n'ont jamais reçu d'exécution en Roumanie. || Tous ces Traités établissent: — || 1. Que les droits d'exportation des produits du sol et de l'industrie de l'Empire Ottoman seront de 8 pour cent, et que ces droits seront diminués chaque année de 1 pour cent, jusqu'à réduction définitive au bout de 7 ans, à une taxe fixe de 1 pour cent *ad valorem.* || 2. Que les droits d'importation en Turquie des produits du sol et de l'industrie seront de 8 pour cent *ad valorem.* || 3. Que le Tarif des droits de Douane qui sera discuté et admis par les Commissaires nommés *ad hoc* restera valable pendant sept ans. || 4. Que le transit des marchandises importées en Turquie pour être réexpédiées dans d'autres pays sera reduit à 2 pour cent, et, au bout de huit ans, à une taxe fixe et définitive de 1 pour cent. Et || 5. Que l'importation du tabac sous toutes ses formes, du sel, et des munitions de guerre, est prohibée. || Relativement au 1er et au 2me point, j'observerai que les droits pour l'importation et l'exportation ont différé et diffèrent en Roumanie. En

effet, d'après nos lois propres, le droit d'exportation n'a été et n'est chez nous que de 1 pour cent, et ce droit même a été souvent supprimé. Quant au droit d'importation, cette taxe n'est que de $7\frac{1}{2}$ pour cent. || Relativement au 3me point, nous établirons que le Tarif des droits de Douane est chez nous discuté et décidé tous les ans, conformément à la loi Roumaine sur la matière, et que l'existence de cette loi est reconnue par toutes les Puissances étrangères qui envoient regulièrement chaque année des Délégués au sein de la Commission chargée d'examiner et d'établir le Tarif annuel. || Sur le point 4, je rappelerai que le transit des marchandises a été et est de 1 pour cent sur notre territoire. || Enfin, sur le point 5, j'observerai qu'à côté des objets qui y sont mentionnés, la Loi Roumaine de 1867 sur les spiritueux, renouvelée par celle de l'année courante, a également prohibé l'importation des alcools ordinaires. J'ajouterai que, d'après les dispositions des dites lois, on procède chez nous, pour constater la qualité du liquide, à une analyse chimique, et dans les dossiers du Ministère des Affaires Etrangères se trouvent plusieurs demandes faites par les Représentants des Puissances garantes au sujet du plus ou moins d'impartialité de ces analyses, mais sans que jamais le droit de prohibition soit mis en discussion, ce qui implique la reconnaissance de ce droit. | Toutes les Puissances étrangères sont entrées en rapport avec le Gouvernement Roumain pour régler directement les relations commerciales réciproques. A l'appui de cette assertion, on peut citer la note du 31 Janvier, 1870, adressée au Ministère des Affaires Etrangères par MM. Green, Agent et Consul-Général d'Angleterre; K. Zulauf, Agent et Consul-Général d'Autriche-Hongrie; et Mellinet, Agent et Consul-Général de France, par laquelle ces trois Agents, au nom du Corps Diplomatique, par suite des négociations commencées sur les droits d'accise (d'octroi), déclarent admettre pour les articles confectionnés à l'étranger l'imposition, sous le titre d'accise au port de débarquement en Roumanie, d'une taxe spéciale de 2 pour cent d'après le tarif d'importation. || De tout ce qui est exposé plus haut, il résulte que les droits de la Roumanie, dans la question qui nous occupe, ont été reconnus en fait, et que les Puissances étrangères ont constaté par là combien il serait impossible, sinon même inique, de nous imposer leurs Traités de Commerce avec la Turquie. En effet, en vertu de l'Article XXIII du Traité de Paris, qui assure à la Roumanie une pleine liberté commerciale, l'application de ces Traités à notre territoire ne peut se soutenir. || Il est inutile d'invoquer aussi, à cette occasion, l'Article VIII de la Convention de Paris, qui, pour assurer l'indépendance de notre administration, a stipulé que les Traités conclus par la Turquie avec les Puissances étrangères ne nous seront applicables qu'autant qu'ils ne porteront pas atteinte à nos immunités. | Ainsi les immunités d'une administration distincte et indépendante sont assurées à la Roumanie, et la Douane fait, sans contredit, partie de ces immunités. Une modification à notre régime douanier ne peut donc être introduite qu'avec le consentement du pays, par suite de négociations auxquelles

Nr. 5480. Gross-britannien. 10. Sept. 1874.

il serait admis à participer. En un mot, les modifications ne peuvent s'effectuer qu'en vertu de Conventions spéciales conclues directement entre la Roumanie et les Puissances étrangères.

Nr. 5481.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Constantinopel. — England räth der Pforte zur Nachgiebigkeit.

Foreign Office, October 14, 1874.

Nr. 5481. Gross-britannien. 14. Oct. 1874.

Sir, — I have received your Excellency's despatch of the 15th ultimo, respecting the intention of Roumania to conclude Commercial Treaties with foreign Powers, and the encouragement which appears to be given to this scheme by Russia, Austria and Germany. || Her Majesty's Government entirely approve the language which your Excellency proposes to hold to the Porte upon this subject. They are convinced, that the pretentions of Roumania are inconsistent with the terms of existing Treaties, and they cannot readily bring themselves to believe that any of the Powers who were parties to the Treaty of Paris would consent to a breach of that important international agreement. || Should it, however, appear probable, that any of the great Powers would disregard the stipulations of that Treaty with respect to the authority of the Porte in the Principalities, an event which might give rise to the most serious complications, Her Majesty's Government are of opinion that the Porte would do well to consider how far it might be possible to make such harmless concessions to the Government of Roumania with respect to Commercial Treaties as should satisfy the United Provinces and the Powers who might support them, and at the same time raise stronger barriers against the agitation for political independence so unadvisedly entered upon by Prince Charles and his Councillors. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5482.

DEUTSCHLAND, ÖSTERREICH-UNGARN und **RUSSLAND.** — Identische Instruction der Botschafter in Constantinopel an ihre ersten Dragomans. — Behauptung des Rechts, mit den Donaufürstenthümern direct Handelsverträge zu schliessen.

Nr. 5482. Deutschland, Oesterreich-Ungarn und Russland. 20. Oct. 1874.

Vous n'ignorez pas que la question du droit des Principautés Vassales de conclure des Conventions Commerciales avec les Puissances étrangères a surgi de fait dès la dénonciation des Traités de Commerce par la Sublime Porte. La Roumanie, interprétant en faveur de ce droit les Traités qui assurent son autonomie, a déjà promulgué une loi intérieure qui modifie considérablement, à date du 1[er] Janvier, 1875, les dispositions douanières existantes. || Les intérêts matériels importants engagés dans cette question obligent le Cabinet Impérial à prendre une détermination pratique. || Nous ne voulons, en le faisant, ni affaiblir ni resserrer les liens qui unissent les Principautés Vassales à la Cour Suzeraine. Nous entendons, au contraire, ne leur porter aucune atteinte. Mais la position géographique de ces Principautés, et les institutions particulières qui les régissent, ne permettent pas de les assimiler aux autres provinces sujettes de l'Empire Ottoman. Elles jouissent de priviléges spéciaux et d'une autonomie intérieure qui entraînent des relations de douanes et de commerce avec les autres pays. Les Puissances dont les sujets se trouvent en contact avec ces Principautés doivent nécessairement tenir compte de ces considérations. || Sans entrer en controverse sur le point de droit impliqué dans la présente circonstance, il suffit de constater que les Gouvernements étrangers se trouvent constamment forcés de s'adresser aux autorités locales des Principautés Vassales pour assurer la marche régulière des affaires commerciales de leurs nationaux. || Les Traités conclus avec la Turquie reconnaissent aux Principautés une administration douanière séparée; mais l'absence d'engagements contractuels entre ces administrations et celles des autres Etats jette souvent une perturbation regrettable dans les relations douanières respectives. Ces inconvénients augmentent au fur et à mesure du développement progressif des voies de communication qui servent à multiplier les échanges avec les Puissances voisines, et à donner une impulsion nouvelle au transit des produits des autres pays. || Nous ne saurions laisser péricliter des intérêts positifs pour des questions de pure forme. || Vous êtes chargé en conséquence de prévenir le Grand Vézir, ainsi que le Ministre des Affaires Etrangères, que nous nous croyons en droit de conclure avec les Principautés Vassales de la Turquie des arrangements directs et spéciaux de douane, de tarif et de commerce. Vous donnerez en même temps au Gouvernement Ottoman l'assurance formelle que ces arrangements, dénués de tout caractère politique, ne seraient signés que par les Ministères et Administrations compé-

Nr. 5482. Deutschland, Oesterreich-Ungarn und Russland. 20. Oct 1874.

tents, et non revêtus de la sanction souveraine. De cette façon ils ne sauraient nullement affaiblir aucun des droits de Sa Majesté le Sultan, ni modifier la position garantie par les Traités aux Principautés Vassales vis-à-vis de la Sublime Porte.

Nr. 5483.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an die kaiserlichen Botschafter in Berlin, Wien und St. Petersburg. — Behauptet die Nothwendigkeit vorgängiger Genehmigung der Pforte.

Constantinople, le 23 Octobre, 1874.

Nr. 5483. Türkei. 23. Oct. 1874.

Une démarche collective vient d'être faite au nom des trois Cabinets du Nord: les premiers drogmans des Ambassades d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Russie m'ont communiqué une instruction identique de leurs chefs, concernant la faculté qu'auraient les Principautés Danubiennes de conclure des Conventions Commerciales avec les Puissances étrangères. J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, une copie de cette instruction. || Il en résulte, comme votre Excellence le verra, que les Cabinets de Berlin, de Vienne et de St. Pétersbourg, se basant sur leurs intérêts matériels et sur la position des Principautés, déclarent avoir le droit de conclure avec elles des arrangements directs et spéciaux de douane, de tarif et de commerce. Ces Cabinets veulent bien cependant nous donner l'assurance que les transactions à intervenir n'auront aucun caractère politique. Le prix que le Gouvernement Impérial attache à toute communication venant de la part des trois Puissances, amies et alliées de la Sublime Porte, lui fait un devoir de complaire à leurs voeux dans les limites du possible. Nous nous sommes constamment inspirés de ce principe, si bien que lorsque le Cabinet de Vienne a pris l'initiative d'une proposition tendant à obtenir en faveur des Principautés l'autorisation de conclure des arrangements commerciaux avec l'étranger, notre première pensée a été de chercher une combinaison de nature à concilier la sauvegarde des droits de la Sublime Porte avec les exigences de la situation. || Le Gouvernement Impérial apprécie pleinement les intérêts plus ou moins immédiats, plus ou moins considérables, engagés dans cette question; il ne méconnaît ni ses intérêts ni la nécessité qui en découle au point de vue d'une détermination pratique. Il ne manquerait pas de se rallier à la démarche en question, si elle ne dépassait pas le but spécial qu'elle a apparemment pour objet d'atteindre. || Certes, en faisant cette démarche, les trois Puissances déclarent ne vouloir porter aucune atteinte aux liens qui unissent les Principautés à la Cour Suzeraine, ce dont nous prenons acte avec satis-

faction; mais nous sommes amenés en même temps à nous demander si le nouveau coup qui va être donné au Traité de Paris n'aura pas le même effet que ceux qui l'ont précédé, et s'il n'arrivera pas un jour où la volonté des hommes sera impuissante à arrêter le courant qu'on aura créé par une série d'infractions. || Cette réflexion ne nous est point suggérée par une méprise sur la position des Principautés. Nous connaissons l'étendue des priviléges dont elles jouissent sous le rapport administratif et commercial; nous admettons aussi que les Puissances dont les sujets se trouvent en contact avec la Moldo-Valachie et la Serbie veuillent tenir compte des considérations découlant des conditions particulières de ces Principautés; mais il nous serait difficile d'en arriver à une conclusion qui placerait la question sur tout autre terrain que celui des Traités. || Puisqu'il y a lieu de faire abstraction du point de droit, et d'éviter ainsi une discussion qui nous aurait infailliblement amenés à la nécessité de faire appel à l'opinion individuelle de chacune des Parties Contractantes du Traité de Paris, nous ne voyons plus guère qu'un côté de la question: celui du recours préalable des Gouvernements Princiers à la Cour Suzeraine. Il est évident que notre proposition laisse la voie ouverte à toute transaction légale ayant en vue d'assurer le résultat que les trois Cabinets du Nord entendent poursuivre dans l'intérêt de leurs nationaux. Les inconvénients résultant de l'absence d'engagements contractuels et accentués par le développement progressif des voies de communication sont de ceux qui, dans l'opinion de la Sublime Porte, peuvent parfaitement être écartés sans qu'il soit besoin de rechercher un terrain d'action en dehors des Traités. || Ce n'est point, comme on semble le supposer, une question de pure forme qui détermine notre attitude en cette circonstance. Le Prince Chancelier peut être assuré que des considérations d'ordre majeur nous font un devoir de ne pas nous départir de la ligne de conduite que nous nous sommes tracée dès le début. Nous aimons à espérer que Son Altesse voudra bien accueillir ces observations avec la même loyauté que celle que nous mettons à exprimer notre pensée. || Je vous prie de donner lecture de la présente dépêche au Prince Chancelier et d'en laisser copie à Son Altesse si elle le désire. || Veuillez, &c.

Nr. 5483. Türkei. 23. Oct. 1874.

A. Aarifi.

Nr. 5484.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Klage über das Verfahren der drei nordischen Mächte.

Constantinople, le 28 Octobre, 1874.

M. l'Ambassadeur, — Pour faire suite à mon télégramme du 22 Octobre, j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-jointe en copie, l'instruction identique

Nr. 5484. Türkei. 28. Oct. 1874.

Nr. 5484. Türkei. 28. Oct. 1874.

dont il y est fait mention, ainsi que la dépêche que j'ai cru devoir adresser à vos collègues de Vienne, de Berlin et de St. Pétersbourg, en présence de la démarche collective des trois Cabinets du Nord. || Dans cette dépêche je me suis attaché particulièrement, comme votre Excellence le verra, à maintenir le point de vue auquel la Sublime Porte s'est placée dès le début pour envisager la prétention des Principautés Danubiennes de conclure des Conventions Commerciales avec les Puissances. Nous persistons plus que jamais à croire que cette prétention, aussi présomptueuse dans la forme que peu soutenable dans le fond, est la négation même des droits de la Cour Suzeraine, tels qu'ils sont consacrés par le temps et confirmés par les actes solennels qui déterminent définitivement les conditions de l'existence politique de la Moldo-Valachie et de la Serbie. Les Puissances qui nous conseillent de céder sur un point si essentiel semblent ne pas tenir compte des considérations d'ordre majeur qui nous mettent dans l'impossibilité de déchirer de nos propres mains la dernière feuille du Traité de Paris. Nous ne voyons, d'ailleurs, ni la nécessité ni l'utilité d'un pareil sacrifice: ma réponse à la démarche en question suffit pour ôter jusqu'à l'apparence d'un motif plausible à l'entreprise des trois Cabinets du Nord, en leur offrant la perspective d'une transaction légale de nature à assurer le résultat qu'ils entendent poursuivre dans l'intérêt de leurs nationaux. || Je vous prie de faire valoir ces arguments auprès de Lord Derby. Je me plais à espérer qu'appréciant toute la gravité de la question qu'on vient de soulever, sa Seigneurie voudra bien reconnaître, dans ses sentiments éclairés, le besoin de plus en plus accentué d'une identité de vues et d'action entre les Puissances qui, au milieu de la perturbation générale causée par les efforts subversifs qui se produisent de toutes parts, cherchent encore leur point d'appui dans les Traités. En ce qui nous concerne, nous attachons une importance toute particulière à cette entente, qui offre à nos yeux un gage de force et de modération; aussi serions-nous reconnaissants au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, s'il voulait bien s'associer à nous et aux Cabinets qui n'ont pas pris part à la démarche dont il s'agit pour obtenir une solution compatible avec l'état de choses qui repose sur la garantie collective des Puissances signataires du Traité de Paris. || Veuillez, &c.

A. Aarifi.

Nr. 5485.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Constantinopel. — England wünscht zu vermitteln.

Foreign Office, October 31, 1874.

Nr. 5485. Gross-britannien. 31. Oct. 1874.

Sir, — The Turkish Ambassador called at the Foreign Office on the 24th instant, and communicated to me a telegram which he had received from Aarifi Pasha respecting the action of the Representatives of Austria, Germany and Russia in the affairs of Roumania. || In making this communication he reminded me, that on a former occasion he had stated that he could not bring himself to believe that the three Powers whose policy was based on Conservative principles, could take part in a flagrant infraction of the Treaty, and become accomplices in the revolutionary tendency of a certain party in the Principalities. I might therefore judge of the astonishment felt by his Government by the late unexpected communications to the Porte, by which it would seem that the Powers had lost sight of the fact that a Treaty of Commerce concluded directly with the Principalities, is, in presence moreover of a protest from the Porte, an illegal act destitute of all value, and not binding on either the Suzerain or the Principalities themselves. || His Excellency further remarked, that in the identic instructions given by the three Ambassadors to their dragomans, and communicated by them to Aarifi Pasha, it was declared that the three Powers have the right to conclude Treaties of Commerce direct with the Principalities, whilst in the same instruction, instead of using the term Treaties of Commerce, they have been careful to make use of the expressions "arrangement de douane, de tarifs et de commerce", as though a mere change of words could alter the character and nature of an international act; in fact, an international arrangement of customs, of tariffs and of commerce is an exact definition of a Treaty of Commerce. || If the Powers had such a right they would have exercised it previously, now there is no instance of a Treaty of Commerce, or even a commercial arrangement which has been concluded direct by a foreign Power with the Principalities at any period for centuries past. Added to which this question is not open to discussion since the VIIIth Article of the Convention of 1858 explicitly provided, that the International Treaties, which might be concluded by the Suzerain Power with foreign Powers, should be applicable to the Principalities as before. || The three Powers base their desire to conclude Treaties of Commerce with the Principalities upon the plea of their material interests and of the position of those Provinces. But the Porte offers to give its concurrence to the admission of any special arrangement which the Principalities may judge necessary in furtherance of their international commerce. || With regard to the concessions allowed to the Khedive of Egypt,

Nr. 5485. Grossbritannien. 31. Oct. 1874.

and which seem to be invoked in favour of the pretensions of the Principalities, Musurus Pasha remarked that there was no comparison between the two cases. The administrative autonomy of the Principalities has been definitely determined by the provisions of international Acts, and no modifications can be made in those provisions without the consent of the Contracting Powers, whilst the administrative organization of Egypt is based upon the laws of the Empire, and any modification required emanates exclusively from the authority of the Sultan; besides which, the concessions alluded to have been sanctioned by an Imperial Firman. It must also be remembered, that Egypt is a Province, the population of which is devoted to the Sultan, and of which the administrative Government has never allowed the infraction of Imperial Firmans, and has, consequently, merited the entire confidence of the Imperial Government. || His Excellency added, that the Porte, having loyally respected the provisions contained in her Treaties with foreign Powers, had a right to expect that those Powers would be equally anxious to observe them on their side. || In insisting on this right the Porte invokes the principle which constitutes the foundation of every international act, and according to which no Power can liberate itself from the engagements of a Treaty nor modify the stipulations thereof unless with the consent of the Contracting Powers by means of an amicable arrangement — a principle which the Porte regarded as all the more sacred inasmuch as it had been laid down in a solemn Act annexed to the 1st Protocol of the Conference held in London in 1871. || His Excellency concluded by expressing his fervent hope, that Her Majesty's Government would grant the friendly support sought for in the telegram from Aarifi Pasha, with the object of putting a stop to an act which, in whatever light it might be viewed, would deal a grave blow to Treaties, and would open the door to many future complications. || I stated to the Turkish Ambassador in reply, that the observations which he had addressed to me, and the telegraphic despatch which he had been good enough to communicate, should receive the careful attention of Her Majesty's Government. || Her Majesty's Government were of opinion, that the Principalities of Moldavia and Wallachia did not possess authority to conclude Commercial Treaties with Foreign Powers, and concurred with the Porte that such Treaties, if entered into, would be in violation of existing Treaty engagements. At the same time, Her Majesty's Government had not hesitated to advise the Porte to make such timely concessions as might serve to remove any substantial grievance on the part of the Principalities, so far as that could be done without injury to the political integrity of the Ottoman Empire. || Her Majesty's Government could not pledge themselves to any definite course of action in regard to the joint representation addressed to the Porte by the Governments of Austria, Russia and Germany, as reported in the telegraphic despatch which his Excellency had communicated to me. I did not doubt, that a copy of that document would shortly be received

from Her Majesty's Ambassador at Constantinople, and, when they were in possession of it, Her Majesty's Government would be better able to judge how the case stood. ‖ I am, &c.

Nr. 5485. Grossbritannien. 31. Oct. 1874.

Derby.

Nr. 5486.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Berlin (Lord Odo Russell). — Der deutsche Standpunkt in der Frage und der Wunsch Englands, einen Ausgleich herbeizuführen.

Foreign Office, November 10, 1874.

Nr. 5486. Grossbritannien. 10. Nov. 1874.

My Lord, — The German Ambassador called upon me to-day, and, by desire of Prince Bismarck, as he said, gave an explanation of the course adopted by his Government on the question of Roumanian Commercial Treaties. ‖ His Excellency assured me, that Germany had given, and would give, no encouragement to any designs which the Roumanian Government might have formed of bringing about the separation of the Principalities from the Turkish Empire; nor was it the wish of his Government to take any step that could injuriously affect the position secured by Treaties to Turkey. The question now under discussion did not practically affect any German interest; the inducement to his Government to take it up had been, partly, the wish to support that of Austria in a matter to which the latter attached great importance, partly also the desire of preventing future complications which were likely to arise unless an arrangement of some sort could be come to. He believed, that the inclination of the Porte was to deal with the question in a conciliatory spirit, and, if so, a settlement ought not to be difficult to arrive at. Prince Bismarck, he said, attached great importance to the co-operation of England, and especially desired that Her Majesty's Government should clearly understand what his principle of action had been. ‖ I said, in reply, that I had heard his Excellency's language with much pleasure, and trusted that it might even now not be impossible to attain a satisfactory solution. He must be aware, that England had never admitted in principle the demand now made by the Governments of the Principalities, which, to me, appeared clearly contrary to Treaty Stipulations. I could not, therefore, do otherwise than regret that an attempt had not been made to induce the Porte voluntarily to concede the privilege in question, as a matter of favour, and not of right, which would equally have effected the object in view without any violation of Treaty, and without creating a dangerous precedent for the future. I agreed with his Excellency as to the good sense and moderation of the language held by the Porte, and he might rely on the influence of Her Ma-

Nr. 5486. Grossbritannien. 10. Nov. 1874.

jesty's Government being employed to prevent any extreme course being adopted and to smooth down, as far as might be possible, whatever unpleasantness might now exist. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5487.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Geschäftsträger in Paris (Lord Lytton). — Verständigung mit Frankreich über die Frage.

(Extract.) Foreign Office, November 11, 1874.

Nr. 5487. Grossbritannien. 11. Nov. 1874.

The French Ambassador called upon me to-day and stated, that his Government would be glad to be informed of the views taken by Her Majesty's Government of the position of the question of Commercial Conventions with the Principalities which had been raised in the correspondence between the Governments of Austria, Germany, Russia and the Porte. He was instructed to make this inquiry in order that there might be co-operation, if possible, between his Government and that of Her Majesty, and that, in any case, there might be a perfectly frank exchange of ideas. || His Excellency expressed it as the opinion of his Government that it was not on general grounds desirable to give a disproportionate importance to the question, especially as it is not very easy to see what action can be taken upon it. He thought it was neither the wish nor the interest of his Government to revive the Eastern question generally, more particularly under fresh circumstances, when the Western and Eastern Powers appeared to be ranged on opposite sides. || To these observations I gave a general concurrence. Some discussion then followed on matters of detail, which it is not necessary for me to recapitulate. || I expressed a wish, before pronouncing any decided opinion, to learn what the Porte itself was prepared to do or to suggest. The difficulty was one which concerned the Turkish Government in the first instance and which might have been avoided had the advice of France and England been adopted, and it would be well to know the view the Porte took of it. It appeared at least doubtful whether any attempt to induce the three Powers to reconsider their course would be productive of advantage, as it seemed unlikely that either they or the Government of the Principalities would consent to refer to the Porte a question which they had publicly declared it to be their right and their intention to settle independently.

Nr. 5488.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Constantinopel. — Die Pforte scheint bereit, ihre Einwilligung zu den Verträgen auf formelles Begehren der Mächte zu geben.

Foreign Office, November 12, 1874.

Nr. 5488. Gross-britannien. 12. Nov. 1874.

Sir, — The Turkish Ambassador called upon me to-day and asked the opinion of Her Majesty's Government on the question of the claim of Austria, Germany and Russia, to conclude commercial Conventions with the Governments of the United Principalities. || I expressed to his Excellency in reply the satisfaction which Her Majesty's Government felt at the moderation and good sense shown in the note of the Turkish Government. || I stated, that Her Majesty's Government agreed with the Porte in considering the view taken by the three Powers of the right of the Principalities to conclude separate Commercial Conventions as untenable and the action proposed to be taken by them therefore as contrary to Treaty engagements. It, however, appeared to me, that the three Powers were too much compromised to recede from the position which they had taken up, while it would be useless to ask the Government of the Principalities to apply at Constantinople for permission to contract Commercial Conventions since we knew that they would not consent to do so. || His Excellency agreed with me in this. || I added that merely to protest would be of little practical use. The question, therefore, was what was there that remained to be done. Had his Excellency any suggestion to offer? || His Excellency said, that he was not instructed to make any proposal, but that he personally considered that there should be an exchange of opinions between Her Majesty's Government and those of the three Powers with a view to come to some agreement as to the proper construction of the Treaty. || He thought, that the question of form might be arranged if as a means of settling the difference and on the application of some one or more of the Powers the Porte should freely grant to the Governments of the Principalities the right now in dispute of making these Conventions. || I assured his Excellency, that Her Majesty's Government would give the suggestion which he had offered their best consideration. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5489.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Berlin. — England unterstützt den türkischen Vorschlag.

Foreign Office, November 13, 1874.

Nr. 5489. Gross-britannien. 13. Nov. 1874.

My Lord, — In the course of a conversation which I had this day with Count Munster, I informed his Excellency of the desire felt by Her Majesty's Government to settle the question of Roumanian Commercial Treaties in a manner which should at once give to the Principalities the substantial advantages which they had in view, and show the respect felt by the Powers for existing engagements as they concerned the rights of the Porte. || I was not prepared, I said, to lay before Count Munster any definitive scheme for the purpose of settling the question, but it seemed to me all but certain that the Porte would at once and without hesitation concede the rights in dispute, provided that its authority to grant or to withhold them were recognized. The question was, for the Turkish Government, one of form rather than of substance, and such being the case, it seemed a pity that anything should be done which would have the appearance of throwing discredit on Treaties which both our Governments were anxious to maintain, while a simple and unobjectionable solution could be arrived at. || Was it impossible, I inquired, that the Powers should agree to ask the Porte for the requisite permission? It might no doubt be said, that some of them had proposed to dispense with it; but, inasmuch as there was among them an avowed difference of opinion as to the propriety of so doing, they might very well join in a procedure which had the advantage of uniting them all and which would lead with no appreciable delay to the result which they desired to bring about. || His Excellency promised to communicate what I had said to his Government. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5490.

TÜRKEI. — Memorandum über die Handelsverträge-Angelegenheit.

Nr. 5490. Türkei. 16. Nov. 1874.

Pour justifier la prétention des Principautés de conclure directement des Conventions Commerciales avec les Puissances étrangères, on invoque la faculté que le Firman d'investiture du Prince Charles reconnaît à l'administration Moldo-Valaque de conclure avec les administrations limitrophes des arrange-

ments d'un intérêt local. || En effet, l'Article 4 de ce Firman*), auquel ont accédé toutes les Puissances signataires du Traité de Paris, est ainsi conçu: || "A considérer, comme par le passé, obligatoires pour les Principautés Unies tous les Traités et Conventions existant entre la Sublime Porte et les autres Puissances, en tant qu'ils ne porteraient pas atteinte aux droits des Principautés Unies, établis et reconnus par les actes qui les concernent; à maintenir et respecter également le principe qu'aucun Traité ou Convention ne pourront être conclus directement par les Principautés Unies avec les Puissances étrangères. Toutefois mon Gouvernement Impérial ne manquera pas à l'avenir de consulter les Principautés Unies sur les dispositions de tout Traité ou Convention qui pourront toucher à leurs lois et règlements commerciaux. || Les arrangements d'un intérêt local entre deux administrations limitrophes, et n'ayant point la forme de Traité officiel ni de caractère politique, continueront à rester en dehors de ces restrictions." || Ainsi qu'il appert de cette citation, le mode de régler les rapports commerciaux des Principautés Unies avec l'étranger se trouve définitivement déterminé, au su et avec l'adhésion de chacune des Puissances signataires du Traité de Paris; et c'est pour éluder cette décision unanime qu'on a imaginé de donner aux Traités de Commerce à conclure avec les Principautés la dénomination et le caractère d'arrangements d'intérêt local entre Etats limitrophes. Mais il est évident qu'un acte international qui concerne le commerce extérieur des Principautés, et intéresse, par conséquent, les autres Puissances autant que les Puissances limitrophes, est d'un intérêt général, et que, par cela même, il ne saurait être rangé dans la catégorie des arrangements d'un intérêt local concernant exclusivement les Etats limitrophes. || Il ne serait pas hors de propos de remarquer ici que, comme les Puissances limitrophes, en concluant des Conventions Commerciales avec les Principautés directement et sans le concours et la participation de la Sublime Porte, auraient naturellement intérêt à obtenir des conditions spécialement avantageuses aux Etats voisins; et comme, d'un autre côté, les autres Puissances signataires du Traité de Paris, qui, fidèles à leurs engagements internationaux, ne voudront pas conclure directement des Conventions Commerciales avec les Principautés, se verraient obligées, se prévalant du traitement de la nation la plus favorisée, que leurs Traités avec la Sublime Porte leur assurent sur toute l'étendue de l'Empire Ottoman, de se contenter du système commercial extérieur qu'il aurait plu aux Puissances limitrophes d'établir par leurs Conventions Commerciales, il s'ensuivrait que la conclusion de Conventions Commerciales entre les Principautés et les Puissances limitrophes sans le concours de la Sublime Porte serait une violation non-seulement attentatoire aux droits de la Cour Suzeraine, mais aussi préjudiciable aux intérêts et même aux droits des autres Puissances signataires du Traité de Paris. || Dans l'instruction identique donnée à leurs premiers drogmans et

*) Siehe Staats-Archiv Bd. XII, Nr. 2637. A. d. Red.

Nr. 5490. Türkei. 16. Nov. 1874. communiquée à la Sublime Porte, les trois Ambassades déclarent formellement que ces arrangements, c'est-à-dire, les Conventions Commerciales, ne seraient signés que par les Ministères et Administrations compétentes sans être revêtus de la sanction souveraine. On serait porté à supposer que cette déclaration, qui, d'ailleurs, n'atténue en rien le caractère illégal de tout acte commercial direct entre les Principautés et les Puissances étrangères, est un désaveu de la forme adoptée pour l'arrangement dernièrement conclu entre l'Autriche-Hongrie et les Principautés relativement au raccordement des chemins de fer, arrangement qui, quoique d'un intérêt vraiment local et moins important qu'une Convention Commerciale, est cependant revêtu de toutes les formes d'un véritable Traité: nomination de Plénipotentiaires, communication des pleins pouvoirs respectifs, réserve et échange des ratifications. Mais, si les Principautés, de même qu'elles refusent aujourd'hui leur recours préalable à la Cour Suzeraine, insistaient sur le maintien des formes adoptées pour l'arrangement relatif au raccordement des chemins de fer, et refusaient d'admettre les conditions de la déclaration susmentionnée des trois Ambassades, qui assure qu'on tiendrait plus compte de cette déclaration que des stipulations de Paris, et qu'on ne passerait pas outre, en disant: "Nous ne saurions laisser péricliter des intérêts positifs pour des questions de pure forme?"

Nr. 5491.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Constantinopel. — Darlegung des englischen Standpunkts.

Foreign Office, November 20, 1874.

Nr. 5491. Gross-britannien. 20. Nov. 1874. Sir, — Her Majesty's Government have had under their consideration the communications exchanged between the Governments of Austria, Russia and Germany and the Porte, and of which copies were received from the Turkish Ambassador on the 7th instant, respecting the conclusion of Commercial Conventions between the Vassal Principalities and foreign Powers. || It appears to Her Majesty's Government, that the question may be regarded from two aspects, political and commercial. || Too great importance should not, in their opinion, be attached to the political aspect, which loses much of its significance from the positive declaration of the three Governments that they have no intention of weakening the ties by which the Principalities are united with the Ottoman Empire. The instruction to the German Dragoman, which is identic with those given the Dragomans of the Austrian and Russian Embassies, states: — || "Nous ne voulons, en le faisant, ni affaiblir ni resserrer les liens qui unissent les Principautés Vassales à la Cour Suzeraine. Nous entendons, au contraire, ne leur porter aucune atteinte. . . . . Vous

Nr. 5491. Gross-britannien. 20. Nov. 1874.

donnerez en même temps au Gouvernement Ottoman l'assurance que ces arrangements, dénués de tout caractère politique, ne seraient signés que par les Ministères et Administrations compétentes et non revêtus de la sanction souveraine. De cette façon ils ne sauraient nullement affaiblir aucun des droits de Sa Majesté le Sultan, ni modifier la position garantie par les Traités aux Principautés Vassales vis-à-vis de la Sublime Porte." || On the other hand, the moderation of the reply of the Turkish Government shows a disposition to deal with the question in a practical manner, and, taken with this formal recognition of the Suzerainty of the Porte on the part of the three Powers, seems to indicate that a satisfactory solution of the question ought not to be difficult to attain. | Her Majesty's Government have already intimated, that they concur with the Porte that the Principalities have no authority to conclude separate Commercial Conventions. They have no desire to enter into a controversial discussion of the privileges and immunities secured to the Principalities, but they cannot overlook the fact that in none of the various Firmans, diplomatic instruments, or other documents organizing the constitution of the Principalities, is any such authority conferred. On the contrary, the "Règlement Organique de la Principauté de Moldavie" on the 29th of July, 1829, one of the "Règlements Administratifs" confirmed by the Treaties between Russia and the Porte of September 1829 and January 1834, the Hatti-Scheriff of 1834, and by the Treaty between the guaranteeing Powers of 1858, provided (paragraph 155), "les commerçants étrangers ne pourront trafiquer dans le pays que suivant la teneur des Traités existants entre la Porte Ottomane et les Puissances dont les commerçants seraient les sujets;" and the XXth Article of the Treaty of Commerce between Great Britain and Turkey of the 29th of April, 1861, stipulated that "the present Treaty shall receive its execution in all and every one of the Provinces of the Ottoman Empire, that is to say, in all possessions of His Imperial Majesty the Sultan situated in Europe or in Asia, in Egypt and in the other parts of Africa belonging to the Sublime Porte, in Servia and in the United Principalities of Moldavia and Wallachia". || It is impossible, therefore, for Her Majesty's Government to admit that the Principalities have the right of concluding separate Commercial Conventions. || Nevertheless, regarding the matter in its commercial aspect, Her Majesty's Government must acknowledge that the position of the Principalities in respect to their commercial relations with foreign States is anomalous. While the Principalities have the control over their own tariff, the exercise of this control is limited, by the Treaty engagements of the Porte, within a certain range of duties. || The prosperity of the trade of the United Principalities and the development of their resources under the present system prove that the operation of it has not been oppressive, and that the advantage derived by them from the position secured to them by their political union with the Ottoman Empire has more than counterbalanced any disadvantages or inconvenience arising from the restriction on their complete

Nr. 5491. Gross-britannien. 20. Nov. 1874.

commercial independence. || The announcement by the Porte of its intention to terminate or revise, at the earliest admissible period, the Commercial Treaties now in force between Turkey and other countries, has, however, materially altered the condition under which this state of things has continued; and Her Majesty's Government had not hesitated to advise the Porte, before the three Powers had thus addressed it, to make such timely concessions as might remove any substantial grievance on the part of the Principalities, so far as that could be done without impairing the political integrity of the Ottoman Empire. | There is no Power which can be more sincerely interested in the welfare and prosperity of the Principalities than Great Britain. Of the total number of vessels which left the Danube in 1873 with the produce, for the most part, of the left bank of the river, 300 steamers, with a tonnage of 193,234 tons, were British; 85, of 40,625 tons, Austrian; 42, of 30,202 tons, French; 25, of 6,836 tons, Russian; 8, of 3,863 tons, Italian; and 2, of 1,183 tons, German. Consul Ward, in his Report on the trade of Galatz for 1871, valued the exports to Great Britain at an average of 1,500,000*l.* a year, and stated that, of the average annual imports into Galatz and Ibraila, from all countries, of 3,000,000*l.*, Great Britain supplied at least 1,000,000*l.* Her Majesty's Government may, accordingly, fairly claim, that Great Britain should be heard, not only as one of the Guaranteeing Powers, but as a nation deeply concerned in the trade of the Danube. || The three Governments have represented, that "les Traités conclus avec la Turquie reconnaissent aux Principautés une administration douanière séparée; mais l'absence d'engagements contractuels entre ces administrations et celles des autres Etats jette souvent une perturbation regrettable dans les relations douanières respectives. Ces inconvénients augmentent au fur et à mesure du développement progressif des voies de communication qui servent à multiplier les échanges avec les Puissances voisines, et à donner une impulsion nouvelle au transit des produits des autres pays." | Her Majesty's Government have no doubt, that there is foundation for these statements. || The Firman of 1866 conceded to the Principalities the right of making arrangements of a local interest with neighbouring Administrations, in the following terms: — || "A considérer, comme par le passé, obligatoires pour les Principautés Unies tous les Traités et Conventions existant entre ma Sublime Porte et les autres Puissances, en tant qu'ils ne porteraient pas atteinte aux droits des Principautés Unies, établis et reconnus par les actes qui les concernent; à maintenir et respecter également le principe qu'aucun Traité ou Convention ne pourrait être conclus directement par les Principautés Unies avec les Puissances étrangères. Toutefois mon Gouvernement Impérial ne manquera pas à l'avenir de consulter les Principautés Unies sur la disposition de tout Traité ou Convention qui pourrait toucher à leurs lois et règlements commerciaux. Les arrangements d'un intérêt local entre deux Administrations limitrophes, et n'ayant point la forme de Traité officiel ni de caractère politique, continueront à rester en dehors

Nr. 5491. Gross-britannien. 20. Nov. 1874.

de ces restrictions." || In virtue of this concession various agreements relating to postal matters and the like have been concluded with the Principalities. On the present occasion, however, as the identic representation has been joined in by Germany, the negotiations which the three Powers propose to enter upon with the Principalities would exceed the scope of the Firman, not only in their subject, but also in extending the claim to make agreements to a Power not having a conterminous frontier. || The question then occurs whether the Firman is sufficient to meet the exigencies of the situation, which are, in a great measure, if not wholly, attributable to the notice given by the Porte of the revision of its Commercial Treaties. The Porte has already accorded to the Khedive of Egypt authority to enter into Commercial Conventions with other States, although the Ottoman Tariff is, and always has been hitherto in force in Egypt, and the difficulty of the Porte contracting for a vassal State having an independent, even though subordinate Tariff, does not arise there. That difficulty would presumably have proved insuperable when the negotiations for the revision of the Turkish Commercial Treaties had been undertaken, and, if that be the case, the representations of the three Powers will only have the effect of hastening, by a few months, a decision as to granting greater commercial liberty to the Principalities which would, under any circumstances, have had to be adopted, in the interest of the Porte itself as well as of the other negotiating Powers. || Her Majesty's Government do not, therefore, think it unreasonable, that the steps taken by Austria, Germany and Russia should be regarded by the Porte as an initiative for the revision of the Treaties which it has itself invited. || At the same time it would appear to be in the interest of the Principalities, that the revision of the Turkish Treaties and the question of the conclusion of separate Customs agreements between other Powers and themselves should be treated as a whole. The Principalities undoubtedly possess certain advantages for their commerce under those Treaties. For example, the VIth Article of the Treaty with Great Britain provides that "any article, the produce or manufacture of a foreign country, intended for importation into the United Principalities of Moldo-Wallachia, or into the Principality of Servia, which shall pass through any other part of the Ottoman Dominions, will not be liable to the payment of Customs duty until it reaches those Principalities". The maintenance of this transit in bond cannot fail to be advantageous to the Principalities, and there must be numerous other matters upon which an understanding with the Porte at the time of the revision of the Treaties must be of equal importance in view of the commercial relations between the Principalities and the Porte as well as between the Principalities and other countries. || It cannot be desirable, that there should be a conflicting system of customs on either side of the Danube, aggravated by special provisions of commercial agreements concluded within a few months of each other without any reference to their mutual interests by the Porte and the Principalities. These considerations

Nr. 5491. Grossbritannien. 20. Nov. 1874.

appear to Her Majesty's Government to point to the desirability of some understanding being come to through the medium of all the Guaranteeing Powers by which the Porte should acquiesce in foreign States negotiating separately with the United Principalities and with Servia for the conclusion of agreements of a non-political character in regard to Tariffs and Customs Regulations as a part of the revision of the Commercial Treaties of which the Porte has given notice. || I have to request your Excellency to communicate to the Turkish Government the views of Her Majesty's Government as expressed in this despatch, of which a copy will also be sent to Her Majesty's Representatives at Vienna, Berlin, St. Petersburgh, Rome and Paris, with instructions to communicate it to the Governments to which they are respectively accredited. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5492.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Constantinopel. — Türkische Einwände gegen den Vorschlag, einen Firman zu erlassen, welcher den Donaufürstenthümern das fragliche Recht gewähre.

Foreign Office, December 5, 1874.

Nr. 5492. Grossbritannien. 5. Dec. 1874.

Sir, — The Turkish Ambassador called upon me this day and communicated to me the substance of a telegraphic despatch from Constantinople, dated the 3rd instant, to the following effect: — || The Turkish Government had not yet received the copy of the instructions sent to your Excellency respecting the Roumanian Commercial Treaty question, and were anxious to know what steps Her Majesty's Government had taken in communicating with other Powers, as they feared that, at any moment, they might find themselves "in presence of an accomplished fact". They accordingly asked the Turkish Ambassador to telegraph how the matter stood, and to ascertain what the feeling of the English Government and of the other Powers would be, if a proposal were made for summoning a Conference having for its sole object to decide the question whether the Principalities should be allowed to conclude Commercial Treaties or not. || The Turkish Ambassador, in explanation of this communication, told me that, in the opinion of his Government, the advice that a Firman should be issued conceding to the Principalities the right which they claimed of making Commercial Treaties on their own account, was inapplicable to the present circumstances. No confidence could be felt by the Porte that the Firman would be treated with respect, if it were issued. The Roumanian Government might, indeed, prefer to ignore it altogether. This

Nr. 5492. Gross-britannien. 5. Dec. 1874.

was a result to which the Turkish Government did not choose to expose themselves. || The Turkish Government, his Excellency added, did not object in principle to issue a Firman, but it would be necessary to define in it more clearly than had been done as yet the limit of the privileges which it might concede and its issue ought to be the consequence of an application of the Powers to the Porte. || I pointed out to his Excellency, in reply, that it could not be expected that Austria, Germany and Russia, after the representations they had addressed to the Porte, should make such an application, which would be in effect asking as a favour for that which they had publicly claimed as a right, and they had already intimated as much. As for Her Majesty's Government, all that we desired was to see the question satisfactorily adjusted, and we were indifferent as to the particular form of settlement which might be preferred. The objection to a Conference was not taken by us; but I felt convinced, that the proposition would not be accepted by the other Powers interested. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5493.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Befriedigung über die englische Auffassung.

Le 9 Décembre, 1874.

Nr. 5493. Türkei. 9. Dec. 1874.

M. l'Ambassadeur, — J'ai reçu, avec son annexe, la dépêche responsive que votre Excellence a bien voulu m'écrire le 19 November dernier, relativement à la prétention des Principautés de conclure des Conventions Commerciales avec les Puissances étrangères. || Les observations verbales que vous avez adressées à Lord Derby, jointes à vos autres communications, font ressortir on ne peut mieux le véritable caractère de la question. J'en félicite sincèrement votre Excellence, tout en la remerciant des efforts éclairés qu'elle ne cesse de déployer pour prévenir toute méprise sur le but et la portée de nos démarches. Ces efforts commencent à produire leur effet; les instructions du Chef du Foreign Office à Sir Henry Elliot viennent d'arriver; elles répondent entièrement à notre attente; elles font voir que le Cabinet de St. James partage, comme votre Excellence l'avait télégraphié du reste, notre manière d'envisager la prétention dont il s'agit, et que, si nous différons un peu d'opinion sur certaines questions de détail, cette divergence n'est point de nature à exclure la possibilité d'une entente complète quant à la marche à suivre, surtout lorsque l'idée de conférence aura prévalu au

Nr. 5493. Türkei. 9. Dec. 1874.

sein des divers Cabinets. Nous comptons en cela, comme en toute autre occurrence pareille, sur le concours amical de l'éminent homme d'Etat qui dirige les relations extérieures de la Grande Bretagne, et ce que sa Seigneurie a déjà fait est une sûre garantie de ce qu'elle voudra bien faire encore. Je prie votre Excellence d'être auprès de Lord Derby l'interprète de nos sentiments. || Veuillez agréer, &c.

A. Aarifi.

Nr. 5494.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Constantinopel. — Rathlosigkeit Englands.

Foreign Office, January 20, 1875.

Nr. 5494. Grossbritannien. 20. Jan. 1875.

Sir, — The Turkish Ambassador read to me on the 16th instant a despatch, the substance of which is as follows: — "Upon the representation made by the three Powers to the Porte respecting the claim of the Principalities to conclude Commercial Treaties with foreign Powers, the Porte took refuge in her position as a Sovereign Power, and in the indisputable rights accorded to her by Treaty. In her eyes, and in the eyes of all those Powers who are sincerely desirous to preserve intact their international obligations, any concession on this question would affect gravely the spirit and letter of those acts, and, for this reason, they have judged it right to adhere to the view expressed by them from the first. || Nevertheless, the firmness and moderation of the attitude assumed by the Porte does not prevent that Government from occupying itself seriously with the consideration of the ultimate conclusion which may be arrived at, and which would have the effect of placing her unheard face to face with an accomplished fact. || The Turkish Ambassador was, therefore, instructed to watch attentively the position of affairs, more especially as the Porte was yet ignorant of the line of policy adopted by certain Cabinets on this question." || His Excellency asked what view Her Majesty's Government took of the present situation of the Roumanian Treaty question. I said, that it seemed to me difficult, in the present state of the business, to recommend any course of action which had the slightest chance of being adopted by all parties interested. || The Porte for reasons, the validity of which I did not desire to question, had rejected the idea of proceeding with a Firman; the project of a Conference had been repudiated by the other Powers concerned, and I was not aware that any third solution had been put forward. || The Turkish Ambassador

asked whether I thought that, when the time came, the three Powers would persevere in their declared intention of negotiating directly with the Principalities, I said I thought they would; indeed, after the further announcement of their intention which they had made, I did not see that it would be easy for them to recede even if willing to do so. In that case, his Excellency said: "we shall let matters take their course, and protest against an act which we consider as a violation of Treaties".*) || I am, &c.

Nr. 5494. Grossbritannien. 20. Jan. 1875.

Derby.

---

*) Der beabsichtigte Handelsvertrag zwischen Oesterreich-Ungarn und Rumänien ist seither aus anderweitigen Gründen noch nicht zum Abschlusse gelangt.

A. d. Red.

Englisches Parlament.

Nr. 5495.

GROSSBRITANNIEN. — Aus der Sitzung des Unterhauses vom 12. April 1875. — Interpellation von Mr. Lewis über den deutsch-belgischen Notenwechsel und Beantwortung durch den Premier, Mr. Disraeli.

[Nach den Times.]

Nr. 5495. Grossbritannien. 12. April 1875.

Mr. O. Lewis asked the First Lord of the Treasury whether it was true that a menacing Note had been addressed by the Prussian Government to the Belgian Government, referring, among other matters, to the liberty of the Press in Belgium, and calling upon the Belgian Government to alter the laws of their country; whether any communications upon the subject had been received from the British Minister at Brussels or any instructions sent to him by Her Majesty's Government; and, if so, whether he would lay such correspondence upon the table of the House; and, as Great Britain had formally guaranteed, in conjunction with the other great Powers of Europe, the neutrality and independence of Belgium, what steps it was the intention of Her Majesty's Government to take, diplomatic or otherwise, in fulfilment of that guarantee, should Belgian independence be imperilled in consequence of rejecting the demands of Prussia.

Mr. Disraeli said. — Mr. Speaker, I would venture to observe that, as a general rule, in Parliamentary questions, and especially in questions connected with Foreign Affairs, it would be useful not to avail oneself of epithets. (Hear!) Epithets are always useless in such inquiries, and may lead to misconception. Now, Her Majesty's Government have no information whatever of a "menacing" Note having been addressed by the German to the Belgian Government. This is a subject on which there is a great deal of misrepresentation and exaggeration. A considerable time has passed since

the Note was addressed by the German Government to the Belgian Government. It was at the commencement of February — I think on the 3d; and it was not a menacing Note, but a Note of remonstrance. Now, a remonstrance does not by any means involve menace. On the contrary, one element of remonstrance may evince a very friendly disposition. A "friendly remonstrance" is a phrase very usually adopted. (Hear!) This remonstrance was addressed by the German to the Belgian Government, I think, on the 3d of February. It was replied to by the Belgian Government at the end of that month — I think on the 26th. Her Majesty's Government became acquainted with these two Notes, the Remonstrance and the Rejoinder, through the action of the German Government. The German Ambassador, by the instructions of his Government, made Her Majesty's Government, in confidence, acquainted with those two Notes, and we at the time appreciated that act, and still continue to appreciate it, as an evidence of the cordial and confidential relations which subsist happily between Her Majesty's Government and the Government of Germany. (Hear, hear!) No answer whatever has been made to the Rejoinder by the German Government. The Rejoinder having been made on the 26th of February, we are now advanced in the month of April, and we consider, and I believe those who are competent to form an opinion upon this question also consider, and have considered for some time, that this is a question which is concluded. (Hear, hear!) The hon. gentleman has asked, "as Great Britain has formally guaranteed, in conjunction with the other great Powers of Europe, the neutrality and independence of Belgium, what steps it is the intention of Her Majesty's Government to take, diplomatic or otherwise, in fulfilment of that guarantee, should Belgian independence be imperilled in consequence of rejecting the demands of Prussia". Now, Sir, as a general rule, I think the House will support me in the position I take that it is not expedient or necessary (general cheering), that the policy of Her Majesty's Government, whoever forms that Government, should be declared upon a hypothetical statement. But I will so far deviate from the strict course taken on such occasions as to say that, if the independence and neutrality of Belgium were really threatened, we should do our duty to our Sovereign, and not be afraid to meet Parliament. (Cheers and laughter.)

Nr. 5496.

GROSSBRITANNIEN. — Aus der Sitzung des Unterhauses vom 19. April 1875. — Interpellation von Mr. O'Reilly über Schritte Deutschlands gegen den belgischen Ultramontanismus, beantwortet durch den Premier, Mr. Disraeli.

[Nach den Times.]

Nr. 5496. Grossbritannien. 19. April 1875.

In reply to Mr. O'Reilly,

Mr. Disraeli said, — The hon. and gallant gentleman has inserted a very necessary word in the question as it is printed on the paper—viz., the word "also". The question is, "to ask the First Lord of the Treasury whether it is true that the German Government in January, 1874, and *also* after the accession to office of the present Ministers, proposed to the English Government to address the Belgian Government upon the subject of what was called the Ultramontane agitation in the latter kingdom; if so, whether these communications of the German Government were in the form of despatches or verbal". I understand by inserting the word "also", the hon. and gallant gentleman refers to two different communications which he assumes to have been made by the German Government. With regard to the first inquiry—viz., whether, in January, 1874, the German Government proposed to the English Government to address the Belgian Government on the subject of what was called the Ultramontane agitation in the latter kingdom, and, if so, whether those communications were made in the form of despatches or verbally, I would inform the hon. and gallant member it is true that Prince Bismarck felt compelled to make a strong representation to the Belgian Government on the subject of what he styled the conspiracy carried on in Belgium by the Ultramontane Party. That was in the month of January, 1874, and he suggested, that the Ambassador of Germany to Her Majesty's Government should support those representations. The Secretary of State of the then Government replied to that in conversation to this effect: — That it was the desire of the Government, that no cause of difference should exist between Germany and Belgium, that the Belgian Government had always shown itself exceedingly prudent in its foreign relations and cautious to avoid any just cause of offence to its neighbours, and he expressed a confident hope that Prince Bismarck would not press the Belgian Government to go beyond whatever limits were imposed upon it as the Government of a Catholic country with free institutions. That was the answer given by Lord Granville, the then Secretary of State, to the proposition made by the German Ambassador to join in the remonstrance to the Belgian Gouvernment, in consequence of what the hon. and gallant gentleman has called the Ultramontane agitation. This was the only communication which, as far as we know, was made to

the late Government. It was not made by despatch; it was made in conversation, and it was an oral communication. I now come to the second part of the question, which is whether since the accession of the present Government to office, which would be immediately after January, any similar applications have been made by the Government of Germany, either by despatches or in interviews, such as I have referred to, and I have to inform the hon. and gallant gentleman that neither in interviews nor by despatches have any such propositions been made to the present Government.

Nr. 5496. Grossbritannien. 19. April 1875.

Nr. 5497.

GROSSBRITANNIEN. — Aus der Sitzung des Oberhauses vom 19. April 1875. — Interpellation von Earl Russell über den deutsch-belgischen Zwischenfall und Beantwortung durch den Min. d. Ausw., Earl of Derby.

[Nach den Times.]

Earl Russell. — My Lords, — Two questions stand in the paper in my name — one is whether my noble friend the Secretary for Foreign Affairs considers the correspondence between Germany and Belgium entirely terminated; the other is whether that correspondence causes him any fears for the maintenance of the peace of Europe. My Lords, I do not rise for the purpose of putting the first question, because since I gave notice of it a further Note appears to have been addressed by Germany to Belgium; but I should like to make some observations with reference to the international relations of the two countries and as to the probable effect of those relations on the peace of Europe. Now, my Lords, in looking back to the commencement of the present century, I find that in 1802 Lord Hawkesbury wrote a despatch in which, referring to libels which were then being published in this country, he said that while jealously upholding the liberty of the Press, he, at the same time, held that the tribunals of this country had full power to entertain complaints against persons who published libels against those who conducted the French Government and to punish them for such publications. He also said he was told by eminent lawyers that this country would be guilty of a breach of amity, if it did not proceed against such persons. When Lord Hawkesbury wrote that despatch libels of a violent kind were being published here against the First Consul of the French Republic. The Attorney-General of the Government of that day took care to prosecute the persons who wrote those violent and malicious libels; and all the eloquence and ability of Sir James Macintosh did not prevail against the Attorney-General, and only for

Nr. 5497. Grossbritannien. 19. April 1875.

Nr. 5497. Gross-britannien. 19. April 1875.

the war in Egypt those persons would have been punished. The rule laid down by Lord Hawkesbury is the right one — that we should do nothing to curtail the liberty of the Press, while, at the same time, we should take care to prosecute and punish those who make libellous attacks on persons in power and authority in other countries. That is the principle laid down by Lord Hawkesbury, and I hope that when this correspondence is laid on your Lordships' table it would appear, that the German Government have not asked anything inconsistent with that principle. I hope it will appear, that the German Government did not propose to Belgium to give up any portion of that liberty of the Press which is enjoyed in Belgium, but only wished to have those persons punished who had written to a French Archbishop to propose that the life of Prince Bismarck should be taken by assassination. I trust, that when this despatch comes to be laid on the table your lordships will find that nothing has been asked by the German Government which is unreasonable; that it has not thought it necessary to ask for any new legislation, but only that the principles laid down by Lord Hawkesbury in 1802 may prevail at the present time. At all events, I am sure it will require all the care and discretion of the noble earl the Secretary for Foreign Affairs to reconcile the different views of Belgium and Germany, and to induce them to come to an agreement which shall be honourable to all, and at the same time shall maintain the peace of Europe. I do not ask anything more now because I think the last step taken by Germany will tend to preserve the peace of Europe; and I think, that the two Powers meeting, as it would appear they do meet, in a desire for peace will be able to come to an understanding on the subject. It appears to me, that it will not be difficult to obtain such a compromise. (Hear, hear.) I will ask the noble earl to say that when this correspondence — which has appeared in the French newspapers and which has been read in the Belgian Chamber by the Minister for Foreign Affaires — reaches his hands it will be produced and we shall have the benefit of further inquiry. I am quite sure it does not require any interference with the existing law of nations or any new system of international law to carry out the principles laid down by Lord Hawkesbury in 1802. (Hear, hear.)

The Earl of Derby. — My Lords, it may not be necessary, but probably it may be convenient, for me to remind your Lordships of the exact position in which this Belgian business now stands. The German Note and the Belgian Note have been published in the *Moniteur Belge*. They were read in the Belgian Chamber and they are now before the Belgian public. I hope the first Note of the German Government will be found to bear out the description given of it in another place by my right hon. friend at the head of the Government — that it is by no means a menace, but rather a friendly remonstrance on a point respecting which the two Governments differed. The second German Note reached my hands only this afternoon shortly before I

came to the House, and I had no time to do more than examine it in a hasty and superficial manner, but the German Ambassador has described it to me, and I am authorized by him so to describe it, as being conceived in an entirely friendly spirit. I am bound to say, that I have heard a similar description of it from other quarters. (Hear.) As far as I can see, there is nothing in it to create a difference. As I understand, the reply which the Belgian Government intend to send to Germany will be laid before the Belgian Chamber, and when the whole of the correspondence reaches my hands, there will be no difficulty in laying it before Parliament. I may observe, that Her Majesty's Government has not been formally consulted by either party. If such an appeal should be made — and I shall not pretend to say that it may not be — it would be made, not to one Government only, but to all the Governments of the Guaranteeing Powers. I think it would be imprudent and impolitic on my part to express any opinion on the question now, especially as we have in this country only a very moderate knowledge of some of the facts; but I do not hesitate to say, that European opinion has considerably exaggerated the importance of the incident, and that, as at present advised, I look forward to its termination without any uneasiness in respect of the integrity and independence of Belgium. (Hear, hear.)

Nr. 5497. Grossbritannien. 19.April 1875.

Nr. 5498.

GROSSBRITANNIEN. — Aus der Sitzung des Oberhauses vom 19. April 1875. — Antrag von Lord Stratheden, betreffend Vorlegung von Papieren über die orientalische Frage.*)
[Nach den Times.]

Lord Stratheden rose to move an humble address for copies of the Treaty between Great Britain, Austria and France, signed at Vienna, January 3, 1815, and of the Treaty between Great Britain, Austria and France, signed at Paris, April 15, 1856. He admitted that the information for which he was about to ask might be arrived at by other means than the production of the papers. It might be found in numbers of the *Annual Register*, or in other publications; but he thought that its production in their Lordships' House at the present moment might be attended with very beneficial results. It would have seemed, that in respect of the Eastern Question, Austria was the only Power on which we could rely to act as an ally, but recent events appeared to indicate that Austria was on the verge of an error which would

Nr. 5498. Grossbritannien. 19.April 1875.

*) Die betreffenden Papiere, s. oben Nr. 5477—94, waren damals dem Parlament noch nicht vorgelegt. A. d. Red.

Nr. 5498. Gross-britannien. 19.April1875.

destroy that prospect. This was the more to be regretted, because of the reorganization of the Austrian Empire by the distinguished statesman to which that Power owed so much. His reason for wishing that the two Treaties should be brought before the world in the most conspicuous manner possible was to show, that the policy carried out by Austria in signing the Treaty of 1856 was exactly the same as that to which she gave effect when signing the Treaty of 1815. If this were made apparent — as it would be by the publication of the two Treaties — it would be a conclusive answer to those who alleged that the signing of the Treaty of 1856 was only a momentary demonstration on the part of the House of Hapsburg. He contended, that the policy shown by Austria in both those Treaties was a carrying out of the policy laid down by Prince Metternich. When looking at the recent action of Austria in respect of the Eastern question it must be remembered, that they were not entitled to assume that her Councils were unanimous. It was possible, that the representations made by her were the result of a conflict of ideas, because in the Austrian Empire, with its various nationalities and different political systems, it was difficult to say where the central power was lodged. The noble Lord concluded by moving for the papers.

The Earl of Derby. — I hardly think my noble friend is serious in his motion for the production of those papers. If he is, I hope he will not press his motion to a division, because if he should do so I shall feel bound to oppose it; not because there is anything which it would not be wise to disclose, but because they have been published already, and therefore it would be a waste of money to publish them again. Both the Treaties were laid before Parliament, not at the time they were made, but afterwards, and both may be found in the ordinary collection of State papers in the Library of this House, and, I suppose, in many other public Libraries. No doubt if there were any general desire to have those papers reprinted for general circulation, the Government and Parliament would yield to it; but I do not think it is likely they would be much read or referred to, and therefore I do not suppose your Lordships' House would be disposed to agree to the motion. But I take it that the object of my noble friend was not so much to obtain those papers as to make some observations on the question to which those papers have reference. My noble friend has a perfect right to do that, and to express his opinions on this or any other subject of international policy, and I am sure we shall always listen to him with interest; but I must point out that there is a difference between the position of an independent member of your Lordships' House discussing such a question and that which would be held by the person who, however unworthy, for the time being represents this country. (Hear, hear.) My noble friend finds fault with the policy of the Austrian Government, and he has a right to do so; but if I took his view to the full extent — which I by no means say I do — I should not consider it a convenient course to express my opinions here while the case is

still under consideration instead of communicating with the Austrian Government in the usual manner. (Hear, hear.) I took an opportunity some weeks ago, in answer to my noble friend, of stating the position in which things then were. There has been no change since that time. If we are to discuss the question, I think your lordships will be of opinion that we shall be able to do so with more advantage when the papers are before your lordships, and you are made acquainted with its details. (Hear, hear.) I shall only say now what I feel bound to say after the statement of my noble friend, and it is this: — That the Austrian Government does not express, and never has expressed, any intention to violate existing Treaties, the Austrian Government admits the binding nature of those obligations, and simply places — as I said before — a different interpretation on a portion of those Treaty obligations from that adopted by us. It is admitted, that the Roumanian Government is entitled to enter into certain conventions. The only question is as to whether Commercial Treaties are included within those conventions. The Austrian Government hold that they are not. We, forming the best judgment we can, are of a different opinion. I can add, that all the Powers are agreed that providing the power claimed for Roumania in respect of Commercial Treaties can be legitimately exercised, no practical harm could arise from that power being used, and I have very little doubt that, if the Porte were approached in a proper manner, its sanction would not be refused. The question then is narrowed to this. Some of the leading Powers hold that Roumania has this right without the sanction of the Porte, while we are of opinion that she has not the power without that sanction; but we have said all along that we are quite prepared to advise the Porte to grant it. I cannot regard this business in the light of a European question or as one of serious danger. (Hear, hear.)

Lord Stratheden asked the noble earl, when the papers on the subject would be produced.

The Earl of Derby. — I cannot at present say; but if I see a chance of the correspondence being so protracted that there would be no opportunity of discussing the question this Session, if we waited for its close, I shall at once lay on the table all the papers that we can put before Parliament.

Lord Stratheden deprecated delay. The danger might set in while Parliament was waiting for the papers. As his noble friend had a majority on the other side of the House he would not divide, but he would not withdraw his motion and he preferred to have it negatived.

Earl Granville. — Without wishing to prolong the discussion, I must say that I think my noble friend the Secretary for Foreign Affairs has given very good reasons for not laying the papers on the table at present. If the noble lord pressed his motion, the majority against him would not be composed exclusively of the usual supporters of the Government. (A laugh.) In a case in which there is a difference between this country and other Powers,

Nr. 5498. Gross-britannien. 19. April 1875.

it is desirable that your lordships should be in possession of all the information the correspondence can give us before the question is discussed by your lordships' House. (Hear, hear!)

The motion was then negatived without a division.

Nr. 5499.

GROSSBRITANNIEN. — Aus der Sitzung des Oberhauses vom 3. Mai 1875. — Antrag von Earl Russell, betreffend Vorlegung der deutsch-belgischen Correspondenz.

[Nach den Times.]

Nr. 5499. Gross-britannien. 3. Mai 1875.

Earl Russell. — My lords, I rise to move that an address be presented to Her Majesty for copies of the recent correspondence between the Governments of the Emperor of Germany and the King of the Belgians, with an account of the steps taken to ascertain the truth of the allegations referred to in the said correspondence. Your lordships are aware of the statements which have appeared as to the nature of the correspondence between the two countries as far as it has gone; and from all we have been able to learn it would appear, that Germany has asked that laws should be passed by Belgium which should give additional security for the maintenance of friendly relations between the two countries. The correspondence of the German Government is in a friendly tone. It states, that the Powers of Europe generally have not provided for the punishment of offenders against the amity of nations at peace; and that the want of such provision is now felt by Germany; and therefore it is in the most friendly tone and terms that the Government of Germany has asked for those laws which it has requested the Belgian Government to have passed in Belgium. With respect to Belgium, I am not at all sure that the Belgian Government has made its answer — its final and complete answer — and I ask the noble earl the Secretary for Foreign Affairs for information on that point. The question raised by the correspondence is one of very considerable interest to this and other nations. A person fully competent to give me information as to the state of the law in this country — namely, the late Lord Westbury — stated, that there were two sets of offences which could be committed: the one set being against the Queen's peace, and the other set against the Queen's amity. Undoubtedly the competency of the law to deal with this second class was long ago recognized by the legal authorities of England and by the Executive Government, because a person was indicted for a publication inciting others to assassinate the First Napoleon. I may observe also, that it was the late Lord Westbury's opinion

that every State in Europe ought to have laws sufficient to prevent the offence of inciting to the murder of any ruler of any foreign nation with which the particular State was at peace. If that be a good principle of International Law, it appears to me that it would be very desirable that both Germany and Belgium should conform to it. As to Belgium, the rumour is that the Belgian Government holds that the present state of the law of that country does not admit of the punishment of any outrage against a foreign Government which was not attended by action. Then the correspondence seems to pause. Perhaps the noble earl will say whether there is any final decision; whether Belgium is able to point out those portions of her own law which render her unable to punish persons inciting to offences against the rulers of foreign nations, or whether she is ready to propose laws which would enable her to effect that object. The last part of my question is an inquiry as to the steps taken to ascertain the truth of the allegations referred to in the correspondence. One allegation is, that a person when in a state of intoxication expressed an intention to murder Prince Bismarck. Another is, that a person wrote to the Archbishop of Paris to instigate the assassination of the Prince. This I must say, that I think the proposal to have laws to punish any one who states it is his intention to assassinate a foreign ruler — whether that ruler be a Governor of France or whether he be Prince Bismarck — is a proper one, because it is impossible to allow the suggestion of such outrages, and at the same time to preserve that amity which should exist between nations at peace with one another. I ask the noble earl, therefore, whether he can inform me as to whether any steps have been taken to ascertain the truth of the allegations of those proposals of assassination? This is a question which materially affects this country, because, as the noble earl is aware, we have promised to guarantee the neutrality of Belgium, and therefore, whether Belgium is fulfilling all her obligations to foreign Powers and has laws by which she can deal with persons who threaten the assassination of men in high office in Germany, or whether she declines to have such laws, is a matter of great importance to this country. It is obvious that, if we are required to guarantee the neutrality of Belgium, and that she declines to have such laws, our responsibility is greater than it would otherwise be. I am, therefore, anxious to know from the noble earl whether it is true that Germany has asked Belgium to have laws passed to prevent the offence to which I have referred, and whether, if Belgium declines to do that, she is prepared to punish under existing laws persons guilty of such an offence. As I mentioned on a former occasion, a person was convicted in this country of a libel against the First Napoleon, and would have been punished only that war broke out between England and France. I ask the noble lord whether, if Belgium has not such a law at present, her Government will propose to the Legislature a law for the better preservation of amity between Belgium and friendly foreign nations. It appears to me, that

Nr. 5499. Gross-britannien. 3. Mai 1875.

the law which prevails at present in this country, which pledges us, in fact, to prosecute those who commit such offences against friendly foreign nations, and under which Lord Ellenborough in his day would have punished offenders, is a good one, as tending to preserve the peace of Europe. I shall not go further at present; but I hope the noble earl will be able to give your lordships the information for which I have asked him in the few observations I have addressed to your lordship's House.

Lord Derby. — My lords, I am sure that neither the noble earl nor your lordships will think I am wanting in the respect which I should wish to pay him and the House, if the reply I make to the questions he has just put is necessarily brief and couched in somewhat guarded terms. Though I am ready to state any facts which may be within my knowledge, and which I am at liberty to state, I think your lordships will feel that there would be no advantage in my going into a general discussion of the question which is pending between the German and the Belgian Governments in this case, especially as the papers are not, and, for a reason which I shall presently state, cannot be now before your lordships' House. My lords, with regard to the production of those papers, I conceive that they are not mine to make public. They were communicated to me by the Ambassadors in London, and when I asked whether I could publish them, I was requested to consider them as confidential for the present. When the noble earl put his previous question to me a fortnight ago, the second of the papers of the German Government had been placed in my hands in the course of that afternoon, and I was unable to give an opinion, though only a hastily formed opinion, of its contents. By a singular chance the answer to that paper has been placed in my hands only within the last three-quarters of an hour. I have not had time, therefore, to study it with any care, and I think your lordships will understand, that I am reluctant to give an imperfect and hasty, and therefore an inadequate and perhaps even an unfair, summary of its contents. I understand, that the correspondence will shortly be laid before the Belgian Chamber, and that a debate will be taken on it in that Assembly; and when those papers are communicated by the Governments which are primarily concerned in their contents there will be no difficulty in our producing them and circulating them in this country. But, as they are to be shortly laid before the Belgian Parliament, I think it would be the fairer and more convenient course to allow the Belgian Government to tell its own story in its own way. (Hear, hear.) It will, therefore, be enough for me to say, that there is nothing in the correspondence on either side, as far as I can learn, of an unfriendly character, and nothing in it in the nature of menace. (Hear, hear.) The question between the two Governments may be very fairly described as the noble earl has described it — namely, as a question whether the Belgian law is in certain respects sufficient to satisfy the admitted requirements of international relations. That is a question on

which no Foreign Minister ought to express any opinion without a fuller and more careful examination of the laws of other countries than I have been able to make at present. I may add, that no appeals have been made on either side — either by Germany or Belgium — to the guaranteeing Powers. I may also say, that Her Majesty's Government have watched, and will continue to watch, this question with close attention and with the deepest interest; but I do not think, that any advantage could be gained for the good relations between those two countries or for the peace of Europe generally by volunteering at this stage an uncalledfor interference in a case which has been only partly heard. (Hear, hear.)

Nr. 5499. Grossbritannien. 3. Mai 1875.

Nr. 5500.

GROSSBRITANNIEN. — Aus der Sitzung des Oberhauses vom 31. Mai 1875. — Antrag von Earl Russell, betreffend Vorlegung der Correspondenz über den Frieden Europa's.

[Nach den Times.]

Nr. 5500. Grossbritannien. 31. Mai 1875.

Earl Russell. — My Lords, I rise to move an address to Her Majesty for papers connected with the present state of Europe. It is fit, that I should say at the commencement that I do not wish to unduly press upon the noble earl the Secretary of State for Foreign Affairs. Whether Her Majesty's Government will produce the correspondence or a part of it, or whether they will deny to Parliament any such communication, I rise rather with the view of calling the attention of your lordships' House to the present state of foreign affairs, because I think it necessary that your lordships' attention should be directed to it under existing circumstances. My lords, I cannot forget that on the 30th of May, 1815, a Treaty was concluded between Great Britain and Russia and Prussia on the one side, and France on the other, by which Treaty the boundaries of France were reduced to what they had been previously to 1792. I must say, that on a comparison between the policy of that time and the policy which we have seen in more recent times, I have been much struck with the great wisdom and circumspection and care shown when that Treaty was made to preserve the position of Great Britain, and place her in a situation of considerable power and influence. Whether owing to any change which may have occurred in the public mind with regard to foreign affairs or for some other reason, it seems to me that, while in 1814 great circumspection and great vigilance were displayed in securing the position of Great Britain in Europe, there has been some carelessness in recent times, and that we run the danger of losing what the policy of 1814 achieved. In 1814, as I have said, care was taken, by the making of the Treaty of the 30th of May at Paris, that the boundaries of

Nr. 5500. Gross-britannien. 31. Mai 1875.

France were reduced to what they had been in the month of January, 1792. I cannot help comparing the situation in 1814 and the position taken up by the English Government of that day with what occurred five years ago — in 1870. In 1870, so far from the Government of France being willing to remain divested of all territory beyond the limits of the boundaries of 1792, the Emperor of the French declared, and had no scruple in declaring, that he did not regard as binding the Treaties of 1815, by which Great Britain and France had bound themselves. He announced, that he intended to restore to France territory which she had lost on the Rhine, and to retake those fortresses which by the Treaty of 1814 France had yielded to Germany. That was the demand of the Sovereign of France; and just consider what would have happened, if, instead of having been defeated and overwhelmed by the Germans, the French had been successful in the war of 1870—71. If the French army, instead of the German, had been successful in that war, we should have been called upon to vindicate the faith of Treaties and uphold what we had taken a prominent part in establishing. I do not say, that at the present moment there is any danger of war, but I will recall to the recollection of your lordships what happened in May or June, 1870. At that time my noble friend near me (Earl Granville), who was Secretary for Foreign Affairs, assured this House and assured Parliament and the country, that all the documents which came to the Foreign Office were documents attesting to a desire for the continuance of peace, and to the peaceful disposition of the Government of France among the other European Governments. That was the declaration made in June, 1870, and yet in July one of the most violent, the most purposeless and wanton wars ever waged in Europe broke out between France and Prussia. (Hear, hear.) It appears to me, my lords, that, with such a warning in remembrance, we ought at present to take means which would afford some security for the peace of Europe. In 1814 it was thought necessary to make a Treaty with Great Britain, Prussia and Russia on the one side and France on the other, in order to secure peace, and I cannot think that this country is safe or the peace of Europe is secure unless we have Treaties, and see that our power in respect of Treaties is fully maintained. The result of the late war was favourable to Germany, and territory which had belonged to France for 200 years was wrested from her. But, my lords, it is impossible, that there should not exist great resentment and great humiliation on the part of France in consequence of her having had to make these large concessions: and when France has again a great army, and when she has effected what she desires on all those points in connexion with the reconstruction of her army to which she has been so closely attending — when she has a formidable army of perhaps 780,000 men, it is not unlikely that France may make use of that army to regain what she has lost. On the other hand, we see to what a standard of strength Germany keeps up her military forces, and, further, that she wishes to maintain a fleet.

My lords, I do not say, that either on the part of France or that of Germany there is a desire for war; but when we see the things to which I have been referring, I ask whether, in 1875, we have obtained any better security for peace than we had when my noble friend spoke in June, 1870. My noble friend made the statement to which I have alluded, and in a few weeks — I may say in a few days — there burst out a violent war, in which the interests of this country were greatly concerned. I hope, therefore, that we shall not only receive the same assurances of peace which we did in June, 1870, but that the policy of Great Britain in 1814 will be revived, that we shall see something of the spirit which was then displayed, and that this country will combine with other nations for the maintenance of the peace of Europe. I observe, that Her Majesty's Government have been in communication on this subject with the Governments of other countries; and my object in asking for this correspondence, or any part of it which may be produced without damage to the public interest, is to see whether the old spirit which used to prevail and did prevail in 1814 has been revived. I think, that, if Great Britain and Russia and Austria and other Powers interested in peace were to declare not only that they were favourable to it, but that they would use their means to preserve it, as England, Russia and Prussia did in 1814, we should have a security for peace. I for one cannot rely on assurances such as those which we had in June, 1870, and I move for these papers in the hope that an English policy — a British policy — may be declared by the Government, and that we shall no longer exhibit that indifference, that carelessness of foreign policy which I regret we have in recent times allowed to prevail. (Hear, hear.) The noble earl concluded by moving, — "That an humble address be presented to Her Majesty, praying Her Majesty to communicate to this House so much of the correspondence between Her Majesty's Government and the Governments of France, Germany, Russia, Italy, Belgium, the Netherlands, Spain and Portugal relating to the peace of Europe which has taken place since the commencement of the present year as can be made known to Parliament without injury to the public service."

The Earl of Derby. — My lords, — With regard to the motion which the noble earl has made for the production of the correspondence relating to the late European crisis, I think that the noble earl himself — of whom and to whom I wish to speak with the greatest possible respect — has by anticipation indicated the answer which I shall feel myself reluctantly compelled to give him, because the noble earl more than once said it was not his intention to press for any correspondence the production of which might be injurious to the public service. I can quite understand and sympathize with the curiosity — the natural curiosity — and the deep interest with which your lordships and the country must have been watching the course of foreign affairs during the last few weeks, and I can quite appreciate the desire for information with respect to the details of what has passed. And, my lords,

Nr. 5500. Gross-britannien. 31. Mai 1875.

as far as Her Majesty's Government are concerned, there is nothing we have said or done which we have the slightest desire to keep from the knowledge of this House or the other House of Parliament or the public. (Hear, hear.) But there is this objection to the production of those documents — that it would be impossible to give anything like such an account of these matters as Parliament and the country would expect without making use of confidential communications as to the opinions and policy of other Governments, and those other Governments would object in the strongest manner to our disclosing this confidential information. We could not in fairness disclose it without their consent; but even, if we could, I do not think that in good policy we ought to do so, because the result would be to give other Governments reason to conclude that whatever passed into the haads of British diplomatists would be sure to be published. The consequence of that conviction would be that British diplomatists would receive very little confidential information in future. (Hear, hear.) Therefore, my lords, the production of the whole of the correspondence is impossible; and I do not think the production of the correspondence mutilated or severely edited would answer any useful purpose. If published in full, its publication would be unfair to other Governments; if published in a mutilated form, it would be useless. But, my lords, there is another consideration, which is that the points of difference were of such a nature that they are likely to re-occur — though I hope they will not — and, therefore, looking at it from that point, I do not think it would be in the interest of European peace to give wider publicity and a larger circulation to all the details of the negotiations. (Hear, hear.) Indeed, I cannot conceive anything more calculated to revive and exasperate those feelings of irritation and mutual uneasiness which we know did unfortunately exist, and therefore I believe your lordships will have anticipated the answer I feel called upon to give when I say I think that on every ground it would be undesirable to produce those papers. (Hear, hear.) As to the action taken by the British Government in the course of the negotiations, I feel that Parliament and the country have a right to know what we have been doing, in order that they may not seem to favour any policy which they do not approve; but while I say that, I am bound to confess that I can give your lordships very little information of which you are not, in substance at least, if not in detail, already in possession. Every one knows, that great uneasiness existed a few weeks ago in respect of the relations of the Governments of France and Germany. Language had been held by persons of the highest authority and position — statements had been made by the semi-official Press of Germany — to the effect that the French Army was being increased to a degree which was dangerous to Germany and exceeded the requirements of France, and that the course being pursued in respect of that army manifested a determination on the part of France to renew the war of 1870—71 at the earliest period at which she would be in a position to do so. It was

further said, that, if such was to be taken as the object which France had in view, it might not be the duty of the German Government to wait until France had made her preparations, but that Government might feel itself called upon to take the initiative. It was said, that Germany did not desire war, but that, if war was to be avoided, it seemed necessary that the French armaments should be discontinued. My lords, those statements were, as I have observed, made by persons in high position in Germany, and they were repeated in other countries.*) In France, of course, they caused great uneasiness, and the French Government disclaimed all such intentions as those which were thus attributed to them. I am bound to say, that I accepted, and I still accept, that disclaimer as one made in all sincerity. I do not believe, that any public man in France contemplated a renewal of the war of 1870—71. After the misfortunes which they have undergone and the humiliations which they have endured, the French very naturally desire to keep up such an army as shall not only give them security at home, but shall give them such power and influence in Europe as they feel their importance as a great nation entitles them to. The existence of such a feeling on the part of the French cannot be disputed, nor is there any reason why it should not exist. (Hear, hear.) But it is one thing to desire to be safe and even strong at home, and it is another to be arming with ulterior motives. We believe, that the apprehensions that have been entertained on this point have been unfounded. (Cheers.) One of the greatest difficulties that we had to encounter in the matter was that the French on their side seemed hardly able to understand or to conceive that these apprehensions, which were felt on the part of the German Government, were genuine or sincere, and that they — I won't say the French Government — but the French people, undoubtedly looked upon these apprehensions as being put forward by Germany as a mere pretext for a fresh attack. Now that was the situation with which we had to deal, and it appeared to Her Majesty's Government that in such a state of things a mutual misunderstanding existed which might lead to the very gravest consequences. On the one hand, if the German Government continued to entertain these apprehensions of the designs of France which they expressed, the next step on their part might be a formal request to France to discontinue arming. Had such a request been made it would have been very difficult to preserve peace, and the cause of quarrel between the two nations might have been revived. On the other hand, it will be obvious to your lordships that, if the French statesmen believed that the apprehensions entertained by Germany were not genuine and were merely put forward as a pretext for war, such a belief on their part was not unlikely to lead to most undesirable complications. Under these circumstances, therefore, it appeared to Her Majesty's Government

*) In den Telegrammen über diese Rede hiess es statt dieses Satzes: Der deutsche Botschafter sprach sich wiederholt in diesem Sinne aus. A. d. Red.

Nr. 5500. Gross-britannien. 31. Mai 1875.

that much good might be done by their endeavouring, quietly and unostentatiously, to calm down these feelings of mutual suspicion and distrust entertained by the two countries. (Cheers.) It appeared to Her Majesty's Government, that when two great nations are determined upon going to war with each other it is of very little use for their neighbours to attempt to interpose in the cause of peace, but that when the feeling between them is not so much one of violent irritation as of extreme mutual suspicion and distrust there is room for the friendly offices of their neighbours. We did not think, that France was contemplating a renewal of the war, neither did we believe, that the German Government were contemplating an act so entirely repugnant to the moral sense of Europe as that of rushing into an unprovoked war with the intention of completing the destruction of her former foe. (Cheers.) We found, that the Russian Government were determined to use their best efforts in the interests of peace, and the late visit of the Emperor of Russia to Berlin furnished us with a convenient opportunity of supporting, as far as support appeared to be necessary, the representations in favour of peace which we were led to believe the Emperor of Russia intended to make in the course of his visit to the German capital. That is substantially what has occurred in reference to this question as far as we are concerned. I can assure the House, that I did not in any way wish to exaggerate the part Her Majesty's Government have played in the matter, neither do I wish to claim any particular merit for them. We have only done what it seems to me it was our obvious duty to do, and what we could not have avoided doing in the interest of peace and in the interest of justice. (Hear, hear.) My lords, it has been asked in some quarters whether the results which I am happy to say have been brought about were secured by any sacrifice on our part of our freedom of action, either present or prospective, and whether we had entered into any engagements which may bind us in future. I am glad to have this opportunity of stating that such is not the case. (Cheers.) We have used no language, we have entered into no engagement, and we have given no pledges that will fetter our freedom of action in the future, and if we were to quit office to-morrow we should leave our successors neither embarrassed nor committed by anything said or done by us in reference to this matter. I will not enter into the wide and deep-rooted question as to the rule which the noble earl said ought to guide our foreign policy. I do not believe, that it is possible for us to lay down any formula or any general rule which shall bind us in our foreign policy for all time and on all occasions. We must deal with the circumstances of each case as it arises. I believe, that the policy of non-intervention in general in Continental disputes is the one which finds most favour with the people of this country, but a policy of non-intervention does not mean a policy of isolation and indifference, and it does not mean that England either is or can be indifferent to the maintenance of European peace. (Cheers.) I will not enlarge on this subject,

and I can only end as I began by expressing my conviction that it is not desirable, that we should lay the correspondence which has been asked for before the House. (Cheers.)

Earl Granville. — I wish to observe, in the first place, that I have no distinct recollection of the statement which the noble earl says I made in May or June, 1870, to the effect that all the despatches which we had received were of the most pacific character. I have no recollection of having given any assurance of that kind. The noble earl has suggested, that in making that statement I was not expressing my own views, but that I was quoting the language of my noble friend, who, all parties agree, has discharged the duties of Under Secretary of State for Foreign Affairs with such eminent success. Since I can find no record of my statement in Hansard, it would be indiscreet of me to say positively what that statement conveyed. What I believe, however, I stated on the occasion was that I had been informed that I should find much less work in the office then than I had found 20 years previously. I have nothing to find fault with in the announcement of the noble earl opposite with reference to the papers asked for. I think, that the production of such papers should be left to the discretion of Her Majesty's Government. On the one hand, it is their duty, and very much to their interest, to keep the country informed as to what they are doing with regard to political affairs abroad; and, on the other hand, were they to produce confidential correspondence they would destroy the sources of information for the future. If you hastily publish what you have yourself done in influencing foreign politics you will be very apt to weaken the influence you hope to exercise over foreign Governments in the future. I know nothing about the papers asked for nor about what the Government have done in the matter, and therefore I can express no opinion on the determination at which they have arrived on the point, but if, as has just been stated by the noble earl, Her Majesty's Government have without ostentation usefully put themselves forward in a spirit of complete neutrality to endeavour to remove misconceptions on each side, I think that they have pursued a right course. (Hear.) I am glad, that the noble earl did not assume on behalf of Her Majesty's Government any extraordinary credit for the course which they have taken in this matter, because there is rather too much of that sort of thing done in other places, where it is said that this country has obtained something like a diplomatic victory by having brought matters to a successful and peaceful termination. I believe that any assumption of that sort is calculated to weaken our influence in the future. On the whole, however, it seems to me, that Her Majesty's Government have acted in a wise and judicious manner.

Earl Russell did not desire, that any confidential papers should be produced, but merely that the country should be fully informed with regard to our foreign policy.

The motion was negatived.

Nr. 5501.

GROSSBRITANNIEN. — Aus der Sitzung des Oberhauses vom 12. Juli 1875. — Interpellation von Lord Penzance über internationales Recht mit Bezug auf den deutsch-belgischen Notenwechsel.

[Nach den Times.]

Nr. 5501. Grossbritannien. 12. Juli 1875.

Lord Penzance, pursuant to notice, rose to call attention to the following passage in the despatch of the German Minister to the Minister for Foreign Affairs of the King of the Belgians, dated the 3d of February last: —

"They are incontestable principles of International Law, that a State ought not to permit its subjects to disturb the internal peace of another State, and is bound to take care by its laws that it is in a position to fulfil this international obligation."

The noble and learned lord said the question of which he had given notice was one of International Law, and he was sure their lordships would not think the subject was unworthy of their consideration. He had no desire to discuss the merits of the correspondence referred to. The despatch of the German Government to the Belgium Government complained, that a plot had been formed in Belgium to assassinate Prince Bismarck. That despatch laid down a general principle applicable at all times to all civilized nations. It was because he believed that principle was novel, erroneous, mischievous and likely to become dangerous that he ventured to call attention to the subject. The correspondence in question had been handed by the Prussian Government to Her Majesty's Government, and it had been laid on the table of the House. The attention of their lordships was, therefore, most legitimately invited to this correspondence. If no notice were now taken of the general principle laid down in that correspondence it might be objected hereafter by way of answer to any complaint, that that principle was erroneous, that nothing was said upon the subject when the correspondence was laid upon the table. The principle laid down in the despatch of the Prussian Government was that a State ought not to permit its subjects to disturb the internal peace of another State — that it ought to take care that it was in a condition to fulfil its international obligations. The correspondence showed, that Prussia did not complain that an attempt was made in Belgium to cause a physical disturbance of peace in Prussia. The Prussian Government complained to the Belgian Government, that it did not restrain publications, which tended to disturb the internal peace of Prussia. Now the remedy of a State that complained of publications in another State tending to disturb the internal peace of the complaining State was in its own hands; it could prevent such publications from reaching its own territory. The effect of adopting the proposition he was asking the House to

consider would be to destroy the public opinion which had of late years grown up in Europe and from which great advantage had arisen. It was not proposed merely, that a State might be asked to put a check upon free expression of opinion within its dominions, but the matter was to be elevated into an absolute duty, from which there was no escape, no matter what the occasion or circumstances might be. The law, as it stood at present, was, in his opinion, quite sufficient to meet all reasonable demands. If a foreign power conceived, that the municipal law had been broken to its detriment by a subject of any other State it could bring the circumstances before the Government under whose laws the offender lived, and if the offence was proved demand the punishment of the offender. This surely ought to be sufficient to meet all ordinary cases. In this country offences of all kinds were tried by juries; but if the proposition laid down by the German Minister were made an international obligation, the whole system would have to be altered, for there were many offences that came within it for which English juries would not convict. In fact it would be necessary, if the principle laid down was to be acted upon to enact a law which would put down freedom. Further it came to this, that if England or any other State found it impossible either to make or to administer laws which would meet the views of the German Minister it would have to provide compensation for infringements. The whole of the results which would flow from an adoption of the principle laid down were, to say the least of them, novel, and he had been unable to find any precedent in the history of civilized nations to justify the adoption of the proposal. In 1802 Lord Hawkesbury, writing to the British Minister in Paris, in reference to libels alleged to have been written in England against the French Government, laid down the principle that the English Government would not interfere with the liberty of the subject by imposing any previous restraint upon publications of any description, but would take steps after publication, and if the offence was proved, to punish any offences that might be committed. The noble lord also pointed out if libels concerning France were published in English journals, the French Government had the power to prevent the circulation of such journals within their territory. In this country free comment was most beneficial, and no proposition to control or restrain it ought for a moment to be entertained. He hoped, therefore, that if ever a demand was made upon us similar to that which had been made upon the Belgium Government we should be perfectly free to meet it, and that no act on our part could be held to bind us to the principle in question. The noble and learned lord concluded by asking whether any application had been made to Her Majesty's Government to acquiesce in the principle he had referred to as one of international law, and, if so, with what result?

The Earl of Derby. — The question which the noble and learned lord has addressed to me is one which I have no difficulty in answering. No application has been made to Her Majesty's Government to acquiesce in the par-

Nr. 5501. Gross-britannien. 12. Juli 1875.

ticular principle of international law contained in the passage which he has quoted. The correspondence in which it occurs, relating mainly to the affair of Duchesne, was communicated to the British Government for information only. It was communicated in the first instance in a confidential manner, and at no stage of the discussion was any appeal addressed to us or any request made for our interference. I might say more — I believe that to the Belgian Government, at least, an offer of mediation would not have been acceptable, because that Government, taking from the first a very sensible and judicious view of the situation, desired nothing less than the raising of a small and easily-settled question into one of European importance. If we had thought that our good offices were necessary or desirable for the maintenance of good relations, they would have been freely offered; but we did not think so; and the result has justified what we did, or rather what we did not do, for the matter, so far as the Duchesne question is concerned, is disposed of, as I believe without leaving any unfriendly feeling on either side. As to the other question, I should be reluctant to raise a general or abstract controversy upon a passage such as that which the noble lord has quoted. In practical life we often find, that people arguing a case, whether in diplomacy, or in Parliament, or in courts of law, lay a foundation much wider and more extensive than is necessary to support the superstructure which they intend to raise. We have most of us heard sound and defensible conclusions supported by arguments of very questionable validity; and if I had to express an opinion on this demand, I should have looked to the substantial justice or injustice of the thing demanded, to the merits of the particular case which was being discussed, rather than to the precise words or arguments which happened to be used in discussing it. And I should the more readily have taken that course because the words quoted, as I read them, are so vague and general that they do not admit of judicial interpretation. (Hear, hear.) "A State ought not to permit its subjects to disturb the internal peace of another State." Very well; but what is disturbing the internal peace of another State? If the proposition is put in this way, — "All acts committed by the subjects of one State which have a tendency, however indirect and remote, to cause disturbance in another State, ought to be forbidden," — then it amounts to a claim so monstrous and unreasonable that one may safely affirm that it never has been put forward by European diplomacy, and that it probably never will be. To take an example: — The abolition of slavery in one country may have a strong tendency to disturb the internal peace of a slave-owning community in an adjoining country. A political revolution, in whatever sense it is made, tends, by the sympathy it creates, or by the alarm which it excites, to produce important changes beyond the frontier of the State in which it occurs. But no one has ever said, that in altering its own institutions a State was bound to take into account the effect which such change might have on its neighbours. That interpretation of the words must therefore be put aside

as extravagant. But if we put an opposite construction upon them — a construction which they will equally well bear and read them in this way, "There are some acts, tending to disturb the internal peace of another State, which by international law a State is bound on that ground to forbid" — if, I say, the claim is carried no further than that, it is a claim which, within certain limits, more or less defined, I conceive that every civilized Government has in practice admitted. (Hear, hear.) The difficulty, as I conceive, is where to draw the line; and it is a difficulty which I am afraid we shall not easily solve. We speak of international law, and it is a convenient phrase; but in the strict sense of the word, law presupposes the existence of a Legislature to make it, a judicial authority to declare and to define it, and an Executive to enforce the decisions of the tribunals. Now in the case of that assemblage of international usages which we call international law all these three conditions are wanting, and, as a natural consequence, it follows that though certain leading principles are universally admitted, yet in matters of detail you have nothing like the precision and accuracy which distinguish, or at least ought to distinguish, law, as framed by a national Legislature and interpreted by a national tribunal. These are my two reasons for not undertaking to criticize the language of the German Government which has been read. In the first place, I have never been required, for any practical object, to do so; in the next place, I cannot take on myself to say exactly what they mean. I agree in much that has been said, but it is not at all clear to me, that the German Government would put the construction on its words which is put upon them. If I rightly understand the doctrine laid down by the noble lord, there is one part of it to which I should hesitate before giving an unqualified assent. The noble lord seemed to lay it down as an abstract and general proposition — and I did not understand him to admit exceptions to it — that each State is necessarily supreme in the making of its own municipal law, and that no other State has a right to call upon it to make alterations in that law. That doctrine no doubt represents the general rule, but if laid down unconditionally it seems to me open to criticism, because it shuts you up to the conclusion that every State must be the sole judge for itself what its international duties are. Now, that is equivalent to saying that there are, or soon will be, as many different systems of international law as there are independent States; and that, again, is very much like saying that there is no such thing as international law at all. It seems to me, speaking with great deference, that, if a State lies under recognized international obligations towards another State, it is no answer to a charge of non-fulfilment of those duties that they were not fulfilled because municipal law did not allow of their fulfilment. The State aggrieved might surely reply to that plea: "What is that to us? If your law is defective you can mend it; but the badness of your municipal legislation does not lessen our rights or our claims as against you". Once admit that no nation

Nr. 5501. Gross-britannien. 12. Juli 1875.

can be called upon to amend its internal laws, however defective, by any other nation, and you put an end to all international compacts. For, on that hypothesis, a State, wishing to free itself from an inconvenient obligation to another State, has nothing to do except to alter its own laws in such a manner as to make the fulfilment of that obligation impossible, and then, according to the theory, the obligation itself ceases. Surely that is very like saying, that no State is ever to be bound to anything, and then what are treaties worth? As regards the practical conclusions which the noble and learned lord draws, I don't know that there is much difference between us. That one foreign Government should call on another to silence its Press or its public speakers is an act which has always excited and, I hope, always will excite, a general feeling of sympathy and of indignation in this country. (Hear, hear.) But, as I conceive, that feeling arises not so much from attachment to any particular principle of international law as from a conviction that the act in question is arbitrary, is oppressive and is injurious to civilization. We believe free speech and free writing to be essential elements of civilization, and we therefore regret and resent their suppression anywhere. (Hear, hear.) We hold, moreover, that any State can protect itself, if it pleases to do so, against foreign journalism or foreign writings. It can exclude them more or less completely from its own territory, and any interference beyond its frontier is therefore unnecessary and vexatious, as well as unjust. We believe, that comments on the conduct of contemporary statesmen have great utility and value. But in saying this I must ask your lordships to remember, that we are discussing a contingency which has not occurred, and which very probably may not occur. We have no reason to suppose, that any attempt will be made to silence by menace the Belgian Parliament or Press. That being so, and the question in the present state of affairs being purely speculative, I think your lordships will excuse me, if I do not say more on the present occasion. (Hear, hear.)

Nr. 5502.

GROSSBRITANNIEN. — Aus der Sitzung des Oberhauses vom 26. Juli 1875. — Antrag von Lord Stratheden, betreffend die Handelsverträge der Donaufürstenthümer.

[Nach den Times.]

Nr. 5502. Gross-britannien. 26. Juli 1875.

Lord Stratheden and Campbell called attention to the identic Note of Austria, the German Empire and Russia to the Ottoman Porte of the 20th of October, 1874; to the reply of the Ottoman Porte of the 23d of October, 1874; and to the correspondence recently presented on the subject.

The noble lord said the general effect of carrying and acting upon the resolutions which he had placed upon the paper would be effectually to restrict and neutralize an infraction of the general arrangement of 1856, which the noble lord the Secretary of State for Foreign Affairs had condemned, and which in the case of one Power he had succeeded in averting. He contended, that we should have been justified in interfering, and that there was ample opportunity to interfere, both before and after the identic Note. On the 19th of April last, while the attitude of Austria was undetermined, he suggested to the noble lord (Lord Derby) the production of certain documents which were likely to influence the statesmen of Vienna against taking the final step; but the noble lord did not entertain that proposition and events had proved him to be in the wrong. It was erroneous to suppose, however, that the whole matter was now concluded. Neither Russia nor Germany, notwithstanding their participation in the identic Note, had yet done anything, and he believed the resolutions he was about to propose would be useful in localizing the mischief. Though he was aware from the course of public business, that the House frequently found itself plunged into details which might more properly be discussed by a Vestry or a School Board; yet it did not follow, that it should forget its high mission as a guardian of great interests, and it was therefore with confidence he begged to move the following resolutions: —

"That this House concurs with Her Majesty's Government as to the illegality of the demand addressed to the Ottoman Porte by the three Powers in their identic Note of the 20th of October, 1874, and that this House regrets that no effectual measure seem to have been taken to prevent or to retard the definitive conclusion of Treaties between Austro-Hungary and the Danubian Principalities."

The Earl of Rosebery said he did not wish to complain of the delay which had occurred in the presentation of the papers, which the noble earl the Secretary of State for Foreign Affairs promised on the 25th of February last should be laid on the table of the House in the course of a few weeks, although that delay seemed to him to be somewhat unusual. It was, however, fully compensated for by the contents of the papers themselves, for he did not believe that so many extraordinary propositions had ever been contained in so small a compass. Some time last year, it appeared, a demand was addressed by Austria to the Porte for the right of concluding an independent Commercial Treaty with Roumania, and several propositions were laid down by Count Andrassy with respect to Servia, which, by some misapprehension, he omitted to prove. The question was complicated by a very extraordinary paper that was brought before the Foreign Office, and which was signed by Prince Ghika, in which it was asserted that a modification of the Customs system of the Principalities could only be effected in virtue of a special convention concluded between Roumania and a Foreign Power. That was a most illogical and untenable proposition. It might be alleged, that the material

Nr. 5502. Gross-britannien. 26. Juli 1875.

interests of Roumania and those of the Ottoman Porte were distinct; but the Porte itself acknowledged that to be so, and it promised to consult with the Principalities in regard to their distinct interests and to accede to any special arrangements which might be necessary for them. All that the Porte required was that the Principalities should not assume a power which did not belong to them. It was clear, that the noble earl (of Derby) regarded the Convention with Roumania as utterly indefensible, for he had declared that Her Majesty's Government were convinced that the pretensions of Roumania were inconsistent with the terms of the existing Treaty, and that they could not believe that any of the Powers which had signed the Treaty of Paris would infringe that important international instrument. That vigorous language, however, had not been backed up by any vigorous action. In another despatch the noble earl let down the three Powers in rather an easy manner, remarking that too much importance should not be attached to the political aspect of the question, which lost much of its significance from the declaration of those Governments that they had no intention to weaken the ties which bound the Principalities to Turkey. The direct action of the three Powers in negotiating with the Principalities had done as much as could possibly be done to sever those ties; and if Her Majesty's Government were satisfied that the three Powers had no intention of doing what they actually had done, diplomatic action would seem to be useless. It was clear, that the object of those Powers could not be a merely commercial one, because such an object could have been attained with the consent of the Porte. The noble earl had proposed a conference; but the proposal was at once declined by those Powers, which shewed that their object was not commercial only. They must have had in view a political object of some sort. He did not pretend to offer an opinion as to what that political object was. The noble earl had suggested several methods by which, without detriment to the authority of the Porte the commercial objects professedly aimed at might have been attained; but the German Ambassador declared, with the frankness that characterized the diplomacy of his nation, that the positive interests of his country could not be endangered by questions of mere form, holding that she had a right to conclude a direct special Customs Convention with the vassal Provinces of Turkey. The Turkish Government had not been treated with common courtesy, and whatever might have been the object of those proceedings, their result was perfectly obvious. A great change had occurred in the Eastern question, and it could not be doubted that, if the Principalities possessed the right of making independent Treaties, their position was essentially altered. Nor could it be denied that, if Treaties were ridden rough shod over in that manner on the plea of material interests, which were undefined, danger must arise both to the peace of nations and to the security of Europe. (Hear.)

Lord Hammond (who was indistinctly heard) said that, if they sanctioned

the pretension of the Principalities to conclude commercial conventions, they would sanction that which was entirely inconsistent with the suzerainty of the Sultan, and which was wholly without warrant. The three Powers rested the demand addressed by them to the Porte upon the terms of the Treaties of 1856 and 1858; the Firman of 1866 and the Treaty of 1856 declaring that the Principalities should continue to enjoy under the suzerainty of the Porte the privileges and immunities they then enjoyed, including full liberty of worship, legislation, commerce and navigation. He believed, that on many occasions the Principalities had entered into arrangements with the Governments of neighbouring Powers without applying for the consent of the Porte, and the present complaint of the Porte hardly came with a very good grace when it was remembered that, in the words of our late Consul-General in the Principalities, "with regard to Consular jurisdiction, that treaties and capitulations were virtually a dead letter" there. If now the Porte held the Principalities to the Treaties, it should also have required them not to depart from those Treaties where the interests of the Powers were concerned. He believed, that the Customs tariff had never been strictly observed in the Principalities, and in various existing Treaties it was not made imperative upon the Powers to ask the assent of the Porte for any arrangements they might make with States under the suzerainty of the Porte. In his opinion, too, it was very inopportune on the part of the Porte to raise these doubtful questions. The Government of the Porte were sure to be met by rejoinders which were more or less wellfounded, and which might weaken the position of the Porte when it came by-and-by to apply for the assistance of the Powers in matters of graver interest. He thought the Porte should rest satisfied with the assurance — a valuable one — given it by the German Ambassador — that Germany had given and would give no encouragement to any designs which would bring about the separation of the Principalities from the Turkish Empire or would injuriously affect the position and rights of Turkey. The House would, in his opinion, be hardly justified in imputing to the Powers that they were open to the charge brought against them by the noble lord; and with regard to the resolution expressing the regret of the House, "that no effectual measures were taken to prevent or retard the definitive conclusion of a Treaty between Austro-Hungary and the Danubian Principalities", such a resolution would be equivalent to a vote of censure upon the noble earl the Foreign Secretary, who, he though, did not deserve it. In conclusion, he wished to say a few words upon the desire of the Principalities to separate themselves from Turkey. Such a desire on their part was no secret, but was very unwise. Practically they were now in the enjoyment of independence, commercially and otherwise; but directly they withdrew themselves from the guarantee which at present secured to them this *quasi* independence they would have little chance of long remaining an independent State. Russia might, perhaps, hold her hand from a feeling of grace and from religious

Nr. 5502. Gross-britannien. 26. Juli 1875.

sympathies; but the temptation would be strong, and incorporation with that Empire would bring Russia on the Danube, from which it was the object of the Treaty of 1856 to exclude her. On the other hand, nothing could be more fatal to Austria than any encouragement given to the Principalities to shake off their connexion with Turkey. Austria must know that, if they did so, they would be either incorporated with Russia, or, if they remained independent, would seek to extend their power by incorporating with themselves some of the neighbouring Austrian Provinces. Community of origin would be a great temptation on the part of some of these Provinces to coalesce with the Principalities; but he did not think it could be the wish of any Englishman, that Austria should be weakened by the severance of any other portion of her Empire. (Hear, hear.)

The Earl of Derby. — Before I say anything else on the subject, I hope I may be allowed to congratulate your lordships on having heard the opinion, expressed I believe for the first time, of that member of your lordships' House who of all who sit here has the largest and longest experience of the foreign affairs of this country. (Hear.) I do not, however, entirely agree with the conclusions of my noble friend who spoke last. Still, although I am compelled to dissent from his conclusions, I think that point of view from which he regards the question supplies a very useful and necessary corrective to the exaggerated apprehensions of the noble lord who moved this resolution — apprehensions which were I think to some extent shared by the noble earl who succeeded him. The noble lord who moved the resolution complained, that an unreasonable delay had occurred in the production of the papers, and that there had been a violation of a promise on my part. It is quite true, that some delay has occurred; but it has arisen from two causes. I kept the papers back partly in the hope, that before they were laid upon the table we might have arrived one way or the other at a definitive settlement of the question, in which event the correspondence might have appeared in a more complete form than it actually does appear, and partly they were kept back for the purpose of consulting on the question of publication the other parties to the correspondence, without whose consent I could not fairly lay them upon the table. But so far as my recollection serves me, though I may have spoken in general terms of laying the papers on the table, the only promise I gave to the noble lord was that they should be laid upon the table in time for a discussion during the present Session. They are upon the table now, and the noble lord has brought the subject forward for consideration at least a fortnight, I am afraid, before the time when we may hope to look forward to the close of the Session. Therefore, I think the noble lord cannot fairly complain, that the pledge I gave has not been fulfilled. (Hear, hear.) I will now pass to the substance of the noble lord's resolution. The motion of the noble lord is in effect a vote of censure of the Government. He asks you to express regret, that certain things have not been done.

Lord Stratheden and Campbell interposing, explained that what he said was not that certain things had not been done, but that we could not see that they had been done.

The Earl of Derby. — I put the interpretation which I think most people would put upon the motion. (Hear, hear.) The noble lord is of course quite free to understand his own resolutions as he thinks fit. The question, however, is not what the noble lord intends, but what his words imply. One of his resolutions implies that certain steps, if they have not been taken, ought to have been taken. Now, I do not think your lordships will, upon the statement which you have heard, endorse that view, and if a division is called for I shall appeal with confidence to noble lords on both sides to reject it. In answering the noble lord I shall not go back to the partition of Poland nor discuss the expediency or otherwise of forming a close alliance with Russia. How does the matter stand? The whole story is told in these papers, and I shall recapitulate it very briefly. The Government of the Principalities on the one hand, and the three Governments of Austria, Russia and Germany on the other, desire to conclude commercial conventions with one another. The Government of the Porte objects on the ground that such conventions are not within the right of the Government of the Principalities to contract without sanction from Constantinople. We and the French Government agree with the Porte in the construction which we place upon our treaty obligations. The three Governments of Eastern Europe, on the other hand, regard such conventions as within the right of autonomy which the Principalities confessedly enjoy. They accordingly proceed to make their convention, and the noble lord is of opinion that we ought in some way, which he does not explain, to prevent that transaction from taking place. Let me remind the House within what very narrow limits this question really lies. It is admitted on all hands that the Roumanian Government has not the right to make treaties properly so-called — treaties of a political character dealing with general interests. It is equally admitted, that there is a certain class of conventions with neighbouring States which the Roumanian Government is entitled to make by the Firman of 1866. And that disposes of his argument. The whole difference between the two parties in this dispute consists in this — whether commercial conventions such as are now proposed come within one category or the other. We think they are excluded, for reasons which I will not dwell upon; the noble lord accepts them as valid. The Austrians think they are included, grounding themselves mainly on the right of the Principalities to make their own internal financial arrangements, and on the words of the Firman of 1866. Now, is this a question which can be treated as one of European magnitude and importance? It can only be important in one of two ways, either as regards its immediate practical results or as a step to the ultimate separation of the Principalities from Turkey. As to the practical results, they are none. I am not authorized to

Nr. 5502. Gross-britannien. 26. Juli 1875.

say that, if the consent of the Porte had been asked to the making of these conventions, it would have been conceded without difficulty; but I believe that to be the case. The commercial arrangements of Roumania have no interest for Turkey. The Roumanian exchequer is separate from that of Turkey; a surplus there is of no assistance to the Sultan, and a deficit there is of no importance, so long as the very small tribute to which Roumania is liable continues to be punctually paid. In fact, one argument against these conventions is that they are utterly unnecessary. If the Roumanian authorities like to reduce their Customs duties to the lowest point, they can do it. Nobody will object and nobody will interfere. If they like to raise them within certain limits to which they are bound by European Treaties, they can equally do so. They can make, and they have made, informal understandings with other States as to rates of duty to be levied, and they might have continued to do so. As regards material and practical results, it makes absolutely no difference which way this matter is settled. Well, then, is the conclusion of these Conventions a step to ultimate independence? I will be entirely frank. The Principalities, no doubt, have drifted in the course of the last 20 years into a position different from that which was made for them by the Crimean War. That is only saying that the Crimean War was waged 20 years ago. The Roumanians, as a people, are stronger and more united now than they were then. They may indulge in dreams of a possible future; but I shall be surprised, if they take any steps to realize those ideas, and for this reason. I don't apprehend that, stopped by Treaties, Italy was made in violation of recent Treaties. The only security they have for self-government, or even for existence, lies in the European guarantee which, as a part of the Ottoman Empire, they enjoy. So long as they remain in name a dependency of Turkey they are secure, as far as Treaties can make them so, against the risk of being absorbed in any other State. They are not strong enough to stand alone, and they know it. I do not think, therefore, they will risk the forfeiture of the guarantee which now protects them. And I cannot doubt that they clearly understand the situation. That guarantee was not granted to the Principalities for their own sakes. It was granted to them as forming a part of the general system of the Ottoman Empire. So long as they remain within that Empire, they have a right to it, and no longer. I do not think they will be in haste to break off a connexion which is not galling or humiliating and which leaves them complete internal freedom either for the sake of being absorbed in any more powerful State or for the bare chance of being able to maintain a precarious independence, exposed to danger from every quarter, and without having a claim on the protection or friendship of any Power. That state of things I consider affords the best security we can have for the maintenance of the *status quo*. As for this small matter of the Conventions, it leaves things in substance where they were. The Roumanian people, at any rate, do not consider that they have gained a

diplomatic victory, for we hear of the supplanting of the Government and of discontent and agitation at Bucharest, which does not look as if the Government were considered to have accomplished a national success. It may be that by better management on both sides this dispute might have been averted. I think that was possible, and in despatches I have indicated more than one way in which it might have been done. But the time for that is past, not by the fault of England. And now it only remains to consider in what way the actual result could have been averted. On that point the noble lord has given us no information. He does not suppose, that we ought to have broken off relations with the three Powers because of this difference. Ought we to have withdrawn from the guarantee of Roumania? But that would be only injuring ourselves unless other Powers took the same course. My noble friend has suggested several remedies for the state of things which he desires to see put to rights. He has said, that we might have laid the papers relating to the matter before Parliament, and that we might further have appealed to the good faith of the other Powers interested in the question, in the belief that publicity and discussion would have changed the course of the question. We might have made more noise and written excited despatches about the observance of Treaties; but what would have been the result of a course of conduct such as this? They would have said: "Your morality is excellent; but while we have as much respect for Treaties as you have, we have our own method of interpreting them". If we had endeavoured to create out of this a great European question, we might certainly have succeeded in making ourselves ridiculous; but we should have done no good to the Porte, and I do not think we should have been thanked for our trouble. (Hear, hear.) Whatever is still possible to smooth over the difficulty and to save the dignity of the Porte shall be attempted; but I believe at this moment the Turkish Government, which certainly is mainly concerned, is not only satisfied, but grateful for the line we have taken. I do not think, therefore, that your lordships will be more Turkish than the Turks themselves, and censure us for results which we did not bring about, and which as far as I can see no language or action on our part could have averted. (Cheers.)

The Earl of Kimberley agreed with the noble earl opposite in deprecating the use of violent language or the adoption of what would be called a rash or ill-judged course in reference to this matter. He agreed in thinking that it would be the greatest possible mistake to erect the subject which had been brought forward by the noble lord into a great European question. He would not for a moment presume to set up his opinion on a question of the interpretation of Treaties against the view which might be held by the Foreign Office. On the other hand, he thought great weight ought to attach to the views which had been expressed by the noble lord (Hammond), who was for so many years Under-Secretary of State for Foreign Affairs. Looking

Nr. 5502. Gross-britannien. 26. Juli 1875.

at the question by the light of the Firman which was issued by the Porte, he was in considerable doubt whether the commercial arrangements which had been entered into by the Principalities were such as they were excluded from making by their general relations with the Porte. It would in his opinion be idle to address strong language to the other Powers because their views on these points differed from those entertained by Her Majesty's Government. The general position of the Principalities was of a very artificial character. For many years past they had endeavoured to set themselves up as something greater than they really were, and in all probability they would continue in the same course. This being so, he thought it fair to regard the question as one concerning which the principle of self-interest would weigh with the Principalities and prevent them from going as far as some persons thought them likely to go. The Principalities were not likely rashly to sacrifice a position in which they would lose the advantages of an European guarantee and become a mere shuttlecock between two great Powers. (Hear, hear.) On the whole he thought the noble earl opposite (Lord Derby) had taken a very prudent course in advising the Porte not to attach exaggerated importance to the question in its present position, but to suffer it to be looked upon as a question of arrangement between neighbouring States, and not as one involving great questions of Treaty obligation and likely to imperil the arrangement made in 1856 with regard to the whole question. (Hear, hear.)

Lord Stratheden and Campbell, in replying, stated that the course which in his opinion the Government ought to have pursued, was to have addressed a despatch to Austria pointing out the special grounds on which it was desirable to avoid seriously wounding the authorities at Constantinople. He consented to withdraw the second resolution, but pressed upon the Government the acceptance of the first.

The Earl of Derby hoped the noble lord would withdraw his first resolution also, and rest satisfied with the discussion which he had called forth. (Hear, hear.)

Lord Stratheden and Campbell still declining to withdraw his first resolution.

The previous question was put by the Lord Chancellor, and agreed to without a division.

Nr. 5503.

GROSSBRITANNIEN. — Thronrede der Königin bei Schluss der Session am 13. August 1875; verlesen von den königlichen Commissarien.

My Lords and Gentlemen,

Nr. 5503. Gross-britannien. 13. Aug. 1875.

I am happy to be enabled to release you from your attendance in Parliament. The relations between myself and all Foreign Powers continue to be cordial, and I look forward with hope and confidence to the uninterrupted maintenance of European peace. The visit paid to this country, on the invitation of my Government, by the Ruler of Zanzibar, has led to the conclusion of a Supplementary Convention, which, I trust, may be efficacious for the more complete suppression of East African Slave Trade. I have learnt with deep regret, that the Expedition despatched by my Indian Government from Burmah, with a view to open communications with the Western Provinces of China, has been treacherously attacked by an armed force while on Chinese territory. This outrage, unhappily involving the death of a young and promising member of my Consular Service, is the subject of careful inquiry, and no effort shall be spared to secure the punishment of those by whom it was instigated and committed. The condition of my Colonial Empire is generally prosperous. Progress has been made in the settlement of questions affecting the Constitution and Government of Natal; and I confidently look for important and valuable results from the proposal for a Conference of the South African Colonies and States.

Gentlemen of the House of Commons,

I thank you for the liberal supplies which you have voted for the Public Service.

My Lords and Gentlemen,

It is gratifying to me to find, that the lengthened consideration you have given to the various Statutes which have, from time to time, been passed for the preservation of peace in Ireland has resulted in a measure which, while relaxing the stringency of former enactments, is calculated to maintain the tranquillity of that country. I have, with pleasure, given my assent to an Act for facilitating the improvement of the dwellings of the working classes in large towns, which will, I trust, lead to the decrease of many of the principal causes of disease, misery and crime. I feel sure, that this legislation, together with that relating to the Consolidation and Amendment of the Sanitary Laws, and of the Laws relating to Friendly Societies, will greatly promote the moral and physical welfare of my people. It has afforded me much satisfaction to give my assent to two important Statutes for the amendment of the Acts relating to Master and Servant and Trade Offences, and of the

Nr. 5503. Gross-britannien. 13. Aug. 1875.

Law of Conspiracy as connected with these offences — Statutes which will, I trust, place the relations of employers and employed on a just and equal footing, and add to the contentment and goodwill of large classes of my subjects. || Among the enactments which you have passed for the improvement of the law, I am well pleased to observe that a comprehensive measure for simplifying the title and facilitating the transfer of land in England has taken its place in the Statute Book; that an Act has been passed for the amendment of the Law of Entail in Scotland; and that you have made provision, by amending the Judicature Act of 1873, for bringing the great changes in my Civil Courts, and their procedure which it inaugurated, into immediate and practical effect. || The state of public business and the differences of opinion naturally arising on a varied and comprehensive scheme have unfortunately prevented you from completing the consideration of the Merchant Shipping Bill, but I rejoice that you have been able, by a temporary enactment, to diminish considerably the dangers to which my seafaring subjects are exposed. || By the Agricultural Holdings Act you have greatly and beneficially enlarged the powers of owners, limited in interest, to offer to their tenants a sufficient security for judicious outlay upon the farms they occupy, and, while maintaining absolute freedom of contract, you have raised a presumption of rights, under which a new inducement will be given to expend capital upon the improvement of land. || I have every reason to hope that the progress of the Revenue which has marked recent years will be fully sustained in the present. The arrangements which you have made with respect to the reduction of the National Debt, and those for the better regulation of Loans for Public Works, will lead to valuable improvements in our system of Imperial and Local Finance. || The enactment for a Registration of Trade Marks will supply a deficiency that has for some time been felt in our commercial system. || I trust, that the Act constituting a new Bishopric at St. Albans may prove advantageous to the vast population of the dioceses affected by the measure. || In bidding you farewell for the Recess, I pray that the blessing of Providence may fall on your recent labours, and accompany you in the discharge of all your duties.

Suezkanal-Angelegenheit.*)

Nr. 5504.

FRANKREICH. — Botschafter in Constantinopel (Graf Vogüé) an den Min. d. Ausw. (Duc de Decazes). — Mittheilung des viziriellen Schreibens an den Khedive über das Resultat der internationalen Commission.

[Extrait.]

Péra, le 31 décembre 1873.

Nr. 5504. Frankreich. 31. Dec. 1873.

Monsieur le Duc, le Gouvernement ottoman vient de porter à la connaissance de Son Altesse le Khédive d'Egypte le résultat des travaux de la Commission internationale du tonnage. J'ai l'honneur de vous adresser ci-annexée la copie de la lettre vizirielle qui renferme cette communication. Veuillez agréer, etc.

Vogüé.

Beilage.

Son Altesse le Grand-Vizir à Son Altesse le Khédive.

Faisant suite à mes communications précédentes, j'ai l'honneur de faire parvenir à Votre Altesse, en double exemplaire ci-joint, les procès-verbaux et le rapport final de la Commission internationale pour le tonnage, qui vient de terminer ses travaux. Ainsi que Votre Altesse voudra bien le relever de la lecture de ces documents, toutes les questions relatives au tonnage ont été résolues de manière à faire disparaître dans l'avenir toute incertitude d'interprétation et toute objection. | Indépendamment du règlement de ces points, règlement qui fixe la base du droit de péage à percevoir par la Compagnie

*) Die hier aus dem französischen Gelbbuche vom November 1875 mitgetheilten Actenstücke schliessen sich den in Bd. XXVI aus dem österreichischen Rothbuche gegebenen an. A. d. Red.

Nr. 5504. Frankreich. 31. Dec. 1873. du canal de Suez, Votre Altesse trouvera, dans les procès-verbaux et dans le rapport final susmentionnés, les détails d'un avis exprimé par la Commission internationale sur une transaction destinée à régler le mode de perception des taxes. Les dispositions de cette transaction ont été adoptées en vertu d'autorisations spéciales. | L'avis émis sur ce point ayant été exprimé à l'unanimité par la Commission internationale et approuvé par la Sublime Porte, Votre Altesse est invitée à en entretenir la Compagnie du canal. | Dans tous les cas, il est essentiel que les droits soient perçus sur la base du *net tonnage* établi par la Commission internationale dans un délai de trois mois, qui donnera un temps suffisant pour se concerter sur toutes les mesures relatives à la mise à exécution de la transaction conseillée par la Commission internationale.

Nr. 5505.

FRANKREICH. — Botschafter in Constantinopel an den Min. d. Ausw. — Gegenproject des Hrn. v. Lesseps gegen den Vorschlag der internationalen Commission.

[Extrait.]

Péra, le 17 février 1874.

Nr. 5505. Frankreich. 17. Febr. 1874. Monsieur le Duc, j'ai reçu de M. de Lesseps communication du projet ci-annexé, qu'il voudrait substituer à la transaction recommandée par la Commission internationale de Constantinople, et qui n'en diffère, du reste, que par la durée de la surtaxe et les bases de l'échelle décroissante. | Je ne puis que regretter de voir M. de Lesseps se refuser à accepter purement et simplement les bases de la transaction, telles qu'elles ont été posées par la Commission. Il me semble que c'est pour nous une question de loyauté, après avoir accepté la décision finale de la Commission, de ne pas aider M. de Lesseps à s'affranchir de l'exécution des mesures qu'elle comporte. Il est bon, cependant, de constater que, dans les deux premiers articles de son contre-projet, le Président de la Compagnie de Suez accepte les deux points principaux des décisions de la Commission de Constantinople: 1. le système de tonnage tel qu'il y a été formulé, et 2. le taux des surtaxes qui y ont été consenties. Mais l'article 3, au lieu d'admettre que la décroissance de la surtaxe commencera à partir du jour où le tonnage des navires transitant par le canal atteindra le chiffre fixé par la Commission, ne fait partir cette décroissance que du moment où les actionnaires de la Compagnie seront remboursés de leurs coupons arriérés et où les recettes de la Compagnie seront suffisantes pour exécuter certains travaux évalués à trente millions, et pour assurer un revenu annuel de 8 p. % du capital-actions. En substituant

ainsi à une échelle de tonnage une échelle de recettes, M. de Lesseps s'expose à voir les Puissances étrangères demander à intervenir dans l'évaluation des ressources de la Compagnie comparées à ses dépenses, c'est-à-dire dans l'administration intérieure de la Compagnie, au lieu d'avoir à constater seulement un fait matériel, le montant du tonnage. | Veuillez agréer, etc.

Nr. 5505. Frankreich. 17. Febr. 1874.

Vogüé.

Nr. 5506.

FRANKREICH. — Botschafter in Constantinopel an den Min. d. Ausw. — Abschlägige Antwort der Pforte auf das Gegenproject des Hrn. v. Lesseps.

[Extrait.]

Péra, le 11 mars 1874.

Monsieur le Duc, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de deux lettres adressées par le Grand-Vizir au Vice-Roi d'Égypte pour faire connaître à Son Altesse l'opinion de la Sublime Porte concernant le contre-projet que M. de Lesseps voudrait substituer à la transaction recommandée par la Commission internationale de Constantinople. || Agréez, etc.

Nr. 5506. Frankreich. 11. März 1874.

Vogüé.

Beilage 1.

Son Altesse le Grand-Vizir à Son Altesse le Khédive d'Egypte.

Le 7 mars 1874 (18 moharrem 1291).

Altesse, j'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Altesse, en date du 17 zilhidjé 1290, ainsi que la lettre y incluse de M. de Lesseps en réponse à la communication adressée à Votre Altesse, le 22 zilcadé 1290, au sujet des travaux de la Commission internationale pour le tonnage. | Dans sa susdite lettre, M. de Lesseps formule les termes de la proposition qu'il se déclare prêt à soumettre à l'adoption de l'Assemblée générale des actionnaires de la Société du canal. Il y joint certains documents qui donnent le chiffre des dépenses que pourraient nécessiter certains travaux supplémentaires à entreprendre dans l'intérêt de la navigation. || La proposition de M. de Lesseps s'écartant sur des points essentiels de celle qui avait été formulée par la Commission internationale, je crois nécessaire, afin d'éviter tout malentendu, de me reporter à la teneur de la communication du 22 zilcadé. | Dans cette communication, il avait été établi que la Commission internationale, en

Nr. 5506. Frankreich. 11. März 1874.

considération des instructions de la Sublime Porte, dont M. de Lesseps lui-même a fait une appréciation bien favorable, avait fixé, avec l'autorité qui n'appartenait qu'à elle seule, la base du droit du péage à percevoir par la Compagnie du canal. En même temps, Votre Altesse était invitée à porter à la connaissance de la Compagnie l'avis émis, grâce au concours unanime des volontés des diverses Puissances maritimes, sur un arrangement d'un caractère spécial. Dès lors, il est aisé de comprendre qu'il serait impossible à la Sublime Porte de revenir sur aucun de ces points. Toutes les améliorations suggérées dans l'entretien du canal peuvent mériter l'attention du Gouvernement impérial. Mais la Sublime Porte ne saurait entreprendre de le recommander à l'appréciation des intéressés que lorsque la question du péage aura d'abord cessé de faire difficulté, et qu'ensuite les améliorations auront été formulées par la Compagnie d'une manière suffisamment motivée. ‖ En conséquence, et conformément à l'esprit et à la lettre de la communication du 22 zilcadé, Votre Altesse est priée de donner connaissance de ce qui précède à la Société et de lui *réitérer l'assurance* que, dans le cas où, avant l'expiration du délai trimestriel, elle n'aurait pas adhéré à la transaction proposée, le droit de péage sur les navires traversant le canal devra être perçu sur la base de 10 francs par tonneau, d'après le calcul du tonnage net établi par la Commission internationale.

Beilage 2.

Son Altesse le Grand-Vizir à Son Altesse le Khédive d'Egypte.

Le 7 mars 1874.

Par ma lettre de ce jour, je réponds à celle, par laquelle Votre Altesse me transmettait la réponse de M. de Lesseps à la communication qui lui a été faite des résultats de la Commission internationale. M. de Lesseps semble croire que la proposition de la surtaxe et la règle pour le calcul du tonnage net adoptée par la Commission ne font qu'un seul et même tout. Ma réponse, dans laquelle j'ai voulu éviter toute controverse, explique suffisamment qu'il y a là deux questions bien distinctes: qu'il dépend entièrement de la Compagnie d'accepter ou de refuser la transaction concernant la surtaxe, mais que sa décision sur ce point ne saurait exercer aucune influence sur le mode de calcul établi par la détermination du tonnage net. Dans le memorandum de M. de Lesseps, que Votre Altesse m'avait transmis précédemment par sa lettre du 16 zilcadé 1290, celui-ci semblait révoquer en doute la compétence de la Commission à résoudre une question que soulevaient les termes d'une concession accordée par le Gouvernement à une Compagnie, concession, disait-il, qui a le caractère d'un contrat. Je reconnais avec empressement la justesse de la réponse que Votre Altesse fit à M. de Lesseps, en lui faisant

savoir qu'elle transmettait son memorandum à la Sublime Porte. || La dernière lettre de M. de Lesseps indique qu'il a quitté le terrain, sur lequel il s'était placé dans son susdit memorandum, dont la date était d'ailleurs antérieure à celle de la lettre du 22 zilcadé. Il ne pouvait lui échapper que, même dans l'hypothèse où l'on assimilerait sa concession à un simple contrat, la Compagnie aussi bien que les représentants des intérêts maritimes s'en étant remis à l'interprétation de la Sublime Porte pour lever les difficultés qui avaient surgi sur l'explication de ce contrat, et la Porte ayant interprété la clause douteuse du contrat, nulle autre autorité n'aurait pu établir avec plus de compétence la règle technique qui devait terminer l'application de cette interprétation que la Commission internationale, qui représentait les lumières réunies de toute l'Europe. Toute discussion ultérieure paraissant donc superflue, Votre Altesse est invitée, ainsi qu'il est dit dans ma lettre en date d'aujourd'hui, à tenir la main ferme à l'exécution de la mesure qui prescrit la perception d'un droit de 10 francs par tonneau, d'après l'évaluation du tonnage net établi par la Commission, dans le cas où, avant l'expiration du terme de trois mois, indiqué par la lettre du 22 zilcadé, la Compagnie n'aurait pas notifié à Votre Altesse son adhésion à la transaction proposée.

Nr. 5506. Frankreich. 11. März 1874.

Nr. 5507.

FRANKREICH. — Botschafter in Constantinopel an den Min. d. Ausw. — Bericht über ein Aufschubgesuch des Hrn. v. Lesseps und über eine desfallsige Gesandtenconferenz in Constantinopel.

Péra, le 30 mars 1874.

Nr. 5507. Frankreich. 30. März 1874.

Monsieur le Duc, en réponse aux deux lettres vizirielles du 7 mars, M. de Lesseps a adressé au Khédive d'Egypte les deux lettres dont je joins ici le texte. Son Altesse s'est empressée de les communiquer à la Sublime Porte. || Il résulte de ces deux documents, d'une part, que le Président de la Compagnie du canal de Suez se soumet à la règle du tonnage élaborée par la Commission de Constantinople et imposée par le Gouvernement ottoman, tout en protestant contre le dommage que lui cause l'application de la taxe légale de 10 francs par tonneau de capacité établie d'après cette règle; d'autre part, que la Compagnie du canal repousse la transaction conseillée par la Commission internationale, et à laquelle avaient adhéré toutes les Puissances représentées dans le sein de cette Commission. || En informant la Porte de ces deux décisions, M. de Lesseps ajoute que le nouveau tarif basé sur le système de la Commission de Constantinople (ou système danubien) ne pourra être mis en vigueur que le 1er juillet, et il prévient le Gouvernement

Nr. 5507. Frankreich. 30. März 1874.

ottoman qu'il le rend responsable des pertes que subirait la Compagnie, si elle était obligée d'appliquer immédiatement le nouveau tarif sans avoir pu légalement compenser, par les moyens réguliers dont elle dispose, l'abaissement que cette modification amènera dans ses recettes, pertes évaluées, suivant M. de Lesseps, à 700,000 francs par mois. || Au reçu de ces documents, Rachid-Pacha s'est empressé de convoquer tous les chefs de mission pour les leur communiquer officieusement et leur demander leur avis. La réunion a eu lieu aujourd'hui. || Le Ministre a commencé par donner connaissance des pièces; puis il a déclaré que la Porte, prenant acte de la déférence avec laquelle M. de Lesseps se soumettait à ses décisions en matière de tonnage, était disposée à lui accorder le délai de trois mois qu'il demandait; mais qu'avant de répondre dans ce sens elle désirait savoir si cette mesure ne soulèverait pas d'opposition de la part des Puissances qui avaient concouru aux travaux de la Commission internationale. || L'Ambassadeur de Russie a déclaré, tant en son nom qu'au nom de son Gouvernement, qu'il n'avait aucune objection à élever. Quant à moi, avant d'aborder le fond de la question, j'ai demandé au Ministre de nous expliquer à quel titre il nous consultait. J'ai alors soutenu que les Puissances n'avaient aucune qualité pour s'immiscer dans les rapports du Gouvernement ottoman avec une compagnie ottomane, tant que celle-ci restait dans les termes de son acte de concession. Remontant dans le passé, j'ai fait allusion aux incidents de la Commission; j'ai rappelé comment cette réunion d'hommes spéciaux, convoquée pour un but technique, avait vu dévier son mandat jusqu'à être transformée en une sorte de cour de justice; j'ai ajouté que le Gouvernement français ne s'était pas associé à ces procédés et ne s'y associerait pas dans l'avenir; que, si pourtant la Porte persistait à admettre cette ingérence étrangère dans ses affaires intérieures, je me contenterais d'en prendre acte, afin de me prévaloir de ce précédent le jour où mon intervention serait nécessaire aux actionnaires français du canal, dont les intérêts étaient aussi respectables que ceux des armateurs anglais. || Je fis observer ensuite que la Commission de Constantinople avait accompli un double travail: en premier lieu, un travail technique qui avait abouti à une méthode de jaugeage; en second lieu, un travail de conciliation qui avait produit un projet de transaction pratique. La méthode de jaugeage avait été adoptée par la Porte, qui l'avait imposée à M. de Lesseps, lequel se soumettait: quant à la transaction, elle n'était nullement obligatoire. M. de Lesseps la repoussait et préférait s'en tenir aux termes de son firman; le rôle de la Commission et des Puissances qui l'avaient constituée était donc entièrement épuisé. Si l'application des termes du firman soulevait quelque difficulté entre la Compagnie et le Gouvernement concessionnaire, les voies de droit ne manquaient sans doute pas pour la résoudre; en tout cas, ce litige n'avait rien d'international, et je ne reconnaissais ni à moi, ni à mes collègues, aucune compétence pour le juger. || Le Ministre me répondit que la réunion n'avait aucun caractère officiel; qu'il avait désiré

s'éclairer des lumières des représentants étrangers; qu'on ne pouvait refuser au Gouvernement ottoman la faculté de consulter les Puissances plus intéressées que lui dans la question du péage du canal; que les résolutions de la Commission de Constantinople étaient l'oeuvre des Puissances; qu'en se les appropriant et en les imposant à la Compagnie de Suez, le Gouvernement n'avait fait que céder au voeu de la majorité: chacun savait qu'il n'avait pu agir autrement qu'il n'avait fait. Aujourd'hui encore, il était prêt à souscrire au désir de la Compagnie en lui accordant le délai de trois mois qu'elle demandait; mais il ne voulait pas le faire sans l'assentiment des Puissances qui avaient concouru avec lui à l'élaboration de la règle qu'il avait adoptée. || Je répliquai que je constatais avec un certain étonnement la pression qui avait été exercée sur le Gouvernement ottoman. Le Ministre avouait qu'il n'avait pas agi librement en imposant à la Compagnie les conclusions de la Commission, et qu'aujourd'hui encore, s'il était libre, il souscrirait aux demandes de la Compagnie; en un mot, le Gouvernement ottoman voulait abriter sa responsabilité derrière celle des Puissances. Il m'était impossible d'admettre cette théorie: à mon sens, la Commission n'avait eu qu'un rôle technique; une fois ce rôle rempli, elle avait disparu, et il ne restait plus en présence que le Gouvernement ottoman et une Compagnie ottomane. Le Gouvernement était libre d'accepter ou de rejeter les conclusions de la Commission; en se les appropriant et en les imposant à la Compagnie, il assumait seul la responsabilité des effets qu'elles produiraient; je maintenais l'incompétence des Puissances et les réserves que j'avais déjà faites à ce sujet. || Le Ministre d'Allemagne et le Chargé d'affaires d'Angleterre, chacun de leur côté, se dirent incapables, sans instructions spéciales, d'exprimer un avis sur la question; mais, se référant à leurs instructions générales, ils déclarèrent que leurs Gouvernements respectifs considéraient le Gouvernement ottoman comme engagé envers eux à faire exécuter les résolutions de la Commission de Constantinople. || Le Ministre d'Autriche-Hongrie s'attacha à réfuter, point par point, les lettres de M. de Lesseps, soutenant que l'article 17 du firman n'était pas applicable dans l'espèce, vu que l'adoption du système de jaugeage danubien n'était pas une modification du tarif, mais le retour à la légalité dont la Compagnie était sortie depuis dix-huit mois; assurant que le délai de trois mois demandé par M. de Lesseps n'avait pour but que de lui laisser le temps d'appliquer les surtaxes de pilotage et de remorquage, à l'aide desquelles il voulait combler le déficit de ses recettes; rappelant que M. de Lesseps avait, dès le principe, accepté l'interprétation qui serait donnée par le Gouvernement ottoman des mots "tonneau de capacité"; qu'il était donc mal fondé à protester contre l'interprétation que la Porte, éclairée par les travaux de la Commission, avait officiellement promulguée. Sa conclusion fut qu'il n'y avait plus lieu de faire aucune concession à la Compagnie; que trois mois de délai lui avaient été accordés à partir de la première notification; qu'à l'expiration de ce délai, c'est-à-dire dans le courant du mois prochain, la

Nr. 5507. Frankreich. 30. März 1874.

Compagnie, ayant repoussé la transaction, devait être tenue d'appliquer la taxe de 10 francs au tonnage net. || Une discussion assez animée et assez confuse s'engagea alors. Au bout de quelque temps, Rachid-Pacha se résuma en disant qu'il persistait à vouloir accorder à la Compagnie la faculté de n'appliquer qu'à partir du 1er juillet le système de jaugeage fixé par la Commission; mais qu'il attendrait, pour répondre au Khédive en ce sens, que les divers Gouvernements, consultés par le télégraphe, eussent donné leur adhésion. | Comme il est à prévoir que la majorité des Puissances répondra dans un sens défavorable à la Compagnie, je vous serais reconnaissant, Monsieur le Duc, de me faire parvenir vos instructions le plus tôt possible. || Quant au parti adopté par M. de Lesseps, je ne saurais en ce moment en apprécier la valeur, ni préjuger l'accueil que vous lui réservez. Je fais des voeux pour qu'en échangeant les réalités de la transaction pour les chances aléatoires d'une nouvelle campagne, il ait bien servi les intérêts de la Compagnie qu'il dirige. Puisqu'il a préféré se renfermer dans l'exercice pur et simple des droits qu'il tient de son acte de concession, il est à désirer, pour le succès de sa cause, qu'il se maintienne sur un terrain strictement légal et ne donne prise, par aucun côté, aux attaques d'adversaires décidés et vigilants. || Veuillez agréer, etc.

Vogüé.

Nr. 5508.

FRANKREICH. — Botschafter in Constantinopel an den Min. d. Ausw. — Die Pforte hat das Aufschubgesuch abgelehnt. [Télégramme.]

Constantinople, le 7 avril 1874.

Nr. 5508. Frankreich. 7. April 1874.

Le Conseil des Ministres a décidé qu'il y avait lieu de répondre au Vice-Roi d'Egypte de faire exécuter les ordres primitifs de la Porte, ceux qui fixent à trois mois, à partir de la première signification, la mise en vigueur du tonnage adopté à Constantinople. | Cette décision a été réclamée par les représentants d'Angleterre, d'Autriche, d'Allemagne et d'Italie.

Nr. 5509.

FRANKREICH. — Min. d. Ausw. an den Botschafter in Constantinopel. — Hrn. v. Lesseps wird gerathen, sich zu fügen.

Versailles, le 16 avril 1874.

Nr. 5509. Frankreich. 16. April 1874.

Monsieur le Comte, je viens de recevoir le rapport que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 30 du mois dernier, concernant l'affaire du canal

Nr. 5509. Frankreich. 16. April 1874.

de Suez; j'en ai pris connaissance avec un vif intérêt. Faisant suite à vos dépêches des 17 février et 11 mars précédents, il m'éclaire suffisamment sur la nouvelle phase dans laquelle est entrée cette affaire pour que je puisse aujourd'hui vous envoyer les instructions que vous avez déjà réclamées et que j'avais cru devoir ajourner momentanément, pressentant que les événements allaient se précipiter de manière à leur enlever toute actualité. || Bien qu'ayant manifesté, dès son retour en Egypte, les dispositions peu conciliantes qui avaient motivé l'appréciation contenue dans ma lettre à M. de Cazaux, en date du 3 février, M. de Lesseps s'était cependant décidé à accepter plusieurs des bases essentielles de la transaction recommandée par la Commission de Constantinople, à savoir: le système de jaugeage Moorsom combiné avec la méthode danubienne, la fixation de la taxe de transit à 13 et 14 francs suivant le cas, et le principe de la décroissance du tarif jusqu'à 10 francs. C'était principalement le point de départ de cette décroissance qu'il désirait faire modifier. Mieux éclairé sur ses véritables intérêts et sur le parti qu'il pouvait tirer du projet de transaction, il se serait empressé d'adhérer à ce projet, sous la réserve d'en discuter ultérieurement les conséquences: tout en regrettant qu'il n'eût pas agi de la sorte, je supposais néanmoins que la négociation pourrait se rouvrir sur ses propositions. N'était-il pas possible, en effet, d'admettre que le tarif temporaire auquel les Puissances avaient adhéré, pour faciliter à la Compagnie les moyens de faire face à ses engagements financiers, serait maintenu de manière à lui permettre d'amortir l'arriéré d'intérêts dû aux actionnaires? En outre, n'était-il pas de l'intérêt même du commerce maritime que ce tarif fût combiné de façon à assurer le prochain achèvement de travaux considérés comme le complément nécessaire de l'oeuvre du canal? On pouvait, enfin, prétendre que le mode de décroissance indiqué dans le contre-projet de M. de Lesseps devait être plus favorable au commerce maritime que le mode conseillé par la Commission: non-seulement, en effet, le Président de la Compagnie acceptait le chiffre de 50 centimes comme base de l'échelle décroissante, malgré le défaut de corrélation qui pouvait en résulter entre le mouvement du transit et celui des recettes, mais encore il consentait à ce que la taxe decrût chaque année, alors même que la navigation diminuerait dans le canal, tandis que, d'après le projet de la Commission, la décroissance devrait s'arrêter dès que l'augmentation du transit dans l'année n'aurait pas atteint le chiffre de 100,000 tonnes. || Quelque dignes d'examen, d'ailleurs, que me parussent les nouvelles bases de transaction que je viens de rappeler, je ne me suis dissimulé, Monsieur le Comte, ni la difficulté qu'il y aurait à faire admettre par les Gouvernements la prolongation du tarif temporaire au delà du terme primitivement convenu, ni les obstacles qu'allaient rencontrer quelques-unes des prétentions imprudemment formulées par M. de Lesseps; en outre, j'ai pensé, comme vous, que l'adhésion que nous avions donnée aux conclusions de la Commission nous faisait un devoir de nous abstenir de toute initiative. Je me proposais donc seulement, pour le

Nr. 5509. Frankreich. 16. April 1874.

cas où la Porte se déciderait à soumettre le contre-projet de M. de Lesseps à l'examen des Puissances intéressées, de seconder les démarches qu'elle pourrait faire pour les amener à modifier d'un commun accord les bases arrêtées à Constantinople. Les réserves dont nous avions entouré notre adhésion nous autorisaient à faire valoir, en temps opportun, certaines considérations d'équité qui avaient échappé à l'appréciation des délégués et auxquelles leurs Gouvernements pouvaient se montrer accessibles. || Mais cette éventualité ne s'est pas réalisée. La Porte a, par la lettre vizirielle du 7 mars, mis purement et simplement la Compagnie de Suez en demeure d'adhérer au projet élaboré à Constantinople, et d'appliquer, dès la fin de ce mois, la taxe de tonnage d'après la base recommandée par la Commission. M. de Lesseps a fait à cette notification une réponse regrettable: il a déclaré qu'il renonçait au bénéfice de la transaction et que, contraint de céder, il ferait percevoir les droits sur la base du tonnage net officiel, non point dans les délais qui lui avaient été signifiés, mais à partir du 1er juillet prochain. Il se réservait de compenser, par des moyens qu'il considère comme réguliers, le déficit qui en résulterait dans les recettes du canal. C'est alors que le Gouvernement ottoman, toujours préoccupé du soin d'éviter, de la part des Puissances, des réclamations immédiates, a cru devoir convoquer, à titre officieux, les chefs de mission, pour savoir si la prorogation du délai assigné à la Compagnie serait acceptée par leurs Gouvernements. Dans cette réunion, vous avez, Monsieur le Comte, fait ressortir, avec autant de justesse que d'à-propos, le droit qu'avait la Porte de ne prendre conseil que d'elle-même, et vous avez insisté pour qu'elle usât de sa liberté d'action, sans chercher davantage à dégager sa responsabilité en déférant aux Gouvernements étrangers la solution de questions qui n'étaient pas de leur compétence. Malheureusement, quelque impression qu'aient pu produire la netteté de votre langage et l'élévation des vues que vous avez développées, le Ministre des Affaires étrangères du Sultan, tout en se montrant disposé à substituer le terme du 1er juillet à celui du 1er mai, ainsi que M. l'Ambassadeur de Russie n'avait pas hésité à le conseiller, n'en a pas moins persisté à subordonner sa décision à l'assentiment des Puissances; vos collègues, de leur côté, en ont référé à leurs Gouvernements, et je vois, par votre télégramme du 7 de ce mois, que les réponses reçues n'ont pas été favorables à la Compagnie, puisque la Porte vient de maintenir définitivement le terme qu'elle avait d'abord fixé. | Dans cette situation, qui ne peut se prolonger puisque le délai expire le 29 courant, les instructions que j'ai l'honneur de vous adresser, Monsieur le Comte, ne sauraient avoir qu'un caractère éventuel. Il serait difficile, en effet, de préjuger un dénoûment qui est susceptible d'être modifié, d'un instant à l'autre, par des résolutions extrêmes soit de M. de Lesseps, soit des intéressés. J'ai cru tout d'abord nécessaire d'arrêter au plus tôt le Président de la Compagnie dans la voie dangereuse où il s'est engagé, et je viens d'adresser des instructions à cet effet à notre consul général à Alexandrie. Pour atténuer la fâcheuse

impression produite sur les Puissances maritimes par l'attitude de M. de Lesseps et pour prévenir des complications qui pourraient compromettre gravement les intérêts de son entreprise, je lui fais conseiller, en déclarant catégoriquement que nous ne le suivrions pas sur un autre terrain, d'appliquer, dès la fin de ce mois, les quatre premiers articles de l'avis de la Commission, c'est-à-dire le droit de 14 francs par tonneau de jauge nette calculée d'après la méthode anglaise, et celui de 13 francs lorsque cette jauge serait modifiée par l'application de la règle danubienne. En notifiant sa décision au Gouvernement territorial, il se réserverait de présenter ultérieurement, avec documents à l'appui, les considérations qui lui paraîtraient de nature à justifier une extension de la durée de ce tarif temporaire, au double point de vue du payement de l'arriéré d'intérêts dû aux actionnaires et de l'exécution des travaux complémentaires d'amélioration du canal. De plus, il annoncerait l'intention de soumettre à la Porte des propositions pour la fixation ou l'exhaussement du taux des taxes autres que le droit spécial de navigation. || Si, comme je l'espère, M. de Lesseps se conforme à mes avis, il est à présumer que, toute cause d'irritation ainsi écartée, les Gouvernements consentiront à examiner dans un esprit d'équité les nouvelles combinaisons qui auraient pour objet d'améliorer encore, s'il était nécessaire, la situation de la Compagnie de Suez, et qu'ils se rappelleront combien les conditions exceptionnelles dans lesquelles a été entreprise une oeuvre aussi considérable et aussi aléatoire, les difficultés de toute nature qui en ont entravé les commencements, l'importance des services qu'elle rend déjà au commerce maritime, la recommandent à leur sympathique intérêt. || Agréez, etc.

Nr. 5509. Frankreich. 16. April 1874.

Decazes.

Nr. 5510.

FRANKREICH. — Botschafter in London (Duc de la Rochefoucauld) an den Min. d. Ausw. — Lord Derby hat den Gedanken eines Ankaufs des Kanals durch die Seemächte ausgesprochen.

[Extrait.]

Londres, le 18 avril 1874.

Mousieur le Duc, conformément aux instructions que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, j'ai informé le Comte Derby des avis que le Gouvernement français avait cru devoir adresser à M. de Lesseps; j'ai eu soin, toutefois, de ne pas cacher au principal Secrétaire d'État de Sa Majesté le regret que nous avait inspiré le refus de l'ajournement demandé par le Directeur de la Compagnie du canal de Suez, pour l'application du nouveau tarif, et j'ai insisté sur l'utilité de faire entendre à Constantinople comme à

Nr. 5510. Frankreich. 18. April 1874.

Nr. 5510. Frankreich. 18. April 1874. Alexandrie les conseils de la modération. || Le Comte Derby m'a marqué la satisfaction qu'il éprouvait de ce que nous nous trouvions, en dernière analyse, d'accord pour recommander à M. de Lesseps l'exécution des articles 1, 2, 3 et 4 de l'avis de la Commission de Constantinople. Il n'a pas cherché à me cacher le vif intérêt qu'il attache à cette affaire, dont l'opinion se préoccupe beaucoup en Angleterre. Il est certain, m'a-t-il dit, que, dans l'état actuel des choses, si les droits sont perçus au profit d'une compagnie presque exclusivement française, ils sont prélevés pour la plus grande partie sur la marine anglaise: les dispositions de ce pays et de son Gouvernement à l'égard de la Compagnie de Suez s'expliquent donc fort naturellement. || Le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté m'a, avec intention, laissé deviner sa pensée, en me disant dans le cours de notre entretien et à titre d'opinion purement personnelle, qu'il serait peut-être désirable que les Puissances maritimes pussent s'entendre pour l'acquisition du canal. || Cette insinuation, bien que formulée en termes très-vagues, m'a frappé, parce qu'elle répond tout-à-fait au sentiment qui se fait jour dans tous les journaux anglais. En suggérant une combinaison qui désintéresserait honnêtement la Compagnie, le Comte Derby n'a fait qu'imprimer son caractère personnel à un projet qui se traduit, dans une certaine presse, par l'espoir peu dissimulé de profiter de la ruine de la Compagnie pour racheter l'affaire à vil prix. || Je n'ai relevé l'insinuation du Comte Derby que dans la mesure nécessaire pour lui marquer que je l'avais comprise, et je la livre à l'appréciation de Votre Excellence. || Veuillez agréer, etc.

La Rochefoucauld.

Nr. 5511.

FRANKREICH. — Botschafter in Constantinopel an den Min. d. Ausw. — Bericht über weiteren Widerstand des Hrn. v. Lesseps.

Péra, le 21 avril 1874.

Nr. 5511. Frankreich. 21. April 1874. Monsieur le Duc, je viens compléter par quelques détails les renseignements que j'ai déjà eu l'honneur de vous donner par le télégraphe sur les affaires du canal de Suez. || A la suite de la conférence officieuse du 30 mars dont j'ai eu l'honneur de rendre compte au Département, les divers chefs de mission intéressés ont consulté leurs Gouvernements par le télégraphe. Tous ont répondu en demandant l'application des délibérations de la Commission internationale; la Russie est la seule qui ait donné à son avis la forme d'un conseil amical; les autres ont accentué avec plus ou moins de vivacité l'expression de leur sentiment. Le télégramme de Lord Derby mettait le Gouvernement ottoman en demeure de faire exécuter ses décisions; ceux des Cabinets

de Vienne, de Berlin et de Rome, plus modérés dans la forme, étaient aussi nets dans le fond. Devant cette insistance, la Porte n'a pas cru pouvoir donner suite à ses projets conciliants: elle s'est laissé d'autant plus facilement entraîner, que l'attitude prise envers elle par M. de Lesseps était, d'autre part, non moins inquiétante; il a été facile de prouver au Grand-Vizir qu'en accordant au Président du canal le délai qu'il demandait, le Gouvernement ottoman n'échappait pas, par cette concession nouvelle, au danger des revendications et des actions en indemnité. Ainsi menacés de deux côtés, et par les Puissances qui les sommaient de tenir leurs engagements, et par M. de Lesseps qui les rendait responsables du tort causé à la Compagnie par l'exécution de ces mêmes engagements, les Ministres du Sultan se sont rangés du côté des Puissances européennes. || Dans un conseil tenu le 5 avril, il a été décidé que le Khédive serait invité à veiller à l'exécution des ordres de la Porte, c'est-à-dire à la mise en vigueur, à partir du 29 avril prochain, du tarif basé sur le tonnage net. Un télégramme, expédié dans ce sens le 7 et communiqué par le Khédive à M. de Lesseps, a reçu de lui la réponse que j'ai l'honneur d'annexer sous le nº 1. C'est un refus catégorique. || En le communiquant à la Sublime Porte, Ismaïl-Pacha ajoutait que l'intention de M. de Lesseps était de suspendre le service du canal au jour fixé. Il demandait, dans ce cas, l'autorisation de prendre lui-même en main, pour le compte de la Compagnie, l'administration du transit. || A cette communication la Porte a répondu par un télégramme (annexe nº 2) qui prescrivait au Khédive d'employer tous les moyens, même la force, pour assurer l'exécution des ordres souverains, mais qui réservait la question de l'administration du canal par le Gouvernement égyptien, en cas d'abandon des services par M. de Lesseps. En même temps, Rachid-Pacha envoyait à tous les représentants de la Turquie à l'étranger le télégramme ci-annexé sous le nº 3. Le Khédive s'est aussitôt mis en devoir de remplir la mission qui lui était donnée: trois bataillons étaient mis sur le pied de guerre; le personnel et le matériel nécessaires à l'exploitation du canal étaient préparés. En même temps, Son Altesse pressait le Grand-Vizir de lui envoyer l'autorisation nécessaire pour pouvoir, le cas échéant, prendre en main l'administration du canal. J'ai fait alors connaître à Rachid-Pacha le langage que vous aviez tenu au Président de la Compagnie. J'ai fait valoir les efforts qui étaient tentés par vous, Monsieur le Duc, pour amener M. de Lesseps à une plus saine appréciation des circonstances, et j'ai montré l'intérêt qu'il y avait pour le Gouvernement ottoman à ne pas compromettre, par des mesures précipitées, le succès de vos démarches. J'ai lieu de croire que ces conseils n'ont pas été perdus: la loyauté de votre attitude et de votre langage a été très-appréciée, et l'on attend les meilleurs effets de votre intervention auprès de la Compagnie du canal. Le Khédive a été invité à ne rien brusquer, et le Conseil des Ministres a été convoqué pour demain. Tout en désirant éviter des complications et ne pas compromettre l'existence, dans sa forme actuelle, de la Com-

Nr. 5511. Frankreich. 21. April 1874.

pagnie du canal, le Gouvernement ottoman sent qu'il lui est difficile de se soustraire à l'obligation de faire respecter ses décisions souveraines: à ses yeux, le seul système de tonnage aujourd'hui légal dans l'isthme est celui qui a été élaboré par la Commission internationale et sanctionné par la Porte. Quels qu'aient été les procédés dont on a usé alors, cette légalité est difficile à contester après les déclarations par lesquelles toutes les Puissances sans exception, et M. de Lesseps lui-même, ont reconnu le droit du Sultan d'interpréter selon ses vues les mots "tonneau de capacité". ‖ On ne saurait donc se dissimuler aujourd'hui que la seule base d'une négociation utile serait l'acceptation par M. de Lesseps du système de tonnage prescrit par la Porte, sauf à discuter les chiffres des diverses taxes auxquelles il servirait d'assiette, soit suivant le mode transactionnel de la Commission de Constantinople, soit suivant tout autre procédé. Je suis entièrement convaincu que la Porte, étant rassurée du côté du tonnage, se prêterait avec empressement à étudier avec la Compagnie les moyens de lui fournir, en dehors même des recettes assurées par la transaction de Constantinople, les ressources nécessaires aux travaux complémentaires du canal. On peut même présumer que, devant une question ainsi posée, l'opposition des Puissances cesserait; plusieurs de mes collègues m'en ont donné l'assurance. ‖ Il est bien à désirer que M. de Lesseps comprenne la situation que lui ont faite les circonstances et qu'il se décide à suivre les sages conseils qui lui ont été donnés: l'intérêt des actionnaires exige de sa part certains sacrifices, et ce serait mal les servir que de ne pas écouter les avis inspirés au Cabinet de Versailles par sa profonde sympathie pour la Compagnie du canal, non moins que par une appréciation exacte des dangers auxquels l'expose la résistance de son Président.

Vogüé.

Beilage 1.

Le Président de la Compagnie du canal de Suez à Son Altesse Mehemed-Tewfik, Prince Héritier, Ministre de l'Intérieur.

Le Caire, 11 avril 1874.

Monseigneur, en réponse à la communication d'un télégramme de la Sublime Porte, en date du 7 de ce mois, j'ai l'honneur de déclarer que, après un premier refus de mes propositions de négociation ou de conciliation et après un deuxième refus du délai statutaire pour publier la modification de tarif imposée arbitrairement, j'opposerai, en ma qualité de chef d'une société financière universelle et comme citoyen français, une résistance absolue à la violation d'un contrat bilatéral accepté et accompli par 40,000 actionnaires français. ‖ En l'absence de tout plaignant responsable et de toute sentence ou jugement, ni la Porte ni les Puissances n'ont aucun droit de s'immiscer dans

nos affaires lorsque nous observons strictement les termes de notre contrat. ‖ Je prends mes dispositions pour réunir dans les délais légaux l'assemblée générale des actionnaires auxquels la question actuelle sera présentée intacte avec le maintien de tous leurs droits. ‖ Je remets, ci-joint, copie: de l'article 12 de l'acte de concession du 30 novembre 1854, des articles 14 et 22 de l'acte de concession du 5 janvier 1856 et du firman impérial du 19 mars 1866. ‖ Veuillez, Monseigneur, agréer, etc.

Nr. 5511. Frankreich. 21. April 1874.

Ferd. de Lesseps.

Beilage 2.

Son Altesse le Grand-Vizir à Son Altesse le Khédive d'Égypte. [Télégramme.]

Le 16 avril 1874.

Le Conseil des Ministres, après avoir délibéré sur le télégramme que Votre Altesse a bien voulu m'adresser le 11 avril pour me transmettre la protestation de M. de Lesseps contre l'application du tarif de navigation, vient d'arrêter la résolution suivante: ‖ En présence du refus de M. de Lesseps et de l'attitude menaçante qu'il a prise vis-à-vis de la Sublime Porte, Votre Altesse est autorisée à user de tous les moyens et de toute la force nécessaires pour assurer la stricte application, à la date fixée, du tarif. Dans le cas où M. de Lesseps abandonnerait le canal et se retirerait en interrompant le service, Son Altesse voudra bien me le télégraphier, pour que je Lui fasse connaître la décision du Gouvernement Impérial.

Nr. 5512.

TÜRKEI. — Botschafter in Paris (Ali-Pascha) an den französischen Min. d. Ausw. — Hr. v. Lesseps hat sich gefügt.

Paris, le 27 avril 1874.

L'Ambassadeur de Turquie à Paris a l'honneur de transmettre ci-joint à Son Excellence M. le Ministre des Affaires étrangères copie d'une dépêche télégraphique qu'il vient de recevoir de la Sublime Porte relativement à l'affaire du canal de Suez. ‖ Ali-Pacha saisit cette occasion pour renouveler à M. le duc Decazes les assurances de sa haute considération.

Nr. 5512. Türkei. 27. April 1874.

Beilage.

Nr. 5512. Türkei. 27. April 1874.

Son Altesse le Khédive me télégraphie que M. de Lesseps, auquel il avait fait part de la résolution du Gouvernement impérial, s'est enfin décidé à se conformer aux ordres de la Sublime Porte touchant l'application, à partir du 29 avril, du nouveau tarif de navigation. || Veuillez faire part de ce qui précède au cabinet, près duquel vous êtes accrédité.

Nr. 5513.

FRANKREICH. — Generalconsul in Alexandrien (M. de Cazaux) an den Min. d. Ausw. — Bericht über die letzten Vorgänge am Kanal.

[Extrait.]

Alexandrie, le 27 avril 1874.

Nr. 5513. Frankreich. 27. April 1874.

Monsieur le Duc, la question du canal de Suez est terminée, ou plutôt elle entre dans une nouvelle phase. M. de Lesseps a cédé; il reconnaît, en protestant, les décisions de la Commission internationale que la Porte a adoptées et lui impose. La crise a été difficile et a même présenté des dangers sérieux: on a pu craindre que l'occupation du canal par les troupes égyptiennes ne rencontrât des résistances de la part de la colonie étrangère établie entre Suez et Port-Saïd. || Rien, cependant, n'avait été négligé de notre part pour prévenir ces complications. Dès le 1er janvier, M. le comte de Vogüé, après m'avoir dit d'insister auprès de M. de Lesseps pour lui faire accepter franchement la transaction, ajoutait que si, dans trois mois, l'accord n'était pas fait, nous nous trouverions en face de difficultés très-sérieuses. Le 10 janvier, je me rendais à Ismaïlia, et je pouvais ajouter aux conseils que je donnais à M. de Lesseps de la part de M. de Vogüé les informations que je rapportais moi-même du Caire. Plus tard, le 21 mars, je lui communiquais officiellement les instructions que j'avais reçues de Votre Excellence et de M. l'Ambassadeur de France à Constantinople: j'insistais, notamment, sur le caractère irrévocable des instructions de la Porte et sur la nécessité de ne pas laisser écouler le délai de trois mois sans conclure d'arrangement. || Dans la réponse qu'il a faite, le 27 mars, à ma communication, M. de Lesseps s'exprimait en ces termes: „Je n'ai jamais voulu reconnaître le droit à la Sublime Porte d'interpréter, sans examen contradictoire et sans les formalités judiciaires admises dans tous les pays civilisés, le contrat qui lie l'Égypte et la Turquie aussi bien que les actionnaires du canal de Suez. La Compagnie saura trouver dans son droit les moyens de résister à l'exécution des dispositions prises contre elle.“ || Tel était l'état des choses quand a commencé la crise qui s'est terminée par la déclaration faite hier par M. de

Nr. 5513. Frankreich. 27. April 1874.

Lesseps à Son Altesse. Le document qui indique le mieux le caractère de cette crise est la lettre de M. de Lesseps au prince Tewfik, en date du 11 de ce mois, où il est dit: „Après un premier refus de mes propositions de négociation ou de conciliation, après un deuxième refus du délai statutaire pour publier la modification du tarif imposé arbitrairement, j'opposerai, en ma qualité de chef d'une société financière universelle et comme citoyen français, une résistance absolue à la violation d'un contrat bilatéral accepté et accompli par quarante mille actionnaires français.“ || Le 16 de ce mois, le Président de la Compagnie de Suez quittait le terrain de la lutte et se rendait à Jérusalem. Je savais les décisions irrévocables; les préparatifs militaires étaient faits en hâte; le général américain Stone prenait le commandement des troupes; le commandant Mac-Killop, au service égyptien, partait pour Port-Saïd avec quelques forces navales. M. de Lesseps, avant de s'embarquer pour la Terre-Sainte, avait adressé aux ouvriers de l'isthme quelques paroles énergiques qui avaient surexcité leur ardeur de résistance. La situation me parut assez grave pour que je crusse nécessaire d'entretenir le Vice-Roi d'une affaire qui compromettait tant d'intérêts français. Son Altesse accueillit avec sa courtoisie ordinaire mon intervention, qui avait pour effet de prévenir, s'il était possible, des complications dont elle sentait elle-même les conséquences. Toute mon argumentation eut alors pour but de démontrer que l'interprétation donnée par Son Altesse au dernier acte du Président du canal était exagérée, et que rien ne me paraissait s'opposer, jusqu'au 28, à ce qu'on substituât à la lettre du 11 une nouvelle lettre adhérant au tarif de la Commission, sauf les réserves indiquées par votre télégramme du 15. Le Khédive finit par se déclarer favorable à cette solution, si la Porte l'acceptait. J'en référai immédiatement à Constantinople, et M. de Vogüé me répondit le 24 avril: „Sans vouloir s'engager, la Porte m'a laissé entendre qu'elle ne ferait pas d'opposition à la formule dont vous me parlez. Elle maintient les termes de sa lettre du 7 mars quant aux travaux du canal, mais à la condition que la question du péage ne fera plus de difficulté.“ M. de Vogüé ayant bien voulu seconder ainsi, par ses instances auprès de la Porte, les démarches que je tentais ici auprès du Vice-Roi en faveur du canal, M. de Lesseps a trouvé, à son retour, le 25 de ce mois, les intérêts de sa Compagnie aussi bien sauvegardés qu'avaient pu le permettre les circonstances. Nubar-Pacha m'a notifié officiellement, par la lettre dont Votre Excellence trouvera ci-jointe une copie, l'adhésion de la Compagnie de Suez au nouveau tarif. Mais, si M. de Lesseps a cédé, il ne l'a fait qu'à son corps défendant et en protestant. J'ai l'honneur de vous envoyer le texte de sa protestation; vous trouverez également ci-joint l'état des forces qui campent en ce moment le long du canal. Un télégramme de Votre Excellence que je reçois à l'instant me demande si l'occupation a précédé l'adhésion de la Compagnie ou l'a suivie. Les bâtiments conduits par l'amiral Mac-Killop sont arrivés à Port-Saïd au moment, où M. de Lesseps y débarquait, revenant de Jérusalem.

Nr. 5513. Frankreich. 27. April 1874.

Quant aux troupes du général Stone, elles étaient déjà, depuis un ou deux jours, à Suez et aux environs d'Ismaïlia. Elles se trouvent encore sur tous ces points, se bornant à y tenir garnison. Mais les établissements de la Compagnie sont respectés, et l'action de ses agents n'est nullement entravée. || Veuillez agréer, etc.

Cazaux.

Beilage.

Protest des Herrn von Lesseps.

A. S. A. Le Prince Héritier Mohamed-Tewfik-Pacha, au Caire.

Un contrat ne peut être modifié que par l'accord des parties contractantes. Si l'une des parties veut arbitrairement imposer sa volonté contre les termes de la convention, il y a violation de contrat. || L'article 17 du contrat public passé entre le Gouvernement égyptien et la Compagnie du canal du Suez, contrat ratifié par firman de la puissance suzeraine, avait donné lieu, de la part de tiers non intervenus au contrat, à des contestations judiciaires; ces tiers ont été déboutés de leurs demandes et condamnés par deux hautes cours de justice. || Des gouvernements étrangers, sans autorité ni compétence dans l'espèce, sont intervenus diplomatiquement auprès de la puissance suzeraine. || Le Président de la Compagnie de Suez, après renvoi de la question d'Alexandrie à Constantinople, négocia auprès de la Porte Ottomane, demandant que les tiers plaignants vinssent porter leurs réclamations devant un tribunal judiciaire ou administratif constitué de manière à établir un débat contradictoire. || L'Ambassadeur d'Angleterre s'étant opposé à ce que l'affaire fût examinée par le Conseil d'État, attendu qu'aucun sujet britannique ne se présentait comme plaignant contre la Compagnie, le Président-Directeur, après un séjour de cinq mois à Constantinople, protesta contre toute immixtion diplomatique étrangère. || Peu de temps après, la Porte Ottomane rendit une décision interprétative de l'article 17, conforme aux droits de la Compagnie, qui se déclara satisfaite. || Mais l'Ambassadeur d'Angleterre, secondé par deux de ses collègues étrangers, exigea la formation d'une commission internationale, dont la mission primitive, indiquée dans des instructions très-justes et très-sages de la Porte Ottomane, était de déterminer un tonnage universel en rapport avec la capacité utilisable des navires. || Cette commission, où plusieurs États ne furent point représentés, particulièrement les États-Unis d'Amérique, dont la navigation est égale à celle de l'Angleterre, et à laquelle ne furent point convoqués des délégués des parties contractantes, ne se borna pas à adopter un tonnage dont l'inexactitude est mathématiquement démontrée; mais elle émit l'avis d'en imposer l'application à la Compagnie du canal de Suez. L'Ambassadeur d'Angleterre se chargea de convertir l'avis en obligation. || Le Président-Directeur de la Compagnie, prenant en considération la

pression diplomatique exercée sur la Porte, se montra disposé à soumettre à l'assemblée générale des actionnaires un projet de transaction qui semblait devoir donner satisfaction à des exigences injustifiables en droit, en même temps qu'il sauvegardait dans une juste mesure les intérêts respectables des actionnaires du canal. || Les propositions de transaction furent repoussées par une sommation ordonnant au Khédive d'Egypte d'employer la force pour contraindre la Compagnie. || Le président, en protestant énergiquement, répondit dans les termes suivants: „La Compagnie financière du canal de Suez, n'ayant par elle-même d'autre force que son droit, et désirant éviter un conflit qui serait fâcheux pour tout le monde, se voit obligée de se soumettre provisoirement; mais elle constate la violation d'un contrat public formellement établi par l'article 17 de son acte de concession.“ || Il se contenta ensuite de demander que, pour l'application de la taxe illégale contre laquelle il protestait, les formalités statutaires fussent observées, afin que la Compagnie pût se conformer aux obligations suivantes de son acte de concession: || „La Compagnie pourra modifier ses tarifs à toute époque, sous la condition expresse de publier les tarifs trois mois avant la mise en vigueur, dans les capitales et les principaux ports des pays intéressés.“ || Un télégramme de la Porte, en date du 7 avril, adressé au Khédive, repoussa tout délai légal pour la publication du tarif imposé. || Le Président répondit qu'il opposerait une résistance absolue à la violation d'un contrat bilatéral, accepté et accompli par 40,000 actionnaires français, et il ajouta: „En l'absence de tout plaignant responsable et de toute sentence ou jugement, ni la Porte ni les Puissances n'ont aucun droit de s'immiscer dans nos affaires, lorsque nous observons strictement les termes de notre contrat. Je prends mes dispositions pour réunir, dans les délais voulus par notre loi, l'assemblée générale des actionnaires auxquels la question actuelle sera présentée intacte avec le maintien de tous leurs droits.“ || Une communication de Son Altesse le Khédive, en date du 5 avril, informa le Président-Directeur que la Porte Ottomane, maintenant le délai fixé au 29 avril pour l'application de la décision relative au tarif, lui ordonnait d'obtenir ce résultat en usant de tous les moyens, même de la force, et de prendre au besoin possession du canal, au lieu et place de la Compagnie. || Le soussigné, Président-Directeur du canal de Suez, reconnaît que le Khédive d'Egypte a été obligé d'appuyer par une force militaire, qui est déjà rendue sur les lieux, les sommations de la Porte. || Considérant que l'attentat, provoqué par une coalition étrangère contre le droit public et privé, est arrivé à une extrémité qui n'admet pas, de la part d'une société financière, une résistance matérielle; || Que la suspension de la navigation dans le canal de Suez, conséquence forcée d'une occupation militaire, serait un véritable désastre pour le commerce du monde; || A donné l'ordre au service du transit de la Compagnie d'appliquer, à partir du 29 avril, le tarif du droit spécial de navigation avec la surtaxe, tel qu'il a été imposé par la Porte Ottomane. || Et, en conséquence, il proteste contre une décision arbitraire et illégale dont

Nr. 5513. Frankreich. 27. April 1874. la Compagnie se réserve de demander la modification par tous moyens légaux, maintenant toujours, comme elle l'a fait jusqu'à présent, les droits de ses actionnaires dans les conditions du contrat du 5 janvier 1856, ratifié par Sa Majesté Impériale le Sultan.

Fait au Caire, le 26 avril 1874.

Ferd. de Lesseps.

Nr. 5514.

FRANKREICH. — Min. d. Ausw. an die Vertreter Frankreichs bei den europäischen Seemächten. — Circular, betreffend die Geschichte des Tarifstreits.

Versailles, le 7 mai 1874.

Nr. 5514. Frankreich. 7. Mai 1874. Monsieur, vous savez que l'affaire du péage de Suez, après avoir fait craindre de nouvelles complications, est entrée dans une période d'apaisement. Cédant à nos avis réitérés, M. de Lesseps s'est décidé à appliquer, sous réserve des droits de la Compagnie et des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires, le tarif temporaire dont la Porte Ottomane, d'après les conclusions de la Commission internationale, avait prescrit la mise en vigueur à partir du 29 avril. Cette solution de fait, bien qu'elle ne supprime pas dès à présent toute cause de difficultés ultérieures, permet de prévoir la complète et prochaine conciliation d'intérêts plus divergents en apparence qu'en réalité. Pour vous mettre à même de dissiper, le cas échéant, en ce qui concerne nos intentions, des malentendus qui pourraient retarder un accord si désirable, je crois utile, Monsieur, de bien préciser, en vous rappelant les précédents de l'affaire, la règle de conduite que le Gouvernement français a adoptée dès le principe et qu'il a invariablement suivie jusqu'à ce jour. || La Compagnie de Suez, lorsqu'elle commença, en novembre 1869, à exploiter le canal, se croyait en droit de baser ses perceptions sur le tonnage réellement utile des bâtiments et non sur le tonnage restreint indiqué par les papiers de bord. Toutefois, pour encourager le commerce maritime à délaisser les anciennes voies, elle annonça que, provisoirement, les taxes seraient perçues d'après ce dernier tonnage. Ce fut seulement deux ans et demi plus tard que, se voyant dans l'impossibilité de surmonter, tant qu'elle n'élèverait pas ses tarifs, des embarras financiers principalement dus aux difficultés de toute sorte qui avaient assailli les débuts de son entreprise, elle se décida à prendre pour base de perception le tonnage utile: elle le calcula en exhaussant le tonnage officiel dans une proportion de 50 p. $^0/_0$, correspondante à l'écart qu'une commission réunie par ses soins et composée d'hommes spécialement compé-

tents, avait constaté entre les deux tonnages. Mais, dès que ces dispositions eurent été notifiées au commerce maritime, celui-ci s'en émut, et leur légalité fut contestée par plusieurs Gouvernements étrangers, désireux avant tout d'empêcher que de nouvelles charges ne vinssent grever, dans la traversée du canal, les marines de leurs nations respectives. || Saisis de la question par les communications de quelques-uns de ces Gouvernements, ainsi que par les réclamations de la Compagnie des Messageries maritimes, nous l'examinâmes au double point de vue du droit de la Compagnie de Suez et de l'intérêt de notre navigation. Nous dûmes, tout d'abord, reconnaître que la distinction établie par l'administration du canal entre les deux tonnages était conforme aux principes de notre législation sur la matière, et, quant au chiffre de l'écart, nous le jugeâmes approximativement exact. D'un autre côté, malgré le défaut de précision des termes du firman relatifs au péage, la légalité de la nouvelle base de perception nous sembla suffisamment établie; mais, comme cette question d'interprétation était du ressort du Gouvernement territorial, nous nous bornâmes à la lui déférer, tout en faisant des voeux pour qu'elle reçût une solution qui permît d'exploiter le canal dans des conditions équitablement rémunératrices. Les intérêts du commerce maritime excitaient d'ailleurs à un égal degré notre sollicitude: les avantages indirects que lui procurerait l'affermissement de la situation financière de l'entreprise devaient le prédisposer à accepter un exhaussement de tarif peu onéreux en lui-même; mais nous n'en désirions pas moins lui assurer, dès que cette situation serait devenue prospère, le bénéfice d'une taxation plus modérée, et nous pensions qu'il serait facile d'y parvenir, si les autres Puissances voulaient bien se joindre à nous pour réclamer, sur ce point, un engagement formel en retour de l'adhésion qu'elles donneraient à la nouvelle base de perception. Nous nous proposions, en outre, d'obtenir, à la faveur de cette commune entente, des garanties contre l'aggravation ultérieure du régime fiscal de l'isthme, et de faire adopter diverses combinaisons de tarif qui, sans diminuer l'ensemble des recettes, tendraient à améliorer, au moyen d'une répartition plus égale des charges comparativement aux avantages recueillis, les conditions dans lesquelles s'effectue le transit des navires et des marchandises. || Nous nous efforçâmes, à plusieurs reprises, de rallier les principales Puissances à ce plan de conduite, que nous leur représentions comme le plus propre à concilier les intérêts de la Compagnie de Suez avec ceux du commerce maritime. Mais elles préférèrent insister pour le retour à l'ancienne tarification, tout en laissant entrevoir qu'elles accepteraient une surtaxe momentanée; l'une d'elles proposa même, pour cette surtaxe, le chiffre de 2 francs par tonneau de jauge officielle. Nous ne pouvions les suivre sur ce terrain: c'eût été admettre implicitement l'illégalité de la nouvelle base de perception, reconnaître par conséquent le droit des tiers au remboursement des excédants de taxe perçus depuis le 1er juillet 1872, et exposer la Compagnie à se voir marchander une surtaxe que les Gouvernements étrangers, presque exclusivement

Nr. 5514. Frankreich. 7. Mai 1874.

préoccupés de l'intérêt maritime, s'efforceraient de circonscrire dans les bornes les plus étroites. Nous persistâmes donc à soutenir que le Gouvernement Ottoman était seul compétent pour apprécier si la Compagnie avait dépassé ou non la limite extrême assignée à ses tarifs par l'acte de concession, et nous n'acceptâmes la proposition d'une commission internationale qu'autant que cette question aurait été préalablement réglée. Si la nouvelle base de perception était reconnue légale, la commission devrait se livrer à des travaux purement techniques, puisqu'elle n'aurait alors qu'à vérifier les calculs, au moyen desquels la Compagnie prétendait obtenir le tonnage utile des navires; dans le cas contraire son mandat, entièrement administratif, devrait consister à déterminer le chiffre de la surtaxe qu'il serait indispensable, après le rétablissement de l'ancienne base de perception, d'accorder à la Compagnie pour qu'elle pût faire face à ses engagements et réaliser des recettes rémunératrices. || Quant au Gouvernement Ottoman, pendant les premiers mois qui suivirent les réclamations des Puissances, il garda une attitude réservée. De notre côté, nous avions jugé convenable, dès que la question avait été portée devant nos tribunaux par la Compagnie des Messageries, de nous abstenir de démarches qui auraient pu faire préjuger notre opinion sur l'objet du litige. Mais il vint un moment, où la neutralité ne nous fut plus possible: les démarches actives que poursuivaient à Constantinople les adversaires de la Compagnie de Suez et l'insistance avec laquelle quelques agents diplomatiques étrangers réclamaient non-seulement le retour à l'ancien tarif, mais encore la restitution immédiate des excédants de taxe perçus depuis plusieurs mois, ayant fait incliner le Gouvernement ottoman vers des résolutions préjudiciables à cette entreprise, nous dûmes reprendre notre liberté d'action. Ce fut alors que nous nous attachâmes à mettre en relief la théorie du tonnage utile, consacrée maintes fois en France par des actes officiels et qui venait d'être exposée de nouveau dans le rapport publié en tête du décret du 24 décembre 1872 sur le jaugeage des navires. Cette théorie ne rencontra pas de contradicteurs; nul ne nia la concordance qui devait exister en principe, et qui, dans la plupart des pays, avait longtemps existé en fait, entre l'unité officielle de jaugeage et le tonneau usuel du commerce, représentant en marchandises un poids moyen de 1000 kilogrammes sous le volume d'un mètre cube 44 centièmes. Les deux causes, que nous indiquions, de l'écart existant aujourd'hui entre le tonnage officiel et le tonnage utile ne furent pas non plus contestées: comme vous avez pu le voir, Monsieur, par les explications que contiennent plusieurs dépêches de mes prédécesseurs dont votre Ambassade a reçu communication dans le cours de l'année dernière, cet écart est dû à l'exagération, d'une part, de la réduction que l'on fait subir au volume total des navires pour obtenir le nombre de tonneaux de marchandises qu'ils peuvent prendre à fret, et, d'autre part, de la nouvelle réduction que l'on opère spécialement sur le tonnage des bâtiments à vapeur pour exonérer de l'application des taxes maritimes l'emplacement occupé par la machine et le combustible. Nos

arguments, dont l'arrêt de la Cour de Paris du 11 mars 1873 corrobora l'autorité morale, produisirent sur le Gouvernement ottoman une impression favorable; il reconnut que le percement de l'isthme ayant eu pour but de faciliter les échanges internationaux par la voie maritime, la Compagnie qui, à l'aide de capitaux privés, avait exécuté cette grande entreprise était en droit de baser sur la capacité de transport des bâtiments, exprimée en tonneaux de marchandises, la perception des taxes destinées à rémunérer le service rendu à la navigation. || Ce ne fut, toutefois, qu'au mois de juillet dernier que la Porte interpréta officiellement dans ce sens le firman de concession Elle déclara, en se servant de nos propres expressions, que les droits devaient être perçus d'après la „capacité utilisable" des navires, et non d'après le tonnage inscrit sur leurs papiers de bord. Elle ajoutait, il est vrai, que la méthode anglaise de jaugeage lui paraissait être celle dont les résultats se rapprochaient le plus du tonnage utile; mais, en même temps, elle s'en remettait, en cas de désaccord sur cette question technique, à l'appréciation d'une commission internationale. Dans sa note du 7 août suivant, qui fut communiquée à plusieurs Puissances, mon prédécesseur s'attacha à faire ressortir la concordance qui existait, relativement au principe, entre les vues du Gouvernement ottoman et les nôtres; quant à la méthode Moorsom, il constata que, si elle donnait des résultats très-satisfaisants pour le cubage des navires, il n'en était pas de même pour l'évaluation du tonnage utile, le coefficient employé comme diviseur du volume total étant trop élevé, et il n'hésita pas, dès lors, à donner son assentiment à la réunion d'une commission qui serait chargée de vérifier cette cause d'erreur, en même temps que de déterminer exactement les déductions à allouer aux bâtiments à vapeur pour l'espace occupé par la machine et le combustible. En outre, M. le duc de Broglie, reproduisant les réserves qu'avait déjà formulées M. de Rémusat dans sa dépêche du 9 janvier 1873 à M. le comte de Vogüé, déclara que, dans son opinion, cette commission ne devait, en aucun cas, être appelée à se prononcer sur la légalité des actes de la Compagnie. Les instructions qui furent plus tard données aux commissaires français, et dont votre Ambassade fut autorisée à faire connaître la substance au Gouvernement . . . ., continrent les mêmes réserves sur la nature et l'étendue du mandat de la commission. || La plupart des Puissances ne partagèrent malheureusement pas notre manière de voir. Elles chargèrent leurs commissaires d'examiner toutes les questions soulevées par le péage du canal, et ceux-ci, réunis à Constantinople au commencement d'octobre, ne tardèrent pas à s'engager dans une voie, où il fut impossible à nos délégués de les suivre. Niant le principe sur lequel la Compagnie s'était appuyée pour modifier son mode de perception, ils soutinrent que, dans le choix de leurs méthodes de jaugeage, les nations ne se préoccupaient nullement de faire concorder, même approximativement, le tonneau de jauge avec le tonneau usuel du commerce; en conséquence, ils refusèrent de reconnaître, entre le tonnage officiel et le tonnage

Nr. 5514. Frankreich. 7. Mai 1874.

Nr. 5514. Frankreich. 7. Mai 1874.

utile, d'autre écart que celui provenant de l'exagération des déductions allouées aux bâtiments à vapeur, exagération à laquelle ils proposaient de remédier par l'adoption de la règle suivie sur le Danube pour le calcul de ces déductions. Ce système, inutilement combattu par les délégués français et russes, prévalut dans le sein de la Commission; les délégués ottomans eux-mêmes l'admirent, bien que, dans la rédaction de leurs instructions, la Porte se fût visiblement inspirée de notre théorie sur le tonnage utile, et la majorité des commissaires se disposait à déclarer illégale la nouvelle tarification du canal, lorsque nos délégués cessèrent de prendre part aux délibérations. Leur retraite, et l'attitude que conservèrent les délégués russes, amenèrent la Commission à conseiller une transaction qui, laissant entière la question d'interprétation du firman, garantissait la Compagnie contre la double éventualité du retour immédiat à l'ancien tarif et du remboursement des excédants de taxe perçus depuis dix-huit mois. Quoique les termes dans lesquels cette transaction était formulée ne nous parussent pas répondre exactement à l'objet que les Puissances se proposaient, nous l'acceptâmes cependant, sous les réserves expresses que vous connaissez et avec l'intention formelle de les faire valoir ultérieurement. Le Sultan s'étant, par suite, approprié les conclusions de la Commission, il en résulta que la Compagnie pourrait dorénavant ajouter, à la taxe de 10 francs par tonneau de jauge nette officielle, une surtaxe de 4 francs, jusqu'à ce que le transit annuel du canal se fût élevé à 2,100,000 tonneaux, et qu'alors cette surtaxe devrait diminuer graduellement, pour cesser d'être perçue dès que le transit aurait atteint le chiffre de 2,600,000 tonneaux.

Tel est, Monsieur, l'historique exact de cette longue négociation. Je n'ai pas besoin de relater ici les incidents qui ont suivi la signature des conclusions de la Commission par tous les délégués et leur adoption par la Porte ottomane: l'adhésion de M. de Lesseps à la plupart des bases de la transaction; son contre-projet tendant à faire reculer le point de départ de la décroissance de la nouvelle taxe, pour faciliter à la Compagnie les moyens d'amortir un arriéré d'intérêts s'élevant à 30 millions de francs et d'exécuter dans le canal des travaux complémentaires devant coûter une somme égale; le rejet de ses propositions par le Gouvernement du Sultan; sa demande d'un sursis de trois mois pour l'application du nouveau régime et le refus qui lui fut opposé malgré nos instances et celles de la Russie; l'intention qu'il a un moment manifestée de ne pas appliquer la tarification imposée à la Compagnie; les mesures prises par l'autorité territoriale en prévision de sa résistance aux ordres reçus; enfin, sa soumission à ces ordres, accompagnée de protestations et de réserves. Comme j'ai déjà eu l'honneur de vous l'écrire, j'aime à croire que les résolutions prochaines de l'assemblée générale des actionnaires auront un caractère de modération qui contribuera à faciliter le règlement définitif de l'affaire du péage de Suez. Si la Compagnie, en acceptant la transaction, insiste pour que les bases en soient améliorées, tant par la suppression d'anomalies contraires à l'équité, que par l'addition de stipulations

dont le commerce maritime ne pourrait manquer de bénéficier, les Puissances ne se refuseront pas, je l'espère, à examiner des demandes ainsi motivées. Elles ne sauraient, en effet, méconnaître les titres que possède à leur bienveillance et à leur justice une entreprise qui honore notre époque, et du succès de laquelle l'Europe retire déjà des avantages exceptionnels. Agréez, etc.

Nr. 5514. Frankreich. 7. Mai 1874.

Decazes.

Nr. 5515.

FRANKREICH. — Botschafter in London an den Min. d. Ausw. — Gespräch mit Lord Derby über den Ankauf des Suezkanals und dessen Versandung.

Londres, 11 mai 1874.

Nr. 5515. Frankreich. 11. Mai 1874.

Monsieur le Duc, vous avez bien voulu confirmer le langage que j'avais tenu au principal Secrétaire d'État en réponse à ses insinuations relatives au rachat possible de l'entreprise. Assuré de votre assentiment, j'ai saisi la première occasion pour insister de nouveau sur la nécessité d'écarter de nos prévisions une hypothèse qui ne répond en rien à l'état actuel des choses. Lord Derby ne m'a fait aucune objection; mais, se plaçant à un autre point de vue, il m'a parlé du danger de laisser ensabler l'entrée du canal; il m'a dit que les ingénieurs anglais avaient quelque inquiétude à cet égard et m'a demandé de lui dire ce que nous en pensions nous-mêmes. Je n'ai pas manqué de lui faire remarquer que la meilleure manière d'empêcher l'ensablement du canal, c'était de procurer à la Compagnie les moyens de maintenir et de poursuivre ses travaux; je lui ai, d'ailleurs, promis de vous faire part du désir qu'il m'a exprimé. || Une question relative à l'affaire de Suez sera posée dans le commencement de cette semaine à la Chambre haute; elle fournira sans doute au principal Secrétaire d'État l'occasion de donner des explications que je ne manquerai pas de transmettre à Votre Excellence. || Veuillez agréer, etc.

La Rochefoucauld.

Nr. 5516.

FRANKREICH. — Geschäftsträger in London (M. Gavard) an den Min. d. Ausw. — Aeusserungen Lord Derby's im Oberhause über den Suezkanal.

Londres, 7 juin 1874.

Nr. 5516. Frankreich. 7. Juni 1874.

Monsieur le Duc, en répondant à une question qui lui avait été adressée par un membre de la Chambre haute, Lord Derby a fait connaître, dans la

Nr. 5516. Frankreich. 7. Juni 1874.

séance de vendredi dernier, la manière dont le Gouvernement envisageait l'affaire du canal de Suez au point de vue de la garantie des intérêts de la navigation et des droits des actionnaires. || Il a d'abord rendu pleinement justice au promoteur de cette grande entreprise, à la persévérance et à l'habileté avec lesquelles il l'a poursuivie et a finalement triomphé des obstacles de toute sorte semés sur son chemin; il a reconnu les services inappréciables que le percement du canal rend à toutes les nations de l'Europe et à l'Angleterre plus qu'à toute autre. Puis il a contesté l'assertion de l'auteur de l'interpellation, qui avait prétendu que l'interruption subite du mouvement maritime entre l'Orient et l'Occident restait à la merci de la volonté d'un seul homme; il a, au contraire, tiré un argument des derniers incidents pour prouver que le canal était placé sous l'autorité du Khédive et de la Porte, et sous la garantie des relations que les Puissances européennes entretiennent avec le Sultan. || En ce qui concerne les difficultés nouvelles qui pourraient surgir, Lord Derby s'est plu à en écarter la prévision, ne voyant pas quel intérêt M. de Lesseps aurait à les provoquer; il a déclaré, en tout cas, qu'il était, pour sa part, disposé à s'associer à toute proposition raisonnable destinée à prévenir le retour des difficultés qui viennent de se produire. Il a eu soin d'ajouter immédiatement après cette déclaration, pour qu'on n'en altérât pas le sens, qu'il ne faisait aucune allusion à la proposition de rachat dont on venait d'entretenir la Chambre, parce que pour acheter une chose il fallait qu'il y eût un vendeur, et qu'il n'avait pas entendu dire que la Compagnie eût fait aucune offre de céder ses droits. Il a dit, en outre, que s'il condamnait comme inique la pensée de dépouiller les constructeurs du canal de leur propriété malgré leur volonté, il ne l'écartait pas moins comme irréalisable, parce qu'elle ne pourrait jamais réunir le consentement unanime des Puissances européennes. || Il reste, il est vrai, suivant Lord Derby, l'hypothèse, où la Compagnie viendrait à offrir elle-même la cession de ses droits; mais il a fait observer qu'il lui paraissait assez inutile d'examiner par avance une semblable proposition et assez imprudent, quand on veut acheter une chose, de commencer par déclarer qu'on ne peut s'en passer. Il a terminé en disant: „Si une proposition pour transférer la propriété du canal à une commission internationale venait à être présentée de telle manière que tous les Gouvernements participassent à ses avantages dans des conditions d'égalité, je ne dis pas qu'il ne serait pas juste d'examiner une semblable proposition; mais elle n'a pas été faite, et je n'ai aucun motif de croire qu'elle doive être faite.“ || Dans cette circonstance, comme dans plusieurs occasions précédentes, le Comte Derby n'a fait que reproduire devant la Chambre les explications qu'il avait déjà données dans ses entretiens particuliers et dont l'Ambassade a rendu compte à Votre Excellence. On y voit sa pensée tout entière: respect avant tout des droits et de la propriété de la Compagnie, mais désir qu'elle soit amenée à les céder volontairement à une commission internationale. | Veuillez agréer, etc. Ch. Gavard.

Nr. 5517.

FRANKREICH. — Botschafter in Constantinopel an den Min. d. Ausw. — Bericht über neue Schritte bei der Pforte im Interesse der Suezkanal-Gesellschaft.

Péra, le 6 avril 1875.

Nr. 5517. Frankreich. 6. April 1875.

Monsieur le Duc, conformément aux instructions verbales que j'avais reçues de Votre Excellence, je me suis appliqué, dès mon arrivée à Constantinople, à préparer le terrain des négociations nouvelles que la Compagnie du canal de Suez se propose de suivre auprès du Gouvernement ottoman. Je l'ai fait en me maintenant exactement dans l'ordre d'idées que j'avais eu l'honneur de vous soumettre et auquel vous aviez bien voulu donner votre approbation. J'ai dit, soit au Grand-Vizir, soit au Ministre des Affaires étrangères, soit à ceux de mes collègues que j'ai pu entretenir de cette affaire, que mon intention n'était pas de rentrer dans les discussions précédentes: je prenais le fait existant, la situation créée à la Compagnie par les résolutions antérieures, et je me bornais à en exposer les conséquences. Le système de perception élaboré par la Commission de Constantinople et imposé par la Porte assurait l'existence journalière de la Compagnie: l'expérience avait démontré que les recettes ainsi obtenues pouvaient suffire à l'entretien annuel du canal et à une rémunération modeste du capital engagé; mais ces recettes étaient absolument impuissantes à assurer le développement de l'entreprise. Rigoureusement maintenues, par l'application de l'échelle décroissante, au-dessous d'un chiffre qu'elles ne pourraient de longtemps dépasser, elles ne sauraient fournir les ressources nécessaires à l'exécution des améliorations reconnues urgentes. Or, l'intérêt du commerce et de la navigation réclamait impérieusement des travaux immédiats et considérables; un rapport du colonel Stokes lui-même le démontrait victorieusement. Le développement pris par la marine à vapeur, les dimensions colossales et imprévues données aujourd'hui aux bâtiments de construction nouvelle, les ensablements produits à Port-Saïd par les apports du Nil, modifiaient les conditions premières de l'exploitation; il y avait des courbes à redresser, des gares d'évitement à élargir, des défenses à construire, des jetées à prolonger ou à modifier, enfin tout un ensemble de travaux à étudier et à exécuter immédiatement, sous peine de compromettre l'entreprise en elle-même et de diminuer les immenses services qu'elle rend au commerce général. Pour ces travaux extraordinaires et complémentaires il fallait des ressources extraordinaires. Pour créer ces ressources, l'autorisation du Gouvernement ottoman était nécessaire à la Compagnie; elle viendrait bientôt la solliciter elle-même et rappeler au Grand-Vizir que, dans sa lettre du 7 mars 1874, il avait promis d'examiner avec sollicitude les propositions que la Compagnie pourrait lui faire pour l'exé-

Nr. 5517. Frankreich. 6. April 1875

cution des travaux dont la nécessité serait justifiée. Le négociateur serait animé des dispositions les plus conciliantes; j'espérais qu'il rencontrerait l'accueil bienveillant d'un Gouvernement, sous la protection duquel il plaçait ses intérêts et ne serait pas combattu par les représentants des Puissances qui ont si souvent fait profession d'une sympathie sincère pour la grande oeuvre de M. de Lesseps. J'espérais enfin qu'on ne réduirait pas la Compagnie, en lui fermant toute autre voie, à l'obligation de demander ces ressources extraordinaires aux indemnités pécuniaires qu'elle se croit en droit de réclamer du Gouvernement ottoman. Je laissais en même temps entrevoir la possibilité de faire de l'abandon de ces réclamations pécuniaires le complément des négociations amicales qui allaient s'ouvrir. || Cette exposition a été favorablement accueillie. Le Grand-Vizir a tenu un langage très-sympathique au canal; mais il s'est plaint de l'intervention de la diplomatie étrangère dans une question d'ordre administratif; je lui ai alors rappelé que j'avais été, pendant tout le cours des discussions passées, le défenseur isolé des droits et de la dignité de la Sublime Porte et que le Gouvernement ottoman était seul responsable de la tournure qu'avait prise cette affaire. Deux fautes avaient été commises par lui: la première, lorsqu'il avait transformé en débat international un litige qui aurait dû conserver son caractère administratif; la seconde, lorsqu'il avait, par un procédé que je ne voulais pas rappeler, transformé une Commission purement technique et scientifique en une Cour de justice chargée de connaître des rapports de la Compagnie ottomane du canal avec le Gouvernement ottoman. Le Gouvernement français s'était inutilement opposé à cette direction donnée aux débats: il avait donc été obligé de prendre acte des ingérences admises par la Sublime Porte et de s'en prévaloir pour la défense des intérêts des actionnaires français du canal. C'est à ce titre seulement qu'il intervenait dans la question; mais il désirait vivement que son intervention devînt inutile et que le représentant de la Compagnie fût assuré de pouvoir directement et librement trouver, de concert avec la Sublime Porte, une solution conforme à l'équité et aux véritables intérêts des parties en cause. || Le Grand-Vizir et Safvet-Pacha m'ont semblé frappés par ce langage et se sont montrés disposés à étudier avec sollicitude et sympathie les propositions de la Compagnie. Mais, quelles que soient leurs dispositions personnelles, on ne saurait se dissimuler l'influence que doit exercer sur leurs résolutions finales l'opinion du Gouvernement anglais. Le Cabinet de Londres pèse nécessairement sur leur esprit de tout le poids de ses intérêts maritimes et de l'immense flotte de commerce qui chaque année traverse sous son pavillon l'isthme de Suez; son concours est celui qu'il importe surtout d'obtenir, et je serais bien étonné que le Cabinet ottoman s'arrêtât à une décision qui n'aurait pas reçu son approbation. || Je n'ai rien négligé, dans ma sphère d'action, pour atteindre ce résultat, et j'augure favorablement de mes premières démarches. Sir H. Elliot, avec son esprit droit et net, a rapidement saisi la nouvelle phase de la question, et il m'a assuré de son adhésion personnelle

Nr. 5517. Frankreich. 6. April 1875.

au système que je lui exposais. Il a cru devoir seulement, aux termes des conclusions finales de la transaction de Constantinople, réserver l'approbation de son Gouvernement pour toute modification qui serait opposée aux tarifs aujourd'hui existants. Je me suis permis de demander à M. l'Ambassadeur d'Angleterre comment il ferait pour concilier le respect, quelquefois exagéré, qu'il professe pour la liberté d'action du Gouvernement ottoman avec l'obligation qu'il voudrait lui imposer de soumettre au contrôle de toutes les Puissances les relations administratives de la compagnie de Suez avec la Sublime Porte. Sir H. Elliot s'est retranché derrière les résolutions de la Commission de Constantinople, résolutions adoptées par le Gouvernement ottoman lui-même; mais il n'a pas laissé ignorer qu'il serait le premier à conseiller à son Gouvernement de ne pas refuser à la compagnie de Suez les ressources nécessaires à l'exécution de travaux qu'il savait indispensables. Peut-être jugerez-vous opportun, Monsieur le Duc, de faire appuyer à Londres les bonnes dispositions de M. l'Ambassadeur d'Angleterre et de confirmer mon langage par l'autorité de votre parole. Je n'ai jusqu'à présent parlé qu'en mon propre nom, en évitant avec soin d'engager, soit mon Gouvernement, soit la Compagnie de Suez. || M. Charles Aimé de Lesseps, représentant de la Compagnie de Suez, m'a suivi de près à Constantinople; ses qualités sympathiques, son esprit conciliant et ferme, en font un négociateur heureusement choisi. J'ai lieu de le croire satisfait de ses premiers entretiens, soit avec le Grand-Vizir, soit avec M. l'Ambassadeur d'Angleterre; il a tenu un langage absolument conforme au mien et a pu s'apercevoir que le terrain était bien préparé. Je ne doute pas que cet accord ne se maintienne: il est indispensable au succès final, que je ne saurais entrevoir en dehors de la ligne que je me suis tracée et que je n'ai adoptée, d'ailleurs, qu'après avoir reçu votre entière approbation. || J'aurai soin de tenir Votre Excellence exactement informée de la marche ultérieure de ces délicates négociations. || Veuillez agréer, etc.

Vogüé.

Nr. 5518.

FRANKREICH. — Min. d. Ausw. an die Vertreter Frankreichs bei den europäischen Seemächten. — Circular, betreffend Unterstützung der bei der Pforte gethanen Schritte.

Versailles, le 14 mai 1875.

Nr. 5518. Frankreich. 14. Mai 1875

Monsieur, les instructions que j'ai adressées, le 16 avril de l'année dernière, à M. le Comte de Vogüé au sujet de l'affaire de Suez, et que j'ai eu l'honneur de vous communiquer le 20 du même mois, prévoyaient la nécessité où la Compagnie de l'isthme se trouverait ultérieurement de demander à la

Nr. 5518. Frankreich. 14. Mai 1875.

Porte un supplément de ressources pour pouvoir exécuter certains travaux indispensables à la facilité et à la sécurité de la navigation. || En présence de l'intérêt qui s'attache au prompt accomplissement de ces travaux, la Compagnie n'a pas cru devoir différer plus longtemps de soumettre au Gouvernement ottoman, avec l'exposé de sa situation financière, ses propositions relatives à l'amélioration des conditions matérielles dans lesquelles s'effectue aujourd'hui le transit par le canal. M. Charles de Lesseps, vice-président du Conseil d'administration, s'est, en conséquence, rendu à Constantinople et a remis à Safvet-Pacha le mémoire dont vous trouverez ci-joint copie. Ce document a dû être communiqué par la Porte aux Puissances qui ont pris part à la conférence de l'année dernière. || D'après les informations qui me sont adressées par M. le Comte de Vogüé, le Gouvernement ottoman a fait à ces ouvertures un accueil favorable et serait disposé, s'il pouvait compter sur l'assentiment des autres Puissances, à s'entendre avec la Compagnie pour arrêter les bases d'une décision équitable. Il est difficile de méconnaître la réalité des besoins auxquels cette décision serait destinée à pourvoir: je me plais donc à penser que, dans son esprit de justice, le Gouvernement . . . . . . n'hésitera pas à appuyer avec nous les demandes de la Compagnie du canal pour l'objet déterminé auquel elles se rapportent. Il n'est point question, vous pourrez au besoin le faire remarquer, de discuter les conditions qui ont été imposées à la Compagnie d'après les conclusions de la Commission de Constantinople, ni de réagir contre les résolutions prises à cette époque par la Porte ottomane; il s'agit uniquement d'accroître les ressources de l'entreprise en vue du développement à lui donner dans l'intérêt du commerce maritime: or, l'insuffisance de ces ressources ne saurait être contestée, du moment où l'application de l'échelle décroissante doit nécessairement empêcher pendant longtemps que les recettes ne dépassent le chiffre strictement nécessaire pour l'entretien du canal et pour une rémunération modeste du capital engagé. || L'affectation d'une partie des recettes actuelles aux travaux urgents signalés dans le mémoire de M. de Lesseps serait, d'ailleurs, d'autant plus difficile à exiger, que les conditions premières du transit ont été sensiblement modifiées par un ensemble de circonstances qui ne pouvaient être prévues au moment de la concession, telles que la création, pour l'exploitation de la nouvelle voie ouverte à la navigation européenne, d'une flotte commerciale mue par la vapeur et composée de bâtiments à dimensions jusqu'alors inconnues. || Quant aux moyens proposés par la Compagnie pour faire face à ces dépenses extraordinaires, ils consisteraient, comme vous le verrez, soit dans l'établissement d'une taxe de stationnement ou autre, d'un franc par tonneau, soit dans une prolongation de la période décroissante du tarif. J'inclinerais, en ce qui me concerne, vers ce dernier moyen, sans vouloir toutefois insister pour son adoption. || Je vous prie, Monsieur, de faire connaître au Ministre des Affaires étrangères de . . . . . le sentiment du Gouvernement français sur l'objet et le véritable caractère des négociations actuellement engagées entre le vice-

président de la Compagnie de Suez et la Porte ottomane. J'ai autorisé notre Ambassadeur à prêter son appui aux démarches de M. Charles de Lesseps, en se concertant avec ses collègues étrangers, et j'apprendrais avec satisfaction que des instructions analogues fussent envoyées au représentant de . . . . . . à Constantinople. || Agréez, etc.

Nr. 5518. Frankreich. 14. Mai 1875.

Decazes.

Nr. 5519.

FRANKREICH. — Min. d. Ausw. an den Botschafter in Constantinopel (M. de Bourgoing). — Vertagung der Verhandlungen und Ansichten der Seemächte.

Versailles, le 31 août 1875.

Nr. 5519. Frankreich. 31. Aug. 1875.

Monsieur le Comte, vous m'avez fait l'honneur de m'informer qu'en présence des difficultés que lui paraissait rencontrer la négociation entreprise à Constantinople par son délégué, le Conseil d'administration de la Compagnie de Suez s'était décidé à rappeler M. Charles de Lesseps. || Je savais déjà, Monsieur le Comte, que les Gouvernements intéressés n'avaient pas reçu communication officielle des propositions de la Compagnie. Plusieurs d'entre eux, en effet, avaient répondu aux agents de mon Département, qui, d'après mes instructions, recommandaient ces propositions à leur bienveillant examen, qu'ils réserveraient leur décision tant que la Porte n'aurait pas pris l'initiative de cette négociation. || En conséquence de votre dépêche du 7 juillet, j'ai cru devoir suspendre toute démarche et inviter nos agents diplomatiques à considérer la solution de la question comme provisoirement ajournée. Ce résultat me paraît regrettable, surtout pour le commerce maritime, qui avait un intérêt beaucoup plus immédiat que la Compagnie à ce que les propositions de celle-ci fussent acceptées par le Gouvernemeut ottoman. || Les dispositions manifestées à cette occasion par les Puissances ont été, d'ailleurs, généralement favorables. Les Cabinets de Berlin et de Vienne ont adhéré en principe à la combinaison proposée, en émettant l'avis qu'il y aurait lieu de faire régler, le cas échéant, les questions de détail par une commission internationale; le Gouvernement austro-hongrois a demandé, en outre, que la Compagnie fût appelée à donner, en temps et lieu, des explications sur les travaux projetés ainsi que sur l'affectation à ces travaux du produit intégral de la surtaxe qu'elle serait autorisée à percevoir. Le Gouvernement italien a formulé la même demande, à laquelle nous nous sommes montrés disposés à nous associer, sous la réserve, toutefois, qu'il n'en résulterait aucune ingérence insolite des Puissances dans les affaires ni dans la gestion administrative de la Compagnie. Les Cabinets de Madrid et d'Athènes ont accentué plus encore que ceux de Berlin

Nr. 5519. Frankreich. 31. Aug. 1875.

et de Vienne l'expression de leur bon vouloir. Quant à la Russie, ses vues, comme précédemment, s'accordent en tout avec les nôtres. Le Cabinet de la Haye s'est borné à donner l'assurance qu'il consentirait à l'éloignement de la période de décroissance du tarif, si la Porte proposait de modifier les résolutions prises à la suite des travaux de la Commission de Constantinople. Enfin, le Gouvernement anglais a émis l'avis que l'examen des propositions de la Compagnie devait être différé jusqu'à ce qu'elle se fût complétement soumise à l'autorité de la Porte en cessant de protester contre l'application du nouveau tarif. J'ai l'honneur de vous envoyer, à titre d'information, copie d'une dépêche que j'ai écrite à Lord Lyons le 5 juillet dernier, et dans laquelle j'ai cherché à faire revenir le Cabinet de Londres sur cette opinion, ainsi qu'à écarter quelques autres objections présentées par le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique. || Agréez, etc.

Decazes.

Nr. 5520.

FRANKREICH. — Geschäftsträger in London an den Min. d. Ausw. — Unterredung mit Lord Derby über den Verkauf der Suezkanal-Actien des Khedive an eine französische Gesellschaft.

Londres, le 20 novembre 1875.

Nr. 5520. Frankreich. 20. Nov. 1875.

Monsieur le Duc, suivant les instructions que j'avais reçues de Votre Excellence, j'ai profité de l'entretien que j'avais ce matin avec Lord Derby pour passer des difficultés financières de la Turquie à celles de l'Égypte. Le principal Secrétaire d'État m'a dit que le Khédive cherchait à hypothéquer ses actions du canal de Suez à la Banque anglo-égyptienne. Je lui ai alors demandé s'il n'était pas aussi question de la vente de ces actions à la Société générale. "Je ne vous cache pas", m'a-t-il répondu, "que j'y verrais de sérieux inconvénients. Vous savez quelle est mon opinion sur la Compagnie française: elle a couru les risques de l'entreprise; tout l'honneur lui en revient, et je ne désire contester aucun de ses titres à la reconnaissance de tous. Mais reconnaissez que nous sommes les plus intéressés dans le canal, puisque nous en usons plus que tous les autres pavillons réunis; le maintien de ce passage est devenu pour nous une question capitale; je verrais donc avec grande satisfaction venir le moment, où il sera possible de largement désintéresser les actionnaires et de remplacer la Compagnie par une sorte d'administration ou de syndicat où toutes les puissances maritimes seraient représentées. En tout cas, nous ferons notre possible pour ne pas laisser monopoliser dans des mains étrangères une affaire dont dépendent nos premiers intérêts. La garantie ré-

sultant du contrôle de la Porte n'est plus suffisante aujourd'hui; si nous perdions celle que nous offre encore la participation du Khédive, nous serions absolument à la merci de M. de Lesseps, auquel je rends d'ailleurs toute justice. La Compagnie et les actionnaires français possèdent déjà 110 millions sur les 200 que représente le capital des actions; c'est assez." || Après quelques mots au sujet de la Compagnie du canal de Suez, je revins à l'emprunt hypothécaire dont Lord Derby m'avait parlé. Il m'a répondu qu'il désirait que le Khédive n'hypothéquât pas ses titres, mais qu'à tout prendre l'hypothèque n'était pas l'aliénation des titres et qu'on pouvait toujours les recouvrer. Il a insisté, en finissant, sur le mauvais effet que produirait, dans les circonstances actuelles, la vente des titres à une compagnie française, et, en même temps, sur son désir d'éviter le réveil d'anciennes rivalités qu'un fait de ce genre ne manquerait pas de provoquer. || Veuillez agréer, etc.

Nr. 5520. Frankreich. 20. Nov. 1875.

Gavard.

Nr. 5521.

FRANKREICH. — Botschafter in London (Graf d'Harcourt) an den Min. d. Ausw. — Mittheilung Lord Derby's über den Ankauf der Actien abseiten Englands.

[Extrait.]

Londres, le 27 novembre 1875.

Nr. 5521. Frankreich. 27. Nov. 1875.

Monsieur le Duc, je viens de chez le Comte Derby, à qui j'ai exprimé le désir que j'éprouvais de savoir de sa bouche ce qui avait décidé l'Angleterre à acquérir du Khédive les actions de la Compagnie de Suez. || Voici à peu près ce que m'a répondu Lord Derby: || „Ce n'est qu'au commencement de la semaine que nous avons su l'intention et le besoin du Khédive de vendre ses actions. Mon désir, et je l'ai exprimé, était qu'il les gardât; mais, d'une part, il avait un besoin urgent de se procurer des ressources pour des remboursements qui n'admettaient pas de retard, et, d'autre part, nous avons su qu'il y avait des négociations suivies entre la Société générale et le Gouvernement égyptien pour l'acquisition des mêmes actions. Il fallait donc laisser passer ces valeurs en d'autres mains, ou les acheter nous-mêmes. Je puis vous assurer que nous avons agi avec l'intention uniquement d'empêcher une plus grande prépondérance d'influence étrangère dans une affaire si importante pour nous. Nous avons la glus grande considération pour M. de Lesseps; nous reconnaissons qu'au lieu de nous opposer à sa grande création, nous aurions mieux fait de nous y associer. Je renie pour mes collègues et pour moi toute intention de dominer les délibérations de la Compagnie et d'abuser de notre

Nr. 5521. Frankreich. 27. Nov. 1875.

récente acquisition pour violenter ses décisions. Ce que nous avons fait est purement défensif. Je ne crois pas d'ailleurs que le Gouvernement et les sujets anglais soient maîtres de la majorité des actions. J'ai dit, il y a quelque temps, à la Chambre des Lords, que je ne m'opposais pas à un arrangement qui mettrait le canal de Suez sous la direction d'un syndicat international. Je n'en ferai pas la proposition; mais je ne retire nullement mes paroles."

Veuillez agréer, etc.

d'Harcourt.

Egyptische Gerichtsreform.

Nr. 5522.

EGYPTEN. — Règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Egypte.

Titre premier.

Juridiction en matière civile et commerciale.

Chapitre Ier.

Tribunaux de première instance et cour d'appel.

§ 1er. — *Institution et composition.*

Nr. 5522. Egypten. 10. Nov. 1874.

Art. 1er. — Il sera institué trois tribunaux de première instance à Alexandrie, au Caire et à Zagazig.

Art. 2. — Chacun de ces tribunaux sera composé de sept juges: quatre étrangers et trois indigènes. || Les sentences seront rendues par cinq juges, dont trois étrangers et deux indigènes. | L'un des juges étrangers présidera avec le titre de vice-président et sera désigné par la majorité absolue des membres étrangers et indigènes du tribunal. || Dans les affaires commerciales, le tribunal s'adjoindra deux négociants, un indigène et un étranger, ayant voix délibérative et choisis par voie d'élection.

Art. 3. — Il y aura à Alexandrie une cour d'appel composée de onze magistrats: quatre indigènes et sept étrangers. | L'un des magistrats étrangers présidera sous le titre de vice-président et sera désigné de la même manière que les vice-présidents des tribunaux. | Les arrêts de la cour d'appel seront rendus par huit magistrats, dont cinq étrangers et trois indigènes.

Art. 4. — Le nombre des magistrats de la cour d'appel et des tribunaux pourra être augmenté si la cour en signale la nécessité pour le besoin du service, sans altérer la proportion fixée entre les juges indigènes et étrangers. | En attendant, dans le cas d'absence ou d'empêchement de plusieurs juges à la fois de la cour d'appel, ou même du tribunal, le président de la cour pourra les faire suppléer, s'il s'agit de juges étrangers, par leurs collègues des autres tribunaux ou par les magistrats étrangers de la cour d'appel; lorsque

l'un des magistrats de la cour sera ainsi délégué à intervenir aux audiences d'un des tribunaux, il en aura la présidence.

Art. 5. — La nomination et le choix des juges appartiendront au gouvernement égyptien; mais, pour être rassuré lui-même sur les garanties, que présenteront les personnes dont il fera choix, il s'adressera officieusement aux ministres de la justice à l'étranger et n'engagera que des personnes munies de l'acquiescement et de l'autorisation de leur gouvernement.

Art. 6. — Il y aura dans la cour d'appel et dans chaque tribunal un greffier et plusieurs commis-greffiers assermentés, par lesquels il pourra se faire remplacer.

Art. 7. — Il y aura aussi près la cour d'appel et de chaque tribunal des interprètes assermentés en nombre suffisant, et le personnel d'huissiers nécessaire qui seront chargés du service de l'audience, de la signification des actes et de l'exécution des sentences.

Art. 8. — Les greffiers, huissiers et interprètes seront d'abord nommés par le gouvernement, et, quant aux greffiers, ils seront choisis pour la première fois à l'étranger parmi les officiers ministériels qui exercent ou qui ont déjà exercé, ou parmi les personnes aptes à remplir les mêmes fonctions à l'étranger, et pourront être révoqués par le tribunal auquel ils seront attachés.

§ 2. — *Compétence.*

Art. 9. — Ces tribunaux connaîtront seuls de toutes les contestations en matière civile et commerciale, entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalités différentes en dehors du statut personnel. || Ils connaîtront aussi de toutes les actions réelles immobilières entre toutes personnes, même appartenant à la même nationalité.

Art. 10. — Le gouvernement, les administrations, les daïras de S. A. le khédive et des membres de sa famille seront justiciables de ces tribunaux dans les procès avec les étrangers.

Art. 11. — Ces tribunaux, sans pouvoir statuer sur la propriété du domaine public ni interpréter ou arrêter l'exécution d'une mesure administrative, pourront juger, dans les cas prévus par le code civil, les atteintes portées à un droit acquis d'un étranger par un acte d'administration.

Art. 12. — Ne sont pas soumises à ces tribunaux les demandes des étrangers contre un établissement pieux en revendication de la propriété d'immeubles possédés par cet établissement; mais ils seront compétents pour statuer sur la demande intentée sur la question de possession légale, quel que soit le demandeur ou le défendeur.

Art. 13. — Le seul fait de la constitution d'une hypothèque en faveur d'un étranger sur les biens immeubles, quels que soient le possesseur et le propriétaire, rendra ces tribunaux compétents pour statuer sur la validité de l'hypothèque et sur toutes ses conséquences, jusques et y compris la vente forcée de l'immeuble, ainsi que la distribution du prix.

Art. 14. — Les tribunaux délégueront un des magistrats qui, agissant en qualité de juge de paix, sera chargé de concilier les parties et de juger les affaires dont l'importance sera fixée par le code de procédure.

§ 3. — *Audiences.*

Art. 15. — Les audiences seront publiques, sauf les cas où le tribunal, par une décision motivée, ordonnera l'huis-clos dans l'intérêt des bonnes moeurs ou de l'ordre public; la défense sera libre.

Art. 16. — Les langues judiciaires employées devant le tribunal pour les plaidoiries et la rédaction des actes et sentences seront les langues du pays, l'italien et le français.

Art. 17. — Les personnes ayant le diplôme d'avocat seront seules admises à représenter et défendre les parties devant la cour d'appel.

§ 4. — *Exécution des sentences.*

Art. 18. — L'exécution des jugements aura lieu en dehors de toute action administrative consulaire ou autre, et sur l'ordre du tribunal. Elle sera effectuée par les huissiers du tribunal, avec l'assistance des autorités locales si cette assistance devient nécessaire, mais toujours en dehors de toute ingérence administrative. || Seulement l'officier de justice chargé de l'exécution par le tribunal est obligé d'avertir les consulats du jour et de l'heure de l'exécution, et ce, à peine de nullité et de dommages-intérêts contre lui. Le consul, ainsi averti, a la faculté de se trouver présent à l'exécution; mais, en cas d'absence, il sera passé outre à l'exécution.

§ 5. — *Inamovibilité des magistrats. — Avancement. — Incompatibilité. — Discipline.*

Art. 19. — Les magistrats qui composent la cour d'appel et les tribunaux seront inamovibles. || L'inamovibilité ne subsistera que pendant la période quinquennale. Elle ne sera définitivement admise qu'après ce délai d'épreuve.

Art. 20. — L'avancement des magistrats et leur passage d'un tribunal à un autre n'auront lieu que de leur consentement et sur le vote de la cour d'appel, qui prendra l'avis des tribunaux intéressés.

Art. 21. — Les fonctions de magistrat, de greffier, commis-greffier, interprète et huissier seront incompatibles avec toutes autres fonctions salariées et avec la profession de négociant.

Art. 22. — Les magistrats ne seront point l'objet, de la part de l'administration épyptienne, de distinctions honorifiques ou matérielles.

Art. 23. — Tous les juges de la même catégorie recevront les mêmes appointements. L'acceptation d'une rémunération en dehors de ces appointements, d'une augmentation des appointements, de cadeaux de valeur ou d'autres avantages matériels, entraîne, pour le juge, la déchéance de l'emploi et du traitement, sans aucun droit à une indemnité.

Art. 24. — La discipline des magistrats, des officiers de justice et des avocats est réservée à la cour d'appel. La peine disciplinaire applicable aux magistrats, pour les faits qui compromettent leur honorabilité comme magistrats, ou l'indépendance de leurs votes, sera la révocation et la perte du traitement, sans aucun droit à une indemnité. La peine applicable aux avocats pour les faits qui compromettent leur honorabilité sera la radiation de la liste des avocats admis à plaider devant la cour, et le jugement devra être rendu par la cour en réunion générale à la majorité des trois quarts des conseillers présents.

Art. 25. — Toute plainte présentée au gouvernement par un membre du corps consulaire contre les juges pour cause disciplinaire devra être déférée à la cour, qui sera tenue d'instruire l'affaire.

Chapitre II.

Parquet.

Art. 26. — Il sera institué un parquet, à la tête duquel sera un procureur général.

Art. 27. — Le procureur général aura sous sa direction, auprès de la cour d'appel et des tribunaux, des substituts en nombre suffisant pour le service des audiences et la police judiciaire.

Art. 28. — Le procureur général pourra siéger à toutes les chambres de la cour et des tribunaux, à toutes les cours criminelles et à toutes les assemblées générales de la cour et des tribunaux.

Art. 29. — Le procureur général et ses substituts seront amovibles, et ils seront nommés par S. A. le khédive.

§ 6. — *Dispositions spéciales et transitoires.*

Art. 30. — Le droit de récusation péremptoire des magistrats, des interprètes et des traductions écrites, sera réservé pour toutes les parties.

Art. 31. — Il y aura, dans chaque greffe des tribunaux de première instance, un employé du Mehkémé qui assistera le greffier dans les actes translatifs de propriété immobilière et de constitution de droit de privilége immobilier, et en dressera acte qu'il transmettra au Mehkémé.

Art. 32. — Il y aura également auprès du Mehkémé des commis délégués par le greffier du tribunal de première instance, qui devront lui transmettre, pour être transcrits d'office au registre des hypothèques, les actes translatifs de propriété immobilière et de constitution de gage immobilier. Ces transmissions seront faites sous peine de dommages-intérêts et de poursuite disciplinaire, et sans que l'omission entraîne nullité.

Art. 33. — Les conventions, donations et les actes de constitution d'hypothèque ou translatifs de propriété immobilière, reçus par le greffier du tribunal de première instance, auront la valeur d'actes authentiques, et leur original sera déposé dans les archives du greffe.

Art. 34. — Les nouveaux tribunaux, dans l'exercice de leur juridiction

en matière civile et commerciale, et dans la limite de celle qui leur est consentie en matière pénale, appliqueront les codes présentés par l'Egypte aux puissances, et, en cas de silence, d'insuffisance et d'obscurité de la loi, le juge se conformera aux principes du droit naturel et aux règles de l'équité.

Art. 35. — Le gouvernement fera publier, un mois avant le fonctionnement des nouveaux tribunaux, les codes, dont un exemplaire en chacune des langues judiciaires sera déposé jusqu'à ce fonctionnement dans chaque mudirieh, auprès de chaque consulat et aux greffes de la cour d'appel et des tribunaux, qui en conserveront toujours un exemplaire.

Art. 36. — Il publiera également les lois relatives au statut personnel des indigènes, un tarif des frais de justice, les ordonnances sur le régime des terres, des digues et canaux.

Art. 37. — La cour préparera le règlement général judiciaire en ce qui concerne la police de l'audience, la discipline des tribunaux, des officiers de justice, des avocats, et les devoirs des mandataires représentant les parties à l'audience, l'admission des personnes indigentes au bureau d'assistance judiciaire, l'exercice du droit de récusation péremptoire et la manière de procéder, en cas de partage des votes, pour les jugements de la cour d'appel. || Le projet de règlement ainsi préparé sera transmis aux tribunaux de première instance pour leurs observations, et, après une nouvelle délibération de la cour, qui sera définitive, rendu exécutoire par décret du ministre de la justice.

Art. 38. — Les tribunaux en matière civile et commerciale ne commenceront à connaître des causes mixtes qu'un mois après leur installation.

Art. 39. — Les causes déjà commencées devant les consulats étrangers au moment de l'installation des tribunaux seront jugées devant leur ancien forum jusqu'à leur solution définitive. Elles pourront cependant, à la demande des parties et avec le consentement de tous les intéressés, être référées aux nouveaux tribunaux.

Art. 40. — Les nouvelles lois et la nouvelle organisation judiciaire n'auront pas d'effet rétroactif.

Titre II.

Juridiction en matière pénale en ce qui concerne les inculpés étrangers.

Chapitre I[er].

Tribunaux des contraventions, de police correctionnelle et cour d'assises.

§ 1[er]. — *Composition.*

Art. 1[er]. — Le juge des contraventions à la charge des étrangers sera un des membres étrangers du tribunal.

Art. 2. — La chambre du conseil, aussi bien en matière de délits qu'en matière de crimes, sera composée de trois juges, dont un indigène et deux étrangers, et de quatre assesseurs étrangers.

Nr. 5522.
Egypten.
10. Nov. 1874.

Art. 3. — Le tribunal correctionnel aura la même composition.

Art. 4. — La cour d'assises sera composée de trois conseillers, dont un indigène et deux étrangers. || Les douze jurés seront étrangers. || Dans ces divers cas, la moitié des assesseurs et des jurés sera de la nationalité de l'inculpé, s'il le demande. Dans le cas où la liste des jurés ou des assesseurs de la nationalité de l'accusé serait insuffisante, il désignera la nationalité à laquelle ils devront appartenir pour compléter le nombre voulu.

Art. 5. — Lorsqu'il y aura plusieurs inculpés, chacun d'eux aura droit de demander un nombre égal d'assesseurs ou de jurés, sans que le nombre des assesseurs ou jurés puisse être augmenté, et sauf à déterminer par la voie du sort ceux des inculpés qui, à raison de ce nombre, ne pourront exercer leur droit.

§ 2. — *Compétence.*

Art. 6. — Seront soumises à la juridiction des tribunaux égyptiens les poursuites pour contraventions de simple police, et, en outre, les accusations portées contre les auteurs et complices des crimes et délits suivants.

Art. 7. — Crimes et délits commis directement contre les magistrats, les jurés et les officiers de justice dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, || Savoir: *a*) Outrages par gestes, paroles ou menaces; *b*) Calomnies, injures, pourvu qu'elles aient été proférées, soit en présence du magistrat, du juré ou de l'officier de justice, soit dans l'enceinte du tribunal, ou publiées par voie d'affiches, d'écrits, d'imprimés, de gravures ou d'emblèmes; *c*) Voies de fait contre leur personne, comprenant les coups, blessures et homicide volontaire avec ou sans préméditation; *d*) Voies de fait exercées contre eux ou menaces à eux faites pour obtenir un acte injuste ou illégal, ou l'abstention d'un acte juste ou légal; *e*) Abus par un fonctionnaire public de son autorité contre eux dans le même but; *f*) Tentative de corruption exercée directement contre eux; *g*) Recommandation donnée à un juge par un fonctionnaire public en faveur d'une des parties.

Art. 8. — Crimes et délits commis directement contre l'exécution des sentences et des mandats de justice, || Savoir: *a*) Attaque ou résistance avec violence ou voies de fait contre les magistrats en fonctions, ou des officiers de justice instrumentant ou agissant légalement pour l'exécution des sentences ou mandats de justice, ou contre les dépositaires ou agents de la force publique chargés de prêter main-forte à cette exécution; *b*) Abus d'autorité de la part d'un fonctionnaire public pour empêcher l'exécution; *c*) Vol de pièces judiciaires dans le même but; *d*) Bris de scellés apposés par l'autorité judiciaire, détournement d'objets saisis en vertu d'une ordonnance ou d'un jugement; *e*) Evasion de prisonniers détenus en vertu d'un mandat ou d'une sentence et actes qui ont directement procuré cette évasion. *f*) Recel des prisonniers évadés dans le même cas.

Art. 9. — Les crimes et délits imputés aux juges, jurés et officiers de

justice, quand ils seront accusés de les avoir commis dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus de ces fonctions, ‖ Savoir: Outre les crimes et délits communs qui pourront leur être imputés dans ces circonstances, les crimes et délits spéciaux sont: *a*) Sentence injuste rendue par faveur ou inimitié; *b*) Corruption; *c*) Non-révélation de la tentative de corruption; *d*) Déni de justice; *e*) Violences exercées contre les particuliers; *f*) Violation du domicile sans les formalités légales; *g*) Exactions; *h*) Détournement de deniers publics; *i*) Arrestation illégale; *j*) Faux dans les sentences et actes.

Art. 10. — Dans les dispositions qui précèdent, sont compris sous la désignation d'officiers de justice les greffiers, les commis-greffiers assermentés, les interprètes attachés au tribunal et les huissiers titulaires, mais non les personnes chargées accidentellement par délégation du tribunal d'une signification ou d'un acte d'huissier. ‖ La dénomination de magistrat comprend les assesseurs.

Chapitre II.

Dérogation au code d'instruction criminelle dans le jugement des contraventions, des crimes et délits à la charge des étrangers.

§ 1er. — *Poursuite.*

Art. 11. — Lorsqu'un membre du corps consulaire dénoncera un fait délictueux à la charge d'un magistrat ou d'un officier de justice, le gouvernement devra donner les ordres nécessaires au ministère public, qui sera tenu de suivre sur la dénonciation.

Art. 12. — Toutes les poursuites pour crimes et délits feront l'objet d'une instruction qui sera soumise à une chambre du conseil.

Art. 13. — Le consul de l'inculpé sera sans délai avisé de toute poursuite pour crime ou délit intentée contre son administré.

§ 2. — *Instruction.*

Art. 14. — L'instruction ainsi que les débats auront lieu dans celle des langues judiciaires que connaîtrait l'inculpé.

Art. 15. — Toute instruction contre un étranger, ainsi que la direction des débats lors du jugement, appartiendront à un magistrat étranger, tant en matière de simple police qu'en matière criminelle ou correctionnelle.

Art. 16. — Si l'inculpé d'un crime ou d'un délit n'a pas de défenseur, il lui en sera désigné un d'office au moment de l'interrogatoire, à peine de nullité.

Art. 17. — Jusqu'à ce qu'il soit constaté qu'il existe en Egypte une installation suffisante des lieux de détention, les inculpés arrêtés préventivement seront livrés au consul immédiatement après l'interrogatoire, et dans les vingt-quatre heures de l'arrestation au plus tard, à moins que le consul n'ait autorisé la détention dans la prison du gouvernement.

Art. 18. — Le témoin qui refusera de répondre, soit au juge d'instruction, soit devant un tribunal du jugement, pourra être condamné à la peine

Nr. 5522. Egypten. 10. Nov. 1874.

de l'emprisonnement, qui variera d'une semaine à un mois en matière de délit, et qui pourra être portée à trois mois en matière de crime, ou, en tous cas, à une amende de 100 à 4000 piastres égyptiennes. || Ces peines seront prononcées, suivant les cas, par le tribunal ou la cour.

Art. 19. — Les seuls témoins qui pourront être récusés sont les ascendants, les descendants et les frères et soeurs de l'inculpé ou ses alliés au même degré et son conjoint, même divorcé, sans que l'audition des personnes ci dessus entraîne nullité lorsque ni le ministère public, ni la partie civile, ni l'inculpé ne les aura récusés.

Art. 20. — Lorsque, dans le cours d'une instruction, il y aura lieu de procéder à une visite domiciliaire, le consul de l'inculpé sera avisé. || Il sera dressé procès-verbal de l'avis donné au consul. || Copie de ce procès verbal sera laissée au consulat au moment de l'interpellation.

Art. 21. — Hors le cas de flagrant délit ou d'appel de secours de l'intérieur, l'entrée du domicile pendant la nuit ne pourra avoir lieu qu'en présence du consul ou de son délégué, s'il ne l'a pas autorisée hors sa présence.

§ 3. — *Règlement de la compétence dans les conflits de juridiction.*

Art. 22. — Trois jours avant la réunion de la chambre du conseil, la communication des pièces de l'instruction sera faite au greffe, au consul ou à son délégué. || Il devra, sous peine de nullité, être délivré au consul expédition des pièces dont il demandera copie.

Art. 23. — Si, sur la communication des pièces, le consul de l'inculpé prétend que l'affaire appartient à sa juridiction et qu'elle doit être déférée à son tribunal, la question de compétence, si elle est contestée par le tribunal égyptien, sera soumise à l'arbitrage d'un conseil composé de deux conseillers ou juges désignés par le président de la cour, et de deux consuls choisis par le consul de l'inculpé.

Art. 24. — Lorsque le juge d'instruction et le consul instruiront en même temps sur le même fait, si l'un ou l'autre ne croit pas devoir se reconnaître incompétent, le conseil des conflits devra être réuni pour régler le différend à la demande de l'un des deux. || Il est bien entendu que le conflit ne pourra jamais être soulevé par le juge d'instruction à l'occasion d'un crime ou d'un délit ordinaire; de plus, le crime ou le délit qu'il prétendra avoir été commis devra être qualifié par le réquisitoire dont il aura été saisi, conformément aux catégories ci-dessus des faits attribués aux nouveaux tribunaux. Enfin, si le magistrat ou l'officier de justice offensé a porté sa plainte devant le tribunal consulaire, ce tribunal statuera sur la plainte sans qu'il y ait possibilité de conflit.

Art. 25. — Le tribunal qui, après que les formalités ci-dessus auront été remplies, restera saisi de l'affaire, statuera sur cette affaire sans qu'il puisse y avoir lieu ultérieurement à déclaration d'incompétence.

§ 4. — *Débats devant la cour d'assises.*

Art. 26. — Devant la cour d'assises, quand les débats seront clos et les questions à poser aux juges arrêtées, le président résumera l'affaire et les principales preuves pour ou contre l'accusé.

§ 5. — *De l'appel et du pourvoi contre les jugements de condamnation.*

Art. 27. — Les appels, quand ils sont permis en matière de contravention contre les jugements du tribunal de simple police, seront portés devant le tribunal correctionnel.

Art. 28. — Les pourvois, dans le cas où ils sont autorisés par le code d'instruction criminelle contre les jugements de condamnation en matière pénale, seront portés devant la cour, composée comme en matière civile. || Les conseillers ayant siégé dans la cour d'assises ne pourront connaître du pourvoi élevé contre l'arrêt de la cour.

§ 6. — *Etablissement de la liste des jurés et choix des assesseurs.*

Art. 29. — La liste des jurés de nationalité étrangère sera dressée annuellement par le corps consulaire. || A cet effet, chaque consul adressera au doyen du corps consulaire la liste de ses nationaux qui remplissent, d'après lui, les conditions voulues pour être jurés. Les jurés devront avoir l'âge de trente ans et une résidence en Egypte d'un an au moins.

Art. 30. — La liste définitive sera dressée par le corps consulaire sur les listes partielles, en procédant par voie d'élimination, jusqu'à ce que le total des jurés atteigne et n'excède pas le nombre de 250.

Art. 31. — Chaque nationalité pourra avoir un maximum de trente jurés et un minimum de dix-huit jurés, pourvu que, dans ce dernier cas, la composition de la nationalité le permette.

Art. 32. — Les assesseurs correctionnels seront choisis par le corps consulaire sur la liste des jurés.

Art. 33. — Le minimum des assesseurs sera de six, et le maximum de douze par nationalité.

Art. 34. — Lorsqu'un délit correctionnel devra être jugé dans une ville où il ne se trouvera pas un nombre suffisant d'assesseurs étrangers, la cour désignera les assesseurs du tribunal voisin qui devront venir siéger.

Art. 35. — Les assesseurs et jurés qui ne comparaîtront pas pour remplir leurs fonctions seront condamnés par le tribunal ou la cour, suivant les cas, à une amende de 200 à 4000 piastres égyptiennes, à moins d'excuse légitime.

§ 7. — *Exécution.*

Art. 36. — Jusqu'à ce qu'il soit constaté qu'une installation suffisante des lieux de détention existe réellement en Egypte, les condamnés à l'emprisonnement seront, si le consul le demande, détenus dans les prisons consulaires.

Nr. 5522. Egypten. 10. Nov. 1874.

Art. 37. — Le consul dont l'administré subira sa peine dans les établissements du gouvernement égyptien aura le droit de visiter les lieux de détention et d'en vérifier l'état.

Art. 38. — En cas de condamnation à la peine capitale, MM. les représentants des puissances auront la faculté de réclamer leur administré. | A cet effet, un délai suffisant interviendra entre le prononcé et l'exécution de la sentence pour donner aux représentants des puissances le temps de se prononcer.

Titre III.

§ 1. — *Disposition spéciale.*

Art. 39. — Il sera établi près des nouveaux tribunaux un nombre suffisant d'agents choisis par les tribunaux eux-mêmes, pour pouvoir, quand il n'y aura pas péril en la demeure, assister au besoin les magistrats et les officiers de justice dans leurs fonctions.

§ 2. — *Disposition finale.*

Art. 40. — Pendant la période quinquennale, aucun changement ne devra avoir lieu dans le système adopté. | Après cette période, si l'expérience n'a pas confirmé l'utilité pratique de la réforme judiciaire, il sera loisible aux puissances, soit de revenir à l'ancien ordre de choses, soit d'aviser, d'accord avec le gouvernement égyptien, à d'autres combinaisons.

Nr. 5523.

EGYPTEN und **FRANKREICH**. — Protokoll über die Bedingungen des Beitritts Frankreichs zur egyptischen Gerichtsreform.

Nr. 5523. Egypten und Frankreich. 10. Nov. 1874.

Le dix novembre mil huit cent soixante-quatorze, Son Excellence Chérif-Pacha, ministre de la justice de Son Altesse le khédive, et M. le marquis de Cazaux, agent et consul général de France, agissant par ordre et d'après les instructions de leurs gouvernements respectifs, ayant eu une dernière conférence pour arriver à une entente définitive sur les conditions auxquelles le Gouvernement français adhérerait à la réforme judiciaire en Egypte, sont convenus de ce qui suit:

1. Les accusations de banqueroute frauduleuse dont il s'agit à l'article 8, alinéa G, titre II, du règlement organique, continueront, comme par le passé, à être de la compétence de la juridiction de l'inculpé.

2. Pour le choix de l'un des juges de première instance, le gouvernement égyptien s'adressera au ministre de la justice en France, dans la forme prévue pour la nomination des conseillers de la cour d'appel, et le magistrat ainsi désigné sera placé de préférence auprès du tribunal du Caire.

3. Un des membres du ministère public sera choisi dans la magistrature française, et il est expressément entendu que, si une seconde chambre était creée dans l'un des tribunaux du Caire ou de Zagazig, et si, par conséquent, le personnel du parquet venait à être augmenté, un autre membre du ministère public serait également choisi parmi les magistrats français.

4. En ce qui touche la révision des codes égyptiens, l'agent et consul général de France adressera à Son Excellence Chérif-Pacha, dans le délai de quinze jours, à partir du moment où le cabinet français aura notifié son approbation au gouvernement égyptien, une note qui signalera les points de détail à éclaircir dans la rédaction et l'économie de la nouvelle législation et qui proposera les modifications utiles pour en faire disparaître les contradictions.

5. La réserve relative au statut personnel, omise dans l'article 9 du règlement organique, sera rétablie dans le texte de ce règlement.

6. En ce qui touche la composition des chambres, le Gouvernement français ayant demandé que l'un des magistrats chargés de juger une affaire européenne fût, autant que possible, de la nationalité de la partie en cause, le gouvernement égyptien s'est engagé à appeler sur ce point l'attention de la nouvelle magistrature chargée de régler seule l'organisation de son service. La même réponse a été faite au gouvernement austro-hongrois, qui avait exprimé le même désir.

7. Les immunités, les priviléges, les prérogatives et les exemptions dont les consulats étrangers, ainsi que les fonctionnaires qui dépendent d'eux, jouissent actuellement en vertu des usages diplomatiques et des traités en vigueur, restent maintenus dans leur intégrité; en conséquence, les agents et consuls généraux, les consuls, les vice-consuls, leurs familles et toutes les personnes attachées à leur service, ne seront pas justiciables des nouveaux tribunaux, et la nouvelle législation ne sera applicable ni à leurs personnes ni à leurs maisons d'habitation. La même réserve est expressément stipulée en faveur des établissements catholiques, soit religieux, soit d'enseignement, placés sous le protectorat de la France.

8. Il est entendu que les nouvelles lois et la nouvelle organisation judiciaire n'auront pas d'effet rétroactif, conformément au principe inscrit dans le code civil égyptien.

9. Les réclamations déjà pendantes contre le gouvernement égyptien seront soumises à une commission composée de trois magistrats de la cour d'appel, choisis d'accord par les deux gouvernements. Cette commission décidera souverainement et sans appel; elle établira elle-même les formes de la procédure à suivre.

10. Ces mêmes réclamations pourront toutefois, si les intéressés le préfèrent, être portées devant une chambre spéciale en première instance et une autre chambre spéciale en appel, composées de magistrats appartenant, les uns aux tribunaux, les autres à la cour, et constituées conformément aux dispositions déjà convenues entre le gouvernement égyptien, celui d'Autriche-Hongrie

Nr. 5523. Egypten und Frankreich. 10. Nov. 1874.

et quelques autres puissances. Ces deux chambres, bien que jugeant d'après les règles de la procédure des nouveaux tribunaux, statueront au fond conformément aux lois et coutumes en vigueur au moment des faits qui auront motivé les réclamations.

11. Les affaires qui concernent à la fois des réclamants appartenant à plusieurs nationalités seront jugées d'après celui de ces deux modes qui sera convenu entre leurs consuls généraux respectifs.

12. Le règlement de ces affaires commencera avec l'installation des nouveaux tribunaux et continuera pendant leur fonctionnement.

Les stipulations consignées dans le présent procès-verbal seront présentées dans le plus bref délai à la ratification des deux gouvernements.

Chérif, Cazaux.

Nr. 5524.

FRANKREICH. — Min. d. Ausw. an den Generalconsul in Alexandrien. — Bedenken wegen Art. 11 des Reglements.
[Extrait.]

Versailles, le 19 février 1875.

Nr. 5524. Frankreich. 19. Febr. 1875.

Monsieur, malgré les termes de l'article 11 du règlement qui dénie aux tribunaux mixtes la faculté d'interpréter (et partant d'appliquer) des mesures administratives, quelque doute paraît s'être élevé dans l'esprit de notre Consul Juge, M. Gazay, au sujet de l'intention que pourrait avoir le Gouvernement égyptien de déférer à la juridiction nouvelle ses contestations avec les résidents étrangers en matière de taxes et d'impôts. Il importe de couper court à toute prétention de ce genre. Je m'en remets à votre prudence pour obtenir à cet égard, sous la forme que vous jugerez la plus opportune, des sûretés positives. || Recevez, etc.

Decazes.

Nr. 5525.

FRANKREICH. — Min. d. Ausw. an den Generalconsul in Alexandrien. — Wiederholung der Bedenken.
[Extrait.]

Versailles, le 5 mars 1875.

Nr. 5525. Frankreich. 5. März 1875.

Monsieur, je vous ai écrit, il y a quelques jours, au sujet des appréhensions qui m'ont été exprimées de différents côtés concernant l'arrière-pensée

prêtée au Vice-Roi de se servir des nouveaux tribunaux pour obtenir, par leur intermédiaire, l'assujettissement des justiciables étrangers à un régime de fiscalité oppressive. Selon notre manière de voir, les questions d'impôts doivent demeurer étrangères à la compétence de la juridiction nouvelle; les termes du règlement organique accepté par nous excluent la confusion de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, et nous n'admettrions pas que la discussion de la légalité des taxes auxquelles le Gouvernement égyptien voudrait soumettre nos nationaux pût ressortir de plein droit à un pouvoir institué pour la connaissance de contestations purement civiles. Il y a tout lieu de croire, puisque des doutes ont pu s'élever, que l'Assemblée nationale réclamera de nous des éclaircissements à cet égard. Il est donc indispensable, comme je vous l'ai mandé, que vous puissiez obtenir et me transmettre une garantie positive, quelle qu'en soit d'ailleurs la forme, impliquant que nous n'avons pas à craindre, de la part du Gouvernement égyptien, des tentatives dont le pressentiment, si elles n'étaient pas dès à présent mises hors de question, suffirait peut-être pour faire repousser par l'Assemblée la nouvelle organisation judiciaire, et qui, si elles devaient se produire plus tard, nous obligeraient sans doute à dénoncer les conventions sur lesquelles repose l'oeuvre entière de la réforme. || Recevez, etc.

Nr. 5525. Frankreich. 5. März 1875.

Decazes.

Nr. 5526.

FRANKREICH. — Generalconsulats-Verweser in Alexandrien (M. Pellissier de Reynaud) an den Min. d. Ausw. — Mittheilung über die Installation der gemischten Gerichte.

[Extrait.]

Alexandrie, le 24 mai 1875.

Monsieur le Duc, j'ai l'honneur de vous transmettre par le courrier copie de la lettre par laquelle le Ministre de la justice du Khédive a fait connaître à M. de Cazaux que le Gouvernement égyptien avait fixé au 28 juin l'installation de la Cour d'appel, et au 18 octobre celle des tribunaux de première instance. Les Représentants des différentes Puissances ont reçu la même communication sous forme de circulaire ordinaire. || Veuillez agréer, etc.

Nr. 5526. Frankreich. 24. Mai 1875.

H. Pellissier.

P. S. Au moment du départ du courrier, une circulaire du Ministre de la justice du Khédive annonce qu'à la suite de mesures prises l'installation de la Cour d'appel et des *tribunaux de première instance* aura lieu à Alexandrie le 28 Juin, et que leur fonctionnement commencera le 18 octobre. Je place ci-joint copie de cette circulaire. || Par sa lettre du 18 mai, Chérif-Pacha

Nr. 5526. Frankreich. 24. Mai 1875. nous informait cependant que l'installation des tribunaux de première instance n'aurait lieu que le 18 octobre.

Beilage 1.

Son Excellence Chérif-Pacha, Ministre de la Justice, au Marquis de Cazaux, Agent et Consul général de France à Alexandrie.
[Extrait.]

Le Caire, le 18 mai 1875.

Monsieur l'Agent et Consul général, le Gouvernement du Khédive a cru jusqu'ici devoir retarder l'installation des nouveaux tribunaux, parce que plusieurs Gouvernements, et parmi eux celui du maréchal Mac-Mahon, avaient réservé leur adhésion formelle et définitive jusqu'à l'approbation de la réforme judiciaire par leurs Chambres législatives. || Aujourd'hui que presque toutes les Puissances ont obtenu cette approbation, que le corps de la Magistrature est presque au complet, et que tout démontre que l'Assemblée nationale française ne tardera pas à s'occuper du projet de loi concernant la réforme judiciaire dont elle se trouve saisie depuis plusieurs mois, le Gouvernement du Khédive, pressé par de nombreux et légitimes intérêts, se voit obligé de mettre un terme à une situation qui tient tant de questions en suspens, et qui, en se prolongeant, cause un grand préjudice aux affaires. || Pour que de nouvelles lois puissent être rendues obligatoires et pour que les nouveaux tribunaux puissent fonctionner avant la fin de cette année, il importe que la Cour d'appel, légalement assemblée, prépare sans plus de retard le règlement général judiciaire, dans les conditions voulues par l'article 37, titre I, du Règlement d'organisation judiciaire, qui a été élaboré d'accord avec les Puissances. || J'ai, en conséquence, l'honneur de vous informer que l'installation de la Cour d'appel d'Alexandrie aura lieu le 28 juin prochain, et celle des tribunaux de première instance le 18 octobre suivant. || Nous espérons qu'avant la première de ces dates l'Assemblée nationale française se sera prononcée, et qu'en tout cas les magistrats français nous apporteront l'aide de leurs lumières dès l'installation, ou du moins dès le fonctionnement des tribunaux. || Veuillez agréer, etc.

Chérif.

Beilage 2.

Son Excellence Chérif-Pacha, Ministre de la Justice, au Marquis de Cazaux, Agent et Consul général de France à Alexandrie.

Le Caire, le 22 mai 1875.

Monsieur l'Agent et Consul général, me référant à ma dépêche circulaire du 18 mai courant, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du

Khédive, à la suite des mesures prises, a décidé que l'installation de la Cour d'appel et des tribunaux de première instance aura lieu à Alexandrie le 28 juin prochain, et que leur fonctionnement, en conformité de l'article 38 du règlement d'organisation judiciaire, commencera le 18 octobre suivant. | C'est donc à partir du 18 octobre que seront exécutoires, sur tout le territoire du pays, les lois qui composent les nouveaux Codes égyptiens que le Gouvernement fera publier de la manière et dans les délais prescrits par l'article 35 dudit règlement. || Veuillez agréer, etc.

Nr. 5526. Frankreich. 24. Mai 1875.

Chérif.

Nr. 5527.

FRANKREICH. — Generalconsulats-Verweser in Alexandrien an den Min. d. Ausw. — Unterredung mit Scherif-Pascha über Art. 11 des Reglements.

Alexandrie, le 30 mai 1875.

Nr. 5527. Frankreich. 30. Mai 1875.

Monsieur le Duc, me référant à ma dépêche du 29 de ce mois, je viens rendre compte à Votre Excellence des entretiens que j'ai eus avec le Ministre de la Justice du Khédive. || Chérif-Pacha m'a reçu hier, une première fois, deux heures après son arrivée du Caire. J'ai abordé franchement la question en lui donnant à entendre que je ne venais pas discuter un point de droit, mais bien lui demander d'une façon claire et précise comment le Gouvernement égyptien interprétait l'article 11 du règlement organique, ajoutant que, dans l'esprit de mon Gouvernement auquel j'avais à faire une réponse immédiate, les questions d'impôts et de taxes devaient demeurer étrangères à la compétence de la juridiction nouvelle; que, pour M. le duc Decazes, les termes de l'article 11 déniaient aux tribunaux mixtes la faculté d'interpréter et partant d'appliquer des mesures administratives. M'étant pénétré de vos dépêches en date des 19 février et 5 mars, je me suis attaché à bien faire comprendre à Chérif-Pacha que vous désiriez avoir à cet égard une garantie positive des sûretés, en l'absence desquelles il était à craindre que l'Assemblée nationale ne repoussât l'ensemble de la nouvelle organisation judiciaire en Égypte. Voulant enfin, Monsieur le Duc, être certainement compris par le Ministre du Khédive, tenant à ce qu'il ne pût pas dire que je n'avais pas suffisamment expliqué votre pensée, j'ai eu recours à des exemples, et j'ai posé à Chérif-Pacha les questions suivantes, qui ne demandaient qu'un oui ou un non: | Un Européen refuse de payer une taxe au Gouverneur d'Alexandrie: celui-ci pourra-t-il l'assigner devant le tribunal mixte? Que fera le tribunal? Se reconnaîtra-t-il compétent? | Le Gouverneur d'Alexandrie lance un commandement contre un Européen qui refuse le payement d'une taxe quelconque;

Nr. 5527. Frankreich. 30. Mai 1875.

l'Européen fait opposition au commandement et assigne, pour faire vider l'opposition, le Gouverneur devant le tribunal mixte. Suivant l'article 11, que devra décider le tribunal? Se déclarera-t-il compétent? || Le Gouverneur d'Alexandrie réclame d'un Européen le payement d'une taxe; l'Européen refuse de s'acquitter. Pour arriver à l'exécution, le Gouverneur s'adressera-t-il à l'autorité consulaire de l'Européen ou au tribunal mixte? || Le Ministre égyptien, Monsieur le Duc, n'a pas voulu me répondre d'une façon catégorique, alléguant qu'il ne se rappelait pas très-bien les termes de l'article 11, et qu'il avait besoin de les revoir. En même temps il m'a prié de passer le lendemain à son cabinet, au ministère de la justice. Je lui ai offert alors de lui remettre une note à laquelle il n'aurait qu'à faire une réponse, et qui résumerait ma conversation en indiquant les éclaircissements que j'étais venu lui demander: "Non", m'a-t-il dit, "ne m'écrivez pas avant de m'avoir revu demain". || J'ai revu aujourd'hui Chérif-Pacha comme il m'en avait prié. || "Dans la pensée de mon Gouvernement", m'a-t-il dit, "les nouveaux tribunaux de la réforme devront être compétents pour toutes les questions de taxes ou d'impôts acceptées préalablement par les Puissances. Ainsi, le Gouverneur d'Alexandrie devra pouvoir assigner directement un Européen devant cette juridiction pour l'acquittement d'une taxe acceptée par son Gouvernement et qu'il refuserait de payer à l'autorité locale. Du moment que la taxe ou l'impôt est accepté, l'Européen récalcitrant doit être considéré comme un débiteur ordinaire poursuivi par un créancier ordinaire, et nous sortons du domaine administratif." || J'ai cherché en vain à faire revenir Chérif-Pacha sur sa manière de voir, et à lui démontrer que des contestations du domaine purement civil ou commercial ne pouvaient être confondues avec des questions appartenant à l'ordre administratif. Ma peine a été inutile: le Ministre a maintenu ses dires. || Je lui ai alors présenté une note que j'avais préparée et dont je place ci-joint copie. "Je vous ai écrit", ai-je dit à Chérif-Pacha; "j'ai cru devoir le faire, en relisant ce matin, après notre conversation d'hier au soir, les instructions de M. le duc Decazes. Je dois pouvoir remettre à mon Gouvernement un écrit de vous sur la question, et je vous serai tout particulièrement reconnaissant de vouloir bien m'adresser une réponse avant le départ du courrier." Chérif-Pacha m'a promis de se rendre à mon désir. || Veuillez agréer, etc.

H. Pellissier.

P. S. 31 mai. Je viens de recevoir la réponse de Chérif-Pacha, que je vous envoie ci-jointe.

Beilage.

Son Excellence Chérif-Pacha, Ministre de la Justice, au Gérant du Consulat général de France à Alexandrie.

Alexandrie, le 31 mai 1875.

Nr. 5527. Frankreich. 30. Mai 1875.

Monsieur le Gérant, vous avez cru devoir me remettre, à la suite de l'entretien que nous avons eu avant-hier, une dépêche par laquelle vous me faites l'honneur de me demander de préciser par écrit le point sur lequel le cabinet de Versailles désire obtenir des éclaircissements de la part du Gouvernement égyptien. || L'article 11 du règlement organique (titre 1) vous paraît, sous une forme vague et compliquée, établir l'incompétence absolue des nouveaux tribunaux à l'occasion des contestations qui pourraient surgir entre les résidents européens et les Administrations égyptiennes en matière de douanes, de taxes et d'impôts. || Le Gouvernement égyptien n'hésite pas à admettre avec vous, Monsieur le Gérant, que les nouveaux tribunaux n'ont à connaître que des procès civils et commerciaux, et c'est à ce titre qu'ils devront statuer en matière de douanes, de taxes et d'impôts, en tant que les tarifs de douanes, les taxes et les impôts auront été établis par les traités et dans les limites tracées par la plupart des législations européennes en pareille matière. Voilà pourquoi il m'est impossible d'interpréter le texte de l'article 11 dans le sens où vous l'interprétez vous-même. || Permettez-moi, d'ailleurs, de vous rappeler que le règlement organique et par conséquent l'article 11, qui en fait partie, ont été élaborés par les Délégués des Puissances et législativement approuvés par toutes, à l'exception de la France, et qu'il ne saurait donc appartenir au Gouvernement égyptien de fixer seul l'interprétation de tout ou partie de cette oeuvre commune. || Veuillez agréer, etc.

Chérif.

Nr. 5528.

FRANKREICH. — Generalconsulats-Verweser in Alexandrien an den Min. d. Ausw. — Zurücknahme der egyptischen Erklärung.

Alexandrie, le 5 juin 1875.

Nr. 5528. Frankreich. 5. Juni 1875.

Monsieur le Duc, me référant à ma dépêche du 30 du mois dernier, j'ai fait connaître à Votre Excellence, par le télégraphe, que le Khédive n'avait pas approuvé la lettre que son Ministre de la Justice m'avait adressée sur la question des taxes et des impôts, en réponse à ma note du même jour, et que, par suite, Chérif-Pacha avait dû m'écrire, d'après l'ordre de Son Altesse, pour me prier de considérer comme nulle et non avenue sa communication du 31 mai. || J'ai l'honneur de remettre ci-jointe à Votre Excellence copie de cette der-

Nr. 5528. Frankreich. 5. Juni 1875. nière lettre de Chérif-Pacha qui m'a dit, dans un entretien que j'ai eu ce matin avec lui, que je recevrais très-prochainement une nouvelle réponse à ma note conforme aux instructions formelles que le Khédive devait lui transmettre.

Veuillez agréer, etc.

H. Pellissier.

Nr. 5529.

FRANKREICH. — Generalconsulats-Verweser in Alexandrien an den Min. d. Ausw. — Anderweitige Erklärung Egyptens.

Alexandrie, le 21 juin 1875.

Nr. 5529. Frankreich. 21. Juni 1875. Monsieur le Duc, me référant à mes dépêches sous les numéros 5 et 6, je m'empresse de transmettre ci-jointe, à Votre Excellence, copie d'une lettre que je viens de recevoir du Ministre de la Justice du Khédive. || Chérif-Pacha répond enfin à ma note du 30 mai dernier par laquelle je lui demandais des éclaircissements au sujet de l'interprétation de l'article 11 du règlement organique et de l'incompétence des nouveaux tribunaux de la réforme à l'occasion des contestations qui pourraient surgir entre les résidents européens et les Administrations égyptiennes en matière de droits de douane, de taxes et d'impôts. Comme Votre Excellence pourra le voir, le Gouvernement de Son Altesse entend que ses nouveaux tribunaux soient compétents pour juger les réclamations relatives à l'application des droits de douane, taxes ou impôts *existant actuellement* ou qui pourront *exister plus tard.* || Veuillez agréer, etc.

H. Pellissier.

Beilage.

Son Excellence Chérif-Pacha, Ministre de la Justice, au Gérant du Consulat général de France à Alexandrie.

Alexandrie, le 19 juin 1875.

Monsieur le Gérant, le Gouvernement n'hésite pas à admettre avec vous que les nouveaux tribunaux n'ont à connaître que des procès civils et commerciaux, et c'est à ce titre qu'ils seront compétents pour juger toutes les contestations qui pourront surgir entre des étrangers et les Administrations égyptiennes au sujet de l'application des droits de douane, taxes ou impôts existants ou qui existeront, c'est-à-dire relatives aux actes des fonctionnaires pouvant léser, par leur manière de percevoir ces droits, taxes et impôts, les intérêts des étrangers. Il est bien entendu que, par réciprocité, ces tribunaux seront également compétents pour se prononcer sur les plaintes des Administra-

tions égyptiennes contre les étrangers qui se refuseraient à acquitter les droits, taxes et impôts. Il est bien évident que jamais le pouvoir judiciaire ne pourra en aucun cas empiéter sur le pouvoir administratif, ni toucher aux traités internationaux. || Telle est notre interprétation, Monsieur le Gérant, et permettez-moi d'ajouter que le règlement d'organisation, en déférant, en vertu de l'article 11, ces contestations spéciales aux tribunaux ordinaires, s'est montré très-libéral; car sans cela elles auraient dû être soumises à des tribunaux administratifs, comme cela a lieu presque partout. || Veuillez agréer, etc.

Nr. 5529. Frankreich. 21. Juni 1875.

Chérif.

Nr. 5530.

FRANKREICH. — Min. d. Ausw. an den Generalconsulats-Verweser in Alexandrien. — Unwille über das Verfahren der egyptischen Regierung.

[Extrait.]

Versailles, le 19 juin 1875.

Monsieur, vous m'avez transmis, avec votre dépêche du 24 mai dernier, deux lettres de Chérif-Pacha destinées à nous donner avis des résolutions adoptées par le Khédive en vue de l'installation prochaine des nouvelles cours de justice. J'avais pris connaissance de cette communication avec un vif sentiment de surprise; mais cette première impression s'est trouvée aggravée par la teneur de la seconde note du Ministre égyptien. Sans explications, sans justification aucune, on nous fait savoir que l'installation des tribunaux mixtes de première instance, c'est-à-dire de ceux dont le fonctionnement sera le véritable point de départ de la mise à exécution de la réforme, a été inopinément avancée au 28 du présent mois, quand on nous annonçait, quelques jours auparavant, qu'elle aurait lieu seulement le 18 octobre. Ce procédé est, dans la forme comme dans le fond, de nature à appeler nos plus sérieuses réflexions!....

Nr. 5530. Frankreich. 19. Juni 1875.

Du reste, le Gouvernement égyptien paraît s'être inspiré du même esprit dans le débat qui s'est élevé en dernier lieu au sujet de l'interprétation de l'article 11 du règlement d'organisation judiciaire. Ainsi que vous l'avez très-bien exprimé dans votre lettre à Chérif-Pacha, du 30 mai, nous avions jugé que l'article 11 du règlement, malheureusement assez obscur dans ses termes, avait pour objet de séparer le contentieux administratif de la juridiction civile ou commerciale attribuée seule, dans notre pensée, aux nouveaux tribunaux. La première réponse de Chérif-Pacha, bien que contraire à cette manière de voir, nous laissait l'espoir d'arriver néanmoins à une entente pratique, puisqu'elle admettait que les tribunaux mixtes, s'ils devaient connaître des mesures administratives, notamment en matière d'impôts, n'appliqueraient jamais que les

Nr. 5530. Frankreich. 19. Juni 1875. taxes reconnues légitimes par les Puissances intéressées. Cette communication a été inopinément retirée; le Ministre qui l'avait signée nous a fait savoir qu'il était désavoué par son maître. En présence de semblables manifestations, il m'est difficile de ne pas me préoccuper des dispositions mêmes qui présideront à l'application des réformes pour lesquelles notre adhésion est sollicitée aujourd'hui, et je suis ainsi conduit à me livrer à un nouvel examen des précautions que nous devrons prendre et des réserves que nous devrons faire pour assurer et garantir les intérêts de nos nationaux. || J'aurai à ce sujet à vous faire connaître ultérieurement les résolutions que nous serons amenés à prendre; vous pourrez en attendant vous inspirer de ces considérations générales dans vos prochains entretiens avec S. A. le Khédive. || Recevez, etc.

Decazes.

Nr. 5531.

FRANKREICH. — Min. d. Ausw. an die Vertreter Frankreichs in Berlin, London, St.-Petersburg, Rom und Wien. — Circular, betreffend die Bedenken gegen Art. 11 des Reglements.

Versailles, le 1er juillet 1875.

Nr. 5531. Frankreich. 1. Juli 1875. Monsieur, la Commission parlementaire instituée pour examiner le projet de loi par lequel nous demandions à l'Assemblée nationale de nous autoriser à introduire, à titre d'essai, certaines modifications provisoires dans le régime de la juridiction consulaire en Égypte, a jugé nécessaire de se livrer à une étude approfondie de la question avant de déposer son rapport. Elle a été amenée ainsi à réclamer de moi des éclaircissements sur plusieurs points et notamment sur la portée de l'article 11 du titre Ier du règlement d'organisation judiciaire arrêté par le Gouvernement égyptien, d'accord avec les Puissances qui ont pris part à la négociation de la réforme. || Cet article est ainsi conçu: || "Ces tribunaux (les tribunaux mixtes), sans pouvoir statuer sur la propriété du domaine public ni interpréter ou arrêter l'exécution d'une mesure administrative, pourront juger, dans les cas prévus par le Code civil, les atteintes portées à un droit acquis d'un étranger par un acte d'administration." || En présence de ce texte dont la rédaction est à la vérité assez obscure, la Commission s'est préoccupée de savoir si, dans la pensée du Gouvernement égyptien et des Puissances qui avaient adhéré à la réforme, les questions d'ordre administratif, en particulier les questions d'impôts, devaient tomber sous la compétence des tribunaux mixtes ou si elles en demeuraient exclues. || Je n'avais pas attendu cette indication pour constater la nécessité de préciser, par un échange d'explications avec le Khédive, le sens véritable d'un article qui pouvait paraître destiné à fixer la compétence en matière de contentieux

administratif. Les extraits ci-joints de ma correspondance avec M. le Marquis de Cazaux et avec M. Pellissier de Reynaud vous feront connaître les termes dans lesquels je me suis exprimé à cet égard depuis plusieurs mois, et l'importance toute particulière que j'ai attachée à obtenir des explications rassurantes au sujet de la juridiction en matière d'impôts. Au moment où la question m'était posée à Versailles, le Gérant du Consulat général de France à Alexandrie me communiquait la réponse de Chérif-Pacha en date du 31 mai qui, sans nous donner satisfaction sur le principe même, aboutissait néanmoins à un résultat pratique dont nous pouvions être amenés à nous contenter: elle contenait, en effet, une déclaration formelle impliquant que les nouveaux tribunaux ne pourraient pas contraindre leurs justiciables étrangers au payement de taxes qui n'auraient pas été acceptées comme légales par les Puissances, et qu'ils ne seraient pas compétents dès lors pour couvrir de leur sanction des faits accomplis en dehors de l'assentiment de ces mêmes Puissances. || Le texte de cette réponse que M. Pellissier de Raynaud m'avait annoncée par le télégraphe, n'était pas encore parvenu entre mes mains, que Chérif-Pacha faisait savoir à notre agent, que d'après l'ordre du Vice-Roi, elle devait être considérée comme non avenue. Le Ministre égyptien n'ajoutait d'ailleurs aucun éclaircissement qui pût nous fixer sur la manière de voir de son maître. Ce n'est que plus tard et à la suite de pressantes démarches de notre part, que nous avons obtenu enfin, à la date du 19 juin, une réponse nouvelle dont un télégramme de M. Pellissier de Raynaud m'indiquait le sens dans les termes suivants: || "D'après le Gouvernement égyptien, les nouveaux tribunaux seront compétents pour juger les contestations entre les administrations égyptiennes et les résidents étrangers relativement aux impôts qui existent aujourd'hui ou qui pourront exister dans l'avenir." || Des explications officieuses qui m'ont été fournies à moi-même au nom du Khédive, précisent plus nettement encore le point de vue où se place Son Altesse. Suivant ce qui m'a été communiqué, la prétention qu'on élève serait celle-ci: || "Les tribunaux mixtes seront aptes à connaître et compétents pour juger de toutes les contestations qui pourront surgir entre les étrangers et les Administrations égyptiennes au sujet de l'application des droits de douanes, taxes et impôts existants ou qui existeront dans l'avenir, c'est-à-dire des contestations relatives à des actes des fonctionnaires pouvant léser les intérêts des étrangers par leur *manière de percevoir* les droits, taxes et impôts. Les mêmes tribunaux seront, par réciprocité, compétents pour juger les plaintes des Administrations égyptiennes contre les étrangers qui se refuseront à acquitter ces droits, taxes et impôts" || Il n'est donc pas douteux que dans l'opinion du Vice-Roi les nouveaux tribunaux devront lui prêter le concours de leur autorité pour opérer le recouvrement, non-seulement des impôts qui existent aujourd'hui en Égypte et que les Puissances ont acceptés, mais de tous ceux que le Gouvernement de ce pays pourra établir par la suite sur les résidents étrangers. Si aujourd'hui les agents du Khédive voulaient astreindre nos nationaux au payement d'une taxe illégale, contraire

Nr. 5531. Frankreich. 1. Juli 1875. aux traités, ceux-ci seraient immédiatement couverts par la protection des Consuls. Désormais, au contraire, l'étranger pourrait être déféré directement aux tribunaux mixtes, en cas de refus par lui d'acquitter un impôt quelconque, et comme, aux termes de l'article 11 du règlement, ces tribunaux ne pourront ni interpréter une mesure administrative, ni en arrêter l'exécution, l'étranger devra toujours être condamné sur la plainte de l'Administration, quelque arbitraire qu'ait pu être l'établissement de l'impôt contesté. Un précédent judiciaire d'une gravité évidente sera créé dès lors contre les parties qui seraient en droit de combattre le principe même de la taxation. || Je crois devoir attirer votre attention sur cette prétention singulière. Le Gouvernement, auprès duquel vous êtes accrédité, en acceptant l'ensemble de la réforme judiciaire n'avait peut-être pas arrêté ses vues sur les conséquences particulières que je vous signale. Je vous serai obligé, en tous cas, de vouloir bien demander à M. . . . comment il les envisage aujourd'hui, et m'informer de son opinion le plus tôt qu'il vous sera possible. Vous lui ferez observer que, sans prétendre intervenir dans l'administration intérieure de l'Égypte et sans léser l'autonomie de ce pays en matière financière, les Puissances sont fondées, en vertu du droit conventionnel, à y protéger leurs nationaux contre l'établissement de certaines taxes. Je vous citerai la taxe de capitation, interdite d'une manière expresse par les capitulations, qui dispensent non moins formellement les étrangers du payement de plusieurs autres sortes d'impôts. Dans ces conditions, il me semble que les Gouvernements sont naturellement appelés à se préoccuper des circonstances qui permettraient au Khédive d'opposer un jour, à leurs justes réclamations, l'autorité de la chose jugée, et de porter ainsi atteinte, dans une certaine mesure, à la liberté de leurs démarches. La question présente, vous le comprendrez sans peine, un intérêt particulier pour nous, puisque notre adhésion à la réforme égyptienne demeure en suspens, tant qu'elle n'a pas été sanctionnée par l'Assemblée nationale. || Agréez, etc.

Decazes.

Nr. 5532.

FRANKREICH. — Generalconsulats-Verweser in Alexandrien an den Min. d. Ausw. — Aufschub des Inslebentretens der gemischten Gerichte bis 1. Jan. 1876.

[Extrait.]

Alexandrie, le 16 octobre 1875.

Nr. 5532. Frankreich. 16. Oct. 1875. Monsieur le Duc, j'ai l'honneur de transmettre ci-jointe à Votre Excellence copie d'une lettre par laquelle Nubar-Pacha me fait connaître que la date du fonctionnement des tribunaux de la réforme, fixée précédemment à après-demain 18 octobre, est reportée au 1er janvier 1876. || Veuillez agréer, etc.

H. Pellissier.

Beilage.

Nr. 5532. Frankreich. 16. Oct. 1875.

Son Excellence Nubar-Pacha, Ministre des Affaires étrangères, au Gérant du Consulat général de France à Alexandrie.

Le Caire, le 14 octobre 1875.

Monsieur le Gérant, plusieurs des grandes Puissances, ainsi qu'il est à votre connaissance, ont manifesté à S. A. le Khédive le désir, partagé d'ailleurs par toutes les autres, de voir le fonctionnement des nouveaux tribunaux prorogé jusqu'au 1er janvier, afin de donner à l'Assemblée française le temps de se prononcer sur le projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte. || Son Altesse, Monsieur le Gérant, aurait, en tous cas, témoigné de sa déférence pour les hauts Gouvernements qui s'adressaient à Elle, quand bien même le désir exprimé par eux n'aurait pas coïncidé avec le sien; car il lui aurait été pénible, surtout en présence de l'attitude bienveillante du Gouvernement français, d'avoir à procéder à l'application de la réforme avant que l'Assemblée française eût confirmé et rendu définitive, par son adhésion, celle du Gouvernement de la République. || Son Altesse attend avec confiance ce résultat, qui témoignera de la volonté de la France de marcher, en harmonie avec tous, dans une voie où seront réunis et garantis tous les intérêts et qui, par-là même, de l'aveu de toutes les Puissances, doit nécessairement aboutir à donner la justice pour base aux relations de l'Europe avec l'Égypte. || En conséquence, Monsieur le Gérant, Son Altesse, se conformant au désir exprimé par les grandes Puissances, m'a autorisé à vous informer que la date du fonctionnement des nouveaux tribunaux est reportée au 1er janvier 1876, époque à laquelle la réforme judiciaire aura définitivement son application dans les termes convenus entre le Gouvernement français et celui de Son Altesse. || Veuillez agréer, etc.

Nubar.

Nr. 5533.

FRANKREICH. — Min. d. Ausw. an den Generalconsulats-Verweser in Alexandrien. — Instruction, betreffend Uebergabe einer Declaration an die egyptische Regierung.

Paris, le 25 octobre 1875.

Nr. 5533. Frankreich. 25. Oct. 1875.

Monsieur, S. Exc. Nubar-Pacha, par une lettre en date du 14 de ce mois, vous a annoncé que la mise en vigueur de la nouvelle organisation judiciaire, d'abord fixée au 18 octobre, se trouve, par décision du Khédive, ajournée au 1er janvier prochain. Les communications que j'avais reçues de plusieurs Gouvernements m'avaient préparé à cette mesure. Les Puissances avaient reconnu,

Nr. 5533. Frankreich. 25. Oct. 1875. en effet, qu'il était désirable, dans l'intérêt de tous et de chacun, de laisser à l'Assemblée nationale le temps de se prononcer avant l'inauguration de tribunaux dont la juridiction doit embrasser les rapports des étrangers entre eux aussi bien qu'avec les indigènes. Nous prenons acte du parti auquel le Khédive s'est arrêté. De notre côté, nous avons l'intention d'employer nos soins pour hâter la résolution de l'Assemblée. Mais le même sentiment de loyauté qui nous a guidés dans nos longues négociations sur la réforme judiciaire m'oblige à insister expressément sur les réserves que nous entendons maintenir et sur les éclaircissements dans lesquels nous croyons indispensable d'entrer. || Je ne vous ai pas laissé ignorer que je considérais comme inacceptables pour nous les explications que vous avez recueillies, au mois de juin dernier, au sujet de l'article 11 du projet d'organisation judiciaire. J'ai, depuis lors, jugé utile de provoquer sur la question l'appréciation des Cabinets, et je leur en ai fait parvenir l'exposé par une dépêche sous la date du 1er juillet. Je connais aujourd'hui le jugement qu'ils en ont porté, et j'en puis conclure que la manière de voir de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'Italie et de la Russie ne diffère pas sensiblement de la nôtre, quant à l'interprétation que comporte la clause qui a fait l'objet de nos observations. Les Puissances intéressées ne pourraient, en effet, admettre que la nouvelle organisation judiciaire autorisât le Khédive à soumettre aux tribunaux mixtes qu'il s'agit d'instituer, les contestations relatives aux impôts qui seraient établis contrairement aux traités existants. || Il me paraît donc nécessaire aujourd'hui de constater, dans une communication officielle, le sens exact que nous attribuons à l'article 11 du règlement, et je crois bon, afin d'éviter tout malentendu ultérieur, d'en prendre occasion pour affirmer en même temps et de nouveau certains principes essentiels dont nous entendons ne pas nous départir. En conséquence, je vous invite à faire parvenir à Son Altesse la déclaration suivante:

[Folgt der Inhalt der nachstehenden Nr. 5534.]

Recevez, etc.

Decazes.

Nr. 5534.

FRANKREICH. — Generalconsulats-Verweser in Alexandrien an den egyptischen Min. d. Ausw. und des Handels (Nubar-Pascha). — Declaration, betreffend die Stellung Frankreichs zur Gerichtsreform.

Nr. 5534. Frankreich. 15. Nov. 1875. Le consul gérant de l'agence et consulat-général de France en Egypte, dans le but de constater le sens exact attribué par son Gouvernement à l'article onze du projet d'organisation judiciaire, afin d'affirmer en même temps et de

nouveau certains principes essentiels dont celui-ci n'entend pas se dessaisir, a l'honneur de remettre la présente note à S. Exc. Nubar-Pacha, ministre des affaires étrangères et du commerce de S. A. le khédive.

1. L'article onze du règlement relatif à la compétence des tribunaux nouveaux en matière administrative ayant donné lieu à des interprétations divergentes et pouvant, s'il n'était exactement défini, devenir une source de difficultés entre S. A. le khédive et les étrangers, le Gouvernement français croit de son devoir de s'expliquer sur les limites dans lesquelles les effets de cette disposition doivent, suivant lui, demeurer circonscrits. Dans sa pensée, la juridiction des nouveaux tribunaux ne saurait s'étendre jusqu'à leur conférer la faculté de consacrer la légalité des taxes, contributions ou impôts qu'il pourrait convenir à l'administration égyptienne d'établir. La nouvelle magistrature serait donc sans droit pour sanctionner par ses arrêts toute mesure fiscale qui serait contestée par la voie diplomatique, et l'action des gouvernements étrangers ou de leurs agences et consulats pourra toujours s'interposer pour obtenir la cessation ou la réparation d'actes contraires soit aux stipulations des traités, soit aux prescriptions du droit des gens dont leurs nationaux auraient à souffrir de la part du gouvernement égyptien ou de ses agents. Le Gouvernement français fait à cet égard les réserves les plus formelles et se refusera à accepter pour ses nationaux la juridiction et la compétence des nouveaux tribunaux dans les cas ci-dessus spécifiés.

2. Les consuls généraux et consuls de France et tous agents investis par la loi française du pouvoir de rendre la justice en Egypte, continueront d'exercer la même juridiction que par le passé, hors les cas expressément déterminés par la nouvelle organisation judiciaire à instituer.

3. Les capitulations, telles qu'elles ont été appliquées jusqu'ici en Egypte, demeurent la loi absolue des rapports entre le gouvernement égyptien et les étrangers, à l'exception des dérogations partielles et explicites formellement consenties à titre d'essai par le Gouvernement français et qui portent principalement sur les usages particuliers à l'Egypte. Au cas où, conformément aux prévisions du deuxième paragraphe de l'article quarante du règlement organique les puissances jugeraient qu'il y a lieu de retirer leur approbation au nouvel ordre de choses, il demeure entendu, en ce qui nous touche, que le régime actuel, n'étant que temporairement suspendu, reprendrait son caractère obligatoire et que la juridiction des consuls, telle qu'elle s'exerce aujourd'hui, revivrait dans sa plénitude, sauf conventions contraires à débattre ultérieurement.

4. Soit que le gouvernement égyptien ne remplisse pas les conditions stipulées, soit que le résultat de l'expérience ne soit pas satisfaisant ou que la protection que les consuls ont le droit et le devoir d'exercer dans l'intérêt de la sécurité de leurs nationaux devienne inefficace et impuissante, le Gouvernement français se réserve, ainsi que l'a fait la cour de Russie, d'aviser immédiatement ou même de revenir au régime actuel sans attendre l'expiration de la période quinquennale d'essai.

Nr. 5534. Frankreich. 15. Nov. 1875.

M. Pellissier de Reynaud saisit cette occasion de renouveler à S. Exc. Nubar-Pacha l'assurance des sentiments de haute considération avec lesquels, etc., etc., etc.

Le Caire, le 15 novembre 1875.

Hadjoute Pellissier.

Nr. 5535.

FRANKREICH. — Loi relative à la réforme judiciaire en Egypte.

Nr. 5535. Frankreich. 17. Dec. 1875.

L'Assemblée nationale a adopté la loi dont la teneur suit:

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à restreindre provisoirement, dans les limites et sous les conditions déterminées par les trois documents annexés à la présente loi*), et pour une période qui ne pourra excéder cinq ans, la juridiction exercée par les consuls français en Egypte.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 17 décembre 1875.

Le président,
Signé: duc d'Audiffret-Pasquier.

Les secrétaires,
Signé: Louis de Ségur, E. de Cazenove de Pradine, Félix Voisin, T. Duchatel, Etienne Lamy.

Le Président de la République promulgue la présente loi.

M[al] de Mac Mahon,
duc de Magenta.

Par le Président de la République:
Le ministre des affaires étrangères,
Decazes.

Nr. 5536.

DEUTSCHLAND und **EGYPTEN.** — Protokoll über die Gerichtsreform.

Nr. 5536. Deutschland und Egypten. 5. Mai 1875.

M. de Thielau, Secrétaire de Légation, Chargé du Consulat-Général d'Allemagne, et son Excellence Chérif-Pacha, Ministre de la Justice de Son Altesse le Khédive, agissant par ordre et d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs, désirant constater leur entente définitive sur les modifications

*) Siehe Nr. 5522, 5523 und 5534. A. d. Red.

que le projet de la Réforme Judiciaire en Egypte a subies par le Protocole Franco-Egyptien du 10 Novembre, 1874, sont convenus de ce qui suit: —

1. Les accusations de banqueroute frauduleuse, dont il s'agit à l'Article 8, alinéa 9, titre second, du Règlement Organique, continueront, comme par le passé, à être de la compétence de la juridiction de l'inculpé.

2. Le Gouvernement Egyptien s'étant adressé dans la forme prévue pour la nomination des Conseillers de la Cour d'Appel au Chancelier de l'Empire Allemand pour le choix d'un Juge de Première Instance, ce Magistrat déjà désigné sera placé de préférence au Tribunal du Caire.

3. Un des membres du Ministère Public sera choisi dans la Magistrature Allemande, et il est expressément entendu que, si une Seconde Chambre était créée dans l'un des Tribunaux du Caire ou de Zagazig et si, par conséquent, le personnel du parquet venait à être augmenté, un autre membre du Ministère Public serait également choisi parmi les Magistrats Allemands.

4. Les Codes Egyptiens revisés dernièrement seront présentés le plus tôt possible au Gouvernement Allemand.

5. La réserve relative au statut personnel, omise dans l'Article 9 du Règlement Organique, sera rétablie dans le texte de ce Règlement.

6. En ce qui touche la composition des Chambres, quelques Puissances ayant demandé que l'un des Magistrats chargés de juger une affaire Européenne fût, autant que possible, de la nationalité de la partie en cause, le Gouvernement Egyptien s'engage à appeler sur ce point l'attention de la nouvelle magistrature chargée de régler seule l'organisation du service.

7. Les immunités, les priviléges, les prérogatives et les exemptions, dont les Consulats étrangers et les fonctionnaires qui dépendent d'eux jouissent actuellement en vertue des usages diplomatiques et des Traités en vigueur, restent maintenus dans leur intégrité; en conséquence, les Consuls-Généraux, les Consuls, les Vice-Consuls, leurs familles et toutes les personnes attachées à leur service ne seront pas justiciables des nouveaux tribunaux, et la nouvelle législation ne sera pas applicable ni à leurs personnes ni à leurs maisons d'habitation. || En outre, les établissements Allemands suivants: — A. L'Eglise Protestante Allemande à Alexandrie, B. L'Eglise Protestante Allemande au Caire, C. L'Ecole Allemande à Alexandrie, D. L'Ecole Allemande au Caire, et E. L'Hôpital Protestant Allemand à Alexandrie, ne seront pas soumis à la compétence des nouveaux tribunaux et resteront justiciables, comme dans le passé, des Tribunaux Consulaires Allemands. Il est bien entendu que les dits établissements ne seront exemptés qu'en qualité de corporations et que, par conséquent, les pasteurs, les professeurs et toutes les personnes attachées à ces établissements relèveront de la juridiction établie en Egypte pour la nationalité à laquelle elles appartiennent.

En ce qui concerne la réserve stipulée à la fin de l'Article 7 du Protocole Franco-Egyptien du 10 Novembre, 1874, en faveur des établissements Catholiques, soit religieux soit d'enseignement, placés sous le protectorat de

Nr. 5536. Deutschland und Egypten. 5. Mai 1875.

la France, M. de Thielau déclare: — ‖ Le Gouvernement Allemand ne reconnaissant à aucune Puissance un protectorat exclusif sur les établissements Catholiques en Orient, se réserve tous ses droits sur les sujets ou administrés Allemands appartenant à un de ces établissements, et il considère notamment comme entendu que la dite stipulation du Protocole Franco-Egyptien ne saurait porter atteinte à la juridiction qui est ou qui sera établie pour les sujets et administrés Allemands en Egypte, en vertu des lois de l'Empire et des arrangements faits entre l'Allemagne et le Gouvernement du Khédive. ‖ Son Excellence Chérif-Pacha, au nom du Gouvernement Egyptien, prend acte de cette déclaration.

8. Il est entendu que les nouvelles lois et la nouvelle organisation judiciaire n'auront pas d'effet rétroactif conformément au principe inscrit dans le Code Civil Egyptien.

9. Les réclamations déjà pendantes contre le Gouvernement Egyptien seront soumises à une Commission composée de trois membres de la Cour d'Appel, choisis d'accord par les deux Gouvernements. Cette Commission décidera souverainement et sans appel; elle établira elle-même les formes de la procédure à suivre.

10. Ces mêmes réclamations pourront toutefois, si les intéressés le préfèrent, être portées devant une Chambre Spéciale en première instance, et une autre Chambre Spéciale en Appel, composées de Magistrats appartenant, les uns aux Tribunaux, les autres à la Cour d'Appel, et constituées conformément aux dispositions déjà convenues entre le Gouvernement Egyptien et celui d'Autriche-Hongrie. Ces deux Chambres, bien que jugeant d'après les règles de la procédure des nouveaux Tribunaux, statueront au fond conformément aux lois et coutumes en vigueur au moment des faits qui auront motivé les réclamations.

11. Les affaires qui concernent à la fois des réclamants appartenant à plusieurs nationalités seront jugées d'après celui de ces deux modes qui sera convenu entre leurs Consuls-Généraux respectifs.

12. Le règlement de ces affaires commencera avec l'installation des nouveaux Tribunaux et continuera pendant leur fonctionnement.

Fait au Caire en deux originaux, le 5 Mai 1875.

De Thielau.
Chérif.

Nr. 5537.

DEUTSCHLAND. — Verordnung, betreffend die Einschränkung der Gerichtsbarkeit der deutshen Consuln in Egypten. Vom 23. December 1875.

Nr. 5537. Deutschland. 23. Dec. 1875.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen auf Grund des Gesetzes vom 30. März 1874, betreffend die Einschränkung der Gerichtsbarkeit der deutschen Consuln in Egypten (Reichs-Gesetzbl. S. 23)*), im Namen des deutschen Reiches, nach erfolgter Zustimmung des Bundesrathes, was folgt:

§ 1. Die den Consuln des deutschen Reiches in Egypten zustehende Gerichtsbarkeit wird aufgehoben: || 1. für bürgerliche Rechtsstreitigkeiten, in welchen nicht beide Parteien deutsche Reichsangehörige oder Schutzgenossen sind; || 2. für bürgerliche Rechtsstreitigkeiten, in welchen eine in Egypten belegene unbewegliche Sache oder ein Recht auf eine solche Sache den Gegenstand des Streites bildet.

§ 2. Statusfragen bleiben der Gerichtsbarkeit der Consuln vorbehalten, auch wenn sie in den vorbezeichneten Streitigkeiten — § 1 — zu entscheiden sind.

§ 3. Die den Consuln zustehende Gerichtsbarkeit in Strafsachen wird aufgehoben:

1. für Uebertretungen;

2. für Verbrechen und Vergehen, welche unmittelbar gegen die Richter, die Geschworenen oder die sonstigen Beamten der von der egyptischen Regierung eingesetzten neuen Landesgerichte, während sie in der Ausübung ihres Amtes begriffen sind, oder in Beziehung auf ihren Beruf begangen werden, und zwar: || a) Schmähungen durch Geberden, Worte oder Drohungen, || b) Verleumdungen und Beleidigungen, wenn sie in Gegenwart des betreffenden Richters, Geschworenen oder sonstigen Beamten der neuen Landesgerichte oder innerhalb der Geschäftsräume des Gerichts begangen, oder mittelst öffentlicher Anschläge, Schriften, Druckschriften, Abbildungen oder Darstellungen verbreitet worden sind, || c) Thätlichkeiten gegen ihre Person, insbesondere Misshandlungen, Körperverletzungen und vorsätzliche Tödtung mit oder ohne Ueberlegung, || d) Thätlichkeiten oder Drohungen, verübt, um eine der gedachten Personen zur Vornahme einer pflichtwidrigen oder ungesetzlichen Handlung oder zur Unterlassung einer pflichtmässigen oder gesetzlichen Handlung zu nöthigen, ||

---

*) Dies Gesetz lautet:

Einziger Artikel.

Die den Consuln des deutschen Reiches in Egypten zustehende Gerichtsbarkeit kann durch eine mit Zustimmung des Bundesrathes zu erlassende kaiserliche Verordnung eingeschränkt oder aufgehoben werden. Die Dauer der Einschränkung oder Aufhebung soll jedoch den Zeitraum von fünf Jahren nicht übersteigen. A. d. Red.

e) Missbrauch der Amtsgewalt seitens eines öffentlichen Beamten zum Zweck einer derartigen Nöthigung, || f) Versuch unmittelbarer Bestechung einer der gedachten Personen, || g) Beeinflussung eines Richters zu Gunsten einer Partei seitens eines öffentlichen Beamten;

3. für Verbrechen und Vergehen, welche in der bestimmten Absicht begangen werden, die Vollstreckung von Urtheilen oder Verfügungen der gedachten Gerichte zu verhindern, und zwar: || a) thätlicher Angriff oder gewaltsamer Widerstand gegen Gerichtsmitglieder in Ausübung ihres Berufes, oder gegen Beamte der neuen Landesgerichte während der rechtmässigen Vornahme von Amtshandlungen zur Vollstreckung von Urtheilen und Verfügungen der Gerichte, oder gegen Beamte oder Mannschaften der bewaffneten Macht, welche berufen sind, bei der Vollstreckung Hülfe zu leisten, || b) Missbrauch der Amtsgewalt seitens eines öffentlichen Beamten zur Verhinderung der Vollstreckung, || c) Entwendung gerichtlicher Actenstücke zu demselben Zweck, || d) Verletzung gerichtlich angelegter Siegel, vorsätzliches Beiseiteschaffen von Sachen, welche in Folge einer gerichtlichen Verfügung oder eines Urtheils in Beschlag genommen worden sind, || e) Entweichung von Gefangenen, welche sich in Folge einer gerichtlichen Verfügung oder eines Urtheils in Haft befinden, und Handlungen, welche eine solche Entweichung unmittelbar herbeigeführt haben, || f) Verheimlichung solcher Gefangenen nach ihrer Entweichung;

4. für Verbrechen und Vergehen, welche von einem unter deutschem Schutze stehenden Richter, Geschworenen oder sonstigen Beamten der neuen Landesgerichte in Ausübung seines Berufes oder in Folge Missbrauchs seiner Amtsgewalt begangen werden. || Ausser denjenigen gemeinen Verbrechen und Vergehen, welche von einer der bezeichneten Personen unter solchen Umständen begangen werden können, gehören hierzu nachstehende besondere Verbrechen und Vergehen: || a) pflichtwidrige Entscheidung zu Gunsten oder zum Nachtheil einer Partei, || b) Bestechung, || c) unterlassene Anzeige einer versuchten Bestechung, || d) Justizverweigerung, || e) unerlaubte Gewalt gegen Privatpersonen, || f) Eindringen in die Wohnung eines Andern ohne Beobachtung der gesetzlichen Vorschriften, || g) Erpressung, || h) Unterschlagung öffentlicher Gelder, || i) ungesetzliche Verhaftung, || k) Fälschung von Urtheilen und Actenstücken.

Die Consulargerichtsbarkeit bleibt auch für die vorstehend unter Ziffer 2 und 3 aufgeführten Verbrechen und Vergehen bestehen, sofern der durch dieselben verletzte Beamte der neuen Landesgerichte die Bestrafung des Thäters bei dem Consulargericht in Antrag bringt.

§ 4. Die deutschen Reichsangehörigen und Schutzgenossen in Egypten sind vom Tage des Inkrafttretens dieser Verordnung ab in allen durch § 1 und 2 der Consulargerichtsbarkeit entzogenen Angelegenheiten der Gerichtsbarkeit der neuen Landesgerichte unterworfen. || Das Gleiche findet statt hinsichtlich der Bestrafung von Zeugen, welche ohne gesetzlichen Grund die Ablegung eines Zeugnisses oder dessen Beeidigung vor den neuen Landesgerichten

verweigern, und hinsichtlich der Bestrafung von Geschworenen oder Beisitzern dieser Gerichte, welche ohne genügende Entschuldigung ihren Obliegenheiten sich entziehen. | Bei den Verhandlungen vor diesen Gerichten findet eine Assistenz durch den Consul oder dessen Vertreter nicht statt.

Nr. 5537. Deutschland. 23. Dec. 1875.

§ 5. Hinsichtlich der Consuln, ihrer Familienangehörigen, der in ihrem Dienst befindlichen Personen und der ihnen unterstellten Beamten mit Einschluss der Familienangehörigen dieser Beamten, sowie hinsichtlich der Wohnungen dieser Personen, ferner hinsichtlich der deutschen evangelischen Kirche in Alexandrien, der deutschen evangelischen Kirche in Kairo, der deutschen Schule in Alexandrien, der deutschen Schule in Kairo und des deutschen evangelischen Hospitals in Alexandrien, soweit diese Kirchen und Anstalten als Corporationen in Betracht kommen, bleiben die bisherigen Gerichtsbarkeitsverhältnisse unverändert.

§ 6. Besteht zwischen dem Consul und dem Landesgericht eine Meinungsverschiedenheit darüber, ob eine strafbare Handlung zu denjenigen gehört, für welche nach § 2 und 3 die Landesgerichte zuständig sind, so entscheidet darüber ein Competenzhof, welcher aus zwei von dem Consul zu bezeichnenden fremden Consuln und zwei von dem Präsidenten des Appellhofes in Alexandrien zu ernennenden richterlichen Beamten der gemischten Gerichte gebildet wird. Die Entscheidung dieses Competenzhofes ist endgültig.

§ 7. Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1876 auf die Dauer von 5 Jahren in Kraft. || Bürgerliche Rechtsstreitigkeiten und Strafsachen, welche an dem genannten Tage bei den Consulargerichten anhängig sind, werden von diesen vollständig erledigt, auch wenn sie nach den Bestimmungen der §§ 1 und 2 zur Zuständigkeit der neuen Landesgerichte gehören würden. || Die anhängigen bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten können auf den übereinstimmenden Antrag der Parteien den neuen Landesgerichten übertragen werden.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel. | Gegeben Berlin, den 23. December 1875.

(L. S.) Wilhelm.

Fürst v. Bismarck.

Nr. 5538.

GROSSBRITANNIEN und EGYPTEN. — Uebereinkunft betreffs der Gerichtsreform.

Nr. 5538. Grossbritannien und Egypten. 31. Juli 1875.

The Undersigned, Charles Alfred Cookson, Esquire, Her Britannic Majesty's Consul at Alexandria, acting

Les Soussignés, Mr. Charles A. Cookson, Gérant de l'Agence et Consulat-Général de Sa Majesté Britannique, et

Nr. 5538. Gross-britannien und Egypten. 31. Juli 1875.

as Her Britannic Majesty's Agent and Consul-General for Egypt, and his Excellency Cherif-Pasha, Minister of Justice to His Highness the Khedive, acting by order of and under instructions from their respective Governments, having held a Conference this day on the subject of the Judicial Reforms in Egypt, have agreed as follows: —

All or any of the stipulations and reservations contained in the Convention relating to Judicial Reforms, which was concluded between the French and Egyptian Governments on the 10th day of November, 1874 (copy of which Convention is annexed to this Agreement), as well as those contained in the Convention concluded between the German and Egyptian Governments on the 5th of May, 1875 (copy of which Convention is likewise annexed to this Agreement), shall be immediately and unconditionally extended by the Egyptian Government to Great Britain and to British subjects, should the British Government at any time express a wish to this effect.

The Egyptian Government moreover agrees, that any other arrangements which it may have already made, or may hereafter make, with any foreign Power in respect either to Judicial Reforms in Egypt, or to the existing Consular or other Tribunals in that country, shall be immediately and unconditionally extended to Great Britain and to British subjects, should the British Government at any time express a wish to that effect.

In witness whereof the Undersigned

son Excellence Chérif-Pacha, Ministre de la Justice de Son Altesse le Khédive, agissant par ordre et d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs, ayant tenu une conférence ce jour au sujet de la Réforme Judiciaire en Egypte, sont convenus de ce qui suit: —

Toutes et chacune des stipulations et réserves contenues dans la Convention relative à la réforme judiciaire qui a été conclue entre les Gouvernements Français et Egyptien, le 10 Novembre, 1874 (dont copie est ci-annexée), aussi bien que celles contenues dans la Convention conclue entre les Gouvernements Allemand et Egyptien le 5 Mai, 1875 (dont copie est pareillement ci-annexée) seront immédiatement et inconditionnellement étendues par le Gouvernement Egyptien à la Grande Bretagne et aux sujets Britanniques, si à un moment quelconque le Gouvernement Britannique exprimait un désir à cet effet.

En outre le Gouvernement Egyptien convient que tous les autres arrangements qu'il aurait déjà fait ou qu'il ferait à l'avenir avec toute autre Puissance étrangère, soit concernant la réforme judiciaire en Egypte, soit concernant les Tribunaux Consulaires ou autres existant dans ce pays, seront immédiatement et inconditionnellement étendus à la Grande Bretagne et aux sujets Britanniques, si le Gouvernement Britannique à un moment quelconque exprimait un désir à cet effet.

En foi de quoi les Soussignés ont

have signed the present Agreement, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Alexandria, the 31st day of July, 1875.

Chas. A. Cookson.
Cherif.

signé la présente Convention, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Alexandrie le trente-et-un Juillet, mil huit cent soixante et quinze.

Chas. A. Cookson.
Chérif.

Nr. 5538. Gross-britannien und England. 31. Juli 1875.

Deutsches Reich.

Nr. 5539.

DEUTSCHLAND. — Thronrede bei Eröffnung der dritten Session des zweiten deutschen Reichstages am 27. October 1875, verlesen vom Präsidenten des Reichskanzleramts, Staatsminister Delbrück.

Nr. 5539. Deutschland. 27. Oct. 1875.

Geehrte Herren!

Der Wunsch Seiner Majestät des Kaisers, Sie bei dem Wiederbeginn Ihrer verfassungsmässigen Thätigkeit persönlich zu begrüssen, hat zum lebhaften Bedauern meines allergnädigsten Herrn nicht in Erfüllung gehen können. Seine Majestät haben mich deshalb zu ermächtigen geruht, in Seinem und der verbündeten Regierungen Namen, Sie heute willkommen zu heissen. || Die bevorstehende Session wird Ihre Thätigkeit mehr für die Ausbildung und Ergänzung bestehender Gesetze, als für die Begründung neuer Institutionen in Anspruch nehmen. || Seit Ihrer letzten Session ist die am Schlusse des Jahres 1871 begonnene, im Beginn dieses Jahres zum Abschluss gebrachte Gesetzgebung über das Geld- und Bankwesen Deutschlands der vollständigen Durchführung nahe gebracht. Die über Erwartung gesteigerte Herstellung unserer neuen Münzen hat es Seiner Majestät gestattet, im Einverständniss mit dem Bundesrath, den 1. Januar künftigen Jahres als Zeitpunkt für den Eintritt der Reichswährung zu bestimmen. Die Einziehung des Landespapiergeldes und dessen Ersatz durch Reichskassenscheine schreitet rasch und regelmässig vor. Die Banknoten geringeren Nennwerthes sind zum grössten Theile schon jetzt aus dem Verkehr getreten und werden bis zum Jahresschluss in der Hauptsache eingezogen sein. Die Privatbanken sind damit beschäftigt, ihre Einrichtungen auch im Uebrigen der neuen Gesetzgebung anzupassen. Die Reichsbank, zu deren Begründung alle Theile des Reiches beigetragen haben, wird im Anfang künftigen Jahres ihre Thätigkeit über den gesammten Umfang des Reiches erstrecken. Sie wird gleichzeitig mit der Uebernahme der Central-Kassengeschäfte des Reiches beginnen. || In dem Ihnen vorzulegenden Reichshaushalts-Etat für 1876 haben die

Nr. 5539. Deutschland. 27. Oct. 1875.

regelmässigen Einnahmen des Reiches nicht unerheblich höher als für das laufende Jahr veranschlagt werden können. Dieses Mehr wird indessen überwogen durch die Minder-Einnahmen, welche in dem natürlichen Rückgang der Zinseinnahmen von belegten Reichsgeldern, ganz besonders aber in dem Vorgriff beruhen, der im diesjährigen Etat auf die Ueberschüsse des Vorjahres stattgefunden hat. Zur Deckung dieser Minder-Einnahmen und zur Bestreitung der bei sorgfältigster Rücksicht auf die Finanzlage nicht abzuweisenden Steigerung der Verwaltungs-Ausgaben wird Ihnen eine Erhöhung der Matricularbeiträge nicht vorgeschlagen. Die verbündeten Regierungen theilen die Ueberzeugung, welche Sie, geehrte Herren, bei der Berathung des diesjährigen Etats geleitet hat, dass eine Steigerung jener Beiträge vermieden werden muss. Sie sind der Meinung, dass das Gleichgewicht des Etats nicht herzustellen sei durch eine Auflage, welche die Steuerkraft der einzelnen Staaten ausser Betracht lässt, sondern durch Abgaben, welche sich an den Verbrauch und Verkehr anschliessen. Es werden Ihnen deshalb Entwürfe von Gesetzen über Erhöhung der Brausteuer und über Einführung einer Stempelabgabe von Börsengeschäften und Werthpapieren vorgelegt werden. ‖ Der Reichshaushalts-Etat bringt eine Veränderung in der Einrichtung der Post- und Telegraphen-Verwaltung zum Ausdruck. Die Erfahrung hat überzeugend dargethan, dass die Verbindung dieser beiden, bisher getrennten, aber in ihren letzten Zwecken zusammenfallenden Verwaltungen dem Verkehrsinteresse entspreche und einen einfacheren und wohlfeileren Betrieb gestatte. Das Verhältniss der Post zu den Eisenbahnen soll durch ein Ihnen vorzulegendes Gesetz übereinstimmend geregelt werden; für die Vervollständigung der Telegraphen-Anlagen wird eine Credit-Bewilligung von Ihnen begehrt werden. Die Gewerbeordnung hat für die gewerblichen Hülfskassen einen nur provisorischen Zustand geschaffen, dessen Uebelstände von Ihnen wiederholt beklagt und von den verbündeten Regierungen lebhaft empfunden sind. Zwei Gesetze, das eine über Abänderung des Titels VIII der Gewerbeordnung, das andere über gegenseitige Hülfskassen, sollen diesen Uebelständen ein Ende machen. Sie beschränken sich auf die Fürsorge in Krankheitsfällen, weil die nicht minder wichtige Regelung des Altersversorgungswesens gegenwärtig noch nicht ausreichend vorbereitet ist. ‖ Die vor fünf Jahren erfolgte gesetzliche Regelung des Urheberrechts an Schriftwerken hat sich auf das Urheberrecht an Kunstwerken nicht erstreckt. Es werden Ihnen Gesetz-Entwürfe vorgelegt werden, welche sowohl diese Lücke in der Gesetzgebung über das geistige Eigenthum ausfüllen, als auch für zwei verwandte Materien, das Urheberrecht an Mustern und Modellen und den Schutz der Photographien, übereinstimmende Normen feststellen sollen. ‖ Die praktische Handhabung des Strafgesetzbuches hat Lücken und Mängel dieses Gesetzes erkennen lassen, deren Ausfüllung und Beseitigung im Interesse der Rechtspflege erforderlich ist. Der Bundesrath hat deshalb eine Revision des Gesetzes auf Grundlage der von den einzelnen Bundesregierungen gemachten Vorschläge eingeleitet. Ein aus diesen Vorschlägen hervorgegangener Gesetzentwurf unterliegt der Berathung des

Bundesrathes und wird nach Abschluss derselben Ihnen vorgelegt werden. | Ein mit dem Freistaate Costa-Rica abgeschlossener Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrag wird Ihnen zur Genehmigung vorgelegt werden. Dem Vertrage zwischen Deutschland und San-Salvador nachgebildet, wird er, wie zu hoffen, dazu beitragen, unsere Handelsbeziehungen zu jenem, durch seine Lage an zwei Weltmeeren und durch den Reichthum seiner Erzeugnisse hervorragenden Staate zu fördern. || Die Vorlagen, welche Ihnen im verflossenen Jahre gemacht waren, um die verfassungsmässige Rechnungslegung über die Einnahmen des Reiches endgültig zu regeln, sind in Ihrer letzten Session vorberathen worden, haben aber nicht zum Abschluss gebracht werden können. Es werden Ihnen darüber neue Vorlagen zugehen. || In Elsass-Lothringen ist der berathende Landes-Ausschuss, dessen Einrichtung der Erlass vom 29. October v. J. geordnet hat, im Sommer d. J. zum ersten Male in Thätigkeit getreten. Er hat den Landeshaushalt und andere, zu Ihrer Beschlussfassung gelangende Gesetzentwürfe, welche zur Ausführung von Reichsgesetzen und zur Ergänzung von Lücken der Landesgesetzgebung bestimmt sind, gutachtlich berathen. Auf seinen Vorschlägen beruht ein Gesetzentwurf, durch welchen die auch von Ihnen erörterte Frage wegen Entschädigung der Inhaber verkäuflich gewesener Stellen im Justizdienste anderweit geregelt wird. Die gefassten Beschlüsse werden mit den über die Berathungen aufgenommenen Protokollen vollständig zu Ihrer Kenntniss gebracht werden. Sie berechtigen zu der Erwartung, dass in dem Landesausschuss ein günstiger Boden für die Mitwirkung der Bevölkerung an der Verwaltung der Reichslande gewonnen sein wird. In Elsass-Lothringen wie im ganzen Reiche berechtigt uns der Rückblick auf die wenigen Jahre, welche seit dem Frankfurter Frieden verflossen sind, zu dem Ausdruck der Befriedigung über den stetigen Fortschritt der Entwickelung unserer politischen Einrichtungen im Innern und der Befestigung unserer guten Beziehungen zum Auslande. || Wenn in Handel und Verkehr dennoch gegenwärtig eine der Stagnationen stattfindet, wie sie im Laufe der Zeit periodisch wiederkehren, so liegt es leider nicht in der Macht der Regierungen, diesem Uebelstande abzuhelfen, der sich in andern Ländern in gleicher Weise wie in Deutschland fühlbar macht. Jedenfalls aber hat diese Erscheinung keine Unsicherheit der politischen Verhältnisse und namentlich des äusseren Friedens zum Grunde. Wie Sie im vorigen Jahre mit dem Ausdruck des Vertrauens auf die Dauer des Friedens empfangen werden konnten, so war seitdem fortwährend und ist noch heute die dauernde Erhaltung des Friedens nach menschlichem Ermessen gesicherter, als sie es jemals in den letzten 20 Jahren vor der Herstellung des deutschen Reiches gewesen ist. Abgesehen von der Abwesenheit eines jeden erkennbaren Grundes zu einer Störung, genügt zur Aufrechthaltung des Friedens der feste Wille, in dem Seine Majestät der Kaiser Sich mit den Ihnen befreundeten Monarchen einig weiss, und die Uebereinstimmung der Wünsche und Interessen der Völker. Die Mächte, deren Einigkeit in einer früheren Periode unseres Jahrhunderts Europa die Wohlthat eines langjährigen Friedens

Nr. 5539. Deutschland. 27. Oct. 1875. gewährte, stützen denselben auch heute, getragen von der Zustimmung ihrer Völker; und der Besuch, von welchem Seine Majestät der Kaiser heimkehren, die herzliche Aufnahme, welche Sie bei Seiner Majestät dem Könige von Italien und bei der ganzen Bevölkerung gefunden haben, befestigen die Ueberzeugung, dass die innere Einigung und die gegenseitige Befreundung, zu denen Deutschland und Italien gleichzeitig gelangt sind, der friedlich fortschreitenden Entwicklung Europa's eine neue und dauernde Bürgschaft gewähren.

Nr. 5540.

DEUTSCHLAND. — Aus der Sitzung des Reichstages vom 22. Novbr. 1875. — Rede des Reichskanzlers über den Gesetzentwurf, betreffend die Erhöhung der Brausteuer.

Nr. 5540. Deutschland. 22. Nov. 1875. Reichskanzler Fürst von Bismarck: Wenn ich erst heute, meine Herren, zum ersten Male in Ihrer Mitte zu erscheinen und das Wort zu nehmen vermag, so rechne ich auf Ihre Nachsicht, wenn ich damit beginne, hierüber mein Bedauern und meine Entschuldigung auszudrücken, dass ich bei der Eröffnung des Reichstages und bei den bisherigen Arbeiten nicht habe zugegen sein können. Ich kann Sie versichern, dass nur körperliches Unwohlsein mich davon abgehalten hat, indem ich erst in den letzten Wochen, wo die Witterung kälter und trockener wurde, einigermaassen die Erholung gefunden habe, die ich erwartete, und sie gern noch weiter gesucht hätte, wenn nicht mein eigenes Pflichtgefühl mich in Ihre Mitte geführt hätte und andererseits auch die mehrfach nicht misszuverstehenden Appellationen an dieses Pflichtgefühl von Seiten eines geehrten Mitgliedes dieser Versammlung, des Herrn Abgeordneten Richter. Gerade von seiner Seite finde ich es eigentlich nicht ganz billig, so streng zu urtheilen, und er wird sich selbst nicht im Unklaren sein, dass gerade er wesentlich dazu beiträgt, das an und für sich mühsame und angreifende Geschäft einer ministeriellen Existenz noch zu erschweren (Heiterkeit); und wenn in Folge dessen einer krank wird, so sollte er gegen denselben etwas nachsichtiger sein. Ich kann — ich will nicht sagen, einen Trost, aber eine Genugthuung finden in der Hoffnung, dass, wenn er einmal, wie ich von seinen Anlagen überzeugt bin, in einer ähnlichen ministeriellen Existenz sich befindet, er auch seinen Richter finden wird. (Grosse Heiterkeit.) Möge auch er denselben dann, in derselben Weise wie ich, ohne Bitterkeit und mit Anerkennung des sachlich Werthvollen und Verdienstvollen in einer sachlichen Opposition beurtheilen, und möge auch ihm dann der Rückblick auf eine fast viertelhundertjährige angestrengte, pflichttreue und zum Theil nicht erfolglose Thätigkeit darüber hinweghelfen, dass man es nicht allerzeit Jedem recht machen kann und nicht immer genügende Kräfte dazu hat! Ich bin wirklich in einer

schwierigen Stellung. Wenn ich erkläre, dass meine Kräfte nicht mehr den Arbeiten genügen und ich gesunderen Kräften Platz machen muss, so wird das von mehr als einer Seite als eine Art von Felonie betrachtet, und namentlich die Presse appellirt an mein Pflichtgefühl, an meine Vaterlandsliebe, an mein Ehrgefühl, während mir der Appell an einen Arzt, der mir helfen könnte, erwünschter wäre. Die Presse geht ja darin so weit, dass sie mir jetzt auch in dürren Worten vorgeworfen hat, ich verzehrte mein Gehalt in Varzin. Das ist ein factischer Irrthum: mein Gehalt habe ich hier in Berlin verzehrt, ehe ich Berlin im Sommer verlasse. (Heiterkeit.) || Nach diesen Ihrer Nachsicht empfohlenen Worten *pro domo* trete ich der Sache näher, indem ich mich zuvörderst den Aeusserungen meines Collegen im Bundesrath, des Herrn Camphausen — ich ziehe es vor, absichtlich ihn nicht als preussischen Finanzminister in diesem Kreise zu bezeichnen, sondern als Mitglied des Bundesraths — indem ich mich dessen Aeusserungen vollständig dahin anschliesse, dass auf keinem Gebiete des Staatslebens die Entscheidung des Reichstages in unanfechtbarer Instanz zweifelloser ist, als auf dem der steuerlichen Fragen, auf dem der Entscheidung über die Art, wie wir die Mittel aufbringen wollen, die wir für unser Staatswesen im Reiche und auch in den einzelnen Staaten *mutatis mutandis* gebrauchen. Also Sie sind in der Lage, vollständig mit der Nachsicht des Mächtigen, möchte ich sagen, zu verfahren und *sine ira et studio* die Sache zu behandeln, lediglich aus dem Gesichtspunkte: ist es zweckmässiger, dass die Mittel, die wir brauchen, zum Theil in der Ihnen vorgeschlagenen Form aufgebracht werden oder nicht? Wenn eine Regierung nicht einmal in Finanzfragen die Rechte der Landesvertretung unbedingt und auch bis in die Formen hinein achten wollte, so wäre eben der Constitutionalismus in ihr doch noch nicht zu den ersten Anfängen gelangt. Seien Sie in der Beziehung unbesorgt und seien Sie entgegenkommend in dem Gefühl Ihrer Stärke, die auf diesem Gebiete unantastbar ist. Sie selbst werden doch aber wünschen, dass die Mittel, deren das Reich bedarf, so aufgebracht werden, wie es den Steuerzahlenden am bequemsten und am leichtesten, und wie es für die Befestigung, für die Consolidirung des Reiches am nützlichsten ist, und deshalb liegt die Frage allein so: entsprechen diese kleinen, vielleicht gerade durch ihre geringe Tragweite sündigenden Vorlagen — entsprechen die diesem Zwecke oder nicht? Ich erwähne ausdrücklich den geringen Umfang, die geringe Tragweite; denn von allen Gründen, die dagegen meines Wissens eingewendet sind, ist der meiner Empfindungsweise am nächsten verwandt, dass Sie sich eine weitergreifende Steuerreform wünschen. Aber es ist das immer noch kein Grund, eine partielle, eine Abschlagszahlung auf die Reform von der Hand zu weisen. Der fundamentalen Reform haben in der Erfahrung meines politischen Lebens immer nicht nur diejenigen angehangen, die sie wirklich wollten, sondern auch diejenigen, welche die Sache überhaupt nicht wollten, aber sie nicht bestreiten mochten und deshalb ihren Widerspruch darin kleideten, dass sie etwas Besseres, für den Augenblick aber nicht Erreichbares wollten und deshalb das für den

Nr. 5540. Deutschland. 22. Nov. 1875.

Augenblick Erreichbare angebrachtermaassen ablehnten. Ich erinnere an die langjährigen Strömungen, die wir in Beziehung deutscher Reformen erlebt haben. Beherzigen wir dabei doch wohl das gute alte Sprichwort: Das Beste ist des Guten Feind! || Eine totale Steuerreform inclusive der Zollreform — wer wünschte sie nicht! Aber sie ist eine Herkulesarbeit, die man versuchsweise angefasst haben muss in der Eigenschaft eines verhältnissmässigen Laien, wie ich es bin, um ihre Schwierigkeiten vollständig zu übersehen. Mit einem Zuge an diesem Netze, unter dem wir jetzt in steuerlicher Beziehung gefangen sind, da klirren alle Maschen bis in die kleinsten Staaten hinein; jeder hat seine besonderen Wünsche. Eine vollständige Reform kann nicht zu Stande kommen ohne eine bereitwillige, thätige, in die Hände arbeitende Mitwirkung jeder einzelnen particularen Regierung mit dem Reiche. Denn ich kann es nicht als eine Reform ansehen, wenn lediglich neue Reichssteuern aufgelegt werden, ohne dass alte erlassen werden. Ich will über die Frage des Bedürfnisses mit Ihnen gar nicht streiten, ob es richtig ist, dass man sich noch ein oder zwei Jahre ohne Steuern behelfen kann, ob in dem Falle, dass man es kann, es richtig ist, dass man es thut. Diese Frage zu vertreten, will ich sachkundigeren Personen überlassen; ich selbst will mich nur über meine principielle Stellung zu dieser Reformfrage aussprechen. || Die einzelnen Bundesregierungen müssen bei einer Reform ihrerseits so viel Steuern aufheben, wie sie an Matricularbeiträgen ersparen; das zu erreichen, sind aber nicht dem Reichstage, sondern sind den einzelnen Landtagen die Mittel gegeben. Aber erst dann, wenn wir ihnen die Matricularumlagen erleichtern, ist es Aufgabe der einzelnen Landtage, Breschebatterien gegen ihre Ministerien aufzuführen, dass die entsprechend der Erleichterung nun auch die drückendsten Steuern in dem einzelnen Lande erleichtern. Das gleichzeitig gewissermaassen Zug um Zug machen — ich sehe die Form nicht, in der das geschehen könnte, ich würde mich sonst sehr gern dazu erbieten. || Ich weiss nicht, ob die Gedanken, die ich über Steuerreform habe, im Allgemeinen Anklang finden; es würde mich, wenn sie den nicht finden, auch das nicht abhalten, sie nach meiner Ueberzeugung zu befolgen und abzuwarten, in welcher Weise es gelingt, sie bei den bewilligenden Körperschaften durchzubringen. — Wenn ich zuerst vom Standpunkt lediglich des Reiches spreche, so habe ich das Bedürfniss einer möglichsten Verminderung, wenn nicht vollständigen Beseitigung der matricularen Umlagen. Es ist das wohl kaum bestritten, dass die Form der Matricularumlage eine solche ist, die den contribuablen Staat nicht gerecht nach dem Verhältniss seiner Leistungsfähigkeit trifft. Ich möchte sagen, es ist eine rohe Form, die zur Aushilfe dienen kann, solange man in dem ersten Jugendalter des Reiches demselben eigene Einnahmen zu verschaffen nicht vollständig in der Lage war. Ist es aber anerkannt, dass es eine Steuer ist, die nicht gerecht trifft, so gehört sie von meinem politischen Standpunkt als Reichskanzler nicht zu den Mitteln, die das Reich consolidiren. Das Gefühl, zu ungerechten Leistungen herangezogen zu werden, entwickelt das Bestreben, einer solchen Ungerechtigkeit sich zu

entziehen, und verstimmt. || Also aus dem Gesichtspunkt der Befestigung des Reiches — das Reich ist jung im Vergleich zu den einzelnen Staaten — ich möchte sagen, bei allen den Knochenbrüchen, denen Deutschland im Laufe der Jahrhunderte ausgesetzt worden, und deren Heilung jetzt versucht ist, da ist der *callus* noch nicht wieder so fest verwachsen, dass nicht Verstimmungen oder ein starker Druck parlamentarischer Machtprobe und dergleichen das Reich empfindlicher treffen sollten, als den Particularstaat. Denn dem uns eingeborenen Stammessondergefühl entsprechend ist ja bei uns die Existenz des Particularstaates bisher viel mehr *in succum et sanguinem* gedrungen, viel naturwüchsiger, ich möchte sagen, noch heutzutage lebenskräftiger zum Ueberdauern von Stürmen als das neue Reich. Je mehr gemeinsame Reichseinrichtungen wir schaffen, je mehr gemeinsames Reichsvermögen, desto mehr befestigen wir das Reich. Wenn das Reich zu Grunde geht, was Gott verhüte und verhüten wird, so würde ja die Sache sich nicht in nichts auflösen, wie bei anderen Staaten, sondern es würde der *status quo ante* eintreten. Der preussische Particularismus, der mächtigste und bei weitem gefährlichste, mit dem wir zu thun haben (Heiterkeit), würde aufschnellen in einer ungemein lebenskräftigen Weise. Also das Unglück, das Reich zu zerstören, ist für unsere deutsche patriotische Empfindung ein ausserordentlich schweres; aber materiell ist eine Wiederherstellung einer dem alten Bundesverhältniss ähnlichen Einrichtung vielleicht für Jeden auszuhalten, der nicht etwa selbst Bundestagsgesandter gewesen ist. (Heiterkeit.) || Ich sage dies nur, um Sie zu bitten, das Reich in seinen Institutionen nach Möglichkeit, auch in den kleinen Dingen, zu schonen und zu pflegen und denen, die sich überbürdet fühlen und, wie ich glaube, mit Recht überbürdet fühlen, etwas mehr Liebe und Schonung und nicht die rein theoretische Härte entgegenzutragen. || Ich kam über meine Gemüthsbewegung gegen particularistische Bestrebungen von der Frage der Reform ab, um Ihnen zu sagen, wie ich sie verstehe. Ich glaube, dass ich die Pflicht habe, meine Meinung darüber darzulegen, und dass ich vielleicht Manches Ueberzeugung anstosse, wenn ich mich von Hause aus wesentlich für Aufbringung aller Mittel nach Möglichkeit durch indirecte Steuern erkläre und die directen Steuern für einen harten und plumpen Nothbehelf, nach Aehnlichkeit der Matricularbeiträge, halte, mit alleiniger Ausnahme, ich möchte sagen, einer Anstandssteuer, die ich von den directen immer aufrecht erhalten würde; das ist die Einkommensteuer der reichen Leute, — aber wohlverstanden nur der wirklich reichen Leute. Die heutige Einkommensteuer, wie sie bis zum Vermögen von 1000 Thalern geht, trifft nicht blos reiche Leute. Es gibt Lagen des Lebens, in denen man mit 1000 Thalern wohlhabend ist, das ist richtig; es gibt aber auch Lagen, in denen man mit 1000 Thalern sehr gedrückt und genirt lebt, wo man nur mit Mühe die Kindererziehung, die äussere Erscheinung, die Existenz, die Wohnung bestreitet. — Sie werden sagen, es sind das Ideale, die ich vortrage. Ich glaube aber, Sie haben ein Recht, die Ideale Ihres verantwortlichen Beamten zu kennen. (Heiterkeit.) || Ich glaube, man sollte von den directen Steuern

Nr. 5540.
Deutschland.
22. Nov. 1875.

als eine Anstandssteuer die Einkommensteuer beibehalten, aber nicht als Finanzsteuer, mehr als Ehrensteuer. Dieselbe kann so ungeheuer viel nicht bringen, wenn sie nur von den wirklich Reichen gezahlt wird. Wenn Sie die Steuerlisten ansehen und streichen die Einkommensteuer von 1000 Thalern und bis zu 2000 Thalern und ziehen nur diejenigen zur Einkommensteuer heran, die unter allen Umständen als wohlhabend zu betrachten sind, dann halte ich die Steuer für eine richtige, aber nicht einträgliche. Im Uebrigen aber ist das Ideal, nach dem ich strebe, möglichst ausschliesslich durch indirecte Steuern den Staatsbedarf aufzubringen. || Ich weiss nicht, ob Sie eine französische Stimme vor kurzem in den Zeitungen gelesen haben, die sich darüber wunderte, dass wir Deutsche, im Vergleich mit Frankreich, unsere Steuerlasten so ungeduldig trügen; Frankreich zahle doppelt so viel, hätte viel mehr Ursache zur Unzufriedenheit, und in Frankreich würde über Steuerdruck in keiner Weise gemurrt, während in Deutschland alle Blätter und alle parlamentarischen Aeusserungen darüber voll wären. Ich will über die Richtigkeit dieses Urtheils nicht streiten; die deutsche Geduld ist ja sonst sprichwörtlich, aber vielleicht nicht der eigenen Regierung gegenüber (Heiterkeit); ich glaube aber, dass es wesentlich darin liegt, dass in Frankreich wie in England die überwiegende Masse der Staatsbedürfnisse durch indirecte Steuern aufgebracht wird. Die indirecten — was auch theoretisch darüber gesagt werden mag, factisch ist, dass man sie weniger fühlt. Es ist schwer zu berechnen, wie viel der Einzelne zahlt, wie viel auf andere Mitbürger abgebürdet wird. Von der Classensteuer weiss er ganz genau, was auf ihn kommt, und es ist so wunderbar, wenn man bei indirecten Steuern mit einem Mitleid, das ich mir früher einmal als heuchlerisch zu bezeichnen erlaubte — ich will den Ausdruck heute nicht wiederholen, um nicht denselben Unwillen zu erregen — von der Pfeife des armen Mannes, von dem Licht des armen Mannes spricht und demselben armen Manne seine Lebensluft, seinen Athem besteuert; — denn die directe Steuer muss er zahlen, solange er athmet; wenn er stirbt, ist er frei; — bei directer Steuer wird nicht darnach gefragt: kannst du deinen Trunk Bier unter Umständen entbehren? kannst du weniger rauchen? kannst du die Beleuchtung des Abends einschränken? sondern sie muss er zahlen, er mag Geld haben oder nicht, er mag verschuldet sein oder nicht. Und was das schlimmste ist, es folgt die Execution, und nichts wirkt auf die Gemüther mehr als das Exequiren von Steuern wegen weniger Groschen, die für den, der sie zahlen soll, augenblicklich unerschwinglich sind; der Groschen ist gleich einer Million für den, der ihn nicht hat und ihn nicht im Augenblick der Fälligkeit erschwingen kann, und der sich sagt, so und so viel kriegt dieser Beamte Gehalt, so und so viel geht auf unnöthig scheinende Ausgaben, und ich werde hier um mein bischen Geld exequirt. Solches Elend kommt von directen Steuern. Lasst mir die directen Steuern den städtischen Verwaltungen, möchte ich als Landbewohner sagen, dann wird der starke Zuzug nach den Städten einigermaassen mit der Zeit aufhören. Für den Staat aber ist es meiner Ueberzeugung nach

die Aufgabe, nach Analogie von England, von Frankreich nach indirecten Steuern zu streben. In Frankreich kenne ich wohl die Grundsteuer; diese hat aber in ihrer dauernden Wirkung nicht mehr die Natur einer Steuer; sie hat bei der Auflegung nur die einmalige Wirkung einer Confiscation, eines bestimmten mässigen oder unmässigen Vermögensantheils; aber im Uebrigen hat sie nicht die Wirkung einer Steuer, sondern die einer Reallast, die der nächste Käufer oder Erbe übernimmt. Man hat sich daran gewöhnt und hat von Grund und Boden nicht mehr gesagt. || Ich bekenne mich unbedingt zu dem System der indirecten Steuern; ich glaube auch, dass die indirecten Steuern sich viel mehr in das Niveau, das Gleichgewicht setzen in Beziehung auf die Frage, wer sie denn eigentlich trägt, als man gewöhnlich annimmt. Wenn ich, um mich von der Sache nicht zu entfernen, der Neigung, von der Schlachtsteuer zu sprechen, widerstehe und mich an die Biersteuer halte, so bin ich der Meinung, dass auch der Nichtbiertrinker an dieser Biersteuer seinen erheblichen Antheil tragen wird. Er braucht Dienstleistungen in grosser Menge, nicht blos die directen Dienstleistungen eines Domestiken im Hause, der doch auch an das Bier gewöhnt ist und dasselbe mit in seinen Lohn verlangt, sondern Dienstleistungen, die sich die Handwerker untereinander leisten. Ich werde in dem Paar Stiefel das Bier, das der Schuhmacher zu trinken pflegt, und das zu seinen täglichen Bedürfnissen und Gewohnheiten gehört, vergüten müssen *pro rata parte*. (Heiterkeit.) Und so könnte man die Beispiele bis ins Unendliche vervielfältigen; durch versteuertes Brod, durch versteuertes Bier und durch versteuertes Fleisch wird eben jede der Dienstleistungen, die wir von einander verlangen, um so viel versteuert, als nöthig ist, um den Dienstleister, respective Verfertiger des gebrauchten Objectes, in die Lage zu versetzen, dass er seinen Bedürfnissen nach existiren kann. Ich glaube, dass auf diese Weise die indirecten Steuern sich von selbst vollständig ins Gleichgewicht bringen. || Mein Bestreben wäre also Verminderung der Matricularbeiträge, soweit es sein kann. Zur gänzlichen Abschaffung ist es noch sehr weit hin, und da möchte ich auch dem Motive der Beibehaltung entgegentreten, welches daraus entnommen wird, dass das Bewilligungsrecht eines Satzes der Matricularbeiträge eine parlamentarische Machtfrage wird. Die Macht des Reichstages beruht auf Recht, Gesetz und Verfassung. Eine nicht bewilligte Ausgabe wird ganz sicher nicht geleistet, und mit einer Regierung, die unbewilligte Ausgaben zu leisten gesonnen ist, wird auf die Dauer kein verfassungsmässiges Auskommen sein. Ihre Macht ist meines Erachtens vollständig gewährleistet; aber selbst, wenn Sie mehr bedürfen, so sollten Sie lieber suchen, diese Macht auf dem Gebiete der Territorialverfassungen zu üben; die stehen fester, und als Reichskanzler habe ich nicht dafür zu sorgen, wenn sie von Ihrer Opposition bedrängt werden. Das Reich ist wirklich, ich wiederhole es, noch nicht in sich verwachsen genug, um der Boden zu sein, auf dem Kraftproben angestellt werden können. Indessen wir kommen diesem Punkte noch lange nicht nahe; soviel ich mich an die Ziffern erinnere, handelt es sich hier um 13 oder 14 Millionen Mark

Nr. 5540. Deutschland. 22. Nov. 1875.

für die beiden Steuern gegenüber den 87 Millionen Mark Matricularbeiträgen Es fragt sich blos, ob Sie uns helfen wollen, einen Schritt in der Richtung einer Reform zu thun, wenn wir die ganze Reform nicht leisten können — die letztere wird in erster Linie immer im Reiche anfangen müssen; die Particularstaaten können erst nach und nach folgen; auch die Zölle stehen dem Reiche zu —, dass wir in unseren Zöllen, ganz unabhängig von der Frage, wie hoch jedes Einzelne besteuert werden soll, uns doch freimachen von dieser zu grossen Masse von zollpflichtigen Gegenständen (hört! hört!), dass wir uns auf das Gebiet eines reinen einfachen Finanzzollsystems zurückziehen (hört!) und alle diejenigen Artikel, die nicht wirklich Finanzartikel sind, d. h. nicht hinreichenden Ertrag geben, über Bord werfen, — die zehn oder fünfzehn Artikel, welche die grösste Einnahme gewähren, so viel abgeben lassen, wie wir überhaupt aus den Zollquellen für unsere Finanzen nehmen wollen. Als solche Gegenstände der Verzollung und zugleich einer entsprechenden Besteuerung im Inlande sehe ich im Ganzen an diejenigen Verzehrungsgegenstände, deren man sich, ohne das Leben zu schädigen, in gewissem Maasse wenigstens zu enthalten vermag, wo man in gewissem Maasse den Regulator seiner eigenen Beiträge zum öffentlichen Steuersäckel in so weit in der Hand hat, dass man weiss: wenn ich zwei Seidel trinke, so zahle ich zwei Pfennige, — so viel mag darauf kommen, ich weiss es nicht, — und wenn ich zehn Seidel brauche, so zahle ich zehn Pfennige. Dasselbe ist der Fall mit dem Kaffee und vor allen Dingen mit dem Tabak; ich kann die Zeit kaum erwarten, dass der Tabak höhere Summen steuere, so sehr ich jedem Raucher das Vergnügen gönne. Analog steht es auch mit dem Bier, dem Branntwein, dem Zucker, dem Petroleum und allen diesen grossen Verzehrungsgegenständen, gewissermaassen den Luxusgegenständen der grossen Masse. Die Luxusgegenstände der Reichen würde ich sehr hoch zu besteuern geneigt sein; sie bringen aber nicht viel: Trüffeln und Equipagen, was können sie bringen? Da kommen wir in eine Menge kleinlicher Gegenstände, ausländische Toilettengegenstände und dergleichen; ich würde sie mit dem Zolle, unter Umständen sehr hoch, fassen; sie sind ja eigentlich noch würdiger als der Tabak, recht schwer belastet zu werden. || Indessen ich will darüber keine Rathschläge geben, sondern nur im Allgemeinen das System entwickeln, nach dem ich streben würde, wenn sich dieses Bestreben so leicht realisiren liesse wie die Gedanken, die eben im Kopfe bei einander wohnen; aber — im Raume stossen sich fünfundzwanzig Regierungen; sie darüber einig zu machen und die verschiedenen Interessenten und die Parlamente, — ja selbst schon die Ministerien in sich und die eigenen Mitarbeiter, wie wir hier beieinander sitzen, sehr einig unter uns, — würde, vollständig ausgeschüttet, eine Menge einander bekämpfender Gedanken zum Vorschein bringen (Heiterkeit), die man um des Friedens willen sich verschweigt, und da ist die Herstellung einer Einigung über grosse durchgreifende Reformen eine Herkulesarbeit, für die eine ganze Compagnie von Heraklessen — wenn der Plural erlaubt ist — nicht ausreichend wäre; und wie aufreibend heutzu-

tage eine ministerielle Existenz ist — ich spreche gar nicht von der meinigen —, das sehen die Herren vor sich, die im Landtage, im Reichstage, im Bundesrathe fortwährend beschäftigt sind. Wo soll denn die Zeit herkommen, in der irgend Jemand, geschweige die grosse Menge, die daran mitzuarbeiten hat, in voller Musse und mit derjenigen Besonnenheit, die ein discussionsstichhaltiges Werk verlangt, dergleichen auszuarbeiten im Stande wäre? Die Arbeit kann auch dadurch nicht gefördert werden, wenn, wie der Herr Abgeordnete Richter empfahl, anstatt der jetzigen reichskanzlerischen Verfassung dem Reiche ein collegialisches Ministerium gegeben würde. Ein Jeder, der eine Zeit lang Minister gewesen ist, weiss, wie viel langwieriger, schwieriger, aufreibender und angreifender für jeden einzelnen Betheiligten ein Collegialministerium arbeitet. Ausserdem fällt ja die Verantwortlichkeit, auf die der Herr Abgeordnete Richter immerhin doch auch einen constitutionellen Werth legt, vollständig weg, sobald ein Collegium entscheidet. Es ist eine reine Fiction, dass dem collegialisch abstimmenden Ministerium die Verantwortlichkeit zufällt für das, was geschehen ist, ganz abgesehen davon, dass man in der Minorität sein kann, nicht blos bei positiven Vorschlägen, sondern dass man dasjenige, was man gewollt hat, um zur rechten Zeit üblen Zuständen vorzubeugen, vielleicht der Majorität gegenüber nicht hat durchsetzen können, dass man gar nicht über den ersten Anfang hinauskam. Dass man den passiven Widerstand, wie er sich in den unabhängigen übrigen Ministerien auszubilden pflegt gegen Anregungen, die nicht auf seinem Boden gewachsen sind, überwinden kann, dazu gehören doch technische Hülfskräfte in grosser Menge. Nun denke man sich den preussischen Ministerpräsidenten angewiesen auf die Unterstützung von den beiden Ihnen aus dem Budget bekannten Räthen, dem Herrn Unterstaatssecretär und den zwei Hülfsräthen. Wenn die also ein Finanzproject ausarbeiten sollten, zu dem das Finanzministerium an sich nicht geneigt wäre, so befinden sie sich in vollständiger Hülflosigkeit und müssen acceptiren, was geboten wird. Deshalb, sage ich, ist die Verantwortlichkeit des Ministerpräsidenten für das, was in der Regierung geschieht, eine sehr beschränkte. Er braucht sich gar nicht darauf zu berufen, er sei irgendwo in der Minorität; er hat einfach nichts zu befehlen und nichts zu sagen; er hat kein Ressort. Alle anderen sind wenigstens in ihrem Ressort unabhängig; der Ministerpräsident kann nicht einen Nachtwächter ernennen; er hat immer nur zu bitten, zu beschwören und zu vermitteln, wenn Meinungsverschiedenheiten sind, aber zu sagen hat er eben gar nichts. Zu einer so undankbaren Rolle, wie die eines Ministerpräsidenten in einem collegialisch wirkenden Ministerium ist, würde ich mich, wenn ich nicht gewohnt wäre, aus alter Anhänglichkeit mich den Wünschen meines Königs und Herrn zu fügen, unter keinen Umständen weiter hergeben. So undankbar, so machtlos, so ohnmächtig und dabei doch so schwer verantwortlich ist diese Rolle. Verantwortlich kann man eben nur sein für das, was man selbst freiwillig thut; ein Collegium ist für nichts verantwortlich, auch die Majorität nicht, sie ist später nicht aufzufinden. Man sagt, der einzelne Ressortminister

Nr. 5540. Deutschland. 22. Nov. 1875.

sei da verantwortlich. Wo ist aber ein Ressort so gesondert, dass es nicht der Mitwirkung von zweien und dreien anderen zur Durchführung seiner Maassregeln und Pläne brauchte, die es aber vielleicht nicht gefunden hat! Die ganze Verantwortlichkeit wird eine fictive, wenn sie einem Collegium gegenüber geltend gemacht werden soll, ganz abgesehen davon, dass wir abstimmende Collegien nachgerade im Reiche genug haben, den Bundesrath und den Reichstag nicht blos, sondern sämmtliche parlamentarische Einrichtungen. Es ist gewiss sehr bequem, ein Collegium beschliessen zu lassen und zu sagen: das Ministerium hat beschlossen, anstatt zu sagen: ich, der Minister, trete ein; fragt man ein Collegium: wie ist das eigentlich gekommen? so wird jeder achselzuckend es anders erzählen, wenn das Beschlossene missglückt ist, Niemand wird verantwortlich sein. Bei der Collegialverfassung — dass dabei schneller und durchsichtiger gearbeitet wird, das wird Niemand einräumen, der beide Sachen mit durchgemacht hat; schon die Repliken und Dupliken und Quadrupliken und Quintupliken unter verschiedenen Ministern beweisen das Gegentheil, wo keiner entscheiden kann, als dass man schliesslich zu dem Auskunftsmittel eines Conseils unter Vorsitz Seiner Majestät, wozu doch sehr selten und sehr schwer geschritten wird, greift — würden wir nie im Stande sein, Ihnen das Reichsbudget zur rechten Zeit vorzulegen, auch in diesem Jahre nicht, wenn wir nicht das Entscheidungsrecht eines allein verantwortlichen Kanzlers hätten. Nur Einer kann verantwortlich sein; die Anderen können nur dafür verantwortlich sein, soweit sie durch die kanzlerische Verantwortlichkeit nicht gedeckt sind. Ich verstehe die Verantwortlichkeit der Minister nicht in der Weise, dass ich in jeder einzelnen Branche die Einzelheiten damit glaubte decken zu können; ich glaube nur dafür verantwortlich zu sein, dass an der richtigen Stelle die richtigen Personen, achtbar und kundig ihres Geschäfts, sind, und dass äusserlich erkennbare principielle Fehler, namentlich solche, auf die der Reichstag aufmerksam gemacht hat, nicht dauernd einreissen. Für Einzelheiten kann ich nicht verantwortlich sein, sondern dafür muss jeder Reichsminister eintreten — denn wir haben deren und werden deren, wie ich glaube und wünsche, mehr bekommen — das auswärtige Amt, die Marine, die Eisenbahnbehörde, wir haben neuerdings die Post und Telegraphie; — kurz und gut, es kann sich ja ausbilden, und ich wünsche z. B. dringend, dass die Verwaltung von Elsass-Lothringen in derselben Weise selbstständig gestellt wird; ich kann in die Details der Landesverwaltung noch viel weniger hineinsehen, als in die Details der Reichsministerien; — wenn die personalen und anderen Fragen sich überwinden lassen, so bin ich der Erste, der den Tag mit Freuden begrüsst, wo meine Verantwortung auf das Maass des wirklich dem Lande verantwortlichen Premierministers reducirt wird und ich neben mir einen in erster Linie dem Kanzler und durch den Kanzler dem Lande, in den nicht durch den Kanzler gedeckten Phasen auch direct dem Lande verantwortlichen Minister für Elsass-Lothringen sehe, — ich will das nicht weiter analysiren. Ich will nur sagen, dass Sie die Sachlage nicht richtig beurtheilen, wenn Sie glauben, dass meine Abwesenheit leichter zu verdecken

oder zu vertreten wäre, wenn ein collegiales Ministerium bestände, oder dass die Geschäfte dabei irgend etwas gewinnen würden; das Reich würde an der raschen Actionsfähigkeit, die es jetzt besitzt, an der einheitlichen Festigkeit verlieren; die Reichsexecutive — denn etwas anderes ist ja nicht auf Seiten des Kanzlers und des Kanzleramts nach der ursprünglichen Verfassung — würde in sich gespalten, gelähmt und uneinig werden, und auch für die Zeit, wo ich nicht mehr im eigenen Interesse diese Rechte vertreten werde, möchte ich meine Herren Collegen und die Mitglieder des Reichstages dringend warnen, von dieser sehr nützlichen Einrichtung, die der eines englischen Premierministers entspricht, nicht abzugehen. In Preussen ist es die Conglomeration von 8 Ressorts, deren jedes einen unabhängigen Staat bildet, und es wäre vielleicht nicht schlimmer, wenn jede der 11 Provinzen ihren Minister hätte, wie es früher Minister von Schlesien gab, und diese miteinander zu berathen und zu beschliessen hätten, so dass wir vielleicht noch nicht so schlimm ständen, als bei dieser Todttheilung des Staates in Ressortstaaten, wo jeder einzelne sich auf seine ausschliessliche Verantwortlichkeit berufen kann, in der That aber Niemand verantwortlich ist und kein Ressort in das andere hineinsehen kann. — Verzeihen Sie, wenn ich weitläufig werde in dieser Sache; aber „wes das Herz voll ist, davon geht der Mund über“ — davon kann ich keine Ausnahme machen. Aber wenn ich für Darlegung einer Steuerreform auf das nächste Gesetz insoweit übergreifen kann, so wünschte ich, dass auch die Stempelabgaben gerechter vertheilt werden, wie es durch jene Vorlage zum ersten Mal versucht wird. Es ist von Allen, auch von denen, die nicht Grundbesitzer sind, anerkanntes Bedürfniss; die jetzige Besteuerung alles desjenigen Verkehrs, der den Grundbesitz betrifft, mit Stempeln ist ja erstaunlich ungerecht im Vergleich mit der, welche die mobilen Capitalien in allen Geldgeschäften, dem Ankauf von beweglichen Sachen, Quittungen und dergleichen zahlen. Wenn ich für den Verkauf eines jeden Immobile ein volles Procent geben muss, wenn ich bei der Verpachtung eines Gutes die ganze Pachtsumme vorweg, also, wenn ich auf dreissig Jahre verpachte, die im Jahre 1905 fällige Rate schon jetzt im Jahre 1875 verstempeln muss, als wenn sie baar auf den Tisch gezahlt würde, so sind das Ungerechtigkeiten, die den Grundbesitz treffen, die bei der Reform remedirt werden. In dieser Richtung wird also das demnächst folgende Stempelgesetz Ihnen eine Abzahlung, ein Entgegenkommen liefern. Und ich möchte Sie bitten, aus diesen Erörterungen alle Fragen der Macht und in Folge dessen der Verstimmung zu entfernen und allein mit sachlicher Prüfung der Sache näher zu treten. ‖ Sie haben aus der Rede des Herrn Finanzministers, wie ich hörte, zum Theil entnommen, als läge ihm wenig daran, dass die Vorlagen durchgebracht würden. Ich kann Sie versichern, und er wird Ihnen gewiss die Versicherung auch geben, dass das ein Irrthum ist. Er hat sagen wollen, was ich eben auch sage: wenn Sie diesen unseren wohlgemeinten Versuch, die ersten Schritte auf der Steuerreform zu thun, ablehnen, ja, so sind Sie allerdings in Ihrem Rechte, wir können nichts machen, als das ruhig ein-

Nr. 5540. Deutschland. 22. Nov. 1875.

stecken und sehen, wie wir uns helfen, und das nächste Mal werden wir wiederkommen, bis Sie die Ueberzeugung haben, oder bis sich unsere Ueberzeugung ändert oder andere Personen ans Ruder treten, oder bis Sie bewilligen, was wir glauben im Interesse des Landes fordern zu müssen. Ich sage nur deshalb, dass von Empfindlichkeiten, Cabinetsfragen und dergleichen bei dieser Gelegenheit nicht die Rede sein kann. (Bewegung.) Es ist Ihre Sache, die Steuern so aufbringen zu helfen, wie es dem Lande am nützlichsten ist, und wenn Ihre Meinung nicht die unsere ist, so müssen wir uns mit der Hoffnung trösten, dass sie es künftig werden wird. Also in diesem Sinne möchte ich Sie bitten, zunächst das Gesetz für die Bierbesteuerung anzusehen, das noch den grossen Vortheil hat, dass es die Besteuerung für Nord- und Süddeutschland einander annähert, und dass es der erste Schritt und zwar in der Verfassung vorgesehene Schritt ist auf der Bahn einer künftigen Gleichstellung, die zwar noch immer nicht zu erreichen sein wird, solange der norddeutsche Verzehr im Biere dem süddeutschen nicht gleichkommt — die Süddeutschen haben eine sehr viel höhere Einnahme, weil in Süddeutschland viel mehr Bier getrunken wird pro Kopf — es ist aber auch sehr viel besser. (Grosse Heiterkeit.) Ich glaube, dass die Erhöhung der Steuer vielleicht zu besserem Bier führen wird, und dass die elende Flüssigkeit, die in Norddeutschland zum Theil unter dem Namen Bier gegeben wird, die Steuer gar nicht werth sein wird, gerade so wie früher bei der Schlachtsteuerverpflichtung in den Städten kein schlechtes Fleisch auf den Markt kam, weil es die Steuer nicht lohnte. Ich gebe mich also der Hoffnung hin, dass die Steuer das Bier nicht verschlechtern wird, sondern im Gegentheil die Steuerzahler den Ernst des Geschäfts einsehen und ein besseres Bier als bisher brauen werden. In dieser Hoffnung bitte ich Sie, das Gesetz anzunehmen. (Beifall.)*)

Nr. 5541.

DEUTSCHLAND. — Aus der Sitzung des Reichstages vom 3. December 1875. — Erste Berathung der Strafgesetzbuchnovelle. Reden des Staatsministers Dr. Leonhardt, des Abgeordneten Dr. Lasker und des Reichskanzlers.

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

Bevollmächtigter zum Bundesrath für das Königreich Preussen, Staats- und Justizminister Dr. Leonhardt: Meine Herren! Als die verbündeten Regierungen im Jahre 1870 den Entwurf eines Strafgesetzbuches dem Reichstage des norddeutschen Bundes vorlegten, waren sie von dem Glauben weit entfernt,

*) Das Resultat der weiteren Berathungen über den Etat war die Ablehnung des Gesetzentwurfs. A. d. Red.

dass der Entwurf ein vollendetes Werk sei. Den verbündeten Regierungen lag der Gedanke im Vordergrunde, dass es sich um einen grossen politischen Act handle, wenn es unternommen werde, für ein umfassendes, wichtiges Rechtsgebiet Rechtseinheit im norddeutschen Bunde herzustellen. Wenn die legislativen Gewalten dieser Aufgabe sich gewachsen zeigten und der Versuch gelang, so war erreicht, was in Jahrhunderten vergeblich erstrebt wurde, selbst zu den Zeiten Kaiser Karls des Fünften. || Auf diesem politischen Standpunkte bewegten sich auch die verbündeten Regierungen, als sie die Ergebnisse der Berathungen des Reichstages zu prüfen hatten. Sie bezeichneten nur sehr wenige dieser Beschlüsse als nicht annehmbar, obwohl sie sich das Bedenkliche und Gefährliche einer Reihe von Beschlüssen keineswegs verhehlten. Der Gesetzgeber steht nicht über der Zeit, sondern inmitten der Zeit, welche er durchlebt. Der Gesetzgeber kann sich folglich auch sein Werk nicht völlig loslösen von den Rechtsanschauungen und den Bestrebungen, welche die Zeit beherrschen. In ruhigen Zeiten wird er leichter geneigt sein, neue Ansichten sich anzueignen und sie in ihren Consequenzen durchzuführen, wenngleich er sich auch sagen sollte, dass die neue Ansicht wissenschaftlich noch nicht völlig reif und im Leben noch nicht genügend erprobt sei. Er wird Bedenken und Gefahren, welche eine neue Rechtsanschauung mit sich führt, zwar erkennen; aber er wird leichter die volle Bedeutung und die ganze Tragweite dieser Rechtsanschauung verkennen. Die Schöpfung des Strafgesetzbuches fiel in eine verhältnissmässig günstige Zeit, wie die Schöpfung der Strafprozessordnung in die denkbar ungünstigste. || Die Frage, ob das Strafgesetzbuch sich bewährt habe, kann in dieser Allgemeinheit nicht bejaht werden. Der Grundsatz der Milde und Humanität ist im Strafgesetzbuche hin und wieder zu scharf ausgeprägt. Im guten Vertrauen auf die Rechtssitte und das Rechtsbewusstsein im Volke hat der Gesetzgeber gewagt, Vorschriften zu geben, welche die Möglichkeit schweren Missbrauchs mit sich führen, ja mit sich führen müssen. Die Möglichkeit ist zur Wirklichkeit geworden. Die erste Entwicklungsperiode des Strafgesetzbuches ist in eine sehr ungünstige Zeit gefallen. Zwischen dem 1. Januar 1871 und dem heutigen Tage liegt ein grosser Krieg, liegen grosse sociale und kirchenpolitische Wirren der gefährlichsten Art. Die Rohheit ist gewachsen, physische und moralische Rohheit; gesunken ist dagegen die Achtung vor der Autorität des Staates und der öffentlichen Gewalt, gesunken ebenfalls der Sinn für öffentliche Ordnung und Rechtssitte. Und das Strafgesetzbuch hat sich nicht als ein Gesetz erwiesen, welches gegenüber den in den betreffenden Richtungen hervorgetretenen strafbaren oder doch strafwürdigen Handlungen die erforderliche Repression gewährt. || Wenn Sie sagen wollten, meine Herren, es handle sich hier um vorübergehende Erscheinungen, so würde das nur theilweise und auch nur insofern richtig sein, als Sie unter vorübergehenden Erscheinungen wechselnde verstehen. Das Strafgesetzbuch muss aber Rücksicht nehmen auf den Wechsel der Zeiten; bewegte Zeiten hat es ganz vorzugsweise ins Auge zu fassen. || Der Gedanke einer Revision des Strafgesetz-

buches ist nicht neu und kann Niemanden als ein unerwarteter sich darstellen. Bei den Verhandlungen im Reichstage über das Strafgesetzbuch habe ich selbst als Vertreter der verbündeten Regierungen wiederholt und mit Nachdruck hervorgehoben, dass eine Revision des Strafgesetzbuches nach etwa fünf Jahren durch die Umstände und Verhältnisse angezeigt sei. || Die Revision, welche der Entwurf enthält, ist keine allgemeine, sondern eine specielle, welche in zwei bestimmten Richtungen sich bewegt. Die Revision lässt das Strafensystem unberührt. Wenn auch eine Revision des Strafensystems angezeigt erscheinen möchte, so fehlt es doch zur Zeit für die Revision an den erforderlichen äusseren Voraussetzungen. Die Revision beschäftigt sich nicht mit der Lösung von Streitfragen. Gegenüber einem neuen zu schaffenden Gesetze kommen und schwinden die Streitfragen. Es ist richtiger, die Lösung derselben, wenigstens einstweilen, der Jurisprudenz zu überlassen; denn die Lösung durch gesetzliche Normen führt nur zu leicht neue Streitfragen im Gefolge. Die Revision richtet sich gegen Uebelstände, welche im Leben grell hervorgetreten sind. Sie will Strafvorschriften ändern und für strafwürdige Handlungen neue Vorschriften geben, um diejenige Repression zu gewinnen, welche als durch dringendes praktisches Bedürfniss erfordert sich darstellt. Nach der anderen Richtung hin beschäftigt sich die Revision mit einer Reihe von Strafvorschriften, welche incorrect sind. Der Mangel ist in gleicher Weise klar ersichtlich, wie der Grund des Mangels. Erkennt man den Mangel, so findet man auch sofort die Remedur. Der Grund des Mangels liegt in dem Umstande, dass im Laufe der Zeit im Strafensystem des Gesetzbuches Aenderungen beschlossen sind, während die volle Tragweite und Bedeutung für die Specialvorschriften nicht genügend gewürdigt ist. Wenn diese Vorschriften in ihrem kritischen Theile zur Anwendung kämen, so würden sie als geradezu unerträgliche sich darstellen; jedenfalls gereichen sie dem Strafgesetzbuche nicht zur Zierde, so dass deren Beseitigung bei erster Gelegenheit geboten zu sein scheint. || Ich empfehle den Entwurf der ernsten und unbefangenen Prüfung des hohen Hauses.

Abgeordneter Dr. Lasker: Meine Herren, ich könnte in mehreren Punkten unmittelbar an das anknüpfen und es beinahe bestätigen, was der Herr Vertreter der Bundesregierungen vor mir gesagt hat; namentlich mit dem letzten Theile seiner Rede kann ich einverstanden sein, und ich werde ihm darin die unbedingteste Unterstützung zu Theil werden lassen. Nur dürfen Sie dieses unser Uebereinstimmen nicht als gar tiefliegend betrachten. Ich meine nämlich diejenige Hälfte der Rede des Herrn Justizministers, die darauf verwendet wurde, die acht Redactionsirrthümer, welche im Strafgesetzbuche stehen geblieben sind, zu verbessern. Ich werde diesen Verbesserungen nirgend Widerstand leisten und will vollständig anerkennen, dass diese zum grössten Theil an sich sehr unpraktischen Redactionsirrthümer, wenn sie einmal zur Anwendung kommen sollten, Unbequemlichkeiten bereiten und zur Unzierde gereichen würden. Späterhin werden Sie aber an den Verhandlungen über die acht Redactionsfehler wahrnehmen, dass sie nach ihrem Inhalte nicht verdienten, zur

Hälfte der Ausführung über die ganze Novelle gemacht zu werden; ich wenigstens will sie als ganz nebensächlich behandeln. || Noch an einen anderen und weit wichtigeren Theil in der Rede des Herrn Vertreters der Bundesregierungen kann ich anknüpfen, an eine Warnung, die er gegeben, und an eine Erinnerung, die er dem Hause vorgeführt hat. Die Erinnerung bezieht sich auf das, was vorgegangen ist im Jahre 1870: damals schon sei während der Verhandlung über das Strafgesetzbuch eine Revision desselben in Aussicht genommen, und er selbst habe mehrfach wiederholt, dass in etwa fünf Jahren dieser Zeitpunkt gekommen sein würde. Ja, meine Herren, das hat nicht der Herr Vertreter der Bundesregierungen allein gethan, sondern auch wir aus der Mitte des Hauses (sehr wahr!) haben dasselbe gethan, und auch ich gehöre zu denen, die wiederholt dies betont haben. Ebenso der andere Vertreter der Bundesregierungen, der damals Träger der Verhandlungen war, der Herr Geheimrath Friedberg. Wenn bei irgend welchen Gelegenheiten verhältnissmässig untergeordnete Fragen einen zu breiten Raum einnahmen, oder wenn auf eine unbedeutende Incongruenz aufmerksam gemacht war, oder wenn über irgend einen neuen Versuch Zweifel ausgesprochen wurden, wie derselbe in dem einen oder anderen Falle wirken würde, so pflegte von den bezeichneten Seiten erwiedert zu werden, auch von mir, dass selbstverständlich nach einer nicht zu geraumen Zeit, etwa von fünf Jahren, eine Durchsicht des Strafgesetzbuches würde vorgenommen werden müssen, und das Bild ist dabei wiederholt gebraucht worden: wenn ein so umfangreiches und complicirtes Werk fertig gestellt und in Arbeit gesetzt wird, so müsste es mit Wundern zugehen, wenn nicht hier und da noch etwas nachzubessern wäre; und mit Rücksicht darauf wurde aus der Technik das Bild entnommen: so wenig man mit einer Revision des fertig gestellten Werkes die Absicht verbindet, das Ganze zu zerlegen, neue Theile einzusetzen, ebenso wenig dachte man 1870 daran, nach fünf Jahren andere Principien in das Strafgesetzbuch einzufügen, sondern lediglich gewisse einzelne Correcturen und Nachbesserungen würden nach diesem kurzen Zeitraum vorgenommen werden müssen, bezüglich entweder auf damals für uns völlig neue Institutionen, die wir einführten, oder bezüglich der Wirksamkeit des ganzen Systems in allen Einzelheiten. Dagegen an eine andere Revision des Strafgesetzbuches, dass wir nach fünf Jahren seiner Wirksamkeit — noch nicht volle fünf Jahre für die Staaten des norddeutschen Bundes, noch nicht vier Jahre für die süddeutschen Staaten — mit so völlig abändernden, mit dem damals leitenden Geiste nicht vereinbaren Vorschlägen beschäftigt werden sollten, hat Keiner von uns gedacht. Und wenn ich den Herren Vertretern der Bundesregierungen Recht gebe, dass es Niemand überrascht hat, in dieser Session mit der Revision des Strafgesetzbuches befasst zu werden, so haben wir in diesem gemeinschaftlichen Ausspruch nur das Wort „Revision“ gemein, d. h. wir wären gewiss nicht überrascht gewesen, wenn die Redactionsveränderungen, wenn überdies eine Anzahl durchaus dringender und unaufschiebbarer Beschwerden in diesem Jahre zur Abhülfe vorgelegt worden wären;

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

dagegen darf ich, nicht allein mit der grössten Zahl meiner Freunde im Hause, vielleicht mit Zustimmung des ganzen Hauses, sicher unter Zustimmung des ganzen Volkes sagen, soweit hierüber ein Ausdruck der öffentlichen Meinung stattgefunden hat, dass durch die Revision, wie sie uns unterbreitet worden ist, wir allerdings überrascht worden sind. (Sehr richtig!) || Meine Herren, als wir das Strafgesetzbuch im Jahre 1870 verhandelten, haben wir nicht blos einen politischen Act begehen wollen. Treten wir uns selbst nicht zu nahe! Das Rechtsgewissen der deutschen Nation ist fest genug, dass es nicht sein allerwichtigstes Rechtsgesetz, nicht das über Ehre und Freiheit entscheidende Strafgesetzbuch in erster Linie zum Ausdruck eines politischen Actes machen würde. || Es entspricht ferner nicht den Thatsachen, was der Herr Vertreter der Bundesregierungen berichtet hat, dass die Regierungen im Jahre 1870 bei der dritten Lesung des Strafgesetzbuches sich beschränkt hätten, nur zu bezeichnen diejenigen Bestimmungen, welche sie für unannehmbar hielten, sondern noch eine zweite Kategorie wurde damals vom Bundesrath durch denselben heutigen Vertreter ausdrücklich bezeichnet: diejenigen Bestimmungen, die zwar nicht unannehmbar, aber den Regierungen nicht erwünscht wären, und deren Verbesserung sie in der dritten Lesung noch herbeiführen möchten. Ich glaube, durch keinen Ausspruch konnte mehr die volle Uebereinstimmung bekundet werden, welche zwischen Regierungen und Reichstag stattgefunden hat, — die allen politischen Erwägungen entrückte Uebereinstimmung, als dadurch, dass die Regierungen diejenigen Punkte, deren Abänderung sie für wünschenswerth hielten, wegen deren sie sich allein auf den freien Willen des Reichstages beriefen, in ein so enges, ganz enges Verzeichniss zusammendrängten. Es waren im Wesentlichen nur zwei leitende Gesichtspunkte. Also ist der Wunsch gerechtfertigt, nicht heute das Strafgesetzbuch zum Schaden seines Ansehens so darzustellen, als ob es zur Zeit einer politischen Noth, aus einer blos oder überwiegend politischen Rücksicht zum Gesetz des Reiches erhoben worden wäre, als ob die Regierungen und der Reichstag gar das Bewusstsein gehabt hätten, an diesem an sich mangelhaften Werke müssten sofort die erheblichsten Abänderungen vorgenommen werden. Dies widerspricht im vollsten Gegensatz den Anschauungen und Absichten, welche im Jahre 1870 uns geleitet haben. || Alsdann, meine Herren, kann ich ein Wort nicht verschweigen über die Färbung, welche heute der Herr Vertreter der Bundesregierungen der Begründung dieses Entwurfs gegeben hat. Es thut mir aufs äusserste leid, dass wir gerade auf dem Gebiete, in welchem gewissermaassen die Theilnahme der gesammten Nation, die ideale Theilnahme der Nation vibrirt, von Seiten des Regierungstisches das Entgegengesetzte erlebt haben, als vor einiger Zeit in einer ähnlichen Lage, da es sich um materielle Verhältnisse der Nation handelte. Damals wurde dem Pessimismus gegenüber, der im Volke herrschte, von Seiten der Regierungsvertreter eine der Wirklichkeit besser entsprechende, mildernde Anschauung entwickelt und die Nation in ihrem Muthe aufgerichtet. Heute, bei den idealeren Interessen, hören wir eine Darstellung der Zustände

aus dem Munde des Herrn Justizministers (hört! hört! links), die schwärzer kaum entworfen werden konnte (allgemeine Zustimmung links und im Centrum), eine Darstellung unserer heutigen Zustände, die, wenn sie nicht blos *pro coloranda causa* dienen soll, sondern den wirklichen Anschauungen der Regierungen entspräche, nicht dazu führen würde, das Strafgesetzbuch zu revidiren, sondern Ausnahmegesetze zu geben. (Ganz richtig! links.) Hat denn nicht der Herr Justizminister selbst ausgeführt, die schlimmste Zeit, grosse und dauernde Gesetze zu geben, sei die Zeit ungewöhnlicher Erregtheit und ungewöhnlicher Missstände? Passte der Vordersatz, dann wäre es besser, eine Behandlungsweise zu beschliessen, durch die wir zu dem Resultate kämen, mit keinem Theile der Novelle uns gegenwärtig zu befassen; (sehr richtig!) denn wir würden die grösste Gefahr laufen, einen grösseren Fehler zu machen, als wir im Sinne der Vertreter der Regierungen 1870 Fehler gemacht haben. (Sehr richtig! im Centrum.) Und würde ich in der That geglaubt haben, so wäre der öffentliche Zustand im Reiche, so würde ich Ihnen einen solchen Weg vorgeschlagen haben, der ohnehin von Vielen aus einem gewissen dunklen Gefühle der überwiegenden Unannehmbarkeit der in der Novelle enthaltenen Vorschläge gefordert worden ist, die wir, wie ich glaube, mit ruhiger Ueberlegung nicht annehmen können, sondern die wir kritisiren müssen, indem wir jede einzelne Bestimmung des Entwurfs nur nach ihrem eigenen Werth ansehen und sie nicht in eine solidarische Mitverschuldung mit dem ganzen Entwurf bringen. || Meine Herren, im Jahre 1870 haben wir den grossen Schwierigkeiten, denen das Gesetzeswerk ausgesetzt war, keineswegs unsere Blicke verschlossen, aber nicht in dem Sinne, wie der Herr Vertreter der Bundesregierungen heute dargestellt hat, als ob wir unter einem politischen Drucke das Gesetz zu Stande gebracht hätten, sondern wir sagten uns Folgendes: es ist unendlich schwer, ein neues Strafgesetzbuch zu schaffen mit gemeinsamen Regeln für ein Staatswesen, welches seit kurzem erst zusammengekommen ist aus der Gesammtheit verschiedener Staaten, welche bisher gelebt haben unter der Herrschaft völlig abweichender Strafgesetze, und die demgemäss zu einer neuen Codificirung nicht die einheitliche Stimmung mit sich bringen, welche die Gesetzgebung eines Einheitsstaates als unbestrittene Voraussetzung vorfindet. Ferner: wir besitzen noch keinen gemeinsamen Richterstand; indem wir dem deutschen Strafgesetzbuche als eines der wichtigsten Fundamente das Zutrauen zu dem Richter unterlegten, dass er innerhalb der weiten Strafgrenzen das Richtige nach dem individuellen Falle zu finden wissen wird, konnten wir uns nicht verschweigen, welches Hinderniss gegen die gleichmässige Ausübung dieses wichtigen Berufes daraus entsprang, dass der gemeinsame Richterstand noch nicht vorhanden war. Noch haben wir keine gemeinsame Rechtspraxis, kaum eine gemeinsame Rechtswissenschaft, und vor allem fehlt uns der wichtigste Regulator für neue Gesetze: der höchste Gerichtshof. Alle diese Schwierigkeiten haben wir zur Zeit sehr wohl gekannt. Hierzu ist, wie der Herr Vertreter der Bundesregierungen gleichfalls hervorgehoben hat, seit dem Jahre 1870 noch eine grosse Anzahl neuer Schwierig-

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875. keiten getreten. Was für unsere nationale Entwickelung auf den ruhmvollsten Blättern unserer Geschichte verzeichnet steht, hat aber gleichzeitig in einer bedenklichen Weise beigetragen, den ruhigen Gang des Rechtslebens und der Rechtsentwickelung in unregelmässige Schwingungen zu bringen. Zunächst der Ausbruch des Krieges mit allen Folgen, welche auf die wirthschaftlichen Verhältnisse, auf die socialen Zustände nur den allerunmittelbarsten, auf das Rechtsleben der Nation und ganz besonders auf dem Gebiete des Strafrechts einen ungeheuren Einfluss ausüben mussten. Alsdann der Hinzutritt der süddeutschen Staaten, die das Strafgesetzbuch als eines der bedeutendsten Werke und eine der rühmlichsten Leistungen des norddeutschen Bundes sehr gern mit übernahmen; — aber nicht zu vergessen: jene Theile des Reiches waren bei der Feststellung des Strafgesetzbuches nicht zugezogen, und ein Jeder versteht den erheblichen Unterschied, ob ein Land durch seine Vertreter persönlich mitarbeitet, oder ob es umfangreiche Gesetze übernehmen muss, welche andere lediglich unter literarischer Benutzung der Quellen aus jenem Lande zu Stande gebracht haben. Wer sich erinnert, welchen bedeutenden Antheil die Regierung und die Vertreter Sachsens bei der Feststellung des deutschen Strafgesetzbuches geleistet haben, der wird hieraus negativ schliessen können, wie viel die Südstaaten verloren haben, da sie bei den Vorbereitungen und Schlussentscheidungen nicht zugegen waren. || Zu allen diesen mangelnden Bedingungen der gemeinsamen Gesetzgebung kam eine beispiellose Verschiebung der wirthschaftlichen Verhältnisse, eine Erregtheit der Interessentenkreise, wie wir sie seit einem Menschenalter nicht erlebt hatten, die Entfesselung von Kräften nach einer langen Unfreiheit, die darum nicht minder störend war, dass wir sie zum Theil vorausgesehen hatten, als wir die Gesetze gaben, welche bestimmt waren, die Arbeiter von unhaltbar gewordenen Schranken zu befreien. Alles dies hat zwischen 1870 und jetzt, also während der Wirksamkeit des Strafgesetzbuches, die Zeitverhältnisse zu ganz ungewöhnlichen gemacht. || Unter Würdigung dieser ausserordentlichen Einflüsse frage ich: ist denn richtig, was der Herr Vertreter der Bundesregierungen wie eine unbestrittene Thatsache behauptet hat, das Strafgesetzbuch habe sich während dieser Zeit nicht bewährt? Ist ferner die zweite Gruppe der Behauptungen richtig, welche der Herr Vertreter der Bundesregierungen mit grossem Nachdruck vertreten hat, dass gegenwärtig die Staatsautorität so geschwächt und locker ist? Das gerade Gegentheil ist wahr! (Sehr richtig! links.) || Ganz Deutschland wird erstaunen, wenn es hören wird, dass die jetzige deutsche Regierung sich über Mangel an Macht und Einfluss beklagt, es sei nach aussen oder nach innen. Nicht Einer, glaube ich, ist hier im Hause, der nicht bezeugen wird, dass es wohl schwerlich unseres Gedenkens eine Zeit gegeben hat, in welcher die Regierung im Stande ist, insbesondere soweit sie die Handhabung der Gesetze beabsichtigt, so mit eiserner Hand die Zügel zu lenken, wie gegenwärtig. (Sehr wahr! Sehr richtig! links.) || Und, meine Herren, wenn irgend etwas mich freut, dass die Strafnovelle in dieser Form vor das Haus gebracht ist, so ist es die

Erwartung, dass endlich dem Märchen, das deutsche Strafgesetzbuch habe sich nicht bewährt, dem Märchen, das deutsche Strafgesetzbuch habe viel zu viel in der Milde gethan, durch die öffentliche Verhandlung ein Ende gemacht werde. (Sehr wahr!) || In den bewegten Jahren seit 1871 ist es so zugegangen, wie es allgemein bei reichlichem Stoffe der Unzufriedenheit zuzugehen pflegt. Was Unangenehmes in der öffentlichen Bewegung auffiel, wurde den Wandlungen, den neuen Zuständen, den neueren Gesetzen schuldgegeben und leider auch, unter Anleitung der öffentlichen Autoritäten, — im besonderen Maasse dem Strafgesetzbuche. Was nur irgendwie mit dem Strafgesetzbuch in Verbindung gebracht werden konnte, wurde diesem zur Last gelegt. Hatte die Auswanderung zu weit um sich gegriffen und beschwerten sich besonders die landwirthschaftlichen Kreise, dass sie nicht genügend Arbeiter erhalten könnten, so wurde nicht der grosse Prozess der gesammten geschichtlichen und wirthschaftlichen Bewegung verantwortlich gemacht, sondern die Bestimmung des Strafgesetzbuches, welche die Anreizung zur Auswanderung nicht unter diejenige Strenge des Verbots gestellt hat, welche die Regierung vorgeschlagen hatte. Kamen Brutalitäten zum Vorschein in stärkerem Maasse, als früher der Fall, so hat man nicht erwogen, dass im ganzen civilisirten Europa dieselbe Erscheinung während derselben Zeit hervorgetreten ist, obschon in anderen Ländern Veränderungen in den Strafgesetzen gar nicht stattgefunden haben; nein, man gab die Schuld dem Strafgesetzbuch, und speciell mit Körperverletzungen in Verbindung wurde noch die im Allgemeinen unrichtige Angabe gemacht, dass das deutsche Strafgesetzbuch die Strafen wegen Körperverletzung zu niedrig gegriffen habe, obwohl es sie mehrfach und wesentlich gegen das preussische Gesetz verstärkt hatte, soweit die Maxima in Frage kommen. Nicht einmal im deutschen Reiche studirte man die Zustände, um die wahren Ursachen besser zu erkennen. In einem Theile Deutschlands hat das Strafgesetzbuch durch seine wesentlichen Bestimmungen sehr verschärfend gewirkt; in Sachsen. Ich folge hierin der Autorität unseres bedeutendsten Vertreters im Rechtsleben gerade für das Königreich Sachsen, der in einer vor zwei Jahren hier gehaltenen Rede bezeugt hat, dass in Sachsen, gezwungen durch das Strafgesetzbuch, die Strafen in einem ausserordentlichen Maasse haben verschärft werden müssen. Auch in Sachsen hat die Brutalität zugenommen; dort trägt doch das jetzt strengere Strafgesetzbuch nicht die Schuld der gesteigerten Brutalität. Dennoch wurde dem Strafgesetzbuche die ausschliessliche Schuld zur Last gelegt. Von solchen Einzelpunkten aus hat sich allgemeiner die Meinung verbreitet, als ob das deutsche Strafgesetzbuch in seinen grossen Grundzügen allzu vorwiegend durch Milde sich habe leiten lassen, als ob es ganz und einseitig zusammengesetzt wäre aus Milde. Man vergleicht hierbei nur das frühere preussische Strafgesetzbuch mit dem jetzigen deutschen Strafgesetzbuche. Vergessen wird aber, dass, als das preussische Strafgesetzbuch nach einer beispiellosen staatlichen Erschlaffung und in der darauf eingetretenen furchtsamen Reaction zu Stande gekommen war, in ganz Deutschland

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

nur die eine Meinung herrschte, welche dieses Strafgesetzbuch von ungewöhnlicher Strenge hielt. Man bringt also das früher strengste deutsche Particularstrafgesetzbuch in Vergleich mit dem heutigen deutschen Strefgesetzbuch, findet dieses vielfach milder und zieht hieraus Schlüsse, welche in ihrer Gesammtheit falsch sind. Darauf hin äussert man sich an Orten, an denen man eine solche Ausdrucksweise nicht erwarten sollte, wie ich glaube beinahe strafbar nach dem Inhalt derjenigen Vorschläge, die uns heute gemacht werden, über eine wichtige Einrichtung des Reiches, über das deutsche Strafgesetzbuch. Denn vielleicht unter die Fassung des § 130 der Novelle würde fallen, wenn man dem Strafgesetzbuche sagt, dass es mit strafbarer Milde gewissermaassen vom Standpunkte des vertheidigenden Rechtsanwalts redigirt worden sei. || Der Vorwurf aber der einseitigen Milde ist selbst im Vergleich mit dem preussischen Strafgesetzbuche nicht richtig. Ich will Sie mit einer literarischen Arbeit hier nicht aufhalten; ich habe aber hier in meinen Händen eine sorgfältige Zusammenstellung und habe gefunden, dass das deutsche Strafgesetzbuch eine nicht unbedeutende Anzahl völlig neuer Vergehen construirt, die das alte preussische Strafgesetzbuch gar nicht gekannt hat, und zwar nicht mild bedrohte Vergehen. Sie können aus dem Aeusseren meines Verzeichnisses ersehen, dass die Anzahl nicht geringfügig ist; auf 14 kann ich sie mindestens angeben, und die Schöpfung von 14 neuen Vergehen ist wahrlich keine geringe Leistung (Heiterkeit) und zeugt nicht gerade von einer Stimmung krankhafter Milde. Ausserdem hat das deutsche Strafgesetzbuch eine sehr grosse Zahl von Strafverschärfungen gebracht. Ich will auch diese nicht einzeln aufzählen; aber sie berühren verschiedenartigste Gebiete des öffentlichen Lebens und des Privatlebens. Nur wegen des sehr auffälligen Unterschiedes will ich an eine ausserordentlich starke Verschärfung erinnern: Betrug im Rückfalle, der mit schwerem Zuchthaus jetzt bedroht wird und früher nicht anders als mit Gefängniss hat bestraft werden können. Auch auf dem Gebiete der öffentlichen Autorität sind solche Strafverschärfungen vorhanden. Weggeräumt sind allerdings diejenigen Strafen aus dem preussischen Strafgesetzbuche, die entweder als absolute oder überhaupt als längst überlebte allgemein anerkannt waren. Nur hat das deutsche Strafgesetzbuch eine ganz andere Methode, als das preussische, in Beziehung auf die Strenge und Milde befolgt; ich sage dies nur über das System der Strafen und nicht über die zahlreich verbesserten Definitionen, welche ich für das grössere Verdienst des deutschen Strafgesetzbuches halte. Die hauptsächlichste Veränderung der Methode, welche mit Milde verwechselt wird, bestand darin, dass das deutsche Strafgesetzbuch die Minima, also die Vorschriften für den Richter, dass er unter allen Umständen, die der Gesetzgeber möglicherweise sich vorgestellt oder auch nicht vorgestellt hat, die Strafe in einer grösseren Höhe zumessen muss, — diese Minima überall weggeräumt oder tief herabgesetzt hat, wo nicht ein zwingender Grund in dem Aufbau des Strafrechts lag, verhältnissmässig schwerere Strafen auf ein Minimum festzusetzen. Wer das Zutrauen, das bei weitem vergrösserte Zutrauen zu den Richtern eine

Milde nennt, welche das Maass überschreite, der mag sich beklagen, dass das deutsche Strafgesetzbuch zu mild ausgefallen sei. Aber dieser falsche Maassstab ist keineswegs Schuld des Gesetzgebers Humaner ist das Strafgesetzbuch ausgefallen, mit besserer Würdigung der einzelnen Fälle, mit Ausscheidung alles dessen, was nach dem Standpunkte der neueren Auffassung als eine Grausamkeit betrachtet werden musste; aber human und mild ist lange noch nicht dasselbe. Ein gründliches Studium des Strafgesetzbuches wird nachweisen — und ich freue mich, dass dies endlich unter der Aufmerksamkeit des ganzen deutschen Volkes ausgeführt werden kann —, dass dieselbe Gesetzgebung, welche durchweht ist von dem Geiste der humanen Auffassung, doch nicht gesäumt hat, wo es nöthig war, viel strenger die Zügel anzuziehen, als selbst unter der Herrschaft des preussischen Strafgesetzbuches die Möglichkeit gegeben war. || Darum, meine Herren, lassen wir uns von dem unbestimmten Eindruck, als ob in dem deutschen Strafgesetzbuche zu viel Milde geherrscht habe, nicht leiten! Wäre aber wirklich, wie der Vertreter der Bundesregierung uns heute gesagt hat, die Revision entsprungen als Gegensatz zu der zu grossen Milde des Strafgesetzbuches, dann würde die Strafnovelle, würden die Vorschläge, die uns jetzt gemacht werden, zu einer solchen Absicht wie die Faust auf das Auge passen. Von allen den Bestimmungen, die angeblich gegen die Milde des Strafgesetzbuches sich richten, sind nur sehr wenige, die 1870 überhaupt in Frage kommen konnten. Die allermeisten Verschärfungen der gegenwärtigen Novelle werden gefordert für gänzlich neu construirte Thatbestände oder für eine Ausdehnung in den Definitionen, wie sie weder im preussischen Strafgesetzbuche gekannt, noch in irgend einem der uns bekannten Stadien der Verhandlung über das deutsche Strafgesetzbuch auch nur in Frage gekommen sind. Man kann also nicht rückwärts sagen, es solle heute geheilt werden eine Milde, die im Jahre 1870 geherrscht habe; denn damals waren wir noch gar nicht so informirt, derartige Strafbestände, die heute selbst gegen das preussische Strafgesetzbuch neu gebildet werden, unserer Erörterung zu unterziehen. || Was in den heutigen Vorschlägen gegen die angeblich zu grosse Milde des deutschen Strafgesetzbuches sich wendet, ist geringfügig. Auf diesen Punkt will ich später zurückkommen; für jetzt will ich als den hauptsächlichsten Inhalt dieser Art bezeichnen, dass für die auf den Versuch angedrohte Strafe in gewissen Fällen das Minimum erhöht werden soll, und einen Vorschlag, der, wenn die Zeitungen richtig berichten, in der letzten Minute in den Bundesrath hineingekommen ist, nämlich die Erhöhung des Minimums beim Widerstande gegen Staatsbeamte und gegen Forstberechtigte. || In dieser letzten Hinsicht muss doch ein sehr tief empfundener Mangel nicht vorhanden gewesen sein, wenn nach der langen Correspondenz unter den Regierungen diese besondere Milde ihnen allen entgangen oder nicht dringlich erschienen war, und in der letzten Minute — ich weiss nicht, woher — erst die Monitur gekommen ist! Und worauf läuft diese Monitur hinaus? Dass, statt, wie jetzt dem Richter anvertraut ist, mit einem unbegrenzten oder geringeren Minimum anzufangen,

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

zukünftig jeder Mensch, der einen Widerstand gegen einen Staatsbeamten leistet, mindestens mit 14 Tagen Gefängniss bestraft werden müsse, — eine Kleinigkeit, wenn überhaupt die heutige Gesetzgebung mit dem Standpunkt der Milde, der zu grossen Milde des deutschen Strafgesetzbuches brechen und dies zur Grundlage der jetzigen Revision machen will, aber gewiss, wie aus dem Leben leicht ersichtlich, sehr häufig eine unerträgliche Härte, wenn irgend ein Act des Widerstandes, der unter die Definition passt, unter welchen Umständen er auch ausgeübt sein mag, mit 14 Tagen Gefängniss müsste bestraft werden. Das Maximum für diese Vergehen höher zu stellen, fordert die Novelle nicht, — sie findet also die Strafandrohung streng genug —, sondern der Unterschied zwischen dem deutschen Strafgesetzbuch und dem jetzigen Vorschlag der Regierung besteht darin, dass das jetzt gültige Gesetz dem Richter die freie Beurtheilung des einzelnen Falles überlässt, während der Vorschlag, der uns heute unterbreitet wird, diese freie Beurtheilung bis zur Höhe von 14 Tagen gänzlich ausschliessen will. || Ich bin also der Meinung, dass nach solchen Thatsachen man die allerdings im Publikum lange beliebt gewesene Vorstellung, dass das Strafgesetzbuch an einer übermässigen Milde leide, nicht zur Rechtfertigung dieser Novelle machen kann. Ihre Tendenz ist eine ganz andere, als da, wohin diese Motivirung zielen würde. (Sehr richtig! links.) || Meine Herren, ich habe mir die Frage vorgelegt, wie ich bereits vorhin gesagt habe: ob denn die heutige Zeit überhaupt geeignet wäre, an eine Revision des Strafgesetzbuches auch im beschränkteren Sinne zu gehen, ob angesichts der jetzt in dem Augenblicke glücklicherweise schon rückläufigen Bewegung es nicht rathsam wäre, das Werk der vorläufigen Revision zu verschieben, ob nicht der Vorschlag der Regierung selbst derartig ist, dass er eben darthut, es habe eine gründliche Erschöpfung oder Vorbereitung dieser Materie gar nicht stattgefunden. Denn darüber kann gar kein Zweifel sein: nach Analogie der Vorschläge, wie sie in der Novelle gemacht sind, muss eine grosse Anzahl anderer Vorschläge auch von anderen Regierungen gemacht worden sein, und wenn wir dieselben Abänderungsgrundsätze in das Strafgesetzbuch aufnehmen wollten, so würden gewiss aus der Mitte des Hauses auch Anregungen zu Dutzenden entspringen. Vielleicht ist das richtig, was berichtet worden ist: dass die allermeisten Anträge der Regierungen zurückgedrängt worden seien, weil man besorgt gewesen, es würde, wenn auch nur ein erheblicher Theil davon berücksichtigt würde, eine Totalrevision herauskommen, und der Umfang würde zu gross werden. || Unter diesen Umständen, und weil in der That die dazwischen liegenden $4\frac{1}{2}$ Jahre für Norddeutschland und $3\frac{1}{2}$ Jahre für Süddeutschland noch nicht ausreichend gewesen sind und nicht ausreichen konnten, um allgemeine und durchgreifende Erfahrungen über das Strafgesetzbuch zu machen, namentlich bei dem Mangel der Einheit in der Rechtspraxis, unter welchem wir schwer leiden, habe ich mir die Frage vorgelegt, ob nicht eine Vertagung geboten wäre. Aber ich bin in der Ueberzeugung bestärkt, der Reichstag ist nicht berechtigt, auf eine solche Verschiebung einzugehen. Wirkliche Missstände

liegen gleichfalls vor, die wir genau unterscheiden können von denjenigen unannehmbaren Vorschlägen, welche in Begleitung zu den annehmbaren mit gegeben worden sind. || Gleich nach dem Geltungsanfang des Strafgesetzbuches haben sich Missstände besonders in dem engeren Gebiete Preussens herausgestellt, zum Theil durch die sehr zahlreichen Beurlaubungen, die stattgefunden haben auf Grund des Beurlaubungsparagraphen des deutschen Strafgesetzbuches, zum Theil auch dadurch, dass die Richter, welche bisher gewohnt waren, sich durch die hohen Minima des preussischen Strafgesetzbuches leiten zu lassen, auch jetzt die Neigung gehabt haben, sich möglichst an das geringste Maass der Strafandrohungen anzulehnen, und es ist wirklich eine Tageserscheinung gewesen, nicht dass das Strafgesetzbuch zu mild war, sondern dass die Judicatur auf Grund des Strafgesetzbuches vermöge der fortwirkenden Neigung der Richter zu mild ausgefallen ist. Diese beiden Missstände sind entweder ganz beseitigt oder sind im Verschwinden. In Beziehung auf die Beurlaubung hat die Regierung im Verwaltungswege solche Verfügungen erlassen, welche den heilsamen Gebrauch dieser Bestimmungen gestatten, dagegen ausschliessen den übermässigen Gebrauch, und das Uebel ist jetzt gänzlich beseitigt. Natürlich mit den Richtern konnte nicht in gleicher Weise im Wege der Verfügung vorgegangen werden; aber sowohl die öffentliche Discussion, wie auch die besondere Thätigkeit der Regierungen und der Staatsanwälte, endlich das allmähliche Einleben der Richter in das neue Strafrecht haben in einem sehr erheblichen Maasse auch hier Besserung geschaffen. Ich berufe mich, gewiss nicht mit Unrecht, selbst auf das Zeugniss dieses Hauses und auf das Zeugniss der Regierungen, dass namentlich die Neigung, auch jetzt noch dem Minimum nahe zu bleiben, durchschnittlich bei Bestrafungen sehr abgenommen hat, selbst in den preussischen Richtersprüchen, und eine grössere, dem Gesetz entsprechende Individualisirung eingetreten ist. || Also auf diesem Gebiete liegt keineswegs der Drang, der uns zur Revision treibt. Dagegen, meine Herren, muss ich ohne jeden Vorbehalt anerkennen: bei dem neugeschaffenen System der Antragsvergehen hat thatsächlich eine Kränkung des öffentlichen Rechtsbewusstseins stattgefunden, welche mitverschuldet ist durch die Bestimmungen des deutschen Strafgesetzbuches. Es geziemt sich, dies offen anzuerkennen, aber auch in gleicher Gerechtigkeit hinzuzufügen: die Bestimmungen, welche in der Praxis sich nicht bewährt haben, welche ungleichmässig, namentlich in einzelnen Gegenden Deutschlands, ganz anders gewirkt, als wir erwartet haben, sind zum Theil nicht zur richtigen Haltung gekommen durch den immer noch fehlenden gemeinsamen Strafprozess, zum Theil auch durch den Mangel an ergänzenden Gesetzen oder einer ergänzenden Verwaltungspraxis in den einzelnen Staaten. Mitverschuldet aber sind die Missstände auch durch Vorschläge, welche die Regierungen unterbreitet haben, und durch abändernde Beschlüsse des Reichstages. Fehlgegriffen war der abändernde Beschluss des Reichstages, wonach zur Regel gemacht wurde, dass der Strafantrag zurückgenommen werden könne bis zur Veröffentlichung des ersten Erkenntnisses. Wir hatten uns in der Discussion

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

dieser allgemeinen Regel vorgenommen, bei den einzelnen Vergehen zu untersuchen, ob nicht eine Abweichung von der Regel stattfinden müsse, haben auch zwei solche Veränderungen beschlossen; aber ich muss anerkennen, dass die Regel sich nicht als eine praktische bewährt, sondern berechtigte Beschwerden hervorgerufen hat. Ferner bei den Vergehen gegen die Sittlichkeit, bei denen wir aus Schonung gegen allerdings heilige Gefühle von Privatpersonen nach dem Vorschlage der Regierungen die Strafverfolgung von einem Antrag abhängig gemacht haben, hat sich in vielen Stellen Deutschlands die Vorschrift nicht bewährt, sondern es ist aus der Schonung der Einzelnen eine Kränkung des öffentlichen Bewusstseins hervorgegangen. Und, meine Herren, wenn nur die Antragsvergehen allein unserer Revision unterbreitet werden, so kann und darf der Reichstag nichts dazu thun, die Abhülfe auch nur um eine Session zu verzögern. Wo im Namen des gekränkten öffentlichen Rechtsbewusstseins zu uns gesprochen wird, dürfen wir die Antwort nicht schuldig bleiben, wir müssen sie jetzt und sofort geben. Deshalb bin ich der Meinung, dass wir allen Vorschlägen ohne Unterschied, welche die Regierung jetzt über die Antragsvergehen macht, unsere volle Aufmerksamkeit zuwenden und die grösste Unterstützung gewähren müssen. Die Vorschläge, wie sie jetzt gemacht werden, sind für mich zu sehr dictirt von einer zu grossen Neigung wiederum nach der anderen Seite; aber das wird Aufgabe sein einer technischen Commission, jeden einzelnen Paragraphen des Strafgesetzbuches mit Rücksicht auf das gesammte System der Anträge zu prüfen und dann uns in Verständigung mit der Regierung Vorschläge zu machen, wo der Antrag gänzlich zu entfernen und wo der Zeitpunkt der Zurücknahme auf eine andere Stelle hin zu verlegen ist, als wo er gegenwärtig liegt. || Meine Herren, ein Zweites kann ich auch nicht in Abrede stellen. Ueber die Behandlung der Körperverletzungen herrscht gleichfalls Unzufriedenheit, und die Meinung ist weit verbreitet, dass nicht überall das öffentliche Rechtsbewusstsein zur Geltung komme. Hier wird zu untersuchen sein, ob lediglich die Einmischung des Antrages das Verschulden trägt, oder ob es rathsam ist, eine Mittelstufe für die Körperverletzungen einzuführen. Und ich möchte beinah als einen Glanzpunkt der Novelle bezeichnen, dass uns für diese Mittelstufe ein Anhaltspunkt dargeboten wird, der weit besser ist, als bisher die Strafgesetzbücher ihn gekannt haben, der nicht den Zufall zum Herrscher macht über die Folgen des Vergehens, sondern das Benehmen zur Zeit der Handlung, und wenigstens in einem Theile des Vorschlages ist das Benehmen so charakterisirt, dass es ganz objectiv greifbar ist. Es wird also auch hier, da die gesetzgeberische Aufgabe sich sehr verwickelt, indem zwei verschiedenartige und doch sich eng berührende Fragen in Betracht kommen, nämlich ob eine fernere Abstufung in die Strafandrohung für dieses Vergehen einzuführen, und ob der Antrag als Bedingung für die Verfolgung aufrecht zu erhalten, zu beseitigen oder einzuschränken ist — es wird auch hier eine technische Erwägung der Commission unerlässlich sein. Es wird noch eine andere Erwägung hinzutreten, die sich aus dem Strafprozess ergibt:

ob nicht für die Ablastung der Gerichte ein zweites Merkmal einzuführen ist für die leichtesten Arten von Körperverletzungen, welche unbedingt den kleinen Schöffen zur Aburtheilung zu überweisen. || Ausser den beiden Stoffen tritt mir insbesondere noch in den Vordergrund ein Vorschlag der Regierung, den wir verpflichtet sind unserer ernsten Prüfung nicht allein zu unterwerfen, sondern auch in die Verhandlung einzuführen mit der Absicht, aus dieser Prüfung einen Vorschlag hervorgehen zu lassen, der ein verpflichtetes Wort einlöst, und der gleichzeitig bestehen kann mit denjenigen Grundsätzen, welche uns allein in der Strafgesetzgebung beherrschen müssen; ich meine den § 49a im zweiten Artikel, der die Frage einer bestimmten Urheberschaft durch Erbieten zu einem Verbrechen u. s. w. als ein besonderes Vergehen regeln soll. || Meine Herren, ich bin verpflichtet, offen zu bekennen, dass mir die äussere Urheberschaft dieses Paragraphen, wenn ich in diesem Augenblicke die juristische Seite allein in das Auge fasse, nicht behagt. Ich bin der Meinung, dass es eine gefährliche Lage für eine Nation ist, durch eine auswärtige Verhandlung in die Stellung gebracht zu werden, einen Theil ihres Strafgesetzbuches danach gestalten zu müssen. Aber, meine Herren, hiermit spreche ich keine Kritik aus, inwieweit die Verhältnisse zwingend gewesen sind, in diesem Falle eine solche Lage zu schaffen. Mir sind persönlich nicht einmal die ursachegebenden Verhältnisse bekannt genug, um ein Urtheil hierüber zu fällen. Glücklich hat es sich aber jetzt getroffen, dass in Wahrheit auch ein juristischer Anhalt dafür vorhanden ist, in diesem Sinne das Strafgesetzbuch auszufüllen. || Aber indem ich an den § 49a mit dem vollen Streben, hier ein juristisches Bedürfniss zu erfüllen und ausserdem der geschaffenen Lage Rechnung zu tragen, — indem ich in diesem Gefühle herantrete, kann ich nicht umhin, an die technischen Vertreter dieser Vorlage mich bei dem § 49a mit dem Vorwurf zu wenden, für welchen ein Anlass leider häufig wiederkehrt in dieser Strafnovelle, dass die Abfassung unter einer gänzlichen Ausserachtlassung der Folgen dieses Paragraphen auf die übrigen Gebiete des Strafgesetzbuches stattgefunden hat. || Ich werde in kurzen Zügen dies erläutern. Bei dem § 49a wird die Aufgabe uns ohne Grund schwerer gemacht, als nöthig war. Wenn man nur an das mitabgedruckte belgische Strafgesetz sich gehalten hätte, dessen Rühmer ich keineswegs bin, in allen Punkten, so würde man uns einen viel besseren Vorschlag gemacht haben, als im § 49a des Entwurfs. Man würde doch wenigstens einigermaassen specialisirt und die Unklarheit über die Stellung dieses besonderen Paragraphen zur ganzen Lehre vom Versuch in engere Grenzen gebracht haben. Der Paragraph, wie ihn der Entwurf vorschlägt, ist mit unserer Lehre vom Versuch absolut unvereinbar. Auch ist nach meiner Meinung die hier getroffene Strafbestimmung nicht gleichmässig für alle Verbrechen zutreffend und reicht auch nicht aus blos für Verbrechen, wenn man zu sondern anfängt; und endlich — weil concrete Beispiele doch am besten beweisen, und namentlich in einer so grossen Versammlung, in welcher die Mehrzahl der Mitglieder nicht technische Juristen sind — lässt sich am besten an einem einzelnen Bei-

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

spiel zeigen, wie der § 49a wirkt und einen unstatthaften Widerspruch in sich trägt. Wenn der § 49a neben dem Inhalt unseres übrigen Strafgesetzbuches bestehen bleibt, so ist die Folge hiervon, dass diese Handlung, wenn sie auf Mord oder andere allerschwerste Verbrechen gerichtet ist, mit Gefängniss bestraft wird, und dass dieselbe Handlung, wenn sie auf Meineid gerichtet ist, mit Zuchthaus bestraft wird. Dass das nicht die Absicht des Gesetzgebers sein kann, scheint mir klar. Gewiss hat auch der Entwurf nicht beabsichtigt, ein neues Vergehen zu schaffen mit solchen Merkmalen, dass das allerschwerste Verbrechen unter derselben Combination geringer bestraft wird, als ein doch immerhin nicht so schlimmes Verbrechen; so schlimm man auch den Meineid taxirt, steht er doch nicht entfernt auf einer Linie mit Mord und anderen schwersten Verbrechen. Hierin nicht allein liegt das Verwirrende in der Art, wie der Vorschlag der Novelle den neuen Strafthatenbestand allgemein ändern will; aber in einer Versammlung, die grösstentheils aus Nichtjuristen besteht, ist der von mir hervorgehobene Widerspruch am besten verständlich, und Sie werden daraus entnehmen, dass unser bester Wille uns zwingt, indem wir den § 49a zu Stande bringen wollen, ihn in die Commission zu verweisen, weil der Vorschlag des Entwurfs weder mit dem jetzigen System übereinstimmt, noch uns sicher stellt, dass er nicht in Wahrheit eine viel schlimmere Praxis herbeiführt, als der Herr Vertreter der Bundesregierungen vorhin in Bezug auf einzelne Redactionsfehler etwas zu vollwichtig ausgedrückt hat. || Indem wir die von mir bezeichneten, schwierigen, aber überaus dringlichen Aenderungen in dieser Session unter allen Umständen herbeiführen wollen, um dem Rechtsbedürfniss und der Zwangslage Genüge zu schaffen, müssen wir dieses Material ausscheiden und es in ganz anderer Weise zur Verhandlung bringen als den übrigen Inhalt der Novelle. Wird meinem Antrage, den ich schriftlich einzubringen mir erlauben werde, dass die von mir charakterisirten Paragraphen einer Commission und, wie ich hoffe, einer Commission von 14 Mitgliedern überwiesen werden, stattgegeben, so hoffe ich, dass die Commission schleunig an die Arbeit gehen und in kurzer Zeit unter Verständigung mit den Regierungen uns Vorschläge unterbreiten wird, die den dringendsten Bedürfnissen, mindestens den unzweifelhaften Bedürfnissen noch in der gegenwärtigen Session abhelfen. || Die Redactionsparagraphen verlange ich nicht erst an eine Commission zu verweisen, sie liegen auf der Hand, dass man sie eben blos zu erkennen braucht, um sie zu verbessern, wie der Herr Vertreter der Bundesregierungen sich ausgedrückt hat. || Nun, meine Herren, nachdem ich dies ausgeschieden habe und es gewissermaassen, wenigstens soweit mein Wille geht, ausserhalb der Gefechtslinie gebracht habe, bleiben noch sehr viele Vorschläge, die sich nicht unter einen einzigen Gesichtspunkt bringen lassen, sondern nur das Gemeinschaftliche haben, für die sofortige Behandlung durch das Plenum sich zu eignen, weil, wie ich glaube, schon diese Behandlung bei den einzelnen Fällen sehr klar wird herausstellen können, dass sie entweder überhaupt unannehmbar oder bei Gelegenheit einer Partialrevision nicht annehmbar sind,

sei es ihres Inhalts wegen, sei es, weil sie nicht dringend und viel zu schwierig für eine sachgemässe Erledigung und dazu nicht genügend vorbereitet sind, oder dass sie sofort angenommen werden können, weil die Vorschläge nützliche, die Gesichtspunkte aber einfache sind und sich isolirt behandeln lassen. Darunter mögen einzelne Vorschläge dem Einen annehmbar, dem Anderen nur abzulehnen sein; immerhin erscheinen sie unter den Gesichtspunkten, die am besten und leichtesten das Plenum entscheiden kann. Sollte dennoch, unter einer verwickelten juristischen Debatte, sich zeigen, dass dem einen oder dem anderen der Vorschläge näher getreten, die Lösung aber nicht im Plenum selbst gefunden werden könne, so wird reichlich Zeit sein, einen so vereinzelten Gegenstand nachträglich der Commission zu überweisen. Im Grossen und Ganzen werden die Gesichtspunkte hervortreten, die ich mir erlaubt habe zu charakterisiren. || Indem ich nun den übrigen Stoff selbst mir zu ordnen suche, so tritt vor Allem eine Gruppe hervor, die uns auch als politische Körperschaft zwingt, sie zunächst in Behandlung zu bringen und hier volle Klarheit zu verschaffen, sei es zwischen dem ganzen Reichstage und den Regierungen, oder zwischen denjenigen Mitgliedern des Hauses, welche völlig entschlossen sind, in gleicher Weise die Sache zu behandeln, und den Regierungen. Die Vorschläge dieser Gruppe haben das gemeinschaftliche Merkmal, dass sie alle sich beziehen auf das Versammlungsrecht, auf das Vereinsrecht, auf die Presse, auf das Recht der öffentlichen Discussion. Sechs Vorschläge sind ihrer Natur nach geeignet, unter diesen Gesichtspunkt zusammengefasst zu werden, wie man auch inhaltlich über sie denken mag: der § 85, welcher die Erweiterung des Landesverraths vorschlägt durch eine Definition, dass der öffentlichen Aufforderung gleichgestellt werde die Anreizung zum Widerstand oder die Darstellung, es sei ein solcher Widerstand verdienstlich oder erlaubt; der § 110, der in gleicher Weise, ausserhalb des Landesverraths, den erwähnten Thatbestand auf die Aufforderung zum Ungehorsam ausdehnt; der § 111, der im Zusammenhange mit dem § 110 steht und denselben Fall behandelt, wenn die Aufforderung auf das Begehen einer strafbaren Handlung gerichtet ist; der § 128, auf das Vereinswesen bezüglich; der § 130, enthaltend die Anreizung verschiedener Classen der Bevölkerung gegen einander zu Gewaltthätigkeit, — ein Thatbestand, der ersetzt werden soll durch blosses Aufreizen der Bürger, und der ausserdem die Einschaltung hat, dass die Institutionen der Ehe, der Familie und des Eigenthums nicht angegriffen werden dürfen; endlich der § 131, der sich beschäftigt mit der Verleumdung von Staatseinrichtungen oder Anordnungen der Obrigkeit, um sie verächtlich zu machen, und bei welchem der neue Vorschlag das Wegstreichen des „wissentlich“ fordert, der ausserdem die Strafbarkeit ausdehnen will auf Schmähung und Verhöhnung der Staatseinrichtungen und Anordnungen, ausserdem auf die gleichartige Beleidigung des Staates selbst. || Meine Herren, in diesen 6 Paragraphen liegt die Begrenzung für Grundrechte, um welche jedes Volk schwer kämpfen muss. In dem absoluten Staate, oder solange die Freiheit noch nicht ganz entwickelt ist, sind alle diese Vorschriften

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

noch nicht nothwendig: gegen die Presse sorgt die Censur; das Versammlungs- und Vereinsrecht braucht nicht eingegrenzt zu werden; denn es gibt eben keine Zusammenkünfte ausser mit Erlaubniss der Behörden und unter solchen Veranstaltungen, dass keine Kritik sich gegen den Willen der öffentlichen Behörde hervorwagen kann; der Discussion aber in Zirkeln, die als öffentliche sich charakterisiren lassen, etwa im Gasthaus oder in sonst öffentlichen Zusammenkünften, lässt man in Staaten, in denen die Freiheit noch nicht begonnen hat, völlig freien Lauf. Das ist der einzige Ersatz für den geknechteten Unterthan, dass er in Behaglichkeit und nach Belieben sich ergehen kann über Behörden, Obrigkeit und gegen Staatseinrichtungen. Sowie dagegen die Freiheit erwacht, werden die Präventivmaassregeln fortgestossen, und nun entsteht eine Bewegung, die namentlich, solange diese Freiheiten noch jung sind, unter Umständen sehr gefährlich werden kann, weil Maass und Ziel nicht genau gekannt ist. Hieraus entwickelt sich eine Gegenbewegung, den Schutz zu verlegen in die Umgrenzung, wie weit die grundsätzlich zugestandenen Freiheiten gebraucht werden dürfen. Da ist nun die Regierungsmacht, welche bis dahin die bequemen Zügel der Polizeigewalt zu ihrem Schutze gehabt hat, äusserst begierig, wenn sie einmal an den Richter gewiesen wird, eine solche Anweisung für die Rechtspraxis zu erhalten, dass wenigstens der erkennende Richter nicht behindert und einen sehr grossen Umfang von Ueberschreitungen zu strafen im Stande sei. || Daraus hat sich denn bei vielen Nationen das System der Kautschukparagraphen entwickelt. Der Ausdruck ist ganz in das Volk gedrungen; man versteht ihn gut, und er fasst den Inhalt gut zusammen. Er bezeichnet einen wesentlichen Unterschied in dem Sprachgebrauche von der sonst üblichen Sprache des Strafrechts und der Gesetze. Während die erste Grundlage jedes brauchbaren Strafgesetzbuches darin besteht, die strafbare Handlung so bestimmt und concret zu bezeichnen, dass in dem Urtheiler kein Zweifel entstehen kann, ob der Gesetzgeber hier schon seine Strafen hat eintreten lassen wollen, haben die Kautschukparagraphen gemeinschaftlich, dass sie einen solchen Straftthatbestand nicht gebrauchen können, sondern Wortlaute suchen, die so vor den Ohren klingen, als ob sie äusserst empfindlich wären, die aber, wenn man sie greifen will, gar keinen festen Halt haben; sie sind nachgiebig und lassen sich ohne Zwang einengen und ausdehnen. Wenn ich aus einem solchen Kautschukparagraphen angeklagt werde — und keiner von uns hier, ich glaube, kein Mensch ausgenommen innerhalb dieser Räume ist sicher vor einer solchen Anklage — (sehr richtig!) so kann ich nicht sagen: mein Rechtsbewusstsein sagt mir, ich werde freigesprochen oder verurtheilt werden, — sondern ich muss bekennen, dass in den besten Fällen, keinen parteiischen Richter vorausgesetzt, die ganz subjective Auffassung des Richters entscheiden wird. (Sehr wahr! sehr richtig!) | Und, meine Herren, diese subjective Auffassung, nach welcher Richtung hin? Nicht einmal solcher Handlungen, für die selbst das freieste Urtheil an äussere Merkmale gebunden ist, nein, meine Herren, die subjective Auffassung des Wortes, dieses allerfeinsten Ausdrucksmittels des Menschen,

welches so biegsam, schillernd, vielfarbig ist, welches durch eine veränderte Stellung, ja durch verschiedenes Lesen im Tone schon eine ganz andere Bedeutung bekommt: dieses Wort wird nun zum Gegenstand eines freien subjectiven Urtheils gemacht. Und wirklich, wenn Sätze aus einem Artikel vorgelesen werden, ist der gebildetste Mensch oft nicht frei davon, dass es von dem Vorleser abhängt (sehr richtig!), welchen Eindruck die Worte hervorbringen, und der Richter soll nach kurzer Ueberlegung entscheiden, ob schwere Freiheitsstrafe oder nicht. (Bravo! Sehr richtig!) || Und gar erst die mündlichen Berichte aus den Vereinen — denn „öffentlich“ vollziehen sich im Sinne der Strafvorschriften auch die Reden in Vereinen — wie werden die mündlichen Berichte wiedergegeben? Meist von denjenigen, die als Beamte die Pflicht haben, die strafbaren Reden anzuzeigen — und das sind in der Regel hochgestellte Beamte gerade nicht, auch nicht solche von besonderer Intelligenz — (Heiterkeit) oder gar von der noch schlimmeren Sorte, die sich freiwillig zu Denuncianten für solche Fälle hergeben. Von deren Wiedergabe meiner Worte aus den Vereinen hängt die Entscheidung über mein Wohl und Wehe ab; und wird der Thatbestand nicht von dem Gesetze mit unverkennbarer Deutlichkeit vorgezeichnet, dann bin ich durch solche Kautschukparagraphen eingefangen, und wie man auch sonst in der Gesellschaft über mich denken mag, ich gehöre der Minderheit der Menschheit an, welche dem Strafgesetze verfallen ist. Und je feiner das Gemüth organisirt ist, um so empfindlicher ist es gegen die Strafe; sie trifft doppelt schwer, wenn sie mit dem Vorwurf begründet wird, gegen die öffentliche Ordnung Widerstand geleistet oder die sittliche Ordnung feindselig angegriffen zu haben. Darum ziemt dem Gesetzgeber nirgend grössere Vorsicht gegen eine zu allgemeine und dehnbare Begriffsbestimmung, als in den Punkten, die unglücklicherweise in den politischen Kämpfen zum Tummelplatz der Kautschukgesetzgebung geworden sind. (Bravo!) || Wir hatten nichts dagegen, dass man in das Strafgesetzbuch aufnahm: der „Diebstahl“ wird mit Gefängniss bestraft. Gegner warfen uns nicht selten Doctrinarismus vor, was in der gebildeten Sprache oft eine umschreibende Bezeichnung für „hartnäckig“ und „einseitig“ bedeutet. Wir haben aber im Strafgesetze keinen Doctrinarismus getrieben; wir haben beispielsweise den Diebstahl nicht definirt, weil wir uns sagten: ein verständiger Mensch weiss, was stehlen heisst; darum brauchten wir nicht lange nach einer passenden Erklärung herumzusuchen; der Begriff ist ein populärer. (Heiterkeit.) Was es aber heisst, die Einrichtungen des Staates und Anordnungen der Obrigkeit schmähen oder verhöhnen, was aufreizen heisst durch ein Verhalten, welches nicht die unmittelbare Anreizung zu gewissen Handlungen in sich schliesst, das hängt von einer sehr feinen und durchaus schwierigen Auslegung ab, die dem Gutdünken des Richters anheimfällt, wenn das Gesetz ihn nicht zwingt, an äusserlich erkennbare Erscheinungen sich zu halten. Nun, meine Herren, in Preussen haben sich die Kämpfe um die Discussionsfreiheit und ihre Grenzen nicht eine Spur anders abgewickelt als in anderen Staaten, da sie aus der Unfreiheit zur Freiheit übergingen. In

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

dem Jahre des Dranges 1848 wurden die Schranken weggerissen, und es wurde von der Discussionsfreiheit kein mässiger Gebrauch gemacht, wie ich gerne zugestehe; ob das Uebermaass sehr schädlich war, ob schädlicher, als die durch den plötzlichen Wandel bedingte Aufregung ohnehin gewesen wäre, will ich nicht beurtheilen. Sicher ist, es haben Ueberschreitungen stattgefunden, und die Staatsgewalt konnte keinen Widerstand leisten wie heute, weil sie in Wahrheit erschlafft war; kein heutiges Ministerium in Preussen wird sich auf eine Linie stellen wollen selbst mit dem Ministerium Manteuffel, welches vergleichungsweise ja schon die wiedergekehrte Macht bedeutete. Da nun in Wahrheit die Staatsgewalt Schaden gelitten hatte und die Bürger sehr eingeschüchtert waren, wurden in den Jahren 1849 und 1850 die französischen Strafgesetze zum Muster genommen, und so entstand das preussische Strafgesetzbuch, welches bis zum Erlass des deutschen Strafgesetzbuches in Geltung war. Darnach urtheilen Sie, dass die Bestimmungen, welche die öffentliche Discussion eingrenzen sollten, völlig ausreichten in dem Sinne, welcher der damaligen Regierung zusagte, und die Volksvertreter, der getreue Ausdruck der damaligen Furcht vor der entfesselten Freiheit, haben den Wünschen der Regierung ihre Zustimmung gegeben. || So sind die auf die öffentliche Discussion bezüglichen Vorschriften des preussischen Strafgesetzbuches entstanden; aber es hat nicht lange gedauert, bis die Fehler des Systems sich klar herausgestellt haben. Dieses System, Definitionen, die dem Strafrichter unterbreitet werden, mit einer Dehnbarkeit zu versehen, wie sie nur eine Verwaltungsbehörde gebrauchen kann, ist mit vielfältigen Nachtheilen verbunden und führt eine Wirkung herbei, die weit schädlicher ist, als wenn der Verwaltung selbst die Angelegenheit anvertraut wird. Wir alle wissen ja, dass das Rechtsverfahren Vortheile entbehrt, welche ein Verwaltungsverfahren darbietet. Wenn Sie dehnbare Paragraphen, wenn Sie unbestimmte Definitionen dem schweren Formgang der Strafgesetze und überhaupt des Richterspruchs unterwerfen, so stiften Sie doppelten Nachtheil. Im Verwaltungswege lässt ein einmaliger Irrthum, das Versäumen einer bestimmten Frist, auf irgend eine Weise sich wieder gut machen, wenn der Wille dazu vorhanden ist, oder eine bessere Ueberzeugung nachträglich verschafft wird. Aber das Rechtsverfahren legt in dem Augenblicke, da es die Handhabung der Polizei übernimmt, keineswegs die ihm eigenthümlichen Schwerfälligkeiten ab, sondern fügt zu den Nachtheilen der blossen Polizeibehandlung noch Nachtheile der strengen Rechtsformen hinzu. Wir haben die Nachtheile der unsicheren Rechtszustände im öffentlichen Leben erfahren. Eine Partei nach der anderen hat zu erkennen angefangen, dass die Handhabung williger Gesetze ein zweischneidiges Schwert ist, (sehr wahr!) das nicht allein Schutz gewährt, sondern umzechig auch diejenigen verwundet, welche eine Zeit lang das Schwert selbst geführt haben. (Sehr richtig!) || Und nicht allein die Parteien, auch die Regierungen haben dies erfahren. Wie lange ist es her, als der Reichskanzler selbst sich beschwerte, dass, in Folge der Rechtsprechung auf Grund der dehnbaren Paragraphen, in Preussen Jeder-

mann, wie er sich witzig ausdrückte, die Freiheit habe, für 5 Thaler ihn zu beleidigen! Mit anderen Worten, die Richter haben als Menschen sich nicht entziehen können dem Eindrucke, den die Zeitverhältnisse mit sich gebracht haben. Denn, meine Herren, den Schutz, den wir vom Richterspruch verlangen, finden wir nur theilweise in den Personen. Menschen bleiben die Richter; wenn Sie ihnen Vorschriften zur Handhabung anvertrauen, bei denen sie nothwendigerweise der Stimmung des Tages unterliegen müssen, werden Sie Stimmungserkenntnisse bekommen. Dagegen suchen wir Schutz, indem wir den strafbaren Inhalt der Handlung so umschreiben, dass er eine von Stimmungen freie, objective Fassbarkeit verlangt; dann vertrauen wir dem redlichen Gewissen des Richters, dass er nicht das Gesetz so weit dehnen wird, um noch unter dasselbe zu bringen, was der Gesetzgeber nicht hat verbieten und mit Strafe bedrohen gewollt. || Als wir nun das deutsche Strafgesetzbuch behandelten, bestand unter den Regierungen gar kein Zweifel darüber, dass die Kautschukparagraphen aus dem preussischen Strafgesetzbuche nicht übernommen werden konnten. Meine Herren, lesen Sie doch nur die Motive zu dem deutschen Strafgesetzbuche, die, wie ich beiläufig bemerke, durch eine classische Ruhe sich auszeichnen gegen die Motive, welche der gegenwärtigen Vorlage beigegeben sind. (Sehr richtig!) In jenen Motiven ist die Vertheidigung nicht etwa darauf gerichtet, warum die Bestimmungen des preussischen Strafgesetzbuches wegen Eingrenzung der Discussionsfreiheit nicht in ihrer Dehnbarkeit übernommen, warum sie bestimmter und der Freiheit günstiger gefasst werden sollten, sondern die Vertheidigung war dagegen gerichtet, dass man nicht, einer weitverbreiteten Meinung gemäss, diese Paragraphen aus dem neuen Strafgesetzbuche gänzlich wegstreichen wollte. Jener Entwurf hat den weisen Grundsatz befolgt, der auch in parlamentarischer Hinsicht von guter Wirkung ist, dass er in seinen Vorschlägen uns nicht zu viel zugemuthet, sondern den Weg gezeigt hat, auf welchem eine Verständigung mit den Regierungen erzielt werden konnte. So beispielsweise hat der Entwurf bei dem jetzigen § 131, dessen ganzer Inhalt lebhaft bestritten wurde, eine Verbesserung gegen das preussische Strafgesetzbuch vorgeschlagen, indem er die blossen Schmähungen und Verhöhnungen aus der Definition wegliess und überdies die Nothwendigkeit anerkannte, dass aus dem Benehmen ganz deutlich die Absicht hervorgehe, die Staatseinrichtungen oder Anordnungen der Obrigkeit durch den Bericht der erdichteten oder entstellten Thatsachen verächtlich zu machen, dass dagegen zur Strafbarkeit nicht genüge, wenn die Staatseinrichtungen verächtlich erscheinen, sofern die bewusste Absicht dieses Erfolges nicht erwiesen sei. || Der Reichstag ist auf diese Verhandlungsweise eingetreten und hat die Vorschläge der Regierungen zu den bezeichneten 6 Paragraphen theils unverändert, theils unter sehr erheblichen Verbesserungen des Inhalts angenommen. Die Definition an den 6 Paragraphen, welche die Novelle jetzt so bedenklich verändern will, ist nicht durchweg aus den Beschlüssen des Reichstages überall entstanden. Aber selbst bei den erheblichsten Abänderungen ist der Reichstag nur einen Schritt

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

weiter gegangen in der Richtung, welche der Regierungsentwurf selbst gewiesen hatte, indem er eine schärfere Präcision der dehnbaren Bestimmungen des preussischen Rechts für unerlässlich hielt. So ist das deutsche Strafgesetzbuch zu einer Begrenzung der Discussionsfreiheit gelangt, die wahrlich weit entfernt ist von einer gesetzlichen Freiheit, die aber überall objective Merkmale für Ueberschreitungen gibt. Keinen der Beschlüsse zu diesen Paragraphen haben die Bundesregierungen, als der Reichstag in die dritte Lesung über das deutsche Strafgesetzbuch eintrat, mit einer Silbe als einen solchen bezeichnet, bei dem sie eine Abänderung für auch nur wünschenswerth gehalten hätten. || Und nun frage ich: was ist geschehen, seitdem das Strafgesetzbuch zu Stande gekommen ist? Ja, meine Herren, viele Freisprechungen haben stattgefunden, viele Verfolgungen sind verhindert worden, nämlich nach Sinn und Vorschrift der Gesetze, gerade so, wie der Gesetzgeber es gewollt hat, weil nach seinem Willen und nach der Vorschrift des Gesetzes ein nicht bis zu dem strafrechtlichen Merkmal verdichteter Thatbestand der Verfolgung entzogen bleiben sollte. Hat sich die Staatsgewalt, hat sich die Rechtspraxis diesen gesetzlichen Bestimmungen gegenüber etwa als zu schwach erwiesen? Nicht entfernt! Es sind ganz ungewöhnliche Zeiten eingetreten; zu unserem Leidwesen haben die Zeiten einen erbitterten Kampf der Parteien mit sich gebracht. Hat es an Verurtheilungen gefehlt wegen Vergehen, die aus der Discussion in der Presse und in Vereinen hergerührt haben? Die Verurtheilungen sind weit, weit zahlreicher gewesen, als in verschiedenen Perioden vorher, entsprechend freilich den Ueberschreitungen der Gesetze, welche der erbitterte Kampf der Parteien verschuldete. Und ich tadle darum nicht die Vorschriften des deutschen Strafgesetzbuches. Auch sind wir es nicht, welche den Angriff auf jene Vorschriften machen, — von den Regierungen geht der Angriff aus; und hiergegen behaupte ich: nichts ist vorgefallen zwischen 1870 und heute, welches ein Bedürfniss schafft, zurückzukehren zu dem glücklich überwundenen Zustand solcher Strafbestimmungen, die in ihrem dispositiven Theile keine fassbaren Thatbestände der Strafhandlung darstellen, sondern alles in das Belieben und die Auslegung des Richters verlegen. (Sehr wahr!) || Im Gegensatz zu dem Herrn Justizminister Dr. Leonhardt behaupte ich, dass niemals so schweren Kämpfen gegenüber, wie Deutschland sie aus den gesellschaftlichen Verschiebungen, aus den überreizten Bewegungen und Störungen des Verkehrs, aus dem leidenschaftlichen Widerstand erbitterter Parteien erfahren hat, niemals in so schwer bewegten Zeiten eine Staatsgewalt nach aussen und innen sich so mächtig erwiesen hat und so mächtig dasteht, als gegenwärtig die Regierung im deutschen Reiche. (Sehr richtig!) || Nachdem sich die Gesetze unter den schwierigen Verhältnissen bewährt haben, liegt gewiss kein Anlass vor zu Abänderungen, welche die dem Geistesleben der Nation kostbarsten Rechte der Discussionsfreiheit einschränken in einem Sinne, der weit zurückgreift, sogar hinter das preussische Strafgesetzbuch; denn die jetzigen Vorschläge der Novelle zu den sechs Paragraphen verschärfen nicht allein das preussische Strafgesetzbuch, sondern machen

zum Theil den Thatbestand noch dunkler und verschwommener. || Meine Herren, als ich den Text der neuen Paragraphen gelesen hatte, war ich begierig, nach den Motiven zu suchen. Dass das deutsche Volk über die Vorschläge überrascht war, dass wir — was ich mit Rücksicht auf die einleitenden Worte des Vertreters der Bundesregierungen, des Herrn Justizministers Leonhardt, sagen will — dass wir alle mit dem deutschen Volk überrascht gewesen sind, eine Revision der bezeichneten 6 Paragraphen und eine solche Revision derselben zu erhalten, das ist wohl bestätigt durch den Eindruck, welchen die Vorschläge auf uns und draussen gemacht haben, und kann nicht bestritten werden. In den Zeitverhältnissen und in den Ansprüchen der Rechtspraxis habe ich die Motive nicht gefunden, und deshalb habe ich zu den gedruckten Motiven meine Zuflucht genommen. Meine Herren, ich bin in neuester Zeit kein sehr grosser Bewunderer der Motive; sie werden nicht mehr mit der Sorgfalt gearbeitet, wie es nothwendig ist, damit sie als Leitfaden für die Gesetzgebung und zum Verständnisse der Gesetze dienen, und das gesammte Ansehen aller Motive hat den Todesstoss beinah erhalten, als das vorige Mal bei der Einführung der drei bedeutendsten Justizgesetze durch den Vertreter der Bundesregierungen amtlich die Erklärung abgegeben wurde, dass für jene Motive die Regierungen überhaupt nicht einstehen. Heute nehme ich aber an, aus dem Gegensatze, da eine solche Erklärung nicht abgegeben worden ist, dass diese Motive den Beifall der Regierungen gefunden haben. (Heiterkeit.) Und nun, meine Herren, muss ich Sie einladen, mir kurze Zeit in den Motiven zu folgen, um zu erfahren, was uns hier gesagt wird, damit wir die Discussionsfreiheit in viel engere Grenzen bringen, als bisher. || Zu § 85. Es handelt sich um Ausdehnung des Hochverraths durch Einschaltung der Worte „oder anreizt, insbesondere wer in der angegebenen Weise eine solche Handlung als verdienstlich oder erlaubt darstellt.“ Hierzu sagen die Motive: „Siehe § 110.“ Keine selbstständige Erörterung an diesem Orte! Beim § 110 werden wir die Gründe finden, weil wörtlich dieselbe Erweiterung auch im § 110 vorgeschlagen wird. Jetzt lese ich alles, was die Motive zu § 110 sagen, Wort für Wort vor. || „§ 110. Der hier vorgeschlagene Zusatz entspricht dem § 20 des am 11. Februar 1874 im deutschen Reichstage eingebrachten Entwurfs eines Gesetzes über die Presse. || Zu seiner Rechtfertigung wird auf die Motive jenes Entwurfs (vergleiche stenographische Berichte, deutscher Reichstag Session I, 1874, Band III, Actenstück Nr. 23 Seite 141) und auf die in der Reichstagssitzung vom 24. April 1874 von dem preussischen Bevollmächtigten zum Bundesrath abgegebene Erklärung (stenographische Berichte Band II Seite 1101) Bezug genommen. Ausserdem ist der Höchstbetrag der angedrohten Strafe gesteigert, damit auch Fälle der schwersten Art angemessen geahndet werden können.“ Nun, meine Herren, würde ich natürlich sofort gegriffen haben zu jenen Verhandlungen über den vorgeschlagenen § 20 des Pressgesetzes, obschon die wörtlich gleichmässige Ausdehnung in der Definition des Hochverraths (§ 85) noch nicht damit begründet gewesen wäre; ich würde aber einen

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

Anhalt gefunden haben. Ich war aber lebendiger Zeuge jener Verhandlungen und brauchte nicht durch Nachlesen mich zu unterrichten. Der Verlauf jener Verhandlungen gestaltete sich folgendermaassen. Als das Pressgesetz erlassen werden sollte, bedienten sich die Regierungen, wie Kriegsvortheil erlaubt, des günstigen Umstandes, dass Cautionen und Stempelpflichten noch auf der preussischen Tagespresse lasteten, und diese vor allem zu beseitigen, wurde als dringendes Bedürfniss von allen Parteien empfunden. Infolge dessen wurde bei einem grossen Theile des Reichstages ein gewisser Zwang hervorgebracht, jedes im Ganzen annehmbare Pressgesetz selbst mit unerwünschten Einzelheiten anzunehmen, da schon durch den Wegfall der Cautionen und des Stempels die Freiheit der Presse in Preussen viel gewinne. In dem Entwurf zu diesem Pressgesetze, das so sehr erwünscht von der Nation war, stand auch der hier angeführte § 20. Er wurde verworfen in der Commission; er wurde im Plenum hier, zum grossen Theil unter Unaufmerksamkeit des Hauses, von dem Commissarius des Bundesrathes ausführlich begründet; — aber, meine Herren, nur ein einziges, hochachtbares, aber junges Mitglied dieses Hauses hat es für nothwendig gehalten, den § 20 anzugreifen in einer vortrefflichen Rede, die das Haus dagegen für überflüssig hielt, weil auch nicht die entfernteste Aussicht im Hause für die Annahme des § 20 war; und als es zur Abstimmung kam, erhob sich im ganzen Reichstage ein einziges Mitglied — ob durch Zufall oder mit Absicht, blieb damals unentschieden. — Nun, meine Herren, zu den Motiven und zu den Begründungen gehört ja nicht blos, was gedruckt steht in den stenographischen Berichten, sondern vor allem auch das lebendige Leben. Ist dies wohl eine gute Begründung, heute nach zwei Jahren uns eine Revision des Strafgesetzbuches im empfindlichsten Theile seiner Verbotsbestimmungen damit annehmbar zu machen, dass vor zwei Jahren der Vorschlag, als er in einer Nothlage uns in einem beschränkteren Umfang als heute vorgebracht war, im ganzen Hause nur ein einziges Mitglied gefunden, das dafür gestimmt hat? (Sehr richtig!) Dieser lebendige Vorgang macht auf mich den Eindruck eines Motivs, dass, selbst wenn die geschriebenen und gedruckten Motive von unwiderlegbarem Inhalt wären, doch die Regierungen dem Reichstage nicht hätten zumuthen sollen, nach einundeinhalb Jahren die damals und unter erschwerten Umständen einstimmig verworfene Abänderung als einen Theil einer durchaus nothwendigen und dringenden Revision zu empfehlen. || Ich gehe weiter zu den Motiven für den § 111. Die gesammte Begründung hierfür lautet: „Die Aenderungen des § 111 sind eine Consequenz des Vorschlags zu § 110." (Heiterkeit.) Das ist zufällig juristisch nicht einmal richtig. Denn wenn im § 110 der neue Thatbestand eines Vergehens eingefügt wird, dass die Darstellung des Ungehorsams gegen die Gesetze als einer erlaubten Handlung strafbar gemacht wird, während früher ein solcher Strafreat nicht vorhanden war, so ist es sehr fraglich, ob auch, wenn die Darstellung sich bezieht auf die Begehung einer strafbaren Handlung, der Darsteller von selbst in die Rolle eines Anstifters geräth im technischen Sinne des Strafgesetzes. Ich will die Berechtigung einer

solchen juristischen Ansicht zugeben; aber die wenigen Worte: „die Aenderungen des § 111 sind eine Consequenz des Vorschlages zu § 110“, sind für juristische Mitglieder nicht von zwingender Kraft, und für die nicht juristischen Mitglieder müssten die Gründe gewiss verständlicher ausgeführt werden. || Somit sind wir mit den Motiven für die Hälfte dieser wichtigen Vorschläge fertig. || Wir kommen jetzt zu § 128. In demselben werden uns zwei Aenderungen vorgeschlagen, von denen ich bekenne, dass ich beim Lesen ihre gesetzgeberische Absicht nicht verstanden habe. Ich lese gern zuerst die Gesetze, und wenn ich die Motive nicht nöthig habe, erspare ich mir sie. Aber als ich den § 128 mehre Male gelesen und die Absicht der Aenderungen nicht verstanden hatte, schlug ich die Motive nach. Das jetzige Gesetz verbietet die Theilnahme an einer Verbindung, deren „Dasein, Verfassung oder Zweck vor der Staatsregierung geheim gehalten werden soll“. Nun wird vorgeschlagen, hinter „Zweck“ einzuschalten: „oder Wirksamkeit“. Ich fragte mich: worin sollen im Sinne des Strafrechtes Zweck und Wirksamkeit einer Verbindung sich unterscheiden? Ich las die Motive nach und fand in ihnen eine solche Erläuterung der „Wirksamkeit“, dass ich sie als keine verständliche Definition gelten lassen kann, sondern durch sie den früher sehr klaren Thatbestand verdunkelt finde. Der auf diese Abänderung bezügliche gesammte Inhalt der Motive lautet: || „In Betreff der Frage, ob eine Verbindung als eine geheime anzusehen ist, kommt nicht allein in Betracht, ob Dasein, Zweck und Verfassung der Verbindung geheim gehalten werden; die Erfahrung hat vielmehr gezeigt, dass manche Verbindungen, obwohl sie ihre Statuten und ihren Zweck vor der Staatsregierung nicht geheim halten, dennoch im Geheimen eine staatsgefährliche Wirksamkeit entwickeln.“ || Ja, meine Herren, wenn diese Wirksamkeit eine geheime ist und nicht identisch mit dem in den Statuten ausgesprochenen Zweck, dann bilden dieselben Personen auch eine geheime Verbindung. Der Umstand, dass sie daneben einer offenen Gesellschaft angehören, schützt nicht gegen den strafbaren Thatbestand, so dass, bei richtiger Auslegung, das jetzige Verbot völlig ausreicht, wenn wirklich nur gemeint ist, Verbindungen zu treffen, welche mit einer geheimen neben der öffentlichen Tendenz betrieben werden; für dieses Verbot ist der vorgeschlagene Zusatz nicht nothwendig. Soll aber durch das Wort „Wirksamkeit“ ein Thatbestand ausgedrückt werden, der durch „Zweck“ noch nicht erschöpft ist, so haben wir eben gewonnen, was ich vorhin gesagt habe: der Thatbestand ist verdunkelt statt erweitert. || Noch viel mehr in diesem Sinne wirkt der zweite Zusatz. Das Verbot soll treffen jede Verbindung, „in welcher gegen unbekannte Obere Gehorsam oder gegen bekannte Obere unbedingter Gehorsam den Mitgliedern zur Pflicht gemacht oder von ihnen versprochen wird“. Die Worte: „zur Pflicht gemacht“ sind neu eingeschaltet. Nun sagte ich mir: wenn nicht durch ausdrückliche Worte, sondern durch schlüssige Handlungen diese Pflicht übernommen wird, so liegt das Verbot schon klar genug in der Definition, welche der jetzige Strafparagraph giebt. Zur Strafbarkeit ist nicht nothwendig, dass Jemand mit ausdrücklichen Worten

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

sagt: ich werde nun dem Oberen Folge leisten, sondern wenn die Bedingungen der Verbindung dahin gehen: als Mitglied kann nur aufgenommen werden, wer die Verpflichtung übernimmt, dem Oberen Folge zu leisten, — so verfällt, wer sich zum Mitgliede dieser Gesellschaft unter der ihm bekannten Bedingung aufnehmen lässt, der bestehenden Strafvorschrift. In den Motiven lese ich zu der vorgeschlagenen Abänderung den erläuternden Satz: || „Schon die thatsächliche Leistung des Gehorsams muss, insoweit sich in ihr die stillschweigend übernommene Verpflichtung ausdrückt, straffällig sein.“ || Durch das „insoweit“ soll die thatsächliche Leistung näher geschildert werden; aber jeder Jurist wird hiernach die vorgeschlagene Erweiterung für unzulässig oder überflüssig halten. Die thatsächliche Leistung des Gehorsams enthält in sich noch nicht das Merkmal der Strafbarkeit; nach den Motiven will auch der neue Vorschlag die Strafbarkeit dieser thatsächlichen Leistung noch nicht. Wenn aber die Leistung sich so condensirt hat, dass sie dem Versprechen der Uebernahme einer Verpflichtung gleichkommt, so wird die Verurtheilung ohnehin eintreten, weil schon das jetzige Gesetz dieses Verbot in sich schliesst. || Von dem reichen Inhalte der Aenderungen im § 130 will ich nur einiges hervorheben. In dem § 130 beantragt die Novelle eine Ausdehnung der Strafbarkeit über das preussische Strafgesetzbuch hinaus. In der Begründung dieser Vorschläge finden Sie etwas sehr Auffälliges. Es war mir schon äusserst auffällig, dass zur Abänderung unserer eigenen Rechtsordnung und namentlich zur Verschärfung des Strafrechts so vielfach Bezug genommen wird auf fremde Staaten, deren Rechtszustände von den unsrigen ganz verschieden sind, und sogar auf Gesetzentwürfe, welche in fremden Staaten ausgearbeitet worden und noch in keiner Weise zur Conception gekommen sind. Aber, meine Herren, mit einer, wie ich glaube, sehr merkwürdigen Unbefangenheit berufen sich die Motive zur Empfehlung des § 130 der Novelle auf die französischen Septembergesetze, auf die Gesetze vom 9. September 1835, als ob diese in ihrer Entstehung ein Muster einer unbefangenen Gesetzgebung gewesen wären. (Sehr richtig! links.) Wir haben ja jenes Muster in Deutschland zum Theil wenigstens nachgeahmt und haben es abgeschafft, weil es sich nicht bewährt hat; die Regierungen selbst haben dies in ihren Motiven zum deutschen Strafgesetzbuche ausdrücklich bezeugt. Und dann braucht man wirklich nicht im Dienste der höchsten Regierungsgewalt zu sein, braucht nicht die Jurisprudenz und die Rechtsentwickelung in den Staaten zu kennen, auf deren Gesetze man sich beruft; man braucht nur mit der Völkergeschichte einigermaassen vertraut zu sein, um zu wissen, dass die französischen Septembergesetze zu den allerverhasstesten und leidenschaftlichsten Gesetzen gehört haben, die selbst Frankreich zum Angriff gegen die Freiheit der Presse und der öffentlichen Discussion hervorgebracht hat. (Sehr richtig! links.) Unter dem Eindrucke der Furcht und unter grosser Erregtheit liess die französische Gesetzgebung im Jahre 1835 sich zu Gesetzen bestimmen, welche selbst aus einem grossen Zwiespalt und aus einem Hasse der Classen gegeneinander entsprangen; die Gesetzgebung selbst hatte die Quelle,

welche sie als unheilvoll bezeichnete und mit Strafe bedrohte. Sind wir wirklich 1875 im deutschen Reiche so weit, dass jene verhasste und mit vollständigem Unglimpf belegte Septembergesetzgebung des französischen Königthums uns zum Muster angeführt wird? (Hört! links.) Und dem Reichstage wird zugemuthet, mit solchen Gründen sich bewegen zu lassen, unsere besseren Gesetze gegen jene verurtheilten französischen Gesetze zu vertauschen?! (Sehr gut!) || Gänzlich neu ist die Ausdehnung, dass strafbar sei, wer in der bezeichneten Weise „die Institute der Ehe, der Familie und des Eigenthums angreift“. Ich lese die Motive nach und finde darin, dass die Angriffe gegen die „Gestaltungen, welche diese drei Institute in der Rechtsentwickelung erhalten haben“, nicht strafbar sein sollen. Es ist auch nicht anders möglich; Sie müssten sonst Professoren an den Universitäten einsperren (Heiterkeit) sowie Alle, welche die Berechtigung des Grundbesitzes in seiner heutigen Gestalt in wissenschaftlichen Betrachtungen anzuzweifeln anfangen. Man kann die Vertreter solcher wirthschaftlichen Ideen zwar mit dem Namen von Kathedersocialisten belegen — der Name schadet ihnen nicht viel (Heiterkeit); aber mit Gefängniss können sie doch nicht verfolgt werden. Deshalb die einschränkende Erläuterung in den Motiven, dass die „Gestaltung“ der Institute der freien Discussion überlassen werde. Was bleibt von dieser neuen Strafandrohung übrig, wenn Sie wirklich der freien Discussion gestatten, wie das Institut der Ehe und wie die Familie sich gestalten sollen, wenn erlaubt bleibt, die jetzigen Einrichtungen anzugreifen und zu fordern, dass die Familienverhältnisse auf völlig neue Grundlagen gestellt werden? Dann können Sie das neue Strafverbot immerhin hineinschreiben, es wird ohne jede Wirkung sein. Die Abschaffung der natürlichen Ehe, Abschaffung der natürlichen Familie wird kein Mensch verlangen, die Abschaffung des abstracten Eigenthums auch schwerlich. (Oho! rechts.) — Verzeihen Sie, meine Herren, etwas wissenschaftlich müssen Sie definiren, während Sie Strafgesetze erlassen. Denken Sie die Ausführung der Lehre: das wahre Eigenthum bestehe im vorübergehenden oder eingeschränkten Gebrauch! Nach den geläufigen Vorstellungen ist unter dieser Voraussetzung das Eigenthum abgeschafft; vor der Wissenschaft aber, vor der wirthschaftlichen Wissenschaft gewiss, ist es nur eine „Gestaltung“ des Eigenthums, um die es sich handelt. Die Wissenschaft wollen wir doch gewiss Alle in Deutschland schützen. Ich fürchte aber, dass die Motive gar nicht ausreichen werden, dass der Strafrichter, der die Worte vor sich hat: „Institut der Ehe“, „Institut der Familie“, „Institut des Eigenthums“, unter „Institut“ das deutsche Wort „Einrichtung“ verstehen wird und unter Einrichtung gerade die Beschaffenheit verstehen wird, wie sie das gegenwärtige Gesetz geregelt hat; denn die Analogie liegt nahe, unter „Institut“ die Staatseinrichtung zu verstehen. Die Motive werden von uns Gesetzgebern auch nicht gleichgeachtet dem Texte, weder an Güte noch an Autorität; es wird also der Richter am wenigsten gebunden sein, durch diese Motive sich leiten zu lassen. || Dem § 131 ist eine noch weitere Ausdehnung gegeben. Ausserdem

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

wird ein neuer Strafbestand eingeführt, der nicht einmal unter der Bundesgesetzgebung den deutschen Regierungen auferlegt worden ist; nämlich die Schmähung oder Verhöhnung des Staates selbst soll strafbar sein; und darunter sind nicht die Einrichtungen des Staates gemeint. Was sagen die Motive dazu? wörtlich wie folgt: || „Der § 131 ist auch auf Angriffe ausgedehnt, welche gegen das Reich oder einen Bundesstaat gerichtet sind, eine Ausdehnung, welche einer besonderen Rechtfertigung nicht bedürfen wird.“ || Nein, meine Herren, wenn man einen ganz neuen Strafbestand einführen will, den nicht einmal die Bundesversammlung für nöthig gehalten, den kaum ein deutsches Strafgesetzbuch gekannt hat, scheint mir nicht an der Stelle, zu sagen: der Vorschlag bedürfe keiner Rechtfertigung. Er bedarf allerdings einer Rechtfertigung. Ich weiss die Rechtfertigung nicht. Ist die neue Strafbestimmung von solcher Wichtigkeit und so dringend, dass sie in die jetzige Revision aufgenommen werden musste, so durfte man sich nicht der Gründe entschlagen. Die bisherigen Gesetze gehen von der Meinung aus, dass Staat und Reich viel zu hoch stehen, als dass eine allgemein gehaltene Schmähung gegen sie mit Strafe belegt werden sollte, es sei denn, dass die strafbare Handlung sich richtet gegen die Einrichtungen des Staates oder des Reiches, und dazu brauchen wir eine neue Strafbestimmung nicht. || Meine Herren, dies sind die sechs vorgeschlagenen Paragraphen, welche die Discussionsfreiheit behandeln, und dies sind die Motive, welche die Regierung ihnen gegeben hat. Ich darf in Bezug auf diese Vorschläge, sowohl wegen ihrer Fassung und juristischen Unbrauchbarkeit, als auch ganz insbesondere, weil sie ohne jeden äusseren Anlass uns zumuthen, bei den wichtigsten und unentbehrlichsten Rechten der Staatsbürger, jedes freien Mannes, zurückzugreifen auf eine Periode, die weit abgeschlossen hinter uns liegt, die Erklärung nicht bloss in meinem Namen abgeben, sondern ohne jede Ausnahme übereinstimmend im Namen meiner politischen Freunde, dass wir diese Paragraphen für ganz und gar unannehmbar halten (Bravo! links) und sie für uns ausser jeder Berathung — ich meine nicht ausser der formellen Berathung — bei dieser Vorlage betrachten. || Meine Herren, indem ich im Namen einer politischen Vereinigung diese Erklärung abgegeben habe, einer so grossen Vereinigung, in welcher nicht eine einzige Ausnahme mir zur Kenntniss gekommen, ist es beinahe überflüssig, hinzuzufügen, dass wir uns vollständig bewusst sind, nicht etwa der Regierung zu verweigern, was ihr zur Aufrechterhaltung der Ordnung oder für die Macht der Staatsgewalt nothwendig wäre, sondern bloss zurückzuweisen aus der Rechtsordnung eine Praxis, die wiederum ein Stück Polizei unter den äusseren Formen des Rechts in denjenigen Theil des öffentlichen Lebens einführen will, welcher seinem Inhalt nach in das Rechtsgebiet gehört. || Unter die Zusammenfassung haben wir nur die 6 Paragraphen gebracht, welche die Discussionsfreiheit bedrohen. Damit soll keineswegs ausgedrückt werden, dass nicht noch andere Paragraphen den Stempel der Unannehmbarkeit an sich tragen; sie fallen aber nicht unter denselben Gesichtspunkt und sind nicht dazu angethan,

von einer grossen politischen Vereinigung, gewissermaassen in einem Gesammtausdruck, behandelt zu werden. Aber ich will unmittelbar daran schliessen, dass ich den § 92 Nr. 4, wie er uns vorgeschlagen wird, mit dieser seiner Bildung eines neuen Falles von Landesverrath für ganz und gar und ebenso unannehmbar halte. Meine Herren, indem ich diesen Ausdruck über den vorgeschlagenen § 92 Nr. 4 gebrauche, — Sie finden ihn unter Art. 2 als zweiten Vorschlag — wünsche ich nicht damit auszudrücken, dass nicht unter den hier anwesenden Mitgliedern des Reichstages ein Bedürfniss empfunden werden mag, einen Theil dessen zu erreichen, was der § 92 Nr. 4 zu beabsichtigen scheint. Ich weiss ja, dass in einem Bundesstaate, in Bayern, eine Strafbestimmung gegolten hat, welche die Verkündigungen gewisser Erlasse geistlicher Oberen unter strafrechtliche Verwarnung stellte; es ist möglich, dass bei dem Vorschlage des § 92 Nr. 4 ein solcher Gedanke mit leitend gewesen sein mag; aber von einer solchen Absicht bis zu dem Vorschlage der Regierung, einen Landesverrathsparagraphen zu fassen für den Fall, || dass Jemand durch die Veröffentlichung von Kundgebungen ausländischer Regierungen oder geistlicher Oberen zum Ungehorsam gegen Gesetze oder rechtsgiltige Verordnungen oder gegen die von der Obrigkeit innerhalb ihrer Zuständigkeit getroffenen Anordnungen auffordert oder anreizt, insbesondere in der angegebenen Weise solchen Ungehorsam als etwas Erlaubtes oder Verdienstliches darstellt, — || ist ein sehr weiter Weg. Das Mittel steht in keinem Verhältnisse zu dem Ziele, welches möglicherweise von einem Theile des Hauses mag erreicht werden wollen oder von den Regierungen angestrebt wird. Für mich, ich kann nur antworten: diese Neubildung einer Landesverrathsbestimmung ist für mich absolut unannehmbar, gerade so, wie die 6 Paragraphen, die ich vorhin charakterisirt habe. (Bravo!) || Meine Herren, nachdem wir die beiden Gruppen ausgeschieden haben, von denen die eine politisch unannehmbar, für die andere der Wunsch, sie in dieser Session durchaus zu Stande zu bringen, für uns auch in der Behandlungsweise maassgebend ist, bleibt noch eine erhebliche Anzahl solcher Vorschläge, von denen ich sage, dass sie juristisch nicht angenommen werden können: einige, weil sie keinen Nutzen gewähren, andere, weil sie, wenn auch vielleicht durch einen wahrgenommenen Mangel veranlasst, nach den Vorschlägen der Regierung eine so heillose Verwirrung in andere Bestimmungen des Strafgesetzbuches hineinbringen, dass das neugeschaffene Uebel viel grösser sein wird als die Heilung. Ich werde mich bei diesem juristischen Theile wegen des grossen Zeitraumes, den ich bereits in Anspruch genommen habe, nicht so lange aufhalten können, als ich gewünscht hätte; ich hoffe aber, dass Redner nach mir gerade diesen juristischen Theil zum besonderen Gegenstande ihrer Behandlung machen und mit der ihnen gewohnten Umsicht die Unhaltbarkeit der gemachten Vorschläge darthun werden; aber bei einzelnen Beispielen muss ich doch verweilen. || Wenn die §§ 4 und 5 für Vergehen und Verbrechen, die im Auslande begangen sind, die Rückwirkungen auf das deutsche Strafgebiet anders ordnen wollen, so kann ich

Nr. 5541.
Deutschland.
3. Dec. 1875.

den Gedanken nicht abweisen, der in den Motiven enthalten ist, dass unser gegenwärtiges Strafgesetzbuch einen Punkt ausser Augen gelassen hat. Die Motive heben mit Recht hervor, dass die Vorschriften unseres Gesetzes nicht passen auf Gegenden, die noch nicht geordnete Staatszustände haben und keine Bürgschaft bieten, dass sie diejenigen Handlungen mit gesetzlicher Strafe bedrohen, die alle civilisirten Völker gleichmässig bestrafen. Die jetzigen §§ 4 und 5 passen auf staatenlose oder uncivilisirte Gegenden nicht. Diesen Mangel erkenne ich an, und in ihm liegt ein Anlass für ein sehr wohl zu durchdenkendes und durchaus nicht leichtes Specialgesetz, welches die praktischen Fälle zu lösen sucht; ein solcher besonderer Fall wird unserer Aufmerksamkeit unterzogen in dem Gesetze, das uns gegenwärtig mit Rücksicht auf die Behandlung der Polynesen vorgelegt ist. Ich gebe zu, dass unter sachverständiger Prüfung der Verwickelungen, welche im Auslande leicht eintreten, ohne durch das jetzige Gesetz genügend berücksichtigt zu sein, die Lücke sich ausfüllen lässt. Aber wie weit über dieses Ziel schiessen die uns vorgeschlagenen §§ 4 und 5! Ich will dies an einem Beispiel erläutern, welches ich verbinden kann mit der Kritik eines anderen Paragraphen, in welchem uns eine sehr umfangreiche und wichtige Erweiterung des Strafinhalts unter schwerer Strafandrohung vorgeschlagen wird. ‖ In Bezug auf die Auswanderung hatten uns die Regierungen im Jahre 1870 den Vorschlag gemacht, mit Strafe zu bedrohen, wer sich ein Geschäft daraus macht, Deutsche zur Auswanderung zu verleiten. Wir haben diesen Satz aus volkswirthschaftlichen und aus juristischen Gründen bekämpft: volkswirthschaftlich, indem die Auswanderung selbst unter verschiedenen Gesichtspunkten und Zeitverhältnissen bald heilsam, bald nachtheilig sei; juristisch, weil die Auswanderung an sich nicht strafbar sei. Aus beiden Gründen dürfe selbst die geschäftsmässige Verleitung zum Auswandern nicht unter einen Strafparagraphen so allgemeiner Natur gestellt werden. Statt dessen haben wir den Strafsatz so gefasst: „wer sich zum Geschäft macht, unter Vorspiegelung falscher Thatsachen oder wissentlich mit unbegründeten Angaben zur Auswanderung zu verleiten“. Heute kommen die Regierungen mit einem Vorschlage, nicht blos zurückzukehren zu dem, was im Jahre 1870 von uns abgelehnt worden ist, sondern eine neue Bestimmung hinzuzufügen, die ich für eine unmögliche halte. Der § 144 der Novelle will in seinem ersten Absatze zurückkehren zu dem Thatbestande, der im Jahre 1870 von den Regierungen vorgeschlagen, dann vom Reichstage verworfen wurde. Dann soll der zweite Absatz aus der vom Reichstage gegebenen, aber im wesentlichsten Punkte umgestalteten Fassung ein neues Vergehen mit ungewöhnlich hohem Strafmaasse bilden: „Wer unter Vorspiegelung falscher Thatsachen oder wissentlich mit unbegründeten Angaben Deutsche zur Auswanderung verleitet oder zu verleiten sucht, wird mit Gefängniss nicht unter einem Jahre bestraft.“ ‖ Haben die juristischen Abfasser sich genau überlegt, was die Folgen einer solchen Abänderung sein würden? Wenn irgend ein Mann aus America einem seiner Verwandten herschreibt, er möge zu ihm hinüberkommen, er befinde

sich in guten Verhältnissen und werde ihn dort ernähren können, so würde er nach diesem Paragraphen, wenn er sich nicht in guten Verhältnissen befindet, bestraft werden mit Gefängniss nicht unter einem Jahre. Es ist unmöglich, eine solche Bestimmung zu vertheidigen, wenn man sich die Folgen überlegt hat und wenn man das Leben kennt. Hunderte von Briefen gehen jährlich ein, worin Verwandte schreiben, es gehe ihnen gut, worin sie mit unwahren Schilderungen über America oder sich selbst zur Uebersiedelung einladen. Wenn Sie solche Untersuchungen anstellen und die Briefschreiber mit Gefängniss nicht unter einem Jahre bestrafen, dann sage ich: dies passt weder zu den Grundzügen unseres Strafgesetzbuches, noch zu den Gewohnheiten und Ansprüchen des Lebens. Ein solches Gesetz widerspricht der Anschauung des Volkes, wenn Sie von Mann zu Mann fragen. Die Motive sagen zur Rechtfertigung des Vorschlages: es sei ein sehr schweres Vergehen, einen Menschen ins Unglück zu bringen. Gewiss; aber wenn Sie auf Grund dieser allgemein gehaltenen Indignation die Menschen bestrafen liessen, so würden aller Orten die Gefängnisse in einem bisher unerhörten Maasse sich füllen. Die allgemeine Betrachtung ist kein ausreichender gesetzgeberischer Grund, weder für das Verbot, noch für die Schwere der Strafe. Die blosse Thatsache, dass Jemand gelegentlich einmal zur Auswanderung auffordert und dabei nicht die Verhältnisse des Auslandes so darstellt, wie sie wirklich sind, kann nicht unter Androhung einer ungewöhnlich hohen Gefängnissstrafe gesetzt werden, wie die Vergehen schwerster Gattung. ‖ Und nun combiniren Sie diesen Paragraphen mit den Vorschlägen zu den §§ 4 und 5. Wie diese jetzt formulirt werden sollen, würde nicht blos ein Deutscher, sondern auch ein Fremder, der einen Deutschen im Auslande in der bezeichneten Weise zur Auswanderung zu verleiten sucht, von der schweren Gefängnissstrafe getroffen werden, obschon die Gesetze seines eigenen Landes, die Gesetze des Landes, wo er wohnt, die Handlung straflos lassen. Die Strafe würde ihn treffen, weil eine Bestimmung da ist im deutschen Strafgesetzbuche, die doch wahrlich so beschaffen ist, dass der Ausländer sie nicht vermuthen kann. ‖ Ich erwähne blos dieses eine Beispiel; aber dies genügt wohl, um zu zeigen, wie schwierig die Aufgabe ist, die Wirkung der im Auslande begangenen Strafhandlungen zu regeln, dass die vorgeschlagenen Abänderungen nicht annehmbar sind und nicht getragen werden von den an sich richtigen Erwägungen, welche eine Ergänzung für einzelne, seltene Fälle nothwendig machen, aber keine so durchgreifende Abänderung rechtfertigen, wie die Novelle vorschlägt. Meiner Meinung nach gehört die Ergänzung der Lücke für staatenlose Gegenden nicht zu den schleunigen und dringenden Aufgaben, welche noch in der gegenwärtigen Session gelöst werden müssen. ‖ Ein anderer wichtiger Vorschlag der Novelle, den ich als in Widerspruch stehend mit den leitenden Grundsätzen der Strafabmessung und als lediglich verwirrend bezeichnen muss, betrifft den Versuch. Der neue § 44 will eine besondere Gattung des Versuches zur Grundlage einer höheren Minimalbestrafung machen, nämlich den „beendigten Versuch“, dessen gesetzliche

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

Definition längst von der Wissenschaft verworfen und in der Praxis als unausführbar erkannt ist. Die Motive berufen sich auf die älteren deutschen Gesetzgebungen. Hätte man doch nur bei den Praktikern der Staaten, die eine gleichartige Scheidung in ihren Gesetzbüchern gehabt haben, angefragt! In Sachsen hat die gesetzliche Definition des beendigten Versuches in der Anwendung als nicht ausführbar sich erwiesen. In den meisten älteren deutschen Strafgesetzen, auf welche die Motive sich berufen, war der beendigte Versuch nicht als eine besondere Strafkategorie bezeichnet; — nur in einzelnen wenigen Gesetzgebungen war dies der Fall; in den meisten befand sich die Instruction, dass der Versuch strenger bestraft werden solle, je näher er der Ausführung gekommen ist. Diese Abstufung liegt bei uns in dem weiten Spielraume zwischen den höchsten und den geringsten Strafen; das richtige Maass soll der Richter unter Würdigung des Einzelfalles finden. Die Motive aber führen dagegen aus: wir haben kein Zutrauen zu dem Richter; der Richter wird diesen Grundsatz nicht befolgen, und deshalb nehmen wir eine ausdrückliche Bestimmung auf, welche den Richter zwingt, auf diese Mühe zur Ausführung wenigstens in dem Falle des beendigten Versuches Rücksicht zu nehmen. Aber was heisst: sämmtliche Vorbereitungen sind getroffen, der Versuch ist demnach beendigt? Diese Frage ist im Leben nicht immer leicht zu entscheiden; ja, die Scheidung passt auf viele Staaten gar nicht. Zu welcher Folge kommen wir mit dem „beendigten Versuche" bei dem neuen Vorschlage zum § 140, nach welchem auch der Versuch zur Auswanderung strafbar gemacht wird? Hier ist der Versuch nicht eher festzustellen, als bis alle Vorbereitungen getroffen sind; es liegt also immer ein „beendigter Versuch" vor, und es müssten hier wie bei allen Vergehen, bei denen der Versuch nicht eher festzustellen ist, als bis alle Vorbereitungen getroffen, oder bei denen die Vorbereitungen sehr einfacher Natur sind, stets die härteren Strafen des „beendigten Versuches" eintreten. Meines Erachtens haben die Verfasser an derartige juristische Folgen nicht gedacht; gewollt können sie dieselben nicht haben. Ich gebe zu, man könnte gewisse Verbrechen ausscheiden, bei denen selbst unter der an sich schlechten Definition des beendeten Versuches ein höheres Strafmaass keinen erheblichen Schaden stiften würde; aber ganz allgemein das System zu durchbrechen mit dem von Wissenschaft und Praxis gleichmässig verworfenen Satze, ist nicht gestattet; und auf der anderen Seite liegt auch nicht das entfernteste Bedürfniss zu einer Aenderung vor. Die Motive selbst wissen den Vorschlag nur zu rechtfertigen durch ein nicht genügendes Zutrauen zum Richter; geht man aber hiervon aus, dann muss das ganze deutsche Strafgesetzbuch umgearbeitet werden. Erinnern Sie sich nur der Versicherung, die uns der Herr Vertreter der Bundesregierungen in der Einleitung gegeben hat, dass man in das Strafsystem gar nicht habe eingreifen wollen, während schon durch den einen Vorschlag zum § 44 das Strafmaass für sämmtliche Verbrechen und viele Vergehen, soweit der Versuch in Betracht kommt, beeinflusst wird. Denn in Frage steht nur, das Strafminimum zu erhöhen und zwar für eine die meisten strafbaren Handlungen

umfassende Kategorie. Der § 44 hat nicht die Bedeutung einer vereinzelten Bestimmung, sondern bildet eben einen erheblichen Theil des Strafsystems. || Von den wirklichen einzelstehenden Paragraphen unter den Vorschlägen will ich bloss einige hervorheben. Es wird bei gewissen Strafhandlungen uns vorgeschlagen, dass wir eine sehr bedeutende Strafverschärfung bei ihnen einführen und diese davon abhängig machen, ob die Handlung in dem gegebenen Falle geeignet gewesen sei, das Wohl des Reiches oder eines Bundesstaates zu gefährden. So beispielsweise in den Fällen der §§ 133 und 348 sollen dieselben Handlungen, welche mit Gefängniss bedroht sind, wenn jenes Merkmal zutrifft, mit Zuchthaus bis zu 5 Jahren bestraft werden. Die hier vorgenommene Scheidung des strafbaren Thatbestandes mit ihren ungeheueren Folgen halte ich juristisch für unzulässig, — und wir müssen doch beim Strafgesetzbuche nicht allein allgemein politische und polizeiliche Momente, sondern wesentlich auch juristische Momente gelten lassen. (Sehr richtig! links.) || Ein Mann unterschlägt eine Urkunde, die in amtlicher Verwahrung sich befindet; er kennt ihren Inhalt gar nicht; wenn die Handlung geeignet ist, durch den Inhalt der Urkunde das Wohl des deutschen Reiches zu gefährden, dann wird er mit Zuchthaus nicht unter einem Jahre bestraft; wenn aber die Urkunde oder das Wegschaffen unter den gegebenen Umständen jenen Charakter nicht hat, dann wird er mit Gefängniss bestraft. Das ist juristisch unmöglich, dass wir von einem Umstande, welcher dem Thäter gar nicht bekannt ist und die Beschaffenheit der Handlung an sich gar nicht beeinflusst, die Strafbarkeit in einem so weiten Unterschiede abhängig machen. Und dazu noch soll ein Merkmal entscheiden, welches in den meisten Fällen schwer und häufig nur nach subjectiver Auffassung festzustellen ist, „geeignet, das Wohl des Reiches zu gefährden“: wer soll ein Urtheil darüber abgeben? Wollen Sie dem Ermessen der drei Männer im Richtercollegium oder der Geschworenen das entscheidende Urtheil einräumen, ob die Handlung geeignet war, das Wohl des deutschen Reiches oder eines Bundesstaates zu gefährden? Oft wird es keinen tauglichen Sachverständigen geben, als den Herrn Reichskanzler selbst. (Heiterkeit.) Es mag Fälle geben, in denen es klar hervortritt, dass sie unter jenes Merkmal gefasst werden können; aber die Strafrechtsdefinition giebt keinen Anhalt dafür, und die Annahme oder Verneinung des entscheidenden Merkmals wird meist wie durch einen Zufall bestimmt werden. Deshalb bin ich der Meinung, dass es zur Grundlage der Rechtssprechung nicht gemacht werden darf. || Ein anderer Paragraph schlägt vor, in ganz besonderer Weise die Beamten des auswärtigen Ministeriums zu behandeln. Ich lasse dahingestellt, wie weit wirklich Erfahrungen der neueren Zeit den Bruch des Amtsgeheimnisses bekunden oder die Amtsverschwiegenheit als so gelockert darstellen, dass es nothwendig ist, sie durch eine Strafrechtsbestimmung zu bedrohen. Aber dieselben Grundsätze werden sich dann nicht bloss auf das auswärtige Amt erstrecken, sondern auf das Amt überhaupt. (Sehr richtig!) || Dinge sehr gefährlicher Natur und gleicher Art können auch in anderen Aemtern vorkommen, wie im aus-

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

wärtigen Amte, so auch im Kriegsministerium, und der Kriegsminister hat keinen Paragraphen formulirt, so auch in jedem anderen Ministerium; wenn es sich beispielsweise um die Ausschreibung der Mobilmachung handelt, ist es kein Unterschied, ob sie aus dem auswärtigen Ministerium oder aus dem Ministerium des Innern durch Bruch der Amtsverschwiegenheit vorzeitig ins Publikum dringt. || Und dies allein, den Schutz der Amtsverschwiegenheit, verlangt die Regierung nicht; der neue § 353a schreibt ferner vor, dass der blosse Ungehorsam gegen den Vorgesetzten strafrechtlich geahndet werde. Dies ist ein Disciplinarfall. Aber das Strafrecht kann sich kaum damit befassen, ob ein bewusster oder gewollter Ungehorsam oder ein Missverständniss vorliegt. Denken Sie gerade an die Instructionen des auswärtigen Ministers, oft in ihrer grossen Tragweite und schwierigen Beurtheilung. Die falsche Auffassung des diplomatischen Agenten im Auslande soll zur Verhandlung vor ein Dreimännercollegium gebracht werden, welches entscheiden soll, ob der Mann böswillig oder ohne böswillige Absicht den Gehorsam verweigert, oder nur die Anweisung missverstanden hat. || Der § 353a enthält sogar eine Bestimmung, welche die Unordnung in der Registratur mit criminellen und schweren Strafen bedroht. (Heiterkeit.) Der Schutz strenger Ordnung ist ja sehr nützlich. Ich habe auch nichts dagegen, dass der Minister des Auswärtigen ganz besonders sich die Macht verschaffe, untaugliche oder gar schädliche Beamte wegzujagen; aber wie das Strafrecht sich befassen soll mit der Untersuchung, wie die Registraturordnung gehandhabt wird, ist mir unbegreiflich. || Ich wiederhole, ich kann nicht wissen, ob nicht dem Gesammtinhalte des § 353a ein Bedürfniss zu Grunde gelegen hat; aber wie uns die Vorschläge gemacht werden, in ihrer Beschränktheit und Weite, darf ich wohl mit Sicherheit sagen, dass sie nicht geeignet sind, einem Strafgesetzbuch einverleibt zu werden. || Ein anderer Paragraph, den ich nur flüchtig erwähne, der § 140, verdient wegen seines Inhalts und der Behandlungsmethode Ihre Aufmerksamkeit. Der neue Vorschlag in § 140 Nr 2 betrifft die Auswanderung der Landwehrmänner und Reservisten ohne die vorgeschriebene Erlaubniss. Meine Herren, ein und drei viertel Jahr ist es gerade her, seitdem wir im Reichstage diesen Gegenstand unter Zustimmung der Regierungen erledigt haben, nachdem der heutige Antrag beim Militärgesetz abgelehnt war, und nun wird uns nach einem und drei viertel Jahre der damals abgelehnte Vorschlag wiederholt, aber mit nichts gerechtfertigt, weshalb wir jetzt annehmen sollen, was wir damals abgelehnt und worin sich zuletzt die Regierungen uns angeschlossen haben. || Für die Behandlung weiterer Einzelheiten ist mir die Zeit zu kurz. In dem Reste sind Anträge enthalten, welche die unbedingte Billigung verdienen; so der Schutz für die sichernden Vorrichtungen im Bergwerksbetriebe, der Schutz der Küsten gegen fremde Schiffer, der Schutz der Dünen, Fluss- und Meeresufer. Ebenso will ich dem Vorschlage ernst erwägend näher treten, wie die Aufsicht über die Kinder zu einer mehr verantwortlichen Pflicht der Eltern und Erzieher gemacht werde. Ich werde beide auf die Behandlung der Kinder bezüglichen

Vorschläge im § 55 und § 361 Nr. 9 der sorgfältigsten Prüfung unterwerfen. Für jetzt will ich nur andeuten, dass mir fraglich erscheint, ob wir gut thun, in der Vollmacht, die wir der Landesgesetzgebung einräumen, auch die Polizei entscheiden zu lassen, ob Kinder der elterlichen Zucht und dem Elternhause entzogen werden sollen. Ebenso ist mir zweifelhaft, ob wir nicht in dem § 361 Nr. 9 die strafbare Nachlässigkeit näher werden charakterisiren müssen. Ich erkenne aber das Bedürfniss an, dem abgeholfen werden muss, dem wir abhelfen wollen, und in dieser Absicht werde ich sowohl an die Specialbestimmung des § 361 Nr. 9, wie an die im § 55 enthaltene Anregung der Landesgesetzgebung herantreten. || Meine Herren, indem ich dem Schluss entgegengehe, gestatten Sie mir noch eine allgemeine Bemerkung. So sehr meine Kritik in vielen und in den schwerwiegendsten Theilen gegen die Vorlage ausgefallen ist, so bin ich mir doch bewusst, in diesem Acte nicht der Regierung einen Widerstand zu leisten (Lachen rechts), — ich beschreibe es näher, Ihr Lachen ist noch zu früh, Herr von Denzin! — einen Widerstand, der die ihr nothwendige Gewalt beschränkt oder in irgend einer Hinsicht die Entwickelung des deutschen Reiches beeinträchtigt. Ich bin durchdrungen von der Ueberzeugung: die Annahme von Gesetzesvorschriften, wie sie in dieser Vorlage uns angeboten werden und wie sie nothwendigerweise viele gleichartige Gesetze im Laufe der Zeit nach sich ziehen müssten, wäre weit mehr geeignet, die Einigung im deutschen Reiche zu lockern, als zu befestigen, und gegen diese Gefahr schützt der Widerstand, den wir jetzt leisten. (Sehr richtig! links.) Ich hoffe auch, für die Klärung des öffentlichen Bewusstseins, dass aus dieser Handlung das deutsche Strafgesetzbuch befestigt in dem öffentlichen Ansehen hervorgehen wird, wie ja auch thatsächlich schon die Vorschläge ganz plötzlich im deutschen Volke eine Liebe zu dem Strafgesetzbuche entwickelt haben (oho! im Centrum), die vorher nicht bewusst hervortrat, wie man ja allerdings zur Zeit des drohenden Verlustes, in der dringendsten Gefahr den Werth des bedrohten Besitzes am besten zu schätzen weiss. Aber selbst, meine Herren, wenn zu meinem sehr grossen Bedauern an diese vorwiegend und rein juristischen Fragen sich im Laufe der Verhandlung etwa Irrungen anknüpfen möchten, wenn nicht so, wie wenigstens meine Absicht war, die Verhandlung lediglich und allein geleitet würde durch unser Rechtsbedürfniss, welches bei der Gestaltung des Strafgesetzbuches mit besonderer Umsicht und Sorgfalt zum alleinigen Maassstabe gemacht werden muss, wenn politische Fragen hineingezogen würden, welche dieser Verhandlung ganz und gar fernstehen sollten, so werden wir wenigstens uns frei wissen von der Schuld und wir nicht die Ursache sein, dass ein solcher Zankapfel in die Entwickelung der deutschen Einrichtungen hineingeworfen ist. (Sehr richtig!) Ich glaube vielmehr, dass wir alle, die Regierungen und der Reichstag, das lebhafteste Interesse haben und uns gezwungen sehen müssen, Gegensätze dieser Art so schnell wie möglich aus dem Stoff unserer Verhandlungen zu entfernen, um zurückzukehren zu den grossen und dringenden Aufgaben, deren an allen Ecken und Enden das deutsche Reich

so sehr bedürftig ist, und bei denen wir mit um so grösserem Eifer und festerem Willen der Regierung folgen werden, je energischer und rückhaltloser sie vorgehen wird. (Bravo!)

Reichskanzler Fürst von Bismarck: Meine Herren, wenn es für meinen Gesundheitszustand schon eine Aufgabe ist, einer längeren Discussion aufmerksam zuzuhören, so bin ich noch weniger in der Lage eine Rede von dem Umfange, wie wir sie eben gehört haben, in ihren Einzelheiten zu beantworten. Da der grössere Theil derselben sich auf rein juristischem Gebiete bewegt, so, glaube ich, kann ich diese Aufgabe auch im Wesentlichen meinen juristischen Herren Collegen aus dem Bundesrathe überlassen. Ich habe wesentlich nur das Wort ergriffen, um den politischen Standpunkt der verbündeten Regierungen und speciell den meinigen zu dieser Vorlage darzulegen, ich meine den Standpunkt der inneren Reichspolitik in ihren Grundzügen betrachtet. Ich glaube, dass diese Darlegung, so kurz sie auch sein mag, doch dazu beitragen wird, die Discussion, in der wir uns befinden, freizuhalten von jedem Anfluge von Animosität, von sittlicher Entrüstung über das Beginnen des anderen Theiles und von Kritiken, die eben nicht ohne Bitterkeit sind oder wenigstens in der Oeffentlichkeit den Eindruck davon machen werden. Ich glaube, dass, wie ich schon neulich sagte, der Reichstag in der Gesetzgebung im Allgemeinen — besonders aber bezüglich der Steuerbewilligung — in der Lage ist, dass es keiner gereizten Färbung der Discussion, keiner Vertheidigung von Rechten bedarf; es ist das keine Machtfrage; es steht ja fest, dass kein Gesetz ohne Bewilligung des Reichstages zu Stande kommen kann. Diese Beruhigung haben Sie. Wenn Sie sich also nicht überzeugen können, dass in Beziehung auf das Ganze oder einzelne Theile dieser Vorlage es dem Lande und Reiche nützlich sei, wenn Sie deshalb nicht dafür stimmen können, so sind Sie im Rechte, und Niemand kann die Uebung dieses Rechtes verkümmern. || Wir können also sehr ruhig an die Discussion herangehen, von der ich von Hause aus nicht geglaubt habe, dass sie sich in der Dauer der wenigen Wochen, die wir hier noch geschäftlich zusammen arbeiten werden, erschöpfen wird, sondern in der ich den Beginn einer Revision sehe, die sich, wie ich glaube, über mehrere Legislaturperioden hinausziehen wird. Den verbündeten Regierungen liegt es nach meiner Ansicht und wohl auch nach der Ihrigen ob, die Initiative da zu nehmen, wo eine Veränderung in der jetzigen Lage der Gesetzgebung erforderlich scheint. Wir haben unsererseits wenigstens das Bedürfniss, sie zu nehmen, um uns von jeder Verantwortlichkeit für die Fortdauer der Nachtheile des jetzigen Zustandes freizumachen und diese Verantwortung dem Reichstage, insoweit er uns nicht beistimmt, zuzuschreiben. Es wird dann Sache Ihrer Stellung zu Ihren Wählern sein, ob Sie sich gegenseitig darüber verständigen, dass Sie in Ihrem Widerstande beharren, oder inwieweit Sie Ihre Stellung modificiren wollen. Sie werden vielleicht noch in der zweiten Legislaturperiode nachher in Ihren Wahlreden diese Erörterungen haben, bei denen ja von allen Seiten nur das Wohl des Ganzen, namentlich die Rechtssicherheit, der innere

Friede im ganzen Reiche, bezweckt und erzielt wird; es werden, wie gesagt, noch in Ihren Enkeln, wenn ich eine Legislaturperiode als eine Generation betrachten darf, uns dieselben Fragen beschäftigen, wie sie uns ja vor 4 Jahren, vor 6 Jahren auch schon beschäftigt haben, und es ist das vielleicht einer von den Würmern, die nicht sterben; aber es wird eben nur das Material, das uns diese Frage liefert, von allen Seiten mit Sorgfalt und pflichttreuer Ueberzeugung hier aufgearbeitet werden. || Dass das Strafrecht in seiner bisherigen Wirkung Missstände und Missbilligung im Lande erzeugt hat, — der Herr Vorredner gab es theilweise in Bezug auf einzelne Punkte selbst zu, — ich bin überzeugt, dass, wenn nicht eine von uns allen sehr bedauerte Krankheit ihn längere Zeit von dem Verkehre mit der grossen Welt ferngehalten hätte, er es noch im weiteren Maasse zugeben würde. Ich bin in meiner Stellung als Ministerpräsident in Preussen und als Kanzler im Reiche vielleicht mehr der Punkt, auf den sich die Aussprache der Unzufriedenheit concentrirt; ich möchte sagen, wenn ich mich in irgend einem Privatverhältnisse, in einem Eisenbahncoupé, in einer Gesellschaft, sonst irgendwo befinde, bemerke ich bei vielen Leuten diese Art von Satisfaction, in der sich ein missvergnügter Landwirth befinden würde, wenn er das Wetter personificirt vor sich hätte. (Heiterkeit.) Jeder Andere entladet seinen Zorn mir gegenüber, als könnte ich durch meinen einfachen persönlichen Willen in allen diesen Beschwerden, die in der neueren Gesetzgebung drücken, eine Veränderung herbeiführen, als wäre gerade ich an dem Verzuge schuld, welcher der Abhülfe eben entgegensteht. Diese Lage könnte ich ja zu allen übrigen Frictionen, denen ich ausgesetzt bin in meinem Amte, auch noch längere Zeit ertragen. Ich mache darauf aufmerksam, dass wir, die wir jetzt den Bundesrath, die verbündeten Regierungen, die Urheber dieses Novellenentwurfes bilden, persönlich nicht das mindeste Interesse daran haben, ob Sie den einen oder anderen Paragraphen annehmen; wir werden in unserem persönlichen Privatleben die Unannehmlichkeiten der Fortdauer noch eben so gut ertragen können, wie die meisten wissenschaftlich beschäftigten Beamten und Abgeordneten, soweit sie sich nicht im praktischen Leben befinden, und ausserdem sind wir in der Lage, unserer Verantwortung jederzeit ein Ende zu machen, indem wir uns von den Geschäften, die uns nicht die Mittel zu ihrer erfolgreichen Weiterführung zu gewähren scheinen, zurückziehen. Also wir haben ja persönlich eben so wenig Interesse, wie der Herr Vorredner, ob es so oder so gemacht wird; wir haben nur das Bedürfniss, dem Vorwurfe zu entgehen, als fände die Fortdauer einer erheblichen Anzahl von Uebelständen nur deshalb statt, weil die Regierung nicht arbeitsam genug ist oder nicht den Muth der Initiative hat oder blind und stumm auf die Stimme des Landes hören will. Aus dieser Situation sind wir heraus, und die Verantwortung für das Maass von Verbesserungen und Abänderungen, das wir begonnen, und für das Maass des Zurückweisens unserer Vorschläge beruht allein bei Ihnen, und Sie werden sie ja zu tragen wissen. || Wenn ich von innerer Reichspolitik sprach, so meinte ich die Wechselwirkung zwischen

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

den verbündeten Regierungen unter sich und zwischen den Reichseinrichtungen, zwischen dem Reichstage, zwischen den einzelnen Fractionen des Reichstages — denn das sind ja schon lebendige organische Glieder, von denen zum Theil die Fragen der Gesetzgebung schon entschieden werden, ehe die Regierung zum Wort gekommen ist bei Ihnen — und in letzter Instanz mit dem Plenum der Wähler, mit der Nation. Diese Wechselwirkung muss unterhalten werden, und um eine Conversation über diese Frage einzuleiten, die jahrelang dauern kann, ist Ihnen ja diese Vorlage dargeboten, und Sie werden ja sehen, was Sie daraus machen oder nicht machen. Also ich hoffe eben, dass diese vollständig ruhige, ich möchte sagen conflictfreie Stellung, die Jedem Zeit und Raum gönnt, seine Verhältnisse zur Vorlage zu erwägen, dazu beitragen wird, der Discussion des Ganzen einen ruhigen Verlauf zu gewähren. Dass wir die Vorlage überhaupt machen, beweist Ihnen schon, dass ihre Dringlichkeit innerhalb der verbündeten Regierungen lebhaft empfunden wird, für die, wie gesagt, diese Discussion ja vielleicht viel dornenvoller ist, als das ruhige passive Abwarten der Entwickelung der Zustände, bis vielleicht manche Uebelstände noch schärfer und allgemeiner hervortreten, so dass sie innerhalb der Parteien und der Fractionen das Bedürfniss, nur ihren Standpunkt zu wahren, — eines der unfruchtbarsten Bedürfnisse, aber eines der dringlichsten — endlich überragen und dem praktischen Bedürfniss, in unserem Staatsleben Schutz und Frieden zu haben, den Sieg verschaffen über das Bedürfniss, unsere Einrichtungen nach den Anforderungen der Wissenschaftlichkeit zu regeln, ich möchte sagen, die Bequemlichkeit, die Wohnlichkeit, die Sicherheit des Gebäudes, die Schönheit der Façade der wissenschaftlichen Façade unterzuordnen; es ist das eine politische Richtung, für die ich nie in meinem ganzen Leben Sympathie gehabt habe, und wenn ich mich von Jugend auf in juristischen und wissenschaftlichen Theorien auf Wahrung meines Standpunktes hätte beschränken wollen, so, glaube ich, wäre es mir nicht beschieden gewesen, eine irgend bemerkbare Rolle in den Ereignissen der letzten Jahrzehnte zu spielen. || Ich will sachlich nur dem Gedanken entgegentreten, dem der Herr Vorredner einen ziemlich scharfen Ausdruck gab, dass der Ruf der Milde des Strafrechts ein Märchen sei: im Lande bestehe darüber andere Meinung. Ich glaube, das, was er zur Begründung seiner Ansicht anführte, dass stellenweise das Reichsrecht Verschärfungen gegen das preussische enthalte, war doch nur der einzelne Fall der Wiederholung des Betruges, wo das Reichsstrafgesetz eine schärfere Strafe als das preussische Strafgesetz will. Ja, meine Herren, wenn die Sicherheit, der öffentliche Friede, die Ehre, der gute Ruf, die körperliche Gesundheit, das Leben des Einzelnen so gut geschützt wären durch unser Strafgesetz, wie unsere Geldinteressen, dann hätten wir gar keine Novelle nöthig. Nicht bloss im Strafrechte, sondern auch in der Auffassung der Richter — ich weiss nicht, woran es liegt — ich wundere mich jedesmal über die gerechte Schärfe der Verurtheilung in Eigenthumsfragen neben der ausserordentlichen Nachsicht gegen Körperverletzungen. Das Geld wird höher veranschlagt im Gesetzgebungstarif, als die gesunden Knochen.

Man kann Jemanden viel wohlfeiler eine Rippe einschlagen in einem nicht prämeditirten Kampfe, namentlich wenn der Jemand Beamter der öffentlichen Sicherheit ist, als man sich erlauben darf etwa auch nur eine fahrlässige Fälschung, will ich einmal sagen, von einem Attest, — namentlich aber, wenn es eine Geldfrage ist, denn das geht gleich auf 5, 7 Jahre Zuchthaus; und dicht daneben findet man ausgeschlagene Augen von Polizeibeamten, schwere körperliche Misshandlungen mit Lebensgefahr und Nachtheil für die Gesundheit, und das erscheint daneben fast als ein leichter, entschuldbarer Scherz. Dass daran die Stimmung und Richtung unseres Richterstandes einen erheblichen Antheil haben, hat schon der Herr Vorredner angedeutet und ist wohl unzweifelhaft. Der Richter ist, wie der Deutsche im Ganzen, vor allen Dingen gutmüthig; namentlich sobald die Persönlichkeit des Verbrechers keine abschreckende und beleidigend herausfordernde Erscheinung hat, wird der Deutsche dem in Fleisch und Blut Gegenüberstehenden leicht gutmüthig, ich möchte sagen von strafbarer Gutmüthigkeit, wie der Herr Vorredner mit Ironie den Ausdruck „strafbare Milde“ brauchte. Ja, meine Herren, von „strafbarer Milde“ werden die Verurtheilten, die Verbrecher nicht sprechen; aber die Opfer des Verbrechens, die haben in erster Linie Anspruch auf unseren Schutz, und um diesen Schutz gegen die dem Herzen der Richter zur Ehre gereichende Tendenz zur Milde und Gutmüthigkeit zu gewähren, liegt das Hauptmittel, das die Gesetzgebung hat, im Hinaufschieben der Minimalstrafen, die immer noch minime Strafen bleiben. Bei dem sehr grossen, ausgedehnten Spielraume, den die meisten strafrechtlichen Paragraphen lassen, finde ich, dass mit Ausnahme der Eigenthumsverbrechen — ich will die psychologischen Motive, die mir vorschweben, nicht weiter aussprechen — der Richter jederzeit das geringste Strafmaass wählt, zu dem er berechtigt ist. || Ich bin zu dieser Excursion ja nur veranlasst, um der meines Erachtens zu weit gehenden Verurtheilung der Ansicht von der Milde des Strafrechtes öffentlich entgegenzutreten und mache darauf aufmerksam, dass der Herr Vorredner dabei einigermaassen *pro domo* sprach; denn wir verdanken ihm einen ausserordentlichen Antheil an den Milderungen des damals vorgelegenen Gesetzes, und er hat bei späteren Gelegenheiten das besondere Interesse kundgethan, das ihm der Verbrecher und der Verurtheilte einflössten. Eine ungemein edle Richtung des Geistes; aber sie wird von allen denen, die unter den Verbrechen zu leiden haben, vielleicht manchmal für eine unpraktische gehalten werden. || Ich enthalte mich des Eingehens in die Einzelheiten, da es mich doch auf das gerichtliche Gebiet bringen würde, und erwähne nur zweier Bestimmungen, auf die ich nach meiner Ueberzeugung ein ganz besonderes Gewicht lege, und die, wenn ich den Herrn Vorredner und die Ansichten seiner näheren politischen Freunde recht verstehe, doch nicht zu denen gehören, die er ausdrücklich gebilligt hat; ja, er hat sie ausdrücklich getadelt und sie damit vielleicht auf den Schub *ad calendas graecas* gebracht. Es wäre das kein entschiedener Verlust; — sind sie sehr dringlich, so könnten wir uns nach Weihnachten zu einer Sitzung vereinigen, entweder

Nr. 5541. Deutschland. 3. Dec. 1875.

im Winter oder im Frühjahr; sind sie nicht sehr dringlich, so könnten wir nach Möglichkeit unsere nächste Session beschleunigen, um sie zu verhandeln. Aber zwei Sachen sind, die ich theils zur Wahrung des Rechtsgefühles, theils im dienstlichen Interesse mir doch erlauben will als wichtig zu bezeichnen. Die eine ist der Schutz des Executivbeamten. Ich will nicht untersuchen, ob in dem Texte der Novelle, wie sie Ihnen vorliegt, die Kategorie, die zu schützen ist, etwas weit gegriffen wird. Was mir vorschwebt, ist das, was man aus den täglichen Anschauungen der Berliner Untergerichte und derer inmitten anderer turbulenter Bevölkerungen wahrnimmt: dass der eigentliche körperliche Träger und Vertreter des Gesetzes, der mit Gefahr seines Leibes und Lebens schliesslich die Autorität des Gesetzes aufrecht zu erhalten hat, nicht in dem Grade geschützt ist, wie er das Recht hat. Es wird ja oft gerühmt die Achtung, die der Engländer vor dem Gesetze habe, und in der That, wenn man das Verhalten eines englischen und deutschen Polizisten auch nur auf der Strasse in Bezug auf die Fahrpolizei sieht, so bekommt man den Eindruck, dass in England der Wink mit einem Zeigefinger gerade so nachdrücklich und unbedingt wirkt und Befolgung nach sich zieht, als hier nicht immer die aufgeregten Bewegungen, mit denen man Schutzleute einem Kutscher entgegengesticuliren sieht, das laute Erheben der Stimme, ja, ich kann nicht leugnen, das viele und rasche Sprechen, welches mehr einen provocatorischen als einen folgeleistungerzwingenden Eindruck macht. Das liegt, glaube ich, wesentlich darin, dass der englische Policeman sehr viel geschützter und unterstützter ist; er ist sich dessen bewusst, dass, wer sich an ihm vergreift, nahezu oder direct an der Majestät des Gesetzes sich vergreift in seiner Ausführung, in seiner Verkörperung in diesem untergeordneten, aber treuen Diener, — was sehr hart bestraft wird, ähnlich wie es bei uns sehr selten vorkommt, dass sich Jemand an der Schildwache vergreift, weil sie ganz anders durch das Gesetz geschützt ist. Dagegen der Schutzmann ist sehr häufig der Gegenstand einer ganz frivolen Neckerei, Verhöhnung und, wenn es schwer kommt, gewaltthätigen Behandlung, die nachher als Körperverletzung kaum behandelt wird, ohne dass sein Amt irgend ein erschwerendes Element in der Bestrafung nach sich zieht. Und von diesem Manne wird doch verlangt, dass er immer auf Vorposten sei in dem Kampfe, den das Gesetz mit den Uebelthätern hat, und er ist nach der Zunahme der Rohheit, wie sie ganz unleugbar die letzten Jahre charakterisirt, doch in einer sehr exponirten Stellung. Er hat auf Anerkennung sehr selten zu rechnen; die vorgesetzten Behörden verlangen viel von ihm, und in der Kritik der Presse hat ja die Polizei nach guter alter deutscher Tradition immer Unrecht. (Heiterkeit.) Sie ist vielleicht nicht so gut, wie sie sein sollte, aber ich glaube hauptsächlich deshalb, weil sie nicht geschützt genug ist. Der Schutzmann würde das Bedürfniss, durch lebhafte, vielleicht beleidigende Reden seinen Anordnungen Nachdruck zu verschaffen, gar nicht haben, wenn er in derselben Lage wäre, wie sein englischer College, dass die Nichtbefolgung seiner Winke ähnliche Folgen nach sich zöge, wie in England, — ich glaube,

einem sehr civilisirten, wohlgeordneten Lande, in dem das Gesetz aber durch stärkere Strafen geschützt ist, und namentlich dadurch auch, glaube ich, ein höherer Grad und eine grössere Bewegung der individuellen Freiheit ermöglicht wird, weil das Gesetz sehr viel stärkere Garantien hat als bei uns. Meines Erachtens sollte die einfache körperliche Berührung — mag sein, aus welchem Grunde es will — eines Schutzmannes im Dienste schwer bestraft werden, man mag Recht haben oder Unrecht. Man kann sein Recht niemals dadurch ausführen, dass man diesen Vertreter des Gesetzes körperlich angreift, und diese einzige Thatsache sollte meines Erachtens mit sehr viel schwereren Strafen belegt werden, als bisher. Hätten die Beamten der öffentlichen Sicherheit das Gefühl, besser geschützt zu sein, ich bin überzeugt, sie würden bessere Polizisten werden im Bewusstsein ihrer grösseren Macht, im Bewusstsein ihrer Verantwortung. Dass damit auch sehr strenge und unter Umständen gerichtliche Bestrafung eines Missbrauchs dieser grösseren Gewalt und jedes Benehmens, welches eines solchen Beamten und des gesetzlichen Schutzes unwürdig ist, verbunden sein sollte, das betrachte ich als selbstverständlich. Aber ich glaube, wir haben uns zu sehr daran gewöhnt, die Misshandlung eines Beamten der Obrigkeit als eine gewöhnliche Prügelei, die alltäglich vorkommt, anzusehen. Dadurch schwindet ganz nothwendig die Achtung vor dem Gesetze. Ich halte diesen Punkt für einen der wichtigsten; denn der untergeordnete Beamte hat nicht bloss ein Recht auf den Schutz in seiner exponirten Stellung, sondern der Gedanke, dass er das Gesetz verkörpert, ist bisher lange nicht lebendig genug. Es wird immer so angesehen, als ob er die polizeiliche Willkür verkörpere; und diesem Missverständnisse leistet die Thatsache Vorschub, dass die Leute zu wenig handeln können und viel zu viel reden. Der zweite Punkt, der für mich eine besondere Bedeutung hat, ist der Paragraph, den der Herr Vorredner zuletzt erwähnte, 353a, die Beamten im Dienste des auswärtigen Amtes betreffend. Der Vortrag hat hauptsächlich dagegen angeführt — gegen die Möglichkeit —, dass das den juristischen Theorien, dem juristischen strafrechtlichen System widerspräche. Darüber kann ich mit ihm nicht streiten; ich kann nur für das praktische Bedürfniss in einem Dienste streiten, dem ich nachgerade 25 Jahre in höheren Stellen angehöre, und in dem ich seit 13 Jahren und länger die leitende Stellung eingenommen habe. Was mir da zur Wahrung meiner Verantwortlichkeit unentbehrlich ist, meine Herren, das muss ich nachgerade wissen, und in dem Verlangen, dass mir das gewährt werde, wenn ich meine Verantwortlichkeit weiter tragen soll, kann ich mich dadurch nicht irren lassen, dass mir gesagt wird, das widerspräche juristischen Theorien. Mit juristischen Theorien lässt sich auswärtige Polilik nicht treiben. (Heiterkeit und Bewegung.) Der Herr Vorredner hat gesagt: es müsse dann überhaupt jedes Amt gleichmässig geschützt werden. Das ist ein Argument, in dem ich die logische Schärfe, die ihm sonst eigenthümlich ist, nicht wiederfinden kann. Die Aemter sind eben verschieden, und Sie haben das Bedürfniss einer strafferen Disciplin einiger doch dadurch anerkannt, dass Sie für das Militär ein beson-

deres Strafrecht für die Marine und ausserhalb des Militärs für die Existenz auf Schiffen und für die Autorität des Capitäns sehr harte Strafen gaben, die vollständig gerechtfertigt sind. Es fragt sich nun: ist im auswärtigen Dienste die Gefahr für das Gemeinwohl, — nicht für das einzelne Menschenleben, wie auf dem Kauffahrteischiffe, sondern für viele Menschenleben, für den Frieden des gesammten Reiches unter Umständen und für das Entstehen solcher Verhältnisse und Missverständnisse, wie sie unter gegebenen Bedingungen schon zu Krieg, Frieden, Allianzen und Bruch von Allianzen führen, — ich sage, ist da nicht das Bedürfniss einer strengeren Disciplin vorhanden, als in anderen Aemtern? Wenn ein Oberpräsident einmal die Weisung, die er bekommt, nicht ausführt, so mag das mit dem Disciplinarverfahren, wenn dazu Grund vorhanden ist, abgemacht sein; die Gefahr für die Provinz wird so gross schwerlich werden, noch geringer wird sie für das Ganze sein. Wenn im Kriegsministerium ein Mobilmachungsplan verrathen wird, dann braucht man gar keinen weiteren Schutz neuer Gesetze; das fällt ohne Zwang unter die Kategorie von Landesverrath, unter Kategorien, die schon jetzt hinreichend strafbar sind. Die Fälle, die der Herr Vorredner darüber anführte, haben gar keine Anwendbarkeit hierauf; denn es handelt sich in der Vorlage nicht um Verrath, sondern es handelt sich um einen — ich habe keinen kürzeren Ausdruck — „Ungehorsam im Amte“, ich könnte ihn vielleicht dahin erläutern, dass nur doloser Ungehorsam darunter zu verstehen sei. Das kann nachher Sache des Richters sein. Unter dolosem Ungehorsam habe ich sehr viel in meinem Leben gelitten. Sie kennen aber, meine Herren, von meiner amtlichen Laufbahn und ihren Erlebnissen doch nur einen geringen Theil. Was ich für Schwierigkeiten darin zu überwinden gehabt habe, darüber will ich hier keine Mittheilung machen; sie sind aber sehr wohl geeignet, um meine Ueberzeugung festzusetzen. Ich halte nicht gerade an die specielle Fassung, wie sie hier vorliegt. Es wird sich ja darüber in einer Commission reden lassen; ich erkläre aber ganz bestimmt als das Ergebniss meiner Erfahrungen, dass ich nicht glaube, ohne Verschärfung der Disciplin durch Beihülfe strafrechtlicher Bestimmungen von Art der vorgeschlagenen dauernd mein Amt als auswärtiger Minister tragen zu können. Der Satz des Ungehorsams kann genauer gefasst werden; aber es ist schwer, den Begriff so zu fassen, dass er in juristischem Geschmack erscheint und in die juristische Façade passt. Der Ungehorsam, der zufällig stattfindet oder aus Trägheit, ist mitunter recht strafbar; eine Schildwache, die einschläft, ist ja auch recht strafbar; aber ich meine das eigentlich nicht, das liegt auf einem anderen Gebiete. Nehmen Sie z. B. an, dass Jemand, der den Auftrag hat, Jedermann, mit dem er Gelegenheit findet darüber zu sprechen, zu erklären, dass wir den Frieden für vollständig gesichert halten, dass wir unsererseits entschlossen sind, ihn aufrechtzuerhalten, — dass diese betreffende amtliche Persönlichkeit, darüber wirklich interpellirt und von competentester Seite, darauf antworten würde mit schweigendem Achselzucken, vielleicht mit Hinweisung auf die Unberechenbarkeit der Entschliessungen

des Kanzlers (Heiterkeit), dann ist vielleicht der Landesverrath in dem Achselzucken noch nicht zu finden, sondern ein Ungehorsam gegen die Ausführung der Instruction, dass der Betreffende überall sagen sollte: ich halte den Frieden für vollständig gesichert, und meine Regierung ist die letzte, die daran denken möchte, ihn zu stören. Nehmen Sie an, dass Jemand eine Instruction bekommt, von der einigermaassen wichtige Verhältnisse abhängen, dass er diese Instruction einfach in der Tasche behält, eine Instruction, die er, wenn sie von dem telegraphischen Befehle „in 24 Stunden auszuführen" begleitet ist, sofort und vollständig ausführen muss; unter allerhand Vorwänden bleibt sie aber unausgeführt, und die Wiederkehr des Vertrauens, die Wiederkehr der Sicherung des Friedens bleibt in der Tasche, und die Gerüchte, dass der Friede nicht gesichert sei, und das Misstrauen steigen. Das sind Verhältnisse, wo ich auch nichts anderes nachweisen kann als einen Ungehorsam, gegen die ich aber unbedingt gesichert sein muss. — Ferner, wenn Jemand es unternimmt, unwahre Angaben seinen Vorgesetzten zu machen, oder unter Missbrauch seiner amtlichen Stellung Andere zu täuschen, so passt das schon für den Fall, den ich anführte, dass Jemand aus Gründen, die ich weiter nicht in Erwägung ziehe, den ihm zustehenden Einfluss in der Presse und im gesellschaftlichen Verkehr mit gewissen Personen dazu benutzt, zu beunruhigen da, wo er den Auftrag hatte, zu beruhigen; darin liegt eine Täuschung, — also z. B. wenn Jemand, der aufgefordert wird, auf Allerhöchsten Befehl über bestimmte Thatsachen zu berichten, eine einfach von ihm erfundene Unwahrheit meldet, z. B. Jemanden, den er namentlich benennt, als den Verfasser eines Artikels verdächtigt, welchen Artikel der Berichterstatter aber selbst geschrieben und selbst an ein Journal auf die Post gegeben hat. Das alles sind Dinge — ich weiss nicht, ob sie nach dem Strafgesetzbuche strafbar sind; aber ich kann mit solchen Unwahrheiten und Unfolgsamkeiten — und mit denen, welche die Amtsverschwiegenheit und die Dienstgeheimnisse verletzen — nicht auskommen. Die Disciplinarstrafe ist vollständig unzureichend, namentlich in einem Dienste, in dem sehr wohlhabende und mitunter sehr ehrgeizige Leute sich befinden. Das äusserste Ergebniss einer Disciplinarstrafe ist die Dienstentlassung. Die Dienstentlassung kann Einem unter Umständen vollständig gleichgültig sein, kann Einen unter Umständen in die Lage bringen, dass er sich in die Rüstung des politischen Märtyrerthums hüllt und für seine weiteren Pläne dann einen gewissen Vortheil zieht; kurz, es ist das keine Strafe, die abschreckt. Die Nummer 4 gebe ich Ihnen preis; das ist eine Fassung, die unter dem Eindrucke gewisser einzelner Fälle sich gebildet hat, das hat weiter keine Bedeutung. Aber ich erkläre, dass, wenn ich verantwortlich bleiben soll für die Erfolge unseres auswärtigen Amtes, wie ich es bisher gewesen bin, ich mich mit der blossen Disciplinarbefugniss nicht begnügen kann, und dass ich darin einer Stärkung bedarf. Es ist sehr wahrscheinlich, dass dieser Artikel des Strafrechts, wenn er zu einem solchen wird, niemals zur Anwendung kommt, sondern sein Vorhandensein wird genügen, um

den unbedingten Gehorsam zu erzeugen, den ich durch die blosse Unannehmlichkeit einer Disciplinaruntersuchung, deren Einleitung von mir allein nicht einmal abhängt, nicht erzwingen kann, dessen ich aber bedarf. Ich bedauere, dass Redner, Fractionsbeschlüsse und die Presse über diese Sache abgeurtheilt haben, ohne mich zu hören, ohne mich, der ich, wie ich glaube, sonst nicht übertriebene Ansprüche zu meiner Unterstützung an die Reichsvertretung gestellt habe, auch nur in die Lage zu bringen, mich zu äussern; ehe ich in der Lage gewesen bin, dies zu thun, werde ich in einem belehrenden, schulmeisterlichen Tone in der Presse darüber zurechtgewiesen, dass ich über diese Dinge kein Urtheil habe. Passt es Ihnen nicht in die juristische Façade, so passt es mir nicht in die Möglichkeit, die auswärtigen Geschäfte zu führen, wenn das Gegentheil von dem geschieht, was beantragt ist, das heisst, wenn ich gar keine Hülfe, keine Verschärfung der nicht ausreichenden Disciplinarbestimmungen bekomme. Das Maass ist ja discutirbar; das Strafmaass braucht nicht einmal erheblich zu sein; für mich kommt es nur darauf an, dass ich ausser der Disciplinargewalt die Berufung auf das richterliche Strafverfahren habe. Ich verlange ja selbst nicht einmal — man könnte mit Ordnungsstrafen sich helfen, die haben aber doch sehr ihre Beschränkung, sie sind für einen reichen Mann auch gleichgiltig — ich verlange nicht einmal das Recht eines militärischen Vorgesetzten, der selbst Ankläger, Zeuge und Richter in eigener Sache ist, sondern ich verlange nur, dass dem Träger der allerwichtigsten Interessen des Reiches, der auswärtigen Beziehungen, das Recht, die Möglichkeit gewährt wird, da, wo seine berechtigte Autorität in einer Weise, die für das Ganze Gefahr hat, verletzt und in Frage gestellt wird, sich an den Richter zu wenden und dessen unparteiische Hülfe in Anspruch zu nehmen. Die Möglichkeit, dass dies geschehen kann, wird meines Erachtens genügen, um den Zweck zu erreichen. Ich werde wahrscheinlich nicht, wenn ich oder mein Nachfolger einen solchen Paragraphen hätte, in die Lage kommen, davon Gebrauch zu machen; ich kann es wenigstens nicht wünschen, und bei der hohen Stellung, der Erziehung und der patriotischen Gesinnung unserer Vertreter im Auslande ist es undenkbar; dass aber auch das Nichtdenkbare geschehen kann, das haben uns doch die Ergebnisse dieses Jahres gezeigt.

Nr. 5542.

DEUTSCHLAND. — Aus der Sitzung des Reichstages vom 9. Februar 1876. — Dritte Berathung der §§ 130*) und 131 der Strafgesetzbuchnovelle. Aeusserungen des Reichskanzlers.

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 1876.

Reichskanzler Fürst von Bismarck: Ich habe nicht die Absicht, meine Herren, in der dritten Berathung den Versuch zu machen, auf Ihre beiden früheren Abstimmungen eine Einwirkung zu üben. Aber da ich den beiden ersten Berathungen Krankheit halber nicht beiwohnen konnte, so dass ich auch jetzt noch Ihre Nachsicht wegen zurückbleibender Mattigkeit in Anspruch zu nehmen habe, so entnehme ich aus der ziemlich einstimmigen Verwerfung dieser und anderer Paragraphen eine gewisse Verpflichtung der verbündeten Regierungen und meiner, namentlich gegenüber einem so einstimmigen Verwerfen, die Motive einigermaassen zu rechtfertigen, welche die verbündeten Regierungen überhaupt dahin gebracht haben, derartige Anträge zu stellen, ohne dass sie in dieser Sitzung auf eine Annahme sich wesentlich Hoffnungen machten. Ich bin dabei nicht der Ansicht, wie ein verehrtes Mitglied der Fortschrittspartei das bei Gelegenheit der ersten Berathung ausgesprochen hat, dass verantwortliche Minister überhaupt Anträge nicht einbringen dürften, deren Annahme sie nicht voraussähen. Einmal ist dies unmöglich und fehlt uns die Prophetengabe; dann aber ist, wie ich glaube, mit Proclamirung eines solchen Princips der monarchische Boden verlassen und der der republikanischen Selbstregierung der gesetzgebenden Versammlung betreten. (Hört!) Ich würde dann, wenn ich diesen Satz annehmen müsste, nicht mehr Minister des Kaisers sein, sondern Minister der Versammlung. (Sehr richtig!) Es ist das eben ein wesentliches Unterscheidungsmerkmal der republikanischen und der monarchischen Verfassung, in der wir im Reiche leben. Ich vindicire uns das Recht, auch solche Anträge einzubringen, von denen wir mit ziemlicher Wahrscheinlichkeit voraussehen, dass sie verworfen werden, um eine Discussion darüber anzuregen in diesen Räumen und im Lande, eine Discussion, die, wie ich schon früher bemerkte, sich jahrelang hinziehen kann, — und um unter Umständen von einem Reichstage zum anderen zu appelliren, bis etwa die Ueberzeugung in der Regierung sich ändert. Ich fühle mich darnach verpflichtet, Ihnen darzulegen, wie die Schäden, denen wir abhelfen wollten, sich aus der ministeriellen Perspective darstellen, und warum wir Abhülfe erstreben. Vielleicht finden wir dabei auch Mittel, die zur Abhülfe dieser Schäden ausserhalb dieses Saales

---

*) § 130 sollte nach der Vorlage lauten: „Wer in einer den öffentlichen Frieden gefährdenden Weise verschiedene Klassen der Bevölkerung gegen einander öffentlich aufreizt, oder wer in gleicher Weise die Institute der Ehe, der Familie oder des Eigenthums öffentlich durch Rede oder Schrift angreift, wird mit Gefängniss bestraft."

A. d. Red.

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 1876.

dienen können, und die anzuwenden jeder von uns in der Lage ist, ohne dass es dazu eines Actes der Gesetzgebung bedarf. || Es handelt sich um verschiedene Missbräuche und verschiedene Vergehen, die durch die Presse begangen werden können. Im Wesentlichen kommt es mir augenblicklich darauf an, die Schäden näher zu berühren, die durch Verbreitung erdichteter und entstellter Thatsachen unserem Gemeinwesen zugefügt werden. Ich erwähne in erster Linie dabei die auswärtigen Verhältnisse, die Entstellung der Sachlage in Bezug auf Krieg und Frieden. Lassen Sie mich mit kurzen Worten die Kriegslügen nennen, die seit zwölf Jahren, ja seit länger, die ängstlichen Gemüther verwirrt und nicht unwesentlich dazu beigetragen haben, dass die Geschäfte so darniederliegen, wie es der Fall ist, — nicht weil durch solche Zeitungsartikel Krieg wirklich herbeigeführt wird, sondern weil die Leichtgläubigkeit der Leser und die Furcht derer, die verlieren könnten, so gross ist, dass sie daran glauben, und dass diese permanente Kriegslüge auf das Geschäftsleben wesentlichen Eindruck macht. || Wie alt diese Lüge ist, ist mir zufällig an einem Blatte aufgefallen, — es ist das ein belgisches Blatt, das im Jahre 1863 erschienen ist. Da wird gesagt: On se dit à l'oreille à Berlin que l'hiver de 1863 verra éclore une nouvelle quadruple-alliance. La Prusse, la France, l'Italie et la Suède en seraient les membres. On obtiendrait l'adhésion du Danemarc en lui abandonnant définitivement le Sleswig et le Holstein. La Suède recevrait la Finlande; la Pologne rentrerait dans les limites de 1770, — eine Jahreszahl, die geschichtlich ungenau ist —; l'Italie aurait Venise; la France Mayence, Cologne et peut-être Bruxelles. Enfin, la Prusse absorberait toute l'Allemagne, voire même la Hollande. || Da finden wir also den ersten Ursprung all dieser Hetzereien in Bezug auf das uns sehr befreundete und durch beiderseitig friedliche Gesinnungen geschützte Holland. In vielen Blättern hat sich diese Lüge durch viele Jahrgänge hindurchgezogen. Dabei ist es nicht geblieben. Sie wissen, dass bald darauf, nach dem Frieden mit Oesterreich, der französische Kriegslärm folgte, ein Krieg, der schliesslich doch durch uns nicht begonnen wurde, und seit welchem wir ununterbrochen verdächtigt worden sind. Soviel ich mich erinnere, hiess es im Jahre 1871, wir würden nun die Ostseeprovinzen von Russland erobern wollen; es waren vorzugsweise polnische Blätter, die ja jederzeit gern in der Aussicht schwelgen, dass ein Krieg zwischen Deutschland und Russland ausbrechen werde. Dann kamen die Verleumdungen, als dächten wir an einen Krieg gegen Oesterreich; und dann kam bis zum Culminationspunkt im vorigen Frühjahr dieser Kriegslärm auf Grund einiger Zeitungsartikel, welche ein das Wunderliche noch überschreitendes Maass von Leichtgläubigkeit gefunden haben. || Dass bei allen solchen Entstellungen der Wahrheit das Wort „officiöse Zeitung" eine grosse Rolle spielt und wesentlich gemissbraucht wird, das hat mich namentlich veranlasst, Werth darauf zu legen, bei dieser Gelegenheit das Wort zu ergreifen und über diesen Schwindel, der mit dem Worte officiös getrieben wird, meine offene Verurtheilung auszusprechen. || Es ist ja nicht zu leugnen, dass jeder Regierung, besonders in einem grossen

Reiche, die Unterstützung der Presse, die Vertretung ihrer Interessen und Wünsche in der Presse auch auf dem Gebiete der auswärtigen Politik wünschenswerth sein muss. Es ist deshalb wohl natürlich, wenn die Regierungen sich für solche Dinge, die sie nicht gerade in ihrem amtlichen Moniteur sagen wollen, in irgend einem befreundeten Blatte so viel weisses Papier reserviren, wie sie brauchen, um gelegentlichst ihre Meinung zu äussern. Als solches Blatt war früher die Norddeutsche Allgemeine Zeitung der Regierung von ihren Eigenthümern, aus reiner Ueberzeugung, ohne Geldunterstützung — die Eigenthümer waren ihrerseits wohlhabende Anhänger der Regierungspolitik —, in freundlicher Weise zur Disposition gestellt. Die Regierung hat das Anerbieten benutzt; die Zeitung hat vielleicht auch Vortheil gehabt von dieser Anlehnung; — aber wie macht sich nun eine solche Benutzung? Die meisten Leute nehmen an, dass alle Artikel, die in einem solchen Blatte stehen, gewissermaassen von dem Minister selbst geschrieben, wenigstens von ihm durchgelesen werden, so dass er für jeden Wortlaut verantwortlich gemacht werden kann; und darin liegt eben die Gefahr, die mich zuletzt nöthigt, auf die Annehmlichkeiten, die es hat, seine Meinung in der Presse ausseramtlich zu vertreten, absolut zu verzichten. Es kam in der Zeit, wo diese Verbindung noch bestand, vielleicht durchschnittlich in der Woche einmal, manchmal zweimal, manchmal auch öfter vor, dass ich das Bedürfniss hatte, irgend eine Meinung ausgesprochen zu sehen, irgend eine Nachricht mitzutheilen. Wie ist dabei der Geschäftsgang? Der Minister hat einen vortragenden Rath, dem er den Auftrag giebt: bitte, seien Sie so gut und schreiben Sie oder lassen Sie schreiben einen Artikel, einen Bericht. Ist die Sache sehr wichtig, oder hat man ausnahmsweise wenig zu thun, so sieht man ihn wohl durch; sehr selten kommt es vor, dass man ihn selbst redigirt, und ich glaube, mit einem guten Willen wären die von mir redigirten Berichte wohl kenntlich gewesen. Das kam aber sehr selten vor. Nun entspinnt sich denn eine Verbindung zwischen den Organen des Ministeriums und dem Blatte; es werden auf Grund derselben auch andere Nachrichten mitgetheilt, die gerade nicht im Auftrage des Ministers mitgetheilt werden, aber mitgetheilt werden dürfen und können. Das muss nothwendiger Weise dem Ermessen der einzelnen Geschäftsmänner einigermaassen überlassen werden. Dass nun aber der Minister für die gesammte Arbeit seines Rathes, wenn er auch zu ihm ein erhebliches Vertrauen hat, dass er die Sache so fassen werde, wie es wünschenswerth ist, verantwortlich gemacht werden kann, das ist schon sehr schwierig. Aber das reicht ja nicht; es kann in einem solche Mittheilungen erhaltenden Blatte stehen, was da will, was die Redaction als Lückenbüsser hineinsetzt — der Rath schreibt ja auch nicht alles selbst, sondern zu ihm kommen Zeitungscorrespondenten; er steht auch selten mit der Redaction in Verbindung — es kommt der Correspondent zu ihm und bringt ihm den Artikel zur Durchsicht — vielleicht auch nicht; selten geht er selbst hin —, sowie das Blatt einen officiösen Ruf mit Recht hat, so heisst es von allem, was darin steht, auch von allem, was in anderen Blät-

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 1876.

tern steht, die nur ein einziges Mal ein communiqué erhalten haben: „ein Blatt, welches den Regierungskreisen näher steht“, — „ein Blatt, welches bekanntlich amtliche Mittheilungen erhält“, — und in französischen Zeitungen einfach: „la feuille de M. de Bismarck;“ — da ist es so gut, wie wenn es im Staatsanzeiger gestanden hat. Nun sind die Nachtheile, wenn aus Irrthum oder noch öfter aus bösem Willen, ohne irgend einen anderen Zweck, als die amtliche Politik zu schädigen, Nachrichten als officiös bezeichnet werden, die es gar nicht sind, sehr erheblich. Sehr oft ist es auch nur die Absicht des Zeitungsschreibers, seiner Meinung ein Relief dadurch zu geben, dass er Nachrichten, die er bekämpft, als officiös bezeichnet; — sonst würde das lesende Publicum gar nicht begreifen, warum der Mann das schreibt, oder er würde wenigstens keine Competenz haben, gegen eine erfundene Behauptung zu schreiben; sowie er aber die zu widerlegende Behauptung als officiös aufstellt, tritt er dem Reichskanzler persönlich gegenüber und macht seine Darlegung damit wichtig. Es hat keine Dummheit gegeben, die man mir auf diese Weise nicht imputirt hat (Heiterkeit) durch das einfache Wort „officiös“; und deshalb ergreife ich diese Gelegenheit, um auf das bestimmteste zu erklären, dass es kein officiöses Blatt des auswärtigen Amtes giebt, auch keine officiösen Mittheilungen und Artikel an irgend ein Blatt ergehen, und dass ich Jedem, der irgend etwas als officiös vom auswärtigen Amte ausgehend bezeichnet, von Hause aus erkläre, er verbreite „erdichtete oder entstellte Thatsachen“, er sage die Unwahrheit, und, wenn ich mich hart ausdrücken will, er suche eine Lüge in Curs zu setzen. Jeder, der Artikel officiöse des auswärtigen Ministeriums nennt, der muss sich nach dieser meiner Erklärung bewusst sein, dass er lügt. Es giebt kein officiöses Blatt für mich. Ich bin der Unbilden und der Missbräuche, die seit Jahr und Tag damit getrieben worden sind, müde geworden. Es ist für mich, ich gebe es zu, sehr unbequem, dass ich nur im Staatsanzeiger, unter Umständen in einem anerkannt officiösen und officiös bleibenden Blatte, der Provinzialcorrespondenz, eine Meinung zur öffentlichen Kenntniss bringen kann; indessen bin ich da wenigstens sicher, dass keine anderen Kukukseier mir daneben gelegt werden (Heiterkeit) und ich da nur für das verantwortlich gemacht werde, was entweder ich oder einer meiner Collegen wirklich zu vertreten haben. Dieser Beisatz „officiös“ und diese Verdächtigungen irgend eines Blattes, je nachdem man es gerade braucht, als eines „subventionirten“ durch das Wort „Reptilie“ sind ja eine wirksame Hülfe in der publicistischen Discussion. Das Wort Reptilie, Reptilienvater, Reptilienpresse in der Meinung, wie es gebraucht wird, kommt mir immer vor, als wenn Leute, die mit dem Gesetz in Conflict treten, auf die Polizei schimpfen und sie Diebsjäger und dergleichen nennen. Reptilie — wie entstand das Wort? Unter Reptilien verstanden wir die Leute, die in Höhlen — bildlich gedacht —, kurz und gut in verwegener Weise intriguiren gegen die Sicherheit des Staates, und man hat das nun umgedreht und nennt jetzt Reptile diejenigen, die das aufzudecken streben. Mit diesem Sprachgebrauch will ich nicht rechten. Es ist ja ganz einerlei; ich erkläre nur, dass

es Reptile des auswärtigen Amtes in dem Sinne, wie Gegner den Ausdruck gebrauchen, absolut nicht giebt. | Es ist allerdings sehr leicht, einem Artikel einen officiösen Anstrich zu geben, wenn er gewisse Mittheilungen enthält, von denen man sicher sagen kann, dass eine Zeitungsredaction oder der Zeitungscorrespondent sie in dieser Eigenschaft nicht haben erfahren können, da sie nur von amtlicher Stelle herrühren können; — wenn solche Mittheilungen in zwei, drei Zeitungen gleichzeitig erscheinen, dann ist es für jeden Unbefangenen, der das Geschäftsverhältniss nicht kennt, Beweis genug, dass man es hier mit einer „officiösen“ Mittheilung zu thun hat. Das ist auch in gewissem Grade richtig, nur nicht officiös in Bezug auf das deutsche Reich; denn das sind officiöse Mittheilungen von Correspondenten anderer Regierungen, von fremden Diplomaten. Es ist ja für jede Gesandtschaft in jedem Lande eine Annehmlichkeit, wenn sich zu ihr ein Zeitungscorrespondent oder auch mehrere heranfinden und sagen: Wenn Sie etwas in der Presse zu vertreten haben, sagen Sie es mir; ich verlange kein Geld; aber wenn Sie mir ab und zu Nachrichten geben — —; ja. diese Nachrichten werden dem Correspondenten manchmal von den Redactionen theuer bezahlt und sind für ihn eigentlich Geld, und so ist es natürlich, dass sich ein Gewerbe ausbildet von Zeitungscorrespondenten, die, ohne dass ich sie auch nur des mindesten Grades von Landesverrath beschuldigen wollte, durch ihr Gewerbe in Verbindung mit ausländischen Diplomaten geführt werden. Was in irgend einem diplomatischen Corps Einer weiss, das wissen meistens auch die Anderen, indem auch da ein gewisser Austausch der Nachrichten, damit man sich gegenseitig die Berichte füllt, wohl stattfindet. Also ein solcher Correspondent braucht nur mit einer Gesandtschaft in engerer Beziehung zu stehen, ihr ab und zu den Gefallen zu thun, eine Sache, die der Gesandtschaft am Herzen liegt, zu verfechten oder zu vertreten, natürlich so, wie es seiner politischen Ueberzeugung entspricht, so wird der Gesandte, insoweit er nicht mit Geldern ausgerüstet ist oder solche nicht genommen werden, um seiner Regierung Dienste zu leisten, sehr gern dafür Nachrichten in den Kauf geben, die er verbreiten will, und so wird ein anscheinend officiöser Artikel entstanden sein, wo man sich sagt: das muss von der Regierung kommen — wer anders soll das wissen? sonst würde es auch nicht in drei, vier Zeitungen zugleich stehen, — während letzteres bloss daher rührt, dass ein gesuchter, geschickter Correspondent, der diplomatische Verbindungen hat, sehr leicht von drei, vier und mehr Zeitungen zugleich verwendet wird. — Das ist ihm ja auch zu gönnen, wenn nur die Nachrichten, die auf diese Weise verbreitet werden, immer richtig wären; denn der Gesandte sagt einem solchen Herrn niemals alles, was er weiss, sondern nur dasjenige, von dem er wünscht, dass es geglaubt und öffentlich bekannt werde, und so entsteht, zum Nachtheil der Regierung, dieser officiöse Schein. || Dass Entstellungen der Thatsachen in Bezug auf die Lage von Krieg und Frieden nachtheilig auf Handel und Verkehr wirken, ist ja ganz klar, und ich schreibe einen grossen Theil der Stagnation in den Geschäften diesen Excessen der Zeitungen zu. Aber die eigentliche

Schuld liegt doch an der wunderbaren Leichtgläubigkeit und der Sensationsbedürftigkeit der Leser. Namentlich die deutschen Leser mögen ernste, sachlich geschriebene, belehrende Artikel über innere Angelegenheiten, die uns doch zunächst interessiren, nicht lesen. Keiner liest sie gern, und schreiben mögen die Redactionen sie noch weniger gern; denn das erfordert Anstrengung und Arbeit. Deutsche Zeitungen sollen politische Unterhaltungslectüre sein, die man eben beim Schoppen gelegentlich verrichtet, und von der man eine anregende Unterhaltung, vor allen Dingen etwas neues weit aus dem Auslande erwartet. Die übertriebene Ausdehnung der ausländischen Artikel und der leichtgläubige Hunger nach fremden diplomatischen Nachrichten entschuldigen die Zeitungsredactionen: es ist der Fehler des lesenden Publicums. Unsere parlamentarischen Einrichtungen sind noch neu; hoffen wir, dass sie die Wirkung haben, das Interesse der deutschen Zeitungsleser mehr als bisher den inneren deutschen Angelegenheiten zuzuwenden, dass wir namentlich in Telegrammen nicht mehr damit behelligt werden, was irgend ein französischer Deputirter in Carcassonne gesprochen hat, während es hier mehr von Interesse wäre, zu hören, was in Breslau oder Königsberg vorgekommen ist. || Die Zeitungen — ich kann keine finden für meinen Geschmack, die sich hinreichend mit inneren Angelegenheiten beschäftigte — sind mit ausländischen überfüllt. Der Schaden, von dem ich rede, trifft die leichtgläubigen Leute an den Börsen, und das ist schlimm genug. Der Krieg aber wird durch Zeitungsartikel niemals herbeigeführt. In neueren Zeiten ist durch Wortstreitigkeiten wohl schwerlich je ein Krieg entstanden, und selbst der französische Krieg von 1870, an dem scheinbar die Presse einen grossen Antheil hatte, aber nur die Regierungspresse, ist ganz gewiss nicht von der Presse gemacht, sondern nur von der damaligen kaiserlichen Camarilla. Er spukte schon 1867 vor, und die ganze Zeitungspresse an sich hätte es nie zum Kriege getrieben. Auf Zeitungsartikel hin führt kein Mensch Krieg, und wer zur Beängstigung der Börse im vorigen Frühjahr die Artikel einiger durchaus nicht officiösen Blätter schrieb, — ich meine „die Post“, um sie beim Namen zu nennen, für die habe ich meines Wissens niemals einen Artikel schreiben lassen, am allerwenigsten den, der „Krieg in Sicht“ überschrieben war —, hat nur eine momentane Spannung der Gemüther zu Speculationszwecken hervorgerufen; aber ich habe den genannten Artikel nicht getadelt; denn ich finde, wenn man das Gefühl hat, dass in irgend einem Lande eine Minorität zum Kriege treibt, dann soll man recht laut schreien, damit die Majorität darauf aufmerksam wird; denn die Majorität hat gewöhnlich keine Neigung zum Kriege, der Krieg wird durch Minoritäten oder, in absoluten Staaten, durch Beherrscher oder Cabinette entzündet. Aber der ist ganz gewiss nicht des Krieges, der Brandlegung nicht verdächtig, der zuerst Feuer schreit. Wenn es wirklich einen Minister gäbe, der aus irgend einem gänzlich unbegründeten Zwecke zum Kriege drängen wollte, der würde es doch wahrlich ganz anders anfangen, als dass er zuerst in der Presse Lärm schlüge, denn damit würde er nur die Löschmannschaft rufen; vor allen Dingen müsste er doch die Zustimmung seines Souveräns

zu gewinnen suchen. Ohne dass Seine Majestät der Kaiser mobil macht und Krieg erklärt, kann auch der geschickteste und das höchste Vertrauen geniessende Minister bei uns — er mag so kriegerisch sein, wie er will — nichts machen; er kann mit seinen kriegerischen Gelüsten ohne den Kaiser niemals aufkommen. || Dann kommt weiter hinzu: wenn nun Seine Majestät der Kaiser und sein Minister einig wären, einen Krieg zu führen — —. Seine Majestät der Kaiser — er hat Kriege führen müssen, er hat sie ungern geführt, sich schwer dazu entschlossen, er hat grossen Ruhm darin erkämpft — ist in einem Alter, wo man gewöhnlich nicht Händel sucht; also kein Mensch wird glauben, dass Seine Majestät der Kaiser kriegslustig ist. Solange er das aber nicht ist, so ist ja alles, was man von einem kriegslustigen Minister spricht, Windbeutelei (Heiterkeit) und bewusste Entstellung der Thatsachen und alle Aengstlichkeit darüber eine affectirte, die nicht wirklich ist. Dann aber denken Sie sich, meine Herren, meine Lage, wenn ich vor einem Jahre hier vor Sie getreten wäre und hätte nun ähnlich wie anno 1870, wo wir von Frankreich angegriffen waren, Ihnen auseinandergesetzt: meine Herren, wir müssen Krieg führen; ich weiss Ihnen eigentlich einen ganz bestimmten Grund dafür nicht anzugeben, wir sind nicht angegriffen und nicht beleidigt; aber die Situation ist gefährlich; wir haben mehrere mächtige Armeen zu Nachbarn; die französische Armee reorganisirt sich in einer Weise, die in der That beunruhigend ist; ich verlange von Ihnen eine Anleihe von 200 Millionen Thalern oder 500 Millionen Mark, um zu rüsten. Würden Sie da nicht sehr geneigt gewesen sein, zunächst nach dem Arzte zu schicken (Heiterkeit), um untersuchen zu lassen, wie ich dazu käme, dass ich nach meiner langen politischen Erfahrung die colossale Dummheit begehen könnte, so vor Sie zu treten und zu sagen: es ist möglich, dass wir in einigen Jahren einmal angegriffen werden; damit wir dem nun zuvorkommen, fallen wir rasch über unsere Nachbarn her und hauen sie zusammen, ehe sie sich vollständig erholen, — gewissermaassen Selbstmord aus Besorgniss vor dem Tode, und das inmitten einer ganz behaglichen, ruhigen Stellung, wo kein Mensch gewusst hätte, was eigentlich für ein casus belli vorliegen könnte. Wenn Sie die Sache bei Licht besehen, so werden Sie sich ja überzeugen, dass es für einen Kanzler, der einsam verantwortlich ist, ein recht schweres Unternehmen sein würde, vor einer friedliebenden Bevölkerung — und das ist die deutsche in hohem Maasse, solange sie nicht angegriffen wird — mit einer so unerwarteten Kriegszumuthung zu erscheinen. Wir haben nichts zu erobern, nichts zu gewinnen; wir sind zufrieden mit dem, was wir haben, und es ist Verleumdung, wenn man uns irgend einer Eroberungssucht, einer Ausdehnungssucht beschuldigt. — Lebhafter Beifall.) Also vor eine friedliebende Bevölkerung hinzutreten und zu sagen: meine Herren, ich kann einer démangeaison nach Händeln nicht widerstehen, es muss Krieg geführt werden, — meine Entlassung, mein Rücktritt wäre die natürliche Folge davon gewesen. Es traten damals zu der öffentlichen Leichtgläubigkeit, die ich tadle, der entgegenzuwirken ich für unsere Aufgabe halte, es traten im vorigen Früh-

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 1876.

jahr noch Verhältnisse ein, die ich hier nicht näher auseinanderlegen will, der Umstand, dass einzelne Diplomaten aus trüben Quellen schöpften und wegen Mangels an Erfahrung überzeugt waren, dass diese trüben Quellen reines Wasser lieferten, dass Saloneinwirkungen sich geltend machten — Personen, die gesellschaftlich hoch genug gestellt waren, um mit politischen Kreisen in Berührung zu kommen, Ueberzeugungen aussprachen, die irrthümlich waren, weil eben diese Personen noch nicht eingeweiht genug waren, um ein politisches Urtheil zu haben, vielleicht auch nicht unparteiisch genug, um das deutsche Reich wohlwollend zu beurtheilen; ich nenne keine Namen, aber ich könnte sie nennen. Es giebt ja hochgestellte Personen, die als politische Orakel gelten, ohne amtlich dazu berufen zu sein; Personen, die auch mit einem Anschein von Officiösität und Glaubwürdigkeit correspondiren, aber mit Unrecht. Nur Leichtgläubige bauen darauf. Ich habe früher keine Gelegenheit gehabt, mich über diesen Unsinn vom vorigen Jahre auszusprechen, und wenn ich mich jetzt darüber ausspreche, geschieht es gleichzeitig in der Absicht, die öffentliche Leichtgläubigkeit, die ich vorhin tadelte, auf ihre Hut zu setzen gegen politische Tendenzlügen und gegen die damit in Beziehung stehenden Baissiers an der Börse; es liegt leider zu häufig der Fall vor — wir könnten dem durch Untersuchungen über die betreffenden Telegramme nachspüren —, dass politische Telegramme künstlich ad hoc gemacht werden an Orten, wo man von der Sache nie etwas wusste, die dann an Reuter und Havas gehen, die Brutstätten aller Enten solcher Art, und als Telegramme von da zurückkommen, ganz aus der Luft gegriffen. Ich habe hier ein solches Beispiel von neuestem Datum; es ist davon die Rede in einer Depesche vom 8. Februar. Die Pariser Zeitungen erfinden für solche Nachrichten gewöhnlich eine deutsche Quelle, allgemein nur „la presse allemande“ oder „un journal prussien“, ohne es zu nennen. In Frankreich und England liest ja Niemand eine deutsche Zeitung; die wenigsten französischen und englischen Zeitungsredactionen halten ein deutsches Blatt oder können es lesen. Es ist also, wenn sie mit solcher Quellenbezeichnung in Frankreich oder England eine Nachricht mittheilen, nicht möglich, zu controliren, ob es wirklich eine deutsche Zeitung giebt, die das gesagt hat. Von dem vorhin erwähnten Telegramm vom 8. Februar muss ich jedoch mit Achtung anerkennen, dass darin zum ersten Mal die Schuld umlaufender Kriegsgerüchte nicht auf deutsche anonyme Quellen geschoben wird. Es heisst darin: „In einer den Journalen mitgetheilten officiellen Note werden die in Umlauf gesetzten Gerüchte über die angebliche Mobilisirung eines Armeecorps zur Ausführung grosser Feldübungen als jeder Begründung entbehrend bezeichnet, und wird hinzugefügt, diese Gerüchte seien offenbar lediglich zu Speculationszwecken verbreitet worden.“ — Das ist bei den meisten der Fall; es sind aber nicht immer Börsenspeculationen, sondern oft auch politische Speculationen. — „Zugleich wird darauf aufmerksam gemacht, dass diejenigen Journale, die diese Gerüchte weiter verbreiten, der gerichtlichen Verfolgung unterliegen.“ || Ob das nicht auch bei uns wünschenswerth wäre? Meine Herren, die Frage ist Ihnen vorgelegt; Sie

haben sie verneint; Sie werden wissen, warum Sie sie verneinen! Der Staat, das Reich, die Ruhe, der Friede, den wir alle zu erhalten wünschen, sind ja eben so gut die Ihrigen wie die unsrigen. Wir Minister haben bei einem Kriege und bei einer Unruhe nicht mehr zu verlieren als jeder von Ihnen, und unsere Verwandten und Ihre Verwandten und Familien und Sie selbst bedürfen gerade desselben Schutzes und Friedens wie wir; es ist also kein verschiedenes Interesse dabei im Spiele. Wenn Sie sich nicht überzeugen können, dass die von den Regierungen wahrgenommenen Schäden stark genug sind, um ihnen Abhülfe zu geben: — gut, so wollen wir dieselbe Gefahr mit Ihnen bestehen; Sie sollen uns nicht vorwerfen, dass wir furchtsamer seien als Sie! Aber wir haben uns von der Verantwortlichkeit befreit, wenn die Verhältnisse nachtheiliger werden, von der Verantwortlichkeit, die man der Regierung zuschieben könnte, dass sie den Beruf gehabt habe, die Initiative zu einer Verbesserung der Lage zu ergreifen. Einstweilen leiden unter erdichteten Thatsachen und Gerüchten die Geschäfte; die Geschäfte leiden aber auch unter einer anderen Art von Presse, — ich möchte sie diejenige nennen, die im Dunklen wirkt, nur bei dem Lichte von einer Blendlaterne, gehalten von den Urhebern dieser Presse selbst. Das Journal, die Zeitung, das Wochenblatt, das von denen, die seine politische Leitung übernommen haben, einem Manne von wenig Mitteln und wenig Bildung behändigt wird, der keine Art von Controle hat, die Irrthümer, ja dreisten Lügen, die ihm darin aufgebürdet werden, irgendwie zu bemessen — er hat nicht den Bildungsgrad, nicht die Zeit, daneben noch Anderes zu lesen — die Zeitung, die sich in solchen, in den ärmeren und unzufriedeneren Kreisen der Bevölkerung einnistet, die hat ein leichtes und sicheres Spiel, indem sie ohne Controle den gemeinen Mann, der da glaubt und mit Recht glaubt, dass er in einer unangenehmen Lage ist, dahin bethört, dass er — mit Unrecht — glaubt, er könne durch weniger Arbeit und durch eine Anweisung auf das Vermögen seiner Mitbürger der eigenen Noth dauernd abhelfen, dass es dauernd möglich sei, mehr zu geniessen und weniger zu arbeiten, als nach dem allgemeinen Angebot und Bedarf der Arbeitskräfte eben darin steckt. Auch diese Art von Presse hat uns wesentlich geschadet und uns zurückgebracht; die socialistisch-demokratischen Umtriebe haben wesentlich mit dazu beigetragen, den geschäftlichen Druck, unter dem wir uns befinden, zu schaffen; sie haben ganz gewiss die deutsche Arbeit vertheuert und vermindert, und ihr Product ist, dass der deutsche Arbeitstag nicht mehr das leistet, was der französische und der englische Arbeitstag leisten; der französische Arbeiter arbeitet an einem Tage mehr als der deutsche und geschickter; wir sind zurückgekommen in der Arbeit, und dadurch haben wir aufgehört, concurrenzfähig zu sein. Dass wir zurückgekommen sind, schieben wir wesentlich den socialistischen Umtrieben zu, welche die Leute auf unbestimmte, unrealisirbare Hoffnungen künftigen Glückes verweisen und sie dadurch von dem, was in dieser Welt allein sie erhält und trägt und ihnen möglichst viele Genussmittel verschaffen kann, von regelmässiger, fleissiger Arbeit, die früher bei den Deut-

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 1876.

schen sprichwörtlich und eigenthümlich war, abziehen; und deswegen klage ich die Führer der Socialisten an, dass sie an der Noth, in der sich der Arbeiterstand heutzutage befindet, wesentlich mit schuld sind (lebhafte Zustimmung): sie haben die Leistungsfähigkeit der deutschen Arbeit vermindert und unsere Concurrenzfähigkeit gegenüber den Fremden herabgedrückt. Sie, meine Herren, haben es abgelehnt, auch dagegen Hülfe zu gewähren. Aber Sie haben doch die Gefahr, die darin liegt, nicht verkannt; ich denke daher, Sie werden Ihrerseits nun auch darüber nachdenken, wie sich dem etwa Abhülfe schaffen lässt; sonst gehen wir einer Abhülfe entgegen, die allerdings eine sehr schwere ist, nämlich der, dass wir bis zu einem gewissen Maasse verarmen werden, bevor Besserung eintritt. Wenn diese Zustände fortwirken, dann wird das ihr Heilmittel sein, die Zuchtruthe, die Gott über diese Excesse verhängen wird. Aber sollten wir nicht das Unserige thun, um dem vorzubeugen, dass diese Strafe der Verarmung, des Rückganges der deutschen Production im Vergleich zur fremden, eintritt? Der französische Arbeiter schafft heut in jeder einzelnen Stunde mehr, als der deutsche Arbeiter; das können Sie täglich bei unseren Bauarbeiten, bei denen Franzosen verwendet werden, sehen. || Also, meine Herren, wenn Sie dem in der Weise, wie wir es vorschlugen, nicht abhelfen wollen, so erwarten wir, dass vielleicht in der nächsten Session andere, neue Vorschläge Ihre Zustimmung finden werden, — oder es sei denn, Sie wollen es abwarten, wie es wird, wenn der Schade erst weiter frisst, und dann erst zur Abhülfe übergehen. Einstweilen glaube ich, dass es schon helfen würde, wenn wir den Uebeln mit den Mitteln, die von dem Strafrichter ganz unabhängig sind, fest entgegentreten. || Mit Tadel und Belehrung von der Schule ab und von der Verbesserung der Schuleinrichtungen verspreche ich mir eine Reaction gegen diese Irrthümer und besonders eine Verbesserung der Provincialpresse, die auf die Massen der Bevölkerung verderblich wirkt, namentlich auch der polnischen Presse, die sich ebenfalls jeder Widerlegung entzieht, weil eben alle polnischen Blätter in einem und demselben Sinne schreiben und die Polen in der Provinz keine anderen lesen können. Ich hoffe, dass von der Schule Hülfe kommen wird; aber ich möchte Sie doch jetzt schon auffordern, den socialistischen Agitationen anders als bisher entgegenzutreten. Wenn hier einer von den socialdemokratischen Herren Abgeordneten spricht, so ist es hergebracht, ich möchte sagen Comment, darauf nicht zu antworten und ihn zu behandeln, als wenn er aus einer anderen Welt spräche, mit der wir uns hier nicht zu befassen haben. Ich weiss nicht, meine Herren, ob das richtig ist. Ich würde, wenn ich Abgeordneter wäre, oder wenn ich ein vollständig gesunder und arbeitsfähiger Minister wäre, vielmehr den Theorien, die dort aufgestellt werden, fest und direct zu Leibe gehen; es wird das lehrreich sein, auch für diese Versammlung, denn ich halte es nicht für richtig, wie der Herr Abgeordnete Dr. Bamberger sagt, dass wir die socialistischen Lehren Alle an den Kinderschuhen abgetreten haben — so gelehrt, wie der Herr Abgeordnete Bamberger, sind die wenigsten von uns. (Heiterkeit.) || Es ist in dem Socialismus sehr viel neues hervor-

getreten, und viele von uns haben nie ein socialistisches Blatt gesehen oder wenigstens nie aufmerksam gelesen und studirt, beobachten auch die Bewegung nicht, sondern beurtheilen sie nur nach dem Hörensagen. Es handelt sich nicht darum, die socialistischen Redner selbst zu überzeugen und zu belehren, aber doch alle Einzelnen unter uns, und Jedem Material zur Belehrung Anderer an die Hand zu geben. Ich bekenne sehr gern, dass ich so gut unterrichtet, wie der Abgeordnete Bamberger, nicht bin; mir kann noch viel Aufklärung darüber zu Theil werden, und ich bin bereit, mehr zu hören. Ich glaube auch, dass wir uns durch offene Discussion dieser Frage im Hause und in der Presse gegenseitig Waffen in die Hand geben und den Gegengründen gegen den utopistischen Unsinn, dass irgend Jemandem die gebratenen Tauben in den Mund fliegen, eine solche Publicität geben, wie sie nur durch das Sprachrohr von hier aus erreicht wird, und dass wir unseren Wählern mit dem Recept an die Hand gehen gegen die Trugschlüsse und unrichtigen Lehren, die im Socialismus, wie er sich bei uns verkörpert hat, enthalten sind in dem Maasse, dass die Mörder und Mordbrenner der Pariser Commune hier eine öffentliche Lobeserhebung vor dem Reichstag erhalten haben, ohne dass eine entgegengesetzte Ansicht ausgesprochen ist, — was bei solchen Excessen vielleicht auch nicht nöthig war. Aber den Wegweiser zu den Zielen der Pariser Commune finden wir auf allen Wegen der Socialisten, und ich glaube, es wäre sehr viel nützlicher, die socialistischen Blätter mehr zu verbreiten und nachzudrucken. Den Herren Socialisten geschieht damit ja auch ein grosser Gefallen; sie haben meinem Collegen, dem Grafen Eulenburg, ihren Dank dafür votirt, dass er dazu beitrage, als Apostel ihre Lehre zu verbreiten: denn sie reichten so weit nicht mit ihrer Presse wie er. Es sind das eben Gebilde, die von dem Verführten nur im Dunkel unter der Blendlaterne der Verführer gesehen werden; wenn sie hinreichend an die Luft und Sonne kommen, so müssen sie in ihrer Unausführbarkeit und verbrecherischen Thorheit erkannt werden. (Bravo!) || Dann, meine Herren, hat die Entstellung der Thatsachen noch ein Gebiet ergriffen, das ja schon mehrfach in diesen Tagen hier berührt worden ist; es ist das Verlegen unserer inneren Discussionen von dem sachlichen Gebiet auf das persönliche. Man bemüht sich nicht, sachlich zu widerlegen und zu discutiren, sondern man bemüht sich, nachzuweisen, dass der Gegner eigentlich ein schlechter Kerl sei; man spürt in seinem Privatleben nach, sucht irgend eine wunde Stelle zu finden, übertreibt diese, — kurz und gut, betreibt wesentlich Verleumdung. Das vermehrt die Heftigkeit der Presse, die Leidenschaftlichkeit, die dem deutschen Parteiwesen ohnehin eigenthümlich ist, mit dem gänzlichen Mangel an Urbanität, der unserer Presse beiwohnt, dem Mangel an Höflichkeit bei jenen Kämpfen und Discussionen, ohne die ein parlamentarisches Leben nicht möglich ist. Das werden Sie mir zugeben: könnten wir nicht etwas höflicher sein in unseren Presserzeugnissen? Ich kenne sehr viele Herren, die, wenn sie mit Einem persönlich sprechen, nicht zehn Procent von den unfreundlichen Worten über die Lippen bringen würden, die sie drucken lassen,

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 1876.

sobald sie öffentlich vor den Leuten zum Gegner sprechen. Ich glaube, wir würden, wenn wir etwas mehr Achtung gegenseitig für fremde Meinungen an den Tag legten, auch Achtung für die Meinungen der Männer, die gerade zur Regierung gehören — und die sind ja auch Menschen und Landsleute —, etwas weiter kommen. || In dieser Beziehung ist mir oft das Verlangen gestellt worden, ein Minister solle sich eine gewisse Dickfelligkeit verschaffen, und es wird auf andere Länder verwiesen, wo man jedem Minister straflos Beleidigungen in das Gesicht werfen könne. Meine Herren, ich muss bekennen, ich ziehe den Staat vor, wo die Minister sich noch ein feines Gefühl, eine Entrüstung, wenn sie beleidigt werden, oder, wenn ihnen eine Niederträchtigkeit ins Gesicht geschleudert wird, sich noch die Möglichkeit, zu erröthen, bewahrt haben; — kurz, abgehärtete, dickfellige Minister sind nicht mein Ideal (Heiterkeit), und ich glaube, man kommt besser durch mit Ministern von feinerem Ehrgefühl. Härten wir sie erst so ab, dass sie für keine öffentliche Meinung mehr zugänglich sind oder keine Scham und Empfindung für öffentliche Beleidigungen übrig haben, ja, meine Herren, dann kann es sehr leicht kommen, dass wir künftig einen Minister haben, der sich sagt: was hilft es mir, dass ich ehrlich bin, verleumdet werde ich ja doch! und von jedem Minister wird heutzutage behauptet, dass er persönlichen Eigennutz verfolgt, wenn er nach seiner Ueberzeugung handelt. Wir kommen schliesslich dahin wie jener, der immer rief: der Wolf! der Wolf! der nicht da war; als er aber wirklich erschien, keinen Glauben mehr fand. || Wenn Jemand beleidigende anonyme Briefe bekommt, so erwartet und fordert man von ihm, dass er sie in den Papierkorb wirft, und Jedermann ist darüber einig, dass das ein ganz ehrloses Gewerbe ist, anonyme Injurien und Verleumdungen zu schreiben. Die Entrüstung darüber wird noch etwas grösser, wenn die Thatsache, dass die Briefe metallographirt sind, beweist, dass sie an Mehrere gerichtet sind. Sowie sie aber gedruckt sind, ist es etwas ganz anderes, da ist es die Stimme der öffentlichen Meinung, die man beantworten soll, während es doch dieselbe ehrenrührige, unbewiesene anonyme Verleumdung ist; denn es ist selten der Redacteur, von dem dergleichen herrührt, sondern ein „Correspondent", ein Ungenannter. Auch dagegen könnten wir mit einem entschlossenen sittlichen Gefühle viel thun, — nicht gegen alle kleinen, wohl aber doch gegen grosse Blätter. Wenn ein Blatt, wie die Kreuzzeitung, die für das Organ einer weit verbreiteten Partei gilt, sich nicht entblödet, die schändlichsten und lügenhaftesten Verleumdungen über hochgestellte Männer in die Welt zu bringen, in einer solchen Form, dass sie nach dem Urtheil der höchsten juristischen Autoritäten gerichtlich nicht zu fassen ist, aber doch derjenige, der sie gelesen, den Eindruck hat: hier wird den Ministern vorgeworfen, dass sie unredlich gehandelt haben, — wenn ein solches Blatt so handelt und in monatelangem Stillschweigen verharrt, trotzdem das alles Lügen sind, und nicht ein peccavi oder erravi spricht, so ist das eine ehrlose Verleumdung, gegen die wir Alle Front machen sollten, und Niemand sollte mit einem Abonnement sich indirect dabei betheiligen.

Von einem solchen Blatte muss man sich lossagen, wenn das Unrecht nicht gesühnt wird; Jeder, der es hält und bezahlt, betheiligt sich indirect an der Lüge und Verleumdung, die darin gemacht wird, — an Verleumdungen, wie die Kreuzzeitung sie im vorigen Sommer gegen die höchsten Beamten des Reiches enthalten hat, ohne die leiseste Andeutung eines Beweises und mit einer komischen Unwissenheit in den Personalgeschichten, die sie dabei zur Schau trägt. || Also, meine Herren, ich glaube, wir können ausserhalb des Strafgesetzes sehr viel thun! Wenn wir Alle — und es ist doch die grosse Mehrzahl, ich will Niemanden ausnehmen unter uns —, die Sinn für Ehre und Anstand haben, für christliche Gesinnung und Sitte, — Alle, welche die christliche Gesinnung nicht bloss als Aushängeschild für politische Zwecke brauchen — wenn wir Alle zusammenhalten in einer Ligue gegen die Schlechtigkeiten, die ich eben bezeichnet habe, und sie verfolgen, Jeder vor seiner Thür, und sie einmüthig in Bann halten, so werden wir mehr erreichen als mit dem Strafrichter. (Lebhaftes Bravo.)

Abgeordneter Windthorst: Meine Herren, die Rede, welche wir eben gehört haben, bietet so viele interessante Momente, dass es schwer ist, nach allen Richtungen hin sofort darauf zu erwiedern. Ich ergreife auch nicht das Wort, um sie in allen ihren Theilen zu beantworten oder um sie zu bekämpfen. In sehr vielen Partien muss ich das, was gesagt ist, unterschreiben; in anderen Partien kann ich das zu meinem Bedauern freilich nicht. Auf das Einzelne komme ich später zurück. || Zunächst aber möchte ich die Frage aufwerfen: in welchem Verhältnisse befinden sich die gehörten Ausführungen zu dem Gegenstande, der uns eigentlich beschäftigt, zu den §§ 130 und 131? (Sehr wahr!) || Meine Herren, wenn die letzten Worte des verehrten Herrn Reichskanzlers, die dahin sich resumiren lassen, dass man vielerlei Mittel habe hier im Hause und ausserhalb des Hauses, verderblichen Tendenzen entgegenzutreten, und dass bei richtiger Anwendung diese Mittel wirksamer sein werden als Strafparagraphen, zu erkennen geben sollten, er nehme deshalb nun auch sogleich die Anträge zu den §§ 130 und 131 zurück, so würde das ja im höchsten Grade erfreulich sein. (Heiterkeit!) Man würde dann insbesondere sicher sein, dass nicht dem Reichstage im ganzen oder einzelnen Mitgliedern demnächst vorgeworfen würde, sie hätten etwas verweigert, was nothwendig gewesen sei zur Unterdrückung der vom Herrn Reichskanzler bezeichneten Tendenzen, und man habe gewissermaassen diesen Tendenzen Vorschub geleistet. Ich glaube in der That, dass die Darlegungen des Herrn Reichskanzlers recht klar bewiesen haben, dass die Tendenzen, welche er bekämpfen will, wirklich nicht durch Strafparagraphen derart, wie sie vorgeschlagen, bekämpft werden können. (Sehr wahr!) || Haben wir übrigens etwa, um bei dem ersten, vom Herrn Reichskanzler hervorgehobenen Punkte anzufangen, in irgend welcher Weise das Mittel verweigert, welches gegen eine verkehrte Mittheilung von Thatsachen angewendet werden kann? Ich denke, dass der § 131 klar und bestimmt ergiebt, dass derjenige, welcher erdichtete oder entstellte Thatsachen

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 1876.

verbreitet, unter den dort gegebenen Voraussetzungen strafbar ist. — Dass der Paragraph, wie er jetzt dasteht, verlangt, dass derjenige, welcher bestraft werden soll wegen solcher Verbreitung, es gewusst habe, dass die Thatsachen entstellt und erdichtet seien, scheint mir ein so sich von selbst verstehendes Kriterium zu sein, dass ich eigentlich nicht begreife, wie man diese Voraussetzung hat beseitigen wollen, da dieselbe die nothwendige Unterlage für die Konstruirung des strafbaren Dolus in sich enthält. Gegen böswillige Verbreitungen falscher Nachrichten ist unzweifelhaft in § 131, wie er jetzt liegt, ein genügender Schutz gewährt, und den wollen wir ganz gewiss nicht beseitigen. || Der Herr Reichskanzler hat insbesondere darauf aufmerksam gemacht, dass es sehr bedenklich sei, falsche Nachrichten in Beziehung auf Krieg und Frieden zu verbreiten. Der verehrte Herr hat geglaubt, dass diese Verbreitung sehr viel dazu beitrage, dass die Geschäftsstockungen stattfinden, welche heute existiren. Wer kann leugnen, dass von der Meinung, ob der Friede gesichert ist oder nicht, die Thätigkeit auf dem gewerblichen Gebiete vielfach abhängt! Aber sollte denn wirklich lediglich durch Aeusserungen der Presse über Krieg und Frieden die Panik herbeigeführt sein, welche im Frühling vorigen Jahres stattgefunden hat? Ich glaube, dass die heutigen Aeusserungen des Herrn Reichskanzlers in der Hinsicht vielfach noch Berichtigungen erfahren dürften. Meinestheils muss ich freilich constatiren, dass die Artikel, welche in der Post und welche in der Norddeutschen Allgemeinen Zeitung, von denen der Herr Reichskanzler damals noch nicht erklärt hatte, dass er mit ihnen nichts zu schaffen habe, gestanden haben, das wesentlich zum Bewusstsein des Publikums gebracht haben, was damals doch nicht so ganz unbegründet zu sein schien, wenn man die öffentlichen Kundgebungen, die hier und von anderen Staatsmännern gegeben sind, mit einander vergleichen wollte. || Inzwischen liegt dies ja glücklich hinter uns, und es würde gewiss zur Hebung der Gewerbe noch mehr beitragen, wenn der Herr Reichskanzler diese Gelegenheit benutzt hätte oder noch benutzen wollte, uns darüber eine grössere Beruhigung zu geben, ob in der Lage der orientalischen Angelegenheit irgend welche Gefahren für uns enthalten sind. (Heiterkeit.) Meine Herren, Sie finden das einigermaassen erheiternd; ich kann Ihnen sagen, dass ich garnicht so ruhig nach dem Orient hinaussehe, obwohl ich glaube, dass der Herr Reichskanzler seine ganze Kraft daransetzt, die Dinge dort in einem friedlichen Geleise zu erhalten. || Inzwischen will ich, da das hier zu weit führen würde, auf diese auswärtigen Angelegenheiten für jetzt nicht weiter eingehen; ich möchte vielmehr darauf kommen, ob die heutigen Erklärungen des Herrn Reichskanzlers die Annahme dauernd sichern werden, dass im Ressort der auswärtigen Angelegenheiten keine officiösen Berichterstatter mehr existiren. || Der Herr Reichskanzler hat nur betont, in dem Ressort der auswärtigen Angelegenheiten gebe es keine Reptile mehr; er seinerseits gebe nur Erklärungen in dem Reichsanzeiger und in der Provinzialkorrespondenz. || Ich kann nicht leugnen, dass ich gewünscht hätte, der Herr Reichskanzler möchte sich auch

von der Provinzialkorrespondenz losgesagt haben (Heiterkeit); denn auch in dieser kommen allerlei recht alarmirende, wenigstens recht ungeschickte Aeusserungen vor. ‖ Ich wäre ausserdem der Meinung, dass es nützlich sei, zu erklären, es gebe nicht bloss nicht mehr auswärtige Reptile, es gebe vielmehr auch nicht mehr innere. Diese inneren Reptile sind für die Beunruhigung des grossen Publicums vielfach noch schädlicher als die für die äusseren Angelegenheiten. | Es wäre mir ferner lieb gewesen, wenn der Herr Reichskanzler hätte erklären wollen, dass ebenso, wie er selbst für die Folge nur noch in den Reichsanzeiger schreibe, auch das ganze deutsche diplomatische Korps angewiesen sei, nur in dem Reichsanzeiger etwas zu veröffentlichen (Heiterkeit) und sich jeglicher Verbindung mit den Reptilen in auswärtigen Staaten zu enthalten. Es war eine der lehrreichsten Darlegungen, die der verehrte Herr Reichskanzler gegeben hat, als er uns einen kleinen Blick in die diplomatische Küche gestattete. (Heiterkeit.) Gerade dieser Blick lässt mich wünschen, dass das ganze diplomatische Korps in die Lage versetzt werde, sich von den Reptilen ganz absolut fern zu halten. ‖ Endlich ist es immer schwer, dann, wenn man einmal in gewissen Verhältnissen war, sich von denselben völlig loszumachen. Der Herr Reichskanzler hat zugestanden, dass es auch in auswärtigen Dingen Reptile gegeben habe; nach seiner Erklärung sind dieselben für die Zukunft entfernt; indessen, wenn das Volk durch die Vergangenheit gewöhnt ist, allerlei solche Reptile zu vermuthen, so ist es, um dasselbe von der veränderten Sachlage zu unterrichten, rathsam, dass man erfährt, dass diejenigen, welche bisher das Reptilienfutter austheilten, nicht mehr in Verbindung mit den offiziellen Kreisen sich befinden. ‖ Es ist ausserdem ganz ausserordentlich wichtig, dass die grossen Fonds, die man bisher zur Unterhaltung der Reptile benutzt hat, ihrer ursprünglichen Bestimmung zurückgegeben werden. (Sehr wahr! im Centrum.) ‖ Solange diese Fonds, über die niemals und nirgendwo Rechnung gelegt wird, existiren, wird leicht der Glaube entstehen können, es könne doch ein Rückfall in frühere Sünden eintreten. (Heiterkeit.) ‖ Was zunächst die Bemerkung des verehrten Herrn Reichskanzlers betrifft, der Ruf in der „Post“: „Krieg in Sicht“ u. s. w., sei um so weniger auf officielle Quellen zurückzuführen gewesen, als derjenige, der Feuer angelegt habe oder anlegen wolle, nicht zuerst darauf aufmerksam mache, so mag das in auswärtigen Dingen so sein, in diesen bin ich nicht so ganz erfahren; aber sonst habe ich vielfach bei meinen criminalistischen Beschäftigungen Gelegenheit gehabt, zu erfahren, dass die Brandstifter am ersten „Feuer“ zu schreien pflegen. (Sehr richtig! Heiterkeit.) ‖ Diese Bemerkung ist somit an sich kein Grund, den fraglichen Postartikel, der doch auch so gewissermaassen in Schutz genommen worden ist, in seiner Bedeutung ganz zu beseitigen. Im Resultate aber bin ich einverstanden mit dem Herrn Reichskanzler. Es ist im höchsten Grade bedenklich, dann, wenn man nicht genau über solche Fragen der auswärtigen Politik unterrichtet ist, in den Zeitungen sich darüber zu äussern. Uebrigens würde, glaube ich, die Konjekturalpolitik in den Zeitungen

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 1876.

über auswärtige Angelegenheiten vielfach beseitigt oder korrigirt werden können, wenn zu passender Zeit hier im Reichstage uns mehr Klarheit über die Dinge gegeben würde. Wenn man stets vor einem verschlossenen Buche sich befindet, so liegt es in der Natur des Menschen, allerlei aufzubieten, um irgend welchen Einblick in dieses Buch zu gewinnen, besonders wenn der Inhalt desselben von so grosser Bedeutung ist. In solchen Mittheilungen zu rechter Zeit liegt eines der Mittel, welches uns in Deutschland in die Lage bringen könnte, über auswärtige Angelegenheiten richtiger zu sehen, richtiger zu urtheilen, in Folge dessen auch richtiger zu sprechen und richtiger zu schreiben. Hiernächst ist von dem verehrten Herrn Reichskanzler auch auf den § 130 eingegangen, den wir das vorige Mal gegenüber dem Herrn Minister des Innern zu vertreten hatten. Keiner von uns ist darüber im Zweifel gewesen, dass die sozialistischen Lehren vielfach schwere Unrichtigkeiten und Irrthümer enthalten. Es ist allerdings richtig, dass man diesen Lehren und deren Bethätigung die grösste Aufmerksamkeit zu schenken hat. Aber was kriminalrechtlich in dieser Hinsicht zu thun ist, ist in dem § 130, wie er jetzt liegt, gegeben. Solch allgemeine Sätze, wie man sie jetzt anstatt des bestehenden Paragraphen geben will, können nur dazu beitragen, die Aktion des Staates in eine Richtung zu bringen, welche, anstatt diese Tendenzen zu beseitigen, sie nur nähren könnte; denn nichts nährt solche Tendenzen mehr, als eine wirklich oder anscheinend Willkür enthaltende Maassregel. Der Herr Reichskanzler hat gewiss mit Recht gesagt: man muss über diese Dinge diskutiren, man muss sie ans Licht ziehen und überall aufsuchen, wo etwas Falsches in den Lehren liegt, und wo die richtige Anschauung beginnt. Bei der zweiten Berathung habe ich bereits mir erlaubt, ganz denselben Gedanken auszusprechen. Diskutire man offen, frei und bestimmt diese Lehren, und ich habe die Ueberzeugung, dass die weitaus grösste Zahl derselben vor dem gesunden Sinne des deutschen Volkes von selbst verstummen wird. Aber das schliesst nicht aus, dass in diesen Lehren nicht auch vielfach richtige Anschauungen sind, und auch diese muss man herausziehen und nicht allein herausziehen, man muss auch das mögliche thun, um sie zur Geltung zu bringen. || In dieser Hinsicht, glaube ich, könnten die Regierungen mehr thun, als sie bisher gethan haben. Wenn man sieht, dass die Regierungen gegen derartige Dinge nur Polizei und Strafe haben, dann freilich wird man gar leicht zu der Ansicht gebracht, sie haben die Dinge doch wirklich nicht gründlich durchschaut. Die Rede des Herrn Reichskanzlers auf diesem Gebiete zeigt mir übrigens, dass wir wenigstens von jetzt an eine gründlichere Erwägung auch nach der Richtung zu erwarten haben: was ist in den sozialistischen Bestrebungen berechtigt, und wie können wir diesen berechtigten Bestrebungen Genüge thun? Dagegen aber möchte ich die Aufmerksamkeit des verehrten Herrn Reichskanzlers darauf leiten, dass vielfach anderweite Maassregeln auf dem inneren Staatsgebiete sehr dazu geeignet sind, die sozialistischen Lehren zu propagandiren und diejenigen Mittel zu beseitigen, welche

zu deren Bekämpfung vorhanden waren. Ich habe in dieser Rücksicht bei der ersten Unterhaltung, die hier im Hause stattfand, deutliche Hinweisungen gemacht und kann, darauf Bezug nehmend, nur sagen, dass ich meinestheils nicht zweifelhaft darüber bin, dass die wirthschaftliche und auch die kirchliche Politik, die besonders in Preussen befolgt wird (Ruf: Aha!), wesentlich schuld daran sind, dass die sozialistische Bewegung in solchem Maasse zugenommen hat. (Sehr richtig! im Centrum.) || Dass nun die sozialistische Bewegung ihrerseits wieder auch dazu beiträgt, dass weder eine genügende Thätigkeit der Arbeiter noch eine genügende Geschicklichkeit derselben entwickelt werden, lässt sich nicht leugnen. Es ist unzweifelhaft, dass durch zu viel Beschäftigung mit theoretischen Fragen dieser Art die Arbeiter eben abgezogen werden von dem, was eigentlich ihres Werkes ist. Aber das muss ich doch sagen, dass ich die jetzige Kalamität in den Gewerben nicht wesentlich auf die angedeutete Erwägung zurückführen kann; diese liegt zum guten Theil in den Ueberspekulationen, den Ueberproduktionen, den leichtsinnigen Produktionen, welche auf dem wirthschaftlichen Gebiete stattgefunden haben. Es wird ein gesunder Zustand nicht eher wieder eintreten, als bis all dieses Unkraut, das in den letzten Jahren aufgeschossen ist, gründlich beseitigt und eine solide Wirthschaft wieder eingeführt ist (sehr richtig! im Centrum), welche nur diejenigen belohnt, die arbeiten (sehr richtig!), wo das ganze Gründerwesen ein volles und gänzliches Ende hat. (Bravo! im Centrum.) || Drittens hat der verehrte Herr Reichskanzler mit Recht aufmerksam gemacht, dass das Uebertragen der politischen Diskussionen auf das persönliche Gebiet im höchsten Grade tadelnswerth sei und dass es vergiftend wirke. Ich möchte deshalb den verehrten Herrn dringend bitten, dass, nachdem nunmehr die auswärtigen Reptile abgethan sind (Heiterkeit), die inneren Reptile, wenn nicht beseitigt, doch angewiesen werden, zu allernächst ihrerseits solche persönliche Verdächtigungen zu unterlassen und eine Sprachweise einzuführen, wie sie für eine gebildete Nation sich geziemt. Ich habe die Meinung, dass vor allem das offiziöse Presswesen, welches in Deutschland im Schwunge ist, zum meisten Theile dazu beigetragen hat, dass allerdings in der deutschen Presse nicht der Ton herrscht, den man darin zu erwarten berechtigt ist. (Sehr richtig!) || Endlich stimme ich dem geehrten Herrn auch darin bei, dass es viel besser ist, Minister zu haben, die empfindlich sind, als solche, die es nicht sind. Besonders liebe ich es, wenn die Minister recht empfindlich sind für die Beschlüsse der legislativen Körperschaften. (Grosse Heiterkeit.) || Dann aber möchte ich auch hier dem verehrten Herrn Reichskanzler sagen, wenn die Herren Minister mit Recht empfindlich sind, falls sie angegriffen werden in ihrer Ehre und Reputation, dann wird es nicht unbescheiden sein, die gehorsamste Bitte auszusprechen, dass auch jeder Zeit die Minister sich gegenwärtig halten, dass die ihnen gegenüber stehenden Parteien oder Männer eben so empfindlich sind, wie sie. (Sehr wahr! im Centrum.) || Wenn wir uns aller dieser Erwägungen so recht klar und lebendig bewusst sind, dann, glaube ich, wird die Di-

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 8176.

gression, welche in dieser Diskussion von unserem Gegenstande stattgefunden hat, für alle heilsam sein, und das wünsche ich von Herzen. (Bravo!)

Reichskanzler Fürst von Bismarck: Ich kann trotz der vorgerückten Stunde doch nicht alles ohne Erwiederung lassen, was der Herr Redner gesagt hat. || Zunächst hat es mich angenehm berührt, dass ich mich in so vielen Punkten mit ihm im Einverständniss befinde und namentlich auch in dem letzten, dass es wünschenswerth sei, den Ton in der Presse in Bezug auf Personen zu mässigen und auf ein anständiges Niveau zu bringen. Ich darf also hoffen, dass, wenn dies namentlich in den Blättern, die der Partei des Herrn Vorredners angehören (Heiterkeit), geschähe, ich sehr viel weniger Strafanträge in Zukunft zu stellen haben werde wegen persönlicher Beleidigung. Ich wiederhole aber, dass ich jeden Strafantrag stellen werde, wo ich mich beleidigt fühle, weil ich nur durch dieses Mittel von meiner Seite zum Erziehen des guten Tons in der Presse beitragen kann. || Schmerzlicher dagegen hat es mich berührt, dass der Herr Vorredner sich von der ihm, wie es scheint, liebgewordenen Ueberzeugung, dass wir im vorigen Jahre den Krieg gewollt hätten, oder doch dass die Welt uns dessen wenigstens verdächtigt, nur so schwer lossreissen kann, und dass er, um etwas davon zu retten für den Gebrauch, zu dem Mittel greift', mich in meiner Wahrheitsliebe bei einer Gelegenheit, wo ich öffentlich und amtlich spreche, wenn auch mässig, zu verdächtigen — ich kann es nicht anders sagen. Nachdem ich versichert habe, es sei unbegründet, und dass Niemand es besser wissen könne als ich, sagt er, es sei doch nicht ganz unbegründet gewesen. Der Herr Vorredner bezweifelt also meine Aufrichtigkeit. Nun, ich glaube ihm vielleicht auch nicht alles, was er jederzeit sagt (grosse Heiterkeit); ich enthalte mich jedoch der Unfreundlichkeit, ihm das öffentlich zu bemerken (Heiterkeit); jedenfalls aber glaube ich von ihm immer das, dass er nach seiner Ueberzeugung und nach seinem besten Gewissen spricht, — wenn auch mitunter Irrthümer; mir aber wirft er hier vor, dass ich gegen mein amtliches Wissen öffentlich an dieser amtlichen Stelle doch nicht ganz die Wahrheit gesagt habe: „so ganz unbegründet sei es nicht gewesen“. Ich wiederhole, dass es absolut unbegründet gewesen ist, dass Niemand es besser wissen kann, als ich, und dass ich nicht in der Lage bin, auch nie Anlass dazu gegeben habe, zu glauben, dass ich öffentlich — und wie es weiter hier heisst — erdichtete Thatsachen mitgetheilt hätte, am allerwenigsten solche, wo es doch schliesslich unzählige Zeugen, einmal Seine Majestät den Kaiser und dann unter meinen Beamten, geben müsste, die mich jederzeit überführen könnten, dass ich hier öffentlich die Unwahrheit gesagt hätte. Ich lasse es darauf ankommen. Ich führe dies nur an zur Bekräftigung dessen, was ich geäussert habe. || Der Herr Vorredner hat gesagt, dass gewiss ausser dem Pressartikel noch andere Anlässe gewesen wären, um damals an einen Krieg zu glauben. Ja, meine Herren, das habe ich schon berührt; ich habe erklärt: Diplomaten, die aus trüber Quelle schöpften und keine hinreichende Erfahrung in ihrem Amte hatten, um die Fehlerhaftig-

keit der Quelle zu beurtheilen; — ich bin noch weiter gegangen, ich habe gesagt: die Privatkorrespondenzen, abgesehen von den Gesprächen des Salons, die Privatkorrespondenzen gesellschaftlich hochgestellter Persönlichkeiten. Ich kann da dem Herrn Vorredner noch weiter bezeugen, und mit meinem Zeugnisse hier muss er sich genügen lassen — obwohl ich in der Lage bin, Namen zu wissen — ich kann ihm noch weiter bezeugen, dass die Verfasser dieser Korrespondenzen ihm, wenn nicht persönlich, doch politisch viel näher stehen als mir (Heiterkeit), und da habe ich glauben müssen, seine Partei, wenn ich sie so nennen darf, im Lande habe ein sehr grosses Interesse dabei, den Eindruck zu erhalten, als wenn die Reichsregierung kriegsbedürftig und blutdürstig sei. (Widerspruch im Centrum.) ‖ Wenn er wünscht, dass das deutsche diplomatische Korps nicht mehr in offiziöse Blätter schreibe, so kann ich ihm nur erwiedern, dass das deutsche diplomatische Korps gar nichts schreibt; aber ich würde ihm sehr dankbar sein, wenn er mir irgend ein Mitglied — ich verstehe die deutschen Gesandten in Deutschland — namhaft machen könnte, das irgend etwas in Zeitungen geschrieben hat; es würde mir ein sehr angenehmes Motiv zum Einschreiten gegeben haben. Bis jetzt aber glaube ich nicht, dass einer der Herren Publizistik auf eigene Hand betreibt.

Nr. 5542. Deutschland. 9. Febr. 1876.

Wenn er schliesslich mich provozirt hat auf das Gebiet der orientalischen Politik, so habe ich doch zu viel Achtung vor meinem langjährigen Herrn Präsidenten, um mich so weit von der Sache zu entfernen. (Grosse Heiterkeit.) ‖ Das aber kann ich Ihnen versichern — er wird es sich indessen aus seiner eigenen Kenntniss der Geographie schon sagen können —, dass das deutsche Reich, dass wir Deutschen die letzten sind, die bei dieser Gelegenheit in Kriegsgefahr kommen können. (Beifall.)

Bayerischer Landtag.

Nr. 5543.

BAYERN. — Adresse der Kammer der Abgeordneten an den König.*)

Nr. 5543. Bayern. 14. Oct. 1875.

Allerdurchlauchtigster, Grossmächtigster König! Allergnädigster König und Herr!

Indem die neugewählte Kammer der Abgeordneten Allerhöchst-Ihrem Throne naht, um ihre Huldigung darzubringen, obliegt ihr vor Allem die traurige Pflicht, Ew. königlichen Majestät den Ausdruck des tiefsten Beileids mit den schmerzlichen Verlusten allerehrfurchtvollst darzubringen, die das

*) Diese Adresse wurde mit 79 gegen 76 Stimmen beschlossen. A. d. Red.

Nr. 5543. Bayern. 14. Oct. 1875.

königliche Haus in kurzer Frist Schlag auf Schlag erlitten hat. In guten wie in schlimmen Tagen mit dem Lande innig verwachsen, haben die hingeschiedenen erlauchten Mitglieder des königlichen Hauses sich ein dankbares Andenken begründet, das nie erlöschen wird. Das bayerische Volk hat den Augenblick ersehnt, wo es seinen Vertretern wieder gegönnt sein würde, ihre Bitten und Anliegen unmittelbar zu den Füssen des königlichen Thrones niederzulegen. In jeder Bedrängniss erwartet dieses Volk Hülfe und Rettung nur von seinem König und Herrn. Heute aber richtet es mehr als je seine bittenden Blicke allerehrfurchtsvollst auf Ew. königliche Majestät. Denn mehr als je fühlt sich das bayerische Volk bedrängt durch die friedlose Lage der Gegenwart und geängstigt durch die drohenden Gefahren einer ungewissen Zukunft. || Daher sind im ganzen Lande die jüngsten Landtags-Neuwahlen als ein Moment von entscheidender Wichtigkeit betrachtet worden. Aber die gegenwärtige Regierung wollte nicht, dass der Hülferuf des treuen bayerischen Volkes an Ew. königliche Majestät gelange. Mit allen erfindbaren Mitteln, gegen den Geist und den unbefangen interpretirten Buchstaben des Gesetzes, hat sie das Zustandekommen einer Kammer der Abgeordneten zu verhindern gesucht, wie eine solche bei unparteiischem Vollzug der Wahlen sich ergeben haben würde. Die Neuwahlen sind auf Grund einer Wahlkreis-Eintheilung vorgenommen worden, bei welcher nicht Recht und Gerechtigkeit die Hand geführt hat, sondern die Absicht, die wahre Meinung und Gesinnung der grossen Mehrheit des bayerischen Volkes zu unterdrücken, desjenigen Volkes, welches unter allen Umständen seine Treue und Anhänglichkeit bewährt hat. Wie das Beispiel der obersten Behörde durch untergeordnete Organe bei der Anordnung der Urwahlen nachgeahmt worden ist, davon werden die uns obliegenden Wahlprüfungen ein getreues Bild ergeben. Wenn das gegenwärtige Ministerium das Vertrauen des Landes zu besitzen gemeint hätte, dann wäre es nicht auf Auskunftsmittel verfallen, die selbst der Erfolg nicht zu beschönigen vermöchte. Nachdem aber der Versuch nicht einmal von dem gewünschten Erfolg begleitet war, so hätte die neugewählte Kammer wohl erwarten dürfen, dass das Ministerium durch seinen Rücktritt ihr die unliebe Nothwendigkeit erspart hätte, mit einer allerunterthänigsten Beschwerde Ew. königliche Majestät zu behelligen. || Das Land bedarf und ersehnt den Frieden und ein vertrauensvolles Zusammenwirken der Regierung und seiner Vertreter. Den hingeschwundenen Frieden wird aber weder eine Parteiregierung noch eine Regierung zu bieten vermögen, welche die eine Seite des Hauses gegen die andere verwendet, ohne jemals die aufrichtige Unterstützung von der einen oder der anderen Seite gewinnen zu können. Das Land ruft nach einer bayerischen Regierung, die sich, Recht und Gerechtigkeit zum alleinigen Leitstern nehmend, weder scheut noch sich zu scheuen Ursache hat, an die Stelle eines erkünstelten Gleichgewichts durch allseitig freie Wahlen den wahren Ausdruck der Meinung und Gesinnung des bayerischen Volkes zu setzen. Nur eine solche Regierung wird, von der Volksvertretung nicht nur behindert, sondern eifrig unterstützt, die erlahmende Re-

gierungsthätigkeit neu beleben können. Nur eine solche Regierung wird auch in dem höchsten Collegium des Reiches jenes Ansehen geniessen, das ihr reichsverfassungsmässig gestattet, und das auch unumgänglich nothwendig ist, wenn nicht wie bisher ein Stück nach dem andern von den bayerischen Kron- und Landesrechten dahinfallen soll, in einem Interesse, das sehr weit entfernt ist, das allgemein deutsche zu sein. || Im Geiste unwandelbarer Treue gegen Ew. königliche Majestät und der opferwilligen Hingebung an unser geliebtes bayerisches Vaterland bringen wir unsere allerunterthänigste Vorstellung an den königlichen Thron und bitten Ew. königliche Majestät allerehrfurchtsvollst, Allerhöchst-Ihre getreuen Unterthanen abermals das erhabene königliche Wort vernehmen lassen zu wollen: „Ich will Frieden haben mit meinem Volke.“ || In tiefster Ehrfurcht erstirbt Ew. königlichen Majestät allerunterthänigst treugehorsamste Kammer der Abgeordneten.

Nr. 5543. Bayern. 14. Oct. 1875.

Nr. 5544.

BAYERN. — Handschreiben des Königs an das Gesammtministerium in Folge der Adresse der Kammer der Abgeordneten.*)

Nr. 5544. Bayern. 19. Oct. 1875.

Das gesammte Ministerium hat mit Rücksicht auf den Inhalt einer Adresse, welche gegen eine sehr namhafte Minorität von der Kammer der Abgeordneten zum Beschluss erhoben wurde, um Enthebung gebeten. Festhaltend an dem Mir zustehenden Recht der freien Wahl der Räthe der Krone, finde Ich keinen Grund, eine Aenderung des bisherigen Ministeriums eintreten zu lassen. Inmitten der hochgehenden Wogen des Parteikampfes hat dasselbe nach Meiner Ueberzeugung bei seinen Entschliessungen und Handlungen stets des ganzen Landes allgemeines Wohl und Bestes im Auge behalten und ist in gesetzmässiger Weise für die Wahrung der Rechte des Staates eingetreten. Ich hoffe, dass es dem bestehenden gesammten Ministerium, getragen von Meinem königlichen Vertrauen, gelingen werde, die Rückkehr jenes inneren Friedens herbeizuführen, durch welchen eine gedeihliche Entwicklung und Wohlfahrt des Volkes bedingt ist. Ich erwarte, dass die Regierung zum Heile Meines geliebten Bayernlandes bei allen maassvoll Denkenden kräftige Unterstützung dieses Bestrebens finden werde. Es ist Mein Wille, dass das Ministerium vorstehende Entschliessung bekanntgebe.

Linderhof, den 19. October.

Ludwig.

An mein Gesammtministerium.

---

*) Gleichzeitig erging das folgende königliche Signat: „Ich finde Mich nicht veranlasst, die Adresse der Kammer der Abgeordneten entgegenzunehmen. Uebrigens hat der Ton, in welchen einzelne Kammerredner bei der Adressdebatte verfielen, in hohem Grade Mein Befremden erregt. Hiervon ist der Präsident der Kammer der Abgeordneten zu verständigen.“ A. d. Red.

Französische Republik.

Nr. 5545.

FRANKREICH. — Rede des Finanzministers Léon Say bei einem Bankett im Schlosse Stors.*)

Messieurs,

Nr. 5545. Frankreich. 26. Sept. 1875.

Je vous propose de boire à la santé de M. le Maréchal de Mac Mahon, Président de la République, et je sais à l'avance avec quels sentiments vous accueillerez ma proposition. || M. le Maréchal de Mac Mahon a le rare privilége, dans un pays que divisent tant de partis, d'être en dehors et au-dessus de leurs luttes, par cette simple raison que sa politique est de se dévouer à la France et d'être le loyal gardien de la loi. || Sa destinée a voulu, et la haute impartialité de son esprit l'y avait bien préparé, qu'il fût le premier Président constitutionnel de la République légalement organisée. C'est le 25 février qu'un aussi grave changement dans la nature de son pouvoir s'est accompli. Ce jour-là, en effet, l'ancienne majorité de l'Assemblée nationale s'est heureusement et définitivement dissoute, et une nouvelle majorité s'est formée pour nous sortir enfin d'un provisoire dont le pays était fatigué. || La majorité du 25 février ne se composait pas seulement de républicains, elle parvenait à réunir dans un grand parti constitutionnel tous ceux qui avaient compris que la République était seule possible, et qu'on ne pouvait

---

*) Diese Rede wurde im Journal officiel mit folgendem Begleitschreiben des Finanzministers an den Vicepräsidenten des Conseils, Minister Buffet, abgedruckt:

Paris, le 30 septembre 1875.

Mon cher collègue,

Je vous envoie un discours que j'ai prononcé le 26 au château de Stors. Vous l'avez peut-être déjà lu dans les journaux. Les journaux ont d'ailleurs fait suivre mon allocution de commentaires et d'interprétations divers qui ne donnent pas toujours à ma pensée sa signification véritable. || Le fait du vote des lois constitutionnelles est un fait heureux, dont les conséquences seront, je l'espère, profitables à notre pays. Ce fait heureux ne pouvait se produire sans qu'il s'opérât, au moment de ce vote, un changement dans le classement des partis dans l'Assemblée. || C'est ce changement que j'ai qualifié, et je ne pense pas qu'en m'exprimant ainsi j'aie pu porter le moindre ombrage à ceux de nos honorables collègues qui ont appartenu à l'ancienne majorité, et qui sont venus ensuite, ou qui viendront plus tard se grouper autour du Gouvernement pour le seconder dans la tâche qu'il a entreprise. || C'est sur ce grand parti, constitutionnel, conservateur, libéral, que nous pouvons compter pour achever l'oeuvre commencée et pour faire fonctionner la nouvelle constitution. || Veuillez agréer, mon cher collègue, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Léon Say.

A. d. Red.

refuser plus longtemps un gouvernement à la France. ‖ La constitution, qui est sortie de cet effort, donne aux intérêts conservateurs les garanties les plus sérieuses. Ce n'est pas à vous, messieurs les maires, qui habitez au milieu des populations de la campagne, que j'ai besoin de dire qu'aucun gouvernement n'est possible en France, s'il ne donne satisfaction aux intérêts conservateurs; mais vous le savez également il n'y a en France de gouvernement durable que celui qui rallie autour de lui le parti libéral, c'est-à-dire les hommes modérés qui ont toujours condamné les excès, mais qui n'ont pas été dégoûtés de la liberté par les crimes que l'on a commis en son nom, qui ont foi dans le gouvernement du pays par le pays, qui représentent en un mot l'idée moderne, et qui, réduits au silence sous les deux empires, peuvent donner au Gouvernement nouveau une grande force et un grand prestige. ‖ L'acte mémorable de l'Assemblée nationale a été accueilli par la nation tout entière avec un sentiment général de confiance, et nous pouvons constater par des symptômes visibles l'effet de cette confiance sur la richesse publique. ‖ Lorsque j'ai occupé pour la première fois les fonctions de ministre des finances, il y a près de trois ans, une partie de la France était occupée par l'étranger, les grands emprunts n'étaient point entièrement réalisés, et les milliards de l'indemnité de guerre n'avaient pas encore été tous transportés de l'autre côté de la frontière; il y avait alors à la tête du Gouvernement un citoyen illustre, M. Thiers, qui a trouvé dans son patriotisme et dans son expérience consommée les moyens de surmonter des difficultés qui paraissaient insurmontables. Il est tombé du pouvoir emportant avec lui la reconnaissance du pays. M. le Maréchal de Mac-Mahon a dignement continué son oeuvre. Le sol a été libéré des armées étrangères; les milliards ont été payés, et notre circulation monétaire n'en a pas même été atteinte. Vous voyez aujourd'hui circuler l'or dans les campagnes, et jamais la Banque de France n'a eu autant de numéraire dans ses caisses. Mais au moment où je suis revenu occuper les fonctions de ministre des finances, le fait le plus considérable qui se produisait, c'était le vote par l'Assemblée nationale d'une Constitution définitive. A partir de ce jour, on a pu constater dans les affaires une amélioration si réelle, que l'équilibre si vainement cherché du budget s'est réalisé pour ainsi dire de lui-même. ‖ Il est un signe certain de l'augmentation de la richesse publique, c'est l'augmentation du produit des contributions indirectes. On ne paye ces contributions que si on consomme; c'est un impôt sur la dépense, et il faut bien croire que la dépense a pris un développement bien rapide, puisque le produit des contributions indirectes s'est considérablement et subitement accru; mon ami et collaborateur, M. Louis Passy, constatait l'autre jour, dans l'excellent discours qu'il a prononcé à Gisors, que les contributions indirectes avaient donné, pour les huit premiers mois de l'année, un excédant de 60 millions de francs sur les prévisions budgétaires; j'ai, aujourd'hui, les relevés faits quinze jours plus tard, et l'excédant dépasse déjà 70 millions de francs. ‖ La richesse publique s'accroît donc malgré les désastres individuels qui sont venus frapper un si grand nombre de nos con-

Nr. 5545. Frankreich. 26. Sept. 1875. citoyens; le Midi a été cruellement éprouvé; en Normandie, des inondations sans précédents ont causé des ruines condisérables; vous-mêmes, vous avez vu, il y a cinq semaines, une partie de votre canton ravagée par un orage; malgré tous ces malheurs privés, la richesse publique ne cesse de s'accroître; non-seulement les revenus particuliers augmentent, comme on peut le constater par l'augmentation de la dépense des objets de consommation, mais les épargnes s'accumulent et forment des capitaux nouveaux. J'ai annoncé, il y a quelques jours, bien simplement, par un avis imprimé au *Journal officiel*, que je délivrerais des bons du Trésor à l'échéance de cinq ans rapportant cinq pour cent d'intérêt aux capitalistes qui apporteraient leur argent, et le public a versé tant de fonds au Trésor que j'ai dû arrêter l'opération pour ne pas dépasser la limite qui m'avait été fixée par la loi; j'ai abaissé le taux de l'intérêt à quatre et demi pour cent et les versements quoique ralentis n'ont pas été arrêtés. || Tous ces symptômes montrent à quel point se développe la richesse dans notre pays. Et comme ces heureux résultats sont le fruit de la confiance du pays dans une politique tout à la fois ferme et modérée, dans une politique qui sait faire respecter les lois, maintenir la discipline et affirmer la Constitution, je puis en faire honneur au chef de l'Etat, à M. le Maréchal de Mac-Mahon, et, sûr que vous m'approuverez, je vous propose de boire avec moi à la santé de M. le Président de la République.

Nr. 5546.

FRANKREICH. — Rede von M. Rouher in Ajaccio. — Wahlprogramm der imperialistischen Partei.

Messieurs,

Nr. 5546. Frankreich. 16. Oct. 1875. Je vous demande d'abord la permisssion de remercier l'honorable compatriote qui vient de porter ma santé; j'accomplis ensuite un autre et plus grand devoir: je remercie la Corse, qui m'a honoré de sa confiance en me nommant son représentant; je bois à ce noble pays, que je considère comme ma patrie d'adoption. || Je viens aujourd'hui, messieurs, vous rendre compte du mandat que nous avons reçu de vous. || Je me suis laissé dire que ma visite était peut-être un peu tardive, que l'on pourrait me reprocher de n'être pas venu plus tôt remplir le devoir de reconnaissance qui m'appelait au milieu de vous. (Non! non!) || Quelques-uns l'ont dit; je ne le crois pas. Il y a entre nous d'inébranlables sentiments d'estime et de confiance réciproques, et aucun de vous n'ignore que, si je suis resté éloigné de vous, je n'en ai pas moins consacré tout mon temps et toutes mes veilles à l'accomplissement de la mission que vous m'avez confiée. || Depuis le jour de nos

désastres, il n'y a pas eu un seul instant où mes efforts ne se soient appliqués à effacer le souvenir et les éffets du 4 septembre, à préparer une légitime réparation. || Ce point établi, je vais familièrement, dans une causerie intime, vous rendre compte de ce que nous avons fait et examiner avec vous les devoirs que nous impose une législation récente. || Vous nous avez confié deux mandats: celui de faire respecter le suffrage universel; celui de faire triompher, si nous le pouvons, la doctrine de l'appel au peuple, de faire prévaloir ainsi le principe de la souveraineté nationale, qui est la grande conquête de 1789. (Trés-bien! trés-bien!) || Qu'avons-nous fait? Au sein de cette Assemblée, issue pourtant du suffrage universel et qui tenait de lui ses pouvoirs, les hostilités contre ce suffrage étaient nombreuses et ardentes. Tous les moyens ont été employés contre lui par les partisans du suffrage privilégié. Deux écoles s'étaient formées pour l'anéantir. Les uns ont mis en avant des idées captieuses: la théorie du domicile, le respect du droit communal. Nous avons dû lutter quotidiennement contre ces trompeuses formules. Nous n'avons obéi à aucune de ces suggestions, cédé à aucune de ces faiblesses et le suffrage universel a échappé à ces dangers secondaires. De plus audacieux alors sont venus nous parler avec dédain de la „vaine loi du nombre". Le nombre, messieurs, c'est, dans une société, la représentation réelle de tous les intérêts, de toutes les influences légitimes, des devoirs de la prospérité et des droits sacrés de la souffrance. Le suffrage universel, qui est l'expression du nombre, est désormais tellement entré dans nos moeurs, qu'il est la loi fondamentale de notre nation démocratique, et s'il m'était permis d'emprunter sans blasphème cette expression à la langue sacrée, je dirais qu'il est devenu notre Evangile politique. (Bravos répétés.) || Nul ne serait assez fort désormais pour arracher aux mains du peuple français son bulletin de vote, et les conspirations souterraines qui se pratiquent contre ce droit ne sont que des hallucinations d'esprits égarés et impuissants. Nous avons surveillé ces conspirations, nous les avons suivies pas à pas, nous en avons dévoilé et combattu les combinaisons puériles, nous avons fait enfin tout ce qu'il était de notre devoir de faire, pour maintenir ce principe dont vous nous aviez confié la garde. || Quant à l'appel au peuple, lorsque, à la première pensée de donner à la France une constitution, M. Thiers tenta d'instituer la République — cette passion de ses vieux jours, que n'avaient fait présentir en lui ni l'homme d'Etat ni l'historien de la Révolution française, — nous n'avons pas hésité à porter à la tribune la proposition d'un recours direct à la nation. || Nous ne nous faisions aucune illusion, messieurs: ce n'était, ce ne pouvait être de notre part qu'une protestation; mais nous voulions du moins montrer au pays que là était sa vraie route, que là était pour lui la sécurité de l'avenir, la stabilité des institutions. || Ces revendications ont fait leur chemin dans la conscience nationale. Il ne se trouve pas aujourd'hui, en France, un électeur qui, malgré les délibérations de l'assemblée, ne se sente le droit légitime d'influer directement sur les destinées publiques, pas un qui ne soit prêt à

Nr. 5546. Frankreich. 16. Oct. 1875.

exercer ce devoir impérieux. Le pays, j'en ai la ferme assurance, est pénétré de ces idées; il en suit la marche; il en attend l'explosion. Quand cette heure viendra, nous aurons atteint notre but; car ce sera l'heure de cette réparation que nous avons la tâche de poursuivre. || Or ce droit que nous réclamions pour chaque électeur d'influer directement sur le choix de son gouvernement définitif, ce droit que chacun garde en réserve et que nul n'abdique, que tout citoyen compte bien exercer au jour des suprêmes périls ou des grandes nécessités sociales, ce droit est — en dépit des rhéteurs et des casuistes — celui dont l'exercice est le plus libre, le plus spontané, le moins sujet aux influences suspectes, le plus exempt de passions mauvaises, le plus vrai de tous ceux auxquels la pratique de la vie publique puisse convier un citoyen. (C'est vrai! c'est vrai!) || Et c'est parce que cela est vrai, que les partis n'ont pas voulu le reconnaître; c'est parce que cela est légitime, que les partis n'ont pas voulu y consentir. Ils savaient bien que la première vertu de ce grand verdict national eût été de réduire à l'impuissance les passions qui divisent et agitent l'assemblée. Or c'était là l'abdication des partis, et les partis ne voulaient pas souscrire à leur abdication. (Très-bien! très-bien!) || Eh quoi! avoir pendant vingt ans calomnié l'empire au nom du passé, au nom de ces classes dirigeantes que l'empire protégeait de sa force et dont il fécondait la richesse; — avoir surexcité les passions de ces classes ouvrières dont l'empire avait élevé le niveau moral et accru la prospérité; — avoir insulté pendant vingt années à ces populations paisibles et honnêtes qui, de leurs suffrages, avaient élevé et soutenu sur le pavois la dynastie napoléonienne; — tenir en ses mains le pouvoir que l'insurrection avait dérobé en un jour criminel et néfaste; — et tout à coup remettre ce pouvoir à la libre et directe disposition du peuple, au risque d'être les témoins de la consécration nouvelle d'une dynastie aimée du grand nombre, maudite par les extrêmes qu'elle a contenus et réfrénés, les partis ne pouvaient s'élever à la hauteur d'une telle abnégation; les partis n'ont point de telles générosités: ils ont entraîné l'assemblée à fermer, pour un temps, cette voie de salut, ils ont opprimé la doctrine de l'appel au peuple sous leurs passions et sous leurs appétits. (Explosion de bravos.) || Après, que s'est-il passé? Pendant deux ans, on s'est livré à de vaines tentatives, à de laborieuses recherches de majorité; on s'est abandonné à des fluctuations dans lesquelles le régime parlementaire a rencontré le discrédit public, et alors que chacun se demandait si l'heure n'était point venue pour l'assemblée de rendre au pays un mandat épuisé et impuissant, alors, par une sorte de convention muette, l'assemblée adopta les lois du 25 février. (C'est vrai! c'est vrai!) || De ces lois, je ne dirai rien qui puisse porter atteinte à l'obéissance qui leur est due. Nous sommes impérialistes, et ce mot est la suprême expression des idées d'ordre, — un ministre n'a pu se refuser à le reconnaître du haut de la tribune, — l'obéissance à la loi est un de nos dogmes fondamentaux; et quand la vicissitude des événements nous a placés dans l'opposition, — où nous représentons encore l'autorité, — nous n'avons rien aban-

donné de nos principes. Que d'autres, lorsqu'ils pratiquaient l'opposition, aient autrefois égaré les crédules en dressant contre l'Empire des programmes menteurs, qu'ils les aient ensuite déchirés cyniquement, et en jettent aujourd'hui au vent les débris dédaignés; cela les regarde. || Ces libertés, ces promesses du fameux manifeste de Nancy, dont je dénonçais alors l'hypocrisie, on a eu toute facilité de les appliquer. Eh bien! qu'a-t-on fait? Rien! rien! La révolution avait été faite au nom de la liberté, et depuis cinq ans que dure cette assemblée, elle ne tient que sur des lois répressives, elle maintient quarante-cinq départements en état de siége; mais de ces lois libérales qu'on promettait jadis, il n'en est plus question. On tient le pouvoir, on a tout oublié! || Le parti impérialiste ne connaît pas de semblables manoeuvres. || De la loi, je le répète, je ne veux rien dire que le respect qui lui est dû; mais j'ai le droit de rechercher les mobiles qui l'ont dictée, de préciser son caractère, de fixer les limites des droits qu'elle nous laisse, de profiter des révélations écloses récemment sur les conventions secrètes qui en ont préparé l'adoption. Et d'abord, pour éviter toute équivoque, je veux mettre en dehors de cet examen une haute individualité, celle du chef du gouvernement. || Je respecte assez le maréchal de Mac-Mahon, le connaissant depuis de longues années, pour ne point faire de lui un de ces éloges stéréotypés que l'on trouve dans beaucoup d'élucubrations oratoires. Ces éloges me paraissent parfois douteux et couvrent assez mal des spéculations intéressées. || Pour moi l'honneur du courageux soldat qui a eu des journées glorieuses, qui a encouru de lourdes responsabilités, est d'avoir porté avec modestie le mérite des premières, d'avoir reconnu les autres avec une loyale franchise. (Très-bien! très-bien!) || Il est aujourd'hui la représentation convaincue et dévouée de grands intérêts sociaux. Il a droit à nos vives sympathies, à notre sincère concours. Qu'importent les efforts faits auprès de lui pour nous rendre suspects, pour nous transformer en conspirateurs ténébreux! le temps n'est peut-être pas éloigné où le parti impérialiste sera aux premiers rangs des défenseurs de son pouvoir, menacé par les passions radicales. (Oui! oui! Très-bien!) || Je reviens maintenant à mon sujet, aux révélations qui nous ont appris comment s'est noué le contrat que je vous rappelais tout à l'heure. || Les mobiles de ce contrat, nul ne les ignore, et nos adversaires eux-mêmes les ont hautement proclamés. Une coalition a été formée et cimentée par les haines et les terreurs que suscitaient les chances chaque jour croissantes du retour de l'Empire. Triste berceau pour la naissance et le développement d'institutions qui auraient pour orgueilleuse prétention d'assurer les grandeurs de la patrie! || Maintenant, quelle est la substance du contrat intervenu entre les coalisés? || Les républicains ont dit: Donnez-nous la proclamation légale de la république, dont nous n'avons eu jusqu'à ce jour que le nom, accepté par une sorte de tolérance. Les autres ont répondu: Accordez-nous une chambre haute, et cette chambre haute, ils ont proposé de la faire nommer, partie par un acte testamentaire émanant d'une assemblée mourante, partie par le suffrage restreint. || Ceux que le suffrage universel

Nr. 5546. Frankreich. 16. Oct. 1875.

menaçait d'exhérédation espéraient trouver là un refuge; les habiles comptaient faire du sénat une forteresse dont ils dirigeraient la garnison, toujours prête à faire une sortie dans un moment opportun. Voilà le contrat: la proclamation légale de la république, la constitution d'une chambre haute. (C'est cela! très-bien!) || Les républicains ont accepté en souriant. Ils n'ignoraient point que toute la force d'une assemblée vient de son origine même, de la surface et de l'étendue du corps électoral qui lui confère un mandat; ils savaient qu'une chambre haute, dont le collége électoral est inférieur en nombre à celui qui nomme le sénat de Belgique, et où la totalité des membres réunit moins de suffrages qu'un seul député de la seconde assemblée, ne saurait avoir qu'une autorité restreinte et contestée. Le marché, comme l'on voit, était bon pour les républicains: ils n'ont eu garde de le refuser. || Nous avons combattu ces propositions. Un de nos amis est monté dans la même séance dix fois à la tribune pour signaler et repousser les attaques portées contre le droit public: on lui a répondu une fois, on lui a répondu encore, on lui a répondu toujours par le silence. (C'est vrai! — Bravo! — Exclamations diverses.) || Mais enfin ces sacrifices réciproques étaient-ils des concessions permanentes et définitives? Chacun faisait-il l'abandon irrévocable de ses convictions ou de ses espérances? Non, certes. Les républicains, dans leur pensée, n'accordaient à la chambre haute qu'une existence éphémère. Les monarchistes ne consentaient à la forme républicaine que pour un temps. Cette transaction, qu'était-elle donc? Un simple régime expérimental. (Très-bien! — C'est cela!) || Et c'est à l'unanimité que, comme garantie des uns contre les autres, les coalisés ont voté le droit de révision. Je ne crains pas de le dire: si ce droit n'avait pas été absolu, intégral, s'il n'était pas devenu l'essence même de la législation nouvelle, celle-ci n'aurait obtenu qu'une infime majorité. || Ce droit de révision, il a été si cher à tous, qu'il accompagne pour ainsi dire l'expérience dans son cours, et que, redoutant les déraillements et les périls, on a voulu investir le maréchal de Mac-Mahon de la faculté quotidienne d'en provoquer l'application. Et les prévisions ont été à ce point soucieuses, que l'exercice du droit de révision revient immédiatement au profit des pouvoirs publics, le jour où un cruel événement briserait le mandat confié au maréchal. Eh bien, soit! Est-ce que toutes ces choses doivent avoir le don de nous inquiéter? (Non! non!) || Que les républicains transigeants ou intransigeants espèrent acclimater la République; que les uns, traitant le pays au chloroforme, lui promettent les douceurs d'une „République aimable", que d'autres lui jettent à la face leurs doctrines violentes, au risque de le faire crier, peu nous importe: la nation, instruite par l'expérience des crimes et des imbécilités de la République mère, les jugera. || Que le centre gauche fasse des efforts désespérés pour se tenir en équilibre sur la pente de l'abîme qu'il a voulu affronter; que le parti légitimiste, s'enveloppant dans ses traditions, demeure convaincu que d'effroyables fatalités ramèneront la France affolée aux pieds de son roi — illusions de fidélité qu'il nous convient d'honorer, messieurs; car nous

aussi, nous sommes des fidèles; — que les partisans de la branche cadette, — je me sers ici d'une expression que l'on dit n'avoir plus qu'une valeur historique, — que les partisans de la branche cadette, après avoir péniblement louvoyé vers la monarchie légitime, aient tout à coup tourné le cap vers la République; qu'ils persistent à occuper les avenues du pouvoir, et épient dans l'avenir une fortune de rencontre ou un accident heureux! ‖ Qu'importe encore au parti impérialiste toutes ces aspirations, toutes ces visées, toutes ces manoeuvres? Le parti impérialiste, lui aussi, peut mettre le pied non en dehors, mais en dedans de la constitution et y abriter ses espérances. Le droit de revision lui ouvre un champ non moins vaste qu'à tous autres. Que la dissolution cesse d'être un mirage, que le scrutin électoral soit ouvert, et le parti impérialiste prendra vaillamment sa large part dans ces grands combats; il y aura pour auxiliaire le déchaînement des passions radicales, qui poussera tous les honnêtes gens à se rallier sous son drapeau. Que nos rangs grossissent, et le jour où il faudra clore enfin l'expérience par la revision légale, nous verrons ce que la France, libre et maîtresse de son sort, voudra faire d'elle-même. (Très-bien! Bravo!) ‖ Pour moi, tous les sentiments qui m'animent, tout ce que j'ai d'études et de réflexions me crie que jamais la nation n'acceptera la République comme gouvernement définitif. Si la République a pu durer jusqu'à ce moment, c'est que, de la République, nous en avons eu le moins possible; mais, je vous le déclare avec une ferme conviction, plus l'essai sera sincère et complet, moins les convictions de la France tarderont à se prononcer; et plus la République sera la République, plus inexorable sera le jugement, plus entière sera la réparation du 4 septembre. (Oui! oui!) ‖ Dans ces luttes désormais prochaines, la Corse sera, comme elle l'a été jusqu'à ce jour, l'avantgarde du parti impérialiste. Lorsque l'ouragan du 4 septembre a passé sur sa tête, elle n'a pas courbé le front; elle est restée debout et fière devant les agents de la dictature. Ses premiers votes ont été l'expression de sa fidélité traditionnelle, de son inaltérable dévouement; ses suffrages futurs montreront avec éclat que ni les dissentiments secondaires ni les tentatives faites pour surprendre sa bonne foi n'ont réussi à ébranler ses nobles sentiments, à troubler ses patriotiques espérances. C'est que vous avez dans le coeur plus qu'une conviction; c'est que vous y gardez un culte pour le nom, la gloire et la cause des Napoléons, vous, les gardiens pieux du berceau de la glorieuse dynastie et de la nécropole de la grande famille! (Emotion profonde: — Bravos répétés.) ‖ Je n'ai plus qu'un mot à dire, et au moment de le prononcer, une indicible émotion me monte au coeur: J'étais, il y a quelques jours, sur la terre étrangère. Là, d'augustes exilés portent avec courage les douleurs du passé. Un jeune prince y garde avec dignité les titres que la nation française lui a conférés. Il y attend, dans le travail et la méditation, ce que Dieu et la France voudront faire de lui. Je ne veux rien dire aujourd'hui de ses épanchements intimes qu'animaient le patriotisme et la grandeur d'âme. ‖ Bien souvent nous avons parlé de vous, et, à l'heure du départ, les exilés m'ont

Nr. 5546. Frankreich. 16. Oct. 1875. dit cette parole que je vous apporte: „Remerciez les Corses de leur inébranlable dévouement.“ (Bravos unanimes. — Cris répétés de vive M. Rouher! vive l'appel au peuple!)

Nr. 5547.

FRANKREICH. — Rede von M. Thiers in Arcachon. — Rechtfertigung der republikanischen Verfassung.

Messieurs,

Nr. 5547. Frankreich. 17. Oct. 1875. Je vous remercie bien sincèrement de la démarche que vous faites aujourd'hui auprès de moi, et qui me touche profondément par les souvenirs qu'elle me rappelle. C'est au milieu de vous, en effet, que j'ai passé les quatre mois affreux de nos malheurs. Vous m'avez vu tous les jours consterné, désolé comme vous l'étiez tous, des bruits de nos désastres, qui se succédaient sans interruption, et me demandant avec désespoir comment on pourrait y mettre un terme. Tout à coup, dans cette situation qui semblait sans remède, je me suis trouvé accablé du fardeau du pouvoir, qui n'était certes pas enviable, mais qui n'était pas refusable non plus; et vous avez vu de vos propres yeux les efforts que je faisais pour tenir tête à la mauvaise fortune de la France! Vous êtes donc mes témoins devant elle, mes témoins devant l'histoire, et je vous remercie de venir en ce jour m'apporter votre sincère et loyal témoignage. || Vous avez tout vu, messieurs: pas une armée; et, si j'en avais possédé une, pas de ressources pour la payer; deux cent mille ennemis devant Paris, autant en Champagne et en Bourgogne, cent cinquante mille à Tours menaçant Bordeaux, cent cinquante mille à Bourges menaçant Lyon; tous les partis debout, prêts à en venir aux mains; les villes du Midi liguées pour la république, Paris livré à la Commune, et, pour former un gouvernement qui surmontât ces difficultés, la défiance universelle des esprits prêts à refuser leur concours au gouvernement qui ne répondrait pas à leurs passions! — Dans cette situation dont le souvenir, quand j'y pense, m'émeut profondément, ai-je hésité? Non. Je ne me suis pas demandé si je réussirais, je n'ai songé qu'à mon devoir, qui n'était pas de réussir, mais de me dévouer. Je n'ai pas pensé davantage à la monarchie ou à la république, j'ai accepté le pouvoir sous la forme qu'on lui a donnée et tel que les événements l'avaient fait, résolu à rendre le dépôt tel qu'on me l'avait confié. Conclure la paix, la faire la moins cruelle possible, rétablir l'ordre, les finances, l'armée, et si je le pouvais, en payant la rançon du pays, le délivrer de la présence de l'étranger, telle était la tâche à remplir, la seule dont je me sois occupé et que j'aie annoncée au pays. Avec l'aide de la France elle-même, qui ne s'est point abandonnée, avec l'aide de Dieu, qui a été clément pour nous, les premières difficultés ont été surmontées, nous avons vu un peu d'ordre se rétablir, et nous nous sommes trouvés aux portes

de Paris. || J'avais pu, avec les restes de nos défaites, réunir une force militaire de 150,000 hommes, et, si c'était assez pour essayer d'arracher Paris à la Commune, ce n'était pas assez pour contenir toutes les grandes villes de France, profondément inquiètes pour le maintien de la république, et venant nous demander avec défiance et irritation si c'était pour la monarchie que nous combattions. — Non, non, leur ai-je dit, c'est pour l'ordre, l'ordre seul, et, agissant au grand jour, j'ai porté à la tribune la réponse que j'avais faite: personne ne m'a démenti; tout le monde, au contraire, a voté l'ordre du jour que je demandais. Paris a été arraché à la Commune, les assassins des otages ont été punis au nom des lois, et par les lois seules, et la France a respiré! Ce jour-là, m'a-t-on dit quelquefois, vous pouviez tout. Hélas! non. La moitié de ma tâche était à peine accomplie; l'ennemi occupait les forts de Paris et dévorait nos campagnes, de la Seine à la Meuse; d'affreux conflits pouvaient tous les jours éclater et rallumer la guerre; et enfin, pour retirer une à une nos provinces des mains de nos vainqueurs, il fallait des milliards, et pour avoir des milliards, rétablir le crédit. Eh bien! le crédit, je l'ai deman-dé à la politique d'apaisement. Croyez-vous que si, me démentant audacieusement le lendemain du jour où j'avais déclaré que nous combattions pour l'ordre et non pour la monarchie, j'avais essayé de la relever, j'aurais obtenu l'apaisement des esprits, sans lequel toute opération financière était impossible? Non, assurément; au contraire, en restant fidèle à la parole donnée devant l'Assemblée nationale, les hommes d'ordre étant rassurés par la destruction de la Commune, les républicains devenus confiants parce qu'on ne les avait pas trompés, un calme inattendu et qui a étonné l'Europe s'est produit tout à coup: j'avais besoin de six milliards, on m'en a offert plus de quarante, et j'ai pu eu deux ans reprendre un à un nos départements occupés, libérer le territoire et rendre la France à elle-même. || Voilà les faits, messieurs, et si je vous les rappelle, ce n'est pas pour faire ressortir la part que j'ai pu y prendre; non, le pays lui-même veut bien me les rappeler tous les jours, sans que je vienne moi-même réveiller sa généreuse mémoire. Ces faits, je vous les rappelle pour en tirer l'enseignement dont nous avons besoin, et qui doit décider de la conduite que nous avons à tenir pour notre salut définitif. || A Bordeaux, à Paris, avant et après la Commune, y a-t-il eu un jour, un seul, où nous ayons pu songer à rétablir la monarchie? ... A Bordeaux, il eût été fou et coupable d'y songer, quand aucune des choses urgentes qui étaient à faire n'était seulement entreprise; sous les murs de Paris, c'eût été la plus souveraine des imprudences; le lendemain, le plus audacieux des manques de parole, et le contraire, surtout, de cette politique d'apaisement qui seule a libéré le territoire et rouvert la carrière de l'industrie, du commerce, de l'économie, complètement fermée pour nous. || Un jour devait venir cependant où la question de la forme du gouvernement se poserait devant le pays naturellement et nécessairement. La France était délivrée de la presence de l'étranger, et ce „noble blessé", comme je l'avais qualifiée, ayant recouvré ses forces et la

Nr. 5547. Frankreich. 17. Oct. 1875.

liberté de ses esprits, tous les partis à la fois ont demandé qu'il fût pourvu à la Constitution du pays. A ce moment, messieurs, ai-je pris sur moi de soulever cette redoutable question? Non, j'en connaissais la gravité; je me suis borné à signaler l'état de l'opinion, en laissant, bien entendu, à l'Assemblée nationale le soin de prononcer; car, je me hâte de le dire, j'aurais pu décider la question à moi seul que je ne l'aurais pas fait. D'une monarchie de douze siècles, moi, humble citoyen, vouloir faire une république, une république à destinée inconnue! Non, non; j'aurais été, ce que je n'étais pas, tout-puissant, disposant d'armées victorieuses, que j'aurais regardé comme une impiété de me substituer à la nation! Je n'étais, je ne pouvais être que son dévoué serviteur, et je me suis borné à mettre sous ses yeux la question que je n'avais pas soulevée et que la Providence avait seule placée devant nous. Mais en la présentant avec ma franchise naturelle, j'ai laissé voir mon opinion personnelle, et alors l'Assemblée nationale, usant de son droit, s'est séparée de moi. || Loin de m'en plaindre, je l'en remercie. Ma tâche la plus indiquée était achevée; les choses incontestablement bonnes, telles que le rétablissement de l'ordre et du crédit, la libération du territoire, étaient accomplies, et il ne restait que la tâche ingrate, impossible, de satisfaire les partis, voulant chacun le contraire de ce que voulaient les autres. Sans doute, j'aurais pu légalement retenir le pouvoir, à une condition toutefois: c'était de changer le ministère en appelant des hommes qui croyaient la monarchie désirable et surtout possible. Je n'ai cru ni digne d'un bon citoyen, ni utile pour le pays, d'agir de la sorte. Le pouvoir m'étant redemandé, je l'ai remis à l'instant même, sans hésitation, sans regrets. Peut-être aurais-je pu opérer quelque bien encore; mais il y avait quelque chose de plus urgent: c'était d'éclairer le pays, et de l'éclairer complètement sur la possibilité de refaire la monarchie. Pouvait-elle être rétablie? Y avait-il à-propos, utilité, possibilité, chance de durée à l'essayer? || Il appartenait aux auteurs du 24 mai de faire sortir cette vérité des obscurités de la situation. Moi présent au pouvoir, il serait resté aux partis le prétexte de ma mauvaise volonté. Les hommes du 24 mai au pouvoir, toute fausse interprétation devenait impossible. C'était à eux à faire la lumière, et, je crois pouvoir l'affirmer, ils l'ont faite éclatante, irrésistible. || En effet, eux présents au pouvoir, et, le sachant, ne l'empêchant pas, on est allé à Frohsdorf, et, qu'on me permette de le dire, sans se soucier beaucoup des lois, on est allé traiter de la couronne de France! || Loin de blâmer mes successeurs de leur attitude en cette occasion, je trouve bon qu'ils aient ainsi laissé tout faire, tout tenter; mais, alors, il faut bien m'accorder que la preuve est complète, sans que rien y manque, et je me borne à cette question: „La monarchie a-t-elle été rétablie?“ || A cette simple question, j'entends la voix des partis: C'est la faute de M. le comte de Chambord! disent quelques-uns. Loin de moi, messieurs, l'inconvenance de blâmer M. le comte de Chambord, et l'inconvenance tout aussi grande de le défendre. Je crois être plus respectueux en ne le jugeant pas; mais ses amis répondent pour lui à ceux qui l'accusent:

C'est votre faute, à vous, disent-ils, à vous qui avez voulu faire des conditions au roi! — Je ne juge, je le répète, ni les uns ni les autres: mais la monarchie sans conditions n'a pas été faite. Restait la monarchie à conditions, et elle avait ses représentants naturels dans les princes d'Orléans. Dieu me garde de les juger eux aussi! J'ai loyalement servi leur auguste père, et je n'aurai jamais pour eux que les affectueux respects que je leur dois. Mais, on le sait, ces princes avaient déposé aux pieds de M. le comte de Chambord l'engagement de s'abstenir de toute prétention. Dès lors, la maison de Bourbon était hors de cause. Restait le jeune successeur des Napoléons, achevant son éducation et chargé de la mémoire encore toute fraîche de nos désastres. Aussi, messieurs, après avoir échoué à Frohsdorf, personne n'a essayé de réussir ailleurs; et pendant près de deux années, nous avons eu sous les yeux le spectacle monotone et triste de l'impuissance des partis, s'accusant les uns les autres d'être impossibles, s'observant toutefois d'un oeil jaloux, toujours prêts à s'unir contre celui qui semblait avoir un avantage d'un moment sur les autres, et n'hésitant pas à lui préférer hautement la république. || C'est devant ce spectacle que l'Assemblée nationale, préférant, on peut le dire sans lui manquer de respect, préférant monarchie, mais reconnaissant son impossibilité, a, dans un sentiment de sagesse, voté la république dans la journée du 25 février. || Eh bien! messieurs, la république est votée: que faut-il faire? Je réponds sans hésiter: Une seule chose, et tous, tout de suite, s'appliquer franchement, loyalement, à la faire réussir. Quelque avenir qu'on puisse prévoir, il n'y a pas d'autre devoir que celui-là. || Je vois bien des gens, impatients de pénétrer l'avenir et oubliant la fable, imiter les anciens Grecs qui allaient consulter le Sphinx... Vous le savez tous, l'animal, perfide, les écoutait sans répondre, et quand ils n'avaient pas deviné l'énigme, il les dévorait. Ne recherchons pas un avenir inconnu, et consultons le devoir présent, évident, indéniable. La république est votée, et, sous peine d'être les plus inconséquents des hommes, il faut, je le répète, la faire réussir. — Faire réussir la république, me dira-t-on, c'est bien difficile! — Oui, je le reconnais; mais la monarchie tombée trois fois en quarante ans, est-elle donc plus facile? Sans doute, il dépend des partis monarchiques d'augmenter cette difficulté par leurs résistances, leur opposition ouverte ou cachée; mais rendront-ils pour cela la monarchie possible? Non; les mêmes causes subsistent et subsisteront longtemps. Supposez, par une odieuse prévision, que la maison de Bourbon n'eût plus qu'un seul représentant, il resterait les Napoléons, que nous pouvons voir voter certains jours avec les Bourbons, mais que nous ne verrons jamais régner ensemble. Or, c'est bien assez de deux dynasties pour la guerre civile, sans qu'il en faille trois. La rose blanche et la rose rouge y suffisent, et il n'est pas besoin d'en imaginer une troisième. || En créant des difficultés à la république, on ne rendrait pas, je le répète, la monarchie plus facile: on ne rendrait possible que le chaos, et, pour fin dernière, des malheurs cette fois irréparables. || Aujourd'hui, quelle est la situation vérita-

Nr. 5547. Frankreich. 17. Oct. 1875.

ble? La république n'est plus une question de principe, mais une question d'application, et c'est là que commencent non-seulement nos devoirs à tous, mais ceux du gouvernement lui-même. || Le pouvoir est resté aux hommes du 24 mai; non pas à tel ou tel, mais aux principaux. On leur a laissé le pouvoir, et on a bien fait. C'était la seule manière de les laisser sans souci et sans prétexte fondé à l'égard du maintien de l'ordre, qui était la grande objection faite à la république. Ils l'ont conservé; mais c'est à eux à bien considérer l'usage qu'ils en feront. || On me dira que c'est ce qui s'était passé à Bordeaux lorsqu'on avait laissé la république dans les mains des monarchistes. Cela est vrai; mais je prie de ne pas oublier que, parmi ces monarchistes, il y avait trois ministres républicains très anciens, très persistants, et que tous les autres ministres étaient pénétrés de la nécessité de la république, et agissaient tous avec une parfaite unité d'intentions et de vues. || C'est aujourd'hui ce qu'il faut souhaiter et obtenir. || Je comprends qu'on soutienne qu'il faut des conservateurs au pouvoir. Je l'admets; car pour ma part, j'ai toujours été conservateur, et, quoi qu'en ait dit mon ancien collègue et ami M. Magne, que je remercie de la justice qu'il a bien voulu me rendre et que je lui ai rendue en tous temps, j'ai toujours été conservateur et toujours voulu le paraître autant que je l'étais. Mais il faut s'entendre sur ce mot et prendre garde à l'interprétation qu'on cherche à lui donner. Par exemple, on établit des classes parmi les conservateurs, et puis on dit: Point de radicaux d'abord. Soit, si par là on entend les partisans de certaines théories économiques, financières et sociales, que les radicaux professent et renonceraient bientôt à pratiquer s'ils arrivaient au pouvoir. Mais on ne s'en tient pas là, et après avoir repoussé les radicaux en personne, on repousse ceux qui, sans être radicaux, mèneraient à eux par leurs manières de faire: de sorte qu'il y a les radicaux d'abord, dont il faut se défendre, puis ceux qui mèneraient aux radicaux sans l'être; puis enfin, par voie de conséquence, ceux qui nous mèneraient aux complaisants des radicaux; et, en continuant ces classifications, il pourrait bien arriver qu'on n'admît au service de la république que ceux qui n'ont jamais voulu d'elle et qui n'en veulent pas même aujourd'hui. || Sans doute, le pouvoir ne doit pas être une compétition de places, une lutte d'ambitions; mais cependant il faut faire servir un gouvernement par ceux qui en ont toujours voulu, et, au moins en partie, par ceux qui, n'en ayant pas voulu autrefois, en veulent aujourd'hui. Autrement, qu'arriverait-il? On aurait des fonctionnaires, et, en parlant des fonctionnaires, je n'entends pas cette partie modeste, laborieuse, infatigable de l'administration qui a toujours servi admirablement la France; qui le lendemain de chaque révolution est toujours venue reprendre le cours des affaires, les enseigner aux nouveaux venus qui les ignoraient, et a toujours maintenu invariable la marche des services publics: je parle des fonctionnaires politiques, changeant avec la politique et en étant la représentation aux yeux des peuples. Eh bien! on aurait des fonctionnaires qui n'osent pas prononcer le nom du gouvernement qu'ils servent, à

qui, par exemple, c'est un miracle d'arracher le mot de république; qui parlent de la France, nom sacré qui nous est cher à tous, qu'il est toujours à propos de prononcer, mais qu'il ne faudrait pas toujours prononcer, uniquement pour n'en pas employer un autre. ‖ Ce n'est pas ainsi, messieurs, qu'on rallie les populations incertaines, soupçonneuses, et qu'on se fait suivre par elles dans les voies où l'on marche, et qui sont les seules où vous puissiez marcher désormais. On s'expose, en agissant de la sorte, à offrir au pays un gouvernement incertain, tiraillé, énigmatique, dans lequel on cherche, sans la trouver, la pensée qui le dirige. ‖ Du reste, messieurs, les élections approchent, et c'est à la France qu'il appartient d'imprimer au gouvernement l'unité dont il a absolument besoin; que, se gardant de tout esprit d'exclusion, car les gouvernements exclusifs sont stériles, la France, agissant avec discernement, accueille tous les hommes qui ont su prendre leur parti, et se garde de ceux qui, républicains le jour du scrutin, se hâteraient le lendemain d'expliquer leur profession de foi par l'article de nos lois constitutionnelles qui stipule la revision. ‖ Qu'en abordant les urnes électorales, la France n'oublie pas qu'elle a son système financier à compléter, ses lois militaires à revoir, car celles qu'on a faites ne sont pas toutes bonnes, ses traités de commerce à renouveler en 1876, son enseignement à développer d'après les bases de la société moderne; et si à toutes ces difficultés de système, qui rendent les solutions si laborieuses, venaient se joindre les difficultés naissant des divisions des partis, lesquelles ont rendu tout si difficile dans l'Assemblée actuelle, que la France n'oublie pas qu'elle n'aboutirait qu'au chaos dont je vous parlais tout à l'heure, et achèverait de perdre son temps devant l'Europe, qui ne perd pas le sien; car il n'y a pas une nation qui ne s'occupe aujourd'hui de se rendre à la fois plus forte et mieux ordonnée. ‖ A ce mot de l'Europe, j'entends plus d'une voix me dire: Eh bien! quand vous aurez fait tout cela, et même quand vous y aurez réussi, vous resterez toujours seul; car jamais la république ne trouvera d'alliés dans le monde. Permettez-moi à ce sujet quelques mots encore, qui ne seront peut-être pas déplacés dans ma bouche. Les partis font l'Europe chacun à son image; et, je leur en demande bien pardon, en la faisant à leur image, ils se trompent souvent. ‖ L'Europe aujourd'hui est parfaitement raisonnable, parce qu'elle est profondément éclairée. Et pour sympathiser avec elle, savez-vous ce qu'il faut? Un gouvernement raisonnable comme elle. Sans doute, l'Europe n'a pas toujours été ce qu'elle est dans le temps présent; mais, croyez-le bien, elle n'est plus l'Europe de 1815, ni celle de 1830. ‖ Alors, sur tous les trônes, dans tous les cabinets, il y avait des princes et des ministres qui avaient combattu quarante ans la Révolution française; et lorsque tout à coup, en 1830, ils la virent sortir du tombeau où on la croyait ensevelie à jamais, ils furent profondément émus et troublés. — J'ai vu ces temps, ils ne sont jamais sortis de ma mémoire. ‖ Il semblait à toutes les imaginations que l'affreux Robespierre, que le grand et terrible Napoléon allaient reparaître et renverser tous les trônes. Ces vaines terreurs

Nr. 5547. Frankreich. 17. Oct. 1875.

furent bientôt dissipées; mais la défiance, les rancunes restèrent; l'Europe se maintint armée et coalisée contre la France, et même après avoir évacué son territoire par l'action efficace et patriotique de l'illustre duc de Richelieu, elle ne cessa pas de se réunir presque tous les ans en congrès pour veiller aux événements, et au besoin pour marcher sur la France et y étouffer la Révolution qui, disait-on, menaçait tous les gouvernements et toutes les sociétés.

Je vous le demande, y a-t-il rien de semblable aujourd'hui? Sans doute, lorsqu'il se passe quelque chose de grave chez nous, on y regarde, car la France n'a pas cessé d'être un objet de grande attention; mais la pensée unanime de tous les gouvernements, c'est de respecter scrupuleusement l'indépendance de la France, et de lui laisser à elle seule le soin de ses propres affaires. || Ainsi, il y a quarante ans, le principe de la politique européenne était l'intervention, et maintenant, au contraire, la non-intervention est le principe adopté dans tous les cabinets. || Telle est la différence capitale que l'oeil prévenu des partis n'aperçoit pas, et la cause de cette différence, c'est que le temps a marché, son flambeau éclatant à la main. On avait voulu maintenir par la force les dynasties qui régnaient en France, en Espagne, à Naples, en Toscane, en Lombardie, et on s'est bientôt convaincu que jamais des gouvernements durables ne pourraient reposer sur l'influence étrangère. On a dès lors reconnu qu'il fallait laisser chaque nation faire son sort elle-même; et en ce moment, cette conviction est poussée si loin, que si, comme en Herzégovine, par exemple, il éclate quelque trouble, la première pensée est de ne pas s'en mêler, la seconde de ne pas chercher à en profiter par respect pour le repos général, la troisième enfin de conseiller aux peuples la soumission, et à leurs souverains les réformes commandées par le temps et l'humanité. Et ces sages princes européens qui conseillent ainsi les réformes aux princes orientaux, n'ont vraiment pas mauvaise grâce à le faire; car tous se sont montrés dans leur pays de grands et sages réformateurs dont l'histoire proclamera les bienfaits. || Cherchez, en effet, regardez sur tous les trônes de l'Europe, et vous verrez qu'il n'y a pas un prince qui ne soit occupé à réformer ses Etats sous les rapports sociaux, administratifs et politiques! Tous se consacrent à cette oeuvre méritoire, excepté toutefois l'Angleterre, oui, l'Angleterre qui, s'étant donné depuis longtemps la liberté, s'est assuré à jamais le germe de toutes les réformes possibles et imaginables. || Telle est l'Europe de 1875, si différente de celle de 1815 et même de 1830! Elle était liguée, il y a quarante ans, contre les réformes, et présentement elle est tout entière réformatrice. Je supplie donc ceux qui croiraient se rapprocher d'elle en résistant à l'esprit du siècle, de comprendre qu'au lieu de se rapprocher d'elle, ils s'en éloigneraient peut-être et s'attireraient, au lieu de sympathies, des appréhensions, peut-être même du blâme. || On insiste, et on me dit: Oui, malgré tout ce que vous pouvez alléguer, ces sages princes peuvent être des réformateurs; mais ils ne sauraient être des républicains. Je me hâte de le reconnaitre, et je ne prétendrai jamais qu'il puisse y avoir des républicains

sur les trônes de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie et même d'Angleterre! Mais croyez-vous donc que ces souverains aient les yeux fermés quand vous croyez les avoir ouverts? Vous n'aimez pas la république, et plusieurs d'entre vous l'ont votée par raison, par patriotisme. Eh bien! croyez-vous que tout ce que vous savez, l'Europe ne le sache pas, que les raisons qui vous ont décidés ne lui soient pas connues? Non, non, elle sait qu'il n'y avait de possible que ce que vous avez fait, et vous approuve de l'avoir fait. Elle sourit quand on lui prête telle ou telle préférence. Elle n'a ni amour ni haine; elle a le souci du repos du monde; elle y tient par intérêt, par humanité, par hauteur de vues, et il y a tel changement que vous supposez devoir lui être agréable, qu'elle verrait avec grande inquiétude, parce qu'elle ne le croirait ni sensé ni durable. || Quant à la France, l'Europe l'estime, s'intéresse à elle, souhaite son rétablissement; car elle sent la France indispensable à l'équilibre européen. En voulez-vous une preuve? Ce printemps, un trouble de cause inconnue s'est produit dans les esprits, des craintes de guerre ont envahi toutes les imaginations, et alors l'Europe s'est-elle montrée hostile ou indifférente à la France? Loin de là! Un cri de paix est parti de tous les cabinets, et la paix a été maintenue par la puissance du sentiment universel. On parle d'alliance: n'est-ce pas là de la véritable, de la solide alliance, et la seule possible dans l'état présent des choses? Sans doute, si par alliance on entend le concert de deux ou trois puissances unies pour atteindre un but particulier, spécial, intéressé, oh! sans doute, la France n'en a pas; et, voulez-vous que je vous le dise, je n'en connais aucune de semblable en Europe aujourd'hui. A ce titre, personne, dans le temps présent, n'est l'allié d'un autre; mais tout le monde est l'allié de tout le monde, pour le maintien du repos des nations; et cette alliance vraiment sainte comprend, protége tous les intérêts, et, pour longtemps encore, est la seule souhaitable, la seule possible. || Je résume, messieurs, ces réflexions, peut-être trop longues, mais que votre présence, que les souvenirs que vous me rappelez ont fait jaillir de mon esprit et de mon coeur, et je vous dis:

Le destin, c'est-à-dire un long enchaînement des choses, où il entre des fautes qu'il ne faut plus rappeler, le destin a prononcé. Personne, depuis cinq ans, n'a pu rétablir la monarchie, et l'Assemblée nationale, quoique monarchique, a voté la république. Soyons conséquents, et tâchons de faire de cette république un gouvernement régulier, sage, fécond, et pour cela demandons à la France, par les élections futures, d'imprimer au gouvernement l'unité de vues dont il a indispensablement besoin. || Prions surtout cette chère et noble France de ne pas laisser rabaisser, insulter l'immortelle Révolution de Quatre-vingt-neuf, contre laquelle tant d'efforts sont dirigés aujourd'hui, et qui est notre gloire la plus pure et la plus populaire chez les nations; car c'est elle qui depuis trois quarts de siècle a fait pénétrer la justice dans la législation de tous les peuples. Lorsque, en effet, les blancs étaient affranchis en Europe par la main d'un sage et généreux prince, lorsque en Amérique

Nr. 5547. Frankreich. 17. Oct. 1875.

les noirs voyaient leurs fers brisés par la main d'une grande nation, c'est que l'esprit de Quatre-vingt-neuf avait soufflé sur ces régions si lointaines. Certes, nous avions atteint le comble de la gloire militaire, et cette gloire, un instant éclipsée, ne périra point; mais si la gloire militaire est un soleil qui se voile quelquefois de nuages, la gloire de la civilisation est un soleil qui ne cesse jamais de resplendir. C'est elle, et j'ai pu le voir chez les nations étrangères, c'est elle qui, toujours restée éclatante, même au moment de nos plus grands revers, avait réveillé en notre faveur la sympathie de toutes les nations, même les moins bien disposées pour nous. Unissons-nous donc pour conserver cette noble partie du patrimoine national, et en ce qui me concerne, elle aura toujours pour la défendre les derniers efforts d'une vie qui tend à sa fin, mais qui, jusqu'à son dernier jour, restera fidèle à tous les grands intérêts de la raison et de l'humanité.

Nr. 5548.

FRANKREICH. — Schreiben von M. Gambetta an seine Freunde in Lyon. — Wahlprogramm der republikanischen Partei.

Paris, 25. octobre 1875.

Nr. 5548. Frankreich. 25. Oct. 1875.

Mes chers concitoyens,

L'ouverture imminente de la dernière session de l'Assemblée nationale me prive du plaisir de répondre comme je l'eusse désiré à votre cordiale invitation. J'aurais tenu à rendre dans Lyon même, au milieu de tous les élus républicains du département du Rhône, un public hommage à cette démocratie lyonnaise qu'on a abreuvée depuis cinq ans de calomnies, de provocations, de persécutions, et dont la fermeté, le sang-froid, la discipline, ont résisté à toutes les épreuves et fini par triompher de ses plus violents détracteurs. Je ne laisserai pas toutefois arriver l'heure de la dissolution sans vous faire ma visite. Pour aujourd'hui, et afin de n'être pas tout à fait absent de votre fraternelle réunion, permettez-moi de vous envoyer quelques réflexions sur notre situation intérieure. || La Constitution du 25 février a fait enfin sortir la république de l'état précaire, à peine toléré, toujours menacé, où la tenaient les partis réactionnaires conjurés à sa perte depuis le 8 février 1871. Elle est devenue la loi fondamentale des Français. Elle a été arrachée à l'impuissance et à la haine des partis monarchistes vaincus, dans une heure de bon sens et de patriotisme qui servira à balancer dans l'histoire bien des fautes et bien des défaillances. || Ce jour-là, le 25 février, sous la double pression des périls intérieurs et des nécessités extérieures, les patriotes de l'Assemblée nationale ont fait taire leurs préférences exclusives. Ils ont su mettre le salut de la France au-dessus de leurs passions, de leurs préjugés, de leurs théories personnelles. Ils ont fondé le seul gouvernement qui, en

rassurant les intérêts, résеrvait à la démocratie le soin de sauvegarder elle-même ses destinées ultérieures. La nation tout entière l'a accueillie avec un vif sentiment de gratitude et de soulagement. La sécurité est entrée dans les esprits, la confiance dans le travail national. Les excédants d'impôts se chiffrent par plus de 100 millions de francs. Les royalistes de toutes nuances en sont réduits à exhaler les derniers cris d'une rage impuissante. Les bonapartistes s'apprêtent à tenter un dernier effort, que le sentiment de l'honneur national suffira à déjouer, en l'absence d'une administration assez ferme pour appliquer la loi à des factieux. Et cependant cette Constitution n'est encore qu'une loi qui attend son exécution. Les adversaires de la démocratie soupçonnaient si bien l'accueil enthousiaste qu'elle allait recevoir du pays, qu'ils en ont ajourné l'application par les plus misérables expédients. Mais nous touchons au terme. Les élections sont proches. Grâce à elles, les amis comme les adversaires de l'oeuvre des constituants de février pourront juger ce que pèsent dans les sympathies du pays les institutions nouvelles. Je suis tranquille sur l'épreuve. || Une fois l'Assemblée nationale dissoute, la France ayant à choisir entre l'affermissement de la légalité républicaine et les fauteurs de désordre, de réaction et de restauration, n'hésitera pas, d'un bout à l'autre du territoire, aussi bien au nom des intérêts conservateurs que des aspirations progressives, à envoyer sur les bancs des deux Chambres une forte majorité de gouvernement républicain, décidée à faire porter tous ses fruits à la politique suivie en ces dernières années. || C'est à créer cette majorité que doivent être consacrés désormais tous nos efforts; c'est pour atteindre un résultat aussi décisif pour la fortune de la France, qu'il importe que le suffrage universel soit consulté aux élections législatives par la voie du scrutin de liste. En dehors des considérations générales qu'on peut faire valoir, et qu'on fera valoir, en faveur du scrutin de liste contre tout autre mode de votation et qui toutes peuvent se résumer d'un mot: — une lutte d'opinions substituée à une lutte de personnes, — il est une raison plus haute encore et plus pressante pour les défenseurs de la Constitution de s'attacher énergiquement au scrutin de liste. Le scrutin de liste seul permet, dant chaque département, suivant son tempérament propre, la conciliation et l'alliance électorale entre toutes les fractions du parti loyalement constitutionnel. || Cette alliance si précieuse et si salutaire, conclue à la chambre sous les auspices d'hommes comme MM. Thiers, Casimir Perier, Léonce de Lavergne, etc., doit en effet être continuée devant le suffrage universel. Il ne faut jamais oublier les services rendus et ceux qu'on est en droit d'attendre. L'exemple de ces citoyens s'engageant résolûment dans les voies de la démocratie libérale et républicaine a puissamment influé sur l'opinion publique, et il est nécessaire de montrer à tous que ce n'est pas là un accord passager que peut rompre la prémière difficulté, mais au coutraire une coopération réfléchie et durable, en même temps qu'un encouragement à l'union, à la concorde des bons citoyens pour le relèvement de la patrie. || Le scrutin d'arrondissement, en suscitant les compétitions per-

Nr. 5548. Frankreich. 25. Oct. 1875.

sonnelles, en rompant toute unité d'action d'un arrondissement à un autre, en surexcitant les haines et les rancunes, exclut toute modération dans les choix et transforme cette grande consultation du suffrage universel en une multitude de petites guerres de clochers, sans grandeur et sans signification politique. Il importe au succès et à la durée d'une politique d'apaisement et de modération que le scrutin de liste, qui est à l'heure actuelle l'état légal, reste acquis au pays. On a peine à comprendre que les auteurs ou les partisans de la Constitution du 25 février puissent hésiter sur une pareille question. || Je le dis en toute sincérité, ce sont les républicains de raison qui ont le plus d'intérêt au succès définitif du scrutin de liste. || Mes renseignements, en effet, me permettent d'affirmer que c'est eux seuls qui ont tout à perdre au scrutin d'arrondissement, et je ne crains pas d'être démenti par l'événement. Quoi qu'il advienne d'ailleurs, n'ayez aucune inquiétude sur le résultat final. || Les élections, aussi bien pour le Sénat que pour la Chambre des députés, seront un triomphe pour la démocratie républicaine. || Depuis quatre ans je n'ai jamais négligé une occasion d'étudier et de suivre pas à pas les progrès de l'idée républicaine dans les diverses parties de la France et dans les diverses couches de la société française. Sans entrer dans des détails qui ne seraient pas ici à leur place, je crois pouvoir affirmer que la France n'a attendu avec tant de patience, de calme, l'heure où il plairait à ses mandataires de lui rendre le dépôt de sa souveraineté, que parce-que sa résolution était inébranlable d'affermir la république. Elle savait qu'il faudrait bien finir par la consulter, et que ce jour-là, sans tumulte, sans violence, presque sans émotion, elle choisirait ses hommes et dicterait ses volontés. | Instruite par des malheurs inouïs et immérités, la nation a évidemment gagné en expérience et en raison pratique. Elle est lasse des sauveurs qui l'ont perdue, des déclamateurs qui l'ont égarée; elle dédaigne les fanatiques qui voudraient la ramener à un passé dont elle ne peut même pas supporter le nom. Elle veut faire ses affaires elle-même et réaliser enfin le gouvernement du pays par le pays, dont la Révolution française avait apporté la promesse et les principes. | C'est cette politique qui doit triompher aux élections prochaines et devenir l'inspiratrice des actes et des entreprises des futures Assemblées. || En effet, je pense qu'il est bon que nous envisagions d'avance quelle peut être la tâche de nos futurs représentants. On peut l'envisager sous deux points de vue: 1° la direction générale de la politique du gouvernement à l'intérieur; 2° les lois à faire et les réformes à entreprendre. || Sur la première partie, l'accord est facile. Il faut une politique de liberté, qui nous débarrasse des lois d'exception, respecte et assure les droits de la presse, en ne réservant à la répression qu'un délit ou un crime, — l'attaque contre le principe républicain et le suffrage universel; qui établisse sans conteste la liberté électorale en protégeant par des dispositions légales l'exercice du droit de réunion et d'association; qui restitue aux communes leurs franchises municipales; qui garantisse la pratique de ces droits individuels et publics par la présence à la tête des affaires d'hommes à l'esprit large et éclairé, confiants dans la

démocratie, capables de la gouverner sans la craindre et sans l'asservir. || En ce qui touche le travail législatif, il est de la plus haute importance de s'imposer une règle de conduite qui détermine d'avance les divers buts à atteindre; car ce que les majorités victorieuses, de quelque nature qu'elles soient, ont surtout à redouter, c'est de vouloir toucher à tout à la fois, au risque de tout confondre et de tout compromettre. L'exemple de ces dernières années doit être toujours présent à nos yeux. La politique, de nos jours, est astreinte, comme toutes les sciences, à marcher graduellement, du simple au composé; mais, plus que toutes les autres sciences, elle exige l'esprit de circonspection, de prudence, de tempérament. La politique n'est pas une géométrie dont toutes les constructions sont tracées en des lignes parfaites, dont tous les problèmes reçoivent nécessairement des solutions exactes; elle doit s'inspirer, sans aucun doute, de principes fixes et certains; mais elle se fait avec des hommes, pour des hommes, au travers des intérêts et des passions qui se croisent en face de traditions qui résistent. Elle doit donc savoir composer avec la nécessité et ne jamais risquer le sort d'une idée ou d'un peuple pour l'honneur d'une théorie sans espoir. Nous avons eu des prédécesseurs; nous aurons des successeurs; nous ne leur transmettrons qu'un patrimoine bien imparfait; car toutes les conquêtes que nous aurons pu réaliser ne pourront donner que la mesure du progrès même des moeurs politiques, hélas! encore bien en retard. || Arrivés à la vie publique aux heures les plus difficiles de ce siècle, nous n'avons qu'un devoir: maintenir, augmenter et transmettre l'héritage à des générations mieux préparées et plus heureuses. Il faut donc mesurer et régler sa marche pour éviter les chutes. || Trois grands buts se présentent devant nous, les atteindre suffira largement à l'activité et à la durée des prochaines Assemblées: le crédit de la France, sa puissance matérielle, son développement intellectuel. Faire une France riche, puissante, éclairée. || Le premier de ces buts réclame un réorganisation financière dont l'impôt sur le revenu doit devenir la clef, en prenant légitimement l'argent là où il est et en dégrévant la consommation et par là même la production de taxes incohérentes et excessives. || Le second, en rendant le service militaire réellement personnel et universel, en y préparant, dès l'enfance, tous les jeunes Français et en faisant de l'armée la plus haute expression de l'orgueil national et l'école virile de tous les citoyens, contient une réforme pour laquelle le pays est déjà préparé et qu'il ne reste plus qu'à compléter. || Enfin, et par-dessus tout, il faut refondre à nouveau et disposer en un mécanisme complet un système d'éducation nationale qui restitue à l'Etat ses véritables attributions et qui sache faire surgir des rangs pressés de tout le peuple l'intelligence et la moralité; un système à la fois général et technique, qui puisse sûrement mettre en pleine valeur toutes les aptitudes, aussi variées que merveilleuses, du génie français; un système d'éducation qui, depuis l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur, repose sur les principes de la société moderne, le respect des lois civiles, l'amour exclusif de la patrie, et réunisse les Français de toutes les

Nr. 5548. Frankreich. 25. Oct 1875.

classes dans un même esprit de confiance mutuelle, d'émulation pour le bien général et de solidarité nationale. || L'étude des lois nécessaires à une aussi grande et décisive réforme, la formation des maîtres, des écoles et des élèves, l'exécution ferme et patiente de pareilles lois, suffiront et au delà à remplir la durée du mandat des prochaines Assemblées. Après avoir ainsi appliqué la Constitution et les lois dans un esprit constamment libéral et démocratique, il ne resterait à nos représentants qu'à rendre de nouveau la parole au pays et à le consulter alors, mais alors seulement, sur les améliorations qu'exigerait le pacte fondamental de la république. || Je suis convaincu qu'en comprenant ainsi le fonctionnement de nos nouvelles institutions on en tirera les résultats les plus bienfaisants, dont je crois devoir énumérer quelques-uns. || D'abord, les partis hostiles à la république tombent dans l'impuissance et ne tardent pas à se désagréger. La masse du parti constitutionnel subira elle-même une nouvelle transformation; elle se décomposera en deux grandes fractions également respectueuses de la Charte, chacune représentant l'une des deux forces qui se partagent toute société réglée: la force de résistance et la force de progression. || Nous assisterons, à l'abri de la Constitution, à la lutte pacifique et légale du parti conservateur et du parti novateur, les whigs et les tories de la république se disputant les suffrages de l'opinion et se succédant régulièrement au pouvoir. Dans cette France unifiée il nous sera peut-être donné de voir tomber les haines et les préjugés de classe à classe, la paix civile sera faite. Les nouvelles couches sociales, sorties de la révolution française et du suffrage universel, réconciliées avec l'élite de la vieille société, nous pourrons enfin achever, par l'alliance intime et chaque jour plus féconde du prolétariat et de la bourgeoisie, l'immense évolution commencée en 1789. Sous cette bienheureuse influence, on peut prédire presque à coup sûr un essor inouï des affaires et de la prospérité générale, un attachement tous les jours plus fervent aux institutions républicaines, une obéissance de plus en plus rigoureuse à la loi, un accroissement de la moralité publique. L'Europe, voyant la France stable, forte et sage, lui rendra ses sympathies et son rang légitime. Alors on pourra tenter avec confiance la revision de la Constitution républicaine toujours perfectible du 25 février. || L'ordre étant ainsi assuré autant que la liberté, il faudra songer aussi à un grand acte de clémence pour effacer jusqu'au souvenir de nos odieuses discordes civiles. Ce ne sera pas de la part de celui qu'on a placé à la première et inviolable magistrature de l'Etat, et dont la fermeté est connue, que pourront venir les objections à une mesure aussi humaine que politique. || C'est le coeur plein de confiance dans cet avenir que je vous envoie mes salutations fraternelles.

Léon Gambetta.

Nr. 5549.

FRANKREICH. — Loi organique sur l'élection des députés.

Nr. 5549. Frankreich. 30. Nov. 1875.

L'Assemblée nationale a adopté la loi dont la teneur suit:

Art. 1er. — Les députés seront nommés par les électeurs inscrits: || 1° Sur les listes dressées en exécution de la loi du 7 juillet 1874. || 2° Sur la liste complémentaire comprenant ceux qui résident dans la commune depuis six mois. || L'inscription sur la liste complémentaire aura lieu conformément aux lois et règlements qui régissent actuellement les listes électorales politiques, par les commissions et suivant les formes établies dans les articles 1, 2 et 3 de la loi du 7 juillet 1874. || Les pourvois en cassation relatifs à la formation et à la revision de l'une et l'autre liste seront portés directement devant la chambre civile de la cour de cassation. || Les listes électorales arrêtées au 31 mars 1875, serviront jusqu'au 31 mars 1876.

Art. 2. — Les militaires et assimilés de tous grades et toutes armes des armées de terre et de mer, ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, en non-activité ou en possession d'un congé régulier, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette dernière disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadre de réserve.

Art. 3. — Pendant la durée de la période électorale, les circulaires et professions de foi signées des candidats, les placards et manifestes électoraux signés d'un ou de plusieurs électeurs pourront, après dépôt au parquet du procureur de la République, être affichés et distribués sans autorisation préalable. || La distribution des bulletins de vote n'est point soumise à la formalité du dépôt au parquet. || Il est interdit à tout agent de l'autorité publique ou municipale de distribuer des bulletins de vote, professions de foi et circulaires des candidats. || Les dispositions de l'article 19 de la loi organique du 2 août 1875 sur les élections des sénateurs seront appliquées aux élections des députés.

Art. 4. — Le scrutin ne durera qu'un seul jour. Le vote a lieu au chef-lieu de la commune; néanmoins chaque commune peut être divisée par arrêté du préfet en autant de sections que l'exigent les circonstances locales et le nombre des électeurs. Le second tour de scrutin continuera d'avoir lieu le deuxième dimanche qui suit le jour de la proclamation du résultat du premier scrutin, conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi du 15 mars 1849.

Art. 5. — Les opérations du vote auront lieu conformément aux dispositions des décrets organique et réglementaire du 2 février 1852. || Le vote est

secret. || Les listes d'émargement de chaque section, signées du président et du secrétaire, demeureront déposées pendant huitaine au secrétariat de la mairie, où elles seront communiquées à tout électeur requérant.

Art. 6. — Tout électeur est éligible, sans condition de cens, à l'âge de 25 ans accomplis.

Art. 7. — Aucun militaire ou marin faisant partie des armées actives de terre ou de mer ne pourra, quels que soient son grade ou ses fonctions, être élu membre de la Chambre des députés. || Cette disposition s'applique aux militaires et marins en disponibilité ou en non-activité; mais elle ne s'étend ni aux officiers placés dans la seconde section du cadre de l'état-major général, ni à ceux qui, maintenus dans la première section comme ayant commandé en chef devant l'ennemi, ont cessé d'être employés activement, ni aux officiers qui, ayant des droits acquis à la retraite, sont envoyés ou maintenus dans leurs foyers en attendant la liquidation de leur pension. || La décision par laquelle l'officier aura été admis à faire valoir ses droits à la retraite deviendra, dans ce cas, irrévocable. || La disposition contenue dans le premier paragraphe du présent article ne s'applique pas à la réserve de l'armée active ni à l'armée territoriale.

Art. 8. — L'exercice des fonctions publiques rétribuées sur les fonds de l'Etat est incompatible avec le mandat de député. || En conséquence, tout fonctionnaire élu député sera remplacé dans ses fonctions si, dans les huit jours qui suivront la vérification des pouvoirs, il n'a pas fait connaître qu'il n'accepte pas le mandat de député. || Sont exceptées des dispositions qui précèdent les fonctions de ministre, sous-secrétaire d'Etat, ambassadeur, ministre plénipotentiaire; préfet de la Seine, préfet de police, premier président de la cour de cassation, premier président de la cour des comptes, premier président de la cour d'appel de Paris, procureur général près la cour de cassation, procureur général près la cour des comptes, procureur général près la cour d'appel de Paris, archevêque et évêque, pasteur président de consistoire dans les circonscriptions consistoriales dont le chef-lieu compte deux pasteurs et au-dessus, grand-rabbin du consistoire central, grand-rabbin du consistoire de Paris.

Art. 9. — Sont également exceptés des dispositions de l'article 8: 1° Les professeurs titulaires de chaires qui sont données au concours ou sur la présentation des corps où la vacance s'est produite; || 2° Les personnes qui ont été chargées d'une mission temporaire. Toute mission qui a duré plus de six mois cesse d'être temporaire et est régie par l'article 8 ci-dessus.

Art. 10. — Le fonctionnaire conserve les droits qu'il a acquis à une pension de retraite et peut, après l'expiration de son mandat, être remis en activité. || Le fonctionnaire civil qui, ayant eu 20 ans de services à la date de l'acceptation de son mandat de député, justifiera de 50 ans d'âge à l'époque de la cessation de ce mandat, pourra faire valoir ses droits à une pension de retraite exceptionnelle. || Cette pension sera réglée conformément au 3e pa-

ragraphe de l'article 12 de la loi du 9 juin 1853. || Si le fonctionnaire est remis en activité après la cessation de son mandat, les dispositions énoncées dans les articles 3 paragraphe 2 et 28 de la loi du 9 juin 1853 lui seront applicables. || Dans les fonctions où le grade est distinct de l'emploi, le fonctionnaire, par l'acceptation du mandat de député, renonce à l'emploi et ne conserve que le grade.

Art. 11. — Tout député nommé ou promu à une fonction publique salariée, cesse d'appartenir à la Chambre par le fait même de son acceptation; mais il peut être réélu si la fonction qu'il occupe est compatible avec le mandat de député. || Les députés nommés ministres ou sous-secrétaires d'Etat ne sont pas soumis à la réélection.

Art. 12. — Ne peuvent être élus par l'arrondissement ou la colonie compris en tout ou en partie dans leur ressort, pendant l'exercice de leurs fonction et pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions par démission, destitution, changement de résidence ou de toute autre manière: || 1⁰ Les prémiers présidents, présidents et les membres des parquets des cours d'appel; || 2⁰ Les présidents, vice-présidents, juges titulaires, juges d'instruction et membres du parquet des tribunaux de première instance; || 3⁰ Le préfet de police, les préfets et les secrétaires généraux des préfectures, les gouverneurs, directeurs de l'intérieur et secrétaires généraux des colonies; || 4⁰ Les ingénieurs en chef et d'arrondissement; les agents-voyers en chef et d'arrondissement; || 5⁰ Les recteurs et inspecteurs d'académie; || 6⁰ Les inspecteurs des écoles primaires; || 7⁰ Les archevêques, évêques et vicaires généraux; || 8⁰ Les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances; || 9⁰ Les directeurs des contributions directes et indirectes, de l'enregistrement et des domaines et des postes; || 10⁰ Les conservateurs et inspecteurs des forêts. || Les sous-préfets ne peuvent être élus dans aucun des arrondissements du département où ils exercent leurs fonctions.

Art. 13. — Tout mandat impératif est nul et de nul effet.

Art. 14. — Les membres de la Chambre des députés sont élus au scrutin individuel. Chaque arrondissement administratif nommera un député. Les arrondissements dont la population dépasse cent mille habitants nommeront un député de plus par cent mille ou fraction de cent mille habitants. Les arrondissements, dans ce cas, seront divisés en circonscriptions dont le tableau sera établi par une loi et ne pourra être modifié que par une loi.*)

Art. 15. — Les députés sont élus pour quatre ans. || La Chambre se renouvelle intégralement.

Art. 16. — En cas de vacance par décès, démission ou autrement, l'élection devra être faite dans le délai de trois mois, à partir du jour où la va-

---

*) Dieser Artikel, welcher die Einzelwahl (Arrondissementswahl) gegenüber der Listenwahl (Departementswahl) festsetzt, wurde am 11. November in zweiter Lesung mit 357 gegen 326 Stimmen angenommen. A. d. Red.

Nr. 5549. Frankreich. 30. Nov. 1875. cance se sera produite. En cas d'option, il est pourvu à la vacance dans le délai d'un mois.

Art. 17. — Les députés reçoivent une indemnité. || Cette indemnité est réglée par les articles 96 et 97 de la loi du 15 mars 1849 et par les dispositions de la loi du 16 février 1872.

Art. 18. — Nul n'est élu, au premier tour de scrutin, s'il n'a réuni: 1° La majorité absolue des suffrages exprimés; || 2° Un nombre de suffrages égal au quart des électeurs inscrits. || Au deuxième tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu.

Art. 19. — Chaque département de l'Algérie nomme un député.

Art. 20. — Les électeurs résidant en Algérie dans une localité non érigée en commune seront inscrits sur la liste électorale de la commune la plus proche. || Lorsqu'il y aura lieu d'établir des sections électorales, soit pour grouper des communes mixtes dans chacune desquelles le nombre des électeurs serait insuffisant, soit pour réunir les électeurs résidant dans des localités non érigées en communes, les arrêtés pour fixer le siége de ces sections seront pris par le gouverneur général, sur le rapport du préfet ou du général commandant la division.

Art. 21. — Les quatre colonies auxquelles il a été accordé des sénateurs par la loi du 24 février 1875, relative à l'organisation du Sénat, nommeront chacune un député.

Art. 22. — Toute infraction aux dispositions prohibitives de l'article 3 § 3 de la présente loi, sera punie d'une amende de seize francs à trois cents francs. Néanmoins, le tribunal de police correctionnelle pourra faire application de l'article 463 du code pénal. || Les dispositions de l'article 6 de la loi du 7 juillet 1874 seront appliquées aux listes électorales politiques. || Le décret du 29 janvier 1871 et les lois du 10 avril 1871, du 2 mai 1871 et du 18 février 1873 sont abrogés. || Demeure également abrogé le paragraphe 11 de l'article 15 du décret organique du 2 février 1852 en tant qu'il se réfère à la loi du 21 mai 1836 sur les loteries, sauf aux tribunaux à faire aux condamnés l'application de l'article 42 du code pénal. || Continueront d'être appliquées les dispositions des lois et décret en vigueur auxquelles la présente loi ne déroge pas.

Art. 23. — La disposition de l'article 12, par laquelle un délai de six mois doit s'écouler entre le jour de la cessation des fonctions et celui de l'élection, ne s'appliquera pas aux fonctionnaires autres que les préfets et les sous-préfets, dont les fonctions auront cessé, soit avant la promulgation de la présente loi, soit dans les vingt jours qui la suivront. || Délibéré en séance publique, à Versailles, les 4 juin 1874, 13 et 30 novembre 1875.*)

Le président,

Signé: duc D'Audriffet-Pasquier.

---

*) Die Annahme des ganzen Gesetzes in dritter Lesung erfolgte mit 506 gegen 85 Stimmen. A. d. Red.

Nr. 5549. Frankreich. 30. Nov. 1875.

Les secrétaires,

Signé: Félix Voisin, E. de Cazenove de Pradine, Louis de Ségur, Étienne Lamy, Duchatel, vicomte Blin de Bourdon.

Le Président de la République promulgue la présente loi.

M[al] de Mac Mahon,
Duc de Magenta.

Par le Président de la République:
Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,
L. Buffet.

Nr. 5550.

FRANKREICH. — Aus der Sitzung der Nationalversammlung vom 31. December 1875. — Schlussrede des Präsidenten, Duc d'Audiffret-Pasquier.

Nr. 5550. Frankreich. 31. Dec. 1875.

M. le président. — Messieurs, après une législature qui a duré cinq années, vous êtes arrivés au terme que vous avez fixé à vos travaux. Vous allez rendre au pays le mandat qu'il vous avait confié dans des circonstances qui en grandissaient le péril et l'honneur. || A peine réunis, aux douleurs de l'invasion venait se joindre l'odieux spectacle d'une insurrection sans exemple. Avec notre héroïque armée, vous avez vaincu la Commune. Vous avez fait la paix, payé notre rançon. Dans une guerre follement entreprise, la victoire nous avait trahis; mais au lendemain de nos désastres, l'étranger pouvait apprécier ce qu'il restait encore de ressources et de crédit à ce pays honnête et laborieux. (Sensation marquée. — Très bien! très bien!) || A ce moment, vous avez abordé la seconde partie de votre tâche, réorganisé votre administration intérieure, décidé vos institutions politiques. || Chacun de vous avait apporté dans cette enceinte ses convictions, ses souvenirs, ses espérances. Elles ont toutes été dominées par une seule et unique pensée, l'amour du pays! (C'est vrai! — Très bien! très bien!) De là est sortie la Constitution du 25 février, oeuvre incomplète peut-être, mais en dehors de laquelle vous deviez craindre que le pays ne se trouvât de nouveau exposé au despotisme et à l'anarchie. (Vive approbation.) || Cette oeuvre, vous la confiez aujourd'hui à la loyauté du maréchal de Mac-Mahon, (Très bien! très bien!) au patriotisme des Assemblées futures, à la sagesse de ce pays qui, pendant cinq ans, vous a si noblement secondés. (Applaudissements.) || Jamais autorité ne fut plus respectée que la vôtre, jamais volonté mieux obéie! Admirable réponse faite à l'avance, à ceux qui oseraient prétendre, dans l'avenir, que la France n'est pas digne de la liberté! (Bravos et applaudissements prolongés à gauche et sur plusieurs bancs au centre et à droite.) || Partez donc avec confiance, messieurs; allez vous soumettre à son jugement. Ne craignez pas qu'elle vous

Nr. 5550. Frankreich. 31. Dec. 1875. reproche les concessions que vous avez faites à sa paix et à son repos; car il est deux choses que vous lui remettez intactes: son drapeau et ses libertés. (Applaudissements et acclamations sur un grand nombre de bancs.)

Nr. 5551.

FRANKREICH. — Proclamation des Präsidenten der Republik, Marschall Mac-Mahon, betreffend die Wahlen.

Nr. 5551. Frankreich. 13. Jan. 1876.

Français,

Pour la première fois depuis cinq ans, vous êtes appelés à des élections générales. Il y a cinq ans, vous avez voulu l'ordre et la paix. Au prix des plus cruels sacrifices, à travers les plus redoutables épreuves, vous les avez obtenus. || Aujourd'hui, vous voulez encore l'ordre et la paix. Les Sénateurs et les Députés, que vous élirez, devront, avec le Président de la République, travailler à les maintenir. || Nous devrons appliquer ensemble, avec sincérité, les lois constitutionnelles, dont j'ai seul le droit, jusqu'en 1880, de provoquer la revision. Après tant d'agitations, de déchirements et de malheurs, le repos est nécessaire à notre pays et je pense que nos institutions ne doivent pas être revisées avant d'avoir été loyalement pratiquées. || Mais pour les pratiquer comme l'exige le salut de la France, la politique conservatrice et vraiment libérale, que je me suis constamment proposé de faire prévaloir, est indispensable. || Pour la soutenir, je fais appel à l'union des hommes qui placent la défense de l'ordre social, le respect des lois, le dévouement à la patrie, au-dessus des souvenirs, des aspirations et des engagements de parti. Je les convie à se rallier tous autour de mon Gouvernement. || Il faut que, à l'abri d'une autorité forte et respectée, les droits sacrés qui survivent à tous les changements de gouvernement et les intérêts légitimes que tout gouvernement doit protéger, se trouvent en pleine sécurité. || Il faut non seulement désarmer ceux qui pourraient troubler cette sécurité dans le présent, mais décourager ceux qui la menacent dans l'avenir par la propagation de doctrines antisociales et de programmes révolutionnaires. || La France sait que je n'ai ni recherché ni désiré le pouvoir dont je suis investi; mais elle peut compter que je l'exercerai sans faiblesse, et pour remplir jusqu'au bout la mission qui m'est confiée, j'espère que Dieu m'aidera et que le concours de la Nation ne me fera pas défaut.

Le Président de la République Française,
M^{al} de Mac Mahon,
Duc de Magenta.

Par le Président de la République:
Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,
L. Buffet.

Americanische Botschaft von 1875.

Nr. 5552.

VEREINIGTE STAATEN von **AMERICA.** — Jahresbotschaft des Präsidenten Grant.

To the Senate and House of Representatives:

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

In submitting my seventh annual Message to Congress in this Centennial year of our national existence as a free and independent people, it affords me great pleasure to recur to the advancement that has been made from the time of the colonies 100 years ago.

We were then a people numbering only three million. Now we number more than forty millions. Their industries were confined almost exclusively to the tillage of the soil. Now manufactories absorb much of the labor of the country. Our liberties remain unimpaired. The bondsmen have been freed from slavery. We have become possessed of the respect, if not the friendship, of all civilized nations. Our progress has been great in all the arts, in science, agriculture, commerce, navigation, mining, mechanics, law, medicine &c. And in general education the progress is likewise encouraging. Our thirteen States have become thirty-eight, including Colorado (which has taken the initiatory steps to become a State), and eight Territories, including the Indian Territory and Alaska, and excluding Colorado, making a territory extending from the Atlantic to the Pacific. On the south we have extended to the Gulf of Mexico, and in the west from the Mississippi to the Pacific. One hundred years ago the cotton gin, the steam-ship, the railroad, the telegraph, the reaping, sowing, and modern printing machines, and numerous other inventions of scarcely less value to our business and happiness, were entirely unknown. In 1776 manufactories scarcely existed even in name in all this vast territory. In 1870 more than two million of persons were employed in manufactories, producing more than two billion one hundred million dollars of products in amount annually—nearly equal to our national debt. From nearly the whole of the population of 1776 being engaged in that one occupation of agriculture, in 1870, so numerous and diversified had become the occupations of our people that less than six millions out of more than forty millions were so engaged. The extraordinary effect produced in our country by a resort to diversified occupations has built a market for the products of fertile lands distant from the seaboard, and the markets of the world. The American system of locating various and extensive manufactories next to the plow and the pasture, and adding connecting railroads and steamboats, has produced in our distant interior country a result noticeable by the intelligent parts of all

Nr. 5552.
Ver. Staaten.
7. Dec. 1875.

commercial nations. The ingenuity and skill of American mechanics have been demonstrated at home and abroad in a manner most flattering to their pride. But for the extraordinary genius and ability of our mechanics, the achievements of our agriculturists, manufacture and transportation throughout the country would have been impossible of attainment. The progress of the miner has also been great. Of coal our production was small; now many millions of tons are mined annually. So with iron, which formed scarcely an appreciable part of our products half a century ago, we now produce more than the world consumed at the beginning of our national existence. Lead, zinc and copper, from being articles of import, we may expect to be large exporters of in the near future. The development of gold and silver mines in the United States and Territories has not only been remarkable, but has had a large influence upon the business of all commercial nations. Our merchants in the last hundred years have had a success and have established a reputation for enterprise, sagacity, progress and integrity unsurpassed by the people of older nationalities. The 'good name' is not confined to their homes, but goes out upon every sea and into every port where commerce enters. With equal pride we can point to our progress in all of the learned professions. As we are now about to enter upon our second centennial, commencing our manhood as a nation, it is well to look back upon the past and study what will be best to preserve our present and advance our future greatness. From the fall of Adam for his transgression to the present day no nation has ever been free from threatened danger to its prosperity and happiness. We should look to the dangers threatening us, and remedy them so far as lies in our power. We are a republic whereof one man is as good as another before the law. Under such a form of government it is of the greatest importance that all should be possessed of education and intelligence enough to cast a vote with a right understanding of its meaning. A large association of ignorant men cannot for any considerable period oppose a successful resistance to tyranny and oppression from the educated few, but will inevitably sink into acquiescence to the will of intelligence, whether directed by the demagogue or by priestcraft. Hence the education of the masses becomes of the first necessity for the preservation of our institutions. They are worth preserving, because they have secured the greatest good to the greatest proportion of the population of any form of government yet devised. All other forms of government approach it just in proportion to the general diffusion of education and independence of thought and action.

As the primary step, therefore, to our advancement in all that has marked our progress in the past century, I suggest for your earnest consideration and most earnestly recommend it, that a constitutional amendment be submitted to the Legislatures of the several States for ratification, making it the duty of each of the several States to establish and forever maintain free public schools adequate to the education of all the children in the rudimentary

branches within their respective limits, irrespective of sex, color, birth-place, or religion, forbidding the teaching in said schools of religious, atheistic, or pagan tenets and prohibiting the granting of any school funds, or school taxes, or any part thereof, either by legislative, municipal, or other authority for the benefit, or in aid, directly or indirectly, of any religious sect or denomination, or in aid, or for the benefit, of any other object of any nature or kind whatever.

In connection with this important question I would also call your attention to the importance of correcting an evil that, if permitted to continue, will probably lead to great trouble in our land before the close of the nineteenth century. It is the accumulation of vast amounts of untaxed church property. In 1850, I believe, the church property of the United States which paid no tax, municipal or State, amounted to about doll. 83,000,000. In 1860 the amount had doubled. In 1875 it is about doll. 1,000,000,000. By 1900, without check, it is safe to say this property will reach a sum exceeding doll. 3,000,000,000. So vast a sum receiving all the protection and benefits of Government without bearing its proportion of the burdens and expenses of the same will not be looked upon acquiescently by those who have to pay taxes. In a growing country, where real estate enhances so rapidly with time as in the United States, there is scarcely a limit to the wealth that may be acquired by corporations, religious or otherwise, if allowed to retain real estate without taxation. The contemplation of so vast a property as here alluded to, without taxation, may lead to sequestration without constitutional authority and through blood. I would suggest the taxation of all property equally, whether church or corporation, exempting only the last restingplace of the dead, and possibly, with proper restrictions, church edifices.

Our relations with most of the foreign powers continue on a satisfactory and friendly footing; increased intercourse, the extension of commerce, and cultivation of mutual interests have steadily improved our relations with the large majority of the powers of the world, rendering practicable the peaceful solution of questions which from time to time necessarily arise, leaving few which demand extended or particular notice. The correspondence of the Department of State with our diplomatic representatives abroad, is transmitted herewith. I am happy to announce the passage of an act by the General Cortes of Portugal, proclaimed since the adjournment of Congress, for the abolition of servitude in the Portuguese colonies. It is to be hoped that such legislation may be another step toward the great consummation to be reached when no man shall be permitted, directly or indirectly, under any guise, excuse, or form of law, to hold his fellow-man in bondage. I am of opinion, also, that it is the duty of the United States, as contributing toward that end, and required by the spirit of the age in which we live, to provide by suitable legislation that no citizen of the United States shall hold slaves as property in any other country or be interested therein. Chili has made reparation in

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

the case of the whale ship Good Returns, seized without sufficient cause upward of forty years ago. Though she had hitherto denied her accountability the denial was never aquiesced in by this Government, and the justice of the claim has been so earnestly contended for that it is gratifying that she should have at last acknowledged it. The arbitrator in the case of the United States steamer Montijo, for the seizure and detention of which the Government of the United States of Colombia was held accountable, has decided in favor of the claim. This decision has settled a question which has been pending for several years, and which, while it continued open might more or less disturb the good understanding which it is desirable should be maintained between the Republics. A reciprocity treaty with the King of the Hawaiian Islands was concluded some months ago. As it contains a stipulation that it shall not take effect until Congress shall enact the proper legislation, copies of the instrument are herewith submitted in order that, if such should be the pleasure of Congress, the necessary legislation upon the subject may be adopted.

In March last an arrangement was made, through Mr. Cushing, our Minister in Madrid, with the Spanish Government for the payment by the latter to the United States of the sum of eighty thousand dollars in coin for the purpose of the relief of the families or persons of the ship's company and certain passengers of the Virginius. This sum was to have been paid in three installments, at two months each. It is due to the Spanish Government that I should state that the payments were fully and spontaneously anticipated by that Government, and that the whole amount was paid within but a few days more than two months from the date of the agreement, a copy of which is herewith transmitted. In pursuance of the terms of the adjustment, I have directed the distribution of the amount among the parties entitled thereto, including the ship's company and such of the passengers as were American citizens. Payments are made accordingly on application of the parties entitled thereto. The past year has furnished no evidence of an approaching termination of the ruinous conflict which has been raging for seven years in the neighboring Island of Cuba. The same disregard of the laws of civilized warfare and of the just demands of humanity which have heretofore called forth expressions of condemnation from the nations of Christendom have continued to blacken the sad scene. Desolation, ruin and pillage are pervading the rich fields of the earth, and the incendiarie's torch, firing plantations and valuable factories and buildings, is the agent marking the alternate advance or retreat of contending parties. The protracted continuance of this strife seriously affects the interests of all commercial nations, but those of the United States more than others, by reason of close proximity, its larger trade and intercourse with Cuba, and the frequent and intimate personal and social relations which have grown up between its citizens and those of the island. Moreover, the property of our citizens in Cuba is large, and is rendered insecure and depreciated in value and in capacity of production by the continuance of the

strife and the unnatural mode of its conduct. The same is true, differing only in degree with respect to the interests and people of other nations, and the absence of any reasonable assurance of a near termination of the conflict must of necessity soon compel the States thus suffering to consider what the interests of their own people and their duty toward themselves may demand. I have hoped, that Spain would be enabled to establish peace in her colony, to afford security to the property and the interests of our citizens, and allow legitimate scope to trade and commerce and the natural productions of the island. Because of this hope, and from an extreme reluctance to interfere in the most remote manner in the affairs of another and friendly nation, especially of one whose sympathy and friendship in the struggling infancy of our own existence must ever be remembered with gratitude, I have patiently and anxiously waited the progress of events. Our own civil conflict is too recent for us not to consider the difficulties which surround a government distracted by a dynastic rebellion at home, at the same time that it has to cope with a separate insurrection in a distant colony. But whatever cause may have produced the situation which so grievously affects our interests, it exists with all its attendant evils operating directly upon this country and its people. Thus far all the efforts of Spain have proved abortive, and time has marked no improvement in the situation. The armed bands of either side now occupy nearly the same ground as in the past, with the difference from time to time of more lives sacrificed, more property destroyed, and wider extents of fertile and productive fields and more of valuable property constantly wantonly sacrificed to the incendarie's torch.

In the contests of this nature, where a considerable body of people who have attempted to free themselves of the control of the superior Government have reached such a point in occupation of territory, in power, and in general organization, as to constitute in fact a body politic having a government in substance, as well as in name, possessed of the elements of stability and equipped with the machinery for the administration of internal poilcy and the execution of its laws, prepared and able to administer justice at home, as well as in its dealings with other powers, it is within the province of those other powers to recognize its existence as a new and independent nation. In such cases, other nations simply deal with an actually existing condition of things, and recognize as one of the powers of the earth that body politic which, possessing the necessary elements, has in fact become a new power. In a word, the creation of a new State is a fact. To establish the condition of things essential to the recognition of this fact there must be a people occupying a known territory united under some known and defined form of Government, acknowledged by those subjects thereto, in which the functions of government are administered by usual methods, competent to mete out justice to citizens and strangers, to afford remedies for public and for private wrongs, and able to assume the correlative international obligations, and

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

capable of performing the corresponding international duties resulting from its acquisition of the rights of sovereignty. A power should exist, complete in its organization, ready to take and able to maintain its place among the nations of the earth.

While conscious that the insurrection in Cuba has shown a strength and endurance which make it at least doubtful whether it be in the power of Spain to subdue it, it seems unquestionable that no such civil organization exists which may be recognized as an independent Government, capable of performing its international obligations and entitled to be treated as one of the powers of the earth. A recognition under such circumstances would be inconsistent with the facts, and would compel the power granting it soon to support by force the Government to which it had really given its only real claim to existence. In my judgment the United States should adhere to the policy and the principles which have heretofore been its sure and safe guides in like contests between revolted colonies and their mother country, and acting only upon the clearest evidence should avoid any possibility of suspicion or imputation.

A recognition of the independence of Cuba being, in my opinion, impracticable and indefensible, the question which next presents itself is that of the recognition of belligerent rights in the parties to the contest. In a former Message to Congress I had occasion to consider this question and reached the conclusion that the conflict in Cuba, dreadful and devastating as were its incidents, did not rise to the fearful dignity of war. Regarding it now after this lapse of time I am unable to see that any notable success, or any marked or real advance on the part of the insurgents has essentially changed the character of the contest. It has acquired greater age, but not greater or more formidable proportions. It is possible that the acts of foreign powers, and even acts of Spain herself, of this very nature might be pointed to in defense of such recognition. But now as in its past history the United States should carefully avoid the false lights which might lead it into the mazes of doubtful law and questionable propriety, and adhere rigidly and sternly to the rule which has been its guide, and doing only that which is right and honest and of good report. The question of according or of withholding rights of belligerency must be judged in every sense in view of the particular attending facts. Unless justified by necessity it is always and justly regarded as an unfriendly act and a gratuitous demonstration of moral support to the rebellion. It it necessary and it is required when the interests and rights of another Government or of its people are so far affected by a pending civil conflict as to require definition of its relations to the parties thereto. But this conflict must be one which will be recognized in the sense of international law as war. Belligerence, too, is a fact. The mere existence of contending armed bodies and their occasional conflicts, do not constitute war in the sense referred to. Applying to the existing condition of affairs in Cuba the tests recognized by publicists and writers on international law, and which have been observed by nations of dignity, honesty

and power, when free from sensitive or selfish and unworthy motives, I fail to find in the insurrection the existence of such a substantial political organization, real, palpable, and manifest to the world, having the forms and capable of the ordinary functions of government toward its own people and to other States, with courts for the administration of justice, with a local habitation, possessing such organization of force, such material, such occupation of territory, as to take the contest out of the category of a mere rebellious insurrection or occasional skirmishes, and place it on the terrible footing of war to which recognition of belligerency would aim to elevate it. The contest, moreover, is solely on land. The insurrection has not possessed itself of a single seaport whence it may send forth its flag, nor has it any means of communication with foreign powers except through the military lines of its adversaries. No apprehension of any of those sudden and difficult complications which a war upon the ocean is apt to precipitate upon the vessels both commercial and national, and upon the consular officers of other powers, calls for the definition of their relations to the parties to the contest. Considered as a question of expediency, I regard the accordance of belligerent rights still to be as unwise and premature as I regard it to be at present indefensible as a measure of right. Such recognition entails upon the country according the rights which flow from it difficult and complicated duties, and requires the exaction from the contending parties of the strict observance of their rights and obligations. It confers the right of search upon the high seas by vessels of both parties, but would subject the carrying of arms and ammunition of war, which now may be transported freely and without interruption in the vessels of the United States to detention and to possible seizure. It would give rise to countless vexatious questions, would release the parent Government from responsibility for acts done by the insurgents, and would invest Spain with the right to exercise the supervision recognized by our treaty of 1795 over our commerce on the high seas, a very large part of which, in its traffic between the Atlantic and Gulf States, and between all of them and the States upon the Pacific, passes through the waters which wash the shores of Cuba. The exercise of this supposition could scarce fail to lead, if not to abuses, certainly to collisions, perilous to the peaceful relations of the two States. There can be little doubt to what result such supervision would before long draw this nation. It would be unworthy of the United States to inaugurate the possibilities of such result by measures of questionable right, or expediency, or by any indirection. Apart from any question of theoretical right, I am satisfied that while the accordance of belligerent rights to the insurgents in Cuba might give them a hope and inducement to protract the struggle, it would be but a delusive hope, and would not remove the evils which this Government and its people are experiencing, but would draw the United States into complications which it has waited long and already suffered much to avoid.

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

The recognition of independence or of belligerency being thus in my judgment equally inadmissible, it remains to consider what course shall be adopted should the conflict not soon be brought to an end by acts of the parties themselves, and should the evils which result therefrom affecting all nations, and particularly the United States, continue. In such event I am of opinion that other nations will be compelled to assume the responsibility which devolves upon them, and to seriously consider the only remaining measures possible — mediation and intervention. Owing, perhaps, to the large expanse of water separating the island from the peninsula, the want of harmony and personal sympathy between the inhabitants of the colony and those sent thither to rule them, and the want of adaptation of the ancient colonial system of Europe to the present times, and to the ideas which the events of the past century have developed, the contending parties appear to have within themselves no depository of common confidence to suggest wisdom when passion and excitement have taken their sway, and to assume the part of peacemakers. In this view, in the early days of the contest, the good offices of the United States as a mediator were tendered in good faith, without any selfish purpose, and in the interest of humanity, and in sincere friendship for both parties, but were at the time declined by Spain, with the declaration, nevertheless, that at a future time they would be indispensable. No intimation has been received that in the opinion of Spain that time has been reached, and yet the strife continues, with all its dread horrors and all its injuries to the interests of the United States and of other nations. Each party seems quite capable of working great injury and damage to the other, as well as to all the relations and interests attendant upon the existence of peace in the island. But they seem incapable of reaching any adjustment, and both have thus far failed of achieving any success whereby one party shall possess and control the island to the exclusion of the other. Under these circumstances the agency of others, either by mediation or intervention, seems to be the only alternative which must sooner or later be invoked for the termination of the strife. At the same time, while thus impressed, I do not at this time recommend the adoption of any measure. I shall be ready at all times, and as the equal friend of both parties, to respond to a suggestion that the good offices of the United States will be acceptable to aid in bringing about a peace honorable to both. It is due to Spain, so far as this Government is concerned, that the agency of a third power, to which I have adverted, shall be adopted only as a last expedient. Had it been the desire of the United States to interfere in the affairs of Cuba, repeated opportunities for so doing have been presented within the last few years; but we have remained passive, and have performed our whole duty and all international obligations to Spain with friendship, fairness and fidelity, and with a spirit of patience and forbearance which negatives every possible suggestion of desire to interfere, or to add to the difficulties with which she has been surrounded.

The Government of Spain has recently submitted to our Minister at Madrid certain proposals which it is hoped may be found to be the basis if not the actual submission of terms to meet the requirements of the particular griefs of which this Government has felt itself entitled to complain. These proposals have not yet reached me in their full text. On their arrival they will be taken into careful examination, and may, I hope, lead to a satisfactory adjustment of the questions to which they refer, and remove the possibilities of future occurrences such as have given rise to our just complaints. It is understood, also, that renewed efforts are being made to introduce reforms in he internal administration of the island. Persuaded, however, that a proper regard for the interests of the United States and of its citizens entitled to relief from the strain to which it has been subjected by the difficulties of the question and the wrongs and losses which arise from the contest in Cuba, and that the interests of humanity itself demand the cessation of the strife before the whole island shall be laid waste and larger sacrifices of life be made, I shall feel it my duty should my hopes of a satisfactory adjustment and of the early restoration of peace and the removal of future causes of complaint be unhappily disappointed, to make a further communication to Congress at some period not far remote, and during the present session, recommending what may then seem to me to be necessary.

The free zone, so called, several years since established by the Mexican Government in certain States of that Republic adjacent to our frontier, remains in full operation. It has been always materially injurious to honest traffic, for it operates as an incentive to traders in Mexico to supply without Customs charges the wants of inhabitants on this side the line, and prevents the same wants from being supplied by merchants of the United States, thereby, to a considerable extent, defrauding our revenue and checking honest commercial enterprise. Depredations by armed bands from Mexico on the people of Texas near the frontier continue. Though the main object of the incursions is robbery, they frequently result in the murder of unarmed and peaceably-disposed persons, and in some instances even the United States Post Offices and mail communications have been attacked. Renewed remonstrances on this subject have been addressed to the Mexican Government, but without much apparent effect. The military force of this Government disposable for service in that quarter is quite inadequate to effectually guard the line, even at those points where the incursions are usually made. An experiment of an armed vessel on the Rio Grande for that purpose is on trial, and it is hoped that, if not thwarted by the shallowness of the river and other natural obstacles, it may materially contribute to the protection of the herdsmen of Texas. The proceedings of the joint commission, under the convention between the United States and Mexico, of the 4th July, 1868, on the subject of claims, will soon be brought to a close. The result of those proceedings will then be communicated to Congress. I am happy to announce

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

that the Government of Venezuela has, upon further consideration, practically abandoned its objection to pay to the United States that share of its revenue which some years since it alloted toward the extinguishment of the claims of foreigners generally. In thus reconsidering its determination, that Government has shown a just sense of selfrespect which cannot fail to reflect credit upon it in the eyes of all disinterested persons elsewhere. It is to be regretted, however, that its payments on account of claims of citizens of the United States are still so meagre in amount, and that the stipulations of the treaty in regard to the sums to be paid and the periods when these payments were to take place should have been so signally disregarded. Since my last annual Message the exchange has been made of the ratification of a treaty of commerce and navigation with Belgium, and of conventions with the Mexican Republic for the further extension of the joint commission respecting claims with the Hawaiian Islands for commercial reciprocity, and with the Ottoman Empire for extradition, all of which have been duly proclaimed.

The Court of Commissioners of Alabama claims has prosecuted its important duties very assiduously and very satisfactorily. It convened and was organized on the 22d day of July, 1874, and by the terms of the act under which it was created was to exist for one year from that date. The act provided, however, that should it be found impracticable to complete the work of the court before the expiration of the year the President might, by proclamation, extend the time of its duration to a period not more than six months beyond the expiration of the one year. Having received satisfactory evidence that it would be impracticable to complete the work within the time originally fixed, I issued a proclamation (a copy of which is presented herewith) extending the time of duration of the court for a period of six months from and after the 22d day of July last. A report made through the Clerk of the court (communicated herewith) shows the condition of the calendar on the 1st of November last, and the large amount of work which has been accomplished. Thirteen hundred and eightytwo claims have been presented, of which 682 had been disposed of at the date of the report. I am informed that 770 cases were decided during the month of November. Arguments are being made and decisions given in the remaining cases with all the dispatch consistent with the proper consideration of the questions submitted. Many of these claims are in behalf of mariners, or depend on the evidence of mariners whose absence has delayed the taking or the return of the necessary evidence. It is represented to me, that it will be impracticable to the court to finally dispose of all the cases before it within the present limit of its duration. Justice to the parties claimant who have been at large expense in preparing the claims and obtaining the evidence in their support suggest a short extension to enable the court to dispose of all of the claims which have been presented. I recommend the legislation which may be deemed proper to enable the court to complete the work before it. I recommend, that some suitable provision be made, by the creation of a

court or by conferring the necessary jurisdiction upon some appropriate tribunal, for the consideration and determination of the claims of aliens against the Government of the United States, which have arisen within some reasonable limitation of time, or which may hereafter arise, excluding all claims barred by treaty provisions or otherwise. It has been found impossible to give proper consideration to these claims by the Executive Department of the Government. Such a tribunal would afford an opportunity to aliens, other than British subjects, to present their claims on account of acts committed against their persons or property during the rebellion, as also to those subjects of Great Britain whose claims having arisen subsequent to the 9th day of April, 1865, could not be presented to the late commission organized pursuant to the provisions of the Treaty of Washington.

The electric telegraph has become an essential and indispensable agent in the transmission of business and social messages. Its operation on land and within the limit of particular States is necessarily under the control of the jurisdiction within which it operates. The lines on the high seas, however, are not subject to the particular control of any one Government. In 1869 a concession was granted by the French Government to a company which proposed to lay a cable from the shores of France to the United States. At that time there was a telegraphic connection between the United States and the Continent of Europe (through the possessions of Great Britain at either end of the line) under the control of an association which had at large outlay of capital and at great risk demonstrated the practicability of maintaining such means of communication. The cost of correspondence by this agency was great—possibly not too large at the time for a proper remuneration for so hazardous and so costly an enterprise. It was, however, a heavy charge upon a means of communication which the progress in the social and commercial intercourse of the world found to be a necessity, and the obtaining of this French concession showed that other capital than that already invested was ready to enter into competition with assurance of adequate return for their outlay. Impressed with the conviction that the interests not only of the people of the United States but of the world at large demanded, or would demand, the multiplication of such means of communication between separated continents, I was desirous that the proposed connection should be made. But certain provisions of this concessions were deemed by me to be objectionable, particularly one which gave, for a long term of years, the exclusive right of telegraphic communication by submarine cable between the shores of France and the United Staates. I could not concede, that any power should claim the right to land a cable on the shores of the United States, and at the same time deny to the United States or to its citizens an equal right to land a cable on its shores. The right to control the conditions for the laying of a cable within the jurisdictional waters of the United States to connect our shores with those of any foreign State pertains exclusively to the Government

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

of the United States, under such limitations and conditions as Congress may impose. In the absence of legislation by Congress I was unwilling, on the one hand, to yield to a foreign State the right to say that its grantees might land on our shores, while it denied a similar right to our people to land on its shores. And on the other hand I was reluctant to deny to the great interests of the world and of civilization the facilities of such communication as were proposed. I therefore withheld any resistance to the landing of the cable on condition that the offensive monopoly feature of the concession be abandoned, and that the right of any cable which may be established by authority of this Government to land upon French territory, and to connect with French land lines, and enjoy all the necessary facilities or privileges incident to the us ethereof upon as favorable terms as any other company, be conceded. As the result thereof the company in question renounced the exclusive privilege, and the representative of France was informed that, understanding this relinquishment to be construed as granting the entire reciprocity and equal facilities which had been demanded, the opposition to the landing of the cable was withdrawn. The cable under the French concession was landed in the month of July, 1869, and has been an efficient and valuable agent of communication between this country and the other continent. It soon passed under the control, however, of those who had the management of the cable connecting Great Britain with this Continent, and thus whatever benefit to the public might have ensued from competition between the two lines was lost, leaving the greater facilities of an additional line and the additional security in case of accident to one of them. But these increased facilities and this additional security, together with the control of the combined capital of the two companies, gave also greater power to prevent the future construction of other lines, and to limit the control of telegraphic communication between the two continents to those possessing the lines already laid.

Within a few months past a cable has been laid, known as the United States Direct Cable Company, connecting the United States directly with Great Britain. As soon as the cable was reported to be in working order the rates of the then existing consolidated company were greatly reduced. Soon, however, a break was announced in this new cable, and immediately the rates of the other line, which had been reduced, were again raised. This cable being now repaired, the rates appear not to be reduced by either line from those formerly charged by the consolidated companies. There is reason to believe that large amounts of capital both at home and abroad are ready to seek profitable investment in the advancement of this useful and most civilizing means of correspondence. They await, however, the assurance of the means and conditions on which they may safely be made tributary to the general good. As these cable telegraph lines connect separate States there are questions as to their organization and control which probably can be best, if not solely, settled by conventions between the respective States. In the

absence, however, of international conventions on the subject, municipal legislation may secure many points which appear to me important if not indispensable for the protection of the public against the extortions which may result from a monopoly of the right of operating cable telegrams, or from a combination between several lines:

I. No line should be allowed to land on the shores of the United States under the concession from another power which does not admit the right of any other line or lines formed in the United States to land and freely connect with and operate through its land lines.

II. No line should be allowed to land on the shores of the United States which is not by treaty stipulation with the Government from whose shores it proceeds, or by prohibition in its charter or otherwise to the satisfaction of this Government, prohibited from consolidating or amalgamating with any other cable telegraph line or combining therewith for the purpose of regulating and maintaining the cost of telegraphing.

III. All lines should be bound to give precedence in the transmission of the official messages of the Governments of the two countries between which it may be laid.

IV. A power should be reserved to the two Governments, either conjointly or to each as regards the messages dispatched from its shores, to fix a limit to the charges to be demanded for the transmission of messages.

I present this subject to the earnest consideration of Congress. In the meantime, and unless Congress otherwise direct, I shall not oppose the landing of any telegraphic cable which complies with and assents to the points enumerated, but will feel it my duty to prevent the landing of any which does not conform to the first and second points, as stated, and which will not stipulate to concede to this Government the precedence in the transmission of its official messages, and will enter into a satisfactory arrangement in regard to its charges.

Among the pressing and important subjects to which, in my opinion, the attention of Congress should be directed, are those in relation to fraudulent naturalization and expatriation. The United States with great liberality offers its citizenship to all who in good faith comply with the requirements of law. These requirements are as simple and upon as favorable terms to the emigrant as the high privilege to which he is admitted can or should permit. I do not propose any additional requirements to those which the law now demands; but the very simplicity and the want of unnecessary formality in our law have made fraudulent naturalization not infrequent, to the discredit and injury of all honest citizens, whether native or naturalized. Cases of this character are continually being brought to the notice of Government by our representatives abroad; and also those of persons resident in other countries, most frequently those who, if they have remained in this country long enough to entitle them to become naturalized, have generally not much overpassed that period, and have returned to the country of their origin where they reside, avoiding all duties to the United States by their absence, and claiming to be exempt from

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

all duties to the country of their nativity and of their residence by reason of their alleged naturalization. It is due to this Government itself, and to the great mass of the naturalized citizens who entirely, both in name and in fact, become citizens of the United States, that the high privilege of citizenship of the United States should not be held by fraud or in derogation of the laws and of the good name of every honest citizen. On many occasions it has been brought to the knowledge of the Government that certificates of naturalization are held and protection or interference claimed by parties who admit that not only they were not within the United States at the time of the pretended naturalization, but that they have never resided in the United States; in others, the certificate and record of the court show on their face that the person claiming to be naturalized had not resided the required time in the United States; in others it is admitted upon examination that the requirements of law have not been complied with. In some cases, even, such certificates have been matter of purchase. These are not isolated cases, arising at rare intervals, but of common occurrence, and which are reported from all quarters of the globe. Such occurrences cannot and do not fail to reflect upon the Government and injure all honest citizens. Such a fraud being discovered, however, there is no practicable means within the control of the Government by which the record of naturalization can be vacated, and should the certificate be taken up, as it usually is, by the diplomatic and consular representatives of the Government to whom it may have been presented, there is nothing to prevent the person claiming to have been naturalized from obtaining a new certificate from the court in place of that which has been taken from him. The evil has become so great and of such frequent occurrence, that I cannot too earnestly recommend that some effective measures be adopted to provide a proper remedy and means for the vacating of any record thus fraudulently made, and of punishing the guilty parties to the transaction. In this connection I refer, also, to the question of expatriation and the election of nationality to the United States, which was foremost in upholding the right of expatriation and was principally instrumental in overthrowing the doctrine of perpetual allegiance. Congress has declared the right of expatriation to be a natural and inherent right of all people; but, while many other nations have enacted laws providing what formalities shall be necessary to work a change of allegiance, the United States has enacted no provisions of law, and has in no respect marked out how and when expatriation may be accomplished by its citizens. Instances are brought to the attention of the Government where citizens of the United States, either naturalized or native-born, have formally become citizens or subjects of foreign powers, but who, nevertheless, in the absence of any provisions of legislation on this question, when involved in difficulties, or when it seems to be their interest, claim to be citizens of the United States, and demand the intervention of a Government which they have long since abandoned, and to which for years they have rendered no service, nor held them-

selves in any way amenable. In other cases naturalized citizens immediately after naturalization have returned to their native country, have become engaged in business, have accepted offices or pursuits inconsistent with American citizenship, and evince no intent to return to the United States until called upon to discharge some duty to the country where they are residing, when at once they assert their citizenship, and call upon the representatives of the Government to aid them in their unjust pretensions. It is but justice to all bona fide-citizens that no doubt should exist on such questions, and that Congress should determine by enactment of law how expatriation may be accomplished and change of citizenship etablished. I also invite your attention to the necessity of regulating by law the status of American women who may marry foreigners, and of defining more fully that of children born in a foreign country of American parents who may reside abroad, and also some further provision regulating or giving legal effect to marriages of American citizens contracted in foreign countries. The correspondence submitted herewith shows a few of the constantly occurring questions on these points presented to the consideration of the Government. There are few subjects to engage the attention of Congress on which more delicate relations or more important interests are dependent.

In the month of July last the building erected for the Department of State was taken possession of and occupied by that department. I am happy to announce that the archives and valuable papers of the Government in the custody of that department are now safely deposited and properly cared for.

The report of the Secretary of the Treasury shows the receipts from Customs for the fiscal year ending June 30, 1874, to have been doll. 163,103,833 69; and for the fiscal year ending June 30, 1875 to have been doll. 157,167,722 35, a decrease for the last fiscal year of doll. 5,936,111 34. Receipts from internal revenue for the year ending June 30, 1874, were doll. 102,409,784 90, and for the year ending June 30, 1875, were doll. 110,007,493 58, an increase of doll. 7,597,708 68. The report also gives a complete history of the working of the department for the last year, and contains recommendations for reforms and for legislation which I concur in, but cannot comment on so fully as I should like to do, if space would permit. I shall confine myself to a few suggestions which I look upon as vital to the best interests of the whole people, coming within the purview of the Treasury. I mean specie resumption. Too much stress cannot be laid upon this question, and I hope Congress may be induced, at the earliest day practicable, to insure the consummation of the act of the last Congress at its last session, to bring about specie resumption, on and after the 1st day of January, 1879, at furthest. It would be a great blessing, if this could be consummated even at an earlier day. Nothing seems to me more certain than that a full, healthy, and permanent reaction cannot take place in favor of the industries and financial welfare of the country until we return to a measure of values recognized throughout the

civilized world. While we use a currency not equivalent to this standard, the world's recognized standard, specie becomes a commodity like the products of the soil, the surplus seeking a market wherever there is a demand for it. Under our present system we should want none, nor should we have any were it not that Customs dues must be paid in coin, and because of the pledge to pay the interest of the public debt in coin. The yield of precious metals would flow out for the purchase of foreign productions, and leave the United States 'hewers of wood and drawers of water,' because of wiser legislation on the subject of finance by the nations with whom we have dealings. I am not prepared to say that I can suggest the best legislation to secure the end most heartily commended. It will be a source of great gratification to me to be able to approve any measure of Congress looking effectively toward securing resumption. Unlimited inflation would probably bring about specie payments more speedily than any legislation looking to the redemption of the legal tenders in coin; but it would be at the expense of honor. The legal tenders would have no value beyond settling present liabilities, or, properly speaking, repudiating them. They would buy nothing after debts were all settled.

There are a few measures which seem to me important in this connection, and which I commend to your earnest consideration:

First—A repeal of so much of the legal-tender act as makes these notes receivable for debts contracted after a date to be fixed in the act itself—say not later than the 1st of January, 1877. We should then have quotations at real values, not fictitious ones. Gold would no longer be at a premium, but currency at a discount. A healthy reaction would set in at once, and with it a desire to make the currency equal to what it purports to be. The merchants, manufacturers and tradesmen of every calling could do business on a fair margin of profit, the money to be received having an unvarying value. Laborers and all others who work for stipulated pay or salary would receive more for their income, because extra profits would no longer be charged by the capitalist to compensate for the risk of a downward fluctuation in the value of the currency.

Second—That the Secretary of the Treasury be authorized to redeem say not to exceed doll. 2,000,000 monthly of legal-tender notes by issuing in their stead a long bond, bearing interest at the rate of three and sixty-five hundredths per cent. per annum, of denominations ranging from doll. 50 up to doll. 1,000 each. This would in time reduce the legal-tender notes to a volume that could be kept afloat without demanding redemption in large sums suddenly.

Third—That additional power be given to the Secretary of the Treasury to accumulate gold for final redemption, either by increasing the revenue, curtailing expenses, or both. It is preferable to do both, and I recommend that a reduction of expenditures be made wherever it can be done without impairing Government obligations or crippling the due execution thereof. One measure for increasing the revenue, and the only one I think of, is the restoration of the duty on tea and coffee. These duties would add probably

eighteen millions of dollars to the present amount received from imports, and would in no way increase the prices paid for those articles by the consumers. These articles are the products of countries collecting revenue from exports, and as we, the largest consumers, reduce the duties they proportionally increase them. With this addition to the revenue, many duties now collected, and which give but an insignificant return for the cost of collection might be remitted, and to the direct advantage of consumers at home. I would mention those articles which enter into manufactures of all sorts. All duties paid upon such articles go directly to the cost of the article when manufactured here, and must be paid for by the consumers. These duties not only come from the consumers at home, but act as a protection to foreign manufacturers of the same completed articles in our own and distant markets. I will suggest or mention another subject bearing upon the problem of how to enable the Secretary of the Treasury to accumulate balances. It is to devise some better method of verifying claims against the Government than at present exists through the Court of Claims, especially those claims growing out of the late war. Nothing is more certain than that a very large percentage of the amounts passed and paid are either wholly fraudulent, or are far in excess of the real losses sustained. The large amount of losses proved on good testimony according to existing laws, by affidavits of fictitious or unscrupulous persons, to have been sustained on small farms and plantations are not only far beyond the possible yield of those places for any one year, but, as every one knows who has experience in tilling the soil, and who has visited the scenes of these spoliations, are in many instances more than the invidual claimants were ever worth, including their personal and real estate. The report of the Attorney General, which will be submitted to Congress at an early day, will contain a detailed history of awards made and of claims pending of the class here referred to.

The report of the Secretary of War, accompanying this Message, gives a detailed account of the Army operations for the year just passed, of expenses for maintenance, &c., with recommendations for legislation, to which I respectfully invite your attention. To some of these I invite special attention.

First—The necessity of making doll. 300,000 of the appropriation for the Subsistence Department available before the beginning of the next fiscal year. Without this provision troops at points distant from the supply production must either go without food or existing laws must be violated. It is not attended with cost to the Treasury.

Second—His recommendation for the enactment of a system of annuities for the families of deceased officers by voluntary deductions from the monthly pay of officers. This, again, is not attended with burden upon the Treasury, and would for the future relieve much distress which every old Army officer has witnessed in the past, of officers dying suddenly, or being killed, leaving families without even the means of reaching their friends, if fortunate enough to have friends to help them.

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

Third—The repeal of the law abolishing mileage and a return to the old system.

Fourth—The trial with torpedoes under the Corps of Engineers and appropriation for the same. Should war ever occur between the United States and any maritime power, torpedoes will be among, if not the most, effective and cheapest auxiliary for the defense of harbors, and also in aggressive operations, that we can have. Hence it is desirable to learn by experiment their best construction and application as well as effect.

Fifth—A permanent organization for the Signal Service Corps. This service has now become a necessity of peace as well as war, under the advancement made by the presentable management.

Sixth—A renewal of the appropriation for compiling the official records of the war, &c.

The condition of our Navy at this time is a subject of satisfaction. It does not contain, it is true, any of the powerful cruising iron-clads which make to much of the maritime strength of some other nations; but neither our continental situation nor our foreign policy requires that we should have a large number of ships of this character, while this situation and the nature of our ports continue to make those of other nations little dangerous to us under any circumstances. Our Navy does contain, however, a considerable number of iron-clads of the monitor class which, though not properly cruisers, are powerful and effective for harbor defense and for operations near our own shores. Of these all the single-turreted ones, fifteen in number, have been substantially rebuilt, their rotten wooden beams replaced with iron, their hulls strengthened, and their engines and machinery thoroughly repaired, so that they are now in the most efficient condition, and ready for sea as soon as they can be manned and put in commission. The five double-turreted iron-clads belonging to our Navy, by far the most powerful of our ships for fighting purposes, are also in hand and undergoing complete repairs, and could be got ready for sea in periods varying from four to six months. With these completed according to the present design, and our two iron torpedo boats now ready, our iron-clad fleet will be for all purposes of defense at home equal to any force that can readily be brought against it. Of our wooden navy also, cruisers of various sizes, to the number of about forty, including those now in commission, are in the Atlantic and could be ready for duty as fast as men could be enlisted for those not already in commission. Of these one-third are in effect new ships, and though some of the remainder need considerable repairs to their boilers and machinery, they all are or can readily be made effective. This constitutes a fleet of more than fifty war ships, of which fifteen are iron-clad, now in hand on the Atlantic coast. The Navy has been brought to this condition by a judicious and practical application of what could be spared from the current appropriations of the last few years, and from that made to meet the possible emergency of two years ago. It

has been done quietly, without proclamation or display, and though it has necessarily straightened the department in its ordinary expenditure, and, as far as the iron-clads are concerned, has added nothing to the cruising force of the Navy, yet the result is not the less satisfactory, because it is to be found in a great increase of real rather than apparent force. The expenses incurred in the maintenance of an effective naval force in all its branches are necessarily large; but such a force is essential to our position, relations and character, and affects seriously the weight of our principles and policy throughout the whole sphere of national responsibilities. The estimates for the regular support of this branch of the service for the next year amount to a little less, in the aggregate, than those made for the current year; but some additional appropriations are asked, for objects not included in the ordinary maintenance of the Navy, but believed to be of pressing importance at this time. It would, in my opinion, be wise at once to afford sufficient means for the immediate completion of the five double-turreted monitors now undergoing repairs, which must otherwise advance slowly, and only as money can be spared from current expenses. Supplemented by these, our Navy, armed with destructive weapons of modern warfare, manned by our seamen, and in charge of our instructed officers, will present a force powerful for the home purposes of a responsible though peaceful nation.

The report of the Postmaster General, herewith transmitted, gives a full history of the working of the department for the year just passed. It will be observed, that the deficiency to be supplied from the general Treasury increased over the amount required for the preceding year. In a country so vast in area as the United States, with large portions sparsely settled, it must be expected that this important service will be more or less a burden upon the Treasury for many years to come. But there is no branch of the public service which interests the whole people more than that of cheap and rapid transmission of the mails to every inhabited part of our territory. Next to the free school, the post office is the great educator of the people, and it may well receive the support of the General Government. The subsidy of doll. 150,000 per annum given to vessels of the United States for carrying the mails between New-York and Rio de Janeiro having ceased on the 30th day of September last, we are without direct mail facilities with the South American States. This is greatly to be regretted, and I do not hesitate to recommend the authorization of a renewal of that contract, and also that the service may be increased from monthly to semimonthly trips. The commercial advantages to be gained by a direct line of American steamers to the South American States will far outweigh the expense of the service. By act of Congress, approved March 3, 1875, almost all matter, whether properly mail matter or not, may be sent any distance through the mails, in packages not exceeding four pounds in weight, for the sum of sixteen cents per pound. So far as the transmission of real mail matter goes this would seem entirely proper.

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

But I suggest that the law be so amended as to exclude from the mails merchandise of all descriptions, and limit this transportation to articles enumerated, and which may be classed as mail matter proper.

The discovery of gold in the Black Hills, a portion of the Sioux reservation, has had the effect to induce a large emigration of miners to that point. Thus far the effort to protect the treaty rights of the Indians of that section has been successful; but the next year will certainly witness a large increase of such emigration. The negotiations for the relinquishment of the gold fields having failed, it will be necessary for Congress to adopt some measures to relieve the embarrassment growing out of the causes named. The Secretary of the Interior suggests that the supplies now appropriated for the sustenance of that people, being no longer obligatory under the treaty of 1868, but simply a gratuity, may be issued or withheld at his discretion. The condition of the Indian Territory to which I have referred in several of my former annual Messages remains practically unchanged. The Secretary of the Interior has taken measures to obtain a full report of the condition of that Territory, and will make it the subject of a special report at an early day. It may then be necessary to make some further recommendation in regard to legislation for the Government of that Territory.

The steady growth and increase of the business of the Patent Office indicate in some measure the progress of the industrial activity of the country. The receipts of the office are in excess of its expenditures, and the office generally is in a prosperous and satisfactory condition.

The report of the General Land Office shows that there were 2,459,601 acres less disposed of during this than during the last year. More than one-half of this decrease was in lands disposed of under the Homestead and Timber Culture laws. The causes of this decrease are supposed to be found in the grasshopper scourge and the droughts which prevailed so extensively in some of the frontier States and Territories during that time as to discourage and deter entries by actual settlers. The cash receipts were less by doll. 690,322 23 than during the preceding year. The entire surveyed area of the public domain is 680,253,094 acres, of which 26,077,531 were surveyed during the past year, leaving 1,154,471,762 acres still unsurveyed. The report of the Commissioner presents many interesting suggestions in regard to the management and disposition of the public domain and the modification of existing laws, the apparent importance of which should deserve for them the careful consideration of Congress.

The number of pensioners still continues to decrease, the highest number having been reached during the year ending June 30, 1873. During the last year 11,557 names were added to the rolls and 12,977 were dropped therefrom, showing a net decrease of 1,420. But while the number of pensioners has decreased, the annual amount due on the pension rolls has increased doll. 44,733 13. This is caused by the greatly increased average rate of pensions,

which by the liberal legislation of Congress has increased from doll. 90 26 in 1872 to doll. 103 91 in 1875 to each invalid pensioner, an increase in the average rate of fifteen per cent. in the three years. During the year ending June 30, 1875, there was paid on account of pensions, including the expenses of disbursement, doll. 29,683,116, being doll. 910,632 less than was paid the preceding year. This reduction in amount of expenditures was produced by the decrease in the amount of arrearages due on allowed claims and on pensions, the rate of which was increased by the legislation of the preceding session of Congress. At the close of the last fiscal year there were on the pension rolls 234,821 persons, of whom 210,363 were Army pensioners, 105,478 being invalids, and 104,885 widows and dependent relatives; 3,420 were Navy pensioners, of whom 1,636 were invalids and 1,784 widows and dependent relatives; 21,038 were pensioners of the war of 1812, 15,875 of whom were survivors and 5,163 were widows. It is estimated that doll. 29,535,000 will be required for the payment of pensions for the next fiscal year, an amount doll. 965,000 less than the estimate for the present year.

The geological explorations have been prosecuted with energy during the year, covering an area of about 40,000 square miles in the Territories of Colorado, Utah and New-Mexico, developing the agricultural and mineral resources and furnishing interesting scientific and topographical details of that region.

The method for the treatment of the Indians adopted at the beginning of my first term has been steadily pursued, and with satisfactory and encouraging results. It has been productive of evident improvement in the condition of that race, and will be continued, with only such modifications as further experience may indicate to be necessary.

The board heretofore appointed to take charge of the articles and materials pertaining to the War, the Navy, the Treasury, the Interior and the Post Office Departments, and the Department of Agriculture, the Smithsonian Institution, and the Commission of Food Fishes, to be contributed, under the legislation of last session, to the International Exhibition to be held at Philadelphia during the Centennial year, 1876, has been diligent in the discharge of the duties which have devolved upon it, and the preparations so far made, with the means at command give assurance that the Governmental contribution will be made one of the marked characteristics of the Exhibition. The board has observed commendable economy in the matter of the erection of buildings for the Governmental exhibit, the expense of which, it is estimated, will not exceed, say doll. 80,000. This amount has been withdrawn, under the law, from the appropriations of five of the principal departments, which leaves some of those departments without sufficient means to render their respective practical exhibits complete and satisfactory. The Exhibition being an international one, and the Government being a voluntary contributor, it is my opinion that its contribution should be of a character in quality and extent to sustain the dignity and

Nr. 5552. Ver. Staaten. 7. Dec. 1875.

credit of so distinguished a contributor. The advantages to the country of a creditable display are, in an international point of view, of the first importance, while an indifferent or discreditable participation by the Government would be humiliating to the patriotic feelings of our people themselves. I commend the estimates of the board for the necessary additional appropriations to the favorable consideration of Congress. The powers of Europe, almost without exception, many of the South American States, and even the more distant Eastern Powers have manifested their friendly sentiment toward the United States and the interests of the world in our progress by taking steps to join with us in celebrating the centennial of the nation, and I strongly recommend that a more national importance be given to this exhibition by such legislation and by such appropriation as will insure its success. Its value in bringing to our shores innumerable useful works of art and skill, the commingling of the citizens of foreign countries and our own, and the interchange of ideas and manufactures will far exceed any pecuniary outlay we may make.

I transmit herewith the report of the Commissioner of Agriculture, together with the report of the Commissioners of the Board of Audit and the Board of Health of the District of Columbia, to all of which I invite your attention. The Board of Agriculture has accomplished much in disseminating useful knowledge to the agriculturist and also in introducing new and useful productions adapted to our soil and climate, and is worthy of the continued encouragement of the Government. The report of the Commissioner of Education, which accompanies the report of the Secretary of the Interior, shows a gratifying progress in educational matters.

In nearly every annual Message that I have had the honor of transmitting to Congress I have called attention to the anomalous, not to say scandalous, condition of affairs existing in the Territory of Utah, and have asked for definite legislation to correct it. That polygamy should exist in a free, enlightened and Christian country without the power to punish so flagrant a crime against decency and morality, seems preposterous. True, there is no law to sustain this unnatural vice; but what is needed is a law to punish it as a crime, and at the same time to fix the status of the innocent children, the offspring of this system, and of the possibly innocent plural wives. But, as an institution, polygamy should be banished from the land. While this is being done I invite the attention of Congress to another matter, perhaps no less an evil, the importation of Chinese women, but few of whom are brought to our shores to pursue honorable or useful occupations.

Observations while visiting the Territories of Wyoming, Utah and Colorado during the past Autumn convinced me, that existing laws regulating the disposition of public lands, timber, &c., and probably the mining laws themselves, are very defective, and should be carefully amended at an early day. Territory where cultivation of the soil can only be followed by irrigation, and where this is not practicable the lands can only be used as pasturage and

this only where stock can reach water to quench its thirst, cannot be governed by the same laws as to entries as lands every acre of which is an independent estate by itself. Lands must be held in larger quantities to justify the expense of conducting water upon it to make it fruitful, or to justify utilizing it as pasturage. The timber in most of the Territories is principally confined to the mountain regions, which are held for entry in small quantities only, and as mineral lands. This timber is the property of the United States, for the disposal of which there is now no adequate law. The settler must become a consumer of this timber, whether he lives upon the plains or engages in working the mines. Hence every man becomes either a trespasser himself or knowingly a patron of trespassers. My opportunities for observing were not sufficient to justify me in recommending specific legislation on these subjects; but I do recommend that a joint committee of the two houses of Congress, sufficiently large to be divided into subcommittees, be organized to visit all of the mining States and Territories during the coming Summer, and that the committee shall report to Congress at the next session such laws or amendments to laws as it may deem necessary to secure the best interests of the Government and the people of these Territories, who are doing so much for their development. I am sure the citizens occupying the territory described do not wish to be trespassers, nor will they be if legal ways are provided for them to become owners of these actual necessities of their position.

As this will be the last annual Message which I shall have the honor of transmitting to Congress before my successor is chosen, I will repeat or recapitulate the questions which I deem of vital importance which should be legislated upon and settled at this session.

First—That the States shall be required to afford the opportunity of a good common school education to every child within their limits.

Second—No sectarian tenets shall ever be taught in any school supported in whole or in part by the State, nation, or by the proceeds of any tax levied upon any community. Make education compulsory so far as to deprive all persons who cannot read and write from becoming voters after the year 1890 —disfranchising none, however, on grounds of illiteracy who may be voters at the time this amendment takes effect.

Third—Declare Church and State forever separate and distinct, but each free within its proper sphere; and that all church property shall bear its own proportion of taxation.

Fourth—Drive out licensed immorality, such as polygamy and the importation of women for illegitimate purposes. To recur again to the Centennial year it would seem as though now as we are about to begin the second century of our national existence would be a most fitting time for these reforms.

Fifth—Enact such laws as will insure a speedy return to a sound currency such as will command the respect of the world.

Believing that these views will commend themselves to the great majority

Nr. 5552. Ver. Staaten 7. Dec. 1875.

of the right thinking and patriotic citizens of the United States, I submit the rest to Congress.

Executive Mansion, Dec. 7, 1875.

U. S. Grant.

Internationale Meter-Convention.

Nr. 5553.

VEREINIGTE STAATEN von AMERICA, ARGENTINISCHER BUND, BELGIEN, DÄNEMARK, DEUTSCHLAND, FRANKREICH, ITALIEN, OESTERREICH-UNGARN, PERU, PORTUGAL, RUSSLAND, SCHWEDEN und NORWEGEN, SCHWEIZ, SPANIEN, TÜRKEI und VENEZUELA. — Internationale Meter-Convention.

Nr. 5553. Vertrags-Staaten. 20. Mai 1875.

Son Excellence le président de la République française, Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, Sa Majesté l'empereur d'Autriche-Hongrie, Sa Majesté le roi des Belges, Son Excellence le président de la Confédération Argentine, Sa Majesté le roi de Danemark, Sa Majesté le roi d'Espagne, Son Excellence le président des Etats-Unis d'Amérique, Sa Majesté le roi d'Italie, Son Excellence le président de la République du Pérou, Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le roi de Suède et de Norvége, Son Excellence le président de la Confédération Suisse, Sa Majesté l'empereur des Ottomans et Son Excellence le président de la République de Vénézuéla,

Désirant assurer l'unification internationale et le perfectionnement du système métrique, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Son Excellence le président de la République française, M. le duc Decazes, député à l'Assemblée nationale, commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., ministre des affaires étrangères, || M. le vicomte de Meaux, député à l'Assemblée nationale, ministre de l'agriculture et du commerce, || Et M. Dumas, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, grand'croix de l'ordre de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.;

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, S. A. le prince de Hohenlohe-Schillingsfürst, grand'croix de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse et de l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté l'empereur d'Autriche-Hongrie, Son Excellence M. le comte Apponyi, son chambellan actuel et conseiller intime, chevalier de la Toison

d'Or, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Etienne de Hongrie et de l'ordre impérial de Léopold, etc., etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le roi des Belges, M. le baron Beyens, grand officier de son ordre de Léopold, grand-officier de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris;

Son Excellence le président de la Confédération Argentine, M. Balcarce, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération Argentine à Paris;

Sa Majesté le roi de Danemark, M. le comte de Moltke-Hvitfeldt, grand'-croix de l'ordre du Dannebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre, grand-officier de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le roi d'Espagne, Son Excellence don Mariano Roca de Togores, marquis de Molins, vicomte de Rocamora, grand d'Espagne de première classe, chevalier de l'ordre insigne de la Toison d'Or, grand'croix de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., directeur de l'Académie royale espagnole, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris, Et M. le général Ibanez, grand'croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique, etc., etc., etc., directeur général de l'Institut géographique et statistique d'Espagne, membre de l'Académie des sciences;

Son Excellence le président des Etats-Unis d'Amérique, M. Elihu-Benjamin Washburne, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à Paris;

Sa Majesté le roi d'Italie, M. le chevalier Constantin Nigra, chevalier grand'croix de ses ordres des saints Maurice et Lazare, grand-officier de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris;

Son Excellence le président de la République du Pérou, M. Pedro Galvez, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou à Paris, Et M. Francisco de Rivero, ancien envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou;

Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves, M. José da Silva Mendes Leal, pair du royaume, grand'croix de l'ordre de Saint-Jacques, chevalier de l'ordre de la Tour et l'Epée de Portugal, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, M. Grégoire Okouneff, chevalier des ordres de Russie de Sainte-Anne de 1re classe, de Saint-Stanislas de 1re classe, de Saint-Wladimir de 3e classe, commandeur de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., conseiller d'Etat actuel, conseiller de l'ambassade de Russie à Paris;

Sa Majesté le roi de Suède et de Norvége, M. le baron Adelsward, grand'-croix des ordres de l'Etoile-Polaire de Suède et de Saint-Olaf de Norvége, grand-officier de la Legion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris;

Nr. 5553. Vertrags-Staaten. 20. Mai 1875.

Son Excellence le président de la Confédération Suisse, M. Jean Conrad Kern, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Paris;

Sa Majesté l'empereur des Ottomans, Husny-Bey, lieutenant-colonel d'état-major, décoré de la 4e classe de l'ordre impérial de l'Osmanié, de la 5e classe de l'ordre du Medjidié, officier de l'ordre de la Légion d'honneur, etc.;

Et Son Excellence le président de la République de Vénézuéla, M. le docteur Eliseo Acosta,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes:

Art 1er. — Les hautes parties contractantes s'engagent à fonder et entretenir, à frais communs, un bureau international des poids et mesures, scientifique et permanent, dont le siége est à Paris.

Art. 2. — Le Gouvernement français prendra les dispositions nécessaires pour faciliter l'acquisition ou, s'il y a lieu, la construction d'un bâtiment spécialement affecté à cette destination, dans les conditions déterminées par le règlement annexé à la présente convention.

Art. 3. — Le bureau international fonctionnera sous la direction et la surveillance exclusives d'un comité international des poids et mesures, placé lui-même sous l'autorité d'une conférence générale des poids et mesures formée de délégués de tous les gouvernements contractants.

Art. 4. — La présidence de la conférence générale des poids et mesures est attribuée au président en exercice de l'Académie des sciences de Paris.

Art. 5. — L'organisation du bureau, ainsi que la composition et les attributions du comité international et de la conférence générale des poids et mesures, sont déterminées par le règlement annexé à la présente convention.

Art. 6. — Le bureau international des poids et mesures est chargé: || 1. De toutes les comparaisons et vérifications des nouveaux prototypes du mètre et du kilogramme; || 2. De la conservation des prototypes internationaux; || 3. Des comparaisons périodiques des étalons nationaux avec les prototypes internationaux et avec leurs témoins, ainsi que de celles des thermomètres étalons; || 4. De la comparaison des nouveaux prototypes avec les étalons fondamentaux des poids et mesures non métriques employés dans les différents pays et dans les sciences; || 5. De l'étalonnage et de la comparaison des règles géodésiques; || 6. De la comparaison des étalons et échelles de précision dont la vérification serait demandée, soit par des gouvernements, soit par des sociétés savantes, soit même par des artistes et des savants.

Art. 7. — Le personnel du bureau se composera d'un directeur, de deux adjoints et du nombre d'employés nécessaire. || A partir de l'époque où les comparaisons des nouveaux prototypes auront été effectuées et où ces prototypes auront été répartis entre les divers Etats, le personnel du bureau sera réduit dans la proportion jugée convenable. || Les nominations du personnel du bureau seront notifiées par le comité international aux gouvernements des hautes parties contractantes.

Art. 8. — Les prototypes internationaux du mètre et du kilogramme, ainsi que leurs témoins, demeureront déposés dans le bureau; l'accès du dépôt sera uniquement réservé au comité international.

Art. 9. — Tous les frais d'établissement et d'installation du bureau international des poids et mesures, ainsi que les dépenses annuelles d'entretien et celles du comité, seront couverts par des contributions des Etats contractants, établies d'après une échelle basée sur leur population actuelle.

Art. 10. — Les sommes représentant la part contributive de chacun des Etats contractants seront versées, au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères de France, à la caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur du bureau.

Art. 11. — Les gouvernements qui useraient de la faculté, réservée à tout Etat, d'accéder à la présente convention, seront tenus d'acquitter une contribution dont le montant sera déterminé par le comité sur les bases établies à l'article 9 et qui sera affectée à l'amélioration du matériel scientifique du bureau.

Art. 12. — Les hautes parties contractantes se réservent la faculté d'apporter d'un commun accord, à la présente convention, toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Art. 13. — A l'expiration d'un terme de douze années, la présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes. || Le gouvernement qui userait de la faculté d'en faire cesser les effets en ce qui le concerne sera tenu de notifier son intention une année d'avance et renoncera, par ce fait, à tous droits de copropriété sur les prototypes internationaux et sur le bureau.

Art. 14. — La présente convention sera ratifiée suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque Etat; les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt, si faire se peut. Elle sera mise à exécution à partir du 1 janvier 1876.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 20 mai 1875.

(L.S.) Decazes. (L.S.) C. B. Washburne.
(L.S.) C. de Meaux. (L.S.) Nigra.
(L.S.) Dumas. (L.S.) P. Galvez.
(L.S.) Hohenlohe. (L.S.) Francisco de Rivero.
(L.S.) Apponyi. (L.S.) José da Silva Mendes Leal.
(L.S.) Beyens. (L.S.) Okouneff.
(L.S.) Balcarce. (L.S.) Adelsward.
(L.S.) Moltke-Hvitfeldt. (L.S.) Kern.
(L.S.) Marquis de Molins. (L.S.) Husny.
(L.S.) Carlos Ibanez. (L.S.) E. Acosta.

Annexe N° 1.

Règlement.

Nr. 5553. Vertrags-Staaten. 20. Mai 1875.

Art. 1er. — Le bureau international des poids et mesures sera établi dans un bâtiment spécial présentant toutes les garanties nécessaires de tranquillité et de stabilité. || Il comprendra, outre le local approprié au dépôt des prototypes, des salles pour l'installation des comparateurs et des balances, un laboratoire, une bibliothèque, une salle d'archives, des cabinets de travail pour les fonctionnaires et des logements pour le personnel de garde et de service.

Art. 2. — Le comité international est chargé de l'acquisition et de l'appropriation de ce bâtiment, ainsi que de l'installation des services auxquels il est destiné. || Dans le cas où le comité ne trouverait pas à acquérir un bâtiment convenable, il en sera construit un sous sa direction et sur ses plans.

Art. 3. — Le Gouvernement français prendra, sur la demande du comité international, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître le bureau comme établissement d'utilité publique

Art. 4. — Le comité international fera exécuter les instruments nécessaires, tels que: comparateurs pour les étalons à traits et à bouts, appareils pour les déterminations des dilatations absolues, balances pour les pesées dans l'air et dans le vide, comparateurs pour les règles géodésiques, etc.

Art. 5. — Les frais d'acquisition ou de construction du bâtiment et les dépenses d'installation et d'achat des instruments et appareils ne pourront dépasser ensemble la somme de 400,000 francs.

Art. 6. — Le budget des dépenses annuelles est évalué ainsi qu'il suit:

A. Pour la première période de la confection et de la comparaison des nouveaux prototypes:

a) Traitement du directeur	15.000
Traitement de deux adjoints, à 6,000 fr.	12.000
Traitement de quatre aides à 3,000 fr.	12.000
Appointements d'un mécanicien concierge	3.000
Gages de deux garçons de bureau, à 1,500 fr.	3.000
Total des traitements . . .	45.000
b) Indemnités pour les savants et les artistes qui, sur la demande du comité, seraient chargés de travaux spéciaux. Entretien du bâtiment, achat et réparation d'appareils, chauffage, éclairage, frais de bureau	24.000
c) Indemnité pour le secrétaire du comité international des poids et mesures	6.000
Total	75.000

Le budget annuel du bureau pourra être modifié, suivant les besoins, par le comité international, sur la proposition du directeur, mais sans pouvoir dépasser la somme de 100,000 francs. || Toute modification que le comité

croirait devoir apporter, dans ces limites, au budget annuel fixé par le présent règlement, sera portée à la connaissance des gouvernements contractants. ‖ Le comité pourra autoriser le directeur, sur sa demande, à opérer des virements d'un chapitre à l'autre du budget qui lui est alloué.

B. Pour la période postérieure à la distribution des prototypes:

a)	Traitement d'un directeur	15.000
	Traitement d'un adjoint	6.000
	Appointements d'un mécanicien concierge	3.000
	Gages d'un garçon de bureau	1.500
		25.500
b)	Dépenses du bureau	18.500
c)	Indemnité pour le secrétaire du comité international . .	6.000
	Total	50.000

Art. 7. — La conférence générale, mentionnée à l'article 3 de la convention, se réunira à Paris, sur la convocation du comité international, au moins une fois tous les six ans. ‖ Elle a pour mission de discuter et de provoquer les mesures nécessaires pour la propagation et le perfectionnement du système métrique, ainsi que de sanctionner les nouvelles déterminations métrologiques fondamentales qui auraient été faites dans l'intervalle de ses réunions. Elle reçoit le rapport du comité international sur les travaux accomplis, et procède, au scrutin secret, au renouvellement par motié du comité international. ‖ Les votes, au sein de la conférence générale, ont lieu par Etat; chaque Etat a droit à une voix. ‖ Les membres du comité international siégent de droit dans les réunions de la conférence; ils peuvent être en même temps délégués de leurs gouvernements.

Art. 8. — Le comité international, mentionné à l'article 3 de la convention, sera composé de quatorze membres appartenant tous à des Etats différents. ‖ Il sera formé, pour la première fois, des douze membres de l'ancien comité permanent de la commission internationale de 1872 et des deux délégués qui, lors de la nomination de ce comité permanent, avaient obtenu le plus grand nombre de suffrages après les membres élus. ‖ Lors du renouvellement, par moitié, du comité international, les membres sortants seront d'abord ceux qui, en cas de vacance, auront été élus provisoirement dans l'intervalle entre deux sessions de la conférence; les autres seront désignés par le sort. ‖ Les membres sortants seront rééligibles.

Art. 9. — Le comité international dirige les travaux concernant la vérification des nouveaux prototypes, et en général tous les travaux métrologiques que les hautes parties contractantes décideront de faire exécuter en commun. ‖ Il est chargé, en outre, de surveiller la conservation des prototypes internationaux.

Art. 10. — Le comité international se constitue en choisissant lui-même, au scrutin secret, son président et son secrétaire. Ces nominations seront

Nr. 5553. Vertrags-Staaten. 20. Mai 1875.

notifiées aux gouvernements des hautes parties contractantes. || Le président et le secrétaire du comité et le directeur du bureau doivent appartenir à des pays différents. || Une fois constitué, le comité ne peut procéder à de nouvelles élections ou nominations que trois mois après que tous les membres en auront été avertis par le bureau du comité.

Art. 11. — Jusqu'à l'époque où les nouveaux prototypes seront terminés et distribués, le comité se réunira au moins une fois par an; après cette époque, ces réunions seront au moins bisannuelles.

Art. 12. — Les votes du comité ont lieu à la majorité des voix: en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne sont valables que si le nombre des membres présents égale au moins la moitié plus un des membres qui composent le comité. || Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents, qui devront justifier de cette délégation. Il en est de même pour les nominations au scrutin secret.

Art. 13. — Dans l'intervalle d'une session à l'autre, le comité a le droit de délibérer par correspondance. || Dans ce cas, pour que la décision soit valable, il faut que tous les membres du comité aient été appelés à émettre leur avis.

Art. 14. — Le comité international des poids et mesures remplit provisoirement les vacances qui pourraient se produire dans son sein; ces élections se font par correspondance, chacun des membres étant appelé à y prendre part.

Art. 15. — Le comité international élaborera un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du bureau, et il fixera les taxes à payer pour les travaux extraordinaires prévus à l'article 6 de la convention. || Ces taxes seront affectées au perfectionnement du matériel scientifique du bureau.

Art. 16. — Toutes les communications du comité international avec les gouvernements des hautes parties contractantes auront lieu par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Paris. || Pour toutes les affaires dont la solution appartiendra à une administration française, le comité aura recours au ministère des affaires étrangères de France.

Art. 17. — Le directeur du bureau ainsi que les adjoints sont nommés au scrutin secret par le comité international. || Les employés sont nommés par le directeur. || Le directeur a voix délibérative au sein du comité.

Art. 18. — Le directeur du bureau n'aura accès au lieu de dépôt des prototypes internationaux du mètre et du kilogramme qu'en vertu d'une résolution du comité et en présence de deux de ses membres. || Le lieu de dépôt des prototypes ne pourra s'ouvrir qu'au moyen de trois clefs, dont une sera en la possession du directeur des archives de France, la seconde dans celle du président du comité, et la troisième dans celle du directeur du bureau. || Les étalons de la catégorie des prototypes nationaux serviront seuls aux travaux ordinaires de comparaisons du bureau.

Art. 19. — Le directeur du bureau adressera, chaque année, au comité: 1° un rapport financier sur les comptes de l'exercice précédent, dont il lui sera,

après vérification, donné décharge; 2° un rapport sur l'état du matériel; 3° un rapport général sur les travaux accomplis dans le cours de l'année écoulée. ‖ Le comité international adressera, de son côté, à tous les gouvernements des hautes parties contractantes, un rapport annuel sur l'ensemble de ses opérations scientifiques, techniques et administratives, et de celles du bureau. ‖ Le président du comité rendra compte à la conférence générale des travaux accomplis depuis l'époque de sa dernière session. ‖ Les rapports et publications du comité et du bureau seront rédigés en langue française. Ils seront imprimés et communiqués aux gouvernements des hautes parties contractantes.

Art. 20. — L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 9 de la convention, sera établie ainsi qu'il suit: ‖ Le chiffre de la population, exprimé en millions, sera multiplié: ‖ Par le coefficient 3 pour les Etats dans lesquels le système métrique est obligatoire; ‖ Par le coefficient 2, pour ceux dans lesquels il n'est que facultatif; ‖ Par le coefficient 1, pour les autres Etats. ‖ La somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale devra être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Art. 21. — Les frais de confection des prototypes internationaux, ainsi que des étalons et témoins destinés à les accompagner, seront supportés par les hautes parties contractantes d'après l'échelle établie à l'article précédent. ‖ Les frais de comparaison et de vérification des étalons demandés par des Etats qui ne participeraient pas à la présente convention seront réglés par le comité, conformément aux taxes fixées en vertu de l'article 15 du règlement.

Art. 22. — Le présent règlement aura même force et valeur que la convention à laquelle il est annexé.

Decazes.	C. B. Washburne.
C. de Meaux.	Nigra.
Dumas.	P. Galvez.
Hohenlohe.	Francisco de Rivero.
Apponyi.	José da Silva Mendes Leal.
Beyens.	Okouneff.
Balcarce.	Adelsward.
L. Moltke-Hvitfeldt.	Kern.
Marquis de Molins.	Husny.
Carlos Ibanez.	E. Acosta.

Annexe N° 2.

Dispositions transitoires.

Art. 1er. — Tous les Etats qui étaient représentés à la commission internationale du mètre réunie à Paris en 1872, qu'ils soient ou non parties contractantes à la présente convention, recevront les prototypes qu'ils auront com-

Nr. 5553. Vertrags-Staaten. 20. Mai 1875.

mandés, et qui leur seront livrés dans toutes les conditions de garantie déterminées par ladite commission internationale.

Art. 2. — La première réunion de la conférence générale des poids et mesures mentionnée à l'article 3 de la convention, aura, notamment, pour objet de sanctionner ces nouveaux prototypes et de les répartir entre les Etats qui en auront fait la demande. ‖ En conséquence, les délégués de tous les gouvernements qui étaient représentés à la commission internationale de 1872, ainsi que les membres de la section française, feront de droit partie de cette première réunion pour concourir à la sanction des prototypes.

Art. 3. — Le comité international mentionné à l'article 3 de la convention, et composé comme il est dit à l'article 8 du règlement, est chargé de recevoir et de comparer entre eux les nouveaux prototypes, d'après les décisions scientifiques de la commission internationale de 1872 et de son comité permanent, sous réserve des modifications que l'expérience pourrait suggérer dans l'avenir.

Art. 4. — La section française de la commission internationale de 1872 reste chargée des travaux qui lui ont été confiés pour la construction des nouveaux prototypes, avec le concours du comité international.

Art. 5. — Les frais de fabrication des étalons métriques construits par la section française seront remboursés par les gouvernements intéressés, d'après le prix de revient par unité, qui sera déterminé par ladite section.

Art. 6. — Le comité international est autorisé à se constituer immédiatement et à faire toutes les études préparatoires nécessaires pour la mise à exécution de la convention, sans engager aucune dépense avant l'échange des ratifications de ladite convention.

Decazes. — C. B. Washburne.
C. de Meaux. — Nigra.
Dumas. — P. Galvez.
Hohenlohe. — Francisco de Rivero.
Apponyi. — José da Silva Mendes Leal.
Beyens. — Okouneff.
Balcarce. — Adelsward.
L. Moltke-Hvitfeldt. — Kern.
Marquis de Molins. — Husny.
Carlos Ibanez. — E. Acosta.

Internationale Telegraphen-Convention.

Nr. 5554.

BELGIEN, DÄNEMARK, DEUTSCHLAND, FRANKREICH, GRIECHENLAND, ITALIEN, NIEDERLANDE, OESTERREICH-UNGARN, PERSIEN, PORTUGAL, RUSSLAND, SCHWEDEN und **NORWEGEN, SCHWEIZ, SPANIEN** und **TÜRKEI.** — Internationale Telegraphen-Convention.

Nr. 5554. Vertrags-Staaten. 22. Juli 1875.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème, &c. &c., Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté le Roi d'Espagne, Son Excellence M. le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Shah de Perse, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, Son Excellence M. le Président de la Confédération Suisse et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, animés du désir de garantir et de faciliter le service de la Télégraphie Internationale ont résolu, conformément à l'Article LVI de la Convention Télégraphique Internationale signée à Paris le 5/17. Mai, 1865, d'introduire dans cette Convention les modifications et améliorations suggérées par l'expérience.

A cet effet ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, M. le Prince Henri VII Reuss, son Lieutenant-Général et Général Aide-de-Camp, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème, &c., &c., Roi Apostolique de Hongrie, M. le Baron Ferdinand de Langenau, son Conseiller Intime, son Ambassadeur Extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Comte Errembault de Dudzeele, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. Emile de Vind, son Chambellan et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, M. Manuel de Acuna et de Witte, Marquis de Bedmar, Grand d'Espagne, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Son Excellence M. le Président de la République Française, M. le Général Le-Flô, Ambassadeur de France près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Nr. 5554. Vertrags-Staaten. 22. Juli 1875.

Sa Majesté le Roi des Hellènes, M. Marcoran, son Chargé d'Affaires à Saint-Pétersbourg;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Comte Raphaël Barbolani, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, M. Frédéric van der Hoeven, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Sa Majesté le Shah de Perse, Mirza Abdulrahim Khan Saedul Mulk, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. le Vicomte Frédéric Stuart de Figanière e Morao, Gentilhomme de Sa Maison et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, M. le Baron Alexandre Jomini, son Conseiller Privé Actuel, dirigeant le Ministère des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, M. Georges Due, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Son Excellence M. le Président de la Confédération Suisse, M. le Colonel Fédéral Bernhard Hammer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Kiamil Pacha, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Article I. Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Article II. Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition

Article III. Toutefois, elles déclarent n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

Article IV. Chaque Gouvernement s'engage à affecter au service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des télégrammes. || Ces fils seront établis et desservis dans les meilleurs conditions que la pratique du service aura fait connaître.

Article V. Les télégrammes sont classés en trois catégories: — || 1. Télégrammes d'Etat: ceux qui émanent du Chef de l'Etat, des Ministres, des Commandants en chef de forces de terre et de mer, et des Agents Diplomatiques ou Consulaires des Gouvernements Contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes télégrammes. || 2. Télégrammes de service: ceux qui émanent des Admi-

nistrations Télégraphiques des Etats Contractants et qui sont relatifs, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par les dites Administrations. ‖ 3. Télégrammes privés. Dans la transmission, les télégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

Article VI. Les télégrammes d'Etat et de service peuvent être émis en langage secret, dans toutes les relations. ‖ Les télégrammes privés peuvent être échangés en langage secret entre deux Etats qui admettent ce mode de correspondance. ‖ Les Etats qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret, au départ et à l'arrivée, doivent les laisser circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'Article VIII.

Article VII. Les Hautes Parties Contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat, ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

Article VIII. Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements Contractants.

Article IX. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire jouir tout expéditeur des différentes combinaisons arrêtées de concert par les Administrations Télégraphiques des Etats Contractants, en vue de donner plus de garanties et de facilités à la transmission et à la remise des correspondances. ‖ Elles s'engagent également à le mettre à même de profiter des dispositions prises et notifiées par l'un quelconque des autres Etats, pour l'emploi de moyens spéciaux de transmission ou de remise.

Article X. Les Hautes Parties Contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après: ‖ La taxe applicable à toutes les correspondaces échangées par la même voie entre les bureaux de deux quelconques des Etats Contractants sera uniforme. Un même Etat pourra toutefois, en Europe, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus. ‖ Le taux de la taxe est établi d'Etat à Etat, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires. ‖ Les taxes des tarifs applicables aux correspondances échangées entre les Etats Contractants pourront, à toute époque, être modifiées d'un commun accord. ‖ Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Article XI. Les télégrammes relatifs au service des télégraphes internationaux des Etats Contractants sont transmis en franchise sur tout le réseau des dits Etats.

Article XII. Les Hautes Parties Contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

Nr. 5554. Vertrags-Staaten. 22. Juli 1875.

Article XIII. Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un règlement, dont les prescriptions peuvent être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par les Administrations des Etats Contractants.

Article XIV. Un organe central placé sous la haute autorité de l'Administration supérieure de l'un des Gouvernements Contractants désigné, à cet effet, par le règlement, est chargé de réunir, de co-ordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, d'instruire les demandes de modification aux tarifs et aux règlements de service, de faire promulguer les changements adoptés, et, en général, de procéder à toutes les études et d'exécuter tous les travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de la télégraphie internationale. || Les frais auxquels donne lieu cette institution sont supportés par toutes les Administrations des Etats Contractants.

Article XV. Le tarif et le règlement prévus par les Articles X et XIII sont annexés à la présente Convention. Ils ont la même valeur et entrent en vigueur en même temps qu'elle. || Ils seront soumis à des revisions où tous les Etats qui y ont pris part pourront se faire représenter. || A cet effet, des Conférences Administratives auront lieu périodiquement, chaque Conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

Article XVI. Ces Conférences sont composées des délégués représentant les Administrations des Etats Contractants. || Dans les délibérations, chaque Administration a droit à une voix, sous réserve, s'il s'agit d'Administrations différentes d'un même Gouvernement, que la demande en ait été faite par voie diplomatique au Gouvernement du pays où doit se réunir la Conférence, avant la date fixée pour son ouverture, et que chacune d'entre elles ait une représentation spéciale et distincte. || Les revisions résultant des délibérations des Conférences ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de tous les Gouvernements des Etats Contractants.

Article XVII. Les Hautes Parties Contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers de toute nature sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Etats.

Article XVIII. Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.*) || Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des Etats Contractants, au sein duquel la dernière Conférence aura été tenue, et par cet Etat à tous les autres. || Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Article XIX. Les relations télégraphiques avec des Etats non-adhérents, ou avec les exploitations privées, sont réglées dans l'intérêt général du déve-

---

*) Grossbritannien ist der Convention für das Vereinigte Königreich und Irland und für seine Colonien von Gibraltar und Indien unter dem 7. Januar 1876 beigetreten.
A. d. Red.

loppement progressif des communications, par le règlement prévu à l'Article XIII de la présente Convention.

Nr. 5554. Vertrags-Staaten. 22. Juli 1875.

Article XX. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1er Janvier, 1876, nouveau style, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite. ‖ La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'a faite. Pour les autres Parties Contractantes, la Convention reste en vigueur.

Article XXI. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St.-Pétersbourg dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à St. Pétersbourg, le 10/22. Juillet, 1875.

(L.S.) Baron Jomini.
(L.S.) Prince Reuss.
(L.S.) Langenau.
(L.S.) Errembault de Dudzeele.
(L.S.) E. de Vind.
(L.S.) Le Marquis de Bedmar.
(L.S.) Général Le-Flô.
(L.S.) Spyridion Marcoran.
(L.S.) Barbolani.
(L.S.) F. P. van der Hoeven.
(L.S.) Abdulrahim.
(L.S.) Figanière.
(L.S.) Due.
(L.S.) Hammer.
(L.S.) Kiamil.

Der Aufstand in der Herzegowina und in Bosnien.

Nr. 5555.

Konsularbericht über die Ursachen und die Anfänge des Aufstandes*).

Nr. 5555. Sommer 1875.

The position of the Christian population in Bosnia and the Herzegovina, its sufferings and miseries, have been repeatedly described in newspapers, pamphlets and official reports. Although in some of these publications, owing to the personal

*) Dieser Bericht erschien in den „Times" vom 15. December 1875 mit folgenden einleitenden Worten:

"We are in a position to give the report of the Consul of one of the Great Powers in the Insurgent district on the history of the Insurrection and the causes which immediately led to it."

Wir schicken denselben einleitend den grösstentheils dem englischen Blaubuche: „Turkey N. 2. 1876" entnommenen Dokumenten über den Aufstand und seine diplomatischen Folgen voraus. A. d. Red.

Nr. 5555. Sommer 1875.

feelings of the writer, the state of things is represented in too dark colours, it is nevertheless a fact that most of them give only a too true picture of the misery and degradation of the Christian population, owing to the incapacity of the Turkish local authorities, their depravity and corruption. Arbitrary rule exists instead of that of the law, and the advantages which the Slavonic Mahomedans enjoy over their Christian countrymen have reduced the latter to the condition of slaves. Although the majority of the Christian population, owing to its abasement, is scarcely conscious of its degraded position, it feels, nevertheless, in many cases its deplorable condition, and has twice attempted, without success, to free itself of its tormentors. Although the Turkish Government succeeded externally in restoring peace, hatred remained in the hearts of the population; and the Turkish Government, far from doing anything to diminish it, has been keeping it alive by its incorrigible maladministration, so that the spirit of revolt has been kept glimmering under the ashes. Based on *data* collected on the spot I will endeavour to relate how this glimmering spark of revolt has broken out into a flame which consumes the whole country.

Immediate Cause of the Revolt.

There were no foreign influences which caused the movement, but cases of unusual maladministration. In the district of Nevesinje the farmers of taxes, the Christian Stanko Perinovo, of Mostar (at present a refugee in Ragusa), and the Mahomedans Forto and Ali Beg Redjipasics, endeavoured to collect the tithes with more than usual rigour and arbitrary power. The year 1874 had been a failure; in spite of this the tax farmers had, according to their practice, valued the crops higher than the real proceeds, and instead of taking their share immediately after the harvest, they came to do so in January, 1875. The peasants, in order to live, had in the meantime sold a portion of the crops, or refused to comply with the exaggerated demands. This gave rise to all sorts of violence, people were deprived of all they had, and those who had little were beaten and imprisoned. The 'Kuezes' (village chiefs), who complained to the Kaimakam on this proceeding of the tithe-farmers, were insulted and threatened with arrest. To escape from this they fled to Montenegro, where they arrived on the 20th of February. || At this time the whole armed population of Montenegro was assembled in Cettinje, where a great council was held on the affair of Podgoritza. The refugees from Nevesinje were therefore received as welcome allies; they were maintained at the expense of the Prince, and took part in the deliberations; in which likewise the Voivode of Baniani (the frontier district towards Bilec), and two of his Kuezes took part, at the special wish of the Prince. In Grahovo 2,000 rifles, with the necessary ammunition, were deposited. || In the meantime the tithe-farmers in Nevesinje continued their work, committing all sorts of injustice and violence, in which they were assisted by the Zaptiehs, or native gendarmerie. All complaints to the Kaimakam being in vain, the

Christians decided to avoid the Kassaba, or district town, and declined to do any *corvée*. This resistance led to counter-measures on the part of the authorities, which intimidated some, but exasperated the great majority to such a point that, refusing to work for their landlords, they went with their cattle to the mountains, and some of them sent over their families and goods to Montenegro. This was the state of things in Nevesinje at the end of March. There had been no case as yet of armed resistance, the Christians avoiding as much as possible to meet the Mahomedans. At that time an agitation began to be perceptible in the district of Bilec, above all on the plateau surrounding the town. It was produced by the misrule of the Kaimakam, a Slavonic Mahomedan of Mostar, named Mustaj Bay Lakasic, and by the way in which the Yuzbashi, or captain of the gendarmerie, in Trebinje, treated the population. In the beginning of March the authorities of Bilec and Trebinje received orders to provide 4,700 rafters and beams for the repair of the bridge at Drazidol. Naturally, it was the Christians who had to bring them from great distances without receiving any compensation. They had to deliver them to the Yuzbashi of the Zaptiehs, who, under pretext of their not being of the right dimensions, rejected many, forcing people to bring others, and beating those who remonstrated. This so much exasperated the people, who had lost so much time with this forced labour, that the chiefs of the clans decided to refuse not only this work, but every other, to keep aloof from the town, and to disobey the summons to appear before the tribunal. Bilec was thus at the end of March more or less in the same state as Nevesinje was. The Kaimakams of these districts reported this state of things to the Mutesarif of Mostar, who transferred the Kaimakams of Bilec to Stolatz, and ordered the Yuzbashis (captains) of the gendarmeries of Gaesko, Mostar, Stolatz and Trebinje to go with their men in the second half of April to Nevesinje to enforce the obedience of the Christians, and, having done so, to do the same in Bilec. The Mutesarif thought this measure sufficient to break the resistance, as on former occasions. While in these two districts the agitation produced by opposition and violence had reached a considerable degree, the other districts remained quiet and almost indifferent; only in the Catholic districts there were signs of an agitation, which, however, did not touch the people at first, but which was being got up by the clergy against the Government. One after another a number of reports on the miserable condition of Bosnia and the Herzegovina appeared in the Slavonic papers. Full of hatred and fury, they appealed to the rest of the world to put an end to this state of things. These reports came for the most part from Sirokibrieg, near Mostar, and from Stolatz. I will not deny that pity for the people's indignation against the barbarism of the Slavonic Mahomedans and against the authorities inspired some of these communications; but there was another motive likewise with many of the writers—namely, the interests of the monks of St. Francis and the maintenance in general of the privileged position of the Catholic religion and clergy.

Nr. 5555. Sommer 1875.

The Franciscan monks had to protect their privileges, which had not yet been confirmed by the present Sultan, and against which some of the local authorities had already attempted some at least partially successful attacks. Besides, both the Franciscan monks and the Catholic clergy on the left bank of the Narenta had felt the necessity of obtaining further privileges for their religion, a portion of the advantages of which would have naturally benefited those who are in the full sense of the word the spiritual leaders of the people, their representatives and spokesmen. || Thus stood things when the journey of His Majesty the Emperor of Austria to Dalmatia was made. The Slavic Mussulmans, conscious of having done everything to alienate the feelings of the Christian population from the Turkish rule, saw in this journey a sort of political and military *reconnaissance* to get information on the country, to see from which side it could be attacked most easily, and what it was worth, if it was bought from the Sultan. As this was the common topic in all the bazaars, the Christians, with all their indolence, could not but gradually take up the idea that this was so, and conceive hopes that their deliverance was at hand. These hopes, the impulse to which came from the Mahomedans themselves, found an expression in the petitions which the Catholic Kuczes and those of the orthodox creed wanted to present to the Emperor in Klek and Cattaro. || When the above-mentioned expedition of the gendarmerie to Nevesinje began on the 26th of April, the Christians retired to the mountains, and the Kuczes fled to Montenegro, so that the Zaptiehs found only old men, of whom some were bound and taken to Mostar. From Nevesinje the Zaptiehs went to Bilec, from whence the two Voivodes, or chieftains, Gligor Miliceode and Vasil Sporzan, with other notables, had fled two days before to Montenegro. The Kaimakam of Bilec had all the Christians summoned, intimating at the same time that those who would not come could follow the example of those who had gone to Montenegro, but that their property would be confiscated. The inhabitants decided neither to obey the summons nor to go to Montenegro, but tolerably armed to await the arrival of the Zaptiehs in their villages, and send a message to the Voivodes Merzim and Sirno Baccvic in Baniani asking them to help them to resist the attack of the Turks. The Zaptiehs begin now their razzia on the plateau of Bilec; their first act is that a Zaptieh insults at the village of Cruagora, where they were camped, a woman who brings water; he is called to account by a Christian, whom he shoots. The Zaptieh finds everywhere the population in arms; but they begin no hostilities, only oppose their entry into the villages. The Zaptiehs return to Bilec and report to the Kaimakam that they could do nothing unless they used force, to use which they did not think themselves authorized. The Kaimakam reports to the Mutesarif, who orders him to send home the Zaptiehs and to inform the Christians that a Commission would shortly meet in Nevesinje which would regulate the affairs of the Christians. || Dervish Pasha, the Governor of Bosnia, having heard of the attempt of the people of Nevesinje to present

a petition to the Emperor of Austria, had inquired about the motives which had led to this step, and had ordered the Vali Selim Pasha to go with a number of frontier guards and irregulars to the spot, in order to hear the grievances of the Christians, but put the alternative that they should either remain quiet, as faithful subjects of the Sultan and return to their homes, or else they should take their goods and chattels and emigrate to Montenegro. Selim Pasha arrived in Nevesinje in the second half of May and makes this public; but the Christians reply that they would only treat with a direct Envoy of the Sultan. The Slavic Mussulmans try to prevent single families who want to emigrate to Montenegro from leaving, and it is only due to the interference of the troops that blood does not flow already there. The Christians of Nevesinje collect in bands, which in the daytime follow, indeed, their avocations, but at night occupy the roads, so as to defend themselves against a surprise on the part of the Turks. Thus the people of Nevesinje and of the plateau of Bilec were already under arms, with their families and cattle mostly in the mountains; but hostilities had not broken out, the Christians taking an observant and expectant attitude. || The other districts remained quiet, no preparations were made, and there were no *pourparlers* with a view to common action. Only here and there the events in Nevesinje were the subject of discussion. The Kuczes of Nevesinje and Bileç, who had taken refuge in Montenegro, had in the meantime become very inconvenient to the Prince, so that this latter applies to Dervish Pasha for permission for them to return, which Dervish Pasha grants, promising them full amnesty for the past. Whether Dervish Pasha did not give the necessary orders in this respect, or whether his subordinates did not obey his orders, the fact is that the emigrants on their return were stopped by the Turkish frontier guards and driven back by force; a fight ensued, in which two Christians were killed and four wounded. The refugees, on their return to Cettinje, complain to the Prince and reproach him for having sacrificed them. The Prince replies, 'Go back and act, some one will surely be found to help you;' but he complains at the same time to Dervish Pasha, who replies that it was a misunderstanding, but that now the refugees might return unmolested. The latter return, too, and those of Bilec are not molested either, except that some days after fire is set to the houses of some of them. Those of Nevesinje, on the contrary, when they come to the bazaar of the town, are reproached with their flight, and one of them, Trigeko Trubicic, insulted and beaten, while the Kucz Gyuro Simovic, who protests against this in the Medjlis, is cut down when he comes out. The innkeeper, Tuvela, who had lodged those returned, is cruelly murdered; Hia Baniza is attacked in his field, his head cut off, and brought to the official building, with the remark that there was one less of those who would never obey the Turks. All these acts of violence were committed by the Slavic Mussulmans without the authorities showing the least intention to proceed against the guilty. || All these things produce naturally great agitation

Nr. 5555. Sommer 1875. among the Christians, who now determine to seek their right, arms in hand and, acting on this, attack and cut down likewise single Turks. The Kaimakam reports this to the Mutesarif, who decides upon coming in person to Nevesinje to pacify the Christians. The Porte had information of the disturbances, but thought to put an end to them by removing from Mostar two persons against whom the Christians seemed above all embittered. These were the Mufti of Mostar, the chief of the Slavic Mussulmans, an intriguer who knew how to foil every endeavour of the Government to make reforms; the other was the Vladika of Mostar, Procopius, whose Turcophile tendencies had produced bitter hatred against him among all his co-religionists. The first was called up to Constantinople to justify himself, the other was transferred to Seves. These measures produced no effect, because it was taken for granted that the Mufti would easily whitewash himself, while the Vladika only received a better post. || While in Nevesinje the Slavic Mussulmans by their acts of violence forced the Christians to defend themselves, arms in hand. The Kuczes, of Bilec, who apprehended similar treatment, fled to Banjani and Ljubomir, to ask these clans to rise and defend themselves against the vengeance of the Turks; but these clans declared that they dared not and could not do anything for the present, but that at the first blood they would not remain idle. The Kuczes, or sub-chieftains of Nevesinje, sent likewise messages to the clans of Gacsko, Stolacz and Trebinje, to ask the Christians to support them, intimating at the same time that they would stand alone, but that some one would help them without any one being named, the Christians persuading themselves that Montenegro and Austria would be the helpers in need; and this supposition became firm conviction without there being the least ground to suppose this—at least, as regards the latter Power. In all these districts the Christians began now to hold secret meetings, in which it was decided to avoid all that could rouse the suspicion of the Turks, but to arm and wait what those of Nevesinje would do. If these latter rose unanimously, then their example should be followed. The quietest of all was the district of Trebinje, only in Boda und Ravna there were traces of warlike tendencies, while everywhere else people followed as usual their avocations. About this time, in the middle of June, there were already bands of armed Christians; but they confined themselves to observe the roads, so that the Turks no more dared to ride alone along them. || In the middle of June the Mutesarif of Mostar and the Lova, with two companies, arrived in Nevesinje; but the discontented declared again that they would only treat with the Envoys of the Sultan, and the efforts of Mustapha Pasha to restore order remained fruitless. He reported this to the Vali, who ordered Hassan Pasha and Catlan Effendi, who were on the road to Cettinje in the affair of the frontier regulation, to go to Nevesinje, sending with them a certain Petraci of Serajevo as a man having the confidence of the Christians. As the people of Nevesinje asked that an Envoy of the Prince of Montenegro should like-

wise, as a man having their confidence, take part in the commission, this demand was granted, and Peko Pavlovic, with six Pevianiki, made his appearance. When the commission had constituted itself, all the Kuczes appeared before it, while some 500 or 600 armed Christians assembled outside the place to prevent any treachery on the part of the Turks. || The demands of the Nevesinjians were as follows: —

1, That Christian girls and women should no more be molested by the Turks; 2, free exercise of their religion, and that their churches should no more be insulted; 3, that they should have equal rights with the Turks before the tribunals; 4, that they should be protected from the violence of the Zaptiehs (*gendarmerie*); 5, that the farmers of the tithe should take no more than the law orders, and should take this at the proper time.

The Government may have been in earnest in their intention to grant these demands; but the Slavic Mussulmans made the most violent opposition against this curtailment of their privileges. Attempts were made to reduce the demands of the Christians by persuasion, intimidation, and even corruption; but they were of no avail. The fruitless negotiations induced Dervish Pasha to come in person to Nevesinje and have a meeting with the Kuczes outside of the Kassaba in the open. At this meeting the latter not only reiterated their former demands, but added to them— .

6, That every house shall pay all in all only one ducat a year; 7, that no forced labour, personal or with horses, should be asked for by the Government, but when needed should be duly paid for, as was the case all over the world.

If all this was granted, they declared that they would forget all that their Mahomedan brethren had done and live as peaceful subjects of the Sultan. Dervish Pasha promises to do all in his power to have their demands granted, but that they must first lay down their arms. To this the people reply that they have not taken up arms against the Sultan, but from fear of the Slavic Mussulmans; that he should therefore, until the decision is made, remove them or the Mussulmans to another portion of the country. || Dervish Pasha returns to Serajvic; the Christians on their side retire to the mountains, taking with them their goods and families, and leaving their empty houses and untilled fields to the Turks. The same occurs on the plateau of Bilec. The Mussulmans of Nevesinje, seeing the threatening attitude of the Christians, ask for arms and ammunition from the Kaimakam, who asks for instructions from the Mutesarif, who in his turn answers that he should prevent every hostile act against the Christians until further orders come from Constantinople. When the Kaimakam communicates this to the Mussulmans they reply that they would defend themselves, and under the lead of Ali Bey Redjiparic they break into the Government store and take all the breechloaders and ammunition. || Thus, at the end of June both parties in Nevesinje stood face to face ready to fight, the Christians with few arms and no ammunition, and without know-

Nr. 5555. Sommer 1875.

ing whither and by whom they might be supported. In the other districts people were waiting to see what Nevesinje would do, but taking care not to provoke the Turks. || It would still have been in the power of the Government to prevent the rising by collecting at once a sufficient force to keep in check the Mussulmans. It would thus have taken away from the Christians the pretext of armed resistance; it might then gradually have disarmed them, and forced them to remain quiet without even granting the reforms demanded. There was as yet no organization among the Christians; Montenegro had pledged itself to nothing; the Catholic Church would have readily seized the opportunity of showing its influence in calming the population and preventing bloodshed; but the Turkish Government missed the opportunity. Contempt of the strenght of the Rayah, aversion from showing energy in face of the Mussulman population, indolence of the authorities, who did not realize the bearings of such a rising—these were the causes which allowed the glowing embers to burst out into a flame.

Beginning of the Insurrection.

On the 1st of July the Mussulmans, who, provided with arms, patrolled through the plain of Nevesinje, kill some Christians who had returned ill to their homes. On this the Christians, divided into four bands, lay an ambush for the Turks, and succeed already on the 3d in surrounding and massacring a band of Turks; and on the 6th they attack a column of provisions, escorted by frontier guards and armed citizens, and take away 47 horses. On the 7th there is another such small fight. Selim Pasha, who with two battalions came by Stolatz to Nevesinje, has an engagement on the 18th of July in the plain of Dabra, when he defeats the Insurgents. On this the leaders of the Christians of Nevesinje, Gatschko and Bilec have a meeting on the 20th in the plain of Dabra. The participation of the Turkish troops had produced a strong impression on those assembled, who declare that they do not want to revolt against the Sultan, but against the native Mussulmans; but, as the collision had already occurred, the opinion still is that there is no backing out, and that now the chief thing is to be united. Many think that there is no chance of success without the co-operation of the Catholics; besides that, arms are wanting; the Prince of Montenegro should be asked to supply them. From each district two men are chosen, who, on the 23d, go by Ragusa to Cettinje to ask the Prince for arms, ammunition, and other help. The Prince answers, that he has himself no arms and ammunition to spare, that he has himself to protect his frontier, and that they must not reckon on his assistance; but if soldiers and Mahomedans should attack, he thought there would be brethren who would help them. | About the same time Peko Paolovics and Pop Bogdan of Gatschko, Nicola Grahovac of Nevesinje, Gligor Milicevic of Bilec, Gligor Popovac of Brela, with 200 chosen men, went to Ravno to induce the Catholics there to rise. This parish, long prepared by the young

and ambitious Dum Joan Music, declares for the insurrection, and the other Catholics of Stolatz, Ravno and Dalrara join; everywhere preparations are made for an armed rising, which is to be organized likewise on the right bank of the Narenta. The districts of Brela, Popovo and Bobani, inhabited by people of the orthodox faith, likewise join the insurrection. In the district of Bilec the brothers Kovacevic form bands which do every sort of harm to the Mussulmans inhabitants, plundering, burning their houses, and killing them whenever they can. The bands of the Voivodes of Bilec interrupt all lines of communication, cut the telegraph wires, and take away transports of the Government not less than of private persons. || The above-named leaders of the movement return from Ravno to Nevesinje in order to undertake another agitation tour by Ljubomir and Brela to Suma. In Nevesinje they meet Mico Ballardic, named Ljubibratics, who had come with a number of Serbs and a complete plan of organization devised by the Servian Omladina. Differences arose between him and Peko Paolovic, who would not give up his place as chief Voivode. The differences ended with Ljubibratics being well beaten and driven away almost naked. He goes to Cettinje to complain to the Prince. This was the state of things by the end of July. All the land, with the exception of a small portion of the district of Trebinje, was up, but badly provided with arms and ammunition, without plan, and without unity of command. The Turks in the towns thought it time to take counter measures; every one armed himself, ammunition was prepared, guards were posted along the towns at night, and patrols of frontier guards and armed citizens were sent along the Austrian frontier to prevent communication. || In the meantime, the Catholics of the right bank of the Narenta, who had taken up arms immediately after Nevesinje, in order to repel an attack of the Turks on the village of Drenkovec, abandoned the cause of the insurrection. What most contributed to this was the murder of the Prior Kavaula in Livno (Govica), which so intimidated the Franciscan monks that Bishop Krajlevic, who, pressed by the Turkish Government, undertook a journey of pacification in his diocese, had easy work, as he was met half-way. The object in view—namely, to convince the Government of the influence of the Catholic clergy—had been attained, and the authority of the latter secured. With the end of July, arms disappeared on the right bank of the Narenta; and this river forms the limit between the disturbed and the quiet part of Herzegovina. East of the Narenta, on the contrary, the insurrection progresses rapidly; the above-named leaders, with their armed suite, make tours in order to induce, by persuasion or threaths, the clans and villages to join. The districts of Suma and Bobani were the object of their journey on the 27th of July. The former rose unanimously, the second only in part. There was still the Archimandrite of the Monastery of Duze, on the road to Ragusa, who stuck to the Government, and who had even asked for a guard, as he could not defend himself against the surrounding population, which had already revolted. He was told to hold out until

Nr. 5555. Sommer 1875.

the reinforcements of troops which had already left Constantinople should arrive; but he entreated anew the Turks to send him help, as the danger was near. But there arose cries among the Mussulmans of Trebinje that it was impossible for Christians and Mussulmans to fight together, to fall together on the same field and, perhaps, be buried together. The assistance was therefore refused, so that when on the 31st of July the Voivodes often mentioned appeared before Duze, the Archimandrite Melentic joined, and with him the rest of Suma. || On the 5th of August Ljubibratics appeared in Duze, where, by order of the Prince of Montenegro, he took the command, and, assembling the people of Suma and Bobani, closed on the 6th of August the road from Trebinje to Ragusa. On the 16th of August the clan Zubci joined, and so the districts of Nevesinje, Bilec, Gatschko, Trebinje and Stolatz were in insurrection. There were numbers of villages which took no active part, but they have all been drawn in, partly by threats and partly by persuasion. || The Turkish authorities of Trebinje might, perhaps, have foiled the whole movement, for the Archimandrite Melentic had, and still has, such influence that many villages which were already in insurrection would have laid down their arms; but fanaticism prevented the Turks from taking advantage of this. As soon, however, as Melentic had joined the Zubci joined likewise, and the whole insurrection formed now one compact body. || There was still a great want of arms and ammunitions; but on the 27th of July 15 horseloads of ammunition came from Montenegro, which had been sent by an unknown person from Grahovo to the Igumen of the Monastery of Hossievevo. On the 15th of August came other 15 horseloads of ammunition, and six horseloads of rifles. The Monastery of Hossievevo became the head-quarters of Peko Paolovics, who now formally took command of the districts of Trebinje, Bilec and Stolatz. Montenegro now came forward as protector of the movement, and men, arms and ammunition have come ever since from there. But the people of Herzegovina did not allow others to do the work for them; they have fought, and do now fight, themselves for their freedom. The people have naturally only their first object in view, and this is to avenge themselves on the Mahomedans for all the miseries they have suffered. What the consequences may be they little think or care for. They leave that to their leaders, and they know what they want. || Not all the clans have espoused the cause of the insurrection with equal zeal. The wild and hardy sons of Gatschko, Nevesinje, Bilec, Korjewic and Banjani, and part of Zubci, are warlike; they care little for rain or cold, and only rest when there are no Turks to be got at. The inhabitants of Popovo Polje, Bobani and Stolatz are, on the contrary, faint-hearted, and try to shirk duty by going across the Austrian frontier, whence their leaders often drive them back by force. The foreigners are looked upon with little love, and they are only tolerated because they represent that sympathy which manifests itself, to the great satisfaction of the Insurgents, in money, arms, ammunition and clothing. || I have in my former

reports spoken in detail about the progress of the insurrection, the prospects of the insurgents, and their manner of warfare, so that I do not think it necessary to touch upon these points. I must only give expression to a conviction that the last successes of the Insurgents over the Turks have considerably raised their confidence, and that the ties of brotherhood, which had already become much loosened, have been again tightened by the material gains of the victory—probably for so long as will be necessary to make the Turks see that they cannot alone master the insurrection. Neither the impotence of the Turkish troops nor the bitter privations which they may expect have hitherto opened the eyes of the Slavic Mahomedans to the fact that their rule is over. They cannot realize such an idea, so that, if the work of carrying the promised reforms into effect be taken in hand, a strong armed force will be needed to keep down the wounded pride and vanity of this race.

Nr. 5555. Sommer 1875.

Nr. 5556.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. (Safvet Pascha) an den kaiserl. Botschafter in London (Musurus Pascha). — Erbittet Englands Verwendung in Wien, Belgrad und Cettinje zur Unterdrückung des Aufstandes.

(Télégraphique.) Constantinople, le 10 Août 1875.

Nr. 5556. Türkei. 10. Aug. 1875.

L'insurrection de l'Herzégovine prend de jour en jour des proportions plus graves. Les dispositions sympathiques qui se manifestent en Dalmatie en faveur des insurgés, le secours en hommes et en argent qu'on leur fournit, les envois successifs de bandes composées de Dalmates et de Monténégrins, l'insuffisance ou plutôt l'inefficacité des moyens de répression adoptés par le Gouvernement d'Autriche-Hongrie et par le Prince Nicholas, la présence d'un corps d'armée Serbe, composé de neuf mille hommes avec son artillerie dans le voisinage du théâtre de l'insurrection, et enfin tous ces mouvements donnent lieu à penser que l'insurrection éclatée dans cette partie de l'Empire ne peut être autre chose que le commencement de l'exécution d'un plan arrêté de longue main. La Sublime Porte ne doute nullement des sentiments d'amitié du Cabinet de Vienne envers elle. Le Gouvernement Austro-Hongrois nous a d'ailleurs donné des assurances sur sa ferme intention d'empêcher toute participation de la population Dalmate à l'insurrection; néanmoins il est évident qu'une démarche amicale de la part du Gouvernement de Sa Majesté Britannique tendante à amener le Cabinet de Vienne à prendre des mesures sérieuses et efficaces sur ses frontières facilitera notre tâche dans l'apaisement de l'insurrection. Veuillez entretenir confidentiellement Lord Derby de ce qui précède et faire appel, au nom de la Sublime Porte, à ses sentiments de bien-

Nr. 5556. Türkei. 10. Aug. 1875.

veillance à notre égard pour provoquer la démarche qui nous paraît nécessaire dans ces circonstances et qui viendrait ainsi appuyer celle que nous venons de faire à Vienne. Nous laissons en même temps à l'appréciation de sa Seigneurie l'opportunité d'exercer son influence salutaire à Belgrade et à Cettigné.

Nr. 5557.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Die Türkei ist einverstanden mit dem Vorschlag einer Konsular-Mission an die Insurgenten.

(Télégraphique.) Constantinople, le 22 Août 1875.

Nr. 5557. Türkei. 22. Aug. 1875.

Mes précédents télégrammes vous ont fait connaître l'origine des événements de l'Herzégovine, ainsi que le cours qu'ils ont suivi. La Sublime Porte a fait tout au monde pour ne pas arriver à une extrémité fâcheuse. Mais, devant le résultat négatif de ses efforts, elle se trouve dans la pénible nécessité de faire usage de la force. Aujourd'hui les dispositions nécessaires sont prises en vue d'une prompte répression de la révolte, et des troupes en nombre suffisant sont concentrées sur le théâtre de l'insurrection. ‖ Toutefois, les Représentants des Grandes Puissances viennent de nous faire la proposition suivante: — Les Délégués des Puissances devraient se rendre auprès des insurgés pour leur faire comprendre qu'ils ne sauraient attendre de secours d'aucune Puissance étrangère, ni des Principautés voisines, et que, s'ils ont quelque grief à formuler contre l'administration locale, ils n'ont qu'à envoyer leurs hommes de confiance auprès du Commissaire Extraordinaire de la Sublime Porte, délégué expressément de Constantinople pour entendre les plaintes de la population. Ce haut fonctionnaire ne manquera pas d'accueillir avec bienveillance ce qu'il y aura de légitime dans les demandes qui lui parviendront, et redressera les griefs fondés. Aussitôt après avoir rempli leur mandat, les Consuls retourneront immédiatement à leurs postes sans attendre le résultat définitif des pourparlers directs entre les autorités Ottomanes et la population insurgée. ‖ Appréciant les sentiments d'humanité qui ont dicté cette démarche, et désireux avant tout d'éviter l'effusion du sang et de maintenir la paix, le Gouvernement Impérial a accepté cette proposition comme dernière tentative d'apaisement; et il a décidé d'envoyer à Mostar son Excellence Server Pacha, en qualité de Commissaire Impérial. ‖ Dégageant par cette dernière condescendance sa responsabilité vis-à-vis des éventualités à venir, le Gouvernement Impérial se réserve, dans le cas où les démarches des Consuls n'aboutiraient pas au résultat désiré, d'employer la force et d'en finir avec cette malheureuse affaire. ‖ Vous êtes autorisé à vous énoncer dans le sens de cette dépêche auprès du Gouvernement près duquel vous êtes accrédité.

Nr. 5558.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. (Earl of Derby) an den königl. Botschafter in Konstantinopel (Sir H. Elliot). — England stimmt dem Vorschlag nur mit Widerstreben bei.

Foreign Office, August 24, 1875.

Nr. 5558. Grossbritannien. 24. Aug. 1875.

Sir, — Her Majesty's Government have had under their consideration your telegraphic despatch of the 20th instant, in which you report that a proposal concerted at Vienna by the three Northern Powers has been made to the Porte by the Ambassadors. || Your Excellency states, that they propose that Consuls should be delegated by the Embassies to proceed to the scene of the insurrection, and inform the insurgents that they must expect no support or countenance from their Governments. They are also to advise the insurgents to desist from hostilities, but to make known their complaints to a Commission. The Delegates are not to go further than this, but are to leave the rest to the Turkish Commission. || Your Excellency adds, that the French Ambassador has received instructions to associate himself in this action, and that you had told him you would be ready to join. The proposal is, moreover, favourably received by the Porte, and the Grand-Vizier had just been to you to beg you not to stand aloof. || Her Majesty's Government have given the proposal thus made their serious consideration, and now authorize your Excellency to join the other Ambassadors in sending Consuls to the scene of the insurrection, as proposed. || Her Majesty's Government consent to this step with reluctance, as they doubt the expediency of the intervention of foreign Consuls. Such an intervention is scarcely compatible with the independent authority of the Porte over its own territory, offers an inducement to insurrection as a means of appealing to foreign sympathy against Turkish rule, and may not improbably open the way to further diplomatic interference in the internal affairs of the Empire. || Since, however, the Porte has begged your Excellency not to stand aloof, Her Majesty's Government feel that they have no alternative. They desire, at the same time, that the Turkish Government should understand that the assent of Her Majesty's Government is given at their own instance, and that Her Majesty's Government would have thought it better that the Porte should have dealt with the insurgents without foreign intervention of any kind. || Her Majesty's Government request your Excellency to report who are the Consuls whom it may be determined to send, and the instructions given to them, which Her Majesty's Government suppose will be agreed upon by the respective Embassies, and be identic. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5559.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den englischen Kommissar, Konsul Holmes. — Instruction betreffs der Konsular-Mission nebst Begleitschreiben.

Therapia, August 24, 1875.

a.

Nr. 5559. Gross-britannien. 24./25. Aug. 1875.

Sir, — It has been considered that a tranquilizing influence might be exercised over the Christian insurgents in the Herzegovina through the Consuls of the different Powers in the neighbourhood of the movement, and I have to request you to associate yourself with your colleagues in the task of conciliation entrusted to them by their Governments. || You will therefore concert with them as to the place in which it will be desirable to commence your operations, and where you may meet to exchange your ideas and compare your impressions. || Although the views and instructions of the different Governments are identic, you will at the same time take the greatest pains to avoid everything that, either in the eyes of the Turkish authorities or in those of the insurgents, might have the appearance of a united action; and you will therefore abstain from collective steps, but will rather act individually. || You will represent yourself as the agent of a friendly Government charged with a mission of conciliation, and your efforts must be directed to making the insurgents understand that they must not calculate upon the support of any Power, and to persuading them to enter into negotiations with the Imperial Commissioners, and to make known their grievances to them. || You will state to them, that Her Majesty's Government will use their influence with the Sublime Porte in recommending that the legitimate grievances which may be established shall be remedied or removed; but you will be careful to avoid pledging Her Majesty's Government in regard to any measures to be taken, which must be the result of a direct understanding between the parties. || It may be impossible for you to prevent the Christians from making known to you the nature and extent of their grievances, but, without refusing to listen to what may be necessary to enable you to report to Her Majesty's Embassy, in order that the insurgents may not delude themselves into supposing that the Powers guarantee the realization of the wishes which they may submit to the Imperial Commissioner, you will avoid provoking any discussion of their grievances. || The first object being to prevent bloodshed, you will urge the insurgents to avoid attacking the Imperial troops during the progress of the negotiations, but to disperse and return to their villages, and when you have fulfilled the duty thus confided to you, you will return to Mostar or Serajevo, or such other point in your district as you think most desirable, without waiting to know the result of the negotiations which you and your colleagues

may have been the means of opening between the Turkish Commissioner and the insurgents. || Orders will be sent to the Ottoman authorities to offer you every facility in carrying out your instructions. || I have, etc.

Nr. 5559. Gross-britannien. 24./25. Aug. 1875.

Henry Elliot.

b.

Therapia, August 25, 1875.

Sir, — The instructions which I have conveyed to you in another despatch will be found in substance similar to those which are being sent to the Agents of the other Powers, and I hope you will be able to act cordially with them. || The object of the step that has been resolved upon is, by a simultaneous declaration from all the Powers that no support is to be expected from them, to make the insurgents understand the hopelessness of engaging in a contest with the Imperial troops. || It has been consented to by the Porte, not from any doubt of its ability to quell the movement, but from a reluctance to adopt energetic measures of repression, leading to the sacrifice of the lives of the Sultan's subjects, as long as there was any prospect of arriving at a peaceful solution. || It will be your care and task to prevent the present action of yourself and colleagues from being regarded as an intervention in the internal affairs of the Empire; but an impression has prevailed among the Christians that they enjoy foreign sympathy in the present movement, and that, if sustained, it will receive material support || The task which you and your colleagues have before you is to put an end to this delusion, and to convince the insurgents that the Powers are unanimous in withholding all countenance from them. || The Governments possessing most influence with the Princes of Servia and of Montenegro are exerting it to the utmost to induce them to restrain their subjects, and their Highnesses appear to be doing their best to follow the advice, although, no doubt, natives of the Principalities will swell the ranks of the insurgents, in defiance of the efforts of their Governments. || It is expected that the Imperial Commissioner will leave Constantinople to-morrow, and after his arrival, when your colleagues have had the time to reach the neighbourhood of the insurrection, you will be enabled to enter upon your duties. || The Austro-Hungarian, the French and Russian Consuls at Scutari, the German Consul from Ragusa, and the Italian Commissioner from the Danube, will be your colleagues. || I have, etc.

Henry Elliot.

Nr. 5560.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Mittheilung der Instruktion für den türkischen Kommissar.

Le 2 Septembre, 1875.

Nr. 5560. Türkei. 2. Sept. 1875.

M. l'Ambassadeur, — Par ma dépêche télégraphique du 22 Août, je vous ai communiqué la proposition que les Grandes Puissances ont faite à la Sublime Porte relativement aux affaires de l'Herzégovine. || Dans sa sollicitude paternelle, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan a usé de la plus grande modération vis-à-vis des insurgés; il ne leur a épargné aucun conseil pour les ramener dans la voie de l'obéissance. Notre Auguste Maître a daigné envoyer à Mostar son Excellence Server Pacha, Président du Conseil d'Etat, en qualité de Commissaire Impérial. Il lui a donné le mandat de s'enquérir des griefs formulés par les rebelles, de les redresser, s'il y a lieu, et de faire disparaître promptement les abus qui pourraient exister dans l'administration locale. Je vous envoie, ci-joint, pour votre information, les instructions données à son Excellence Server Pacha; elles contiennent plus d'une preuve de la bienveillance de Sa Majesté le Sultan pour ses populations égarées, et nous aimons à espérer que la voix du Commissaire Impérial sera dûment écoutée. Pour ce qui est de la démarche à faire par les Consuls des Grandes Puissances, nous les envisageons comme pouvant contribuer à pacifier la révolte. Dans le cas contraire, nous aurons écarté toute responsabilité, et personne ne pourra nous reprocher d'avoir repoussé un moyen qui pouvait tout terminer sans effusion de sang. Je dois ajouter qu'en même temps toutes les dispositions ont été prises, et des troupes en nombre suffisant concentrées sur les lieux, pour pouvoir, au besoin, accomplir la tâche qui leur incombe. || Veuillez, &c.

Safvet.

Beilage.

Instruktion für Server Pascha, Kaiserlichen Kommissar in der Herzegowina.

L'insurrection qui a éclaté du côté de l'Herzégovine vous étant connue, il est superflu d'entrer dans des détails à ce sujet. Les pièces relatives aux plaintes et aux réclamations des habitants à propos de certains actes d'illégalité et d'injustice qui auraient eu lieu en Herzégovine vous ayant été remises, il est également inutile d'en parler ici. || Vous n'ignorez point que les lois et règlements de l'Empire, dont les dispositions reposent sur la base de la justice et de l'équité, s'appliquent à tous les sujets de Sa Majesté Impériale le Sultan indistinctement, et qu'ils ne peuvent subir aucune modification exclusive-

ment en faveur d'une seule localité. Par conséquent, si la mise à exécution laisse à désirer, ou s'il existe un abus quelconque, le Gouvernement Impérial, dans sa sollicitude paternelle pour ses populations, a le devoir sacré d'y remédier. || La base fondamentale de votre mission, c'est donc de redresser immédiatement les abus, s'il en existe, de rassurer les esprits, et de rétablir la tranquillité. || Comme les actes d'arbitraire et de vexations signalés dans les pièces susmentionnées sont contraires à la volonté de notre très-gracieux Souverain, Sa Majesté vous autorise à proclamer que désormais ils ne se renouvelleront plus; à donner à cet effet les assurances les plus formelles, à destituer, à punir et à corriger, après enquête, ceux des employés ou des habitants qui auraient commis des actes contraires aux lois et règlements de l'Empire; à instituer un Tribunal Extraordinaire pour rendre justice aux personnes qui auraient été victimes de pareils actes de vexations; à exécuter les sentences rendus à la suite de l'examen équitable de ces plaintes et réclamations; à transporter dans d'autres localités les personnes dont l'influence a pu réellement troubler l'ordre public et la sécurité des habitants; à faire mettre en liberté ceux des habitants qui, d'après les plaintes formulées, auraient été envoyées en exil, illégalement, et sans être convaincus d'un crime. En un mot, Sa Majesté Impériale le Sultan vous autorise à exécuter tout ce qui sera jugé nécessaire, dans les limites des lois et règlements de l'Empire. || Dès votre arrivée à Mostar, vous porterez à la connaissance de tout le monde l'objet de votre mission. Vous devez faire bien comprendre que le voeu de notre Auguste Maître, c'est de ne laisser molester aucunement ses sujets fidèles, mais bien d'accroître progressivement leur repos et leur prospérité. Néanmoins, si, malgré tout cela, les habitants qui, sans attendre les résultats de leurs réclamations, ont pris les armes, et ont osé commettre des actes illégaux en opposition avec leurs devoirs de sujets; si, tout en méritant d'être punis, ils ne savent pas apprécier les bienfaits de Sa Majesté Impériale le Sultan et s'en montrer reconnaissants; si, disons-nous, ils continuent à persévérer dans la voie de la révolte, il ne restera plus qu'à employer, à regret, la force contre de pareils recalcitrants. || Vous leur ferez comprendre également ce dernier point. Vous agirez en conséquence, le cas échéant, et en informerez la Sublime Porte.

Nr. 5560. Türkei. 2. Sept. 1875.

Nr. 5561.

TÜRKEI. — Kaiserlicher Firman an die General-Gouverneure der Vilayets nebst Begleitschreiben an den Gross-Vezir.

(Traduction.)

Il est hors de doute que la prospérité du pays et le bien-être de ses populations ont pour base générale la garantie des biens, de la vie et de l'honneur de chacun. Cette garantie ne peut résulter que de l'administration

Nr. 5561. Türkei. 1. Sept. 1875.

Nr. 5561. Türkei. 1. Sept. 1875.

d'une bonne et impartiale justice, tel a été le sens de notre Hatt Impérial adressé en dernier lieu à notre illustre Grand-Vizir ainsi conçu: —

"La bonne gestion des affaires de notre Empire, la prospérité du pays ainsi que le bien-être de la population, étant l'objet de toute notre sollicitude, notre ferme volonté est qu'une protection efficace et que justice absolue soient assurées à toutes les classes de la société indistinctement, de façon que l'honneur et le droit de chacun soient sauvegardés. || Comme le Ministère de la Justice constitue l'un des Départements les plus importants, il est indispensable que ce Département agisse en conformité de nos intentions bienveillantes. || Nous ordonnons donc que ces intentions soient promulguées et qu'elles reçoivent leur pleine exécution."

Nos ordres et nos nouvelles instructions ne sont édictés aujourd'hui que pour confirmer, en les développant, nos dites intentions souveraines, dont la réalisation dépend des efforts sincères et réels que tous les fonctionnaires appartenant tant à la magistrature qu'à l'ordre administratif auront à déployer dans leur exécution, comme aussi de leur application à opérer une transformation salutaire dans les idées. || Tous les fonctionnaires publics, et surtout ceux qui sont investis des fonctions judiciaires dans les Tribunaux du Chér'i et les Tribunaux Civils, soit dans la capitale, soit dans la province, doivent porter toute leur attention à ce que les procès soient jugés avec impartialité et conformément aux dispositions de la Loi du Chér'i, et des autres lois en général, afin que tous nos sujets jouissent indistinctement de la plus grande somme de justice et de sécurité. C'est là notre ferme volonté Impériale. || Ce qui précède étant porté à la connaissance de chacun de mes Gouverneurs-Généraux, notre présent ordre souverain a été émané de notre Divan Impérial, et en même temps que cet ordre vous est adressé également en votre qualité de Gouverneur-Général, vous recevrez un aperçu des actes qui ont été commis au su de tout le monde contrairement aux lois de mon Empire. || A l'arrivée de notre présent firman Impérial, vous vous empresserez à porter textuellement ces dispositions à la connaissance de la magistrature aussi bien que des fonctionnaires administratifs et à tous nos sujets tant dans le chef-lieu du vilayet que dans les arrondissements qui en dépendent, et vous veillerez à l'exécution ponctuelle de nos ordres. Il est bien entendu que les fonctionnaires seront traités suivant leur bonne ou mauvaise conduite.

La Sublime Porte procédera aux mesures pour s'enquérir régulièrement de la marche des affaires publiques. Sachant que la moindre infraction ou négligence à nos ordres impérieux attirera sur vous une grave responsabilité, vous devez conformer votre conduite en conséquence. Vous aurez soin de signaler sans exception à notre Sublime Porte tous fonctionnaires contrevenant à nos présents ordres souverains.

Donné le 1 Chaban, 1292 (1 Septembre, 1875).

Lettre du Premier Secrétaire de Sa Majesté le Sultan à Son Altesse le Grand-Vizir.

(Traduction.)

Nr. 5561. Türkei. 1. Sept. 1875.

Votre Altesse sait combien Sa Majesté Impériale le Sultan, notre très-gracieux Souverain, porte un sollicitude constante à l'accomplissement de tout ce qui constitue la garantie des droits, de l'honneur et de la vie de ses sujets, ainsi que la prospérité en général du pays. || Sa Majesté a proclamé tout récemment encore ses intentions paternelles et magnanimes dans son dernier Hatt Impérial. || Bien qu'on ait tout lieu d'espérer que grâce aux mesures à prendre, le but proposé sera complètement atteint, il n'en est pas moins vrai que les causes qui amènent le trouble parmi les populations paisibles sont dues en grande partie à la conduite inconvenante de quelques fonctionnaires incapables, et surtout aux exactions auxquelles se livrent les fermiers avides dans l'espoir d'un plus grand profit. || Il importe sans doute que le recouvrement des revenus de l'Etat s'effectue régulièrement; mais il n'en est pas moins essentiel de faire attention à ce que ce devoir de l'administration ne dégénère en abus de nature à donner lieu à des troubles qui entraînent des dommages plus considérables que ces revenus ne lui procureraient d'avantages. || En conséquence, Sa Majesté Impériale le Sultan, notre auguste Maître, ordonne que les Gouverneurs-Généraux des vilayets, les Préfets des départements, ainsi que toutes les autres autorités compétentes, reçoivent des instructions formelles pour s'abstenir d'une manière absolue des procédés dont il est question comme aussi pour éviter l'application des peines plus fortes que la loi ne prescrit, et des détentions illégales. || Les contrevenants à ces ordres souverains seront sévèrement punis.

Nr. 5562.

SERBIEN. — Thronrede des Fürsten Milan bei Eröffnung der Skuptschina.

Nr. 5562. Serbien. 10. Sept. 1875.

Messieurs les Députés, — J'ai toujours aimé à me trouver au milieu des Représentants de mon peuple; mais aujourd'hui plus que jamais j'ai lieu d'être satisfait de me voir entouré de vous. Depuis longtemps une Assemblée Nationale n'a été convoquée dans d'aussi graves circonstances et, si jusqu'à présent j'ai eu besoin de votre concours patriotique pour l'accomplissement de ma tâche difficile, c'est aujourd'hui surtout que je sens la nécessité de cet appui. || Messieurs les Députés, nos populations frontières viennent d'être inquiétées dans leur tranquillité domestique. Une partie même a dû quitter ses champs et prendre les armes pour veiller à la sécurité du pays sur nos fron-

Nr. 5562. Serbien. 10. Sept. 1875.

tières du sud et de l'est. || Vous n'ignorez pas que les événements qui se sont passés dans les provinces voisines de la Principauté, en Bosnie et en Herzégovine, ont créé la situation difficile dans laquelle la Serbe se trouve aujourd'hui. Les populations de ces provinces, désespérant de voir la fin de leurs souffrances, se sont soulevées, les armes à la main, pour se défendre des abus qu'elles endurent en dépit des intentions humaines et généreuses de Sa Majesté le Sultan. || En prenant des mesures tendant à la pacification de ces provinces, le Gouvernement Impérial déploit en même temps à nos frontières de grandes forces militaires. Ces concentrations de troupes autour de la Serbie augmentent encore la gravité d'une situation déjà difficile en soi. Tandis que nos populations voient une menace dans ces concentrations et réclament du Gouvernement des mesures de défense, les réfugiés, tant Chrétiens que Mahométans, fuyant le glaive et le feu, viennent chercher un asile sur notre territoire et apportent à notre pays et à ses autorités de nouvelles inquiétudes et lui imposent d'immenses sacrifices. || Cet état de choses, s'il se prolongeait, finirait par devenir intenable. Mais, comme la Sublime Porte, d'accord avec les Puissances Garantes, a entrepris l'oeuvre de pacification, nous pouvons espérer que Sa Majesté Impériale le Sultan et les Hautes Puissances Garantes trouveront, dans leur sagesse, une solution heureuse qui ramenera définitivement la tranquillité dans ces contrées dont le sort ne peut nous être indifférent. || En effet la Serbie, en tant que voisine immédiate de ces provinces, souffre au double point de vue moral et économique, des insurrections périodiques de leurs habitants; elle n'est par conséquent pas moins intéressée à ce qu'il soit mis fin une fois pour toutes à cet état de choses. C'est pourquoi je ferai tous mes efforts pour contribuer dans la mesure de nos faibles moyens à ce que le résultat atteint rende à ces contrées bouleversées un contentement durable.

Messieurs les Députés, bien que nommés depuis peu de jours les Ministres que j'ai réunis autour de moi dans ces graves circonstances vous soumettront néanmoins quelques projets de lois tendant à l'amélioration de nos institutions nationales, savoir: une loi destinée à augmenter les garanties de sureté personnelle, une loi sur l'extension de la liberté de la presse, et une loi sur l'extension de l'autonomie communale. En abordant le plus tôt possible ces importantes matières, le Gouvernement ne fait que venir au devant d'un désir exprimé dans les Assemblées précédentes, et je ne doute pas qu'une solution satisfaisante ne soit le résultat de vos délibérations. || Je suis heureux enfin de pouvoir vous faire part d'un événement qui concilie mes sentiments intimes avec mes devoirs de souverain. Descendant de cette race à laquelle le peuple Serbe a toujours témoigné son dévouement, j'ai cru dans la réalisation d'un voeu personnel satisfaire en même temps à ceux de mon peuple en choisissant pour compagne de ma vie et de mon trône Nathalie Pétrovna, appartenant par sa naissance à la nation Russe, à laquelle nous rattachent les liens de la religion et du sang ainsi que les nombreux et précieux souvenirs du passé. ||

L'Assemblée Nationale est ouverte. Que la sagesse préside à vos travaux pour pouvoir dignement répondre à votre tâche difficile. Que la concorde règne entre vous, cette concorde qui, dans les circonstances difficiles, n'a jamais fait défaut soit au sein de l'Assemblée elle-même, soit entre elle et mon Gouvernement; c'est là le point de départ, le fondement le plus solide de notre force et de notre avenir.

Nr. 5562. Serbien. 10.Sept.1875.

Kragoniévatz, le 29 Août, 1875.

Nr. 5563.

SERBIEN. — Adresse der Skuptschina an den Fürsten.

Nr. 5563. Serbien. 19.Sept.1875.

L'Assemblée Nationale voyant dans son sein son Souverain bien-aimé préoccupé sans relâche de l'avancement de notre chère patrie, faire appel à l'appui patriotique de l'Assemblée dans ces circonstances graves et difficiles, la représentation nationale s'empresse d'y répondre avec ce patriotisme et ce dévouement que votre Altesse est en droit d'attendre de l'Assemblée Nationale, et que le peuple Serbe a toujours témoigné envers la glorieuse maison des Obrénovitch. || Altesse, la situation où la Serbie se trouve aujourd'hui est réellement difficile. Comme l'a dit votre Altesse, nos populations frontières sont en proie à l'inquiétude. La concentration de grandes forces militaires à nos frontières de la part de la Sublime Porte, qui prend ainsi une attitude menaçant vis-à-vis de la Serbie, a arraché à leurs champs et à leurs foyers une partie de nos frères et les contraint de veiller en armes à la sécurité de notre pays sur ses frontières du sud et de l'est. || Le peuple Serbe, qui a racheté la terre qu'il habite avec le glaive et au prix de son sang, a présentes à la mémoire les paroles de votre Altesse contenues dans sa Proclamation de 1872 que "ce serait une grave responsabilité de perdre la moindre des acquisitions de nos pères et peu méritoire de n'y rien ajouter". Ces paroles sont restées profondément gravées dans le coeur de tous les Serbes. Il est bon de s'en souvenir dans le moment présent. Les circonstances sont sérieuses; mais non moins sérieuse est la ferme volonté du peuple Serbe d'être à la hauteur de la situation qui lui est faite. Aussi l'Assemblée Nationale déclare solennellement, au nom du peuple Serbe, qu'il est prêt à protéger son pays, à défendre sa liberté, et à garder l'héritage du Grand Milosch et de nos pères. Il n'est pas de sacrifice que la Serbie ne soit prête à faire dans ce but sur l'autel sacré de la patrie. A la voix de votre Altesse le peuple Serbe se lèvera comme un seul homme pour défendre sa patrie bien-aimée. || Altesse, des siècles de souffrances ont déterminé nos frères de Bosnie et d'Herzégovine à faire appel aux armes et à combattre pour leurs droits d'hommes et de nation. La vue de leur sang révolte nos sentiments fraternels. Leurs cris de désespoir

Nr. 5563. Serbien. 19. Sept. 1875.

trouvent un noble écho chez les autres nations civilisées. Il nous est impossible de rester indifférents à leurs destinées. || L'Assemblée Nationale est pénétrée des plus profonds sentiments de reconnaissance pour les efforts que fait votre Altesse pour contribuer à ramener définitivement la tranquillité dans les contrées bouleversées et assurer un contentement durable à nos frères cruellement éprouvés. || Dans cette voie patriotique votre Altesse peut aussi compter entièrement sur l'appui du peuple Serbe. Il est prêt à mettre à la disposition de votre Altesse tous les moyens nécessaires pour l'heureuse réalisation de cette grande oeuvre. L'Assemblée Nationale, au nom du peuple Serbe, donne à votre Altesse l'assurance que, dans ce but aussi, elle ne reculera devant aucun sacrifice, convaincue que votre Altesse trouvera avec son Gouvernement le moyen le plus propre pour que la Serbie réponde à son devoir. || L'Assemblée Nationale prendra en délibération les projets de lois longtemps attendus mentionnés dans le Discours du Trône. Elles les discutera avec toute l'attention que réclame leur importance et s'empressera de statuer sur eux dans la présente session. || L'Assemblée, de son côté, fera aussi quelques propositions qu'elle considère comme urgentes pour le développement de nos institutions nationales. Ces propositions ont pour but de modifier et de compléter certaines dispositions de la Constitution tant dans le sens d'une extension de la responsabilité Ministérielle que pour approprier davantage notre législation à l'esprit de notre vie nationale et à ses besoins, ainsi que pour arriver à une simplification de notre procédure judiciaire et administrative. || C'est avec le sentiment de la joie la plus vive que le peuple Serbe a appris que votre Altesse a fait choix d'une compagne, et nous a donné une Princesse dans la personne de Nathalie Pétrovna, issue de la nation Russe notre congénère. Nathalie Pétrovna sera l'ornement du trône et assurera en même temps la dynastie des Obrénovitch à laquelle le peuple est si profondément attaché. || L'Assemblée, en offrant à votre Altesse ses plus vives félicitations, ne peut que joindre sa voix à celle de tout le peuple pour implorer la bénédiction divine sur l'heureuse union de votre Altesse et de notre future Princesse Nathalie. || En tout temps, Altesse, le peuple Serbe a éprouvé le besoin de la concorde; mais ce besoin ce fait surtout sentir dans les circonstances actuelles. L'Assemblée partage la conviction de votre Altesse que là est le point de départ, la base la plus solide de notre force et de notre avenir. || L'Assemblée Nationale prie enfin Dieu de répandre ses bénédictions sur votre Altesse et sur notre chère patrie, qu'il donne la force nécessaire au bras du Serbe pour porter haut l'étendard de la liberté, et, conduit par le glorieux Obrénovitch, le peuple Serbe s'écriera de toutes parts: || Vive le Prince Milan M. Obrénovitch IV! || Vive la nation Serbe!

Kragoniévatz, le 7 Septembre, 1875.

Nr. 5564.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul Holmes an den königl. Min. d. Ausw. — Scheitern der Konsular-Mission.

Mostar, September 24, 1875.

Nr. 5564. Gross-britannien. 24. Sept. 1875.

My Lord, — I have the honour to inclose copy of a despatch and its inclosures, addressed to Sir Henry Elliot on the 10th, just before leaving Mostar to endeavour to communicate with the insurgents. At present the departure of the post only allows me time to add, that my Russian and French colleagues and myself returned here on the 22nd, having entirely failed to persuade the insurgents we met to submit, and to bring their complaints before Server Pasha. We did not, however, see any of the principal chiefs of the insurrection, who were all in the neighbourhood of Trebigné. || Our colleagues of Austria, Germany and Italy returned on the 23rd, having been equally unsuccessful. They, however, saw the leaders of the insurrection near Trebigné, who demand an armistice and an European intervention to guarantee the reforms which may be adopted. I would here remark that, contrary to what is asserted in so many newspapers, the people of the Herzegovina neither demand, nor have ever desired, an impossible autonomy, as Servian agitators would have persuaded them to do. They only ask to remain subjects of the Sultan, with reformed laws, and a proper and just administration of them. How to secure this is the difficulty. || Next week I hope to forward a detailed report of my mission, the failure of which I have already telegraphed to Sir Henry Elliot. || I have, &c.

W. R. Holmes.

Beilage.

Proclamation Server Pascha's.

(Traduction.)

Sa Majesté Impériale le Sultan notre auguste Souverain a daigné me charger de la mission spéciale d'ouvrir une enquête pour vérifier les raisons qui ont provoqué des troubles en Herzégovine, et pour faire disparaître les abus et les actes en contravention des lois et de justice, si toutefois ils existent.

Il est notoire que notre Magnanime Souverain est animé envers tous ses fidèles sujets des sentiments paternels, et de même qu'en père affectionné il ne tolère jamais que ses enfants soient molestés de la part de qui que ce soit.

En conséquence de ce qui précède, je vous invite à vous rendre, sans retard, auprès de moi pour me communiquer tous les faits que vous alléguez

Nr. 5564. Gross-britannien. 24.Sept.1875. comme ayant été commis contrairement aux lois et règlements que régissent l'Empire. Justice vous sera rendue, et vos demandes légitimes seront favorablement accueillies. Mais pour vous rendre digne de cette faveur souveraine, il vous faudra rentrer au plutôt dans vos foyers abandonnés sans motif, et reprendre vos travaux en toute confiance; car vous vous êtes laissés engager, par des suggestions ennemies, dans une voie contraire à l'obéissance et à la soumission que vous devez au trône. La voie de salut c'est celle que je viens de vous tracer. Aussitôt que vous y rentrerez, vous retrouverez le bonheur et la tranquillité. Votre bien-être augmentera encore par le redressement des erreurs de l'Administration locale, erreurs qui seraient constatées dans le cours de l'examen que je dois entreprendre. Enfin, soyez persuadés qu'en suivant mes conseils, et qu'en vous rendant au plutôt auprès de moi pour m'exposer votre situation, vous trouverez non seulement une pleine et entière justice, mais aussi vous mériterez d'autant plus vite de la générosité et de la sollicitude souveraines. Je dois aussi ajouter que l'armée Impériale ayant le devoir de sauvegarder partout la vie, l'honneur et les biens des fidèles sujets de Sa Majesté le Sultan, vous pouvez compter sur son appui et protection, soit pour retourner dans vos villages, soit pour venir me rejoindre.

Si, contrairement à ce que je viens de vous dire, vous persistez dans votre conduite en prêtant l'oreille aux promesses et aux conseils de faux amis, dans ce cas, je vous le déclare, dès à présent, et à mon grand regret, que vous serez les seuls responsables devant Dieu et devant l'humanité des malheurs qui en résulteront.

Nr. 5565.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul Holmes an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Ausführlicher Bericht über die Konsular-Mission.

(Extract.) Mostar, September 28, 1875.

Nr. 5565. Gross-britannien. 28.Sept.1875. I have already reported to your Excellency in various telegrams the general result of our mission to the insurgents. I will now relate some of the details. ‖ On the 12th instant I arrived at Nevessine, with my French and Russian colleagues. We found all the eastern part of the town towards the plain, and all the bazaar, burnt and in ruins. Dead bodies were lying in various corners unburied; and we noticed the head of a boy in one of the streets blackening in the sun. A little Turkish girl was brought to us, wounded in the throat, and we were told that an insurgent was on the point of cutting off her head when she was snatched from him by another less bloodthirsty, and allowed to escape. We were told that, as far as could be ascer-

Nr. 5565. Gross-britannien. 28. Sept. 1875.

tained, some fifty or sixty persons perished on both sides during the attack. ‖ We remained at Nevessine until the 15th, arranging a meeting with the insurgents, which was fixed for that day, at a certain spot in the vicinity of the village of Biograd or Belgrad, two hours' distant from Nevessine. We encamped there, and were met by about thirty insurgents. We declared to them, on the part of our respective Governments, that they could hope for no assistance from any of the European Powers, or from Servia or Montenegro. We represented to them the hopeless nature of their revolt, the sufferings they would experience, the misery and privation they would inflict on their families; and advised them to put an end to this state of affairs by laying down their arms, and stating all their grievances to Server Pasha. We explained to them that his Excellency was specially sent by the Sultan, who was most anxious that justice should be done, and that they should be freed from oppression and live in peace. They replied, that they had no faith in the Turks; they had had the same promises before, and had been deceived; that they dared not, and would not, lay down their arms, and could not return to their homes and villages, as they had none left to return to: all had been destroyed, as they declared, by the Turks. They then began to expatiate on their grievances, which were chiefly the extortion and cruelty of their Agas, and the zaptiehs sent among them. We told them that these matters were precisely what Server Pasha had come to inquire into, and punish the guilty, and it was to him they should explain their grievances. ‖ They then begged us to wait a day or two, while they sent for some of their leaders from other parts of the country, who would come without fail on or before the 19th, and we agreed to do so. ‖ During our stay every day, and all day long, separately and together, we were obliged to listen to the complaints of the insurgents who remained with us, and to repeat to them the same reply — that it was to Server Pasha, and not to us, that these matters must be presented. ‖ In the course of our interviews we were constantly asked whether the Powers would guarantee the execution of justice and reform. We replied, that we were merely charged to give them friendly advice as to the best means of relieving themselves from the difficulties in which they were involved, but that they might be sure the Turkish Government was sincere in its promises, and that the attention of Europe having been drawn to their affairs, the Government could not deceive them without serious loss of honour, and damage to its own vital interests. They asked why Server Pasha had not come with us, and why the Delegates of Austria, Germany and Italy were not with us, if they had the same message to give them. We replied that we had nothing to do with Server Pasha; that we were not acting as Turkish agents, but simply as friendly messengers from the European Governments, who, disapproving the means they were adopting to obtain their desires, had sent us to advise them what course they had best pursue, and that we had not come in one body in order to save time, as, while we were here with them, the other

Nr. 5565. Gross-britannien. 28.Sept.1875.

Delegates had gone to the neighbourhood of Trebigné, and along the Dalmatian frontier. They repeatedly declared that they were, and wished to remain, faithful subjects of the Sultan, taking off their caps at the mention of his name, but that His Majesty was deceived by his Pashas, and could not be aware of their condition. We again pointed to Server Pasha's mission, this time proceeding direct from the Sultan as a proof to the contrary. || In short, the result was that unless Europe would guarantee their safety from their Agas and the authorities, and that the reforms promised should be really carried out, they dared not and would not lay down their arms. || While we were at Belgrad, the insurgents repeatedly expressed a fear that they would be attacked by the Turks. One night they nearly all left us, fearing an attack from Hojak, a neighbouring Turkish village which they had not been able to destroy. We assured them that while we were with them we did not think they would be molested. || We had several zaptichs with us as guides, as well as our cavasses, all of whom were in abject fear the whole time of our stay, as the insurgents, while we were absent, did not hesitate to express their sentiments of hatred and vengeance against all Turks. || On the 18th two other Chiefs came with a few followers, and our interviews with them were to the same purpose, and with the same results as with the others. We were told that, as their chief leaders were engaged in active operations, they could not probably come to meet us, but, if they could, they would see us the next day at Trussina, on our way to Dabar. We had previously intended to go to Gatzko; but the insurgents assured us that it would be useless, as their people were dispersed in the mountains defending themselves against Selim Pasha. || On the 19th we left Belgrad, accompanied by a small band of insurgents, and at Trussina we met with about an hundred and fifty more, but no other leading men beyond those we had already seen. We dismounted near a fountain and had a last interview, in which the same questions and statements were made as at previous meetings — the same replies on our part, and with the same result. At parting, the insurgents said that, if we would go to the neighbourhood of Bilekia, they would meet us there, and we should perhaps be able to see many others, as the chief body of insurgents was between Bilekia and Trebigné. They said, if we went, they should see us and join us; if not, they would send a final message to us at Stolatz before the 22nd, but still repeated that they would not submit. || We left them with the intention of proceeding, if possible, to Bilekia. On the way to Stolatz, however, whither we had decided to go first in the hope of receiving some intelligence of our colleagues, we met a couple of battalions, provisions and ammunition, proceeding in the direction from which we had come. I ordered my cavass to inquire of some of the soldiers in charge of the baggage where they were going. They informed him that they were going to attack the insurgents we had just left next morning before daybreak. I felt very indignant, as did my colleagues, at this attempt, as it seemed, to profit by the fact of

Nr. 5565. Gross-britannien. 23. Sept. 1875

our having assembled together a certain number of insurgents, to attack them when off their guard. On arriving at Stolatz, the Kaimakam also stated that an attack was to be made on the insurgents we had left, and on my expressing my disapproval of this proceeding, he said that he did not know, that he rather thought the troops were marching to Bilekia with provisions for the garrison there. The Governor-General had been at Stolatz, and had only left for Mostar two hours before our arrival. || We heard at Stolatz, also, that our colleagues were at Trebigné and Zupei, and would therefore meet the Chiefs of the rebels, who were all in that direction. We waited till the 22nd, and, not having received any message from the insurgents at Trussina, as promised, we returned to Mostar. || On the 23rd I spoke to the Governor-General about the expedition to Trussina, and he said that Ali Pasha had not orders to attack the insurgents there; but the affair was brought on accidentally by the insurgents attacking a convoy. I said it might have been a very serious thing for us, if it had happened one day sooner. || Our colleagues of Austria, Germany and Italy arrived at Mostar on the 23rd, with the same impressions and the same results as ourselves. || The Chiefs of the insurgents demand an European intervention and an armistice to allow them to consult and assemble at any place which might be fixed to discuss their affairs. They do not, and never have desired independence or annexation to Montenegro; but they wish to remain Turkish subjects under very extensive administrative reforms, the execution of which to be guaranteed by Europe. || Whatever your Excellency may hear to the contrary, I can assure you that, in the Herzegovina, the only part of the people wishing for annexation to Montenegro are the districts adjoining the frontier from Sutorina to Kolashine. These districts are mere rocks, the scanty population herdsmen; and they are a burden rather than a profit to Turkey. The frontier districts of Bilekia receive annually: —

	Piastres.	Piastres
From the Government for the pay of Pandours .	124,000	
And pay for taxes	93,284	
Which leaves a charge on the Government of		30,716
The districts of Trebigné receive	123,000	
And pay for taxes	54,400	
		68,600
Those of Piva receive	128,250	
And pay for taxes	108,594	
		19,656
		118,972

Thus these districts are an absolute annual loss to the Porte of about 119,000 piastres. In Bosnia, almost to a man, the population would refuse to be annexed to Servia or Austria, and they have never dreamt of independence, which, from the nature of circumstances and the state of education, is impracticable. They also only wish to be Turkish subjects, but to be governed with justice, and placed on an equality in law with the Mussulman

Nr. 5565. Gross-britannien. 28. Sept. 1875.

compatriots. There is no doubt, that the Mussulmans and Christians agree much better in Bosnia than in the Herzegovina, where there is much more oppression to complain of; at the same time, acquainted as I am with the social condition of the country during fifteen years, I do not hesitate to declare that the oppression in the Herzegovina in general is greatly exaggerated by the Christians, and that the discontent which undoubtedly exists against most of the chief Turkish landowners and against the zaptiehs and tax-farmers has been the excuse rather than the cause of the revolt, which was assuredly arranged by Servian agitators and accomplished by force. The mass of the inhabitants, unarmed, had no choice. Their homes were devastated and their lives threatened, and they were ordered to follow their leaders. And now the ruin is such that those who wish to submit cannot. They have no homes to go to, and the armed bands threaten all who breathe a whisper of submission. These bands are all formed of a mixture of people from different parts of the country, and all mutually watch each other to prevent any combination to submit. || The ruin and devastation in the plain of Nevessine and along all the Dalmatian frontier, and wherever the insurgents have passed, is piteous to behold, and renders any satisfactory arrangement more hopeless than it would otherwise have been. | Your Excellency will observe that I have passed over the grievances of which the insurgents complain in a few general terms, because I think that at present the principal question is how to put an end as soon as possible to the actual state of affairs, which is apparently a complete deadlock.

Nr. 5566.

TÜRKEI. — Memorandum über die Beschwerden der christlichen Bevölkerung in der Herzegowina, dem englischen Kommissar, Konsul Holmes, am 1. October überreicht.

A glance at the Grievances which are the principal cause of the Insurrection of the Christian inhabitants in the Herzegovina.

Nr. 5566. Türkei. 29. Sept. 1875.

Any one who wished to describe the variety and extent of the manifold burthens which weigh upon the Christian populations of the Herzegovina and Bosnia would have to write a considerable volume, which would require not a little time, as well as many investigations and much labour, for he would have to pry into every department, every district therein, and every communal division of the villages, as well as the various proceedings in the Courts, because in each of the separate localities there are characteristic specialities of imposition on the part of the respective Governments, the Agas, &c., accor-

ding to the arbitrary and exacting will of the rulers and their dependents, more or less inclined to fill their own purses, more or less fanatical in their religion, more or less swayed by the prejudices of caste. Wherefore, merely to give some kind of idea respecting the deplorable condition of the Christians in these provinces, we will draw a brief sketch of the principal burdens arising from the direct impositions of the Government, from the frauds of the Agas, from the partiality of the Courts, and the insecurity of life, honour and property, with suitable observations.

I.—*The various Imposts.*

1. *Tithes or Tenths, now Eighths.*—The tithes are an ancient tax, but since the present Sultan travelled in Europe an extra impost upon grain has been introduced under the name of "zam", at first as an extraordinary tax, but which has now become an ordinary one like the tithes, for instead of tenths eighths are collected, that is to say, instead of taking a tenth part of the produce, an eighth part is taken, and so where the tax was 10 per cent., it is now $12^1/_2$ per cent. This $12^1/_2$ per cent. is taken from all kinds of cereal grain, tobacco, vegetables, fruit, grapes and hay. || The method of collecting the tithes is as follows:— || Private farmers buy the tithes by auction to the highest bidder, and it not unfrequently happens that the produce is not equivalent to the exorbitant price paid to the Government by the farmers, and as the latter wish to make a good profit anyhow, it follows that they avail themselves of any means to do so, and these are the most unjust extortion and arrogance. For example, the confederate speculators arrive in the villages of which they have bought the tithes, bringing with them their followers and horses. There they mostly behave as absolute masters, and they live at the expense of the poor peasants, who have to provide them with all they require for eating and drinking to any extent they please. There are, however, some rare exceptions to this conduct. So great is the expense of supplying the wants of these voracious oppressors, that the poor people are often obliged to borrow from them at usurious interest the very means to provide for them. || The "spahi" or farmers of the tithes ought to see the thrashing of the grain, and when it is measured they ought to fix the proper tithes; but it is very difficult to get them to do this, for the most blustering and powerful tithe-farmers buy the tithes of many villages, and as they cannot be present at all of them, and will not trust to others, it is their pleasure to fix the tithes by an approximate calculation ("tamin") in which, of course, they set down more than there is. In vain the owner complains; he must be satisfied with his assessment, for he knows very well that the farmers are sure of Government support, and not unfrequently some of the most influential members of the Government act in concert with the speculating tithe-farmers. || It happens in many places, especially where there are fields, that the tithe-farmer leaves his grain as it were in deposit in some poor hut

Nr. 5566. Türkei. 29. Sept. 1875.

or shed in the village with no one to look after it, and then, if any damage or loss occurs, the peasants of the village are bound to make it good. Other tithe-farmers will not take to their grain at once, but leave it with the peasant for any length of time, so that it gets dry, and the peasant has to bear the loss; or the grain is left in expectation of a rise in price, or that the peasant in his need may consume it, and so be charged for it at double price. If grapes are dear they take to them at once; if cheap they endeavour to put them off on the peasant at a profitable price. If the vintage is not abundant they accuse the peasant of concealing and consuming it. || Hay, and the various produce of gardens, such as potatoes, cabbages, garlic, onions, fruit, and so on, are not taken in kind; an approximative price must be fixed, which has to be paid in ready money. If application be made to the Government it will always decide the prices in favour of the tithe-farmers. But why should the Government act in this manner between the tithe-farmers and the owners? This is the reason; apart from the fact that many influential members of the Government share in the profits of the confederates, the Government itself endeavours to sell the tithes at the highest possible price. Therefore, to encourage the buyers in their competition with each other, it favours them in every way that it can. On this account also the Government defers the assignment of the tithes for months, in the hope of getting a higher price. This is a cause of grevious suffering to the poor people. They are hungry, and they dare not touch the fruits of their own labour to satisfy their wants, for if they did, they would inevitably have to pay double tithe. This delay in selling the tithes is one of the most insupportable and injurious grievances of the poor people. Many representations have been made to the Government in their behalf, to induce it to take a middle course, and to fix the price of the tithes according to the average years; then to let the villagers pay so much a-year and thus prevent the abuses and injustice which always accompany the farming of the tithes. But all has been in vain. || Finally, when all these tithes are assented and registered, they will not always be found correct when the accounts come to be liquidated. If the assessment is higher than it ought to be, what matters? it must be neither more nor less than what is registered, for a Mussulman never mistakes nor deceives, and a Christian deserves no credit. And then, if the infortunate villager has not the money ready for payments of what is due, misery upon misery, his house will be occupied at his expense until he has paid the whole. He is bound to maintain and to serve those who are quartered upon him, at their imperious pleasure, and his expenses in so doing go for nothing in the account. By way of example, if a person owes 20 piastres and spends 100 in the maintenance of these people, it is not taken into consideration. At last an arrangement is made, the peasant acknowledges his debt with double interest, or an animal is taken for 50 piastres, though it may be worth 100 and more. Many cause the poor people of the villages to be put in prison, where they suffer

from hunger, cold, flogging, and other ill-treatments. Sometimes false receipts are given, and the amount of the debt has to be paid again. All these proceedings in the collection of the tithes take place likewise in levying the tobacco-tax, of which we shall speak hereafter. Taking everything into consideration, it may be said without fear of exaggeration that the poor people pay a sixth or seventh part of their produce.

2. *The "Giumruk", or Direct Excise.* — We do not speak here of the transit-excise, or of smuggling, but of the excise upon tobacco grown in the Province, and upon wine and spirits. It has already been stated, that tithes-eighths in fact are collected upon grapes; the same is the case with regard to tobacco. The tithes upon tobacco are sold by auction separately from the other tithes; but in like manner all the business is conducted by the Government and the tithe-farmers, as in the case of grain above-mentioned, and if the purchasers are cruel, as for the most part they are, the same arbitrary extortion takes place. But the Government is not satisfied with the eighths upon tobacco, but requires something besides the fixed special "giumruk"; that is, every "oka" of tobacco has to pay 8 piastres (Government valuation), of which the owner of the tobacco has to pay 3 piastres, and the purchaser 5 piastres, and the latter, before purchasing it, is bound to obtain the permission of the Superintendant of the "giumruk", and when he has purchased it, he must leave a written certificate of the quantity he has purchased with the owner of the tobacco. This applies to the subjects or inhabitants of Turkey; foreigners are not allowed to purchase tobacco. || We have now to state the mode of ascertaining the quantity of the tobacco for the imposition of the "giumruk". Immediately before or after the farmers of the tithes on tobacco go their rounds through the villages with a goodly company, to set down the amounts in their own way, there is a visitation of five or six low and cunning persons with horses; these have to examine and record the quantity of tobacco still growing on the stalk; they go in procession from house to house, and from plantation to plantation, and prolong the time as they please, in order to feed gratuitously. But, for fear they may have put down too little, the round is repeated twice again, on the pretext of correcting any mistake that may have been made. Then they are in the habit of sending other searchers after the first, on pretence of finding out any trickery on the part of these, as if they were not all accomplices; and they give themselves airs of patronage, and would make it appear that they are acting with a scrupulous regard for justice and the public welfare. So that the people are ever in the midst of inconceivable injury and abuse of authority. || The "giumruk" on wine and spirits. Of the wine drawn from the must, which remains to the owner after deducting the eighths, the tenth "oka" is considered to belong to the Sovereign, less two loads (200 okas) left to the family of the owner. These are registered by the "giumrukers", or others chosen for the purpose, who make the usual overbearing round through villages and houses in the

Nr. 5566. Türkei. 29. Sept. 1875.

manner above-mentioned, and search every corner. || From the lees of a load of wine it is supposed that ten okas of brandy may be produced, so that for every 100 okas of wine an oka of brandy goes to the Sovereign. When the registers of the searchers are taken to the Medjlis Court, the latter fixes the price, which is usually 2 piastres on every oka of wine, and 5 piastres on every oka of brandy, so that the owner may pay the "giumruk" in ready money. || Here is an instance: if a person has 1,000 okas of wine, he must give 80 okas to the Sovereign, that is, 160 piastres — the Government valuation; moreover, he must give 10 okas of brandy, that is, 50 piastres. So that, besides the tithes, the Government receives at least 210 piastres, equal to 23 florins, or more, on ten loads of wine, without reckoning the extortions of the "giumrukers" and their adepts.

3. The impost on the herb called "broć", which is used as a red dye by the dyers. For every bit of ground planted with this herb, though it may be only a few square fathoms, 4 piastres must be paid every year, notwithstanding that the peasant derives no profit from it till the fourth year.

4. *The Land-Tax* ("*Campatico*"). — For some years past the land-tax has been introduced into this province also. When the land has been measured, and its quality estimated by a deputation of Turks, accompanied by some ignorant Christians, it is charged at 4 in the 1,000. Thus, if the land be valued in money at 1,000, 2,000, or 10,000 piastres, or any other amount, 4 piastres for every 1,000 of the valuation must be paid to the Treasury yearly; for 10,000, 40 piastres, and so on. But as the Christians have but little land, and the Turks a great deal — for they are always getting possession of it in some way — it follows that the valuations of the land are evidently low and partial, so that the Turks have to pay very little land-tax.

5. *The House-tax* ("*Casatico*"). — Houses and other buildings are estimated at so much by the deputation as above, and, according to the valuation, they likewise pay four in the thousand to the Treasury. But in order to escape from the burthen of the house-tax, the Turks have manoeuvred to have their own houses estimated at a very low price. There are, for example, some which are worth fifty-thousand piastres, and they are only valued at five thousand. It is fitting to notice here, that the Turks exhibit a barbarous avidity in appropriating even the wretched houses erected by the Christians on their ground, and in many places they have registered them in their own names, in order to drive the Christians from their habitations the more easily, and to claim the houses as their property; but they never pay the house-tax thereon.

6. *The Grass-tax* ("*Travarina*"). — This strange impost is laid upon the pastures among the mountains, where the peasants go with their cattle in the summer. For every head of neat cattle, four piastres are paid, in some places more, besides the quantity of small animals and butter which must be given up to the Government, and taking no account of what is given to the

pretended owners of those waste and desert lands, for the Turks cannot bear that there should be any spot of ground there without some arbitrary Turkish lord.

7. *The Porez.* — Where the "tanzimat" of the land-tax and "rad" is not yet perfectly introduced, there is the "porez" on large cattle, every head of such cattle having to pay from 15 to 20 piastres.

8. *The Agnam-impost on Small Animals.* — Two piastres are paid on every head of small cattle. The local authority is not entrusted with the telling of the animals; but other persons are employed for the purpose, rarely honest, but choice rogues, greedy of sly gain, who go shares with their employers in what they get by cheating. They come down upon the villages without notice, sometimes by night, in order to make sure of finding all the animals. If they find but few, they think they are deceived; then they go again on a sudden, frighten, threaten, and curse. Sometimes they purposely omit to register a number of animals, and this, on the understanding with their employers, to come down on the poor peasant and accuse him of fraud, in order to double the tribute in money, and so they get half for themselves. The numbers are taken in the month of March, and a short time afterwards they begin to demand the money. And though this is the time when the greatest mortality occurs among the cattle, no matter, every registered head of cattle must be paid, even if half of them be dead. The conduct of these wretches is altogether brutal, though they live at the expense of the poor people, who at that time of the year are in want of everything, and half-dying with hunger in many cases; yet must provide those fellows and their horses with plenty to eat and drink gratuitously. Sometimes as many as sixteen of such persons have been seen over and over again in a single village, armed to the teeth, as if they were going to attack a fortress.

9. *Royalty.* — This is a special impost of four piastres a year on every full-grown hog.

10. The Turks are very fond of honey, and they go in search of every hive for it; if they do not take the produce, from two to four piastres have to be paid annually.

11. *The Poll-tax.* — Every male Christian, from birth to death, must pay the poll-tax for exemption from the military conscription. For this, every male person has to pay 20 to 30 piastres a year. Not even the poorest beggars are exempted; and as they, of course, cannot pay, the respective villages must pay for them.

12. *The "Rad", or Labour Tax.* — A monstrous invention and clever contrivance of the Turks of late years to save their estates from a higher land-tax. They suppose that the poor agriculturists may earn from 500 to 1,500 piastres in money by daily labour or hire, as if all their time were not taken up with the various kinds of produce upon which they pay the tithes, the "giumruk", and other taxes, as well as in the services which they

Nr. 5566. Türkei. 29.Sept.1875.

have to render to the Agas. This appears to us a malignant insult to humanity — to suppose the poor peasant always healthy, to take no account of sickness or other accidents, but to insist always on the poll-tax; for, though the wretched creature may be laid up with illness, he must still pay the poll-tax in his misery! Then, if the Christian is engaged in any miserable trade or calling, or keeps horses for carriage, it is supposed that he may earn as much as 2,500 piastres a-year. On the presumption of these imaginary earnings it is decided that every one shall pay the 40th piastre to the Treasury. So that, if it be supposed that any one can earn 1,000 piastres, he must pay 25 to the Government, and so on.

13. *The Duty of Working on the Public Roads.* — The more necessary public roads are, the worse they are begun and carried out in our parts, and this is obvious to all. The Christians have to work on the roads. It was said that the Imperial Government had ordered that every one fit for labour should work four days in the year, or, as others say, eight; in short, we are in the dark respecting this. It was said also, that the Government had assigned some pay to the Christian labourers; but they have never seen or received any. The fact is, however, that according to the "nufuz", or the number of males fit for work, every peasant spends from ten to fifteen days in going from and returning to his house, according to the greater or lesser distance of the places, as was the case with the work on the road leading from Mostar to Serajevo, where for several years the Christians had to go and take with them their sorry fare, at the time of their most urgent work at home, which had to be neglected, to their very serious loss; and they worked for eight whole days, besides the three, four, or five spent in the journeys according to the distance of the road, without ever receiving even a morsel of bread. This must have cost each of them not lees than 100 piastres every time he went; nor could any one absent himself, even though there were ten in the family. How much the cost was to large families may be calculated from this. Where there are many labourers in a family the loss is great, and where there is only one it is serious, because all work at home is stopped. We say nothing of the ill-usage received by the poor rayah from the Mussulmans of these occasions also.

14. *The „Komore", or Horse-Service.* — These unfortunate Provinces, separated from the rest of the Empire, without carriage-roads, mountainous, and adjacent to populations hostile to the Government, are continually suffering from a special grievance, called "komore", or service of horses in the difficult and dangerous conveyance of the army and its requirements, which shatters both men and horses. Thousands and thousands of horses have perished in this service without any compensation whatever. How many more must perish in this most painful crisis! Dire ruin to Christian men and families; drudgery without end. Were they at least treated with some sort of humanity; but no: they get brutal usage, scorn, outrage of every kind, danger

of life, from those to whom they render this bloody service. From the loss of the horses both people and communes incur other great damages, for the saleable goods can only be conveyed on horseback, so that the slight trade which is carried on goes to ruin, for the poor wretches have to carry on their own shoulders what is required for themselves and the Agas. It appears incredible that such an accumulation of miseries, wrongs and vexations should so often be found in the world.

15. *Summary of the Imposts in a Certain Case.* — Here we give an example of a farmer of moderate means in our parts. He will have: —

	Piastres.	Florins.
1. Grain, 40 loads; for the tithes he gives 5 loads, ordinary value	500	50
2. Hay, 20 loads; for tithes, 2½ loads	60½	6·05
3. Cabbages, 8 loads; for tithes, 1 load	55	5·50
4. Potatoes, vegetables, and fruit, approximately	150	15
5. Must, 16 loads; for tithes, 2 loads	200	20
6. Wine, 10 loads; for the "giumruk" (Government value)	160	17·60
7. Brandy, for the "giumruk"	50	5·50
8. Tobacco, 1 load; tithes, 12½ per cent.	125	12·50
9. Tobacco, for the "giumruk"	300	33
10. Dyers, red, 2	8	·80
11. Land-tax for his ground, valued at 3,000 piastres	12	1·30
12. House-tax, houses and buildings, valued at 2,000 piastres	8	·88
13. Grass-tax, on mountain, neat cattle 10 head, an animal and butter	80	8
14. "Porez" for 15 head of large cattle	235	25·80
15. "Agnam" for 100 head small animals	200	22
16. Royalty for 2 hogs	8	·80
17. Beehives, 10	20	2
18. Poll-tax on 5 males	145	16
19. "Rad" or labour-tax on 5 males, supposed average earnings, 3,000 piastres	75	7·62
20. Road work, by 3 men, costs him at least	300	30
21. His share in the extortions of the tax-farmers and the various persons employed in the village, at least	100	10
	2,790½	290·35

Note. — The variation in the piastres and florins arises from the difference between the commercial and the Government value; the former being 10 piastres and the latter 11 piastres to a florin.

16. Whoever takes a just view of the circumstances of this Christian family, supposed to possess moderate means, amongst others who are not worth more than 10,000 piastres, or 1,000 florins, altogether, will easily perceive the enormity of the taxation. If, moreover, it be considered that not even a

Nr. 5566. Türkei. 29. Sept. 1875.

tenth of the Christian families can, in ordinary years, make sure of their yearly keep without running into debt, surely the poor people here are entitled to compassion from those who have feelings of humanity, and to some effort to assist them in their deplorable state — in their opprobrious servitude, where the cry is continually heard: "O, Lord, send us our death!" And all this exists where the Turkish masters, who possess fifty times the means, do not pay as much in taxes to the Government as the above-mentioned Christians. || We think it in keeping with the subject to mention another instance of partiality on the part of the Turkish rulers and „Medjlis", towards the Mussulmans. It is this: — If a Mussulman is indebted to the Treasury on account of farming the tithes, good reasons are found to wait, even for years, until he can discharge his debt, whilst with the Christians, instead of waiting, there is always an endeavour to make them to pay the taxes beforehand.

17. The taxes are multiplied with marvellous facility, and they are harshly and rigorously collected. No effort can be made to promote the public welfare by providing resources, for obstacles are put in the way. Vain are the proposals and the zeal of intelligent persons, useless the entreaties of the Christians; for our Turks put them off and oppose the best undertakings, preferring to remain in trouble rather than allow the Christians to get any advantage. Witness the uncultivated fields near Mostar and many others, which might, at comparatively little expense, be drained and irrigated, to the benefit no less of the Treasury and the Agas than of the Christians; yet all endeavours have hitherto been useless.

Note. — No one believes, that the Public Treasury gets all the benefit of these taxes; but it is most certain that they are all wrung from the people by the Government officers and in the name of the Government. To have an empty Treasury, and the people reduced to extreme misery, and not to apply a remedy, is ruin to both.

II. — *Grievances proceeding from the Agas.*

1. The Agas are Turks, owners of the lands held and cultivated by the Christians, called "kmet", or colonists, for their own profit. There are some Turkish owners who have acquired their lands in a legal manner; but most of them have got the land from time to time by ursurpation, dispossessing the original Christian owners by main force, without any legal title; in this way many Christian families have been obliged to give way to overbearing power protected by tyranny, and to acknowledge themselves as tenants of another, where they were the real hereditary owners. | All the Agas are prepossessed and ruled by the mediaeval feudal spirit, accompanied by a rude and disdainful obstinacy which scorns any progress which appears against their interests. These look upon the "kmet" as their slaves, and claim absolute

power over them. In this they all tenaciously agree, and united by community of interest, they form a compact phalanx to oppose both the Government and the Christians. They adhere to their opinions the more because they are convinced that the Mahometans are destined and authorized by God to rule over the rayah. The surly Aga will also use a stick and strike the "kmet" without pity, in a manner that no one else would use a beast. Then to blaspheme what the poor man holds most dear, to insult him outrageously, is an action worthy of a true Mussulman and entitles him to reward in the other world.

2. The lands held by the Christians of the Turks are, from the quality of the soil, the ruggedness of the region, especially in the Herzegovina, the scantiness of the ground fit for cultivation, insufficient for the poor "kmet", and do not produce what he requires; so that the produce usually depends more upon the labour and industry of the "kmet" than upon the natural fertility. The Agas wish rather to have many "kmet" than to provide them with sufficient land to maintain them; the greater the number the more the service. They reserve the best lands for themselves. There are portions in the largest fields which are acknowledged as belonging to the colonial ground, but held to be free, so that they may afford more advantage. If a Christian holds a piece of Turkish land, and erects a house or other building in the neighbourhood, even beyond the bounds, the Turk seizes the ground upon which the house stands. In like manner, if the farmer encloses with a hedge or a wall some tract of free and communal land for pasture, wood, or other use of his own, there is no remedy, the Aga becomes master of that also. If the Christian "kmet" clears any wooded ground or excavates a garden amongst rocks and stones by his own labour, whatever may be the distance from the master's land, the Aga appropriates that too, on the ground that the slave "kmet" has worked at it whilst he was maintained by the master's estate. For this same reason the Turks, in concurrence with their co-religionists, prevent the recovery and cultivation of land where they know they cannot appropriate it, so that the Christians may not possess it.

3. The contingents supplied to the Agas from the produce of the estate, and the amounts of service and labour rendered on the part of the "kmet", vary arbitrarily according to the temper of the masters, as there are no regulations prescribed by law; and this is one of the chief causes of abuse and oppression. The Government had made some kind of arrangement in this respect, directing that there should be agreements between the Agas and the "kmet"; but the majority of the Agas in these parts have hitherto ignored that arrangement, and so with the "kmet", who desired to make agreements with the Agas, for the latter have since become more harsh, more exigent and more menacing towards the "kmet", revenging themselves on every occasion, restricting the farms, increasing their services, and sometimes turning the poor "kmet" out of his holding, where he must leave the buildings he has erected

Nr. 5566. Türkei. 29. Sept. 1875.

and the improvements he has made, without any compensation or repayment. And if any one make application to the Government for such repayment, the Agas at once have recourse to the subterfuge of debts; they bring forward these pretended debts for years and years; find false witnesses, if necessary, and so it is well for the "kmet", if, instead of receiving anything from the Aga, he has not to pay him something more. Meanwhile, from the land which is considered as the regular estate of the settlement, the "kmet" has usually to give the Aga — || (*a.*) A fourth part of the various produce obtained from the ground. || (*b.*) Some animal yearly, as well as a certain quantity of butter and cheese. || (*c.*) To carry him so many loads of wood, and, if the Aga is building a house, the "kmet" must carry the materials for it. || (*d.*) To work for and serve the Aga gratuitously whenever he pleases. Sometimes the Aga requires one of the "kmet's" children to serve him for nothing. || (*e.*) To make a separate plantation of tobacco, to cultivate it and bring it to maturity until it is lodged in the master's house. || (*f.*) To plough and sow, without remuneration, so many acres of land, and to do all that is necessary until the produce is lodged in the master's barn. The amount of this produce, gratuitously attended to for the Aga by the "kmet", mostly exceeds the produce of the land held by the "kmet". || (*g.*) If the Aga comes to the "kmet's" house, the latter must provide him, as well as his horses and dogs, with all that they require; he must do everything to satisfy his master in regard to service and the best food he can procure, and must appear as if he were pleased and honoured by the visit of the Aga, and the opportunity of maintaining him gratuitously for days and weeks, and even for a month. || Finally, when several brothers or other relations forming a family settled upon a Turkish estate, separate into new families and divide the estate so that each may labour for himself, the Aga insists that each of them shall do as much work for him and render him as much service as they all did together, although the land occupied is neither more nor less than it was before.

III. — *Grievances proceeding from the Medjlis.*

1. The Turkish Courts consist, like others, of civil and criminal. In the first the Pashas, or Kaïmakam, sit in the districts, the Mufti, two or three Mussulmans, two Christians — one for the Orthodox, the other for the Catholics. In the second, the Cadi, with two or three Turks and Christians, as in the first. The preponderance of the Turks will immediately be seen, and their decisive majority in every case. Moreover, the Mussulmans have this advantage, that the Pashas, the Kaïmakams and the Cadis, who are the presiding authorities and Judges in the Courts, are of their own religion, and if these are not satisfied with the judicial decision, nothing is done. To this is to be added the close union and joint understanding of the Mussulmans amongst themselves, from political and religious motives, from the knowledge of their own laws, and from the exclusive use of the Turkish language in the

Courts; whereas those few Christians who apply to the Courts, without any knowledge of the laws or of the Turkish language, go for nothing, and in most cases had better keep away from the Courts altogether. || Besides, many of the officers, or other rich and powerful Turks, have a direct or indirect influence on the Courts, whilst no intelligent or able Christian is allowed to advocate the cause of the Christians. In short, we believe that there are no Judges in the world so ready to receive donations for the perversion of justice as the Turkish Judges. And then, as the Mahometans acknowledge no other law and ground of justice than the "sceriat" of the Coran, only adapting themselves to the Canon and other modern laws from political necessity, their decided intention always is to favour the Mussulman and Mahometanism in regard to other religions. Another incident is in favour of the Mussulman party: the principal Turkish officers and functionaries being Osmanli, and not knowing the language of the country, can never be well informed of the state of the various cases; they have to get at it by means of the interpreters, more or less ignorant, more or less malicious; for if these are Turks they never explain the affairs of the Christians with sincerity, but in their own way, concealing everything unfavourable to the Turks; and if they are Christians it is very seldom that they know the Turkish language sufficiently to be able to convert the expressions of the Slav.

2. In bringing actions and taking proceedings the Mussulmans have these advantages over the Christians: — || 1. In having the Judges predisposed and favourable to their causes. || 2. In the freedom which they enjoy of making any accusation against the other religions, without corroboration. || 3. In the countenance of special and powerful co-religionists, always ready to protect them. || 4. In their ability, as the richer, to bribe the Judges, whose weaknesses they know better than the others. || 5. In easily having the charge drawn up in the Turkish language. || Whilst the Christian is destitute of these advantages, fears the revenge of the Agas and other Turks, does not understand the judicial ways, and is afraid of spending a great deal and losing his cause; or because he is too poor to incur the expense of the proceedings, finally on account of the difficulty of getting any one to draw up the charge in the Turkish language, for the Mussulmans will not assist the Christians in this, if their complaint is against a Mahometan; or if they serve him for a good fee, they make it appear that the Christian is in the wrong, and so the poor wretch is bewildered, dares not bring his cause before the Court, or, if he does, he proceeds so dilatorily and awkwardly, that he must necessarily lose it, and repent that he ever undertook it. But if a Turk proceeds against a Christian, the latter not daring or knowing how to defend himself, and browbeaten by the Turk, must necessarily lose. The Christians are so thoroughly discouraged by similar tricks and manoeuvres practised by the Turks, of which they are conscious from their very infancy, that it is impossible to induce them to take proceedings against the Turks, be the offences and in-

Nr. 5566. Türkei. 29. Sept. 1875.

juries ever so serious. Therefore the Turks always act together, and enjoy the pleasure of keeping the Christians in a state of terrorism.

3. The Turks are well versed in the art of misrepresenting the causes of action, mocking at them, and perverting the evidence to the injury of the Christians; and this they do with perfect ease and arrogance, secure of success from long practice. First of all, it should be mentioned, that no recompense or payment is prescribed by law for the loss of time and trouble of witnesses called to the Court to give evidence: they must go at their own expense; therefore every one tries to keep clear of such matters, which are not only dangerous enough, but also of considerable cost. Now, if a Turk has an action with one of the Christians, he will always get some one of his confraternity, who, from community of civil and religious interests, will give evidence in his favour; and they know marvellously well how to arrange matters amongst themselves, and to manage all the proceedings in the case, so that it is very difficult for the Christian to bring forward countervailing evidence. If there be no Turks in the neighbourhood of the place where the crime or cause of action occurred to come and give evidence — no matter whether they be eye-witnesses or hearsay witnesses — they will come even from a hundred miles away, if they receive information from a plaintiff of their own religion and will protest and swear that they were at the place at the time of the occurrence, and know all about it, laying hands on their hearts, and interspersing their speech with "din" and "jemin"; then a hundred other Turks, moved by this witness's veracity, will confirm him throughout. Well, this is sufficient for the application of the "sceriat", and to decide in favour of the Mussulman, for every means is allowable to free the faithful Mussulman from the annoyances and claims of the giaour — Christians. If a Turk requires any testimony from the Christians, he can always get it without much difficulty, if not otherwise, by threats, or by appealing to the Aga to make his "kmet" give the required testimony; and if such testimony be against an infidel it is received as valid. On the contrary, no testimony can be got against a Turk, because his co-religionists will not give evidence against him, though they know him to be guilty. Then, if a Christian brings another Christian as a witness, the latter will say something faintly against the guilty Turk; but it is of little use, for the Turkish Judges always adhere to the principle of the "sceriat" — pernicious and fatal to the Christians — according to which the evidence of the infidel Giaour is of no avail against the Mussulman. Although this maxim is usually kept secret, from policy, it often escapes, in full Court, from the lips of the chief Mussulman Judges in their passion. Supposing that there is a case in which they cannot get rid of a Christian's evidence, after a thousand objections, they have recourse to this artifice: whilst the Christian witness is passing through the square of the city, they place some fellow of their own in the middle of it, who immediately with a loud voice utters some infamous accusation against him, such as thief, &c.,

and then the same cry comes from a hundred Turkish mouths, and the false accusation sticks to the poor witness, and invalidates his evidence. They do just the contrary in regard to any Turk of notorious bad character whose evidence is wanted, that is, they require from the canton of the city where he lives a certificate of his good report, and this is given at once; then the "sceriat" comes into play, as they say, and the juggle ends in favour of the good Mussulman.

4. The sad maxim which the Christians apply to the Turkish Courts, there is no justice there for Christians, is fully justified. If any one should take it into his head to consult and turn over the proceedings of the Mussulman Tribunals, looking with a steady eye at the trials, decisions and sentences, he would be disgusted with that labyrinth of confusion, contradiction and injustice, and would feel deeply for the down-trodden humanity of those children of Adam. From the above-mentioned character of the Turks, of the Judges, and witnesses, anyone may, on the principle of causality, easily comprehend the justice of the sentences and decisions. The complaint having been lodged in the Turkish language (otherwise it would be rejected) in the hands of the Pasha, or Kaïmakam; if it is found to be in conformity with the legal formalities, it is sent to the Cadi. He puts it up with a hundred others not yet settled, and orders the complainant to come back at given date; this is repeated several times, and the applicant is reproached for his importunity. When the time has at last arrived to take the case in hand, the counsellors stammer something or other about it, and the Cadi reserves his final decision until the other side has spoken; he, however, regulates his conduct according to the maxims of the "sceriat" and his own interests. If the litigating parties are Christians, after having heard them both, he will defer the case in order that they may have time to mollify the exasperated mind of the Judge by secret donations, the weight of which will decide in the scales of the Cadi. If the donations of both parties are equal and abundant, he will give them earnest advice to agree amicably between themselves, and dismiss them from the "Medjlis". If the case is one of a Christian against a Turk, even donations will be of little use, unless they should be so large as to incline the mind of the Cadi to give way somewhat in favour of the Christian, otherwise he will act rather as the advocate of his Mussulman than as a Judge, indulging in a number of capricious and foolish questions irrelevant to the matter, with remarks on the offence and the accompanying circumstances, and on the character of the witnesses, whose evidence he will reject, whilst he brings forward some silly falsehood in discredit of Christian honesty: ‖ 1. If the witnesses do not quite agree, even in regard to incidentals and minutiae, though they may have nothing to do with the subject-matter of the case. ‖ 2. If they change any word on repeated examination. ‖ 3. If they have ever been imprisoned, justly or unjustly matters not; and this goes on to weary out the complainant and the witnesses, and make them relinquish

Nr. 5566. Türkei. 29. Sept. 1875.

the suit. Finally, if the evidence legally proves the crime of the Turk, there is some subterfuge: the judgment is suspended, the Turk is remanded, to see if by chance he can find out any circumstances and witnesses in his favour, and he is sure to find them. If, for example, it be proved that the said Turk slew a Christian at a certain place on a certain day, he will find witnesses who will prove that on the said day he was at another place at any distance from that where the crime was committed, and they will confirm their evidence by oath on the Kitab. Then the scene suddenly changes, and severe penalties are incurred by the giaour calumniators who have dared to profane the sanctuary of the Courts with base lies and aspersions to the injury of an innocent Mussulman. Then the remarks and the just anger of the Cadi and Medjlis echo throughout the city, and those poor fellows are at once thrown manacled into prison, fined and rendered infamous for ever. || Supposing the case of a Turk against a Christian for some serious offence, instantly the Cadi, the Medjlis and the other Turks are in commotion; they one and all make common cause to do whatever they can against the Christian rabble, against those blackguard Montenegrins, who are all alike. Suppose a Turk is killed in some distant place among the barren mountains by an unknown person, they do not wait for inquiries and legal investigations, they cry aloud for vengeance and massacre; if they meet any Christian there, they sack whole villages of Christians near the place of the crime, and ill-treat the inhabitants with impunity; they drive, like a heard of cattle, hundreds of heads of families with kicks and musket-butts; and when they come to the city the unrestrained Turkish rabble await them and accompany them to the Courts and prisons with cries and groans, stoning, and the most cowardly outrages, so that the consternation of the prisoners and the atrocities of the crowd reach the highest pitch. After that the wretched Christians groan in the foul prisons, or are dragged to the Courts where they are again threatened, to make them confess the crime. They are told, you know all about it, all you villains have conspired to murder that innocent Mussulman; we have evidence to prove it, and if you don't confess you will go to the gallows and the stake. This tragedy goes on for months, until it is found out that the assassin was some foreigner who had nothing to do with those poor Christians, or some Mahometan adversary of the murdered man; then after their ill-treatment the Christians are sent back to their homes without any satisfaction, or when the fury has somewhat abated, and the Christians are found to be innocent, they say they have not ascertained with certainty (metaphysical perhaps) who was the assassin; so for the greater security, or rather to cover the enormous and disgraceful injustice, some of the principal Christians, or those most hateful to the Turks, must rot in chains for years in the prisons; others, by favour and on giving bail, are sent to their wretched homes with a warning to be careful not to do so again. Would to God that such scenes were seldom and few in these unfortunate and thus barbarously-tormented provinces.

IV. No security for life, for honour, or for property. How can we seek for liberty and progress when we do not possess the most essential of the rights of man? that is, the right of life, honour and property, for at every slight check, every trumpery suspicion amongst the Turks, from the arbitrary greed or fierce envy of the ill-disposed master, everything is uncertain, everything in danger. There is no energetic provision on the part of the Government against these evils, no safeguard on the part of the Tribunal; all rests upon the insolent and brutal will of the fanatics, always intent upon ill-treating and oppressing the poor Christian, degrading him and depriving him of every civil right; and all this with unexampled malignity on political and religious principle, not to be changed but by fire and sword. This is proved — || 1. By hundreds of things that have happened in every direction, and which are continually happening in these provinces. || 2. By the blindest religious fanaticism, innate in our Mussulmans, and the fiercest hatred of everything appertaining to Christianity. || 3. By the continued threats of the Turks against every Christian, which are carried out with impunity every day in the most cruel manner. || 4. By the fact that the Government takes away the arms of the Christians, whilst it distributes them to the Turks, which refers to the massacre in Syria. Nor is this imagination only, for our Mussulmans have been heard to speak of this project, by several and more than once. They were and are very much disposed to commit such a crime, and if it has not been committed yet, it is because some more discreet Mussulman has restrained them by pointing out the doleful consequences that would ensue for them. || 5. By the continual provocations on the part of the Mussulmans even under present circumstances; thus, certain Mussulmans take upon themselves to force the poor Christians faithful to the Government to deliver up to them any rusty old pistols which they may have, so that they may be ill-treated the more safely. So they fall upon the Christians everywhere, beat them, wound them, and threaten their lives; burn their houses, lay waste their vineyards and gardens, besides the most disgusting blasphemies against everything the most sacred and dear in the Christian religion; outrages on the honour of persons and families, calumnies and forged documents to accuse the most respectable persons among the Christians of rebellion against the Government — all proceeding from their passion and hatred.

We think we ought not to omit a characteristic event which happened lately. Whilst His Majesty the Emperor of Austria was passing our frontiers, many went to see him — some out of curiosity, some out of gratitude to a Sovereign who is, by Treaty between the two Empires, the protector of Christianity in these provinces; and who would believe that our Turks would take offence at this, many of them having gone for the same purpose? Yet, for that reason some of those Christians met their death from the Turks, as Father Karaula at Livno; others have fled from their homes to foreign countries, others dare not go out of their houses for fear of the threats and snares of the Turks.

Nr. 5566.
Türkei.
29. Sept. 1875.

Now, how could the lives, the honour and the property of the Christians, with the enjoyment of civil rights, be practically insured? How could the advanced gangrene of such abuses be cured? It would be necessary to change the nature of the Mussulman; it would be necessary to paralyze the blind fanaticism and the brutal haughtiness which upset everything. In deeds, and in deeds only, can the remedy be found. Promises made a thousand times over are but dust in the eyes. Clauses are illusions, the game of the crafty; they are worth no more than the paper on which they are written, if there be no strong and resolute hand able and willing to enforce respect for social order and the laws. The Powers have obtained guarantees on paper from the Ottoman Government in the clauses of the Hathumajun; but no security has, or ever will be, obtained in that way. Our Turks mock at such clauses and guarantees; they even abuse both law and Sultan in the coarsest manner, as well as the protecting Powers. They impose their orders on the miserable Rayah with execrable blasphemy and insulting words: I spit on your Christ, I am your law and your Emperor; and it appears that they are right in so expressing themselves, for the higher Turkish officials and the great men act as real emperors; whence it is quite common with our people to say, there are hundreds of emperors before you come to the Emperor himself. These men drain the people and empty the treasury. They intercept the complaints of the oppressed and will not suffer them to reach the ear of the Sovereign. Oh! how many unjust acts might be proved, if the poor people dared to speak freely! Documents signed under pressure and fear are worthless. A thousand of such subscribed through false representations would be annihilated by the voice of truth. But woe to him who dares to advance the cause of truth and justice, who appeals to the observance of the laws! he is sure to feel the vengeance of those interested, even after the lapse of years; for he will either be cruelly beaten, or secretly slain, or he will be burnt in his house. Even now, many of those Christians who, in the time of Omar Pasha's wars, were faithful to the Sovereign, and gave a faithful account of the state of things in these provinces, are still the mark of vengeance, and pay the penalty of their loyalty. They have been, and are, watched and obstructed, therefore they try to make their way by fire and sword. Gentlemen, it is impossible for the Turkish Government to apply a remedy now; long experience demonstrates this; the weakness and continual decline of the Government show it; and the constant and firm resistance of the Mahometans of the province shows it. The hope of a remedy from that quarter would be as delusive as it always has been; our Turks would know well how to deceive the Sultan and the Powers by many arts and in many ways; they would know how to procure official documents in an unknown language with signatures and seals which would endanger the lives and the property of the Christians. They would even find not a few Christians in the city who would act with them against their co religionists, just because they not unfrequently go shares with

the Turks in their unlawful gains, and because they are not so heavily burdened with taxes as the poor Christians in the villages. We hope, that this consultation of the Christian Powers on our misfortune will not be like that of the physicians on a desperate case and come to nothing. In order to get out of this misery, to put an end to such sufferings, to free the Christians from the rule of the Turks and from continual oppression, to remove the fuel of the raging insurrection, and to ensure a durable peace, we find no other means than one of the following resolutions: —

1. The Christians are resolved to die rather than suffer such slavery, therefore they should be left to seek their liberation by arms, and if they are not assisted they have at least a right to have no obstacles put in the way of their enterprise, and to expect that no aid should be given to the oppressor.

2. Or we are forced to beg some Christian Power to grant us a corner of land, so that we may all emigrate to it, and abandon this unhappy country so cursed with misfortunes.

3. Or the Powers should prevail on the Sultan to let an autonomous State be formed of Bosnia and Herzegovina, tributary to the Sultan, with some Christian Prince from elsewhere, but never from here.

4. Or finally (the minimum), let the Powers agree at once to put a strong body of troops from some neighbouring State into the principal cities of the Province, and let the representatives of the Powers enter the principal Medjlis as judges until things are put in order, and the lives, honour, and property of the Christians are rendered secure, with equality of civil and religious rights.

Herzegovina, September 17, 1875.

To the Representatives of the European Powers
in the Herzegovina.

[Den Inhalt des vorstehenden Memorandums fasst kurz und schlagend folgende von Wiener Blättern mitgetheilte Denkschrift zusammen, welche gleichzeitig andern Kommissaren überreicht zu sein scheint:]

Löbliche europäische Gesandtschaft! Vier Jahrhunderte lang schmachtet die elende und beklagenswerthe Rajah, die Christen der Herzegowina, in Kummer und Trübsal. Nicht im Stande, die türkische Tyrannei, Barbarei, Verfolgungssucht, Gewaltthätigkeit und Bedrückung länger zu ertragen, ist in diesem Jahre die ganze Rajah aufgestanden und hat die Waffen ergriffen, um endlich im 19. Jahrhundert der Aufklärung dem gebildeten Europa zu beweisen, dass es für ganz Europa eine Sünde und Schande ist, zuzulassen, dass die türkische Barbarei das unglückliche slavische Volk der Herzegowina kneble und in Unwissenheit niederhalte. Ihr Herren! Wir haben gehört, dass ihr ausgesendet seid von den Herrschern, unsere Noth, und warum wir die Waffen ergriffen haben, zu untersuchen. Wohlan! Das sind die reinen und wahren Gründe,

Nr. 5566. Türkei. 29. Sept. 1875.

1) Fangen wir mit dem Aga an. Der unglückliche Kleinbauer, der vom Aga ein Grundstück in Pacht nimmt, muss es bearbeiten und dem Aga nicht weniger als die Hälfte geben. Kommt dann der Aga zu dem Bauer auf Besuch, was drei- bis viermal im Jahre geschieht, so kommt er mit seinen Leuten, und der Bauer ist gezwungen, den Aga, dessen Leute und Pferde auszuhalten; sonst erwarten ihn Schläge und Gefängniss. 2) Im türkischen Reiche wird der Zehnt in Pacht gegeben; aber die Pächter sammeln im Einverständniss mit den Behörden zehnmal so viel ab, und du, Rajah, zahle und gieb her, und dann kannst du dich beschweren. 3) Ausserdem muss der bedauernswerthe Rajah die Steuer, den Harac, die Pesule und Askarie bezahlen. 4) Das Abzählen des Viehes wird seit Menschengedenken in unglückseliger Ordnung geübt. Die Türken sind die Abzähler; ihre Glaubensgenossen übergehen sie; dem elenden Christen aber zählen sie, wenn er 10 Stück hat, dafür 30 auf, damit der arme Christ seinem Aga für Futter und Weide die volle Gebühr bezahle. Wem soll der Christ klagen? Dem Ali! Wer ist sein Richter? Ali! 5) Wenn der Christ von einem Türken vor Gericht belangt wird, oder wenn er einen Türken vor Gericht belangt, so fällt der arme Christ mit seinem Rechte durch, falls er nicht zwei Türken als Zeugen hat, und man wirft ihn überdies ins Gefängniss. 6) Die Türken entführen mit Gewalt unsere Töchter und Weiber und zwingen sie, zum Islam überzutreten. 7) Wenn ein Christ als Zeuge gegen einen Türken auftritt, dann erlebt der Unglückliche nicht drei Tage mehr. 8) Den Türken sind unsere Geistlichen, unsere Kirchen, unsere Glocken, unsere Heiligenbilder ein Gräuel, welche sie öffentlich schänden und beschimpfen. 9) Wir zahlen dem Sultan Steuer und tragen unterschiedlich schwere Lasten, erhalten aber keine Bildung, haben keine Schulen, und wenn jemand solche wollte, gleich würde er eingesperrt und müsste es mit dem Kopfe bezahlen. 10) Giebt es irgend eine Arbeit auf den Strassen des Sultans, da geht die Rajah fünf, sechs Tage weit vom Hause weg und arbeitet acht Tage ohne Brod, ohne Bezahlung; die Türken aber sind frei. 11) Braucht man Pferde zur Beförderung des Proviants für die türkischen Truppen, gleich sind die Zaptijes (türkische Gensdarmen) im Dorfe, die sich von den Bauern aushalten lassen und am andern Tage Pferde und Menschen auf fünfzehn bis zwanzig Tagemärsche mitnehmen, ohne Nahrung, ohne Zahlung. 12) Wie können wir Gerechtigkeit erlangen von den türkischen Gerichten, wenn sie zusammengesetzt sind aus einer Anzahl wilder Türken und nur zwei Christen, welche aus Zwang selbst den Tod eines ehrlichen Christen unterschreiben müssen? 13) Wird irgend ein armer Christ zu einer Arbeitsleistung oder sonstigen Schuldigkeit mit dem Pferde aufgefordert, und entschuldigt er sich, dass er verhindert ist durch Arbeit, oder weil jemand in seinem Hause krank ist, gleich ist der Zaptije da, der ihn schlägt, häufig halbtodt schlägt und oft bis zu Tode hetzt. 14) Legt irgend ein Türke eine Klage dem Gericht vor, so ist sie bald entschieden; legt sie aber ein Christ vor, so kann er bis ans Ende der Welt warten, oder er muss eine Bestechung geben, die zehnmal grösser ist als ihm

sein Recht werth ist. 15) Sicherheit kann man beim Türken nicht haben. 16) Kommt der Aga, so ist es sein erstes, das Kreuz, die Heiligen, den Altar, die Kirche u. s. w. zu schmähen. 17) In der Gewaltthätigkeit kennt der Türke kein Maass. Semail Aga Scharicz, der im Gerichtshofe von Stolac sitzt, nöthigte mit Gewalt die unglückliche Rajah, ihm den Sumpf von Kuzat auszutrocknen, und richtete die Sache so ein, als ob das Volk an den Strassen des Sultans arbeiten würde, und das alles ohne einen Heller für die Arbeit. Das thut aber nicht er allein, sondern so handelt jeder Türke. 18) Redlichkeit giebt es bei der türkischen Regierung keine; denn die Beamten haben nur ein kleines Gehalt und sind genöthigt, allerlei Ungesetzlichkeiten und Gewaltthätigkeiten zu begehen. 19) Kann es doch den Türken kaum noch leichter sein, die Rajah ungesetzlich zu verurtheilen; der Prozess wird in türkischer Sprache geführt, welche die Rajah nicht versteht, und sie thun, was ihnen beliebt und gefällt. 20) Ein Sumpf bei Varda Glavica und Glavia Kozarica gehörte den dortigen Bauern. Diesen Sumpf haben die dortigen Bewohner trockengelegt und bebaut. Aber die Türken Muj Aga Mehemedbasic, Mula Alia Mehemedbasic, Achmed Aga Mehemedbasic, Dervis Aga Grebo, Agi Beg Basanic, Memis Aga Ciber und Mehemed Uskovic kamen und eigneten sich diesen Sumpf im Ausmaasse von 1000 Joch an. || Hohe und geehrte Herren! Europa hat sich bis zum heutigen Tage verändert und hat von seinen Thronen viele edle und vom Christenthum erfüllte Kaiser, Könige und Fürsten gestossen, und heute, im Zeitalter der Bildung, haltet ihr noch immer so viel auf den türkischen Barbaren? Hohe und geehrte Herren! Unter der türkischen Peitsche können und wollen wir nicht leben. Wir sind Menschen und kein Vieh. Wenn ihr uns nicht helfen wollt, so könnt ihr uns auch nicht zwingen, in die Sklaverei zurückzukehren. Den türkischen Versprechungen schenken wir keinen Glauben mehr, und was eure Verwendung betrifft, die ihr uns anbietet, so haben wir uns überzeugt, dass sie bei den Türken nicht so viel gilt als eine Bohnenschote. Wir wollen Freiheit, wahre und volle Freiheit. Lebend werden wir in die türkischen Hände nicht fallen.

Nr. 5566. Türkei. 29. Sept. 1875.

Nr. 5567.

TÜRKEI. — Kaiserlicher Irade, betreffend Reformen der Steuern und der Verwaltung.

Tous les sujets de Sa Majesté Impériale le Sultan sans distinction sont l'objet constant de sa haute sollicitude et de son inépuisable bienveillance; ceux qui s'écartent de la voie tracée par les devoirs de sujétion et qui se rendent coupables d'illégalité, ceux-là seuls seront privés de la jouissance de ses bienfaits et la faute en retombera sur eux. || Cette sollicitude impériale

Nr. 5567. Türkei. 2. Oct. 1875.

Nr. 5567. Türkei. 2. Oct. 1875.

vient de se manifester une nouvelle fois à l'égard des populations agricoles si honnêtes et si paisibles de l'Empire. En premier lieu, il a été décrété l'exemption immédiate de ces populations du quart supplémentaire de la dîme, précédemment établie. En outre, tous les arriérés des impôts accumulés jusqu'à la date de l'année 1289 de l'Hégire ont été abandonnés à leur profit La radiation des inscriptions de ces arriérés est ordonnée dans les registres au Trésor, et publication en sera donnée. Seront exceptés de cette mesure les fermiers, les garants et les classes aisées pour leurs dettes envers le Trésor. Les diverses communautés doivent être représentées au sein des Conseils Administratifs des provinces par des personnes de leur choix et jouissant réellement de leur confiance. Les avis émis par ces dernières, dans les limites de la légalité et du bon sens, seront pris en sérieuse considération. || Le principe d'après lequel une délégation était autorisée, conformément à la Loi Organique des Vilayets, à se rendre à Constantinople pour soumettre les demandes des Assemblées Générales Annuelles des Provinces, et qui était abandonné depuis quelque temps, a été remis en vigueur: des personnes honorables et jouissant de la considération de leurs communautés respectives seront appelées, non en masse, mais par groupes, des vilayets. et des mutessarifats. Les informations que l'on aura recueillies, soit par cette voie, soit par d'autres moyens serviront de base aux réformes et aux modifications à adopter en vue de l'accroissement du bien-être, de la prospérité et du progrès général. | Des agents et des contrôleurs spéciaux seront désignés selon la nécessité, pour assurer la répartition et la perception des impôts conformément à la loi existante et aux règles de la justice. || Des ordres viennent d'être transmis à tous les vilayets pour la mise à exécution de ces mesures. || Des études sont entreprises en ce moment à l'effet d'établir un système de perception des dîmes sur les fonds de terre, basé sur la justice et propre à assurer la satisfaction des populations. De plus, on est à la recherche d'un mode fiscal uniforme en ce qui concerne les taxes. Il est décidé de réaliser au fur et à mesure ces réformes ainsi que celles qui regardent l'organisation de la gendarmerie. || Que la divine Providence accorde de longs jours à notre auguste et magnanime Souverain pour la gloire de l'Empire et le bonheur de ses sujets.

Fortsetzung im nächsten Bande.

Druck von Bär & Hermann in Leipzig.

Das Staatsarchiv.

Sammlung

der officiellen Actenstücke

zur

Geschichte der Gegenwart.

Begründet

von

Aegidi und **Klauhold.**

Herausgegeben

von

H. v. Kremer-Auenrode und **Ph. Hirsch.**

Dreissigster Band.



Leipzig,

Verlag von Duncker & Humblot.

1877.

I. Inhaltsverzeichniss,

nach den Gegenständen alphabetisch geordnet.

Herzegowina-Aufstand. (Vgl. Bd. XXIX.)

Oesterreichisch-preussische Beziehungen. (Vgl. Bd. XIX. u. vorg.)

Orientalische Angelegenheiten, s. Herzegowina-Aufstand, Russisch-englische Beziehungen, Salonichi-Angelegenheit, Türkische Finanzen u. Türkische Krisis.

Russisch-englische Beziehungen.

Salonichi-Angelegenheit.

Spanien. (Vgl. Bd. XXIX.)

Thronreden, Adressen, Manifeste, Proclamationen etc. (Vgl. Bd. XXIX. u. vorg.)

Türkische Finanzen.

Türkische Krisis.

II. Inhaltsverzeichniss,

nach den Ursprungsländern der Actenstücke alphabetisch geordnet.

Italien.

Montenegro.

Oesterreich-Ungarn.

Preussen.

Der Aufstand in der Herzegowina und in Bosnien.

Fortsetzung.

Nr. 5568.

TÜRKEI. — Instructionen Server Pascha's an alle Civilbeamten im Vilayet Bosnien.

(Traduction.)

Nr. 5568. Türkei. 6. Oct. 1875.

1. A partir du 1 Mars de l'année 1876, tous les Medjlis des Sandjaks, Kadilouks et villages seront institués à nouveau et choisis d'après des règles qui seront fixés plus tard.

2. Si la dîme frappait (c'est à dire, était convertie en un impôt à percevoir sur) les terres, cela serait beaucoup plus avantageux pour la population; c'est pourquoi le mode d'affermer l'impôt sera aboli; mais si le nouveau mode ne peut être mis en vigueur jusqu'à la prochaine récolte, les dîmes seront vendues dans les diverses parties de la province avant l'époque de la moisson.

3. Si ce terme est atteint sans que les dîmes aient été vendues, et que la faute en soit imputable à quelque employé, il sera aussitôt destitué des ses fonctions et mis en cause; dans le cas, au contraire, où les habitants en seraient la cause, quiconque aura occasionné du dommage à autrui sera passible d'une peine.

4. Tout fermier acquéreur des dîmes d'un village, et respectivement de celles d'un Kadilouk entier, devra commencer à les lever dans le premier cas cinq jours, et dans le second dix jours, après la date du contrat. S'il néglige de le faire, les anciens (chefs) du village inscriront la récolte de chacun, et il sera loisible à tout cultivateur d'enlever ce qui lui appartient. Le fermier qui voudra lever la dîme après l'expiration du terme susdit sera tenu d'accepter le registre d'inscription (tefter) qui lui sera présenté par les chefs du village, et il n'aura le droit de rien exiger outre ce qui sera marqué.

5. Les animaux soumis à une taxe seront comptés avant l'époque où on les mène dans la montagne, et la somme fixée d'après leur nombre devra être acquittée.

6. Les sujets du Sultan de toute classe et de toute religion peuvent en pleine liberté et securité vaquer à l'exercice de leur culte, et il est interdit à quiconque de porter en quoi que ce soit atteinte à cette juste loi de l'Etat. Dans le cas où il sera contravenu à cette défense par quelque personne ne

Nr. 5568. Türkei. 6. Oct. 1875.

sachant pas distinguer le mal du bien, elle devra être aussitôt punie suivant la loi, et s'il arrivait que le Moudir du lieu ou tout autre fonctionnaire laissât passer le fait, lui aussi suivra le châtiment légal.

7. Partout où il existe un Conseil Municipal (Beledié) avec un revenu distinct, ainsi que cela est prévu dans le règlement spécial, le dit revenu ne pourra être dépensé hors de la localité. Cependant les subventions allouées aux écoles étant insuffisantes, il sera permis au Conseil de distraire de ce revenu la somme nécessaire aux écoles.

8. Le code est en général le guide de la conduite des employés, aussi chacun est-il tenu de le connaître. La loi et les règlements publics, tout ce qui est appelé du nom commun de "Destour", n'ayant point été traduit en langue vulgaire, il a été décidé qu'une commission serait formée à l'effet de travailler à cette traduction, laquelle sera rendue publique dès qu'elle aura été achevée.

9. Toutes les sentences rendues par les tribunaux seront munies d'une traduction dans une langue que le peuple pourra comprendre, et c'est au bas de cette traduction que le Président et les membres apposeront leur signature.

10. Les objets et articles appartenant à l'armée, ou autrement qu'ils proviennent de l'étranger ou de l'intérieur, ne pourront plus être transportés désormais par voie de réquisition; mais tous ceux qui volontairement offriraient leurs chevaux pour ce service seront payés d'avance, et si quelqu'un a une réclamation à présenter au sujet de ces chevaux, examen fait, ce qui est dû sera payé.

11. La population employée à la construction des routes ne sera plus tenue à travailler que dans le Kadilouk auquel elle appartient, et nul n'ira (travailler) hors de son Kadilouk; cette obligation s'étend à vingt jours, et à rien de plus en cinq ans.

12. En dehors de ce qui concerne les routes, il est interdit d'employer gratuitement personne à aucuns travaux publics ou privés; quiconque agirait contrairement à cette prescription sera sevèrement puni. De même ni les Moultezims (fermiers de la dîme) ni personne autre ne pourront rien exiger (sans payement) à titre de boire ou de manger: quiconque oserait contrevenir à cette défense sera passible d'une peine.

13. Nul ne sera reçu dans le corps de zaptiés s'il n'a accompli son temps de service dans l'armée et dans la réserve (les redifs), et s'il n'est de bonne conduite et de bonnes moeurs.

14. Dans chaque Kadilouk les zaptiés auront leurs officiers pris dans une autre localité, et cela depuis le grade de sergent jusqu'au grade le plus élevé. Les officiers aussi bien que les hommes seront tenus de fournir un garant.

15. Les zaptiés étant affectés aux services civils ne seront plus en état de vaquer à d'autres affaires. En conséquence ils sont déchargés du devoir de percevoir les impôts; d'autres collecteurs (tahsildars), composés de Turcs, d'Orthodoxes et de Catholiques, devant être institués à cet effet.

16. Ces collecteurs entreront en fonctions à partir du 1/13 Mars de la prochaine année 1876: leur mode de nomination et leurs devoirs seront réglés par une loi spéciale.

17. D'après la coutume en vigueur dans le Gouvernement de Bosnie, en général les rapports sont réglés de cette façon entre les propriétaires ("aghas") et les colons ("kmets") que ceux-ci donnent aux premiers la moitié, le tiers, le quart, ou le cinquième (des fruits); tous les colons qui ont convenus d'un tel partage des fruits ("dobodak") devront à l'avenir conclure un contrat aux termes du paragraphe 11 de la Loi de 1276.

18. Toutes les conventions verbales existantes et réglant ainsi la location des domaines à condition de partage des fruits devront, conformément au paragraphe précité, être converties en un contrat écrit, lequel sera dressé sans frais par les soins de l'autorité.

19. Le délai fixé pour la rédaction par écrit des conventions verbales, dont il vient d'être question, sera de six mois à partir de ce jour.

20. A l'expiration du terme susdit, si les deux parties ne se sont point entendues, et qu'au lieu de faire un contrat par écrit elles aient renouvelé les anciennes conventions verbales, le bailleur et le preneur seront frappés d'une amende égale au montant d'un impôt (c'est-à-dire, d'une année de l'impôt nouvellement établi sur les terres de 4 pour mille). Si le fait provenait du refus de l'une des parties, et que cela fût prouvé en justice, cette amende toute entière d'un impôt sera à la charge de la partie qui a refusé de conclure le contrat, l'amende sera versée en totalité dans la caisse de la municipalité et l'affaire durera tant que le contrat n'aura pas été dressé.

21. Lors de la réunion de la grande Commission, qui doit avoir lieu annuellement, tous les membres pour les Sandjaks et les Kadilouks devront exercer leurs fonctions selon la loi, et exposer par écrit au Vali toutes les contraventions et injustices qui auraient été commises dans leurs arrondissements respectifs, en indiquant, ou, si besoin est, en célant le nom de la personne dont ils tiennent leurs informations. Le Vali soumettra chaque fait à la Commission, en l'invitant à donner une décision, à moins que cette décision ne fût pas de la compétence de la Commission, auquel cas le Tribunal du vilayet sera définitivement saisi de l'affaire.

22. A l'avenir aucun fonctionnaire ne pourra être privé de son emploi, à moins de faute commise, et s'il en commet quelqu'une il sera aussitôt mis en cause et puni selon la loi.

23. L'honorable Ibrahim Bey a été nommé adjoint du Vali de Bosnie; il remplira conformément aux lois ses importantes fonctions, en aidant le Vali à surveiller l'exécution exacte des lois et des décisions judiciaires, comme aussi la conduite des employés.

24. Il sera institué une Commission dont la tâche sera de contrôler les actes de l'administration publique; les résultats de ce contrôle ne seront connus que du Vali et de son adjoint.

Nr. 5568. Türkei. 6. Oct. 1875.

25. Les membres de cette Commission seront pris parmi les Turcs, les Orthodoxes et les Catholiques; ils seront choisis par le Vali et son adjoint, et prèteront le serment religieux de ne faire que des rapports exacts et véritables, après quoi leurs noms seront communiqués secrètement à la Sublime Porte.

26. Les fonctions de ce Comité consisteront à s'assurer des choses suivantes: (1.) Si la dîme a été vendue en temps utile. (2.) Quelle est la situation des fermiers de l'impôt, des habitants et des Chefs ("Khodjabashis"). (3.) De quelle manière a lieu l'élection des membres des Medjlis, quels sont l'es rapports des propriétaires avec leurs colons; comment ont lieu la nomination des zaptiés et de leurs officiers, l'emploi des personnes pour le travail des routes, et s'il se commet quelque injustice à cette occasion. (4.) Quelle est la conduite des Moudirs, des Kaïmakams et des Moutessarifs, et la manière dont ils s'acquittent de leurs fonctions.

27. Ces surveillants ("moufetich") consigneront le résultat de leurs investigations dans un rapport fait en double, signé de leur propre main, et dont ils remettront un exemplaire au Vali, tandis qu'ils garderont l'autre par devers eux.

28. A la réception du rapport des dits surveillants le premier devoir du Vali et de son adjoint est de faire aussitôt une enquête, et s'il est constaté qu'une contravention aux lois a été commise l'auteur en sera puni immédiatement.

29. On fait savoir à tous qu'il est émané au nom de Sa Majesté notre très gracieux Empereur un Ordre Suprême, par lequel il est interdit à quiconque de faire tort en quoi que ce soit à ses fidèles sujets; tous, au contraire, doivent trouver la même justice, et quiconque oserait enfreindre les présentes instructions, comme aussi les autres décrets qui pourront être publiés, ou négligerait de les faire exécuter, sera puni sans rétard, et rigoureusement, pour servir d'exemple aux autres.

Mostar, le 24 Septembre / 6 Octobre, 1875 (1291).

(L.S.) Server.

(L.S.) Ahmed Hamdy.

Nr. 5569.

TÜRKEI. — Circular des Grossvezir an die Generalgouverneure, betreffend die Bildung der Bezirksräthe.

[Traduction.]

Nr. 5569. Türkei. 21. Oct. 1875.

Dans la Circulaire en date du 2 Ramazan, 1292, que j'ai adressée à votre Excellence d'ordre de Sa Majesté Impériale le Sultan, je vous ai particulièrement recommandé la formation des Conseils d'Administration, en veillant

Nr. 5569. Türkei. 21. Oct. 1875.

à ce que les membres qui les composeront soient réellement les élus de diverses classes de la population jouissant de leur confiance, et que les avis émis par les membres de ces Conseils soient pris en considération. || J'attire aujourd'hui davantage votre attention sur cet objet. Vous n'ignorez pas que le pouvoir exécutif, c'est-à-dire, les Valis dans les chefs lieux, et les Moutessarifs et les Caïmacams dans les districts et les cantons, ont en principe deux sortes d'attributions, dont l'une consiste à administrer directement les affaires de leur ressort, et l'autre à agir conformément aux décisions des conseils administratifs, lesquelles seront le résultat final de leurs délibérations après que les avis des membres auront été recueillis. || Des règlements spéciaux ayant déjà défini les matières qui sont du ressort direct des agents du pouvoir exécutif, et celles qu'ils devront résoudre avec le concours du Medjli, il sera superflu d'en parler. || Ce qui mérite d'être signalé ici à votre attention c'est que:

1. L'élection des membres du Conseil Administratif devra se faire strictement en conformité de la loi établie. Ce résultat ne peut être acquis qu'en abandonnant complètement l'usage nuisible de composer les Medjlis par des personnes favorisées ou par des partisans. Les membres de ces Conseils seront nommés par le choix libre des personnes qui seront convoquées pour procéder à leur élection. Les candidats jouiront de la confiance et de la considération de leurs communautés respectives.

2. Les avantages qu'on a en vue en créant ces Medjlis ne peuvent être assurés que par l'expression loyale et sincère des avis des membres présents. Aucun membre donc ne devra prétendre à faire prédominer son avis, ni à exercer une pression quelconque. || Il est donc formellement interdit aux fonctionnaires qui se trouvent à la tête du pouvoir exécutif d'intervenir dans les délibérations du Conseil et de le dominer. || Le président ne se distingue des autres membres que par son droit de former la majorité, lorsqu'il y a partage de voix. Il s'en suit donc qu'en général il n'a toujours qu'une seule voix.

3. Tous les membres d'un Conseil, à quelque classe et quelque religion qu'ils appartiennent, font partie d'un même corps, et ont tous le droit dans les limites de la légalité d'exprimer leurs pensées selon leur conviction et leur conscience. || En un mot, ni le rang, ni la position, ni la religion des membres ne pourront établir, d'aucune manière, de distinctions entre eux. || Aucun avis émis par les membres ne devra être dédaigné ni méprisé. || Tels sont les ordres de Sa Majesté le Sultan. || En conséquence, votre Excellence est invitée à veiller continuellement à ce que ces ordres soient rigoureusement observés dans toutes les parties de la province placée sous sa juridiction.

Sublime Porte, le 21 Octobre, 1875.

Nr. 5570.

RUSSLAND. — Note des Regierungs-Anzeigers über die Vorgänge auf der Balkan-Halbinsel.

[Uebersetzung der Petersburger Zeitung.]

Nr. 5570. Russland. 29. Oct. 1875.

Die wichtigen politischen Ereignisse, die sich zur Zeit auf der Balkan-Halbinsel vollziehen, haben Russland nicht alleinstehend ereilt, sondern im Bündnisse mit zweien Mächten, welche gleich ihm von dem Wunsche beseelt sind, den europäischen Frieden aufrechtzuerhalten und zu befestigen. Fern allen eigennützigen politischen Absichten, auf gegenseitiges Vertrauen der Regierungen gegründet und durch die Zusammenkunft der drei Kaiser besiegelt, tritt dieses Bündniss Europa gegenüber nicht als ein Schiedsrichter über seine Geschicke auf, sondern als ein Wahrer seiner Freiheit und Wächter seiner Ruhe. Wenn es aber auch an diesem Bündnisse Theil nimmt, so hat Russland ihm doch nicht die Sympathie zum Opfer gebracht, die es beständig für die unterdrückte christliche Bevölkerung der Türkei gehegt und welche das gesammte christliche Europa mit ihm theilte und ohne Zweifel auch jetzt theilt. Die Opfer, die das russische Volk den Christen in der Türkei gebracht, sind so gross, dass sie Russland das Recht geben, diese Sympathie auch jetzt vor dem Antlitz von ganz Europa zu dokumentiren. Durchdrungen von den früheren Sympathien für die christliche Bevölkerung der Balkan-Halbinsel und dem Bewusstsein der Gefahr, welche der Ruhe Europa's drohte, konnte das kaiserliche Cabinet jetzt wie auch früher unter gleichen Verhältnissen nicht ein gleichgültiger und theilnahmloser Zuschauer der Ereignisse bleiben, die sich in der Herzegowina vollziehen, die Serbien und Montenegro in einen ungleichen Kampf zu verwickeln und einen Krieg zu entflammen drohten, dessen Grenzen schwer vorauszusehen wären. Das kaiserliche Cabinet erhob zuerst seine Stimme zum Schutz der bedrängten, durch übermässige Steuern zum Aeussersten getriebenen Bevölkerung der Herzegowina und für die Aufrechterhaltung des Friedens, dessen Europa im Allgemeinen und die Türkei im Besonderen so sehr bedarf. Auf seine Anregung beeilten sich die verbündeten und von dem gleichen Wunsche, weiteren Conflicten in der Türkei vorzubeugen, geleiteten Regierungen von Deutschland und Oesterreich-Ungarn, ihm bei der Versöhnung der Pforte mit ihren aufständischen Unterthanen ihre Unterstützung zu leihen. Die Regierungen von Frankreich, England und Italien theilten die Ansichten der nordischen Cabinette von der dem europäischen Frieden gefahrdrohenden Lage der Dinge in der Türkei und schlossen sich den Bemühungen derselben zur Erreichung des vorgesteckten Zieles an. Friedliebende Rathschläge, welche der Pforte von den Vertretern der Mächte in Constantinopel ertheilt wurden, hatten zur Folge — zunächst die Entsendung einer Konsular-Kommission in die Herzegowina, welche die Versöhnung der Insurgenten mit

der Regierung anstreben sollte, und dann — die aus freien Stücken und zwangslos erfolgte Proklamirung eines Irade seitens Seiner Majestät des Sultans, welcher seinen christlichen Unterthanen bedeutende Steuererleichterungen, Gleichberechtigung mit den Muselmännern vor Gericht und bessere administrative Organisation zusagt. Natürlich bezweifelt Niemand die Aufrichtigkeit des Wunsches Seiner Majestät des Sultans, die gegenwärtige elende Lage seiner christlichen Unterthanen zu verbessern. Die Regierungen aller Grossmächte nehmen den neuen Irade als einen untrüglichen Beweis der beständigen Fürsorge des Sultans für das Wohl dieser Unterthanen mit Wohlwollen auf. Beispiele nicht ferner Vergangenheit aber, welche klar darthun, dass ähnliche, den Christen wohlwollende Willensäusserungen des Sultans erfolglos blieben und dass die verhältnissmässig nichtssagenden Rechte, welche die Christen einiger Ortschaften der Türkei geniessen, ihnen gezwungener Weise auf Verlangen der europäischen Diplomatie zugestanden wurden, geben der öffentlichen Meinung Europa's Anlass, dem neuen Irade des Sultans nicht mit dem Vertrauen entgegenzukommen, das ihm als Ausdruck des Mitgefühls Seiner Majestät für die bedrängte Lage seiner christlichen Unterthanen gebührte. Das Vertrauen dieser letzteren aber zu derartigen Acten der Regierung ist in dem Grade erschüttert, dass es der Pforte schwer werden dürfte, dasselbe sogleich ohne freundschaftliche Mitwirkung der europäischen Cabinette wiederherzustellen. Und diese Mitwirkung werden die Cabinette ohne Zweifel der Pforte nicht versagen; ihrerseits wird auch die Pforte nicht ermangeln, diesen Cabinetten greifbare Beweise ihrer festen und unbeugsamen Entschlossenheit zu geben, die jetzigen feierlich übernommenen Verpflichtungen hinsichtlich der Christen zu erfüllen und somit der anormalen Lage, die Europa so viel Befürchtungen einflösst, eine Grenze zu setzen. Jedenfalls darf man sich versichert halten, dass der klägliche Stand der Dinge, wie er bis jetzt in der Türkei den Interessen der Pforte, ihrer Unterthanen und Europa's zum Schaden gewährt hat, ein Ende finden muss.

Nr. 5570. Russland. 29. Oct. 1875.

Nr. 5571.

OESTERREICH-UNGARN. — Note der Wiener Zeitung, betreffend die Aktion im Orient.

Nr. 5571. Oesterreich-Ungarn. 10. Nov. 1875.

Seit einiger Zeit sind in- und ausländische Blätter voll von Nachrichten, welche die öffentliche Meinung alarmiren und die Handelswelt in unerwarteter Weise beunruhigen. Aus totaler Unkenntniss der Verhältnisse, hie und da vielleicht in der Absicht, das Einvernehmen der drei Mächte zu stören, oder gar in der Tendenz, die Börsencourse zu drücken, werden eine Audienz, welche der russische Botschafter in Constantinopel bei Sr. Maj. dem Sultan gehabt,

Nr. 5571. Oesterreich-Ungarn. 10. Nov. 1875.

ein Besuch, den er dem Grossvezir gemacht, zur Bedeutung von Ereignissen hinaufgeschraubt, welche für den europäischen Frieden bedrohliche Aspecten eröffnen sollen. Dem gegenüber dürfte es an der Zeit sein und wohl auch hinreichen, wenn auf Grund verlässlicher Kenntniss der Sachlage erklärt wird, dass seit Beginn der Aktion im Orient Russland ebensowenig wie Oesterreich-Ungarn oder Deutschland, General Ignatieff ebensowenig wie Graf Zichy oder Baron Werther, sei es beim Sultan, sei es beim Grossvezir, einen Schritt gethan haben, welcher nicht den gemeinsam festgestellten Instructionen entsprochen und auch die Zustimmung und Unterstützung der anderen Cabinette gefunden hätte

---

Nr. 5572.

RUSSLAND. — Note des Regierungs-Anzeigers, betreffend die Befürchtungen für den Frieden.

Nr. 5572. Russland. 17. Nov. 1875.

Die in einem Theile der europäischen Presse anlässlich der gegenwärtigen Wirren in der Herzegowina laut gewordenen Befürchtungen finden weder in der allgemeinen politischen Situation Europa's, noch auch in dem besonderen Stande der Dinge auf der Balkan-Halbinsel ihre Berechtigung. Noch niemals befand sich Europa in einer günstigeren Lage als jetzt, um erfolgreich und friedlich alle Schwierigkeiten zu beseitigen, welche seine Ruhe beeinflussen könnten. Drei mächtige Reiche des Nordens streben mit vereinter Kraft und unterstützt von den übrigen europäischen Regierungen danach, eine friedliche Lösung der in der Herzegowina eingetretenen Verwickelungen zu finden, und Niemand kann daran denken, den Frieden zu stören und sich in einen Gegensatz zu den allgemeinen friedliebenden Bestrebungen zu stellen. Und somit darf denn abermals positiv ausgesprochen werden, dass, so beklagenswerth die Verwickelungen auch sein mögen, die gegenwärtig auf der Balkan-Halbinsel herrschen und die Ruhe Europa's beeinträchtigt haben, — die vereinten Anstrengungen der drei Mächte mit Hülfe der übrigen europäischen Cabinette diesen Verwickelungen einen der jetzigen friedliebenden Stimmung entsprechenden Ausgang geben werden und jedenfalls der Friede Europa's so sicher auf dem gegenseitigen Vertrauen und Einvernehmen der Grossmächte ruht, dass für die Störung desselben durchaus keine Gefahr zu erblicken ist.

Nr. 5573.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien (Sir A. Buchanan). — Befriedigung über die Erklärungen Oesterreichs.

Foreign Office, November 20, 1875.

Nr. 5573. Gross-britannien. 20. Nov. 1875.

Sir, — As the gravity of the political situation has undoubtedly been much aggravated by rumours, to which the impression that the Austrian Government are concerting some scheme in regard to the Herzegovina without consultation with the Powers parties to the Treaty of 1856, has given rise, Her Majesty's Government have received with much satisfaction the assurance, reported in your telegraphic despatch of yesterday, to have been made to you by Baron Hofmann, that the Austrian Government have nothing to conceal from England, and his invitation to your Excellency to ask for explanations of any reports that may be in circulation as to the intentions of his Government. || Your Excellency will take an opportunity of speaking in this sense to Baron Hofmann. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5574.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien. — Die Unterhandlungen zwischen Wien und St.-Petersburg.

Foreign Office, December 11, 1875.

Nr. 5574. Gross-britannien. 11. Dec. 1875.

Sir, — The Austrian Ambassador called on me to-day and communicated to me the substance of a telegraphic despatch which he had received from his Government to the following effect: || The Austrian Government are informed that, in consequence of the pressing language of the Emperor's Ambassador at Constantinople, the Porte will proceed to reforms of a general character, not, however, making them the object of a solemn hatt. As for special reforms for the insurgent provinces, the Porte is prepared to accept such propositions emanating from the Powers as may not affect the dignity of the Turkish Empire in form or in effect. Every real difficulty seems to them thus to have been got rid of, the aim of the Austro-Hungarian Government being to obtain the extinguishing of the insurrection before the spring. They hope to be in accordance on this point with the British Cabinet, and to see the influence of Her Majesty's Government at Constantinople directed to the same ends. || The Turkish Ministers had hitherto directed their energies

Nr. 5574. Grossbritannien. 11. Dec. 1875.

exclusively to the task of preventing anything which could be construed into an interference of any kind into the internal affairs of Turkey. This standpoint, however respectable it may be, has the disadvantage, the Austro-Hungarian Government considered, of prolonging a regrettable state of things, and therefore of aggravating the danger. || Negotiations respecting the affairs of the East are now being carried on between Vienna and St. Petersburgh, the result of which will be communicated, as soon as an agreement has been arrived at, to Her Majesty's Government, not in the light of an accomplished fact, but for their consideration and for them to state their own opinions on the propositions agreed upon.

I am, &c.

Derby.

Nr. 5575.

TÜRKEI. — Kaiserlicher Firman betreffs allgemeiner Reformen vom 13. Zilkadé 1292.

(Traduction.)

Nr. 5575. Türkei. 12. Dec. 1875.

A vous mon illustre Grand-Vizir, Mahmoud-Nédim-Pacha.

Les Etats civilisés doivent consacrer leurs efforts à garantir les droits publics. Tous les moyens qui doivent concourir à la sauvegarde et au maintien de ce principe ne peuvent être obtenus que par une stricte application de la justice à tous sans distinction et par l'organisation régulière de l'administration. Les intérêts individuels ne sont assurés que par l'ordre et la prospérité du pays, les intérêts particuliers étant intimement liés aux intérêts généraux. | Depuis notre avénement au Trône, nos intentions et nos sentiments impériaux, déjà portés à la connaissance de tous, ont eu pour objet, avec l'aide de Dieu, la grandeur et la gloire de notre Empire, la tranquillité et le bien-être de toutes les classes de nos sujets, et le développement du progrès au profit de la richesse et de la prospérité de nos Etats. Pour réaliser plus complètement encore ces intentions, nous avons résolu d'octroyer à tous nos sujets et de promulguer des immunités et des réformes propres à assurer complètement la confiance publique. En conséquence nous ordonnons, en vertu de notre présent Iradé Impérial, l'application, par la grâce du Tout-Puissant, des mesures qui suivent: — | La garantie des droits publics repose sur l'abstention de toute ingérance du pouvoir exécutif dans l'exercice du pouvoir judiciaire, ainsi que sur la défense de la loi contre tout abus. | Il ne suffit pas d'instituer des tribunaux, pour qu'il soit en possession de la confiance générale; il faut encore que les membres de ces tribunaux se recommandent par leur mérite réel, par la pureté de leurs moeurs et par leur intégrité, ainsi que par des actes conformes à la justice et à l'équité. | Notre Haute

Cour de Justice n'a été instituée que pour concentrer en elle toutes ces conditions et qualités. Dès lors il est nécessaire de fonder sur ces bases sa composition et ses attributions, et d'introduire des améliorations sérieuses dans les diverses parties de ses fonctions. || De même que l'indépendance des Tribunaux par rapport au pouvoir administratif peut seule en assurer l'impartialité, de même l'inamovibilité des juges, sauf révocation pour cause légitime, peut seule les rendre dignes de toute confiance. Il faut donc que le choix de ces membres soit fait de manière à commander l'estime de tous. || Les attributions de la Présidence de la Cour de Cassation qui domine tous les tribunaux Nijamié (civils, criminels, correctionnels) sont détachées de celles de notre Ministère de la Justice. Les deux sections de cette Cour auront un Premier Président et un Vice-Président. En même temps la Cour d'Appel et les Tribunaux de Commerce seront réunis à notre Ministère de la Justice, ce qui permettra au Ministère du Commerce de se consacrer au développement de tout ce qui intéresse le commerce, l'industrie et l'agriculture. A cet effet la Cour d'Appel attachée à notre Haute Cour de Justice réunira les attributions de la Cour d'Appel du Commerce, ainsi que celles du Tribunal Criminel. Elle comprendra par conséquent trois Chambres correspondant aux affaires correctionnelles, aux affaires civiles, et aux affaires commerciales. On élira de nouveau les Présidents et les Juges tant de cette Cour ainsi instituée que de la Cour de Cassation de manière à ce qu'ils réunissent toutes les conditions légalement requises. || On réformera et on constituera de la même manière les Tribunaux Civils de Première Instance. Il sera délivré à chacun des membres de ces Cours et Tribunaux, choisis avec la plus scrupuleuse attention, un Bérat Impérial les garantissant contre toute destitution sans cause légitime, et on élaborera également un Règlement qui fixera leurs droits à la retraite. || La réorganisation que nous venons de décréter de notre Haute Cour de Justice, ayant pour but d'assurer l'expédition normale et régulière de toutes les affaires litigieuses en reliant entre eux, aux moyens d'une organisation uniforme, tous les Tribunaux Nizamiés (civils, criminels, correctionnels), nous voulons que les mêmes règles soient appliquées aux dits Tribunaux institués dans nos Etats et dont la mission est de rendre la justice à nos sujets et de faire régner partout les lois de l'équité. || Dans le but d'écarter toute cause de méfiance de la part du public par rapport à la constitution et à la composition de ces Tribunaux, et de les mettre à l'abri de l'ingérance et de l'influence du pouvoir, nous ordonnons de la manière la plus formelle ce qui suit: — || Tous nos sujets sont autorisés à élire eux-mêmes les juges et les membres Musulmans et non-Musulmans, tant des dits Tribunaux, que des Conseils Administratifs des Provinces. En conséquence, des instructions précises seront envoyées dans toutes les provinces de l'Empire pour instituer ces Tribunaux et Conseils et procéder à leur composition suivant le mode ci-dessus décrété. || Les naïbs qui se trouvent dans les chefs-lieux des vilayets occuperont le poste de Présidents des Cours d'Appel de ces chefs-lieux. Les Présidents des Tribu-

Nr. 5575. Türkei. 12. Dec. 1875.

naux Civils et Criminels dans les chefs-lieux des Sandjaks et des Cajas seront choisis parmi les personnes les plus capables. || L'examen, par rapport au Chéri, des sentences rendues par les Tribunaux de Chéri, des Sandjaks et des Cajas, sera également dévolu aux dits naïbs des chefs-lieux des vilayets. || Comme l'institution des Tribunaux doit avoir pour effet essentiel de centraliser les garanties de sécurité pour les droits des personnes, les procès de nos sujets Musulmans avec nos sujets Chrétiens et autres non-Musulmans, ainsi que les procès de nos sujets Chrétiens entre eux ou avec nos sujets appartenant à d'autres croyances non-Musulmans, et les procès de ces derniers entre eux seront référés aux Tribunaux Nizamiés (civils, criminels, correctionnels). On devra compléter et mettre en vigueur dans le plus bref délai les lois et règlements concernant la procédure à suivre devant les dits Tribunaux et d'après nos Décrets Impériaux. || L'observation scrupuleuse de la loi est un sauvegarde contre l'arbitraire et doit être par conséquent l'objet de l'attention constante des Tribunaux. De même l'application des dispositions de la loi, proportionnée à la gravité du crime constaté, doit être prise en sérieuse considération, de façon à ce que personne ne soit détenu sans jugement, et que les mauvais traitements ne soient jamais tolérés. A cet effet on doit publier que tous ceux qui auront été convaincus d'avoir commis ces actes en violant les principes qui viennent d'être posés seront poursuivis et punis d'après toute la rigueur des lois; et ce afin d'assurer le respect absolu de la justice. || Un des points les plus importants du principe fondamental qui garantit les droits de nos sujets consiste dans l'application d'une juste proportion dans les impôts et redevances de l'Etat, aussi bien que dans leur perception suivant un mode équitable. Il est vrai que les revenus généraux du Trésor ont été proportionnés aux dépenses administratives et militaires exigées par l'exercice de l'autorité, et que l'on doit rechercher sous les moyens propres à augmenter ces revenus au fur et à mesure du développement des richesses du pays et de la prospérité publique; mais on doit aussi, et telle est notre volonté Impériale, renoncer à celles des branches des revenus publics qui sont une cause de souffrance pour la population, sans assurer aucun avantage important au Trésor. || La diversité des impôts et contributions intérieures auxquels sont soumis tous nos sujets, ayant amené un régime anormal de perception et de répartition, nous ordonnons de rechercher un mode d'unification des dits impôts, et de les mettre immédiatement en vigueur de manière à alléger les populations de notre Empire, par l'établissement d'une juste proportionalité, tout en sauvegardant les intérêts légitimes du Trésor. || Indépendamment de la suppression du quart supplémentaire de la dîme, suppression qui a été récemment décrétée par l'effet de notre sollicitude Impériale pour le bien-être de tous nos sujets, on doit encore prendre les mesures les plus efficaces pour prévenir l'arbitraire dans la perception de la dîme par l'intermédiaire des fermiers, et pour empêcher également qu'aucun dommage ne soit porté soit à nos populations agricoles soit à notre Trésor Impérial. || Comme

Nr. 5575. Türkei. 12. Dec. 1875.

la perception des impôts directement payés par nos sujets, perception qui doit avoir un caractère spécial, avait été confiée aux zaptiés dans les provinces, et que ce mode de procéder est reconnu aujourd'hui abusif, nous ordonnons que la police n'ait plus à exercer aucune immixtion dans le recouvrement des impôts, et qu'on désigne pour cet objet des percepteurs choisis par les populations Musulmanes et non-Musulmanes elles-mêmes, lesquels auront à opérer les recouvrements suivant les instructions qui seront élaborées à cet effet. Telle étant à cet égard notre ferme volonté Impériale, on mettra sans retard à exécution cette mesure destinée à garantir aussi bien l'exercice des droits du fisc que le mode de perception de l'impôt. | Parmi les questions qui touchent les intérêts de nos sujets se présente celle de la réforme à introduire dans les titres de la propriété immobilière. La délivrance de ces titres, qui s'effectue d'une manière différente dans notre capitale et dans les provinces, et l'absence de titres, ont pour effet de surcharger de travail les Tribunaux, d'occasionner des difficultés et des procès au préjudice des populations, et de déprécier la valeur des immeubles. Pour obvier à ces inconvénients, les titres de toutes les propriétés immobilières, à quelque catégorie qu'elles appartiennent, seront désormais exclusivement délivrés par la Direction Générale des Archives. Un programme complet sera présenté à cet effet pour assurer le droit de propriété à tous nos sujets. | Suivant notre constant désir, la vie, les biens et l'honneur de tous nos sujets doivent être garantis, et ce but doit être principalement atteint au moyen de la police. En conséquence, les zaptiés seront choisis parmi les personnes honnêtes et jouissant de la confiance des habitants de chaque localité. Les mesures concernant les attributions seront immédiatement mises à exécution, afin d'établir une fois de plus la confiance et la sécurité parmi toutes les classes de nos sujets. | Le progrès de la civilisation dans notre Empire formant l'objet de tous nos voeux et les richesses d'un peuple ne pouvant se développer que par le bien-être, il est du devoir de l'autorité d'épargner à nos sujets toute contrainte et tout abus tels que la mesure vexatoire des corvées, qui est déjà entièrement prohibée en principe, lesquelles corvées étaient appliquées à la construction des routes et chaussées et aux autres travaux d'utilité publique, au sujet desquels la population montre tant de zèle et de patriotisme. On doit donc éviter de faire du service de prestation rendu par nos sujets aux travaux publics une cause de vexation et de dommages tant pour leurs personnes que pour leurs intérêts. En conséquence le système défectueux en vigueur sera réformé et entouré de plus de garanties. Des instructions précises et catégoriques seront données aux fonctionnaires de l'administration afin qu'ils tiennent constamment la main pour qu'aucun acte contraire à notre volonté Impériale ne soit commis à cet égard. | Considérant qu'il y a urgence à adopter les mesures propres à réformer et à développer l'agriculture, l'industrie et le commerce de notre Empire, et à augmenter ainsi les richesses de nos sujets; considérant également que les attributions essentielles du Ministère du Commerce doivent consister à réaliser

Nr. 5575. Türkei. 12. Dec. 1875.

nos intentions à ce sujet: nous ordonnons que l'on consulte sur ces matières les hommes capables et compétents, et que l'on soumette leurs décisions à notre sanction Impériale.| Toutes les classes de nos sujets qui vivent à l'ombre de notre protection Impériale sont à nos yeux et dans nos sentiments de justice sur le pied d'une complète égalité. C'est pourquoi nous confirmons les pouvoirs dont sont revêtus les patriarches et les autres chefs spirituels pour les affaires de leurs communautés respectives, ainsi que pour le libre exercice de leurs cultes, conformément aux priviléges et immunités existant des dites communautés. Toutes les affaires se rattachant tant à l'autorité des dits chefs spirituels qu'au besoin et aux actes de leurs conseils spéciaux, dans les limites des droits et autorisations qui leur ont été octroyés, continueront à être l'objet de toute notre protection, et l'on accordera toutes les facilités pour la fondation et la construction de leurs églises, de leurs écoles et de leurs autres édifices nationaux. || Toutes les classes de nos sujets ayant toujours le libre accès des grades et des fonctions publiques, suivant leur mérite et leurs aptitudes, nous confirmons l'admission à ces emplois de nos sujets non-Musulmans, dont l'intégrité et la sagacité auront été reconnues. || L'impôt d'exonération du service militaire auquel sont soumis nos sujets non-Musulmans a été établi en compensation du service militaire effectif auquel sont astreints nos sujets Musulmans; mais comme l'égalité des droits comporte l'égalité des charges et que l'on n'a pas tenu compte, dans une juste proportion, de l'âge et de la condition des contribuables; qu'enfin la perception et la répartition de cet impôt au sein des communautés ne sont pas soumises à un contrôle régulier et équitable, nous ordonnons, comme une nouvelle marque de notre justice, que la répartition du dit impôt soit faite de façon à ce que tous ceux de nos sujets non-Musulmans qui n'auraient pas atteint l'âge de vingt ans ou qui auraient dépassé l'âge de quarante ans, ainsi que les infirmes et les invalides, soient affranchis de cette contribution. On veillera à ce que la règle établie, calculée sur la quotité individuelle de cette contribution, ne soit pas affectée par cette mesure; que l'impôt soit perçu suivant le nombre réel des contribuables, et que dans le cas où ce nombre augmenterait, les revenus du Trésor suivent la même progression; qu'enfin le recouvrement, suivant le mode ci-dessus décrété, s'opère par les soins des contribuables eux-mêmes. Dès lors la contribution actuelle de 100*l.* par tête pour ceux des Musulmans qui veulent s'exonérer du service militaire sera, suivant le même principe d'égalité, réduite à 50*l.* || Dans certaines parties de notre Empire nos sujets non-Musulmans ne peuvent pas devenir propriétaires et sont employés dans les fermes. Cet état de chose étant contraire à nos sentiments de justice, il n'existera plus désormais aucune distinction entre nos sujets, soit pour la possession des terres vacantes vendues par adjudication, soit pour la possession des terres et biens qui sont vendus par des particuliers. En conséquence on leur assurera la jouissance, sur le pied de la plus complète égalité, des dispositions de la loi sur la propriété foncière. || Les dispositions testamentaires de nos sujets non-

Musulmans dans les provinces seront respectées, et il ne sera point permis de s'immiscer dans la gestion faite par les tuteurs des biens des mineurs. Ce n'est que dans le cas où des plaintes seraient portées pour mauvaise gestion contre les tuteurs et exécuteurs testamentaires que l'autorité interviendrait et prendrait l'administration des biens des mineurs sous sa surveillance. Toutes ces prescriptions et immunités émanées de notre volonté Impériale ont pour objet principal d'augmenter le bien-être des populations placées sous notre autorité Souveraine. La grandeur, la gloire et la sécurité des Etats ne peuvent se maintenir que par l'intégrité et la justice du pouvoir exécutif, par l'obéissance de tous aux lois établies, et par l'observation rigoureuse, de la part des grands et des petits, des droits et attributions de chacun. Tous ceux qui dans nos Etats agiront conformément à ces principes seront l'objet de nos faveurs Impériales; de même que ceux qui méconnaîtront ces mêmes principes encourront un juste châtiment. Nous ordonnons, en conséquence, que l'on établisse, après l'avoir soumise à notre sanction, une règle suivant laquelle nous seront présentés, en toute sécurité, tous les renseignements et tous les voeux légitimes qui se produiraient pour signaler les contraventions à nos ordres Souverains ou les méfaits qui auraient été commis. Nous voulons également qu'indépendamment des mesures qui seront prises pour garantir la stricte observation des lois, on prépare des règlements et des instructions pour définir les attributions des Valis, des Moutessarifs, des Caïmacams et de tous les fonctionnaires en général, conformément à nos ordres Impériaux. Nous voulons enfin qu'il soit connu de tous que les faveurs que nous octroyons pour les présentes ne doivent profiter qu'à ceux qui accomplissent leurs devoirs de sujets fidèles et loyaux, et que ceux qui sont sortis de cette voie en soient naturellement privés. Vous qui êtes notre illustre Grand-Vizir, vous publierez et promulguerez, dans la forme voulue, ce rescrit Souverain, tant dans notre capitale que dans toutes les provinces de notre Empire, et vous veillerez à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises pour assurer l'exécution stricte et constante des dispositions qu'il contient.

Nr. 5575. Türkei. 12. Dec. 1875.

Donné le 13 Zilkadé, de l'an 1292.

Nr. 5576.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. (Raschid-Pascha) an den kaiserl. Botschafter in London. — Erläuterung der Reformen.

Constantinople, le 16 Décembre, 1875.

M. l'Ambassadeur, — Mon télégramme du 13. Déc. a porté en résumé à votre connaissance les nouvelles réformes que Sa Majesté notre auguste Maître a daigné octroyer à tous ses sujets sans distinction par son Firman

Nr. 5576. Türkei. 16. Dec. 1875.

Nr. 5576. Türkei. 16. Dec. 1875.

Impérial du 13 Zilcadé, 1292 (1/13 Décembre, 1875). Vous trouverez aujourd'hui sous ce pli *in extenso* la traduction de ce Rescrit Souverain. Je ne saurais assez rappeler ici, M. l'Ambassadeur, les intentions magnanimes et la sollicitude généreuse dont Sa Majesté a déjà donné tant de preuves éclatantes pour tout ce qui a rapport au progrès moral et matériel de son Empire. Voulant plus que jamais accorder une protection spéciale au commerce et à l'agriculture, régulariser le fonctionnement de la justice, et asseoir l'administration en général sur des bases sérieuses et radicales en rapport avec les besoins réels et la situation de ses vastes états, Sa Majesté Impériale vient de couronner dignement son oeuvre de haute justice et d'équité en décrétant ces nouvelles réformes dont je me propose ici d'expliquer la portée et de faire en particulier une analyse succincte au point de vue de leur importance et de leur utilité pratique pour le progrès économique et social de l'Empire. ‖ En première ligne se place la réorganisation de la justice. ‖ Le principe réuni de la constitution générale de l'autorité judiciaire et de la composition particulière de chacun de nos Tribunaux a été, il y a plusieurs années, décrété et mis en vigueur en Turquie. La Haute Cour de Justice, comprenant les Cours de Cassation et d'Appel, et ayant sous sa juridiction directe les Tribunaux de Première Instance, a fonctionné, vous ne l'ignorez pas, sous l'empire d'une codification appropriée aux moeurs du pays et en rapport en même temps avec les exigences de l'époque. ‖ A côté de ce système ont fonctionné également les Tribunaux du Chéri investis des mêmes pouvoirs et attributions judiciaires, sauf la classification, mais différant dans quelques points essentiels, sous le rapport des dispositions légales et de la procédure. ‖ Il fallait donc, tout en confirmant et en respectant la loi du Chéri et son application, loi dont les traditions antiques, la doctrine élevée et les dispositions toutes conciliatrices, toutes d'équité et de conscience, ont su maintenir intacts les principes fondamentaux de la justice et les institutions du pays, il fallait, dis-je, en présence des conflits de juridiction et des dispositions contradictoires qui se produisaient dans les attributions respectives et le fonctionnement proprement dit des Tribunaux du Chéri et ceux Nizamiés, définir nettement les attributions de chacun de manière à maintenir, autant que possible, l'uniformité de la jurisprudence, la régularité des procédures et opposer un frein aux envahissements naturels du pouvoir. ‖ C'est dans ce but légitime et salutaire que le Firman Impérial, comme vous voudrez bien le remarquer, sépare la Haute Cour de l'action directe exercée jusqu'à ce jour sur elle par le Ministère de la Justice, établit l'inamovibilité des Juges, sauf révocation fondée, avec des règlements fixant leurs droits à la retraite, place sous la juridiction de la même Cour les Tribunaux de Commerce qui dépendaient du Ministère du Commerce, désigne à la présidence des Cours d'Appel des chefs-lieux des provinces les Naïbs, afin que ceux-ci soient à même d'exercer, séparément et indépendamment de leurs fonctions civiles, l'examen, sous le rapport du Chéri seulement, des sentences rendues par les Tribunaux du Chéri,

puis de connaître en leur qualité de Présidents du Tribunal du Nizamié, et en dernier ressort, de toutes les affaires civiles, correctionnelles et criminelles proprement dites. Le Firman réfère, et c'est là le point capital qui tranche définitivement, comme je l'ai mentionné plus haut, les attributions respectifs, réfère, dis-je, à la Haute Cour de Justice et à ses ressortissants les procès entre les sujets Musulmans et Chrétiens et autres communautés, ou entre ces dernières et les Chrétiens, ou entre ceux-ci ou les communautés non-Musulmans elles-mêmes. Ce qu'il réserve au Chéri, ce sont seulement les procès entre les sujets Musulmans. | Pour mettre une innovation aussi radicale en harmonie avec le nouvel état de choses de façon à ne pas trop heurter, *ex abrupto*, les susceptibilités légitimes réciproques, et à traduire immédiatement en faits la distinction et la définition des pouvoirs et prérogatives ainsi établies, on codifiera les divers lois et règlements pour amener une procédure uniforme et régulière. || Comme complément à cet édifice de faisceaux judiciaires et pour accorder à ses fidèles et loyaux sujets dans les provinces la plus large part dans tous les moyens tendant à sauvegarder leurs biens, leur honneur et leurs intérêts, Sa Majesté Impériale a daigné les autoriser à élire eux-mêmes tant les membres des tribunaux que ceux des conseils administratifs provinciaux, et les mettre ainsi à même de voir toutes les garanties publiques d'administration, d'ordre et de justice confiées au patriotisme et au dévouement de leurs mandataires choisis par eux librement et sans aucune ingérence du pouvoir. Ainsi, composition de ces conseils et tribunaux offrant les garanties voulues par l'élection locale, et mise sans coup férir en pratique de l'axiome d'éternelle équité, "Locus regit actum", tel a été le mobile qui a dicté ces mesures. Il va sans dire que la composition des dits conseils et tribunaux avec le mode d'élection qui vient d'être indiyué ne va pas tarder à être clairement défini par des instructions spéciales. Les Tribunaux de Commerce ayant été, comme je l'ai dit plus haut, soustraits à l'influence du Ministère de Commerce, dès lors cette Administration aura à s'occuper exclusivement des améliorations tendant à développer le commerce dans l'Empire, à écarter toutes les entraves qui en arrêtent l'extension, et à mettre surtout tous les moyens en pratique pour encourager et faire prospérer l'agriculture, principale ressource destinée à assurer la richesse du pays, qui s'y prête si admirablement par sa position géographique, sa fertilité et les aptitudes foncièrement laborieuses et agricoles de ses populations. | Votre Excellence relèvera sans aucun doute de la lecture du Firman Impérial toute la sollicitude vouée à la réforme de l'assiette de l'impôt. || En effet l'expérience démontre journellement que la diversité des contributions dans toutes les parties de l'Empire en général, et dans certaines autres en particulier, parties où les voies et communications ne sont pas encore sérieusement établies, et où par conséquent un contrôle sévère et incessant ne saurait encore être exercé, cette diversité, dis-je, occasionne journellement des difficultés et complications dans le mode de la répartition et du prélèvement des impôts. Dans l'origine, les populations étaient

Nr. 5576. Türkei. 16. Dec. 1875.

soumises à un régime plus simple d'imposition qui n'avait pas autant de ramifications que maintenant. Il est vrai que la consommation et dès lors les contributions augmentent en proportion du bien-être des habitants et des besoins de la civilisation; mais ces besoins de comfort et de luxe sont encore inconnus à une grande partie de nos populations dont une des qualités essentielles est la sobriété et l'amour du travail des champs, et qui, par conséquent, ne pourraient facilement se déshabituer de leurs moeurs antiques et patriarcales. Dans cette situation, établir des impôts pour des consommations et usages qui ne sauraient encore avoir leur raison d'être, et dont l'habitude n'a pas encore pénétré dans les masses, ce serait créer des entraves à la perception, des causes de souffrance pour les contribuables, et dès lors un état de choses anormal. C'est précisément ce qui a lieu chez nous à l'heure qu'il est, et c'est ce qui a engagé le Gouvernement Impérial à songer à alléger dans la mesure du possible, ainsi qu'il l'a fait tout récemment pour le quart supplémentaire de la dîme, certaines contributions qui préjudicient les populations sans offrir aucun avantage réel pour le Trésor, et à simplifier davantage l'assiette de l'impôt, en l'unifiant dans une juste proportionnalité, et en dégageant ainsi de tout obstacle le mode de la répartition et du prélèvement. Dans cet ordre d'idées, et pour donner dès à présent au système projeté un commencement d'exécution, Sa Majesté Impériale s'est plu, dans ses sentiments de paternelle sollicitude, à charger ses sujets eux-mêmes du prélèvement de l'impôt dans leur sein, par le canal de percepteurs de leur propre choix, sans que les zaptiés (gendarmes) puissent désormais, comme ils le faisaient jusqu'à ce jour, exercer aucune ingérence dans le recouvrement des impôts. Ce sont toujours les mêmes intentions généreuses qui viennent de dicter, simultanément avec ce privilège, que les zaptiés, dont le choix n'a malheureusement pas été l'objet de tous les soins voulus, et qui a donné lieu à maintes plaintes et actes vexatoires, soient à l'avenir choisis parmi les personnes réunissant les qualités necéssaires et jouissant en particulier de l'estime et de la confiance de leurs concitoyens. Ces mesures, dont l'importance et l'efficacité n'échapperont point à l'attention de votre Excellence, jointes au décret qui ordonne d'entourer de plus de garanties le système de prestation en défendant d'une manière absolue les corvées en général et les réquisitions forcées, prouvent d'une manière indiscutable que la Sublime Porte, tout en proclamant de grands principes d'égalité et de justice, a eu surtout en vue de traduire sans retard ces principes en faits, et d'en ordonner dès à présent la mise en vigueur, se réservant d'en étendre les avantages complets au fur et à mesure de leur application. C'est ce point surtout que votre Excellence voudra bien développer et faire ressortir autour d'elle de façon à réduire au silence, par des raisons convaincantes et palpables, nos détracteurs. La partie du Rescrit Impérial qui dégage des rouages compliqués de l'administration de l'Evkaf la délivrance des titres des propriétés immobilières, en confiant ces attributions à la Direction Générale des Archives, seule administration où le mode d'enregistre-

ment s'est le mieux conservé, mettra fin aux embarras de toute sorte qui ne manquaient pas de se produire à la suite du mode de délivrance différant dans plusieurs provinces et de l'absence aussi de ces documents dans plusieurs autres. || L'impôt de l'exonération du service militaire perçu sur les sujets non-Musulmans de l'Empire subit à son tour une réforme sérieuse. Quoi de plus juste que l'acte généreux, en vertu duquel notre auguste Maître fixe des limites éminemment équitables à la perception de cet impôt, qui ne frappera plus le contribuable qu'à partir de l'âge de vingt ans à quarante ans, tandis que jusqu'à ce jour cette contribution ne distinguait point d'âge? Alléger, d'un autre côté, la partie de la population qui verse son sang pour le trône et la patrie, de la moitié d'une contribution de même nature, contribution qui lui pesait si lourdement, n'est-ce pas là une nouvelle réforme bienfaisante et sérieuse? De pareilles mesures dispensent de tout commentaire, tant elles sautent, pour ainsi dire, aux yeux et sont destinées à produire immédiatement leur effet. || Mais ce qui est sans contredit le plus digne de remarque et devant, par conséquent, avoir les meilleurs résultats au point de vue de l'économie sociale et pratique, c'est l'abolition d'un usage coutumier, d'après lequel les habitants de certaines localités ne possédaient pas de terres. En effet, les habitants Chrétiens de ces localités, sans être précisément attachés à la glèbe seigneuriale, comme l'étaient jadis les serfs en Europe, avaient pour seul avantage de jouir, dans une certaine mesure, des produits de ces terres, mais sans les posséder. Une Loi Agraire telle qu'on la pratiquée anciennement et de nos jours dans certains pays n'aurait pas manqué, en cas où elle serait appliquée d'une manière analogue chez nous, d'amener les plus graves perturbations dans les rapports des propriétaires avec le paysan, ainsi que l'expérience l'a démontré partout où l'on a voulu agir de la sorte. Nous ne pouvions, d'ailleurs, y songer, contraire comme elle l'est à la morale et aux droits publics par suite du caractère de spoliation qui s'y rattache. La Sublime Porte s'est donc arrêtée à la mesure qui vient d'être décrétée, celle de donner entière liberté aux paysans des dites localités de devenir propriétaires. Il est évident, et un avenir prochain le démontrera victorieusement, que, libre de toute entrave et dégagée de toute restriction locale, la population agricole trouvera amplement à acheter des terres incultes considérables qui s'y trouvent, et qui ne demandent qu'à être cultivées. D'un autre côté, elle deviendra, par le nouvel état de choses et d'après les dispositions d'une loi spéciale dont le texte vous sera bientôt transmis, facilement et naturellement propriétaire des terres qui se vendent journellement par voie d'adjudication dans ces endroits, et qui, après la nouvelle mesure décrétée, continueront à être vendues sur une plus vaste échelle encore, attendu que les propriétaires actuels, par suite de l'affranchissement de leurs *quasi* vassaux, verront des bras manquer aux travaux de leurs champs, et se trouveront, dès lors, dans l'obligation d'entrer en composition avec leurs fermiers. || Votre Excellence comprendra aisément que de cette manière toutes les éventualités de nature à amener des faits regret-

Nr. 5576. Türkei. 16. Dec. 1875. tables seront *ipso facto* écartées, et le but n'en sera pas moins atteint avec plus de certitude et de célérité. | Enfin, les privilèges et immunités accordés *ab antiquo* aux communautés non-Musulmanes et à leurs chefs spéciaux sont par le même acte souverain non-seulement confirmés d'une manière solennelle; mais encore ils viennent de recevoir une plus large consécration dans les nouvelles facilités qui sont accordées, sans restriction aucune, pour la construction de leurs églises, de leurs écoles et de tous leurs autres établissements nationaux. En outre, les dispositions testamentaires, qui naguère devaient passer par la loi du Chéri et recevoir sa sanction pour être reconnues valables, sont aujourd'hui dispensées de cette obligation, et comme conséquence logique des raisons qui ont milité en faveur de la séparation des pouvoirs et attributions des Tribunaux respectifs elles seront purement et simplement respectées telles qu'elles, c'est-à dire qu'elles auront force de loi, à moins qu'il ne se produise des plaintes contre les tuteurs et exécuteurs testamentaires, auquel cas l'Administration devra naturellement intervenir. || Telles sont, M. l'Ambassadeur, les améliorations radicales qui viennent d'être solennellement décrétées. || Le Gouvernement Impérial est fermement décidé à tenir la main à leur exécution stricte et immédiate; et, confiant en l'amitié et en la juste appréciation du Cabinet de St. James, il est certain que ces réformes, et en particulier les sentiments de sollicitude spontanée et généreuse de notre auguste Souverain qui les ont dictées, recevront toute son approbation. | Nous avons rempli consciencieusement les devoirs qui nous incombaient en présence des besoins et de la situation de l'Empire; nous vouerons à l'avenir également tous nos efforts pour assurer de plus en plus le bien-être de nos fidèles et laborieuses populations et pour développer de plus en plus ces réformes en proportion des progrès moraux et matériels du pays. Nous n'avons plus qu'un voeu à formuler, c'est celui de voir les malheureuses populations égarées de l'Herzégovine rentrer bientôt dans la voie de l'obéissance pour jouir, à leur tour et à l'égal de leurs concitoyens des autres parties de l'Empire, des faveurs si généreusement accordées par Sa Majesté Impériale le Sultan à tous ses sujets. | Veuillez, &c.

Raschid.

Nr. 5577.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Einsetzung eines Conseils zur Ausführung der Reformen.

(Télégraphique.) Constantinople, le 21 Décembre, 1875.

Nr. 5577. Türkei. 21. Dec. 1875. Sa Majesté Impériale le Sultan vient de décréter l'institution d'un Conseil Exécutif qui aura à diriger et à surveiller, sous la présidence directe de son Altesse le Grand-Vizir, l'exécution des réformes octroyées par son récent

Firman. Un Comité des Contrôleurs sera attaché au dit Conseil. Ces Contrôleurs seront envoyés dans les Provinces pour tenir la main à l'exécution stricte et prompte de ces réformes, conformément aux instructions qui leur seront données par le Conseil. Au besoin, les membres eux-mêmes du dit Conseil feront des tournées en Provinces pour le même objet.

Nr. 5577. Türkei. 21. Dec. 1875.

Nr. 5578.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Zusammensetzung des Conseils.

Pera, December 23, 1875.

My Lord, — A Permanent Commission, presided over by the Grand-Vizier, has been constituted for the preparation of the regulations for carrying out the Reform Firman, and for watching over its execution. || It is fairly composed of four Mahomedan and four Christian members, the latter being persons well looked upon by their respective communities. || I have, &c.

Nr. 5578. Grossbritannien. 23. Dec. 1875.

Henry Elliot.

Nr. 5579.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Bedeutung des Reformfirmans.

(Extract.) Foreign Office, December 29, 1875.

The Turkish Ambassador called to-day, and said that there was a matter which he was very anxious should be clearly understood. || It had been stated in the press that the fact of the Sultan issuing a Firman for reforms was a proof that the reforms promised by the Hatti-Humayoun had not been carried into effect, and, if this were so, how could greater confidence be placed in the present than in past promises of reforms? || Now this was far from being the truth. || The power of the Sultan had originally been absolute. He could put persons to death at his pleasure, and his word alone was law. || By the Hatti-Sheriff of Gulhané of 1839, the Sultan undertook to respect the life, property and honour of his subjects, and to regard them all as equal before the law. || By the Hatti-Humayoun of 1856, the Sultan further undertook to establish Ministers of Ju tice and Finance, to admit Christians to all privileges enjoyed by Turks, from which they might then be debarred, and to

Nr. 5579. Grossbritannien. 29. Dec. 1875.

Nr. 5579. Grossbritannien. 29. Dec. 1875.

establish a system of local Government by Councils, to which Christians of all denominations were admitted, and also to create Mixed Tribunals for the settlement of law suits between Christians and Turks, in which Christians could give evidence. || The recent Firman was merely a confirmation of this by introducing a reformed plan of administration. For instance, under the Hatti-Humayoun, the chief of the Courts of Law was the Minister of Justice. Now a Supreme Court was to be established, whose head was to be permanent and not a Minister. Hitherto the Judges had been appointed for uncertain periods by a system of election. Now they were to be immoveable, except after conviction of crime. In short, the edifice, of which the foundation was laid by the Firman of Gulhané in 1839 and the body completed by the Hatti-Humayoun of 1856, was now crowned and made perfect by the recent Firman.

Nr. 5580.

OESTERREICH-UNGARN. — Min. d. Ausw. (Graf Andrassy) an die kaiserl. Botschafter in London (Graf Beust), Paris (Graf Apponyi) und Rom (Graf Wimpffen). — Mittheilung des mit Deutschland und Russland vereinbarten Reformprogramms.

Buda-Pest, le 30 Décembre, 1875.

Nr. 5580. Oesterreich-Ungarn. 30. Dec. 1875.

Dès l'origine des troubles de l'Herzégovine, les Cabinets Européens intéressés à la paix générale ont dû fixer leurs regards sur des événements qui menaçaient de la mettre en péril. || Les trois Cours d'Autriche-Hongrie, de Russie et d'Allemagne, après avoir échangé leurs vues à cet égard, se sont unies pour employer en commun leurs efforts d'apaisement. || Ce but semblait trop conforme au voeu général pour qu'invités à s'y associer par l'organe de leurs Représentants à Constantinople, les autres Cabinets ne se soient pas empressés de joindre leurs efforts aux nôtres. || Les Puissances se sont mises d'accord pour user de toute l'influence dont elles disposent, afin de localiser le conflit et d'en diminuer les dangers et les calamités en empêchant la Serbie et le Monténégro de participer au mouvement. || Leur langage a été d'autant plus efficace qu'il a été identique, et a, par conséquent, témoigné de la ferme volonté de l'Europe de ne point permettre que la paix générale fût mise en péril par des entraînements irréfléchis. || Les Cabinets ont en outre offert au Gouvernement Turc les bons offices de leurs Agents Consulaires pour concourir à l'apaisement de l'insurrection. En poursuivant cette tâche, ils ont eu soin également d'éviter toute ingérence et de ménager la dignité, les droits et l'autorité du Souverain. || Les Délégués ne devaient pas s'ériger en commission d'enquête ni se faire les avocats des voeux des populations insurgées.

Ils avaient pour mission de leur ôter toute illusion quant à une assistance du dehors, et de les exhorter à se disperser, après avoir exposé leurs voeux et leurs griefs. Les Puissances se réservaient seulement de soutenir auprès du Gouvernement Turc celles des demandes des insurgés qui seraient trouvées légitimes; cette action conciliante des Cabinets attestait suffisamment l'intention amicale qui avait présidé à leurs bons offices. Elle témoignait qu'à leurs yeux il y avait une solidarité complète dans les intérêts de l'Europe, de la Porte et des populations insurgées, afin de mettre un terme à une lutte ruineuse et sanglante et d'en prévenir le retour par des réformes sérieuses et des améliorations efficaces de nature à concilier les besoins réels du pays avec les légitimes exigences de l'autorité. || Tel est en peu de mots l'historique de l'action exercée par les Puissances depuis que l'insurrection a éclaté. || Les Cabinets ont été jusqu'à ce jour guidés surtout par le désir d'éviter tout ce qui eût pu être interprété comme une ingérence prématurée de l'Europe. || Dans cet ordre d'idées tous les Cabinets se sont bornés à conseiller au Gouvernement du Sultan de ne pas s'en tenir aux seules mesures militaires, mais de s'attacher à combattre le mal par des moyens moraux destinés à prévenir des perturbations futures. || En agissant ainsi les Cabinets avaient en vue de fournir à la Sublime Porte l'appui moral dont elle avait besoin, et de lui donner en outre le temps de pacifier les esprits dans les provinces soulevées, espérant que tout danger d'une complication ultérieure se trouverait ainsi écarté. || Malheureusement leurs espérances ont été déçues. D'un côté, les réformes publiées par la Porte ne semblent pas avoir eu en vue l'apaisement des populations des provinces insurgées, ni être suffisantes pour atteindre ce but essentiel. De l'autre, les armes Turques n'ont pas réussi à mettre fin à l'insurrection. || Dans ces circonstances nous croyons que le moment est venu pour les Puissances de convenir d'une marche à suivre en commun, afin d'empêcher que le mouvement en se prolongeant ne finisse par compromettre la paix de l'Europe. || De même que les autres Puissances nous avons applaudi aux bienveillantes intentions qui ont inspirés les récents manifestes du Sultan. L'Iradé du 2 Octobre et le Firman du 12 Décembre contiennent une série de principes destinés à introduire des réformes dans l'organisation de l'Empire Ottoman. Il y a lieu de croire que ces principes, s'ils sont traduits en dispositions législatives sagement conçues, et si surtout leur mise en pratique correspond pleinement aux vues éclairées qui les ont dictés, apporteront de sérieuses améliorations dans l'administration de la Turquie. || Nous ne pouvons nous dissimuler toutefois que les réformes annoncées ne sauraient, à elles seules, avoir pour effet d'arrêter, même momentanément, l'effusion du sang dans l'Herzégovine et la Bosnie, ni à plus forte raison d'asseoir sur des bases solides le repos futur de ces parties du territoire Ottoman. || En effet, si l'on examine le contenu de l'Iradé du 2 Octobre et du Firman du 12 Décembre, on ne peut s'empêcher de reconnaître que la Sublime Porte semble s'être préoccupée plus de principes généraux qui, lorsqu'ils auront été précisés, pourront

Nr. 5580. Oesterreich-Ungarn. 30. Dec. 1875.

servir de bases à l'administration de l'Empire, que de la pacification des provinces aujourd'hui soulevées. || Or, il est de l'intérêt du Gouvernement Ottoman que la pacification soit assurée avant tout; car tant qu'elle ne sera pas obtenu, il serait impossible de mettre en vigueur les principes même que la Porte a proclamés. || D'un autre côté, l'état d'anarchie qui sévit dans les provinces nord-ouest de la Turquie n'implique pas seulement des difficultés pour la Sublime Porte, il recèle aussi de graves dangers pour la paix générale, et les divers Etats Européens ne sauraient voir d'un oeil indifférent se perpétuer et s'aggraver une situation qui, dès à présent, pèse lourdement sur le commerce et l'industrie, et qui, en ébranlant chaque jour davantage la confiance du public dans la conservation de la paix, tend à compromettre tous les intérêts. || Aussi croyons-nous remplir un devoir impérieux en appelant la sérieuse attention des Puissances Garantes sur la nécessité de recommander à la Sublime Porte de compléter son action par telles mesures qui paraissent indispensables pour rétablir l'ordre et la tranquillité dans les provinces ravagées en ce moment par le fléau de la guerre civile. || A la suite d'un échange confidentiel d'idées qui a eu lieu entre nous et les Cabinets de St.-Pétersbourg et de Berlin, il a été reconnu que ces mesures doivent être recherchées dans une double direction. D'abord sur le terrain moral, et en second lieu sur le terrain matériel. || En effet, l'état matériel même des habitants Chrétiens de la Bosnie et de l'Herzégovine est dû, en dernière analyse, à leur position sociale et morale. || En examinant les causes fondamentales de la situation pénible où l'Herzégovine et la Bosnie se débattent depuis tant d'années, on est frappé tout d'abord des sentiments d'inimitié et de rancune qui animent les habitants Chrétiens et Mahométans, les uns contre les autres. C'est cette disposition des esprits qui a rendu impossible à nos délégués de persuader aux Chrétiens que les Autorités Turques pouvaient avoir la volonté sincère de redresser leurs griefs. Il n'est peut-être pas de contrée dans la Turquie d'Europe où l'antagonisme qui existe entre la croix et le croissant prenne des formes aussi acerbes. Cette haine fanatique et cette méfiance doivent être attribuées au voisinage de peuples de même race jouissant de la plénitude de cette liberté religieuse dont les Chrétiens de l'Herzégovine et de la Bosnie se voient privés. La comparaison incessante fait qu'ils ont le sentiment d'être courbés sous le joug d'une véritable servitude, que le nom même de räia semble les placer dans une position moralement inférieure à celle de leurs voisins, qu'en un mot ils se sentent esclaves. || Plus d'une fois l'Europe a eu à se préoccuper de leurs plaintes et des moyens d'y mettre un terme. Le Hatti-Houmayoum de 1856 est un des fruits de la sollicitude des Puissances. Mais aux termes même de cet acte, la liberté des cultes est encore limitée par des clauses qui, surtout en Bosnie et dans l'Herzégovine, sont maintenues avec une rigueur qui chaque année provoquait de nouveaux conflits. La construction des édifices consacrés au culte et à l'enseignement, l'usage des cloches, la constitution de communautés religieuses se trouvent encore assujettis dans ces provinces à des

Nr. 5580. Oesterreich-Ungarn. 30. Dec. 1875.

entraves qui apparaissent aux Chrétiens comme autant de souvenirs toujours vivaces de la guerre de conquête, qui ne leur font voir dans les Musulmans que des ennemis de leur foi, et perpétuent en eux l'impression qu'ils viven sous le joug d'un esclavage qu'on a le droit et le devoir de sécouer. || Le dernier Firman touche bien ce point de la liberté de religion, ainsi que l'avaient déjà fait du reste le Hatti-Chérif de 1839, le Hatti-Houmayoum de 1856 et d'autres actes émanés de la Sublime Porte. Il confirme les pouvoirs dont sont investis les patriarches et autres chefs spirituels pour les affaires de leurs communautés respectives et pour le libre exercice de leurs cultes; mais il leur assigne "pour limites les droits et autorisations qui leur ont été octroyés". Il promet aussi des facilités pour la construction des églises et des écoles, promesse qui a été plus d'une fois consignée dans des documents officiels, mais qui ne saurait tranquilliser parce que sa réalisation dépend des autorités provinciales qui, subissant la pression locale, ne pourront même les mettre à exécution, à moins que le principe ne soit hautement proclamé. || Le Firman qui vient d'être promulgué ne dépasse donc point la mesure de ce qui a été accordé par le Hatti-Houmayoum, lequel, ainsi que je l'ai fait ressortir plus haut, entoure la liberté religieuse de restrictions qui, dans le cours de ces dernières années, ont provoqué de nombreux conflits. Rétrécies comme elles le sont, les concessions dont il s'agit ont toujours été insuffisantes pour contenter les Chrétiens. A plus forte raison en sera-t-il ainsi aujourd'hui, après les événements qui sont venu ensanglanter le pays et qui n'ont fait qu'envénimer l'antagonisme qui sépare les deux croyances. Une fois l'insurrection étouffée, l'élément Mahométan se considérant comme vainqueur, cherchera sans doute à se venger sur les Chrétiens des pertes qu'une lutte aussi violente lui a fait subir. Un état de choses qui rende possible la coexistence des populations qui viennent de se combattre avec tant d'acharnement ne pourra donc être assuré que si la religion Chrétienne est placée en droit et en fait sur un pied d'égalité complète avec l'Islamisme, que si elle est hautement reconnue et respectée et non pas tolérée, comme elle l'est aujourd'hui. C'est pourquoi les Puissances Garantes doivent selon nous non seulement demander à la Porte, mais obtenir d'elle comme première et principale concession une liberté religieuse pleine et entière. || L'égalité devant la loi est un principe explicitement proclamé dans le Hatti-Houmayoum et consacré par la législation. C'est sans doute pour cette raison que les actes récents du Sultan ont omis d'en faire mention. || Mais, tout en étant obligatoire en droit, ce principe n'est pas encore généralement appliqué dans tout l'Empire. De fait, le témoignage des Chrétiens contre les Musulmans est accueilli par les Tribunaux de Constantinople et de la plupart des autres grandes villes; mais dans quelques Provinces éloignées, telles que l'Herzégovine et la Bosnie, les Juges se refusent à en reconnaître la validité. Il importerait donc de prendre des mesures pratiques, pour qu'à l'avenir les Chrétiens n'aient pas à redouter des dénis de justice. || Un autre point qui appelle un remède

Nr. 5580. Oesterreich-Ungarn. 30. Dec. 1875.

urgent c'est le fermage des contributions. Déjà le Hatti-Chérif de 1839, en parlant de ce système, s'exprimait dans les termes suivants: "Un usage funeste subsiste encore, quoiqu'il ne puisse avoir que des conséquences désastreuses: c'est celui des concessions vénales connues sous le nom d'Iltizam. Dans ce système l'administration civile et financière d'une localité est livrée à l'arbitraire d'un seul homme, c'est-à-dire, quelquefois à la main de fer des passions les plus violentes et les plus cupides." ‖ Et le Hatti-Houmayoum de 1856 porte ce qui suit: "On avisera aux moyens les plus prompts et les plus énergiques de corriger les abus dans la perception des impôts, notamment des dîmes. Le système de la perception directe sera successivement et aussitôt que faire se pourra substitué au régime des fermes dans toutes les branches du revenu de l'Etat." ‖ Malgré ces déclarations formelles le système du fermage est encore debout dans toute son étendue. Aujourd'hui la Sublime Porte fait entrevoir des réformes dans cette direction, mais sans rien préciser. Le Firman du 12 Décembre qualifie de nouveau d'anormal le régime de perception des contributions actuellement en vigueur. Il ordonne de rechercher un mode d'unification des impôts. Il prescrit encore de prendre des mesures "pour prévenir l'arbitraire dans la perception de la dîme par l'intermédiaire des fermiers"; mais il n'abolit pas le fermage. ‖ Si l'on veut donc enlever à l'insurrection un aliment essentiel et incessant, l'un des points qu'il faut demander à la Porte, c'est qu'elle émette la déclaration nette et catégorique que le régime du fermage des contributions est supprimé, non seulement de droit, mais de fait, pour la Bosnie et l'Herzégovine, et il faut que cette mesure reçoive une application immédiate. ‖ Une des causes qui aggravent encore le fardeau matériellement, déjà si lourd, des impôts en Bosnie et dans l'Herzégovine, c'est que les habitants se croient exploités financièrement au profit du centre. Ils ont la conviction que le rendement des contributions n'est point consacré à subvenir aux nécessités de la province elle-même, mais que le total des sommes recueillies est immédiatement dirigé sur Constantinople pour être employé à l'usage du Gouvernement central. ‖ Il serait donc nécessaire d'alléger moralement le poids des charges que la province a à supporter, en obtenant que, sans préjudice de ce qu'exigent les dépenses de l'Empire, une partie du produit des taxes payées par la Province soit réservée à des destinations profitables à ses propres intérêts. ‖ Dans ce but la Porte devrait déclarer que le revenu des contributions indirectes serait, comme par le passé, affecté aux besoins de l'Empire tout entier, mais que les fonds provenant des contributions directes resteraient dans la province et seraient exclusivement appliqués dans son intérêt, à féconder ses ressources et à augmenter son bien-être. ‖ L'exécution de cette disposition devrait être placée sous le contrôle de la Commission Elective dont il va être question dans le cours de ce travail.

La triste condition des Chrétiens de la Bosnie et de l'Herzégovine tient en grande partie à la nature des rapports qui existent entre la population des campagnes et les propriétaires fonciers. Les difficultés agraires ont toujours

Nr. 5580. Oesterreich-Ungarn. 30. Dec. 1875.

eu un caractère tout particulier d'aigreur dans les pays où la classe des propriétaires diffère, soit par la religion, soit par la nationalité, de la masse des cultivateurs. On n'a que trop d'exemples des luttes passionnées qui ont été la conséquence d'une situation pareille. || Dans les Provinces dont nous nous occupons la presque totalité des terres qui n'appartiennent pas à l'Etat ou aux mosquées se trouve entre les mains des Musulmans, tandis que la classe agricole se compose de Chrétiens des deux rites. La question agraire s'y complique donc de l'antagonisme religieux. Après la répression de la première insurrection des Begs de Bosnie en 1851, le servage a été aboli; mais ainsi qu'il arrive souvent en pareil cas, cette mesure, au lieu d'alléger la condition des paysans n'a fait que l'aggraver. Ils ne sont plus traités par ceux-ci avec les mêmes ménagements qu'autrefois. Aujourd'hui il n'y a plus en présence que deux intérêts et deux religions antagonistes. A partir du moment où la disparition du régime féodal est venu transformer les anciens serfs en fermiers ou métayers, les pratiques excessives des propriétaires ont provoqué de nombreux soulèvements partiels ou généraux. Un mouvement de ce genre ayant éclaté en 1858 dans le nord de la Bosnie, la Porte s'est trouvée amenée à s'occuper des contestations qui y avaient donné lieu. Des délégués des deux parties furent mandés à Constantinople, et après de longs pourparlers, dans lesquels l'intercession officieuse de l'Internonce de Sa Majesté l'Empereur et Roi eut sa part, un Firman du Sultan fut obtenu dont les dispositions semblèrent à cette époque propres à concilier assez heureusement les intérêts des agriculteurs fonciers. Toutefois ce firman n'a jamais été mis en vigueur. || Il y aurait lieu d'examiner si quelques unes des dispositions de ce document ne pourraient pas aujourd'hui encore servir de point de départ à un arrangement équitable, apte à améliorer la condition de la population rurale, ou s'il conviendrait de faire intervenir le trésor public pour faciliter l'exécution des mesures à prendre dans ce but, à l'instar de ce qui a eu lieu, il y a une vingtaine d'années, en Bulgarie, où les charges foncières ont été rachetées au moyen de l'émission de titres publics dits *sekims*. Nous sentons que la tâche est difficile et que son accomplissement ne saurait être l'oeuvre d'un jour; mais nous croyons qu'il est important d'y travailler, afin d'améliorer le sort de la population rurale dans la Bosnie et l'Herzégovine, et de fermer ainsi une des plaies béantes de l'état social de ces provinces. Il ne nous paraîtrait pas impossible de trouver une combinaison qui permît graduellement aux paysans de se rendre acquéreurs, à des conditions peu onéreuses, de parcelles de terrains incultes que l'état mettait en vente. Tout en continuant, s'ils le désiraient, à cultiver à titre de fermiers les propriétés de leurs compatriotes Musulmans, ils arriveraient successivement à posséder eux-mêmes un petit immeuble, qui leur assurerait une certaine indépendance et les mettrait à l'abri de leurs exactions.

Si l'on songe au peu de créance que rencontrent auprès des populations Chrétiennes les promesses de la Sublime Porte, on ne peut se dissimuler que les réformes promulguées ne pourront inspirer la confiance nécessaire qu'à

Nr. 5580. Oesterreich-Ungarn. 30. Dec. 1875.

condition que l'on crée en même temps une institution propre à offrir une certaine garantie que ces réformes seront sérieusement appliquées. En se bornant à remettre leur exécution à la discrétion des Gouvernements de la Province, on ne parviendrait pas à surmonter la méfiance dont je parle. Il y aurait donc lieu d'établir une Commission de notables du pays, composée par moitié de Musulmans et de Chrétiens, et élue par les habitants de la Province suivant un mode qui serait déterminé par la Sublime Porte. || Je viens d'exposer les points dont il faudrait obtenir l'application aux Provinces soulevées pour pouvoir se livrer à l'espoir fondé d'une pacification. || Ces points, les voici: || La liberté religieuse, pleine et entière; || L'abolition du fermage des impôts; || Une loi qui garantisse que le produit des contributions directes de la Bosnie et de l'Herzégovine soit employé dans l'intérêt de la Province même, sous le contrôle des organes constitués dans le sens du Firman du 12 Décembre; || L'institution d'une Commission Spéciale, composée en nombre égal de Musulmans et de Chrétiens, pour contrôler l'exécution des réformes proposées par les Puissances, ainsi que de celles qui ont été proclamées dans l'Iradé du 2 Octobre et dans le Firman du 12 Décembre; || Enfin l'amélioration de la situation agraire des populations rurales. || Les premiers points pourraient et devraient être réalisés immédiatement par la Sublime Porte, le cinquième graduellement aussitôt que faire se pourra. || Si indépendamment de ces concessions, qui nous paraissent les plus essentielles, la Bosnie et l'Herzégovine obtiennent encore les réformes suivantes indiquées dans le dernier Firman, un conseil provincial et des tribunaux librement élus par les habitants, l'inamovibilité des juges, la justice laïque, la liberté individuelle, la garantie contre le mauvais traitement, la réorganisation de la police dont les agissements ont soulevé tant de plaintes, la cessation des abus auxquels donnent lieu les prestations pour des travaux d'utilité publique, une juste réduction de la taxe d'exemption du service militaire, les garanties à donner au droit de propriété; — si toutes ces réformes dont nous demandons la communication par la Porte, pour en prendre acte solennellement, sont appliquées dans les provinces insurgées, qui, à en juger par le texte du Firman, sembleraient ne pas devoir en bénéficier dès à présent, on pourrait espérer de voir ramener la paix dans ces contrées désolées. || Je me résume. Les promesses indéfinies de l'Iradé du 2 Octobre et du Firman du 12 Décembre ne pourront qu'exalter les aspirations sans les contenter. D'un autre côté il est à constater que les armes de la Turquie n'ont pas réussi à mettre fin à l'insurrection. L'hiver a suspendu l'action, le printemps la verra renaître. La conviction que, le printemps venu, de nouveaux éléments fortifieront l'action, que la Bulgarie, les Crétois &c. viendront grossir le mouvement, est générale parmi les Chrétiens. Quoiqu'il en soit, il est à prévoir que les Gouvernements de Serbie et du Monténégro, qui, jusqu'à ce jour déjà, ont eu bien de la peine à se tenir à l'écart du mouvement, seront impuissants à résister au courant, et dès à présent, sous l'influence des événements et de l'opinion publique dans leurs pays,

Nr. 5580. Oesterreich-Ungarn. 30. Dec. 1875.

ils semblent s'être familiarisés avec l'idée de prendre part à la lutte, à la fonte des neiges. ‖ En présence de cette situation, la tâche des Puissances, qui dans l'intérêt de la paix générale veulent écarter les complications ultérieures, devient bien difficile. L'Autriche-Hongrie et les deux autres Cours Impériales, en suite d'un échange d'idées confidentiel, se sont rencontrées dans la conviction que, si l'on se bornait à attendre l'effet des principes proclamés par le dernier Firman — principes qui d'ailleurs, dans l'intention de la Porte, ne semblent pas devoir être immédiatement appliqués aux pays soulevés, on n'obtiendrait d'autre résultat que de voir le conflit prendre une plus grande extension au sortir de l'hiver. Les trois Cabinets pensent donc que l'unique chance d'éviter de nouvelles complications se trouve dans une manifestation émanant des Puissances et constatant leur ferme résolution d'arrêter le mouvement qui menace d'entraîner l'Orient. ‖ Or, ce but ne saurait être atteint par le seul moyen d'une injonction à l'adresse des Gouvernements Princiers et des populations Chrétiennes sujettes du Sultan. Pour que cette action très-difficile en elle-même ait une chance de réussite, il importe absolument que les Puissances soient à même d'en appeler à des actes clairs, indiscutables, pratiques, et spécialement propres à améliorer la situation de l'Herzégovine et de la Bosnie; en un mot que leur action puisse s'appuyer sur des faits et non sur des programmes. Ce n'est qu'ainsi que les Cabinets se trouveront en mesure de faire valoir avec vigueur leurs conseils pacifiques. ‖ Il est une autre difficulté — et c'est la plus grande — qu'il faut surmonter à tout prix, si l'on veut pouvoir compter sur un résultat tant soit peu favorable. Cette difficulté, c'est la défiance profondément enracinée que toute promesse de la Porte rencontre auprès des Chrétiens. Une des causes principales de cette méfiance doit être recherchée dans le fait que plus d'une mesure annoncée dans les derniers rescrits du Sultan a déjà été proclamée dans des Hatti-Chérifs antérieurs sans que le sort des Chrétiens en ait éprouvé une amélioration appréciable. ‖ Aussi les Cabinets croient-ils absolument nécessaire d'obtenir que le Gouvernement du Sultan confirme, au moyen d'une communication officielle, ses intentions consignées par rapport à l'ensemble de l'Empire dans l'Iradé du 2 Octobre et dans le Firman du 12 Décembre, et qu'il notifie en même temps aux Puissances son acceptation des points ci-dessus mentionnés, qui ont pour object spécial la pacification des provinces insurgées. ‖ Sans doute que par ce moyen les Chrétiens n'obtiendraient pas la forme de garantie qu'ils semblent réclamer en ce moment; mais ils trouveraient une sécurité relative dans le fait même que les réformes octroyées seraient reconnues indispensables par les Puissances, et que la Porte aurait pris envers l'Europe l'engagement de les mettre à exécution. ‖ Telle est la ferme conviction sortie d'un échange d'idées préalable entre les Cabinets d'Autriche-Hongrie, de Russie et d'Allemagne. ‖ Votre Excellence est chargée de porter ce point de vue à la connaissance du Cabinet de St.-James (de Versailles, du Quirinal) et d'obtenir son concours à l'oeuvre de paix dont tous nos efforts tendent à assurer le succès.

Nr. 5580. Oesterreich-Ungarn. 30. Dec. 1875.

Si, comme je l'espère, les vues du Gouvernement Anglais (Français, Italien) se rencontrent avec les nôtres, nous lui proposerions par égard pour la dignité et l'indépendance de la Porte de ne point adresser à celle-ci nos conseils dans une note collective, mais de nous borner à inviter nos Représentants à Constantinople à agir conjointement et d'une manière identique auprès du Gouvernement du Sultan dans le sens que nous venons de développer. || Vous voudrez bien, M. le Comte, donner lecture de la présente dépêche à M. le Ministre des Affaires Etrangères, et lui en laisser copie; et je vous serais reconnaissant de me faire connaître aussitôt que possible l'impression qu'elle aura faite sur son Excellence. || Recevez, &c.

Andrassy.

Nr. 5581.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Paris (Lord Lyons) an den Min. d. Ausw. — Französische Ansicht über den österreichischen Vorschlag.

(Extract.) Paris, January 5, 1876.

Nr. 5581. Grossbritannien. 5. Jan. 1876.

The Duc Decazes spoke to me yesterday of the despatch from Count Andrassy on the Herzegovina insurrection, dated the 30th of last month, which had been communicated to him by the Austrian Embassy here. || The Duke told me, that he had no hesitation in saying in general terms that, in his opinion, the proposals entertained in the despatch should be agreed to by the Powers parties to the Treaty of Paris, and should be recommended by them to the acceptance of the Porte. || His Excellency proceeded to observe that, with regard to these proposals, there were three points to be specially regarded; first, their efficacy towards putting and end to the insurrection; second, the nature of the reforms pressed upon the Porte; and thirdly, the mode in which the Porte should be addressed on the subject. || To speak first of the efficacy, the Duke would (he said) not hesitate to express the conviction that it would prove much greater than might be thought at first sight. The insurrection was, in fact, kept afloat mainly by the current of opinion in its favour, which existed in Europe generally, but more particularly in Russia and in the Slavonic Provinces of the Austrian Empire. Now, if the insurgents should refuse to accept an arrangement recommended to them by all Europe, and especially by Russia and Austria, the Governments of those two countries could have little difficulty in directing the public opinion of their own subjects into another channel. || As to the particular reforms proposed, they appeared to the Duke to afford no ground for reasonable objection on the part

of the Porte. Religious liberty, the abolition of the system of farming out the taxes, the amelioration of the condition of the rural population, were reforms which had been promised over and over again by the Porte. There was, however, one point which made the Duke hesitate a little as to the course to be taken by the Powers. This was the proposed appropriation of the produce of the direct taxes exclusively to local purposes in the Herzegovina and in Bosnia. This concession, if accorded to those two Provinces, could hardly be withheld from the rest of the Empire. Might not this effect so great a diminution of the resources of the Central Government as to impair its means of fulfilling its engagements to its creditors? The Duke had been somewhat reassured by being told that the tax on sheep, and other branches of revenue more particularly assigned as securities for the loans, were regarded as indirect, not direct, taxes. Still he thought that this matter was one which required the special attention of Governments whose subjects were holders of Turkish stock. A demand that the acceptance of Count Andrassy's proposals by the Porte should be officially announced to the Powers, and, moreover that the Iradé of the 2nd October and the Firman of the 12th of December, should be officially communicated to them, would, in the Duc Decazes' opinion, be perfectly reasonable. Such a step on the part of the Porte would be no novelty. The Sultan had, on previous occasions, solemnly announced to the Powers the reforms which he had accorded to his subjects, and the Hatti-Humayoun of 1856 had been appended to the Treaty of Paris. With regard to the mode in which the Porte was to be addressed, the Duc Decazes thought that the Austrian despatch showed careful consideration for the independence and dignity of the Porte, and for the positions of the several guaranteeing Powers. The course which would be actually taken would (he seemed to think) be the following: — The proposals would, he supposed, be presented to the Porte in writing by the Austrian Ambassador, and would then be supported verbally by the Representatives of the other Powers.

Nr. 5582.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien (Sir A. Buchanan). — Erklärungen des Grafen Beust über die Absichten Oesterreichs.

Foreign Office, January 18, 1876.

Nr. 5582. Gross-britannien. 18. Jan. 1876.

Sir, — Count Beust called upon me at this Office on the 14th instant and informed me, that he had received communications from his Government in regard to Count Andrassy's note to the following effect: — That, if the

Nr. 5582. Gross-britannien. 18. Jan. 1876.

Porte accepted the note, it would be advantageous, on the one hand, to the Porte, inasmuch as the Powers engaged themselves not to make fresh demands, and to give their support to the Turkish Government, in the event of its acceptance; on the other hand, it would be advantageous to the Powers, inasmuch as they would be in possession of formal engagements, by the aid of which they might be enabled to restrain Montenegro, and to induce the insurgents to lay down their arms. | That, according to a telegram received from Count Zichy, Raschid-Pasha had assured him that the Porte had been misunderstood, and that it was far from the intention of the Porte, nor was it their desire, to prescribe conditions to the Powers as to the form in which the note should be presented. Count Zichy added that General Ignatiew had received a telegram, giving him instructions similar to his own. | That not only was it intended by Austria to act in concert with the Treaty Powers, but that it was clearly expressed in the note, that the unanimous voice of the Powers, and concessions on the part of the Porte, were relied on as means to prevent the continuance of the insurrection, and that, if an armed intervention had been contemplated, the Austrian Government would have spared themselves the steps taken on the 30th December. || Count Beust said that he was therefore authorized by his Government categorically to declare that the note contained nothing which could induce the belief that an armed intervention was intended, and that the Austro-Hungarian Government have no desire to constitute themselves guardians of the peace beyond their own frontiers.

That as far as any reservations which other Powers might think proper were concerned, it might be right in theory to confine recommendations for reforms to principles, but that in practice the definite proposals relating to taxes and to agrarian laws were not administrative details, but concessions most necessary to the inhabitants of the insurgent provinces. | Count Beust went on to say that it was precisely to avoid a refusal on the part of the Porte to accept the note that the acquiescence of England was asked, because in face of the unanimity of the Powers such an event was not probable. That the task undertaken by his Government consisted in doing their utmost to insure a pacification; and they considered their proposals to be such as would effect that object, and as being in no way compromising, if advantage should not be taken of them. | That, if the insurgents did not submit, then the Porte would be left to subdue them by force of arms, and that they would be prevented from obtaining the support derived by them from exterior aid.

I am, &c.

Derby.

Nr. 5583.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien. — Graf Beust dringt auf die Zustimmung Englands, nachdem diejenige Frankreichs und Italiens erfolgt ist.

Foreign Office, January 25, 1876.

Nr. 5583. Gross-britannien. 25. Jan. 1876.

Sir, — I have the honour to inform your Excellency, that on the 24th instant the Austro-Hungarian Ambassador at this Court made the following statement to me on behalf of his Government. | His Excellency reminded me, that at our last meeting he had expressly said that the object of the Austro-Hungarian *démarche vis-à-vis* of the Porte was not to give friendly counsel only, but to obtain a definite promise, that the reforms the Austrian Government advocated should be really carried into effect. That the Sublime Porte should enter into an explicit engagement towards the guaranteeing Powers to carry out the reforms in question and give a written promise to that effect, without which the Cabinets could not succeed in pacifying the disturbed districts. | His Excellency added, that I doubtless remembered that the Russian Ambassador had expressed to me the intention of his Government to elicit a similar written engagement from the Porte. | Count Beust stated, that he had been informed by telegraph on the 24th instant that France and Italy had unreservedly acceded to this view, and that his Excellency could hardly lay too much stress on the disappointment which his Government would experience, if the British Government disagreed on this point. | He further informed me, that the Porte itself had requested his Government not to delay any longer the official commission of its propositions. | In conclusion Count Beust expressed the hope, that under these circumstances he would be put in possession the next day of the note which I had told him on Saturday last he might expect in two or three days, as there could be no doubt that the postponement of the pacifying influences of the Powers even by single days might in the present state of affairs be fraught with incalculable danger. | I am, &c.

Derby.

Nr. 5584.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den österr.-ungar. Botschafter in London. — England verspricht generelle Unterstützung der Andrassy'schen Note in Konstantinopel.

Foreign Office, January 25, 1876.

Nr. 5584. Gross-britannien. 25. Jan. 1876.

M. l'Ambassadeur, — Her Majesty's Government have had under their consideration the despatch from Count Andrassy, dated the 30th December, of which I had the honour of receiving a copy from your Excellency on the 3rd

Nr. 5584. Gross-britannien. 25. Jan. 1876.

instant. || After a brief review of the action of the Powers since the insurrection broke out in Herzegovina and Bosnia, Count Andrassy proceeds to state the measures which the Austrian Government, after communication with the Governments of Germany and Russia, consider as proper to be recommended for the pacification of the insurgent districts. || These measures consist in the practical enforcement in these districts of the provisions for the benefit of the Christian population, contained in the Hatti-Scheriff of Gulhané of 1839, the Hatti-Humayoun of 1856, and the Iradé and Firman of the 2nd of October and 12th of December last, together with administrative reforms in the collection and application of the taxes, and in the execution of the Land Law of 1858. || Count Andrassy sums up these points as follows: — || Full and entire religious liberty. || Abolition of the system of farming the taxes. || A law which should guarantee that the produce of the direct taxes in Bosnia and Herzegovina shall be employed in the interest of these provinces, under the control of bodies constituted in the sense of the Firman of the 12th December. || The institution of a Special Commission, composed of an equal number of Mussulmans and Christians, to control the execution of the reforms proposed by the Powers as well as those proclaimed in the Iradé of the 2nd of October and Firman of the 12th of December; and, finally, the improvement of the position of the rural population. || Of these points the first four could and should, Count Andrassy states, be brought into immediate execution by the Porte; the fifth gradually as soon as is practicable. || The Austro-Hungarian Government consider that, if Bosnia and Herzegovina obtain these concessions and other reforms indicated in the recent Firman, but which, from the text of the Firman, would appear not to be intended to be at present applied in the insurgent districts, hopes may be entertained of the restoration of peace. || Count Andrassy adds, that there is a general conviction among the Christians that in the spring the insurrection will spread to Bulgaria, Crete &c., and that at all events it is to be foreseen that the Governments of Servia and Montenegro may be unable to resist the force of public opinion in their countries and be led into joining the movement as soon as the winter breaks up. || The three Cabinets accordingly consider, that the only chance of avoiding new complications is to be found "dans une manifestation émanant des Puissances et constatant leur ferme résolution d'arrêter le mouvement qui menace d'entraîner l'Orient". || "Or, ce but," Count Andrassy continues, "ne saurait être atteint par le seul moyen d'une injonction à l'adresse des Gouvernements Princiers et des populations Chrétiennes sujettes du Sultan. . . . Aussi les Cabinets croient-ils absolument nécessaire d'obtenir que le Gouvernement du Sultan confirme, au moyen d'une Commission officielle, ses intentions consignées par rapport à l'ensemble de l'Empire dans l'Iradé du 2 Octobre et dans le Firman du 12 Décembre, et qu'il notifie en même temps aux Puissances son acceptation des points ci-dessus mentionnés, qui ont pour objet spécial la pacification des provinces insurgées." || Count Andrassy concludes by saying that it is proposed,

Nr. 5584. Gross-britannien. 25. Jan. 1876.

out of regard to the independence and dignity of the Porte, not to address these counsels to it in a collective note, but that the Governments should confine themselves to instructing their Representatives at Constantinople to act together and in an identic manner towards the Sultan's Government in the sense of his despatch. || I have thus recapitulated the proposals in Count Andrassy's communication in order the better to indicate the view which Her Majesty's Government take of them. || In the first place I have to request your Excellency to express to the Government of Austria-Hungary the satisfaction felt by Her Majesty's Government at finding themselves in continued and friendly communication with the Cabinet of Vienna on this question. They do not believe that the true interests of the two countries can in such a matter be otherwise than identical. || Her Majesty's Government have never omitted, when opportunity presented itself, to urge upon the Porte the most liberal measures for the improvement of the Christian population as an essential condition to the welfare of the Ottoman Empire. || They were parties, as your Excellency is aware, to the Protocol signed at Vienna on the 1st of February, 1856, providing that the immunities of the Rayah subjects of the Porte shall be confirmed without prejudice to the independence and dignity of the Sultan's Crown, and the Plenipotentiaries of Great Britain afterwards joined at the Congress of Paris with those of the other Powers in considering it indispensable that the issue of the Hatti-Humayoun should be recorded in the final Act of the Congress. || The Government of Austria-Hungary do not, if I rightly understand, consider that the provisions of that Firman, taken in connection with the Hatti-Scheriff of Gulhané of 1839, are insufficient for securing religious liberty to the Christian population of the Empire, but rather that those provisions, and especially such as relate to the building of churches and schools, have never been satisfactorily brought into execution within the districts to which Count Andrassy's despatch more particularly refers. || The Hatti-Humayoun contains the following clause on this subject: —

"In the towns, small boroughs and villages, where the whole population is of the same religion, no obstacle shall be offered to the repair, according to their original plan, of buildings set apart for religious worship, for schools, for hospitals and for cemeteries. || The plans of these different buildings, in case of their new erection, must, after having been approved by the Patriarchs or Heads of Communities, be submitted to my Sublime Porte, which will approve of them by my Imperial Order, or make known its observations upon them within a certain time. || Each sect, in localities where there are no other religious denominations, shall be free from every species of restraint as regard the public exercise of its religion. || In the towns, small boroughs and villages, where different sects are mingled together, each community inhabiting a distinct quarter shall, by conforming to the above-mentioned ordinances, have equal power to repair and improve its churches, its hospitals, its schools and its cemeteries. When there is question of the erection of new buildings,

Nr. 5584. Gross-britannien. 25. Jan. 1876.

the necessary authority must be asked for through the medium of the Patriarchs and Heads of Communities from my Sublime Porte, which will pronounce a sovereign decision according that authority, except in the case of administrative obstacles. The intervention of the administrative authority in all measures of this nature will be entirely gratuitous. My Sublime Porte will take energetic measures to ensure to each sect, whatever be the number of its adherents entire freedom in the exercise of its religion."

On the 15th of May, 1867, the Porte addressed a circular to its Representatives at the Courts of the Treaty Powers, inclosing a Memorandum explaining the further administrative measures which it was intended to carry out in execution of the Hatti-Humayoun. This Memorandum, of which your Excellency's Government is no doubt in possession of a copy, touched upon the different provisions of the Hatti-Humayoun, and, remarking upon the manner in which effect had been given to them, stated that no impediment had ever been placed in the way of the construction of new churches or the repair of old ones. "So far from placing difficulties in the way, the Sovereign and the Government often came to the aid of these religious foundations, either by gratuitous concessions of land or by pecuniary grants." | By the Criminal Code of the Empire, Article 132: "Quiconque aura troublé l'exercice du culte et des cérémonies religieuses que les différentes classes de sujets de Sa Majesté Impériale sont autorisés à exercer, ou qui les aura entravés par des voies de fait ou des menaces, sera, selon le degré de gravité du cas, puni d'une semaine à trois mois d'emprisonnement." || Furthermore, in the Firman of the 12th December last, the Sultan has declared: "Toutes les classes de nos sujets qui vivent à l'ombre de notre protection Impériale sont à nos yeux et dans nos sentiments de justice sur le pied d'une complète égalité. C'est pourquoi nous confirmons les pouvoirs dont sont revêtus les patriarches et les autres chefs spirituels pour les affaires de leurs communautés respectives, ainsi que pour le libre exercice de leurs cultes, conformément aux privilèges et immunités existant des dites communautés. Toutes les affaires se rattachant tant à l'autorité des dits chefs spirituels qu'au besoin et aux actes de leurs conseils spéciaux, dans les limites des droits et autorisations qui leur ont été octroyés, continueront à être l'objet de toute notre protection, et l'on accordera toutes les facilités pour la fondation et la construction de leurs églises, de leurs écoles et de leurs autres édifices nationaux." || So far, therefore, as the intention of the Porte can be proclaimed, it appears to Her Majesty's Government that the principle of religious liberty throughout the Ottoman Empire has been acknowledged to the fullest extent, and Her Majesty's Government see no reason why the Porte should scruple to accept the counsel of friendly Powers for its practical application. | In like manner the acceptance of Christian evidence and the establishment of mixed tribunals with publicity of trial have been provided for in the Hatti-Humayoun, and in the Law of 1867 for the organization of the Vilayets, which also established throughout the Em-

pire a system of elective Councils, containing a proportion of Christian members; and the recent Firman, too, decrees in the most formal manner that "tous nos sujets sont autorisés à élire eux-mêmes les juges et les membres Musulmans et non-Musulmans, tant des dits Tribunaux que des Conseils Administratifs des Provinces." || Again, as regards the farming of the taxes, the Memorandum of May 15, 1867, to which I have already referred, stated that "The system of farming taxes has been suppressed, except as regards the tithes, with regard to which the system of direct collection has been tried for five years, and has not produced the results anticipated therefrom: on the one hand, direct collection has, in fact, occasioned a sensible diminution in the revenue derived from tithes; and, on the other, the populations have almost unanimously pronounced against this system, preferring one which permits a discharge in kind. The Imperial Government has accordingly had to renounce this system, and to revert to that of farming, into which it has, however, introduced a modification very favourable to the agricultural population. This modification consists in granting the farming of the tithes in each village by means of a separate public auction, and in permitting the commune itself to become the purchaser of the tithe at the sum to which the rate has raised it. Another relief extended to the mode of collecting the tithes is permission to the husbandman either to effect himself the transport of the produce of the tithe with which he is chargeable, or to exonerate himself therefrom subject to an indemnity in kind payable to the farmer, without being constrained, as formerly, to abandon his labours at a season when his presence in the fields is most necessary. Lastly, to do away with a source of abuse often and justly pointed out, it is forbidden to any officer of the State to become purchaser of tithes directly or indirectly, and the Penal Code provides for and punishes every infraction of this prohibitive measure." || The Firman of the 12th of December states: —

"Indépendamment de la suppression du quart supplémentaire de la dîme, suppression qui a été récemment décrétée par l'effet de notre sollicitude Impériale pour le bien-être de tous nos sujets, on doit encore prendre les mesures les plus efficaces pour prévenir l'arbitraire dans la perception de la dîme par l'intermédiaire des fermiers, et pour empêcher également qu'aucun dommage ne soit porté soit à nos populations agricoles, soit à notre Trésor Impérial."

Her Majesty's Government have been informed by Her Majesty's Ambassador at Constantinople, that the entire suppression of the system of tax-farming is resolved upon, and that the best mode of levying the taxes for the future is under the consideration of the Porte. || On this point also, therefore, the views of the Porte may be said to be already in accordance with the recommendations contained in Count Andrassy's despatch. || It must, however, be obvious that a re-adjustment of the mode of levying the taxes in money instead of in kind, unless carefully adapted to local circumstances and requirements, might give rise to much injustice and distress. || Still, as regards the

Nr. 5584. Gross-britannien. 25. Jan. 1876.

two questions of religious liberty and of the abolition of the system of tax-farming, a general agreement of the Porte and the Powers may be said to be in principle already secured. || The third point, that of the application of direct taxation in Bosnia and Herzegovina to the benefit of those districts, is scarcely sufficiently explained for Her Majesty's Government to be able to appreciate its scope. They are not aware of the proportion which the direct may bear to the indirect taxes, nor of the exact signification which in Turkey may be attached to the expressions "direct" and "indirect" taxation. Her Majesty's Government believe that certain direct taxes have been hypothecated as security for foreign loans, and in making any recommendation to the Porte on this point it would seem to be necessary to bear this in mind. || It is questionable, too, whether such a system could be applied to one portion of the Empire alone, without being eventually extended to neighbouring provinces, or possibly to the whole of the Turkish dominions, and any plan which should have for its ultimate and logical result the withdrawal of the whole direct taxation of the Empire from the Treasury, might have a most serious effect in impeding the execution of those public works and other measures of general utility upon which the improvement of the condition of the population depends. || At the same time, if it can be shown that taxes levied for local purposes in the nature of rates have been misapplied, and just cause for complaint thus given, the matter is one which the Porte might well be counselled to consider and remedy. || The fourth point, namely, the institution of a Special Commission composed of an equal number of Mussulmans and Christians, has, Her Majesty's Government understand, been already to some extent provided for. A council has, in fact, already commenced its sittings at Constantinople for the purpose of carrying out the Firman of December 12th. As, according to the Law of the Vilayets, to which I have already adverted, the principle of mixed councils to assist the Vali is recognised, Her Majesty's Government do not see that the Porte need experience any difficulty in organising a mixed council in the manner and for the purpose proposed by Count Andrassy. Indeed, it would appear from the "Règlement relatif aux attributions du Conseil Exécutif", received on the 18th instant from Her Majesty's Embassy at Constantinople, that this has already been ordered. || I have the honour to inclose a copy of this document in case it may not already have been forwarded to your Excellency. || The fifth point, the improvement of the condition of the agricultural population, might, it is explained, be attained by allowing the peasants to purchase portions of uncultivated lands on easy terms from the State. || Count Andrassy refers to a law on this subject, which I presume to be that of the 21st of April, 1858, consolidating and amending the laws relating to landed property in Turkey. This law provided that uncultivated lands belonging to the State might, with the consent of the authorities, become the property of the person who undertook to reclaim them, on payment of a certain sum. || Her Majesty's Government are not aware what may be the extent

or redeemable value of any waste lands of this description in Bosnia and Herzegovina, nor do they see how the peasants could be benefited in the manner suggested, unless assisted by capital, which it must be presumed that they do not at present possess. The question, however, of the grant of lands to the labouring population is one which presents many difficulties both of principle and detail. In the opinion of Her Majesty's Government, it could only be satisfactorily dealt with after local investigation and discussion by competent persons. The Firman of December 12 states: —

"Dans certaines parties de notre Empire nos sujets non-Musulmans ne peuvent pas devenir propriétaires et sont employés dans les fermes. Cet état de choses étant contraire à nos sentiments de justice, il n'existera plus désormais aucune distinction entre nos sujets, soit pour la possession des terres vacantes vendues par adjudication, soit pour la possession des terres et biens qui sont vendus par des particuliers. En conséquence, on leur assurera la jouissance, sur le pied de la plus complète égalité, des dispositions de la loi sur la propriété foncière."

Count Andrassy alleges that the Firman of 1858 has never been brought into operation in Bosnia. As the Porte now recognizes the justice of the complaint of the Christian population in some places in this regard, this matter also might well be considered as one upon which there is in principle a mutual agreement, so far at least as the application of the Law of 1858 is concerned. || Your Excellency will have observed from the foregoing remarks that Her Majesty's Government see nothing in the five points proposed by Count Andrassy to which they cannot give a general support; although, on the other hand, the proposed reforms relating to taxation and grants of land involve in their detailed application to districts like Bosnia and Herzegovina many questions upon which they are not prepared, in their present state of information, to offer a definite opinion. || Her Majesty's Government are well aware of the burdens and anxiety which the existence of an insurrection in the immediate neighbourhood of the Dalmatian frontier must entail upon Austria-Hungary, and they cannot consider it to be either unreasonable or undesirable that the Cabinet of Vienna should desire to tender to the Porte suggestions for the pacification of the disturbed districts. || They rely upon the assurances contained in Count Andrassy's despatch, and upon those which your Excellency has conveyed to me, that, if these suggestions are carried into effect, the Austro-Hungarian Government will, in concert with the other Powers whose united action Count Andrassy has invited, use their best exertions to prevent the spread of the movement and to induce the insurgents to submit, or effectually preclude them from receiving assistance from beyond the frontier, should they persist in continuing the struggle. || Her Majesty's Ambassador at Constantinople will accordingly be instructed to give a general support to the proposals of the Austro-Hungarian Government, and to act with his colleagues for this purpose. || I have, &c. Derby.

Nr. 5585.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Instruction betreffs Unterstützung der Andrassy'schen Note.

Foreign Office, January 25, 1876.

Nr. 5585. Gross-britannien. 25. Jan. 1876.

Sir, — I transmit to your Excellency herewith a copy of the answer which I have returned to the despatch from Count Andrassy containing proposals for the pacification of the insurgent districts in Herzegovina and Bosnia, of which I transmitted a copy to your Excellency in my despatch of the 3rd instant. || Your Excellency will see that, after examining the proposals contained in Count Andrassy's despatch, Her Majesty's Government have come to the conclusion that there is nothing in them to which they cannot give a general support. || On the outbreak of the insurrection, when appealed to by the Porte to use their good offices with the Austro-Hungarian Government, and at Belgrade and Cettigné, Her Majesty's Government expressed their opinion, in my despatch to your Excellency of the 12th of August, that the Turkish Government should rely on their own resources to suppress the insurrection, and should deal with it as a local outbreak rather than give international importance to it by appealing for support to other Powers. || Had the advice thus tendered been acted upon by the Porte, and vigorous measures taken at the outset for the restoration of order, it is probable that the insurrection would not have attained its present proportions, nor afforded grounds for proposing a Consular Mission to the disturbed districts. || When such a Mission was proposed, the Grand-Vizier addressed to your Excellency a request that the British Consul might be instructed to join the Mission. I thereupon informed your Excellency, in my despatch of the 24th of August, that Her Majesty's Government consented to this step with reluctance, as they doubted the expediency of the intervention of foreign Consuls. Such an intervention, I remarked, was scarcely compatible with the independent authority of the Porte; it offered an inducement to insurrection as a means of appealing to foreign sympathy against Turkish rule, and it might not improbably open the way to further diplomatic interference in the internal affairs of the Empire. || Since, however, the Porte had begged your Excellency not to stand aloof, Her Majesty's Government felt that they had no alternative. They desired, at the same time, that the Turkish Government should understand that the assent of Her Majesty's Government was given at their own instance, and that Her Majesty's Government would have thought it better that the Porte should have dealt with the insurgents without foreign intervention of any kind. || The Mission of the Consuls had no practical results in inducing the insurgents to lay down their arms. What little benefit might have arisen from it

Nr. 5585. Gross-britannien. 25. Jan. 1876.

was defeated by the ill-advised proceedings of the Turkish troops, as reported in Consul Holmes' despatch of the 28th of September. || The Porte has now again requested Her Majesty's Government not to hold aloof from the concerted action of the Powers. This request must be regarded as a pledge on the part of the Porte that the counsels of the Austro-Hungarian Government, to which the Governments of all the other Powers have adhered, and to which the general support of Her Majesty's Government is extended, will be received in a friendly spirit, and that effect will be given to them in a manner which may tend to the pacification of the disturbed districts by showing that the Porte is really determined to carry into execution its promises of reform. || The proposals of Count Andrassy amount, indeed, to little more than a request that the Porte will execute the Hatti-Scheriff of Gulhané of 1839, the Hatti-Humayoun of 1856, and the Iradé and Firman of the 2nd of October and 12th of December last; in short, that the measures for the improvement of the condition of the non-Mussulman and rural population generally throughout the Empire, which have been publicly proclaimed, should be brought into practical application. Some of these measures do not affect the Christian subjects of the Porte alone, but would benefit the whole population alike. The abolition of tithe-farming, for instance, which must be felt as an especial relief by the owners of land, who, in Bosnia, at all events, are for the most part Mohammedans. || Her Majesty's Government do not, therefore, consider that the proposals of Count Andrassy conflict with the IXth Article of the Treaty of Paris; they look on them as being in the nature of suggestions or recommendations for adoption by the Porte in its endeavours to put an end to the insurrection, and as not involving any interference in the relations existing between the Sultan and his subjects, nor in the internal administration of his Empire. || Nor do Her Majesty's Government see that the Porte need feel any difficulty in acting upon the advice thus given, and in communicating to the Powers in some form the measures which may be proposed in consequence. All the different "Firmans" and "Règlements" of a similar character have at various times been officially notified to the Powers. The Hatti-Scheriff of Gulhané contains an express clause to this effect: — "Les dispositions ci-dessus arrêtées étant une altération et une rénovation complète des anciens usages, ce rescrit Impérial sera publié à Constantinople et dans tous les lieux de notre Empire, et devra être communiqué officiellement à tous les Ambassadeurs des Puissances amies résidants à Constantinople, pour qu'ils soient témoins de l'octroi de ces institutions qui, s'il plaît à Dieu, dureront à jamais." The Hatti-Humayoun of 1856 was also officially forwarded by the Turkish Government to the Ambassadors, with a statement that the Sublime Porte renewed and confirmed the assurances previously given to the Governments of England and France with regard to the treatment of renegades. The Imperial Firman for the reorganization of the Government of Crete in 1867, and the "Règlement" for the administration of the Lebanon in 1864, were also similarly

Nr. 5585. Gross-britannien. 25. Jan. 1876.

notified. || Your Excellency has suggested in your telegraphic despatch of the 17th instant, that the Porte might issue a supplementary Firman decreeing the fresh reforms now proposed, and Her Majesty's Government see no objection to this course, if the other Powers will consider it satisfactory. || In a matter, however, of such importance, and one in which the Porte has so much to gain by securing the support of the Powers, it would not be wise that too great regard should be paid to mere formalities. || What appears to Her Majesty's Government to be essential is that the Porte should act promptly and vigorously in the execution of the reforms. It is evident from the reports of Her Majesty's Consuls that the native Mussulmans in Bosnia and Herzegovina, and even the local authorities, have not realized to themselves the importance of frankly accepting, and honestly executing, the reforms already decreed. || Your Excellency should therefore strongly impress on the Porte that it is indispensable that the officers appointed to execute these reforms should be men of energy and determination, who will not be deterred by local apathy or prejudices, who will be able and willing to repress with severity such atrocities as the murders of the returning refugees at Popovopolie (reported by Consul Holmes on the 26th of October), and who will do their utmost to restore a feeling of security to the Christian population. Unless such a feeling can be produced, no effectual pacification of the insurgent districts can reasonably be expected. || In accordance with what I have stated in the inclosed communication to the Austrian Government, your Excellency is authorised to give a general support to the proposals contained in Count Andrassy's despatch, and summed up by him under five heads, without, however, pledging Her Majesty's Government to the details of those parts of his Excellency's proposals on which Her Majesty's Government have been unable to give a definite opinion. || As Count Andrassy does not propose that a collective note should be addressed to the Porte, your Excellency will confine your representations to the usual form of oral communications to the Grand-Vizier or to Raschid-Pasha, acting, so far as may be possible within the limits I have indicated, in concert with your colleagues the Representatives of Austria, France, Germany, Italy and Russia. || Your Excellency should also take an early opportunity of making the Porte acquainted with the general tenor of this despatch. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5586.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Mittheilung über Reformmaassregeln, betreffend Erwerb von Grundeigenthum.

Constantinople, February 10, 1876.

Nr. 5586. Grossbritannien. 10. Febr 1876.

My Lord, — The inclosed notification of an important decision respecting the acquisition of land has just been officially published by the Porte. || The restrictions which existed in certain districts on the purchase of land by Christians is abolished, and they are placed in this respect upon a footing of perfect equality with Mussulmans. || The peasants or small farmers, under the designation of "cultivateurs", whether Mussulmans or non-Mussulmans, are also to have the preference in the acquisition of land put up for sale. || Raschid-Pasha had mentioned to me some time ago that the Government, recognizing the necessity of giving this class facilities for becoming possessors of the land they cultivated, had resolved upon this measure for their relief. || I have, &c.

Henry Elliot.

Beilage.

Extract from "La Turquie" of February 9, 1876.

Nous publions ci-après une communication officielle ayant trait au droit de propriété foncière. Les dispositions qu'elle contient sont l'application directe du Firman Impérial. Il serait superflu de faire ressortir par des commentaires l'importance considérable de ce document, ainsi que ses résultats dans un prochain avenir pour l'extension de l'agriculture et le bien général des populations:

Communication Officielle.

Article 1. Les sujets Musulmans et non-Musulmans de l'Empire pourront indistinctement acquérir des terres arables ainsi que des terres dépendant des fermes ou appartenant aux villages, et qui, étant propriétés de l'Etat ou des Vacoufs, seraient vendus par voie d'adjudication ou par voie de transfert si elles appartiennent à des particuliers. || Dans le cas où certaines terres appartenant à l'Etat et aux Vacoufs n'auraient pu, en conformité d'un ancien usage, être transférées à des sujets non-Musulmans de l'Empire, cet usage sera aboli et les dispositions de la présente loi seront indistinctement appliquées.

Art. 2. Le transfert des terres et immeubles entre sujets Musulmans et non-Musulmans sera opéré avec une parfaite égalité conformément aux dispositions de la loi qui régit la matière.

Nr. 5586. Gross-britannien. 10. Febr. 1876.

Art. 3. Les cultivateurs Musulmans et non-Musulmans établis dans certaines fermes jouiront du droit de préférence dans l'acquisition des terres vendues, soit par voie d'adjudication, soit par voie de transfert de la part des particuliers.

Nr. 5587.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an die Vertreter der Grossmächte in Konstantinopel. — Annahme von vier der fünf Andrassy'schen Reformvorschläge.

(Circulaire.) Ministère des Affaires Etrangères, le 13 Février, 1876.

Nr. 5587. Türkei. 13. Febr. 1876.

M. l'Ambassadeur, — J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Sublime Porte a examiné avec soin les cinq points concernant la Bosnie et l'Herzégovine et contenus dans la dépêche que son Excellence le Comte Andrassy a adressée aux Représentants d'Autriche-Hongrie à Londres, à Paris et à Rome et dont MM. les Ambassadeurs des trois Cours Impériales m'ont communiqué verbalement le contenu tout en m'en donnant lecture. Votre Excellence a bien voulu de son côté m'informer que le Gouvernement Britannique s'associait aux propositions contenues dans cette dépêche. || La Sublime Porte ayant acquis la conviction que les Puissances sont disposées d'exercer par tous les moyens en leur pouvoir une pression morale devant avoir pour but et pour effet la prompte pacification des districts insurgés afin de prévenir les complications qui pourraient surgir de la continuation des troubles dans l'Herzégovine, et voulant donner cette fois encore une preuve de sa déférence pour les conseils amicaux des Grandes Puissances aussi bien que de son vif désir de ramener l'ordre et le bien-être parmi ses sujets égarés, je m'empresse de faire part à votre Excellence de la résolution arrêtée par Sa Majesté Impériale le Sultan. | Le Gouvernement Impérial ayant pris acte des bienveillantes dispositions précitées des Puissances, a ordonné en vertu d'un Iradé Impérial en date du 15 Mouharem, 1293, la mise immédiate en exécution en Bosnie et en Herzégovine des quatre sur les cinq points formulés dans leurs propositions et se déclare résolu à les mettre en vigueur dans toute leur intégrité dans ces deux provinces. Votre Excellence relèvera de la lecture des instructions, dont ci-jointe copie, que je viens d'adresser aux Représentants de Sa Majesté le Sultan auprès des Grandes Puissances, que le cinquième point a été remplacé par une combinaison qui répond amplement aux besoins de ces provinces ainsi qu'aux intentions qui ont inspiré la proposition y relative de son Excellence le Comte Andrassy. En informant votre Excellence de cette détermination de la Sublime Porte, je saisis, &c.

Raschid.

Beilage.

Cirkular Raschid-Pascha's an die Vertreter der Hohen Pforte bei den Grossmächten.

Nr. 5587. Türkei. 13. Febr. 1876.

Vous n'ignorez pas que son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie s'était entendu avec les Grandes Puissances pour conseiller à titre amical à la Sublime Porte certaines réformes à appliquer en Bosnie et en Herzégovine, en vue d'amener, un moment plus tôt, la pacification de nos districts insurgés. | Il y a quelques jours M. le Comte Zichy, M. le Baron de Werther et M. le Général Ignatiew, Ambassadeurs des trois Cours du Nord, m'ont communiqué verbalement le contenu d'une dépêche de M. le Comte Andrassy adressée le 30 Décembre dernier aux Représentants d'Autriche-Hongrie à Paris, à Londres et à Rome. || De leur côté MM. les Représentants de France, d'Angleterre et d'Italie m'ont prévenu de l'adhésion de leurs Gouvernements aux idées suggérées par le Cabinet Austro-Hongrois. Ma dépêche télégraphique du 1er de ce mois a porté ce qui précède à votre connaissance. || En présence de la forme officieuse et amicale dans laquelle, comme je viens de le dire, cette communication nous a été faite, et comme aussi la même dépêche qui nous a été lue n'est pas directement à notre adresse, je crois tout-à-fait inutile d'entrer dans l'analyse de la teneur de ce document, et d'y relever certains points qui se prêtent à la discussion. | La Sublime Porte s'est donc bornée à s'occuper des cinq points qui résument les propositions du Comte, et les a examinés avec soin. Elle est convaincue de la ferme et sincère intention des Grandes Puissances de concourir d'une manière efficace à la prompte pacification des districts insurgés, et en conséquence, elle est heureuse de prendre acte de leurs dispositions bienveillantes. Elle n'a jamais enfin douté de la franchise et de la loyauté de leurs intentions à notre égard d'autant plus qu'elle même a tenu à coeur de ramener ces intéressantes populations égarées afin de les faire profiter à l'instar des autres provinces de l'Empire des bienfaits octroyés par le Firman du 12 Décembre dernier. || Soucieux du bien-être de ses sujets sans distinction et voulant de sa haute et généreuse initiative étendre sur les districts révoltés aussi bien les faveurs déjà accordées que les mesures loyalement suggérées par le Comte Andrassy, mesures qu'il considère comme rentrant dans ses droits souverains et comme des améliorations complémentaires de celles déjà édictées par son récent et auguste rescrit, Sa Majesté Impériale le Sultan s'est plu à ordonner par un Iradé en date du 15 Mouharrem 1293 l'application des points suivants qui découlent des principes adoptés par la Sublime Porte et qui devront rentrer en pleine vigueur dans toutes les parties sans exception de la Bosnie et de l'Herzégovine. || Ces compléments de réformes se résument ainsi qu'il suit:

1. Liberté religieuse pleine et entière.

Nr. 5587.
Turkei.
13. Febr. 1876.

2. Abolition du système des fermages.

3. Amélioration de la situation agraire des paysans cultivateurs.

4. Institution d'une commission locale composée en nombre égal de Musulmans et de non-Musulmans pour surveiller l'exécution en général de toutes les réformes décrétées.

Quant au point du projet de M. le Comte Andrassy qui concerne l'emploi des impôts directs pour les besoins de la province même, la Sublime Porte peut observer que cette disposition ne saurait se conformer au système général de notre Administration financière. || Toutefois Sa Majesté Impériale le Sultan, dans ses sentiments de clémence et de haute sollicitude pour les contrées dévastées par l'insurrection, a voulu que leur situation soit prise en considération par son Gouvernement, vient en conséquence de décréter les mesures nécessaires pour affecter une somme qui sera fixée par ordre de Sa Majesté après avoir entendu les voeux des Conseils Administratifs basés sur les besoins des localités. Cette somme formera un supplément au revenu déjà alloué en Bosnie et en Herzégovine pour les besoins d'utilité publique. L'emploi des fonds destinés à ce dernier chapitre devra être minutieusement controlé par les Conseils provinciaux institués aux termes du Firman du 12 Décembre dernier. || Votre Excellence s'en tiendra essentiellement à cet ordre d'idées de la Sublime Porte, qui ne nous semble pas offrir une différence sensible entre la question concernant le fond et celle relative à la forme des propositions de M. le Comte Andrassy. || Je termine cette dépêche en déclarant, d'ordre de Sa Majesté notre auguste Maître, que le Gouvernement Impérial est fermement résolu à mettre dans toute leur intégrité à exécution ces réformes et à tenir la main à ce qu'aucune atteinte n'y soit portée. || Je vous prie, M. l'Ambassadeur, de donner lecture de ma présente dépêche à son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères et de lui en laisser copie. || Veuillez, &c.

Raschid.

Nr. 5588.

TÜRKEI. — Manifest der Insurgenten in der Suttorina.

[Nach dem Wiener Tageblatt.]

Hauptquartier in der Suttorina, 26. Februar 1876.

Nr. 5588.
Türkei.
26. Febr. 1876.

Von anderer Seite hören wir von Reformprojekten, welche die europäischen Cabinette verfassten, auf dass die unterdrückten Christen der Türkei zur Gleichberechtigung mit den Muselmanen gelangen. Von all' diesen Reformprojekten begreifen wir nichts; für uns sind sie nicht nur unzuverlässig, sondern sogar geradezu unausführbar. Was wir bedürfen, ist wirkliche, unab-

hängige, von den Mächten Europa's zuverlässig garantirte Freiheit. Wenn man uns diese nicht giebt, stösst man uns nur ins Grab. || Wir wiederholen es: Nur die wahre Freiheit kann uns entwaffnen; um uns zu vernichten, bedarf es aber weit mehr Waffen, als jener der Osmanen. || Aber unser Blut schreit um Rache! Helfet, unterstützet uns jetzt oder nie! Oesterreich in seiner Eigenschaft als Nachbarstaat erwies unseren Kindern Wohlthaten sowie unseren Greisen, unseren Frauen. Ewige Dankbarkeit diesem Staate! Das mächtige England öffnet seine Augen und überlässt die Türkei dem Verderben. Es gewährt uns indirecten Beistand. Wir danken ihm dafür! Dank auch den Brüdern in der Wojwodina und in Montenegro. || Serbien raffe sich auf! Wir bitten Montenegro sowie Serbien, offen in den Kampf zu treten! Es ist nicht unsere Sache, uns mit Combinationen der Diplomatie zu beschäftigen. || Unser wahres, heiliges Ziel ist, auch heute noch dem Feinde die Stirn zu bieten zu unserer Vertheidigung und nach allen Seiten auf der Hut zu sein. Wir werden weiterkämpfen, kämpfen und siegen! Wir können uns nicht anders beruhigen, als durch das Glück einer Unabhängigkeit, wie sich deren Montenegro erfreut. Wir betrachten als sicher, hoffen und erwarten vom mächtigen, starken, glorreichen Russland, dass es als Messias der slavo-serbischen Freiheit erscheine. || Jetzt oder nie! || Aber auch von allen anderen europäischen Nationen erbitten wir die Förderung unserer Unabhängigkeit. Unsere von allen Hindernissen befreiten Waffen werden den Türken mit blutigen Lettern die gleichen Reformen dictiren, die sie uns so vielmal schon dictirt haben! || Was Preussen anbelangt, zweifeln wir nicht, dass es unser Freund ist; wir hoffen, es unter den Ersten zu finden, welche unserer Freiheit zu Hilfe kommen. || Noch einmal aber rufen wir die Macht Russlands an. Russland gab uns Geld für Kirchen, Schulen, Messgewänder und Anderes. Während aber unsere Priester die heilige Messe lasen, schändeten die Muselmanen deren Weiber zu Hause. Russland kann nicht taub gegenüber diesen Grausamkeiten sein; es wird für unsere heiligen Rechte, unsere Unabhängigkeit eintreten, auf dass wir nicht ewige Sklaven bleiben! || Wir verlangen entweder wirkliche Unabhängigkeit oder Tod! Wir unterzeichnen diese Erklärung mit unserem Blute und nehmen keinen anderen Vorschlag an.

Im Namen des Heerbannes und der Anführer der Insurgenten in der Suttorina:

Wojwode Lazar Socica, Archimandrit Melentei Perovich, Wojwode Pope Bogdan Zimunich, Luka Petkovich.

Nr. 5589.

TÜRKEI. — Petition der bosnischen Flüchtlinge an den kommandirenden General in Croatien, Baron Mollinari.

[Nach Wiener Blättern.]

Erhabener Herr!

Nr. 5589. Türkei. März 1876.

Von mehreren Seiten drang die Nachricht zu uns, dass die Regierung der gnädigen Majestät des Kaisers und Königs der österreichisch-ungarischen Monarchie, im Einverständnisse mit den Regierungen von Petersburg und Berlin, ein Schreiben dem allmächtigen Padischah geschickt hat, in dem zu Gunsten der Rajah in Bosnien und der Herzegowina einige Rechte und Erleichterungen verlangt werden. Wir haben uns daher das fragliche Schreiben durch unsere Vertrauensmänner anschaffen, vorlesen und erklären lassen, da wir darin ein Heilmittel und Balsam für unsere schweren Leiden zu finden glaubten. Indessen erfahren wir, dass uns auch von jener Seite Stürme drohen, woher wir sicheren Schutz erwarteten. Die schweren Leiden der bosnisch-herzegowiner Rajah unter der wilden, rauhen und gesetzlosen Herrschaft der Türken und ihrer Agas und Begs sind Jedermann bekannt, und ihrerhalb mussten die armen, sich selbst überlassenen Rajah, um dem verzweiflungsvollen Kummer zu entgehen, gegen den wüthenden Bedrücker die Waffen ergreifen. Wir verstehen nicht, warum das genannte Schreiben so und nicht anders lauten musste. Indem wir aber dasselbe betrachten, wie es ist, kommen wir zur Einsicht, dass die Leiden und Schmerzen der armen Rajah in Bosnien und der Herzegowina weder die Veranlassung zu jenem Schreiben waren, noch dessen Gegenstand sind. Das Schreiben selbst sagt ja, dass es durch den Aufstand hervorgerufen, dass sein Ziel aber die Erhaltung des Lebens und der Kraft des Sultanreiches ist. Aus diesem Grunde strebt das Schreiben bloss die Pacification der insurgirten Provinzen an, aber nicht zum Ruhme und zur Ehre des Kreuzes, wie auch nicht, um den auf das Kreuz basirten menschlichen Fortschritt, das Recht und die Freiheit zu sichern. Man hatte nur den Ruhm und die Ehre des Halbmondes sowie die durch ihn bedingte Verfolgung und Sklaverei im Auge. Daher giebt es, o erlauchter Herr, nichts in jenem Schreiben, was der allmächtige Sultan in seinen Hatti-Humajuns und Fermans nicht bereits gewährt hätte, und zwar zum Nutzen der Rajah. Aufzuzählen alle bisherigen Versprechungen und ihren Werth zu erhärten, wäre wohl überflüssig. Es ist ein vergebliches Bemühen, zu vereinen, was durch die Natur unvereinbar erscheint. Und könnten selbst Kreuz und Halbmond sich vertragen, sei es zum Schaden des einen oder des andern, so würden dazu viel Arbeit und Zeit nothwendig sein. Die Erfahrung lehrt uns, dass die Versprechungen des allmächtigen Sultans selbst in Friedenszeiten sich nicht verwirklichen liessen. Am allerwenigsten kann es jetzt geschehen, wo die Leiden und Unbilden auf beiden

Seiten ihren Höhepunkt erreicht haben. Wir benöthigen eine rasche und entschiedene Hilfe von Seiten der Grossmächte; mit einer anderen ist uns nicht gedient. Sind die Mächte nicht in der Lage, eine solche Hilfe uns zu gewähren, so mögen sie uns unserem Schicksale überlassen. Wir sind überzeugt, dass uns kein Schreiben, sei dasselbe an wen immer gerichtet, welches nicht mit Schwert und Blut geschrieben ist, helfen kann. Wir bedauern auch tief, dass die Absender jenes Schreibens unsere freie Bewegung verhindern wollen. Man sagt, die Mächte mussten die Ehre und Unabhängigkeit des Sultans schützen; wir glauben, die Mächte hätten auch die Ehre und den freien Willen jener Staaten beschützen sollen, welche uns zu Hilfe kommen wollten und sollten. Dem ist aber nicht so. Während die Unabhängigkeit des Sultans geschützt wird, werden die christlichen Völker in Bosnien und der Herzegowina in die schwersten Ketten geschlagen sowie auch die Staaten, welche mit mehr Recht „Staaten“ heissen, als der Stambuler Staat. Erhabener Herr! Aus dem nach Konstantinopel geschickten Briefe, selbst wenn ihn der Sultan angenommen, ersehen wir, woran wir sind. Die Türken in Bosnien und der Herzegowina lachen nach wie vor über solche Briefe, sagend: „Niemals kann das Kreuz dem Koran gleichgestellt werden; die Giaurs können nie mit den Nachfolgern des Propheten gleichberechtigt sein.“ Erhabener Herr! Du warst gnädiglich uns gegenüber, übergieb dem Kaiser und Könige von uns unsern wärmsten Dank für den uns gewährten Schutz und Hilfe; gleichzeitig bitte aber auch den Kaiser, Allerhöchstderselbe möge auch in Zukunft unseren Familien Schutz und Hilfe nicht versagen. Wir, die wir bald nach der Heimath werden zurückkehren müssen, um dort entweder die Freiheit oder das Grab zu finden, bitten Dich, Du mögest uns die Waffen zurückerstatten lassen, die wir beim Uebertritt auf diese Seite den Behörden abliefern mussten. Denn in den Waffen liegt, wenn nicht die Rettung, doch die Gewähr, dass wir nicht ungerächt sterben werden. Wir verbleiben in der festen Zuversicht, dass diese unsere traurige Bitte von Dir gnädiglich werde aufgenommen und Seiner Majestät dem Kaiser und König je eher zugestellt werden.

Im Namen der bosnischen Flüchtlinge: Vasso Vidovits, Ilia Bilbija, Jovo Bilbija, Spassoje Babits, Cimo Stefanovits, Bozo Ljuboja, Stojan Butschenovits, Risto Dukits, Pane Nikolits, Mitza Surlan, Milosch Rodits, Marko Pengerits, Pope St. Popovits, Pope Tesets Petkovits, M. Smitran, Simo Somber, Pope Ignatje Popovits, Gjuro Marjanovits, Bozo Davidovits, Dragoje Bralits, Zwojo Motaul, Gjuro Lendits.

Nr. 5590.

OESTERREICH-UNGARN. — Ansprache des Generals Rodich, kommandirenden Generals in Dalmatien, an die Insurgenten-Skuptschina der Herzegowina.

[Nach dem Wiener Tageblatt.]

Nr. 5590. Oesterreich-Ungarn. 6. April 1876.

Auf Vorschlag meines allergnädigsten Kaisers und Königs und in Folge Einschreitens aller Grossmächte hat Euch der Sultan folgende Reformen bewilligt: 1) Vollkommene Gleichberechtigung aller Confessionen. 2) Aufhebung des Systems der Steuerverpachtung. 3) Verwendung eines entsprechenden Theiles der Provinzial-Einkünfte zu Gunsten der Provinzen. 4) Eine zur Hälfte aus Christen, zur Hälfte aus Mohammedanern zusammengesetzte Kommission, welche darüber zu wachen hat, dass die Reformen genau durchgeführt werden. 5) Existenz-Verbesserung der Bauern. || Weiter hat mein allergnädigster Kaiser und König für Euch erwirkt: 1) Vollständige Amnestie. 2) Sicherstellung der Flüchtlinge vor Rache und Gewaltthaten der Mohammedaner. 3) Hilfe beim Aufbau der Häuser und Kirchen, dann Saatgetreide. 4) Erlass des Zehnten auf ein Jahr, aller übrigen Abgaben auf zwei Jahre. Bis heutigen Tages hat die Pforte nie zugestanden, dass die Ausführung der Versprechungen, welche sie dem Volke gegeben, durch Jemanden ausgeführt oder auch nur überwacht werde; aber jetzt wird sie von allen Grossmächten und insbesondere von Eurem Nachbar, Oesterreich-Ungarn, angehalten, dass alles, was Euch an Reformen versprochen, von der Pforte auch in Ausführung gebracht werde. Nicht darnach, was die Türkei wünscht oder nicht wünscht, werden Euch Reformen gegeben werden, sondern sie muss alles dasjenige ins Leben rufen, was in den Reformforderungen der Grossmächte enthalten ist, was Euch durch meinen allergnädigsten Kaiser und König erwirkt wurde. || Der Inhalt dieser Reformen und Erleichterungen ist für Euch im Grossen und Ganzen so ernst und wichtig, dass Ihr dies in diesem Augenblicke gar nicht zu schätzen vermöget. || Was Euch Euere Tapferkeit erworben hat, wird die Geschichte Eueres Landes mit Ruhm verzeichnen; aber Ihr dürft nicht übersehen, dass Ihr alle diese Vortheile, welche Euch heute zu Theil werden, durch den gewichtigen Einfluss aller Grossmächte, insbesondere meines allergnädigsten Kaisers und Königs, erworben habt. || Nur dann, wenn Ihr in Euere Heimath in Frieden zurückkehrt, werden die Grossmächte im Stande sein, die türkische Regierung anzuhalten, dass unter ihrer Verantwortung alles Versprochene erfüllt und ins Leben gerufen werde. Wenn Ihr aber den Rath der Grossmächte und insbesondere jenen Oesterreich-Ungarns nicht befolgt, so würdet Ihr dadurch nur jenen Parteien in die Hände arbeiten, welche der Ausführung der Reformen durchaus entgegen sind wie die Mohammedaner Bosniens und der Herzegowina, oder welche Fanatiker sind und Fliegen in der Luft schiessen und Luftschlösser

Nr. 5590. Oesterreich-Ungarn. 6. April 1876.

bauen und Euch nur zu Euerem Unglück verleiten würden. || In diesem Falle, d. h. wenn Ihr nicht folgt, geht Ihr blind in Euer Elend, weil alle Grossmächte die Hand von Euch zurückziehen würden. || Darum rathe ich Euch, Eueres Vortheils bewusst zu sein und auf Verlangen der türkischen Commissare zu Euerem Herde zurückzukehren, in der festen Ueberzeugung, dass die von den Grossmächten angestellten Personen auf die genaue Durchführung der Reformen achten und dringen werden. Im entgegengesetzten Falle würdet Ihr jede Hoffnung auf eine bessere Zukunft einbüssen; Ihr würdet auch die Vortheile der Amnestie von Seiten der Türkei einbüssen; Euer Hab und Gut würde verkauft und an diejenigen ausgetheilt werden, welche von der Gnade des Sultans Gebrauch machen und zum Gehorsam zurückkehren. || Meines allergnädigsten Kaisers und Königs Absichten, dies glaubt mir, sind aufrichtig; deshalb räth er Euch durch mich, dass Ihr den Fanatikern, welche Euch zum Bösen verführen, nicht folgt, wofür er Euch grosse Hülfe verspricht. || Der Aufstand bedroht den allgemeinen Frieden; darum sind die Grossmächte einig geworden, Euch jede gegenwärtige und zukünftige Unterstützung von aussen unmöglich zu machen. || Ihr sollt wissen, dass auch Serbien wie Montenegro gegen den Willen der Grossmächte Euch irgendwelche Hülfe weder gewähren dürfen noch können. || Diese meine Rede sei für Euch Freundesrath, damit Ihr nicht dasjenige verliert, was Ihr mit so viel Aufopferungen und Blutvergiessen errungen habt, nämlich die Möglichkeit und Berechtigung meines allergnädigsten Kaisers und Königs, für Euch auch für die Zukunft nützlich weiter zu arbeiten. || Es bleibt Euerem Willen anheimgestellt, diesen Rath anzunehmen oder nicht. Oesterreich-Ungarn wird zwar, wie dies bisher der Fall war, auch in Zukunft niemals Euer Feind sein; aber wir müssen mit aller Strenge dafür Sorge tragen, dass unsere Grenzen unbehelligt bleiben und der Friede nicht gestört werde. || Dies lege ich Euch ans Herz; je nachdem Ihr wählet, wird sich Euer Schicksal gestalten. Seid dessen eingedenk! S'Bogom.

Nr. 5591.

TÜRKEI. — Memorandum der herzegowinischen Insurgenten-Skuptschina an General Rodich.

[Nach dem Wiener Tageblatt.]

Nr. 5591. Türkei. 7. April 1876.

Ew. Excellenz!

Niemand kann gerechter beurtheilen, noch mit mehr Dankbarkeit aufnehmen Oesterreichs edelmüthiges Bestreben zur Wiederaufrichtung des Wohlstandes für das christliche Volk der Türkei, welches bisher so viel gelitten,

Nr. 5591. Türkei. 7. April 1876.

als eben wir Aufständische selbst, welche ja zum Aufstande angetrieben wurden durch geradezu unerträgliche Zustände. || Die kaiserliche Regierung möge für gewiss überzeugt sein, dass das herzegowinisch-christliche Volk erfüllt ist von der innigsten Dankbarkeit für alle ihre Bemühungen zu unserem Wohle, und eben weil wir den Ruf und die Rathschläge Oesterreichs würdigen, sind wir so frei, Ew. Excellenz, als dem freundschaftlichen Vermittler zwischen der kaiserlichen Regierung und uns, offen darzulegen, was uns am Herzen liegt und was wir ersehnen, da wir doch denken und glauben, dass es keinen Menschen in der Welt giebt, der daran denken könnte, dass wir zurückzukehren vermöchten unter die türkische Herrschaft und in einen Zustand, in dem wir bisher schmachteten, dass es gewiss keinen Menschen giebt, welcher jetzt noch rathen könnte, zu unserem Herde zurückzukehren, wenngleich derselbe allenthalben niedergebrannt und zerstört ist, und gäbe es auch Jemanden, der einen Augenblick daran denken könnte, dass wir trotz unseres grossen Elends bedingungslos zurückkehren würden in unsere unglückselige Heimath, so dürfen wir am wenigsten annehmen, dass es das hochherzige und wohlgeneigte Oesterreich sei, welches sich einer gerechten und unserer würdigen Zukunft so eifrig annimmt, was es mit seinem Reformprojekte auch bewiesen hat. || Und in dieser Ueberzeugung erklären wir, dass wir die Reformen annehmen, welche die hohe kaiserliche Regierung vorgeschlagen hat, und welche, wenn sie völlig verwirklicht würden, uns neuerdings in türkische Unterthänigkeit zurückkehren machen würden. || Allein, obzwar die Türkei diese Reformen durchzuführen verspricht und sagt, dass die Mächte auch dafür garantiren, können wir keinesfalls glauben, dass die Türken sie verwirklichen wollen und können, und Niemand überhaupt kann es, der ein Freund unseres Märtyrer-Volkes ist. || Es kann uns daher nicht verübelt werden, wenn wir thatsächliche Gerantien suchen für unsere Sicherheit und Besserung unserer Zustände, und diese Garantien wollen wir in Kürze Ew. Excellenz vortragen. Wir fordern:

1. Dass das herzegowinisch-christliche Volk wenigstens ein Dritttheil des Bodens zu eigen bekommt, nicht allein weil derselbe gegen Recht und Gesetz mit Gewalt in Besitz und Nutzniessung der Türken ist, sondern auch darum, weil ohne so viel Eigenbesitz das herzegowinisch-christliche Volk ausser Stande ist zu leben und es darum vorzieht, lieber zu Grunde zu gehen, als zu einem Dasein zurückzukehren, in welchem kein Leben möglich ist.

2. Dass die Türkei für immer aus der Herzegowina ihre Armee entfernt und nur soviel im Lande belässt, als zu Garnisonen vonnöthen ist, und dies nur in folgenden Orten: Mostar, Stolac, Trebinje, Niksic, Plevlje, Foca.

3. Dass die Türkei aufbaue allen christlichen Familien die eingeäscherten Häuser und Kirchen und ihnen wenigstens für ein Jahr Lebensmittel gebe, ihnen die Geräthe für Landbau beschaffe, und dass die christlichen Familien gar keine Abgaben zahlen drei Jahre hindurch, vom Tage der Rückkehr an gezählt.

4. Dass das herzegowinisch-christliche Volk die Waffen nicht niederlege,

solange dieselben nicht zuerst alle Mohammedaner abgelegt haben und die versprochenen Reformen nicht vollends durchgeführt sind.

5. Dass, falls das ganze herzegowinisch-christliche Volk zurückkehrt, seine Führer mit den Behörden verhandeln über die Ausführung der Reformen, und dass sie insgesammt eine Constitution („uprava“) schaffen, welche entsprechend wäre dem Sinne des Reformprojektes Sr. Excellenz des Grafen Andrassy. Es versteht sich von selbst, dass wir fordern müssen, dass diese Reformen allsogleich eingeführt werden, auch in jenen Geschlechtern („plemena“, Familien-Gemeinden) ganz Bosniens und der Herzegowina, welche noch nicht aufständisch sind, weil damit eine Garantie gegeben wäre, zunächst uns, sodann aber auch der türkischen Regierung selbst, dass bei ihnen kein Zustand entstehe, wie er jetzt bei uns herrscht.

6. Nachdem die Aufständischen sich nicht verlassen können auf die leeren Versprechungen der Pforte, welche dieselben bisher noch nie erfüllt hat; nachdem die Pforte kaum im Stande ist, ihre eigene Armee zu ernähren, und die Aufständischen fürchten, dass das Geld, welches die Pforte bestimmen würde für das herzegowinisch-christliche Volk, in die Hände der türkischen Beamten fiele, in Folge dessen es dasselbe nicht nur niemals in die Hände bekäme, sondern auch Hungers sterben könnte, und nachdem die Aufständischen wissen, dass es ihnen nichts nützen würde, wenn sie auch bei den Grossmächten protestirten, so fordern wir im Namen des Volkes, dass die Gebahrung mit diesem Gelde unter die unmittelbare Aufsicht einer europäischen Commission gestellt werde, dass diese Commission das ganze Geld empfange zum Wiederaufbau der Kirchen und Häuser sowie zur Anschaffung der Hausgeräthe, und dass sie vor der Rückkehr der geflüchteten Familien einige Hauptmagazine mit allem Nothwendigen errichte.

7. Zuletzt fordern wir, dass in den sechs Garnisonsorten die Regierungen Oesterreichs und Russlands je einen Agenten bestellen, welcher zu wachen hätte, dass die Reformen vollkommen ausgeführt werden.

Dies sind unsere Forderungen. || Ew. Excellenz werden einsehen, wir sind dessen überzeugt, dass wir nicht zu viel begehrt haben und dass wir weniger nicht fordern können zu unserer Sicherheit und zu unserem einigermaassen besseren Leben, worauf wir als Volk ein unumstössliches Recht haben. | Indem wir durch Ew. Excellenz unsere bescheidenen Wünsche der Geneigtheit Oesterreichs empfehlen, verharren wir

Suttorina, 26. März (alten Datums) 1876.

Pop Bogdan Zimonics, Vojvode von Gacsko; Gyorgye Visnics, Komandir von Gacsko; Simo Bacsevics, Vojvode von Banjani; Cetko P. Erakovics, Komandir von Banjani; Vidak Koprivica, Komandir von Banjani; Pop Pero Radovics, Vojvode von Nevesinje; Trifko Buva, Komandir von Nevesinje; Ilia Stefanovics, Komandir von Rudine; Rade Alexics, Kapetan von Rudine; Stojan Babics, Offizier von Rudine; S. Papics, Offizier von Rudine; Gligor Milicsevics, Vojvode von Zavod; Sava Angyelics,

Nr. 5591. Türkei. 7. April 1876.

Kapetan von Zavod; Jovan Zotovics, Offizier von Zavod; Nikola Vujovics, Komandir von Zavod; Miko Malovics, Komandir von Drobnja; Zsivko Sablica, Kapetan von Jecseraca; Bacso G. Micunovics, Komandir von Jecseraca; Nikola S. Nikolics, Offizier; Gyorgye Durutovics, Offizier; Novica Pavics, Offizier; Radvjca G. Jovanovics, Offizier; Trifko Vukalovics, Vojvode von Zubesi; Toma Tomascvics, Komandir von Zubesi; Lucsics, Kapetan von Suttorina; Melentej Perovics, Archimandrit von Duzse Monastir; Dam Jvan Mussics von Popovo-Polje; Lazar Socsica, Vojvode von Piva.

(Beigedruckt das Siegel fast Aller.)

Nr. 5592.

TÜRKEI. — Adresse der bosnischen Insurgentenführer an ihren Agenten, Herrn Wesselitzki.

Nr. 5592. Türkei. April 1876.

Herr Gabriel Bozidarova Wesselitzki! Wir Führer der Insurgenten in Bosnien danken den Grossmächten, dass sie uns ihre liebevolle Aufmerksamkeit gewidmet haben. Einen Beweis hierfür erblicken wir in dem Reformplane des Grafen Andrassy, welchen die Grossmächte acceptirten und bezüglich dessen sie die Pforte bewogen, ihm zuzustimmen. Die herzegowinischen Wojwoden haben uns die Rathschläge mitgetheilt, welche Sie ihnen im Namen des russischen Reichskanzlers überbrachten, und desgleichen die Worte, die Baron Rodich Namens der österreichischen Regierung an sie gerichtet. Aus diesen Mittheilungen, welche auch uns berühren, haben wir die Bedeutung der erwähnten Reformen erfahren. Gleich unseren herzegowinischen Brüdern erkennen wir, dass diese Reformen sich von allen früheren unterscheiden, weil sie auf der Initiative der Grossmächte selbst beruhen, denen daher an deren Verwirklichung gelegen ist, und deren Durchführung sie von der Pforte zu verlangen berechtigt sind. Wir hoffen, dass diese Reformen sammt den Ergänzungen, welche wir weiter unten anführen, unser geschriebenes Recht bilden und uns Leben, Ehre und Besitz besser verbürgen, als die blossen Verheissungen der Pforte, dass sie für Bosnien und die Herzegowina zu einer selbstständigen Regierung führen werden, welche die öffentliche Ordnung und das Wohl der Einwohner sichern und neue Unruhen verhindern wird. Wir sind bereit, an unseren häuslichen Herd zurückzukehren, erlauben uns aber, zu bemerken, dass wir in der Note des Grafen Andrassy bloss Principien, aber keine Mittel zu deren Durchführung finden. Nachdem wir nun wünschen, dass unser Kampf so bald als möglich beendigt werde, unterbreiten wir dem hochgeneigten Ermessen der Grossmächte diese Bedingungen einer raschen und sicheren Paci-

fication: 1) Die Pforte möge ihr Militär aus unserem Lande abberufen und nur 5600 Mann daselbst belassen; 2) die Pforte möge alles Material und alle Mittel zur Wiederherstellung der zerstörten Häuser, Kirchen und Schulen beschaffen und den Einwohnern den Lebensunterhalt so lange liefern, bis diese sich selbst durch eigene Arbeit erhalten können, und die Steuern auf 3 Jahre nachsehen; 3) bezüglich der Vertheilung dieses Materials und dieser Hülfsmittel soll die Ueberwachung einer von den Grossmächten installirten Commission anvertraut werden, welche von der Türkei vollkommen unabhängig ist; 4) die Christen sollen das Recht haben, Waffen zu tragen, wie die Moslim, womit sie sich gegen Angriffe wehren können und damit die bürgerliche Gleichberechtigung zur Wahrheit werde, welche unter allen Unterthanen des ottomanischen Reiches herrschen soll.

Wir ersuchen Sie, diese unsere Wünsche den Grossmächten vorzulegen, und geben Ihnen unsere Vollmacht für drei Monate.

In Bosnien im Monate April 1876.

Die Führer der Insurgenten in Bosnien: Wojwode Golub Leabic, Pop Ilia Bilbija, Pop David Gruber, Igumer Cyrill Anicic, Pop Stevo Popovic, Despota Dispotovic, Pane Rikolic, Stephan Mikolcic, Dimiter Pljakic, Ilia Covic, Pop Jovan Dak, Trivo Amelica, Trifko Bundala, Pero Zivkovic, Ostoja Vojnovic, Pop Dridje, Karan, Marko Denada, Milos Rodic, Misa Curlan, Durod Ilic, Spasoje Kolacevic.

Wir beschliessen hier die Reihenfolge der zunächst auf den Aufstand in der Herzegowina und in Bosnien bezüglichen Actenstücke und lassen die Documente über die weiteren Vorgänge in der Türkei weiter unten folgen unter der Gesammtrubrik: Türkische Krisis.

Die Redaction.

Nachträge.

Nr. 5593.

PREUSSEN. — Min. d. Ausw. (Graf Bismarck) an den königl. Gesandten in Wien (Freiherr v. Werther). — Verständigung mit Oesterreich*).

(Vertraulich.) Berlin, den 14. April 1867.

Nr. 5593. Preussen. 14. April 1867.

Der Graf Tauffkirchen hat mir, legitimirt durch ein Schreiben des Fürsten Hohenlohe an mich, in dessen Auftrage mit Genehmigung des Königs von Bayern erklärt, dass die bayerische Regierung wünsche, eine wechselseitige Anlehnung zwischen Deutschland und Oesterreich zum Zweck der Rückendeckung gegen Frankreich hergestellt zu sehen. Ich habe ihm darauf im Wesentlichen Folgendes erwiedert: es sei seit der Wiederherstellung des Friedens stets unser Wunsch gewesen, das freundschaftliche Verhältniss mit Oesterreich zu gewinnen, welches den beiderseitigen Interessen und der beiderseitigen Vergangenheit entspreche. Zu den allgemeinen Gründen dieser unserer Disposition habe sich in neuester Zeit das besondere Motiv gesellt, den Frieden zu erhalten. Diesen Zweck würde eine Defensivallianz Oesterreichs mit Preussen und seinen deutschen Verbündeten erreichen, weil einer solchen gegenüber Frankreich einen Angriff auf Deutschland nicht unternehmen würde. || Ich habe die Gelegenheit benutzt, zugleich über die Vortheile zu sprechen, welche wir Oesterreich bieten könnten, und in dieser Beziehung folgende Gedanken geäussert: || Wir könnten Oesterreich dasjenige gewähren, was ihm früher der deutsche Bund gewährt habe, das heisst, innere und äussere Sicherheit, die letztere in zweifellos defensiver Beschränkung, entweder || a. für die ganze österreichische Monarchie auf Zeit, etwa auf ein bis drei Jahre, oder || b. für den deutschen Theil

*) Diese Depesche wurde in der „National-Zeitung" vom 14. Januar 1876 veröffentlicht zur Widerlegung von Enthüllungen der Pariser „Liberté" über den angeblichen Inhalt eines von Preussen im Jahre 1867 Oesterreich angetragenen Bündnissvertrages, durch welchen Oesterreich gegen eine Allianz mit Deutschland der Norden der Türkei angeboten worden wäre. Vgl. über die Mission Tauffkirchen Staatsarchiv Bd. XIV. Nr. 3145. A. d. Red.

durch ein dauerndes Bündniss, ohne bundestägige Verfassung, rein als internationaler Vertrag aufgefasst. || Auch werde sich c. ein zeitweiliges Bündniss vervollständigen lassen durch eine zeitweilige Abmachung über die türkische Angelegenheit. In eine solche Combination würden wir aber auch Russland hineinziehen müssen. Ich sei nicht ohne Hoffnung, dass für einen beschränkten Zeitraum Russlands Zustimmung zu einer Aufrechthaltung des status quo in den türkischen Grenzländern zu gewinnen sei. Sollte sich Russland nicht dazu verstehen, eine solche Zustimmung vertragsmässig zu verlautbaren, so werde es für die Erhaltung des Friedens genügen, wenn Russland, ohne eine Verbindlichkeit einzugehen, ein ihm bekanntes preussisch-österreichisches Engagement stillschweigend billige. Auch bei einer solchen, auf stillschweigende Billigung Russlands berechneten Abmachung müssten unsere Karten für Russland offenliegen. || Der Graf Tauffkirchen nahm diese Aeusserungen anscheinend mit Befriedigung, wenn auch mit einer gewissen Behutsamkeit, auf und liess erkennen, dass er daraus Hoffnung auf das Gelingen seiner Mission in Wien entnehme. Dort die Initiative zu ergreifen, muss ihm überlassen bleiben. Ew. Excellenz wollen aber gef., sobald Ihnen die Gelegenheit dazu geboten wird, die Bemühungen des Grafen Tauffkirchen innerhalb der von mir bezeichneten Combinationen unterstützen und zu dem Zweck einerseits die Geneigtheit Sr. Maj. des Königs, auf den Gedanken des Fürsten Hohenlohe einzugehen, constatiren, andererseits alle und jede Gerüchte über geheime Verträge, die wir mit irgend einer Macht eingegangen wären, auf das Bestimmteste dementiren.

Nr. 5593. Preussen. 14. April 1867.

v. Bismarck.

Nr. 5594.

DEUTSCHLAND. — Reichskanzler an den französischen Min. d. Ausw. und Bevollmächtigten in Frankfurt a. M., Mr. Jules Favre*).

Frankfurt a. M., 7. Mai 1871.

Herr Minister! Mit Bezugnahme auf unsere gestrige Unterredung habe ich die Ehre, Ew. Excellenz bemerklich zu machen, dass die heutige Lage Frankreichs sich wesentlich von derjenigen unterscheidet, auf die es im Augenblick der Unterzeichnung der Friedenspräliminarien abgesehen war, und dass die Regierung der Republik nicht in demselben Maasse, wie damals, die Eigen-

Nr. 5594. Deutschland. 7. Mai 1871.

*) Diese Note ist dem Buche Jules Favre's: „Simple récit d'un membre du Gouvernement de la Défense Nationale" entnommen. Bekanntlich wurde am 10. Mai 1871 der Friedensvertrag zu Frankfurt unterzeichnet. S. Staatsarchiv Bd. XX. Nr. 4443.
A. d. Red.

Nr. 5594. Deutschland. 7. Mai 1871.

schaft bewahrt hat, allen ihren Verpflichtungen nachzukommen. Der Pariser Aufstand hat, indem er die Lage änderte, die Zukunft, auf welche wir zählen zu dürfen glaubten, auf's Spiel gesetzt. Seitdem die französische Regierung sich gezwungen sah, Paris den Händen der Insurrection zu überlassen und sich ausserhalb der Bedingungen der Friedenspräliminarien zu stellen, um die Mittel zur Wiederherstellung ihres verkannten Ansehens ausfindig zu machen, liegt uns die Besorgniss nahe, dass ähnliche Vorgänge sich auch dann noch erneuern könnten, falls es der Regierung wirklich gelänge, sich der Hauptstadt wieder zu bemächtigen. Wenn wir uns bis jetzt enthalten haben, Paris anzugreifen, um einer Lage ein Ziel zu setzen, welche in dem Vertrage vom 26. Februar nicht vorhergesehen war und nicht ohne Beeinträchtigung unserer Interessen in sich verlängert werden kann, wenn wir in einen Zusammenzug der französischen Truppen gewilligt haben, der beträchtlich genug ist, um im Falle einer unvermutheten Wendung der Dinge unsere Lage zu verwickeln, so können wir nicht länger diese passive Haltung Zuständen gegenüber beobachten, die gegen die Bedingungen der Friedenspräliminarien verstossen, wofern Frankreich sich nicht dazu versteht, diesen letzteren grössere Kraft zu verleihen, indem es uns für die Zukunft Bürgschaften gewährt, welche die deutschen Interessen gegen allfällige, der Ruhe Frankreichs hinderliche Störungen schützen würden. ‖ Wir würden es vorziehen, diese Bürgschaften in der gewissenhaften Ausführung der bis jetzt geschlossenen Uebereinkünfte zu finden, denen zufolge die französischen Truppen, die ausserhalb Paris stehen, sich auf die Südseite der Loire zurückziehen würden, es sei denn, dass die Regierung in ein Uebereinkommen willigte, kraft dessen die deutschen Truppen nach der Zahlung der ersten halben Milliarde der Kriegsentschädigung und der Bestätigung des endgültigen Friedensvertrages fortfahren würden, die auf dem rechten Seineufer gelegenen Pariser Forts mit dem entsprechenden Theile der neutralen Zone bis zu den Wällen der Stadt sowie die auf dem rechten Ufer gelegenen Thore derselben besetzt zu halten, so dass die in dem Vertrage vom 26. Februar vorgesehene Räumung sich vorläufig auf die Departements Somme, Seine-Inférieure und Eure beschränken, und dass die in Art. 3 der Friedenspräliminarien ausbedungene Räumung in ihrem vollen Umfang erst dann erfolgen würde, wenn die politische Lage Frankreichs hinlänglich befestigt wäre, um die Gewähr zu bieten, dass die französische Regierung im Stande ist und bleiben wird, ihre Verpflichtungen gegen Deutschland zu erfüllen. Es wäre den Interessen Deutschlands zuwider, die Occupation über die Zeit hinaus zu erstrecken, deren Frankreich zur Befestigung seiner Regierung durchaus bedarf; denn die Deutschland aus der Aufrechterhaltung unserer Heere in Frankreich erwachsenden Kosten übersteigen weit alle Summen, die Frankreich dazu beisteuert. Die Interessen unserer beiden Länder gestatten uns nicht, eine Sachlage fortbestehen zu lassen, welche beide in der Ungewissheit erhält, sowohl was die Zukunft ihrer gegenseitigen Beziehungen als die Dauer von Zuständen, die weder Friede noch Krieg sind, betrifft. ‖ Wir werden, um ihnen ein Ziel zu setzen, in unseren

gegenwärtigen Unterredungen darnach trachten, uns über die in dem endgültigen Friedensvertrage zu erledigenden Hauptfragen zu einigen. Wenn uns dies nicht gelänge und wenn die französische Regierung sich weigerte, uns die Bürgschaften zu gewähren, die Ew. Excellenz anzudeuten ich soeben die Ehre hatte, so würde Deutschland sich vor Allem das Recht vorbehalten, seinerseits Schritte gegen die unregelmässigen, augenblicklich in Paris herrschenden Zustände zu thun und auf der strengen Ausführung der Bedingung zu bestehen, welche die französische Regierung dazu anhält, ihre Truppen auf die Südseite der Loire zurückzuziehen. Genehmigen Sie u. s. w.

Nr. 5594. Deutschland. 7. Mai 1871.

v. Bismarck.

Preussische Thronrede.

Nr. 5595.

PREUSSEN. — Thronrede bei Eröffnung des Landtages am 16. Januar 1876, verlesen vom Vice-Präsidenten des Staats-Ministeriums, Finanzminister Camphausen.

Erlauchte, edle und geehrte Herren von beiden Häusern des Landtages!

Nr. 5595. Preussen. 16. Jan. 1876.

Se. Majestät der Kaiser und König haben mir den Auftrag zu ertheilen geruht, den Landtag der Monarchie in Allerhöchst Ihrem Namen zu eröffnen. Die für die Berufung des Landtages maassgebenden Bestimmungen und die unabweislichen Erfordernisse der Reichsgesetzgebung haben auch in diesem Jahre eine gleichzeitige Thätigkeit der Reichs- und der Landes-Vertretung zur Nothwendigkeit gemacht. Die Hingebung und Umsicht des Landtages wird die Wege finden, um auch unter den obwaltenden Schwierigkeiten die Aufgaben der neuen Session von vornherein möglichst zu fördern. || Der auf Handel und Industrie lastende Druck hat zum Bedauern der Staatsregierung auch bei uns noch nicht aufgehört. Bei den gesunden Grundlagen, auf welchen trotz der vorgekommenen Ausschreitungen der vaterländische Gewerbfleiss beruht, darf die Zuversicht gehegt werden, dass es der Arbeitsamkeit und der stets bewährten Thatkraft des preussischen Volkes gelingen werde, auch die Schwierigkeiten der gegenwärtigen Lage in nicht ferner Zeit zu überwinden und Handel und Industrie neuer Blüthe entgegenzuführen. Die Staatseinnahmen für das Jahr 1876 haben zwar nicht so hoch, wie in den letzten Jahren, veranschlagt werden können; aber die Mittel reichen aus, um die Staatsverwaltung in bisheriger Weise zu führen und auf manchen Gebieten die Fonds, welche nament-

lich der Pflege der geistigen Interessen und der Förderung des Wohlstandes dienen, reicher zu dotiren, in allen Zweigen des Staats-Bauwesens aber die vielfachen und grossen Unternehmungen, welche auf Grund der Bewilligungen der letzten Jahre eingeleitet worden sind, in angemessener Weise weiter zu fördern. || Der Entwurf zum Staatshaushalts-Etat wird Ihnen ohne Verzug vorgelegt werden. || Die in der vorigen Session vereinbarten Gesetze, durch welche ein umfassendes System kommunaler Selbstverwaltung und zugleich die Betheiligung der Provinzialvertretung an den Angelegenheiten der allgemeinen Landesverwaltung begründet worden ist, sind inzwischen ins Leben getreten: in fünf Provinzen sind die neuen Provinziallandtage zusammengetreten, und die ersten Anzeichen des in denselben überwiegend zur Geltung gelangenden Geistes befestigen das Vertrauen, dass die neuen Institutionen sich dem Lande zum Segen entwickeln werden. || Ein nothwendiger weiterer Schritt auf der betretenen Bahn ist die bestimmte und klare Regelung der Zuständigkeit der neugeschaffenen staatlichen Behörden auf den verschiedenen Gebieten der allgemeinen Landesverwaltung und in streitigen Verwaltungssachen, sowie die gleichzeitige Feststellung derjenigen Kompetenzen, welche auf die neuen Organe noch weiter zu übertragen sein werden, um eine harmonische Fortentwickelung der inneren Staatsverwaltung zu erzielen. Im Zusammenhange mit der allgemeinen Verwaltungsreform und behufs Einfügung der städtischen Verwaltung in das Gesammtsystem der neugeschaffenen Einrichtungen sind durchgreifende Veränderungen der Städte-Ordnung in denjenigen Provinzen erforderlich, in welchen die neuen Gesetze eingeführt sind. Nachdem die Haupt- und Residenzstadt Berlin auf Grund der neuen Provinzialordnung aus dem Kommunalverbande der Provinz Brandenburg ausgeschieden ist, muss die vorbehaltene Bildung eines besonderen Kommunalverbandes aus der Stadt Berlin und angrenzenden Gebieten unverweilt ins Auge gefasst werden. || Die Gesetzentwürfe behufs Lösung dieser weiteren Aufgaben werden Ihnen voraussichtlich in Kurzem vorgelegt werden können. || Der Entwurf einer Wege-Ordnung soll von Neuem Ihrer Berathung unterbreitet werden. || Um Grundsätze der Agrargesetzgebung, deren segensreiche Wirksamkeit in den älteren Theilen der Monarchie sich in langjähriger Erfahrung erprobt hat, auf die neuen Landestheile zu übertragen, sollen Ihnen mehrere Gesetzvorschläge zugehen. || In den östlichen Provinzen ist das Bedürfniss hervorgetreten, die gesetzlichen Vorschriften über die Gründung von Ansiedelungen und die damit zusammenhängende Vertheilung öffentlicher Abgaben einfacher zu gestalten. Eine Vorlage in dieser Richtung ist vorbereitet. || Die Rechtsverhältnisse der land- und forstwirthschaftlichen Arbeiter entbehren einer ausreichenden gesetzlichen Regelung. Um diese Lücke der Gesetzgebung in dem Umfange auszufüllen, als sich thatsächliche Uebelstände geltend gemacht haben, wird eine Gesetzvorlage an Sie gelangen, welche sich innerhalb der Grundsätze der verwandten Reichsgesetzgebung bewegt. || In Vervollständigung der Gesetzgebung zum Schutze des Waldes soll die Pflege der im Besitze von Gemeinden und öffentlichen Anstalten befindlichen Wal-

dungen durch neue Vorschriften sichergestellt werden. Durch die Berathungen der von Sr. Majestät dem Könige als höchstem Träger des evangelischen Kirchen-Regiments berufenen ausserordentlichen General-Synode hat die evangelische Kirche der acht älteren Provinzen der Monarchie einen bedeutsamen Schritt zur Begründung ihrer selbstständigen Verfassung zurückgelegt. || Die General-Synodalordnung bedarf aber ebenso wie die Synodalordnung vom Jahre 1873 für eine Reihe von Bestimmungen der landesgesetzlichen Sanktion. Eine hierauf bezügliche Vorlage wird Ihnen baldigst zugehen. Sie wird zugleich die nothwendigen Aufsichtsrechte des Staates über die evangelische Landeskirche regeln. || Die Regierung Sr. Majestät hegt das feste Vertrauen zu den beiden Häusern des Landtages, dass sie an ihrem Theile bereitwillig dazu mitwirken werden, der evangelischen Kirche Preussens nach langem Ringen die selbstständige und feste Organisation zu sichern, deren sie zur vollständigen Erfüllung ihrer hohen Aufgaben bedarf. || Eine Feststellung des staatlichen Aufsichtsrechtes ist auch hinsichts der Vermögensverwaltung in den katholischen Diözesen erforderlich, soweit das Gesetz über die Vermögensverwaltung in den katholischen Kirchengemeinden darüber nicht bereits bestimmt. Die Vorarbeiten für einen diesem Zweck entsprechenden Gesetzentwurf sind dem Abschlusse nahe. || Meine Herren! Wir stehen voraussichtlich vor der letzten Session einer Legislaturperiode, welche — Dank dem vertrauensvollen Zusammenwirken der beiden Häuser des Landtages mit der Regierung Sr. Majestät — schon seither bedeutende Erfolge gesetzgeberischer Arbeit aufzuweisen hat. Möge diese letzte Session weitere Ergebnisse desselben übereinstimmenden Strebens für die Wohlfahrt des Landes und die gedeihliche Entwickelung seiner Institutionen zur Reife bringen!

Nr. 5595. Preussen. 16. Jan. 1876.

Deutsche Reichs-Eisenbahn-Frage.

Nr. 5596.

BAYERN. — Aus der Sitzung der Kammer der Abgeordneten vom 25. Februar 1876. — Beantwortung der Interpellation des Abg. Freytag über die Reichs-Eisenbahn-Frage durch den Min. d. Ausw. v. Pfretzschner.

Indem ich die Ehre habe, die in der Sitzung vom 23. l. M. verlesene Interpellation des Hrn. Abg. Freytag*), betreffend das Project der Erwerbung der

Nr. 5596. Bayern. 25. Febr. 1876.

*) Die Interpellation lautete: „Ist das Staats-Ministerium entschlossen, gegen die Erwerbung sämmtlicher deutschen oder einzelner Eisenbahnen durch das Reich sich entschieden verneinend zu verhalten und den mit Reservatrechten nicht gedeckten Bundesstaaten in ihren Bestrebungen gegen diesen neuen Versuch auf der Bahn zum Unitarismus beizustehen?“

Nr. 5596. Bayern. 25. Febr. 1876.

deutschen Eisenbahnen durch das Reich, zu beantworten, gestatte ich mir, vorauszuschicken, dass man es wohl nicht als die Aufgabe dieser Interpellations-Beantwortung wird betrachten wollen, in die Erörterung der von dem Hrn. Interpellanten vorangestellten und keineswegs einredefreien Bemerkungen über die den Bundesstaaten durch das Reich entzogenen oder aus den Händen entwundenen Rechte hier einzugehen. Ich erachte es vielmehr für geboten, dass die gegenwärtige Erwiederung sich ausschliessend an die Sache selbst halte, und ich erlaube mir, in dieser Beziehung Folgendes zu bemerken: Die königl. Regierung hat, seitdem das s. g. Reichs-Eisenbahn-Project in die Oeffentlichkeit hervorzutreten begann, überzeugt von der hohen Bedeutung und Tragweite des Gegenstandes, demselben ihre vollste Aufmerksamkeit zugewendet. Bei den unklaren und wechselnden Umrissen, in welchen der Plan auftrat, musste vor Allem Werth darauf gelegt werden, soweit möglich Fühlung mit der leitenden Stelle in Berlin zu gewinnen. Die königl. Regierung hat daher schon vor längerer Zeit unter Betonung des Reservatstandpunktes, welcher die bayerischen Eisenbahnen unter allen Umständen davor sichert, in die Combination einbezogen zu werden, sich mit einer Anfrage nach Berlin gewendet und die Erlangung grundhaltiger Aufschlüsse über die Absichten der Reichsgewalt als wünschenswerth bezeichnet. Aus den Mittheilungen, welche in Erwiederung dieser Anfrage von Berlin eingetroffen sind und in welchen das bayerische Eisenbahnreservat in seiner Bedeutung für die vorliegende Frage ausdrücklich und bereitwillig anerkannt worden ist, geht hervor, dass die Sache zur Zeit sich noch in einem nach keiner Seite abgeschlossenen Stadium befindet. Es hat der Umstand, dass die königl. preussische Regierung, veranlasst durch mehrfache aus dem ausgedehnten Bestande von Privatbahnen hervorgegangene Uebelstände, sich schon seit geraumer Zeit mit der Frage einer etwaigen Erwerbung der preussischen Privatbahnen beschäftigte, in der weiteren Prüfung der Angelegenheit zu der Erwägung Veranlassung gegeben, ob es sich nicht empfehlen würde, die Durchführung einer solchen Maassnahme für das ganze Reichsgebiet und zu Gunsten des Reiches in Aussicht zu nehmen. Welcher Weg für die Realisirung der Sache sich weiterhin in den Vordergrund stellen wird, lässt sich augenblicklich nicht übersehen. Bewendet es bei dem Gedanken einer Erwerbung der preussischen Privatbahnen durch den preussischen Staat, so handelt es sich um eine interne Angelegenheit Preussens, auf deren Entscheidung eine Einflussnahme nicht in Anspruch genommen werden kann. Würde dagegen in engerem oder weiterem Rahmen ein Eisenbahnerwerb durch das Reich zur Anregung gebracht werden, so würde die Zustimmung der nach der Reichsverfassung hierzu berufenen Factoren erforderlich sein. Für den Standpunkt der königl. Regierung in der Sache ist zunächst das Reservatrecht maassgebend, welches jede unmittelbare Berührung der bayerischen Bahnen durch das schwebende Project von vornherein ausschliesst. Dabei hat sich jedoch die königl. Regierung mit Rücksicht auf die Stellung, welche Bayern als Bundesglied und abgesehen vom Reservatstandpunkte einnimmt, die weit-

greifenden Bedenken nicht verhehlen können, welche das Project, insoweit bei demselben ein Eisenbahnerwerb durch das Reich in Frage kommt, für die Gesammtheit der verbündeten Staaten haben müsste. Sie hat sich der Besorgniss nicht zu erwehren vermocht, dass auf diesem Wege die Möglichkeit geschaffen werden könnte zu einer fühlbaren Veränderung derjenigen Grundlagen, auf welchen die gegenseitige Stellung der Gesammtheit des Reiches und seiner Glieder beruht. Von dieser allgemeinen Erwägung ausgehend, hat die königl. Regierung nicht unterlassen, in der bundesfreundlichen Form, welche die beiderseitigen guten Beziehungen ermöglichen und vorzeichnen, auf gesandtschaftlichem Wege ihre ernsten Bedenken in ausführlicher Darlegung zum Ausdrucke zu bringen und hiermit denjenigen Weg zu betreten, der sich als der nächstliegende darzubieten schien. — Ein Eingehen in die Details der Frage ist in der gegenwärtigen unentwickelten Phase derselben nicht thunlich. Ich glaube aber, es dürften schon die vorgetragenen Bemerkungen genügen, um nachzuweisen, dass die Annahme der Interpellation, als habe die königl. Regierung in dieser hochwichtigen Sache noch garnicht Stellung genommen und als bedürfe sie einer Aufmahnung für ihre pflichtmässige Thätigkeit in derselben, eine durchaus grundlose ist. Die königl. Regierung erkennt ihre Aufgabe für die weitere Entwickelung der Sache als eine doppelte. Sie wird für die bayerischen Bahnen den Reservatstandpunkt wahren und denkt nicht an eine Abtretung derselben an das Reich. Sie wird auch der Centralisirung ausserbayerischer Bahnen in der Hand des Reiches auf den durch die Reichsverfassung zu Gebote stehenden Wegen entgegenwirken.

Nr. 5596. Bayern. 25. Febr. 1876.

Nr. 5597.

SACHSEN. — Aus der Sitzung der II. Kammer vom 3. März 1876. — Berathung der Reichs-Eisenbahn-Frage.

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

Gegenstand der Tagesordnung ist die Schlussberathung des Berichts der Finanzdeputation über mehrere königliche Decrete, Eisenbahnen betreffend.

Der Bericht der Deputation lässt sich zunächst über die Frage der Erwerbung der deutschen, bez. preussischen Eisenbahnen für das Reich folgendermaassen aus:

Wenn man der Deputation einen Vorwurf daraus machen wollte, dass sie in Nachstehendem eine Angelegenheit bespricht, welche einen offiziellen Boden zur Zeit allerdings noch nicht besitzt, sondern eben auf Gerüchten beruht, so sei ihr gestattet, zunächst hier darzulegen, aus welchen Gründen sie sich dennoch für berechtigt erachtete, die brennende Frage des Ankaufs sämmtlicher oder wenigstens eines Theiles der deutschen Eisenbahnen für das Reich

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

zum Gegenstande ihres Meinungsaustausches zu machen und das Resultat desselben in dem gegenwärtigen Berichte zur Kenntniss der Kammer zu bringen. | Das Gerücht hat an Bedeutung gewonnen durch den Zeitpunkt, in welchem es zuerst auftauchte. Man wird sich erinnern, dass infolge verschiedener Beschlüsse des Reichstages von Seiten des Reichskanzleramtes schon mehrere Entwürfe zu einem „Reichseisenbahngesetz“ erlassen worden sind. Ueber einen solchen Entwurf fanden im Juni vorigen Jahres zu Berlin informatorische Berathungen statt, welche jedoch zu dem gewünschten Ziele nicht führten. Denn jenes, im Entwurfe den Bundesregierungen vorgelegte Gesetz enthielt eine vollständige und tiefeingreifende Abänderung der Reichsverfassung insofern, als es dem Reiche die gesammte — noch dazu unmittelbare — Aufsicht über das Eisenbahnwesen übertrug und den Landesregierungen nur ausnahmsweise einige einzelne, meist an sich bedeutungslose Befugnisse beliess. Es würden dieselben daher sehr bald von allem Einflusse auf das Eisenbahnwesen vollständig ausgeschlossen und dieses dagegen in seinem ganzen Umfange dem Reichseisenbahnamte untergeben worden sein. || In eine derartige Beschränkung ihrer verfassungsmässigen Rechte konnten daher namentlich die Regierungen derjenigen Staaten nicht willigen, welche ein ausgebreitetes und in sich abgerundetes Eisenbahnnetz besassen, und ist es daher nur dankend anzuerkennen, dass neben den Regierungen anderer deutschen Bundesstaaten auch die königlich sächsische sich bestimmt ablehnend zu jenem Gesetzentwurfe verhielt. || Nicht lange, nachdem dieser Entwurf seinem Schicksale verfallen war, tauchte das Gerücht der Erwerbung aller deutschen Eisenbahnen durch das Reich auf, und es war diesem Gerüchte um so mehr und höhere Bedeutung beizumessen, als durch Verwirklichung des Projects, die Verwandlung aller deutschen Bahnen in Reichseisenbahnen, das Ziel, welches jener Gesetzentwurf verfolgte, nämlich: „das gesammte Eisenbahnwesen Deutschlands zu einem einheitlichen zu gestalten und unter die unmittelbare und ausschliessliche Aufsicht des Reiches zu stellen“, nur noch vollständiger erreicht worden wäre. Es dürfte daher der Schluss berechtigt sein, dass der Ursprung jenes Gerüchtes auf diejenigen Kreise zurückzuführen sei, welche die Erfolglosigkeit jenes Entwurfs zu einem Reichseisenbahngesetze zu beklagen hatten. || Daher kam es denn auch, dass dieses Gerücht sich nicht allein auf der Tagesordnung erhielt, sondern vielmehr durch immer neue Nahrung festere, wenn auch etwas veränderte Gestalt gewann, zugleich aber auch die lebhafteste Beunruhigung unter der Bevölkerung der meisten deutschen Bundesstaaten, insbesondere auch der unseres Sachsenlandes, hervorrief. | Der ganz entschiedene Unmuth, mit welchem das Project besonders von den Bevölkerungen derjenigen Bundesstaaten aufgenommen wurde, welche ein mehr entwickeltes Eisenbahnnetz besassen, die allgemeine Abneigung gegen Veräusserung eines Besitzes, auf welchen zum guten Theil die ganze wirthschaftliche Entwickelung einzelner Bundesstaaten basirt ist, und mit dem abermals ein wesentlicher Theil der den einzelnen Staaten vom Reiche gewährleisteten Selbstständigkeit verloren gehen würde, mögen daher Veranlassung

gewesen sein, dass mit Beginn dieses Jahres die Angelegenheit insofern in ein anderes Stadium eintrat, als das Gerücht nicht mehr von einem Ankaufe aller deutschen Bahnen durch das Reich sprach, sondern sich auf Abtretung der königl. preussischen Staats- und der Privatbahnen an dasselbe beschränkte. || Mit Rücksicht hierauf ist offiziösen Blättern die bestimmte Versicherung zu entnehmen, es werde von Seiten der königl. preussischen Staatsregierung dem demnächst in Berlin wieder zusammentretenden Abgeordnetenhause ein Gesetzentwurf vorgelegt werden, betreffend:

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

> „die Ertheilung der Ermächtigung an die königl. preussische Staatsregierung, mit dem Reiche über den Verkauf der preussischen Staatsbahnen an das Reich und Abtretung der königl. preussischen Hoheitsrechte über die Privatbahnen in Verhandlung zu treten.“

Weder diese Mittheilungen noch jene Gerüchte haben übrigens irgend welche offizielle Widerlegung gefunden. || In Erwägung nun, dass eine Erwerbung der preussischen Staatsbahnen seiten des Reiches nur als der erste Schritt zur Ueberleitung auch der übrigen deutschen Eisenbahnen auf dasselbe zu betrachten sein würde, und im Hinblick darauf, dass die Abneigung des wohl bei weitem grössten Theiles der deutschen, namentlich aber auch der sächsischen Bevölkerung gegen eine derartige Centralisation eine ganz entschiedene ist, hielt die Deputation sich nicht nur für berechtigt, sondern sogar für verpflichtet, sich über diese Angelegenheit im Berichte auszulassen. || Als ihre Ansicht hat die Deputation die Ueberzeugung auszusprechen, dass sie eine derartige Centralisation, wie die des gesammten deutschen Eisenbahnwesens, keineswegs für segensreich hält, dass sie eine solche weder im allgemeinen noch im besonderen Interesse des Reiches für nothwendig oder gerechtfertigt erachtet, wohl aber in ihr eine grosse Gefahr für die Selbstständigkeit der einzelnen Bundesstaaten und eine schwere Schädigung der wichtigsten volkswirthschaftlichen und finanziellen Interessen derselben erblicken müsste. || Zur Begründung der Nothwendigkeit der Erwerbung der deutschen Eisenbahnen wird angeführt, das deutsche Eisenbahnwesen leide an so grossen Uebelständen theils rücksichtlich der Leitung desselben auf einzelnen Bahnen, theils hinsichtlich der Tarifsysteme, der Classification der Güter etc., dass unter allen Umständen Abhilfe geschaffen werden müsse, wenn die Nationalwohlfahrt nicht arg geschädigt werden solle. Es erscheine daher als ein zwingendes Bedürfniss des Verkehrs und der allgemeinen Wirthschaftsinteressen, dass die Herstellung eines über ganz Deutschland sich erstreckenden Reichseisenbahnnetzes herbeigeführt werde, eben so einheitlich, wie das z. B. bezüglich des Post- und Telegraphenwesens schon der Fall, und es könne dies nicht einfacher und zweckentsprechender, als durch Ankauf sämmtlicher Bahnen durch das Reich, geschehen. || Von anderer Seite wird die Centralisation des gesammten deutschen Eisenbahnwesens im Interesse der Landesvertheidigung als ein unbedingtes Erforderniss bezeichnet. || Es kann der Deputation nicht beikommen, das Vorhandensein von Uebelständen mannichfacher Art bei dem deutschen Eisenbahnwesen bestreiten zu wollen. Dieselbe

Nr. 5597 Sachsen. 3. März 1876.

erkennt vielmehr gern an, dass aus der Willkür mancher Eisenbahngesellschaften, in Verbindung mit der Tarifunsicherheit, den Differentialfrachten, der Verschiedenheit der Classification der Güter etc. sich nach und nach ein höchst verworrener Knoten von Missständen zusammengeschürzt hat, dessen Lösung im allgemeinen Interesse nicht nur wünschenswerth, sondern in der That dringend geboten ist. Der Ankauf der Bahnen für das Reich kann der Deputation aber nicht als zweckentsprechende Lösung des Knotens erscheinen, sondern vielmehr als ein gewaltsames Durchhauen desselben, welches eine Reichsverfassungsänderung involviren würde, wie sie von solcher Bedeutung für die volkswirthschaftlichen und finanziellen Interessen, ja selbst für die Existenz der Einzelstaaten noch nicht vorgekommen ist. Als der einzige richtige, wenn auch langsamere und mühevollere Weg zu einer Reform des deutschen Eisenbahnwesens erscheint der Deputation nur der, der Verfassung des deutschen Reiches entsprechende Weg der Gesetzgebung, und sie ist der Meinung, dass das Scheitern zweier Entwürfe zu einem Reichseisenbahngesetze noch kein ausreichender Grund sei, um diesen Boden zu verlassen. || Derartige hochwichtige Fragen lassen sich eben binnen wenigen Monaten nicht erledigen und bedürfen jedenfalls der eingehendsten und sorgfältigsten Erwägungen, von denen man bisher noch nichts vernommen hat. || Insbesondere dürfte, ehe man zu einer so tiefeingreifenden Aenderung der Verfassung des deutschen Reiches schreitet, die Frage zu erörtern sein, ob sich die Nothwendigkeit hierzu denn etwa aus den bisher gemachten Erfahrungen bezüglich der Entwickelung des deutschen Eisenbahnwesens nachweisen lasse, und ob die nicht wegzuleugnenden Uebelstände ohne weiteres ihre Erledigung finden würden, wenn sämmtliche Bahnen in den Besitz des Reiches und damit in eine einheitliche Leitung übergingen. || Die Deputation muss diese Frage verneinen, obwohl sie nicht in Abrede stellen kann, dass bei Erbauung von Eisenbahnen auch in Sachsen ein grosser Fehler dadurch gemacht worden ist, dass man von Haus aus nicht einen gewissen einheitlichen Plan hierfür ins Auge gefasst hat. Diesen Fehler soweit möglich zu verbessern, sind indessen Regierung und Landesvertretung schon seit längerer Zeit und mit Erfolg bemüht gewesen. || Von keiner Seite aber hat man bisher zu behaupten gewagt oder nachzuweisen versucht, dass die königl. sächsische oder sonst eine andere der deutschen Regierungen sich zur Leitung des Eisenbahnwesens unfähig oder ungeeignet erwiesen hätte. || Im Gegentheil darf man behaupten, dass, wie in den anderen deutschen Staaten, so auch in Sachsen das Eisenbahnwesen im Allgemeinen musterhaft geordnet ist, und wird dasselbe namentlich bei uns des leicht übersehbaren Umfanges unseres Eisenbahnnetzes wegen zur vollsten Zufriedenheit der Bevölkerung verwaltet. Insbesondere erkennt man im Lande mit Befriedigung an, dass schon seit einer Reihe von Jahren die Staatsregierung und Landesvertretung bezüglich des Eisenbahnbaues nicht den rein finanziellen, sondern im bei weitem überwiegenden Maasse den volkswirthschaftlichen Standpunkt im Auge gehabt haben. Demzufolge ist zwar die Gesammtrente der sächsischen Staatsbahnen nach und nach gesunken, da-

gegen aber zum grossen Vortheil des Landes der Wohlstand ärmerer und entlegener Landestheile wesentlich gefördert worden. | Weiss sich sonach Sachsens Bevölkerung im Besitz eines Eisenbahnnetzes, dessen Entstehung einerseits ganz ausserordentlich zur wirthschaftlichen Entwickelung des Landes beigetragen hat, so ist andererseits neben dieser erfreulichen Thatsache zu constatiren, dass dieser Besitz dem Lande zugleich eine Einnahmequelle erschlossen hat, aus welcher nicht allein das zur Herstellung der Bahnen erforderlich gewesene Anlagecapital angemessen verzinst und allmählich amortisirt wird, sondern welche hierüber auch noch einen Ueberschuss zur Deckung anderweiter Staatsbedürfnisse und Verbesserung der Erträge des Staatsvermögens (z. B. der Forsten) gewährt, hierdurch aber dem Volke mässige Steuern ermöglicht. Jeder Einzelne aus dem Volke legt deshalb auch auf Erhaltung dieses mit grosser Mühe und Sorge geschaffenen Besitzes, in welchem gewissermaassen ein guter Theil seines eigenen enthalten ist, einen hohen und um so grösseren Werth, als man denselben unter staatlicher Verwaltung in bester Pflege weiss. Infolge dessen befinden sich daher die zur Erbauung der Bahnen nöthig gewordenen Anleihen zum überwiegend grossen Theile in den Händen der Landesangehörigen, welche, indem sie den Gegenwerth für ihre Forderungen im Besitze des eigenen Landes wissen, das Gebahren mit demselben seiten der Staatsregierung leicht übersehen und durch ihre Landesvertretung controliren können. | Dieser Vortheil würde aber dann entschieden verloren gehen, sobald die heimischen Bahnen in dem grossen Reichseisenbahnnetze aufgingen, dessen Verwaltung sich der Controle derer jedenfalls vollständig entziehen würde, welche aus Gläubigern des sächsischen Staates solche des Reiches würden. || Konnte die Deputation vorstehend constatiren, dass die sächsischen Eisenbahnen wesentlich zur Hebung des Wohlstandes im Lande und dessen wirthschaftlicher Entwickelung beigetragen haben, und ist zuzugeben, dass die hauptsächlichsten, namentlich dem grossen Durchgangsverkehr in Sachsen dienenden Bahnlinien gebaut sind, so ist dennoch das sächsische Bahnnetz als ein vollständig ausreichendes noch keineswegs zu betrachten. Es erübrigt vielmehr noch, gar manche wohlberechtigten Interessen einzelner, bis jetzt der Wohlthat eines Schienenwegs noch nicht theilhaftig gewordenen, Landestheile zu befriedigen und durch solche Linien den Hauptbahnen des Staates zugleich neuen Verkehr zuzuführen. Angesichts dieses Bedürfnisses aber muss die Bevölkerung Sachsens mit schwerer Besorgniss auf die projektirte Centralisation des deutschen Eisenbahnwesens blicken. Denn eine Centralstelle, sie sei noch so vorzüglich zusammengesetzt, wird nimmermehr im Stande sein, all den zahllosen lokalen Interessen gerecht zu werden, wie sie ebensowohl in Sachsen, als auch in anderen Bundesstaaten theils hinsichtlich des weiteren Ausbaues der Eisenbahnnetze, theils hinsichtlich der Personen- und Güterbeförderung vorhanden sind. Kommt es doch bei aller Fürsorge, welche seiten der sächsischen Regierung und Landesvertretung dem Eisenbahnwesen gewidmet wird, noch des Oefteren vor, dass einzelne Landestheile darüber klagen, dass man ihren Wünschen und Beschwerden in

Nr. 5597. Sachsen. 3 März 1876

Betreff der Verwaltung oder weiteren Ausdehnung der Staatsbahnen nicht mit der gehofften Beschleunigung Gehör schenke. Um wie viel weniger aber werden derartige Wünsche Beachtung und Bahnprojekte von mehr lokalem Interesse Aussicht auf Verwirklichung finden, wenn die betreffenden Gesuche anstatt an die, mit den Verhältnissen wohlvertrauten heimischen Behörden und Landesvertretungen, an eine Reichscentralbehörde, beziehentlich den Reichstag, gerichtet werden müssen! Bei dem ungeheueren Geschäftsumfang, welchen der Reichstag schon jetzt zu bewältigen hat und bei welchem es nichts Seltenes ist, dass manche hochwichtigen Fragen und Angelegenheiten unerledigt bleiben müssen, bei dem riesigen Felde, welches der Thätigkeit einer deutschen Eisenbahndirektion zufallen würde, dürfte es — selbst den besten Willen vorausgesetzt — sich gar bald als unmöglich herausstellen, zu Erledigung so massenhafter, an sich oft kleiner und anscheinend unbedeutender, für die Interessen der betreffenden Gegenden aber höchst wichtiger Wünsche, die nöthige Zeit einerseits, sowie, Mangels der unbedingt erforderlichen Kenntniss der einschlagenden Verhältnisse, das rechte Verständniss andererseits zu finden. Wohl äusserst selten, wahrscheinlich aber nie würde es den Vertretern solcher Gegenden gelingen, ihre Stimmen zu Gunsten der Wünsche heimischer Petenten zur Geltung zu bringen. ‖ Und wenn es daher sehr wohl denkbar ist, dass in der Folge in zurückgebliebenen Gegenden unrentable Eisenbahnbauten auf Reichskosten ausgeführt, dagegen aber die wirthschaftliche Fortentwickelung eines einzelnen industriellen Bundesstaates, wie z. B. Sachsen es ist, vollständig gehindert, zum mindesten aber bedeutend erschwert werden kann, so wird man unmöglich behaupten können, dass es die deutsche Nationalwohlfahrt fördern heisst, wenn die Interessen und der Wohlstand einzelner Bundesstaaten in so empfindlicher Weise geschädigt werden. Nächstdem muss es aber auch äusserst bedenklich erscheinen, die Leitung eines so grossen Unternehmens, eines so immensen Vermögensbesitzes und mit diesem eines förmlichen Heeres von Beamten und Arbeitern — welches, wenn man einer Berechnung derselben z. B. die Zahl der Beamten und Arbeiter auf den sächsischen Bahnen zu Grunde legen wollte, über 400,000 Mann betragen würde — in eine Hand zu legen. Nicht allein, dass der Letzteren Wohl und Wehe von dem obersten Leiter der Reichseisenbahnen abhinge, nein, auch die Industrie ganzer Gegenden und der Wohlstand von Millionen würden seinem Ermessen anheimfallen. Es scheint geradezu unmöglich, eine so schwere Verantwortung einem Organe zu übertragen, eine so immense Verwaltung von einem Centralpunkte aus zu leiten, und es ist wohl der von Manchem geltend gemachte Vergleich mit der einheitlichen Leitung des Militär- oder des Post- und Telegraphenwesens um so weniger am Platze, als es sich bei der Verwaltung von Eisenbahnen weder um so einfache, mehr oder weniger stabile und gleichförmige Verhältnisse wie bei dem Ersteren handelt, noch bei dem Post- und Telegraphenwesen so bedeutende Summen, eine so grosse Anzahl von dabei beschäftigten Personen, beziehentlich so viele und verschiedene Interessen in Frage kommen. ‖ Uebrigens

sollen die Schwierigkeiten der Verwaltung eines so ausgedehnten Bahnnetzes — wie man den Mittheilungen einiger Blätter entnehmen konnte — auch vom Reichseisenbahnamte anerkannt worden sein. Dabei begegnet man zugleich einer Andeutung, welche, wäre sie wirklich begründet, geeignet sein würde, die Beunruhigung, welche sich jetzt schon eines grossen Theils der Bevölkerung bemächtigt hat, noch bedeutend zu steigern. Man sagt nämlich: es sei, um der Schwierigkeit einer so grossen Verwaltung aus dem Wege zu gehen, beabsichtigt, grössere Eisenbahngebiete abzugrenzen und solche dann an Gesellschaften zu verpachten. Für Grosskapitalisten und Spekulanten würde sich hierdurch allerdings ein reiches Feld neuer gewinnbringender Thätigkeit erschliessen. Wie sich aber der Verkehr und die Interessen der betreffenden Einzelstaaten dabei stehen würden, bedarf wohl keiner eingehenden Erörterung.

Geht man hiernächst zur Erörterung der Frage über, welche Bedeutung in finanzieller Hinsicht der Ankauf der Bahnen für das Reich, sowohl für dieses, als für die einzelnen Staaten haben würde, so ist zuvörderst nöthig, den ungefähren Werth der gesammten deutschen Bahnen zur Ziffer zu bringen. Als geeignetste Unterlage hierfür erschienen der Deputation diejenigen Summen, welche nach einer dem Reichstage im vorigen Jahre vom Reichskanzleramte zugefertigten Zusammenstellung bis zum Ende des Jahres 1874 auf die Herstellung von Eisenbahnen verwendet worden sind.

Hiernach kommen auf:

Preussische Staatsbahnen	837,700,880	M.
Bayerische Staatsbahnen, incl. Ostbahn .	575,834,056	„
Württembergische Staatsbahnen . . .	329,778,123	„
Sächsische Staatsbahnen	302,656,398	„
Badische Staatsbahnen	310,298,452	„
Oldenburgische Staatsbahnen	21,852,870	„
Main-Weserbahn (gemeinsamer Besitz) .	21,296,577	„
Reichseisenbahnen	340,754,648	„
Deutsche Privatbahnen	3,409,218,756	„
Sa.	6,149,390,760	M.

Rechnet man hiervon diejenige Summe ab, welche auf die bereits im Besitze des Reiches befindlichen Bahnen zu Verwendung gelangte, so reducirt sich obige Summe auf

5,808,636,112 M.

Diese Summe würde jedoch bei weitem nicht den Ankaufspreis repräsentiren, welcher vom Reiche für Erwerbung der Bahnen anzulegen sein würde, wenn man nicht annehmen will, dass dasselbe die Macht, welche ihm zufallen würde, falls ihm, wie neuerdings beabsichtigt wird, zunächst der Erwerb der preussischen Staatbahnen und die Erlangung der Hoheitsrechte über die preussischen Privatbahnen gelänge, dazu gebrauchen wolle, auf die übrigen deutschen

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

Staats- und Privatbahnen durch Verkehrsentziehungen etc. einen derartigen Druck zu üben, dass dieselben schliesslich genöthigt würden, in eine Abtretung ihrer Bahnen zu billigem Preise an das Reich zu willigen. || Es würde also die Erwerbung der Bahnen, da die Reichsverfassung zu diesem Zwecke eine Expropriation nicht kennt, im Wege der freien Vereinbarung erfolgen müssen, und dabei soll, wie gewisse Blätter wissen wollen, nach Maassgabe des preussischen Eisenbahngesetzes vom Jahre 1838 derart verfahren werden, dass für diejenigen Bahnen, welche seither eine Rente abgeworfen haben, der Durchschnittsertrag der letzten 5 Jahre der Werthsermittelung zu Grunde gelegt würde. Nun hat aber dieser Durchschnittsertrag in den Jahren 1870 bis mit 1874 nahezu 6 Procent betragen, wonach sich der Ankaufspreis auf ca. 8 Milliarden Mark berechnen würde. || Es würde also das Reich zur Verzinsung der von ihm zu contrahirenden Schuld von 8 Milliarden alljährlich einen Ueberschuss von 360 Millionen Mark aus den Einnahmen der Reichsbahnen erzielen müssen, wenn die Verzinsung, wie ebenfalls behauptet wird, eine $4^1/_2$ procentige werden soll. || Die Erwartungen, welchen sich Manche hingeben, dass dies Resultat mit Leichtigkeit zu erzielen sein werde, kann jedoch die Deputation nicht theilen. Mag man auch zugeben, dass ein grosser Theil der jetzigen Eisenbahnverwaltung infolge des Ueberganges aller Bahnen an das Reich eingezogen werden kann, so müsste doch ganz entschieden, dafern das Reich die erworbenen Bahnen in eigene Verwaltung nehmen will, in verschiedenen Gegenden Deutschlands eine grössere Anzahl Lokalverwaltungsbehörden eingerichtet werden, welche, selbst wenn sie weit weniger zahlreich wären, als gegenwärtig die verschiedenen Eisenbahnverwaltungen, dennoch eine Ersparniss an Verwaltungskosten kaum ermöglichen lassen würden, da ja bekanntlich jede Staatsverwaltung viel kostspieliger ist, als die einer Handelsgesellschaft. || Ist nun aber eine Ersparniss auf der einen Seite nicht zu erwarten, so glaubt die Deputation andererseits um so weniger, dass die Reichseisenbahnen das Erwerbskapital entsprechend verzinsen würden, als einmal für den Theil der zu erwerbenden Privatbahnen, welche bisher gut rentabel gewesen, ein sehr hoher, dem zeitherigen Nutzungswerthe entsprechender Preis zu zahlen sein würde. Würde aber auf diese Weise der künftig etwa mögliche Nutzen dem Vorbesitzer gewissermaassen mit der hohen Kaufsumme schon kapitalisirt hinausbezahlt, so dürfte dem erwerbenden Reiche eine dem Anlagekapital entsprechende Rente kaum mehr in Aussicht stehen. Sodann ist aber weiter zu bedenken, dass die Rentabilität vieler Bahnen seit mehreren Jahren im Rückgange begriffen ist und z. B. die preussischen Staatsbahnen das darin angelegte Kapital in den letzten Jahren mit nicht mehr ganz 4 Prozent verzinst haben. || Ausserdem ist aber in der Gründerperiode eine Anzahl zur Zeit nothleidender Bahnen entstanden, bei welchen bekanntlich die Betriebseinnahmen nicht hinreichen, um die Betriebskosten zu decken, geschweige denn eine Verzinsung des Anlagekapitals zu erübrigen. Ihr Verkauf an das Reich wird daher sehnlichst gewünscht und erwartet von allen Denen, welche grosse Massen unverkäuflicher

Papiere derselben in den Portefeuilles haben und nunmehr die Hoffnung hegen, wenigstens einen Theil ihrer so gut wie verlorenen Kapitalien zu retten. Auf Kosten der Steuerzahler würden also Jene profitiren und ausser ihnen die Börse, welcher durch Emission einer gewaltigen Reichsschuld und die mannichfachen Transactionen bei dem Ankaufe der Privatbahnen neue Gelegenheit zur Spekulation geboten würde. Den Uebrigen aber bliebe überlassen, den zu erwartenden Ausfall in den Reichseisenbahneinnahmen durch neue Reichssteuern oder verdoppelte Matricularbeiträge der einzelnen Bundesstaaten zu decken oder sich einer den allgemeinen Interessen, insbesondere denen des Handels und der Industrie, höchst nachtheiligen Tariferhöhung zu gewärtigen. || Derartige Auspicien erscheinen aber weder für Sachsen noch andere Bundesstaaten verlockend, einen wohlerworbenen Besitz freiwillig zu opfern. Ganz dieselben wirthschaftlichen und finanziellen Bedenken, welche gegen einen Verkauf sämmtlicher deutschen Bahnen an das Reich sprechen, sind nun aber nach Ansicht der Deputation auch geltend zu machen gegen einen partiellen Ankauf von solchen seiten des Reiches. || Wie schon oben erwähnt, soll seiten der königl. preussischen Staatsregierung die Absicht vorliegen, mit dem Reiche wegen des Verkaufs der preussischen Staatsbahnen und Abtretung der preussischen Hoheitsrechte über die Privatbahnen in Unterhandlung zu treten. || Die Deputation hat hierzu Folgendes zu bemerken: || Während die süddeutschen Staaten fast ausschliesslich im Besitze der Eisenbahnen sich befinden, begegnet man im Königreiche Preussen und in Sachsen dem gemischten Staats- und Privatbahnsystem. Es ist diesem Systeme an leitender Stelle aus dem Grunde der Vorzug gegeben worden, weil man von der Ansicht ausging, einmal durch Heranziehung des Privatkapitals schneller zu dem Ziele zu gelangen, die Länder mit den so nothwendigen Eisenbahnen zu versehen, sodann aber durch das belebende Element der Privatthätigkeit und Concurrenz zugleich auch auf die staatlichen Unternehmungen selbst fördernd einzuwirken. || Diese Politik der Regierungen fand zum Theil lebhafte Unterstützung in den Landesvertretungen und führte zu einer sehr bedeutenden, ja eine Zeit lang rapiden Entwickelung der Privateisenbahnen. Jene Zeiten und die inzwischen eingetretenen Folgen der überstürzten Unternehmungen, sie sind genugsam bekannt und bieten so wenig Erfreuliches, dass man von einem näheren Eingehen auf dieselben wohl absehen kann. Es wird genügen, zu constatiren, dass aus ihnen das Vermächtniss einer Anzahl von Eisenbahnunternehmungen stammt, welche, mit aussichtsreichen Prospekten unter immensem Kostenaufwande ins Leben gerufen, ein kümmerliches Dasein fristen, indem sie schon bestehenden älteren Bahnen Concurrenz zu machen suchen, durch welche zwar deren Rentabilität geschmälert, eine eigene, einigermaassen lohnende aber nicht erzielt wurde. Derartige Bahnen finden sich in Sachsen sowohl als in Preussen. || Das Königreich Preussen besitzt an Staatsbahnen ca. 4300 Kilometer. Die Rentabilität derselben ist, wie schon erwähnt worden, abnehmend, und haben sich z. B. im Jahre 1874 die bis zum Ende 1873 in Eisenbahnen angelegten Kapitalien auf

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

noch nicht 4 Prozent verzinst. Inmittelst sind in den Jahren 1874 und 1875 anderweit mehrere Hundert Millionen Mark in Staatsbahnen neu angelegt worden und ausserdem noch mehrere Bahnen, welche einen Aufwand von ca. 400 Mill. erfordern sollen, im Bau begriffen. || Eine hohe Rentabilität erwartet von diesen neuen Bahnen selbst in Preussen Niemand. || An nothleidenden Bahnen hat der preussische Staat bekanntermaassen auch die Nordbahn und pommersche Centralbahn erworben. || Denkt man sich nun dieses grosse preussische Staatsbahnnetz und zugleich mit demselben die Sorge um den weiteren Ausbau etwa noch darin vorhandener Lücken auf das Reich unter den weiter oben angedeuteten Bedingungen übergehend, so würde demselben eine kolossale, mit $4^1/_2$ Prozent zu verzinsende Schuldenlast erwachsen. || Um diese Zinsen, welche aus den Erträgnissen der Reichseisenbahnen zu decken wohl unmöglich sein würde, zu beschaffen, würde aber das Reich zu Maassregeln greifen müssen, welche mit den wirthschaftlichen und finanziellen Interessen der übrigen Bundesstaaten schwerlich in Einklang gebracht werden könnten. || Andeutungsweise sei hier nur bemerkt, dass die Reichseisenbahnverwaltung im Besitze des grössten Eisenbahnkomplexes, welcher den ganzen Norden Deutschlands umfassen und sich im Osten und Westen in südlicher Richtung hin ausstrecken und dadurch Sachsen, Thüringen und die süddeutschen Staaten umschliessen würde, es sehr wohl in der Hand hätte, den Verkehr so zu leiten, dass derselbe den Eisenbahnen der Mittelstaaten theilweise entzogen oder zugewendet würde, je nachdem dies eben den Intentionen der Reichsregierung entsprechend und zweckmässig erschiene, und dass es derselben sonach keineswegs unmöglich sein würde, die übrigen Bahnen derart zu bedrängen, dass den andern Bundesstaaten nichts übrig bliebe, als dieselben ebenfalls dem Reiche zu überlassen. || Ist die Deputation aber selbstverständlich weit entfernt, eine derartige Absicht der Reichsregierung zu unterstellen, so muss sie dennoch aus den angedeuteten wirthschaftlichen und finanziellen Bedenken, welche auch für Sachsen aus dem Erwerbe der preussischen Bahnen für das Reich sich ergeben müssen, es angezeigt erachten, der königl. Staatsregierung zu empfehlen, eintretenden Falls sich zu dem Ankauf dieser Bahnen für das Reich ablehnend zu verhalten. || Hierbei sei übrigens noch erwähnt, dass die Ansicht Derer, welche geneigt sind, das Vorgehen des preussischen Staates rücksichtlich der Ueberlassung seiner Bahnen an das Reich und der Abtretung seines Hoheitsrechtes über die preussischen Privatbahnen als ein hochherziges Beispiel und nachahmenswerthes Opfer im Interesse der weiteren und festeren Begründung der Reichseinheit zu bezeichnen, von den Deputationen nicht getheilt werden kann. || Ein Opfer bringt der preussische Staat mit Abtretung seiner Bahnen vom preussisch-finanziellen Standpunkte aus, wie oben dargethan, um so weniger, als derselbe für verschiedene Privatbahnen Zinsgarantien übernommen und ihm auch noch der Ausbau zahlreicher, aber unrentabler Bahnen im Interesse der volkswirthschaftlichen Bedürfnisse seiner östlichen Provinzen bevorsteht, welche Lasten sodann dem Reiche zufallen würden, und die Begebung ihrer Hoheits-

rechte dürfte der leitenden Macht des Reiches ebenfalls nicht allzuhoch anzurechnen sein. Es liegt eben ein sehr grosser Unterschied darin, ob Preussen seine Bahnen dem Reiche abtritt oder ein anderer Bundesstaat; denn während sie im ersten Falle in der Hauptsache unter derselben leitenden Macht blieben, würden sie im anderen Falle aufhören, sächsisch, bayerisch, badisch etc. zu sein. || Endlich sei noch eine kurze Betrachtung der Ansicht gewidmet, dass die Centralisation des deutschen Eisenbahnwesens im Interesse der Landesvertheidigung ein unbedingtes Erforderniss sei. || Die Deputation kann auch dieser Behauptung nicht beipflichten und erinnert zur Begründung ihrer gegentheiligen Meinung zunächst an die wahrhaft grossartigen, von allen, auch militärischen Seiten anerkannten Leistungen der deutschen Staats- sowohl als Privatbahnen im Jahre 1870. Seit jener Zeit hat aber das deutsche Eisenbahnnetz und mit ihm der Bestand an Transportmitteln, wie bekannt, ganz erhebliche Erweiterungen erfahren, und es dürfte daher deren Leistungsfähigkeit auch selbst für die Eventualität ausreichend zu erachten sein, dass es dem deutschen Reiche beschieden sein sollte, einmal nach mehreren Seiten Front zu machen. Dieselbe freudige Opferwilligkeit, welche im Jahre 1870 alle deutschen Eisenbahnverwaltungen beseelte, würde auch für die Zukunft ein einheitliches Zusammenwirken verbürgen und das umsomehr, als inzwischen die Reichsgesetzgebung durch Artikel 47 der Reichsverfassung vom 16. April 1871 und durch § 28 des Gesetzes über die Kriegsleistungen vom 13. Juni 1873 dafür gesorgt hat, dass alle deutschen Eisenbahnen im Kriegsfalle sich der Militärbehörde zur vollständigen Disposition zu stellen haben. || Wenn demnach in dem Uebergange der sämmtlichen deutschen oder auch nur der preussischen Staats- und Privatbahnen an das Reich keinerlei Vortheil für dasselbe zu erblicken ist, dagegen aber den einzelnen Bundesstaaten die schwerwiegendsten wirthschaftlichen und finanziellen Nachtheile entstehen können, so darf es nicht Wunder nehmen, wenn ein derartiges Project den tiefsten Unmuth der Bevölkerung hervorruft und die Meinung in derselben entstehen liess, dass es sich bei Begründung eines Reichseisenbahnsystems weniger darum handle, wirthschaftlichen Schäden abzuhelfen, als vielmehr die Idee des Einheitsstaates zu fördern und das verfassungsmässige Bundesverhältniss zu erschüttern. || Mag nun diese Ansicht begründet sein oder nicht, so steht doch soviel fest, dass eine frühere oder spätere Abtretung der deutschen Bahnen an das Reich rücksichtlich derjenigen Selbstständigkeit der Einzelstaaten, deren Aufrechterhaltung nothwendig erscheint, zu den ernstesten Bedenken Anlass geben müsste. || Das Reich in seinen gegenwärtigen Competenzen ist entschieden populär, und es würde nach Ansicht der Deputation um so weniger gerechtfertigt erscheinen, eine weitere Ausdehnung dieser Competenzen anzustreben, als dieselbe mit Freuden constatiren kann, dass, wie in anderen Bundesstaaten, so ganz besonders auch in Sachsen Fürst und Volk gern und treu zu Kaiser und Reich stehen. || Schon im Eingange hat die Deputation angedeutet, dass ihr als der richtigste Weg, auf welchem die, dem deutschen Eisenbahnwesen anhaftenden Uebelstände zu

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

beseitigen wären, allein der der Gesetzgebung erscheine, und sie glaubt zum Schlusse nochmals auf diese Ansicht zurückkommen zu müssen. Es soll nicht geleugnet werden, dass die Schaffung eines Gesetzes, durch welches einerseits die vorhandenen Uebelstände möglichst beseitigt und eine allseitig gewünschte gleichmässige und einheitliche Behandlung der Eisenbahnangelegenheiten gesichert, andererseits aber auch jedem einzelnen Staate das Seine belassen und dessen verfassungsmässige Rechte aufrechterhalten werden, ziemlich schwierig sein mag. Das Scheitern zweier darauf bezüglicher Gesetzentwürfe hat das bewiesen. Nichtsdestoweniger erscheint das endliche Gelingen nicht unmöglich, wenn man erwägt, dass die Gesetzgebung wohl schon vor schwierigeren Aufgaben gestanden hat. Es sei z. B. an die Begründung des Zollvereins erinnert, bei welcher es gelungen ist, schwierigere Fragen zu lösen und weit mehr auseinandergehende Interessen zu vereinigen. || Inwieweit es die Schaffung eines Reichseisenbahngesetzes erleichtern und zu einer Verständigung der einzelnen Bundesregierungen beitragen könnte, wenn diejenigen Staaten, welche, wie das Königreich Preussen und Sachsen, zur Zeit noch das gemischte Staats- und Privatbahnsystem haben, eine Erwerbung der Privateisenbahnen herbeizuführen suchten, ist eine Frage, welche die Deputation zur Zeit nicht geglaubt hat in den Bereich ihrer Erörterungen ziehen zu sollen, und an deren Erwägung zunächst wohl die betreffenden Regierungen heranzutreten haben würden. || Ein auf dem Boden der Reichsverfassung stehendes Reichseisenbahngesetz, welches rücksichtlich der allgemein als nothwendig anerkannten Regulirung des Tarifwesens etc. Normen feststellt, welche, unter thunlichster Berücksichtigung der obwaltenden Verhältnisse, den einzelnen Staaten die Möglichkeit gewähren würden, auf die weitere Entwickelung und Ausbildung ihres Eisenbahnwesens Bedacht zu nehmen, würde sicher von allen Seiten mit Dank und Freude begrüsst werden. Nicht minder befriedigen würde es, wenn durch dasselbe Gesetz dem Reichseisenbahnamte eine Stellung gesichert würde, welche dieses in den Stand setzt, in Ausübung der, dem Reiche verfassungsmässig zustehenden Rechte eine wirksame Controle über die einzelnen Eisenbahnverwaltungen zu führen. Eine solche, nicht selbstverwaltende, sondern controlirende und beaufsichtigende hohe Reichsbehörde, vermöge ihrer über alle Sonderinteressen erhabenen Stellung geeignet, in Angelegenheiten, wo mehrere Eisenbahnverwaltungen mit verschiedenen Interessen betheiligt sind, oder wo Conflicte vorliegen, zu entscheiden, und an welche sich diejenigen, welche durch Entscheidungen ihrer Landesbehörden in Eisenbahnsachen sich beschwert erachten, wegen einer Abhilfe wenden können, würde sicherlich sich sehr bald des allgemeinsten Vertrauens erfreuen. || Schliesslich hat die Deputation noch des höchst nachtheiligen Einflusses zu gedenken, den die zur Zeit bestehende Unsicherheit über die Zukunft des deutschen Eisenbahnwesens auf diejenigen industriellen Etablissements hervorgerufen hat, welche nur irgendwie in Beziehungen zu demselben stehen. Liegen Handel und Industrie ohnehin schon schwer darnieder, so ist über jene Etablissements eine förmliche Nothlage hereingebrochen, da Bestel-

lungen aller Art so lange ausgesetzt bleiben, als über die in Vorstehendem behandelte brennende Frage nicht endliche und bestimmte Aufklärung erfolgt. Eine solche zur Beruhigung der Bevölkerung herbeizuführen, hat die Deputation beabsichtigt, indem sie sich im vorstehenden Bericht über die Frage ausgesprochen, und sie hofft, dass die königl. Staatsregierung nicht zögern wird, nunmehr auch ihrerseits durch eine offene Aussprache über den Stand der Angelegenheit die nöthige Auskunft zu ertheilen und sich im Sinne der vom Abg. Walter eingebrachten, inmittelst aber auf Grund seiner Motivirung wieder zurückgezogenen Interpellation zugleich darüber zu erklären, wie sie sich zu diesem für Sachsen wie für ganz Deutschland so folgenschweren Projecte einer Erwerbung deutscher Bahnen für das Reich, falls an dessen Ausführung thatsächlich gedacht werden sollte, verhalten würde.

Zu diesem Gegenstande liegen zwei Anträge vor,

1) von den Abgg. Adler u. Gen.:

a) an die königl. Staatsregierung das Ersuchen zu richten, einer auf die Erwerbung der deutschen Eisenbahnen oder eines Theiles derselben für Rechnung des deutschen Reiches gerichteten Vorlage im Bundesrathe die Zustimmung zu versagen,

sowie

b) unerwartet einer solchen Vorlage sobald als thunlich denjenigen Bedenken, welche gegen die projectirte Erwerbung der deutschen Eisenbahnen oder eines Theiles derselben für Rechnung des Reiches sprechen, in geeigneter Weise dem Reichskanzler gegenüber Ausdruck zu geben.

2) von den Abgg. Dr. Biedermann u. Gen.:

die Kammer wolle die königl. Staatsregierung ersuchen,

für die baldmöglichste Zustandebringung eines Reichseisenbahngesetzes, durch welches den Klagen über Missstände des Eisenbahnwesens Abhilfe geschafft wird, mit allen Kräften zu wirken.

. . . .

Staatsminister v. Friesen: Die Ansicht der königl. sächsischen Regierung über die Idee — ich will es so ausdrücken, denn ein eigentliches Project besteht noch nicht —, über die Idee der Concentration aller deutschen Eisenbahnen in der Hand des Reiches, diese Ansicht ist, wie ich glaube, ziemlich allgemein bekannt; ich habe nie einen Rückhalt aus meiner Auffassung dieser Frage gemacht, auch ist darüber so Manches in die Oeffentlichkeit gedrungen. Ich sehe daher die heutige Verhandlung weniger an als zu dem Zwecke bestimmt, dass die Regierung sich aussprechen soll; ich sehe vielmehr die Bedeutung der heutigen Verhandlung hauptsächlich darin, dass die Vertreter des sächsischen Volkes nach ihrer freien eignen Ueberzeugung über diese Frage sich hier öffentlich aussprechen und dadurch die Stellung der Regierung in der ganzen Angelegenheit, wie ich hoffe und wünsche, stärken werden. Indessen, meine Herren, da die geehrte Deputation in ihrem Berichte den aus-

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

drücklichen Wunsch und das Verlangen ausgesprochen hat, dass die Regierung sich über ihre Stellung zu der Frage näher erklären möge, und indem sie zugleich gewissermaassen die Interpellation des Hrn. Abg. Walter, die dieser zurückgezogen hatte, wiederaufnimmt, wie es geschehen ist, so würde es leicht zu Missdeutungen führen, wenn die Regierung einer offenen Aussprache über ihre Ansichten am heutigen Tage sich entziehen wollte. Wenn ich aber auf die Provocation der Deputation eingehe, so muss ich zunächst einige Worte über den gegenwärtigen Stand der Frage selbst sprechen. Was ist es denn überhaupt, was wir über diese Sache wissen? Seit ungefähr einem halben Jahre wird in der Presse die Frage wegen des Ankaufs der deutschen Eisenbahnen für das Reich ausführlich behandelt, und zwar in einer Weise behandelt, die sich den Anschein giebt, als ob sie auf den besten Quellen, auf den sichersten Informationen beruhe; dabei aber werden wieder Ansichten ausgesprochen und Grundsätze entwickelt, von denen man unmöglich annehmen kann, dass sie wirklich auf einer authentischen, offiziellen Basis beruhen. Wenn man die Parteiverhältnisse Deutschlands einigermaassen kennt, kann man aus den einzelnen Correspondenzen und Artikeln so ziemlich herausfühlen, von welcher Seite sie herkommen, was der eigentliche Kern der Sache ist. Ich selbst, meine Herren, bin lange Zeit zweifelhaft gewesen, ob überhaupt etwas Reelles an der ganzen Agitation sei. Ich habe noch bei Beginn dieses Landtages von vielen Seiten die Ansicht hören müssen, an der ganzen Sache sei nichts Reelles; es seien nur vage Projecte, die aufgestellt wären im Interesse von Börsenspeculanten und sonst. Nun wurden aber die Nachrichten immer dringender, immer zuversichtlicher; man ging sogar so weit, sich auf angebliche persönliche Aeusserungen zu beziehen, ohne doch irgendwie für die Wahrheit dieser, wenn überhaupt wahren, doch jedenfalls aus dem Zusammenhange gerissenen Aeusserungen einen Beweis liefern zu können. Dies, in Verbindung mit der gar nicht zu verkennenden grossen Aufregung, welche diese Idee in Sachsen hervorgerufen hatte, und mit der Ueberzeugung, dass gerade die Unbestimmtheit, das Nebelhafte der ganzen Idee vielmehr geeignet war, Unruhe und Besorgniss zu erregen, als wenn ein bestimmtes klares Project vorgelegen hätte, hat die sächsische Regierung schon vor einigen Monaten bewogen, in vertraulicher Weise in Berlin anzufragen, was denn Wahres an diesen Gerüchten sei, und später hat mich meine immer wachsende Besorgniss noch einmal bewogen, meine Ansichten über die Vereinigung aller Eisenbahnen in den Händen des Reiches und die Bedenken, welche ich dagegen habe, in ganz vertraulicher Form in Berlin zur Kenntniss zu bringen. Zu diesem Schritte habe ich mich durch folgende Auffassung bewegen lassen. Ich ging davon aus, dass der — ich will sagen, schöne — Ausdruck, der so oft gebraucht wird, „die verbündeten Regierungen“, nicht bloss in dem Sinne eines einfachen Bündnisses zu verstehen ist, sondern im Sinne einer innigen und einträchtigen Zusammengehörigkeit der gesammten deutschen Regierungen zu einem gemeinschaftlichen Ziele und Zwecke, und damit für alle Regierungen die

Berechtigung gegeben ist, über wichtige Fragen, die auftauchen können und für alle Mitglieder des Reiches von grosser Bedeutung und Wichtigkeit sind, sich in ganz offener vertrauensvoller Weise gegenseitig auszusprechen, auch wenn eine offizielle Aufforderung zu einer solchen Aussprache nicht vorliegt. Ich habe es daher für mein Recht und für meine Pflicht gehalten, die Zweifel und Bedenken zu einer Zeit, wo die Reichsregierung darüber noch nicht befragt war, wo überhaupt eine bestimmte Frage noch nicht vorlag, in bundesfreundlicher und ganz vertrauensvoller Weise zur Kenntniss des Herrn Reichskanzlers zu bringen, und ich darf es mit grosser Befriedigung constatiren, dass dieser Schritt auch ganz in derselben vertrauensvollen und bundesfreundlichen Weise aufgenommen und erwiedert worden ist. Aus den Antworten, die darauf erfolgten, habe ich nun gesehen, dass allerdings die Idee einer Concentration aller Bahnen oder gewisser Classen derselben, aber noch in ihren ersten Anfängen, der Erwägung an maassgebender Stelle unterlegen hat, dass aber — wenigstens zu der Zeit, wo ich diese Antwort bekam — die Sache über diese vorläufigen Erwägungen noch nicht hinausgekommen war, dass ein bestimmter Plan, ein bestimmtes Project, weder in Bezug auf das Ziel, welches damit verfolgt werden sollte, noch in Bezug auf die Mittel bestand, mit welchen es erreicht werden sollte. Ich habe zu gleicher Zeit aber auch die bestimmte Erklärung erhalten, dass, was die sächsischen Staatseisenbahnen anlange, sie gänzlich ausser dem Bereiche der Combination in dieser Hinsicht lägen. Nun, meine Herren, ich habe in dieser letzteren Beziehung nur meine volle Befriedigung aussprechen können. ‖ Ich konnte und kann mir aber doch nicht verbergen, dass in dem Umstande, dass die Idee fortwährend verfolgt wird, obgleich noch gar kein bestimmtes Project besteht, doch noch eine grosse Besorgniss für die Zukunft liegt; denn solange die Sache berathen und besprochen wird, kann man nicht wissen, nach welcher Seite hin zuletzt die Entschliessung ausfallen wird. Seit der letzten Erklärung, die ich erhalten, sind 4—5 Wochen vergangen. Die Zeitungen haben nicht aufgehört, immer neue Nachrichten zu bringen, und namentlich in den letzten 2—3 Wochen kommen fast täglich Nachrichten aus Berlin, bringen die Berliner Correspondenzen Mittheilungen, welche sich meist direct widersprechen. Heute soll das beschlossen sein und morgen jenes. Die Sachlage ist unklarer als je. In diesem Augenblicke also, wo ein klares, bestimmtes Project noch nicht vorliegt, wenigstens ein Project nicht, welches auf den Ankauf der Eisenbahnen durch das Reich hinzielt — wo ebensowohl auch ein Beschluss gefasst sein oder gefasst werden kann, der nach einer ganz anderen Richtung hinzielt —, ich bitte die geehrten Herren dringend, dies bei der Discussion zu berücksichtigen, — sprechen wir in diesem Augenblicke das aus, was wir als Kern der Sache betrachten, und das ist in den Anträgen enthalten, die Ihnen vorliegen; gehen wir aber nicht zu sehr auf die speciellen Erläuterungen, auf Erklärungen und Begründungen ein. Es ist gar zu leicht möglich, dass noch so schöne Beweisführungen, die hier gemacht werden, vielleicht morgen oder übermorgen sich als gegenstandslos er-

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

geben. Dies, meine Herren, ist die Lage, in der sich die Frage gegenwärtig befindet. Im Uebrigen habe ich den Mittheilungen, die ich bekommen, nicht nur die vorhin erwähnten beiden Punkte entnommen, sondern daraus auch die erfreuliche Ueberzeugung gewonnen, dass die Reichsregierung mit den vielfach sehr extravaganten Auseinandersetzungen und Angriffen einzelner Blätter, deren Ursprung man wohl nur in besonderen Interessen suchen kann, durchaus nichts zu thun hat und dass es ungerecht und ungerechtfertigt wäre, alle Auslassungen der einzelnen Blätter auf höhere Quellen zurückführen zu wollen. Es bleibt also für uns in der That in diesem Augenblicke nichts weiter übrig, als die Sache ganz im Allgemeinen zu besprechen. Ich will aber auch darauf nicht weiter eingehen, da die Ansichten der Regierung bekannt sind und die Sache auch schon in so ausführlicher Weise besprochen worden ist, dass sich dem wenig hinzufügen lässt. || Wende ich mich nun zu den vorliegenden Anträgen, so habe ich zunächst gegen den Antrag unter a durchaus nicht die geringste Einwendung; er spricht die Ansicht der Kammer bestimmt aus, und dies stimmt mit der Ansicht der Regierung vollkommen überein. || Was den Antrag unter b anlangt, so will ich gegen denselben mich auch nicht erklären, obgleich er gegenstandslos geworden ist. Denn das, was die Kammer hiernach beantragt, ist von mir bereits vor mehreren Wochen wirklich geschehen, und es würde nicht passend und angemessen sein, auf diesen Antrag noch einmal dasselbe zu thun. Ich stelle der Deputation anheim, ob sie diesen Antrag nach dieser Erklärung fallen lassen will; in der Sache selber ändert er ja gar nichts. || Was nun aber den Antrag der Herren Biedermann und Genossen anlangt, so scheint er allerdings, wenn man ihn einfach liest, sehr unschuldiger Natur zu sein; allein wenn er in Verbindung mit den anderen Anträgen gebracht wird, so sagt er, die Regierung solle zwar die Eisenbahnen nicht verkaufen, aber sie solle einem Reichseisenbahngesetze zustimmen. Wenn man nun den Gang der bisherigen Verhandlungen über die Entwürfe zu einem Reichseisenbahngesetze so kennt, wie die Regierung ihn kennt, wie er vielleicht aber nicht der Kammer genau bekannt ist, so könnte man sehr leicht darauf kommen, dass dieser Antrag eine Art Misstrauensvotum, eine Missbilligung gegen die Regierung sein soll. In jedem Falle aber kann er als eine Abschwächung des Hauptantrages gelten. Ich würde also zunächst wünschen, dass der Antrag verworfen wird. Ich will ausserdem bemerken, dass überhaupt ein Entwurf eines Reichseisenbahngesetzes, der von der Reichsregierung ausgegangen wäre, noch niemals vorgelegen hat. Die beiden Entwürfe, welche vorlagen, waren vorläufige Arbeiten des Eisenbahnamtes, die in vertraulicher Weise den Bundesregierungen zur Besprechung mitgetheilt worden waren, ehe sie noch überhaupt an das Reichskanzleramt zur Vorlage bei dem Bundesrathe gelangten. Ueber den ersten Entwurf hat eine Berathung überhaupt gar nicht stattgefunden; er ist nicht von den einzelnen Regierungen abgelehnt, sondern wahrscheinlich aus eigener Ueberzeugung der Reichsregierung zurückgelegt worden. Ueber den zweiten Entwurf hat eine informatorische Berathung mit Commissaren ver-

schiedener deutschen Regierungen stattgefunden, aber immer nur über den Entwurf eines Entwurfs, der selbst nur als ein vorläufiger Entwurf bezeichnet war. Diese Commissare haben sich allerdings gegen diesen Entwurf erklärt, aber nicht allein aus particularistischen, sondern jedenfalls aus anderen Gründen. Zur Erläuterung erlaube ich mir zu bemerken, dass, wenn mehrere Redner von dem Reichseisenbahngesetze Abhilfe derjenigen Uebelstände verhofft haben, die sich im deutschen Eisenbahnwesen namentlich in Bezug auf Tarife, Differentialtarife u. s. w. eingeschlichen haben, das auf einer nicht richtigen Voraussetzung beruhte. Um das Tarifwesen der deutschen Eisenbahnen in Ordnung zu bringen, um die Uebelstände, die da vorhanden sind, zu beseitigen, meine Herren, dazu brauchen wir ein Reichseisenbahngesetz nicht, das liegt schon nach der Reichsverfassung in den Händen der Reichsregierung selbst. Es kann nur darauf ankommen, dass diese Angelegenheit von der richtigen Seite angefasst wird; dann werden wir auch zum Ziele kommen. Jetzt kann ich nur zu meinem Bedauern beifügen, dass durch die Einführung des sogenannten Raumtarifsystems in Elsass-Lothringen die Confusion in den deutschen Eisenbahntarifen erst recht gross geworden ist und dass seitdem erst die Beseitigung aller dieser Uebelstände noch viel schwerer gewesen ist, als sie früher war. Neuerdings und zwar schon seit dem vorigen Jahre hat auch der Bundesrath diese Angelegenheit wegen des Tarifs in die Hände genommen. Es ist das Reichseisenbahnamt beauftragt worden, eine Enquête anzustellen über die bei der Tarifregulirung zu befriedigenden Bedürfnisse und über die vorhandenen verschiedenen Wünsche. Diese Enquête hat stattgefunden. Es ist eine grosse Anzahl von Sachverständigen gehört worden. Ueber das Resultat hat die Enquête-Commission eine Zusammenstellung gemacht, auf deren Grund gegenwärtig im Reichseisenbahnamte Vorschläge ausgearbeitet werden, welche sodann an den Bundesrath kommen. Sie sehen, diese Angelegenheit, auf welche sich hauptsächlich die Gründe beziehen, die gewöhnlich für ein Eisenbahngesetz angeführt werden, kann geregelt werden und wird hoffentlich geregelt werden und zwar sehr bald, ohne dass es nöthig ist, deswegen ein Eisenbahngesetz zu geben. Der Kern, der wesentliche Inhalt der vorläufigen Entwürfe beruhte aber darauf, dass die unmittelbare specielle Aufsicht über das gesammte Eisenbahnwesen bis in die kleinsten Details den Bundesregierungen genommen und dem Reiche übertragen werden sollte; darin liegt der Schwerpunkt der ganzen Differenz. Es würde zu weit führen, wenn ich den Herren specielle Nachweise über dies alles hier geben sollte; ich kann Ihnen aber versichern, dass, wenn die Regierungen, namentlich die sächsische, sich entschieden dagegen erklärt haben, dass die ganze Specialaufsicht bis in die untersten Details von den Einzelregierungen weggenommen und dem Reichseisenbahnamte übertragen werde, dies nicht bloss aus politischen Gründen geschehen ist. Es würde das eine höchst unglückliche, höchst nachtheilige Neuerung sein, die voraussichtlich gar keinen Nutzen gewähren, aber den grossen Nutzen und den sehr grossen Werth, den die gegenwärtige Einrichtung hat, nicht nur ab-

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

schwächen, sondern geradezu aufheben würde. Jetzt steht auf Grund der Reichsverfassung dem Reiche die Oberaufsicht über sämmtliche Eisenbahnen zu, über das Tarifwesen und sonst, und das Reichseisenbahnamt ist dazu bestimmt, diese Oberaufsicht des Reiches auszuüben. Meine Herren, bei den Zuständen, wie sie in Deutschland obwalten, wo wir eine grosse Masse von Privat- und Staatsbahnen haben, deren Interessen sich natürlich einander oft gegenüberstehen, oft mit einander collidiren, da ist es, wie ich vorausschicken muss, zwar in hohem Grade anerkennungswerth, dass diese verschiedenen Interessenten im Ganzen sich noch so weit geeinigt haben, als es bis jetzt geschehen ist; immerhin aber bleibt noch eine Menge Differenzen, immer wird den einzelnen Regierungen und den Verwaltungen von Privateisenbahnen noch oft vorgeworfen, dass sie zu sehr ihren eigenen Nutzen, zu oft einseitige Tendenzen willkürlich verfolgen. Da, meine Herren, tritt nun die verfassungsmässige Wirksamkeit des Reichseisenbahnamtes ein: es übt die Oberaufsicht über alle Parteien und Bahnen, es ist ganz unbefangen und nicht betheiligt bei den einzelnen Manipulationen, es steht ganz frei und in keiner Richtung engagirt Dem gegenüber, was bei ihm zur Cognition kommt, sei es als entscheidende oder als vermittelnde Behörde. Wenn nun diese hochstehende, oberaufsehende Reichsbehörde heruntergedrückt zu einer untersten Aufsichtsbehörde, ja, wie es nach dem zweiten Entwurfe vielfach die Absicht war, zu einer wirklichen Verwaltungsbehörde gemacht werden sollte, meine Herren, dann würde der Grundgedanke der Verfassung aufgehoben werden, dann bestände die Abänderung in weiter nichts, als dass an die Stelle einer sächsischen oder preussischen unmittelbaren Eisenbahnaufsichtsbehörde eine Reichseisenbahnbehörde träte, gegen die dann ganz dieselben Einwendungen gemacht werden würden wie gegen jene. Das ist z. B. einer der Punkte, der lebhaft von der sächsischen Regierung bekämpft worden ist. Zwar kann man ihr gewiss nicht den Vorwurf machen, sie habe nur aus politischen Gründen nichts aufgeben wollen. Meine Herren, es waren hohe Zwecke, welche die Regierung verfolgte, wo sie hier anderer Ansicht war. Dieser Gesetzentwurf ist damals nicht zurückgezogen worden; es ist vielmehr am Schluss der informatorischen Besprechungen über denselben erklärt worden: das Reichseisenbahnamt wolle versuchen, ob es möglich sei, den Entwurf nach den Ansichten der übrigen Staaten umzuarbeiten. Späterhin ist er wahrscheinlich liegen geblieben, weil die neue Idee des Ankaufs der Eisenbahnen auftauchte. Sie werden aber daraus ersehen, meine Herren, und ich kann es Ihnen auch heute bestimmt versichern, dass die sächsische Regierung durchaus nicht gemeint ist, dem Zustandekommen eines Eisenbahngesetzes an sich Widerstand zu leisten; sie will aber nur ein Gesetz, das wirklich den Verhältnissen entspricht, ein Gesetz, das in seiner Ausführung leicht zu handhaben ist und den einzelnen Regierungen, den Behörden der einzelnen Länder die unmittelbare specielle Aufsicht über die Eisenbahnen noch erhält, mit einem Worte, ein Gesetz, das auf dem Boden der Reichsverfassung steht und nicht eine Abänderung derselben enthält. Sie sehen, meine Herren, hieraus, wie gefährlich

es bei dieser Sachlage ist, ohne weiteres und ohne nähere Motivirung mit dem Antrage hervorzutreten, die Regierung solle auf ein Eisenbahngesetz hinwirken. Es würde dies sehr leicht, ja höchst wahrscheinlich anders und in einem Sinne verstanden werden, der den hohen Kammern ganz fern liegt. Ich kann daher nur bitten, dass entweder dieser Antrag überhaupt verworfen werde oder dass die geehrten Herren, die ihn unterschrieben haben, denselben zurückziehen und ihn unabhängig von der gegenwärtigen Verhandlung als selbstständigen Antrag motivirt einreichen, damit die Regierung noch sich mit der Deputation darüber in Einvernehmen setzen kann.

Nr. 5597. Sachsen. 3. März 1876.

. . . .

Nach längerer Discussion wird der Antrag Biedermann u. Gen. mit 53 gegen 19 Stimmen abgelehnt und der Antrag Adler u. Gen. mit 66 gegen 7 Stimmen angenommen.

Nr. 5598.

WÜRTTEMBERG. — Aus der Sitzung der Abgeordnetenkammer vom 30. März 1876. — Berathung der Reichs-Eisenbahn-Frage.

Nr. 5598. Württemberg. 30. März 1876.

Es liegen folgende Anträge vor:

I. Antrag von Schmid, v. Sarwey und Genossen: Die hohe Kammer wolle a) der königl. Regierung gegenüber aussprechen: die Abhülfe der Missstände, welche im deutschen Eisenbahnwesen bestehen, sei durch das Zustandekommen eines im Sinne der Bestimmungen der Art. 4, 8 und Art. 41—47 der Reichsverfassung zu erlassenden Reichseisenbahngesetzes anzustreben, nicht aber durch die Erwerbung irgend eines Complexes deutscher Eisenbahnen auf Rechnung des deutschen Reiches; b) die königl. Regierung ersuchen, dieselbe möge allen Maassnahmen, welche auf eine Uebertragung von Eisenbahnen auf das Reich abzielen, ihre Zustimmung im Bundesrathe versagen.

II. Antrag von Dr. Elben und Genossen: Die Kammer möge beschliessen, 1) die Regierung zu ersuchen, sie wolle auch im jetzigen Stadium für das Zustandekommen eines wirksamen Reichseisenbahngesetzes, durch welches in Ausführung der Bestimmungen der Reichsverfassung die aus der Zersplitterung des Eisenbahnwesens in einem grossen Theile Deutschlands entspringenden volkswirthschaftlichen Schäden beseitigt werden können, nach Kräften thätig sein; 2) sie wolle, wenn der Ausgang der Verhandlungen über die neueste preussische Eisenbahngesetzvorlage nur die Wahl lässt zwischen der Uebernahme der preussischen Staatsbahnen auf das Reich oder der einseitigen Hinlenkung der preussischen Eisenbahnpolitik auf Schaffung eines über die preussischen Staatsgrenzen hinausreichenden Uebergewichts des preussischen Eisenbahnsystems, sich für die Reform durch das Reich entscheiden.

Nr. 5598. Württemberg. 30. März 1876.

III. Oesterlen und Genossen stellen folgende Anfrage an den Minister der auswärtigen Angelegenheiten: In Erwägung, dass in politischer, finanzieller und wirthschaftlicher Beziehung das Wohl Württembergs wie die föderative Grundlage des Reiches durch die preussische Vorlage wegen Uebertragung preussischer Staatsbahnen auf das Reich gefährdet wären, beehren sich die Unterzeichneten, den Herrn Minister darüber zu interpelliren: a) Was ist der königlichen Staatsregierung über die Absicht der preussischen Regierung in dieser Hinsicht bekannt? b) Welcher Rechtsansicht ist die königl. Regierung über die Frage: ob die preussischerseits geplante Uebertragung von Eisenbahnen an das Reich im Bundesrathe durch einfache Stimmenmehrheit beschlossen werden könnte, oder ob sie eine Verfassungsänderung (Art. 78) involvirt? c) Ist die königl. Regierung der Ansicht, dass für eine etwaige Zustimmung im Bundesrathe die Zustimmung der württembergischen Landesvertretung nöthig ist? d) Welche Stellung nimmt die königl. Regierung ein bezüglich der Tarifreform etc. im Eisenbahnwesen?

. . . .

Staatsminister v. Mittnacht: Meine Herren! Ich halte es für angemessen, zunächst dem hohen Hause darüber Mittheilung zu machen, wie bisher die königl. Staatsregierung zu der hochwichtigen Angelegenheit sich verhalten hat, welche den Gegenstand der zur Berathung stehenden Anträge bildet. Man wird allerdings nicht fehlgehen, wenn man das Projekt der Erwerbung deutscher Eisenbahnen für das Reich in Verbindung und in Zusammenhang bringt mit dem bisherigen Nichtzustandekommen eines deutschen Reichseisenbahngesetzes. Meine Mittheilungen werden sich deshalb auch hierauf erstrecken, damit beginnen müssen. Der württembergischen Regierung sind von Seiten der Organe des Reiches zwei Entwürfe eines Reichseisenbahngesetzes zugekommen, ein umfassenderer Gesetzentwurf, der später zurückgezogen oder eigentlich umgearbeitet wurde, im Frühling 1874 und ein kürzerer, ausdrücklich als „vorläufiger“ bezeichneter Entwurf im April 1875. Diese beiden Entwürfe waren aber nicht Vorlagen im Bundesrathe; sie waren im Reichseisenbahnamt ausgearbeitet und aufgestellt worden, und es wurden beide Entwürfe den Regierungen vorläufig mitgetheilt. Die württembergische Regierung hat beide Entwürfe einer eingehenden Prüfung unterzogen und hat sich dabei natürlich zunächst von den Prinzipien und Bestimmungen der Reichsverfassung leiten lassen. Sie hatte also im Auge zu behalten die Bestimmung Art. 4 Ziff. 8 der Reichsverfassung, wonach der Gesetzgebung des Reiches und der Beaufsichtigung desselben unterliegt das Eisenbahnwesen im Interesse der Landesvertheidigung und des allgemeinen Verkehrs sowie die Vorschrift des Art. 42 der Reichsverfassung, wonach die Bundesregierungen sich verpflichtet haben, die deutschen Eisenbahnen im Interesse des allgemeinen Verkehrs wie ein einheitliches Netz verwalten zu lassen. Von diesen Gesichtspunkten aus hat die königl. Regierung ihre Bemerkungen zu dem ersten Entwurfe mit einer eingehenden Begründung derselben im Oktober 1874 dem Reichseisenbahnamt übergeben, und es hat sich dieselbe nicht etwa darauf beschränkt, diejenigen

Punkte, die sie zu beanstanden hatte und die ihr zu Bedenken Anlass gaben, hervorzuheben, sondern sie hat auch Gegenvorschläge gemacht, durch deren Annahme nach der Ansicht der württembergischen Staatsregierung die betreffenden Bedenken sich hätten beseitigen lassen. Die königl. Staatsregierung darf auch eine gewisse Rechtfertigung ihrer damaligen Bedenken darin erblicken, dass eine grössere Zahl derselben im zweiten umgearbeiteten Entwurf eine Berücksichtigung gefunden hat. Dieser zweite umgearbeitete Entwurf war zunächst dazu bestimmt, die Grundlage zu bilden für eine in Aussicht genommene sogenannte informatorische Berathung von Kommissaren verschiedener Bundesregierungen. Diese informatorische Berathung hat im Juni 1875 stattgefunden; es hat ein Vertreter der württembergischen Regierung an derselben theilgenommen, und sie sollte die weitere Behandlung der Gesetzesvorlage, insbesondere die Berathung im Schoosse des Bundesrathes, zu der es dann aber nicht gekommen ist, vorbereiten. Der zweite Gesetzentwurf enthält eine Reihe von Spezialbestimmungen über den Bau, die Anlegung und Ausrüstung der Eisenbahnen, ihre Ausstattung mit Betriebsmitteln, über die Einführung direkter Verkehre, über das Tarifwesen, die Aufstellung der Fahrpläne und über die Organisation der Verwaltung. Ein Theil dieser in dem zweiten Entwurf enthaltenen Bestimmungen hatte den Charakter von gesetzlichen Ausführungsvorschriften zu den in der Reichsverfassung aufgestellten allgemeinen Grundsätzen; der andere Theil enthielt eine Erweiterung der Bestimmungen des VII. Abschnitts der Reichsverfassung. Weder die einen noch die anderen dieser Vorschriften gaben der württembergischen Regierung Anlass zu einer prinzipiellen Beanstandung, wenn sie auch nicht zu allen einzelnen Punkten ihre Zustimmung geben konnte und gegeben hat. Dagegen wurde allerdings auch von der württembergischen Regierung beanstandet, dass man an die Spitze des zweiten Entwurfes einen Grundsatz von allgemeiner Bedeutung und von grosser Tragweite gestellt hat, eine Bestimmung des Inhalts, dass die unmittelbare Aufsicht über die deutschen Eisenbahnen dem Reich in Zukunft zukommen und dass den Landesregierungen nur bestimmte einzelne Befugnisse verbleiben sollen. In dieser Bestimmung glaubte die königl. württembergische Regierung eine formelle Abänderung der Reichsverfassung erblicken zu müssen; und sie hat darin auch eine materielle Verkehrung der Bestimmungen der Reichsverfassung erblickt, welche doch darauf hinauszulaufen scheinen, dass die unmittelbare Aufsicht über das Eisenbahnwesen in der Regel den einzelnen Landesregierungen verbleibt und dem Reiche die Aufsicht nur in gewissen Grenzen und Richtungen zukommt. Es schien auch bedenklich zu sein, an die Spitze eines Gesetzentwurfes, der so viele Detailbestimmungen enthält, einen Grundsatz von solch prinzipieller Tragweite zu stellen, ohne das Verhältniss dieses Grundsatzes zu den Detailbestimmungen überall klarzulegen und festzustellen. Ich für meine Person habe geglaubt, man hätte auf diesen Grundsatz wohl verzichten und doch dem Gesetz einen praktischen und nützlichen Inhalt geben können; denn über solche prinzipielle Grundsätze verständigt man sich häufig viel

Nr. 5598. Württemberg. 30. März 1876.

schwerer als über Detailbestimmungen, deren Nutzen in die Augen springt. Indessen trotz der Bedenken der königl. Staatsregierung bezüglich der angeführten Bestimmung ist sie in die Berathung des Gesetzentwurfes miteingetreten, indem sie von dieser Berathung eine Klarlegung der Sachlage und schliesslich ein Einverständniss darüber, was weiter zu geschehen habe, erhoffte. Die königl. Staatsregierung hat es zu bedauern, dass der Gesetzentwurf nicht einmal vollständig berathen wurde, und dass auf denselben seither auch nicht mehr zurückgekommen worden ist. Es ist ihr dadurch unmöglich gemacht, darzuthun, dass ihr Verhalten die Auffassung nicht rechtfertigen würde, dass es unmöglich sei, durch ein Reichseisenbahngesetz eine wirksame, den allgemeinen Verkehrsinteressen entsprechende Aufsicht dem Reich überhaupt zuzuwenden. Was die Tariffrage betrifft, nach welcher die HH. Interpellanten sich erkundigt haben, so wurde dieselbe seit dem Beginn des Jahres 1874 im Bundesrathe behandelt. Der Bundesrath, der durch Beschluss vom 29. März 1874 eine einheitliche Tarifreform in Aussicht gestellt hatte und bis dahin ein vereinzeltes Vorgehen der Regierungen vermieden zu sehen wünschte, hat am 13. Februar 1875 sein Einverständniss damit erklärt, dass von der württembergischen Regierung in dem Falle, wenn gegen den 1. Juli 1875 die Tarifreform zu einem Definitivum nicht gelangt sei, an den Tarifvorschriften der württembergischen Staatseisenbahnen in provisorischer Weise und unter Einhaltung der über die Tariferhöhungen von dem Bundesrathe getroffenen Bestimmungen solche Modificationen vorgenommen werden können, welche die Wiederherstellung von brauchbaren Tarifen für den Güterverkehr zwischen Württemberg einerseits und Baden und Bayern andererseits, sowie zwischen Baden und Bayern über Württemberg ermöglichen. Von dieser Ermächtigung hat die württembergische Regierung Gebrauch gemacht. Sie hat am 1. Juli 1875 in provisorischer Weise das sogenannte gemischte Gütertarifsystem für den württembergischen internen Verkehr eingeführt und die Tarifeinheitssätze zu demselben im Einverständnisse mit dem Reichseisenbahnamte festgestellt. Auch werden unter Verwendung dieser neuen Tarifbestimmungen die Wechseltarife mit den Bahnverwaltungen der Nachbarstaaten geregelt. Was die Tariffrage im allgemeinen betrifft, so hat am 13. Februar 1875 der Bundesrath an den Reichskanzler das Ersuchen gestellt: nach vorgängiger Vernehmung von Sachverständigen aus den Kreisen des Handelsstandes, der Industrie, der Landwirthschaft und der Eisenbahnverwaltungen dem Bundesrathe, sobald die Vorarbeiten es gestatten, geeignete Vorschläge für die Einführung eines der Reichsverfassung entsprechenden einheitlichen Frachttarifsystems für die Eisenbahnen Deutschlands zur Beschlussnahme vorzulegen, wobei der Satz allerdings beigefügt war: dass davon auszugehen sei, dass der Beibehaltung und weiteren Ausdehnung des natürlichen Tarifsystems neben einem anderen System nichts entgegenstehe. Am 15. Januar d. J. hat der Reichskanzler das Ergebniss dieser Enquête-Kommission — und ich bemerke, dass diese Enquête-Kommission über einen bestimmten Vermittelungsvorschlag sich geeinigt hat — dem Bundesrathe zur Kenntnissnahme überreicht,

indem er sich in Bezug auf die daran zu knüpfenden Maassnahmen seine Vorschläge vorbehielt. Bis jetzt sind allerdings solche Vorschläge nicht gemacht. Einem gleichmässigen Gütertarifsystem, welches dem Reinertrage der Bahnen nicht zu empfindlich schaden würde, beizutreten, wäre die württembergische Regierung jeden Augenblick bereit. Was die Ausführung der Art. 41—47 der Reichsverfassung im übrigen betrifft, wonach die HH. Interpellanten ebenfalls gefragt haben, so besteht bekanntlich für die deutschen Eisenbahnen ein Betriebsreglement für jede Gattung des Verkehrs; es besteht ein Bahnpolizeireglement, welches sich mit dem Zustande, der Unterhaltung und Bewachung der Bahnen und mit den Einrichtungen und Zuständen der Betriebsmittel, mit den Einrichtungen und Maassregeln für die Handhabung des Betriebs etc. befasst. Es besteht eine Signalordnung, es bestehen Regulative für die militärische Benutzung der Bahnen; die Feststellung von Normen für den Bau neuer Bahnen ist zu gewärtigen; über die Feststellung und das Ineinandergreifen der Fahrpläne cognoscirt das Reichseisenbahnamt; dasselbe leitet auch die statistischen Arbeiten. Was nun die Frage betrifft, ob ein Zustandekommen eines Reichseisenbahngesetzes noch zu hoffen sei, so kann ich doch nicht umhin, anzuführen, dass die Worte, mit welchen der Vorsitzende der informatorischen Konferenz im Juni 1875 dieselbe entlassen hat, die Hoffnung auf schliessliche Verständigung keineswegs ausgeschlossen haben. Er hat nämlich damals bemerkt: er habe noch die Hoffnung auszusprechen, ja er könne sagen, die Ueberzeugung, dass es gelingen werde, früher oder später, im Verein, wenn auch nicht mit allen, so doch mit der grossen Mehrheit der deutschen Regierungen, einen Boden zu finden, auf dem es der Reichsregierung ermöglicht werde, eine Gesetzesvorlage über diese wichtige Materie auszuarbeiten, welche sie vor der Nation zu vertreten im Stande sei. Es haben über die verschiedenen Standpunkte nun Aufklärungen stattgefunden, und das sei schon ein sehr erheblicher Vortheil; wir seien in Deutschland daran gewöhnt, dass wir grosse und schwierige Gegenstände — und zu diesen gehöre der Entwurf eines Reichseisenbahngesetzes — nicht im ersten Anlauf in mustergültiger Weise regeln, wir seien an Geduld gewöhnt; aber die deutsche Ausdauer und das nationale Gefühl helfen mit der Zeit über Bedenken, über praktische und sonstige Rücksichten hinweg, und das sei der Grund, weshalb der Vorsitzende der Hoffnung, ja, er dürfe verstärkt sagen, der Ueberzeugung Ausdruck geben könne, dass das Werk gelingen werde. Allerdings hat schon im November 1875 der Präsident des Reichseisenbahnamts im deutschen Reichstage gesagt: dass die Schwierigkeiten, welche bei der Bearbeitung des Reichseisenbahngesetzes sich herausgestellt haben, und welche sowohl auf dem politischen als auf dem wirthschaftlichen und finanziellen Gebiete liegen, eine Lösung anderer Art, als bisher versucht war, vielleicht nöthig machen werden. Im deutschen Reichstage, meine Herren, ist die Idee des Erwerbs der deutschen Eisenbahnen für das Reich am 24. November 1875 insbesondere zur Sprache gekommen, ohne indessen zu einem Beschluss gebracht worden zu sein. Der

Nr. 5598. Württemberg. 30. März 1876.

Eindruck, den die damalige Verhandlung im Reichstage gemacht hat, war allgemein der: dass auch solche, die in dieser Idee einen höchst bedeutenden und vielleicht für die fernere Zukunft fruchtbringenden Gedanken erblicken, die baldige Ausführung dieses Gedankens für unmöglich und unausführbar gehalten haben. Was aber dann nachfolgte, das ist bekannt. Zunächst hat in der Presse ein gewaltiges Treiben sich bemerkbar gemacht, wonach man hätte annehmen müssen, dass der Reichstag noch in der letztabgelaufenen Session mit einer Vorlage über den Erwerb aller deutschen Eisenbahnen für das Reich würde befasst werden, was aber nicht geschehen ist. Die württembergische Staatsregierung war ihrerseits ohne jede Mittheilung von maassgebender Stelle in Berlin; sie hat aber etwa um den Jahresschluss in vollkommen glaubhafter Weise in Erfahrung gebracht, dass es sich nur um die Erwerbung von Privatbahnen handle, und dass Staatsbahnen in die Kombination in keiner Weise einbegriffen seien, und dies hat mich, um das beiläufig zu bemerken, berechtigt, am 7. Januar bei einem nicht offiziellen Anlass auszusprechen: dass ich Grund habe, zu glauben, dass ein Ansinnen, uns unserer württembergischen Staatsbahnen zu entäussern, in Wirklichkeit nicht werde an uns gestellt werden. Im weiteren Verlaufe hat die Sachlage eine Aenderung in so fern erlitten, als die königl. preussische Regierung dahin fortgeschritten ist, Erwägungen darüber anzustellen: ob sich die Erwerbung der preussischen Privatbahnen für den preussischen Staat mehr empfehle oder der Uebergang des preussischen Bahnbesitzes an das Reich. Aber auch in diesem weiteren Stadium der Frage hat man an maassgebender Stelle in Berlin daran festgehalten, dass ein Grund zu einer Beunruhigung wegen Erhaltung der nichtpreussischen Staatsbahnen nicht vorliege, dass man in Berlin weder das Recht beanspruche noch das Bedürfniss empfinde, auf die Verwaltung der nichtpreussischen Staatsbahnen einen anderen als den durch die Reichsverfassung gewährleisteten Einfluss zu üben. Ich habe keine Anhaltspunkte dafür, dass in dieser Auffassung an maassgebender Stelle eine Aenderung sich vollzogen hätte. Immerhin war und blieb der Erwerb auch nur des preussischen Bahnbesitzes mit allen sich daran knüpfenden Aufgaben und Verpflichtungen des preussischen Staates eine grosse Sache für das Reich, und wir hielten deshalb als ein Glied des Reiches uns veranlasst und berechtigt, den von einer deutschen Regierung über die Räthlichkeit und Zweckmässigkeit eines Verkaufes ihres Bahnnetzes an das Reich angestellten Erwägungen gegenüber von unserem Standpunkt aus Erwägungen anzustellen über die Räthlichkeit und Zweckmässigkeit des Ankaufes für das Reich, und diese Erwägungen haben dahin geführt, dass wir gegen das Ende des Monats Februar den württembergischen Gesandten in Berlin, der bekanntlich zugleich Mitglied des Bundesrathes ist, beauftragt haben, an maassgebender Stelle Mittheilung zu machen, dass die vorläufige, in jenem Stadium der Sache vorläufige, Ansicht der württembergischen Staatsregierung dahin gehe: dass sie aus politischen, finanziellen und wirthschaftlichen Gründen für den Erwerb der deutschen oder der preussischen Bahnen durch das Reich ihre Stimme nicht

abgeben könne. (Beifall.) Diese Mittheilung wurde in Berlin von unserem Gesandten gemacht vor beiläufig einem Monat, zu einer Zeit, wo das preussische Staatsministerium seinen Entschluss noch nicht gefasst hatte. Auf eine nähere Darlegung unserer Bedenken und Gründe sind wir damals nicht eingegangen, hauptsächlich deshalb, weil in jenem Stadium die königl. preussische Regierung die Angelegenheit als eine res interna betrachtet hat, dann aber auch deshalb, weil ja überhaupt die Gründe und Gegengründe in dieser Angelegenheit auf beiden Seiten im voraus so ziemlich bekannt sind. Ich will auch heute nur auf einige wenige Andeutungen mich beschränken. Die Regierung kann ja erst im Bundesrathe erschöpfend und endgültig über die Frage sich aussprechen. Politisch, meine Herren, haben wir uns ganz auf den Boden der Reichsverfassung gestellt, welche, wie ich nach der ganzen Entwicklung des deutschen Eisenbahnwesens und des deutschen Staatswesens glaube, aus guten Gründen das Eisenbahnwesen nicht wie das Post- und Telegraphenwesen als einheitliche Staatsverkehrsanstalten eingerichtet und verwaltet sich gedacht hat: es hätte ja sonst das Eigenthum an den Eisenbahnen dem Reiche vindicirt werden müssen schon mit dem Reichsgesetze vom 23. Mai 1873, welches das Reich als Eigenthümer des gesammten militärischen und Post- und Telegraphen-Besitzes constituirte. Sodann würde der Erwerb nur der preussischen Staatsbahnen doch eine sehr unvollkommene, unfertige und gewiss zu weiterem drängende Lösung der Frage sein. Wir erinnern uns des Wortes von den Eierschalen, das bezüglich unseres Post- und Telegraphen-Reservats gefallen ist. Wie man sich die Weiterentwicklung und das Endergebniss denkt, darüber müssten uns die Freunde des Projekts noch etwas detaillirteren Aufschluss geben. Es hat mich gefreut, zu hören, dass der Herr Abgeordnete Elben in dieser Beziehung eine andere Ansicht hat als viele Freunde des Projekts und auch sehr viele Correspondenten des gelesensten Blattes unseres Landes; es freut mich das, aber es kann mich nicht ganz beruhigen, trotz des überwiegenden Verständnisses des Herrn Vorredners in der Frage. Was die finanzielle Seite betrifft, so will ich mich enthalten, bestimmte und zuverlässige Rechnungen aufzustellen; aber das, glaube ich, können wir sagen, dass wir mit dem Eingehen auf das Projekt doch jedenfalls ein ganz erhebliches finanzielles Risiko übernehmen würden. Dass die Erträgnisse des preussischen Bahnbesitzes mit all den Aufgaben und Verpflichtungen, die dem preussischen Staat obliegen, die Entschädigung ausgleichen würden, welche das Reich für den Erwerb des preussischen Bahnbesitzes zu leisten haben wird, das ist doch mindestens zweifelhaft, ist jedenfalls noch nicht bewiesen, und da meine ich nun: das Risiko, neben einem etwaigen uns allein treffenden württembergischen Eisenbahndeficit, wie es ja durch erhebliche Herabsetzung der Frachten und anderes jeden Tag herbeigeführt werden könnte, auch noch zu participiren an einem etwaigen Reichseisenbahndeficit, — dieses Risiko ist zu gross für unsere ohnehin angespannten Kräfte. Was die wirthschaftliche Seite der Frage betrifft, so habe ich zuzugeben, dass das deutsche Eisenbahnwesen, insbesondere

Nr. 5598. Württemberg. 30. März 1876.

in Folge der Zersplitterung der Verwaltungen und des Bahnnetzes, an erheblichen Mängeln leidet, und dass namentlich das Tarifwesen einer gründlichen Vervollkommnung und Vereinfachung dringend bedarf; ich bestreite auch nicht, dass das preussische Projekt in seinem weiteren Verfolge wohl geeignet sein könnte, hier an die Stelle schädlicher Vielheiten eine vortheilhaftere Einheit zu setzen, obwohl man sich doch vor der Illusion hüten muss, dass durch einen blossen Wechsel des Besitzers plötzlich alle Schwierigkeiten in der Sache beseitigt und gehoben würden. Aber, meine Herren, die Frage bleibt eben doch berechtigt: ob bei dem Bau und dem Betrieb der Eisenbahnen die schonende Beachtung verschiedener wirthschaftlichen Interessen, die Rücksichtnahme auf alle Theile eines Landesgebietes, in dem Maasse, wie sie von den Landesregierungen gewährt werden kann und gewährt wird, auch seitens einer grossen Eisenbahncentralleitung für das Reich bethätigt werden könnte. Die Frage bleibt berechtigt: ob denn auf einem Gebiete, welches vorzugsweise doch auch auf die Entwicklung lokaler Kräfte und Interessen angewiesen ist, eine straffe Centralisation für das ganze Reich oder einen grossen Theil desselben unbedingt heilsam ist. Ich glaube, dass, was diese wirthschaftliche Seite betrifft, man sich in gewissen Kreisen, die sich vorzugsweise mit dieser Seite der Frage zu befassen angewiesen sind, doch auch Illusionen hingibt. Das Gute, das man hat, schätzt man nicht mehr; man kennt die Gebrechen und Mängel eines bestehenden Zustandes ganz genau, und man glaubt, das Gute, das man hat, zu verlieren sei unmöglich. Bei einem Neuen, Unbekannten ist man nur gar zu sehr geneigt, nur die Lichtseiten in das Auge zu fassen und nicht auch nach den Schattenseiten zu fragen. Dass wir, meine Herren, gegen die Erwerbung der deutschen, also auch der württembergischen, Bahnen uns aussprechen, kann niemand wundergenommen haben; denn es sind noch nicht 6 Jahre, dass die württembergische Regierung ein württembergisches Post- und Telegraphenreservat sich ausbedungen und gewährleistet erhalten hat. Es scheint mir doch ein genügender Anlass nicht vorzuliegen, nun plötzlich unsere Eisenbahnen, Posten und Telegraphen zusammen abzugeben. Wenn übrigens je diese Weggabe der württembergischen Eisenbahnen angeregt würde und in Frage käme, dann ist unsere rechtliche Ansicht allerdings die: dass zu einem solchen Schritte die Zustimmung der württembergischen Landesvertretung erforderlich ist. (Beifall.) Meine Herren! Es scheinen mir im Eisenbahnwesen die Verhältnisse in Nord- und Süddeutschland eben wesentlich verschieden zu sein; sie scheinen mir noch so ungleich zu sein, dass eine grössere als die verfassungsmässige communio im Eisenbahnwesen kaum zulässig sein dürfte. Preussen steht jetzt eben vor einer grossen, schwierigen und prinzipiellen Aufgabe im Eisenbahnwesen; aber ich meine, Preussen sei nach allen Seiten stark und kräftig genug, um dieser Aufgabe gerecht werden zu können auch zum Heile des gesammten deutschen Eisenbahnwesens. Ich bestreite gar nicht, dass, wenn Preussen in seinem Verkehrsgebiete die Eisenbahnen concentrirt und selbst verwaltet, es zu einer gewaltigen Eisenbahnmacht wird. Aber,

meine Herren, wir können doch eigentlich einen Missbrauch dieser Gewalt von Seiten der deutschen Vormacht nicht befürchten, und es hat mich gewundert, wie weit hier der Vorredner gegangen ist. Würden wir aber einen solchen Missbrauch zu befürchten haben, dann, muss ich offen sagen, ist auch die Stellung Preussens im Reich eine so präponderirende und gewaltige, dass die Umwandlung der preussischen Bahnen in Reichsbahnen eine ausreichende Garantie uns nicht bieten würde; denn ich weiss wahrhaftig weniges, was Preussen im Reich nicht durchsetzen könnte, wenn es rücksichtslos vorgehen will. Deshalb können wir darauf, dass wir bei der Verwaltung der Reichseisenbahnen mitzusprechen und mitzuwirken hätten, das Gewicht eines so grossen Gewinnes, wie der Herr Vorredner geglaubt hat, nicht legen. Dass, meine Herren, die königl. preussische Regierung neuestens im preussischen Landtage die Ermächtigung nachgesucht hat, in Unterhandlungen mit dem Reich eintreten zu dürfen über das Abgeben des gesammten preussischen Bahnbesitzes an das Reich, erwähne ich nur deshalb, weil die HH. Interpellanten gefragt haben: was der königl. Staatsregierung über die Absicht der königl. preussischen Regierung in Betreff der Uebertragung deutscher Eisenbahnen auf das Reich bekannt sei. Die HH. Interpellanten wissen, wenn sie den Gesetzentwurf und die Motive zu demselben gelesen haben, darüber gerade so viel als ich. Wenn nun in Folge dieses Vorgehens der königl. preussischen Regierung ein Offert an das Reich gelangen sollte, so werden wir dasselbe mit all der Rücksicht und Achtung entgegenzunehmen und zu prüfen haben, welche die preussische Regierung von ihren Verbündeten erwarten kann. Wenn der Reichskanzler, welcher das Reich über alles, auch über Preussen setzt, ein solches Offert an das Reich bringt, so dürfen und müssen wir glauben, dass er dies thut, weil er damit dem Reich einen Dienst zu erweisen meint und sucht. Davon müssen wir ausgehen, und andere Motive dürfen wir nicht unterlegen. Wenn wir aber andererseits zu unserem bescheidenen Theile nach ehrlicher und gewissenhafter Prüfung der Verhältnisse zu einer anderen Ansicht gelangen, dann allerdings dürfen wir uns nicht abhalten lassen, zu dieser Ansicht uns zu bekennen und bis zum Schlusse für dieselbe einzustehen, durch den Terrorismus, der auch in dieser Angelegenheit mit dem Vorwurf und Bezicht des Particularismus von einem Theil der Presse und vom Parteistand aus geübt worden ist und noch geübt werden wird. (Beifall.) Ihr Votum, Ihre Ansicht über die Angelegenheit ist natürlich von entscheidender Bedeutung für das fernere Verhalten der königl. Staatsregierung. Es werden die von Ihnen nun anzustellenden Erörterungen in der Sache einen um so grösseren Eindruck machen, je leidenschaftsloser, ruhiger, objektiver, bundesfreundlicher und insbesondere einmüthiger dieselben verlaufen werden. (Beifall.) Nun erübrigt nur noch eine Frage, welche der Herr Abgeordnete Oesterlen und die HH. Mitinterpellanten an die königl. Staatsregierung gerichtet haben, nämlich: Welche Rechtsansicht ist die königl. Staatsregierung in Betreff der Frage zu vertreten entschlossen, ob reichsverfassungsmässig die Ueber-

Nr. 5598. Württemberg. 30. März 1876.

nahme der preussischen und anderer Eisenbahnen auf das Reich im Bundesrath mit einfacher Stimmenmehrheit beschlossen werden könne? Diese Frage ist sehr allgemein gehalten und läuft eigentlich darauf hinaus, ob die Staatsregierung entschlossen sei, die Rechtsansicht zu vertreten, dass der Erwerb irgend einer Eisenbahn in Deutschland durch das Reich eine Verfassungsänderung enthalte. Nach meiner Ansicht kommt aber bei der Beantwortung dieser Rechts- und Verfassungsfrage viel an auf die concrete Gestaltung und auf die Modalitäten eines solchen Plans. Es ist z. B. für mich von grossem Interesse, welche Hoheitsrechte ein Staat, der seine Eisenbahnen abgeben will, mit übertragen oder welche er etwa für sich behalten will. Nun kennen wir den concreten Plan der königl. preussischen Regierung eben erst seit wenigen Tagen; vorigen Sonntag sind Vorlage und Motive in meine Hände gelangt. Man wird es deshalb begreiflich finden, wenn natürlich zwar die Frage im allgemeinen schon seit längerer Zeit in das Auge gefasst ist, jedoch Regierungsentschliessungen noch nicht herbeigeführt sind über eine Rechtsansicht, von der man ja nicht einmal weiss, ob sie je zur praktischen Bethätigung kommen wird. Denn es ist nicht gewiss, dass ein Offert an den Bundesrath gelangen wird, und käme ein solches, so darf man doch erwarten, dass der Bundesrath sich nicht über Nacht darüber schlüssig machen wird. Ich würde persönlich keinen Anstand nehmen, zu sagen, dass ich die Frage: ob das vorliegende preussische Projekt eine Verfassungsänderung mit sich bringt, jetzt keinesfalls verneinen möchte. Regierungsentschliessungen aber oder solche persönlichen Ansichten, welche in irgend einer Weise maassgebend wären, auszusprechen, bin ich nicht in der Lage, und möchte ich die HH. Interpellanten ersuchen, dabei heute sich zu beruhigen, dass die württembergische Regierung dieser Frage jedenfalls in keiner Weise präjudicirt hat. (Beifall.)

. . . .

Das Resultat der Berathung ist die Ablehnung des Antrages Elben mit 80 gegen 6 Stimmen und Annahme des Antrages Schmid mit 78 gegen 6 Stimmen.

Nr. 5599.

PREUSSEN. — Entwurf eines Gesetzes, betreffend die Uebertragung der Eigenthums- und sonstigen Rechte des Staates an Eisenbahnen auf das deutsche Reich.

§ 1.

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

Die Staatsregierung ist ermächtigt, mit dem deutschen Reiche Verträge abzuschliessen, durch welche

1) die gesammten im Bau oder Betriebe befindlichen Staatseisenbahnen nebst allem Zubehör und allen hinsichtlich des Baues oder Betriebes

von Staatseisenbahnen bestehenden Berechtigungen und Verpflichtungen des Staates gegen angemessene Entschädigung kaufweise dem deutschen Reiche übertragen werden;

2) alle Befugnisse des Staates bezüglich der Verwaltung oder des Betriebes der nicht in seinem Eigenthum stehenden Eisenbahnen, sei es, dass dieselben auf Gesetz, Concession oder Vertrag beruhen, an das deutsche Reich übertragen werden:

3) im gleichen Umfange alle sonstigen dem Staate an Eisenbahnen zustehenden Antheils- und anderweiten Vermögensrechte gegen angemessene Entschädigung an das deutsche Reich abgetreten werden;

4) ebenso alle Verpflichtungen des Staates bezüglich der nicht in seinem Eigenthum stehenden Eisenbahnen vom deutschen Reiche gegen angemessene Vergütung übernommen werden, und

5) die Eisenbahnaufsichtsrechte des Staates auf das deutsche Reich übergehen.

§ 2.

Bezüglich der im § 1 unter 1, 3 und 4 erwähnten Vereinbarungen bleibt die Genehmigung der beiden Häuser des Landtages vorbehalten.

Motive.

Die eigenthümliche Gliederung der Eigenthumsverhältnisse der preussischen Eisenbahnen hat seit langer Zeit das Bedürfniss einer gesetzlichen Regelung des Eisenbahnwesens lebhaft empfinden lassen. || Die Zersplitterung des Gesammtcomplexes in Staatsbahnen und ausgedehnte Privatbahnverwaltungen birgt die Gefahr einer für die Gesammtheit nachtheiligen Ausbeutung von Sonderinteressen und zugleich einer nicht genügend beschränkten Ausbildung der Eigenart bei den einzelnen Verwaltungen in sich. || Die Reichsverfassung hat zwar das Eisenbahnwesen im Interesse der Landesvertheidigung und des allgemeinen Verkehrs der Beaufsichtigung seitens des Reiches und der Gesetzgebung desselben unterstellt, und die Bestimmungen in den Artikeln 41 bis 47 würden, wenn sie vollständig zu praktischer Durchführung gelangten, für die in Preussen empfundenen Uebelstände ebenfalls wesentliche Abhülfe gewähren. Auch hat, um dieser Durchführung der Verfassungsbestimmungen näher zu treten, die Errichtung des Reichseisenbahnamtes durch das Reichsgesetz vom 27. Juni 1873 stattgefunden, wobei unter vorläufiger Regelung der Befugnisse des ersteren der Erlass eines Eisenbahngesetzes vorbehalten wurde. || Allein es ist seitdem wiederholt der Entwurf eines solchen Gesetzes aufgestellt worden, ohne dass es bei der vorläufigen Erörterung und Berathung gelungen wäre, auf das für die weitere reichsgesetzliche Regelung erforderliche Einverständniss Aussicht zu gewinnen. || Wenn die preussische Regierung hiernach der Befürchtung Raum geben muss, dass die reichsgesetzliche Regelung, von welcher eine Abhülfe der in ihrem Verkehrsgebiete zu Tage tretenden Uebelstände erwartet werden könnte, einstweilen nicht erreichbar sei, so liegt

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

ihr die Pflicht ob, wenigstens innerhalb ihres eigenen Verkehrsgebietes den vorhandenen Uebelständen auf anderem Wege thunlichst Abhülfe zu verschaffen. Während in den süddeutschen Staaten und ebenso im Königreich Sachsen auf den ausschliesslichen Betrieb der Eisenbahnen durch den Staat mit Erfolg bereits hingewirkt worden ist, beläuft sich in Preussen die Gesammtausdehnung der im Betriebe befindlichen Privateisenbahnen auf mehr als das Doppelte der Gesammtlänge der Staatseisenbahnen. Gerade innerhalb des preussischen Staatsgebietes tritt daher die Zersplitterung der Verwaltungsgebiete, die Verschiedenheit in den Einrichtungen sowie in der Tarifbildung am schärfsten hervor. | Die äussere Gestaltung des preussischen Staates ist zudem für eine Particulargesetzgebung über das Eisenbahnwesen im hohen Grade ungünstig. Das Verkehrsgebiet der preussischen Eisenbahnen beschränkt sich nicht auf das Landesgebiet. Die Durchsetzung des letzteren mit Gebietstheilen anderer Bundesstaaten hat die natürliche Folge, dass die Linien der preussischen Eisenbahnverwaltungen vielfach die Landesgrenzen überschreiten und eine Reihe verschiedener Landesgebiete durchziehen. Die Natur des Eisenbahnbetriebes macht es aber für die Eisenbahngesetzgebung zu einem auf die Dauer unabweislichen Bedürfniss, dass das Geltungsgebiet derselben sich auf ein zusammenhängendes Verkehrsgebiet erstrecke. Die Abgrenzung des Geschäftsgebietes der Landesaufsichtsbehörden durch die Landesgrenzen steht mit der Natur des Eisenbahnbetriebes nur da nicht im Widerspruch, wo die einzelnen Territorien mit abgegrenzten Verkehrsgebieten sich decken. || Für alle an dem Verkehrsgebiete der preussischen Eisenbahnen betheiligten Bundesstaaten ist daher bezüglich der Gesetzgebung und Beaufsichtigung des Eisenbahnwesens eine Gemeinsamkeit der Interessen gegeben, durch welche eine particulare Regelung innerhalb des einzelnen Bundesgebietes so gut wie ausgeschlossen wird. Die Mitwirkung dieser Bundesstaaten für Herstellung einer gemeinsamen durchgreifenden Gesetzgebung und einer gemeinsamen wirkungsvollen Organisation der Aufsichtsgewalt über das Eisenbahnwesen kann nicht leicht anders, als auf dem Wege der Reichsgesetzgebung in Anspruch genommen werden. Seitdem dieser Weg nach dem Ergebniss der bisherigen Versuche wenigstens für längere Zeit als nicht zum Ziele führend zu betrachten ist, erscheint Preussen genöthigt, dem Beispiele anderer deutschen Staaten zu folgen und die für seine Verhältnisse nothwendige Reform mit Hülfe seines eigenen Eisenbahnbesitzes mit aller Energie zu versuchen, ein Weg, welcher bei den heutigen Zuständen zugleich als der wirksamste anzusehen ist. || Bereits in den Motiven des Regierungsentwurfs zu dem Gesetze vom 11. Juni 1873, betreffend die Aufnahme einer Anleihe von 120,000,000 Thlrn. zur Erweiterung, Vervollständigung und besseren Ausrüstung des Staatseisenbahnnetzes (Gesetzsammlung pro 1873, S. 305) ist dem Gedanken Ausdruck gegeben, dass die Regierung zu erfolgreicher Pflege des Verkehrs, des Einflusses nicht entbehren könne, welchen sie durch den Besitz und die Verwaltung der Staatsbahnen auf die Privatbahnen auszuüben in der Lage sei. Mit der dichteren Verzweigung des Eisen-

bahnnetzes und der complicirteren Gestaltung der Betriebs- und Verkehrsverhältnisse gestaltet sich die Aufgabe für die Gesetzgebung und Beaufsichtigung des Eisenbahnwesens zu einer immer schwierigeren. || Die Gesammtlänge der preussischen Eisenbahnen, welche am Schlusse des Jahres 1844 sich auf 861 Kilometer belief, betrug am Schlusse des Jahres 1849 2742, 1854 3696, 1859 5002, 1864 6429, 1869 10,321 und am Schlusse des Jahres 1874 15,188 Kilometer. Das auf die Herstellung derselben verwendete Anlagekapital stieg in dem angegebenen Zeitraum von 101,600,000 M. auf 3,542,680,000 M. und die Jahreseinnahme von 10,600,000 M. auf 515,610,000 M.; die Zahl der Locomotiven wurde von 142 auf 6162, die Zahl der Personenwagen von 683 auf 9077, der Güterwagen von 1351 auf 132,497 vermehrt; die Zahl der im Laufe eines Jahres beförderten Personen wuchs von 3,940,000 auf 109,570,000, die Zahl der beförderten Güter von 7,845,000 auf 1,719,590,000 Centner. Die Gesammtzahl der im Betriebe befindlichen Stationen der preussischen Eisenbahnen betrug am Schlusse des Jahres 1874 1942, die Gesammtzahl der im Eisenbahnbetriebe beschäftigten Beamten einschliesslich des Hülfspersonals 44,441, die Gesammtzahl der Arbeiter 33,473. Im Laufe des Jahres 1875 sind weitere 1507 Kilometer Bahn dem Betriebe übergeben. Die Gesammtlänge der zur Zeit im Bau begriffenen Bahnen und der ausserdem noch concessionirten oder zur Ausführung bestimmten Strecken beläuft sich auf 4683 Kilometer, so dass nach Vollendung derselben das gesammte preussische Eisenbahnnetz eine Ausdehnung von 21,378 Kilometer (2850 Reichsmeilen) gewinnen wird. In den übrigen deutschen Staaten und ebenso in den angrenzenden ausländischen Gebieten hat die Entwickelung des Eisenbahnwesens und die Verdichtung des Schienennetzes einen ähnlichen Verlauf genommen; gleichwohl kann der Ausbau des vaterländischen Eisenbahnnetzes keineswegs als abgeschlossen betrachtet werden. Dazu tritt der allmählich beginnende Ausbau an die Hauptlinien sich anschliessender Lokalbahnen, welcher wesentlich dazu beitragen wird, den Verkehr auf den Hauptlinien zu steigern und an die Transportleistung der Bahnen wachsende Anforderungen zu stellen. Je dichter nun aber die Verzweigung der Linien, desto schwieriger wird die Construction und Innehaltung des Fahrplanes der einzelnen, an einander anschliessenden Strecken; je grösser die Zahl der Züge, welche täglich auf einer Station ankommen und abgehen, desto umfangreicher und verantwortlicher der Dienst auf den Stationen; je grösser die Verkehrsmassen und je zahlreicher die Verkehrsrichtungen sind, nach welchen sich die ersteren bewegen, desto mühevoller und umständlicher die exacte Ordnung des Transportgeschäfts. Die Schwierigkeiten, welche beispielsweise auf den Linien des rheinisch-westfälischen Industriegebietes der Regelung des Fahrdienstes aus der Menge der Anschlüsse und Uebergänge erwachsen, sind so ausserordentlich, dass bei einem aussergewöhnlichen Verkehrsandrang sich die planmässige Anbringung der Züge oft als unausführbar erweist. Die Zahl der Züge, welche auf verkehrsreichen Stationen täglich aufgenommen und abgelassen werden, beläuft sich vielfach auf weit über 100 und

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

die Gesammtlänge der Geleise, welche für die Aufstellung und Zusammensetzung derselben bestimmt sind, auf mehrere Meilen. Auch die verschiedenen Verkehrs-Relationen, in welchen einzelne Stationen ihre Güter versenden und empfangen, berechnen sich nicht selten nach Hunderten. Ebenso, wie eine erhöhte Leistungsfähigkeit der einzelnen im Eisenbahnbetriebe zu verwendenden Personen, ist auch ein erhöhter Kostenaufwand erforderlich, um den durch die Vermehrung der Eisenbahnverbindungen und die Zunahme des Verkehrs bedingten Anforderungen zu genügen. Abgesehen davon, dass sich die Baukosten neu anzulegender Bahnen in Folge der nothwendigen Einfügung in das vorhandene Eisenbahnnetz durch den Bau kostspieliger Anschlüsse und Ueberführungen, gemeinsamer Bahnhöfe etc. von Jahr zu Jahr höher stellen, werden auch die bereits vorhandenen Bahnen zu neuen und bedeutenden Kapitalaufwendungen genöthigt, um den Anforderungen in Bezug auf die Sicherheit des Betriebes und die Befriedigung des Verkehrsbedürfnisses zu genügen. Die Vermehrung der vorhandenen Geleise, die Anlage neuer Stationen und Haltestellen, der Umbau und die Erweiterung der Bahnhöfe, die Vermehrung der Betriebsmittel und die Beseitigung bestehender Niveaukreuzungen und Niveauübergänge erfordern einen Kostenaufwand, durch welchen das Anlagekapital einer Bahn mitunter auf das Doppelte seines ursprünglichen Betrages erhöht wird. — Ein grosser Theil der durch die bisherige Verkehrsentwickelung oder durch die nothwendige Rücksicht auf die Sicherheit des Betriebes erforderlich werdenden Anlagen, z. B. die Herstellung von Ueber- oder Unterführungen, und vielfach auch der Umbau der Bahnhöfe, erscheint aber als eine für den Bahneigenthümer unproduktive Aufwendung, insofern dieselbe nicht zugleich die Vorbedingung der Aufnahme eines künftigen wachsenden Verkehrs ist. Für die durch die Zunahme des Verkehrs bedingten oder mit Rücksicht auf die künftige Verkehrsentwickelung bewirkten Anlagen und Beschaffungen ist zwar die Möglichkeit gegeben, dass die aufgewendeten Kosten in der steigenden oder mindestens nicht zurückgehenden Rente der Bahn ihre Deckung finden. Allein die Rente beruht häufig auf wenig sicherer Grundlage; denn die Entwickelung des Verkehrs, zu dessen Vermittelung die Eisenbahnen berufen sind, ist keine durchaus stetige und gleichmässige; dem raschen Aufschwung folgt eine Stockung oder gar ein Rückgang. Die jüngste Vergangenheit hat zur Genüge bewiesen, dass die Eisenbahnen auch mit der Möglichkeit eines solchen Rückganges zu rechnen haben. Während noch vor wenigen Jahren die Forderungen an die Transportleistung der Bahnen keine Grenze kannten, stehen jetzt die in Folge derselben beschafften Transportwagen in grosser Zahl unbenutzt, und vielfache Mindereinnahmen lassen erkennen, wie weit der Erfolg hinter früheren Erwartungen, wenigstens gegenwärtig zurückgeblieben ist. Eine besondere Gefahr für die Erhaltung und die regelmässige Steigerung des Verkehrs auf den einzelnen Eisenbahnlinien liegt ausserdem in der Verschiebung der Verkehrsrouten, wie solche durch den Abbau einzelner Strecken und durch die Eröffnung von Concurrenzlinien bedingt wird. Wiederholt sind Bahnstrecken, welche

früher in den Routen des grossen Weltverkehrs lagen, in Folge dieser Verschiebung zu Nebenrouten, welche fast nur noch dem Lokalverkehr dienen, herabgedrückt worden. Andere haben durch die Herstellung von Concurrenzlinien einen so bedeutenden Theil ihres bisherigen Verkehrs verloren, dass die für die Bewältigung desselben mit grossen Kosten ausgeführten Anlagen weit über das vorhandene Bedürfniss hinausgehen. Auch ist nicht anzunehmen, dass diese für die Eisenbahnen nachtheilige Verschiebung der Verkehrswege früher zum Abschluss gelangen wird, als bis die Hauptlinien sowohl des deutschen wie des Eisenbahnnetzes in den unmittelbar angrenzenden Ländergebieten ausgebaut sind. || Wenn nach diesen Ausführungen die Aufgabe der Eisenbahnverwaltungen mit dem wachsenden Verkehr und der zunehmenden Verdichtung des Eisenbahnnetzes sich schwieriger und verantwortlicher gestaltet, so steigern sich in gleichem Verhältnisse die Schwierigkeiten und Hindernisse für eine wirksame Ausübung der Aufsichtsgewalt über das Eisenbahnwesen. || Nicht allein die genaueste Kenntniss des Eisenbahnbetriebes in allen Zweigen des Dienstes und mit allen Besonderheiten der Aufgabe aller bei dem Eisenbahnbetriebe mitwirkenden Organe, sondern auch eine umfassende Kenntniss der gesammten Betriebs- und Verkehrsverhältnisse der einzelnen Bahnen sind die ersten und unerlässlichen Voraussetzungen einer gedeihlichen Wirksamkeit der Aufsichtsbehörden. Die rasche und sachgemässe Untersuchung und Entscheidung eingehender Beschwerden, die Ermittelung der Bedeutung und des ursächlichen Zusammenhangs vorhandener Missstände, die gründliche und dauernde Beseitigung derselben, zweckentsprechende Anordnungen der Aufsichtsgewalt für die bessere und einheitliche Gestaltung der Betriebs- und Verkehrs-Einrichtungen, endlich die von der oberen Aufsichts-Instanz ausgehende Initiative einer mit dem wachsenden Bedürfniss fortschreitenden gesetzlichen Regelung des Aufsichtswesens — sind nur denkbar auf der breiten Grundlage einer die Verkehrs- und Betriebslage der Eisenbahnen durchaus beherrschenden Kenntniss. Diese praktische Kenntniss im vollen Umfange zu gewinnen und zu erhalten, ist für die ausserhalb der Verwaltung der Eisenbahnen stehenden Aufsichtsorgane um so schwieriger, je mehr es die Eisenbahnverwaltungen in ihrem Interesse finden, Ersteren den Einblick in die Verhältnisse nicht zu erleichtern. || Die im Betriebs- oder Verkehrsinteresse von der Aufsichtsbehörde getroffenen Anordnungen sind andererseits in manchen Fällen nicht ohne Verletzung finanzieller Interessen und deshalb nicht ohne lebhaften Widerspruch seitens der dadurch Betroffenen durchzuführen. Es ist die Aufgabe der Aufsichtsbehörde, darüber zu wachen, dass die Erweiterung der Bahnanlagen in dem Maasse stattfindet, als es die Sicherheit des Betriebs und der bestimmungsmässige Zweck der Eisenbahnen, als öffentliche Verkehrsstrassen zur allgemeinen Benutzung zu dienen, mit dem wachsenden Verkehr erfordern, und dass ebenso die Ausrüstung der Bahnen mit Betriebsmitteln dem Verkehrsbedürfniss entspricht. Da nun der bedeutende Kostenaufwand, mit welchem diese Anlagen und Beschaffungen verbunden sind, nach der obigen Ausführung zum Theil als

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

unproductiv, zum Theil keineswegs mit Sicherheit als dauernd ertragbringend anzusehen ist, so begegnen die Anordnungen der Aufsichtsgewalt leicht einer Abneigung der Eisenbahnen, denselben rechtzeitig und in vollem Umfange zu genügen. Diese Abneigung ist um so grösser, je ungünstiger die finanzielle Lage der Bahneigenthümer ist, und je mehr in der Vertretung der einzelnen Unternehmungen die Rücksicht auf deren augenblickliche Lage die Sorge für die künftige Entwickelung überwiegt. In solcher Lage befindet sich gegenwärtig eine erhebliche Zahl der Privateisenbahnen. Gegenüber dem Widerspruche der Verwaltungen übernimmt die Aufsichtsbehörde durch Anordnungen der bezeichneten Art eine um so schwerer wiegende Verantwortung, als die Erhaltung der Leistungsfähigkeit der einzelnen Unternehmungen zugleich im öffentlichen Interesse erforderlich ist. Die Inanspruchnahme des Credits durch Unternehmungen von geringer Creditsfähigkeit ist erfahrungsmässig mit so schweren Verlusten verbunden, dass sie wiederholt den gänzlichen Ruin derselben zur Folge gehabt hat. Das Maass der Anforderungen der Aufsichtsgewalt an die Eisenbahnen kann daher auch nicht ausschliesslich durch das Betriebs- und Verkehrsinteresse bestimmt werden. Die Bestimmung desselben ist vielmehr in so weit, als es sich nicht um unaufschiebbare Maassregeln handelt, ohne die gleichzeitige Berücksichtigung der Leistungsfähigkeit des Bahneigenthümers nicht wohl möglich. Nicht minder schwierig und verantwortlich ist die Stellung der Aufsichtsbehörde gegenüber den collidirenden Interessen der Eisenbahnen und der inländischen Produktion. Die ersteren haben an der Einfuhr ausländischer wie an der Ausfuhr inländischer Produkte im allgemeinen das gleiche Interesse, während das Interesse der letzteren nur die Erweiterung ihres eigenen Absatzgebietes erheischt. Es ist möglich, dass die inländische Produktion in Folge der Eisenbahntarife durch die Konkurrenz des Auslandes in einzelnen Fällen gelitten hat. Andererseits ist der Schutz derselben, soweit ein solcher mit den Interessen des Inlandes überhaupt vereinbar ist, ohne Schädigung der Interessen der Eisenbahnen nicht in jedem Falle ausführbar.

Die Aufgabe der gesetzlichen Regelung sowohl wie der Beaufsichtigung des Eisenbahnwesens wird überdies wesentlich durch den Umstand erschwert, dass bei der dem Eisenbahnwesen eigenthümlichen schnelleren Wandlung der Verhältnisse die gesetzlichen und reglementarischen Vorschriften sich oft in kurzer Zeit als unzulänglich erweisen. Durch die wachsenden Bedürfnisse des Verkehrs, die erhöhten Anforderungen an die Betriebsleistung der Eisenbahnen, die zunehmende Gefahr für Sicherheit des Betriebes, die Erfahrungen auf dem Gebiete der Organisation des Dienstes und die Vervollkommnung in der technischen Construction der Bahnanlagen und der Betriebsmittel werden die Voraussetzungen schnell und oft erheblich verändert, auf welchen jene Vorschriften beruhen. Sowohl das Betriebsreglement wie das Bahnpolizeireglement für die Eisenbahnen Deutschlands haben seit ihrem Erscheinen — im Jahre 1870 — bereits eine zweimalige Revision und Umarbeitung erfahren. Die Wandlungen auf dem Gebiete des Tarifwesens vollziehen sich sowohl hinsichtlich der Grund-

sätze, wie des Umfanges der Tarifbildung so schnell, dass manche der bestehenden Bestimmungen bereits ihre thatsächliche Grundlage verloren haben und selbst die Möglichkeit einer gesetzlichen Regelung in Frage gestellt werden kann. || So schwer es ist, in der Gesetzgebung sowohl, wie in der administrativen Regelung des Eisenbahnaufsichtswesens mit den Bedürfnissen der Zeit gleichen Schritt zu halten, so schwierig erscheint zugleich die Ausübung der Controle über die Beachtung der gesetzlichen und reglementarischen Vorschriften. Die Umgehung derselben wird vor Allem durch die Ausdehnung der Verkehrsbeziehungen über die örtlichen Grenzen ihres Geltungsbereiches erleichtert. Die Zahl der directen Verkehre ist ausserordentlich gewachsen. Dieselben erstrecken sich von Deutschland nach allen Ländern des europäischen Continents, von den holländischen Häfen nach Oesterreich und Ungarn, von Frankreich und Belgien nach dem Innern Russlands. Das Princip der gleichheitlichen Behandlung aller Transport-Interessen gegen die Gewährung unzulässiger Frachtvergünstigungen an einzelne Versender sicherzustellen, erscheint hier nicht überall erzwingbar. Die Erkenntniss der Unzulänglichkeit der Einwirkung der Aufsichtsgewalt für die Regelung des Eisenbahnwesens ist daher für die bedeutenden Erweiterungen des preussischen Staatseisenbahnbesitzes, wie solche durch die Creditbewilligungen der letzten Jahre herbeigeführt worden, der wesentlichste Impuls gewesen. || Ohne den Besitz und die Verwaltung eigener Eisenbahnen ist in der That eine wirkungsvolle Ausübung der gesetzlichen Aufsichtsgewalt dauernd nicht wohl denkbar. In dem Umfange, wie es die obere Leitung des Aufsichtswesens erfordert, können praktische Erfahrungen und die erschöpfende Kenntniss aller Theile des Eisenbahnbetriebes von den dem Betriebe selbst fernstehenden Organen der Aufsichtsverwaltung weder gewonnen, noch erhalten werden. Aus der Leitung des Betriebes und der Verwaltung selbst ergiebt sich die praktische Anregung für alle Verbesserungen im Eisenbahnwesen. Durch den Betrieb und die Verwaltung eines ausgedehnten eigenen Eisenbahnbesitzes wird daher die Staatsbehörde sich von den Bedürfnissen, den Wandlungen und der fortschreitenden Entwickelung des Eisenbahnwesens in Kenntniss erhalten, durch sachgemässe Anordnungen Störungen vorzubeugen und den hervortretenden Mängeln Abhülfe zu schaffen in der Lage sein. || Durch den Besitz und die Verwaltung eigener Eisenbahnen wird ausserdem der Staatsaufsicht die Möglichkeit gegeben, die von Aufsichtswegen getroffenen Anordnungen gleichzeitig innerhalb des eigenen Bahngebietes zur Ausführung gelangen zu lassen. Dieselben erhalten dadurch das Gepräge aus dem wirklichen Bedürfniss hervorgegangener, nothwendiger Maassregeln, deren Ausführbarkeit nicht zu bestreiten ist, deren Befolgung durch den Vorgang der Staatsverwaltung selbst einen lebhafteren Impuls erhält. || Von überwiegender Bedeutung aber ist der Einfluss, welchen der Staat — abgesehen von der gleichzeitigen Ausübung seiner Aufsichtsbefugnisse — durch die Concurrenz eigener ausgedehnter Linien auf den Betrieb der sämmtlichen übrigen Bahnen gewinnt. Gerade da, wo die Einwirkung der gesetzlichen Aufsichtsgewalt aufhört oder

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

sich als unzulänglich erweist — bei der Festsetzung der Fahr- und Frachtpreise, der Verbesserung der Betriebseinrichtungen, der Gewährung von Verkehrserleichterungen aller Art, deren Einführung gesetzlich nicht erzwungen werden kann oder doch dem lebhaftesten Widerstand seitens der Bahneigenthümer begegnen würde — macht sich der Einfluss geltend, welchen der Staat durch die in seinem Besitz befindlichen dominirenden Eisenbahnlinien auf die übrigen Bahnen auszuüben vermag. Derselbe vollzieht sich sicher, nachhaltig und widerspruchslos, weil das eigene Interesse die Bahnverwaltungen zwingt, dem Verkehr in gleicher Weise zu dienen wie die Staatsbahnen. Gerade hier ist daher der Staat in der Lage, durch eine einsichtige Verwaltung, durch eine nicht ausschliesslich von den Rücksichten auf den unmittelbaren finanziellen Erfolg beengte Erleichterung des Verkehrs der Entwickelung des Handels und der wirthschaftlichen Kräfte des Landes Dienste zu erweisen, deren Werth die Vortheile einer energischen Aufsichtsführung weit überbietet. Da die Aufwendungen für die Hebung und Erleichterung des Verkehrs bei den Staatsbahnen nicht lediglich in der steigenden Rente der Bahn, sondern zugleich in der Hebung des Wohlstandes und der Steuerkraft des Landes ihre Rechnung finden dürften, so ist die Verwaltung der Staatsbahnen nicht in gleichem Maasse, wie die Privatbahnverwaltungen durch finanzielle Rücksichten beengt und mehr, als diese, in der Lage, mit solchen Aufwendungen vorgehen zu können, welche nicht sofort durch eine entsprechende Verkehrszunahme aufgewogen werden. Alle derartigen, mit vorübergehenden finanziellen Opfern verbundenen Aufwendungen, alle Einrichtungen und Erleichterungen des Verkehrs, deren künftiger Erfolg nicht völlig sicher ist oder erst im Verlauf einer längeren Zeitperiode allmählich eintreten kann, werden leicht von einem Theile der Verwaltungen der Privateisenbahnen vermieden und verzögert, insbesondere, wenn die augenblickliche Erhaltung oder Steigerung ihrer Rente und ihres Credits denjenigen Interessen entspricht, welche in der Verwaltung der einzelnen Unternehmungen vertreten sind. Während die Staatsaufsicht sich der Regel nach ausser Stande sieht, einer solchen Haltung wirksam entgegenzutreten, wird dieselbe durch ein entsprechendes Vorgehen auf den fiskalischen Linien widerstandslos durchbrochen, sobald die Erhaltung des eigenen Verkehrs die Verwaltungen nöthigt, den gleichen Weg zu betreten. Endlich giebt die Verwaltung eines ausgedehnten eigenen Besitzes von Eisenbahnen dem Staate das einfachste Mittel, sowohl auf eine sorgfältige Verwaltung der Privateisenbahnen, als auch auf eine dem allgemeinen Interesse entsprechende, gleichmässigere Gestaltung des Verwaltungs- und Betriebsdienstes der Eisenbahnen hinzuwirken. Erfahrungsmässig wird das für die Betriebsleitung erforderliche höhere Beamtenpersonal der Privatbahnen im grossen Umfange aus den im Staatseisenbahndienst ausgebildeten Beamten entnommen, so dass die Staatseisenbahnverwaltung thatsächlich die Pflanzschule für die höheren Eisenbahnbeamten bildet. Die genauere Kenntniss der letzteren von den Einrichtungen der Staatseisenbahnen und die natürliche Geneigtheit, denselben bei den ihrer

Leitung anvertrauten Privateisenbahnen Aufnahme zu verschaffen, sichern allem, was sich bei der Staatseisenbahnverwaltung als praktisch zweckmässig bewährt hat, die Verbreitung in höherem Maasse, als es die Einwirkung der Aufsichtsbehörden zu erreichen vermag. || Die Gesammtlänge der im Betriebe befindlichen preussischen Staatseisenbahnen beträgt gegenwärtig 4280 Kilometer, die Länge der vom Staate verwalteten Privateisenbahnen 2917 Kilometer. Nach Inbetriebnahme der durch die Creditbewilligungen der Jahre 1873 bis 1875 genehmigten Erweiterungen des Staats-Eisenbahnnetzes sowie derjenigen Linien, welche den vom Staate verwalteten Privatbahnen noch concessionirt sind, wird sich die Regierung im Besitz eines von ihr verwalteten Eisenbahn-Complexes von circa 10,000 Kilometer befinden und die Leitung des Verkehrs auf bedeutenderen Verkehrsrouten Norddeutschlands wirksam zu beeinflussen im Stande sein. Die weitere Vervollständigung dieses ausgedehnten Eisenbahnbesitzes und die Ausbildung der einzelnen Linien desselben zu möglichst selbstständigen Verkehrsrouten müssen als die Aufgabe der künftigen Eisenbahnpolitik Preussens angesehen werden, wenn innerhalb des Verkehrsgebietes der preussischen Eisenbahnen dem Staate durch den Betrieb der von ihm verwalteten Linien ein den Verkehr regelnder Einfluss dauernd gesichert werden soll. || Es ist nicht zu verkennen, dass die Verwerthung dieses Einflusses in der Hand der preussischen Regierung die Verkehrsverhältnisse und den Eisenbahnbetrieb benachbarter, von dem preussischen Verkehrsgebiete eingeschlossener Bundesstaaten wesentlich berühren wird. Die Verkehrsleitung, die Tarifstellung, die Betriebs-Organisation der preussischen Staatsbahnen würden innerhalb des ganzen, unter dem Einflusse der dominirenden Staatsbahnlinien stehenden Verkehrsgebietes die vorwiegenden Normen bilden, und die Schwierigkeit, die Interessen der räumlich mitbetheiligten Bundesstaaten neben den preussischen in gerechter Weise wahrzunehmen, würde überwiegend von der preussischen Regierung nach eigenem Ermessen zu lösen sein. In dieser Erwägung hat die preussische Regierung nicht eher den bezeichneten Weg betreten wollen, als bis die Möglichkeit einer anderen, für die betheiligten Bundesstaaten günstigeren Lösung ausgeschlossen ist. Preussen hält sich für verpflichtet, zunächst dem Reiche die Möglichkeit zu gewähren, seinerseits den Einfluss auszuüben, den anderenfalls die preussische Regierung auszuüben genöthigt sein würde. || Durch die Reichsverfassung ist die Aufsicht über das Eisenbahnwesen im weiteren Umfange auf das Reich übertragen worden. Gleichwohl fehlt der Reichsaufsicht diejenige materielle Grundlage, welche sich für den preussischen Staat als die nothwendige Ergänzung und Voraussetzung der Ausübung des gesetzlichen Aufsichtsrechtes erweist. Abgesehen von den im äussersten Westen belegenen elsass-lothringischen Bahnen, welche bei ihrer Lage und ihrer geringeren Ausdehnung nicht genügen, um durch die Verwaltung derselben auf den Eisenbahnbetrieb innerhalb des deutschen Reiches regelnd und bestimmend einzuwirken, besitzt das Reich keine eigenen Bahnen. Auch würde dasselbe nicht wohl durch den Bau neuer Linien zu einem für den bezeichneten Zweck genügenden Besitze von Eisen-

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

bahnen gelangen können, nachdem der Ausbau des deutschen Eisenbahnnetzes bereits so weit vorgeschritten ist, dass ein selbstständiger Betrieb der noch zu bauenden Hauptbahnen kaum mehr möglich ist. Nur durch die freiwillige Uebertragung eines geschlossenen, durch das ganze Gebiet der Eisenbahnen sich erstreckenden Complexes bereits bestehender Linien würde daher dem Reiche die Möglichkeit gegeben werden können, sich die neben der Ausübung der Reichsaufsicht erforderliche Einwirkung auf den Eisenbahnbetrieb zu verschaffen und die ihm verfassungsmässig obliegende Aufgabe zu erfüllen. || Die Uebertragung des gesammten preussischen Staatseisenbahnbesitzes auf das Reich erscheint deshalb unter den obwaltenden Umständen als der natürlichste Weg zur Lösung der bezeichneten Aufgabe. | Das Reich ist vor Allem und in erster Reihe zu dieser Lösung berufen. || So segensreich das Machtmittel des Eisenbahnbesitzes in der Hand des preussischen Staates für den Verkehr und die wirthschaftliche Entwickelung innerhalb des engeren Staatsgebietes wirken mag und künftig bei weiterer energischer Ausbildung wirken würde, so wird dasselbe doch in der Hand des Reiches noch weittragendere Wirkungen hervorzubringen geeignet sein. Die höhere Machtstellung des Reiches, die Aufsichtsgewalt über das Eisenbahnwesen innerhalb des weiteren Reichsgebietes und die Vereinigung mit der Verwaltung der elsass-lothringischen Eisenbahnen werden wesentlich dazu beitragen, dem natürlichen Einflusse der Verwaltung der Staatslinien auf die Entwickelung des Eisenbahnwesens eine grössere Tragweite und eine verstärkte Bedeutung zu geben. | Manches würde dem particularen Einflusse des preussischen Staates unerreichbar bleiben, was das Reich im gleichzeitigen Besitze der preussischen Staatsbahnlinien unschwer und ohne Widerspruch durchzuführen in der Lage erscheint. Nicht wenige derjenigen Erscheinungen, welche das Verkehrsleben durch die Schwankungen und Wandlungen in den Interessen der Eisenbahnverwaltungen beunruhigt haben, würden durch die allmähliche Concentration des Eisenbahnwesens in der Hand des Reiches ferngehalten werden, wenn durch die dominirenden Linien der Reichsbahnen inmitten der Verkehrsbewegung auf den übrigen Linien die gesicherte und unentbehrliche Grundlage für eine mehr stetige und ruhige Entwickelung geschaffen würde. Zudem würde die ausgiebige Verwerthung des Einflusses der preussischen Staatseisenbahnverwaltung ausserhalb der Grenzen des preussischen Staatsgebietes leicht einer Abneigung begegnen können, welche voraussichtlich in demselben Maasse wächst, wie die Erweiterung des fiscalischen Eisenbahnbesitzes ein verstärktes Uebergewicht Preussens begründet. || Nicht der preussischen Regierung, sondern der Reichsregierung sollte daher die Verwerthung des in dem Besitze der preussischen Staatsbahnen und der künftigen Erweiterungen derselben gegebenen Machtmittels vorbehalten bleiben. || Die volle Bedeutung desselben für die Entwickelung des Eisenbahnwesens liegt auch nicht sowohl in den Zwecken des engeren Staatsinteresses, als vielmehr in der besonderen Aufgabe, welche dem Reiche gegenüber der gegenwärtigen Gestaltung der Eigenthums-Verhältnisse der deutschen Eisenbahnen durch die Reichs-

Verfassung zugewiesen ist. || Das gemeinsame Ziel der verfassungsmässigen Bestimmungen über die Ausübung der Aufsichtsgewalt des Reiches über das Eisenbahnwesen ist die Steigerung der Leistungsfähigkeit der Eisenbahnen für die Zwecke des allgemeinen Verkehrs und der Landesvertheidigung. || In Betreff der Zwecke des allgemeinen Verkehrs ist dem Reiche die besondere Aufgabe gestellt, die Transportleistung der Eisenbahnen für die Bedürfnisse des Verkehrs in möglichst weitem Umfange verwendbar zu machen und zugleich dieselbe billiger, sicherer und gleichmässiger zu gestalten. Daher ist vor Allem die Fürsorge für die Ausbildung des durchgehenden Verkehrs durch Herstellung in einander greifender Fahrpläne, durch den Uebergang der Transportmittel von Bahn zu Bahn, durch Beseitigung von Zwischenexpeditionen und aller derjenigen Hindernisse, welche sich in der Eigenart des Eisenbahnbetriebes der freien Bewegung der Güter vom Productions- zum Consumtionsgebiete hindernd entgegenstellen, dem Reiche übertragen worden. Die natürliche Entwickelung des Eisenbahnwesens, die Erweiterung des gesammten Eisenbahnnetzes im In- und Auslande und die Ausdehnung des Absatzgebietes der gesammten wirthschaftlichen Production haben die stetige Erweiterung und Vermehrung der directen Verkehrsbeziehungen unter den Eisenbahnverwaltungen zur nothwendigen Folge. Die im directen Verkehr beförderten Transportmassen durchlaufen auf den der Richtung entsprechenden Linien die Strecken der an dem Verkehr betheiligten Verwaltungen wie ein einheitliches, e i n e r Verwaltung unterstehendes Gebiet. Dadurch gestalten sich diese Linien für den betreffenden directen Verkehr zu einheitlichen Verkehrsrouten, auf welchen der Transportdienst für den Verbandsverkehr durch übereinstimmende Interessen geleitet und durch übereinstimmende Einrichtungen geregelt wird. Die Ausbildung solcher Routen für den durchgehenden Verkehr, auf welchen die verschiedenen zu Verbänden vereinigten Verwaltungsgruppen in der Vermittelung des Verkehrs concurriren, hat bereits eine bedeutende Höhe erreicht. Gerade in dem auf diesen Routen sich bewegenden grossen Weltverkehr, in welchem die Mitbewerbung der concurrirenden Interessen am lebhaftesten hervortritt, gelangen diejenigen Verbesserungen und Erleichterungen des Transportverkehrs zunächst und vorzugsweise zur Einführung, deren Förderung als die weitere Aufgabe der Reichsaufsicht bezeichnet ist, Ermässigungen der Fahr- und Frachtpreise, schnellere Beförderung, Erleichterungen des Reiseverkehrs, technische Verbesserung der Betriebsanlagen, übereinstimmende dienstliche Ordnung, Vereinfachung und praktischere Gestaltung der Einrichtungen des Expeditions- und Transportdienstes, kurz alle diejenigen Wandlungen, in welchen sich die allmähliche Vervollkommnung des Eisenbahnwesens vollzogen hat, sind zuerst auf den Hauptverkehrsrouten hervorgetreten. Hier macht sich das Bedürfniss in höherem Maasse geltend, während das Interesse der Verwaltungen in der grösseren Frequenz seine Rechnung findet. Von diesen Hauptverkehrsrouten haben sich die bewährt befundenen Aenderungen auf die verkehrsärmeren und weniger unter dem Einflusse der Concurrenz stehenden Linien des Local- und Nachbarverkehrs übertragen. ||

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

Die Ausbildung und leistungsfähige Gestaltung dieser Hauptrouten für die Anforderungen des grossen Verkehrs müssen daher als die vornehmste Aufgabe der Reichsaufsicht über das Eisenbahnwesen angesehen werden. || Ein schwer zu überwindendes Hinderniss für die Durchführung derselben liegt aber in der mehrerwähnten Gestaltung der Eigenthumsverhältnisse der Eisenbahnen. Dieselben werden von einer erheblichen Anzahl selbstständiger Verwaltungen betrieben, deren jede ihre besonderen Betriebseinrichtungen hat und durch ihre besonderen Interessen bestimmt wird. Je mehr und je weiter die Verkehrsbeziehungen, deren Vermittelung den Eisenbahnen zufällt, über das engere Gebiet der einzelnen Verwaltungen hinausgehen, je grösser also die Zahl der Verwaltungen ist, welche an den einzelnen Transportleistungen Theil nehmen, um so nachtheiliger tritt die Einwirkung dieser Verschiedenheiten hervor. Die Bildung directer Verkehre, die Einrichtung durchgehender Züge, Preisermässigungen und Verkehrserleichterungen jeder Art werden in demselben Maasse verhindert oder wenigstens verzögert, als die Zahl der bei der Transportleistung mitwirkenden Verwaltungen sich erhöht. In gleicher Weise wird die Vereinfachung und übereinstimmende Gestaltung aller formellen Vorschriften, welche für die Benutzung der Eisenbahnen seitens des Publikums maassgebend sind, und hierdurch die Möglichkeit, das letztere an die sorgfältige Beachtung derselben zu gewöhnen, durch die Vermehrung der selbstständigen Betriebsfactoren beeinträchtigt. Die Verständigung kann nur durch zeitraubende und umständliche Verhandlungen der betheiligten Verwaltungen gewonnen werden und bleibt immerhin von dem Widerspruch einer einzelnen derselben abhängig. || Diese Nachtheile treten um so schärfer hervor, je mehr die Interessen der einzelnen Verwaltungen auseinandergehen. Wenn die Hebung des Verkehrs einer gemeinsamen Verkehrsroute nicht übereinstimmend dem Interesse der betheiligten Verwaltungen entspricht, sondern mit dem überwiegenden Interesse irgend einer derselben an einer concurrirenden Route im Widerstreit steht, so wird diese voraussichtlich allen Maassnahmen entgegentreten, welche geeignet sind, der Entwickelung des Verkehrs auf der ersteren Route förderlich zu sein. Die Aufsichtsbehörde wird nicht immer oder nicht nachhaltig diesen Widerstand zu unterdrücken in der Lage sein, so dass durch denselben thathsächlich die Verkehrsentwickelung auf der ganzen Route gestört wird. || Zur Beseitigung dieser Nachtheile wird das Bestreben darauf gerichtet sein müssen, dass einerseits für die Hauptverkehrsrouten die Zahl der betriebleitenden Verwaltungen so weit eingeschränkt werde, um die zur Pflege des durchgehenden Verkehrs erforderlichen Einrichtungen und Vereinbarungen, wie sie dem wachsenden Bedürfniss und den fortschreitenden Erfahrungen entsprechen, ohne Schwierigkeiten und Weiterungen herbeiführen zu können — und dass andererseits an der Betriebsleitung der Hauptverkehrsrouten nur solche Verwaltungen Theil nehmen, deren Interessen übereinstimmend die Pflege des Verkehrs der gemeinsamen Route erfordern. Die gegenwärtige Zerstückelung der Bahnlinien in den meisten Hauptverkehrsrouten, wie solche durch die den einzelnen Ver-

waltungen unterstehenden Bahncomplexe bedingt ist, wird allmählich durch eine planmässige Behandlung der auf den Bau neuer Linien und die Zusammenlegung der vorhandenen gerichteten Bestrebungen zu beseitigen sein. Wenn daher zunächst in der Ausbildung und Consolidation der vorhandenen Routen für den durchgehenden Verkehr die weitere Entwickelung des Eisenbahnwesens vorzugsweise zu suchen ist, so erscheint es nicht zweifelhaft, dass die Concurrenz dieser Routen unter einander neben der directen Einwirkung der gesetzlichen Aufsichtsgewalt ein wichtiges Element für die Belebung, die Erleichterung und die Ausdehnung des Verkehrs derselben bildet. Die Lage des deutschen Eisenbahnnetzes, dessen Linien nach allen Richtungen die Grenzen des Reiches überschreiten, ist verschieden von derjenigen der englischen Eisenbahnen, welche überall an den Meeresküsten endigen. Wenn bei den letzteren eine dauernde Verständigung der concurrirenden Linien über die Theilung des Verkehrs in vielen Fällen möglich gewesen ist, so kann dagegen bei den ersteren die Möglichkeit einer solchen Verständigung nur in beschränkterem Umfange und meistens nur für eine engere Zeitdauer zugegeben werden. Nur innerhalb eines begrenzten Verkehrsgebietes ist eine dauernde Unterdrückung der Concurrenz durch Verständigung möglich, nicht aber in einem Verkehrsgebiete, dessen Grenzen sich von Jahr zu Jahr ändern und erweitern, in welchem die Strömungen und die wechselnde Richtung des Verkehrs nicht lediglich von der Production und den Verhältnissen des Inlandes, sondern ebenso von denjenigen des Auslandes abhängig sind. Unabhängig von Verständigungen dieser Art bleibt aber diejenige Concurrenz, welche nicht in der Preisstellung für die Transportleistung hervortritt. Gerade hier wird es die Aufgabe sein, den Wetteifer der concurrirenden Linien zu wecken und zu beleben, um durch zweckmässigere Gestaltung der Betriebseinrichtungen der einzelnen Bahnen, durch Beseitigung unnöthiger Disparitäten, durch Einführung und Verbreitung von Erleichterungen des Verkehrs das Ziel der Einheit des Betriebes ungeachtet der Verschiedenheit der Eigenthumsverhältnisse und der Interessen soweit wie möglich zu verwirklichen. Wenn das Reich in die Lage käme, für alle Richtungen des Verkehrs je eine der für die Vermittelung derselben vorhandenen Routen im eigenen Besitz zu haben, so würde hierin eine wirksame Garantie für die dauernde Förderung der Verkehrsinteressen gefunden werden können. Wenn aber auch eine solche Gliederung des Reichs- und Privateisenbahnbesitzes nicht überall, nicht sofort oder nicht vollständig zu erreichen ist, so würden doch, um die Einwirkung des Reiches auf die Verkehrsleitung nicht lediglich von der erfolgreichen Durchführung der Anordnungen der Aufsichtsgewalt abhängig zu machen, der Besitz und die Verwaltung des ausgedehnten Netzes der unter preussischer Staatsverwaltung stehenden Eisenbahnlinien für das Reich von hoher Bedeutung sein. Durch den Besitz dieser Transportlinien und deren zukünftiger Ergänzungen wird die Reichsregierung in die Lage kommen, in den Verkehr der einzelnen Routen wirksam einzugreifen und die übrigen Verwaltungen dahin zu führen, in ihrem eigenen Interesse den

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

Anforderungen des allgemeinen Verkehrs in Bezug auf Gleichmässigkeit, Sicherheit und den Umfang der Transportleistung diejenigen Zugeständnisse zu machen, welche die Aufsichtsgewalt nicht zu erzwingen vermag. || Auch für die Zwecke der Landesvertheidigung würde mit dem Uebergange der preussischen Staatseisenbahnen auf das Reich ein bedeutsamer und zugleich der verfassungsmässigen Aufgabe des Reiches entsprechender Schritt geschehen. Der glückliche Ausgang des letzten Krieges hat die grossartige Wichtigkeit eines den strategischen Zwecken adaptirten Eisenbahnnetzes offengelegt. Es ist die Aufgabe des Reiches, für die Verwerthung desselben zum Schutze des Reichsgebietes Sorge zu tragen. Die von der Natur wenig beschützten Grenzen des deutschen Reiches machen es für die Landesvertheidigung unerlässlich, die schleunigste Aufstellung der für die Deckung gefährdeter Grenzen erforderlichen Truppenmassen vorzubereiten. Ein durch alle Corpsbezirke verzweigtes Netz von Transportlinien, durch welches die beschleunigte Concentration nach jeder Richtung hin ermöglicht wird, ist daher die erste, die möglichste Steigerung der militärischen Leistungsfähigkeit der einzelnen Linien die weitere Aufgabe der Landesvertheidigung. Während für die erstere die Mitwirkung des Reiches bei Prüfung der auf die Herstellung neuer Linien gerichteten Anträge erforderlich ist, muss für die Erreichung der letzteren die eigene Verwaltung eines grösseren Theiles der deutschen Eisenbahnen und der damit verbundene nachhaltige Einfluss auf die Verwaltung der übrigen von entscheidender Bedeutung sein. Die Gleichmässigkeit aller Einrichtungen der Verwaltungen und des Betriebes, die übereinstimmende Ausbildung der in denselben mitwirkenden Beamten, die mit der Zunahme des Verkehrs fortschreitende Erweiterung der Bahnanlagen und des Fuhrparks der Eisenbahnen sind für die militärische Leistungsfähigkeit von derselben Bedeutung, wie für die Vermittelung des Friedensverkehrs. Alles, was dazu dient, die Leistungsfähigkeit der Eisenbahnen für den allgemeinen Verkehr zu steigern und die Transportleistung vollkommener zu gestalten, muss in gleichem Verhältniss auch der Leistungsfähigkeit der Eisenbahnen für den Landesschutz zu Gute kommen. Eine Concentration wichtiger Eisenbahnen in der Hand des Reiches ist daher zugleich für den Schutz der Grenzen und die wehrhaftere Gestaltung der Vertheidigungsfähigkeit des Reiches ein bedeutungsvolles Mittel, dessen Werth um so höher anzuschlagen ist, als für die meisten deutschen Staaten weder in der Gesetzgebung, noch in den Verleihungsurkunden der Eisenbahn-Concessionen derjenige Vorbehalt gemacht ist, durch welchen in anderen Ländern der künftige unentgeltliche Erwerb der Privateisenbahnen dem Staate gesichert ist. || Mit dem Uebergang des Eigenthums der preussischen Staatseisenbahnen wird zugleich der überwiegend grössere Theil aller dem Staate an dem Eigenthum, den Intraden oder der Verwaltung von Eisenbahnen zustehenden Rechte, mögen dieselben auf Gesetz, Concession oder Vertrag beruhen, für den Staat an Bedeutung verlieren und daher ebenso, wie die entsprechenden, dem Staate obliegenden Verpflichtungen, mit der Abtretung der Staatsbahnen dem Reiche zu

überlassen sein. || Die gegenwärtige Gesetzesvorlage bezweckt die vorläufige Ermächtigung der Regierung, mit dem Reiche in Vertragsverhandlungen einzutreten, welche die Uebertragung in dem bezeichneten Umfange zum Zwecke haben, ohne einer Prüfung des Ergebnisses derselben seitens der Landesvertretung zu präjudiziren. || Würden die vorbezeichneten Bestrebungen der Regierung Preussens wegen Uebertragung des preussischen Bahnbesitzes auf das Reich an dem Widerspruche maassgebender Organe des Reiches scheitern, so könnte es nicht zweifelhaft sein, dass alsdann Preussen selbst an die Lösung der gedachten Aufgaben mit voller Energie heranzutreten und vor Allem die Erweiterung und Consolidation seines eigenen Staatsbahnbesitzes als das nächste Ziel seiner Eisenbahnpolitik zu betrachten haben würde. Den Rücksichten, welche Preussen gegenüber seinen Bundesgenossen obliegen, wäre Genüge geschehen, und nichts würde entgegenstehen, der nachtheiligen Zersplitterung des Eisenbahnwesens und dem Ueberwiegen der Privateisenbahnindustrie selbstständig entgegenzuwirken. Dass durch die Erweiterung des preussischen Staatsbahnbesitzes, — durch die volle Entfaltung des in dem Besitze und der Verwaltung desselben liegenden Einflusses das Uebergewicht der mit den preussischen Bahnen verknüpften Interessen über die Grenzen des preussischen Staatsgebietes hinaus sich fühlbar machen würde, wäre eine wahrscheinliche Folge der alsdann von der preussischen Eisenbahnpolitik nothwendig einzuschlagenden Richtung.

Was die einzelnen Bestimmungen des Gesetzentwurfes anbetrifft, so findet sich Folgendes zu bemerken:

Zu 1. Bezüglich der Staatsbahnen würden die Verträge sich sowohl auf die im Bau, als auf die im Betriebe befindlichen Linien zu erstrecken haben. Zu den ersteren sind auch diejenigen zu rechnen, bei welchen die eigentliche Bauausführung in Ermangelung der Feststellung specieller Vorarbeiten noch nicht begonnen hat. || Das bei dem Bau und Betriebe der Staatsbahnen beschäftigte gesammte Personal würde hierbei, sein Einverständniss vorausgesetzt, in den Dienst des Reiches übernommen werden; anderenfalls würde das Reich nach dem Vorgange bei Abtretung der preussischen Bank die Befriedigung seiner gesetzlich begründeten Ansprüche zu übernehmen haben. Hiermit würde gleichzeitig das Reich die Verwaltung aller bei den einzelnen Staatsbahndirectionen bestehenden Pensions-, Kranken- und sonstigen im Interesse der Beamten oder Arbeiter errichteten Cassen nebst den betreffenden Fonds übernehmen. Der Kaufpreis würde, da die Absicht einer Bereicherung seitens des einen oder anderen der vertragschliessenden Theile selbstverständlich ausgeschlossen bleiben mus, in einer angemessenen, dem wirklichen Werthe der Gesammtheit der abzutretenden Staatsbahnen entsprechenden Entschädigung bestehen. Die Berechnung des Werthes dieser als ein Object zu betrachtenden Gesammtheit würde am Besten auf der Grundlage des vom Staate verwendeten Anlage-Capitals mit den Bauzinsen unter Berücksichtigung der seitherigen und zu-

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

künftigen Ertragsverhältnisse nach billiger Veranschlagung erfolgen müssen und die Entschädigung in der Form einer der Amortisation unterliegenden Rente zu gewähren sein. || Der Zeitpunkt der Uebernahme der im Betriebe befindlichen Bahnen wäre derart festzusetzen, dass alle bis zu demselben aufkommenden, wenn auch nach demselben zur Einziehung gelangenden Revenüen dem preussischen Staate verbleiben. || Mit dem Eigenthum der Staatsbahnen werden zugleich alle Zubehörungen derselben, namentlich alle Rechte, welche dem Staate bezüglich der an die Staatsbahnen anschliessenden Bahnstrecken, Bahnhöfe u. s. w. anderer Verwaltungen eingeräumt sind, sowie umgekehrt alle Verpflichtungen, welche bezüglich der eigenen Bahnstrecken vom Staate den angrenzenden Bahnverwaltungen eingeräumt sind, auf das Reich übergehen. Hierher gehören Pachtrechte, Mitbenutzungsrechte, Verwaltungs-, Betriebs- und Mitbetriebsrechte aller Art. Das Reich würde endlich mit der Uebernahme der Staatsbahnen zugleich in alle von der bisherigen Verwaltung eingegangenen Verträge und die daraus erwachsenen Rechte und Pflichten eintreten.

Zu 2. Durch den Uebergang des Eigenthums und der Verwaltung der Staatseisenbahnen auf das Reich wird gleichzeitig die Nothwendigkeit bedingt, dass auch die Verwaltung und der Betrieb der nicht im Eigenthum des Staates stehenden Eisenbahnen auf das Reich übergehen, insoweit nicht etwa auf Grund der bestehenden Verträge von den Eigenthümern gegen diese Uebertragung ein berechtigter Widerspruch erhoben werden könnte. Bei Bahnlinien von geringer Ausdehnung würde diese Uebertragung unzweifelhaft im eigenen Interesse der Bahneigenthümer liegen, weil die Ausscheidung der Gesammtheit der Staatseisenbahnverwaltung und die Nothwendigkeit der Errichtung besonderer Verwaltungsstellen für solche Bahnstrecken auf die Rentabilität derselben sehr nachtheilig einwirken müssten. Auch bei Bahnlinien von solcher Ausdehnung, dass dieselben ohnehin einen selbstständigen Verwaltungsapparat erfordern und auch ohne die Unterstützung der oberen Leitung des Staatseisenbahnwesens sich den ihnen gebührenden Antheil an dem grossen Verkehr zu sichern in der Lage sind, wird die fortdauernde Vereinigung der Verwaltung dieser Bahnen mit der Verwaltung der Staatseisenbahnen unzweifelhaft im öffentlichen Interesse dringend erforderlich sein. Abgesehen davon, dass eine Trennung der oberen Leitung der Verwaltung, so dass dieselbe künftig für die jetzigen Staatsbahnen durch die Reichsregierung, für die unter Staatsverwaltung stehenden Eisenbahnen durch die preussische Regierung erfolgen würde, dem grundsätzlich anzustrebenden Ziele möglichster Einheit in der Leitung des Betriebes der Eisenbahnen nicht entspricht, muss auch das allgemeine Interesse für die Entwickelung des Verkehrs und der wirthschaftlichen Kräfte der von den Bahnstrecken berührten Landestheile, welches neben dem finanziellen Interesse der Eigenthümer durch die obere Leitung der Verwaltung gewahrt werden soll, im höheren Grade gesichert erscheinen, wenn die Summe aller Erfahrungen, welche sich aus der oberen Verwaltung der Staatseisenbahnen künftig für die Reichsregierung ergeben, zugleich bei der oberen Verwaltung dieser nicht fiscalischen Bahnen

ihre Verwerthung finden kann. || Für den Uebergang der dem Staate hinsichtlich der Verwaltung oder des Betriebes einzelner, im Uebrigen selbstständig verwalteter Eisenbahnen zustehenden Rechte auf das Reich wird auch ins Gewicht fallen, dass diese Rechte vielfach das Correlat einer finanziellen Betheiligung des Staates an den betreffenden Eisenbahnunternehmungen sind.

Zu 3. Die Vermögensrechte, welche dem Staate an den ihm nicht ausschliesslich gehörenden Eisenbahnen zustehen, sind einerseits Antheilsrechte, welche der Staat durch die gemeinsame Ausführung von Eisenbahnunternehmungen mit anderen Staaten oder durch die Betheiligung an dem Actiencapital von Privateisenbahngesellschaften erworben hat, andererseits Berechtigungen verschiedener Art, welche theils auf vertragsmässiger Bestimmung, theils auf gesetzlichem oder concessionsmässigem Vorbehalte beruhen. || Inwieweit die Uebertragung der Miteigenthumsrechte an den unter Betheiligung anderer Staaten ausgeführten Eisenbahnstrecken deren Zustimmung bedarf, richtet sich nach den Bestimmungen der bezüglichen Staatsverträge. || Die Uebertragung der Actienantheile des Staates an den innerhalb des Staatsgebietes belegenen Eisenbahnen auf das Reich erscheint aus dem Grunde gerechtfertigt, weil der Actienbesitz des Staates wesentlich dazu bestimmt ist, den Einfluss desselben auf die Leitung der betreffenden Privateisenbahnunternehmungen neben dem staatlichen Aufsichtsrechte zu sichern und mit der Uebertragung des letzteren auch das mit dem Actienbesitz verbundene Stimmrecht für den Staat insofern seinen Werth verlieren würde. || Der gleichzeitige Uebergang der übrigen Berechtigungen vermögensrechtlicher Natur, welche dem Staate an den nicht in seinem Eigenthum befindlichen Eisenbahnen zustehen, auf das Reich rechtfertigt sich im Wesentlichen dadurch, dass dieselben zum grossen Theil den Besitz der preussischen Staatsbahnen zur Voraussetzung haben. || Die bei verschiedenen Eisenbahnen dem Staate als Garanten zugleich übertragene Verwaltung und Betriebsleitung sowie ein Theil derjenigen Berechtigungen, welche dem Staate für die Uebernahme der Zinsgarantie eingeräumt sind, namentlich das Recht, unter gewissen Voraussetzungen den Betrieb der Bahn zu übernehmen, das Recht, die Bahn gegen Erstattung des Anlagecapitals zu erwerben, selbst das in einigen Fällen vorbehaltene Recht des unentgeltlichen Erwerbs einzelner Bahnstrecken würden für den Staat mit der Uebertragung der Staatsbahnen die besondere Bedeutung verlieren, welche sie durch die Einfügung der betreffenden Strecken in das Gesammtnetz und den Gesammtbetrieb der unter Staatsverwaltung stehenden Bahnen für den Staat erhalten. || Insoweit diese Rechte den Besitz der Staatsbahnen nicht voraussetzen, würde deren Uebertragung zwar an sich nicht unbedingt nothwendig sein, immerhin aber der Sachlage entsprechen, nachdem sich der preussische Staat aller Einwirkung auf die Betriebsleitung der betreffenden Bahnen begeben hat. || Für die Abtretung dieser Rechte würde nach Lage des einzelnen Falles eine der näheren Ermittelung und Feststellung vorbehaltene angemessene Entschädigung zu gewähren sein.

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

Zu 4. Unter Nr. 4 des § 1 wird in gleicher Weise über die Verpflichtungen des Staates bezüglich der nicht in seinem Eigenthum stehenden Eisenbahnen Bestimmung getroffen, wie solches unter 2 hinsichtlich der bezüglichen Rechte des Staates geschehen ist. Hierher gehört namentlich die Garantiepflicht, welche der Staat bei einer Reihe von Privateisenbahnunternehmungen für die Zinsen des Anlagecapitals, sei es, dass dasselbe in Actien oder Obligationen besteht, übernommen hat. Dieselbe bildet regelmässig die vertragsmässige Gegenleistung der dem Staate eingeräumten Rechte oder der Uebertragung der Verwaltung und des Betriebes an den Staat, so dass dieselbe schon aus diesem Grunde ebenfalls vom Reiche zu übernehmen ist. Insoweit die Verwaltung und Betriebsleitung der Bahn mit der Garantiepflicht verbunden sind, würde überdies durch die Trennung beider das Interesse der betriebleitenden Verwaltung an dem finanziellen Ergebnisse derselben zum Nachtheil des Garanten aufgehoben werden. Insoweit die Betriebsleitung dagegen dem Bahneigenthümer verblieben ist, würde doch die im Interesse des Garanten erforderliche Controle derselben ihre praktische Bedeutung verlieren, wenn sie nicht von derjenigen Stelle ausgeht, welche durch die Verwaltung ihres eigenen Eisenbahnbesitzes und die Ausübung der Aufsichtsbefugnisse über die Eisenbahnen hierzu vorzugsweise geeignet ist. Ebenso wie die Garantiepflicht würden auch alle sonstigen, dem Staate hinsichtlich der ihm nicht gehörenden Eisenbahnen obliegenden vermögensrechtlichen Verpflichtungen, soweit sie nicht als Zubehörungen der einzelnen Staatsbahnverwaltungen bereits durch die Bestimmung unter 1 übertragen werden, unter die vorliegende Bestimmung fallen.

Zu 5. Mit der vollständigen Uebertragung der gesammten Staatseisenbahnverwaltung auf das Reich erscheint endlich auch der Uebergang der Aufsichtsrechte des Staates über das Eisenbahnwesen geboten. || Dieselben Erwägungen, aus welchen in der allgemeinen Begründung des vorliegenden Gesetzentwurfs die Nothwendigkeit begründet ist, der Aufsichtsgewalt des Reiches durch die Uebertragung des preussischen Staatseisenbahnbesitzes die für die wirksame Ausübung derselben erforderliche materielle Grundlage und Unterstützung zu verschaffen, rechtfertigen in gleicher Weise die Uebertragung der Aufsichtsbefugnisse des preussischen Staates über das Eisenbahnwesen auf das Reich. Ebenso, wie die Aufsichtsgewalt des Reiches, würde auch diejenige des preussischen Staates ohne die gleichzeitige Einwirkung durch die Verwaltung eigener Bahnen und ohne die durch dieselbe bedingte praktische Anregung Gefahr laufen, zu einer mehr formalen Anwendung gesetzlicher und reglementarischer Vorschriften sich umzugestalten. Durch die Uebertragung des staatlichen Aufsichtsrechtes auf das Reich würde die Ausübung der Eisenbahnaufsicht eine wesentliche Stärkung erfahren. Die nachtheilige Schwächung, welche für die Gesammtwirkung der gesetzlichen Aufsicht durch die gegenwärtige Theilung derselben zwischen Reich und Landesregierung nothwendig herbeigeführt wird, muss bei einem ausgedehnten Staatsgebiete, wie das preussische, sich in höherem Grade fühlbar machen. Jede, wenn auch nur in der

Auffassung oder Behandlung des einzelnen Falles hervortretende Verschiedenheit zwischen den Reichs- und Staatsbehörden gewinnt eine um so grössere Tragweite, je weiter sich das Gebiet erstreckt, welches durch einen etwaigen Mangel an Uebereinstimmung berührt wird. Die Vereinigung der getrennten Befugnisse in der Hand des Reiches muss daher an und für sich als der sicherste und einfachste Weg angesehen werden, um die volle Wirkung des gesetzlichen Aufsichtsrechts zu erreichen und dauernd sicherzustellen. || Für das Gebiet der preussischen Eisenbahnen steht dieser Lösung ein Bedenken nicht entgegen. Der Verzicht auf die dem Staate verbliebenen Aufsichtsbefugnisse entspricht im Gegentheil dem wohlverstandenen Interesse des Staates, damit die wirkungsvolle Ausübung derselben durch die höhere Machtstellung des Reiches und durch die in dem weiteren Reichsgebiete aus dem Betriebe und der Verwaltung der Reichsbahnen, wie aus der Aufsicht über das gesammte deutsche Eisenbahnnetz erwachsende Kenntniss der Betriebs- und Verkehrsverhältnisse die gesicherte und unentbehrliche Grundlage erhält. || Bei der Abtretung der Aufsichtsrechte des Staates an das Reich werden dagegen alle diejenigen Befugnisse auszuscheiden sein, welche lediglich die Wahrung der Landesinteressen betreffen und demgemäss der Landesregierung zu belassen sind. Hierher würden namentlich die Anwendung der gesetzlichen und polizeilichen Vorschriften zum Schutze der Adjacenten von Eisenbahnen — die Wahrung der Interessen der öffentlichen Wege, Ströme, Canäle, Häfen etc. —, die Rechte des Staates in Bezug auf die Enteignung des Grundbesitzes zum Zwecke von Eisenbahnanlagen, endlich die Aufsicht über die Erfüllung derjenigen Bedingungen und Verpflichtungen zu rechnen sein, welche den Eisenbahnen im Interesse der betreffenden Landestheile in den Concessionen oder besonderen Verträgen etwa auferlegt sind. Aus demselben Grunde würden auch die Hoheitsrechte des Staates bezüglich der Concessionirung von Eisenbahnen von der Uebertragung auf das Reich auszuschliessen sein. So wesentlich die Mitwirkung des Reiches bei der Prüfung der Concessionsgesuche aus dem Gesichtspunkte erscheinen muss, um die Interessen der Landesvertheidigung und des allgemeinen Verkehrs sowohl hinsichtlich der Erweiterung des gesammten inländischen Eisenbahnnetzes, als auch hinsichtlich der Gestaltung der einzelnen Verwaltungsgebiete zu wahren, so ist doch, abgesehen hiervon, die Anlage neuer Eisenbahnen mehr noch für die Landes-, als für die Reichsinteressen von Bedeutung. Es muss dies umsomehr angenommen werden, als nach der Ausführung der bis jetzt genehmigten Bahnen der Ausbau der Hauptbahnen nahezu vollendet sein und die Fürsorge für die Herstellung der lediglich lokalen Interessen dienenden Nebenlinien mehr der Landesregierung als dem Reiche zufallen wird.

Durch die im § 2 des Gesetzentwurfes enthaltene Bestimmung ist die verfassungsmässige Genehmigung des Vertrages hinsichtlich der Uebertragung der das fiskalische Interesse berührenden Rechte und Pflichten vorbehalten worden. Hinsichtlich der übrigen Vereinbarungen würde eine nochmalige

Nr. 5599. Preussen. 24. März 1876.

Mitwirkung der Landesvertretung aus dem Grunde als entbehrlich anzusehen sein, weil jedenfalls die Uebertragung der betreffenden Rechte im weitesten Umfange sich empfiehlt, während die etwa erforderlichen Aenderungen in der Organisation der Behörden durch die vorgängige Prüfung des Staatshaushalts-etats ohnehin zur Cognition der Landesvertretung gelangen würden.

Nr. 5600.

PREUSSEN. — Sitzung des Abgeordnetenhauses vom 26. April 1876. Erste Berathung des Gesetzentwurfes, betreffend die Uebertragung der Rechte des Staates an Eisenbahnen auf das deutsche Reich.

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

Abg. Richter (Hagen): Bei einer ersten oberflächlichen Betrachtung könnte die Vorlage durchaus unverfänglich erscheinen. Was, könnte man fragen, wird durch dieselbe denn gross verändert? Die preussischen Staatsbahnen gehen an das Reich über, König Wilhelm regiert dort wie hier, Fürst Bismarck steht dort wie hier an der Spitze der Geschäfte; die Majorität der Reichstagsabgeordneten sind Preussen, und viele von uns brauchen nur von hier nach der Leipzigerstrasse No. 4 zu gehen, um denselben Einfluss auf die preussischen Bahnen zu gewinnen, den wir hier aufgeben sollen. Fasst man aber die Frage nur etwas schärfer ins Auge, so wird es klar, dass keine so inhaltschwere Frage seit dem Jahre 1866 an das preussische Abgeordnetenhaus herangetreten ist. (Sehr wahr!) Wenn die preussischen Bahnen für sich allein auf das Reich übergehen, so erlangt das Reich nur in einem Staate des Reiches einen Besitz und Einfluss. Preussen allerdings wird fester an das Reich gekettet, desto mehr aber werden die Bande der Einheit den anderen Staaten gegenüber gelockert. (Sehr wahr!) Das Verkehrsgebiet der kleinen Nachbarstaaten Preussens, wie Anhalt, Waldeck, Lippe u. A., und ihr Interesse, welches sie an den preussischen Bahnen haben, ist ein so verschwindendes im Verhältniss zum ganzen Reiche, dass man sich dort gewiss wundern wird, dieses als Hauptmotiv für die Vorlage angeführt zu sehen. Man glaubte auch, eine Concession zu machen, wenn man ihnen in dieser Form einen Einfluss auf die preussischen Bahnen einräumt, welche auch im Besitz Preussens einen mächtigen Einfluss auf die Bahnen der übrigen Bundesstaaten ausüben. Preussen ist die Vormacht im Reiche von fast bestimmendem Einfluss für die Reichsangelegenheiten, und man weigert sich daher mit Recht in Bayern und Württemberg, sieben Achtel des Einflusses auf die eigenen Staatsbahnen an das Reich abzutreten und dafür ein Achtel des Einflusses auf die preussischen Bahnen einzutauschen. An jeder Eisenbahn besteht ein einheitliches Interesse Deutschlands, aber daneben ein locales, nachbarliches der von der betreffenden Bahn unmittelbar durchschnittenen Verkehrsgebiete. Was würden nun diese Staaten verlieren,

wenn es wahr ist, dass Preussen, auch wenn es seine Bahnen behält, nur deutsche Interessen bei der Verwaltung maassgebend sein lassen kann? Naturgemäss wird aber auch Preussen die speciellen preussischen Verkehrsinteressen berücksichtigen müssen. Stützt sich aber das Interesse des preussischen Verkehrsgebietes auf den Credit des Reiches, so entsteht ein Missbehagen, das wir bereits bei den elsass-lothringischen Bahnen empfunden haben. Damals erschollen lebhaft in der Budgetcommission des Reichstages die Klagen aus Baden, dass die reichsländischen Bahnen den badischen Concurrenz machten, gestützt auf das Finanzwesen und den Credit des Reiches, welchen ein Particularstaat nicht gewachsen sei. Dabei ist Elsass-Lothringen der am wenigsten einflussreiche Particularstaat des Reiches, während Preussen die Vormacht ist. Werden nun nächstens preussische Staatsbahnen aus Reichsmitteln gebaut, so wird sich der Vorwurf erheben, besondere preussische Interessen würden gepflegt durch die Mittel des Reiches (Sehr wahr! links), zumal wenn Reichsanleihen in Concurrenz treten mit den Anleihen der Particularstaaten. Die Sache ist noch misslicher bei dem finanziellen Zustande der preussischen Bahnen, von denen ein Drittel im Bau begriffen ist. Denn Minister Achenbach hat erst angefangen, unwirthschaftliche Bahnen zu bauen, als die übrigen Gründer bereits aufgehört hatten. (Heiterkeit.) Was die preussischen Staatsbahnen werth sind, ist gar nicht zu sagen. Wir werden dem Reiche gewiss keine grossen Forderungen stellen, etwa eine dem marktgängigen Zinsfusse des Anlagecapitals entsprechende Rente verlangen. Aber man mag die Rente so mässig stellen, wie man will, immer wird im Reiche der Verdacht nahe liegen, dass die Vormacht Preussen zu Ungunsten der Anderen specifisch preussische Interessen pflegt. — Mit der Uebertragung der preussischen Staatsbahnen verzichten wir auf eine wirksame Aufsicht über die Bahnen anderer Staaten, und doch handelt es sich für das Reich nicht wie bisher in Preussen um die concurrirenden Interessen einzelner Linien desselben Verkehrsgebietes, sondern die Concurrenz deutscher Verkehrsgebiete mit einander. Soweit Sie in unseren parlamentarischen Verhandlungen zurückschlagen, immer ist die Klage lebendig, dass die Vereinigung der Verwaltung von Staats- und Privatbahnen die grössten Unzulänglichkeiten zur Folge hat. Deren Beseitigung erachteten 1869 gelegentlich der Discussion über die Ministerverantwortlichkeit Twesten und Unruh als einen Hauptvorzug der Stiftung eines Verkehrsministeriums. Die Berichte der Eisenbahnuntersuchungscommission, die Resolutionen dieses Hauses sind voll von solchen Klagen, die noch im Juli vorigen Jahres Präsident Maybach in der Delegirtenconferenz wiederholte. Ohne den Besitz eigener Bahnen soll das Reich keine wirksame Aufsicht führen können? Das Selbstbewusstsein des Reichseisenbahnamtes hat dieser Mangel bisher nicht beeinträchtigt. (Hört!) Und dann, mit der besseren Erkenntniss geht die Unschuld verloren. (Heiterkeit.) Mit dem Verluste der Unparteilichkeit aber gewinnen auch noch andere, als nur Eisenbahninteressen, die Oberhand. Die elsass-lothringische Bahn gerade war diejenige, die noch einige Wochen früher als die anderen Ver-

Nr. 5600. Preussen. 26.April1876.

waltungen die Tariferhöhungen einführte nicht nur in Bezug auf die Güter, sondern auch auf die Personen. Der Phylax des Reiches frass zuerst aus dem gemeinsamen Korbe, den er bewachen sollte. (Heiterkeit.) In Preussen beeinflusst der Finanzminister die Verwaltung; glauben Sie etwa, dass im Reiche der Kriegsminister nicht viel gefährlicher ist? Ist doch fast die ganze Reichsfinanzverwaltung nur für seine Bedürfnisse. Wir begegnen dem Merkmal einer Umkehr in der ganzen Eisenbahnpolitik des Reiches, einer Verwirrung und Verschlechterung des bisherigen Zustandes (Oho!), so dass ganz unhaltbare Zustände entstehen. (Widerspruch). Aber das wollen Sie ja auch garnicht, dass nur die preussischen Bahnen auf das Reich übergehen — sie können nicht allein übergehen. — (Sehr wahr!) Es mag eine ganz richtige Taktik sein, die Sache so darzustellen, als handle es sich nur um untergeordnete, wenig bedenkliche Sachen. Aber es ist nur der erste Schritt, der Ueberwindung kostet; das Ende ist nichts Anderes, als der Uebergang sämmtlicher deutschen Eisenbahnen auf das Reich. (Sehr wahr!) Nach den Motiven zwar will man sich mit nur einer Linie in jeder Verkehrsrichtung begnügen; aber wer alle Etappenstrassen besitzt, beherrscht das ganze Land. Die übrigen Bahnen, die sich dann kümmerlich fristen, treten in die Stellung eines Agenten zu seinem Geschäftshause. — Die Wandlung in der Eisenbahnpolitik hat sich vorzubereiten angefangen, seitdem Präsident Maybach an die Spitze des Reichseisenbahnamtes trat. Bis dahin handelte es sich nur darum, dem Reiche eine wirksame Aufsicht zu geben, wo particularistische Interessen, die nicht Eisenbahninteressen sind, diese kreuzen, und dazu hätten wir wahrlich überall mitgearbeitet. Präsident Maybach scheint seine Aufgabe ähnlich zu fassen, wie der Leiter einer Staatsbahn; er will — das ist der Kernpunkt der neuen Politik — das Reich soll leiten, verwalten; die Eisenbahndirectionen sollen zu ihm in das Verhältniss von Obercontroleuren treten; nicht der naturgemässen, eigenartigen Entwickelung aus sich heraus soll das Eisenbahnwesen in Deutschland überlassen werden, nein, die ganze Initiative soll abhängig werden vom Reichseisenbahnamte. Eine solche Steigerung des Einflusses kann nur erstrebt werden, um einem Reformator die Mittel zu gewähren, seinen neuen Ideen um so rascheren Eingang zu verschaffen. Wenn aber dieser höhere Einfluss Selbstzweck ist, wenn man glaubt, dass schon die Concentrirung des Einflusses diese Vortheile schafft, dann kann man mit solchen Anschauungen ebenso nahe, wie einem Reformator, einem Bureaukraten stehen. (Hört! hört!) Der Präsident Scheele hat im Jahre 1874 einen Eisenbahngesetzentwurf veröffentlicht, der ja in der That neue Ideen enthielt; aber auch den besten Freunden des Entwurfes schienen diese Ideen in einer Form hervorzutreten, welche nicht reif für die Arbeiten der Gesetzgebung war. Man beging auch den Fehler, die Reform der Eisenbahngesetzgebung an allen Punkten zugleich zu beginnen. Der Entwurf dagegen, der im Jahre 1875 vorberathen ist, enthält überhaupt keine neue Idee über ein materielles Eisenbahnrecht, sondern nur das Verlangen von Vollmachten zur Befugnisserweiterung für das Reichseisenbahnamt

und die Reichsbehörden. Das Reichseisenbahnamt, die Reichsverwaltung soll die Vollmacht erhalten, Normativbestimmungen zu erlassen über die Ertheilung von Concessionen, über den Bau und die Ausrüstung der Bahnen, über die Vergütung beim Bahntransport, über die Fahrpläne, über die einheitliche Benutzung des Wagenparks, Normativbestimmungen über die Dotirung der Reserve- und Erneuerungsfonds, über Anstellung der Beamten, über die Bestätigung und Absetzung der Eisenbahndirectoren durch das Reich. Mich hat bei der Lesung des Entwurfes das eine gewundert, warum man die Sache in so viele Paragraphen vertheilt, warum man nicht einfach ausspricht: Das Reichseisenbahnamt verwaltet und regelt das deutsche Eisenbahnwesen. (Sehr wahr!) Nun hat man gesagt, die Aufnahme, die dieser Entwurf in der Delegirtenconferenz der Staaten im Juni v. J. fand, beweise die Unmöglichkeit des Zustandekommens eines Reichseisenbahngesetzes in Deutschland. Näheres wird nicht berichtet; aber nach den Mittheilungen aus dem literarischen Bureau des Staatsministeriums haben wir in der heutigen Sitzung die Darlegung über den Verlauf dieser Delegirtenconferenz zu erwarten. Ich war darum dem Postboten sehr dankbar, der mir das nothwendige Material über diese Delegirtenconferenz einige Zeit vorher überbrachte (Heiterkeit), insofern ich damit einen selbstständigen Maassstab zur Beurtheilung dessen gewann, wass in der Conferenz vorgebracht ist. Zu diesen Conferenzen waren die Vertreter derjenigen Staaten eingeladen, die überhaupt an den Eisenbahnen ein finanzielles Interesse haben, also alle Mittelstaaten, Bayern, Württemberg, Sachsen, Baden, Hessen, ferner Thüringen, Oldenburg, Lübeck, Bremen, Hamburg, und ich weiss nicht, weshalb man die Vertreter anderer Staaten, wie Braunschweig und Mecklenburg, fortliess. Ich bin übrigens weit entfernt, mich irgendwie mit dem Standpunkte dieser Regierungen zu identificiren. Das Reichseisenbahngesetz hat in seinen Grundlagen einen einmüthigen Widerstand aller Regierungen gefunden, mit Ausnahme der drei Hansestädte, die selbst an dem Eisenbahncomplex nicht betheiligt sind. Alle diese Regierungen haben sich von vornherein bereit erklärt, zum Zustandekommen eines Reichseisenbahngesetzes mitzuwirken; es ist dies von dem sächsischen Vertreter auch betont worden, während andererseits der badische Vertreter am schärfsten gegenüber dem Reichseisenbahngesetzentwurf Opposition nahm, indem er mit nackten Worten sagte: Dieser Entwurf greift die Lebensfähigkeit, die Existenzfähigkeit des badischen Staates an. Man war verschiedener Meinung darüber, ob dem Reiche eine unmittelbare oder mittelbare Aufsicht gegeben werden solle. Man einigte sich dahin, dass man die einzelnen Artikel des Gesetzentwurfes durchberathen wolle, die nur im Wege des Gesetzes zur Geltung gebracht werden können. Es waren äusserst technisch sachliche Verhandlungen gewesen, die sich durch fünf Sitzungen hinzogen. Am Schlusse der vorletzten Sitzung erklärte allerdings der Präsident Maybach sein Bedauern über das wesentlich negative Resultat der Verhandlungen, welche Anschauungsweise die Commissare von Sachsen, Württemberg und Baden nicht theilten. Der Präsident erklärte, dass

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

er höheren Orts über das Resultat der Berathungen Vortrag halten und dann in der Schlusssitzung sich mit den Commissaren verständigen werde. Diese Schlusssitzung, welche wohl nach einem Vortrage höheren Orts stattfand, zeigte einen Umschwung in der Meinung des Präsidenten Maybach, welcher auch von verschiedenen Delegirten constatirt wurde. — Präsident Maybach sprach sogar die Hoffnung aus, dass man für eine etwaige Frühjahrs-Session das Gesetz zur Vorlage bringen werde. (Hört, hört!) Es kommt mir hierbei darauf an, die falschen Darstellungen der officiösen preussischen Presse zu widerlegen. In der Conferenz erschienen sämmtliche Delegirten auf dem Standpunkte des Reichseisenbahnamtes stehend, und namentlich war die württembergische Erklärung in dieser Beziehung bemerkenswerth. Fast alle Delegirten wünschten ein Reichseisenbahngesetz mit erweiterten Befugnissen für das Reich, und Präsident Maybach war damit einverstanden. Nun, entweder müssen Sie annehmen, dass diese Eisenbahngelehrten incl. des Herrn Präsidenten Maybach es verstanden haben, den Grundsatz, dass die Sprache erfunden ist, um die Gedanken zu verbergen, noch entschiedener zum Ausdruck gebracht zu haben, als jemals ein Diplomaten-Conventikel, und ich weiss dann überhaupt nicht, welchen Werth man auf solche Conferenzen legen will, oder man muss annehmen, dass die Sache durchaus nicht so schlimm steht, dass die Aussicht nicht abgeschnitten war, zu einer gemeinschaftlichen Basis in der deutschen Eisenbahngesetzgebung auf anderem Wege zu kommen. Ich behaupte, ein Eisenbahngesetz zu Stande zu bringen, das nur die wirksame Aufsicht, nicht die Leitung für das Reich beansprucht, ist überhaupt ernstlich so recht noch niemals versucht worden. Ich verfolge nun seit drei Jahren die Sache sehr genau, da das Reichseisenbahnamt die Güte gehabt hat, mich fortlaufend in Kenntniss von den Schriftstücken zu setzen. Der Herr Präsident sagt an einer anderen Stelle: „Wir sind in Deutschland gewohnt, dass wir grosse und schwierige Gegenstände mit Geduld zu Ende führen, wenn es auch lange währt.“ Ist denn der ganze Weg etwa in unserem Civilrecht, in der ganzen Reichsjustizgesetzgebung ein weniger mühseliger, verfliesst nicht auch eine Reihe von Jahren, ehe wir vor dem Abschlusse der Arbeit stehen? Wir haben fast gar keine Vorbilder für eine Reichseisenbahngesetzgebung. Ich glaube, der Hauptgrund dafür, dass wir nicht vom Flecke kommen, liegt darin, dass das Ziel von vornherein zu weit gesteckt worden ist. Es ist in der That richtig, die dringlichsten Sachen müssen vorangestellt werden, das Weitere wird von selbst erfolgen. Wir haben in Bezug auf die Reichseisenbahngesetzgebung in einzelnen Punkten schon Normen gefunden, die zur Befriedigung der Regierung ausgefallen sind, ich erinnere nur an das Kriegsleistungsgesetz für Eisenbahnen, an die Regelung der Post; warum sollte es nicht möglich sein, einige dringenden Punkte zu regeln? Indessen, es scheint, man hält an diesem Standpunkte einmal starr fest: das Reich soll nicht nur die wirksame Aufsicht, es soll die eigentliche Leitung, es soll die oberste Verwaltung des Eisenbahnwesens in Deutschland haben. Dieser Entwurf ist nicht ein Gegensatz zu dem letzten Entwurf des

Reichseisenbahngesetzes, es ist eine Vorlage, die auf demselben Boden steht der obersten Leitung des Eisenbahnwesens durch das Reich, wie der Reichseisenbahngesetzentwurf vom vorigen Jahre; ja, es ist eine einfache Consequenz desselben. Ich leugne nicht, dass ein solcher Plan, dem Reiche die gesammte oberste Leitung des Eisenbahnwesens zu geben, gewissen günstigen Strömungen im Volke begegnet; ich überschätze gewiss nicht die Wirkung der officiösen Presse — allerdings musste man nach der Darstellung derselben glauben, als ob hier in Berlin, wenn sich zwei Bekannte auf der Strasse begegneten und sich gegenseitig die Hand drückten, sie ihre Freude kundgaben, welchen glücklichen, wunderbaren Gedanken man gehabt habe, jetzt die Leitung des Reichseisenbahnwesens auf das Reich zu übertragen. Gerade hier ist man kühl bis ans Herz hinan gewesen; man interessirt sich in weiteren Kreisen weit weniger für die Sache, weil man die Bedeutung der Frage nicht versteht; es begegnen sich aber zwei günstige Strömungen. Wir sind in einer Periode wirthschaftlicher Baisse; das Privatkapital, der Unternehmungsgeist hat Einbusse erlitten; in einer solchen Zeit ist man geneigt, dem Staate eine grössere Bevormundung der wirthschaftlichen Verhältnisse einzuräumen; man übersieht, wie man noch vor Kurzem über die Störungen und Einwirkungen der Bureaukratie in wirthschaftlichen Dingen geklagt hat; — in dem Maasse, wie alle Actien, alle Course sinken, steigt gewissermaassen der Cours des Geheimen Rathes, und nun gar, wenn dieser Rath ein Reichs-Geheimrath ist. (Heiterkeit.) Das Sehnen des Volkes nach der Herstellung des deutschen Reiches ist erfüllt; wir haben gesehen, dass auf militärischem Gebiete die geeinte Volkskraft des deutschen Reiches Grosses geleistet hat. Gedankenlose Menschen sind nun geneigt, diese Erfolge auch auf das wirthschaftliche Gebiet zu übertragen, während in beiden Fällen nichts weiter ähnlich ist, als dass in jedem über 400,000 Mann commandirt wurde. Dort handelt es sich darum, eine Macht stetig zu einem einheitlichen Zwecke vorzubereiten und in Bewegung zu setzen; bei der Eisenbahnverwaltung handelt es sich darum, den wandelbaren, verschiedenartigen, mit einander concurrirenden Bedürfnissen in den verschiedenen Theilen Deutschlands in organischer Weise gerecht zu werden. Ja, der Unverstand einer gewissen Schwärmerei für Reichsverwaltung kann oft etwas Rührendes annehmen. Als die deutschen Elementarlehrer unlängst in Breslau versammelt waren, da waren sie über Vieles uneinig; aber darüber waren sie einig, dass alle Noth, aller Kummer, aller Aerger in den Schulen ein Ende haben würde, wenn erst die Unterhaltung des Elementarschulwesens auf das Reichsbudget übergehen würde. (Heiterkeit.) So günstig diese Strömungen für ein derartiges Project sind, so würden sie doch nicht ausreichen, ihm diese Bedeutung zu verleihen, wenn nicht die gewaltige, grosse Persönlichkeit des Herrn Reichskanzlers hinzukäme, der diese Strömungen für sein Project nutzbar macht. Im Herrenhause hat der Rittmeister Graf Udo zu Stolberg mit Recht bemerkt, dass er eigentlich derjenige gewesen sei, der das Reicheisenbahngesetz zuerst öffentlich empfohlen habe, und zwar geschah dies im Mai vorigen Jahres. Er hat mit demselben

Nr. 5600. Preussen. 26.April1876.

Recht weiter bemerkt, dass, als er diesen Ausspruch gethan, kein Mensch darauf geachtet (Heiterkeit), seine Idee keinen Anklang gefunden habe in Deutschland. Es giebt eine grosse Anzahl von Leuten, die bloss schon in dem Umstande, dass der Reichskanzler ein Project für richtig hält und dessen Ausführung in die Hand nimmt, die Wichtigkeit und den Erfolg erklicken, und von denen manche in der Furcht, sich doch später unfreiwillig unterwerfen zu müssen, lieber das Geforderte gleich freiwillig entgegenbringen. Das sind die Strömungen draussen. Aber auch in anderer Beziehung sehen wir die Autorität des Reichskanzlers einwirken auf die leitenden Staatsmänner; so sehen wir, wie das Eisenbahnprogramm des Ministers Achenbach auch unter der Einwirkung des neuen Planes in einen Fluss gerathen ist, den er vielleicht selbst gar nicht bemerkt, der ihm aber bereits vollständig andere Ziele untergeschoben hat. Nicht dass ich der programmartigen Darlegung des Ministers Herrn Achenbach eine zu übertriebene Gewähr jemals beigelegt hätte! Ich habe immer die grosse Geschicklichkeit des Herrn Ministers bewundert, mit der er es versteht, durch seine Darlegungen jeder Seite des Hauses etwas Angenehmes zu sagen; aber wenn man nach Hause kommt und die Dinge schwarz auf weiss sieht, so findet man, dass man eigentlich etwas Festes, Greifbares gar nicht in die Hand bekommen hat. In diesem Falle zweifle ich doch, ob es dem Herrn Minister Achenbach leichter werden wird, die Consequenz seines Programms aufrechtzuerhalten, als es gewissen deutschen Bischöfen leicht geworden ist, die Einheit ihrer Glaubenslehre vor oder nach dem Vaticanum zu bewahren. Der Herr Minister sagte noch am 4. Februar 1875, also vor etwa einem Jahre, hier: „Es giebt Stimmen, die geradezu verlangen, der Staat möge die Privateisenbahnen insgesammt übernehmen und so ein einheitliches Verkehrswesen in seine Hände concentriren. Ich stehe auf diesem Standpunkte nicht; ich werde diesen Stimmen im Allgemeinen nicht zu folgen bereit sein; ich habe diesen Standpunkt hinlänglich ausgesprochen und werde auch an demselben festhalten.“ (Hört! Hört! Heiterkeit.) Gegenüber der Stellung des Reichskanzlers in dieser Frage ist der Standpunkt meiner politischen Freunde von vornherein ein sehr ungünstiger. Es ist ja wahr, wir haben mit dem Reichskanzler manchen heftigen Strauss bestanden in Fragen des inneren Verfassungsrechtes; wir sind mit ihm sehr verschiedener Meinung über die Mittel und Wege gewesen, die in der deutschen Politik einzuschlagen sind; aber wir haben uns immer noch am nächsten mit ihm zusammengefunden im Punkte des einheitlich deutschen Programmes; ja, wir können behaupten, dass die älteren Begründer unserer Partei für dieses einheitliche deutsche Programm schon gekämpft und gelitten haben zu einer Zeit, als beim Reichskanzler die Ueberzeugung von der Nothwendigkeit einer solchen deutschen Einheit noch nicht vollständig zum Durchbruch gekommen war. (Sehr richtig!) Aus unsern Traditionen nehmen wir die Kraft und den Beruf her, um auch dem Reichskanzler entgegenzutreten, wenn er in diesem Programm über das Ziel hinausgeht, wenn er eine Centralisirung erstrebt, die wir für Deutschland für schädlich erachten

(Beifall). Wenn man uns deshalb vielleicht als Particularisten bezeichnet, so muss ich von vornherein sagen, ich möchte solche Stimmen nicht höher achten, als etwa diejenigen Stimmen, die unseren Freunden vorwerfen, dass sie aus Interesse für Börsenpapiere und dergleichen Freunde des Entwurfes seien; ich denke, wir verschonen uns von vornherein gegenseitig mit derartigen, ausserhalb der Sache liegenden Vorwürfen, die ganz und gar unserer unwürdig sind. Der Reichskanzler sagte einmal, man solle sich in einem germanischen Staate nicht fragen: was k a n n gemeinsam sein? inwieweit kann der grosse Mund des Gemeinwesens hineinbeissen in den Apfel? sondern: was m u s s gemeinsam sein? Ich stehe nicht ganz auf diesem Standpunkt. Ich theile der grossen Gemeinsamkeit auch das zu, was nur zweckmässiger von ihr verwaltet wird. Dafür, dass durch diese Frage entschieden wird, ob Einheitsstaat oder Bundesstaat, habe ich kein Verständniss, ebensowenig dafür, wenn der badische Vertreter sagt, die Existenzfähigkeit des badischen Staates werde durch diesen Gesetzentwurf angegriffen. Die Staaten sind niemals Selbstzweck, sie sind Mittel zum Zweck, und wenn wir überall entschieden haben werden, was gemeinsamen grossen, was engeren Verbänden zur Pflege zu überweisen ist, dann halte ich die Frage, ob der engere Verband mehr eine communale Organisation, oder ob er das enthält, was man zum Apparat eines Staates nothwendig erachtet: Zweikammersystem, besondere Dynastie u. s. w., für untergeordnet; sie interessirt nur die Dynastie, die Höfe. (Sehr richtig!) Es können nicht alle Zweige der öffentlichen Thätigkeit vom Reiche geordnet werden, — darin sind wir doch alle einstimmig? — z. B. nicht das Elementarschulwesen. Wir sind eben dabei, das Verkehrswesen in Preussen zu decentralisiren. Der Herr Ministerpräsident ist es mit gewesen, der damals diese Bewegung einleitete, der da sagte: „Was ist das für ein Zustand in Preussen, dass über die Reparatur jeder Brückenbohle vom Ministertische entschieden wird!“ Hier handelt es sich freilich um Eisenbahnbrücken. (Heiterkeit!) — Die Frage ist eine Zweckmässigkeitsfrage der Centralisation, die aber in ihrer Bedeutung über alle Fragen hinausgeht. Denn es handelt sich darum, auf den Staat zu centralisiren, auf das Reich, was dem Staate gehörte; es handelt sich um eine Centralisation, für die es noch kein Beispiel in Europa giebt. (Sehr wahr!) Ich leugne, dass in anderen Staaten die Strömung dahin geht; nach den französischen Concessionsurkunden verfällt allerdings in 90 Jahren die Eisenbahn dem Staate; warten wir doch ab, bis wir diesem Endpunkte nahe kommen! (Heiterkeit.) Ich bin überzeugt, man wird die Concessionsurkunden ändern, um den Anfall der Bahnen an den Staat zu verhüten. Man beruft sich auf die Italiener. Die Italiener würden wohl besser thun, sich auf die Autorität des deutschen Reichskanzlens zu berufen, als umgekehrt. (Heiterkeit.) In Italien handelt es sich um einen Complex, welcher ein Viertel von der Grösse Deutschlands umfasst; Italien ist rings von grossen Wasserstrassen umgeben; dort waren die Bahnen in dem Besitz der Ausländer, und vorläufig ist das Ministerium gestürzt, welches diesen Plan ausführen sollte. (Heiterkeit.) Ueberall sind

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

solche Gedanken aufgetaucht; aber nirgend ist eine praktische Centralisirung verwirklicht worden. Wenn ich die Stimme des Auslandes mustere, so habe ich den Eindruck, als ob man sich dort freut, dass Deutschland das kostspielige Experiment mache, dass man aber selbst nichts von dem Risico zu tragen habe. (Sehr gut.) Diese Frage ist eine eminent politische. Uns allen liegt die Stärke und Macht des Reiches am Herzen; aber nicht jeder Machtzuwachs ist eine Stärkung des Reiches. (Sehr richtig!) Wenn man dem Reiche eine Verantwortung aufbürdet, die es nicht tragen kann, wenn die Hoffnungen, die sich an diese Reichseisenbahnen knüpfen, sich nicht verwirklichen, so hat das Reich einen Schaden erlitten (Sehr wahr!), so sind die anderen Einheitsbestrebungen, welche ausserhalb dieses Projectes liegen, zurückgeschlagen, und unsere nationale Entwickelung ist um Generationen zurückgegangen. (Sehr wahr!) Mit Phantasien wird die Frage nicht entschieden, ob man auf Reichseisenbahnen besser fährt, als auf anderen. (Heiterkeit.) Man sucht leider durch solche allgemeinen Redewendungen den eigentlichen Kern der Frage dem kritischen Auge zu verhüllen. Dem Kaufmann ist der natürliche Tarif, den er in die Westentasche stecken kann, der beste; mit dem Meilenzeiger berechnet er sich, was es auf der Reichseisenbahn kosten wird; die Waaren sind immer pünktlich zur Stelle, und die Lieferungsfristen werden streng eingehalten. Und nun erst der Gutsbesitzer, namentlich wenn er Agrarier ist! (Grosse Heiterkeit.) Graf Udo zu Stolberg hat dem Reiche die grosse Aufgabe gestellt, dass es Ungleichheiten der Bodenbeschaffenheit, ja sogar Ungleichheiten des Klimas durch Reichseisenbahnen ausgleicht. (Grosse Heiterkeit.) Vor jedem Kirchthurm hält in der Phantasie dieser Herren ein Eisenbahnzug; es wird ihnen zu den Annehmlichkeiten des Landlebens alles das zu Theil, was sonst nur in den Centralplätzen für Handel und Gewerbe zu finden ist. Für den Personenverkehr sind natürlich billige Tarife, überall durchgehende Züge, sehr wenige besetzte Coupés, reichlich erwärmt und beleuchtet, und man wird in der höflichsten Weise behandelt. Jeder ist Reichswähler, und wenn wirklich etwas passirt, so mag der Himmel noch so hoch sein, der Reichskanzler ist nicht weit; der Reichswähler telegraphirt sofort an den Reichskanzler, der Knoten ist durchschnitten, alles ist in der schönsten Ordnung. (Heiterkeit.) So kann man es in der Reichseisenbahnphantasie forttreiben, wenn man nicht, wie es mir unlängst passirte, plötzlich in den Bahnhof zu Hannover einfährt, unsanft geweckt wird und einem eine Zeitung verkauft wird, die eben das neueste Rescript des Handelsministers Achenbach wegen Aufhebung oder Einschränkung der Retourbillets bringt. (Hört, hört!) Mit Phantasien wird die Frage nicht gelöst, auch nicht mit Analogien auf Gebieten, die mit dieser Sache nichts gemein haben. Man sagt, das Verkehrswesen ist Sache des Reiches. Nun, die Freizügigkeit wird auch durch Reichsgesetz geordnet; aber Niemand schliesst daraus, dass das Reich die Armenpflege übernehmen solle. Das beliebteste Beispiel ist der Zoll. Man sagt, eine neue Aera der Zollvereinspolitik, die Preussen, Deutschland gross gemacht hat, soll inaugurirt

werden; die Eisenbahnpolitik ist die consequente Fortsetzung. Ich behaupte aber, diese Eisenbahnpolitik ist das schnurgerade Gegentheil der Zollvereinspolitik. Die Zollvereinspolitik, die Deutschland mit so viel Glück handhabte, stellte es sich zur Aufgabe, im Innern Deutschlands alle staatlichen Schranken, alle Maassnahmen wegzuschaffen, wodurch der Staat die freie Entwickelung der Industrie, die Concurrenz der einzelnen Productionsgebiete zu bevormunden glaubte. Die Zölle wurden aufgehoben; selbst im Verkehr mit dem Auslande hielt man sie nur als Uebergang. Nur in so weit wollte man Zölle aufrechterhalten, als der fiscalische Zweck die Besteuerung nöthig macht. Die Freunde der Vorlage würden es uns sehr verübeln, wenn wir derselben einen fiscalischen Zweck zuschreiben wollten. Der ganze Zweck ist aber im Gegentheil der, an Stelle der freien naturgemässen Entwickelung des Concurrenzverkehrs einheitliche Normen von Reichswegen zu setzen, nach denen sich die Productions- und Consumtionsverhältnisse in Deutschland zu richten haben, soweit sie überhaupt durch Eisenbahnen vermittelt werden. Wer sachlich den Gegensatz zwischen Zollvereinspolitik und Eisenbahnpolitik nicht fasst, für den sollte es doch ein äusseres Merkzeichen sein, dass diejenigen beiden Männer, aus deren persönlicher Initiative die meisten Reformen hervorgegangen sind, deren wir uns auf wirthschaftlichem Gebiet erfreuen, an der Initiative zu diesem Project keinen Antheil haben. Die Unterschrift des einen dieser beiden fehlt unter dem Entwurf. Der andere ist gestern aus dem Staatsdienst ausgetreten. (Hört! Hört!) Es geziemt sich nicht, über die Gründe, die dazu Veranlassung gegeben haben, hier Muthmaassungen aufzustellen. Er ist ausgeschieden zu allgemeiner Ueberraschung in Deutschland, und die Ueberraschung ist, wenn ich von den Schutzzöllnern, Agrariern und dem engeren Cirkel der Freunde und Gönner von Wagener absehe, keine; ominös ist es jedenfalls, dass in dem Augenblick, wo hier angeblich eine neue deutsche Zollvereinspolitik, eine neue deutsche Finanzepoche inaugurirt werden soll, gerade derjenige Mann dem Fürsten Bismarck den Rücken gekehrt hat, von dem man, er mag politischer Freund oder Gegner sein, anerkennen muss, dass er seit Jahrzehnten mit Ueberzeugungstreue, mit einer Sachkenntniss, die nicht ersetzt werden kann, mit Glück die Fahne der nationalen Zollvereinspolitik hochgehalten hat, wie sie den besten Traditionen des preussischen Staates, den Anschauungen des altbewährten preussischen Beamtenthums entsprochen hat. (Beifall.) Meine Herren, Sie können mir vorwerfen, dass ich über Vieles gesprochen habe, was den Kern nicht berührt; aber die Art, wie das Eisenbahnproject in der öffentlichen Meinung bisher behandelt worden ist, macht es nöthig, diese Oberfläche zu durchdringen, um zu dem Kern zu gelangen, der die eigentlich sachliche Entscheidung geben muss. Ich will nun in Kürze die beiden Punkte, die den eigentlichen Kern der Eisenbahnfrage bilden, berühren. Die Frage ist eine verschiedene: Ist es vortheilhaft, die Anlage sämmtlicher Eisenbahnen in eine Hand zu vereinigen? Ist es vortheilhaft, den Betrieb aller Bahnen in eine Hand zu geben? Manche sind der Meinung, dass es vortheilhaft sei, die Anlage zu centralisiren, während sie den Betrieb nicht

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

centralisiren wollen. Wir selbst sind dafür, dass dem Reiche eine grössere Einwirkung auf die Anlage des Eisenbahnwesens gegeben werde. In den bisherigen Gesetzentwürfen ist dem Reich in Bezug auf das Concessionswesen ein viel zu geringer Einfluss eingeräumt. Im Auftrage meiner Freunde erkläre ich ausdrücklich, dass wir in Bezug auf die einheitliche Regelung des Concessionswesens in jeder Weise der Regierung entgegenkommen werden. Davon verschieden ist aber doch, ob die Anlage, die Verdichtung des Bahnnetzes ganz und gar auf die Leitung der Reichscentralstelle zurückgeführt wird. Man macht dafür die planlose Art geltend, wie sich das deutsche Eisenbahnnetz entwickelt hat. Der Präsident v. Scheele hob in den Motiven des Reichseisenbahngesetzentwurfes die Vorzüge des deutschen Bahnsystems im Gegensatz zu dem centralisirten französischen hervor, da durch das deutsche System, wenn auch mit erheblichen Opfern, dennoch Gegenden der Industrie erschlossen würden, welche sonst derselben entzogen geblieben wären. Auch sei das deutsche gemischte System ebenso dem reinen Privatbahnensystem wie dem reinen Staatsbahnensystem vorzuziehen. So der Präsident des Reichseisenbahnamtes. Es ist ganz richtig, man soll die Nachtheile der sog. krummen Linien nicht zu sehr übertreiben. Der preussische Staat hat die Ostbahn gebaut, unbekümmert um irgend welche Nachtheile; hätte man die gerade Linie für absolut nothwendig erachtet, so wäre die Bahn erst einige Jahre später entstanden. Ebenso die krumme Linie nach Hannover über Celle und Lüneburg. Jetzt ist sie todtgelegt; sie hat aber so reichliche Ueberschüsse gehabt, dass das Capital zum Theil amortisirt ist. Man kann nicht für alle Ewigkeit grosse Eisenbahnpläne machen, die Verhältnisse sind in fortwährender Wandlung. Nun sagt man: Ja, aber diese Vergeudung wirthschaftlichen Capitals! Es wird sogar in einer uns zugegangenen Broschüre: „Tariferhöhung oder Reichseisenbahnen" behauptet, die ganze Tariferhöhung sei mit Nothwendigkeit auf diese Concurrenzbahnen gefolgt. Ein Fachmann, sogar ein Reichseisenbahnfachmann, soll diese Broschüre geschrieben haben. Ich möchte wünschen, dass College Nasse ihm in seinen Vorlesungen die Grundbegriffe der Volkswirthschaft, die Lehre vom Preise etwas klar macht. Vielleicht giebt sich auch das reichsstatistische Amt diese Mühe. Jede neue Concurrenz erzwingt niedrige Tarife; wenn Sie das leugnen, leugnen Sie alle Volkswirthschaft, alle Erfahrung auf dem Gebiete des Eisenbahnwesens. Gewiss ist volkswirthschaftliches Capital in dieser Richtung vergeudet; aber mir ist es lieber, dass es auf den Bau deutscher Bahnen, als, wie früher, für rumänische und amerikanische Bahnen vergeudet wird. (Zustimmung.) Sich gegen Concurrenzbahnen erklären, heisst, sich überhaupt gegen die Concurrenz auf wirthschaftlichem Gebiete erklären. Ich möchte die Freunde der Vorlage bitten, doch einmal consequent durchzudenken, wie weit sie noch von den Socialdemokraten entfernt sind. Wenn an einer Station zwei Gasthöfe entstehen, wo ein grosser Gasthof billiger betrieben werden könnte, so hat das darin seinen Grund, dass der Besitzer des einen Gasthofes nicht das nöthige Capital und den nöthigen Unternehmungsgeist hat, um seinen Gasthof zweckentsprechend zu vergrössern.

Die Concurrenz ist eben das einzige Mittel, vor Capitalmangel zu schützen. Sie ist am Platze, wo der einzelne Besitzer nicht genug Capital in den Industriezweig stecken will. Während man heute auf die Concurrenzbahnen schilt, wurden sie 1867 ersehnt, wurde die norddeutsche Bundesverfassung begrüsst, weil sie zuerst den Passus des Gesetzes von 1838 aufhob, der auf 30 Jahre Parallelbahnen verbot. Und fragen Sie doch einmal in Rheinland und Westfalen, wie viel man dort von den drei grossen Linien, die sich ineinander verschlingen, missen möchte. Heben Sie diese Concurrenz auf, so stützen Sie die ganze Capitalversorgung auf eine einzige Stelle, abgesehen davon, dass es zweifelhaft ist, dass diese das erforderliche Capital für alle künftigen Bahnen wird auftreiben können. Die hauptsächlichsten Klagen gegen das Eisenbahnwesen hatten ihren Grund in der Verschiebung der Productionsverhältnisse nach dem Kriege, welcher die Eisenbahnen nicht sofort folgen konnten. Wo klagte man aber am meisten über ungenügende Capitalsanlagen? In Bezug auf die preussischen Staatsbahnen! Warum war aber hier der Mangel an Mitteln am stärksten? Weil bei Staatsbahnen Factoren mitspielen, die mit den Eisenbahninteressen gar nichts gemein haben. Wir haben im Reichstage gehört, dass der Kriegsminister für Casernen noch 183,000,000 Mark braucht. Glauben Sie nicht, dass, wenn diese Forderung erhoben wird und anderweitige Creditbedürfnisse des Reiches damit in Concurrenz treten, man sagen wird, dass es doch nothwendiger sei, die Truppen erst unter eigenes Dach und Fach zu bringen, als die Bahnhöfe etwas comfortabler und bequemer einzurichten? — Man richtet bei der Entwickelung des Eisenbahnwesens jetzt die Blicke vorzugsweise auf den durchgehenden Verkehr. Ich glaube, die nächste Periode der Entwickelung hat wesentlich einen anderen Zweck; sie wird dahin gehen müssen, den Localverkehr, der bis jetzt zum Schaden des Grundbesitzes zu kurz gekommen ist, weiter auszubauen. Für die Pflege dieses Localverkehrs ist das Reich ohne Zweifel viel weniger geeignet als der Einzelstaat. Der Betrieb seitens des Reiches kann die durch die localen Bedürfnisse vorgeschriebenen Verschiedenheiten unmöglich in dem wünschenswerthen Maasse berücksichtigen; man wird im Reiche viel weniger geneigt sein, Localbahnen zu unterstützen; man wird vielmehr Jeden in seine eigene Tasche greifen lassen, als — um einen Ausdruck des Herrn Stephan zu gebrauchen — das grosse Reichsfass anzapfen. Gerade in dem zu grossen Umfange des preussischen Eisenbahngebietes liegt die Erklärung, dass wir in der Entwickelung des Localverkehrs so sehr hinter Sachsen und Württemberg zurückgeblieben sind. — Man behauptet, der Betrieb der Bahnen werde durch Centralisation billiger; das beweise die Postverwaltung. Ich möchte wissen, was die Post beweisen würde, wenn nicht die Eisenbahnen für sie Alles unentgeltlich fahren müssen. (Sehr wahr!) Auch eine Parallele zwischen der Tarifeinheit im Zollverein und der Tarifeinheit im Eisenbahnwesen ist durchaus unzutreffend. Der Tarif im Zollverein normirt eine aus fiscalischen Gründen erhobene Leistung, die der Staat ohne jede Gegenleistung erhebt. Der Eisenbahntarif dagegen bestimmt

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

die Höhe von Leistungen, für welche der Staat durch die Transporte Gegenleistungen gewährt. Der Eisenbahntarif hängt also wesentlich nicht allein von den Herstellungskosten der Bahnen, sondern auch von der Transportmenge, die auf diesen Bahnen befördert wird, ab, und die Bedingungen dieser Beförderung sind für die verschiedenen Waaren im Reiche sehr verschieden. Die Eisenbahntarife sind also nicht ein Gegenstand willkürlicher Festsetzung, sondern natürliche Producte wirthschaftlicher Verhältnisse, und man täuscht sich, wenn man glaubt, man könne von Reichswegen Tarifeinheit herstellen. Die guten Leute aus dem Handelsstande, welche Tarifeinheit forderten, glaubten, dass damit Alles billiger werden müsste; als aber nun die praktische Probe auf das Exempel gemacht werden sollte und sich herausstellte, dass man, um zur Einheit zu gelangen, nicht bloss Tarifsätze ermässigen kann, sondern auch andere erhöhen muss, so sahen sie ein, dass diese Erhöhung in vielen Fällen mehr schadete, als die Ermässigung anderer Tarifsätze nützt. Die Tarifeinheit ist nicht das Ideal der Zukunft, sondern sie ist eine unvollkommene Form des Anfangs der Eisenbahnentwickelung gewesen. — Nun sagt man: wir brauchen einheitliche Normen auf den Eisenbahnen. Aber, meine Herren, das Bestreben nach einheitlichen Normen haben die Eisenbahnen von jeher gehabt, und wenn wir im Reich ein einheitliches Bahnbetriebs- und Bahnpolizei-Reglement angenommen haben, so ist das wesentlich von dem Reglement copirt, welches die Eisenbahnen vorher freiwillig unter sich vereinbart hatten. Allerdings wird die Durchführung einheitlicher Normen erleichtert, wenn eine Centralstelle darüber entscheidet; aber ist es denn unter allen Umständen richtig, eine solche Einheit herbeizuführen? Bei der Verschiedenheit der Bedürfnisse des localen Verkehrs wirkt eine zu weit gehende Fusion der Bahnlinien oft schädlich und vertheuert den Verkehr auf den Nebenlinien, wie die Erfahrungen in England beweisen. Man hat auf die grosse Zahl der Directoren hingewiesen, die unter der Herrschaft des Reiches erspart werden könnte; aber die Berathung des Etats der Staatsbahnen, bei der jährlich immer neue Stellen gefordert werden, beweist die Unrichtigkeit dieser Annahme. Nach meiner Berechnnug würden wir bei einer Ausdehnung des Musters der preussischen Bahnen auf das Reich nicht weniger als 420 und nach dem Zahlenverhältniss bei den elsass-lothringischen Bahnen 350 Reichseisenbahndirectoren erhalten. Hierzu kommt, dass, je umfangreicher der Complex ist, desto grösser die Zahl der Beamten bei der Centralverwaltung sein muss. Ob die Reichseisenbahndirectoren weniger kosten würden, als die Directoren der Privatbahnen, will ich dahingestellt sein lassen; jedenfalls sind sie weniger selbstständig als diese, und wenn die Motive betonen, dass die Entwickelung des Eisenbahnverkehrs eine verantwortlichere und selbstständigere Stellung der Eisenbahnbeamten beanspruche, so glaubt man fast, ein Schalk habe diese Motive verfasst, um die Vorlage zu Grunde zu richten. (Heiterkeit.) Die ganze Frage spitzt sich dahin zu: welcher Complex von Eisenbahnen ist derjenige, der noch mit Vortheil einheitlich verwaltet werden kann? Nun sagt man uns, wir wollen ja auch eine Decentra-

lisation; wir werden den Directoren sachkundige Räthe an die Seite setzen. Entweder werden diese Räthe völlig bedeutungslos sein, wie die Räthe der Provinzial-Comptoirs der Reichsbank, oder es entwickelt sich unter ihnen ein Linienpatriotismus, der gerade für die einheitlichen Interessen des Reiches ausserordentlich gefährlich wirken muss. Decentralisation ist eine leere Phrase, wo Sie nicht die finanzielle Verantwortlichkeit decentralisiren, wie Sie es ja auch bei der Uebertragung der Landstrassen an die Provinzen gethan haben. Das Staatsbahnensystem ist in den Mittelstaaten deshalb mehr ausgebildet, als in den grossen Staaten, weil die Verwaltungsschwierigkeiten mit dem Complexe der Bahn progressiv wachsen. Es ist also die Frage, wie gross der Complex sein dürfe, den man ohne Schwierigkeit einheitlich verwalten könne; die Ansicht geht dahin, dass dies eine Länge von 1500 Kilometer sei, welche die württembergischen und sächsischen Bahnen haben. Das Ministerium hat ja rechts der Oder einen Complex von Staatsbahnen in der Hand, an dem es sein System recht illustriren kann. Mag es nur dort die Landestheile möglichst glücklich machen; bis jetzt klagen aber unsere Landsleute im Osten ebenso sehr über ihre Staatsbahnen, als die im Westen über die Privatbahnen. Die ganze Frage spitzt sich schliesslich dahin zu, ob es möglich ist, einen Eisenbahn-Bismarck, wenn ich mich so ausdrücken darf (Heiterkeit), zu finden, der eine so gewaltige Persönlichkeit auf dem Gebiete des Eisenbahnwesens ist, wie der Reichskanzler auf dem Gebiete der äusseren Politik. Bis jetzt habe ich einen solchen Mann noch nicht kennen gelernt; finden Sie ihn aber, dann stellen Sie das ganze deutsche Eisenbahnwesen auf zwei Augen. Bricht an dem grossen Triebrade etwas oder reissen die Uebertragungen, dann ist der Schade viel grösser, als er früher war. Es ist auch Gefahr vorhanden, dass aus solchem Eisenbahnchef ein Eisenbahnpapst werde (Heiterkeit), den der Reichstag vor dem Glauben an seine Unfehlbarkeit zu bewahren hat (Heiterkeit). Die parlamentarische Controle in Eisenbahnangelegenheiten ist nicht viel mehr werth als die der Actionäre in der Generalversammlung. (Heiterkeit). Wir haben keinen Einfluss auf die Festsetzung der Tarife; wir haben nicht auch nur einer Position im Eisenbahnetat die Bewilligung versagen können. Es ist uns nicht einmal gelungen, die verfassungsmässige Einstellung aller Ausgaben und Einnahmen aus den Eisenbahnen in den Etat durchzusetzen. Dagegen werden auch verantwortliche Reichsminister nichts helfen. Der Reichskanzler hat sich zwar in dieser Richtung schon mehrere Male geäussert, und der Gedanke wurde von den Abgeordneten Twesten und Lasker freudig begrüsst. Wir haben schliesslich gefunden, dass das nur eine veränderte Bureaueintheilung sein würde; denn, wenn die Ministerverantwortlichkeit nicht illusorisch sein soll, dann muss der betreffende Minister auch sein Ressort verantworten können, und Sie müssen einen Reichstag haben, der die Macht hat, die Minister zur Verantwortung zu ziehen. (Sehr wahr!) Dieser Reichstag geht aber verloren mit den Reichseisenbahnen. (Hört, hört! links.) Glauben Sie doch nicht, dass die Freiheit einer staatlichen Entwickelung allein von den Formen der Verfassung abhängt;

Nr. 5600. Preussen. 26.April 1876.

sie hängt in gleichem Maasse von dem Inhalt der Staatsgewalt ab, und wenn Sie die freieste Verfassungsform geben und die Grenzen der Staatsgewalt gehen über ein gewisses Maass hinaus, so kann trotz jener Form ein Scheinconstitutionalismus und Absolutismus daraus werden. (Sehr richtig!) Ich habe immer den Eindruck gehabt, wenn wir über Staatseisenbahnen verhandelten, als ob wir eigentlich dem Handelsminister mehr verantwortlich wären, als der Handelsminister uns (Heiterkeit), und als wenn der Handelsminister uns Bahnen bewilligt, anstatt dass wir sie ihm bewilligten. Das liegt daran, dass wir mit unserer parlamentarischen Existenz in unseren Wahlkreisen wurzeln, und es ist den Leuten auch gar nicht zu verargen, dass sie auf ihre Eisenbahninteressen mehr Rücksicht nehmen, als auf die allgemein politischen. Glauben Sie nun wirklich, dass, wenn in dieser Weise die Herrschaft über die ganze materielle Wohlfahrt in die Hand einer Reichsverwaltung gelegt ist, ein Reichstag noch möglich ist, der in sich die Kraft besitzt, eine Verantwortlichkeit zur Wahrheit zu machen? Die Eisenbahnmacht der Regierung überträgt sich auf die anderen politischen Gebiete, und das Budgetrecht des Reichstages ist nur hohler Schein. (Sehr wahr! links.) Sie können unmöglich ein Eisenbahn-Einnahmebudget von 800 Millionen Mark kritisiren, ob dasselbe um ein paar Dutzend Millionen zu hoch oder zu niedrig bemessen ist; denn wir stehen schon jetzt in der Budgetkommission keiner Etatsüberschreitung so ohnmächtig gegenüber, wie im Eisenbahnetat. Ein Reichstag gegenüber einem Reichseisenbahnrath hat kein Anleihebewilligungsrecht mehr. Wo Reichseisenbahnen sind, ist beständig dermaassen ein Creditbedürfniss vorhanden zum Ausbau, zur Ausrüstung der Bahnen, dass der Minister immer Anleihen in der Hand haben muss, und dass er unter allen Umständen, wenn er anders will, nicht an die Bewilligung des Reichstages gebunden ist. Noch 1866 rühmte sich ein Regierungscommissar hier einmal, man habe zwei Kriege geführt, ohne eine Anleihe aufzunehmen. Worin steckte das Geheimniss, warum hatte man damals das heidenmässig viele Geld? Es waren Eisenbahn-Anleihen, aus denen vorschussweise diese Sachen bestritten wurden, die es zum wesentlichen Theil möglich machten. Die Rechte des Reichstages sind durchaus beschränkt; aber wir haben in den Matricularbeiträgen bis zu einem gewissen Grade eine Einwirkung auf die Bewilligung der Einnahmen; durch das Reichseisenbahnproject wird das Verhältniss umgekehrt; die Einzelstaaten werden Pensionaire des Reiches für die Rente, die ihnen als Entschädigung gegeben wird, und die Matricularbeiträge kommen nur noch in der Gestalt von Aufrechnungen zur Erscheinung. Mit einem Reichseisenbahnproject wird der Einfluss des Reichstages thatsächlich auf das Zustimmungsrecht zu Gesetzen herabgedrückt. Nun kann aber eine Regierung auf neue Gesetze viel eher warten, als ein Volk. Wenn man darauf beschränkt ist, ist man ohnmächtig. Wenn einmal organische Gesetze gegeben sind für ein staatliches Gebilde, wie es im Reich jetzt nahezu der Fall ist, so hat die Regierung mit neuen Gesetzen selten Eile. Ja, wenn Herr Minister Camphausen im Reiche an der Spitze stände, wäre die

Sache schon anders. (Heiterkeit.) Derselbe hat uns im Reichstage gesagt, dass, wenn die Mehrheit des Reiches anderer Ansicht sei als der Minister in der Gesetzgebung, der Minister weichen müsste, um dadurch die Harmonie wiederherzustellen. (Hört, hört!) Es hat aber nur wenige Tage gedauert, da wurde dieselbe Ansicht von dem Herrn Reichskanzler, zwar unter der Adresse des Herrn Abg. Hänel, als republikanisch bezeichnet. (Heiterkeit.) Diese Zeit, wo das Reichseisenbahnproject entstand, fällt zusammen mit den Verhandlungen über die Strafnovelle. Der Reichskanzler sagte damals, er könne warten; noch die Kinder und Enkel dieses Reichstages würde diese Novelle beschäftigen. Solche Anschauungen machen die Sache wesentlich ernster; der Abg. Hänel bezeichnete sie mit Recht als einen schweren und durch nichts gerechtfertigten Angriff auf die Grundlagen unserer Verfassung, auf die Grundsätze, die alle liberalen Parteien seit 20 Jahren unverrückt vor Augen gehabt haben. Ist eine solche Zeit, wo wir jeden Augenblick dem Reichskanzler gegenüber „Gewehr bei Fuss" stehen müssen, geeignet, wenn Sie sich nicht die allergrössten Vortheile von dieser Maassregel versprechen, sie auch nur für zweifelhaft halten, ihr zuzustimmen? Meine Herren! Der erste vereinigte Landtag in Preussen 1847 verweigerte die Mittel zum Bau der Ostbahn, einer unzweifelhaften Wohlthat, um nicht sein Geldbewilligungsrecht in Frage stellen zu lassen. Sollen wir hinter ihm in der Erkenntniss der politischen Situation zurückstehen oder in der Entschlossenheit ihr begegnen? Schon einmal ist man auf die möglichste Beschränkung der constitutionellen Rechte ausgegangen: bei Aufrichtung des norddeutschen Bundes; schon damals spielte die Eisenbahnfrage hinein, und man suchte den Werth der Verfassung, der freiheitlichen Rechte herabzusetzen zu Gunsten der grossen Vortheile, welche die norddeutsche Reichsverfassung in ihren Abschnitten über das Eisenbahnwesen bietet. Sie wurden damals bis in den Himmel erhoben, die man heute als gänzlich werthlos behandelt. (Hört, hört!) Da war es, wo der Abg. Wagener rief: „Wo man sonst Menschenrechte suchte, da begegnen wir dem Transporte von Kohlen und Hülsenfrüchten. Wir sind endlich erlöst vom Banne der Theorie und Phrase." Die Zeiten haben nach mancher Richtung etwas Aehnliches und mahnen uns zur Vorsicht. Das deutsche Reich hat nicht, wie Preussen, eine angestammte Dynastie; die Klammern sind hier bedeutungsvoller, die das Ansehen der Volksvertretung in der öffentlichen Meinung gewährt; wenn man im Reichstage landsmannschaftlich auseinanderging, war es bei der Frage, wie weit die einzelne Landesgesetzgebung bei der Reichsgesetzgebung zu berücksichtigen sei. Hat nun die Reichsgesetzgebung eine gewisse Grundlage gewonnen, so wird auch diese landsmannschaftliche Gruppirung aufhören, und man soll sich doch hüten, nun in diese neuen Staatsgebilde Eisenbahnfragen hineinzuschieben, die nur zu sehr geeignet sind, die einzelnen Gruppen im Bundesrathe, im Reichstage auseinanderzuziehen. Das ist viel gefährlicher in einem Bundesstaate, als in einem Einheitsstaate, wo hinter der landsmannschaftlichen Gruppe die betreffende Regierung steht. Wir müssen gestehen,

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

dass diese Eisenbahnfrage, so jung sie ist, in ihrer Geschichte auf die nationalen Verhältnisse in Deutschland, auf das einheitliche Band, schon überaus schädlich gewirkt hat. (Sehr richtig!) In diesem Augenblicke ist eine Trennung von Nord- und Süddeutschland in den einzelnen Staaten vorhanden, wie sie seit dem Jahre 1866 nicht bestanden hat. (Sehr wahr!) Die deutschen Regierungen befehden sich mit ihren betreffenden Reptilienfonds in einer Weise gegenseitig, die ich nicht für angemessen halten kann für Regierungen, die demselben Bundesstaate angehören. Die nationalliberale Partei macht ja an sich selbst die Erfahrung. Sie, die sich berufen fühlen, besonders den einigenden nationalen Gedanken zu stützen und zu tragen, können Sie leugnen, dass Sie jetzt gegenüber dieser Frage schon in Landsmannschaften auseinandergefallen sind? (Sehr wahr!) dass man von einer überwiegenden Mehrheit preussischer Nationalliberalen sprechen kann, die sich für die Vorlage entscheidet, und von einer überwiegenden Mehrheit sächsischer und württembergischer Nationalliberalen, die sich gegen sie entscheidet? Wenn Sie es nicht glauben, so werden Sie es bald von Ihren Collegen selber hören. (Sehr richtig!) Konnte man unglücklicher vom nationalliberalen Standpunkt diese Frage aufwerfen, als dass man sie zuerst vor den preussischen Landtag brachte? (Sehr richtig!) Am 8. Januar bereits forderte der Reichskanzler das preussische Ministerium auf, zu dieser Frage in der Weise Stellung zu nehmen, dass dieselbe vor den Landtag gebracht werden solle. Damals war der Reichstag noch beisammen. Warum haben Sie (nach dem Regierungstisch gewandt) den Reichstag nicht gefragt? Wenn Sie einer Vollmacht bedürfen, Eisenbahnen zu verkaufen, so bedürfen Sie auch einer Vollmacht, sie zu kaufen. Wenn der Reichstag Ihnen die Vollmacht gegeben hätte, so brauchten wir gar nicht über die Ertheilung der Vollmacht zu discutiren; denn wir sind gewohnt, das, was der Reichstag an Opfern von Preussen verlangt, ohne Discussion, so sehr wir auch im Reichstage über diese Frage auseinandergehen mögen, hier als selbstverständlich zuzugestehen. (Sehr wahr!) Die Wohlfahrt von Preussen und Deutschland ist so mit einander verbunden, dass, wo Deutschland gesprochen hat, Preussen nicht mehr dissentiren kann. (Sehr richtig!) Aber man soll nicht Preussen gegen Deutschland in Marsch bringen. (Hört! hört!) Der Reichskanzler soll nicht das preussische Abgeordnetenhaus zum Sturm gegen den deutschen Reichstag aufrufen. (Hört! hört!) Das ist es, warum es sich hier handelt. (Beifall links. Zischen rechts. Wiederholter Beifall.) In Sachsen hat man allerdings dasselbe gethan, aber erst, nachdem man wusste, dass die Frage nicht zuerst an den Reichstag, sondern an den preussischen Landtag gebracht werden sollte. Wir sind der vornehmste Staat in Deutschland; der preussische Landtag ist die zunächst mit dem Reichstage concurrirende Volksvertretung, und das allergefährlichste ist, wenn der preussische Landtag und der Reichstag mit einander in Concurrenz gesetzt werden. (Sehr wahr!) Dadurch wird das Ansehen beider in Frage gestellt. Haben wir bisher einen Präcedenzfall dafür gehabt? Wir haben zwar hier auch deutsche Fragen be-

handelt, als es noch keinen deutschen Reichstag gab; da war es der Beruf des preussischen Landtages, voranzugehen in deutschen Fragen; später abe haben wir dies nur gethan, nachdem der Reichstag sich entschieden hatte. Ueber die Frage der Competenzausdehnung für die bürgerliche Gesetzgebung haben wir beispielsweise hier verhandelt, um den Reichstag zu stützen, um die Agitation zu pariren, die das Herrenhaus unter dem Grafen Lippe gegen den Beschluss versuchte, um die Regierung zu ermuntern, dem Wunsche des Reichstages zu folgen. Wir haben aber bis jetzt noch niemals deutsche Fragen hier entschieden, wo die Stellung des Reichstages eine zweifelhafte, wahrscheinlich eine von der Stellung des preussischen Abgeordnetenhauses verschiedene ist. Es ist meiner Ueberzeugung nach noch auf lange Zeit nöthig, dass derselbe leitende Staatsmann dem Abgeordnetenhause wie dem Reichstage gegenüberstehe; die Personalunion ist nothwendig. Diese wird aber gefährlich, wenn ein Präcedenzfall dafür geschaffen wird, dass man das preussische Abgeordnetenhaus balancirt gegen den Reichstag und umgekehrt. Wir können diese Frage nicht hier nach specifisch preussischem Interesse entscheiden und im Reichstage nach deutschem, sondern das letztere ist für uns auch hier maassgebend. Wir sind deshalb mit unseren politischen Freunden aus dem Reichstage in Verhandlung getreten und verweigern dem Reichskanzler übereinstimmend die Vollmacht, über den Verkauf der preussischen Staatsbahnen mit dem Reich in Verhandlung zu treten. Wir sind uns der Verantwortlichkeit in dieser Frage wohl bewusst. Es ist hier nicht leicht, in der Opposition zu bleiben, wenn man weiss, dass die Majorität doch anders entscheidet, sondern wenn nicht alle Vermuthungen täuschen, so haben wir die Entscheidung dieser Frage als politische Partei im deutschen Reichstage mehr in der Hand als jemals. Wir geben diese Entscheidung ab, auch wenn sich hier die Majorität anders entscheidet. Auch ein minder guter Rechner, als der Reichskanzler ist, wird sich nicht verhehlen können, wenn er die starke Minorität dieses Hauses ins Auge fasst und die ausgesprochene Majorität in anderen Landtagen hinzurechnet, dass er das Vertrauen des deutschen Reichstages in dieser Frage nicht besitzt. Man kann auch hier nicht für die Vorlage votiren mit der Argumentation, dass man hier dem Reichskanzler zu Gefallen leben kann, im Reichstage es aber ablehnen werde, so dass es ein Schuss in die Luft ist. Dieser Schuss kann aber Erschütterungen hervorrufen, die ich im nationalen Interesse Deutschlands bedauere. Ich bringe nicht gern auswärtige Fragen mit inneren, für die kommenden Generationen wichtigen in Verbindung. Wenn aber irgendwo am auswärtigen Horizont etwas nicht vollständig wolkenlos ist, so, glaube ich, sollte man am wenigsten in diesem Augenblicke zu den grossen zersetzenden Fragen, die wir in Deutschland leider schon haben, noch eine solche Frage bringen zwischen den deutschen Staaten. (Sehr richtig!) Ich weiss nicht, ob der Herr Reichskanzler diese Reichseisenbahnfrage auch für die Söhne und Enkel nächster Legislaturperioden sich zu reserviren gedenkt; aber ich möchte doch auf eins aufmerksam machen: Ob eine Strafgesetznovelle

Nr. 5600. Preussen. 26.April 1876.

unentschieden bleibt, hat materiell keine grosse Bedeutung; ob aber eine solche Eisenbahnfrage lange unentschieden bleibt, das hat materiell sehr grosse Nachtheile. (Sehr richtig!) Meine Herren, mir ist schon in der vorigen Woche am Niederrhein versichert worden, dass diese Eisenbahnfrage zu allen Calamitäten der Eisenindustrie, unter denen sie naturgemäss leidet, noch die hinzugefügt hat, dass, solange die Frage schwebt, erst recht mit den allernothwendigsten Neubestellungen und Ergänzungen des Materials zurückgehalten wird. Als Vertreter eines hochindustriellen Kreises fühle ich mich verpflichtet, darauf aufmerksam zu machen. Ich bin derjenige, der hier und im Reichstage die Regierung energisch vertreten hat, wenn ihr vorgeworfen wurde, sie sei an den gegenwärtigen wirthschaftlichen Calamitäten schuld. Ich habe die Behauptung entschieden vertreten, diese wirthschaftlichen Calamitäten resultiren nicht aus gesetzgeberischen Acten, nicht aus Maassregeln der Verwaltung; sie sind die Folge grosser politischer Ereignisse, die in ihrem Gefolge eine allgemeine Verschiebung der Productions- und Consumtionsverhältnisse und auch eine Verschiebung in den Vorstellungen der Menschen von den Werthen hatten. Aber dagegen muss ich denn doch protestiren, dass, wenn die Verhältnisse jetzt ganz leise anfangen, sich zurechtzuschieben, nun wieder eine solche, in ihrem ganzen Umfange sich nach Milliarden belaufende Frage in die deutschen wirthschaftlichen Verhältnisse hineingeschoben wird, dass über Werthe von solchem Umfange eine Unsicherheit der Zukunft auf lange Zeit hin entsteht. Alle diese Nachtheile werden um so tiefgreifender sein, je länger der Kampf um die Eisenbahnfrage dauern wird. Der Herr Reichskanzler wird schon heute entnehmen, dass, wenn er überhaupt zum Ziele gelangt, es nicht ohne die schwierigsten Kämpfe sein wird, und ich sage, das, was in der Uebergangszeit dieser Entwickelung des deutschen Eisenbahnwesens geschadet wird, ist viel schlimmer, als was die Reichseisenbahnen, wenn sie wirklich von Vortheil sind, jemals wieder gutmachen. Darum, meine Herren, im Interesse einer soliden Entwickelung und Gestaltung unserer wirthschaftlichen Verhältnisse, im Namen derjenigen Interessen, die uns mit der Mehrheit des Hauses, ja mit dem Herrn Reichskanzler selbst gemeinsam sind, fordern wir Sie auf, die Vorlage abzulehnen. (Lebhafter Beifall und Zischen.)

Fürst Bismarck: Ich behalte mir vor, über die Sache selbst zu sprechen, nachdem der Ressortminister sich geäussert haben wird. Für den Augenblick will ich nur eine irrthümliche Angabe berichtigen, die der Herr Vorredner vor meinem Eintritt in das Haus gemacht hat, wie ich höre, und die den allgemein beklagten Rücktritt des Ministers Delbrück betrifft. Es ist durchaus unrichtig und auch nicht der Schatten von Wirklichkeit liegt dafür vor, wenn man diese beklagenswerthe Aenderung in unserem Personalbestande mit irgend einer politischen und sachlichen Frage in Verbindung bringt. Dass, wie an ein jedes Ereigniss, die tendenziöse Erfindung, die politische Ausschmückung, das Sensationsbedürfniss auch an dieses sich knüpfen werden, war ja vorauszusehen; ich kann aber versichern — und ich würde es nicht versichern dürfen,

wenn ich nicht sicher wäre, dass das Zeugniss des Ministers Delbrück, der ja nicht ganz aus Ihren Augen verschwindet, darin das meinige bekräftigen wird — dass zwischen ihm und Sr. Majestät dem Könige und zwischen ihm und mir auch nicht ein Schatten von einer Meinungsverschiedenheit über irgend eine der schwebenden Fragen zu Tage getreten ist. (Hört! hört! Bewegung.) Minister Delbrück, wie Ihnen Allen bekannt ist, hatte in allen Fällen den Muth seiner Meinung und verschwieg sie nicht. Wir sind oft verschiedener Ansicht gewesen, und da es sich meist um Dinge handelte, die er besser verstand als ich, so bin ich sehr oft in der Lage gewesen, seiner besseren Einsicht nachzugeben. Er würde also, wenn er in irgend einer wichtigen Sache, wie beispielsweise in dieser heute vorliegenden, mit mir anderer Meinung gewesen wäre, nicht ohne weiteres das Schlachtfeld geräumt, sondern seine abweichende Meinung vertreten haben. Ich habe mit ihm 25 Jahre lang gemeinschaftlich gearbeitet und 10 Jahre lang in collegialischem Verhältniss; er wusste, dass jede, auch die bedeutendste Frage von mir eher vertagt werden würde, als dass ich sie zum Anlass seines Rücktrittes hätte werden lassen. (Bewegung.) Darüber ist er vollständig klar. Es ist eine eigenthümliche Neigung, die Erklärung der Dinge aus natürlichen Ursachen zu verschmähen und künstliche, namentlich solche, die man für seine politischen und Parteitendenzen gut verwerthen kann, hervorzusuchen. Nichts ist natürlicher, als dass Jemand, wenn auch mit der ungewöhnlichsten Arbeitskraft, man kann sagen, mit der Arbeitskraft mehrerer begabter Männer ausgerüstet, durch die Last der Geschäfte, welche er 10 Jahre lang auf sich genommen hat, bei den Erschwerungen, die ihm darin gemacht worden sind und nicht am allerwenigsten von denen, die jetzt ein, ich will gern annehmen, aufrichtiges Bedauern über seinen Rücktritt kundgeben (Heiterkeit), dass selbst die solideste elastische Arbeitskraft aufgerieben worden ist. Dass die Verdächtigungen und hässlichen Insinuationen, denen dieser Ehrenmann ausgesetzt gewesen ist, nicht gerade dazu beigetragen haben, ihm die abstumpfende, die ermüdende Wirkung der Arbeit zu mildern, das liegt auf der Hand. Ich habe dies vorausschicken wollen, um denjenigen Rednern, die etwa nachher wieder den Minister Delbrück und seinen Rücktritt hier ins Gefecht führen wollen, von Hause aus diese Mühe zu ersparen (Heiterkeit); sie würden, wenn sie es dennoch thun, entweder eine bewusste Unwahrheit vorbringen oder mich einer solchen beschuldigen. In Bezug auf denjenigen Theil der Rede des Vorredners, den ich mit angehört habe, will ich hier nur kurz bemerken, dass ich seine Besorgnisse doch für übertrieben halte und finde, dass er die Frage, die uns beschäftigt, überschätzt, wenn er annimmt, dass nun die Freiheit und Einheit Deutschlands, der Friede der Welt, die orientalische Frage, die Geldkrisis und die augenblickliche Stockung der Geschäfte davon abhängen, ob das Reich oder der preussische Staat einige Eisenbahnen mehr erwirbt oder nicht, ob diese Eisenbahnen in dem Besitze des preussischen Staates oder in dem des Reiches sind. Der Vorredner hat seine Argumente sich dadurch leicht ge-

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

macht, dass er sich nicht an die Vorlage hielt, von der ich spreche, sondern an die ungeheuren Dimensionen, welche tendenziöse Nachrichten und ungerechtfertigte Besorgnisse, die zu Tage traten — und zwar sehr voreilig, ehe man überhaupt wusste, wovon die Rede war — der Sache gegeben haben. Dass uns die deutsche Freiheit und Einheit auf der ersten Reichslocomotive davonfahren werden (Heiterkeit), das glaube ich nicht. Der Vorredner hat zum Theil auch mit grosser Schnelligkeit seine eigenen Argumente bekämpft; ich erinnere nur an den Schluss seiner Rede, wo er mit Pathos mir den Vorwurf machte, warum ich mich nicht an den Reichstag zuerst gewendet und von ihm die Vollmacht, zu kaufen, erbeten hätte, gleich darauf aber mir mit Heftigkeit seine Verweigerung der Vollmacht in Aussicht stellte. Er wird doch selbst zugeben, dass, um Eigenthum des preussischen Staates anzubieten, man doch eher eine Vollmacht dessen, der es augenblicklich besitzt, bedarf, als dessen, der es vielleicht kauft, vielleicht auch nicht (Heiterkeit); aber darum werden wir nicht in politische Gegnerschaft mit irgend Jemandem gerathen. Es ist überhaupt eine wirthschaftliche Frage, um die es sich handelt, so dass ich bitten möchte, die hohe Politik nicht in dem Maasse einzumischen, wie der Vorredner, indem er sich zu dem ungeheuerlichen Bilde versteigt, dass ich den preussischen Landtag zum Sturm gegen den Reichstag anführte. Nun, meine Herren, blicken wir auf die letzten 10 Jahre zurück. Ich glaube, über die Frage, ob ich oder der Vorredner und seine Parteigenossen von der Fortschrittspartei mehr zur Consolidirung des deutschen Reiches beigetragen haben, wird die Geschichte richten und nicht zu meinem Nachtheile.

Abg. Lasker: Meine Herren! Es liegt keineswegs hier der Plan vor und soll im Reiche verwirklicht werden, sämmtliche Bahnen in Deutschland für das Reich zu erwerben, wenn auch für die Zukunft ein solches Ziel als erreichbar allerdings mag aufgestellt werden können. Dieser Plan liesse sich im Laufe der nächsten Jahre freilich nicht ohne eine grosse Verschiebung der wirthschaftlichen Kräfte und nicht ohne eine Verwirrung ausführen, deren Nachtheile grösser sein würden als der angestrebte Nutzen. Aber halten wir uns doch nur an den Text der Vorlage! Wir sollen uns darüber aussprechen, ob Preussen bereit sei, für den Fall, wenn das Reich es in seinem Interesse finden sollte, die preussischen Bahnen zu erwerben, zu dieser Erwerbung seine Zustimmung zu geben. Ueber mehr oder weniger wird hier nicht entschieden. (Ruf: Doch!) Dass diese Frage vom Reichstage und den Regierungen gründlich und zwar wesentlich vom Reichsinteresse aus wird erwogen werden, daran hat kein Freund der Vorlage zweifeln können. Wann seit der Errichtung des Reiches hätten wir uns die Vormundschaft angemaasst, von diesem Saale aus zu entscheiden, was für das Reich zuträglich oder unzuträglich sei? Gleichwohl wird die hier getroffene Entscheidung von grösster Bedeutung für die deutsche Reichspolitik sein; denn wenn dies Haus heute ein negatives Votum abgiebt, so ist die Regierung gar nicht mehr in der Lage, die Idee den Organen des Reiches zur Erwägung zu stellen. Wie kann man da sagen, wir,

die Freunde der Vorlage, wollten das Reich majorisiren und Krieg gegen das Reich führen, die Gegner aber bewiesen die wahre Deferenz gegen das Reich? Diesen einen Ausgangspunkt, den der Vorredner zu einem grossen rednerischen Schlusseffect benutzt hat, wollte ich zunächst auf sein richtiges Maass zurückführen. Unser Votum kann gar keine andere Bedeutung haben, als dass das Reich, ohne irgend wie präjudicirt zu sein, sein eigenes Interesse bei der Sache erwäge. Der Vorredner hat nun als Folge der heutigen Vorlage hingestellt: erstens den Erwerb aller vorhandenen Bahnen, der Staats- wie Privatbahnen, durch das Reich, sei es im Wege des Zwanges oder auf andere Weise; zweitens den Bau aller künftigen, auch der Localbahnen, so dass die Einzelstaaten bis zum letzten Dorfe von der Entscheidung des Reiches abhängig werden würden; drittens die Verwaltung nach absolut einheitlichen Tarifen, gleichviel wie theuer die Bahnen sind. Im Gegensatz zu diesem ungeheuerlichen Programm stellte er dann die Leichtigkeit des Zustandekommens eines Eisenbahngesetzes, für die er sich auf die höflichen Schlussworte berief, welche die Vertreter der Bundesstaaten am Schlusse ihrer resultatlosen Conferenzen ausgetauscht und in denen sie sagten: Wir sind zwar heute nicht damit zu Stande gekommen, aber später — peut-être. (Heiterkeit.) Ich habe den Text des Eisenbahngesetzes vor mir und darin verfolgt, welche Paragraphen von den anderen Staaten angenommen, welche abgewiesen sind, und ich kann darnach beurtheilen, was jene Höflichkeitsworte zu bedeuten haben. Es ist alles weggestrichen, wodurch das Reich eine unmittelbare Verwaltung auf die Eisenbahnen nehmen wollte; es sollte seine Aufsicht nur ausüben vermittelst der Organe der Einzel-Regierungen. Dass nichts dabei herauskommt, wenn die ausführenden Organe wesentlich die sind, welche unter Aufsicht gestellt werden, das haben wir zwei Jahre lang probirt. Auch die preussische Eisenbahnverwaltung spreche ich nicht davon frei, dem Reichseisenbahnamte die grössten Schwierigkeiten bereitet zu haben. Es liegt das hauptsächlich daran, dass der technische Rath im Ministerium vor allem von seiner Einsicht sich überzeugt glaubt, dass er das Beste will, demgemäss seine eigene starke Stellung verwechselt mit dem öffentlichen Wohl und mit Eifersucht auf ein Mitglied einer anderen Gewalt blickt. Könnten wir ein wirksames Eisenbahngesetz erhalten, um uns das jetzige Reichseisenbahnproject abzukaufen, so wären wir leicht handelseinig! Dann brauchten wir nicht zu verzweifeln an dem Erfolge, wenn wirklich die einzelnen Staaten, namentlich Sachsen und Württemberg — Bayern wird von seinem Reservatrechtsstandpunkte aus vielleicht nicht allzuviel Hindernisse bereiten, und von Baden rede ich deshalb nicht, weil dies patriotische Land sicherlich in ganz kurzer Zeit dem Reichseisenbahngesetz zustimmen wird — uns ein Reichseisenbahngesetz vorlegen mit wirklicher Aufsicht und Controle. Beide Staaten, die doch so gut wie Preussen die Initiative haben, beschweren sich; sie betheuern, dass sie das Beste gewollt hätten, dem Reiche Alles gewähren wollten. Warum haben sie denn das nicht in einer Vorlage niedergelegt? Selbst wenn die jetzige Vorlage zurückgewiesen würde, bleibt das

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

Vorgehen der Reichs- und der preussischen Regierung ein ungemein verdienstliches. Es würde eine Unmöglichkeit möglich gemacht haben, wenn es bewirkt, dass die Gegner des Gesetzes die Initiative zu einem Reichseisenbahngesetz ergreifen würden. Augenblicklich steht aber die Sache so, dass das Reich ein Amt geschaffen hat, um Verfassungsartikel zu verwirklichen, und dieses Amt sich als ohnmächtig erwiesen hat. Gefallen hat mir besonders der Ausspruch des Vorredners, dass das Reich am meisten leide, wenn man ihm eine Verantwortlichkeit aufbürde, die es nicht tragen kann. In dieser Lage sind wir eben; denn die Verfassung hat dem Reiche eine Verantwortlichkeit für den Eisenbahnverkehr auferlegt, die es gegenwärtig nicht tragen kann, uns es ist deshalb Zeit, energisch den kleinlichen Chikanen von allen Seiten entdgegenzutreten und mit vollem Ernste an die Durchführung der verfassungsmässigen Pflicht zu gehen. Soll Preussen, wie es der Vorredner thut, daraus ein Vorwurf gemacht werden, dass es dem Reiche zu Hilfe kommt, sobald dies sich ohnmächtig zeigt, die verwickelten Verhältnisse zu lösen? Das ist eben die Aufgabe Preussens als Vormacht des Reiches! Preussen hat an sich ein sehr zerrissenes Eisenbahnnetz, das in der Mitte durchbrochen ist. Wird es vollständig ausgefüllt vom Osten zum Westen, so soll mir irgend Jemand einmal beweisen, welcher Unterschied zwischen dem preussischen und dem deutschen Eisenbahnnetze vorhanden ist. Die heftigsten Gegner sind die kleinen Staaten, die im Gegensatz zu dem Abgeordneten Richter Anhänger des Staatsbahnsystems sind, nur darin ihr Heil finden und uns zurufen: Möge Preussen dasselbe thun, was wir gethan, und sein Staatsbahnsystem vollständig ausbilden! Zu diesem Zwecke aber müsste sich Preussen durch die dazwischen liegenden Kleinstaaten vollständig abrunden und würde dann genau das sein, was Deutschland mit Ausschluss einiger kleinen Provinzen ist. Nach einer Verständigung mit Hessen und Baden wird die Frage nur die sein, ob neben dem grossen Eisenbahnsystem drei isolirte Eisenbahnprovinzen bestehen bleiben: Bayern, Württemberg und Sachsen. Kein Mensch muthet diesen Staaten zu, dass sie ihre Eisenbahnen an das Reich abtreten sollen. Führen sie also nicht einen Kampf gegen Windmühlen? Triebe Preussen seine eigene Eisenbahnpolitik für sich, so würde es viel eher dazu gedrängt, eine directe Concurrenz gegen jene drei Staaten einzuleiten. Ich betrachte diese Vorlage im eminent reichsfreundlichen Sinne. Preussen erklärt: Die letzte Misswirthschaft und Unzufriedenheit im Volke beweist, dass das Eisenbahnwesen in Preussen auf falscher Grundlage beruht. Die neu einzuschlagende Eisenbahnpolitik wird ein sehr bundesfreundliches Aussehen nicht haben. Um aber dem Vorwurfe der Particularpolitik zu entgehen, erklären wir dem Reiche: Es giebt keinen Staat im ganzen Deutschland, welcher seine Interessen weniger vom Reiche trennt als Preussen, weshalb wir unser ganzes Eisenbahnwesen zur Disposition des Reiches stellen. Freilich werden uns von den Gegnern allerlei Hintergedanken angedichtet, selbst der, dass wir mit der Uebertragung der Bahnen auf das Reich ein gutes Geschäft machen wollten, wie ich denn glaube, dass, wenn

wir unsern Staatsschatz dem Reiche geschenkt hätten, einzelne Gegner erklärt hätten: Preussen will die Aufbewahrungskosten sparen. (Heiterkeit.) Solche in Süddeutschland ausgesprochene Vorwürfe haben denselben Werth, als wenn man sagt, wir hätten unsere Truppen nach Süddeutschland geschickt, um die verhungerten Menschen satt zu machen. (Heiterkeit.) Gegen solche Nachreden uns zu schützen, sind wir ausser Stande, und ebensowenig lege ich Werth darauf, dass gesagt wird, der Reichstag werde die Vorlage auf alle Fälle ablehnen. Ich verzweifle dennoch am Gegentheil nicht; ich bin sogar so sanguinisch, die Proteste einzelner Kleinstaaten für verfrüht zu halten, die man einlegte, ohne den ganz unverfänglichen Plan, den man sich anders vorgestellt, zu kennen. Soll dieser unverfängliche erste Schritt wirklich so ungeheuerliche Consequenzen, wie seine Gegner meinen, nach sich ziehen? Man müsste dann dem Reiche nicht mehr so viel Einsicht zutrauen, jene Consequenzen selbst zu erkennen. Ich finde aber die Intelligenz in diesem Körper so stark repräsentirt, dass ich ihm nicht zutraue, er werde Schritte als Consequenzen von früheren thun, wenn er erkennt, dass er sich auf Irrwegen befindet. Wir erkennen vielmehr, dass dieser Anfang uns auf verfassungsmässigem Wege ein gutes Stück weiter helfen kann. Ich kann den Ideengang nicht fassen, dass man die preussischen Bahnen nicht auf das Reich übertragen will, obgleich es gleichgiltig ist, ob ein Bahncomplex von Preussen oder vom Reiche verwaltet wird; weil man dem Reiche alle möglichen wahnsinnigen Maassregeln zutraut, um sich davor zu hüten, sagt die preussische Volksvertretung, wir gestatten keine Deliberation über das Angebot. Ich würde dem beitreten können, wenn die Vorlage so widersinnig wäre, dass voraussichtlich niemals Heil aus derselben erwachsen könnte, dass sie der Deliberation beim Reiche gar nicht würdig wäre. Aber in der Voraussetzung, dass das Reich alle möglichen Fehler begehen werde, kann ich die Vorlage nicht ablehnen. Ihr Votum gegen die Angelegenheit wird, wie das der Landtage von Bayern und Württemberg, im Reichstage seine Wirkung nicht verfehlen, und die Majorität wird sich dort nicht allein aus den wirthschaftlichen und constitutionellen Gegnern der Vorlage, sondern auch aus denjenigen Elementen zusammensetzen, welche gegen jede Stärkung des Reiches sind. (Sehr richtig!) Ich will den Abg. Richter und seine Freunde nicht mit jenen Elementen identificiren; denn ihre Motive, namentlich über die Staatsbahnen, gehen auseinander; aber der Tenor würde beiden gemeinsam sein: wir wollen das Reich von diesem wichtigen Verwaltungszweige fernhalten, weil hier der Staatsinhalt anfängt. Ich lasse mich auch nicht auf die ideale Seite der Oberaufsicht verweisen; denn in der täglichen schweren Arbeit liegt ein grosser Theil des besten staatlichen Inhalts. Der Executordienst in diesen wichtigen Angelegenheiten, welcher für das Reich zu niedrig sein soll, ist in der That nicht so verächtlich; denn die Vollstreckung ist der letzte Ausdruck staatlicher Macht. Die Angelegenheiten des deutschen Reiches haben einen etwas theoretischen Gang genommen, und es freut mich, dass man anfängt, etwas mehr praktische Fragen zu behandeln. Die Arbeit

lässt allerdings Spuren zurück, welche dem Schönheitssinne nicht entsprechen, aber doch die Grundlage für jede Fortentwickelung sind. Ich gönne es dem Reiche, auch dort nun einzutreten. Die Verfassung hat es ja gewollt, sie hat die Paragraphen so gestaltet und ist ganz entschieden im Ausdruck gewesen da, wo sich Missstände im Reiche gezeigt haben; aber ohne völlige Kenntniss sind die übrigen Paragraphen der norddeutschen Verfassung, die später zur Reichsverfassung geworden ist, so ausgefallen, dass sie in der Praxis sich nicht wirksam erweisen. Wir sollen ihnen nun eine praktische Grundlage geben. Alle Analogien haben neben Zutreffendem auch etwas, was nicht zusammen passt. Es sind mannigfache Unterschiede zwischen der Bewegung, die mit dem Zollverein eingeleitet ist, und zwischen der jetzigen Bewegung; aber im Grunde kommen doch beide Bewegungen nahe aneinander und stehen an Wichtigkeit sich nicht nach. (Sehr wahr!) Wenn der Vorredner überall bloss den Charakter der Privat-Industrie an den Eisenbahnen ausgedrückt findet, so kann ich ihm nicht beistimmen. Der Vorredner hat ferner ausser Acht gelassen, über die Natur der Verkehrsstrassen zu sprechen. Von allen Interessenten, ja selbst von den Privat-Eisenbahngesellschaften ist anerkannt, dass eine regulirende Macht des Staates nothwendig ist, um diese Verkehrsstrassen in Ordnung zu halten und die widersprechenden Interessen des Publikums und der Eisenbahnunternehmer zur Ausgleichung zu bringen. Wie wollen Sie da irgend einen Begriff des jetzt entwickelten Privateigenthums für ausreichend erklären, um die Ordnung des Eisenbahnwesens herbeizuführen? Man hat von allen Seiten der Staatsgewalt das Recht zugestanden, die Tarife zu begrenzen, auf die Fahrpläne, auf die gesammte Verwaltung des Eisenbahnwesens einzuwirken. Nur da ist eigentlich die Staatsgewalt begrenzt, wo der Privatbesitzer die Angelegenheit besser und ebenso uninteressirt besorgt wie der Staat. Bei einem solchen Zustande kommen Sie mit dem Privatrechte nicht durch. Sie werfen uns vor, dass wir der Socialdemokratie ziemlich nahe kommen, weil wir für das Staatseisenbahnwesen eintreten. Meiner Meinung nach beschädigen die Vertreter der unbedingten Privat-Industrie den Begriff des Privateigenthums weit mehr, als die Vertreter des Staatseisenbahnwesens. Wir stehen erst im Anfange der Entwickelung des Begriffes von Eisenbahnen. Dieser ganze Zweig der öffentlichen Thätigkeit ist noch sehr jung und bis jetzt noch sehr einseitig gelöst worden. Der Herr Abgeordnete Richter hat uns gesagt, dass wir ein Experiment machen sollen, das uns kein grosser Staat der Welt vorgemacht habe. Ja, die übrigen Staaten waren in der glücklichen Lage, von vornherein ihre Eisenbahnen so einrichten zu können, dass sie nicht nöthig hatten, an die Frage heranzutreten, vor allem England mit seinem strotzenden Reichthum, welcher die Concurrenz ohne Maassen gestattet, und Frankreich, welches durch den Zuschuss von zwei Milliarden sich ein solches Aufsichtsrecht gesichert hat, dass es den vollen Nutzen des Staatsbahnsystems hat; dass man in Deutschland jetzt das Experiment machen muss, ist die Folge seiner früheren Zerstückelung, und es ist zu hoffen, dass das Reich, das schon

so viele Uebelstände beseitigt hat, auch dieselben auf diesem Gebiete beseitigen wird. Die grossen Illusionen über Aufhebung der Differentialtarife u. s. w., welche verschiedene Interessenkreise hegen, müssen wir hierbei allerdings zerstören; aber eins bleibt richtig: die Auswüchse auf allen diesen Gebieten werden durch das kräftige Einschreiten des Reiches beseitigt werden. Man kann leicht für Concurrenzbahnen und Differentialtarife plaidiren; aber es giebt einen Punkt, wo diese Differentialtarife beginnen, die Frachten zu verkehren, und zum Theil haben wir diesen Zustand in Deutschland schon. (Sehr richtig!) An allen diesen Grenzen wird das Reich wachen, keineswegs aber jede Concurrenz unterdrücken. Weder wird das Reich die preussischen Bahnen auf Kosten der anderen Staaten begünstigen, noch sie vernachlässigen; Preussen wird immer noch in localem Interesse Privatbahnen mit Staatssubventionen bauen können. Die Gegner der Vorlage und namentlich Abg. Richter führten aus, dass die Entwickelung der Productivität mit der Entwickelung der Localbahnen zusammenfällt. Will aber der jetzige Plan sämmtliche Bahnen an das Reich bringen? Er entwickelt bloss, dass es auf die grossen durchgehenden Linien abgesehen ist. Der Ausbau der Localbahnen wird ihnen in keiner Weise entrissen werden, und in ihnen liegt die grösste Productivität und das grösste Landesinteresse. Es ist uns geschildert, dass die Annahme dieses Gesetzes der Aufhebung aller constitutionellen Garantien gleichkommt. Warum soll, was nicht in Preussen eingetreten ist, im Reiche erfolgen, warum soll die Vertretung Gesammtdeutschlands schwächer sein als Preussens? Wäre ich Gegner der Vorlage, so hätte ich viel mehr Bedenken entwickeln können, als Herr College Richter. Ich bezweifle nicht, dass er sie anderen Rednern überlassen hat, dass, wenn das Reich die Eisenbahnen an sich nimmt, es immerhin den ganzen übrigen Plunder nehmen möge, dass damit die Einzelstaaten — ich glaube, einer der Redner ist schon hierzu prädestinirt — (Heiterkeit) vollständig mediatisirt seien, und es ist der Einheitsstaat fertig. Für meine Person ist das nicht so abschreckend; aber es ist unwahr. Die Verwaltung der Bahnen ist nur ein Zweig des Staatslebens. Es könnten die grössten Bedenken gegen die Vorlage erhoben werden; ich meine aber, die Zeit, sie zu erörtern, ist im deutschen Reiche, nicht hier. Nur das letztere kann die Maassregeln zur vollständigen Organisation des Reichswesens verwirklichen; seine Aufgabe wird es sein, zu untersuchen, ob die Ministerverantwortlichkeit in der That durchzuführen ist und die genügenden Garantien bietet. Auch das wird das Reich zu erwägen haben, ob eine neue Finanzquelle für das Reich zu eröffnen, ob eine selbstständige Finanzverwaltung einzurichten sei. Ich erblicke in dieser Vorlage einen ernsten Angriff darauf, dass das Reich sich nicht durch formale Grenzen zurückweisen lassen will von der Erfüllung der ihm verfassungsmässig anheimgefallenen Pflichten. Meiner innigsten Ueberzeugung nach war die glücklichste Lösung der Eisenbahnangelegenheiten nicht anders herbeizuführen, als wenn der Reichskanzler mit der ganzen Macht und Wucht seiner Persönlichkeit und Stellung für dieselben eintrat. Es ist dies — ich

gestehe es ganz offen — nicht ein Dienst, den die liberale Partei dem Reichskanzler, sondern den der Reichskanzler seinen liberalen Unterstützern leistet, indem er das Reich voranstellt und in voller Uebereinstimmung die preussische Regierung zustimmt, ein Beispiel dem übrigen Deutschland zu geben, wie entsagend sie selbst ist. (Lachen im Centrum.) Ich kann das sagen aus dem einfachen Grunde, weil in jedem preussischen Herzen das Gefühl lebt, dass das, was es in Preussen an Macht verliert, es in einem viel bedeutenderen Maasse durch die Macht des Reiches an nationalem Inhalte wiedergewinnt. (Beifall.) Indem die preussische Regierung nun unter Führung des Reichskanzlers vorangeht, steht sie abermals auf der Höhe des Berufes. Preussen beginnt keinen Krieg gegen das Reich. Worin sollte denn der Inhalt dieses Krieges bestehen? Glauben Sie, dass wir dem Reiche die Last des Staatsbahnsystems auflegen wollen, da wir es zu Hause nicht ausdehnen können? Alle diese Verdächtigungen werden vor dem Reiche in der Discussion verschwinden. Von uns wird nicht in der Vorlage gefordert, dass wir dem Reiche eine Wohlthat oder einen Nachtheil aufdringen, sondern von Preussen soll Zeugniss abgelegt werden gegen die dem Reiche verfassungsmässig aufgelegten Lasten, dass es bereit ist, das zu erfüllen, was das Reich als seine Pflicht übernommen hat. Diesen Sinn verbinden wir mit der Vorlage. Wir legen keinen Zwang auf und werden jedem Einwand an seiner Stelle entgegentreten; wir wollen nur nicht, dass Verfassungsartikel dem Reiche die gesammte Verwaltung des Eisenbahnwesens aufbürden, welche es nicht durchführen kann, so dass die Artikel eine Unwahrheit enthalten und das Reich sich ohnmächtig zurückziehen muss gegen den Widerstand der einzelnen Staaten. Wenn Sie das thun, dann ist das Reich weiter nichts, als die Versicherungsanstalt für die unverletzte Souverainetät der einzelnen Staaten. Zwingt uns aber nun die Logik zu weiteren Schritten, so wollen wir diesen ersten Schritt als heilsam segnen. Wir werden in diesem Sinne für die Vorlage stimmen. (Lebhafter Beifall.)

Fürst Bismarck: Durch die vorgerückte Zeit bin ich gezwungen, meinem Vorsatz, später zu sprechen, untreu zu werden, da ich leider nicht ganz sicher bin, ob meine Gesundheit mir erlauben wird, morgen wieder in Ihrer Mitte zu erscheinen. Ich bitte deshalb auch um Ihre Nachsicht, wenn ich mich nicht so gründlich über die gesammte Vorlage und über den Inhalt der Vorreden ausspreche, wie vielleicht von mir erwartet wird. Indessen, nachdem ich die Rede des letzteren Herrn Redners gehört habe, kann ich mich darüber mehr beruhigen; er hat so ziemlich alles gesagt, was ich hätte sagen können, ausserdem auch noch einiges mehr. (Heiterkeit.) Meine Herren, ich kann mich darauf beschränken, meine Stellung zu der Vorlage als Minister und als Kanzler klarzumachen und Ihnen die Vorlage selbst noch einmal ans Herz zu legen. Diese zwiespaltige Stellung als Kanzler und als Minister sollte ich hier eigentlich nicht erwähnen, da ich nicht das Recht habe, hier die Eigenschaft als Kanzler hervorzukehren; aber es ist nothwendig, darauf zurückzugreifen,

um die Genesis meiner Stellung zur Sache Ihnen darlegen zu können. Die Verfassung, wie wir eben gehört haben, giebt dem Verkehre im deutschen Reich und den gesammten Angehörigen desselben sehr werthvolle Verheissungen in Bezug auf die Behandlung der Reichseisenbahnen. Als Reichsbeamter liegt mir die Verantwortung dafür ob, dass die kaiserliche Thätigkeit auf die Durchführung der Reichsgesetze gerichtet sei, von denen die Reichsverfassung eines der vornehmsten ist, und ich kann mich doch nicht zu der Höhe in der leichten Beurtheilung irgend eines wesentlichen Theiles der Verfassung erheben, die den Abg. Richter bei seinen sonst so constitutionellen Ansichten kennzeichnet, indem er von diesem wichtigen Theile der Verfassungsgesetze, wie sie von Artikel 41 an darin enthalten sind, wie von einem todten Buchstaben spricht und so geringschätzig, dass ich als Minister mir nicht zu Schulden kommen lassen möchte, von irgend einem Theile der preussischen oder Reichsverfassung so in dem Tone zu sprechen. Ich würde sonst mit Recht in den Verdacht kommen können, den der Herr Vorredner aus anderen Gründen indirect gegen mich wendete, als ob ich mit constitutionellen Rechten es nicht immer ganz genau nehme. Ich erinnere mich sehr genau, dass, als die Verfassung zu Stande kam, weder von den Regierungen noch den Körperschaften, die dabei betheiligt waren, in diesem Tone von diesem Abschnitt gesprochen wurde; im Gegentheil, man knüpfte sehr grosse Hoffnungen weitgehender Art für die Zukunft daran. Ich selbst habe damals auch — man muss die Entwickelung der Dinge immer erst beobachten, ehe man sie erkennt — auf die Initiative der Regierungen gerechnet, ich habe darauf gerechnet, dass die Regierungen die Verpflichtung, die sie hier übernommen haben: „Die Bundesregierungen verpflichten sich, die deutschen Eisenbahnen im Interesse des allgemeinen Verkehres wie ein einheitliches Netz verwalten zu lassen“, ernst nehmen würden und namentlich die königlich preussische Regierung das thun würde, in deren Handelsministerium dieser Theil der Verfassung gearbeitet wurde. Ich habe mich darin vollständig getäuscht. (Heiterkeit.) Ich habe nachher geglaubt, dass die Herstellung des Reichseisenbahnamtes als Aufsichtsamt den Mängeln abhelfen könnte. Die Erfahrung hat aber nur gezeigt, wie ohnmächtig das Reich an sich und wie stark der Territorialstaat ist: Das Reichseisenbahnamt ist eine begutachtende, berathende, bittende Behörde geworden, die sehr viel schreibt und thut, ohne dass ihr Jemand Folge leistet (Heiterkeit), und der mehr eine Beschäftigung zugefallen ist, bei der ich die ausgezeichneten Kräfte, die sich ihr gewidmet haben, nur mit Mühe vor der Entmuthigung bewahren kann, mit der jede erfolglose und angestrengte Thätigkeit verbunden ist. Ich habe demnächst als Kanzler in diesem Theile der Verfassung Hoffnung auf ein Eisenbahngesetz gerichtet. Es ist schon vorher davon gesprochen worden, welche Schwierigkeiten das Zustandekommen dieses Gesetzes hat; nur ist es ungerecht, die Schwierigkeiten allein der königlich sächsischen Regierung zuzuschieben; es ist nicht allein diese Regierung, es sind auch andere nicht unbetheiligt; die Thatsache ist immer geblieben, dass der faktische

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

Einfluss des königlich preussischen Handelsministeriums auf die gesammte Entwickelung und Gebahrung unseres deutschen Eisenbahnwesens ein stärkerer ist, als der der Reichsgewalt, trotz allem, was in der Verfassung steht. Es hat sich eben das Recht der Territorialaufsicht mit seiner Executivgewalt und der Besitz eines grossen Eisenbahncomplexes, der eine magnetische Einwirkung auf andere Schienenwege ausübt, doch als sehr viel stärker erwiesen, als theoretische Verfassungsrechte, die dem Reiche verliehen wurden. Diesen Zustand zu bekämpfen auch in den einzelnen wirthschaftlichen Theilen, die Entwickelung eines grossen Territorial-Besitzes zum Nachtheil der Reichs-Autorität nicht zu fördern, entspricht der Pflicht, die mir als Reichskanzler obliegt. Ich kann dabei auch nicht sagen, dass die preussische Eisenbahnpolitik — der jetzige Handelsminister ist erst seit Kurzem mit ihr befasst — in den früheren Stadien, mit Ausnahme der Zeit, wo der Minister von der Heydt sie leitete, im Ganzen eine glückliche gewesen wäre. Wir hatten vollkommen freie Hand schon zu Zeiten, wo die Freiheit der Hand nicht einmal durch parlamentarische Beschlüsse beengt war, und da waren die Intentionen noch staatsmännischer in Bezug auf die Eisenbahnen, wie aus dem Inhalt der alten Gesetze schüchtern hervorleuchtet, als sie in späteren Zeiten es blieben. Es ist daraus ein Zustand der Zerrissenheit hervorgegangen, dem ich doch auch noch andere Seiten abgewinnen muss, als die Ideale der Concurrenz und des Beispielgebens in Verbesserungen, die der erste Herr Redner besonders hervorhob. Wir sind in Bezug auf den Eisenbahnverkehr in eine Lage gerathen, wie sie eigentlich sonst seit dem Mittelalter in Deutschland nicht eigenthümlich war; wir haben in Deutschland, glaube ich, 63 verschiedene — Eisenbahnprovinzen ist fast zu wenig gesagt, es sind selbstständige — Eisenbahnterritorien, will ich sagen, von denen etwa 40 auf Preussen kommen. Jede dieser Territorialherrschaften ist nun mit den mittelalterlichen Rechten des Stapel-, Zoll- und Geleitwesens, der Auflagen auf den Verkehr und sogar nach dem Interesse eines Privatsäckels nach Willkür vollständig ausgestattet. Wir erleben häufig, dass ohne grossen Vortheil für die Actionaire und für die Eisenbahnen als eine Art von Sport, möchte ich sagen, die Directionen untereinander einen Kampf führen, der recht viel Geld kostet und der eigentlich mehr ein Machtkampf ist. Diesem Zustande, der nicht dem Ideal entspricht, das die Reichsverfassung sich aufstellt, kann nur dadurch, glaube ich, abgeholfen werden, dass auch in Preussen ein anderer Weg zur Abhilfe wie bisher versucht wird, wenn der Uebergang an das Reich nicht stattfindet. Selbst das staatliche Aufsichtsrecht erweist sich nicht stark genug, um den Zustand, welchen die Reichsverfassungsbestimmungen aufstellen, auch nur innerhalb Preussens herzustellen; es gehört dazu, glaube ich, noch ein verstärkter Besitz der Staatsbahnen innerhalb Preussens, keineswegs eine Unification, nur eine Consolidation; ich meine nur, dass nach jeder der Hauptrichtungen hin der Staat in dem Besitz irgend einer Verbindungslinie ist, der gegenüber die Concurrenz ja stattfinden kann, die aber auch selbstständig die Verbindung herstellen kann. Die Befürchtung,

dass die Aufsicht und die Concurrenz mit einander unvereinbar sind, theile ich gar nicht; ich habe bis jetzt wenigstens nicht wahrgenommen, dass die Prosperität irgend einer Eisenbahn unter der Concurrenz einer Staatsbahn gelitten hätte. Ausserdem sind die Eisenbahnen, glaube ich, auch in der Hauptsache nicht bestimmt, ein Gegenstand finanzieller Concurrenz zu sein, der das Höchste herausschlägt; die Eisenbahnen sind meiner Ueberzeugung nach viel mehr im Dienste des Verkehrs entstanden, als im Dienste der Finanzen. Dass sie dabei nicht finanziellen Vortheil bringen sollten, wäre eine Thorheit. Die Ueberschüsse, welche an den Staat in Gestalt von Ueberschüssen, an die Actionaire in Gestalt von Dividenden gehen, bilden die Besteuerung, die der Staat von dem Verkehr auf Grund seines Privilegiums erheben könnte, die aber die Privatbahnen den Actionairen zuwenden. Dass diese Besteuerung eine nicht drückende sei, eine dem Verkehr angemessene und gerechte sei, das ist Sache der Abwehr; dass aber die Concurrenz im Finanzwege, also recht eigentlich die Fiscalität die Hauptsache im Eisenbahnwesen sei, das muss ich bestreiten, und deshalb halte ich den Begriff einer Concurrenz zwischen Staats- und Privatbahnen für keinen bedenklichen und für keinen, der uns abhalten dürfte, darin die Abhilfe der Nachtheile unserer Zerrissenheit zu suchen. Die nichtpreussischen Bahnen, welche noch Privatbahnen sind — es sind deren nur sehr wenige — werden wahrscheinlich in kurzer Zeit von den betreffenden Staaten erworben werden. Die preussischen Staatsbahnen dienen bereits in der Hauptsache dem Verkehrsinteresse, nebenher dem Finanzinteresse des Staates, also jedenfalls dem öffentlichen Interesse. Es ist der Uebelstand der Privatbahnen, dass ein vom Staate verliehenes Privilegium und nur durch Staatshilfe ausgebeutetes Monopol für Privatzwecke und für Privatrevenuen ausgenutzt wird; das findet bei den Staatsbahnen nicht statt. Es ist dies also eine sehr unberechtigte und übertriebene Befürchtung, die man hat laut werden lassen und die wahrscheinlich nicht laut geworden wäre, wenn man abgewartet hätte, bis öffentlich kundbar wurde, was wir wollten. Ich sehe auch in diesen Befürchtungen einen geringeren Glauben an Recht und Billigkeit in Deutschland, als ich habe. Ich bin vielleicht nicht Jurist genug; aber nach meiner Ueberzeugung hätten wir gar nicht die Möglichkeit, den anderen Staaten wider ihren Willen ihre Staatsbahnen zu nehmen. Die gesetzliche Competenz der Reichsverfassung reicht so weit nicht, dass die Substanz und das Eigenthum der Eisenbahnen dem Staate entzogen werden kann. Mit demselben Rechte und nach derselben ungeheuerlichen Theorie könnten ja sonst auch dem Staate die Bergwerke entzogen werden. Welche Quelle die deutschen Kleinstaaten für diese ganz ungerechtfertigte Befürchtung haben, weiss ich nicht. Traut man sich die Kraft vielleicht nicht zu, der Anziehung eines grösseren Eisenbahncomplexes zu widerstehen, — ja diese Besorgniss wäre doch ebenso berechtigt einem ausgedehnten preussischen Staatsbahnnetze gegenüber, wie es in dem östlichen Theile des preussischen Staates besteht — traut man sich also diese Kraft nicht zu, so kann man doch von Preussen nicht verlangen, dass

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

es die Bundesfreundlichkeit so weit treibe, dass, um seinen Bundesgenossen diese Befürchtung zu ersparen, es seinerseits innerhalb der preussischen Grenzen in einem Zustande verbleibt, den es entschieden für verwerflich und unwirthschaftlich erkennt. Aber ich glaube, dass diese Befürchtung eine ungerechtfertigte ist; denn ich finde, dass weite Bahncomplexe in Staaten von dem Umfange der deutschen Mittelstaaten, wie die Schweiz, Belgien, die Niederlande, existiren, und zwar inmitten und an der Grenze grösserer benachbarter französischer und deutscher Eisenbahncomplexe, dass sie existiren ganz ohne die mindeste Besorgniss für ihre wirthschaftliche Selbstständigkeit — die politische ist ihnen ja vollständig garantirt — und die politische Seite deckt bei uns ja auch die Reichsverfassung. Warum aber wirthschaftlich bei uns die Wirksamkeit der preussischen Staatsbahnen auf die der deutschen benachbarten Staatsbahnen eine stärker anziehende sein sollte, als die der französischen Bahnen gegenüber den schweizerischen oder den belgischen, das sehe ich nicht ein; ich halte also auch diese Befürchtung eigentlich für eine unbegründete. Die Abhilfe der Mängel, an denen meines Erachtens das preussische Eisenbahnwesen laborirt, könnte also in sehr einfacher Weise auf rein preussischem Gebiete durch allmähliche Vergrösserung der Staatsbahnen erfolgen, indem vielleicht die Eisenbahnverwaltungen selbstständiger gestellt würden, als bisher, und ein vollständig unabhängiges Eisenbahnministerium errichtet würde mit der Ermächtigung, solche Verträge mit den Privatbahnen abzuschliessen und sie dem jedesmaligen Landtage zu unterbreiten. Das wäre ja eine sehr einfache Operation, wenn wir nicht in dem Reichsverbande ständen. In dem Reichsverbande und Angesichts der Pflichten, die wir dem Reiche gegenüber haben, halte ich es aber, solange uns von unseren Bundesgenossen eine Möglichkeit dazu gegeben wird, für meine Pflicht, zuerst die Macht des Reiches und nicht eines — ich habe den Ausdruck schon früher gebraucht — Grosspreussenthums zu stärken und den stärksten Staat im Reiche selbst, solange wir es hindern können, auf wirthschaftlichem Gebiet nicht noch mehr Uebergewicht gewinnen zu lassen, sondern es dem Reiche zuzuweisen. Die Reichsverfassung kann nur auf diesem Wege zu einer Wahrheit werden, nicht sehr schnell — wahrscheinlich! Denn selbst wenn Sie, meine Herren, uns die Vollmacht ertheilen, vor den Reichstag zu treten, so, glaube ich, werden wir das Resultat, das wir beim Reichstage im günstigen Falle erlangen, Ihnen doch immer erst in der Landtagssession des nächsten Jahres unterbreiten können. Ist das Resultat aber ein negatives, lehnt das Reich das Anerbieten ab, was ja sehr leicht möglich ist, und was ich meinerseits sehr bedauern würde, dann sind wir in der Lage, Ihnen die Mittheilung und zugleich die weiteren Vorschläge zu machen, wie nach Meinung der preussischen Regierung nun die Consolidation des preussischen Eisenbahnbesitzes zu erstreben sei. Willigt aber das Reich ein, dann ist ja immerhin noch fraglich, ob die Art, wie der Vertrag abgeschlossen ist, der ja eine sehr umfangreiche Arbeit, bei Ihnen oder beim Herrenhause Beifall findet. Es kann ja sein, dass irgend eine

Clausel oder Bedingung Ihnen den Vertrag unannehmbar erscheinen lässt; dann geht wieder ein Jahr verloren, während dessen die Sache bleibt, wie sie ist. Aber selbst, wenn wir so glücklich wären, mit dem Reiche ein Abkommen zu schliessen, das sofort Ihre Genehmigung fände, dann würde immer noch wieder ein Reichstag nothwendig sein, also wiederum ein Sessionsjahr vergehen, in welchem diejenigen budgetmässigen Vorkehrungen getroffen werden müssten, die ja ganz nothwendig sind, um das Reich in den Stand zu setzen, diese grosse Morgengabe, die ihm Preussen darbringt, zu verwalten. Es werden also immerhin mindestens noch drei Jahre vergehen, bevor wir mit Sicherheit im allergünstigsten Falle darauf rechnen können, dass wir in ein anderes Fahrwasser kommen. Ich würde es bedauern, wenn diese drei Jahre bei der preussischen Regierung ganz ungenutzt blieben und nicht vielmehr auf dem Wege, den das Reich wird gehen müssen, wenn es unsere Staatsbahnen annimmt, das preussische Ministerium schon jetzt oder doch bald — und ich glaube, die Gelegenheit ist jetzt günstiger als je — vorwärts gehen und nicht solche Verbindungen anknüpfen würde, die es in den Stand setzen, Ihnen, meine Herren, in einer nächsten Sitzung bereits Vorlagen von Verträgen zu machen, die vielleicht für Preussen abzuschliessen wären, um die Masse, die demnächst an das Reich überzugehen hat, zu vermehren, eventuell den preussischen Staatsbesitz zu steigern. Ich erwähne dies nur, um Ihnen und namentlich den ausserhalb des Hauses Stehenden meiner Ansicht von dem Tempo Ausdruck zu geben, in dem diese Sache sich bewegen wird, und welches keineswegs ein stürmisches ist, sondern ein langsames und ruhiges. Wir sind der Meinung, Schritt für Schritt in dieser Vergrösserung vorzugehen, nicht zu drängen, nichts zu übereilen, nichts zu ernsthaften Streitfragen zuzuspitzen, sondern die Frage als eine rein wirthschaftliche zu behandeln, bei der ein gewaltiger Druck nach keiner Seite geübt wird. Erschwert wird uns die Regelung dieser wirthschaftlichen Frage noch wesentlich dadurch, dass jede der politischen Parteien, die im Reiche vorhanden sind, nach ihrer Art und für ihre Zwecke dieselbe ausbeutet. Die Interessen stehen sich ja theilweise entgegen, auch die materiellen, nicht sowohl die der Actionaire, die im Ganzen bei dem fortwährend sich vermindernden Werth der Eisenbahnen nicht sehr unglücklich sein werden, wenn es einen Moment gäbe, wo dieser Verminderung durch Verwandelung in eine Staatsrente ein Halt geboten würde; aber den Directionen wird es schwer werden, einen Ersatz für die glänzende Stellung zu finden, die sie im Augenblick haben, und zu den Directionen gehören ja im weiteren Begriffe die sich angeblich sehr gefährdet glaubenden Directionen bei den Staatseisenbahnen. Dass nicht rein wirthschaftliche, sondern auch politische Interessen bei der Beurtheilung der Sache maassgebend sind, das sehen Sie schon aus der scharf abweisenden oder zustimmenden Stellung, welche die Fractionen hier im Hause zu der Frage eingenommen haben. Ich glaube, die Fractionen werden in dieser Frage völlig geschlossen stimmen, und das ist für mich kein erwünschtes Symptom insofern, als der politische Kern vorwiegt. Man könnte fragen, warum

Nr. 5600. Preussen. 26. April 1876.

wir überhaupt die Vorlage machen, da wir ja wohl befugt gewesen wären, mit dem Reiche zu verhandeln und, wenn wir dort zu einem günstigen Resultat gelangten, Ihnen dasselbe zur Genehmigung vorzulegen. Dazu aber ist uns die Sache zu wichtig, als dass wir von unserer Machtvollkommenheit in dieser Weise Gebrauch machen sollten. Es würde das bei den meisten von Ihnen doch einen gewissen Eindruck von Nichtachtung gemacht haben, wenn ein so grosses Eigenthum des Staates oder der Nation zum Kauf angeboten wird, ohne dass wir uns vorher der Stimmung der Volksvertretung einigermaassen versichert hätten; die Initiative muss ja natürlich von dem ausgehen, dessen Eigenthum verkauft werden soll. Unsere Stellung zum Reichstage ist ja auch eine ganz andere, wenn wir, gestärkt durch das Votum des Abgeordnetenhauses, des nächst schwerwiegendsten in dem ganzen deutschen Reiche, dem Reichstage gegenübertreten. Es geht das schon daraus hervor, dass, wenn Sie diese Vorlage ablehnen, wir dann ganz sicher gar keine Aussicht hätten, die Sache mit irgend einem Erfolge vor den Reichstag zu bringen, sondern Sie würden es von uns dann gerechtfertigt finden müssen, wenn wir für jetzt darauf verzichten und in späterer Zeit einer anders zusammengesetzten Versammlung die Sache von Neuem vorlegen oder de male informato ad melius informandum später noch einmal appelliren. Aber dass wir vor dem Reichstage gewissermaassen lahmgelegt und ausser Gefecht gesetzt werden, das liegt doch ganz klar, und das zeigt schon, wie wichtig und nothwendig es war, dass wir Ihre Unterstützung nachgesucht haben, und wie viel davon abhängt, ob Sie uns dieselbe bewilligen oder vorenthalten wollen. Ich hoffe das Erstere, dass, indem Sie dieselbe bewilligen werden, ein erster Schritt zu einer Bahn geschehen wird, die bei meinen Lebzeiten, und ich möchte fast sagen, bei unser Aller Lebzeiten noch nicht ganz zu Ende gekommen sein wird. Aber mag die Entwickelung noch so langsam gegangen sein und unter noch so grossen Kämpfen, wo ist denn Wichtiges anders zu Stande gekommen, als mit Kämpfen und gerade durch Kämpfe, mögen sie noch so gross und noch so schwierig sein? Wir werden im Bewusstsein des guten Zieles, das wir verfolgen, nicht davor zurückschrecken und werden auch nicht erlahmen und unmuthig werden, weil ich überzeugt bin, dass, wenn eines an und für sich richtigen Gedankens sich einmal die Oeffentlichkeit bemächtigt hat, er nicht eher von der Tagesordnung verschwinden kann und wird, als bis er sich verwirklicht hat, als bis, mit anderen Worten, die Reichsverfassung, als deren Vertreter ich hier vor Ihnen stehe, zur Wahrheit geworden ist auch in dieser Eisenbahnfrage. (Beifall.)

Nach diesem Vortrage des Ministerpräsidenten wird die Debatte vertagt.

Nr. 5601.

PREUSSEN. — Gesetz, betreffend die Uebertragung der Eigenthums- und sonstigen Rechte des Staates an Eisenbahnen auf das deutsche Reich.

Nr. 5601. Preussen. 4. Juni 1876.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen, mit Zustimmung beider Häuser des Landtages*), was folgt:

§ 1. Die Staatsregierung ist ermächtigt, mit dem deutschen Reiche Verträge abzuschliessen, durch welche

1) die gesammten, im Bau oder Betriebe befindlichen Staatseisenbahnen nebst allem Zubehör und allen hinsichtlich des Baues oder Betriebes von Staatseisenbahnen bestehenden Berechtigungen und Verpflichtungen des Staates gegen angemessene Entschädigung kaufweise dem deutschen Reiche übertragen werden;
2) alle Befugnisse des Staates bezüglich der Verwaltung oder des Betriebes der nicht in seinem Eigenthum stehenden Eisenbahnen an das deutsche Reich übertragen werden;
3) im gleichen Umfange alle sonstigen, dem Staate an Eisenbahnen zustehenden Antheils- und anderweiten Vermögensrechte — gegen angemessene Entschädigung — an das deutsche Reich abgetreten werden;
4) ebenso alle Verpflichtungen des Staates bezüglich der nicht in seinem Eigenthum stehenden Eisenbahnen vom deutschen Reiche gegen angemessene Vergütung übernommen werden.

§ 2. Bezüglich der im § 1 unter 1, 3 und 4 erwähnten Vereinbarungen bleibt die Genehmigung der beiden Häuser des Landtages vorbehalten.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Königlichen Insiegel.

Gegeben Berlin, den 4. Juni 1876.

(L. S.) Wilhelm.

Fürst v. Bismarck. Camphausen. Graf zu Eulenburg. Leonhardt. Falk. v. Kameke. Achenbach. Friedenthal.

---

*) Das Gesetz wurde in dieser Fassung vom Abgeordnetenhause am 2. Mai in dritter Berathung mit 216 gegen 160 Stimmen angenommen, vom Herrenhause am 20. Mai in zweiter Berathung mit 60 gegen 31 Stimmen.

A. d. Red.

Nr. 5602.

GROSSBRITANNIEN. — Thronrede der Königin bei Eröffnung des Parlaments am 8. Februar 1876, in Gegenwart Ihrer Majestät vom Lord Kanzler verlesen.

My Lords and Gentlemen,

Nr. 5602. Gross-britannien. 8. Febr. 1876.

It is with much satisfaction, that I again resort to the advice and assistance of my Parliament. || My relations with all foreign Powers continue to be of a cordial character. || The insurrectionary movement which during the last six months has been maintained in the Turkish Provinces of Bosnia and Herzegovina, and which the troops of the Sultan have, up to the present time, been unable to repress, has excited the attention and interest of the great European Powers. I have considered it my duty not to stand aloof from the efforts now being made by allied and friendly Governments to bring about a pacification of the disturbed districts, und I have accordingly, while respecting the independence of the Porte, joined in urging on the Sultan the expediency of adopting such measures of administrative reforms as may remove all reasonable cause of discontent on the part of his Christian subjects. || I have agreed to purchase, subject to your sanction, the shares which belonged to the Khedive of Egypt in the Suez Canal, and I rely with confidence on your enabling me to complete a transaction in which the public interests are deeply involved. || The representations which I addressed to the Chinese Government, as to the attack made in the course of last year on the Expedition sent from Burmah to the Western Provinces of China, have been received in a friendly spirit. The circumstances of that lamentable outrage are now the subjects of an inquiry, in which I have thought it right to request that a Member of my Diplomatic Service should take part. I await the result of this inquiry, in the firm conviction that it will be so conducted as to lead to the discovery and punishment of the offenders. || Papers on all these subjects will be laid before you. || I am deeply thankful for the uninterrupted health which my dear son, the Prince of Wales, has enjoyed during his journey through India. The hearty affection with which he has been received by my Indian subjects of all classes and races assures me, that they are happy under my rule and loyal to my throne. At the time that the direct Government of my Indian Empire was transferred to the Crown no formal addition was made to the style and titles of the Sovereign. I have deemed the present a fitting opportunity for supplying this omission, and a Bill upon the subject will be presented to you. || The humane and enlightened policy consistently pursued by this country in putting an end to slavery within her own dependencies, and in suppressing the slave trade throughout the world, makes it important that the action of British national ships in the territorial waters of foreign States should be in

harmony with these great principles. I have, therefore, given directions for the issue of a Royal Commission to inquire into all Treaty engagements and other International obligations bearing upon this subject, and all instructions from time to time issued to my naval officers, with a view to ascertain whether any steps ought to be taken to secure for my ships and their commanders abroad greater power for the maintenance of the right of personal liberty. || A Bill will be laid before you for punishing Slave Traders who are subjects of Native Indian Princes. || The affairs of my Colonial Empire, the general prosperity of which has continued to advance, have received a large share of my attention. Papers of importance and interest will soon be in your hands, showing the proceedings with respect to a Conference of the South African Colonies and States. || The murder of a high officer of the Straits Settlements while acting as Resident in a neighbouring Malay State and the disorders ensuing on that outrage have demanded the interference of my troops. I trust that the operations, which have been ably and energetically conducted, though not without the loss of some valuable lives, have restored order and re-established the just influence and authority of this country.

Gentlemen of the House of Commons,

I have directed the Estimates of the year to be prepared and presented to you without delay.

My Lords and Gentlemen,

Bills for regulating the Ultimate Tribunal of Appeal for the United Kingdom and for the amendment of the Merchant Shipping Laws will be immediately submitted to you. || Legislation will be proposed relating to the Universities and to Primary Education. || Your attention will be called also to the Acts relating to the Enclosure of Commons, and to a measure for promoting economy and efficiency in the management of Prisons, and at the same time effecting a relief of local burdens. || Other important measures, as the time of the Session permits, will be introduced to your notice; and I pray that your deliberations may, under the Divine blessing, result in the happiness and contentment of my people.

Nr. 5603.

GROSSBRITANNIEN. — Proclamation, betreffend den Titel der Königin.

By the Queen. — A Proclamation.

Victoria R. — Whereas an Act has been passed in the present Session of Parliament, intituled "An Act to enable Her Most Gracious Majesty to make an Addition to the Royal Style and Titles appertaining to the Imperial Crown

Nr. 5603. Gross-britannien. 28. April 1876.

of the United Kingdom and its Dependencies", which Act recites that, by the Act for the Union of Great Britain and Ireland, it was provided that after such Union the Royal Style and Titles appertaining to the Imperial Crown of the United Kingdom and its Dependencies should be such as His Majesty by His Royal Proclamation under the Great Seal of the United Kingdom should be pleased to appoint; and which Act also recites that, by virtue of the said Act and of a Royal Proclamation under the Great Seal, dated the 1st day of January, 1801, our present Style and Titles are "Victoria, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith"; and which Act also recites that, by the Act for the better government of India, it was enacted that the Government of India, theretofore vested in the East India Company in trust for Us, should become vested in Us, and that India should thenceforth be governed by Us, and in Our name, and that it is expedient that there should be a recognition of the transfer of Government so made by means of an addition to be made to Our Style and Titles: and which Act, after the said recitals, enacts that it shall be lawful for Us, with a view to such recognition as aforesaid, of the transfer of the Government of India, by Our Royal Proclamation under the Great Seal of the United Kingdom, to make such addition to the Style and Titles at present appertaining to the Imperial Crown of the United Kingdom and its Dependencies as to Us may seem meet; We have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council, to appoint and declare, and We do hereby, by and with the said advice, appoint and declare that henceforth, so far as conveniently may be, on all occasions and in all instruments where in Our Style and Titles are used, save and except all Charters, Commissions, Letters Patent, Grants, Writs, Appointments, and other like instruments, not extending in their operation beyond the United Kingdom, the following addition shall be made to the Style and Titles at present appertaining to the Imperial Crown of the United Kingdom and its Dependencies; that is to say, in the Latin tongue in these words: "Indiae Imperatrix". And in the English tongue in these words: "Empress of India".

And Our will and pleasure further is, that the said addition shall not be made in the Commissions, Charters, Letters Patent, Grants, Writs, Appointments, and other like instruments hereinbefore specially excepted.

And Our will and pleasure further is, that all gold, silver and copper moneys, now current and lawful moneys of the United Kingdom, and all gold, silver and copper moneys which shall on or after this day, be coined by Our authority with the like impressions, shall, notwithstanding such addition to Our Style and Titles, be deemed and taken to be current and lawful moneys of the said United Kingdom; and further that all moneys coined for and issued in any of the Dependencies of the said United Kingdom, and declared by Our Proclamation to be current and lawful money of such Dependencies, respectively bearing Our Style, or Titles, or any part or parts thereof, and

all moneys which shall hereafter be coined and issued according to such Proclamation, shall, not withstanding such addition, continue to be lawful and current money of such dependencies respectively, until Our pleasure shall be further declared thereupon.

Nr. 5603. Grossbritannien. 28. April 1876.

Given at Our Court at Windsor the twenty-eighth day of April, one thousand eight hundred and seventy-six, in the thirty-ninth year of Our Reign.

God save the Queen.

Nr. 5604.

SPANIEN. — Thronrede des Königs bei Eröffnung der Cortes.

[Uebersetzung.]

Meine Herren Senatoren! Meine Herren Abgeordneten!

Nr. 5604. Spanien. 15. Febr. 1876.

Es wird mir stets Freude bereiten, die Vertreter der Nation um mich versammelt zu sehen; heute aber habe ich diese Empfindung in um so höherem Grade, als es das erste Mal ist, dass ich in Ihrer Mitte den Thron besteige, indem ich heute die Thore dieses Saales wieder öffne, welche die Zwietracht so lange geschlossen gehalten. Dieser Zwietracht ein abschliessendes Ziel zu setzen, ist selbstverständlich meine erste Pflicht; in der That aber ist es nicht allein meine, es ist unser aller Pflicht, die wir hier versammelt sind. Die Nation, ermüdet, erschöpft und verarmt, wie sie ist, fordert dies dringlich, und die ganze Welt, die an der ungewöhnlichen Dauer unserer Uebel weniger Antheil als Aergerniss nimmt, erwartet es mit Ungeduld. Ihr Anblick erfüllt mein Herz mit Hoffnung; in dem Kreise erfahrener, von den besten Absichten beseelter und für die Wohlfahrt des Vaterlandes nicht minder als ich selbst besorgter Männer brauche ich nicht zu fürchten, dass sie, die Warnungen der Vergangenheit vergessend, dem Werke des Friedens und der Wiederaufrichtung, das Gott uns allen auferlegt hat, ihre Mitwirkung vorenthalten werden. Das Vaterland verlangt nicht, dass irgend Jemand seinen theoretischen Bestrebungen entsage; es genügt, guten Glaubens, die gegenwärtige Thatsächlichkeit der Dinge zu würdigen, diejenige Gesetzgebung, welche den Forderungen der öffentlichen Wohlfahrt und den Bedürfnissen der Zeit am besten entspricht, zu wählen und anzunehmen. Die heute beginnende schwierige Aufgabe stellt an Sie die gebieterische Mahnung, die ganze Vergangenheit dem unparteiischen Urtheil der Geschichte zu überlassen. Sie werden von nun ab Ihre ganze Wachsamkeit, Sorge, Fähigkeit und Thätigkeit aufbieten müssen, um mit mir den Uebeln der Gegenwart abzuhelfen und mich zu unterstützen in dem Be-

Nr. 5604. Spanien. 15. Febr. 1876.

streben, der Zukunft unseres Landes bessere Bahnen zu öffnen. || Wie gross auch meine Befriedigung ist, die Vertreter von Parteien, die sich zu verschiedenen Ansichten bekennen und mit erlaubten Mitteln denselben im Staate die Oberhand zu verschaffen suchen, um mich versammelt zu sehen, so gedenke ich doch mit Schmerz, dass die Fahne eines übelberathenen Prinzen und unversöhnlichen Feindes der europäischen Civilisation noch auf den Gipfeln der Pyrenäen flattert. Durch die von meiner Regierung getroffenen Maassregeln, die Tüchtigkeit meiner Generale und die Tapferkeit meiner Soldaten zur Ohnmacht herabgedrückt, kann diese vermessene Empörung nur den traurigen Ruhm gewinnen, die Leiden des Vaterlandes bis zur äussersten Grenze zu verlängern, indem sie seine Bevölkerung, seinen Reichthum, seinen Credit immer mehr verringert und das Heilmittel, welches so grosse Uebel nicht nur für die jetzige, sondern auch für zukünftige Generationen nothwendig machen, immer schwieriger macht. Meine Obliegenheiten als König und als oberstes Haupt der Armee erfordern nochmals, wie schon vor einem Jahre, meine persönliche Mitwirkung zur schleunigen Erzielung des Friedens. Wenn ich dieser Pflicht nicht früher nachgekommen bin, so ist der Grund der, dass ich hier eine andere Aufgabe zu erfüllen hatte: ich musste Sie erwarten. Durch Ihre Unterstützung gestärkt, hege ich den Wunsch, meine Reise in die Provinzen, wo das Heer mit solcher Standhaftigkeit für den Triumph meines Rechtes kämpft, das mit dem Rechte der auf eine verfassungsmässige Regierung haltenden Nation identisch ist, nicht länger hinauszuschieben. || Wenn der innere Friede augenblicklich noch zu wünschen übrig lässt, so sind dagegen die Beziehungen meiner Regierung mit allen anderen Regierungen der Welt gegenwärtig erfreulicher Weise friedlich und freundschaftlich. Eine offene und ehrenhafte Politik und der feste Entschluss, allen Angelegenheiten eine rasche und gerechte Lösung zu bringen, werden sie ohne Zweifel täglich herzlicher machen, wie dies mein Wunsch. Der zwischen meiner Regierung und der Regierung des Königs von Belgien abgeschlossene Handelsvertrag wird Ihnen zur Prüfung und Genehmigung unterbreitet werden. Die Unterhandlungen zur Schlichtung unserer Streitfälle mit den Vereinigten Staaten nehmen ihren freundschaftlichen Fortgang, und ich hege die Zuversicht, dass der gute Wille der beiden Regierungen, ihr Gerechtigkeitssinn und die gegenseitige Achtung bald in allen Punkten eine befriedigende Lösung herbeiführen werden. || Unsere vorher unterbrochenen Beziehungen mit dem heiligen Stuhle sind glücklicher Weise wiederhergestellt; es werden gegenwärtig zwischen den beiden Mächten Unterhandlungen zur Regelung der schwebenden Angelegenheiten innerhalb der von den beiderseitigen Interessen der Kirche und des Staates gegebenen Bedingungen gepflogen. || Von den Ansichten, die ich Ihnen auseinandergesetzt, geleitet, wird meine Regierung Ihnen die erforderlichen Gesetzentwürfe vorlegen, welche bestimmt sind, die regelrechte Durchführung des Repräsentativsystems, dessen Herstellung ein so dringendes Erforderniss ist, zu erzielen und unsere Gesetzgebung in Politik und Verwaltung mit den natürlichen Bedingungen

der constitutionellen Monarchie in Einklang zu setzen. || Weiterhin wird meine Regierung Sie mit dem Stande unserer Finanzen bekannt machen und Ihnen sobald wie möglich die in diesem grundlegenden Theile der öffentlichen Verwaltung von den Umständen erheischten Entscheide zur Erwägung vorlegen. Die finanzielle Lage ist durch die tiefgehenden und langen Verwirrungen und zumal durch die beiden, für den Staatsschatz und die Nation so verderblichen inneren Kriege bis zum Aeussersten verschlimmert. Der nahe Friede kann allein uns die Hülfsmittel erschliessen, um den erduldeten Uebeln zum grossen Theile Abhülfe zu schaffen. Ich rechne auf Ihren Eifer und Ihren Patriotismus in der schwierigen Aufgabe, das Gleichgewicht zwischen den Ausgaben und den Einnahmen des Staates herzustellen, indem alle Gläubiger im Bereiche des Möglichen befriedigt werden, ohne dass jedoch die Entwickelung der productiven Kräfte des Landes vergessen wird. In diesem Augenmerk bereitet meine Regierung verschiedene Gesetzentwürfe, betreffend die öffentlichen Arbeiten, den Unterricht und das allgemeine Wohl, vor, indem sie sich vorbehält, Sie, wenn die Zeit gekommen sein wird, um Ihre Mitwirkung zu bitten. || Die unheilvolle Hartnäckigkeit der Förderer des Bürgerkrieges auf der Halbinsel hat meine Regierung nicht vergessen lassen, dass unsere Ehre und unser Recht in Amerika, wenn nicht geschädigt, so doch wenigstens bedroht ist; und seit dem Tage meiner Thronbesteigung haben mehr als 32,000 Mann den Ocean durchkreuzt, um die Armee auf Cuba zu verstärken. Die Empörer, welche gestern die Unabhängigkeit und heute den Ruin des Bodens, den sie verwüsten, erstrebten, haben unser, gegen seine überseeischen Colonien stets edelmüthiges Spanien nicht verhindern können, durch eine Wohlthat des Gesetzes 76,000 Sklaven die Freiheit zu geben. Diese beiden Angaben beweisen augenfällig die Unerschütterlichkeit unseres Entschlusses, die Unversehrtheit unseres Gebietes zu wahren, sowie unsere Absicht, auf diesem Gebiete Civilisation und Gerechtigkeit walten zu lassen.

Meine Herren Senatoren! Meine Herren Abgeordneten!

Indem ich die allgemeine Lage der öffentlichen Angelegenheiten im gegenwärtigen Augenblicke betrachte, kann ich nicht umhin, der Vorsehung ein offenes Zeugniss tiefen Dankes für die grossen Wohlthaten zu geben, welche sie der Nation und mir während des ersten Jahres meiner Regierung gespendet. Wenn der Zustand der Nation auch noch nicht meinen Wünschen entspricht, so kann ich doch, ohne eine Anzweiflung zu fürchten und ohne Ueberhebung aussprechen, dass Alles sich mit grosser Schnelligkeit auf ein gutes Ziel hin bewegt, und dass alles sich erfüllt hat, was man auch mit grossem Vertrauen auf die Gunst des Glückes menschlicher Weise hoffen durfte. || Heute sieht Spanien die Vertreter der Grossmächte ohne Ausnahme sowie die Vertreter aller souverainen Staaten, die in seinen besseren Zeiten bei ihm vertreten zu sein pflegten, mit Vergnügen bei sich. Alle seine Provinzen im Centrum, und namentlich das Maestrazgo und Catalonien, wo die Aufstände immer so schwer zu überwinden waren, sind im Genusse tiefen Friedens. Ganz Biscaya, die

Nr. 5604. Spanien. 15. Febr. 1876.

Provinz Alava und der grössere Theil Navarra's sind schon mit Waffengewalt zu dem schuldigen Gehorsam gebracht. Der Feind, der vor einem Jahre Madrid bedrohte, sieht sich jetzt in den rauhesten Theil der Pyrenäen eingeschlossen, und auch da überlässt er die Sorge des letzten Widerstandes mehr der Strenge des Winters als seinem Schwerte. Die Empörung wird auf Cuba von Tag zu Tag ohnmächtiger; das Heer der Halbinsel und das der Colonien sind auf eine Zahl gestiegen, die in unserer Geschichte noch nie erreicht worden. Die wieder in den Stand gesetzte und neu ausgerüstete Kriegsflotte ist bereit, unsere Interessen zu vertheidigen. Kurz, Alles in Allem ergiebt sich, dass meine Regierung, ob auch kurz und schwierig, für das Gute nicht verloren gewesen ist. Allerdings waren schon vor meiner Thronbesteigung lobenswerthe Anstrengungen gemacht worden, um das Land wiederaufzurichten, indem man ihm die geeigneten Mittel verschaffte, den carlistischen Krieg, die cubanische Piraterie und die innere Anarchie zu bezwingen; aber allem, was bis dahin geschehen, hat meine Regierung eine lange Reihe von Diensten hinzugefügt, die Niemand, ohne ungerecht zu sein, leugnen kann. Wenn unser Vaterland noch, wo nicht die grösste, so doch eine der grössten Anstrengungen seiner Geschichte zu machen hat, um seine Stufe unter civilisirten Nationen der Welt zu behalten, so beweist es dafür klar, wessen es fähig sein wird an dem glücklichen Tage, an welchem die ganze Kraft, die es bisher auf fruchtlose Kriege und Gährungen verwendet, ausschliesslich und stetig auf die fruchtbringenden Arbeiten des Friedens gelenkt sein wird. Möge Gott fortfahren, meine Herren Senatoren und Abgeordneten, meine und Ihre Wünsche bis zu Ende zu begünstigen, und uns gestatten, für die ungeheuren und schmerzlichen Opfer, die wir jetzt darbringen, bald den Lohn zu ernten!

Nr. 5605.

SPANIEN. — Proclamationen des Don Carlos an das Volk und an sein Heer. — Ende des Carlisten-Aufstandes.

[Uebersetzung.]

Nr. 5605. Spanien. 1. März 1876.

Spanier! In dem Wunsche, heute dem Blutvergiessen ein Ziel zu setzen, habe ich es aufgegeben, einen zwar glorreichen, aber für den Augenblick nutzlosen Kampf weiterzuführen. Wenn ich gezwungen bin, der Gewalt der Verhältnisse nachzugeben, so ist weder mein Muth schwach geworden, noch mein Glaube erschüttert, und ich bewahre unverletzt meine Rechte, welche die Rechte der Legitimität in Spanien sind. Angesichts der grossen Ueberlegenheit an Zahl und noch mehr der Leiden meiner getreuen Freiwilligen, gegen die sich Alles verschworen hatte, befinde ich mich in der Nothwendigkeit, meinen Degen in die Scheide zu stecken. Den Ueberlieferungen meiner Familie gemäss

werde ich den Weg des Exils kennen; aber ich werde mich niemals zu entehrenden und unredlichen Vertragsbedingungen (Convenios) verstehen, die gegen die Würde eines Mannes sind, der, wie ich, das Bewusstsein von dem hat, was er bedeutet und was er vertritt. Ihr kennt alle heiligen Grundsätze, deren Sinnbild meine unbefleckte Fahne ist. Während ich sie mit fester Hand an der Spitze meiner Bataillone hielt, sah ich, wie die fremde Monarchie zu Boden geworfen und die Republik gewaltsam in die spanische Nation eingepflanzt wurde; und obgleich der Erfolg meine Kraftanstrengungen nicht gekrönt hat, so ist dies kein Grund, dass die Gewalt unserer Feinde feste Wurzel fasse; denn die Werke der Revolution sind bestimmt, durch das Werk der Revolution unterzugehen. Meine Fahne bleibt zusammengerollt bis zu dem Tage, wo Gott dem katholischen und monarchischen Spanien die Stunde der Erlösung bestimmt, die nach so vielen Opfern in den Absichten der Vorsehung liegen muss. Heute, wie immer, habe ich Vertrauen in das Heilswerk, für das diese Vorsehung mich bestimmt; heute, wie immer, bin ich bereit, mich für mein Vaterland aufzuopfern, das ich so heiss liebe und dem ich so Vieles schulde. Pau, 1. März 1876. Euer König Carlos.

An meine Armee! Von Neuem auf fremder Erde wandelnd und noch tiefbewegt von euerem herzzerreissenden Lebewohl, halte ich es für meine erste Pflicht, ein freundschaftliches Wort an meine bisherigen Waffengefährten zu richten. Zeuge eueres Heldenmuthes in den Tagen des Triumphes und euerer noch heldenmüthigeren Entsagung in den Tagen des Unglücks, werde ich nie die theuere Erinnerung an die, welche mir bis zum letzten Augenblicke treu blieben, in meiner Seele erlöschen lassen. Alle hohen Thaten, von denen ich träumte, als ich in meiner ersten Jugend und im Lande der Verbannung daran dachte, was ich mit euerer Hilfe thun könnte, ihr habt sie vollbracht. Montejurra, Somorrostra, Abarzuza, Urnieta, Lacar und so manche andere schon berühmte Namen bezeichnen ebenso viele Schritte, die ihr auf dem Wege des Ruhmes gethan und die euere Brüder aus den übrigen Provinzen ruhmreich befolgt haben. Von Allem entblösst, ersetzte euere Beständigkeit Alles, und niemals habt ihr, wenn ihr euerem Gegner gegenüberstandet, seine Stärke oder das Missverhältniss euerer Hilfsquellen abgewogen, um zum Siege zu gelangen. Wenn ein so tapferer Glaube und eine so edle Entsagung unfruchtbar geblieben sind, so dürft ihr doch den Muth nicht sinken lassen. Stark, wie ich, dem Unglück gegenüber und voll Vertrauen auf den Herrn der Heerschaaren, müsst ihr euch würdig zeigen des erworbenen Ruhmes und nie verzweifeln an dem Geschicke eines Vaterlandes, welches unter seinen geringsten Kindern solche Männer zählt, wie ihr. Ihr Nachkommen jener alten Spanier, die unter dem Schutze des Altars und des Thrones einen so hohen Platz in der Geschichte einnehmen — ein Ruhm, den das Unglück nicht schmälern kann, wird es stets für mich sein, an euerer Spitze gestanden zu haben, wie es mein grösster Schmerz ist, mich heute von euch zu trennen. Euer König und General Carlos. Pau, 1. März 1876.

Nr. 5606.

SPANIEN. — Adresse der Deputirtenkammer in Beantwortung der Thronrede*).

[Uebersetzung.]

Nr. 5606. Spanien. 17. März 1876.

Glücklich und ruhmvoll war der Moment, in dem Ew. Majestät, umgeben von den Vertretern der Nation, die regelmässige Ausübung der Gewalten und Freiheiten wiederherstellte, welche seit langer Zeit Zwietracht unterbrochen hatte. || Das Herz Ew. Majestät war damals erfüllt von Hoffnungen, die, kaum ausgesprochen, auch schon erfüllt wurden. Ein noch grösseres Werk, als gegenüber von blutigen Utopien und grausamen Erinnerungen die constitutionelle Monarchie herzustellen, war es, den Frieden zu erlangen, den eine Nation laut verlangte, welche, gestern ein Gegenstand allgemeinen Bedauerns, heute die Achtung und Theilnahme geniesst, die männliche Anstrengungen eines sieggekrönten Volkes immer einflössen. || Der hartnäckige und ehrgeizige Prinz, der das Land verwüstete, welches er zu beherrschen beanspruchte, ist über die Pyrenäen gegangen, und seine furchtbaren Schaaren haben ihre brudermörderischen Waffen niedergelegt, ohne Concessionen zu erlangen, die einen Anreiz zu neuen Aufständen gegeben hätten. Heute ist Ew. Majestät der König, den alle Spanier verehren, und dieselben Gewalten regieren in den Vollgewalten ihrer Souverainetät die Geschicke des Vaterlandes. Um dem Lande einen so ersehnten Frieden zu geben, hatte Ew. Majestät kaum die Cortes des Reiches eröffnet, als Sie Sich an die Spitze Ihrer Soldaten stellten. || Einstimmige Kundgebungen bezeugten, dass die Entscheidung des Königs in ihrem ganzen Werthe vom spanischen Volke gewürdigt wurde. Der Thron und die Nation bewahrten die innigen und vielfachen Bande des Ruhmes und des Unglücks, die während langer Jahrhunderte geknüpft waren. Aber Ew. Majestät wollte noch unmittelbarere und persönlichere Bande herstellen, indem Sie Sich in die Gefahren der Schlachten mischten mit den tapferen Kämpen Ihrer gerechten Sache. Spanien, die edle Nation, begrüsst mit Jubel in Ew. Majestät den friedenbringenden König und den Monarchen, der immer bereit ist, sein Blut für das Glück seines Volkes zu vergiessen. || Belebt durch die Gegenwart Ew. Majestät, entsprach das so oft siegreiche Heer dem Muthe seines obersten Führers. Erfahrene Generäle, die Ehre des Vaterlandes, und heldenmüthige Soldaten, bewundert von Landsleuten und Fremden, haben ein Werk vollendet, gegen welches Natur und Kunst unzählige Hindernisse aufgethürmt hatten. || Ew. Majestät wie die Cortes haben erklärt, dass das Heer zu Land und zur See sich wohlverdient gemacht hat um das Vaterland, und das ganze Land ruft seinen geliebten Söhnen Beifall zu, die einer freigebigen Belohnung würdig sind. || Nachdem die Halbinsel beruhigt, die öffentlichen Gewalten geregelt, die

*) Die Adresse wurde mit 276 gegen 30 Stimmen beschlossen. A. d. Red.

Periode der Zerstörung geschlossen und die Arbeit einer fruchtbringenden Entwickelung seiner Kräfte begonnen ist, erlangt Spanien immer mehr die Stellung wieder, die ihm eine ruhmreiche Geschichte anweist. || Die Versammlung hat deswegen mit lebhafter Genugthuung erfahren, dass die Beziehungen der Regierung Ew. Majestät mit den auswärtigen Mächten gegenwärtig friedlich und freundschaftlich sind. Es ist zu hoffen, dass sie es täglich mehr werden, wenn die Regierung auf ihrer offenen und ehrenhaften Politik beharrt und auf ihrem festen Vorsatz, mit Rechtlichkeit und Schnelligkeit alle internationalen Angelegenheiten zu behandeln. || Der Handelsvertrag, der mit der Regierung Sr. Majestät des Königs der Belgier vereinbart ist, wird seitens der Versammlung der Gegenstand sorgfältigster Prüfung sein. || Die Vertreter der Nation wünschen sich Glück, dass die Streitigkeiten mit den Vereinigten Staaten eine befriedigende Lösung gefunden haben, die von dem Geist der Gerechtigkeit und der gegenseitigen Achtung diktirt ist und würdig zweier Völker, die bestimmt sind, sich auf dem gemeinsamen Pfade des Fortschrittes und der Freiheit zu vereinigen. || Diese Kammer wünscht lebhaft, dass die Regelung der schwebenden Angelegenheiten die glücklich wieder angeknüpften Beziehungen mit dem heiligen Stuhle befestige und enger knüpfe. Das liegt vor allem im Interesse des beiderseitigen Vortheils in Rücksicht auf die Rechte der Kirche wie des Staates. || Das Repräsentativ-System hat seine eigenen und unumgänglichen Bedingungen, welche die Versammlung bei Prüfung der von der Regierung angekündigten Vorlagen trachten wird in dem Fundamentalgesetze des Staates fest zn begründen, indem sie zu geeigneter Zeit unsere politische und administrative Gesetzgebung in Einklang bringt mit jenen der constitutionellen Monarchie eigenthümlichen Bedingungen. || Die Versammlung der Deputirten, die mit Ew. Majestät die schwierige Lage der Finanzen beklagt, wird mit dem sorgfältigsten Eifer alle Maassregeln prüfen, welche die Regierung ihren Berathungen unterbreiten wird, um möglichst den Uebeln abzuhelfen, die herbeigeführt sind durch so tiefgehende und lange Störungen in Folge der in beiden Welttheilen geführten Kriege. || Eine schwierige Aufgabe wird es sein, das Gleichgewicht zwischen den Ausgaben und Einnahmen des Landes herzustellen, ohne seine Gläubiger zu benachtheiligen oder seine produktiven Kräfte brachzulegen; aber die Abgeordneten der Nation werden zu diesem Zwecke mitwirken mit all' der Entschiedenheit, welche ein so wichtiger Gegenstand fordert. || Einen sehr wichtigen Antheil an der Erlangung dieses Zieles und eines anderen noch höheren werden die zu treffenden Reformen bilden in Bezug auf die Gesetze, welche den intellectuellen und materiellen Fortschritt des Volkes in allen seinen Schichten bezwecken; denn die Versammlung beabsichtigt, mit besonderer Sorgfalt die Gesetzentwürfe zu prüfen, die in dieser Absicht vorbereitet werden. || Der ruchlose Aufstand, der, die Leiden des Vaterlandes sich zu Nutze machend, einen werthvollen Theil des Landes, jenseit des Oceans gelegen, aus seinem Schoosse reissen wollte, ist notorisch in Abnahme, und es ist anzunehmen, dass die Herstellung des Friedens auf

Nr. 5606. Spanien. 17. März 1876.

der Halbinsel die letzte Hoffnung der Förderer jenes Krieges zerstören wird, der längst ausgeartet ist in blosse Zerstörung und Räuberei. Die Nation hat mit bewunderungswürdiger Ausdauer in den schwierigsten Momenten ihre Ehre und ihr auf der Antilleninsel bedrohtes Recht aufrechtzuhalten gewusst; davon geben Zeugniss die 32,000 Soldaten, durch die das cubanische Heer in dem kurzen Zeitraum, seit Ew. Majestät glücklich den Thron Ihrer Väter bestiegen hat, verstärkt worden ist. || Die 76,000 Sklaven, die ungeachtet jenes traurigen Krieges in Freiheit gesetzt worden sind, zeigen der Welt, dass die Nation, welche Amerika die Fackel der christlichen Civilisation brachte, keinen ihrer Fortschritte ihren überseeischen Provinzen vorenthalten will.

Sire, nach einer Reihe von Umwälzungen und unglücklichen Ereignissen, welche die Versammlung, folgend dem erhabenen Wort Ew. Majestät und indem sie den allgemeinen Gefühlen des Landes treuen Ausdruck giebt, auch ihrerseits dem unparteiischen Urtheil der Geschichte überlässt, ist es uns heute vergönnt, mit Freude die Wiederherstellung der constitutionellen Monarchie zu sehen. || Umgeben von den Vertretern aller Mächte und souveränen Gewalten, die das Concert der Nationen bilden, Symbol der Ordnung gegenüber der Anarchie, der Freiheit gegenüber dem Despotismus, gekräftigt schon dadurch, dass sie den über Alles ersehnten Frieden wiedergebracht hat, verlangt die spanische Monarchie von Niemandem, dass er seinen doctrinairen Wünschen entsage; vielmehr fordert sie die Mitwirkung Aller bei dem schwierigen und umfangreichen Werke der Wiederherstellung des Vaterlandes. || Frühere Regierungen machten edle Anstrengungen, um eine der schwierigsten Krisen unserer Geschichte zu überwinden; Ew. Majestät hat mit noch verstärkten Mühen das Glück und den Ruhm gehabt, dies erreicht zu haben. Wohlthaten von solcher Grösse verbinden mit starken Banden den König und die Nation und flössen ihnen die Zuversicht ein, in der Zukunft alle Hindernisse zu beseitigen, welche die öffentliche Wohlfahrt bedrohen könnten. || Möge der Himmel Ew. Majestät zu diesem Zwecke eine so glückliche und lange Regierung verleihen, wie es für diese unglückliche Nation nöthig ist, um ihre Wunden zu heilen, ihre Kräfte wiederzuerlangen und in ihrer Entwickelung, indem sie sich dem fruchtbaren Werke des Friedens widmet, fortzuschreiten!

Nr. 5607.

ITALIEN. — Thronrede des Königs bei Eröffnung des Parlaments am 6. März 1876.

[Uebersetzung.]

Nr. 5607. Italien. 6. März 1876.

Meine Herren Senatoren, meine Herren Deputirten! Das Jahr, das verflossen ist, seit ich mich in Ihrer Mitte befand, giebt uns Grund zu Zuversicht und Hoffnung. || Die inneren Zustände waren gut, die äusseren Beziehungen

vollkommen herzlich. || Die Verpflichtung, einen internationalen Vertrag mit einem befreundeten Souverain zu erfüllen, reifte bei meiner Regierung die Idee der Erwerbung der Eisenbahnen. Italien nimmt mit Muth ein sehr schweres Problem in Angriff, welches schon seit geraumer Zeit die Regierungen und die Parlamente der civilisirtesten Nationen beschäftigt. || Es wird Ihnen ein Vertrag mit Oesterreich-Ungarn vorgelegt werden und ein Gesetzentwurf, betreffend den Ankauf und den Betrieb der Haupt-Bahnen des Königreiches und die Anschaffung der zur Ausführung erforderlichen Kapitalien. || Obwohl eine so grosse Neuerung manche Schwierigkeiten für den Staatsschatz herbeiführt, so hoffe ich doch, dass in dieser Session zum ersten Mal die Einnahme und Ausgabe des Jahres ohne Erhöhung der Steuern sich ausgleichen wird. || Der gute Wille, mit dem das schwierige und langsame Werk der Zollrevision im Einverständniss mit Frankreich, der Schweiz und Oesterreich-Ungarn fortgesetzt wird, lässt mich glauben, dass während der Session Ihnen die neuen Handelsverträge werden vorgelegt werden können. || Es ist mein Wunsch, dass die Fehler, welche die Erfahrung ergeben hat, zum Vortheil der Finanzen verbessert werden und dass den italienischen Produkten ein weiterer und sichererer Markt eröffnet werde, beides unbeschadet der Principien des Freihandels. || Einige wichtige Gesetze über Gerichtsordnung, über den Unterricht, besonders den Volksunterricht, über Steuer- und administrative Reformen konnten in der verflossenen Session nicht beschlossen werden; ich habe meiner Regierung befohlen, sie Ihnen wieder vorzulegen, und empfehle sie Ihrer Sorgfalt. || Ich habe selbst in den Uebungslagern mit hoher Genugthuung die Fortschritte unseres Heeres wahrnehmen können. || Es ist Zeit, angelegentlicher an die Marine zu denken, welche wie das Heer die Liebe des Landes und die Sorge des Parlamentes verdient. || Mein höchster Wunsch ist, Italien das gerechte Zutrauen in seine Kräfte zu geben, das die Unabhängigkeit aufrechterhält und den Schutz der eigenen Rechte verbürgt.

Meine Herren Senatoren, meine Herren Deputirten! Italien erhielt eine Bestätigung seiner guten internationalen Beziehungnn durch den Besuch des Kaisers von Oesterreich-Ungarn und des deutschen Kaisers. Ich war hoch erfreut, sie zu empfangen. Venedig und Mailand zeigten sich als würdige Vertreter des Gefühls der Nation. In dieser Kundgebung herzlicher Freundschaft zwischen den Fürsten lag das Pfand dauernder Sympathie zwischen den Völkern. || Die Insurrection in der Herzegowina und in Bosnien gab Anlass zu Unterhandlungen zwischen den Mächten, welche die Integrität des türkischen Reiches garantirt haben. Ich habe es passend gefunden, daran Theil zu nehmen, um im Einvernehmen mit Ihnen die Ruhe im Orient herzustellen und das Schicksal der christlichen Bevölkerung zu sichern. S. M. der Sultan nahm die ihm zu diesem Zweck gemachten Vorschläge günstig auf. Ich nehme an, dass die schnelle und treue Ausführung der angekündigten Reformen dahin führen wird, jene Gegenden zu pacificiren und ihnen eine bessere Zukunft zu bereiten. || Italien wird seine Pflichten als Grossmacht erfüllen, indem es mit den befreun-

Nr. 5607. Italien. 6. März 1876.

deten Regierungen zur Aufrechterhaltung des Friedens beiträgt. || Darauf bedacht, seine freien Institutionen und seine Wohlfahrt zu entwickeln, wird es seinen Einfluss so zu benutzen wissen, um sich die Achtung und das Zutrauen der civilisirten Nationen zu verschaffen.

Nr. 5608.

FRANKREICH. — Protokoll der Permanenz-Commission der Nationalversammlung vom 8. März 1876. — Uebertragung der Gewalten der Nationalversammlung.

Nr. 5608. Frankreich. 8. März 1876.

Le 8 mars, à deux heures, la commission de permanence s'est réunie au lieu ordinaire de ses séances.

. . . .

M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *président de l'Assemblée nationale*, déclare que la séance de la commission de permanence est terminée et donne l'ordre d'introduire le bureau provisoire du Sénat, le bureau provisoire de la Chambre des députés et le conseil des ministres.

Les bureaux provisoires des deux Chambres et le conseil des ministres sont introduits.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier prononce l'allocution suivante:

Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés, Messieurs les ministres!

Vous tous qui représentez ici les nouveaux pouvoirs du pays, soyez les bien venus. | Librement consultée, la France vient de donner aux décisions de l'Assemblée nationale une éclatante sanction. C'est avec cette double autorité que ces décisions s'imposent aujourd'hui à l'obéissance et au respect de tous. || La Constitution républicaine du 25 février a été, vous le savez, une oeuvre de conciliation et d'apaisement. C'est à vous qu'il appartient de la continuer et de la défendre. Serrés autour du maréchal de Mac-Mahon, vous saurez donner à notre pays un Gouvernement d'ordre et de paix. Vous saurez lui assurer le repos qu'il désire, dont il a tant besoin pour achever de réparer ses désastres et pour porter les charges qui en ont été la dure conséquence. Comme nous, vous voudrez le rendre à vos successeurs, pacifié, prospère et libre. C'est donc avec confiance que j'ai l'honneur de vous remettre, au nom de l'Assemblée nationale, les pouvoirs souverains que la nation lui avait donnés.

(Les paroles de M. le président sont suivies de vifs applaudissements.)

M. Gaulthier de Rumilly, *président du bureau provisoire du Sénat*, répond en ces termes:

Monsieur le président de l'Assemblée nationale,

Appelé à la présidence provisoire du Sénat comme doyen d'âge, je suis heureux de répondre aux voeux patriotiques et aux cordiales félicitations de bienvenue que vous nous adressez. || Le Sénat, gardien fidèle de la Constitution républicaine que l'Assemblée a votée et que la France vient de consacrer avec résolution par ses suffrages librement exprimés, veut, comme vous le voulez, assurer le respect et l'obéissance à ces lois constitutionnelles qui doivent inaugurer une ère d'apaisement, de paix, de sécurité pour tous les intérêts et de prospérité publique durable. || Le Gouvernement de M. le maréchal de Mac-Mahon, Président constitutionnel de la République légalement organisée, repose sur la base la plus solide: la sanction du pays, qui veut l'ordre, la liberté et la paix; et c'est dans ce concours bienfaisant, dans cette intime union des pouvoirs publics, du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Gouvernement de M. le maréchal de Mac-Mahon, que la France jouira de la paix au dedans et au dehors et reprendra le rang légitime qui lui appartient. (Applaudissements prolongés.)

M. Dufaure, *garde des sceaux, vice-président du conseil des ministres,* prononce les paroles suivantes:

Nous sommes délégués par M. le Président de la République, mes collègues et moi, pour recevoir de vos mains le pouvoir exécutif, avec ses devoirs et ses prérogatives, tel qu'il lui est attribué par la Constitution républicaine du 25 février. || Nous avons mission de vous déclarer, en même temps, qu'il a l'intime confiance qu'avec l'aide de Dieu et le concours des deux Chambres, il ne l'exercera jamais que conformément aux lois, pour l'honneur et pour l'intérêt de notre grand et bien-aimé pays. (Vifs applaudissements.)

M. le président déclare que les bureaux provisoires du Sénat et de la Chambre des députés étant constitués, les pouvoirs de l'Assemblée nationale sont épuisés.

Et ont signé le procès-verbal:

Duc d'Audiffret-Pasquier.
E. Duclerc.
Martel (Pas-de-Calais).
A. Ricard.

[Folgen die Namen der übrigen Mitglieder der Commission und der beiden Bureaux.]

Nr. 5609.

FRANKREICH. — Aus der Sitzung des Senats vom 14. März 1876. — Programm des neuen Ministeriums Dufaure.

Nr. 5609. Frankreich. 14. März 1876.

M. Dufaure, *garde des sceaux, président du conseil,* lit, au nom du Gouvernement, la déclaration suivante*):

Messieurs les sénateurs,

Choisi par M. le Président de la République pour exercer en son nom les pouvoirs que la Constitution lui confère, nous avons attendu votre organisation définitive pour entrer en communication avec vous. || Au milieu de notre nation calme et laborieuse, un grand événement vient de s'accomplir. || Le Gouvernement républicain était fondé avec les garanties de force et de durée que donnent des lois constitutionnelles; le Président de la République était nommé, ses devoirs et ses droits étaient définis; mais les deux grandes Assemblées qui forment avec lui l'ensemble des pouvoirs publics manquaient encore à notre organisation politique. || Expression de la souveraineté nationale, le suffrage universel, sous des formes et dans des conditions diverses, mais toujours avec une égale autorité, a sanctionné par ses votes, comme par les déclarations de principes des candidats préférés, les grands résultats constitutionnels qu'après cinq années de patriotiques efforts la dernière Assemblée a laissés après elle. Le pouvoir ne peut avoir une plus haute origine dans nos sociétés humaines, et il nous est permis de vous dire que jamais gouvernement ne fut plus légitimement établi. || Dans sa proclamation du 13 janvier, M. le Président de la République traçait ainsi le programme des travaux que nous aurons à accomplir avec vous:

"Nous devrons appliquer ensemble avec sincérité les lois constitutionnelles dont j'ai seul le droit, jusqu'en 1880, de provoquer la revision. Après tant d'agitations, de déchirements et de malheurs, le repos est nécessaire à notre pays, et je pense que nos institutions ne doivent pas être revisées avant d'avoir été loyalement pratiquées." (Très-bien! très-bien! à gauche.)

Ces sages paroles, messieurs les sénateurs, seront notre règle constante. De la pratique loyale des lois constitutionnelles dépendent le repos, la grandeur, l'avenir de notre pays. || Nous serons fidèles à l'esprit à la fois libéral et conservateur qui les anime, dans les rapports que nous aurons avec vous, dans la préparation des lois que nous vous présenterons, dans chacun de nos actes, et nous exigerons que nos subordonnés à tous les degrés y soient fidèles comme nous. (Très-bien! très-bien! à gauche.) || Nous ne saurions, en effet,

---

*) In der Deputirtenkammer verlas der Min. d. Ausw., Duc de Decazes, die gleiche Erklärung.

A. d. Red.

admettre que le Gouvernement trouve des détracteurs parmi les agents qui ont mission de le servir. (Vif assentiment à gauche.) Rapprochés des populations, ils peuvent leur faire comprendre et apprécier le régime sous lequel elles vivent; ils seconderont nos vues en leur disant que la République, telle qu'elle est sortie des votes de l'Assemblée nationale, donne au pouvoir sa plus grande force parce qu'il est exercé au nom et dans l'intérêt de tous; qu'elle a besoin plus que toute autre forme de gouvernement de s'appuyer sur les saintes lois de la religion, de la morale et de la famille, sur la propriété inviolable et respectée, sur le travail encouragé et honoré (Très-bien! très-bien! à droite) et qu'enfin elle répugnera à ces aventures guerrières dans lesquelles les gouvernements ont trop souvent engagé l'honneur et la fortune des nations. (Applaudissements à gauche.) || Nous vous exposerons l'état du pays, avec les détails convenables, en vous présentant les lois sur lesquelles nous comptons appeler vos délibérations. || La loi de finances pour 1877 vous sera apportée sans retard: elle contiendra un tableau détaillé et complet de notre situation financière; qu'il nous suffise de vous dire que le budget vous sera présenté en équilibre, sous une forme très-simple, sans aggravation de taxes, sans demander aucun sacrifice nouveau aux contribuables, tout en assurant, dans les termes des traités passés avec la Banque de France, le remboursement de la dette que l'Etat a contractée vis-à-vis de ce grand établissement. (Approbation.) || Nos relations avec les puissances étrangères n'ont rien perdu de leur caractère amical et pacifique. || La France s'est associée aux efforts tentés pour apaiser les troubles qui agitent les provinces occidentales de la Turquie d'Europe, et nous conservons l'espoir que l'accord des grandes puissances affirmant ensemble le respect des traités et leur attachement pour la paix, portera ses fruits. || Aucune puissance n'a plus souffert que nous de la guerre civile qui désolait l'Espagne; aucune ne pouvait en envisager la fin avec une satisfaction plus vive et plus sincère. (Très-bien! très-bien! à gauche.) || Cet apaisement des esprits aux deux extrémités de l'Europe, cet ardent désir de paix, dont tous les peuples, comme tous les gouvernements, se montrent animés, favoriseront les négociations commerciales auxquelles le Gouvernement se prépare. || L'expiration très-prochaine des traités de commerce et de navigation qui nous lient aux autres puissances appelle les pouvoirs publics à fixer de nouveau le régime économique auquel seront désormais soumises nos relations commerciales avec l'étranger. || Cette question, si grave pour la préservation du travail national et le développement de la richesse publique, commande toute notre sollicitude. || Nous nous appliquerons à la résoudre de concert avec vous, en nous efforçant d'épargner à nos industries les perturbations inséparables des remaniements de tarifs, et en persévérant dans la politique de sage liberté commerciale, sous l'égide de laquelle nos transactions avec l'étranger ont pris une si large et si féconde expansion. (Approbation à gauche.) || La reconstitution de notre état militaire s'opère peu à peu, conformément aux principes adoptés par l'Assemblée nationale et dans la mesure des ressources disponibles du Trésor. Vous aurez à déterminer les

Nr. 5609. Frankreich. 14. März 1876.

règles qui doivent être appliquées à l'administration de l'armée et au service d'état-major. Des projets de lois spéciaux, qui n'ont pu être examinés par la dernière Assemblée, seront soumis à vos délibérations. || Les réductions que le budget de la marine a dû subir à la suite de la guerre ont eu pour résultat inévitable d'amener dans le matériel de la flotte et dans les approvisionnements des arsenaux, une dépréciation et un appauvrissement qui ne sauraient se prolonger sans péril. || D'un autre côté, les transformations successives des constructions navales ont déterminé toutes les puissances maritimes à s'imposer des charges nouvelles. La France est obligée d'entrer, à son tour, dans cette voie et d'y marcher avec autant de résolution que de prudence. Déjà le budget de 1877 tient compte de ces nécessités si vivement senties. || Le Gouvernement s'efforcera, à l'avenir, comme par le passé, de donner une sage impulsion à l'exécution des travaux publics. Il pressera l'exécution des lois que l'Assemblée nationale a votées avant de se séparer. || Deux questions ont pris dans ces derniers temps, vous le savez, un caractère politique: l'une concerne la collation des grades dans l'enseignement supérieur, l'autre tient à la composition des municipalités; nous vous en proposerons la solution, en cherchant à concilier d'importantes libertés justement réclamées avec les droits de l'Etat et les prérogatives nécessaires du pouvoir exécutif. (Très-bien! très-bien! à gauche.) || Nous n'abordons pas sans émotion, messieurs les sénateurs, cette première session de la République constitutionnelle; nous prévoyons les difficultés qu'elle peut nous offrir; nous osons espérer qu'elles seront aplanies par votre confiance dans la haute et loyale sagesse du Président, par l'accord constant des deux Chambres et par notre désir commun et passionné de voir la France se relever et grandir par la liberté, par l'ordre et par la paix. (Applaudissements répétés à gauche.)

Nr. 5610.

FRANKREICH. — Circular des Min. d. Innern, M. Ricard, an die Präfecten. — Betonung des republikanischen Standpunktes.

Paris, le 6 mai 1876.

Monsieur le préfet,

Nr. 5610. Frankreich. 6. Mai 1876.

La Constitution votée par l'Assemblée nationale, ratifiée par les électeurs, pratiquée avec tant de loyauté et de patriotisme par M. le maréchal de Mac-Mahon, président de la République, aurait suffi dans tout autre temps pour donner à l'administration reconstituée son véritable caractère; mais les circonstances qui ont précédé ces événements, et dont l'effet ne pouvait cesser en un jour, exigent davantage. || Depuis quelques années, les hommes préposés à

Nr. 5610. Frankreich. 6. Mai 1876.

la conduite des affaires du pays ont pu croire que, le régime politique n'étant pas fixé, ils pourraient, sans manquer à leurs devoirs, conserver ouvertement leurs opinions personnelles et en préparer le succès. De là des équivoques et des contradictions qui ont dérouté et blessé le sentiment public. Il est donc nécessaire de faire cesser des doutes injurieux pour le Gouvernement, de faire tomber des défiances que le passé peut justifier et de ruiner dans l'esprit des partis des espérances désormais factieuses. C'est pourquoi vous devrez, si vous ne l'avez point fait encore, déclarer nettement qui vous êtes. Vous êtes le représentant de la République dans votre département; vous êtes appelé à coopérer à une oeuvre de conciliation et d'apaisement que vous poursuivrez avec une inaltérable constance sur le terrain administratif, mais qui, dans le domaine politique, ne doit se prêter à aucune équivoque ni à aucune complaisance. || Le régime constitutionnel a des règles propres auxquelles, dans un autre ordre d'idées, vous devrez conformer votre conduite. L'harmonie des pouvoirs organisés, si nécessaire à l'oeuvre commune, exige dans leurs rapports respectifs une déférence et des égards mutuels. Vous ne méconnaitrez pas cette obligation dans vos relations avec les conseils électifs qui fonctionnent près de vous. Même dans les régions où vous êtes placé, on s'est cru parfois autorisé, pour des divergences d'opinions politiques, à manquer à ces devoirs envers des élus du pays. C'est un tort, et ce tort s'aggrave en raison de votre responsabilité, parce qu'il occasionne presque toujours des difficultés dans la conduite des affaires. || Sans insister davantage sur ces devoirs de courtoisie que nos moeurs démocratiques seules rendraient si naturels, le moyen d'entretenir avec les corps délibérants les relations qui conviennent est de respecter scrupuleusement les attributions de chacun. Ce devoir est et deviendra pour nous, à mesure que nous avancerons dans la voie libérale, à la fois plus impérieux et plus difficile: car il exige de la part du gouvernement et de l'administration une sorte de désintéressement et en même temps une vigilance attentive. Les libertés rendues aux conseils locaux sont en quelque sorte détachées de l'ensemble des attributions qui avaient été concentrées entre les mains de l'administration. Nous devons faciliter au pays la reprise de possession de ses propres affaires, et en même temps veiller à maintenir au pouvoir central la part qu'il importe au bien de l'Etat de lui réserver. || La disposition aux empiétements est naturelle dans les corps constitués qui ne sont émancipés que d'hier. Votre devoir est d'y résister, mais en vous défendant de cette préoccupation jalouse qui fait naître les conflits et les envenime. || Ainsi, l'administration, déposant une charge excessive, contribuera à transformer l'Etat sans l'affaiblir. Elle a été, depuis des siècles, et elle restera une des grandes forces du pays; mais il faut que cette force, se pliant à un usage nouveau, habitue la nation à se servir sans péril pour sa prospérité et pour sa puissance, des libertés qu'elle a conquises. || Vous êtes l'intermédiaire naturel entre les citoyens et le pouvoir central. Le devoir de bienveillance et d'impartialité que ce rôle vous impose vous sera facile, si vous considérez

Nr. 5610. Frankreich. 6. Mai 1876.

que la République exclut, dans le gouvernement, toute idée de parti. || Vous, monsieur le préfet, vous représentez un Gouvernement qui n'est ni celui d'une classe particulière de citoyens, ni celui d'une secte; aussi n'est-il pas à craindre que l'esprit de parti guide votre conduite envers les hommes ou dicte vos décisions dans les affaires. De même, dans l'exercice des pouvoirs qui vous appartiennent, pour remplir votre mission d'ordre et de sécurité sociale, vous ne chercherez pas des prétextes pour sacrifier légèrement les droits individuels, d'autant plus sacrés qu'ils sont les droits des faibles. || La République ne méritera la reconnaissance du pays qu'à la condition de mettre fin à nos divisions, de satisfaire les grands intérêts créés chaque jour au sein d'une société industrieuse; de faire enfin que la France apaisée, rassurée, protégée sans contrainte, jouisse du bonheur réservé aux nations libres, bonheur qui consiste à se sentir vivre et à concevoir d'elles-mêmes une légitime fierté. || Vous êtes, monsieur le préfet, un des instruments de cette grande oeuvre. Le gouvernement compte sur vous pour faire sentir, dans votre département, les bienfaits de notre régime politique si noble en sa simplicité. Vous êtes aussi, pour une grande part, responsable du sort des populations que vous administrez; et, lorsque j'évoque par la pensée le résultat que j'attends de vos efforts et de ceux de vos collègues, je crois pouvoir affirmer que telle sera votre action, tel sera aussi le jugement que porteront sur la République les nations qui nous observent. || Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le ministre de l'intérieur,

A. Ricard.

Türkische Krisis*).

Nr. 5611.

RUSSLAND. — Memorandum des Grafen Nesselrode für die englische Regierung, begründet auf Mittheilungen des Kaisers Nicolaus nach seinem Besuche in England im Juni 1844.

Nr. 5611. Russland. Sommer 1844.

La Russie et l'Angleterre sont mutuellement pénétrées de la conviction qu'il est de leur intérêt commun que la Porte Ottomane se maintienne dans l'état d'indépendance et de possession territoriale dont se compose actuellement cet Empire, cette combinaison politique étant celle qui se concilie le mieux avec l'intérêt général de la conservation de la paix. || D'accord sur ce principe, la Russie et l'Angleterre ont un égal intérêt à unir leurs efforts pour raffermir l'existence de l'Empire Ottoman, et pour écarter les dangers qui peuvent compromettre sa sécurité. || Dans ce but l'essentiel est de laisser la Porte vivre en repos, sans l'agiter inutilement par des tracasseries diplomatiques, et sans s'ingérer, sans une nécessité absolue, dans ses affaires intérieures. || Pour mettre ce système de ménagement sagement en pratique dans l'intérêt bien entendu de la Porte, il ne faut pas perdre de vue deux choses. Les voici: || D'abord la Porte a une tendance constante à s'affranchir des engagements que lui imposent les Traités qu'elle a conclus avec les autres Puissances. Elle espère le faire impunément, parcequ'elle compte sur la jalousie mutuelle des Cabinets. Elle croit que si elle manque à ses engagements envers l'un d'eux, les autres épouseront sa querelle et la mettront à l'abri de toute responsabilité. || Il est essentiel de ne pas confirmer la Porte dans cette illusion. Chaque fois qu'elle manque à ses obligations envers l'une des Grandes Puis-

*) Wir schicken den Actenstücken über die neueste Phase der orientalischen Frage einleitend unter Nr. 5611—5620 einige höchst interessante Documente aus älterer Zeit über die Stellung Russlands und Englands zu dieser Frage voraus.

A. d. Red.

Nr. 5611.
Russland.
Sommer 1844.

sances, il est de l'intérêt de toutes les autres de lui faire sentir son tort et de l'exhorter sérieusement à faire droit au Cabinet qui demande une juste réparation. || Dès que la Porte ne se verra pas soutenue par les autres Cabinets, elle cédera, et les différends survenus s'aplaniront dans les voies de la conciliation, sans qu'il en résulte un conflit. || Il est une seconde cause de complication inhérente à la situation de la Porte: c'est la difficulté qu'il y a de mettre d'accord entr'eux le respect dû à l'autorité souveraine du Sultan fondée sur la loi Musulmane, avec les ménagemens que réclament les intérêts des populations Chrétiennes de cet Empire. || Cette difficulté est réelle. Dans la situation actuelle des esprits en Europe, les Cabinets ne sauraient voir avec indifférence que les populations Chrétiennes en Turquie soient soumises à des actes flagrans de vexation et d'intolérance religieuse. || Il faut sans cesse faire sentir cette vérité aux Ministres Ottomans, et les persuader qu'ils ne peuvent compter sur l'amitié et sur l'appui des Grandes Puissances qu'à condition qu'ils traitent les sujets Chrétiens de la Porte avec tolérance et avec douceur. || En insistant sur cette vérité les Représentants Etrangers devront, d'une autre part, user de toute leur influence pour maintenir les sujets Chrétiens de la Porte dans la soumission envers l'autorité souveraine. || Guidés par ces principes les Représentants Etrangers devront agir entre eux dans un parfait esprit de concorde. S'ils élèvent des remonstrances auprès de la Porte, elles devront être empreintes d'un caractère véritable d'unanimité, sans porter celui d'une prépotence exclusive. || En persistant dans ce système avec calme et modération, les Représentants des Grands Cabinets de l'Europe auront la meilleure chance de réussir dans leurs démarches, sans provoquer des complications compromettantes pour le repos de l'Empire Ottoman. Si toutes les Grandes Puissances adoptent franchement cette ligne de conduite, elles auront un espoir fondé de conserver l'existence de la Turquie. || Cependant on ne saurait se dissimuler combien cet Empire renferme d'élémens de dissolution. Des circonstances imprévues peuvent hâter sa chute sans qu'il soit au pouvoir des Cabinets amis de la prévenir. || Comme il n'est pas donné à la prévoyance humaine d'arrêter d'avance un plan d'action pour tel ou tel cas inattendu, il serait prématuré de mettre en délibération des éventualités qui peuvent ne pas se réaliser. || Dans l'incertitude qui plane sur l'avenir, une seule idée fondamentale semble d'une application vraiment pratique, c'est que le danger qui pourra résulter d'une catastrophe en Turquie sera diminuée de beaucoup si, le cas échéant, la Russie et l'Angleterre s'entendent sur la marche qu'elles auront à adopter en commun. || Cette entente sera d'autant plus salutaire qu'elle rencontrera l'assentiment complet de l'Autriche. Entr'elle et la Russie il subsiste déjà une parfaite conformité de principes relativement aux affaires de Turquie, dans un intérêt commun de conservation et de paix. || Pour rendre leur union plus efficace, il ne resterait à désirer que de voir l'Angleterre s'y associer dans le même but. || La raison qui conseille l'établissement de cet accord est fort simple. || Sur terre la Russie exerce envers la Turquie une

action prépondérante. || Sur mer l'Angleterre occupe la même position. || Isolée, l'action de ces deux Puissances pourrait faire beaucoup de mal. Combinée, elle pourra produire un bien réel; de là l'utilité de s'entendre préalablement avant d'agir. || Cette idée a été arrêtée en principe pendant le dernier séjour de l'Empereur à Londres. Il en est résulté l'engagement éventuel que, s'il arrivait quelque chose d'imprévu en Turquie, la Russie et l'Angleterre se concerteraient préalablement entr'elles sur ce qu'elles auraient à faire en commun. || Le but dans lequel la Russie et l'Angleterre auront à s'entendre peut se formuler de la manière suivante: || 1. Chercher à maintenir l'existence de l'Empire Ottoman dans son état actuel, aussi longtems que cette combinaison politique sera possible. || 2. Si nous prévoyons qu'il doit crouler, se concerter préalablement sur tout ce qui concerne l'établissement d'un nouvel ordre de choses, destiné à remplacer celui qui existe aujourd'hui, et veiller en commun à ce que le changement survenu dans la situation intérieure de cet Empire ne puisse porter atteinte ni à la sûreté de leurs propres Etats et aux droits que les Traités leur assurent respectivement, ni au maintien de l'équilibre Européen. || Dans ce but, ainsi formulé, la politique de la Russie et de l'Autriche, comme nous l'avons déjà dit, se trouve étroitement liée par le principe d'une parfaite solidarité. Si l'Angleterre, comme principale Puissance maritime, agit d'accord avec elles, il est à penser que la France se trouvera dans la nécessité de se conformer à la marche concertée entre St.-Pétersbourg, Londres et Vienne. || Le conflit entre les Grandes Puissances se trouvant ainsi écarté, il est a espérer que la paix de l'Europe pourra être maintenu, même au milieu de circonstances si graves. C'est à assurer cet objet d'un intérêt commun que devra être consacrée l'entente préalable que la Russie et l'Angleterre établiront entre elles, le cas échéant, ainsi que l'Empereur en est convenu avec les Ministres de Sa Majesté Britannique pendant son séjour en Angleterre.

Nr. 5611. Russland. Sommer 1844.

Nr. 5612.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg (Sir G. H. Seymour) an den königl. Min. d. Ausw. (Lord John Russell). — Aeusserung des Kaiser Nicolaus über „den kranken Mann" im Orient.

(Secret and Confidential.) St.-Petersburgh, January 11, 1853.

My Lord, — On the evening of the 9th instant I had the honour of seeing the Emperor at the palace of the Grand Duchess Helen, who, it appeared, had kindly requested permission to invite Lady Seymour and myself to meet the Imperial family. || The Emperor came up to me, in the most gra-

Nr. 5612. Gross-britannien. 11. Jan. 1853.

Nr. 5612. Gross-britannien. 11. Jan. 1853.

cious manner, to say that he had heard with great pleasure of His Majesty's Government having been definitively formed, adding that he trusted the Ministry would be of long duration. || His Imperial Majesty desired me particularly to convey this assurance to the Earl of Aberdeen, with whom, he said, he had been acquainted for nearly forty years, and for whom he entertained equal regard and esteem. His Majesty desired to be brought to the kind recollection of his Lordship. || You know my feelings, the Emperor said, with regard to England. What I have told you before I say again: it was intended that the two countries should be upon terms of close amity; and I feel sure that this will continue to be the case. You have now been a certain time here, and, as you have seen, there have been very few points upon which we have disagreed; our interests, in fact, are upon almost all questions the same. || I observed, that I really was not aware that since I had been at St.-Petersburgh there had been any actual disagreements whatever between us, except with regard to Louis Napoleon's No. III, — a point, respecting which each Government had its own opinion (manière de voir), but a point which, after all, was very immaterial. || The No. III, the Emperor replied, would involve a long explanation; I will, therefore, not touch upon the subject at present; I should be glad, however, that you should hear what I have to say upon the question, and will beg of you to call upon me some morning when I am a little free from engagements. || I, of course, requested that His Majesty would be good enough to lay his orders upon me. || In the meantime, the Emperor went on to say: I repeat that it is very essential that the two Governments — that is, that the English Government and I, and I and the English Government — should be upon the best terms; and the necessity was never greater than at present. I beg you to convey these words to Lord John Russell. When we are agreed (d'accord), I am quite without anxiety as to the west of Europe; it is immaterial what the others may think or do. As to Turkey, that is another question: that country is in a critical state, and may give us all a great deal of trouble. And now I will take my leave of you, which His Majesty proceeded to do by shaking hands with me very graciously. || It instantly occurred to me that the conversation was incomplete and might never be renewed, and, as the Emperor still held my hand, I said, Sir, with your gracious permission, I would desire to take a great liberty. Certainly, His Majesty replied; what is it — let me hear. || Sir, I observed, your Majesty has been good enough to charge me with general assurances as to the identity of views between the two Cabinets, which assuredly have given me the greatest pleasure, and will be received with equal satisfaction in England; but I should be particularly glad that your Majesty should add a few words which may tend to calm the anxiety with regard to the affairs of Turkey, which passing events are so calculated to excite on the part of Her Majesty's Government; perhaps you will be pleased to charge me with some additional assurances of this kind. || The Emperor's words and manner, although

Nr. 5612. Gross-britannien. 11. Jan. 1853.

still very kind, showed that His Majesty had no intention of speaking to me of the demonstration which he is about to make in the South. He said, however, at first with a little hesitation, but, as he proceeded, in an open and unhesitating manner: The affairs of Turkey are in a very disorganized condition; the country itself seems to be falling to pieces (menace ruine): the fall will be a great misfortune, and it is very important that England and Russia should come to a perfectly good understanding upon these affairs, and that neither should take any decisive step of which the other is not apprised. ‖ I observed in a few words, that I rejoiced to hear that His Imperial Majesty held this language; that this was certainly the view I took of the manner in which Turkish questions are to be treated. ‖ "Tenez", the Emperor said, as if proceeding with his remark, "tenez; nous avons sur les bras un homme malade — un homme gravement malade; ce sera, je vous le dis franchement, un grand malheur si, un de ces jours, il devait nous échapper, surtout avant que toutes les dispositions nécessaires fussent prises. Mais enfin ce n'est point le moment de vous parler de cela." ‖ It was clear that the Emperor did not intend to prolong the conversation; I therefore said: "Votre Majesté est si gracieuse qu'elle me permettra de lui faire encore une observation. Votre Majesté dit que l'homme est malade; c'est bien vrai; mais votre Majesté daignera m'excuser si je lui fais observer, que c'est à l'homme généreux et fort de ménager l'homme malade et faible." ‖ The Emperor then took leave of me in a manner which conveyed the impression of my having at least not given offence, and again expressed his intention of sending for me on some future day. ‖ Whether the intention will be acted upon, is not to me so certain. It may be right that I should state to your Lordship that I propose giving Count Nesselrode an account of my conversation with his Imperial master. ‖ I am convinced that the Chancellor is invariably favourable to measures of moderation, and as far as lies in his power, to English views. His desire, then, to act in harmony with Her Majesty's Government cannot but be strengthened by learning the cordial declarations which the Emperor has made to me upon the subject. ‖ Upon reading over my despatch, I am convinced that the conversation, although abridged, has been faithfully reported; the only point of any interest which I am aware of not having touched upon being, that the Emperor observed that the last accounts from Constantinople were more satisfactory, the Turks appearing to be more reasonable, although by what process they had become so had not been made apparent. ‖ I will only observe that we have every interest in its being understood that no decision should be taken in the affairs of Turkey, without concert with Her Majesty's Government, by a Sovereign who can dispose of several hundred thousand bayonets. ‖ Would the understanding be acted upon? — that indeed may well be doubted, and the rather as the Emperor's assurances are a little contradicted by the measures to which it has been my duty to call your Lordship's attention. ‖ Still His Imperial Majesty's words appear to me to

Nr. 5612. Gross-britannien. 11. Jan. 1853.

possess considerable value, and certainly they offer me at this moment an advantage of which I shall not be backward in availing myself. || Your Lordship will pardon me if I remark that, after reflecting attentively upon my conversation with the Emperor, it appears to me that this, and any overture of the kind which may be made, tends to establish a dilemma by which it is very desirable that Her Majesty's Government should not allow themselves to be fettered. The dilemma seems to be this: — if Her Majesty's Government do not come to an understanding with Russia as to what is to happen in the event of the sudden downfall of Turkey, they will have the less reason for complaining, if results displeasing to England should be prepared. If, on the contrary, Her Majesty's Government should enter into the consideration of such eventualities, they make themselves in some degree consenting parties to a catastrophe which they have so much interest in warding off as long as possible. The sum is probably this, that England has to desire a close concert with Russia, with a view to preventing the downfall of Turkey — while Russia would be well pleased that the concert should apply to the events by which this downfall is to be followed. || I have, &c.

G. H. Seymour.

P.S. — Since this despatch was written, I have heard from the Austrian Minister, that the Emperor has spoken to him of the conversation which he had held with me. I told Sir Hamilton Seymour, His Majesty said, that the new Ministry appears to me to be strong, and that I am anxious for its duration — although to say the truth, as regards England, I have learned that it is the country with which we must be allied. We must not lean to this or that party.

G. H. S.

Nr. 5613.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Kaiser Nicolaus sucht eine Verständigung mit England für den Todesfall „des kranken Mannes“.

(Secret and Confidential.) St.-Petersburgh, January 22, 1853.

Nr. 5613. Gross-britannien. 22. Jan. 1853.

My Lord, — On the 14th instant, in consequence of a summons which I received from the Chancellor, I waited upon the Emperor, and had the honour of holding with His Imperial Majesty the very interesting conversation of which it will be my duty to offer your Lordship an account, which, if imperfect, will, at all events, not be incorrect. || I found His Majesty alone; he received me with great kindness, saying, that I had appeared desirous to speak to him

Nr. 5613. Gross-britannien. 22. Jan. 1853.

upon Eastern affairs; that, on his side, there was no indisposition to do so, but that he must begin at a remote period. || You know, His Majesty said, the dreams and plans in which the Empress Catherine was in the habit of indulging; these were handed down to our time; but while I inherit immense territorial possessions, I did not inherit those visions, those intentions, if you like to call them so. On the contrary, my country is so vast, so happily circumstanced in every way, that it would be unreasonable in me to desire more territory or more power than I possess; on the contrary, I am the first to tell you that our great, perhaps our only danger, is that which would arise from an extension given to an Empire already too large. || Close to us lies Turkey, and in our present condition, nothing better for our interests can be desired; the times have gone by when we had anything to fear from the fanatical spirit or the military enterprise of the Turks, and yet the country is strong enough, or has hitherto been strong enough, to preserve its independence and to insure respectful treatment from other countries. || Well, in that Empire there are several millions of Christians whose interests I am called upon to watch over (surveiller), while the right of doing so is secured to me by Treaty. I may truly say that I make a moderate and sparing use of my right, and I will freely confess that it is one which is attended with obligations occasionally very inconvenient; but I cannot recede from the discharge of a distinct duty. Our religion, as established in this country, came to us from the East, and there are feelings, as well as obligations, which never must be lost sight of. || Now Turkey, in the condition which I have described, has by degrees fallen into such a state of decrepitude that, as I told you the other night, eager as we all are for the prolonged existence of the man (and that I am as desirous as you can be for the continuance of his life, I beg you to believe), he may suddenly die upon our hands (nous rester sur les bras); we cannot resuscitate what is dead; if the Turkish Empire falls, it falls to rise no more; and I put it to you, therefore, whether it is not better to be provided beforehand for a contingency, than to incur the chaos, confusion, and the certainty of an European war, all of which must attend the catastrophe if it should occur unexpectedly, and before some ulterior system has been sketched; this is the point to which I am desirous that you should call the attention of your Government. || Sir, I replied, your Majesty is so frank with me, that I am sure you will have the goodness to permit me to speak with the same openness. I would then observe, that deplorable as is the condition of Turkey, it is a country which has long been plunged in difficulties supposed by many to be insurmountable. || With regard to contingent arrangements, Her Majesty's Government, as your Majesty is well aware, objects, as a general rule, to taking engagements upon possible eventualities, and would, perhaps, be particularly disinclined to doing so in this instance. If I may be allowed to say so, a great disinclination (répugnance) might be expected in England, to disposing by anticipation (d'escompter) of the succession of an old friend and ally. ||

Nr. 5613. Gross-britannien. 22. Jan. 1853.

The rule is a good one, the Emperor replied, good at all times, especially in times of uncertainty and change, like the present; still it is of the greatest importance that we should understand one another, and not allow events to take us by suprise; "maintenant je désire vous parler en ami et en *gentleman*; si nous arrivons à nous entendre sur cette affaire, l'Angleterre et moi, pour le reste, peu m'importe; il m'est indifférent ce que font ou pensent les autres. Usant donc de franchise, je vous dis nettement, que si l'Angleterre songe à s'établir un de ces jours à Constantinople, je ne le permettrai pas; je ne vous prête point ces intentions, mais il vaut mieux dans ces occasions parler clairement; de mon côté, je suis également disposé de prendre l'engagement de ne pas m'y établir, en propriétaire, il s'entend, car en dépositaire je ne dis pas; il pourrait se faire que les circonstances me misent dans le cas d'occuper Constantinople, si rien ne se trouve prévu, si l'on doit tout laisser aller au hazard." ‖ I thanked His Majesty for the frankness of his declarations, and for the desire which he had expressed of acting cordially and openly with Her Majesty's Government, observing at the same time, that such an understanding appeared the best security against the sudden danger to which His Majesty had alluded. I added that, although unprepared to give a decided opinion upon questions of such magnitude and delicacy, it appeared to me possible that some such arrangement might be made between Her Majesty's Government and His Majesty, as might guard, if not for, at least against, certain contingencies. ‖ To render my meaning more clear I said further: I can only repeat, Sir, that in my opinion, Her Majesty's Government will be indisposed to make certain arrangements connected with the downfall of Turkey; but it is possible that they may be ready to pledge themselves against certain arrangements which might, in that event, be attempted. ‖ His Imperial Majesty then alluded to a conversation which he had held, the last time he was in England, with the Duke of Willington, and to the motives which had compelled him to open himself to his Grace; then, as now, His Majesty was, he said, eager to provide against events which, in the absence of any concert, might compel him to act in a manner opposed to the views of Her Majesty's Government. ‖ The conversation passed to the events of the day, when the Emperor briefly recapitulated his claims upon the Holy Places, claims recognised by the Firman of last February and confirmed by a sanction to which His Majesty said he attached much more importance — the word of a Sovereign. ‖ The execution of promises so made and so ratified, the Emperor said he must insist upon, but was willing to believe that his object would be attained by negotiation, the last advices from Constantinople being rather more satisfactory. ‖ I expressed my belief that negotiation, followed, as I supposed it had been, by the threats of military measures, would be found sufficient to secure a compliance with the just demands of Russia. I added, that I desired to state to His Majesty what I had previously read from a written paper to his Minister, viz., that what I feared for Turkey were not the intentions of His Majesty;

but the actual result of the measures which appeared to be in contemplation. That I would repeat, that two consequences might be anticipated from the appearance of an Imperial army on the frontiers of Turkey, — the one the counter-demonstration which might be provoked on the part of France; the other, and the more serious, the rising, on the part of the Christian population, against the Sultan's authority, already so much weakened by revolts, and by a severe financial crisis. ‖ The Emperor assured me that no movement of his forces had yet taken place (n'ont pas bougé), and expressed his hope that no advance would be required. ‖ With regard to a French expedition to the Sultan's dominions, His Majesty intimated that such a step would bring affairs to an immediate crisis; that a sense of honour would compel him to send his forces into Turkey without delay or hesitation; that if the result of such an advance should prove to be the overthrow of the Great Turk (le Grand Turc), he should regret the event, but should feel that he had acted as he was compelled to do. ‖ To the above report I have only, I think, to add, that the Emperor desired to leave it to my discretion to communicate or not to his Minister the particulars of our conversation; and that before I left the room, His Imperial Majesty said, You will report what has passed between us to the Queen's Government, and you will say that I shall be ready to receive any communication which it may be their wish to make to me upon the subject. ‖ The other topics touched upon by the Emperor are mentioned in another despatch. With regard to the extremely important overture to which this report relates, I will only observe, that as it is my duty to record impressions, as well as facts and statements, I am bound to say, that if words, tone and manner offer any criterion by which intentions are to be judged, the Emperor is prepared to act with perfect fairness and openness towards Her Majesty's Government. His Majesty has, no doubt, his own objects in view; and he is, in my opinion, too strong a believer in the imminence of dangers in Turkey. I am, however, impressed with the belief, that in carrying out those objects as in guarding against those dangers, His Majesty is sincerely desirous of acting in harmony with Her Majesty's Government. ‖ I would now submit to your Lordship that this overture cannot with propriety pass unnoticed by Her Majesty's Government. ‖ It has been on a first occasion glanced at, and on a second distinctly made by the Emperor himself to the Queen's Minister at his Court, whilst the conversation held some years ago with the Duke of Wellington proves that the object in view is one which has long occupied the thoughts of His Imperial Majesty, ‖ If, then, the proposal were to remain unanswered, a decided advantage would be secured to the Imperial Cabinet, which, in the event of some great catastrophe taking place in Turkey, would be able to point to proposals made to England, and which, not having been responded to, left the Emperor at liberty, or placed him under the necessity, of following his own line of policy in the East. ‖ Again, I would remark that the anxiety expressed by the Emperor, even looking to his own interests, for an

Nr. 5613. Gross-britannien. 22. Jan. 1853.

extension of the days "of the dying man," appears to me to justify Her Majesty's Government in proposing to His Imperial Majestv to unite with England in the adoption of such measures as may lead to prop up the falling authority of the Sultan. || Lastly, I would observe that even if the Emperor should be found disinclined to lend himself to such a course of policy as might arrest the downfall of Turkey, his declarations to me pledge him to be ready to take beforehand, in concert with Her Majesty's Government, such precautions as may possibly prevent the fatal crisis being followed by a scramble for the rich inheritance which would remain to be disposed of. || A noble triumph would be obtained by the civilization of the nineteenth century, if the void left by the extinction of Mahommedan rule in Europe could be filled up without an interruption of the general peace, in consequence of the precautions adopted by the two principal Governments the most interested in the destinies of Turkey. || I have, &c.

G. H. Seymour.

Nr. 5614.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in St.-Petersburg. — England lehnt ein Uebereinkommen für den Fall des fraglichen Ereignisses ab.

(Secret and Confidential.) Foreign Office, February 9, 1853.

Nr. 5614. Gross-britannien. 9. Febr. 1853.

Sir, — I have received, and laid before the Queen, your secret and confidential despatch of the 22nd of January. || Her Majesty, upon this as upon former occasions, is happy to acknowledge the moderation, the frankness and the friendly disposition of His Imperial Majesty. || Her Majesty has directed me to reply in the same spirit of temperate, candid and amicable discussion. || The question raised by His Imperial Majesty is a very serious one. It is supposing the contingency of the dissolution of the Turkish Empire to be probable, or even imminent, whether it is not better to be provided beforehand for a contingency, than to incur the chaos, confusion and the certainty of an European war, all of which must attend the catastrophe, if it should occur unexpectedly, and before some ulterior system has been sketched; this is the point, said His Imperial Majesty, to which I am desirous that you should call the attention of your Government. || In considering this grave question, the first reflection which occurs to Her Majesty's Government is that no actual crisis has occurred which renders necessary a solution of this vast European problem. Disputes have arisen respecting the Holy Places; but these are without the sphere of the internal government of Turkey, and concern Russia and France rather than the Sublime Porte. Some disturbance of the relations between

Austria and the Porte has been caused by the Turkish attack on Montenegro; but this, again, relates rather to dangers affecting the frontier of Austria than the authority and safety of the Sultan; so that there is no sufficient cause for intimating to the Sultan that he cannot keep peace at home, or preserve friendly relations with his neighbours. || It occurs further to Her Majesty's Government to remark, that the event which is contemplated is not definitely fixed in point of time. When William the Third and Louis the Fourteenth disposed, by treaty, of the succession of Charles the Second of Spain, they were providing for an event which could not be far off. The infirmities of the Sovereign of Spain, and the certain end of any human life, made the contingency in prospect both sure and near. The death of the Spanish King was in no way hastened by the Treaty of Partition. The same thing may be said of the provision, made in the last century, for the disposal of Tuscany upon the decease of the last prince of the house of Medici. But the contingency ot the dissolution of the Ottoman Empire is of another kind. It may happen twenty, fifty, or a hundred years hence. || In these circumstances it would hardly be consistent with the friendly feelings towards the Sultan which animate the Emperor of Russia, no less than the Queen of Great Britain, to dispose beforehand of the provinces under his dominion. Besides this consideration, however, it must be observed, that an agreement made in such a case tends very surely to hasten the contingency for which it is intended to provide. Austria and France could not, in fairness, be kept in ignorance of the transaction, nor would such concealment be consistent with the end of preventing an European war. Indeed, such concealment cannot be intended by His Imperial Majesty. It is to be inferred that, as soon as Great Britain and Russia should have agreed on the course to be pursued, and have determined to enforce it, they should communicate their intentions to the Great Powers of Europe. An agreement thus made, and thus communicated, would not be very long a secret; and while it would alarm and alienate the Sultan, the knowledge of its existence would stimulate all his enemies to increased violence and more obstinate conflict. They would fight with the conviction that they must ultimately triumph; while the Sultan's generals and troops would feel that no immediate success could save their cause from final overthrow. Thus would be produced and strengthened that very anarchy which is now feared, and the foresight of the friends of the patient would prove the cause of his death. || Her Majesty's Government need scarcely enlarge on the dangers attendant on the execution of any similar Convention. The example of the Succession War is enough to show how little such agreements are respected when a pressing temptation urges their violation. The position of the Emperor of Russia as depositary, but not proprietor, of Constantinople, would be exposed to numberless hazards, both from the long-cherished ambition of his own nation, and the jealousies of Europe. The ultimate proprietor, whoever he might be, would hardly be satisfied with the inert, supine attitude of the heirs

Nr. 5614. Grossbritannien. 9. Febr. 1853.

of Mahomet the Second. A great influence on the affairs of Europe seems naturally to belong to the Sovereign of Constantinople, holding the gates of the Mediterranean and the Black Sea. || That influence might be used in favour of Russia; it might be used to control and curb her power. || His Imperial Majesty has justly and wisely said: My country is so vast, so happily circumstanced in every way, that it would be unreasonable in me to desire more territory or more power than I possess. On the contrary, he observed, our great, perhaps our only danger, is that which would arise from an extension given to an Empire already too large. A vigorous and ambitious State, replacing the Sublime Porte, might, however, render war on the part of Russia a necessity for the Emperor or his successors. || Thus European conflict would arise from the very means taken to prevent it; for neither England nor France, nor probably Austria, would be content to see Constantinople permanently in the hands of Russia. || On the part of Great Britain, Her Majesty's Government at once declare that they renounce all intention or wish to hold Constantinople. His Imperial Majesty may be quite secure upon this head. They are likewise ready to give an assurance that they will enter into no agreement to provide for the contingency of the fall of Turkey without previous communication with the Emperor of Russia. || Upon the whole, then, Her Majesty's Government are persuaded that no course of policy can be adopted more wise, more disinterested, more beneficial to Europe than that which His Imperial Majesty has so long followed, and which will render his name more illustrious than that of the most famous Sovereigns who have sought immortality by unprovoked conquest and ephemeral glory. || With a view to the success of this policy it is desirable that the utmost forbearance should be manifested towards Turkey; that any demands which the Great Powers of Europe may have to make, should be made matter of friendly negotiation rather than of peremptory demand; that military and naval demonstrations to coerce the Sultan should as much as possible be avoided; that differences with respect to matters affecting Turkey, within the competence of the Sublime Porte, should be decided after mutual concert between the Great Powers, and not be forced upon the weakness of the Turkish Government. || To these cautions Her Majesty's Government wish to add, that in their view it is essential that the Sultan should be advised to treat his Christian subjects in conformity with the principles of equity and religious freedom which prevail generally among the enlightened nations of Europe. The more the Turkish Government adopts the rules of impartial law and equal administration, the less will the Emperor of Russia find it necessary to apply that exceptional protection which His Imperial Majesty has found so burthensome and inconvenient, though no doubt prescribed by duty and sanctioned by Treaty. || You may read this despatch to Count Nesselrode, and, if it is desired, you may yourself place a copy of it in the hands of the Emperor. In that case you will accompany its presentation with those assurances of friendship and confidence on the

part of Her Majesty the Queen, which the conduct of His Imperial Majesty was so sure to inspire. || I am, &c.

J. Russell.

Nr. 5614. Grossbritannien. 9. Febr. 1853.

Nr. 5615.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Kaiser Nicolaus wünscht wenigstens eine Verständigung über Das, was im gegebenen Falle nicht geschehen dürfe.

(Secret and Confidential.)
(Extract.) St.-Petersburgh, February 21, 1853.

Nr. 5615. Grossbritannien. 21. Febr. 1853.

The Emperor came up to me last night, at a party of the Grand Duchess Hereditary's, and in the most gracious manner took me apart, saying that he desired to speak to me. After expressing, in flattering terms, the confidence which he has in me, and his readiness to speak to me without reserve upon matters of the greatest moment, as, His Majesty observed, he had proved in a late conversation, he said: And it is well it is so; for what I most desire is, that there should be the greatest intimacy between the two Governments: it never was so necessary as at present. Well, the Emperor continued, so you have got your answer, and you are to bring it to me to-morrow? || I am to have that honour, Sir, I answered; but your Majesty is aware that the nature of the reply is very exactly what I had led you to expect. || So I was sorry to hear; but I think your Government does not well understand my object. I am not so eager about what shall be done when the sick man dies, as I am to determine with England what shall not be done upon that event taking place. || But, Sir, I replied, allow me to observe, that we have no reason to think that the sick man (to use your Majesty's expression) is dying. We are as much interested as we believe your Majesty to be in his continuing to live; while for myself, I will venture to remark that experience shows me that countries do not die in such a hurry. Turkey will remain for many a year, unless some unforeseen crisis should occur. It is precisely, Sir, for the avoidance of all circumstances likely to produce such a crisis, that Her Majesty's Government reckons upon your generous assistance. || Then, rejoined the Emperor, I will tell you, that, if your Government has been led to believe that Turkey retains any elements of existence, your Government must have received incorrect information. I repeat to you that the sick man is dying; and we can never allow such an event to take us by surprise. We must come to some understanding; and this we should do, I am convinced, if I could hold but ten minutes' conversation with your Ministers — with Lord Aberdeen, for instance, who knows me so well, who has full confidence in me, as I have in

Nr. 5615. Gross-britannien. 21.Febr.1853.

him. And remember, I do not ask for a Treaty or a Protocol; a general understanding is all I require — that between gentlemen is sufficient; and in this case I am certain that the confidence would be as great on the side of the Queen's Ministers as on mine. So no more for the present; you will come to me to-morrow, and you will remember that as often as you think your conversing with me will promote a good understanding upon any point, you will send word that you wish to see me. || I thanked His Majesty very cordially, adding that I could assure him that Her Majesty's Government, I was convinced, considered his word, once given, as good as a bond. || It is hardly necessary that I should observe to your Lordship, that this short conversation, briefly but correctly reported, offers matter for most anxious reflection. || It can hardly be otherwise but that the Sovereign who insists with such pertinacity upon the impending fall of a neighbouring State, must have settled in his own mind that the hour, if not of its dissolution, at all events for its dissolution, must be at hand. || Then, as now, I reflected that this assumption would hardly be ventured upon unless some, perhaps general, but at all events intimate, understanding, existed between Russia and Austria. || Supposing my suspicion to be well founded, the Emperor's object is to engage Her Majesty's Government, in conjunction with his own Cabinet and that of Vienna, in some scheme for the ultimate partition of Turkey, and for the exclusion of France from the arrangement.

Nr. 5616.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St. Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Weitere Eröffnungen des Kaisers über die unstatthaften und die zulässigen Lösungen der orientalischen Frage.

(Secret and Confidential.)

(Extract.) St.-Petersburgh, February 22, 1853.

Nr. 5616. Gross-britannien. 22.Febr.1853.

I had the honour of waiting yesterday upon the Emperor, and of holding with His Majesty one of the most interesting conversations in which I ever found myself engaged. My only regret is my inability to report in full detail a dialogue which last an hour and twelve minutes. || The Emperor began by desiring me to read to him aloud your Lordship's secret and confidential despatch of the 9th instant, saying that he should stop me occasionally, either to make an observation, or to call upon me for the translation of a passage. || Upon arriving at the fourth paragraph, the Emperor desired me to pause, and observed, that he was certainly most desirous that some understanding should be entered into with Her Majesty's Government, for providing against a contingency so probable as that of the downfall of Turkey; that he was,

Nr. 5616. Gross-britannien. 21. Febr. 1853.

perhaps, even more interested than England could be in preventing a Turkish catastrophe, but that it was constantly impending; that it might be brought about at any moment, either by an external war, or by a feud between the old Turkish party and that of the "new superficial French reforms," or again, by a rising of the Christians, already known to be very impatient of shaking off the Mussulman yoke (joug). As regards the first cause, the Emperor said that he had a good right to advert to it, inasmuch as, if he had not stopped the victorious progress of General Diebitch in 1829, the Sultan's authority would have been at an end. || The Emperor likewise desired me to remember that he, and he only, had hastened to the assistance of the Sultan, when his dominions were threatened by the Pasha of Egypt. || I proceeded to read, and was again stopped at the sentence beginning „In these circumstances it would hardly be consistent with the friendly feelings," when the Emperor observed, that Her Majesty's Government did not appear to be aware that his chief object was to obtain from Her Majesty's Government some declaration, or even opinion, of what ought not to be permitted in the event of the sudden downfall of Turkey. I said, Perhaps your Majesty would be good enough to explain your own ideas upon this negative policy. This His Majesty for some time declined doing; he ended, however, by saying: Well, there are several things which I never will tolerate: I will begin by ourselves. I will not tolerate the permanent occupation of Constantinople by the Russians; having said this, I will say that it never shall be held by the English, or French, or any other great nation. Again, I never will permit an attempt at the reconstruction of a Byzantine Empire, or such an extension of Greece as would render her a powerful State; still less will I permit the breaking up of Turkey into little republics, asylums for the Kossuths and Mazzinis, and other revolutionists of Europe, rather than submit to any of these arrangements I would go to war, and as long as I have a man and a musket left would carry it on. These, the Emperor said, are at once some ideas; now give me some in return. || I remarked upon the assurance which would be found respecting the English resolution of never attempting to possess Constantinople, and upon the disinclination of Her Majesty's Government to enter into eventual arrangements; but upon being still pressed by His Imperial Majesty, I said: Well, Sir, the idea may not suit your Majesty, may not suit Her Majesty's Government; but what is good between man and man is often a good system between one State and another; — how would it be, if in the event of any catastrophe occurring in Turkey, Russia and England were to declare that no Power should be allowed to take possession of its provinces, — that the property should remain, as it were, under seals until amicable arrangements could be made as to its adjudication? || I will not say, the Emperor observed, that such a course would be impossible, but, at least, it would be very difficult; there are no elements of provincial or communal government in Turkey; you would have Turks attacking Christians, Christians falling upon Turks, Christians of different sects

Nr. 5616. Gross-britannien. 21. Febr. 1853.

quarrelling with each other; in short, chaos and anarchy. || Sir, I then observed, if your Majesty will allow me to speak plainly, I would say that the great difference between us is this: that you continue to dwell upon the fall of Turkey, and the arrangements requisite before and after the fall; and that we, on the contrary, look to Turkey remaining where she is, and to the precautions which are necessary for preventing her condition from becoming worse. Ah! replied the Emperor, that is what the Chancellor is perpetually telling me; but the catastrophe will occur some day, and will take us all unawares. || His Imperial Majesty spoke of France. God forbid, he said, that I should accuse any one wrongfully, but there are circumstances both at Constantinople and Montenegro which are extremely suspicious; it looks very much as if the French Government were endeavouring to embroil us all in the East, hoping in this way the better to arrive at their own objects, one of which, no doubt, is the possession of Tunis. || The Emperor proceeded to say, that for his own part he cared very little what line the French might think proper to take in Eastern affairs, and that little more than a month ago he had apprised the Sultan that, if his assistance were required for resisting the menaces of the French, it was entirely at the service of the Sultan! || In a word, the Emperor went on to observe, As I before told you, all I want is a good understanding with England, and this not as to what shall, but as to what shall not be done; this point arrived at, the English Government and I, I and the English Government, having entire confidence in one another's views, I care nothing about the rest. || I remarked, that I felt confident that Her Majesty's Government could be as little disposed as His Imperial Majesty to tolerate the presence of the French at Constantinople; and being desirous, if possible, of ascertaining whether there were any understanding between the Cabinets of St. Petersburgh and Vienna, I added, But your Majesty has forgotten Austria; now all these Eastern questions affect her very nearly; she of course would expect to be consulted. || Oh! replied the Emperor, greatly to my surprise, but you must understand that when I speak of Russia, I speak of Austria as well; what suits the one suits the other; our interests as regards Turkey are perfectly identical. I should have been glad to have made another inquiry or two upon this subject, but I did not venture to do so. || I ought to have stated that in a preceding part of the conversation, His Majesty, although without any appearance of anger, expressed some surprise at an expression in your Lordship's despatch, "the long-cherished ambition of his (the Emperor's) own nation"; he would ask what that phrase meant? || It happened that I was prepared for the surprise expressed, and ready to answer any reflection which it might call forth. || Sir, I said, Lord John Russel is not speaking of your ambition, he speaks of that entertained by your people. || The Emperor could not at first admit that the phrase was applicable to the Russian nation any more than to himself; when I said, Your Majesty will permit me to remark that Lord John Russell only repeats what was said thirty years ago by your brother,

of glorious memory. In writing confidentially to Lord Castlereagh in the year 1822, the Emperor Alexander spoke of being the only Russian who resisted the views of his subjects upon Turkey, and of the loss of popularity which he had sustained by this antagonism. ‖ This quotation which, by accident, I could make almost in the words of the letter, seemed to change the current of the Emperor's ideas. You are quite right, he said; I remember the events to which my late brother alluded. Now it is perfectly true that the Empress Catherine indulged in all sorts of visions of ambition; but it is not less so that these ideas are not at all shared by her descendants. ‖ You see how I am behaving towards the Sultan. This gentleman (ce monsieur) breaks his written word to me, and acts in a manner extremely displeasing to me, and I have contented myself with despatching an Ambassador to Constantinople to demand reparation: certainly I could send an army there if I chose, there is nothing to stop them; but I have contented myself with such a show of force as will prove that I have no intention of being trifled with. And, Sir, I said, you were quite right in refraining from violence, and I hope upon future occasions you will act with the same moderation; for your Majesty must be sensible that any fresh concessions which have been obtained by the Latins are not referable to ill-will towards you, but to the excessive apprehensions of the French entertained by the unfortunate Turks; besides, Sir, I observed, the danger, I will venture to say, of the present moment is not Turkey, but that revolutionary spirit which broke out four years ago, and which, in many countries, still burns underground; there is the danger, and no doubt that a war in Turkey would be the signal for fresh explosions in Italy, Hungary and elsewhere. We see what is passing at Milan. ‖ His Imperial Majesty spoke of Montenegro, observing that he approved of the attitude taken by the Austrian Cabinet, and that in these days it could not be permitted that the Turks should illtreat and even murder a Christian population. I ventured to remark that upon this point the wrongs were at least divided between the Turks and the Montenegrins, and that I had full reason for believing that the provocation came from the latter. The Emperor, with more impartiality than I had expected, admitted that there had been wrongs on both sides; that certainly the mountaineers were rather addicted to brigandage; and that the taking of Djablak had caused him great indignation. At the same time, His Majesty said, it is impossible not to feel great interest in a population warmly attached to their religion, who have so long kept their ground against the Turks; and the Emperor continued, It may be fair to tell you that if any attempts at exterminating those people should be made by Omar Pasha, and should a general rising of the Christians take place in consequence, the Sultan will in all probability lose his throne; in this case he falls to rise no more. I wish to support his authority, but if he loses it, it is gone for ever. The Turkish Empire is a thing to be tolerated, not to be reconstructed; in such a cause I protest to you I will not allow a pistol to be fired. ‖ The

Nr. 5616. Gross-britannien. 21. Febr. 1853.

Emperor went on to say that in the event of the dissolution of the Ottoman Empire, he thought it might be less difficult to arrive at a satisfactory territorial arrangement than was commonly believed. The Principalities are, he said, in fact an independent State under my protection; this might so continue. Servia might receive the same form of Government. So again with Bulgaria: there seems to be no reason why this province should not form an independent State. || As to Egypt, I quite understand the importance to England of that territory. I can then only say, that if, in the event of a distribution of the Ottoman succession upon the fall of the Empire, you should take possession of Egypt, I shall have no objections to offer. I would say the same thing of Candia: that island might suit you, and I do not know why it should not become an English possession. || As I did not wish that the Emperor should imagine that an English public servant was caught by this sort of overture, I simply answered, that I had always understood that the English views upon Egypt did not go beyond the point of securing a safe and ready communication between British India and the mother country. || The conversation now drawing towards an end, the Emperor expressed his warm attachment to the Queen our gracious Sovereign, and his respect for Her Majesty's present advisers. The declarations contained in your Lordship's despatch had been, he said, very satisfactory: he could only desire that they should be a little amplified. The terms in which your Lordship had spoken of his conduct, were, the Emperor said, very flattering to him. || In dismissing me, His Imperial Majesty said, Well, induce your Government to write again upon these subjects — to write more fully, and to do so without hesitation; I have confidence in the English Government. "Ce n'est point un engagement, une Convention, que je leur demande; c'est un libre échange d'idées, et au besoin une parole de *gentleman;* entre nous cela suffit." || I might venture to suggest that some expressions might be used in the despatch to be addressed to me, which might have the effect of putting an end to the further consideration, or, at all events, discussion, of points which it is highly desirable should not be regarded as offering subject for debate. || I may only add, apologetically, that I may possibly have failed in reporting some parts of His Majesty's conversation, and that I am conscious of having forgotten the precise terms employed by him with respect to the commercial policy to be observed at Constantinople when no longer held by the Turks. || The purport of the observation was, that England and Russia had a common interest in providing for the readiest access to the Black Sea and the Mediterranean. || A copy of your Lordship's despatch was left in the Emperor's hands.

Nr. 5617.

RUSSLAND. — Memorandum über die Resultate der bisherigen Besprechungen.

21 Février, 1853.

Nr. 5617. Russland. 5. März 1853.

L'Empereur a pris connaissance avec le plus vif intérêt et une véritable satisfaction de la dépêche secrète et confidentielle que lui a communiquée Sir Hamilton Seymour. Il apprécie dûment la franchise qui l'a dictée. Il y a trouvé une nouvelle preuve des sentiments d'amitié que lui porte Sa Majesté la Reine. || En s'entretenant familièrement avec l'Envoyé Britannique, sur les causes qui d'un jour à l'autre peuvent amener la chute de l'Empire Ottoman, il n'était point entré dans la pensée de l'Empereur de proposer pour cette éventualité un plan par lequel la Russie et l'Angleterre disposeraient d'avance des provinces régies par le Sultan — un système tout fait; encore moins une transaction formelle à conclure entre les deux Cabinets. Dans l'idée de l'Empereur il s'est agi purement et simplement de se dire confidentiellement des deux parts, moins ce qu'on veut que ce qu'on ne veut pas; ce qui serait contraire aux intérêts Anglais, ce qui le serait aux intérêts Russes; afin que, le cas échéant, on évitât d'agir en contradiction des uns ou des autres. || Il n'y a là ni projets de partage, ni Convention à rendre obligatoire aux autres Cours. C'est un simple échange d'opinions, et l'Empereur ne voit point qu'il soit nécessaire d'en parler avant le temps. C'est précisément pour cela qu'il s'était bien gardé d'en vouloir faire l'objet d'une communication officielle de Cabinet à Cabinet. En se bornant à en parler lui-même, sous forme de conversation familière, au Représentant de la Reine, il a choisi le mode le plus intime et le plus confidentiel de s'ouvrir franchement à Sa Majesté Britannique, désirant que le résultat quelconque de ces pourparlers demeurât ce qu'il doit être, un secret entre les deux Souverains. || Dès lors tombent les objections qu'élève Lord John Russell contre toute réticence qui serait faite aux autres Puissances pour le cas d'une transaction formelle, dont il n'est nullement question pour le moment; et dès lors aussi disparaissent les inconvéniens qu'il signale comme pouvant servir à accélérer l'évènement même que la Russie et l'Angleterre ont à coeur de prévenir, si l'existence d'une transaction pareille venait à être connue prématurément de l'Europe et des sujets du Sultan. || Quant à l'objet même de cet échange d'opinions tout intime — la chûte possible de l'Empire Ottoman — ce n'est là sans doute qu'une éventualité incertaine et lointaine. On n'en saurait à coup sûr fixer l'époque, et aucune crise réelle n'est survenue qui en rende imminente la réalisation. Mais enfin elle peut arriver, arriver même inopinément. Sans parler des causes toujours croissantes de dissolution que présente l'état moral, financier, administratif de la Porte, elle peut sortir progressivement de l'une au moins des deux questions

Nr. 5617. Russland. 5. März 1853.

mentionnées par le Ministère Anglais dans sa dépêche secrète. A la vérité, il n'y voit que de simples disputes qui ne dépasseraient pas la portée des difficultés dont s'occupe d'ordinaire la diplomatie. Mais ce genre de disputes là peut néanmoins amener la guerre et avec la guerre les conséquences qu'en appréhende l'Empereur; si, par exemple, dans l'affaire des Lieux Saints l'amour-propre et les menaces de la France, continuant à peser sur la Porte, obligent celle-ci à nous refuser toute satisfaction, et si, d'un autre côté, le sentiment religieux des Grecs Orthodoxes, outragé par les concessions faites aux Latins, soulève contre le Sultan l'immense majorité de ses sujets. Quant à l'affaire du Monténégro, on peut heureusement aujourd'hui, d'après les dernières nouvelles, la regarder comme arrangée. Mais au moment où l'Empereur a eu son entretien avec Sir Hamilton Seymour, on pouvait craindre que la question ne prît une tournure des plus graves. Ni nous ni l'Autriche n'aurions pu permettre la dévastation prolongée ou la soumission forcée du Monténégro, pays resté jusqu'ici dans une indépendance effective de la Porte, pays auquel notre protection s'étend depuis plus d'un siècle. Les horreurs qui s'y commettent, celles que le fanatisme Ottoman à étendues, il y a peu de temps, sur la Bulgarie, la Bosnie et la Herzégovine, ne faisaient que trop prévoir aux autres provinces Chrétiennes de la Porte que le même sort les attendait. Elles étaient de nature à provoquer le soulèvement général des Chrétiens qui vivent sous le sceptre de l'Empire Turc, et à précipiter sa ruine. Ce n'est donc pas, tant s'en faut, une question oiseuse et imaginaire, une éventualité trop lointaine, que les préoccupations de l'Empereur ont signalée à l'attention de la Reine son alliée. || En présence de l'incertitude et de la caducité de l'état actuel des choses en Turquie, le Cabinet Anglais exprime le désir qu'il soit fait usage envers la Porte de la plus grande longanimité. L'Empereur a la conscience de n'avoir jamais agi autrement. Le Cabinet Anglais en convient lui-même. Il adresse à l'Empereur sur les nombreuses preuves de modération qu'il a données jusqu'à ce jour, des éloges que Sa Majesté n'acceptera point parcequ'elle n'a fait qu'obéir en cela à ses convictions impérieuses. Mais, pour que l'Empereur puisse continuer à concourir à ce même système de longanimité, s'abstenir de toutes démonstrations, de tout langage péremptoire, il faudrait que ce système fût suivi également par toutes les Puissances à la fois. La France en a adopté un autre. C'est par la menace qu'elle a obtenu, contre la lettre des Traités, l'admission d'un vaisseau de guerre dans les Dardanelles. C'est à la bouche du canon qu'elle a présenté par deux fois ses réclamations et demandes d'indemnités à Tripoli, puis à Constantinople. C'est encore par l'intimidation que, dans la contestation des Lieux Saints, elle a amené l'annulation du firman et celle des promesses solennelles que le Sultan avait données à l'Empereur. Devant tous ces actes de prépotence l'Angleterre a gardé un silence complet. Elle n'a fait ni offres d'appui à la Porte, ni remontrances au Gouvernement Français. La conséquence en est toute claire. La Porte a dû nécessairement en conclure que de la France seule elle a tout

à espérer, comme à craindre, et qu'elle peut impunément éluder les réclamations de l'Autriche et de la Russie. C'est ainsi que la Russie et l'Autriche, afin d'obtenir justice, se sont vues à leur tour, contre leur gré, obligées d'agir par l'intimidation, puisqu'elles ont affaire à un Gouvernement qui ne cède que devant une attitude péremptoire; et c'est ainsi que par sa faute, ou plutôt par celle de ceux qui l'ont d'avance affaiblie, la Porte est poussée dans une voie qui l'affaiblit encore davantage. Que l'Angleterre s'emploie donc à lui faire entendre raison. Qu'au lieu de s'unir à la France contre les justes réclamations de la Russie, elle se garde d'appuyer, ou même de paraître appuyer, les résistances du Gouvernement Ottoman. Qu'elle soit la première à inviter celui-ci, comme elle-même le juge essentiel, à traiter ses sujets Chrétiens avec plus d'équité et d'humanité. Ce sera le plus sûr moyen d'épargner à l'Empereur l'obligation de se prévaloir en Turquie de ces droits de protection traditionnelle dont il n'use que malgré lui, et de reculer indéfiniment la crise que l'Empereur et Sa Majesté la Reine tiennent également à prévenir. || En somme l'Empereur ne peut que se féliciter d'avoir provoqué entre elle et lui cet échange intime de confidences. Il y a trouvé de précieuses assurances, dont il prend acte avec une vive satisfaction. Les deux Souverains se sont dit franchement ce que, dans l'hypothèse extrême dont ils traitent, leurs intérêts respectifs ne sauraient comporter. L'Angleterre comprend que la Russie ne saurait permettre à Constantinople l'établissement d'une Puissance Chrétienne assez forte pour la contrôler et l'inquiéter. Elle déclare que, pour elle-même, elle renonce à toute intention ou désir de posséder Constantinople. L'Empereur désavoue également tout désir ou dessein de s'y établir. L'Angleterre promet qu'elle n'entrera dans aucun arrangement tendant à statuer sur les dispositions à prendre dans le cas de la chûte de l'Empire Turc sans s'en être préalablement concerté avec l'Empereur. L'Empereur, de son côté, contracte volontiers le même engagement. Comme il sait qu'en pareille occurrence, il peut également compter sur l'Autriche, engagée par ses promesses à se concerter avec lui, il envisage avec moins de crainte la catastrophe que son désir sera toujours de conjurer et d'éloigner autant qu'il pourra dépendre de lui. || Non moins précieux lui ont été les témoignages d'amitié et de confiance personnelle de la part de Sa Majesté la Reine, dont Sir Hamilton Seymour a été chargé à cette occasion de se rendre l'organe auprès de lui. Il y voit la garantie la plus sûre contre l'avenir que sa prévoyance avait cru devoir signaler à celle du Gouvernement Anglais.

Nr. 5618.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. (Earl of Clarendon) an den königl. Botschafter in St.-Petersburg. — England stimmt den negativen Anschauungen des Kaisers bei, hält aber jedes vorgängige Arrangement für unnütz und gefährlich.

(Secrbt and Confidential.) Foreign Office, March 23, 1853.

Nr. 5618. Gross-britannien. 23. März 1853.

Sir, — Your despatches of the 21st and 22nd ultimo have been laid before the Queen, and I am commanded to express Her Majesty's entire approval of the discretion and judgment displayed by you in the conversations which you had the honour to hold with the Emperor. || I need not assure you that the opinions of His Imperial Majesty have received from Her Majesty's Government the anxious and deliberate consideration that their importance demands; and although Her Majesty's Government feel compelled to adhere to the principles and the policy laid down in Lord John Russell's despatch of the 9th of February, yet they gladly comply with the Emperor's wish that the subject should be further snd frankly discussed. The generous confidence exhibited by the Emperor entitles His Imperial Majesty to the most cordial declaration of opinion on the part of Her Majesty's Government, who are fully aware that, in the event of any understanding with reference to future contingencies being expedient, or indeed possible, the word of His Imperial Majesty would be preferable to any Convention that could be framed. || Her Majesty's Government persevere in the belief that Turkey still possesses the elements of existence, and they consider that recent events have proved the correctness of the opinion expressed in the despatch of my predecessor, that there was no sufficient cause for intimating to the Sultan that he cannot keep peace at home, or preserve friendly relations with his neighbours. || Her Majesty's Government have accordingly learnt, with sincere satisfaction, that the Emperor considers himself even more interested than England in preventing a Turkish catastrophe; because they are convinced that upon the policy pursued by His Imperial Majesty towards Turkey, will mainly depend the hastening or the indefinite postponement of an event which every Power in Europe is concerned in averting. Her Majesty's Government are convinced that nothing is more calculated to precipitate that event than the constant prediction of its being near at hand; that nothing can be more fatal to the vitality of Turkey than the assumption of its rapid and inevitable decay; and that if the opinion of the Emperor, that the days of the Turkish Empire were numbered, became notorious, its downfall must occur even sooner than His Imperial Majesty now appears to expect. || But on the supposition that, from unavoidable causes, the catastrophe did take place, Her Majesty's Government entirely share the opinion of the Emperor, that the occupation of Constantinople by either of the great Powers would be incompatible with the present balance of power

and the maintenance of peace in Europe, and must at once be regarded as impossible; that there are no elements for the reconstruction of a Byzantine Empire; that the systematic misgovernment of Greece offers no encouragement to extend its territorial dominion; and that as there are no materials for provincial or communal government, anarchy would be the result of leaving the provinces of Turkey to themselves, or permitting them to form separate republics. || The Emperor has announced that sooner than permit a settlement of the question by any one of these methods, he will be prepared for war at every hazard; and however much Her Majesty's Government may be disposed to agree in the soundness of the views taken by His Imperial Majesty, yet they consider that the simple predetermination of what shall not be tolerated, does little towards solving the real difficulties, or settling in what manner it would be practicable, or even desirable, to deal with the heterogeneous materials of which the Turkish Empire is composed. || England desires no territorial aggrandizement, and could be no party to a previous arrangement from which she was to derive any such benefit. England could be no party to any understanding, however general, that was to be kept secret from other Powers; but Her Majesty's Government believe that no arrangements could control events, and that no understanding could be kept secret. They would, in the opinion of Her Majesty's Government, be the signal for preperation for intrigues of every description, and for revolts among the Christian subjects of the Porte. Each Power and each party would endeavour to secure its future interests, and the dissolution of the Turkish Empire would be preceded by a state of anarchy which must aggravate every difficulty, if it did not render a peaceful solution of the question impossible. || The only mode by which such a solution could be attempted would be that of an European Congress, but that only affords an additional reason for desiring that the present order of things in Turkey should be maintained, as Her Majesty's Government cannot without alarm reflect on the jealousies that would then be evoked, the impossibility of reconciling the different ambitions and the divergent interests that would be called into play, and the certainty that the Treaties of 1815 must then be open to revision, when Erance might be prepared to risk the chances of an European war to get rid of the obligations which she considers injurious to her national honour, and which, having been imposed by victorious enemies, are a constant source of irritation to her. || The main object of Her Majesty's Government, that to which their efforts have been and always will be directed is the preservation of peace; and they desire to uphold the Turkish Empire, from their conviction that no great question can be agitated in the East without becoming a source of discord in the West, and that every great question in the West will assume a revolutionary character, and embrace a revision of the Entire social system, for which the continental Governments are certainly in no state of preparation. || The Emperor is fully cognizant of the materials that are in constant fermentation beneath the surface of society,

Nr. 5618. Gross-britannien. 23. März 1853.

and their readiness to burst forth even in times of peace; and His Imperial Majesty will probably, therefore, not dissent from the opinion that the first cannon-shot may be the signal for a state of things more disastrous even than those calamities that war inevitably brings in its train. || But such a war would be the result of the dissolution and dismemberment of the Turkish Empire; and hence the anxiety of Her Majesty's Government to avert the catastrophe. Nor can they admit that the signs of Turkish decay are now either more evident or more rapid than of late years: there is still great energy and great wealth in Turkey; a disposition to improve the system of government is not wanting; corruption, though unfortunately great, is still not of a character, nor carried to an extent, that threatens the existence of the State; the treatment of Christians is not harsh, and the toleration exhibited by the Porte towards this portion of its subjects might serve as an example to some Governments who look with contempt upon Turkey as a barbarous Power. || Her Majesty's Government believe that Turkey only requires forbearance on the part of its allies, and a determination not to press their claims in a manner humiliating to the dignity and independence of the Sultan, — that friendly support, in short, that, with States as with individuals, the weak are entitled to expect from the strong, — in order not only to prolong its existence, but to remove all cause of alarm respecting its dissolution. || It is in this work of benevolence and of sound European policy that Her Majesty's Government are desirous of cooperating with the Emperor; they feel entire confidence in the rectitude of His Imperial Majesty's intentions and as they have the satisfaction of thinking that the interests of Russia and England in the East are completely identical, they entertain an earnest hope that a similar policy there will prevail, and tend to strengthen the alliance between the two countries, which it is alike the object of Her Majesty and Her Majesty's Government to promote. || You will give a copy of this despatch to the Chancellor, or to the Emperor, in the event of your again having the honour to be received by His Imperial Majesty. || I am, &c.

Clarendon.

Nr. 5619.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Der Kaiser äussert sich über die englische Antwort mit einigen Reserven befriedigt.

(Secret and Confidential.)

(Extract.) St.-Petersburgh, April 20, 1853.

Nr. 5619. Gross-britannien. 20. April 1853.

The Emperor on rising from table when I had the honour of dining at the Palace on the 18th instant, desired me to follow him into the next room. || His Majesty then said, that he had wished to state to me the real and

sincere satisfaction which he received from your Lordship's despatch marked Secret and Confidential of the 23rd ultimo. || It had been, His Majesty said, most agreeable to him to find that the overtures which he had addressed to Her Majesty's Government had been responded to in the same friendly spirit in which they were made; that, to use a former expression, there was nothing in which he placed so much reliance as "la parole d'un gentilhomme"; that he felt that the relations of the two Courts stood upon a better basis now that a clear understanding had been obtained as to points which, if left in doubt, might have been productive of misintelligence, and, as His Majesty was pleased to add, he felt obliged to me for having contributed towards bringing about this friendly *entente.* || And His Majesty said, I beg you to understand that what I have pledged myself to will be equally binding upon my successor; there now exist memorandums of my intentions, and whatever I have promised, my son, if the changes alluded to should occur in his time, will be as ready to perform as his father would have been. || The Emperor proceeded to state that he would very frankly offer an observation or two — it might be a criticism — on your Lordship's despatch. || The despatch spoke of the fall of the Turkish Empire as an uncertain and distant event: he would remark that the one term excluded the other; uncertain it was certainly, but for that reason not necessarily remote: he desired it might be, but he was not sure that it might so prove. || His Majesty desired further to observe that he could not doubt that Her Majesty's Government had taken too favourable a view of the state of the Christian population in Turkey; the Sultan might have intended to better their condition, might have given orders in that sense; but he was quite certain that his commands had not been attended to. || Upon my remarking that Her Majesty's Government were understood to receive very accurate reports of what passes in Turkey, the Emperor replied with considerable animation that he called this fact in question; that he believed on the contrary that some of the English Consular agents were incorrect in their reports: he would only refer to Bulgaria; the greatest discontent prevailed there, and His Majesty would affirm that were it not for his continued efforts to repress the manifestation of feelings of the sort, the Bulgarians would some time since have been in insurrection. || His Majesty proceeded to contrast the threatening attitude which had been assumed by Count Leiningen with the peaceable character of Prince Menchikoff's mission, not, however, that he desired to blame the Emperor of Austria, a noble Prince, whom he loved sincerely, and all of whose acts he approved; the difference existed in circumstances, and when Montenegro was threatened with utter devastation, the Emperor of Austria was obliged to act with energy; His Majesty would, he said, have acted in the same manner. || I am desirous of remarking here, that part of the Emperor's observations were, it was obvious, addressed to me personally, and were intended as a reply as well to an allusion which I had made as to religious intolerance in Tuscany, as to my comments to the Chancellor

Nr. 5619. Grossbritannien. 20. April 1853.

upon the conduct of the Austrian Cabinet with regard to the late confiscatory measures in Lombardy. || His Majesty, after observing that according to the accounts just received (those of the 29th ultimo) little or no progress had been made towards an adjustment of difficulties at Constantinople, said that as yet he had not moved a ship or a battalion; that he had not done so from motives of consideration for the Sultan and from economical motives; but that he would repeat that he had no intention of being trifled with, and that if the Turks did not yield to reason, they would have to give way to an approach of danger. || I ventured to remark to the Emperor, that it was only by the despatches just arrived that he had received intelligence of the landing at Pera of the French Ambassador, who was understood to be a party to the arrangements about to be concluded; the indirect answer, however, returned to me by His Majesty, and the expressions which he used, lead me to apprehend that this consideration did not receive the attention of which in fairness it appears to me deserving.

Nr. 5620.

RUSSLAND. — Memorandum zum Abschluss der Besprechungen.

Nr. 5620. Russland. 15. April 1853.

L'Empereur a pris connaissance avec une vive satisfaction de la dépêche de Lord Clarendon du 23 Mars. Sa Majesté se félicite de voir que ses vues et celles du Cabinet Anglais coincident entièrement au sujet des combinaisons politiques qu'il faudrait principalement éviter pour le cas extrême où viendrait à s'accomplir en Orient l'éventualité que la Russie et l'Angleterre ont également à coeur de prévenir, ou au moins de reculer dans l'avenir le plus lointain possible. Partageant en général les opinions émises par Lord Clarendon sur la nécessité du maintien prolongé en Turquie de l'état de choses actuel, l'Empereur ne saurait cependant se dispenser de relever ici un point de détail, qui lui fait supposer que les informations reçues par le Gouvernement Britannique ne sont pas tout-à-fait d'accord avec les nôtres. Il s'agit de l'humanité et de la tolérance dont la Turquie ferait preuve dans sa manière de traiter ses sujets Chrétiens.

Abstraction faite de bien d'autres exemples antérieurs du contraire, il est pourtant de notoriété qu'en dernier lieu les cruautés commises par les Turcs en Bosnie ont forcé des centaines de familles Chrétiennes à chercher refuge en Autriche. Au reste, sans vouloir entrer ici en discussion sur les symptomes plus ou moins palpables de décadence que présente la Puissance Ottomane, ou le plus ou moins de vitalité que peut conserver sa constitution intérieure, l'Empereur conviendra volontiers que le meilleur moyen de soutenir la durée du Gouvernement Turc, est de ne point le fatiguer par des exigences impé-

rieuses appuyées d'une manière humiliante pour son indépendance et sa dignité. Sa Majesté est disposée, comme elle l'a été constamment, à agir dans ce système, bien entendu toutefois que la même règle de conduite sera observée indistinctement et unanimement par chacune des Grandes Puissances, et qu'aucune d'elles n'abusera de la faiblesse de la Porte pour en obtenir des concessions qui tourneraient au détriment des autres. Ceci posé, l'Empereur se déclare prêt à travailler de concert avec l'Angleterre à l'oeuvre commune de prolonger l'existence de l'Empire Turc, en écartant toute cause d'alarmes au sujet de sa dissolution. Il accueille avec empressement les témoignages que lui offre le Cabinet Britannique d'une pleine confiance dans la droiture de ses sentiments, et l'espoir que, sur cette base, son alliance avec l'Angleterre ne pourra que se fortifier*).

Nr. 5620. Russland. 15. April 1853.

St.-Pétersbourg, le $\frac{3}{15}$ Avril, 1853.

Nr. 5621.

TÜRKEI. — Officielle Notifikationen, betreffend Zinsenreduktion der Staatsschuld.

a.

Constantinople, le 6 Octobre, 1875.

Tout le monde a pris connaissance du déficit du budget des recettes et des dépenses de l'Empire Ottoman publié dans la présente année, déficit qui a dépassé le chiffre de cinq millions de livres; bien plus, on ne saurait se dissimuler que le même déficit dépasserait encore ce chiffre, si on le soumettait à un nouvel examen. En présence de cette situation, l'habitude d'avoir recours à un emprunt avec la Banque pour le payement à temps du coupon des emprunts, et de contracter ainsi une dette pour en rembourser une autre, a abouti à rien moins qu'à grossir de jour en jour le déficit, aussi bien qu'à ébranler à la fin la confiance des actionnaires. Le système qu'on a ainsi suivi, et la confiance disparue, sont parvenus à un degré tel qu'il se trouve être amplement constaté par l'état de la Bourse et le cours des fonds, ainsi que par les pertes que les détenteurs de nos obligations éprouvent du chef de leur capital aujourd'hui. Tant que la Sublime Porte n'aura pas assuré des garanties réelles et solides pour cet objet, il est évident que les propriétaires desdites obligations finiront par tout perdre. Le Gouvernement Impérial déclare de nouveau en toute sincérité que, dans ses intentions loyales et généreuses, il ne saurait en aucun temps tolérer les graves préjudices occasionnés

Nr. 5621. Türkei. 6./10. Oct. 1875.

---

*) Diesem Meinungsaustausche folgte bekanntlich sehr bald der Krimkrieg.
A. d. Red.

Nr. 5621. Türkei. 6./10. Oct. 1875.

aux capitalistes et aux détenteurs dont les capitaux profitent à l'Empire. Quant à la question des garanties, la Sublime Porte déclare, sous la condition de sauvegarder les droits et les priviléges de la Banque, tenir à la disposition des Syndicats qui pourraient être désignés, les revenus généraux des douanes, ceux du sel et des tabacs, ainsi que le tribut de l'Egypte, et en cas d'insuffisance, les produits de la taxe sur les moutons: la sécurité qui résultera de l'affectation immédiate de garanties aussi sérieuses devant écarter la méfiance publique. En conséquence, le Gouvernement Impérial, en vue de ramener la confiance par le parfait équilibre du budget, et se proposant de payer, jusqu'à cinq années révolues, les intérêts, moitié en espèces et moitié en obligations seulement portant cinq pour cent d'intérêt, après avoir enfin mûrement délibéré sur la nécessité impérieuse de réduire à moitié le coupon, déclare officiellement qu'il a décidé de payer, à partir de ce jour, la moitié seulement de l'équivalent en espèces de chaque coupon.

b.

Constantinople, le 7 Octobre, 1875.

A dater de ce jour, c'est à dire du 6 Octobre, 1875, et pendant une période de cinq ans, la moitié des intérêts et de l'amortissement des dettes intérieures et extérieures, dont le service annuel monte à environ quatorze millions de livres, est et demeure supprimée. En dédommagement du non payement de ces sept millions de livres, il sera payé une somme calculée à raison de cinq pour cent, somme dont la quotité sera de 350,000 livres par an. Les titres provisoires, qui seront délivrés pour cet objet, auront cours pendant cinq ans seulement, et serviront de garantie au payement, pour chacune de ces cinq années, de ladite somme exclusivement de 350,000 livres.

c.

Constantinople, le 10 Octobre, 1875.

La Déclaration de la Sublime Porte du 6 Octobre, 1875, avec la note explicative qui l'accompagnait, ayant été l'objet de diverses interprétations, tant à la Bourse que de la part de plusieurs capitalistes et maisons de banque, le Gouvernement Impérial, pour éviter à l'avenir toute équivoque, et en vue de donner, une fois pour toutes, des explications catégoriques définitives, déclare ce qui suit: —

1. A dater de ce jour, les intérêts et l'amortissement des dettes intérieures et extérieures de l'Empire sont réduits à moitié pour un terme de cinq ans.

2. Le payement de ces coupons se fera de la manière suivante: La première moitié intégralement en espèces, et la seconde moitié en nouveaux titres portant cinq pour cent d'intérêts payables également en espèces, simultanément avec les échéances de la première moitié.

3. Les garanties affectées tant au payement intégral en espèces de la première moitié, qu'au payement du dit cinq pour cent d'intérêts, consistent

en les revenus totaux des douanes, en ceux du tabac et du sel, ainsi qu'au tribut d'Egypte; et, en cas d'insuffisance, il y sera parfait sur les taxes des moutons.

Nr. 5621. Türkei. 6./10. Oct. 1875.

4. Si, à l'expiration des dites cinq années, la susdite seconde moitié du coupon transformée en un capital portant cinq pour cent n'était pas remboursée, il y aura une nouvelle prolongation de délai, jusqu'à la parfaite extinction du plus prochain emprunt extérieur dont les garanties, se trouvant dès lors dégagées, serviront au remboursement intégral dudit cinq pour cent, intérêts et amortissement compris.

Nr. 5622.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. (Safvet-Pascha) an den englischen Botschafter in Konstantinopel (Sir H. Elliot). — Ausnahme für das von England und Frankreich garantirte Anlehen von 1855.

Sublime Porte, le 6 Octobre, 1875.

Nr. 5622. Türkei. 6. Oct. 1875.

M. l'Ambassadeur, — Pour faire suite à ma lettre de ce jour concernant la déclaration de la Sublime Porte au sujet de la réduction du coupon des dettes intérieures et extérieures de l'Empire Ottoman, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que cette mesure restrictive ne devra nullement être appliquée à l'emprunt de 1855 garanti par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et que le service des intérêts de cet emprunt continuera à se faire comme par le passé. || Je prie votre Excellence de vouloir bien prévenir son Gouvernement de ce qui précède, afin que cette décision de la Sublime Porte soit portée sans retard à la connaissance des contractants de l'emprunt dont il s'agit. || Veuillez, &c.

Safvet.

Nr. 5623.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London (Musurus-Pascha). — Circular, betreffend die Zinsenreduction.

Sublime Porte, Ministère des Affaires Etrangères,
le 7 Octobre, 1875.

Nr. 5623. Türkei. 7. Oct. 1875.

M. l'Ambassadeur, — Ma dépêche télégraphique du 6 Octobre vous a fait connaître la promulgation des réformes radicales et indispensables que la Sublime Porte est décidée à mettre dès à présent à exécution dans l'Empire. || L'expérience a en effet constaté l'inefficacité de l'application de l'impôt du

Nr. 5623. Türkei. 7. Oct. 1875. quart de la dîme perçu en sus de celui de la dîme proprement dite, et de la perception en bloc des arriérés qu'on a voulu essayer dès l'année dernière. || L'exiguité relative des ressources agricoles actuelles destinées à prendre un développement progressif dans un prochain avenir n'a pas permis de maintenir cette redevance du quart de la dîme qui, au lieu de profiter aus Trésor dans la mesure à laquelle on croyait devoir s'attendre, n'a, au contraire, amené qu'un malaise plus accentué que par le passé et tendant à tarir de plus en plus les ressources de l'agriculture au détriment des intérêts des populations. Il en a été de même pour les arriérés dont le prélèvement exigé par la loi n'a non-seulement pu satisfaire aux exigences du Trésor, mais encore a été de nature à provoquer certaines mesures vexatoires qui ont forcément échappé à la répression légale, et une plus grande gêne aux contribuables déjà placés dans une situation difficile par rapport au payement des autres impôts. || Sa Majesté Impériale, notre auguste Maître, justement ému de cet état de choses, a voulu, dans ses sentiments de magnanimité et de haute sollicitude pour ses sujets, alléger les charges les plus lourdes imposées au pays; et, en vertu de ses ordres Souverains, la Sublime Porte vient de décider, à l'instar de l'Ile de Crète, l'abolition du quart de dîme dont il s'agit, ainsi que la remise entière de la totalité des arriérés dus jusqu'à l'année 1873, sans restriction aucune, dans toutes les parties de l'Empire. || Cette preuve éclatante et spontanée des sentiments généraux de Sa Majesté Impériale est au-dessus de tout commentaire, et sera, nous en sommes persuadés, dûment et hautement appréciée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. || Mais tout ceci n'est encore que le précurseur d'autres améliorations importantes et réconnues nécessaires, telles que la transformation du système de la dîme en impôt foncier, l'envoi de *missi dominici* dans les provinces, un mode plus équitable de l'élection des membres des Conseils Provinciaux, &c., toutes choses qui ne tarderont pas à être successivement introduites dans toutes les branches de l'Administration. || Ainsi, les fidèles et loyaux sujets du Sultan, exonérés immédiatement des plus lourdes redevances qui pesaient sur eux, et dégagés dès lors de toutes les entraves qui auraient pu paralyser la production agricole, trouvent désormais un vaste champ pour l'extension de leurs ressources et pour l'essor, par conséquent, de la prospérité générale de l'Empire. || Mais, d'un autre côté, les sommes considérables destinées au service du coupon de nos dettes intérieures et extérieures n'étant point en harmonie avec l'équilibre budgétaire, et l'accumulation des intérêts des divers emprunts contractés jusqu'à ce jour ayant augmenté, au-delà de toute prévision, les chapitres des dépenses, toutes ces circonstances, jointes à la diminution d'une partie des recettes par suite de l'abolition des mesures restrictives précitées, ne laissent pas que d'affecter d'une manière très sensible, au point de vue fiscal, l'économie du budget. || Comme conséquence inévitable de ces nouvelles améliorations, les recettes générales suivront nécessairement une progression ascendante, en proportion du développement futur des ressources de l'Empire. Mais il n'en est pas moins vrai que la gêne,

qui existait dès l'origine, et qui s'est accrue de jour en jour, pèsera d'une façon très lourde sur le Trésor, qui se voit placé, d'un côté, en face de la perspective séduisante de l'augmentation de ses revenus par suite des réformes accomplies et à décréter, mais, de l'autre, en celle de la nécessité impérieuse de satisfaire aux engagements du Gcuvernement et aux exigences de la situation actuelle. || La loyauté traditionnelle de la Sublime Porte on ce qui concerne particulièrement l'exécution ponctuelle de ses obligations vis-à-vis des créanciers de l'Etat, pèsera plus que jamais sur tous ses actes, sur tous ses déterminations, relatifs à ces engagements sacrés. Le Gouvernement Impérial préférerait, nous n'hésitons pas à le déclarer ici, succomber sous le poids des sacrifices les plus écrasants plutôt que de transiger avec tout ce qui serait de nature à forfaire à sa dignité et à sa haute réputation. || Mûs par ces sentiments, et eu égard aussi aux considérations primordiales qui ont dû nous guider dans la question d'établir un équilibre sérieux dans le budget de l'Etat, en présence surtout de l'impossibilité pour ainsi dire absolue de créer de nouvelles ressources pour combler les lacunes sous peine d'aggraver gratuitement et sans aucune utilité pratique la situation déjà pénible de tous les contribuables de l'Empire; en présence, enfin, du temps matériel que réclameront nécessairement l'adoption et la mise en vigueur dans l'avenir, ainsi qu'il a été dit plus haut, de toutes les mesures administratives et d'utilité publique, ayant pour but d'augmenter les revenus du Trésor, nous n'avons pu, après mûre délibération, et après avoir pesé toutes les conséquences qni pourraient en résulter, trouver d'autre moyen que celui d'exposer en toute franchise notre situation, comme nous venons de le faire, et de prendre une mesure radicale qui pourrait, il est vrai, froissser pour le moment certains intérêts, et amener même une certaine perturbation dans le cours de nos fonds, mais qui, en face des considérations urgentes du salut public dans l'Empire Ottoman, et du maintien même de l'équilibre Européen, qui, à notre avis, s'y rattache essentiellement, est destinée à assurer une fois pour toutes le crédit de l'Etat et le fonctionnement régulier de l'Administration. || Le budget publié cette année accuse, et c'est de notoriété publique, un déficit de plus de 5,000,000*l.* Dans l'état actuel des choses, ce déficit, on ne saurait le nier, ira en augmentant; car on se voit obligé, à chaque échéance du coupon, de recourir à des emprunts plus ou moins onéreux pour en payer les intérêts et l'amortissement, ce qui ne manquera pas à un moment donné d'ébranler sérieusement la confiance des détenteurs et autres capitalistes qui se voient déjà lésés dans leurs intérêts par les variations brusques des fonds et les spéculations hasardées de la Bourse. || Un tel état anormal ne saurait évidemment disparaître qu'autant que des garanties sérieuses et incontestables seraient assurés aux détenteurs de nos fonds publics, ainsi qu'aux contractants de nos emprunts. || La mesure radicale dont nous venons de faire mention, et qui a été portée à votre connaissance par mon télégramme du 6 de ce mois, consiste, comme vous l'avez vu, en la réduction, dès à présent, à moitié du payement des

Nr. 5623. Türkei. 7. Oct. 1875.

échéances du dit coupon, dont le service sera garanti par les revenus totaux des Douanes, du sel, et du tabac, ainsi que du tribut d'Egypte. Ce payement, vous le n'ignorez pas, se fera pendant cinq années, moitié en espèces et moitié en obligations portant 5 pour cent d'intérêt. En cas où les garanties précitées seraient insuffisantes, le Gouvernement s'empressera d'y parfaire sur les revenus des moutons. || Toutes ces recettes seront mises dès aujourd'hui à la disposition des syndicats qui pourraient être institués pour cet objet, sous la condition bien entendue du maintien des droits et des priviléges de la Banque Impériale Ottomane. || Par ce moyen le crédit sera assuré, le budget équilibré par de solides garanties, et la méfiance et le malaise général disparaîtront sans retour. || Nous avons le ferme espoir que les considérations qui précèdent et les mesures impérieusement dictées par notre situation actuelle trouveront un appui moral efficace auprès du Gouvernement de Sa Majesté Britannique. || Les sentiments d'amitié sincère à notre égard et le vif intérêt qu'il n'a cessé de porter à tout ce qui touche la prospérité et le progrès de l'Empire Ottoman nous sont un sûr garant que notre appel franc et loyal sera entendu par lui avec la bienveillance et la haute impartialité qui le caractérisent. || Je laisse à votre tact et à votre savoir-faire le soin de tenir le langage voulu dans le sens de cette dépêche en vue de redresser les appréciations erronées qui pourraient se produire autour de vous. || Vous voudrez bien également donner lecture de cette pièce à son Excellence le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique et lui en laisser copie, s'il le désire. || Veuillez, &c.

Safvet.

Nr. 5624.

TÜRKEI. — Finanzminister (Jussuf-Pascha) an die Directoren der Kaiserlich Ottomanischen Bank. — Einsetzung eines Syndicats zur Ueberwachung der Zinszahlung.

Nr. 5624. Türkei. 14. Oct. 1875.

Messieurs les Directeurs, — Vous avez constaté par les déclarations de la Sublime Porte la volonté formelle du Gouvernement Impérial de maintenir dans toute leur intégrité les droits et les priviléges de la Banque Impériale Ottomane qui découlent des stipulations de ses Conventions officielles. || Vous avez été non moins complètement édifiés par suite des explications loyales de Son Altesse le Grand Vézir sur la nécessité impérieuse de la mesure financière qui vient d'être décrétée par la Sublime Porte, au sujet du mode de payement des intérêts et de l'amortissement de la Dette Publique de l'Empire, applicable durant une période de cinq ans, à dater de ces jours. || Cette mesure avantageuse pour le Trésor, en ce qu'elle permet d'équilibrer son budget dans un très court espace de temps et à le mettre, dès lors, à l'abri de toutes les préoccupations, de

toutes les incertitudes qui ne manqueraient pas de l'assaillir à chaque échéance du coupon et qui auraient fini par ruiner totalement son crédit, au plus grand détriment des créanciers de l'Etat; cette mesure, dis-je, sauvegarde, d'un autre côté, les intérêts des détenteurs de nos fonds, en ce sens qu'elle leur assure des garanties sérieuses pour le payement de ce qui leur est dû, sans attendre la réalisation d'emprunts onéreux dont l'unique résultat était de grossir de plus en plus le déficit de notre budget et de compromettre gravement l'intérêt et la dignité de la Sublime Porte. ‖ Vous n'ignorez pas non plus, que le Gouvernement Impérial s'est empressé de mettre à la disposition des syndics qui fonctionneront à Constantinople, sous la surveillance et avec la co-opération de la Banque Impériale, les revenus des douanes, du sel et du tabac, ainsi que le tribut d'Egypte, et en cas d'insuffisance les produits de la taxe sur les moutons. ‖ Pour prévenir toute incertitude qui pourrait se produire à cet égard, et pour mettre un moment plutôt à exécution la partie la plus importante de la mesure financière dont il s'agit, à savoir la désignation en chiffres des garanties ci-dessus spécifiées, de manière à assurer la régularité du nouveau mode de payement, je viens, d'ordre de Son Altesse le Grand-Vézir, vous prier, Messieurs, de vous concerter immédiatement avec les comités de la Banque à Paris et à Londres, pour qu'ils aient, d'accord avec les contractants de nos emprunts, à désigner, sans retard, leurs représentants dans le Syndicat de Constantinople auquel seront consignés les revenus désignés à titre de garantie. ‖ Vous voudrez bien également dresser, de concert avec mon département, et conformément aux publications officielles, l'état exact des sommes consacrées tant au payement intégral, en espèces, de la première moitié des coupons et amortissements de nos dettes intérieures et extérieures, qu'au payement, également en espèces, des intérêts des nouveaux titres représentant la seconde moitié des dits coupons et amortissements, et enfin le tableau exact et précis des garanties qui deviendront libres le jour de l'extinction du plus prochain emprunt extérieur et qui seront, dés lors, affectées au remboursement du dit 5 pour cent intérêts et amortissement compris, dans le cas où le même 5 pour cent ne pourrait être remboursé à l'expiration des cinq années, le tout en conformité de ce qui a été dit dans la dernière déclaration de la Sublime Porte en date du 9 de ce mois. ‖ La Banque Impériale Ottomane, tout en s'acquittant de cette mission, reste en même temps chargée de proposer à mon département tous les autres détails d'exécution, afin d'assurer le fonctionnement régulier du nouveau service de la dette publique intérieure et extérieure à dater du 1 Janvier, 1876. ‖ Veuillez, &c.

Constantinople, le $\frac{2}{14}$ Octobre, 1875.

Youssouf.

Nr. 5625.

TÜRKEI. — Memorandum der Pforte an ihre Vertreter im Auslande, betreffend die Finanzmaassregeln.

Nr. 5625. Türkei. 20. Oct. 1875.

Les mesures financières qui viennent d'être édictées par la Sublime Porte étaient commandées par l'impérieuse nécessité de mettre un terme au système des emprunts onéreux et périodiques destinés à combler les déficits budgétaires; système qui, s'il était continué quelque temps encore, aurait amené inévitablement la ruine de l'Etat et celles de ses créanciers. La Sublime Porte, pour conjurer ce péril évident et certain, se trouvait en présence de deux problèmes à résoudre. Le premier était d'arriver à établir l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses; le second, d'éteindre le déficit actuel et de combler les déficits qui devaient encore se produire dans les années suivantes, jusqu'à ce que les mesures adoptées pour équilibrer le budget aient produit tout leur effet. || La première partie de ce programme déjà en voie d'exécution doit être accomplie en peu d'années par le développement des ressources du pays, par les réformes à introduire dans les diverses branches de l'Administration en vue surtout du progrès de l'agriculture, par la transformation de certaines contributions, par l'augmentation constante de revenus de l'Etat, conséquences naturelles de l'accroissement du bien-être des populations agricoles, enfin par un contrôle plus attentif et plus efficace de l'administration financière. Mais ce résultat serait illusoire, si, dans cinq années, époque où la balance exacte entre les recettes et les dépenses sera obtenue, le Gouvernement Impérial se trouvait en présence d'un arriéré composé du déficit actuel et des déficits qui doivent se produire encore durant cette période de restauration financière; c'est-à-dire, si la seconde partie du programme restait sans solution. || Dans cette situation, la Sublime Porte, répudiant l'expédient des emprunts temporaires ou à long terme, qui, loin d'éteindre sa dette, aurait pour effet de la doubler en moins de cinq années; repoussant également la ressource extrême de la réduction de la rente, qui, dans la mesure où elle aurait dû être opérée, eût constitué une perte définitive pour ses créanciers, rejetant enfin toute combinaison d'impôts extraordinaires, qui aurait tari les sources les plus fécondes de la richesse nationale, a résolu de demander à ses créanciers eux-mêmes, c'est-a-dire à la partie la plus intéressée, les moyens de restaurer les finances de l'Empire. || Le sacrifice que le Gouvernement Impérial leur impose consiste simplement à prêter à leur débiteur, à un intérêt avantageux, une partie, soit la moitié de la somme qui doit leur être payée annuellement, sous forme d'intérêts et d'amortissement et cela durant une période de cinq années seulement. Le montant du prêt sera représenté par un titre portant intérêts à raison de 5 pour cent l'an. || Le payement de la première moitié, payable intégralement en espèces, et le service des intérêts attachés aux titres représen-

tatifs de la seconde moitié, également payable en espèces, seront assurés au moyen de revenus spéciaux, qui seront consignés entre les mains de syndics sous la surveillance et avec la coopération de la Banque Impériale Ottomane. || Si, à l'expiration de ces cinq années, le 5 pour cent en question n'était pas remboursé, il y aurait prolongation de délai, aux mêmes conditions d'intérêt, c'est-à-dire, à raison de 5 pour cent de l'an, jusqu'au jour de l'extinction de celui des emprunts extérieurs dont le terme est le plus prochain, et les revenus affectés à cet emprunt, devenus libres, seraient consacrés à l'amortissement de ces titres. || En dehors des dispositions précises qui viennent d'être rappelées, il n'est porté aucune atteinte aux engagements du Gouvernement Impérial envers les tiers. Les droits et priviléges concédés à la Banque Impériale Ottomane, en retour de ses propres obligations, seront respectés, et les opérations nécessaires à la mise à exécution des mesures financières actuelles seront concertées avec cet établissement et exécutées avec son concours dans toutes les circonstances où ses services doivent être utilisés. || Par cette combinaison, la seconde partie du problème qui s'imposait à la sollicitude, à la prévoyance et à la loyauté du Gouvernement Impérial, se trouve accomplie, non au moyen de réductions arbitraires infligeant aux détenteurs de fonds Ottomans une perte définitive, non au moyen d'un impôt permanent sur la rente déguisant une réduction effective, mais au moyen d'un simple ajournement. || Le sacrifice momentané qui est imposé aux créanciers de l'Etat, devenus prêteurs de la moitié des sommes qui doivent leur être payées annuellement durant cinq ans, est largement compensé par la certitude qu'ils acquièrent du payement régulier de la seconde moitié et de l'établissement prochain de l'équilibre budgétaire, seul gage véritablement sérieux et incontestable de la fidèle exécution des engagements financiers d'un Gouvernement. || La Sublime Porte retire de cette mesure loyalement conçue, et qui sera loyalement exécutée, des avantages non moins sensibles et non moins évidents, puisqu'elle conjure le danger, chaque jour plus imminent, d'une suspension forcée de l'exécution de ses engagements, en se procurant, sans frais et sans intermédiaires, près de ses créanciers eux-mêmes, c'est-à-dire, de ceux qui sont les plus intéressés au salut des finances, une somme de 35,000,000 de livres Turques, à des conditions d'intérêt et de remboursement exceptionnellement favorables, et telles que le travail de l'équilibre budgétaire ne peut en être ni entravé ni ralenti. || Le Gouvernement Impérial, ainsi délivré de toute préoccupation financière, et enfin déchargé du lourd fardeau que lui imposait annuellement le système des emprunts successifs, pourra donner tous ses soins et consacrer toutes ses forces aux réformes administratives et au développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie de l'Empire.

Nr. 5626.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Rechtfertigung der Finanzmaassregeln gegenüber den in England erhobenen Vorwürfen.

Sublime Porte, le 17 Novembre, 1875.

Nr. 5626. Türkei. 17. Nov. 1875.

M. l'Ambassadeur, — J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous avez adressée le 21 Octobre dernier à son Excellence Safvet-Pacha, relativement aux récentes mesures financières. ‖ Diverses communications concernant le même objet sont déjà parvenues à votre Excellence, et ont dû lui permettre d'éclairer plus complètement Lord Derby sur le véritable caractère des mesures décrétées et de ramener l'opinion publique à une plus saine appréciation des intentions et des actes du Gouvernement Impérial. Vous devez être aujourd'hui pleinement convaincu, M. l'Ambassadeur, qu'il serait aussi dangereux qu'inoportun de modifier les décisions financières de la Sublime Porte, et que le moindre changement aurait pour effet, non seulement de jeter une nouvelle cause de perturbation dans l'esprit des intéressés, mais d'enlever aux actes du Gouvernemnt Impérial tout crédit et toute autorité. ‖ Vous voudrez bien aussi, M. l'Ambassadeur, faire ressortir aux yeux de Lord Derby l'impossibilité où se trouvait le Gouvernement Impérial d'établir une ligne de démarcation entre les détenteurs de la dette extérieure et ceux de la dette intérieure sous peine d'être taxé d'un esprit d'économie mal entendue et surtout d'un parti pris de léser les intérêts des uns au détriment des autres. Il est vrai que les emprunts extérieurs sont dotés d'un amortissement qui se trouve atteint par les mesures actuelles, tandis que la dette générale n'est touchée que dans le mode de payement de ses coupons d'intérêt. ‖ Mais il est à remarquer que les titres des emprunts extérieurs qui sortiront aux tirages dans la période de cinq années seront payés moitié en espèces et moité en un titre doté lui-même d'un amortissement certain et régulier, d'où il suit que le détenteur, au lieu d'être frappé, comme on s'est plû à le croire au premier abord, d'une répudiation complête ou d'une réduction temporaire, ne subit en définitive qu'un simple ajournement; de la même façon que si l'on avait décidé que durant les cinq années on ne ferait plus sortir de la roue que la moitié des numéros préscrits par les Conventions. Votre Excellence saisira certainement cette occasion pour rappeler soit à sa Seigneurie soit aux intéressés qui s'adresseraient à elle, soit enfin aux organes de l'opinion publique, que la Dette Générale a été privée de l'amortissement qui lui était acquis par voie de rachat, et qu'on ne saurait légitimement aggraver le sort des détenteurs de ce fonds, en faisant peser sur eux une plus lourde charge, dans l'exécution de la mesure de salut que le Gouvernement Impérial a été obligé d'adopter. ‖ En ce qui touche les affectations spéciales que les intéressés reprochent au

Gouvernement Impérial d'avoir méconnues à leur détriment, vous n'aurez pas manqué déjà, M. l'Ambassadeur, de leur faire constater combien ce reproche est mal fondé, en présence des garanties nouvelles et collectives que le Gouvernement Impérial met à la disposition des Syndics qui doivent être désignés par les représentants des détenteurs de fonds Ottomans. C'est la réalité mise à la place d'une fiction. Je dis une fiction, puisque, si l'on compare le cours de la dette générale avec les cours des dettes extérieures dotées d'affectations spéciales, on constate une parfaite parité de crédit, sur tous les marchés de l'Europe, entre ces deux valeurs, en tenant compte des conditions différentes d'intérêt et du dégré d'avancement de l'amortissement, d'où il suit que jamais ces affectations n'ont eu aucune influence sur la tenue des cours, tandis que les garanties actuelles étant réelles et effectives doivent exercer une influence marquée sur le crédit de la Turquie et sur la confiance publique. || Je vous prie, M. l'Ambassadeur, d'utiliser ces considérations tant dans vos entretiens avec Lord Derby et dans vos rapports avec les financiers Anglais, qu'auprès des organes influents de la presse. || Je vous prie, M. l'Ambassadeur, d'exprimer en même temps à Lord Derby de la part de son Altesse le Grand-Vézir, toute sa gratitude pour les marques de bienveillance et de sympathie qu'il a bien voulu donner au Gouvernement Impérial à l'occasion des dernières mesures financières, et en particulier pour la déclaration qu'il s'est plû à faire à la députation des détenteurs de nos fonds, déclaration qui a fait l'objet du dernier télégramme de votre Excellence. || Sa Seigneurie doit être absolument certaine que la Sublime Porte ne séparera jamais ses intérêts de ceux de ses créanciers qui lui sont chers à plus d'un titre. || Veuillez, &c.

Nr. 5626. Türkei. 17. Nov. 1875.

Artin Dadian.

Nr. 5627.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Mittheilung, betreffend Ueberweisung der Zolleinnahmen in Konstantinopel zur Deckung der Zinszahlungen.

Constantinople, January 12, 1876.

Nr. 5627. Gross-britannien. 12. Jan. 1876.

My Lord, — I have the honour to inclose the translation of a very important letter which has been addressed by the Grand-Vizier to the Imperial Ottoman Bank. || The Bank is to be authorized to incash, for the service of the public debt, the whole of the revenues of the Custom-house of Constantinople, after deducting the expenses of that administration, and is to appoint one of its own officers to control its accounts. || This is an addition to the other revenues guaranteed by the Iradé of October to the service of the debt,

Nr. 5627. Grossbritannien. 12. Jan. 1876.

which the Government divests itself of applying to any other purpose. || I have, &c.

Henry Elliot.

Beilage.

Extract from "La Turquie".

Nous reproduisons ci-après la lettre que son Altesse le Grand-Vézir vient d'adresser, à la date du 9 Janvier, à la Banque Impériale Ottomane, au sujet de l'exécution des dernières mesures financières. Ce document est de ceux qui sont au-dessus de l'éloge et rendent tout commentaire superflu. Nous exprimerons seulement une observation qui viendra à l'esprit de tous les lecteurs; c'est que l'énergie du Gouvernement pour faire face à ses nouveaux engagements défie toute défaillance. || Des affectations spéciales avaient garanti les paiements à effectuer. Mais les revenus formant ces affectations étaient partiellement engagés, de telle sorte qu'ils n'ont pas été suffisants pour l'objet auquel ils étaient destinés. Que fait le Gouvernement? Il comble la différence avec ses propres ressources. C'est ainsi que nous voyons pour la première fois le Trésor assurer le service de la dette sans avoir recours aux emprunts. C'est là un fait considérable. Il est la meilleure réponse aux commentateurs malveillants, aux appréciations pessimistes qui, dans ces derniers temps, se sont donné libre carrière. || On remarquera que par les dispositions de la lettre du Grand-Vézir, ainsi que grâce au concours que la Banque Impériale Ottomane ne manquera pas de prêter aux intentions loyales du Gouvernement, le service de la dette publique est désormais assuré et garanti. || Son Altesse Mahmoud Pacha n'a qu'à poursuivre son oeuvre avec la force de volonté dont il a donné tant de preuves. Tous les amis de l'Empire sont avec lui.

Son Altesse le Grand-Vézir à la direction de la Banque Impériale Ottomane.

Messieurs, — Vous n'ignorez pas qu'aux termes de la déclaration faite et publiée par la Sublime Porte le 6 Octobre, 1875, en vertu d'un Iradé Impérial, la moitié des intérêts et des amortissements de la dette publique de l'Empire doit se faire pendant une période de cinq ans en espèces, et l'autre moitié en nouvelles obligations 5 pour cent, dont les intérêts payables également en espèces; que tous ces paiements ont été garantis par le tribut d'Egypte et par les revenues des Douanes, du sel et du tabac, revenus auxquels on devra ajouter en cas d'insuffisance la partie nécessaire de la taxe sur les moutons; qu'ainsi des garanties réelles ont été données aux contractants de nos emprunts et aux porteurs de nos obligations; qu'enfin il a été décidé de consigner les fonds des dites affectations à la Banque Impériale Ottomane et aux Syndics qui doivent être nommés à cet effet pour fonctionner sous la surveillance et avec la coopération de la même Banque. || Vu le court intervalle de temps qui restait entre la date de la dite déclaration officielle et celle du coupon

de Janvier 1876, le Gouvernement Impérial, voulant pendant cet espace de deux mois et demi assurer à temps et intégralement ce service, a fait remettre, par le Ministère Impérial des Finances à la Banque Ottomane, 2,000,000*l.* sterling, prélevées non-seulement sur les affectations en question, mais encore sur d'autres revenus de l'Empire. || Ces 2,000,000*l.* sterling se décomposent ainsi qu'il suit: || Six cent et tant de mille livres sterling pour les échéances des Emprunts de 1860, 1862, 1864 et 1865; || Sept cent et tant de mille livres sterling pour donner des facilités aux contractants des avances dont le terme a été prolongé; || Six cent mille livres sterling pour le service du coupon de la dette générale, 5 pour cent échéant le $\frac{1}{13}$ Janvier, 1876. || Outre ces versements, le Trésor Impérial a payé, aux fondés de pouvoirs des contractants des bons du Trésor, 100,000*l.* sterling. De même il s'est proposé d'acheter pour 100,000*l.* dont il a payé déjà la moitié, ceux des coupons de la dette générale qui doivent être remboursés à Constantinople. || A l'heure qu'il est il ne reste plus à payer pour le service du coupon à Constantinople que 170,000*l.* sterling et pour celui des bons du Trésor 100,000*l.* sterling. Le terme de ces derniers payements n'étant pas encore expiré, et dès lors la Banque Impériale ayant encore du temps devant elle pour y parfaire sur ses affectations, il n'existe donc plus pour elle la moindre difficulté. || De ce qui précède vous comprendrez aisément, Messieurs, que tout le service précité ayant été dès à présent assuré sur les revenus déjà donnés en garanties et sur certains autres en dehors de ces affectations, et ce à cause du très court intervalle de temps, vous comprendrez, dis-je, que le moment est arrivé, d'après le principe arrêté par le Gouvernement Impérial, de laisser pour l'avenir également, à la Banque Ottomane, le soin de garantir aux porteurs de nos obligations, pour le service du coupon et de l'amortissement de la dette publique de l'Empire, les affectations qui ont été spécifiées dans la susdite déclaration officielle du 6 Octobre, 1875, sans que le Gouvernement puisse leur donner une autre destination. || En conséquence, la Banque est autorisée en vertu d'un Iradé Impérial à se faire consigner entre les mains, à dater de ce jour, tous les revenus de l'administration impériale des contributions indirectes, après en avoir déduit les dépenses de cette administration, ainsi que le service de peu d'importance du coupon des Séhims et autres qui se fait jusqu'à ce jour et dont le chiffre est connu. Le tout sans préjudice de ce qui a été mentionné dans la même déclaration du 6 Octobre relativement aux Syndics. || L'administration précitée vient de recevoir des ordres dans ce sens. || De son côté la Banque Impériale Ottomane est invitée à se mettre, sans retard, en mesure de remplir cette mission en désignant un de ces employés, chargé de contrôler d'une manière permanente le mouvement et les comptes des caisses de la Douane de Constantinople pour le versement intégral entre ses mains de l'excédant des recettes, sans avoir nullement le droit de s'immiscer dans les affaires de l'administration dont il s'agit. || Veuillez, &c.

Nr. 5628.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Unterstützung der Insurrection in der Herzegowina durch Montenegro.

Pera, January 30, 1876.

Nr. 5628. Gross-britannien. 30. Jan. 1876.

My Lord, — The following account of the system pursued by the Montenegrins in aid of the Herzegovina insurgents has been communicated to me from a person in a position to obtain the best information: — || All the men (in Montenegro) capable of bearing arms are considered to be soldiers, and are made into batallions of 600 men. The Commanders and Majors of these battalions, who are called Commanders and Pod-commanders, receive pay; the remaining officers, non-commissioned officers, and men, are unpaid. When an expedition is contemplated, each man takes with him potatoes and bread, if he has any, for five days, and a reserve of provisions from each village is carried by women or baggage horse. || The Austrian committees, having provided surgeons and medicines, hospitals and ambulances have been organized in some villages on the frontier. || The Prince furnishes all those who join the insurgents without authorization, but he sends about a fifth part of his effective forces into the Herzegovina. Not to overtire these poor people, His Highness takes care to change them at the end of each expedition or when their provisions are exhausted. || Reforms alone, it is stated, will never put an end to the insurrection, and force is of no avail so long as the insurgents and their Montenegrin friends have only to cross the frontier to be in safety. || I have, &c.

Henry Elliot.

Nr. 5629.

GROSSBRITANNIEN. — Generalkonsul in Belgrad (Mr. White) an den königl. Min. d. Ausw. — Serbische Rüstungen.

(Extract.) Belgrade, February 5, 1876.

Nr. 5629. Gross-britannien. 5. Febr. 1876.

Although the echoes which reach this place from Vienna and Berlin, and even from St.-Petersburgh, are extremely pacific, and would lead one to suppose that political men in the continental capitals look upon the present disturbances in Turkey as in a fair way of being solved in the sense of Count Andrassy's project, it is my duty to report to your Lordship that there are numerous indications in Servia which, unfortunately, point to a contrary result. || The preparations which have been steadily going on for some months, and

which are now prosecuted with renewed vigour, the extraordinary powers voted by the "Skoupstchina", and demanded by the Servian Administration, the activity of numerous unofficial agents, whose connections are well known, all confirm the supposition that something important is in contemplation. With the return of spring, a supreme effort will probably be made to enlarge the area of the insurrection, and to delay a pacific solution in the Herzegovina, by importing into the shifting sands of Eastern politics a Bosnian and Servian, and, possibly, a Bulgarian, and other questions.

Nr. 5629. Grossbritannien. 5. Febr. 1876.

Nr. 5630.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Die Zwecke Serbiens.

(Extract.) Constantinople, February 8, 1876.

Nr. 5630. Grossbritannien. 8. Febr. 1876.

The assistance given by Servia and Montenegro to the Herzegovina insurgents has been commonly ascribed to a generous wish to help a kindred race to obtain redress for its grievances. I repeatedly pointed out to your Lordship that what gave the insurrection its formidable character was the fact, apparently ignored by the Government most interested, that it was in reality a movement af national ambition. The Prince of Servia has stated his views with frankness. The strongholds of the insurrection are close to the frontiers of Montenegro, to which the people wish to be annexed, but Prince Milan declares that, if they are ceded to that Principality, he will at once declare war. He would do so also, if an Austrian force were to occupy any portion of Bosnia, for the purpose of insuring an equitable treatment of the people, and he would resist the grant to them of an autonomy, or the appointment of a Christian Governor. If doubt were before possible, after the declarations of the Prince none can remain that the object of Servia is simply one of national aggrandizement.

Nr. 5631.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Geldgebrauch des Sultans.

Constantinople, February 10, 1876.

Nr. 5631. Grossbritannien. 10. Febr. 1876.

My Lord, — I am informed, upon what appears unquestionable authority, that the Sultan has sent an imperative order to the Grand-Vizier to make up to him the amount deducted from his coupons under the late reduction of

Nr. 5631. Grossbritannien. 10.Febr.1876.

interest upon the public debt. || In another despatch I have spoken of the utter inability of the public Departments to provide for the most pressing necessities, and the Minister of War admits that he would at no moment be surprised to hear that the troops in the Herzegovina refuse to act if kept in their present state of destitution. || The Commander-in-chief there has telegraphed to impress upon the Porte the necessity of immediately providing him with a sum of money to meet their pressing necessities, and the Minister has little to send them. || If, with a knowledge of this state of things, the Sultan persists in making large calls upon the finances, the prospects of the Empire may well be looked upon with dismay. || I have, &c.

Henry Elliot.

Nr. 5632.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Nichterscheinen des Sultans beim Freitagsgottesdienst.

Constantinople, February 11, 1876.

Nr. 5632. Grossbritannien. 11.Febr.1876.

My Lord, — The announcement that the Sultan was unable to appear at the Friday noonday prayer, which it is the invariable habit of the Sovereign of this country to attend with much pomp, is calculated to give rise to much speculation. || The belief in His Majesty's death will probably be general, and some days may pass before the truth is known; for the demise of a Sultan is frequently kept concealed, and till His Majesty's next appearance in public there will be many among the Mahommedan classes who will believe in his death. || The importance attached to the attendance at the Friday's ceremony is so great that Sultans known to be dying have not ventured to omit it even within a few days of their death, although they have had to be supported on their horse; and one, at least, is said to have died in his saddle on the way to the mosque. || A near relative of the medical man who attended the late Sultan Abdul Medjid in his last illness assures me that on the Friday before his death the doctor besought His Majesty not to attempt to go to the mosque; but the Sultan had answered that he durst not venture to be absent, and I have heard from an eye-witness that he saw the Sultan pass with a mechanical contrivance by which he was fixed and supported in his saddle. || I mention these circumstances as showing that the ceremony in question has in the eyes of the Turkish population an importance which we can hardly understand. || I have, &c.

Henry Elliot.

Nr. 5633.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Unterstützung des Aufstandes durch das russische Konsulat in Ragusa.

Constantinople, February 14, 1876.

Nr. 5633. Gross-britannien. 14. Febr. 1876.

My Lord, — The account of the encouragement and countenance given to the insurgents at Ragusa greatly exceeds all that I was prepared for. || The Russian Consulate is the open resort of the insurgent chiefs; their correspondence is sent to the Consul, who is a party to all their projects, and associates himself intimately with them. || He does not appear to make an attempt to conceal the part he his playing, for on the occasion of the death of the Chief Maxime, in one of the late encounters, the Russian flag at the Consulate was hoisted at half-mast, and M. Jonine himself joined the funeral procession. || With such acts as these it is not surprising that the insurgents should suppose their attempt to be fully approved by the Russian Government for they can hardly be expected to believe that an accredited agent would venture upon them without knowing that it meets with the approval of his superior authorities. || Some of the wounded when asked why they continue to struggle, when the Porte is ready to grant all their demands, have answered plainly that they are bound to go on as long as they are told by Russia to do so. || The assurances given at St.-Petersburgh of the wish of the Imperial Government that the insurgents would lay down their arms, must naturally go for nothing as long as its official Representative, with whom they are in communication, encourages them to go on. || I have, &c.

Henry Elliot.

Nr. 5634.

GROSSBRITANNIEN. — Generalkonsul in Belgrad an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Rivalität zwischen Serbien und Montenegro.

Belgrade, February 17, 1876.

Nr. 5634. Gross-britannien. 17. Febr. 1876.

Sir, — Ever since the commencement of the present disturbances in the Herzegovina it has been apparent that the conduct of the Prince of Montenegro has been exercising an influence on the attitude of Servia, and his example has been constantly used as a reproach to Prince Milan in the Slav newspapers published in the Hungarian dominions, and even by violent partizans of the "Omladina" in this Principality. || The connection of that Prince with the origin and duration of the present insurrection is generally believed here, and invoked as a title to popular favour amongst Slavs. || There are some circumstances in which that Prince has been particularly fortunate, and which contribute to invest him with a peculiar reputation of success in the national

Nr. 5634. Grossbritannien. 17. Febr. 1876.

cause. He is said to have secured a loan, whilst Servia, with superior resources, has hitherto failed in contracting one; he appears to have escaped the admonitions of either Russia or Austria for his conduct, whilst Servia received a solemn warning from the Great Powers last October; more than that, the Imperial Court of Russia has given Prince Nicholas several indications of its sympathy, whilst Prince Milan has had none bestowed upon him since Count Soumorokoff's mission here at his marriage, and even the customary presents granted by the Czar on those occasions have been hitherto withheld. || Somehow or other an idea has got abroad that sooner or later the Prince of Montenegro would derive actual benefit, in the shape of an accession of territory, concurrently with the termination of the insurrection. || This supposition, though, as far as I can see, resting upon no basis, acts as a stimulant on the excitable politicians of Belgrade, and having been recently repeated, as if approaching realization, produced an unusual sensation here, by giving the war party a most welcome and convenient argument. || I felt it my duty to inform your Excellency of this mischievous report on the 10th instant, at 7 a.m., by telegraph, and received a contradiction of it in reply on the 14th inst. nt. || In the meantime the Prince of Montenegro considered it his interest to send one likewise to Prince Milan, and I see from the "Times" newspaper of the 12th instant, that he has thought it worth his while to get a similar, denial published in a telegram, dated Cettigné, February 11, disclaiming at the same time "any discouragement by his Government of the insurrection". The despatch of a new special Envoy from here to Cettigné had been intended for some weeks previously, and Colonel Ranho Olympitch was at once sent off in that capacity, with instructions at the same time to transmit here regular information as to the conditions and plans of the insurgent forces. || It is evident, therefore, that an approaching pacification is not anticipated here, and that Servia may be induced in the long run to participate in the struggle, unless the pacification of the Herzegovina is more prompt and easy than the people here are disposed or willing to believe. I have, &c.

W. A. White.

Nr. 5635.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Bosna-Seraï (Mr. Freeman) an den königl. Min. d. Ausw. — Fortgang des Aufstandes.

(Extract.) Bosna-Seraï, February 18, 1876.

Nr. 5635. Grossbritannien. 18. Febr. 1876.

I have the honour to inform your Lordship that the insurrectionary movement in this province appears to be on the increase. There have been several collisions lately between the troops and the insurgents, and according to official reports the latter have in every case been repulsed with great loss. || Information has been received here that the insurgent chief Hubmayer and some twenty of his followers have been arrested in Austria and placed in con-

finement. It is thought that this act, far from discouraging any insurrectionary movement, will rather have the effect of irritating the frontier population in Austrian Croatia and inciting the insurgents to still greater efforts. || Troops continue to arrive here from time to time by way of Mitrovitza, and after a few days halt are sent on either to the Herzegovina or to the north of Bosnia, but by far the greater number to the Herzegovina, notwithstanding the already large force collected in that province. These troops, who are chiefly Asiatic, seem quite unable to resist the rigours of a Bosnian winter, and there is a lamentable amount of sickness and mortality amongst them. The prevailing diseases are said to be typhus and various pulmonary complaints. || The Imperial Firman of December has now been read in all the chief towns of this province, and I am told that everywhere it has been received with the same indifference as at Serajevo. The promised reforms, if conscientiously executed, would probably a year ago have prevented, or at all events delayed, the present outbreak; but I fear it is now too late, and have little doubt that before many weeks have elapsed the revolt will assume very serious proportions. || I would here venture to remark that one important point seems to have been entirely overlooked. There is no question of disarming the Mussulmans, and yet, as long as a part of the population are permitted to carry arms and the remainder are denied this privilege, there cannot even be a semblance of equality. No doubt it would be a difficult measure to execute at the present moment; but I believe it could be done by a firm Governor-General, backed by a few battalions of picked troops; and at any rate, if the Mussulmans cannot be induced to deliver up their arms, they might be prohibited from carrying them in public. Not even the poorest Mussulman peasant now comes to market withouth being more or less armed, and the better classes are all armed to the teeth. This might be prohibited, and anyone transgressing the order should instantly have his arms confiscated. The effect of such a measure would be very great, and would be an indication that the Government was in earnest, and would, as events permitted, introduce the other promised reforms.

Nr. 5635. Grossbritannien. 18. Febr. 1876.

Nr. 5636.

GROSSBRITANNIEN. — Generalkonsul in Belgrad an den königl. Min. d. Ausw. — Fortdauer der serbischen Rüstungen trotz russischer Vorstellungen.

(Telegraphic.) Belgrade, February 22, 1876.

Emperor of Russia's pacific representations, of which Sir H. Elliot got information on the 17th, were made to Prince Milan on that very day by the Russian Consul here, who left next morning for Vienna. || However, this message has not been apparently productive of any result. || No abatement of warlike preparations whatever in the meantime in Servia.

Nr. 5636. Grossbritannien. 22. Febr. 1876.

Nr. 5637.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg (Lord A. Loftus) an den königl. Min. d. Ausw. — Erklärung Russlands in Betreff des Konsuls in Ragusa.

St.-Petersburg, February 29, 1876.

Nr. 5637. Gross-britannien. 29. Febr. 1876.

My Lord, — I had an interview with Prince Gortchakow this day, and, in conformity with the instructions of your Lordship's despatch of the 23rd instant, I brought under his notice verbally the statements contained in Sir Henry Elliot's despatch of the 14th instant, in regard to the encouragement and countenance given to the insurgents by the Russian Consul at Ragusa. || I stated, that Her Majesty's Government had received these reports from a reliable source, and that I was instructed by your Lordship to mention them to his Highness, as the facts referred to were calculated to give a false impression of the policy of the Imperial Government in regard to the insurrection. || Prince Gortchakow said, that he had already received from Constantinople the information I was instructed to communicate, which had been mentioned by Sir Henry Elliot. He did not deny the facts, but observed that M. Jonine, the Russian Consul, had been most instrumental in preventing the Prince of Montenegro from openly cooperating with the insurgents; that he had strictly and successfully carried out his instructions to warn the Prince of Montenegro of the dangers he would incur by acting against the pacific efforts of the European Powers; that he could not interfere with the feelings of humanity which had led M. Jonine to succour the wounded and pay the last tribute of respect to a deceased friend, nor could he disavow him on account of these sentiments. || I observed to his Highness that, while giving full latitude to the personal opinions and private feelings of M. Jonine, he was still an official servant of the Imperial Government, and that his public acts, if in contravention of the policy of his Government, would naturally give rise to distrust and suspicion. || Prince Gortchakow replied, that the policy of the Imperial Government could not be misinterpreted, it was clear and open as noon-day. The most stringent counsels had been given both to the Prince of Servia and Prince of Montenegro, and M. Jonine had rendered great service in exercising a salutary influence on the Prince of Montenegro. || His Highness further remarked that M. Jonine had considerable influence in those parts, which could now be usefully exercised in inducing the insurgents to submit and the refugees to return to their homes. || I have, &c.

Augustus Loftus.

Nr. 5638.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Fürst Gortschakoff hofft auf Pacification des Aufstandes.

St.-Petersburgh, February 29, 1876.

Nr. 5638. Grossbritannien. 29. Febr. 1876.

My Lord, — At my interview with Prince Gortchakow to-day, I inquired from His Highness how matters were progressing towards the pacification of the Herzegovina. || Prince Gortchakow expressed himself hopefully, although he said nothing of a decided nature had yet taken place. His Highness observed, that the Porte had acted wisely, and that the Grand-Vizier and Raschid-Pasha had shown courage and decision in the part they had taken. || He referred to the visit to Vienna of General Rodich, the Austrian Governor-General of Dalmatia, and considered that his influence on the insurgents and refugees would be most salutary. Of Slavonic origin himself, and known to possess strong sympathies for the population of the Herzegovina, General Rodich was specially fitted for the important task committed to him, and he entertained no doubt that his voice and counsel would have great weight with the insurgents and refugees. || Prince Gortchakow further observed, that more stringent measures were being adopted by Austria on her frontiers which would exercise a considerable moral influence on the adjoining population. || I subsequently had an interview with M. de Giers, who stated that conciliatory influences were now at work, not only on the part of Austria, but also on the part of Ali-Pasha, who was endeavouring to gain over the moderate chiefs and partisans of the insurrectionary party, and he hoped with some success. || M. de Giers stated to me most emphatically that under no circumstances would Russia act alone (his words were "en tête à tête") or separate herself from the other powers in the Eastern question. || I have, &c.

Augustus Loftus.

Nr. 5639.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. (Raschid-Pascha) an den englischen Botschafter in Konstantinopel. — Mittheilung der Maassregeln behufs Rückkehr der geflüchteten Familien.

Sublime Porte, le 29 Février, 1876.

Nr. 5639. Türkei. 29. Febr. 1876.

M. l'Ambassadeur, — J'ai l'honneur d'informer votre Excellence que les dispositions suivantes relatives au retour dans leurs foyers des familles qui de la Bosnie

Nr. 5639. Türkei. 29. Febr. 1876.

et de l'Herzégovine ont émigré sur le territoire Austro-Hongrois, en Serbie et au Monténégro, viennent d'être arrêtées. || La Sublime Porte s'inspirant de ses sentiments de bienveillance envers ces familles dont la situation fait l'objet de toute sa sollicitude, a décidé, pour leur assurer avant tout une entière protection, de déléguer des fonctionnaires ayant pour mandat de veiller à ce qu'elles soient à l'abri de toute violence et de tout arbitraire. Elle a donné aux autorités locales l'ordre de leur fournir des subsides, toutes les facilités nécessaires pour la reconstruction de leurs maisons et de leurs églises et de procurer aux cultivateurs les moyens qui leur seront indispensables pour reprendre leurs travaux. Enfin elle a décidé de faire aux populations des localités éprouvées remise de la dîme pour la présente année et de l'impôt pour deux ans. || En informant votre Excellence que j'ai prié le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique de porter à la connaissance de ces familles qui se trouvent en Autriche-Hongrie les nouvelles faveurs dont elles sont l'objet de la part du Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan, je saisis, &c.

Raschid.

Nr. 5640.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Schwierigkeiten der Pacification.

Constantinople, March 4, 1876.

Nr. 5640. Gross-britannien. 4. März 1876.

My Lord, — Wassa-Effendi, who is appointed to superintend the reforms to be inaugurated in the Herzegovina, and especially to provide for the return of the refugees, left Constantinople yesterday. | I was not previously acquainted with him, but, as far as I am able to judge, he appears to be a man of energy, and in earnest in the duty confided to him. || He is an Albanian by birth, a Roman Catholic by religion, and was, I believe, formerly a follower of Garibaldi. || The task that he has before him is an arduous one, and one of his first difficulties is likely to be in getting sufficient funds placed at his disposal for the relief of the destitute people he is to watch over. | I asked him also what power he would have of executing prompt and summary punishment in the case of outrages against the refugees, and I cannot say that his answer is satisfactory. | There will be three different authorities in the provinces, all more or less independent, between whom some jealousy is pretty sure to arise; and I cannot find that any of them possesses the power of carrying out a summary capital punishment. In this country, as in England, a soldier who murders a civilian is handed over for trial to the civil authority, which cannot carry out a capital sentence till it is confirmed from Constantinople, and

the benefit of a prompt example, which is so essential in a state of things like the present, is thereby lost. ‖ It is not to be expected that acts of violence will not be perpetrated against the refugees; for in addition to the fanatical feelings by which the Mussulmans may be animated, many of them must entertain a thirst for revenge for wives and children murdered, and for property carried off by those who are about to return, and it will require a firm hand and a resolute repression to keep them in check. ‖ I have, &c.

Nr. 5640. Gross-britannien. 4. März 1876.

Henry Elliot.

Nr. 5641.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Wien (Sir A. Buchanan) an den königl. Min. d. Ausw. — Aeusserungen des Grafen Andrassy.

(Extract.) Vienna, March 9, 1876.

Nr. 5641. Gross-britannien. 9. März 1876.

With reference to your Lordship's telegram of yesterday, I have the honour to inform you that I waited this morning on Count Andrassy, and stated to him that I had been instructed to call the serious attention of the Imperial Government to the intelligence received at Constantinople, and reported in Sir Henry Elliot's telegram of the 8th instant, that a band of 700 men with large supplies of ammunition coming from Austrian territory had taken part in a combat between the Turkish troops and the Herzegovinian insurgents on the 5th instant. ‖ His Excellency said that similar information had been forwarded to him from Constantinople; but as he had received no confirmation of it from Ragusa, he believed it must be exaggerated. There was, however, a body of insurgents under the command of a priest named Musics, near the frontier, and as Ljubibratics is known to have left Ragusa under a false pretext, he may have joined it with a small following, which could not, however, have exceeded 100 men. ‖ The measures which have been already taken and those which were preparing, would, he felt confident, prevent any important assistance in men or supplies reaching the insurgents; and what he considered most important now was that the Turkish authorities should co-operate without delay with those of Austria in endeavouring to establish peace. ‖ For this purpose General Rodich, who had been obliged to leave Ragusa to open the Dalmatian Diet, has been instructed to comply with a suggestion of the Prince of Montenegro, by which his Highness said his own hands would be strengthened, and to proceed to Sutorina and represent to the insurgent chiefs the impolicy of continuing hostilities which must end disastrously to the country, instead of accepting the advantageous terms which have been offered to them by the Porte. ‖ His Excellency said he had every reason to hope that such

Nr. 5641. Gross-britannien. 9. März 1876. representations would prove successful when it was made manifest to the insurgents that no assistance could reach them from without; but he felt at the same time that, if the Turks carried out an intention which they are alleged to have, of attacking an insurgent camp near Klek, negotiations for peace will probably fail, as the insurgents will represent any conflicts sought by the Turkish troops as proving the insincerity of the offers of the Porte. The Turkish Commanders ought, on the contrary, to endeavour to avoid conflicts, and by acting in large masses, and keeping between the insurgents and Montenegro, to push them quietly towards the Dalmatian frontier, on crossing which they would be disarmed and removed to the interior, from whence they could eventually be sent to their homes with the refugees. || His Excellency then expressed regret at the delay which has occurred in the arrival of the Commissioners, and he said he feared Mouktar-Pacha, who is desirous of military successes, may be unwilling to support the pacific mission confided to them; but what he considers would be most fatal to the efforts which are being made to effect the pacification of the insurgent provinces, would be a change of Ministers at Constantinople, as the Christians would be induced by their Chiefs to see in such an eventuality a proof that the policy of the Government had changed. || His Excellency said he had therefore authorized Count Zichy either to seek an audience of the Sultan, or, if the Turkish Ministers thought it more expedient, to communicate indirectly with His Majesty, to represent to him that the Emperor of Austria is most desirous of seeing an insurrection suppressed which is almost as detrimental to the interests of Austria as to those of Turkey; and that already with a view to this object he had not only succeeded in preventing the conclusion of an offensive alliance against Turkey between Servia and Montenegro, but had received a positive engagement from Prince Nicholas to use his influence with the insurgents to induce them to return to their allegiance on the terms offered by the Porte; that the Emperor had further taken measures to prevent the insurrection receiving assistance from his own territories, and, while he was representing to the insurgent Chiefs the folly of attempting to carry on hostilities in opposition to the will of Europe, he was endeavouring to induce the refugees to return to their homes. That His Imperial Majesty felt, however, that to insure the success of his efforts in favour of peace it was absolutely necessary that he should be able to convince the insurgents of the benevolent and conciliatory sentiments with which the Sultan is ready to pardon their revolt, and he might find it impossible to do so, if a change of Ministers at Constantinople should enable the promoters of the insurrection to persuade the ignorant peasantry that the Sultan had repented of the concessions which he had promised to them, and had dismissed the Ministers by whom they had been recommended. || His Excellency said some action of this kind was, he believed, the more necessary as the Sultan was not only displeased with his present Ministers, in consequence of their inability to provide funds to meet his exorbitant re-

quirements, but because Server-Pasha is said to have assured him that the insurrection was entirely suppressed before he left the Herzegovina, and that all reports to the contrary must be false.

Nr. 5641. Grossbritannien. 9. März 1876.

Nr. 5642.

TÜRKEI. — Adresse muselmännischer Patrioten an Lord Derby*).

Nr. 5642. Türkei. 9. März 1876.

Milord, — Les périls d'une situation qui aggrave chaque jour nous ont décidés à vous adresser le présent manifeste. Avant toutes choses nous prions votre Seigneurie de vouloir bien excuser l'anonyme que nous sommes obligés de garder. Ce n'est pas que les hommes qui vous écrivent ne soient décidés à courir des dangers aussi grands que ceux que présenterait la divulgation provenant par exemple de la perte de la présente dépêche; mais ils croient que le devoir leur impose de se conserver encore à leur pays qui plus que jamais a en ce moment besoin d'eux. Cette précaution misérable à laquelle nous sommes tenus donne déjà à votre Seigneurie une idée du régime sous lequel nous vivons. Il faut, cependant, qu'une fois au moins la voix de la vérité soit entendue par les Gouvernements Européens si imparfaitement renseignés, hélas, jusqu'ici sur la situation de notre malheureux pays. Une preuve évidente éclatée même de cette ignorance (veuillez nous passer le mot) est tout justement le contenu de la note addressée par l'Autriche aux Gouvernements Français, Anglais et Italien, note qui vient d'être communiquée à la Porte et acceptée par celle-ci. Ce n'est point d'ailleurs que nous dévions incriminer les intentions de l'Autriche en cette circonstance; mais nous affirmons que l'état réel des choses ne lui est pas connu. Cette affectation de protection partiale donnée aux Chrétiens ne profitera pas à ceux-ci, croyez-le, Milord. Les promesses que pourra faire le Cabinet actuel ne seront pas plus tenues que par le passé; mais la connaissance de ces promesses aura infailliblement comme résultat d'exaspérer l'élément Musulman qui ne saurait admettre que l'Europe, foyer de civilisation, exige qu'une partie des peuples de la Turquie soit favorisée aux dépens de l'autre. Pour les personnes eclairées il est évident que les Etats Européens en accordant cette protection partiale, en apparence au moins, croient employer un palliatif qui en faisant disparaître l'inégalite supposée préparera les voies d'un meilleur avenir. C'est làune erreur déplorable, fatale si elle se prolonge; car elle amènera les désastres depuis si longtemps redoutés. La souffrance est ici égale pour tous, Milord, et nous ne souffrons

---

*) Diese Adresse wurde in dem Konstantinopeler Blatte „Stambul" vom 2. Juni 1876 veröffentlicht mit der Angabe, dass gleiche Adressen an Mr. Disraeli, Lord Granville, Marschall Mac Mahon, Mr. Thiers, Mr. Gambetta, Fürst Bismarck und Sr. Visconti Venosta ergangen seien. A. d. Red.

Nr. 5642. Türkei. 9. März 1876.

pas moins que nos frères compatriotes les Chrétiens. Ce n'est point dans les Chrétiens, ce n'est point dans les jalousies, les rivalités, ou dans les préférences de races et de religions qu'il faut chercher les causes d'une situation dont l'Europe elle-même s'est enfin emue. Ces causes proviennent exclusivement de l'administration inique sous laquelle gémissent plus de trente millions d'hommes. Qu'au lieu d'être livrés aux caprices extravagants d'un Souverain comme le Sultan Abdul-Aziz, les populations de la Turquie soient enfin régies par un bon Gouvernement, et il ne sera plus question de querelles de races ou de religions. Si au lieu d'un despote qui se croit très sérieusement réprésentant de Dieu et inspiré par lui, nous étions gouvernés par un Monarque sage, s'appuyant sur une Chambre consultative composée de réprésentants de toutes les races et de toutes les religions, la Turquie, considérée non sans raison aujourd'hui comme un obstacle à la civilisation moderne, prendrait sans peine la place à laquelle lui permet de prétendre aussi bien la fertilité de ses territoires que l'intelligence de ses peuples*). Voilà, Milord, la vraie solution de la question d'Orient, celle qui peut avoir lieu sans effusion de sang, sans un trouble général pour l'Europe. D'après certains préjugés établis à l'étranger, il est admis que les lois fondamentales qui nous régissent nous mettent dans l'impossibilité de nous soustraire au despotisme même s'il est aussi scandaleux que celui qui nous écrase aujourd'hui. C'est encore là une des erreurs que ont le plus contribué à amener le déplorable état de choses actuel. Le principe fondamental du gouvernement Turc est au contraire essentiellement électif. L'avénement des Sultans dépend absolument du *biaat* (acceptation de la nation). La loi dont nous citons plus bas le texte indique que le sceptre doit être remis au plus agé des membres de la famille régnante, et que l'élu de la nation doit être en pleine possession de ses facultés physiques et morales. Le souverain pendant tout le temps de son règne doit exécuter fidèlement la mission qui lui est confiée, se vouer aux intérêts publics, et donner surtout l'exemple du respect de la loi**). S'il est constaté que le souverain viole la loi***), sa déchéance doit être immédiate; et si ce mandataire infidèle de la nation vient à résister à l'application de cette même loi qui lui enjoint de quitter le trône il peut subir les conséquences de la fureur publique. Voilà la loi sacrée. Est-il maintenant nécessaire de faire remarquer à votre Seigneurie que les violations de cette même loi par le Sultan actuel sont innombrables?

*) "Koran. — 'Je t'ordonne de concerter les affaires avec eux. Les croyants doivent être gouvernés par leur Assemblée Nationale.'"

**) "Mahomet. — 'Vous tous (mes Lieutenants) vous êtes des pasteurs et vous êtes responsables de vos troupeaux; l'Iman (chef de l'État) en est responsable par dessus tous.'"

***) "Omar. — 'Ne considère nullement que les biens de l'État appartiennent à ta personne. Chaque membre de la nation a des droits sur ces biens, et tu n'es qu'une simple unité dans la masse. Toi, tu n'as droit qu'à la part qui peut revenir à un élu comme chef, et il faut que cette part soit assignée du consentement de la nation. Sans ce consentement tu ne peux rien toucher en plus.'"

N'en citer qu'une petite partie serait encore chose trop longue et qui exigerait la confection de volumes entiers. Les gaspillages monstrueux, les excès de toute nature, les cruautés, les persécutions auxquelles se livre ce misérable fou, dont la folie la plus grande est peut-être de croire qu'il peut compter comme souverain en plein dix-neuvième siècle, ont amené entre autres choses la situation financière que voici: Depuis le commencement du règne d'Abdul-Aziz, c'est à dire depuis quinze ans, la Turquie est arrivée par des emprunts successifs à devoir deux cent soixante sept millions de livres Turques (plus de six milliards de francs), portant en moyenne l'intérêt de 9 pour cent l'an. Nous affirmons à votre Seigneurie que ces chiffres sont d'une rigoureuse exactitude. En regard de ce passif effroyable nous trouvons que notre pays ne produit qu'une rente de vingt millions de livres (529,000,000 de francs environ), et cette rente va décroissant chaque année. Où donc est engouffrée cette somme énorme? On cherche vainement les institutions d'utilité publique auxquelles la plupart des emprunts étaient destinés, disait-on à l'Europe, quand il s'agissait de la décider à débourser. Comme chemins de fer nous possédons entre l'Europe et l'Asie à peine 2,000 kilomètres de voie. Les lignes qui composent ces réseaux sont pour la plupart défectueuses et ont couté au pays cinq ou six fois au moins ce qu'elles valent. Celles de Roumélie, pour lesquelles le Budget est aujourd'hui grevé de sommes énormes, ne sont pas encore reliées avec le réseau Européen et le Gouvernement s'est placé vis à vis de son concessionnaire le Baron de Hirsch dans une situation telle que celui-ci peut en ce moment, par le seul effet de sa volonté, empêcher le service international des postes, service à l'exécution duquel la Porte s'est engagée par le traité de Berne. Donc en fait de chemins de fer en compensation de sacrifices excessifs le pays n'a rien retiré, en fait de routes non seulement rien n'a été fait; mais on a même laissé se détériorer complètement celles des voies de communication qui avaient été construites pendant les règnes précédents. Une seule province, celle du Danube, est sillonnée de bonnes routes, mais que votre Seigneurie ne suppose pas que le Ministère de Travaux Publics y en a rien contribué. La construction de ces routes est due à l'initiative d'un Gouverneur-Général, Midhat-Pacha, qui, aidé seulement de populations devouées, a obtenu d'elles sans vexations, sans arbitraire, la création des voies dont il s'agit. Les cours d'eau ne manquent ni en Asie ni en Europe, et cependant à l'exception du Danube, surveillé par une Commission Internationale, aucun des fleuves qui traversent nos fertiles provinces n'a été aménagé de façon à porter un navire du plus petit tonnage. Sur le littoral pas un port, pas une jetée n'ont été construits, et dans la Mer Noire, comme dans la Méditerranée, les produits du sol Ottoman doivent être embarqués sur des navires ancrés en radeforaine. Autrefois le voyageur trouvait sur sa route des bains, caravanserais et des fontaines. Ces témoignages de la sollicitude des Sultans et aussi de la générosité de certains donateurs particuliers, ne sont plus que des ruines, les bains s'écroulent, les fontaines sont taries. Rien n'est fait, rien n'est même

Nr. 5612. Türkei. 9. März 1876.

entretenu. En ce qui concerne l'agriculture la production privée des voies de communication pour l'écoulement est en outre écrasée par une série d'impôts interminables et dont la perception est opérée avec une impitoyable brutalité. Si l'Europe pouvait savoir ce que ces mots qu'elle lit parfois dans nos journaux: 'Le vilayet de ... ou la ville de ... vient d'envoyer au Ministère des Finances la somme ... partie ou solde de ses impots', — si l'Europe, disons nous, pouvait savoir ce que ces quelques mots racontent de misères, de désespoirs et de mauvais traitements, elle serait epouvantée. Serons nous crus lorsque nous disons à votre Seigneurie que les seules dépenses permises depuis six mois aux Gouverneurs des Provinces sont afferentés à la construction de nouvelles prisons? Se doute-t-on qu'en Turquie en ce moment plus de 40,000 individus sont incarcerés pour dettes et presques tous pour dettes envers ce Gouvernement Turc qu'une certaine presse plus ou moins stipendiée cherche à vous depeindre comme s'efforçant de marcher à l'instar de vous tous dans la voie de la civilisation? Nous venons d'esquisser à grands traits la situation affreuse dans laquelle la Turquie s'enfonce chaque jour d'avantage. Nous avons expliqué a votre Seigneurie que le déficit énorme qui va toujours augmentant résulte d'emprunts dont le produit a été sans relâche dissipé par le Sultan aidé d'ailleurs de ses Ministres; car il ne saurait conserver ceux qui chercheraient à s'opposer au pillage regulier qu'il opère dans les caisses de l'Etat. Nous ne citerons à propos de ce pillage qu'un exemple entre des milliers, mais nous choisissons le suivant parce qu'il a quelque chose d'assez caractéristique dans la situation actuelle. En conformité du décret publié le 6 Octobre dernier le paiement des intérêts de la dette pendant cinq ans se trouve reduit 50 pour cent. Le Sultan lui n'a pas admis qu'une pareille mesure put en rien l'atteindre et il a touché intégralement le montant de l'intérêt des huit millions de Consolidés qu'il détient. Cette nouvelle a transpiré. Le Grand-Vizir a cherché à la démentir; mais nous affirmons à votre Seigneurie que le fait est exact et elle peut s'en assurer par l'intermédiaire de l'Ambassadeur Anglais. Il est vrai que le Sultan n'a touché que 50 pour cent de ses intérêts à la Banque, mais les autres 50 pour cent ont été encaissés au Ministère des Finances. Pour ceux qui connaissent les habitudes d'Abdul-Aziz il n'y a rien là qui étonne, et l'on sait bien qu'il n'est personne dans son entourage d'assez osé pour lui faire remarquer qu'il devrait être le premier à donner l'exemple du respect de la loi qu'il a lui-même promulguée. Abdul-Aziz a pris au Ministère des Finances le solde des intérèts de ses titres comme il y a toujours pris et y prendra tout ce qu'il lui plaira d'y prendre quand il sera informé que les caisses de ce Ministère ne sont pas vides. A propos du décret du 6 Octobre, que votre Seigneurie nous permette encore quelques réflections. Cette mesure prétendue nécessaire n'est qu'un nouveau piége tendu à une crédulité que nos gouvernants croient être chronique en Europe. Mahmoud-Pacha en affichant la fermeté d'un homme d'affaires qui demande à ses créanciers un délai pour sauver leur avoir, n'a eu d'autre but que d'éviter de montrer la

situation telle quelle est. Il n'y avait aucune nécessité de faire la banqueroute partielle dont notre Gouvernement vient d'assumer le déshonneur. Ce désastre pouvait être évité si des mesures radicales avaient été adoptées et si l'on avait mis dès maintenant en pratique les moyens si nombreux de faire produire le pays. Un exposé sincère de notre vraie situation presentée à l'Europe eut prouvé à celle-ci qui si bas qu'elle soit tombée aujourd'hui, la Turquie, avec une bonne administration, peut se relever rapidement et en six ans prendre le premier rang parmi les pays les plus riches. Cette conduite honnête nous eut rendu des sympathies dont on nous a donné déjà tant de preuves dans le passé. Notre crédit se fut soutenu d'abord, augmenté ensuite par le bon emploi des nouveaux capitaux mis à notre disposition, et nos intérêts eussent été sauvés aussi bien que ceux de l'Europe qui sont aujourd'hui complètement compromis, si non irremédiablement perdus. Si l'on conservait quelques illusions sur les intentions du Grand-Vizir lors de la publication du décret du 6 Octobre, son attitude depuis cette époque les a complètement dissipées. Si la mesure consistant dans la reduction des intérêts de la dette avait été dictée par un sentiment honnête on eut dès lors adopté des mesures propres à assurer l'avenir. On se fut avant tout préoccupé de vraies reformes. Rien de pareil n'a eu lieu. On s'est livré à des agissements puériles ou dangereux, agissements qui pour les gens connaissant ici les hommes et les choses ont invariablement témoigné de la plus grande mauvaise foi. On a publié des décrets qu'on avait l'intention bien arrêtée de ne pas mettre à exécution; leur publication a semé les germes les plus dangereux de discordes chez des populations qui, quoique on en veuille dire, vivaient jusqu' ici dans le plus parfait accord. Après avoir pris connaissance de ce qui précède, votre Seigneurie trouvera probablement étrange que du moment que la loi nous permet de délivrer le pays de tout souverain fou ou pervers, nous ne deposions pas le Sultan Abdul-Aziz qui est en même temps pervers et fou. Cette détermination que commande le salut du pays serait aussitôt exécutée que prise par ceux qui vous écrivent et qui représentent l'opinion de la grande majorité de la nation, s'ils ne craignaient de se voir immédiatement accusés par l'Europe de fomenter un mouvement contre l'élément Chrétien. Mais, et il faut bien le reconnaître, pourraient-ils empêcher que dans la commotion qui se produirait probablement, une lutte fratricide n'eut lieu sur quelques points? C'est douteux, vu la situation qui est aujourd'hui faite au pays en effet, et, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, il est résulté d'informations erronées fournies aux Gouvernements Européens que ces derniers se sont posés vis-à-vis de la Porte comme obligés de donner une protection spéciale aux Chrétiens de la Turquie. La Porte, au lieu d'apaiser le mécontentement qui se produisait dans ses provinces en y réformant sa mauvaise administration, cause de tout le mal, a publié des édits d'autant plus maladroits qu'ils étaient adressés à des populations malheureusement peu éclairées encore. Il en est résulté que les Chrétiens se considèrent maintenant comme des victimes incomprises jusqu'ici, et

Nr. 5642. Türkei. 9. März 1876.

auxquelles tout sera permis dans l'avenir. D'autre part, les Musulmans, blessés de l'instance du Gouvernement autant que de l'attitude que commencent à prendre les Chrétiens, se croient eux-mêmes destinés à devenir les victimes d'une préférence qu'ils ne s'expliquent pas. Votre Seigneurie voit l'impasse terrible dans laquelle nous sommes engagés. Il existe, cependant, un moyen d'en sortir. Que les Gouvernements Européens donnent à leur représentants en Turquie l'ordre de s'entendre franchement avec les gens formant le parti énergique et modéré, qui a en ce moment à sa tête Midhat-Pacha et bien d'autres moins connus que lui, mais, comme lui, éclairés et courageux, et tout changera promptement de face. Si les puissances ne peuvent s'entendre pour une action collective dans ce sens, l'appui de votre seul Ambassadeur nous suffirait pour l'aide moral dont nous avons besoin. Peut-être pourrions nous éviter la déposition du Sultan actuel, et arriverions nous à refréner son despotisme insensé. Des institutions pouvant contrebalancer le pouvoir absolu, dont il fait un si triste usage, seraient rapidement établies, et nous entrerions enfin dans une phase de calme et de régénération. On s'est plu en quelque sorte dans certains circles à blamer, on a été même jusqu'à tourner en ridicule le voeu émis par les gens éclairés en Turquie relativement à la création d'une Chambre des Réprésentants de la nation. Les détracteurs de ce projet ont dit que le pays n'était pas mûr encore pour une semblable institution, et que ce qu'il lui faut c'est un despotisme éclairé. Sans vouloir chercher si le despotisme peut être éclairé quelque part, nous devons nous contenter de faire remarquer à l'Europe ce que le despotisme est en Turquie, et les résultats qu'il y a donnés jusqu'ici. Nous ne demandons pas pour le moment un Parlement qui règle toutes les questions, toutes les lois; mais ce Parlement, composé de réprésentants de toutes les races et de toutes les religions, n'eut il au début qu'à s'occuper des questions intérieures et à contrebalancer l'absolutisme du souverain, rendrait déjà d'immenses services. Rien ne sera possible sans sa création. Ce que nous voulons, en un mot, c'est une institution modelée dans une certaine mesure sur le système Anglais. Elle n'atteindra certainement pas dès le début de son fonctionnement le dégré de perfection obtenu chez vous; mais elle préparera un meilleur avenir, comme nous venons de le dire. Si le parti que nous nous sommes permis d'indiquer n'est pas promptement adopté, il est permis de craindre les plus tristes éventualités. Ceux qui vous écrivent, Milord, n'ont que trop de peine à maintenir dans un calme apparent une population que ses souffrances, toujours croissantes, finiront par jeter dans un courant de violences épouvantables. Si, ce que Dieu ne plaise, de pareils malheurs se produisent, nous serons au moins exempts de toute résponsabilité, puisque nous aurons prévénu ceux qui pourraient nous sauver. Nous espérons, d'ailleurs, encore l'appui de l'Europe. Nous ne saurions désespérer de l'appui de l'Angleterre, qui nous a donné si souvent des marques d'intérêt. Les intérêts matériels de l'Europe ne devraient-ils pas, d'ailleurs, suffire au besoin à l'engager à s'occuper de nous? Il n'y a pas seulement pour elle à sauver

les sommes énormes qu'elles nous a déjà avancées. Notre beau pays, s'il est soutenu et bien administré peut offrir pour les capitaux qui abondent en Europe le plus magnifique débouche. Le territoire Ottoman est d'une fertilité, d'une richesse que l'on connait à peine. La nature a été généreuse pour lui, et il peut récompenser largement des moindres soins qu'on lui donnera. Le discours que vous avez prononcé à l'ouverture de la Chambre des Lords a été lu ici avec une profonde attention. Nous y avons constaté que vous n'ignorez pas les vraies raisons qui ont amené notre horrible situation. Il nous est donc permis de répéter une fois encore cette vérité, que le Gouvernement corrompu qui nous épuise actuellement disparaisse, et dès qu'il aura été remplacé par une administration sage et libérale, tout le monde pourra vivre et travailler. C'est ce que demandent les patriotes Musulmans. — Constantinople, le 9 Mars, 1876.

Nr. 5642. Türkei. 9. März 1876.

Nr. 5643.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Wien an den königl. Min. d. Ausw. — Schwierigkeiten der Pacification.

Vienna, March 18, 1876.

Nr. 5643. Gross-britannien. 18. März 1876.

My Lord, — Although Count Andrassy speaks confidenty of the certain success of the measures which are about to be taken by the Turkish authorities, in concert with those of Austria-Hungary in Croatia and Dalmatia, for the pacification of Bosnia and the Herzegovina, I learn that the Government are fully aware of the present very unpromising aspect of the question. || When Haidar-Effendi arrived at Brod, on his way to Bosnia, he had a conference with the principal refugees in that neighbourhood, who surprised him — as if the subject had never been seriously considered at Constantinople — by stating the nature of the material and pecuniary assistance which the authorities must be prepared to afford to returning refugees, and the military measures which would be necessary to protect them from the armed and excited Turkish population, to whom the Government had confided in a great measure the defence of the country since the outbreak of the insurrection. I have been told that Haider-Effendi, who went on to Serajevo, intended to ascertain from the Governor there whether the requirements of the emigrants could be complied with, and how far military means could be employed for escorting them from the frontier, and subsequently protecting them in their villages. My informant said that a considerable force would be necessary for the former object, and that, unless detachments of eight or ten men could be left at each village the refugees, many of whom are most anxious to return, would be afraid to do so. || Similar measures would, of course,

Nr. 5643. Gross- britannien. 18. März 1876. be equally required to induce the refugees in Dalmatia to venture across the frontier; and the Turkisch force in the provinces, which cannot now, my informant said, exceed 12,000 men, would be inadequate for this duty, even if the insurrection were at an end, and its services were not required in the field. He is therefore of opinion that, without a great addition to the Turkish troops, there is little probability of peace and security being re-established in the districts which have been disturbed. || Another essential element for effecting that object is, he added, also wanting, as the Commissioners have arrived at their respective destinations empty-handed, and without having sufficient means to enable them to re-establish the peasantry in their homesteads, and to provide them with the necessaries of life until the harvest. || It would appear that, unless the Porte can furnish without delay the troops and the money, which are evidently indispensable for repeopling the country, and re-establishing peace and the authority of the Sultan, there is much reason to fear that the insurrection which Count Andrassy considers is already under his control, may continue indefinitely to be a serious drain on the resources of the Porte, if it does not lead to the more disastrous eventualities desired by the enemies of the Ottoman Empire. || I have, &c.

Andrew Buchanan.

Nr. 5644.

GROSSBRITANNIEN. — Generalkonsul in Belgrad an den königl. Min. d. Ausw. — Die österreichischen Vorstellungen an den Fürsten Milan.

(Extract.) Belgrade, March 20, 1876.

Nr. 5644. Gross- britannien. 20. März 1876. I have the honour to report to your Lordship the substance of a conversation I had yesterday with my Austro-Hungarian colleague, Prince Wrede, on the subject of his interview with the Prince of Servia, on the 17th instant, and which I reported to Sir Henry Elliot in my despatch of the 18th instant to your Lordship. || Having called on Prince Wrede, our conversation not unnaturally included the present condition of affairs in this Principality. || Prince Wrede having read to me portions of the last instructions he received from Count Andrassy on the subject, told me that he had insisted with the Prince of Servia on receiving a positive engagement, within the next few days, similar to the one from the Prince of Montenegro, and by which Servia would pledge itself to discontinue the military preparations begun. || He further added that his Government had no intention to throw any obstacles in the way of the Prince of Servia re-organizing his army, or even completing his armaments later, provided it was not done now, at a moment when it might impede and endanger the work of pacification undertaken by

Nr. 5644. Gross-britannien. 20. März 1876.

the Sovereigns of Russia and Austria, and which they had so much at heart, || I suggested the remark that as the two Imperial Cabinets attached naturally so great a value to the success of his, Prince Wrede's, representations here, it was perhaps to be regretted that some mode had not been devised in making this last communication to the Prince of Servia, by which the Russian Representative here might have actively taken a part in the common task. || Prince Wrede told me that Prince Milan had admitted entirely that he had constantly received most pacific councils from our Russian colleague, M. Kartzoff, and I gathered from Prince Wrede that the Prince of Servia considers (and it may be with some show of reason) that these last remonstrances of the Austrian Representative here go deeper and differ somewhat in character from those previously made to His Highness, and it was probably on that account that the Prince declined to accept the language of Prince Wrede, as exactly expressing the views of the Emperor of Russia, as well as those of the Emperor of Austria, until he receives some direct confirmation to that effect from St. Petersburgh through the Russian Diplomatic Agent accredited here. || In fact the Prince told Prince Wrede that he would ask M. Kartzoff to telegraph at once what had passed to Prince Gortchakow. || Prince Wrede said that there was nothing in his instructions which could throw any light why it should have been considered superfluous to employ M. Kartzoff as well as himself, in holding that language to the Prince of this country; but though he had no information on the subject, he thought it was known that the alliance and cordial agreement of the two powerful Monarchs was firmly established and rested on a firm basis. || Prince Wrede said further that, moreover the step he had been instructed to take was merely an earnest and friendly warning ("un avertissement amical et sérieux"), as to what should happen to Servia in case of non-compliance with these demands, as recommended by the two Emperors.

Nr. 5645.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Bericht über eine Audienz des Generals Ignatieff beim Sultan.

Pera, March 20, 1876.

Nr. 5645. Gross-britannien. 20. März 1876.

My Lord, — I have the honour to inclose the copy of a report from Mr. Sandison, giving some account of General Ignatiew's audience of the Sultan. || From what His Majesty said respecting Hussein Avni Pasha, it may be assumed that he has at least no immediate intention of replacing him at the

Nr. 5645. Grossbritannien. 20. März 1876.

head of affairs, which would certainly not be desirable; but the Sultan's expressions of satisfaction with his present Grand-Vizier must be received with reserve. || I have, &c.

Henry Elliot.

Beilage.

Mr. Sandison to Sir H. Elliot.

Pera, March 20, 1876.

Sir, — I have the honour to report what is considered to be the general substance of the conversation which took place on the occasion of General Ignatiew's audience of the Sultan on Saturday last. The first topic being Montenegro and the insurrection, his Excellency begged to give His Majesty the assurance that Russia was most anxious to see the pacification of the insurgent provinces, and that orders with that view had already been conveyed from the Emperor to the Prince of Montenegro. || His Excellency then spoke of the financial situation, which, it was generaly hoped, had actually received the earnest consideration of His Majesty's Government as one of the most important questions of the day. His Majesty replied that this was one of the matters which occupied fully the attention of his Grand-Vizier, who, acting on wiser principles than his predecessor, Hussein-Avni-Pasha, was conducting the affairs of the State to his imperial satisfaction, adding that he appreciated at the same time the exertions made by his Highness in connection with the Firman of Reforms, which he was glad to see was being properly carried out. The General said he felt gratified, in his turn, to be able to state that Mahmoud-Pasha's administration had met with general satisfaction in Europe. || The conversation was once more brought to bear on Montenegro, which the General said would present an element of security to Turkey, provided it was possible to satisfy the wishes of Prince Nicolas and of his people. His Majesty replied by saying that he had already given his instructions on the subject to the Grand-Vizier, but that he found him strongly opposed to territorial concessions. The General having apparently wished to press the subject further, received a more categorical answer from the Sultan, to the effect that his Government would try to satisfy Montenegro in other ways, but not by anything like territorial concessions. || I have, &c.

A. Sandison.

Nr. 5646.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Wien an den königl. Min. d. Ausw. — Bemühungen für eine Waffenruhe.

Vienna, March 24, 1876.

Nr. 5646. Gross-britannien. 24. März 1876.

My Lord, — I had an interview with Count Andrassy on the 20th instant, when his Excellency spoke hopefully of a successful issue of his efforts for the pacification of the Turkish insurgent provinces, though he admitted the difficulties arising from the inability of the Porte to provide sufficient funds for the purpose. He said that the Prince of Montenegro has already given assurances that he will abstain from encouraging or taking part in the insurrection; and that, though the Prince of Servia has asked for a few days for consideration before giving a categorical answer to a demand recently made to him by the Austrian agent at Belgrade for similar assurances, there can be little doubt that his answer will be satisfactory. || The negotiations for a suspension of hostilities were, he said, still pending, and General Rodich had also stated that he would be unable to meet Mouktar-Pasha and the insurgent chiefs until after the 28th instant, but the Porte having agreed to an armistice of twelve days, on the condition that during its duration Niksich might be provisioned, orders had been sent to General Rodich, in the Emperor's name, to communicate immediately with the insurgent chiefs, and to arrange without delay for a suspension of hostilities, and a conference in which he should take part between them and the Turkish Commander-in-chief. || On my calling, however, two days later at the Ministry for Foreign Affairs to ascertain the result of these orders, I was told that the insurgents had agreed to the suspension of hostilities and the Conference, but had stipulated that the escort of the convoy of provisions to be sent to Niksich should be limited to one battalion, and, as such a condition would be deemed inadmissible by Mouktar-Pasha, Count Andrassy had proposed that the road to Niksich should be left open for provisioning the fort during the armistice, and that the insurgents, on the other hand, should also be permitted to receive supplies at the same time, from the Montenegrin frontier. || It might be expected, therefore, that the negotiations for the restoration of peace would be opened in the course of a few days, and, notwithstanding the warlike language held by the insurgents, there is reason to believe that the more moderate among them are disposed to accept favourable terms, which will be offered to them. || The Porte had proposed to accompany the promulgation of the amnesty with a declaration that the property of those who did not avail themselves of it would be confiscated and given to the refugees or insurgents returning to their allegiance; but Count Andrassy having represented that such a declaration would be impolitic, and render those willing to return open to

Nr. 5646. Gross-britannien. 24. März 1876.

the reproach of having done so in order to enrich themselves at the expense of their former friends and neighbours, the declaration will be amended to the effect that the property of those not accepting the amnesty will be sold, and the proceeds applied to relieve the distress of the sufferers from the insurrection. || With respect to General Ignatiew's representations to the Sultan, reported in a recent telegram of Sir H. Elliot, in favour of an extension of territory and a port being granted to Montenegro, I was told at the Ministry for Foreign Affairs that, as the Russian Ambassador here has never once suggested the expediency of such a measure, General Ignatiew must be supposed to have acted on his own responsibility and without instructions in making a personal appeal to the Sultan in support of it. It may be, however, that M. de Novikow has not raised the question here, as he must be aware that Count Andrassy would consider any concession by the Porte, under present circumstances, to the ambitious views of Servia and Montenegro as extremely impolitic, and as an encouragement to their creating new embarrassments to the Government of the Sultan. || It is satisfactory, however, to know that, whatever may have been the conduct of his Ambassador at Constantinople, the Emperor Alexander has held very earnest language to the Prince of Montenegro, my French colleague having learnt from Cettigné that Prince Nikita had received a letter from the Emperor reproaching him for his conduct and the indifference shown to the advice of Russia, and expressing His Imperial Majesty's surprise at meeting with such ingratitude from Prince Nikita and the Principality. || While such language proves the sincerity of the Emperor's desire for the maintenance of peace, it may be hoped that the pensioner of Russia, to whom it has been adressed, will not dare to disregard it. || I have, &c.

Andrew Buchanan.

Nr. 5647.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Widerspruch zwischen den serbischen Erklärungen und Handlungen.

Constantinople, March 27, 1876.

Nr. 5647. Gross-britannien. 27. März 1876.

My Lord, — Mr. White reported this morning the satisfactory assurances and explanations given by Prince Milan to the Austro-Hungarian Consul-General. || Count Zichy yesterday communicated to the Porte the substance of the language by which his Highness had assured Prince Wrede that he had no hostile designs against Turkey, and that the pretended military preparations of the Principality were no more than what was necessary for the

maintenance of the War Department in its ordinary state of efficiency. || The transparent inaccuracy of this explanation in the face of the efforts which have been made to purchase arms and horses requires no comment, and the Prince's assurances of his pacific intentions are equally open to doubt. || At the very moment when they were being made known to Raschid-Pasha from the Austrian Embassy a telegram was received at the Porte stating that there had been a complete organisation of small bands of Servians on the frontier between Novi-Bazar and Vischegrad which had passed into Bosnia at different points, killing many villagers and pillaging the country. || These accounts will probably be found as usual to be exaggerated; but Raschid-Pasha says that there cannot be any doubt that what is going on the frontier is greatly at variance with the assurances given by the Prince. || I have, &c.

Nr. 5647. Grossbritannien. 27. März 1876.

Henry Elliot.

Nr. 5648.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Zwölftägige Waffenruhe vereinbart.

Constantinople, March 28, 1876.

My Lord, — An arrangement has been come to at Ragusa between the Turkisch Commissioner-in-chief and General Rodich, by which hostilities will be suspended for a period, it is believed, of twelve days. || General Ignatiew asserts, that this armistice is due to the intervention of the Prince of Montenegro. || I have, &c.

Nr. 5648. Grossbritannien. 28. März 1876.

Henry Elliot.

Nr. 5649.

GROSSBRITANNIEN. — Agent in Ragusa (Mr. Monson) an den königl. Min. d. Ausw. — Uebersendung einer Proclamation Ali-Pascha's.

Ragusa, April 1, 1876.

My Lord, — At the last moment before the post closes I am able to transmit copy, and a very rough and hurried translation into French, of Ali-Pasha's proclamation. || Your Lordship will observe, that it is dated the 24th ultimo; but it has only been put into circulation yesterday, thus eliminating a week of the period of grace accorded to the insurgents. || Ali-Pasha gave it to be understood that the text of the Proclamation had been sent to him

Nr. 5649. Grossbritannien. 1. April 1876.

Nr. 5649. Gross-britannien. 1. April 1876.

from Constantinople, and that he was not responsible for it. It can hardly be said to be conciliatory, and the barest reference is made in it to the reforms which the Porte, in deference to the wishes of the great Powers, has consented to grant. || I fear it will not be accepted by the insurgents as a satisfactory manifesto. || I have, &c.

Edmund Monson.

Beilage.

Proclamation.

(Traduction.)

Sa Majesté notre illustre et gracieux Empereur et Souverain a donné l'ordre qu'on publie sa grâce et clémence à votre égard afin d'écarter le désordre où est tombé votre pays et que ses sujets soient sauvés de l'abîme où ils sont jetés par des promesses criminelles et mensongères de quelques rebelles. | Vous connaissez tous quelles mesures ont été prises de la part du Gouvernement Impérial au commencement de ces troubles et avec quelle justice on a agi pour que ni votre pays ni même un seul d'entre vous ne souffrit dommage; mais en vain, car ceux qui cherchèrent la satisfaction de leur désir dans la valeur de votre pays, et ceux parmi vous qui suivirent ces discours donnèrent un autre sens à l'initiative bienfaisante qu'avait pris le Gouvernement et y répondirent par les armes; c'est ainsi qu'ils forcèrent le Gouvernement pour rétablir la paix à reprimer et à châtier. || Vous vîtes et comprîtes combien l'accomplissement de ce devoir a causé du sang versé depuis six ou sept mois, et que l'intention de ceux qui vous ont poussés aux désordres n'était point la tranquillité de votre patrie, mais plutôt ceci, de vous faire tomber en diverses souffrances et en tirer leurs avantages; vous vous séparâtes de vos familles, de votre patrie et de vos maisons, et ne trouvâtes que dommages et privations. || Notre illustre Empereur, attristé par cet état de choses dans son coeur Impérial, n'a pas seulement consenti à vous faire participer aux clauses du juste Firman, clauses qui suffisent pour donner de la sécurité et du bonheur à votre patrie et à tous ses habitants, pour compenser les pertes causées par les troubles, et pour réaliser encore quelques améliorations importantes et essentielles qui sont nécessaires dans votre patrie, et pour vous faire jouir ainsi des avantages légaux et y trouver le progrès, mais aussi a pardonner tout le crime de la désobéissance à tous ceux d'entre vous qui déposeront leurs armes et se soumettront en quatre semaines à compter du jour de cette proclamation. Il ne manquera pas de se donner la peine de prendre des mesures qui faciliteront et assureront votre sécurité et votre bien-être, ainsi que celui de vos familles, quand vous retournerez dans votre pays. Il est attendu que plusieurs d'entre vous apprécieront comme il le faut cette manifestation de la clémence souveraine; et s'il y a de ceux

qui n'ont pas encore eu les yeux dessillés, qu'ils verront aussi, et rentreront dans le bon chemin. Mais s'il se trouve de ceux qui ne savent pas être reconnaissants de tant de grâce souveraine, et persisteront obstinément dans la désobéissance, les troupes Impériales continueront à les reprimer. C'est pourquoi il vous est recommandé sincèrement de bien réfléchir à ceci: qu'il vous est nécessaire de montrer l'obéissance à votre Souverain légitime afin de réparer les torts dont vous vous êtes rendus coupables et de rétablir la paix dans votre patrie.

Nr. 5649. Grossbritannien. 1. April 1876.

Le $\frac{12}{24}$ Mars, 1876.

Vali et Commissaire du Vilayet de l'Herzégovine,
Ali.

Nr. 5650.

GROSSBRITANNIEN. — Generalkonsul in Belgrad an den königl. Min. d. Ausw. — Misstrauen gegen die serbischen Versicherungen.

Belgrade, April 8, 1876.

My Lord, — An opinion is gaining ground here that Servia is not sincere in her assurances, and that she intends to take an early opportunity of openly siding with the insurgents. || It is true, that the militia have not yet been actually called out; but, should General Rodich fail in his negotiations, there are reasons to fear some hostile movement. || I have, &c.

Nr. 5650. Grossbritannien. 8. April 1876.

W. A. White.

Nr. 5651.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Wien an den königl. Min. d. Ausw. — Scheitern der Unterhandlungen.

(Extract.) Vienna, April 9, 1876.

With reference to my telegrams of yesterday, I have the honour to inclose herewith an extract from the "Correspondance Autrichienne" of last night, containing a report of General Rodich's interview with the insurgents near Castel Nuovo, and the conditions on which they have offered to lay down their arms*). || The result of the Conference has doubtless caused disappointment here.

Nr. 5651. Grossbritannien. 9. April 1876.

*) Siehe darüber oben Nr. 5590 und 5591. A. d. Red.

Nr. 5651. Gross-britannien. 9. April 1876.

|| It may, however, still be hoped that, if the inadmissible pretentions of the insurgents are met by measures here which will convince them and the Prince of Montenegro that the Government of the Emperor is determined that Dalmatia shall no longer be used as a base for military operations, they may reconsider their demands, and accept the terms which the Porte is willing to grant them. || Should other counsels prevail, and the insurrection be continued, even in the doubtful case of Servia and Montenegro remaining neutral, the policy of the present Grand-Vizier will have signally failed, and it may be feared that the Turkish Government will come to consider that all the resources of the country, without any regard to foreign creditors, should be devoted to the maintenance of Mussulman supremacy in the European Provinces of the Empire, as the only means of prolonging its existence.

Nr. 5652.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Wien an den königl. Min. d. Ausw. — [Haltung Oesterreichs gegenüber den Forderungen der Insurgenten.

Vienna, April 10, 1876.

Nr. 5652. Gross-britannien. 10. April 1876.

My Lord, — As Count Andrassy's time is at present entirely taken up with the conferences between the Cis- and Trans-Leithanian Ministers, I called this morning on Baron Hofmann, and informed him, with reference to your Lordship's telegram of the previous day, that the accounts recently received by Her Majesty's Government as to the prospect of Servia maintaining her promises are not satisfactory, and that some hostile movement was apprehended, if General Rodich failed in his negotiations with the insurgent chiefs. I observed also that this information had become extremely serious, in consequence of the recent movement in Bosnia, and the very unsatisfactory result of General Rodich's proceedings in the Suttorina. || Baron Hofmann said, it is unfortunately true that the revolutionary party in Servia is endeavouring to drive the country into war, and that as great excitement prevails throughout the Principality it may be doubtful whether Prince Milan will have sufficient firmness to resist them. Austria and Russia, however, will continue to use their efforts at Belgrade to prevent war; and as they have both warned the Prince that he will be held responsible for disregarding the wishes of the Great Powers to prevent any violation of the peace of Europe, there is reason to hope that His Highness will consider that the consequences of offending the Emperors of Austria-Hungary and Russia will be more dangerous than any risk he may incur by resisting the agitators for war. || As to the Herzegovina, his

Excellency said it might also be hoped that the insurgents there would moderate their pretensions on learning that Count Andrassy, without waiting for the arrival of their memorial, had, on receiving a telegraphic report of its contents, declared their demands to be inadmissible, and had instructed General Rodich to inform them that all that was reasonable in these demands had been already granted by the Porte, in conformity with the suggestions contained in his Excellency's despatch of the 30th December last, and that though the Austrian Government would continue to use its influence at Constantinople to secure the execution of the promises already made by the Porte, they considered that to claim further concessions would be unreasonable, and the terms on which it has been proposed to effect the pacification of the country must therefore be strictly maintained, and the insurgent chiefs held responsible for the consequences of declining to accept them. || It was intended also, he said, to instruct General Langenau, by telegraph, to propose to Prince Gortchakow that a joint communication should be addressed by Austria and Russia to the Prince of Montenegro, calling upon His Highness to insist upon the chiefs laying down their arms, and accepting purely and simply the terms of pacification which have been offered to them. || I have, &c.

Andrew Buchanan.

Nr. 5652. Grossbritannien. 10. April 1876.

Nr. 5653.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. (Safvet-Pascha) an den kaiserl. Botschafter in London (Musurus-Pascha). — Unannehmbarkeit der Forderungen der Insurgenten.

Constantinople, le 13 Avril, 1876.

J'ai fait connaître antérieurement à votre Excellence les réformes complémentaires octroyées à la Bosnie et à l'Herzégovine par Iradé Impérial du 18 Mouharrem, 1293. Ces réformes, dans lesquelles on voyait un moyen de pacification des districts insurgés, n'ont pas encore abouti à ce résultat tant désiré. Néanmoins, le Gouvernement Impérial n'a reculé devant aucun sacrifice. Puisant surtout ses inspirations dans ses sentiments de clémence et de sollicitude pour ces populations égarées, il a adopté des mesures pratiques et efficaces, jugées par les Puissances garantes elles-mêmes comme devant amplement suffire à l'oeuvre de pacification. Il a chargé des commissaires spéciaux d'aller constituer sur les lieux des commissions exécutives pour veiller à l'application des réformes, au rapatriement et à l'installation des réfugiés. Aussitôt arrivés à destination, ces Commissaires ont solennellement proclamé qu'une amnistie était accordée à tous les insurgés qui, dans le délai de quatre semaines, déposeraient les armes pour retourner chez eux, et que le même

Nr. 5653. Türkei. 13. April 1876.

Nr. 5653. Türkei. 13. April 1876.

délai était assigné aux réfugiés pour se rapatrier; que tous seraient sans distinction l'objet de la plus efficace protection, qu'on leur donnerait les facilités nécessaires pour la reconstruction de leurs maisons et de leurs églises incendiées, ainsi que des subsides et des moyens pour commencer leurs travaux; qu'enfin les rentrants seraient exemptés de la dîme pendant un an et des autres impôts pendant deux ans. Ces mesures elles-mêmes ont été impuissantes à modifier sensiblement la situation. Alors est venue l'entrevue à Raguse du Général Rodich avec Ali- et Mouktar-Pachas, et dans laquelle il a été arrêté qu'un répit de douze jours serait accordé aux Chefs insurgés pour aller à Sutorina conférer avec le Gouverneur-Général de la Dalmatie. Ainsi mis à même d'apprendre les nouvelles preuves de la générosité de leur Souverain à leur égard, ces Chefs insurgés se sont sentis en quelque sorte encouragés à formuler des conditions et des propositions aussi inqualifiables qu'inadmissibles. En présence de cette situation, le Cabinet de Vienne luimême nous a informé qu'étant d'avis que les limites tracées par les mesures déjà adoptées de commun accord avec les Puissances ne doivent pas être franchies, il a donné l'ordre de rejeter ces demandes et de notifier aux insurgés que désormais ils auraient à s'adresser aux autorités Ottomanes. Le Comte Andrassy ajoute que les rebelles ont demandé conseil au Prince du Monténégro, qu'il cherchera à influencer ce dernier, et qu'il compte sur une action identique de la Russie. Quant à nous, nous continuerons l'oeuvre de la pacification par la fidèle et scrupuleuse exécution des réformes et des mesures arrêtées. En même temps, sans nous départir de la modération que nous nous sommes imposée dès le début, nous donnerons une nouvelle impulsion aux opérations militaires et augmenterons au besoin l'effectif de nos troupes en Herzégovine. J'ajouterai toutefois que nos autorités n'en useront pas moins des moyens de persuasion pour ramener les insurgés dans la voie de l'obéissance. C'est pour vous mettre au courant de la situation que j'ai tenu à vous communiquer ce qui précède.

Nr. 5654.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Wien an den königl. Min. d. Ausw. — Oesterreich hält die Forderungen der Insurgenten ebenfalls für unannehmbar.

(Extract.) Vienna, April 13, 1876.

Nr. 5654. Grossbritannien. 13. April 1876.

Having received yesterday a telegram from Mr. Monson, of which I inclose a copy, I called on Baron Hofmann to ask whether any information had reached him respecting the alleged appointment of M. Wessilitzky to act for the insurgent Chiefs at Constantinople. || His Excellency said it appeared that

Nr. 5654. Gross-britannien. 13.April1876.

M. de Wessilitzky had received a written communication from the Chiefs, containing the conditions on which they stated to Baron Rodich that they would lay down their arms, and in which, after acknowledging his past good offices on their behalf, and in assisting the refugees, they had requested him to recommend these conditions to the favourable consideration of the Great Powers and of the Porte. || His Excellency said, that M. Wessilitzky appeared, therefore, to have left Ragusa for Vienna; but it was impossible that he could be received at the Porte, as the representative of the insurgents, to negotiate a pacification ofthe Herzegovina. || I had mentioned to his Excellency on the previous evening on meeting him accidentally, that I had been surprised to learn that General Ignatiew had spoken of Count Andrassy as not considering the demands of insurgents to be unreasonable, and as I again referred to this representation of the Russian Ambassador at Constantinople, his Excellency, without apparently attaching much importance to it, informed me that at first there had been a slight difference of opinion between Count Andrassy's view of the present state of the question and that of Prince Gortchakow, who had considered that the conditions demanded by the insurgents offered a basis for negotiating an arrangement. || The two Governments had, however, he said, now come to an agreement (Prince Gortchakow having adhered to Count Andrassy's opinion) that no further conditions can be proposed to the Porte, and that those already formulated must remain the limit of the concessions to be granted to the Christian population of the insurgent Provinces; but it is hoped at the same time that, within those conditions, explanations may be given as to the details of the manner in which they will be carried out, which will satisfy the Chiefs that all that is reasonable in their demands will be secured to them. The suspension of hostilities ought, therefore, he said, to be prolonged, in order to give time for further communication with Constantinople and with the insurgents; and the same language would be held on the subject by the Austrian and the Russian Ambassadors. || I afterwards called on M. de Novikow, who spoke in the same sense as Baron Hoffmann, respecting the impossibility of M. Wessilitzky, who is a Russian subject, being received at the Porte as the representative of the insurgents, and his Excellency endeavoured to diminish the importance of the part which has been already taken by that gentleman in the recent communications with the Prince of Montenegro and the insurgent chiefs.

Nr. 5655.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Die Pforte klagt Montenegro der Täuschung bei Vermittelung der Waffenruhe an.

(Télégraphique.) Constantinople, le 13 Avril, 1876.

Nr. 5655. Türkei. 13. April 1876.

Votre Excellence sait que le Général Baron Rodich avait reçu la mission de réunir à Sutorina les chefs insurgés pour porter à leur connaissance les mesures généreuses dont ils ont été l'objet de la part du Gouvernement Impérial, les engager à se soumettre et à rentrer dans leurs foyers. En même temps, une entrevue nous a été conseillée entre Ali- et Moukhtar-Pachas, et le Gouverneur-Général de la Dalmatie. Cette entrevue a eu lieu à Raguse. Indépendamment de l'entente qui s'y est établie sur les dispositions à prendre réciproquement tant à l'égard des réfugiés que des insurgés, le Baron Rodich a demandé à conférer avec les chefs insurgés. Ces derniers, répondant à ce désir du Baron Rodich, n'avaient voulu y consentir, qu'à la condition qu'une trève de douze jours leur serait assurée. De son côté, le Prince du Monténégro a appuyé leur demande, et promis conjointement le ravitaillement de Nikchik à travers la Principauté. Notre Commandant-en-chef a consenti à cette trève. La Sublime Porte, qui ne l'avait pas autorisée, se réserve d'examiner la manière d'agir en cette circonstance du Commandant-en-chef, et de la blâmer, s'il y a lieu; en tout cas, elle a reconnu le fait accompli. Mais j'ajouterai qu'en même temps il avait été entendu et décidé que Nikchik, que nos troupes allaient en ce moment ravitailler, en forçant les positions occupées par les insurgés à cet égard, le serait pendant la trève, et que les provisions passeraient librement par le Monténégro. Le Prince Nicolas, qui désirait vivement l'entente des chefs insurgés avec le Baron Rodich, avait formellement promis de donner à cet effet toutes les facilités désirées. Les douze jours de répit ont été scrupuleusement observés; ils se sont pleinement écoulés, et, pendant que les chefs insurgés formulaient les conditions et les demandes inqualifiables que vous connaissez, nous n'avons pu introduire aucun approvisionnement à Nikchik, grâce aux empêchements déguisés que le Monténégro s'est ingénié à cumuler pour faire manquer complètement cette aspiration, et cela, lorsqu'il était connu que tout autre chemin nous était fermé par suite de l'engagement pris de ne pas attaquer les positions occupées par les insurgés. Aujourd'hui, ces derniers, profitant des avantages de leur situation, faisant appel à toutes les forces dont ils disposent, concentrent leurs derniers efforts pour empêcher ce ravitaillement. En présence de l'entente intervenue à Raguse, en présence de la promesse formelle que le Prince Nicolas s'est empressé de donner à cet égard comme un témoignage et comme un gage de son désir de concourir à la pacification, nous nous demandons comment nous devons

interpréter les faits tels qu'ils se sont présentés à nous. Serait-ce faire une conjecture hasardée que de supposer que notre confiance et notre bonne foi ont été surprises, et que les chefs insurgés, d'accord avec le Montenégro, nous ont fait perdre du temps pour profiter des circonstances? || Telle est notre impression, et je vous prie de la soumettre à l'appréciation bienveillante du Gouvernement de Sa Majesté la Reine.

Nr. 5655. Türkei. 13. April 1876.

Nr. 5656.

GROSSBRITANNIEN. — Agent in Ragusa an den königl. Min. d. Ausw. — Wiederaufnahme der Feindseligkeiten. — Verwendung von Baschi-Bozuks.

Ragusa, April 14, 1876.

Nr. 5656. Grossbritannien. 14. April 1876.

My Lord, — Moukhtar-Pasha, with twenty battalions, is, I am told, on his way to the relief of Nicksich, and a serious engagement with the insurgents may be expected within two or three days. Nearly all the troops have been withdrawn from Trebigné, and Constant-Pasha has warned the Turkish Consulate here that communication between that town and Ragusa is for the moment hazardous. || The employment of Bashi-Bazouks is under the serious consideration of the Turkish military authorities, who begin to perceive that with regular troops alone they have no chance of suppressing the insurrection. They argue that the kind of warfare carried on by the insurgents is one which cannot be fairly met but by similar tactics; that the daily perpetration of outrages and massacres (it is to-day reported that some zaptichs have been burned alive by the Christians) justify the use of reprisals; and that even on philanthropical grounds, if the insurrection is to be stamped out, any hesitation at employing every practicable coercive measure is misplaced. They are aware that foreign countries will probably protest against such a policy; but they maintain that such protests would not be made if Europe clearly understood the savage and brigand-like character of the warfare practised by the insurgents. || I have, &c.

Edmund Monson.

Nr. 5657.

RUMÄNIEN. — Circular des Min. d. Ausw. an die auswärtigen Agenten Rumäniens. — Neutralitätserklärung.

Nr. 5657. Rumänien. April 1876.

M. l'Agent, — Au milieu des émotions qui l'agitent encore, l'Europe éprouve un si grand besoin de paix, un tel désir d'éviter toute cause de con-

Nr. 5657. Rumänien. April 1876.

flagration, que je ne crois pas superflu, pour conserver à notre pays les sympathies des Puissances Garantes, de leur rappeler, à l'occasion, l'attitude paisible et absolument correcte que le Gouvernement du Prince a conservée depuis le commencement de la crise qui a éclaté en Orient. || Cette attitude, prudente autant que loyale, ne résulte pas seulement des idées personnelles d'un groupe d'hommes qui, se trouvant au pouvoir, auraient dirigé, dans ce sens, le courant de l'opinion; elle ressort encore et surtout des traditions, des sentiments, des vrais intérêts du peuple Roumain. || Géographiquement séparé de la Turquie par un des plus grands fleuves du monde, forte de son autonomie, confiante dans les Traités qui garantissent son existence, la Roumanie n'a pas à revendiquer des droits qu'elle n'a jamais aliénés. Bien qu'étrangère, par la langue, par le sang et par le génie de son peuple, aux races qui habitent la Turquie, elle ne leur marchande pas ses sympathies; mais elle ne voit rien, non plus dans ce qui se passe au delà du Danube, qui doive lui faire oublier les questions économiques et sociales qui s'agitent dans son sein et qu'il lui faut résoudre à tout prix. Le peuple Roumain comprend que de la solution de ces problèmes dépendent son repos et son bien-être intérieurs. || Le désir de réaliser tout le progrès compatible avec notre temps et nos moyens forme aujourd'hui, M. l'Agent, l'objet de nos constantes préoccupations. Développer notre agriculture et notre commerce; créer de toutes pièces, pour ainsi dire, notre industrie; multiplier nos relations avec les pays voisins; mettre l'instruction à la portée de tous; augmenter nos voies de communication; n'y a-t-il pas là de quoi absorber toutes nos facultés? Cette noble tâche, ce vaste champ ouvert à l'intelligence et à l'activité des Roumains, ne sont-ils pas dignes d'une nation jalouse de prendre place dans la grande famille des peuples civilisées?

Ces idées de paix et de progrès forment un programme auquel nous saurons rester fidèles. Comptant en toute occasion sur la sympathie des Grandes Puissances, confiants en nos propres forces pour nous développer pacifiquement, nous faisons, de la stricte observation des Traités, la base même de notre politique. || Dans les circonstances actuelles, cette politique se définit d'un mot — la neutralité. Si elle nous crée des droits à l'appui et à l'estime des Puissances Garantes, elle nous impose aussi des sacrifices et le devoir de faire respecter cette neutralité. || Ce qui précède doit suffire pour édifier les plus prévenus sur les véritables sentiments du peuple Roumain et sur les véritables intentions de son Gouvernement. J'ai tout lieu de croire que ces franches explications réduiront à néant les bruits répandus naguère sur de prétendus armements que nous songerions à faire. || Vous savez, en effet, M. l'Agent, que les Corps Législatifs n'ont accordé cette année, au Ministre de la Guerre, en fait de crédits extraordinaires, qu'une somme de 950,000 fr. Si ce Ministre dispose actuellement d'une réserve de 4,000,000 fr., c'est parce qu'il a conservé intacts 3,000,000 fr. sur le crédit qui lui avait été alloué l'année dernière, et dont il aurait déjà trouvé l'emploi, si le Gouvernement avait nourri, ne fût-ce qu'un instant, les projets belliqueux qu'on lui a si gratuitement

attribués. Ne pensez-vous pas, Monsieur, que, le cas échéant, il aurait dû songer, tout d'abord, à donner à notre infanterie cette uniformité d'armement que réclament pour elle tous les hommes spéciaux, et que nous serons néanmoins obligés de lui faire attendre encore? || Tels sont les faits, M. l'Agent, telle est, je le répête, la conduite pacifique que le Gouvernement du Prince a suivie, et qu'il est décidé à suivre encore. Observateur scrupuleux des Traités, spectateur désintéressé des événements qui se déroulent autour de lui, il ne songe qu'aux moyens de mettre en oeuvre les immenses ressources dont la Roumanie peut disposer. || Vous voudrez bien, Monsieur, vous pénétrer de ces idées, et vous en inspirer exclusivement dans toutes les communication verbales que vous serez appelé à faire à M. le Ministre des Affaires Etrangères de . . . . || Agréez, &c.

Ballatchano.

Nr. 5658.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Russland wünscht ein Eingehen auf die Forderungen der Insurgenten.

St.-Petersburgh, April 14, 1876.

My Lord, — At an interview I had yesterday with Prince Gortchakow, his Highness informed me, in reply to my inquiry, that he had declined to accede to the proposal of Count Andrassy to make a joint representation to the Prince of Montenegro, urging him to insist on the acceptance by the insurgent chiefs of the terms offered to them. || Prince Gortchakow stated that he was of opinion that the counter-proposals of the insurgent chiefs should not have been so summarily rejected. He observed, that the fact of the counter-proposals being made was a proof that the insurgents, under certain conditions, were ready to lay down their arms. || He further observed, that there was nothing in the counter-proposals of the insurgent chiefs which was in opposition to the spirit of Count Andrassy's proposals. || They neither asked to be freed from the direct rule of the Sultan, nor did their counter-proposals aim at any territorial dismemberment of the Empire. The maintenance of the six garrisons in the Herzegovina and Bosnia was a proof that they projected no dismemberment of the Empire. Their object alone was to obtain some guarantee for the execution of the proposals accepted by the Porte. || His Highness stated that he regretted that the counter-proposals of the insurgents had not been taken into consideration, as they might, in his opinion, form the basis of an understanding. || From what Prince Gortchakow said, I am led to believe that he has taken steps to induce Count Andrassy

Nr. 5658. Gross-britannien. 14. April 1876.

to modify his opinions, with a view to a renewal of the negotiations with the insurgent chiefs. At the same time, I could perceive, from the language of the Chancellor, that he was most anxious to maintain a perfect understanding and cooperation with Austria, and to prevent anything which could lead to a divergence of opinion between the two Cabinets in regard to Eastern affairs. || I have, &c.

Augustus Loftus.

Nr. 5659.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Die Pforte lehnt das Ansinnen Russlands ab, auf die letzten Forderungen der Insurgenten einzugehen.

a.

Constantinople, April 17, 1876.

Nr. 5659. Gross-britannien. 17. April 1876.

My Lord, — I learn from Raschid-Pascha that the Turkish Ambassador at St.-Petersbourgh reports Prince Gortchakow to have said that the Porte should express a readiness to examine the last propositions of the insurgents, in which case the Russian Government would instruct their Agents to advise the Chiefs to enter into communication with the Ottoman authorities. || The Porte considers that this would be a certain step towards direct foreign interference. || The concessions of the Porte had been approved and considered sufficient by both Austria and Russia, which had promised to recommend their acceptance by the insurgents, and Cabouli-Pasha is instructed to express the surprise and regret felt by the Sultan's Government that, after having frankly followed the course that was advised, they should now be urged to declare themselves ready to examine demands of which they have not even official cognizance. || I have, &c.

Henry Elliot.

b.

(Extract.) Constantinople, April 17, 1876.

Every attention will be paid to any reasonable propositions or demands made directly to the Turkish authorities by the insurgents; but the Porte will not be a party to delusive negotiations carried on by agents in whose good faith they can place no confidence. || Additional troops will be at once sent to Bosnia and the Herzegovina, and likewise to Scutari, for while there is no intention of attacking Montenegro, so little trust can be placed in the assurances of the Prince that the Porte is bound to be prepared for any emergency which may arise.

Nr. 5660.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Aeusserungen Fürst Gortschakoff's.

(Extract.) St.-Petersburgh, April 20, 1876.

Nr. 5660. Gross-britannien. 20. April 1876.

I had an interview with Prince Gortchakow this day, and we had some conversation on Eastern affairs. || His Highness considered that the negotiations hitherto carried on through Baron Rodich are exhausted; that the Porte, by the action of Moukhtar-Pasha, had appealed to arms; and that the European Powers had only now to await the decision of the conflict. || Prince Gortchakow said, "La parole est aux canons, et il faut attendre une dizaine de jours pour savoir l'issue du combat". I found Prince Gortchakow anxious to maintain the existing concert of the European Powers, and to avoid any complications which might produce discord among them. He stated very frankly to me that Russia had no interested policy; that she coveted no extension of territory (adding that she had already too much, and that he had always opposed her extension in Central Asia). All that Russia aimed at was the maintenance of peace in Europe and the amelioration of the Christian population of Turkey. || I am happy to inform your Lordship that the difference of opinion which had sprung up with Austria on the subject of the counter proz posals of the insurgents has entirely been removed, and that a perfect understanding has been restored between the Imperial Governments. || Count Andrassy has recognized the force and justice of the views of Prince Gortchakow, and has acceded to them.

Nr. 5661.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Aufregung des Sultans gegen Montenegro.

(Extract.) Constantinople, April 20, 1876.

Nr. 5661. Gross-britannien. 20. April 1876.

Upon going to the Porte this afternoon, I learnt that the Sultan was greatly incensed by the report received from Moukhtar-Pacha of the part taken by Montenegro in opposing the expedition sent to the relief of Nichsich. || His Majesty had at once ordered troops to be despatched to Scutari with a view to the adoption of immediate operations against the Principality; even whilst I was with the Grand-Vizier an Aide-de-camp arrived

Nr. 5661. Gross-britannien. 20. April 1876.

from the Palace with a message reiterating His Majesty's previous orders, and a military council was about to be held to deliberate upon the position of things. || Mahmoud-Pasha having asked my opinion upon the course that should be followed, I said that he must bear in mind that war with Montenegro meant war with Servia as well. || I likewise reminded him that some months ago Russia had declared that she would not permit an attack upon Montenegro. || My strong and decided opinion, therefore, was that, whatever provocation that Principality had given, he would be inexcusable, if he advised the Sultan to desire an attack to be made upon it, unless the Minister of War could guarantee to His Majesty that the men and money at his disposal, and the general organisation of the army, were such as to enable him successfully to face such extended calls upon them. || His Highness said that my views entirely coincided with his own, and he would express them at the Council to which he was just going.

Nr. 5662.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Russland bezichtigt die Türkei der Absicht, Montenegro anzugreifen.

St.-Petersburgh, April 22, 1876.

Nr. 5662. Gross-britannien. 22. April 1876.

My Lord, — I received a note this morning from Prince Gortchakow requesting me to call on him at 12. || On my arrival at the Ministry for Foreign Affairs I found assembled there the French, German, Austrian and Italian Ambassadors. || Prince Gortchakow then stated to me that he had convened us by order of the Emperor; he stated that he had received a telegram last evening from General Ignatiew reporting that, after a Council of War at Constantinople on the 20th instant, the Porte had decided to attack Montenegro as soon as the requisite force could be assembled at Scutari; that a portion of the Turkish forces now on the Servian frontier would cooperate in the attack on the Herzegovinian frontier; that the new Minister of War, Dervish-Pasha, had undertaken to reduce Montenegro, and to put down the insurrection, and the Sultan had consented to advance the necessary funds from his private purse. || This intelligence, the Prince said, had produced a most painful impression on the mind of the Emperor, and by His Majesty's orders he had instructed General Ignatiew to remonstrate with the Porte in the most energetic and peremptory language against a course which could only lead to the ruin of the Turkish Empire. || He had convened the Representatives of the Powers who had co-operated in the efforts which had

Nr. 5662. Gross-britannien. 22. April 1876.

been made for the pacification of the insurgent provinces in order to make this communication to them, and to request them to invite their respective Governments to send similar instructions to their Representatives at Constantinople. || His Highness observed, that no time should be lost in giving due warning to the Turkish Government of the danger of the course they were about to take, and he hoped for the continued action of the European Powers with a view to avert it. || My colleagues and myself assented to the request of Prince Gortchakow, and stated that we should immediately report to our Governments the communication which His Highness had adressed to us. || I inquired whether any motive had been given for this unexpected, grave decision of the Porte. || Prince Gortchakow replied, that none had been mentioned in the telegram of General Ignatiew, but that it had evidently arisen from the telegram of Moukhtar-Pasha, which had reported that 7000 Montenegrins had taken part with the insurgents in the late combat in the Herzegovina. || I took occasion to observe that, in justice to Turkey, an inquiry should be made as to the truth of the statement made by Moukhtar-Pasha. Prince Gortchakow remarked, that in those countries all peasants were dressed alike, and were always armed. || His Highness did not believe the statement of Moukhtar-Pasha, and considered that it had been used as a justification of his defeat. || Prince Gortchakow then entered into an explanation of his late interview with Cabouli-Pasha, and of the sensation which the Pasha's telegram relating to it had caused at Constantinople, and read a letter he had adressed to General Ignatiew on the subject. || In that letter Prince Gortchakow informed General Ignatiew that, on being asked to support the advice given to the insurgent chiefs by General Rodich, viz., to refer their counter-proposals to the Turkish authorities, he (the Prince) had replied that he would willingly do so, provided that he was certain that the Porte would consent to receive those proposals, and to treat with the bearers of them. But the Porte had declined all negotiations, and had appealed to arms. || His Highness further stated in his letter that the Imperial Government had never, as stated by the Porte, given any promise that if the Andrassy note were accepted by the Porte the insurrection should be quelled. All that Russia had done was to promise that her best efforts should be given towards the pacification on the condition that the reforms accepted by the Porte should be faithfully carried out. He had therefore asked Cabouli-Pasha if he could cite one single instance in which any of the promises given by the Porte had been yet carried out. Not a single step, said the Prince, has yet been made by the Porte towards the fulfilment of those promises. || Prince Gortchakow then referred briefly to the question of the revictualling of Nichsich, observing that the Turks had collected provisions for many months, and not for the sole period of the duration of the armistice, and that the Prince of Montenegro had been unable to send the provisions agreed upon from want of transport, none of the neighbouring peasantry consenting to aid him

Nr. 5662. Grossbritannien. 22. April 1876.

in doing so. ‖ I here observed, that the armistice had been concluded on the condition of the fortress being revictualled, and that it was to be regretted that this condition had not been fulfilled. ‖ The Ambassadors having each assured the Prince that they would immediately report to their Governments the communication His Highness had made, then retired. ‖ I have only to add that the crisis is serious, and I could observe that Prince Gortchakow was evidently impressed with the gravity of the events to which it may lead. ‖ I have, &c.

Augustus Loftus.

Nr. 5663.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Der Minister stellt jede Absicht eines Angriffs auf Montenegro in Abrede.

(Télégraphique.) Constantinopel, le 23 Avril, 1876.

Nr. 5663. Türkei. 23. April 1876.

Un télégramme que nous venons de recevoir de Cabouli-Pacha nous informe que le Prince Gortchakow ayant convoqué, au nom de l'Empereur, les Représentants des Grandes Puissances, leur a dit qu' à la suite d'un Conseil des Ministres, la Sublime Porte avait décidé de déclarer la guerre au Monténégro; que la Russie seule ne pourrait conjurer un débordement général; que la Sublime Porte, en prenant cette décision, aurait mis ellemême l'étincelle à la poudre; qu'il craignait que la révolte ne se propageât aux autres parties de la Turquie; que la Servie, la Grèce même ne fissent cause commune avec leur co-religionnaires, et qu'il proposait aux Grandes Puissances de s'unir à la Russie et de faire des démarches promptes et identiques pour faire revenir la Sublime Porte sur sa décision. Cabouli-Pacha ajoute qu'en même temps le Prince Gortchakow a fait entendre à ces mêmes Représentants que la Russie ne consentira pas à ce que le Monténégro soit attaqué. Tous les Représentants ont répondu que leurs Gouvernements prêteront leur concours à l'Empereur pour dissuader la Sublime Porte et maintenir le statu quo actuel de l'Europe et la paix générale. ‖ Ainsi que je l'ai télégraphié à Cabouli-Pasha, il est complètement inexact que la Sublime Porte a pris la détermination d'attaquer la Monténégro. Un bruit analogue ayant été répandu ici dans le public, nous nous sommes empressés d'informer de l'état réel des choses les Représentants des Grandes Puissances qui ont été complètement rassurés. En effet, Moukhtar-Pacha ayant, dans sa marche pour ravitailler Nichsich, rencontré un corps de Monténégrins, le Gouvernement Impérial a dû, comme une mesure de précaution pour l'avenir, décider de réunir quelques troupes à Scutari d'Albani. ‖ En dehors de cela, nous n'avons même pas délibéré jusqu' à présent sur une action quelconque dépassant cette mesure. ‖ Veuillez communiquer d'urgence ce qui précède au Ministre des Affaires Etrangères, en ajoutant

qu'il suffira aux Puissances, dont nous connaissons le sincère désir de contribuer à la pacification, d'empêcher strictement toute participation à l'insurrection de la part des Monténégrins pour qu'il n'y ait évidemment lieu à aucune mesure militaire de la part de la Sublime Porte.

Nr. 5663. Türkei. 23. April 1876.

Nr. 5664.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Die Türkei beschuldigt Montenegro der Absicht, anzugreifen.

(Télégraphique.) Constantinople, le 26 Avril, 1876.

Nr. 5664. Türkei. 26. April 1876.

Mon télégramme du 23 courant vous a fait connaître le peu de fondement des bruits qui ont circulé sur une soi-disant agression offensive de notre part vis-à-vis du Monténégro. Nous avons été d'autant plus surpris de voir qu'on ait pu ajouter foi à un pareil mouvement irréfléchi de la part du Gouvernement Impérial, que nos actes et la ligne de conduite, que nous nous sommes invariablement tracée jusqu'à ce jour, nous mettaient en droit d'être persuadés de la ferme croyance des Cabinets en notre prudence et en nos intentions loyales. En effet, qu'avons-nous fait jusqu'à présent qui ait pu démentir le moins du monde la confiance inébranlable que nous avons placée dans les promesses de co-opération morale qu'ont bien voulu nous donner les Puissances, en vue de la prompte pacification de nos districts insurgés, et les assurances que nous avons maintesfois reçues d'elles sur la parfaite et absolue neutralité du Monténégro vis-à-vis de l'insurrection? N'avons-nous pas en tout, et pour tout, témoigné de la plus grande déférence pour les conseils bienveillants des Gouvernements Européens, en adoptant leurs suggestions relatives aux réformes complémentaires applicables en Bosnie et dans l'Herzégovine, en nous conformant strictement aux mesures de pacification, et aux délais accordés aux rebelles qui nous ont été conseillés, en décrétant l'amnistie pleine et entière, avec toutes ses conséquences, pour le bien-être matériel des insurgés qui se soumettraient, ainsi que toutes les facilités voulues pour le rapatriement, la réinstallation des réfugiés, en usant surtout de la plus éclatante modération dans toutes les péripéties de l'insurrection, et ce à l'encontre même de l'opinion publique, lasse enfin de toutes les atrocités commises par les bandes, et de la prolongation indéfinie d'une lutte dont elle considère la répression comme trop restreinte? Nous n'avons donc voulu, et ne voulons encore revendiquer nos droits incontestables dans toutes ces affaires, autrement qu'en nous appuyant sur les avis et le concours moral, mais "efficace", des Puissances pour le prompt apaisement de la révolte. Nous ne nous laisserons entraîner à aucune précipitation inconsidérée, à aucun acte de nature à mettre en doute notre confiance absolue dans les sentiments des Puissances à notre égard, mais aussi à aucune défaillance lorsqu'il s'agit de sauvegarder,

Nr. 5664. Türkei. 26. April 1876.

dans toute son intégrité, le prestige et les droits souverains de notre auguste Maître. Et cependant, on voudra bien reconnaître avec nous que l'insurrection, loin de s'apaiser, semble relever la tête avec un cortége de prétentions littéralement inadmissibles, et devenir de plus en plus intense. On ne saurait, en effet, nier d'après les rapports de nos Commandants-en-chef, que les bandes de rebelles n'augmentent en nombre, et que même des Monténégrins n'aient pris part à la lutte. A l'heure qu'il est nous recevons de tous côtés la nouvelle que des corps considérables d'insurgés, parmi lesquels encore des Monténégrins se concentrent autour de Nikchik, centre principal des opérations de nos troupes, et devant absolument être approvisionné en dépit de la promesse formelle du Prince Nicolas, de ne point laisser inquiéter le ravitaillement de cette place. En admettant même, ce qu'il nous serait difficile de supposer, qu'il puisse y avoir quelque exagération dans les rapports de nos Commandants, il n'en est pas moins vrai que la lutte tend à acquérir des proportions inquiétantes, et que surtout des montagnards y participent journellement. En présence, donc, de notre ligne de conduite que je viens de vous exposer, de la situation que nous voyons s'accentuer autour de nous, et des dispositions bienveillantes et inaltérables des Puissances, nous faisons un appel suprême à leur loyal concours moral pour mettre un terme à ces calamités, et aux crimes de lèse-humanité, qui sont quotidiennement commis par les rebelles farouches, au détriment de nos malheureuses et inoffensives populations; et tout ceci nous paraît indubitablement nous avoir mis en droit d'être convaincus qu'une action commune de la part des Grandes Puissances a dû, ou tout au moins est sur le point d'être exercée auprès du Prince de Monténégro, en vue de faire renfermer son Altesse dans les limites de la plus stricte neutralité, et de l'engager à agir avec vigueur, dans l'intérêt, non-seulement de l'apaisement de la révolte, mais aussi de la paix générale, pour empêcher la participation armée des siens à l'insurrection et pour assurer le ravitaillement de Nikchik. || Vous voudrez bien communiquer d'urgence cette dépêche à M. le Ministre des Affaires Etrangères et lui en laisser copie.

Nr. 5665.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Aeusserungen Fürst Gortschakoffs.

(Extract.) St.-Petersburgh, April 26, 1876.

Nr. 5665. Grossbritannien. 26. April 1876.

I had a short interview with Prince Gortchakow this morning. || I informed his Highness that your Lordship had informed the Russian Chargé d'Affaires at London of the positive assurance received from Sir H. Elliot, that the Porte had no intention to attack Montenegro, which had been subsequently confirmed by Musurus-Pasha, who had stated, on official authority,

that nothing beyond the assembling of some troops at Scutari for defensive purposes had been discussed at the Council held at the Porte; your Lordship had consequently presumed under these circumstances that the joint action of the Representatives at Constantinople was no longer called for. || Prince Gortschakow, while entertaining no doubt of the pacific intentions of Her Majesty's Government, and gratified by the language and counsels of Her Majesty's Ambassador at Constinople, still considered that in the eye of Europe, as well as of the Turks, the non-active participation of England in the remonstrances made by the five Powers at Constantinople, against a reported intention of Turkey to invade Montenegro, might give rise to misinterpretation and misconstruction, and that a false impression might be deduced from the apparent silence of England, that she separated herself from the European concert. || His Highness begged me therefore to express to your Lordship by telegraph his hopes, that in some form Her Majesty's Governement will convey to the Porte their participation in the opinion of the five Powers on the occasion in question, and their satisfaction on learning that the Porte had no intention of attacking Montenegro. || Prince Gortchakow observed, that the Porte had not abandoned her intention of concentrating a force at Scutari, and he considered this measure as one of a dangerous nature; for, said his Highness, "c'est une étincelle près d'une poudrière". || In conversing on the present attitude of affairs in the Herzegovina, Prince Gortchakow was of opinion that the negotiations could not be carried on (as Count Andrassy apparently hopes) on the basis or within the scope of the proposals accepted by the Porte. || Prince Gortchakow remarked that the Porte could not carry out the engagements she had taken; it was impossible for her to do so. || "But," I observed to Prince Gortchakow, "the European Powers could not possibly say to the Porte 'we have asked you to undertake an impossibility'." || "That is true," replied the Prince; "but at the time those proposals were made, we conceived that the Porte had more resources, more vitality; that she was not so powerless as she has since proved herself to be." || He expressed a hope, that an armistice might be arranged, and that time would then be gained for negotiation; and he seemed to entertain an idea that the insurgents should be brought to treat directly with the Porte. || On my endeavouring to elicit from His Highness an opinion as to the future arrangements which might be come to, he said at once "that he could not look into the future; all he could do was to guard against the dangers of the moment". || I could perceive that, although there is a cordial wish, and, moreover, a decided intention to act and co-operate with Austria in these eastern complications, there is no harmony of views in regard to the mode or basis on which such an arrangement can be come to. || Count Andrassy appears to hold to an arrangement within the limit of his note accepted by the Porte. || Prince Gortchakow seems to think, that this Andrassy note should be adapted and harmonized as far as may be possible with the demands of the insurgents; and it is no doubt on this account that he con-

Nr. 5665. Grossbritannien. 26 April 1876.

siders it advisable that the insurgents should treat directly with the Porte, without the intervention of the Powers. ‖ But, as I observed to the Prince, in the present excited state of the two conflicting parties, I did not see the possibility of any direct arrangement being come to between them.

Nr. 5666.

GROSSBRITANNIEN. — Generalkonsul in Belgrad an den königl. Min. d. Ausw. — Berichte über die slavische Agitation und die Stimmung in Serbien.

a.

(Extract.) Belgrade, April 28, 1876.

Nr. 5666. Grossbritannien. 28. April 1876.

In the political events which are either going on or preparing in this part of Europe, two distinct Slav bodies are likely to exercise no small influence, viz., the Omladinists in Hungary and the Slavonic Committee in Moscow. ‖ The Omladinists are the Slav home rulers of Hungary! as such, they are hated and despised by the governing (Magyar) class in that kingdom; and hitherto had shown so defective a political organization, that their importance arose much more from their supposed connection with certain parties at Court at Vienna, and on account of their actual relations with the Revolutionary party in the Principality of Servia, than on account of any immediate influence as agitators in Croatia, Dalmatia, or Slavonia. Actual events are foreshowing a change in this respect. ‖ From 1849 to July 1875, these Slavs were chiefly aiming at the attainment of a recognition of certain Home Rule prerogatives, by means of their opposition to Magyar or Hungarian supremacy. With that view they took up arms under Jellachitch for the Emperor Francis Joseph in 1849, opposed the restitution of the ancient Hungarian Constitution till 1867, and have carried on a more or less factious constitutional opposition to the dominant party since that year. ‖ But the sympathies which the Southern Slavs were able not only to set forth openly, but also to which they could give practical effect during six months, in favour of the insurgent Slavs in the Herzegovina, have modified their position, and the aspirations of that race have acquired fresh vigour from the Adriatic to the Drave, and from the Drave to the Theiss and the Save, by giving them a cohesion and a common bond of hope, by making them view the cause of the Turkish Rayahs as their own, and their emancipation from Ottoman rule as an object of primary importance for Austrian Slavs, by which they can attain an influence which they have not had for centuries, and which they have hitherto sought in vain on the hustings or in Parliamentary assemblies. ‖ Their proximity to the scene of the insurrection has enabled the Croats and Dalmatians to give the Insurgents far more real assistance than they can have derived

from Servia, and the public men of the latter Principality have seen themselves gradually ousted by these, and by the Prince of Montenegro, from the leadership of the national cause, which Servia considered hitherto as its peculiar mission and attribute. || The Slavonic Committees in Russia, and especially the central one at Moscow, have contributed a good deal to propagate sympathy for the insurgent cause in the Russian Empire, and to collect funds for the support of that cause. || Amongst the agents employed by them, there is one whose name has been very much before the public of late, and who appears determined to play a part in the political negotiations pending for the pacification of the Herzegovina, viz., M. Wesselitzky-Bogidarovitch. || As the public journals have referred at some length to this gentleman, I need not trouble your Lordship with any further particulars concerning his movements, except to mention that he has been employed by the Metropolitan of Belgrade to distribute funds in the Herzegovina.

b.

(Extract.) Belgrade, April 28, 1876.

I fear, that it is beyond my power to convey to your Lordship any accurate description of the state of affairs in Servia, in so far as to form any exact conclusions as to the real plan of Prince Milan and of his Ministers at the present crisis. || The Prince takes no pains to conceal that more than ever he considers a collision with the Porte as within the range of possibilities; but he continues to disclaim, at the same time, any intention to act as the aggressor. He pointed out to me the other day that that portion of Bosnia which is conterminous to Servia has been entirely free from armed bands since last November, when the Papas Zarko was repulsed into Servia, whilst the insurgents, who had within the last few weeks made their appearance on the River Unna between Bihatch, Novi and Kostainitza, were all in proximity to the Austrian frontier, and he defied any one to show that Servia had been instrumental in fostering insurrection in that part of Bosnia, though he added that such an accusation had been made somewhere, evidently alluding to Austrian authorities. || Indeed, it is generally believed here that this last rising in that part of Bosnia, which I have described above, and which is generally known by the name of Turkish Croatia, owed its main support to Austrian Slavs. || Whilst the above are, no doubt, the views of the most influential persons in this Principality, corresponding military preparations are carried on unremittingly with immense care and attention, and although the purchases of stores of different kinds are contracted for on a scale corresponding to the smallness of the resources of this juvenile State, most of these indicate by their nature the contemplation of a regular warfare at no distant period, and payments for them have well nigh exhausted the small

Nr. 5666. Gross-britannien. 28. April 1876.

supplies of cash which either existed in the Treasury a few months back, or which have accrued to it since. It does not appear, that any means have succeeded up to this moment in providing for a mode by which it would be possible to replenish the exchequer before it is thoroughly drained, a moment which cannot be far off. ‖ The delivery of some of the stores will not be supplied by the contractors till May, and to the end of June, and the intended purchase of horses in Bessarabia having turned out a total failure, on account of their high price, these are brought daily across the Danube from the inundated districts of Hungary by dealers, and those that are approved of are bought by the War Department. ‖ All these facts would lead one to suppose that a regular campaign was in contemplation, the militia has been divided in six divisions, and all the arrangements of this new organization are, I believe, sufficiently advanced to enable Servia to enter the field at a very short notice, and perhaps even before all the preparations are fully completed, should it be considered advantageous to do so. ‖ In conversation with the foreign Representatives, persons in authority tell us that all these preparations have a purely defensive character, and that the advent of the war party in the Councils of the Sultan might at any moment expose Servia to an attack, and her Prince to the merited reproach of his people, were he to leave such a danger out of his calculations. ‖ Thus much I may say, that I have not met a single politician of any note in Servia who did not contemplate sooner or later hostilities with the Porte, not with a view to independence, but for the purpose of the acquisition of Bosnia, and through the deeply-rooted desire of making the present Principality the nucleus of a larger Slavonic State under the suzerainty of the Porte, as long as European Turkey forms a compact State. ‖ All are unanimous and agreed on this subject without any exception. A few entertain a faint hope that the same result might be attained by negotiations with the Porte, if any of the Great Powers could be made favourable to such a project; but not even these exclude an appeal to arms altogether from their calculations, so that it may be asserted without hesitation that the only differences existing amongst Servian public men in this respect are as to time, and appreciations of the fittest opportunity. ‖ With such dispositions, and with the permanent reorganization of the national Servian army, which I am told could muster about 90,000 men, besides a reserve almost as numerous, it must be admitted that, even should pacific councils prevail at the last moment at Belgrade during next summer, the growing weakness of the Ottoman Empire may afford a series of temptations to this population to disturb the peace of its neighbours. ‖ For many years to come the fate of war or peace in this Principality will depend chiefly on the views of the politicians of Belgrade as regards the mass of the population. This consists in Servia of yeomen or peasant proprietors, and these, I am assured, even at this moment, look with considerable alarm on the prospect of a war, and desire, above all things, a pacific solu-

tion, so that it is probable that they would contemplate with equanimity, should their Prince adopt a determination to preserve peace, though their Deputies at the Skoupstchina would probably, in that case, demand a strict account of the moneys they might consider as wasted for military stores, and for preparations without any apparent countervailing advantage. || Even the enthusiasm of the population of Belgrade is of an extremely moderate kind actually, notwithstanding the assertions to the contrary of most of the Viennese and Pesth correspondents and of sensational telegrams. || The question of money is likely to become a very critical one for the Servian Government ere long, as it is very probable that all their pecuniary resources will soon become completely exhausted. || I hear that it is contemplated to issue Exchequer bonds bearing 8 per cent. and redeemable in five years; but it is not likely that foreign contractors for military stores will accept these readily in payment. || In case of an outbreak of hostilities the Government have the power of demanding the war tax in cash, and the contributions in kind voted at the secret sittings of the last Skoupstchina. || It looks like a paradox; but the exhaustion of the Exchequer constitutes in itself a danger not to be entirely overlooked in speaking of the condition of Servia, as her rulers may have no other alternative but war for levying new taxes, for which, in that case only, they could have a legal excuse. || The militia has not been called out, even for exercise, as was originally intended, but as all the officers have proceeded to their respective depôts, and the men are ordered to be prepared to join their batallions on the shortest notice, I cannot place much reliance on the pacific character of the postponement of this measure. || There is no doubt that depôts of arms and of ammunition have been established in various parts of the country, chiefly in proximity to the Turkish frontier, and that a small body of Bosnian refugees is beeing organized at Shabatz on the Save. || It would appear, that the war party here have two concurrent plans; they think that either Turkey will take the initiative of attack, or they hope that the insurrection will assume such proportions in Bosnia as to give Servia some pretext for giving open assistance to the Christians of the Province against the probable outrages of their Mahometan fellow-countrymen, the latter being all armed. || In either case a march on Bosna-Seraï would probably be attempted by Servian troops, while the main body of the army would attempt to resist an Ottoman invasion from Nisch and Widdin. || Though, as I had the honour of stating above, it is believed that the mass of the Servian people is by no means disposed in favour of a war at the present moment, and would prefer by far a pacific solution; I am, however, assured at the same time, that their patriotic feelings are being gradually strongly aroused, and the reappearance of their former oppressors on Servian soil would, it is probable, raise a spirit of desperate resistance. || Another alternative has been spoken of, and recommended by some organs in Austria, and that with a view to avoid, if possible, the great dangers which must accompany an Ottoman occupation, which would

Nr. 5666. Gross-britannien. 28. April 1876.

be sure to be resisted, and the perils to the tranquillity of Europe which might ensue from the appearance of Servia as a combatant, in rebellion against the Suzerain Power; this preventive measure would be no other than an Austrian military occupation of this Principality.

Nr. 5667.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Russland lehnt weitere Einwirkung auf Montenegro ab.

St.-Petersburg, April 30, 1876.

Nr. 5667. Gross-britannien. 30. April 1876.

My Lord, — I had the honour to receive your Lordship's telegram of the 28th of April early yesterday morning. || It being the Emperor's birthday a Court of felicitation was held at the Palace, at which the Corps Diplomatique was present, and I was consequently unable to call on Prince Gortchakow. || As the question was one of urgency, and it was desirable that no delay should take place in communicating to Prince Gortchakow the opinions expressed by your Lordship, I addressed a private letter to his Highness (of which I annex a copy), in which I embodied the substance of your Lordship's telegram. || I received a note from his Highness this morning requesting me to call upon him. I waited on his Highness at the hour named. || He immediately referred to the subject of my private letter. His Highness stated, that the Turkish Ambassador had also communicated to him, and left a copy of a circular telegram which had been addressed to the Turkish Representatives at the European Courts, which had probably given rise to your Lordship's communication, the general purport of which was to appeal to the European Powers to secure the neutrality of Montenegro in the impending conflict between the Turkish troops and the insurgents. || His Highness told me, that he had replied to Kabouli-Pasha that what he had read to him "n'était qu'un roman tandis qu'il demandait de l'histoire". || He observed, that Russia and Austria had hitherto successfully exercised their influence to restrain both Montenegro and Servia from taking part in the contest; that, up to the present moment, all that the Powers had received from the Porte had been a written promise to carry out reforms, not one of which had as yet received the semblance of execution; and that the Porte, at the time when efforts were being made by Austria and the other Powers to bring about an armistice and a pacification, had appealed to arms. || His Highness informed Kabouli-Pasha, that he had no answer to give to his communication. || Prince Gortchakow then informed me, in reference to the communication I had made, that, under the circumstances he had related to me, and in view of the menacing attitude which the

Porte still continued to observe towards Montenegro, he could take no further steps in regard to inducing the Prince of Montenegro to maintain his neutrality, nor indeed could he answer that the Prince of Montenegro may not be forced by circumstances into action. || His Highness said, that he considered, on the contrary, the gravity of the situation required that the European Powers should hold the most energetic language to the Porte, with a view to the adoption of such concessions as will reasonably satisfy the insurgents and thereby give peace to her disaffected subjects. || I have, &c.

Nr. 5667. Gross-britannien. 30. April 1876.

Augustus Loftus.

Nr. 5668.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Russland verlangt, dass Oesterreich den Hafen von Klek der Türkei verschliesse.

St.-Petersburgh, April 30, 1876.

Nr. 5668. Gross-britannien. 30. April 1876.

My Lord, — In the course of conversation this day with Prince Gortchakow, his Highness spoke in terms of disapproval of the orders sent to the Turkish Commander-in-chief to march on Nichsich at the very moment when Austria was using her best efforts to bring about an armistice and the revictualling of that fort by the Prince of Montenegro; and he foresees from this action of the Porte a great increase of popular indignation on the part of the insurgents and, in lieu of appeasement, an extension of the insurrection. || From certain expressions which fell from Prince Gortchakow I have reason to think that his Highness has strongly urged on Count Andrassy the necessity of closing the port of Klek, and of preventing it from being utilized by the Porte as a basis of military operations. || It is not the first time that Prince Gortchakow has spoken to me in this sense. On the present occasion his Highness observed that, as Austria had closed her frontier against the insurgents, the access to Klek should be equally closed to the Porte for military purposes. || Prince Gortchakow stated, that he held strictly to the principle of material non-intervention. He had some years ago put forward that principle in regard to the affairs of Turkey, and had conformed to it. If, therefore, the efforts of the European Powers to effect a pacification between the Porte and the insurgents should prove to be unavailing, although he will do nothing to incite Servia and Montenegro, he can no longer restrain them from action. || There can be no doubt, said his Highness, that in such an event the insurrection would assume much larger proportions, and a flame would be kindled in Bulgaria, Epirus, Thessaly and Albania, which the Porte, with its

Nr. 5668. Grossbritannien. 30. April 1876. weakened resources, would be unable to extinguish, and the Christian Powers of Europe, awakened by public opinion to the call of humanity, will have to interpose to arrest the effusion of blood. || I have, &c.

Augustus Loftus.

Nr. 5669.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Ausbruch eines Aufstandes in Bulgarien.

Constantinople, May 4, 1876.

Nr. 5669. Grossbritannien. 4. Mai 1876. My Lord, — Information has been received of an insurrectionary movement which has broken out at the village of Otloukeui, not far from Philippopoli, which lies on the railway beyond Adrianople. || It was known, that revolutionary agents were working actively among the Bulgarians, and that arms and ammunition have latterly been introduced in considerable quantities. || I have, &c.

Henry Elliot.

Nr. 5670.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Berlin (Lord Odo Russell) an den königl. Min. d. Ausw. — Beabsichtigte Konferenz der drei Kaisermächte in Berlin.

Berlin, May 5, 1876.

Nr. 5670. Grossbritannien. 5. Mai 1876. My Lord, — The Czar and the Emperors of Austria and Germany having agreed to a meeting of their Ministers to discuss the best means of bringing about a pacification of the insurrectionary movement in Herzegovina, Prince Bismarck, by order of his Sovereign, has invited Count Andrassy to Berlin, as the Russian Chancellor had already done last week; and Count Andrassy, in accepting the double invitation, has announced his arrival at Berlin for Tuesday next the 9th instant. || The Czar and Prince Gortchakow, however, will not be here before Thursday morning, the 11th, and His Majesty's departure for Ems is fixed for Saturday next, 13th instant. || In reply to my inquiries Herr von Bülow told me, that the Andrassy note was the basis on which it was hoped to effect the pacification. It remained to be seen, however, from the impending discussion in what manner Prince Gortchakow and

Count Andrassy proposed to bring about a practical agreement between the insurgents and the Porte. || The German Government, having no special interest beyond the maintenance of peace in the matter, would be willing and glad to give their moral support to any pacific solution of the question their Russian and Austrian allies might agree upon. || I have, &c.

Nr. 5670. Grossbritannien. 5. Mai 1876.

Odo Russell.

Nr. 5671.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Aufregung der türkischen Bevölkerung.

Constantinople, May 7, 1876.

Nr. 5671. Grossbritannien. 7. Mai 1876.

My Lord, — It is impossible to be blind to the fact that the irritation of the Turkish populations has reached a pitch at which little is required to place the Christians in many parts of the Empire in a position of the greatest jeopardy. || The unpopularity of the Sultan and of Mahmoud-Pasha, coupled with universal distress, arising from the financial state of the country, has given rise to deep-seated and general discontent. || The effect of the long-continued insurrection is felt by every class of the community, whether Christian or Mussulman; but the latter regard themselves as sufferers from a Christian movement for supremacy countenanced by the Christian-Powers, which have allowed every kind of assistance to be given to the insurgents, while the Porte has been prevented from adopting the measures considered necessary to put it down by attacking it at its source. || The Salonica catastrophe cannot fail to increase the prevailing uneasiness; and, as the Porte has shown a readiness to do all that the Representatives can suggest in reference to it, it is essential to avoid everything likely to add to the excitement. || If at the meeting between Prince Bismarck, Prince Gortchakow and Count Andrassy, about to take place at Berlin, it is proposed to come to some decision with regard to the Herzegovina, it is much to be hoped that nothing will be insisted upon to which the Porte will not be able to consent or to engage to carry out. || The European Governments could, no doubt, enforce any decisions they might arrive at; but they could not do so without imminent risk to the lives of the Christian populations, if their proposals were such that the public opinion of the Mussulmans forced the Porte to resist them. || I have, &c.

Henry Elliot.

Nr. 5672.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in St.-Petersburg. — Mittheilung über eine Unterredung mit Graf Schuwaloff.

(Extract.) Foreign Office, May 8, 1876.

Nr. 5672. Grossbritannien. 8. Mai 1876.

The Russian Ambassador called upon me on the 4th instant, and entered into a long and interesting conversation on the state of matters in the East. || The following are the most important of the observations which he was charged to make. || His Government, he said, thought badly of the turn which events were taking; it was evident that the Austrian note had hitherto produced no effect in bringing about a pacification, and it did not seem likely that it would do so. The question would, therefore, arise, What further steps ought to be taken? He assumed that it was not contemplated by any Power to allow the war to go on indefinitely, without an attempt to prevent its spreading. It seemed that two alternatives only were possible: the one, an occupation of the disturbed districts by Austrian troops; the other, a fresh proposal made to the insurgents of terms which they might be induced to accept. To the policy of an Austrian occupation many objections occurred. It was not desired by the Austrians themselves; it might lead to difficulties and complications not at present foreseen; and though it might restore peace temporarily and provisionally, it effected nothing towards a permanent settlement of the questions at issue. The other alternative seemed more feasible; the insurgents had been moderate in their demands, they had not asked for independence or for any concession incompatible with the maintenance in its integrity of the Turkish Empire; it remained to be seen whether something might not be done to meet their views. || Count Schouvaloff then referred to the intended meeting of Prince Gortchakow, Prince Bismarck and Count Andrassy at Berlin, in the course of next week, and said that it was the earnest desire of his Government that whatever course of action was to be decided upon, should be the result of agreement, not among three Powers only, but among six. || I said, that I had heard this last expression of opinion with much satisfaction, and entirely concurred in it. As to the course which should be pursued by the Powers, it seemed premature to attempt to lay it down. There appeared, I said, to be a general agreement that something ought to be done; but no agreement, or approach to agreement, as to what it should be. I was disposed to concur in his objections to the plan of an Austrian occupation — not the least of them being the reluctance of the Austrian Government itself to take that step. I thought it too soon to despair of the success of Count Andrassy's plan of pacification, and pointed out briefly the difficulty of asking the Porte to make further concessions, after the unreserved acceptance

by the Sultan of those formerly proposed, and the rejection of them by the other party to the quarrel. I spoke of the active part taken by Montenegro in encouraging the insurrection; and expressed to Count Schouvaloff my opinion that since the Powers had combined to protect Montenegro from attack by Turkey, they were bound to see that the security thus guaranteed to the Prince and his people was not abused.

Nr. 5672. Gross-britannien. 8. Mai 1876.

Nr. 5673.

MONTENEGRO. — Memoire des Fürsten an den englischen Min. d. Ausw.

Nr. 5673. Montenegro. 8. Mai 1876.

Depuis des années la province d'Herzégovine a été le théâtre de désordres continuels, et la position de la majorité Chrétienne des habitants a été rendue intolérable. Les réformes et garanties accordées, à plusieurs reprises, par le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan, avec une bonne foi que nous sommes loin de suspecter, n'ont pas atteint leur but, parce que, là, comme malheureusement partout, les autorités chargées de les appliquer ont pris à tâche d'en annuler l'effet, en quoi elles ont été activement aidées par la minorité Mahométane. Celle-ci, de concert avec les magistrats civils et judiciaires, comme avec les chefs militaires, n'a jamais manqué, aprés la publication à grand fracas des décrets de la Porte, d'en faire une lettre morte, même avant que l'application en eût été tentée. Les vexations et les dénis de justice, dans les grandes comme dans les petites choses, continuaient, comme par le passé, et le Rayas n'avait, pas plus qu'auparavant, une heure de sécurité pour sa personne, sa famille et ses biens. Une situation pareille exaspérerait les populations les plus douces; à plus forte raison ne pouvait-on pas attendre une patience sans bornes d'un peuple soustrait à toute influence civilisatrice et auquel ses maîtres mêmes donnaient l'exemple du mépris des lois. La vie même était devenue insupportable; or, quand un peuple en est réduit là, on sait ce qui arrive. || Une preuve frappante du désespoir, auquel les Herzégoviniens étaient réduits, est la confraternité parfaite à laquelle la souffrance de tous les jours a amené deux religions ennemies. Pour qui connaît la haine qui divise partout en Orient les Catholiques Romains et les Orthodoxes du rite Grec, il y a là un fait qui parle de lui-même. A l'heure qu'il est, des prêtres Catholiques et des popes Grecs combattent confondus dans les mêmes rangs. || Dans le courant de l'année 1874, la misère des Chrétiens étant arrivée à son apogée, il y eut, dans diverses parties de la province, des mouvements précurseurs d'un soulèvement, auxquels les autorités répondirent par un redoublement de rigueurs et par l'arrestation sommaire d'un certain nombre de notables. D'autres, échappant aux recherches, se refugièrent au Monténégro,

Nr. 5673. Montenegro. 8. Mai 1876.

demandant au Prince de leur donner un asyle, et, même, de les aider à secouer le joug. || Le Prince Nicolas, fidèle aux lois internationales, refusa d'écouter cette dernière demande; mais, connaissant bien quel était l'état des choses qui avait nécessité la fuite de ses hôtes, il fit tout ce qu'il pût pour leur rendre possible leur retour en sûreté dans leurs foyers. Il porta, en même temps, à la connaissance des Puissances la situation où se trouvaient les territoires avoisinant les siens, par une Mémoire en date du mois d'Avril 1875. || Alors, comme toutes les fois qu'il s'est agi d'une oeuvre bienfaisante, il eut le bonheur d'obtenir le puissant concours du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, qui voulut bien se faire à Constantinople l'intermédiaire des voeux de Son Altesse. Grâce à cet appui, la Porte accorda une amnistie pour les faits d'agitation et pour le départ illégal des notables. En outre, elle institua une Commission de fonctionnaires, chargée de recevoir les réclamations des Herzégoviniens et d'y faire droit. Les émigrés une fois rentrés et la Commission installée, il arriva ce qui est toujours arrivé en Turquie, depuis que les Sultans ont entrepris les réformes; les nouveaux Décrets ont été laisses inexécutés comme les précédents et les Délégués ne firent que commencer, pour la forme, l'enquête dont ils étaient chargés. Les indigènes Musulmans, irrités, redoublèrent de violences et de vexations, sous les yeux de la Commission impuissante ou complice; et les Chrétiens, à bout de patience, n'écoutèrent plus que leur désespoir. || C'est ainsi que l'insurrection actuelle éclata, sans entente préalable et saus préparation quelconque. || Il est bien inutile de faire l'historique de cette guerre de détail, de surprises, de petits combats, qui n'a été signalée que par l'acharnement des deux parties et par les vengeances exercées, sans distinctions, sur des districts entiers par les Turcs. || Dès le début de cette crise, les Puissances Chrétiennes désireuses, comme de juste, de circonscrire le foyer de l'incendie, pour l'empêcher de devenir par degrés une conflagration générale, s'adressèrent au Prince de Monténégro, dont l'action pouvait déterminer ou empêcher les complications les plus graves. Entrant sans hésitation dans leurs vues et mû par les mêmes sentiments d'ordre et de paix, le Prince donna sa promesse d'observer la neutralité, et il est heureux de pouvoir dire qu'il a tenu cet engagement. Il tient même à faire remarquer, en passant, qu'il a donné une preuve frappante, à la fois, de sa fidélité à ses engagements et de son pouvoir sur son peuple, en empêchant celui-ci de se jeter aveuglement dans la lutte, comme il l'eût fait autrefois. Ce fait montre, comme il n'est pas inutile de l'observer, quels progrès le pays a fait dans la voie de l'ordre et du respect des lois, pendant le dernier quart de siècle. || Passant sous silence les incidents de la guerre, nous pouvons en venir à la tentative pacifique faite, d'un commun accord, par les Grandes Puissances et résumée dans la note bien connue de son Excellence M. le Comte Andrassy. Les principes posés par cette note ayant été acceptés par la Sublime Porte, celle-ci chargea une Commission Spéciale d'en préparer l'application. Ce que ces Commissaires ont fait est exprimé par un seul mot: Rien. || Pendant que ces

Nr. 5673. Montenegro. 8. Mai 1876.

délégués continuaient à Mostar la politique négative suivie par tous leurs prédécesseurs, l'Autriche, prenant au sérieux sa mission de paix, chargeait son Gouverneur-Général en Dalmatie, M. le Baron de Rodich, de s'aboucher avec les insurgés et d'obtenir d'eux l'acceptation des réformes proposées par M. le Comte Andrassy. L'assistance du Prince de Monténégro fut demandée pour cela et donnée sans réserve. Grâce à son interposition active et à celle de l'Autriche, un armistice de douze jours fut conclu, pour donner aux chefs le temps de s'entretenir avec M. le Baron de Rodich. On sait que la condition indispensable de cette suspension d'armes, le ravitaillement de Nikchik, fut résolue, grâce à l'autorisation du passage des convois Turcs par le territoire Monténégrin. La quantité des vivres, la route à suivre pour leur transport, le lieu de l'entrevue projetée, la date de la trève (du 1 au 12 Avril) tout fut réglé d'avance avec le plus grand soin, le Prince poussant même la sollicitude jusqu'à faire prévenir les Turcs qu'ils devaient envoyer des bêtes de somme au port de débarquement, le pays ne pouvant en fournir qu'un très petit nombre. || On sait ce qui est résulté de l'entrevue de Soutorina: les chefs, après avoir reçu de M. le Gouverneur de la Dalmatie communication du projet de M. le Comte Andrassy et en avoir délibéré, remirent un Mémorandum où étaient énumérées diverses conditions, qu'ils désiraient voir ajoutées, pour compléter les réformes projetées et, surtout, en assurer la mise en pratique sérieuse. La justice de ces demandes, quant au fond, nous paraît évidente. Sans révoquer en doute les intentions réparatrices de la Porte, on doit reconnaître (tous les faits sans exception le prouvent) qu'elle est toujours impuissante à obtenir de ses agents qu'ils s'y conforment. Il est de toute nécessité que les réparations offertes soient stipulées et garanties de telle façon qu'il n'y ait pas moyen de les éluder ou même de les atténuer. Les demandes des insurgés, dans leur esprit, si non dans leur forme un peu trop péremptoire, nous semblent mériter, à ce point de vue, d'être prises en très sérieuse et favorable considération. || Les événements se chargèrent de prouver immédiatement combien les insurgés avaient raison dans leur défiance et à quel point les Chefs Ottomans avaient peu à coeur l'issue pacifique de négociations. Ceux-ci firent eux-mêmes, en négligeant de réunir les moyens de transport nécessaires, échouer le ravitaillement de Nikchik et, pendant que les chefs insurgés, confiants dans la suspension d'armes, qui comportait celle des mouvements de troupes, étaient en conférence à Soutorina, Mouktar-Pacha profitait du répit qui lui était donné pour préparer un rétour offensif. Ayant, grâce à ce manque de foi, pû rassembler ses forces, il se mit en marche dès le 13 Avril, pour forcer le passage vers Nikchik. On sait ce qui en résulta: les Commandants Herzégoviniens, revenus à la hâte avec les hommes à leur portée, lui barrèrent le chemin et, après une série d'engagements sanglants, le rejetèrent sur Gatsko, sa base d'opérations. || Suivant une tactique ordinaire chez certains généraux vaincus, le Général-en-chef Turc chercha alors à attribuer son échec à des causes imaginaires, surtout à la co-opération donnée aux insurgés

Nr. 5673. Montenegro. 8. Mai 1876.

par un corps nombreux de Monténégrins: il osa même articuler le chiffre fabuleux de 7,000, et accuser le Prince Nicolas d'avoir, lui-même, envoyé ce renfort. Malgré l'improbabilité évidente d'une pareille assertion, il n'est peut-être pas inutile de la dementir catégoriquement; c'est ce que le Prince a fait et fait encore sans hésitation. || Sans doute, il ne peut pas empêcher tous ses sujets de se dérober individuellement à ses ordres et de franchir en armes la frontière; mais il s'est assuré du nombre de ceux qui lui avaient désobéi (deux ou trois centuries) et a fait punir chacun d'eux selon toute la rigueur des lois. || Après cette suite de journées sanglantes, le Prince de Monténégro, ne perdant pas courage dans ses tentatives d'apaisement s'associait de toutes ses forces aux tentatives nouvelles essayées par le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche. Pendant que ce dernier faisait entendre à Constantinople des conseils pacifiques, le Prince accueillait une adresse des insurgés, par laquelle ceux-ci remettaient leurs pouvoirs entre ses mains, pour négocier en leur lieu et place avec les Puissances et, éventuellement, avec la Porte elle-même. Il ne se dissimule pas la grave responsabilité qu'il assume, en établissant ainsi, tacitement il est vrai, sa solidarité avec ceux qui se mettent sous sa protection; mais, quels que soient les risques qui peuvent résulter de cet acte, l'humanité ne lui permettait pas de s'y soustraire. L'Europe, il en est sur, ne songera pas à l'en blâmer. || Durant plusieurs jours, les correspondances les plus actives furent échangées entre Vienne, Constantinople et Cettinje pour la reprise des négociations, dont une nouvelle trève devait être le prélude. Continuant à donner des preuves de son bon vouloir, le Prince de Monténégro offrait spontanément d'assurer le passage des vivres pour Nikchik, par une nouvelle route traversant le coeur de son territoire, et donnait des ordres pour que ce transport se fît sans obstacle. La Sublime Porte, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur d'Autriche, donnait les assurances les plus favorables, et Mouktar-Pacha, de son côté, déclarait à M. le Gouverneur de la Dalmatie qu'il était prêt à conclure un armistice, pourvu que Nikchik fut approvisionné. || L'événement vient de prouver combien ces apparences étaient trompeuses. Il ne nous appartient pas de juger de l'impression qu'ont pu en recevoir les Puissances; mais nous ne craignons pas de dire tout haut que nous avons été joués et que ce qui est bien plus pénible, nous avons servi à tromper les Herzégoviniens, au moment même où ils venaient de nous confier la défense de leurs intérêts. Les pourparlers, qui les ont mis hors de leur garde, n'étaient qu'une feinte pour faciliter une seconde surprise et c'est, paraît-il, de Constantinople même que sont partis les ordres formels pour une nouvelle attaque. Celle-ci a réussi, en partie du moins, à atteindre le but principal, le ravitaillement de Nikchik. Mouktar-Pacha est parvenu, en effet, le 28 Avril à couvrir l'entrée d'une portion de son convoi, les insurgés ne se trouvant pas en nombre pour l'en empêcher. Le lendemain et le surlendemain, il est vrai, renforcés par l'arrivée de plusieurs de leurs corps, ils lui firent éprouver des pertes considérables et lui fermèrent presque

Nr. 5673. Montenegro. 8. Mai 1876.

sa retraite sur Gatsko. Quelques milliers de morts et de blessés et l'approvisionnement d'une place pour quelques jours sont les seuls résultats d'une manoeuvre diplomatique, dont nous laissons la qualification au jugement de l'Europe. Il n'y a encore aucune apparence que l'insurrection en soit affaiblie; les Herzégoviniens sont au contraire plus animés que jamais. || Cette lutte, sans cesse renaissante, place le Monténégro dans une position intolérable, que son Souverain soumet avec instances à l'urgente et sérieuse considération des Grandes Puissances. || Ses sujets, si habitués qu'ils le soient devenus à obéir aux lois, ne peuvent oublier que les Herzégoviniens sont leurs frères de race et de religion, qu'ils sont en fait une partie de la même nation, divisée par une ligne de démarcation purement politique. L'histoire récente des nations les plus policées montre que, avec les moyens d'action les mieux organisés, de grands Gouvernements peuvent se trouver impuissants à comprimer longtemps l'explosion du sentiment national surexcité. Pour sauver l'ordre, ils ont dû, bon gré, mal gré, céder à l'entrainement de l'opinion publique, et encore celle-ci n'a-t-elle été nulle part exaspérée par le spectacle d'horreurs et de dévastations comme celles dont le Monténégro est le témoin, pour ainsi dire oculaire. || Son territoire est rempli de familles réfugiées, dont les demeures ont été détruites et les moyens d'existence anéantis. Il faut les avoir vues pour se figurer un état de misère pareil. La charité de l'Europe et la générosité des Empereurs d'Autriche et de Russie ont fortement contribué à l'entretien de ces malheureux; mais la plus forte part de cette oeuvre quotidienne n'en tombe pas moins à la charge du Monténégro. Ce peuple, petit et pauvre, partage ce qu'il a avec des exilés, dont le nombre, déjà égal à peu près à la moitié du sien, semble augmenter chaque jour. Ce qu'il fait, il le fait de grand coeur et sans regret; mais le moment approche où il ne pourra matériellement plus rien faire; il ne lui restera rien à partager. || La configuration même de nos frontières mal définies et irrégulières est une source inévitable de conflits, dont on ne doit pas atténuer la gravité possible dans les circonstances actuelles. || Enfin, les villages Chrétiens, dans les districts Herzégoviniens de Piva, Baniani, Gatsko et Zubzi, que leur situation met en dehors de la zone occupée par les troupes Turques, abritent une population de familles réfugiées, comme celle qui s'est enfuie chez nous, dénuée de tout comme celle-ci et entretenue, tant bien que mal, par les mêmes ressources. Les mouvements en avant de l'armée Ottomane menacent ces localités; or l'occupation par elle signifie simplement le pillage, l'incendie et le massacre, surtout depuis qu'elle a été renforcée d'Arabes et de Bachibozuks, dont la réputation n'est pas à faire au point de vue de l'indiscipline et de la férocité. Tout recemment, par exemple, les irréguliers Albanais se sont détournés de leur route pour saccager et brûler le village Chrétien de Golia. L'Europe n'attend certainement pas de nous que nous laissions commettre de tels ravages à nos portes mêmes, sans chercher à les empêcher. || Ce sont là seulement quelques uns des traits de la situation, telle qu'elle se

Nr. 5673. Montenegro. 8. Mai 1876.

présente du côté de l'Herzégovine; ils sont certes suffisants pour inspirer les plus sérieuses appréhensions. Ils ne représentent pourtant qu'une partie des dangers qui menacent la paix. || Pendant l'intervalle de vaines négociations, qui a séparé les deux opérations de Mouktar-Pacha, le bruit se répandit tout-à-coup que la Porte, irritée par les allégations de ce dernier, allait déclarer la guerre au Monténégro. Interpellée à ce sujet par plusieurs Puissances et mise en présence de nos dénégations formelles, elle déclara qu'elle n'avait pas cette intention; mais, dans ses communications à quelques Ambassadeurs, au sujet de l'armistice projeté alors, elle ne se fit pas faute de parler un langage menaçant pour nous. Si nous ne savions pas déjà parfaitement quelles dispositions hostiles à notre égard règnent dans certaines regions du pouvoir à Constantinople, ce qui se passe sur le territoire Turc, tout autour de nous, suffirait pour que nous nous sentissions menacés. || Tandis que le Général-en-chef en Herzégovine et ses officiers ne font pas mystère de leurs intentions contre nous, nous voyons s'accumuler sur notre frontière méridionale les préparatifs d'une action aggressive. Les forces Turques en Albanie s'augmentent considérablement et font des mouvements significatifs; la flotille armée sur le Lac de Scutari a été renforcée et pousse ses reconnaissances jusque dans nos eaux; la côte d'Antivari, par laquelle se fait le commerce de quelques uns de nos districts les plus prospères, est strictement bloquée par les croiseurs Ottomans, sous prétexte de contrebande d'armes; enfin, ce qui est extrêmement grave pour nous, la sortie des grains pour le Monténégro a été prohibée, et même, depuis quelque temps, le passage des personnes a été interdit sur la frontière, dans un sens et dans l'autre. || A ces indices d'une mauvaise intention évidente, dont le dernier est presque une mesure de guerre, viennent se joindre des faits qui montrent que les Gouverneurs Turcs, privés par notre modération de motifs de querelle, cherchent, par leurs vexations, à faire éclater des troubles dans les cantons limitrophes des notres, dans l'espoir d'y impliquer nos ressortissants et nous-mêmes ensuite. || La frontière Albanaise du Monténégro est celle par laquelle, en mainte occasion, il a été envahi par les armées de son puissant voisin, même sans déclaration de guerre préalable. Sa configuration même, qui fait faire aux terres du Sultan une saillie, protégée par deux forteresses, dans la partie la plus accessible du pays, est, à elle seule, une cause permanente de danger. On ne sera donc pas étonné que tout ce qui se prépare de ce côté soit pour nous l'objet d'une vigilance défiante. || Le peuple Monténégrin, après avoir été atteint dans les sources de sa prospérité par les charges écrasantes qui pesent sur lui, après avoir souffert dans ses sentiments les plus naturels et les plus chers par les calamités qui accablent ses frères de race et de foi, après avoir été dénoncé à l'Europe par des calomnies gratuites, peut se voir d'un moment à l'autre forcé à une lutte désespérée pour son existence même. Avant que cette crise suprême vienne l'éprouver, c'est le devoir de son Prince de la conjurer, s'il le peut, en faisant appel aux Puissances Chrétiennes. ||

Il vient donc les prier instamment de s'entendre pour faire de la situation qu'il leur expose l'objet de délibérations communes, plutôt que de laisser la guerre continuer ses ravages, qui ne résolvent aucune question, ni dans le présent, ni dans l'avenir. Dans le but d'invoquer leur intervention, il s'adresse à elles, bien convaincu qu'elles ne resteront pas insensibles aux misères et aux dangers de populations entières. Elles voudront certainement combiner leurs efforts, pour mettre un terme à des luttes séculaires, sans cesse renaissantes et toujours plus acharnées. || Mais, pendant qu'elles prépareront leur entente, il est urgent de prendre certaines mesures préliminaires, non seulement pour arrêter une inutile effusion de sang, mais pour empêcher les troubles de gagner du terrain dans la Péninsule du Balkan. || En ce qui concerne la guerre d'Herzégovine, il faudrait qu'il fût conclu une suspension d'armes d'une longueur suffisante, pendant laquelle il serait interdit aux Turcs de recevoir aucuns renforts, aux insurgés de se recruter d'adhérents du dehors, aux deux partis de faire d'autres mouvements militaires que ceux de concentration sur des points à désigner. Les Turcs évacueraient les localités en dehors de celles assignées pour leurs cantonnements et les chefs Herzégoviniens s'engageraient à faire respecter les personnes et les propriétés des sujets Mahométans, le Prince de Monténégro se portant garant de cet engagement. Il propose que la zone neutre, mise ainsi sous sa garantie, se compose des districts de Zoubzi, Baniani, Nikchik, Piva et Rolachine, avec la partie orientale de ceux de Gatsko et de Trebigné. || En ce qui concerne la sûreté du Monténégro du côté du sud, il serait stipulé que la Turquie ne pourrait réunir en Albanie, en général, et dans les places frontières, en particulier, des forces supérieures aux garnisons ordinaires, la flotille sur le Lac de Scutari serait remise sur le pied de paix, le blocus d'Antivari serait levé, et la libre circulation des personnes et des marchandises rétablie sur la frontière. || Les Puissances comprennent certainement l'importance de stipuler une suspension d'armes; mais il n'est pas superflu de leur signaler l'urgence extrême d'imposer à la Porte les conditions qui précèdent. S'il lui est permis de suivre sa tactique constante, elle ne manquera pas d'amuser l'Europe par des déclarations pacifiques et des pourparlers. Pendant ce temps, elle concentrera des forces sur tous les points, amènera de ses provinces reculées des hordes d'irréguliers, fera occuper toutes les positions stratégiques et, une fois prête, elle jetera le masque et lancera ses bandes, non seulement sur ses sujets insurgés, mais sur tous les Chrétiens et, surtout, sur le Monténégro. Celui-ci se prépare à se défendre énergiquement; mais il est faible et il se trouvera réduit aux expédients les plus désespérés et les plus dangereux pour les pays voisins, par ce que son Prince, cédant aux désirs des Puissances, a renoncé à profiter à temps opportun de la faiblesse de son ennemi. || Il n'y a pas d'illusion à se faire. Sa Majesté le Sultan ne demande pas mieux, sans doute, que de faire justice égale à tous ses sujets; mais l'a-t-il jamais pu et le pourra-t-il jamais? La force des choses ne l'a-t-elle pas toujours

Nr. 5673. Montenegro. 8. Mai 1876.

emporté, et ne l'emportera-t-elle pas toujours sur ses bonnes intentions, tant que celles-ci ne seront pas soutenues par la volonté formelle de l'Europe réunie? La position morale et matérielle de son Empire lui permet-elle d'exercer l'action régulière d'un Souverain sur son administration, son armée et ses corréligionnaires? Ses sujets appartenant à d'autres races sont perpetuellement, les uns en révolte ouverte, les autres contenus par la force seule, attendant le moment de secouer le joug. L'exemple et le voisinage de peuples affranchis sont une excitation inévitable à la rebellion. Le Gouvernement Turc ne peut compter que sur la population Musulmane et, encore, ne peut-il mettre celle-ci en mouvement qu'en faisant appel à son fanatisme. Ses finances ruinées le mettent hors d'état de payer la solde de ses troupes régulières, qui, pour subsister, sont réduits au pillage; faute de pouvoir les renforcer de bataillons disciplinés, il doit faire entrer en ligne des levées d'irréguliers sans discipline et sans miséricorde. Ses agents de tous degrés, mêmes ceux qui voudraient être justes, ne peuvent vivre que d'exactions. Ses conseillers les plus élevés, sans cesse brisés pour n'avoir pas pu accomplir l'impossible, ne savent jamais combien de jours ils auront pour exécuter leurs plans les mieux combinés, et les promesses faites par les uns sont chaque jour retirées par les autres. || Dans la dislocation générale, la nation Turque, malgré l'admirable patience qui la caractérise, réduite au désespoir, ne peut manquer de faire appel à son courage pour tirer, autant qu'elle le pourra, une vengeance atroce de ses rivaux, avant d'accepter la ruine de sa domination. || La crise qui se prépare, si l'on ne saisit pas ce dernier moment pour le conjurer, ne pourra pas être circonscrite; toute la Péninsule du Balkan y sera enveloppée. Il ne nous appartient pas de traiter ce qui concerne la Bosnie, la Serbie et la Bulgarie; mais nous ne pouvons fermer les yeux à l'évidente connexité de tout ce qui se passe dans la Turquie d'Europe. Les Musulmans, de leur côté, ne feront pas de distinctions; tous les Chrétiens, quelles que soient leur race et leur église, sont fatalement compris dans le nombre des ennemis à immoler. Nous savons parfaitement, et tout le monde doit le savoir avec nous, que, comme centre séculaire d'indépendance, notre petit Etat est, tout particulièrement, désigné à des vengeances implacables; aussi ne trouvera-t-on pas extraordinaire que, tout en nous préparant de notre mieux à défendre notre existence, nous prenions, malgré la modeste place que nous occupons sur la carte, l'initiative d'un appel à l'Europe. || Nous n'avons pas la prétention d'indiquer quel mode de négotiations, Congrès, Conférences, ou correspondances entre les Gouvernements, convient le mieux pour le but à atteindre, et encore moins celle de mettre sur le tapis des questions qui n'intéressent pas notre pays seul ou les Provinces qui l'entourent. Mais nous prions instamment les Puissances de ne pas perdre de vue que la Sublime Porte ne veut pas, ne peut pas, et même au point de vue Musulman, ne doit pas avoir des projets sérieux de réparation et de justice à l'égard de ses sujets Chrétiens; que, eut-elle ces projets, elle est impuissante pour les exécuter; que la crise

suprême et inévitable éclatera, d'elle-même et par la force des choses, malgré les notes diplomatiques et les belles promesses du Divan. || L'Europe seule, agissant de concert, avec promptitude et détermination, peut encore, en interposant sa volonté, empêcher les malheurs d'une guerre d'extermination.

Nr. 5673. Montenegro. 8. Mai 1876.

Le Prince de Monténégro,

Nicolas.

Cettigné, le $\frac{8 \text{ Mai}}{26 \text{ Avril}}$, 1876.

Nr. 5674.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in St.-Petersburg an den königl. Min. d. Ausw. — Berliner Konferenz und eventuelle militärische Intervention.

St.-Petersburgh, May 9, 1876.

Nr. 5674. Gross-britannien. 9. Mai 1876.

My Lord, — I am informed, although not officially, that it is the intention of Prince Gortchakow to propose, that the Ambassadors of England, France and Italy shall be invited to co-operate with the Representatives of the three Northern Empires in the deliberations which will take place at Berlin during the presence there of His Highness and Count Andrassy. || At the interview I had with Prince Gortchakow yesterday morning, his Highness was reserved as to the proposals which may be submitted for deliberation at Berlin. || He was evidently indisposed to compromise himself by ennunciating his views previous to an exchange of opinions with Prince Bismarck and Count Andrassy; but he told me, that he hoped to have the pleasure of seeing Lord Odo Russell, with whom he would communicate freely. || As far as I am informed of the views of Prince Gortchakow, his programme will be based on the following conditions: — || 1st. The maintenance of the *status quo* territorial. || 2nd. The strict fulfilment of the reforms contained in Count Andrassy's note which have been accepted by the Porte, with the addition of certain guarantees based on the counter proposals submitted by the insurgents. || It is not improbably that further eventualities may be discussed between the Imperial Ministers, in conjunction with the Representatives of the other three Powers, and that among them that of a future military intervention in case that the necessity may arise to require it; but I have reason to believe that, even in this extreme case, a military intervention would only be agreed to upon condition that it bore an European character, and that it was carried out under European supervision. || Prince Gortchakow is fully aware that Count Andrassy is strongly opposed to any such obligation being imposed on Austria, and, further, how difficult it would be for Austria, in view of her different

Nr. 5674. Grossbritannien. 9. Mai 1876.

Slav nationalities, and their rivality with Hungary, to carry out safely for herself any such measure. || I am further convinced, that Prince Gortchakow will scrupulously avoid submitting any proposal distasteful to Count Andrassy, or that would be in any way discordant with his views, as it is the first object of the Russian Chancellor to cement the good understanding existing between Austria and Russia, and to abstain from any step which could produce dissension between them. || I feel persuaded, that the predominant wish of the Emperor Alexander is to maintain peace, and that his policy in regard to Eastern affairs is perfectly disinterested, and that his sole object is to aid in pacifying the insurgent provinces of Turkey and in maintaining the Ottoman Empire. I am also convinced, that Prince Gortchakow aspires to no exclusive advantages for Russia in the course he is pursuing. || In my telegram of this day, I ventured to suggest that Her Majesty's Ambassador at Berlin should be prepared to attend a Conference of the six Powers should he receive a formal invitation to do so, and I have reason to believe that my French colleague has addressed a similar suggestion to his Government. || I have, &c.

Augustus Loftus.

Nr. 5675.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Bericht über den Aufstand in Bulgarien.

Constantinople, May 9, 1876.

Nr. 5675. Grossbritannien. 9. Mai 1876.

My Lord, — I have the honour to inclose the copy of a despatch from Mr. Vice-Consul Dupuis, reporting the particulars which had reached him respecting the Bulgarian movement beyond Philippopoli. || There is, I believe, no doubt of the correctness of what Mr. Dupuis states of the leaders in the affair at Otloukeui, where the disturbance commenced, being Servians or other emissaries of the revolutionary committees. || The Bulgarian population itself has hitherto taken little part; but it appears from Mr. Dupuis' report, and from what I have myself been told at the Porte, that the organizers of the movements pursue the same atrocious policy as was followed in the Herzegovina, by burning and ravaging all villages, whether Mussulman or Christian, if the inhabitants refuse to join them. || The accounts which had been received at the Porte yesterday were satisfactory, the telegraph line and postal communication having been re-established, and it was hoped that the movement would not spread. || There is, however, one danger greatly to be apprehended. || Outrages committed upon the peaceful Mussulmans, and especially upon the women and children, may provoke among the Mahomedans a spirit of fana-

ticism and revenge likely to lead to similar acts of retaliation, which it may be very difficult to restrain, although the Government declare their determination to do all in their power to prevent it. || I have, &c.

Henry Elliot.

Beilage.

Vice-Consul Dupuis to Sir H. Elliot.

Adrianople, May 6, 1876.

Sir, — With reference to my despatch of the 4th instant, I have the honour to report to your Excellency other items of intelligence from various parts of this province, which, without pretending to an accuracy in details so difficult under the present excitable state of the country, seem, nevertheless, to indicate a degree of uneasiness and disquietude to the popular mind hitherto unknown. || It was said yesterday that disturbances had occurred at Karabonnar between Yamboli and Eski-Jagoa, and also at Kouleli-Bourgas. || At Tatar Bazardjik complete panic seems to have seized the place, and the fears of a general massacre appear to have been so great that the whole of the Christian population betook themselves to their churches, where they passed the whole of Wednesday night last, while the Turks were parading the streets fully armed. || With regard to the occurrence at Otloukeui last week, an eye-witness, a Polish gentleman in the service of the Porte, who returned last night from Tatar Bazardjik, and whose account of the state of affairs there I have no reason to doubt, told me that on reaching that place he found it completely abandoned, all the shops and houses shut up, the inhabitants fled or hid away, and complete disorganization among the railway servants. || The local authorities, on hearing of the massacre at Otloukeui of five zaptiehs and an employé of the konak by insurgents, and fearing an attack on Tatar Bazardjik, collected together an armed force of the Mussulman inhabitants and started in pursuit of the murderers, who immediately fled to the mountains. On the arrival of military reinforcements, however, from this on Thursday last further apprehensions were calmed, and order and tranquillity restored. || I am further informed, that the insurgents in the affair at Otloukeui were mostly Bulgarians, led by Servians, who set on fire the villages of peaceful Bulgarians who refused to take part in the rising. In this manner some twenty small villages have been burnt and the inhabitants driven away. || From these circumstances it does not appear, that the Turks are committing any acts of violence against peaceful Christians; but rather a warfare is urged among the Bulgarians themselves. || At Sarombez, a village between Tatar Bazardjik and Samakov, four or five zaptiehs were killed by these insurgents, who also committed acts of

Nr. 5675. Grossbritannien. 9. Mai 1876.

incendiarism and cut the telegraph wires. || It is conjectured, and probably not without reason, that these partial and desultory risings throughout this province are the following out of a plan of action adopted by the enemies of Turkey, not only to distract and harass the Porte by the carrying on of a guerilla warfare, but also to divide the attention and weaken military operations in the Herzegovina. || Much activity is displayed here in calling out the Redifs of the provinces and dispatching them to the seat of the disturbances, while troops are continually arriving from Constantinople for the same destination. || Another assault was, I hear, made on the railway junction at Koulcli-Bourgas on the main line by persons said to be brigands in connection with some Italian workmen, who carried off the whole of the cash found at the station. || A deputation of Bulgarian Poherbadjis, I was informed yesterday, was expected from Philippopoli to wait on the Governor-General of Adrianople, but for what purpose does not transpire. || This state of affairs certainly does not indicate tranquillity, but not to worry your Excellency with vague, exaggerated, and unauthentic rumours of all kinds, I will briefly mention that it was reported attempts were made last week to set on fire the town of Philippopoli in three different places, and an extensive conflagration happening here about the same time, inquiries are being held on the possibility of its having been the work of incendiaries. || I have, &c.

J. Hutton Dupuis.

Nr. 5676.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Zustände in Konstantinopel.

Constantinople, May 9, 1876.

Nr. 5676. Grossbritannien. 9. Mai 1876.

My Lord, — A feeling of uneasiness which has been rapidly gaining ground among all classes has become intense within the last day or two, and grounds are not wanting for apprehending serious occurrences. || It is certain, that the Mussulmans have been buying up arms of all descriptions, crowds of them being collected round the stalls in the bazaars where they are sold, and the more regular gunsmiths have also been driving a brisk trade, especially in revolvers, many of them, however, being sold to Christians, who are arming for purposes of defence. || Both parties profess to feel a dread of an attack by the other; but I cannot believe the proceedings of the Mahommedans to be purely defensive, — although nothing certain is known of the designs that they may entertain, which may be directed against the Grand-Vizier, or even against the Sultan. || There is, however, no doubt, that the Softas, or students of the Koran, who are variously estimated at from 5,000 to 60,000, are

among the most active purchasers of arms, and their irritation against the Christians is extreme. || I entirely share the opinion of my colleagues, that the presence of ships of war in the neighbourhood would give a sense of protection to our subjects, and really contribute to their safety and that of the Christians in general; and, knowing Her Majesty's squadron to be at this moment at Jaffa, I have telegraphed to Mr. Eldridge to inform Vice-Admiral Sir James Drummond that I should be glad, if he could bring the squadron to Besika-Bay, where his early presence would be very useful. | I have, &c.

Nr. 5676. Grossbritannien. 9. Mai 1876.

Henry Elliot.

Nr. 5677.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Aufregung in Konstantinopel*).

(Telegraphic.) Constantinople, May 9, 1876, 10 p. m.

Great uneasiness prevails here amongst all classes, and there are grounds for apprehending serious consequences. | Nothing certain is known of the designs that may be entertained; but for some days the Mussulmans have been buying up arms. My colleagues believe that the presence of ships of war at Besika-Bay might be a protection to the Christians here, and would give them confidence. I entirely agree with them, and as our squadron is now at Jaffa, I have telegraphed to Mr. Eldridge as follows: — | "Inform Admiral Drummond, that his early presence here might be very useful, and that I would be glad, if he would bring the squadron to Besika-Bay."

Nr. 5677. Grossbritannien. 9. Mai 1876.

Nr. 5678.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Weiteres über die Aufregung in Konstantinopel.

(Telegraphic.) Constantinople, May 10, 1876, 9 50 p. m.

Every day the state of things here becomes more critical. My own impression is, that the designs of the Mussulmans are directed more against the Government than against the Christians; but still, in case of a disturbance, the latter might be placed in great danger by the spirit of fanaticism which prevails. It is doubtful whether the army could be depended upon to act

Nr. 5678. Grossbritannien. 10. Mai 1876

*) Diese Aufregung war Folge der Ereignisse in Salonichi, über welche specielle Documente weiter unten folgen sollen. A. d. Red.

Nr. 5678. Grossbritannien. 10. Mai 1876. against the Mussulmans. The presence of a second British vessel here is desirable, and I should add that all my colleagues have requested their respective Governments to send an armed gunboat in addition to the ordinary "stationnaires".

Nr. 5679.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Neue Ministerernennungen der Pforte.

(Telegraphic.) Constantinople, May 11, 1876, 3·30 p. m.

Nr. 5679. Grossbritannien. 11. Mai 1876. The following official appointments are announced: — Mehemet-Rushdi-Pasha has been appointed Grand-Vizier and Hussein-Avni-Pasha becomes Minister of War. || The new appointments are likely to have a good effect in calming the excitement which exists here.

Nr. 5680.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Befürchtungen der in Konstantinopel residirenden Engländer.

(Telegraphic.) Constantinople, May 11, 1876, 7·10 p. m.

Nr. 5680. Grossbritannien. 11. Mai 1876. I received to-day a numerous deputation of the principal English, who waited upon me in order to represent the danger to which they are exposed. || The presence of ships of war at Constantinople is the only measure of safety they could suggest, and they considered that the imminence of the danger would justify an exceptional departure from the Treaty. || I told them, that all I could do was to communicate their request to Her Majesty's Government; but I gave them no reason to expect that it would be complied with, seeing that the consent of all parties to the Treaty would be necessary. || I added that I should be glad, if Her Majesty's Government thought fit to direct the fleet to proceed to Besika-Bay, as in the event of any very extreme emergency, it would be within comparatively easy call. || I am quite without means of protecting the numerous English living here; but the knowledge that our vessels were at Besika would, I think, have a good effect upon the turbulent Turks. || A second gunboat, in addition to the "Antelope", ought certainly to be sent here.

Nr. 5681.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Der Aufstand in Bulgarien.

Constantinople, May 12, 1876.

Nr. 5681. Gross-britannien. 12. Mai 1876.

My Lord, — I have the honour to inclose, herevith, the copy of a despatch from Mr. Vice-Consul Dupuis respecting the recent outbreak in Bulgaria, and also the copy of a report addressed to him from Eski-Zagra by his Dragoman. || As soon as a Government is formed here, to which I can present representations, I shall not fail to communicate to it Mr. Kyriatzi's report, and to point out the danger of allowing the local authorities to act as those of Eski-Zagra have apparently been doing. || I have, &c.

Henry Elliot.

Beilage.

M. Kyriatzi to Vice-Consul Dupuis.

(Traduction.) Eski-Zagara, le $\frac{25}{7}$ $\frac{\text{Avril}}{\text{Mai}}$, 1876.

M. le Consul, — Par ma présente je m'empresse de porter à votre connaissance l'actuel état politique de ces localités. || Le Gouverneur-Général du vilayet a télégraphié au Caïmacam de Zagara à plusieurs reprises afin d'armer tous les Musulmans et de les faire parcourir la ville pendant toute la nuit, pour prévenir toute attaque à craindre de la part des Bulgares. Sur vingt Bachi-bozouks (bandes irrégulières) on a mis deux Bulgares. Quant aux villages d'alentour on a expédié deux ex-gardiens de bois (couroudjis), brigands fameux et hommes de la plus mauvaise conduite, nommés Caradjos Ismail et Ibiche Moulazim, pour parcourir les villages. Ces fameux brigands, par leur conduite honteuse, et par leurs abus, ne feront autre chose que d'aggraver la situation actuelle, et de provoquer des affaires qui, pour le moment, grâce à Dieu, n'existent pas, parce que les villages sont en tranquillité, et les villageois ne pensent à d'autres choses qu'à la culture de leurs champs. || Je crois remplir un devoir en vous traçant ces lignes, et en attirant votre attention sur les mesures imprudentes prises par le Gouvernement pour armer tous les Musulmans, qui dans ces endroits étant d'une férocité connue, feront des abus de mille espèces, et peut-être ils troubleront la tranquillité actuelle du pays. Veuillez donc, M. le Consul, d'en faire part à qui de droit et d'agir pour le désarmement des Bachi-bozouks et l'expédition immédiate de troupes régulières afin de prévenir les dangers qui menacent le pays.

A. D. X. Kyriatzi.

Nr. 5682.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Bewegung unter den Softas.

(Extract.) Constantinople, May 12, 1876.

Nr. 5682. Gross-britannien. 12. Mai 1876.

An immediate and marked improvement took place in the aspect of things here upon the announcement of the change of Grand-Viziers, and comparative confidence was restored. || Many circumstances which have come to my knowledge have fully confirmed me in the conviction I had already conveyed to your Lordship, that the demonstration was directed against the Sultan and Mahmoud-Pasha, and that no hostile design was entertained against the Christians. || But, although the objects of the organizers of the movement were political, and neither social nor religious, it is not to be doubted that the Christians would have been exposed to imminent danger in the event of a popular tumult. || The visible leaders of the movement were the Softas, or students of the Koran, a determined and energetic body of men, numbering, as far as I can ascertain, between 5,000 and 6,000, who are, however, able to exercise influence over many others. || It appears that on the 10th instant a large assemblage of them met Prince Izeddin when on his way to the Seraskeriat in Stamboul, and stopping him, bade him return and inform the Sultan of their demands, viz., the dismissal of the Sheik-ul-Islam and the Grand-Vizier. || His Majesty, on receiving the message, sent his Secretary to the Mosque, where upwards of 2,000 were assembled, in order to ascertain more precisely what it was they wanted, and by the next day at noon both their wishes had been complied with. || From what I can learn of the ulterior designs of these men I gather that they evidently, under an able leader, intend before long to require the Sultan to modify his prerogative, and to grant a representative and constitutional form of Government, the main object of this demand being to ensure an efficient control over the finance of the State. || Although Mehemet-Rushdi-Pasha, the new Grand-Vizier, is universally respected, the appointment of Midhat-Pasha may not improbably still be insisted upon, and they are all the more confident that their requests will meet with consideration, that they feel convinced that no armed force will ever be prevailed upon to act against them. || There being, for the present, no fanatical element in this movement, its leaders appear ready to share with the Christians the right of representation, and thus to insure to them the attainment of political equality with the Moslem, which has been so often though vainly promised. || The programme of the Softas bears so much resemblance to that which is known to be advocated by Midhat-Pasha, that it is not surprising that many persons should regard His Highness, if not as the head, at least as one of the principal members of this remarkable organization. ||

Although the present movement has for the moment passed off quietly, its importance and possible future consequences are not to be overlooked. ‖ The Softas have learned their own strength, and having once succeeded in intimidating the Sovereign, may be tempted to renew the experiment. ‖ I do not myself entertain a doubt, that the only safe course now to follow is the one which I myself suggested to the Sultan some months ago by the regular adoption of some measure of constitutional control over the action of the Government.

Nr. 5682. Grossbritannien. 12. Mai 1876.

Nr. 5683.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Berlin an den königl. Min. d. Ausw. — Uebersendung des Berliner Memorandums.

Berlin, May 13, 1876.

Nr. 5683. Grossbritannien. 13. Mai 1876.

My Lord, — I received a letter from Prince Bismarck, of which the inclosed is a copy, asking me to call on him to-day, together with the Ambassadors of France and Italy, to meet the Chancellors of Austria and Russia. ‖ I did so and found, that M. de Bülow and Baron Jomini were equally present. ‖ After a few preliminary words from Prince Bismarck, Prince Gortchakow and Count Andrassy, confirming the cordial understanding which exists between them, and expressing their sincere hope and anxious desire that the Governments of England, France and Italy, who have given their moral support to the attempted pacification of the Herzegovinians, will equally agree to support the further attempts they have now met to concert, in consequence of the alarming state of affairs in Turkey. ‖ Baron Jomini was then invited to read the inclosed document to us, which embodies the views the Chancellors wished to communicate to us, and the proposal to which they solicit the co-operation of the other Great Powers. ‖ On receiving a copy of this document for transmission to your Lordship, I said that in the absence of special instructions I did so *ad referendum*. ‖ Prince Gortchakow observed, that he and Count Andrassy would remain till Monday at Berlin, and that they hoped the Governments of England, France and Italy would be able to express an opinion on the telegraphic summary of their proposal before they left. ‖ The departure of the messenger to London compels me to close this report without further delay. I have, &c.

Odo Russell.

Beilage.

Berliner Memorandum.

Nr. 5683. Gross-britannien. 13. Mai 1876.

Les nouvelles alarmantes venant de la Turquie sont de nature à engager les Cabinets à resserrer leur entente. || Les trois Cours Impériales se sont cru appelées à se concerter entre elles pour parer aux dangers de la situation, avec le concours des autres grandes Puissances Chrétiennes. || Dans leur pensée, l'état présent des choses en Turquie réclame une double série de mesures. Il leur paraît avant tout urgent que l'Europe avise aux moyens généraux de prévenir le retour d'événements, tels que ceux qui viennent d'éclater à Salonique et qui menacent de se reproduire à Smyrne et à Constantinople. A cet effet les Grandes Puissances devraient, à leur avis, se concerter sur les dispositions à prendre, pour préserver la sécurité de leurs nationaux et celle des habitants Chrétiens de l'Empire Ottoman, sur tous les points où elle se trouve compromise. || Ce but semblerait pouvoir être atteint par un accord général concernant l'envoi des bâtiments de guerre sur les points menacés, et l'adoption d'instructions combinées aux commandants de ces navires pour les cas où les circonstances exigeraient de leur part une co-opération armée en vue du maintien de l'ordre et de la tranquillité. || Toutefois ce but ne serait qu'imparfaitement atteint si la cause première de ces agitations n'était point écartée par la prompte pacification de la Bosnie et de l'Herzégovine. || Les Grandes Puissances se sont déjà réunies dans cette pensée sur l'initiative prise dans la dépêche du 30 Décembre dernier, afin d'obtenir une amélioration effective du sort des populations de ces contrées, sans porter atteinte au *status quo* politique. || Elles ont demandé à la Porte un programme de réformes destinées à répondre à ce double but. La Porte, déférant à cette demande, s'est déclarée fermement résolue à mettre ces réformes à exécution et l'a officiellement communiqué aux Cabinets. || Il en est résulté pour ceux-ci un droit moral, celui de veiller à l'accomplissement de cette promesse, et une obligation, celle d'insister pour que les insurgés et les réfugiés secondent cette oeuvre d'apaisement en cessant la lutte et en rentrant dans leurs foyers. || Cependant, ce programme de pacification, bien qu'accepté en principe par toutes les parties, a rencontré un double écueil. || Les insurgés ont déclaré que l'expérience du passé leur défendait de se fier aux promesses de la Porte, à moins d'une garantie matérielle positive de l'Europe. || La Porte a déclaré de son côté qu'aussi longtemps que les insurgés parcouraient le pays en armes, et que les réfugiés ne se rapatriaient pas, il lui était matériellement impossible de procéder à la nouvelle organisation du pays. || En attendant les hostilités ont repris leur cours. L'agitation entretenue par cette lutte de huit mois s'est étendue à d'autres parties de la Turquie. Les populations Musulmanes ont dû en conclure que la Porte n'avait déféré qu'en apparence à l'action diplomatique de l'Europe, et qu'au fond elle n'avait pas l'intention d'appliquer

sérieusement les réformes promises. De là un reveil des passions religieuses et politiques, qui a contribué à amener les déplorables évènements de Salonique et la surexcitation menaçante qui se manifeste sur d'autres points de l'Europe Ottomane. || Il n'est pas douteux non plus qu'à son tour cette explosion du fanaticisme réagit sur la situation des esprits en Bosnie et en Herzégovine, comme dans les Principautés voisines. || Car les Chrétiens de ces contrées ont dû être vivement impressionnés par le fait du massacre de Consuls Européens, en plein jour, dans une ville paisible, sous les yeux des autorités impuissantes, alors qu'on les engage à se confier au bon vouloir des Turcs irrités par une lutte longue et acharnée. || Si cette situation se prolongeait on risquerait ainsi de voir s'allumer l'incendie générale que la médiation des Grandes Puissances avait précisément en vue de conjurer. || Il est donc de toute nécessité d'établir certaines garanties de nature à mettre hors de doute l'application loyale et complète des mesures arrêtées entre les Puissances et la Porte. Plus que jamais il est urgent de peser sur le Gouvernement du Sultan pour se décider à se mettre sérieusement à l'oeuvre afin de remplir les engagements contractés par lui envers l'Europe. || Comme premier pas à faire dans cette voie, les trois Cours Impériales proposent d'insister auprès de la Porte, avec toute l'énergie que doit avoir la voix unie des Grandes Puissances, afin de l'amener à une suspension d'armes pour le terme de deux mois. || Ce délai permettrait d'agir à la fois sur les insurgés et les réfugiés, pour leur donner confiance dans la sollicitude vigilante de l'Europe, sur les Principautés voisines, pour les exhorter à ne pas entraver cette tentative de conciliation, et enfin sur le Gouvernement Ottoman, pour le mettre en demeure d'accomplir ses promesses. On pourrait ainsi ouvrir la voie à des pourparlers directs entre la Porte et les délégués Bosniques et Herzégoviniens, sur la base des voeux que ceux-ci ont formulés et qui ont été jugés aptes à servir de points de départ à une discussion. || Ces points sont les suivants: — || 1. Les matériaux pour la reconstruction des maisons et églises seraient fournis aux réfugiés rentrants, leur subsistance serait assurée jusqu'à ce qu'ils puissent vivre de leur travail. || 2. En tant que la distribution des secours reléverait du Commissaire Turc, celui-ci devrait s'entendre sur les mesures à prendre avec la Commission Mixte, mentionnée dans la note du 30 Décembre, afin de garantir l'application sérieuse des réformes et d'en contrôler l'exécution. Cette Commission serait présidée par un Herzégovinien Chrétien, composée d'indigènes représentant fidèlement les deux religions du pays; ils seraient élus dès que l'armistice aura suspendu les hostilités. || 3. A l'effet d'éviter toute collision, le conseil serait donné à Constantinople de concentrer les troupes Turques, au moins jusqu'à l'apaisement des esprits, sur quelques points à convenir. || 4. Les Chrétiens garderaient les armes comme les Musulmans. || 5. Les Consuls ou délégués des Puissances exerceront leur surveillance sur l'application des réformes en général et sur les faits relatifs au rapatriement en particulier. || Si avec l'appui bienveillant et chaleureux des Grandes Puissances et à la faveur de l'armistice, un arrange-

Nr. 5683. Grossbritannien. 13. Mai 1876. ment pouvait être conclu sur ces bases, et mis immédiatement en oeuvre par la rentrée des réfugiés et l'élection de la Commission Mixte, un pas considérable aurait été fait vers la pacification. ‖ Si, cependant, l'armistice s'écoulait sans que les efforts des Puissances réussissent à atteindre le but qu'elles ont en vue, les trois Cours Impériales sont d'avis qu'il deviendrait nécessaire d'ajouter à leur action diplomatique la sanction d'une entente, en vue des mesures efficaces qui paraîtraient réclamées dans l'intérêt de la paix générale, pour arrêter le mal et en empêcher le développement.

Nr. 5684.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. (Raschid-Pascha) an den kaiserl. Botschafter in London. — Meldung, dass der bulgarische Aufstand nahezu unterdrückt sei.

(Télégraphique.) Constantinople, le 14 Mai, 1876.

Nr. 5684. Türkei. 14. Mai 1876. Vous avez appris par la voie des journaux que des troubles ont eu lieu dernièrement du côté de Tatar Pazardjik, district de Philippopoli. Quoique ces troubles fussent loin d'avoir l'importance que la malveillance a essayé de leur attribuer en les présentant dans la presse comme une insurrection Bulgare, le Gouvernement s'est empressé néanmoins de prendre, dès le début, des mesures énergiques et efficaces, appropriées à la circonstance. Ces mesures ont, heureusement, produit le résultat qu'on était en droit d'en attendre. Les troubles ont été circonscrits tout d'abord, et maintenant ils tendent à s'apaiser; nos dernières informations sont satisfaisantes; elles portent qu'un grand nombre d'insurgés rentrent dans leurs foyers et les autres ne tarderont pas à les suivre. ‖ Veuillez communiquer ce qui précède à M. le Ministre des Affaires Etrangères.

Nr. 5685.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Berlin an den königl. Min. d. Ausw. — Annahme des Berliner Memorandums von Seiten Frankreichs und Italiens.

Berlin, May 14, 1876.

Nr. 5685. Grossbritannien. 14. Mai 1876. My Lord, — As was to be expected, the French and Italian Governments have at once telegraphed their readiness to support at Constantinople the new propositions of the Northern Powers, which I had the honour of communicating

Nr. 5685. Gross-britannien. 14. Mai 1876.

to your Lordship on Saturday. || The Chancellors had hoped for a similar telegraphic reply from Her Majesty's Government; but I took occasion to explain that it could not be expected before next week, because of the intervening Sunday. || Your Lordship, I said, would not be able to consult the other members of Her Majesty's Government before Monday, and the decision come to could not possibly be telegraphed to Berlin before Monday night or Tuesday morning early. || As the labours of the Berlin Conference were otherwise accomplished, and the support of France and Italy acquired, Prince Gortchakow and Count Andrassy resolved to leave Berlin to-morrow morning, — the former for Ems, the latter to Buda-Pesth, and begged that the answer of Her Majesty's Government, which they sincerely hoped would be as favourable as those of France and Italy, might be communicated to them through Prince Bismarck. || I have, &c.

Odo Russell.

Nr. 5686.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Berlin. — Bedenken gegen das Berliner Memorandum.

Foreign Office, May 15, 1876.

Nr. 5686. Gross-britannien. 15. Mai 1876.

My Lord, — The German Ambassador called upon me to-day, and I spoke to him on the subject of the plan proposed by the Three Powers at Berlin, as stated in the Memorandum contained in your Excellency's despatch of the 13th instant, for the pacification of Bosnia and Herzegovina. I remarked that, in the first place, it appeared to me that there should be some security for the reality and faithful observance of the contemplated armistice by both sides. The Turks might engage to maintain it, and would no doubt do so; but what reliance could be placed on the insurgents observing it? I conceived that, before any plan founded on an armistice is discussed, it should be clearly understood that Servia and Montenegro must be warned, and, if necessary, compelled to refrain from assisting in fomenting the insurrection, or taking other active measures in support of the insurgents during its continuance. || Even then I could not say, that the plan seemed to be likely to be successful. Article 1 provided, that materials should be furnished for the reconstruction of the churches and houses of the returning refugees, and that their subsistence should be assured for some time to come; but from what we knew of the matter, it seemed likely that this would cost a large sum of money, which the Porte did not possess, and could not borrow. || Moreover, it was questionable whether in justice the Porte should be made responsible for repairing destruction which had been in the main the work of the insurgents themselves. || I passed over

Nr. 5686. Gross-britannien. 15. Mai 1876.

the 2nd Article being one of detail, into which it was not necessary now to enter. || With regard to the 3rd Article, I said that I did not see how peace was to be preserved between the Christian and Mahometan populations, if the Turkish troops were to be concentrated as proposed, or how the Turkish Government could be held responsible for the maintenance of order, if the only disciplined force in the country were thus withdrawn. The 4th Article showed this conclusively, since if the insurgents were to return armed to meet the Mussulmans, also retaining their arms, a collision would be inevitable. || I did not lay any stress on the fifth Article, as it might mean much or little, according to the interpretation which might be given to the duties of surveillance by the Consuls or Delegates entrusted with them. || I could not, however, but remark that the intimation contained in the last paragraph of the Memorandum, seemed to leave the disposal of events wholly with the insurgents. It almost amounted to an invitation to them to refuse to entertain any terms that were likely or possible to be offered, since it gave them to understand that by continuing the insurrection they would secure further intervention on their behalf. || I added that these were merely my first impressions, and that it would be necessary for Her Majesty's Government to examine the proposals carefully before returning any definite answer. || Count Münster listened to my observations with attention, and promised to report to his Government what I had said. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5687.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien. — Bedenken gegen den vorgeschlagenen Waffenstillstand.

Foreign Office, May 18, 1876.

Nr. 5687. Gross-britannien. 18. Mai 1876.

Sir, — The Austrian Ambassador called upon me this afternoon, and read to me a telegram, of which the substance was as follows: — || "The Austrian Government much regretted to learn that Her Majesty's Government entertained strong objections to the plan drawn up at Berlin for the pacification of the Herzegovina. They hoped that, if England could not undertake to support the action of the three Powers, she would at all events abstain from opposing it. A two months' armistice would be a considerable gain, and Count Beust was to endeavour to induce the British Government to press its acceptance on the Porte." || Count Beust, acting on this telegram, inquired whether Her Majesty's Government were prepared to support the proposition of an armistice alone, apart from any question of the terms on which a future pacification might be brought about. || I said, in reply, that in considering the question of an armistice, it was necessary to look at its effect in a mili-

Nr. 5687. Grossbritannien. 18. Mai 1876.

tary and political point of view. Unless the armistice suggested were accompanied by proposals that seemed to hold out a reasonable expectation of the re-establishment of peace, I doubted whether the Porte was likely to accept it, for three reasons. || In the first place, I said, an armed insurrection always gained strength by the mere fact of continuing to exist. The longer it lasts, the smaller is the chance of its being ultimately put down. In the next place, the cost of maintaining a Turkish army of not less than 50,000 men on the frontier could not but press heavily on an exhausted exchequer, while the insurgents, fighting among their own mountains, incurred but little expense, and it was impossible that the troops should not become more or less disorganized by being kept inactive in the face of an enemy. Thirdly. What real guarantee could be given for the maintenance of the armistice? On the Turkish side, there was an organized Government to deal with, and the generals of the Porte would not venture to break engagements into which they had been ordered to enter; but could the same thing be said of the insurgents? Had they recognized Chiefs capable of enforcing obedience along the whole frontier? and if they had, could those Chiefs be relied on? These were considerations which the Government of the Sultan could not overlook. || Count Beust then pressed me to say that, if I gave no support to the proposal, I would at least abstain from opposing it. || To this I answered, that I was quite aware of the responsibility that would be incurred by any Government that should urge, or even encourage, the Porte to reject advice supported by so general an agreement of the Continental Powers. I should not press my view, nor did I say that the objections which I had suggested might not be got over; but, if asked, I could only state them for what they might be worth. || Some further conversation followed, in the course of which I told Count Beust that I had no plan to propose, but that it seemed to me idle to talk of putting an end to the war as long as the Prince and people of Montenegro were allowed to give it active support and assistance, as they were doing now, being at the same time guarded by the intervention of the Powers from all fear of retribution on the part of Turkey. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5688.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Berlin. — Definitive Ablehnung des Berliner Memorandum.

Foreign Office, May 19, 1876.

Nr. 5688. Grossbritannien. 19. Mai 1876.

My Lord, — Her Majesty's Government have had under their consideration the Memorandum of which a copy was inclosed in your despatch of the 13th instant, containing the proposals of the Governments of Austria, Germany

Nr. 5688. Gross-britannien. 19. Mai 1876.

and Russia for the pacification of the Herzegovina and Bosnia. || These proposals had been agreed upon by Count Andrassy, Prince Bismarck and Prince Gortchakow at a meeting at Berlin, and your Excellency was requested to communicate them to Her Majesty's Government with the hope that Her Majesty's Government would accede to them and express their opinion at once upon the telegraphic summary furnished by your Excellency. || I informed your Excellency on the 15th instant, that it would be necessary for me to consult my colleagues, and that I could not give any reply until after the proposals of the three Governments had been considered by the Cabinet. || I have now to state to your Excellency, that Her Majesty's Government regret to find themselves unable to co-operate in the policy which the three Governments have invited them to pursue. Her Majesty's Government appreciate the advantage of concerted action by the Powers in all that relates to the questions arising out of the insurrection; but they cannot consent to join in proposals, which they do not conscientiously believe likely to effect the pacification which all the Powers desire to see attained. || The proposals contained in the Memorandum are directed to pressing upon the Porte the establishment of an armistice for two months, with a view to direct negotiations between the Porte and the delegates of the insurgents on the basis of the wishes which the latter have expressed, and which have been thought fit to serve as points of departure for discussion. || In the first place, it appears to Her Majesty's Government that they would not be justified in insisting upon the Porte consenting to an armistice without knowing whether the military situation admitted of its being established without prejudice to the Turkish Government, and without rendering necessary the exercise of greater efforts on the renewal of the campaign, and a consequent prolongation of the struggle. Moreover, the faithful observance of the armistice by both sides would have to be secured, since the Porte could not well be called upon to suspend operations against the insurgents while the insurrection was receiving support from Servia and Montenegro, and the insurgents strengthening their position and recruiting their forces and obtaining arms and supplies. The mere fact of the insurrection remaining unsuppressed would be likely to give it additional vitality, and the result of an armistice might, therefore, be to lead to a rejection of any demands which the Porte might fairly be expected to concede, and thus hinder rather than advance the prospects of pacification. || At the same time Her Majesty's Government would not advise the Porte against acceding to an armistice should the Turkish Government consider that the political and military position admitted of it, and its result would be likely to be beneficial, although in view of the objections which I have mentioned, and others of a similar character which will readily occur to your Excellency, Her Majesty's Government do not feel justified in recommending it to the Porte, still less in insisting upon its acceptance. || In my despatch of the 15th instant I have informed your Excellency of some of the objections which I stated to Count

Nr. 5688. Gross-britannien. 19. Mai 1876.

Münster had occurred to me in regard to the five points which were proposed as a basis for negotiation between the Porte and the insurgents; a further consideration of the proposals has not led to any modification of the opinion I then expressed. || Her Majesty's Government doubt whether the Porte has the means of providing for the reconstruction of the houses and churches of the insurgents or of finding subsistence for the returning refugees. If Her Majesty's Government are rightly informed, the cost would be very heavy, and the Porte has not the requisite funds at its disposal. || The distribution of relief by such a Commission as is contemplated would be little better than a system of indiscriminate almsgiving. It would probably be beyond the power of the Porte to adopt, and if adopted, would prove utterly demoralizing to any country. || Her Majesty's Government do not mean to say, that the Porte would not be wise in affording any practicable facilities and inducements for the return of the population who have quitted, or been driven from, their homes owing to the insurrection; but they do not consider, that they can urge upon the Porte to undertake engagements, the observance of which would be beyond its power. || The concentration of the Turkish troops in certain places would be delivering up the whole country to anarchy, particularly when the insurgents are to retain their arms. || The "Consular supervision" would reduce the authority of the Sultan to nullity; and, without force to support it, supervision would be impossible. || Even if there were any prospect of the Porte being willing and able to come to an arrangement with the insurgents on the basis proposed, which Her Majesty's Government scarcely believe possible, the intimation with which the Memorandum closes would render any such negotiation almost certainly abortive, for it could not be supposed that the insurgents would accept any terms of pacification from the Porte in face of the declaration that, if the insurrection continued after the armistice, the Powers would intervene further. || Regarded in this light the proposal of an armistice seems to Her Majesty's Government to be illusory. || There is another point not referred to in your Excellency's telegraphic summary, but to which it is necessary for me to advert, viz., the proposal in the third paragraph of the Memorandum that the Powers should agree upon the measures to be taken by their respective naval forces for the safety of foreigners and of the Christian inhabitants of the Ottoman Empire at Salonica and other places where it might be threatened. || Her Majesty's Government have already desired that Her Majesty's ship "Swiftsure" should proceed to Salonica, and that Admiral Drummond, with three other vessels of war, should go to Besika-Bay, where he will be in ready communication with Her Majesty's Embassy, and an additional vessel of small size has been placed in attendance at Constantinople at Sir H. Elliot's request. || They have heard, that other Powers have reinforced their squadrons in Turkish waters, and that there is a considerable naval force assembled at Salonica. || Her Majesty's Government do not doubt, that the measures thus taken will have had a good effect in affording con-

Nr. 5688. Grossbritannien. 19. Mai 1876.

fidence to the subjects of Great Britain and other Powers at Salonica and elsewhere; and they will readily give instructions to Admiral Drummond and the Captains of Her Majesty's ships under his orders, to give any protection and assistance which may be necessary for the preservation of the lives and properties of foreign subjects should they unhappily be in immediate danger, either in concert with the commanding officers of the ships of the other Powers, or, in the absence of any such ships, on their own responsibility. Her Majesty's Government do not, however, at present apprehend any necessity for such measures, and they are of opinion that care should be taken that the naval forces of foreign Powers are not employed in any manner contrary to the Treaty rights of the Porte or subversive of the Sultan's authority. || Your Excellency is authorized to read this despatch to Prince Bismarck, and to leave a copy with his Excellency, should he desire it. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5689.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Berlin. — Der Minister missbilligt auch die Form der Berliner Vorschläge.

Foreign Office, May 19, 1876.

Nr. 5689. Grossbritannien. 19. Mai 1876.

My Lord, — In the despatch which I have addressed to your Excellency on the 19th instant, I have stated that Her Majesty's Government are unable to give their assent to the proposals which the three Governments desire should be urged upon the Porte, and have mentioned the reasons which have induced Her Majesty's Government to refrain from doing so. || Those proposals take the shape of certain defined points for negotiation between the Porte and the insurgents, coupled with an armistice and an intimation of an intention to take further measures should the negotiation be unsuccessful. None of these proposals had previously been discussed with Her Majesty's Government, or, so far as they are aware, with the other Powers signataries of the Treaty of Paris; and the inconvenience has consequently arisen again, as in the case of Count Andrassy's note, of a set of Articles being submitted for the acceptance of Great Britain without any opportunity having been afforded for a preliminary consideration of their details by Her Majesty's Government, or for the possible objections of Her Majesty's Government to be considered by the three Governments concerned. || Her Majesty's Government attach little importance to forms in matters of this kind, and would have readily accepted the present proposals had they appeared to them to afford a feasible plan for the pacification of the insurgent districts; but they cannot accept, for the sake of the mere appearance of concert, a scheme, in the preparation of which they have not been consulted, and which they do not believe calculated to effect the object

with which they are informed it has been framed. || I leave it to your Excellency's discretion how far it may be desirable that you should indicate the views of Her Majesty's Government in this respect in your communications with the German Government. || I am, &c.

Nr. 5689. Grossbritannien. 19. Mai 1876.

Derby.

Nr. 5690.

TÜRKEI. — Min. d. Answ. an den kaiserl. Botschafter in London. — Erklärung über die Berliner Vorschläge.

(Télégraphique.) Constantinople, le 21 Mai, 1876.

Nr. 5690. Türkei. 21. Mai 1876.

On nous informe que, dans l'entrevue de Berlin, il a été question de la Bosnie et de l'Herzégovine; que les Ministres des trois Empires ont arrêté les bases d'un projet de pacification. D'après ce projet, on voudrait nous amener à consentir à une suspension d'armes de deux mois pendant lesquels des pourparlers seraient engagés entre la Sublime Porte et les Délégués Bosniens et Herzégoviniens sur la base des voeux formulés par eux et jugés propres à servir de point de départ à une discussion. Le projet en question se résumerait en cinq points principaux, à savoir: — Reconstruction des églises et des maisons des réfugiés qui rentront, le Gouvernement devant fournir les matériaux et assurer à ces derniers leur subsistance jusqu'à ce qu'ils puissent vivre de leur travail; nomination d'un Président Chrétien Herzégovinien pour la Commission exécutive des réformes; cantonnement des troupes jusqu'à l'apaisement des esprits sur quelques points à convenir; faculté laissée aux Musulmans comme aux Chrétiens de garder les armes; surveillance exercée par les Consuls des Puissances sur l'application des réformes et sur les faits relatifs au rapatriement. Enfin, et la suite de ces cinq points, le projet aurait eu soin de prévoir une éventualité, celle de l'expiration du délai de deux mois sans que les efforts des Puissances aboutissent au but désiré. Dans ce cas, les trois Cours Impériales prendraient les mesures efficaces qui paraîtraient réclamées dans l'intérêt de la paix générale. Tel serait en substance ce document. Quoique son existence ne soit pas officiellement connue de nous, les points susdits sont trop importants, ils font naître de trop légitimes préoccupations pour que je ne doive pas dès à présent même, et ne fût-ce que sur de simples renseignements, vous faire connaître en quelques mots l'impression que la nouvelle du projet et des démarches en question a produite sur nous, les réfutations qu'elles nous suggèrent, et les considérations auxquelles elles donnent lieu. || Avant tout, et surtout, le résultat, tel qu'il est connu des Conférences de Berlin, a provoqué en nous un sentiment de profond regret, je dirai presque de découragement amer, et cela n'étonnera personne si l'on examine les faits et la situation sans prévention et avec une impartiale équité. On reconnaîtra aisément que ce que nous devons déplorer le plus, c'est la

Nr. 5690. Türkei. 21. Mai 1876.

coïncidence si malheureuse pour l'oeuvre de la pacification des propositions formulées avec les circonstances actuelles favorables, et combien ce projet, évidemment inspiré par le désir général d'amener la paix et la tranquillité en Bosnie et en Herzégovine, mis en avant aujourd'hui, ira à l'encontre du but proposé, paralysera les efforts, détruira les résultats satisfaisants déjà acquis au prix de tant de sacrifices. Dans cet ordre d'idées, et sans entamer ici une discussion à fond qui trouvera sa place ailleurs, je vous dirai que le projet élaboré à Berlin surgit au milieu d'un état des choses qui, examiné sans parti pris, constitue pour ainsi dire une des dernières étapes vers l'apaisement; qu'il arrive le lendemain d'un grand succès militaire, remporté par Mouktar-Pacha, succès dont l'obtention nous a été toujours indiquée, et que nous tenons comme devant hâter la pacification. Ce projet, enfin, se produit lorsque les insurgés, battus et défaits à Douga, sont aux abois, qu'ils ont fait des pertes énormes, que leurs bandes sont dispersées, qu'ils sont démoralisés, que, ne pouvant tenir la campagne, ils se sont réfugiés sur les montagnes, et que des milliers de familles réfugiées commencent à rentrer dans leurs foyers. Dès lors, il est facile de voir l'effet que va produire sur ces bonnes dispositions le résultat des Conférences de Berlin, qui semble mettre tout en question, et quelle regrettable diversion il va produire. || Pour nous, qui voyons et jugeons les choses de près, nous pensons et nous sommes convaincus que ce résultat arrêtera le retour de l'émigration, réveillera un espoir chimérique chez les insurgés découragés, les entrainera fatalement à la résistance, et, enrayant par là l'action de l'autorité, compromettra gravement l'opération de la pacification. Certes, les responsabilités inhérentes à une telle conséquence sont trop graves pour que le Gouvernement Impérial ne croie pas de son devoir de les écarter dès à présent. || Dans de telles conditions, et dans de telles circonstances, pourrions-nous, sans méconnaître ouvertement nos devoirs, nous faire bon marché des avantages obtenus jusqu'à présent au prix de tant de sang versé, consentir à la trève proposée de deux mois? En le faisant, nous contribuerions non-seulement à rendre encore plus pénibles les charges déjà si lourdes occasionnées au Trésor par cette malheureuse insurrection, mais nous consacrerions, d'une part, la démoralisation de l'armée, et nous fournirions, de l'autre, aux insurgés le répit si nécessaire et le temps si précieux à une pareille occurrence pour réparer leurs pertes, se réorganiser, grossir leurs rangs; enfin, pour recommencer la lutte peut-être avec quelque chance de succès, et cela précisément le lendemain de l'expérience de la dernière trève dont les combats sanglants de Douga se sont chargé d'expliquer les conséquences. || Pour ce qui est de la reconstruction des églises et des maisons, et des subsides à accorder aux émigrés rentrant jusqu'à ce qu'ils puissent vivre de leur travail, votre Excellence sait que le Gouvernement Impérial a promis, indépendamment des autres faveurs, de donner toutes les facilités nécessaires pour ces constructions et d'accorder des subsides aux nécessiteux pour un terme indiqué. Mais de là à ce qui nous serait proposé il y a loin, et nous croyons

n'être pas contestés en disant qu'assurer la subsistance de ces gens pendant un temps indéterminé qui ne prendrait fin que selon leur bon plaisir, ce serait non-seulement créer une charge ruineuse pour le fisc, mais encore donner publiquement une prime à l'insurrection, un encouragement à la paresse, et favoriser indirectement ce que l'on avait en vue de prévenir. || Nous nous demandons également si c'est dans un but d'apaisement et de conciliation qu'on voudrait laisser leurs armes aux Musulmans et aux Chrétiens, tout en cantonnant les troupes sur certains points. La plus simple réflexion suffit pour faire voir que, dans l'état actuel des choses et des esprits, un tel mode de procéder équivaudrait à laisser libre carrière à tous les mauvais instincts et à éterniser les conflits, puisqu'on éloigne, qu'on isole, qu'on neutralise la seule force capable de contenir les passions, d'apaiser les haînes, de prévenir et d'empêcher les luttes. || Nous avons de la peine à comprendre la coëxistence de la présidence de la Commission par un Herzégovinien Chrétien, et de la surintendance à exercer par les Consuls; car, si la première proposition est formulée comme une preuve de confiance et une garantie d'exécution, la seconde n'est rien moins qu'une manifestation destructive de cette confiance, indépendamment de ce qu'elle a de blessant, au premier chef, pour la dignité du Gouvernement et pour le prestige de l'autorité. || Enfin, et pour clore cette énumération, je dirai que la simple énonciation par le projet de l'éventualité d'une entente à établir si le délai de deux mois expire sans qu'une solution intervienne, suffit à elle seule pour rendre tout effort infructueux, et entièrement stérile l'oeuvre même préconisée par la Conférence. || En un mot, le résumé de nos réflexions est que le Gouvernement Impérial, qui a été jusqu'à accepter les propositions contenues dans la note du Comte Andrassy uniquement par déférence pour les conseils des Puissances, et sur les assurances formelles qu'elles ont bien voulu lui donner comme quoi l'application des mesures suggérées amènerait la pacification à laquelle elles contribueraient d'ailleurs, moralement et d'une façon efficace, ne saurait aujourd'hui sortir des limites tracées par ces propositions, approuvées par toute l'Europe et acceptées par nous. || Je vous prie de vous inspirer des considérations ci-dessus esquissées dans l'entretien que vous auriez à ce sujet avec M. le Ministre des Affaires Etrangères.

Nr. 5691.

GROSSBRITANNIEN. — Geschäftsträger in Paris (Mr. Adams) an den königl. Min. d. Ausw. — Duc de Decazes beklagt die Folgen der englischen Ablehnung.

Paris, May 22, 1876.

My Lord, — When I saw the Duc Decazes to-day, as stated in my preceding despatch, his Excellency again expressed his surprise and regret at the refusal of Her Majesty's Government to join in the new proposals of the three Imperial Courts, and he said that, when he telegraphed to Berlin the

Nr. 5691. Gross-britannien. 22. Mai 1876.

adhesion of the French Government, it was with the conviction that Her Majesty's Government would adopt the same course. || As I read to him your Lordship's despatch of the 19th instant to Her Majesty's Ambassador at Berlin, the Duke made from time to time observations, the substance of some at least of which I will endeavour to convey to your Lordship. || With regard to the armistice he considered, that it would be as advantageous to the Porte as to the insurgents, if not more so. The experience, he thought, of the past months had shown, that the Turkish army were in such a condition that they could not put down the insurrection, and the War Department, as an organized portion of the Government, could employ the period of the armistice to more advantage in putting the army into a better state than the insurgents, who had no such organization to fall back upon, could possibly do for themselves. || He did not think, that the expenses of the reconstruction of the houses and churches of the insurgents, or of finding subsistence for the returning refugees would be so great as that the Porte could not find means to meet them. At all events, if the alternative was to be a continuance of the struggle, he was of opinion that the war expenses which would fall upon the Porte would be much heavier in that case. || He did not, he said, consider, that the concentration of the Turkish troops in certain places would be delivering up the whole country to anarchy; on the contrary, he thought this measure would tend to the pacification of the disturbed districts. The struggle, he contended, was not a religious one, not a fight between Christian and Mussulman, but an agrarian insurrection, having its origin in bad administration. || He defended Consular supervision. He allowed, indeed, that the mission of the Consuls to Mostar had been a failure, but then that had happened whilst fighting was going on, and their chance of doing good was small; but he was of opinion that such a supervision as had been suggested would, during the armistice, have much greater chance of success in the disturbed districts. || But, besides these and other observations with which I need hardly trouble your Lordship, the Duc Decazes spoke to me at length, and in peculiarly earnest language, of the result which he dreaded if, by the non-consent of all the Powers, an armistice became impossible, and thus the present struggle were to be kept up. || His Excellency drew a graphic picture of the probable spread of the insurrection, of the consequent rising of one Province after another in the Ottoman Empire, of the greater and greater effusion of blood, of the gradual dismemberment of the Empire, until at last, as he feared, all Europe might be drawn into the vortex. || He implored Her Majesty's Government to reconsider their decision; he trusted that they would at least consent to recommend an armistice, however short, in order that an attempt might be made to find some ground for the establishment of a common concert between the six Powers, and he declared that, for his part, he could not but consider that, if England stood aloof at this momentous crisis, it would be "a public calamity" for Europe. || I have, &c.

F. O. Adams.

Nr. 5692.

GROSSBRITANNIEN. — Geschäftsträger in Paris an den königl. Min. d. Ausw. — Oesterreich will die Ueberreichung des Memorandum in Constantinopel noch verzögern, wenn Aussicht auf eine Annäherung Englands vorhanden ist.

(Extract.) Paris, May 24, 1876.

Nr. 5692. Gross-britannien. 24. Mai 1876.

The Duc Decazes sent, late in the afternoon of yesterday, to ask me to come to the French Foreign Office, and, on my arrival, he said that Prince Hohenlohe had been with him, and had stated that Prince Gortchakow and Count Andrassy had agreed, that the Representatives of Russia and Austro-Hungary at Constantinople should now address a communication to the Porte in the form of an identic note, embodying the text of the Berlin Memorandum for the pacification of the Turkish insurgent districts, and that the German Government adhered to this resolution on the part of the two other Imperial Courts, and were about to instruct Baron Werther accordingly. ‖ The Duc Decazes, as he proceeded to say, answered that in view of the regrettable difference in the matter of this Memorandum which had arisen on the part of England, he had addressed a pressing appeal ("une démarche instante") to the English Cabinet, and that he was now awaiting a reply. ‖ The Duke said that the Austrian Chargé d'Affaires called upon him after Prince Hohenlohe's departure, and informed him that he was instructed to say that Count Andrassy would try to retard the intended step at Constantinople, if the Duc Decazes could see some chance of inducing England to draw nearer to the views of the other Powers, at least as to the armistice. ‖ The Duke, as he continued, told the Austrian Chargé d'Affaires that he took note of this, and he promised to give him a speedy answer. ‖ In his communication of the above to the Marquis d'Harcourt, the Duc Decazes said that he had ended by remarking that it was, at all events, well that Her Majesty's Government should be made aware, at once, of these conciliatory dispositions at Vienna, and his Excellency begged me, on my part, to telegraph to your Lordship without loss of time the information which he had just imparted to me. ‖ This I accordingly did.

Nr. 5693.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Vorstellungen an die Pforte gegen Verwendung von Baschi-Bozuks und Antwort darauf.

Therapia, May 24, 1876.

Nr. 5693. Gross-britannien. 24. Mai 1876.

My Lord, — I have the honour to inclose copies of further despatches from Mr. Vice-Consul Dupuis, reporting the progress of the insurrectionary movements in Bulgaria. || I have made strong representations to the Porte of the evils resulting from the employment of Bashi-Bazouks, and inclose herewith a copy of Mr. Sandison's report on the subject. || I have, &c.

Henry Elliot.

Beilage.

Mr. Sandison to Sir H. Elliot.

Therapia, May 23, 1876.

Sir, — In accordance with your Excellency's instruction, I strongly represented to Raschid-Pasha the injudicious employment of Bashi-Bazouks in Bulgaria, for which the Porte alone was responsible. || His Excellency stated in reply, that Vizirial orders were sent yesterday directing the authorities in Bulgaria not to resort to the services of Circassians as irregulars. I thought proper to tell his Excellency that this was doing away with one class of Bashi-Bazouks only, and that there were just as strong grounds for giving similar orders in regard to the common Bashi-Bazouks, who were equally brutal and licentious. || His Excellency did not seem to think, however, that the matter rested any longer with the Porte, now that Abdul-Kerim-Pasha, the Generalissimo, was entrusted with the sole direction of everything connected with the military operations in Bulgaria. || I have, &c.

A. Sandison.

Nr. 5694.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Der Sultan und der Thronerbe.

Therapia, May 25, 1876.

Nr. 5694. Gross-britannien. 25. Mai 1876.

My Lord, — I informed your Lordship that the Sultan was stated to have placed his heir apparent, Murad Effendi, and his brothers, in strict confinement, although the fact then was not fully ascertained. || Its truth is, how-

ever, now beyond doubt, and the Princes were not even allowed to go to the Mosque on the Fridays, which was a measure of extreme rigour. || The Sultan afterwards became aware of the effect which was being produced upon the public by this act, and intimated to the Princes that they were at liberty to have their apartments; but they now decline to avail themselves of it. || They can, however, see nobody except the persons of their own households, who are placed about them by the Sultan. || I cannot say, that His Majesty is altogether without cause for distrust of his nephew. || It has been known for some time that the Prince would be ready to proclaim a Constitution on the day of his accession, and he has certainly been in communication with some of its most influential advocates; and that many of these, if they cannot obtain their object regularly and through the Government, are prepared to attempt to depose the Sultan, and to place Murad-Effendi in his place is, I believe, almost beyond all doubt. || I have, &c.

Nr. 5694. Gross-britannien. 25. Mai 1876.

Henry Elliot.

Nr. 5695.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Stimmung in Konstantinopel.

(Extract.) Therapia, May 25, 1876.

Nr. 5695. Gross-britannien. 25. Mai 1876.

Although immediate confidence was restored when the demonstration of the Softas brought about the dismissal of Mahmoud-Pasha, there is every appearance of the movement being the prelude to something far more serious. || I have been at much pains to ascertain the objects and intentions of the Softas, who may at present be regarded as to a very great degree representing the intelligent public opinion of the capital, if not of the Empire. || Their wish, I might perhaps say their determination, is to obtain the entire reform of the administration, which alone can save the Empire from the total and speedy ruin with which it is threatened. || Mahmoud-Pasha was looked upon as directly responsible for a large share in the present desperate state of affairs; it was he, they say, who during his first administration encouraged the Sultan in all his caprices, being only anxious to retain His Majesty's favour, and totally indifferent to the welfare of his country. || The Sovereign having once been taught to consult nothing but his own humour, no subsequent Minister has been able to restrain him; those who attempted it being invariably dismissed within a few weeks. || The reproach is, no doubt, in a great degree well founded. || The first object, therefore, of the Softas was to procure the dismissal of the obnoxious Vizier, and in this they were successful, although they did not succeed in procuring the nomination of Midhat-Pasha,

Nr. 5695. Gross-britannien. 25. Mai 1876.

who, as the champion of the reforming party, is the only man in whom much confidence is placed. || Mehemet-Rushdi-Pasha, though enjoying general respect as an incorruptible and patriotic statesman, is not supposed to have the power to obtain from the Sultan the concessions and limitations of his authority that are considered necessary, and which might possibly still preserve his Throne, if, indeed, this is not too late. || The word "Constitution" is now in every mouth, without there being any well defined understanding what it means, except that it signifies the establishment of some popular or national control over the present purely arbitrary will of the Sovereign. || The Softas, knowing themselves to be supported by the bulk of the nation, Christian as well as Mussulman, in calling for this control, will not, I believe, desist in their efforts till they have obtained it, and should the Sultan resolutely refuse to grant it, an attempt to depose him appears to me almost inevitable. || Texts from the Koran are circulated with a view to proving to the faithful that the form of Government sanctioned by it is properly democratic, and that the absolute authority now wielded by the Sovereign is a usurpation of the rights of the people, and a contravention of the Holy Law. || Both texts and precedents are appealed to show that allegiance is not due to the Sovereign who neglects the interests of the State. || The disaffection runs through every class, and no one now thinks of trying to conceal his opinion. || Among the porters in the streets, the boatmen on the Bosphorus and Pashas who have filled or are now filling the very highest posts, civil or military, the same language is held, and I should be at a loss to name a single quarter in which the Sultan could with any confidence look for support against a well-organized attempt to depose him. || Generals and Admirals declare, that both officers and men of the two services share the feelings of the public, and that they would certainly not act against the Softas in any movement they might make. || Relying upon this, some of the more adventurous believe that they could carry out a revolution without bloodshed or disturbance; but the risk is in truth far greater than they calculate, for if the Minister of War, either from feelings of loyalty or from motives of personal ambition, were to stand by the Sultan, any revolutionary movement must be followed by frightful consequences. || At present the harmony between the Mussulmans and Christians is perfect, and a thorough understanding exists between the Softas and a large portion of the Greeks of Constantinople; but if serious disturbances were once to occur, religious fanaticism might very quickly be excited.

Nr. 5696.

GROSSBRITANNIEN. — Generalkonsul in Belgrad an den königl. Min. d. Ausw. — Militärische Vorbereitungen in Serbien.

Belgrade, May 29, 1876.

Nr. 5696. Gross-britannien. 29. Mai 1876.

My Lord, — I am assured by competent persons that the military authorities here are of opinion that the preparations undertaken by them with a view to a conflict with the Porte are so far completed that they see no objection to commence hostilities as soon as the Government may feel disposed to do so. || The only thing wanting is the calling out of the militia. Of these about 12,000 men have been sent to Alexinatz and Negotine to take charge of the newly-constructed forts, which are intended to obstruct and, if possible, prevent a Turkish invasion. || Every morning we are alarmed by reports of an immediate convocation of the entire militia; but after hearing most conflicting accounts during the day, it has been hitherto always possible in the end to ascertain that these reports are, at any rate, premature. || It is certainly difficult to admit that all these preparations and the expenses they have occasioned have been incurred without some plan and object in view, and it is therefore probable that they may lead ere long to some hostile acts against the Porte. || In the meantime the Government denies any such intention; but they are possibly merely waiting for some signal or important intelligence. || It is not unlikely that an attempt will be made about Whitsuntide to open new centres of insurrection in Bosnia, whilst the main body of the Servian militia would, in such a case, defend the country from any reprisals on the part of the Ottoman army concentrated at Nish and at Widdin, a force which is said to have been diminished since the commencement of the disturbances in Bulgaria. || I have, &c.

W. A. White.

Nr. 5697.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in St.-Petersburg. — Mittheilung einer Unterredung mit Graf Schuwaloff.

Foreign Office, May 30, 1876.

Nr. 5697. Gross-britannien. 30. Mai 1876.

My Lord, — The Russian Ambassador read to me yesterday a letter in order that I might be in a position to understand the impression produced upon the Russian Foreign Office by the language and conduct of Her Majesty's Government. || In this letter, among other things it was said that Sir Henry

Nr. 5697. Gross-britannien. 30. Mai 1876.

Elliot, so far from sharing the uneasiness felt by the Russian Ambassador at the recent demonstrations of public opinion at Constantinople, had rather seemed to approve of them, and to think that they might be a first step towards the establishment in Turkey of something like Constitutional Government. || In answer, I observed that I believed Sir H. Elliot to have been quite as much alive as any of his colleagues to the danger of a fanatical outbreak in the Turkish capital; that I had no means of knowing exactly the view he had taken of the demonstrations which led to the fall of the late Grand-Vizier, but that, in so far as these demonstrations might be a warning to the Sultan of the general unpopularity which he had incurred by misgovernment, and of the consequent danger in which he was placed, I thought it quite reasonable to regard them as by no means an unmixed evil. || The latter went on to say that Her Majesty's Government had declined to lay before Parliament the correspondence that had passed on the subject of the Berlin proposals, grounding their refusal on the fact that these proposals had not yet been made known to the Porte; but it was clear, that their purport was well known at Constantinople; had they been communicated by Her Majesty's Government? || To this I replied, that I had certainly conversed with Musurus-Pasha on the subject; that I had found him acquainted with the general purport of the proposals before our conversation; that he might have learnt some details from me which were new to him; but I reminded Count Schouvaloff that within three or four days of the communication made to Lord Odo Russell, enough had transpired, through the medium of the continental press, to make it unnecessary to look further for the source of the information possessed by the Porte. || I added that, considering Turkey to be more immediately interested in the matter than any other Power, I could not see any reason why the Representatives of the Porte should not have the earliest information of designs which so deeply concerned that Power. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5698.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Entthronung des Sultans.

(Telegraphic.) Therapia, May 30, 1876.

Nr. 5698. Gross-britannien. 30. Mai 1876.

The Sultan is deposed and his nephew Mourad proclaimed. Details are not yet known; but no disturbance or struggle has occurred.

Nr. 5699.

GROSSBRITANNIEN. — Min. des Ausw. an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Rath zur Vorsicht in Bezug auf eine Flotten-Berufung nach Konstantinopel.

Foreign Office, May 31, 1876.

Nr. 5699. Gross-britannien. 31. Mai 1876.

Sir, — Her Majesty's Government are receiving information from various quarters that the Powers are sending squadrons to reinforce their fleets in Turkish waters, and it may therefore be expected that in the course of a short time a very large naval force will be concentrated in Besika-Bay. || Admiral Drummond has already been reminded, as your Excellency will see from the inclosed copies of letters to the Admiralty, of the provisions of the Treaties of 1841, 1856 and 1871, and of the correspondence which passed in 1849 and 1853 with regard to the entrance of ships of war into the Straits of the Dardanelles. || Her Majesty's Government consider, that your Excellency should be watchful lest, under cover of protecting the Christian population, or on some similar pretext, a proposal may be made to summon the fleets to Constantinople. || Should such a proposal be mooted, your Excellency will at once inform Her Majesty's Government in order that they may determine on the course which so grave an event as the violation of the Treaty of 1841 may call upon them to adopt. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5700.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Proclamirung des Sultans Murad V.

(Télégraphique.) Constantinople, le 31 Mai, 1876.

Nr. 5700. Türkei. 31. Mai 1876.

L'Avénement au Trône de Sa Majesté Impériale Mourad V, que vous a annoncé le télégramme d'hier de son Altesse le Grand-Vézir, a été proclamé par la grâce de Dieu et la volonté du peuple au milieu de la tranquillité la plus parfaite. Les populations ont salué de leurs voeux unanimes et enthousiastes cet heureux événement. Tous tiennent à témoigner au nouveau Monarque leur sympathie et leur dévouement par des démonstrations publiques. La joie et la satisfaction du peuple se manifestent par des illuminations tant dans la capitale que dans les provinces. Je ferai incessamment connaître à votre Excellence le programme du nouveau Gouvernement.

Nr. 5701.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min d. Ausw. — Details über die Entthronung des Sultans.

(Extract.) Therapia, May 31, 1867.

Nr. 5701. Gross-Britannien. 31. Mai 1876.

My despatches by the last messenger will almost have prepared your Lordship for the event that took place yesterday, and which has surprised no one who had given attention to the course which things were taking. ‖ That an attempt to dethrone the Sultan was about to be made had become almost a matter of certainty, although its success would depend upon the part that would be taken by the Minister of War. ‖ It ultimately proved that, although Midhat-Pasha was the undoubted originator and organizer, Hussein-Avni-Pasha played the principal part in carrying out the plot, and that the two had acted in perfect concert. ‖ The arrangements for ensuring success and for preventing the probability of disturbance, were made with consummate skill and foresight; but it is still a matter of wonder that a plot, of which so many were in the secret, and the existence of which was indeed generally, although vaguely, known to the public, should not have reached the Sultan. ‖ It can only be explained by the fact that in the capital there was hardly a man who did not desire his overthrow, nor a friend disposed to warn him of the dangers. ‖ The Sheikh-ul-Islam, the highest authority that Mohammedans can appeal to, had declared the lawfulness of deposing the sovereign. ‖ The two following questions had been submitted to him by the Ulema: — ‖ "If the first of the true believers gives signs of madness and of an ignorance of political matters; if he spends the public money on himself in excess of what the State or the nation can grant him, will he not thus become the cause of troubles and of the public ruin? Ought he not to be dethroned?" ‖ To this the Sheikh-ul-Islam answered by a simple "Yes," and, signed by his name, "Hassan-Hairoullah," the questions and the answer became a "Fetva," of which the authority would be admitted by all true Mussulmans. ‖ It is stated, that it was not till three days before that Mehemet-Rushdi-Pasha gave his consent to the execution of the project, which it was immediately resolved to carry out at once. ‖ His Highness by this decision saved the country from the most imminent danger; for the public exasperation arrived at such a height that the Softas and the people would undoubtedly have attempted a revolution, which, in their hands, would have been attended by all the evils and dangers of a popular movement, but which, conducted by those in authority, has passed without disturbance or even uneasiness. ‖ When those who are entrusted by their Sovereign with power turn that power against him, there is in such conduct an appearance of treachery that must create a painful impression. ‖ In the case, however, of Mehemet-Rushdi-Pasha, I must state that I believe his conduct to

have been guided by no considerations but those of the purest patriotism. || I could not at this moment name another Turkish Pasha so universally regarded as incorruptible, and at the same time so free of all suspicion of being actuated by motives of personal ambition. || He had long been convinced, as he has frequently told me, that the personal character of the Sovereign rendered the utter ruin of the country inevitable; but he shrank from the act of violence to which he was at last driven, when, against his own wishes, he was placed in the high position which he now occupies. || The "Fetva" above quoted justified the deposition of the Sovereign in the eyes of all true Mahommedans, and it has been ratified by the voice of the nation with a unanimity for which there is probably not a parallel. || Midhat-Pasha I believe to be equally devoted to his country, and to possess qualities of the highest order. || Of the policy that will now be pursued by the Porte, it is still too early to speak; but I may say with confidence that energy will immediately be perceived in the correction of abuses in the internal administration, and that one of the first acts of the new reign will be to place all the subjects of the Sultan upon a footing of real equality. || The task is a difficult one, and existing prejudices and traditions will not be quickly overcome. || With regard to foreign politics, it may be taken as certain that the Porte will be less patient than heretofore of the interference of other Governments; but it is to be hoped that it will be careful to avoid all cause of legitimate offence. || The new Sultan is known to cling to the Western Powers, and it is to them that he will look for counsel and advice. || There is, moreover, at this moment among all classes, both of Turks and Christians, an enthusiasm for Great Britain, which puts Her Majesty's Government in a position in this country which they have not held for many years.

Nr. 5701. Gross-britannien. 31. Mai 1876.

Nr. 5702.

TÜRKEI. — Kaiserl. Hatt. — Thronmanifest des Sultans Murad V.

Nr. 5702. Türkei. 1. Juni 1876.

Mon illustre Vizir, — Par la volonté de Dieu et le voeu unanime de tous nos sujets, nous venons de monter sur le Trône de nos ancêtres. || Nous vous confirmons dans vos fonctions de Grand-Vizir, ainsi que tous les autres fonctionnaires et employés de l'Etat. || Ainsi qu'il est à la connaissance de tout le monde depuis quelque temps les difficultés de la situation intérieure comme extérieure du Gouvernement ont produit dans l'opinion publique un manque de confiance qui a entraîné des pertes matérielles en altérant la tranquillité dans tous les sens. Il importe de faire cesser cet état de choses et d'y remédier; de rétablir la tranquillité dans le pays, et de ramener la confiance de tous les sujets de notre Empire; d'adopter une ligne de conduite de nature à as-

Nr. 5702. Türkei. 1. Juni 1876.

surer le bien-être ainsi que la prospérité matérielle et morale de tous nos sujets. La réalisation de ces voeux dépend de l'établissement sur une base solide et réelle des principes administratifs Gouvernementaux, et cette réalisation fait constamment l'objet de ma sollicitude. En conséquence, l'application de la loi et l'administration des affaires générales de l'Etat et l'octroi d'une législation sérieuse adoptée à la capacité des populations seront remaniés. || Tous nos sujets sans exception jouiront d'une pleine et entière liberté. Nous avons reconnu la nécessité de l'établissement d'un principe solide et stable qui amènerait toutes sortes de progrès, et qui assurerait l'harmonie et la bonne intelligence parmi tous nos sujets, et qui tendrait aussi à la conservation de la patrie. Pour mettre en exécution ce projet, il faut que les Ministres l'élaborent sur les bases sur lesquelles il doit reposer et le portent à notre connaissance; et pour arriver à ce résultat fondamental il devient nécessaire et important que les Ministères et Administrations du Conseil d'Etat, du Divani Ahkiami Adliyé, de l'Instruction Publique, du Maliyé, ainsi que tous les autres Départements, soient réorganisés, ce à que doivent aussi tendre les efforts des Ministres. || Comme les affaires financières forment aussi l'un des objets principaux et des plus importants du Gouvernement, il importe en conséquence d'établir un principe de nature à répondre à la confiance publique, c'est-à-dire, d'éviter toute dépense en dehors du Budget. Pour atteindre ce but et garantir les opérations financières, les améliorations à introduire à cet effet seront soumises à un mûr examen et à une surveillance rigoureuse. || Dans le but de venir en aide à ces dispositions, il sera déduit annuellement de ma liste civile 60,000 bourses en faveur du Maliyé, auquel je fais également abandon des mines d'Héraclée et autres, ainsi que les revenus des fabriques appartenant à la Couronne, dont l'administration relevera du Ministère des Finances. || Veillez et facilitez avec le plus grand soin l'équilibre des finances au moyen de ces modifications et économies. || Maintenez et respectez en même temps l'exécution des Traités avec les Puissances amies; efforcez vous de resserrer les bons rapports d'amitié et de bonne intelligence qui existent entre le Gouvernement Impérial et les autres Puissances. C'est là encore mon plus sincère désir. || Que le Très-Haut seconde nos efforts! Amen.

9 Djemaz-ul-evel, 1293 (1 Juin, 1876).

Nr. 5703.

TÜRKEI. — Protokoll über die Leichenschau des Sultans Abdul-Aziz.

[Uebersetzung.]

Nr. 5703. Türkei, 4. Juni 1876.

Im Jahr Ein Tausend Achthundert Sechsundsiebenzig, am 23. Mai (4. Juni), 11 Dschemazi-ül ewel 1293, Sonntag, um 11 Uhr Vormittags. — Wir Doctoren der Arzneikunde, Marko Pascha, Nuri Pascha, Julius Millingen, Karatheodory,

Sotto, Dickson, Marroin, Nuridschian, Eduard Spadaro, Vitalis, Spagnolo, Mark Markel, Jatropulo, Miltiades Bey, Abdinur Effendi, Mustafa Effendi, Servet Bey, Mehemed Bey und Jakob de Castro, Unterzeichnete, wurden auf Befehl Sr. kaiserl. Maj. vom Ministerium requirirt, um die Ursache des Todes des Ex-Sultans Abdul-Aziz zu constatiren, und wir verfügten uns nach dem Wachtgebäude neben dem kaiserlichen Palast von Tscheragan. || Dort führte man uns in ein Gemach des Erdgeschosses, wo wir einen Leichnam sahen, der auf einer Matratze auf dem Fussboden lag. Dieser Körper war mit einem neuen Leinen bedeckt. Als dieses Leinen abgenommen wurde, erkannten wir den Ex-Sultan Abdul-Aziz. || Alle Theile des Leichnams waren kalt und blutlos, bloss oder mit geronnenem Blute bedeckt. || Die Leichenstarrheit existirte nicht; die Augenlider waren halb geöffnet, die Hornhaut leicht verdunkelt, der Mund halb geöffnet. || Mit Blut getränkte Leinen bedeckten die Arme und Beine. || Als wir von den Armen die Leinen wegnahmen, entdeckten wir etwas unterhalb der Biegung des linken Armes eine zusammenhängende Oeffnung von 5 Centimetern Ausdehnung und 3 Centimetern Tiefe. Die Ränder dieser Wunde waren ausgezackt und unregelmässig. Die Richtung der Wunde war von oben nach unten und von innen nach aussen. || Die Adern dieser Gegend waren durchschnitten und die Arm-Pulsader fast an dem Punkt ihrer Ausmündung bis zu drei Viertheilen ihres Umfangs geöffnet. || An der Biegung des rechten Armes constatirten wir eine etwas schräge Wunde, ebenfalls ausgezackt, von 2 Centimetern Ausdehnung und anderthalb Centimetern Tiefe. Auf dieser Seite fand man keine Verletzung der Adern von geringem Umfange; die Pulsadern waren unverletzt. || Man zeigte uns eine sehr scharfe Scheere von zehn Centimetern Länge; die eine Hälfte derselben hat nahe an dem Oberende einen kleinen Seitenknopf. Die Scheere ist blutig, und, wie man uns sagte, habe der verstorbene Ex-Sultan Abdul-Aziz sich mit diesem Instrument die eben beschriebenen Wunden beigebracht. || Hierauf verfügten wir uns in die Wohnung des verstorbenen Ex-Sultans: man führte uns in ein grosses Zimmer, welches die Aussicht auf das Meer hat. Dort gewahrten wir auf einer Ecke eines Sophas, welches neben einem Fenster stand, eine über dieses Möbel verbreitete Blutlache sowie eine grosse Menge geronnenes Blut in einer einzigen Masse auf der Matte des Fussbodens, ausserdem mehrere Flecke in der Umgegend. || Aus dem Vorhergehenden sind wir einstimmig der Ansicht: 1) dass der Tod des Ex-Sultans Abdul-Aziz durch die in Folge der Verletzung der Gefässe in den Armbiegungen veranlasste Hämorrhagie verursacht ist; 2) dass das uns vorgezeigte Instrument diese Wunde recht gut hervorbringen kann; 3) dass die Richtung und die Beschaffenheit der Wunden sowie das Instrument, durch welches sie gemacht worden sind, uns auf einen Selbstmord schliessen lassen. || Zur Beglaubigung dessen haben wir gegenwärtiges Protokoll aufgesetzt und unterzeichnet, im Wachtgebäude von Tscheragan, Jahr, Monat und Tag wie oben. Dr. Marko, Dr. Nuri, Dr. A. Sotto, Arzt der k. k. Botschaft von Oesterreich-Ungarn, Dr. Spagnolo, Dr. Mark Markel, Dr. Jatropulo, Dr. Ab-

Nr. 5703. Türkei. 4. Juni 1876. dinur, Dr. Servet, Dr. J. de Castro, Dr. A. Marroin, Dr. Julius Millingen, Dr. C. Karatheodory, Dr. G. D. Dickson, Arzt der englischen Botschaft, Dr. O. Vitalis, Arzt der Sanitätsverwaltung, Dr. Eduard Spadaro, Dr. J. Nuridschian, Dr. Miltiades Bey, Dr. Mustafa, Dr. Mehemed.

Nr. 5704.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Amnestie für die Insurgenten.

(Télégraphique.) Constantinople, le 5 Juin, 1876.

Nr. 5704. Türkei. 5. Juni 1876. Je vous transmets ci-dessous le texte d'une lettre adressée, d'ordre de Sa Majesté Impériale le Sultan, par son Altesse le Grand-Vizir aux Commissaires Impériaux en Bosnie et en Herzégovine: —

"M. le Commissaire, Sa Majesté Impériale notre auguste et bien-aimé Maître a voulu inaugurer son règne juste et régénérateur par une mesure éclatante qui corrobore ses sentiments de clémence et de haute sollicitude pour ses peuples. Le Sultan Murad V a, avant tout, tourné ses regards compatissants vers ses sujets égarés de la Bosnie et de l'Herzégovine, et daigné accorder amnistie pleine et entière à tous les insurgés. || Un délai de six semaines, à dater de la proclamation par vos soins du contenu de cette dépêche télegraphique, leur est accordé pour qu'ils fassent leur soumission, rentrent chez eux, exposent leurs griefs et leurs sollicitations aux autorités locales, qui ont reçu l'ordre d'y prêter l'oreille avec justice et bienveillance, et de prendre toutes les mesures pour assurer le bien-être des familles qui ne sont pas encore rentrées. Le Commandant a été en même temps prévenu de cette amnistie générale afin de faire cesser partout les opérations militaires pendant les six semaines, et permettre ainsi aux insurgés de se mettre en toute sécurité en relation avec les autorités pour faire leur soumission. Il est bien entendu que les mouvements nécessités par le revitaillement de Nicksik seront exceptés de cette suspension des opérations. || Votre Excellence voudra donc bien, à la réception de cette dépêche, s'empresser d'en faire savoir la teneur, au nom de Sa Majesté Impériale, notre auguste Maître, à tous les habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine, par une proclamation spéciale rédigée en langue Turque et Bosnienne, afin que les malheureux qui sont depuis si longtemps frustrés de la douceur de leurs foyers sachent une fois pour toutes que notre magnanime Souverain est prêt à leur ouvrir les bras, à ensevelir le passé dans un profond oubli, et à leur faire largement profiter des bienfaits de son règne."

Veuillez bien faire part à M. le Ministre des Affaires Etrangères de la teneur de cette lettre.

Nr. 5705.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien. — Die Kaisermächte haben beschlossen, die Ausführung der Berliner Vorschläge zu vertagen.

Foreign Office, June 7, 1876.

Nr. 5705. Gross-britannien. 7. Juni 1876.

Sir, — The Austrian Ambassador communicated to me on the 4th instant a telegraphic despatch, which he had received from Vienna, to the following effect: — || The Government of Austria-Hungary have decided, in agreement with the Governments of Russia and Germany, to postpone the execution at Constantinople of the measures proposed at Berlin; but they considered that an agreement on a line of conduct was more than ever necessary, in view especially of the menacing attitude of Servia. Russia and Austria had instructed their Agents at Belgrade to counsel moderation, and the Austrian Government would be glad, if the English Government would do the same. || I saw his Excellency to-day at the Foreign Office, and told him that Her Majesty's Government could scarcely expect that any advice which Great Britain could give would meet, under present circumstances, with the same attention at Belgrade as the counsels of the other Powers, and if those counsels were seriously pressed, the action of Her Majesty's Agent would scarcely be required. || I said, that I would, however, give directions to Mr. White to act in concert with his Austrian colleague in advising the Prince of Servia to pursue a pacific policy, and added, that, by the last accounts received from Belgrade, it appeared that the danger of hostilities was deemed less imminent, and Prince Milan was intending to address a congratulatory letter to Sultan Mourad on his accession. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5706.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Wien an den königl. Min. d. Ausw. — Deutschland und Oesterreich wünschen weiteren Aufschub für die Vollziehung der Berliner Maassregeln.

Berlin, June 7, 1876.

Nr. 5706. Gross-britannien. 7. Juni 1876.

My Lord, — I am told that Prince Gortchakow is in favour of communicating to the Porte, after the recognition of the new Sultan Mourad V, the notes which were to have been presented on the 30th ultimo to the Ministers of the late Sultan Abdul-Aziz. || Count Andrassy is in favour of delay, but says he will consent to the communication, if Prince Gortchakow wishes

Nr. 5706. Grossbritannien. 7. Juni 1876.

it. || Prince Bismarck agrees with Count Andrassy in recommending further delay, since the Porte has already of her own accord proposed an amnesty and an armistice, and seems inclined to communicate directly with the insurgents, and listen to the expression of their grievances and requirements. || I have, &c.

Odo Russell.

Nr. 5707.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Mittheilung einer Sommation an Serbien.

(Télégraphique.) Constantinople, le 8 June, 1876.

Nr. 5707. Türkei. 8. Juni 1876.

Je vous transmets ci-dessous, à titre d'information, le résumé d'un télégramme que le Grand-Vizir vient d'adresser au Prince de Servie:

Les assurances formelles et réitérées de Votre Altesse avaient dissipé les préoccupations qu'avaient fait naître à la Sublime Porte les armements considérables de la Servie; néanmoins, ces armements, loin d'avoir cessé, étant poursuivis dans des proportions telles que l'armée Servienne se trouve prête à entrer à toute heure en campagne, la Sublime Porte ne peut rester indifférente à un état de choses peu rassurant pour la tranquillité de nos provinces limitrophes, d'autant plus que les incursions des Serviens ajoutent à nos inquiétudes. Sa Majesté Impériale le Sultan, justement ému de cette situation, et ayant vivement à coeur de conserver invariables les bons rapports entre la Sublime Porte et le Gouvernement Princier, m'a ordonné de m'adresser officiellement à Votre Altesse pour avoir des explications franches et précises sur les motifs et le but réel de ces armements.

Nr. 5708.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Grausame Unterdrückung des bulgarischen Aufstandes.

(Extract.) Therapia, June 8, 1876.

Nr. 5708. Grossbritannien. 8. Juni 1876.

The Bulgarian insurrection appears to be unquestionably put down, although, I regret to say, with cruelty, and, in some places, with brutality. || I am not disposed to accept the accounts, which come from the sources to which it would not be difficult to trace the origin of the movement, which

are exaggerated to a degree which must deprive them of the slightest credit; but there is evidence that the employment of Circassians and Bashi-Bazouks has led to the atrocities which were to be expected. || These irregulars have now been recalled, but not before they had done enough to embitter the feelings which must be entertained by the Christians towards the Mussulmans.

Nr. 5708. Grossbritannien. 8. Juni 1876.

Nr. 5709.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Berlin. — Mittheilung über eine Unterredung mit Graf Münster.

Foreign Office, June 10, 1876.

Nr. 5709. Grossbritannien. 10. Juni 1876.

My Lord, — The German Ambassador, in conversation this afternoon, spoke to me on the present state of affairs in Turkey. || I said, that my language to every one had been that we were bound to allow the new Administration at Constantinople some breathing time, and to await the results of the efforts they were now making to bring about an arrangement for the settlement of the insurgents districts. || The Governments concerned might think it right to express severally their individual hope that the Sultan would go as far as he could in making liberal concessions to his discontented subjects; but I thought it was very expedient that we should refrain for the moment from anything in the nature of concerted action or advice; for this reason in particular, that an indication or expectation of such interference would in itself be sufficient, in all probability, to ensure the rejection by the insurgents of the terms offered to them, whatever those terms might be. || I went on to say that now that the proposals drawn up at Berlin were, as I understood, abandoned in consequence of the altered position of affairs, I no longer saw any reason why the six Powers should not again be agreed in their course of action. || Count Münster said, that proposals had reached his Government from various quarters, in especial from France, for a Conference. || I said, that similar suggestions had also been received by us, but that while I saw no objection in principle to the idea of a Conference, I did not myself think that there would be any practical advantage in such a meeting, unless some preliminary agreement were first come to as to the general outlines of the plan to be discussed in it. || Count Münster told me, that this was also the view which Prince Bismarck took of the matter. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5710.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien. — Der Kaiser von Russland hat Serbien neuerdings energisch zum Frieden gemahnt.

Foreign Office, June 10, 1876.

Nr. 5710. Gross-britannien. 10. Juni 1876.

Sir, — The Austrian Ambassador called this afternoon and informed me of a communication which he had received within the last twenty-four hours, and which he regarded as eminently satisfactory. He was given to unterstand, he said, that the Emperor of Russia had sent from Ems a message to the Government of Servia, which was of a nature more decisive than any previous communication of the same kind. His Majesty had warned the Prince of Servia that, if, contrary to advice, he involved himself in a war with Turkey, not only had he no material assistance to expect from Russia, but moral support and sympathy would equally be withheld. This warning, Count Beust said, was due, in part at least, to the request of the Austrian Government that some such language should be held, and he thought its effect at the present moment would be decisive. || From the conversation which ensued, I gathered that the view of Count Andrassy as to the course to be pursued at present is the same as that of Her Majesty's Government. Count Andrassy, as I understood from Count Beust, objects to a Conference without definite basis, and thinks that time must be given to allow of its being seen whether the direct negotiations with the insurgents, on which the Porte had entered, are likely to bring about a satisfactory result. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5711.

TÜRKEI. — Proclamation Ali-Pascha's an die Insurgenten.

(Translation.)

Nr. 5711. Türkei. 10. Juni 1876.

His Imperial Majesty Sultan Murad-Khan, our august Sovereign and Lord, in order to give a proof of his high bounty and benevolence, has deigned to grant a general amnesty to all his subjects in Bosnia and the Herzegovina, who have fallen into the paths of disobedience. || That you may be enabled to submit yourselves and return to your homes with the object of laying your complaints and bringing your demands before the local authorities, His Majesty is pleased to accord you a term of six weeks from the date of this Proclamation. || Orders have been given to the functionaries of the Government to listen with kindness and equity to your complaints; and to take all the mea-

sures necessary to assure the safety of those families which have not yet returned to their homes. Orders have also been given to the Commanders of the Imperial troops to suspend all military operations with the exception of those undertaken for the revictualling of Nicksick. || Such are the sentiments of kindness and tenderness which His Majesty the Sultan has been pleased to make known to you through our instrumentality.

Nr. 5711. Türkei. 10. Juni 1876.

The Imperial Commissary,
Ali.

Mostar, May 29/June 10, 1876.

Nr. 5712.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Erläuterung des Amnestiedecrets für die Insurgenten.

(Télégraphique.) Constantinople, le 12 Juin, 1876.

Pour faire suite à mon télégramme du 5 de ce mois, je vous transmets ci-dessous le texte d'un télégramme adressé par Son Altesse le Grand-Vézir aux Commissaires Impériaux en Bosnie et en Herzégovine: —

Nr. 5712. Türkei. 12. Juni 1876.

"Par mon télégramme du . . . . , je vous avais annoncé l'amnistie accordée par Sa Majesté Impériale Mourad V aux insurgés de la Bosnie et de l'Herzégovine et les mesures arrêtées par ordre Souverain à leur égard. Si ce télégramme ne fait pas mention des dernières réformes octroyées par le Gouvernement Impérial, c'est parce qu'elles sont acquises déjà aux populations de la Bosnie et de l'Herzégovine, et que les Commissions des réformes sont chargées de leur pleine exécution sur la base des instructions remises à leurs présidents. Veuillez donc ajouter à la Proclamation que vous êtes chargé de publier, que ces réformes sont et demeurent maintenues dans toute leur intégrité. || Il va sans dire que pendant le délai de six semaines qui vient d'être accordé aux insurgés pour faire leur soumission et rentrer dans leurs foyers, votre Excellence ne négligera rien pour les faire profiter des bienfaits qui leur ont été accordés par le Gouvernement Impérial. La Commission doit donc s'occuper sans retard et très activement de la mise à exécution des réformes conformément aux instructions et aux pouvoirs dont elle est munie. Les autorités locales écouteront avec justice et bienveillance les sollicitations et les griefs légitimes des délégués qui seront désignés de la part de ceux qui voudront faire leur soumission, afin de les soumettre à l'appréciation du Gouvernement Impérial."

Veuillez faire part à M. le Ministre des Affaires Etrangères de la teneur de ce télégramme.

Nr. 5713.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Auftrag, die Türkei zu schleuniger Ausführung der Reformen zu ermahnen.

Foreign Office, June 13, 1876.

Nr. 5713. Gross-britannien. 13. Juni 1876.

Sir, — Her Majesty's Government instructed your Excellency by telegraph, on being informed of the deposition of Sultan Abdul-Aziz, to take such steps as might be proper for congratulating Sultan Mourad personally on his accession, and on the 9th instant I forwarded to you the Queen's letter of credence, accrediting you as Her Majesty's Ambassador to His Imperial Majesty. || Her Majesty's Government considered, that in the present state of affairs it was desirable that your Excellency should be in a position to enter into the closest official relations with the Sultan and the newly instituted Government without delay, and they have, therefore, not awaited the observance of all the usual formalities on such occasions before authorizing you to present your credentials. || The Sultan and his Ministers cannot but be aware of the serious nature of the present crisis, and of the urgent importance of taking advantage of the opportunity afforded by the change of Government to establish the administration of the country on a sound footing. Above all it is essential, that no time should be lost in executing the reforms in the insurgent Provinces in a real and effectual manner. || In the note to Count Beust of the 25th of January, I pointed out that the reforms suggested by the Powers were all, or nearly all, already provided for by the Firmans of the Porte, or the laws of the Turkish Empire, and in recommending them to the Porte Her Majesty's Government felt that they were but asking the Porte to carry out those principles which it has constantly professed. || At the same time it is undeniable that the liberal and enlightened projects of reforms which have from time to time been promulgated at Constantinople, have not been brought into practical operation in the provinces. The spirit of obstruction has been permitted, by the laxity of the Porte, to prevail, and ignorance and corruption have too frequently disgraced the Administration, until the discontent of the Mahommedans as well as Christians has culminated in the overthrow of the late Sultan's throne. || Her Majesty's Government have learnt with much satisfaction that the Turkish Ambassador at Vienna has assured the Austrian Government that the Porte abides by all the engagements for reforms in the disaffected provinces into which the Government of the late Sultan had entered. It is not enough, however, that the Porte should make assurances of its intentions, it should show the force of its intentions by its acts. || The incapable men who, as your Excellency has had too often reason to know, have been placed in positions of authority, should be at once removed and replaced by those

Nr. 5713. Grossbritannien. 13. Juni 1876.

who can gain the confidence and respect of the people. Extortion and corruption should be promptly punished, and the reforms in the administration of justice, and the concession of full civil rights to all the religious communities vigorously proceeded with. || It is only by this means that the Porte can hope to forestall the designs of the enemies of the Ottoman Empire, and to secure for the new Government the confidence which under the rule of the late Sultan had been so disastrously forfeited. || Her Majesty's Government are not ignorant of the difficulty of uprooting abuses of long standing, and effecting a radical reform in the administration of a country like Turkey; but the necessity is imperative, and Her Majesty's Government would not be doing their duty as a friendly and allied Government, if they now shrank from urging it. || They feel that they are in a position, from the circumstances of the political situation, in which their counsel should carry with it peculiar weight, and they accordingly desire that your Excellency should avail yourself of the earliest occasion to express these views to the Sultan in courteous and becoming, but explicit, language. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5714.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Mittheilung eines Depeschenwechsels mit Serbien über die gegenseitigen Rüstungen.

Nr. 5714. Türkei. 13. Juni 1876.

(Télégraphique.) Constantinople, le 13. Juin, 1876.

Pour faire suite à mon télégramme du 8 de ce mois, je vous transmets ci- dessous, pour votre information personnelle, la réponse du Prince de Servie, ainsi que la réplique du Grand-Vézir à Son Altesse: —

Belgrade, le 7 Juin.

"J'ai reçu le télégramme de votre Altesse en date d'hier, et j'ai l'honneur de soumettre à sa haute appréciation les considérations suivantes: — || Lorsque l'insurrection éclata l'année dernière en Herzégovine, une vive émotion s'empara des esprits en Servie; la vigilance de nos autorités se trouvant dans les premiers moments surprise, un certain nombre d'individus originaires soit d'Herzégovine, soit de Bosnie, et établis dans la Principauté, passèrent la frontière. Me trouvant alors à Vienne, j'ai fait prendre, dès mon retour, les mesures les plus sérieuses pour la surveillance de la frontière, de sorte que depuis l'automne dernier pas un seul volontaire ne l'a franchie pour pénétrer dans les provinces limitrophes de la Principauté. Néanmoins, les agressions des Bachi-Bozouks, Tcherkès et Arnaoutes, leurs incursions armées sur le territoire de la Principauté n'ont pas cessé jusqu'à ce jour, de sorte que mon Gouvernement a dû

Nr. 5714. Türkei. 13. Juni 1876. en faire continuellement l'objet de plaintes légitimes auprès des Gouverneurs-Généraux de Provinces et même auprès de la Sublime Porte. Ces plaintes ont engagé le Gouvernement Impérial à déléguer, pour les examiner, le Colonel Faïk-Bey, et à inviter mon Gouvernement à envoyer aussi un délégué. C'est à la suite de cette invitation que le Colonel Oreschkovitch a été désigné de notre part. J'attendrai avec confiance le résultat de cette Commission, qui constatera suffisamment d'où sont parties les agressions dont parle la dépêche de votre Altesse. De même nos troupes qui, aux premiers bruits alarmants, avaient été désignées sur la frontière, en ont été rappelées déjà avant l'hiver; il ne s'y trouve nulle part aujourd'hui de troupes Serbes, à l'exception des ouvriers employés aux travaux de défense. Malgré cela, l'armée Impériale est restée dans ses positions, enveloppant la Servie d'un cercle de fer, et entretenant dans les esprits des appréhensions continuelles qui ont arrêté dans le pays tout commerce et toute industrie. En face d'une insurrection qui s'étend jusque dans le voisinage de la Servie depuis déjà six mois, en face des incursions armées de bandes indisciplinées qui répandent l'incendie et le pillage dans nos districts frontières, enfin, en face de l'attitude menaçante de l'armée Impériale vis-à-vis de la Servie, l'Assemblée Nationale a chargé mon Gouvernement de veiller à la sûreté du pays, et a mis dans ce but à sa disposition les moyens nécessaires. Telle est, Altesse, la vraie et unique signification des préparatifs militaires qui se font ici; destinés à la défense du pays, ils cesseront en même temps que les causes qui les ont provoqués; ils n'ont d'autres buts. Eloigné de tout dessein qui pût porter atteinte, soit aux rapports dans lesquels se trouve vis-à-vis de la Sublime Porte, soit à l'intégrité de l'Empire, intégrité dans laquelle la Servie puise sa force, et voyant, d'autre part, d'après votre dépêche, que les bruits alarmants concernant la Servie trouvent créance à Constantinople, j'ai résolu d'y envoyer un délégué spécial qui donnera à la Sublime Porte tous les éclaircissements nécessaires, et aura l'ordre de s'entendre avec le Gouvernement Impérial par un échange d'explications franches et loyales, de manière à mettre nos rapports réciproques sur le pied d'une entière confiance. Mon Envoyé partira sans délai, et je ferai connaître son nom à votre Altesse par l'intermédiaire de mon Agent à Constantinople.

Réponse du Grand-Vizir, le 12 Juin.

J'ai reçu le télégramme de votre Altesse du 7 Juin. Je suis heureux, mon Prince, de dire à votre Altesse que, pendant ma carrière de cinquante années, il m'a été donné de constater que les dispositions et les sentiments bienveillants du Gouvernement Impérial à l'égard de la Servie sont restés invariables et ont été corroborés par des preuves successives et éclatantes, et que la politique traditionnelle de la Sublime Porte a été de respecter toujours et en toute occasion, en conformité des stipulations des Hatti-Chérif et des Traités, l'autonomie et les privilèges de la Principauté. Je me félicite d'autant plus de témoigner aujourd'hui encore à votre Altesse ces dispositions, qu'en

ma qualité de vieux Serviteur de l'Etat, et m'inspirant de cette même politique, je n'ai cessé de concourir à tout ce qui a été de nature à assurer le bonheur et la prospérité de la Servie. Je rappellerai même ici avec satisfaction que je me suis trouvé au pouvoir dans des circonstances qui ont été particulièremant favorables à la Principauté. Je me flatte d'espérer, mon Prince, que votre Altesse, dont nous connaissons les sentiments à l'égard de la Cour Souveraine, ne doutera pas de ce que je viens d'avoir l'honneur de dire. Elle s'expliquera dès lors aisément les mesures de précaution qui ont dû être prises par le Gouvernement Impérial au début de l'insurrection de l'Herzégovine, et en présence surtout des incursions de bandes et de la vive agitation des esprits constatée par votre Altesse elle-même, agitation qui s'est manifestée dans la Principauté. Ces incursions avaient même pris depuis un caractère inquiétant; les bandes qui passaient la ligne de démarcation allant jusqu'à incendier des corps de garde, à tirer sur nos patrouilles, à assassiner des gendarmes isolés, à commettre des meurtres sur des gens inoffensifs, à piller des villages, à brûler les récoltes, à enlever les bestiaux, &c. En face de cette situation et en considération de la probabilité que des réclamations analogues aient pu avoir lieu de la part des autorités Princières, nous avons nous-mêmes pris l'initiative de faire constater sur les lieux mêmes les plaintes des autorités locales par une Commission composée d'un délégué Ottoman et d'un délégué Serbe. Si le départ du premier a été ajourné, c'est à la suite de l'information qui nous a été fournie par l'Agent de votre Altesse que le délégué Serbe étant malade, il ne pourrait pour le moment se rendre à sa destination. Telles sont en résumé, mon Prince, les causes des mesures de précaution prises par la Sublime Porte, et dont fait mention le télégramme de votre Altesse. Tel est le motif qui a fait différer provisoirement le départ du délégué Impérial, qui se mettra en route aussitôt que nous aurons reçu l'avis que son collègue est parti. Nous nourrissons, comme votre Altesse, l'espoir que cette Commission parviendra à résoudre les difficultés locales en donnant une solution satisfaisante aux plaintes formulées de part et d'autre.

Nr. 5714. Türkei. 13. Juni 1876.

Nr. 5715.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in St.-Petersburg. — Unterredung mit Graf Schuwaloff.

Foreign Office, June 14, 1876.

My Lord, — In the course of a long and interesting conversation which I held with the Russian Ambassador on the 12th instant, he expressed regret at the general distrust which appeared to be felt in England as to the designs of his Government, thinking, as he said, that the character and antecedents

Nr. 5715. Gross-britannien. 14. Juni 1876.

Nr. 5715. Gross-britannien. 11. Juni 1876.

of the Emperor were a sufficient guarantee for his pacific intentions. || I assured his Excellency, in reply, that we did not doubt, and never had doubted, the desire of the Emperor for the maintenance of peace; he was well known to be opposed on principle to a warlike policy, which, moreover, would be obviously opposed to the interests of Russia at the present moment; but I reminded his Excellency that the language and conduct of Russian Agents had not always been in accordance with what I could not doubt was the intention of the Government, and that the sympathy generally felt in Russia for the insurgent population of Turkey was a matter of notoriety. These circumstances were in themselves enough to explain any expressions indicative of suspicion or mistrust that might have appeared in the press, or in public speeches—expressions, I must observe, which had never been used or sanctioned by Her Majesty's Government. I was glad, I added, to take the opportunity of acknowledging the importance of the service rendered to European peace by the warning recently addressed by the Emperor to the Prince of Servia, which, according to our latest reports, appeared to have accomplished its object. || In answer to a further inquiry by Count Schouvaloff, I said that it was not a part of the system or policy of England to take up a position of isolation in Eastern matters, as, indeed, our conduct during the last few months had shown. Her Majesty's Government had given their support to the note of Count Andrassy, though at no time sanguine of the results to be expected from it; they had dissented from the policy indicated in the Berlin Memorandum for reasons frankly stated by them at the time, and which they still held to be valid; it now appeared that action on that document was indefinitely postponed, and, as far as I saw, there was no present cause of difference between Her Majesty's Government and those of other Powers. All were agreed that the new Sultan should be allowed time to consider his policy and to deal with the insurgents by direct negotiation. The success or failure of his overtures to them remained to be seen, and, while that continued uncertain, no further step could well be decided upon. || Count Schouvaloff did not dissent from the above observations, but said it would be desirable to know what was the solution of the difficulty which England desired to see adopted. What was the drift and object of British policy? Until that was known to his Government, united action was impossible, however much other Powers might desire it. || I said in reply that, supposing the negotiations now in progress between the Porte and the insurgents to end in a pacification, it was obvious that the object we desired would be effected without our interference, and nothing more need be said or done in the matter. Supposing them to fail—which, I did not conceal from him, I thought to be the more probable alternative—I doubted the possibility of effective interposition, unless we were prepared (which Her Majesty's Government were not) to use compulsion as against one or other party in the quarrel. The insurgents appeared to be fighting, not for administrative reforms, but for independence or autonomy in

Nr. 5715. Gross-britannien. 14. Juni 1876.

some form; the Porte, on the other hand, was willing to grant reforms more or less extensive, but would certainly not concede autonomy unless compelled: the differences between the views of the two parties seemed irreconcileable, and I did not believe that either would be willing to give way. Nothing, I thought, remained, except to allow the renewal of the struggle, until success should have declared itself more or less decisively on one side or the other; if the Sultan found that his troops could make no head against the insurgents, and that the latter continued to hold their ground, he might and probably would be willing to yield to the pressure of necessity. In that case, the revolted provinces would have acquired for themselves a position similar to that of Servia or Roumania. If, again, the Sultan succeeded in even partially re-establishing his authority, the demands of the insurgents would be moderated, their confidence would have received a check, and they would acquiesce in some such arrangement as that made with the Cretans after the war of 1866-67. In either event, the time would not be distant when the Powers might usefully and successfully mediate; but that time did not appear to me to have arrived as yet. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5716.

RUSSLAND. — Reichskanzler (Fürst Gortschakoff) an den kaiserl. Botschafter in London (Graf Schuwaloff). — Wünscht Verständigung mit England.

Ems, le $\frac{2}{14}$ Juin, 1876.

Nr. 5716. Russland. 14. Juni 1876.

M. le Comte, — Je réponds à l'expédition confiée par votre Excellence à M. le Comte Adlerberg et qui a précédé votre entretien avec Lord Derby. Sa Majesté l'Empereur a vu avec satisfaction l'initiative que M. Disraeli a prise vis-à-vis de vous et le retour de confiance qu'il témoigne à notre égard. Nous ne croyons pas en avoir démérité et nous y répondrons avec une complète réciprocité. || Dès l'origine des troubles de l'Orient notre auguste Maître n'a pas eu d'autre but que d'en arrêter le développement et de prévenir une conflagration générale en Turquie. Nous ne croyons pas plus que M. Disraeli à la durée indéfinie de l'état de choses anormal que présente l'Empire Ottoman. Mais rien n'est encore préparé pour le remplacer, et sa chute subite risquerait d'ébranler l'Orient et l'Europe. Il était donc désirable de maintenir le *status quo* politique par une amélioration effective du sort des populations Chrétiennes qui nous paraissait et nous paraît encore une condition indispensable de l'existence de l'Empire Ottoman. || Nous avons pensé que ce résultat pourrait être atteint par une entente générale des Grandes Puissances intéres-

Nr. 5716. Russland. 14. Juni 1876.

sées comme nous à la tranquillité de l'Orient et de l'Europe et par une action conciliatrice qui s'exercerait des deux côtés avec fermeté et modération. || Telle a été la marche que nous avons adoptée et le but que nous n'avons pas cessé de poursuivre. Ces efforts n'ont pas été infructueux puisque la lutte a été circonscrite tout en se prolongeant et l'adhésion des deux parties acquise en principe aux bases de pacification. || Il restait à trouver les garanties indispensables pour amener l'application de ces bases et réaliser l'oeuvre de l'apaisement en rendant possible le rapratriement des réfugiés et l'exécution des réformes. || Tel a été l'objet de l'échange d'idées qui a eu lieu à Berlin sous la pression des événements et dont le résultat a été porté à la connaissance des autres Cabinets afin d'obtenir leur coopération. || Nous avons vivement regretté la résolution prise par le Cabinet de Londres d'y refuser son concours. || L'efficacité de l'action diplomatique à laquelle nous nous sommes associés reposait sur l'unanimité des Cabinets. A défaut de cette unanimité, qui avait seule pu contenir les passions en présence sur le sol de l'Orient, une explosion était à prévoir, — elle ne s'est pas fait attendre. || Nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'une situation nouvelle qu'il est encore difficile d'apprécier. || Au fond, le changement survenu à Constantinople ne nous paraît pas modifier essentiellement les éléments du problême qui se pose devant l'Europe. || Nous croyons qu'aujourd'hui, comme il y a huit mois, il n'y a pas lieu de souhaiter l'explosion d'une crise décisive en Orient, les choses n'étant pas suffisamment mûres pour une solution. || D'autre part l'Europe ne saurait se désintéresser de ces graves événements qui la touchent de trop près, ni abandonner les choses à leur cours naturel. || Il ne reste donc qu'à reprendre les efforts de pacification. || Si le Cabinet de Londres a en vue des moyens pour y arriver, soit sur les bases déjà proposées, soit par des solutions plus complètes, sans s'exposer à provoquer une conflagration générale, peut-être une guerre d'extermination en Orient, nous sommes prêts à accueillir toute idée dont il nous ferait part avec le sincère désir d'une entente. || En tout cas nous tenons à ce que Lord Derby considère l'exposé qui vous est fait des vues de Sa Majesté l'Empereur comme étant adressé directement au Cabinet de Londres et comme un témoignage du désir de notre Auguste Maître de voir une grande Puissance telle que l'Angleterre occuper la place qui lui est dûe dans le concert Européen. || Vous voudrez bien donner lecture de la présente à M. le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique et lui en laisser copie si son Excellence le désire. || Recevez, &c.

Gortchakow.

Nr. 5717.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min d. Ausw. — Erklärung des Fürsten von Montenegro über den Grund seiner Rüstungen.

Therapia, June 15, 1876.

Nr. 5717. Grossbritannien. 15. Juni 1876.

My Lord, — I learn that the substance of the telegram from the Prince of Montenegro to the Grand-Vizier, in answer to the inquiries of the Porte as to the cause of his armaments, was to the following effect: — || Sufficient consideration has not been given to the trial to which the people, as well as the Government of Montenegro, have been exposed by the insurrection in the Turkish provinces ever since its outbreak, in addition to the expense imposed upon them by the maintenance of their neutrality, and to the losses which they have necessarily incurred in supporting the sick and wounded, the women and children, who claim from them a shelter which they cannot refuse. The Government of Montenegro, says the Prince, are continually the object of unfounded accusations, and although their repeated denials of any connection with the insurrection have been accepted with perfect civility, they daily receive proof of the suspicion in which they are held. The measures taken with regard to Montenegro, in consequence of this persistent suspicion have lately assumed a threatening aspect; the frontiers have, without previous notification, been put into a state of blockade; Turkish troops in greater numbers than is necessary for the preservation of order have been massed in Herzegovina and Albania; and although the Prince received from the Porte satisfactory assurances that these measures should be withdrawn, the concentration of troops continues, and causes great distress in some districts of Montenegro. || The frontier is still very effectively blockaded, notwithstanding the declarations of the Governor-General of Scutari to the contrary. || In consequence of these facts and of the regrettable disposition which they seem to reveal, His Highness declares that he was only doing his duty in openly taking precautionary measures, which, however, he sincerely hopes will prove to be unnecessary. || I have, &c.

Henry Elliot.

Nr. 5718.

TÜRKEI. — Grossvizier an den kaiserl. Botschafter in London. — Ministermord in Konstantinopel.

(Télégraphique.) Constantinople, le 16 Juin, 1876.

Nr. 5718. Türkei. 16. Juni 1876.

J'ai la douleur de vous faire part d'un assassinat commis cette dernière nuit sur la personne de son Altesse Hussein-Avni-Pacha et de son Excellence

Nr. 5718. Türkei. 16. Juni 1876.

Rachid-Pacha. Cet horrible événement s'est passé de la manière suivante: — || Le nommé Hassan, d'origine Circassienne, sorti il y a quatre ans de l'Ecole Militaire avec le grade de Lieutenant, fut nommé Capitaine pour être envoyé dans l'armée de Bagdad. Pour certaines considérations il fut retenu à Constantinople et employé dans diverses fonctions. Lorsque cette fois-ci on lui donna le grade d'Adjudant-Major et un emploi dans la dite armée, Hassan allégua des prétextes pour ne pas partir et fut emprisonné. Ayant été mis en liberté hier afin de partir aujourd'hui, Vendredi, pour sa destination, il se rendit le soir au yali du Seraskier. Informé que celui-ci se trouvait au Conseil avec ses collègues dans la résidence de son Altesse Midhat-Pacha, l'assassin s'y rendit. Les gardes, le croyant encore aide-de-camp, ne l'empêchèrent pas d'entrer dans la salle du Conseil. Hassan tira à bout portant avec le revolver qu'il avait dans sa poche sur Hussein-Avni-Pacha. Pendant que les autres se pressaient pour le saisir, Rachid-Pacha, Ahmed-Agha, domestique de son Altesse Midhat-Pacha, et un soldat ont subi le même sort. Le Ministre de la Marine, ainsi qu'un autre soldat, ont reçu des blessures. L'assassin est arrêté.

Nr. 5719.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Die Grausamkeiten in Bulgarien.

(Extract.) Therapia, June 19, 1876.

Nr. 5719. Grossbritannien. 19. Juni 1876.

Your Lordship has received Mr. Consul Reade's report of the cruelties with which the suppression of the Bulgarian insurrection has been accompanied; and the accounts from other quarters are still more distressing, although no doubt many of the revolting details that are given are either purely imaginary, or at least grossly exaggerated. || I have again spoken very seriously to the Grand-Vizier on the subject, and remarked that the manner in which his colleagues had just been murdered by a Circassian gave an idea of what must be the position of unarmed populations left absolutely at the mercy of hordes of those savages. || The Grand-Vizier, after alluding to the exaggeration of the reports sent here and to the omission of all mention of the horrors practised upon the Mussulmans by those who had attempted to get up the insurrection, by inflaming the two populations into a state of exasperation, assured me that it would be impossible to add to the stringency of the instructions which he has sent to put an end to the disorders, and to disarm the Circassians, the Imperial authorities being ordered to do this by force, if they resisted. || Mehemet-Rushdi-Pasha added that the emergency had been so great as to render it indispensable at once to stamp the movement out by any

means that were immediately available. || It was found to have originated in a conspiracy combined abroad, and upon such an extensive scale that, if not immediately suppressed, he believed that the insurrection would have quickly extended nearly to the gates of Constantinople. || The Government had resorted with repugnance to the services of the Circassians; but under the circumstances they had no choice. || Raschid-Pasha having complained that the Russian Consul at Philippopoli, who is a native Bulgarian, was implicated in the conspiracy, General Ignatiew has ordered an inquiry to be made into his conduct.

Nr. 5719. Grossbritannien. 19. Juni 1876.

Nr. 5720.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in St.-Petersburg. — Neue Vorschläge Russlands.

Foreign Office, June 21, 1876.

Nr. 5720. Grossbritannien. 21. Juni 1876.

My Lord, — The Russian Ambassador called on me this day and communicated to me the substance of a despatch from Prince Gortchakow, commenting upon the views which I had expressed to Count Schouvaloff in conversation on the present state of affairs in European Turkey. An account of this conversation will be found in my despatch to your Excellency of the 14th instant. || Prince Gortchakow says, that the Emperor of Russia has been gratified to find that Her Majesty's Government share his feeling as to the duties imposed upon the Powers by the present crisis in the East. His Majesty is persuaded that it is both possible and desirable that the several Governments should come to an agreement as to the means of arriving at a satisfactory solution of the present complications. He had been glad, therefore, to learn the views of Her Majesty's Government, and had desired Prince Gortchakow to reply with perfect frankness. || In the opinion of the Russian Government, a conflict, which bore the character of a struggle between Christianity and Mahomedanism, was by its nature stamped with a character of inveteracy, and assumed exceptional proportions, which appealed to the honour and conscience of the Christian Powers, and rendered it difficult to abstain completely from interference. || For this reason the Russian Government must dissent from the opinion expressed by me that it would be useless to look for a practical solution till hostilities had resulted in some definite issue. They had always held, on the contrary, that the Powers should use their best efforts to avert a fanatical war of extermination, both on grounds of general humanity and for their own interest. The consequences of such a war would be incalculable. It would ruin both victors and vanquished, and would smother in its infancy the future prosperity of those countries, from the civilization of which Europe had every advantage to gain. || Russia, Prince Gortchakow says,

Nr. 5720. Gross-britannien. 21. Juni 1876.

had endeavoured to bring about a general agreement of the Great Powers for this purpose. In spite of the growing tendency of every Government to favour the general principle of non-intervention, the Russian Government believed that Europe would still for a long time be called upon to exercise her influence in the East to moderate conflicting passions, and to guide the energies of the various populations in the path of peaceful and orderly progress. || This task was susceptible of accomplishment, if the Governments interested would unite loyally with this common object. || With regard to the remedies to be applied to the present state of affairs, Prince Gortchakow agrees with me that those are the best which offer the most practical solution. For this reason the Russian Government incline to the plan of vassal and tributary autonomous States. Such an arrangement would not alter the political and territorial *status quo* of Turkey, while it would lighten the burden which now exhausts the financial resources of the Porte. || The plan to which Russia had recently given her adherence tended indirectly towards the same end; but perhaps it would be better to lay down the principle clearly. It would satisfy the insurgent Provinces, and would give the Powers the right and the means to restrict them within the limits of this solution. || The arrangement, Prince Gortchakow thinks, would be rendered more complete, if, at the same time, the Porte would cede to Montenegro a port and some adjacent portions of territory, and would hand over Little Zvornik to Servia. These Principalities would thus be interested in the maintenance of pacific relations with Turkey, and a tolerably satisfactory state of affairs would have been brought about. It would only remain for the Powers to ensure its continuance on either side. || The Russian Government have no wish to exercise undue pressure upon that of Turkey; but if these views were recommended by the Powers, and especially by England, who is in a position to make herself heard at Constantinople, they would be prepared to give them their full support. || Prince Gortchakow goes on to say that he agrees in my objection to compromises as unsatisfactory. He fears that a *règlement* such as that adopted in Crete, if taken as the extreme limit of concession by the Porte, would be open to this objection. In Crete itself this *règlement* is far from having satisfied the country. It is doubtful whether the insurgents in Bosnia and the Herzegovina would be contented with it. Supposing that they prolonged their resistance it is doubtful whether the Turks would be willing to make concessions when once they had mastered the insurrection. In such a case, his Highness understands that I consider European action is admissible to prevent the extermination of the Christians. Such action would then become inevitable. But would it not be more usefully exercised in averting these extremities by precise proposals unanimously supported? There is time to mature such proposals. Without placing too much confidence in the new Sultan, already beset by the contending factions around him, the Russian Government believe his intentions to be good, and desire no more than to let them have free scope. || Russia has consented to the adjourn-

ment of all collective action for an indeterminate period. Without objecting to my proposal of three or four weeks, Prince Gortchakow thinks that we should not tie ourselves down to this term. It must rest with the Powers to determine the moment when common action will be useful, as soon as they have acquired sufficient evidence of the programme of the new Government. They will do well to make use of the interval to agree on the combinations which they shall propose. || For this reason, Prince Gortchakow says, the Emperor hopes, that Her Majesty's Government will not persist in making the progress of further discussion dependent upon events, but will at once impart their views upon the considerations set forth above. || I am, &c.

Nr. 5720. Gross-britannien. 21. Juni 1876.

Derby.

Nr. 5721.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien. — Die österreichische Auffassung der Sachlage.

Foreign Office, June 22, 1876.

Nr. 5721. Gross-britannien. 22. Juni 1876.

Sir, — I have to state to your Excellency that the Austro-Hungarian Ambassador called to-day and said that he was instructed to communicate to me the views of his Government on the present state of the question of the insurgent Turkish provinces. || It would be a mistake, he said, to suppose that the insurgents had no other object in view than the separation of the revolted provinces of Turkey and their independence. A considerable number of insurgents had already returned to their peaceful occupations, and among the refugees the prevailing desire was to return to their homes. || The public press represented that the insurgents would insist on a declaration of independence. The facts were not in accordance with these statements; on the contrary, the present time was more favourable than ever for an attempt at pacification, particularly after the attitude that Her Majesty's Government had assumed, and which had the effect of discouraging any excessive pretensions of the insurgents. || On the other hand, a resolution which would confine the Powers to a passive policy, and which would tend to leave the two parties in conflict, could only serve to give them courage, and to favour the designs of their friends. To admit this point of view would be to recognize indirectly that the independence of the revolted provinces would be the reward of their resistance. It would then follow that Russia, not being able to take up a position more favourable to Turkey than England, would naturally turn all her influence in the Balkan Peninsula away from any attempt of pacification, instead of facilitating it. Without doubt the question would be raised again at the end of six weeks under circumstances infinitely less favourable to a solution. Of what use then

Nr. 5721. Gross-britannien. 22. Juni 1876.

would have been the resistance of Her Majesty's Government to these recent arrangements? || At the present moment, he continued, a moderate and benevolent policy of the Powers towards Turkey, supposing that the latter paid attention to their wishes, was infinitely easier than it would be at the end of six weeks, when, failing the support of the Powers, it would be made apparent that the Turkish Government had neither succeeded in pacifying the provinces nor in accomplishing the promised reforms. || There would then be new pretexts for meeting the exigencies of the situation by the employment of more radical methods, and the chances of a specific solution would be considerably diminished. || These were the reasons why the six weeks' armistice should not be understood as an admission that during this interval the Powers would remain passive and accept as conclusive the events which might take place during that period. On the contrary, advantage ought to be taken of the interval to facilitate and hasten the attempts at pacification which might proceed from the Porte. || If Her Majesty's Government, he said, would adopt this point of view, there need be no fear for the present of any opposition on the part of Russia, as the Emperor Alexander sincerely desired peace. || If, on the contrary, no advantage were taken of the present moment to make use of the favourable opportunity which it offered, it would be very difficult, in view of a failure on the part of the Porte, to repress the violence of public opinion in Russia, and to escape from the results of the consequent pressure on the part of the Cabinet of St.-Petersburgh. || Perhaps it might be supposed that the Ottoman Government would come off victor on the renewal of hostilities; it would appear, indeed, that this was the view prevailing at Constantinople, and explained in a great measure the attitude of the Turkish Government. But according to trustworthy reports Turkey had only 40,000 men to put into the field against Servia and Montenegro, whilst Servia alone could dispose of 96,000 men. Thus, any calculations based upon a certain victory for Turkey might very probably turn out erroneous. || In any case it would be not only desirable but necessary to know definitely what were the intentions of the British Government. If its intention were to leave matters alone the Austrian Government would take its own course, on the firm conviction that, as regards the reciprocal interests of the two countries, there could be no difference of principle, and that in the greater number of cases which might present themselves it would be easy to come to an understanding. If, on the other hand, the British Government would endeavour in concert with Austria to bring about a pacification, the Austrian Government would be better satisfied. Between these two extremes, that is to say a scheme of pacification energetically carried out and an attitude of absolute non-interference, it would appear that the British Government should make its choice, and it was its own interest no less than that of the Austrian Government, that a positive decision should be arrived at in one way or the other with the view to avoid a wavering policy prejudicial to commerce and industry, and incon-

venient to the surrounding countries. His Excellency then adverted to the question of Montenegro, and said that he was informed by Count Andrassy that the British Ambassador at Vienna had, by order of Her Majesty's Government, communicated to him an extract of a telegram from Sir H. Elliot, who, it appeared, thought it would be advisable to prevail upon the Prince of Montenegro to follow the example of Servia in sending a Special Envoy to Constantinople to congratulate the Sultan, as in this case the Porte might perhaps be inclined to make concessions to Montenegro. || Count Andrassy, he went on to say, being afraid that Prince Nicholas would look upon this proposition as an attempt to obtain from him an indirect acknowledgment of the Suzerain rights of the Porte, and in view also of the line taken by Servia, did not deem it advisable to act upon this proposal of Her Majesty's Government. He believed, however, that it would be possible to attain the same end by other means, and had therefore sent the following instructions to Count Zichy by telegraph: —

"According to information he had received Servia was preparing for war more actively than ever. The Servian Government had ordered 50,000 Chassepots, to be delivered in ten days, and had also eleven batteries of artillery from Krupp, which were to be delivered as soon as possible, and to be imported through Roumania. It seemed to him that from this it was to be inferred that Servia was preparing for immediate and hostile action in the event of her proposals being rejected at Constantinople. He heard from the English Government that it was thought likely to be beneficial at Constantinople, if the Prince of Montenegro could be prevailed upon to imitate the example of Servia, and to send an Envoy to congratulate the Sultan. He did not believe that it would be possible to induce the Prince to adopt such a course. On the other hand, however, there was no doubt that the antagonism between Servia and Montenegro was as strong as ever at the present moment. It might therefore be possible to attain the end Sir H. Elliot had in view by causing a communication to be made by the Grand-Vizier to Prince Nicholas to the following effect: — That the Porte having granted an armistice of six weeks, and being resolved to keep all the promises it had made in favour of the Christians, relied on the Prince exerting his moral influence with the insurgents with a view to effecting the pacification of the insurgent provinces."

At the same time a further communication should be made to the Prince through the Governor of Scutari or some other fit person, conveying a promise from the Porte that, if the pacification were effected through Prince Nicholas' agency, his demands and wishes would be attended to, as far as possible, when the question of the limitation of the frontier was again brought forward. || His Excellency concluded by stating that Count Andrassy said, that it would be most agreeable to himself, and, he thought, in the interests of England, if Her Majesty's Government would support this proposal at Constantinople. With reference to the question put to Her Majesty's Government by Count Andrassy whether Her Majesty's Government intended to move in

Nr. 5721. Grossbritannien. 22. Juni 1876.

Eastern affairs or to let them take their course, I stated to Count Beust that Her Majesty's Government have never laid down as a rule for themselves a policy of isolation or of non-interference in these affairs. Her Majesty's Government accepted the propositions contained in Count Andrassy's note of the 30th December last, and would have been prepared to accept also the Memorandum drawn up at Berlin, but for the objections to its substance, which were clearly stated at the time. || Her Majesty's Government, I said, are ready to take part in the work of pacification when they see a chance of doing so with effect. If they now abstain it is only because they see nothing to be done. When circumstances lead them to alter that opinion their inaction will cease. || The Government of Austria-Hungary appeared to take a more sanguine view of the prospects of pacification than Her Majesty's Government have been led to do, and I could not but be glad of it, and hope that they were right. || I said, that I would let his Excellency know hereafter the opinion which Her Majesty's Government might form with regard to Montenegro. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5722.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien. — Nachricht, dass Serbien und Montenegro zum Krieg entschlossen seien.

Foreign Office, June 23, 1876.

Nr. 5722. Grossbritannien. 23. Juni 1876.

Sir, — Count Beust called upon me to-day and read to me two telegrams which he had received from Count Andrassy, and which contained unsatisfactory information as to the intentions of both Servia and Montenegro. || According to these despatches it had been reported by the Imperial Agent at Belgrade that the mobilization of the whole of the first class of the Servian militia, consisting of almost 60,000 men, had been ordered. This news had been confirmed from the frontier. It was calculated that the armaments would be completed during the course of the present week, when Prince Milan would start for the frontier and issue his Proclamations. The commencement of hostilities had been fixed for the first week in July; but it was the intention of Servia to endeavour to provoke an attack on the part of Turkey. || The reports from Montenegro were, Count Beust said, equally discouraging. The situation was stated by Count Andrassy to have changed for the worse. The insurgents were still ready to submit but were not at liberty to do so, their decision depending upon the wish of the Prince of Montenegro. Count Andrassy had endeavoured to influence the Prince to support the policy of pacification; but his reply, given through the President of the Senate, Mr.

Petrovich, at present at Vienna, had been that Servia was alone to act, and that when she did so it would be impossible for him, in face of the existing feeling in Montenegro, to avoid joining the movement. The Prince had, indeed, given the assurance that he would be ready to act in the sense of pacification, if Servia were prevented by a European intervention from going to war; but Count Andrassy was of opinion, that such an intervention was no longer possible, as the recent representations of the Powers at Belgrade had been fruitless. || The centre of gravitation was, Count Andrassy observed, at Belgrade; and he had promised to inform Count Beust what course appeared to him to be practicable under the circumstances, as soon as he should have had time to consider a proposition which had been communicated to him by the Russian Ambassador, and which apparently was founded on a conversation which I had had with Count Schouvaloff. || I thanked Count Beust for the perusal of these telegrams. His Excellency then inquired whether I would inform him of the opinion of Her Majesty's Government with regard to Montenegro, which I had promised to communicate to him in our conversation of the previous day. I stated, that Her Majesty's Government saw no objection in principle to the proposal of the Austro-Hungarian Government that the Porte should be encouraged to negotiate directly with the Prince on the understanding that, if he assisted in the work of pacification, he should receive some territorial concessions in recognition of his services. I pointed out, however, that the language of Count Andrassy's communication to Count Zichy was extremely vague as to the nature and extent of the concessions which it was suggested that the Porte should make in return for the Prince's assistance, and observed that the Porte might hesitate to commit itself without a clearer conception of the sacrifices which it might be called upon to incur. || I am, &c.

Nr. 5722. Gross-britannien. 23. Juni 1876.

Derby.

Nr. 5723.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Räth der Pforte zur Verständigung mit Montenegro durch Abtretung eines kleinen Territorialgebietes.

Foreign Office, June 27, 1876.

Nr. 5723. Gross-britannien. 27. Juni 1876.

Sir, — In the course of conversation I recently mentioned to the Turkish Ambassador at this Court, that Her Majesty's Government strongly advised the Turkish Government to endeavour to make terms with Montenegro, which they fully believed to be possible. || A slight rectification of frontier might be promised in the event of the Prince of Montenegro exerting his influence to put an end to the insurrection. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5724.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Wien. — Graf Andrassy erklärt den Gedanken einer Autonomie Bosnien und der Herzegowina für unausführbar

Foreign Office, June 27, 1876.

Nr. 5724. Gross-britannien. 27. Juni 1876.

Sir, — The Austrian Ambassador called upon me to-day, and repeated to me the substance of a telegraphic message which he had received from Count Andrassy, stating that in his opinion the idea of autonomy is not capable of realization for Bosnia and the Herzegovina, and giving briefly the reasons which have led him to that conclusion. In the first place, Count Andrassy said the circumstances of the country itself are opposed to such a plan. There is a mixed population of Christians and Mussulmans living together in every village; and, in the present state of feeling, an attempt to establish any form of self-government would be followed by a struggle between the two religions, ending in mutual extermination. || Other Provinces of European Turkey, on the other hand, such as Bulgaria, which is riper for autonomy, would equally demand it, and the insurrection would spread instead of dying out. || Nor would Servia and Montenegro be restrained by a concession of this kind made to the insurgent Provinces. These Principalities are preparing to take the field, not to conquer autonomy for the two Provinces, but with the ultimate object of annexing them. || The Porte, on the other hand, in face of the Servian and Montenegrin armaments, would not consent to withdraw its troops, feeling sure that instead of localising the movement, such withdrawal would only serve to extend it. || Count Andrassy went on to observe that he agreed in the opinion I had myself expressed that, if beaten, the insurgents would be content with the reforms already proposed, provided there were proper guarantees for their execution. Any proposals going beyond those reforms would be attended, he thought, by the following disadvantages: — || 1. The Porte must be expected to refuse to agree to them, and the refusal would give strength and encouragement to the fanatical party at Constantinople. || 2. The insurgents, on the other hand, would be equally encouraged to increase the demands, and would be less amenable than ever to advice. || 3. The movement, now confined to Bosnia and the Herzegovina, would too probably extend over the whole of the Ottoman dominions in Europe. || For all these reasons Count Andrassy believes that it would be better to wait awhile, and let events clear themselves up ("laisser les événements se débrouiller") before trying any fresh diplomatic action, which could lead to no useful result, and would only compromise our future policy. || This, Count Beust said, was only Count Andrassy's personal opinion. He could not give it officially as the view of the Austrian Government, the Emperor's assent not having yet been obtained. Count Andrassy desired, however, that I should be made aware of it. The Austrian

Government, Count Beust said, wished to consult us at every step, and were anxious to see the British Government draw closer to Russia. || Though more closely interested in the present question than any other Power, Austria did not wish to throw obstacles in the way of any plan which might bring together the Cabinets of England and Russia. || I am, &c.

Nr. 5724. Gross-britannien. 27. Juni 1876.

Derby.

Nr. 5725.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Die Haltung Serbiens.

(Télégraphique.) Constantinople, le 28 Juin, 1876.

Nr. 5725. Türkei. 28. Juni 1876.

Vous savez que les armements qui se poursuivaient activement en Servie depuis le commencement de l'insurrection de l'Herzégovine, avaient pris dans ces derniers temps des proportions telles qu'il était devenu impossible à la Sublime Porte de rester indifférente devant un déploiement de forces si considérable et si en dehors de toute proportion. || En présence de cette situation anormale, et s'inspirant de ses dispositions bienveillantes pour la Principauté, le Gouvernement Impérial s'est adressé au Prince Milan pour lui demander des explications franches et précises sur les motifs et le but de ces préparatifs de guerre extraordinaires. || Les précédentes communications de mon Département vous ont fait connaître les télégrammes échangés à ce sujet entre son Altesse le Grand-Vizir et le Prince de Servie. || Malgré les assurances données par le Prince, assurances qui ne s'accordent nullement avec les faits qui les démentent à chaque moment, les nouvelles les plus récentes ne nous permettent plus de douter que la Servie ne soit résolue à entrer prochainement en campagne. || Quoique le Gouvernement Impérial n'ait cessé de respecter scrupuleusement l'autonomie garantie à cette Principauté par le Traité de 1856, et qu'il ait évité avec soin de donner jusqu'ici au Gouvernement Servien le moindre motif légitime de mécontentement de nature à l'amener dans la nécessité de se révolter contre la Cour Suzeraine, la Sublime Porte ne s'en voit pas moins menacée par la Servie d'une agression que rien n'a provoqué et que rien ne justifie. || Tout le monde connaît les efforts faits par la Principauté et les moyens illégaux qu'elle n'a cessé d'employer pour fomenter d'abord, et soutenir ensuite, la malheureuse insurrection de l'Herzégovine. On connaît également toute la longanimité dont la Sublime Porte a usé vis-à-vis de ces agissements incessants. Bien qu'en droit de répondre par des actes aux provocations du Gouvernement Servien, nous avons poussé le désir de la conciliation jusqu'à éviter même de lui faire des remontrances pour le rappeler à l'observation de ses devoirs. Nous aimons pourtant à espérer que cette

Nr. 5725. Turkei. 28. Juni 1876.

attitude calme et pleine de sollicitude du Gouvernement Impérial envers le peuple Servien, égaré par des ambitieux et des hommes remuants, sera dûment appréciée, et que les conseils de modération finiront par prévaloir à Belgrade. || Mais si cet espoir était déçu et si une invasion armée était tentée contre le territoire Ottoman, le Gouvernement du Sultan, fort de son bon droit, ne reculerait pas devant l'emploi de la force pour repousser une attaque si injuste, et se croirait dès lors pleinement autorisé à prendre les mesures dictées par les circonstances. Nos troupes entreront, s'il y a lieu, dans la Principauté afin de la faire rentrer dans les justes limites de sa véritable position. || Ce droit de légitime défense appartiendrait au Gouvernement Impérial même vis-à-vis d'une Puissance indépendante; il peut à plus forte raison le revendiquer à l'encontre d'un Etat qui, abusant de la situation privilégiée que lui font les Traités, se porte à des actes d'hostilité contre lui sans y être aucunement provoqué. || Veuillez communiquer ce qui précède au Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement, auprès duquel vous êtes accrédité.

Nr. 5726.

RUMÄNIEN. — Cirkular des Min. d. Ausw., betreffend Ansprüche Rumäniens.

[Uebersetzung.]

Bukarest, 16./28. Juni 1876.

Nr. 5726. Rumänien. 28. Juni 1876.

Herr Agent! Die Thronbesteigung des neuen Herrschers der Türkei berechtigt die fürstliche Regierung zu der Hoffnung, dass die von der Hohen Pforte bis zum heutigen Tage und namentlich in letzter Zeit betreffs Rumäniens befolgte Politik modificirt werden wird, und dass die Räthe Sr. Majestät Murads V. endlich einmal anerkennen werden, dass diesseit der Donau ein befreundetes und aufrichtiges Volk wohnt, das lebhaft wünscht, mit der Türkei Beziehungen auf dem Fusse vollkommenster Harmonie und besten Einverständnisses zu unterhalten. || Die fürstliche Regierung ist umsomehr geneigt, sich dieser Hoffnung hinzugeben, als sie nicht einen einzigen Augenblick geschwankt hat, angesichts der jenseit der Donau sich abspielenden Ereignisse die strikteste Neutralität zu bewahren und sich materielle Opfer aufzuerlegen, um die strengste Ueberwachung des ganzen rumänischen Ufergebietes durchzuführen und die Bildung von Banden sowie den Transport von Waffen für die Bedürfnisse der Insurrection zu verhindern. || Die Schwierigkeiten, auf welche die fürstliche Regierung diesbezüglich stiess, sind ungeheuere wegen der zahlreichen, am Uferrande der Donau und selbst im Centrum unserer grössten Städte ansässigen bulgarischen Bevölkerung, und diese Schwierigkeiten wurden

Nr. 5726. Rumänien. 28. Juni 1876.

noch dadurch erhöht, dass wir uns am Vorabende der Wahlen befanden und Tausende von Bulgaren politische Rechte in Rumänien besitzen. || Ungeachtet dessen wurden die Verpflichtungen, welche die Regierung Sr. Hoheit des Fürsten gegen sich selbst und gegenüber den Schutzmächten eingegangen, und die sie hier zu erneuern keinen Anstand nimmt, beständig eingehalten, und die Hohe Pforte, was sie insbesondere betrifft, hat den Beweis dafür in der Thatsache gefunden, dass es Rumänien ist, welches für sie eine Grenze in der Ausdehnung von mehr als 300 Stunden, vom Eisernen Thor ausgehend und am Schwarzen Meer endigend, deckt und überwacht. || Unsere correcte und loyale Haltung gegen die Türkei kann daher in Constantinopel ebensowenig als bei den verschiedenen auswärtigen Cabineten verkannt werden. || Bei aller Berücksichtigung der inneren Schwierigkeiten der Türkei glaubte die fürstliche Regierung doch, dass die Hohe Pforte nicht anstehen würde, die ihr von uns gegebenen Bürgschaften für Frieden und Ruhe ihrem wahren Werthe nach zu schätzen, und dass sie folglich der Erste sein würde, alle Missverständnisse und Discussionen zu bannen, welche unsere guten Beziehungen stören könnten. || Nichtsdestoweniger sind wir nach gewissen, in jüngster Zeit zu Tage getretenen Symptomen zu glauben geneigt, dass die kaiserliche Regierung das wenig wohlwollende System, welches die frühere Regierung uns gegenüber beobachtet hat, fortsetzen zu wollen scheine. Ja, es gewinnt fast den Anschein, als ob sie lieber periodisch in Concessionen an diejenigen willige, welche ihr Verlegenheiten bereitet, als an jene, welche ihr solche erspart haben. So bezeichnete noch unlängst in einer officiellen, vom 8. Juni datirten Note das Ministerium in Constantinopel die Rumänen als „ottomanische Unterthanen". Die Stellung unseres Agenten in Constantinopel ist eine der ungeregeltesten. Er ist nicht amtlich von dem Thronwechsel in Kenntniss gesetzt, ja nicht einmal berufen worden, dem neuen Sultan seine Glückwünsche darzubringen. || Unsere Rechte, unsere Interessen, die Pflichten, welche uns dem Lande gegenüber obliegen, legen uns die gebieterische Nothwendigkeit auf, unsere Beschwerden und Wünsche zu formuliren und alle Anstrengungen zu machen, um zu einer Lösung zu gelangen. Sie, Herr Agent, werden der Erste sein, anzuerkennen, dass eine weitere Aufrechterhaltung des Status quo auf die Länge nur die guten Beziehungen stören könnte, welche die fürstliche Regierung mit der Hohen Pforte zu unterhalten sich zur Pflicht gemacht, und nur, um bedauerlichen Folgen für die beiden Länder vorzubeugen, präcisire ich hier die Fragen, welche seit vielen Jahren in der Schwebe sind und deren sofortige Lösung Rumänien im höchsten Grade interessirt. || Diese Fragen sind: || 1. Anerkennung der Individualität des rumänischen Staates und seines historischen Namens. || 2. Aufnahme des Vertreters Rumäniens in das diplomatische Corps. || 3. Regelung der Stellung der in der Türkei ansässigen rumänischen Unterthanen nach Art der anderen fremden Unterthanen und Anerkennung der Jurisdiction der rumänischen Agenten über ihre Connationalen. || 4. Unverletzlichkeit des rumänischen Gebietes und neue Abgrenzung der Donau-Inseln. || 5. Abschliessung von Handels-, Auslieferungs-,

Nr. 5726. Rumänien. 28. Juni 1876.

Post- und Telegraphen-Conventionen mit der Türkei. || 6. Anerkennung des rumänischen Passes und Enthaltung der Einmischung seitens der türkischen Consuln im Auslande in Angelegenheiten, welche Rumänien betreffen. || 7. Feststellung der Grenze zwischen Rumänien und der Türkei an den Donaumündungen, wobei zur Grundlage der Thalweg des Hauptarmes dieses Flusses genommen werden soll. || Sie ersehen aus diesen Aufzählungen, Herr Agent, dass unsere Begehren ebenso mässig als gerecht und billig sind; nichtsdestoweniger hat, trotz aller zu verschiedenen Malen von verschiedenen türkischen Ministern gegebenen Versprechungen, keine dieser Fragen die billige Lösung gefunden, welche wir zu erwarten berechtigt waren. || Sie werden zugeben, Herr Agent, dass dieser Zustand der Dinge, wenn er ins Unendliche fortdauern sollte, die Natur der zwischen Rumänien und der Türkei obwaltenden Beziehungen — ich wiederhole es — vollständig verändern würde, und dass, ungeachtet all unseres festen Willens, mit der Regierung in Constantinopel die vollkommenste Eintracht zu pflegen, wir gezwungen sein würden, eine andere Haltung einzunehmen, als diejenige, welche wir bis zum heutigen Tage beobachtet haben; denn vielleicht wird sie uns dann verschaffen, was das herzlichste Verhalten uns nicht einbringen konnte. || Ich nehme mir vor, Herr Agent, und zwar demnächst, directe Schritte bei der Hohen Pforte zu thun, um im gegenseitigen Interesse die Lösung all dieser vorangeführten Fragen von ihr zu verlangen. || Bevor ich jedoch diesen Weg einschlage, wünsche ich mich der wohlwollenden Unterstützung der Regierung, bei welcher Sie beglaubigt sind, zu versichern. || Und somit ersuche ich Sie denn, Herr Agent, die . . . . . . Regierung in ganz vertraulicher Weise von all den oben erwähnten Fragen zu unterhalten. Sie werden in meinem hier beigefügten Memoire die ausführlicher entwickelten Erwägungen finden, welche zu Gunsten unserer so gerechten und begründeten Begehren sprechen. || Nachdem wir die uns von der . . . . . Regierung ertheilten Rathschläge befolgt; nachdem wir, auf ihren Wunsch, durch unsere Neutralität eine friedliche und loyale Politik der Pforte gegenüber beobachtet; nachdem wir eine langgestreckte Grenze wider die Einfälle der bulgarischen Insurrection gedeckt: hoffen wir, dass jenes Cabinet seinerseits uns seinen mächtigen Beistand gewähren wird, damit die Minister des Sultans Rumänien gegenüber eine billigere und den Interessen beider Länder entsprechendere Politik adoptiren. || In Erwartung der Ergebnisse Ihrer Unterredungen im Sinne des Vorstehenden, ergreife ich die Gelegenheit, Ihnen, Herr Agent, die Versicherung meiner Hochachtung zu erneuern.

Cogolnitscheano.

Nr. 5727.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den russischen Botschafter in London. — Antwort auf die russischen Vorschläge.

Foreign Office, June 29, 1876.

Nr. 5727. Grossbritannien. 29. Juni 1876.

M. l'Ambassadeur, — Her Majesty's Government have given their most careful consideration to the despatch from Prince Gortchakow, the contents of which your Excellency was so good as to communicate to me on the 21st instant. They have seen with satisfaction the proofs afforded by this communication of the desire of the Russian Government to act in concert with them, and to enter into friendly and frank explanations to which the insurrection in Bosnia and the Herzegovina has given rise. || Her Majesty's Government are most willing to enter into the exchange of sentiments which His Highness invites, and they cordially share his anxiety that there should be a complete agreement among all the Powers as to the policy to be pursued in the present state of affairs in Turkey. || Her Majesty's Government are as much alive as that of Russia can be to the importance of securing the religious and other liberties of the Christian population of the Ottoman Empire, nor have they failed on all fitting occasions to counsel the Porte to give entire execution to the various measures which have been proclaimed by the Sultan with this object. They have taken the earliest opportunity on the accession of Sultan Mourad to instruct Her Majesty's Ambassador at Constantinople to speak in this sense, and they have especially pressed for the effectual realization, at as early a date as circumstances allow, of the reforms promised to the insurgent provinces. || Her Majesty's Government cannot, however, regard the insurrection in Bosnia and the Herzegovina as being exclusively or principally a struggle directed against local oppression, whether in religious or civil matters. The reports which they have received show, that it arose from other causes, and is now fomented and maintained for purposes which are obviously of a general and political rather than of a local and administrative character. In support of this view, I may mention the fact that the Roman Catholic population have not taken part in the movement, and that those Christians who have not joined the insurgent bands have continued throughout the recent troubles to live unmolested. || It also appears, that numbers of those who had quitted their villages at the outbreak of the insurrection are ready and willing to return to them, and are deterred from doing so, not by fears of their Mahommedan neighbours, but by the action of the insurgents, who drive away the cattle and destroy the goods of the returning refugees. || It is obvious that, while this state of things is allowed to continue, the efforts of the Powers in recommending schemes for the better administration of these districts must be fruitless. It was in this conviction, that I have stated to

Nr. 5727. Gross-britannien. 29. Juni 1876.

your Excellency my opinion that the insurrectionary movement must be suppressed, and order restored, before any such schemes can be advantageously treated. || Her Majesty's Government agree with that of Russia, that the best remedies are those which would afford a practical solution of the difficulties to be dealt with, without altering the political and territorial *status quo* of the Ottoman Empire. They do not, however, clearly understand what is the particular plan which the Russian Government have in view. Nor do they think it easy, under any circumstances, for a foreign Government to frame a scheme of administration for a Turkish Province. There are local peculiarities, tendencies and customs, which must be taken into account, and which only local knowledge can provide for. It is for this reason, among others, that Her Majesty's Government see so much objection to pressing on the Porte at the present moment, and without close and careful inquiry, projects of reform going beyond those already promised. Such projects, if embodied in vague and general terms, are apt to be differently understood by the various parties concerned in promoting them, while the task of working them out in detail is one for which foreign advisers, however able or well-intentioned, can hardly be competent. || Her Majesty's Government will, at the same time, willingly join with those of other Powers in considering and advising such ameliorations in the existing administration of the two Provinces as, on full examination, they may believe to be practicable; and they see with pleasure, that Prince Gortchakow expresses his conviction, in which they fully share, of the good intentions which animate the present Sultan. || His Highness, however, thinks it improbable that the Turkish Government could be willing to make any further concessions, if the insurrection were once subdued, and seems to have misinterpreted some remark of mine as expressing an opinion that, in that case, the action of Europe might be necessary to prevent the extermination of the Christians. I am not aware of having used any such phrase, and must therefore explain that Her Majesty's Government have no reason to anticipate, that the suppression of the insurrection would be followed by the extermination or persecution of the Christian races. There are no signs of any such intention on the part either of the Porte or the Mahommedan population, and Her Majesty's Government do not believe that any apprehension of the kind need be entertained. || I pass to Prince Gortchakow's further suggestion, that the Sultan should cede to Montenegro a port and some adjacent territory, and that, at the same time, Little Zvornik should be handed over to Servia, with the view of offering to those States an inducement to maintain peaceable relations with the Porte. || Her Majesty's Government would readily co-operate in endeavouring to establish more satisfactory relations between Montenegro, Servia and the Porte. || They have already used their best efforts in this respect with regard to Montenegro, and have learned by telegraph, on the 27th instant, from Sir Henry Elliot, that the Turkish Government have taken a step in this direction. A message has been sent from Constantinople to the

Nr. 5727. Gross-britannien. 29. Juni 1876.

Prince of Montenegro, stating that the Sultan has seen, in the absence of opposition to the expedition of the Turkish Commander-in-chief, evidence that the Prince has been exercising a salutary influence, and adding that His Majesty will take this fact into consideration at the proper time. This message, however vague in terms, cannot but be regarded as evidence of an inclination to come to a friendly understanding; and it is for the Prince of Montenegro to consider whether he will not be ready to meet half-way the overtures thus made. || The menacing attitude assumed by Servia, notwithstanding the recent counsels of the Powers, renders it manifestly inopportune to urge upon the Porte, under present circumstances, the adoption of a similar course towards that Principality. || The Sultan cannot be expected to forget the concessions made to Servia under the Protocol of the 4th September, 1862, and the evacuation of the fortress of Belgrade and other Servian fortresses under the Firman of the 10th April, 1867. It was with the object of securing friendly relations with Servia, that these large concessions were agreed to by the Porte, and the result of the policy thus adopted does not seem encouraging for the future. || The despatch of Prince Gortchakow was written before the attitude of Servia had become so decided, and Her Majesty's Government do not doubt that His Highness will concur with them in the view which they take of the present situation. || It may possibly not yet be too late for the Powers, and especially for the Russian Government, whose influence at Belgrade is so apparent, to make a further effort to induce Prince Milan to abandon his policy of aggression. It is desirable, that the Servian Government should be warned that, if they attempt to secure territorial aggrandisement under the pretext of Slavonic sympathies, they must not expect to be protected from the consequences of failure and defeat. || Her Majesty's Government are convinced that, if this were done in a tone which did not admit of misconstruction, and the Turkish insurgent provinces were freed from the instigations to revolution of the foreign Slav Committees and agitators, the work of pacification would be so greatly advanced as to render the completion of it an easy task. || Her Majesty's Government have expressed themselves thus explicitly in order to meet the wishes of that of Russia for a full statement of their opinions. They observe with pleasure that, in many respects, the two Governments are agreed, and they trust that the effect of frank and unreserved discussion may be to bring about a still closer approximation of their respective views. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5728.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Mittheilung des Depeschenwechsels mit Montenegro.

(Télégraphique.) Constantinople, le 29 Juin, 1876.

Nr. 5728. Türkei. 29. Juni 1876.

Je vous transmets ci-dessous, pour votre information personnelle: — 1. Un télégramme Véziriel adressé au Prince du Monténégro; 2. La réponse du Prince Nicolas; et 3. La réplique de son Altesse le Grand-Vézir.

(No. 1.)

Le 11 Juin, 1876.

Votre Altesse sait que la Sublime Porte s'était préoccupée des armements qui se faisaient depuis quelque temps au Monténégro. Les assurances formelles et réiterées que votre Altesse avait bien voulu nous donner à ce sujet avaient fort heureusement dissipé nos inquiétudes. Aujourd'hui, cependant, je dois constater avec regret que ces préparatifs, loin d'avoir cessé, continuent au contraire dans des proportions telles que l'armée Monténégrine se trouve prête à entrer à toute heure en campagne. Votre Altesse comprendra facilement combien cet état de choses est de nature à préoccuper la Sublime Porte. Sa Majesté Impériale le Sultan, qui entoure de sa plus vive sollicitude le repos et la tranquillité des populations que la Providence a placées sous son sceptre paternel, a été justement ému de cette situation, et des intentions agressives qu'elle semble attribuer au Monténégro. D'ordre de mon auguste Maître, qui tient à coeur de voir se conserver invariables les bons rapports entre la Sublime Porte et la Principauté, je m'adresse à votre Altesse pour la prier de nous donner des explications franches et précises sur les motifs et le but réel de ces armements.

(No. 2.)

Le 21 Juin, 1876.

En réponse à la dépêche de votre Altesse, reçue hier, je viens lui donner les explications franches qu'elle désire. || L'insurrection des provinces Turques a été, dès l'origine, pour le Monténégro et pour son Gouvernement la source d'épreuves dont on ne se rend pas assez compte. Outre les charges que lui impose le maintien de sa neutralité, et les sacrifices qu'il est forcé de faire pour les blessés, les infirmes, les femmes et les enfants qui viennent chercher chez lui un asile qu'il ne peut refuser, il se voit perpétuellement en butte à

des accusations sans fondement. Quoique ses dénégations répétées de toute immixtion dans l'insurrection aient été accueillies avec la plus parfaite civilité, il acquiert chaque jour la preuve qu'il est tenu en suspicion. Les mesures dictées à son égard par ce soupçon persistant ont pris depuis quelque temps un caractère menaçant; les frontières ont été, sans notification préalable, mis en état de blocus; des forces Turques supérieures aux besoins de la répression se sont massées en Herzégovine et en Albanie. Sur les représentations que j'ai fait parvenir à la Sublime Porte, j'ai reçu de votre Altesse et de son prédécesseur des assurances satisfaisantes sur le retrait de ces mesures; mais j'ai le regret de constater que les concentrations continuent, et que, ce qui cause une vraie détresse dans quelques districts Monténégrins, mes frontières restent bloquées d'une façon très effective, malgré les déclarations contraires du Gouverneur-Général de Scutari. En présence de ces faits et de la tendance regrettable qu'ils semblent révéler, il est de mon devoir strict de prendre des mesures de précaution que je ne dissimule nullement, tout en ayant le vif désir et le ferme espoir qu'elles resteront inutiles.

(Signé.) Nicolas.

(No. 3.)

Le 25 Juin, 1876.

J'ai reçu le télégramme responsif que votre Altesse a bien voulu m'adresser ce 21 Juin. Nous n'avons jamais élevé des soupçons touchant le but vers lequel tendaient les efforts de votre Altesse. La continuation de la malheureuse insurrection Herzégovinienne prouve d'une manière évidente que nos forces militaires, que votre Altesse trouve supérieures aux besoins de la répression, n'étaient pas numériquement suffisantes pour cette tâche. Elle se serait pourtant accomplie, si l'action de nos troupes ne s'était trouvée entravée et arrêtée à tout moment par des obstacles et des circonstances particulières à la position du pays. Pour ce qui est d'une concentration de troupes dont parle votre Altesse, et qui irait s'accentuant chaque jour davantage, je n'aurai pas de peine à la rassurer entièrement à ce sujet. A part nos troupes en Herzégovine, dont le nombre varie suivant les exigences stratégiques, sur aucun point de la ligne de démarcation, il n'y a eu ni concentration ni modification des forces militaires. Je rappelerai même ici que, nonobstant la décision prise précédemment de réunir, par simple mesure de précaution, un corps d'armée de 20,000 hommes à Scutari d'Albanie, la Sublime Porte y a renoncé à la suite des assurances données par votre Altesse, les dernières informations reçues du vilayet de Scutari portant même que l'effectif des garnisons des fortins du côté de Monténégro n'a pas été augmenté d'un seul homme depuis huit mois. Je dirai enfin, mon Prince, que nos autorités n'ont jamais eu l'intention d'empêcher les communications de la Principauté avec le dehors. La

Nr. 5728. Türkei. 29. Juni 1876.

preuve en est que ces communications continuent sans interruption, et que les Monténégrins vont en toute liberté, et sans être aucunement inquiétés, à Spouze, à Podgoritza et à Scutari. Par ce qui précède votre Altesse verra que la Sublime Porte n'a adopté aucune mesure qui doive préoccuper ni inquiéter le Monténégro. Nous sommes donc persuadés, mon Prince, que, malgré les insinuations tendantes à ébranler sa confiance dans les sentiments et les intentions bienveillantes de la Sublime Porte, votre Altesse continuera à contribuer pour sa part à l'oeuvre de pacification poursuivie par le Gouvernement Impérial en Herzégovine. Nous en trouvons une preuve dans les nouvelles transmises par notre Commandant-en-chef en Herzégovine. En effet, Moukhtar-Pacha nous annonce qu'il a ravitaillé Nicksick sans rencontrer dans sa marche aucune résistance de la part des insurgés, et que son retour à Gatchko a eu lieu également sans obstacle. La Sublime Porte aime à attribuer ce résultat aux dispositions prises par votre Altesse pour retenir les réfugiés qui se trouvent au Monténégro et les empêcher d'aller se joindre aux insurgés, de telle sorte que ces derniers, se voyant isolés, n'ont pas osé inquiéter le passage des convois de vivres et des troupes qui les accompagnaient. Ainsi votre Altesse peut-elle être assurée que Sa Majesté Impériale le Sultan apprécie dûment cette nouvelle preuve des sentiments loyaux de votre Altesse, et qu'il tiendra compte en temps et lieu de la ligne de conduite suivie par elle en cette circonstance.

Nr. 5729.

SERBIEN. — Kriegsproklamation.

(Translation.)

To my beloved People.

Nr. 5729. Serbien. 30. Juni 1876.

A year has almost elapsed since our brothers in Bosnia and Herzegovina rose in arms to defend themselves against the excesses of an arbitrary rule and unheard-of acts of violence. Their sufferings always awoke a sympathetic echo in our breasts, and when last year we heard them breathe again, I announced to our National Assembly my determination to do whatever lay in our power to seek for a satisfactory mode of pacifying those Provinces, to whose fate we can never be indifferent. I said at the time that as Servia suffered most, both morally and materially, from those recurring insurrections, she has the greatest interest in putting an end, once for all, to a state of things by which they are caused. But, from the moment that the Sublime Porte entered into negotiations with the Great Powers for the purpose of effecting the work of pacification, it became our duty to wait patiently and respectfully for the result of that attempt so zealously pursued by them in favour of our suffering

brothers. But the measures adopted by the Sublime Porte having failed in inspiring confidence in the insurgents, the heroic struggle continued in the Herzegovina, and a cruel repression made itself daily felt in Bosnia. || Whilst we were looking on as mere spectators on our western frontier, a fresh insurrection broke out in the opposite direction in Bulgaria, which thus became the theatre of fearful devastation and acts of cruelty. The results of Mussulman fanaticism made themselves felt in European Turkey, and assumed such dimensions in Constantinople amongst the class teaching the Koran, that these are now exercising a paramount influence on the destinies of the Empire within the metropolis. || All these symptoms leave little hope of pacification, and the state of affairs, instead of improving, becomes every day more perplexing, leaving no hope to Servia of extricating herself from the difficult position in which she has been for nearly twelve months. Notwithstanding all these difficulties we have done nothing to embarrass the Porte or the great Powers in their attempted work of pacification; on the contrary, my Government supported numerous Bosnian refugees at a considerable sacrifice, we preserved order on our frontiers, and our army, which had been sent thither, was recalled. Affairs followed their natural course with us, and we gave no occasion to the Porte to mistrust us. || In spite of this the Ottoman Government surrounded our country with troops on all sides, from the mouth of the Timok to the mouth of the Drina. The Turkish army assumed a threatening attitude towards us, and, with its connivance, barbarous hordes of Bashi-Bazouks, Circassians and Albanians made inroads into Servia, pillaging churches and peaceful inhabitants, threatening the latter, and frequently carrying on cattle, &c. || Brothers, for nearly a year you have suffered such acts of violence on our dear soil, entire districts have been compelled to act as watchmen, and protect their lives and families against pillaging forays. All our representations to Turkish authorities and to their Government have proved fruitless, and they continued to encircle Servia with their army, thus interfering with our commerce, and by putting a stop to our growing prosperity, compelled us to adopt exceptional measures. || Thus, without having war, we endure all the miseries of war. || Owing to your patience, to your respect to law and to your obedience to my authorities, you refrained from giving vent to your just indignation at these numerous acts of violence. In the presence of such complications, can my Government be reproached with having carried out the resolutions of our "Skouptchina", our National Assembly, in providing proper measures of defence for the security of the country, and still this is made a subject of reproach against us by the Porte, who has herself forced all these sacrifices upon us. || Brothers, without paying attention to your wounded feelings, I listened to the advice given me by the Guaranteeing Powers and continued in the path of reason and moderation, and I made you subdue your deep sentiments; but the Porte, instead of giving us credit for this forbearance, asked for an explanation on the subject of our armaments. Even then I

Nr. 5729. Serbien. 30. Juni 1876.

endeavoured to make a modest and conciliatory reply, and proposed sending a special Mission to Constantinople with a view to bring about a lasting peace between us and the Suzerain Imperial Government. By way of replying to this offer, the Porte decided on collecting a variety of irregulars on our frontier, savage hordes of Bashi-Bazouks, Circassians and Albanians approached from various directions, and even barbarous Kurds from Asia were sent for evidently for no other object than that of exposing Servia to the calamities of fire and plunder, of humbling us, and destroying our prosperity. The Porte unable to justify its own bad management to the world, is evidently seeking for some pretext to throw on us the responsibility for its own crimes, and she imagines that it would be a great boon, if Servia could only be annihilated, if a country whose institutions stand out in such striking contrast to those of the neighbouring Turkish Provinces could be made to disappear from the list of self-governing lands. || Brothers, were we to continue, after all this, in an attitude of forbearance, our moderation would be taxed as weakness, our silence considered as cowardice unworthy of the descendants of Doushan and of Milosh. Though a war between the Porte and the Servian people has become inevitable, I have, however, made representations at Constantinople, pointing out certain measures likely to pacify the disturbed provinces, and to extricate Servia from the perilous position in which she finds herself through no fault of her own. I demanded, that the Turkish troops and irregular hordes should be withdrawn, and I announced that the Servian army was about to enter the disturbed provinces in self-defence, in the name of the humane and brotherly sentiments which animate us towards our suffering brothers, to bring them peace and order and reorganise them on a basis of justice and equality without distinction of creeds. It behoves the Porte to say only one decisive word, and thus put an end to the effusion of blood. || Servian soldiers, we go into this war, not with any feelings of hatred or revenge, but merely impelled by a strong desire to restore peace amongst our brothers. Proud as you ought to be of the mission of freedom which has been assigned you by Providence in this portion of Eastern Europe, go forward, soldiers, hopefully and with confidence, using your arms only against those who oppose you. In crossing the frontier, do not forget that we shall adhere to the principle of the integrity of the Ottoman Empire, unless the opposition of the Imperial army should make our sacred cause depend on the fate of battles. Remember likewise that the provinces whither you are going are inhabited by brothers of the same race, ready to receive you as deliverers; some there are among them who have been estranged from us by difference of creed, but they still continue our brothers by race and language. Should any of these offer resistance, you must have recourse to arms; to those, however, as also to any of your enemies who are peacefully disposed, you must give protection for their lives, their families, their property and their worship. This is my firm determination as well as your sacred duty, and by this means only can you gain the

sympathy of the civilized world, and convince it that you deserve a better place among nations than the one which has hitherto been assigned you. Ours is a national movement, and there ought to be no room in it either for religious fanaticism or for social animosities; we bear with us the spirit of order, justice and security, not that of destruction, incendiarism, or devastation. Strangers are to be treated by you with that spirit of hospitality which is innate in Slavs. Show respect to the frontiers of the neighbouring kingdom, and avoid every occasion of offence to the Imperial and Royal Government, which is entitled to our special gratitude for the generous assistance given to the Bosnians and Herzegovinians who took refuge on its soil. || Full of confidence in your courage and patriotic feelings, I go with you and as your leader; with us will go our brave countrymen, the Montenegrins, with my chivalrous brother, Prince Nicholas, at their head; we shall also have on our side the heroic sons of the Herzegovina and those of Bosnia, who have suffered centuries of cruel oppression. The laborious Bulgarians are only waiting for us; and the love of independence of the proud Greeks, the descendants of Themistocles and of Bozaris, will not allow them to remain long inactive. || Forward, therefore, my brave soldiers. || In the name of Almighty God, the righteous Father of all people, for justice, liberty and progress.

Milan M. Obrenovitch IV.

Nr. 5730.

MONTENEGRO. — Kriegsmanifest.

[Uebersetzung.]

Herzegowiner!

Berufen von der göttlichen Vorsehung, von meinem eigenen Pflichtgefühle, von dem Willen meines kleinen, aber freien und heldenmüthigen Staates, von der brüderlichen Liebe, die ich für Euch hege, und von dem Wunsche, dass das Volk der Serben sich befreie und einige, welchen liebevollen Wunsch ich von meinen Vorfahren ererbt und immerdar auf das lebhafteste genährt habe, betrete ich die Herzegowina, um die Sklavenfesseln zu brechen, welche seit Jahrhunderten Euch knechten. || Herzegowiner! Es ist meine feste Ueberzeugung, dass ich damit auch Eueren eigenen heissesten Wunsch erfülle. Ihr habt mir immer und bei jeder Gelegenheit die Ueberzeugung verschafft, dass Ihr bei Euerem, an Leiden so überreichen Schicksale nur des Tages harret, an welchem unser gemeinschaftlicher Kampf gegen türkische Gewalt Euch von dem türkischen Joche befreien soll. || Herzegowiner! Dieser ersehnte Tag ist angebrochen und,

Nr. 5730. Montenegro. 1. Juli 1876.

wenn Gott will, glücklich angebrochen für uns Alle, — dieser Tag, an welchem unser Kampf beginnen soll, der Euch zu freien Herzegowinern macht. Heldenmuth, gemeinschaftliche Arbeit und Gehorsam werden zusammenwirken zu einem glücklichen Erfolge. So Gott will, wird die Herzegowina bald frei sein, und Ihr werdet Euch derselben Unabhängigkeit erfreuen, auf welche Euere Brüder Montenegriner immer so stolz sind. Und Ihr seid derselben werth, Herzegowiner; denn auch Ihr seid Helden, welche der Welt das leuchtende Beispiel von Heldenmuth und Opferwilligkeit für die Freiheit bieten werden, wie Ihr es immer und besonders in dem letzten Jahre gehalten, als Ihr mit starkem Arm an der türkischen Herrschaft zu rütteln begonnen und Euch die Achtung und das Wohlwollen der ganzen civilisirten liberalen Welt errungen habt. || Immer hat in der Herzegowina die Blüthe der serbischen Nation gelebt, welche zu vernichten fünf Jahrhunderte der barbarischesten Schreckensthaten nicht vermochten. Darum ist dieser Krieg bezeichnend für Euch. Ein schönes serbisches Sprichwort sagt: Die Herzegowina hat die Welt bevölkert und sich selbst nicht entvölkert. || Herzegowiner! Verlieret nicht auf einen Augenblick Eueren heldenhaften Muth: Gott ist barmherzig, und gerecht und heilig ist die Sache, für welche wir kämpfen. Wir werden siegen, ich bin mit Euch, und mit Euch ist jeder Montenegriner. Alles, Tod oder Leben wird uns vereint finden, und darum vorwärts! || Herzegowiner, vorwärts! Folget mir und dem Banner von Montenegro, dem Zeugen so unzähliger für uns ruhmvoller und für die Türken verderbenbringender Schlachten! || Herzegowiner! Unter türkischer Gewaltherrschaft habt Ihr Unerhörtes erduldet, und ich erduldete es mit Euch und empfand es immer mit Euch in der Tiefe meiner Seele. Trotzdem darf die Freiheit, welche Ihr gegenwärtig geniesst, Euch nicht zu Rachethaten an Eueren Brüdern mohammedanischen Glaubens hinreissen. Es ist mein Wunsch, dass Euch der Geist der Brüderlichkeit und der Versöhnung beseele. || Herzegowiner mohammedanischen Glaubens! Alles das, was ich hier zu Eueren Brüdern christlichen Glaubens gesprochen, gilt vollständig auch für Euch. Die Zeiten, in welchen Euere Vorfahren den mohammedanischen Glauben annahmen und der Oberherrschaft sowie besonderer Vorrechte theilhaftig wurden, sind seit langen Jahren vorüber. Allmählich hat Euch der Türke alles dieses aus den Händen gewunden, und Ihr habt bereits begonnen, den schweren und tyrannischen Druck der Türken arg zu fühlen. Wenn nicht auch für Euch dieser glückliche Zeitpunkt angebrochen wäre, so wäret auch Ihr binnen kurzem Rajah geworden, wie es Euere christlichen Brüder sind. Mohammedaner! Obwohl anderer Religion, seid Ihr nichtsdestoweniger unsere Brüder; denn in Eueren Adern ist serbisches Blut. Darum komme ich ebenso zu Euerer Befreiung wie zu jener Euerer christlichen Brüder. In der freien Herzegowina werdet Ihr frei sein. Ein Gesetz wird für Alle sein und eine Gerechtigkeit. In Euerem Glauben wird Niemand Euch antasten, er wird wie ein Heiligthum betrachtet werden; dies verbürge ich Euch bei meiner Unparteilichkeit und bei der Liebe, die ich für Euch hege. Dessen sind Hunderte Euerer Glaubens-

genossen Zeugen, die in Montenegro leben und die immer bei mir brüderliche Aufnahme, Hilfe und Berücksichtigung fanden. || Ich fordere Euch daher auf, Mohammedaner, nicht die Waffen gegen Euere christlichen Brüder zu ergreifen. Könnt Ihr schon mit Eueren christlichen Brüdern nicht gegen die Türken, Eueren gemeinschaftlichen Feind, kämpfen, so verhaltet Euch ruhig: Ihr werdet dann an Euerem Leben und Euerem Besitzthum keinerlei Gefahr laufen. Wenn Ihr es nicht so haltet, wenn nicht jeder District durch seinen Vorsteher mir ankündigt, dass er sich ruhig und unterwürfig verhalten werde, so muss ich zu meinem grössten Leidwesen Euch als Feinde behandeln. || Ich wünsche und hoffe nicht, dass es dahin komme; ich hoffe im Gegentheil, dass unter den Herzegowinern ohne Unterschied des Glaubens jene wahre Brüderlichkeit zu herrschen beginne, aus welcher ihre Freiheit und ihr Glück hervorgehen werden. || Herzegowiner! So grossartig, wie das Werk von uns begonnen wurde, so erhaben möge sich auch die Grossmuth aller Jener zeigen, die für dasselbe kämpfen. Darum fordere ich Euch noch einmal auf, Herzegowiner und Montenegriner, seid edel und grossherzig in dem Kampfe und respectirt vor Allem die Unverletzlichkeit des Gebietes des benachbarten Oesterreich, unseres Freundes, und jenes seiner Unterthanen. || Herzegowiner! Euch Allen rufe ich es zu: handelt als einträchtige Brüder, mit der Begeisterung glücklicher Helden, denen gemeinschaftlich mit den Montenegrinern die Befreiung des Vaterlandes zukommt. || Herzegowiner! Die Ihr reich an glorreichen Erinnerungen aus Euerer leuchtenden Vergangenheit und eine kostbare Zier der serbischen Nation seid, schaart Euch unter mein Banner! Die Herzegowina muss frei sein!

Nr. 5730. Montenegro. 1. Juli 1876.

Nikolaus.

Nr. 5731.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in St.-Petersburg. — Haltung Englands für den Kriegsfall zwischen der Türkei und Serbien.

Foreign Office, July 1, 1876.

My Lord, — The Russian Ambassador called to-day and asked me whether, in the event of war breaking out between Turkey and Servia, Her Majesty's Government intended, as he had been led to believe, to adhere to a policy of strict and absolute non-intervention. || I said, that such was undoubtedly the case, but that it must be clearly understood that Her Majesty's Government entered into no engagement to continue to abstain from intervention, in the event (which, however, I could not assume as probable) of a different course being pursued by other Powers. || I am, &c.

Nr. 5731. Gross-britannien. 1. Juli 1876.

Derby.

Nr. 5732.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Ankündigung des Krieges gegen Serbien und Montenegro.

(Télégraphique.) Constantinople, le 2 Juillet, 1876.

Nr. 5732. Türkei. 2. Juli 1876.

Le Prince de Serbie a adressé à son Altesse le Grand-Vézir une lettre assez longue, datée le 22 Juin, dans laquelle, après avoir articulé certains griefs non fondés, et parlé de la concentration des troupes du côté de la ligne de démarcation, il finit par déclarer sa résolution de co-opérer, par l'emploi des forces militaires de la Serbie, à l'établissement d'un état de choses favorable aux intérêts communs de l'Empire et de la Principauté. || Le Prince prie, par conséquent, la Sublime Porte de lui faciliter sa mission, en donnant aux autorités Impériales l'ordre de renvoyer dans leurs foyers ce qu'il appelle des bandes des pillards, faisant allusion aux irréguliers, et d'enjoindre aux troupes Impériales de ne pas mettre obstacle à ses efforts, afin de lui permettre de professer hautement le principe de l'intégrité de l'Empire. || En même temps, dans une dépêche adressée à l'Agent de la Principauté, M. Ristich l'invite à proposer à la Sublime Porte de confier au Gouvernement Princier l'administration de la Bosnie contre le paiement annuel d'une somme fixe et invariable. || Cette étrange proposition ne pouvait évidemment être admise. Cependant, nous nous proposions de répondre à cette lettre du Prince Milan pour réfuter une à une les accusations qu'il y avait formulées contre la Sublime Porte, lorsque, aujourd'hui même, nous avons reçu de nos autorités civiles et militaires des vilayets de la Bosnie et du Danube l'avis officiel de l'entrée des troupes Serviennes, avec leur artillerie, le 1er et le 2 Juillet, par trois points différents, sur le territoire Ottoman, ce qui a motivé l'envoi immédiat contre eux des troupes Impériales. || D'autre part, le Prince de Monténégro, dans un long télégramme adressé à son Altesse le Grand-Vézir, parlant d'une foule de griefs imaginaires, déclare, à son tour, que la situation équivoque des relations toujours tendues fait place dès aujourd'hui à la situation plus nette des hostilités déclarées. || Ainsi, ces deux Principautés ont mis fin à leurs tergiversations, et sont à l'heure qu'il est en guerre ouverte avec la Cour Suzeraine. || Je me ferai un devoir de vous télégraphier le résultat des engagements qui ont lieu sur trois points différents entre nos troupes et les Serviens. || Je vous communiquerai également par télégraphe, au fur et à mesure, l'issue des divers combats qui pourraient avoir lieu.

Salonichi-Angelegenheit.

Nr. 5733.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. (Raschid-Pascha) an den kaiserl. Botschafter in London (Musurus-Pascha). — Mittheilung über die Ermordung der Konsuln in Salonichi.

(Télégraphique.) Constantinople, le 7 Mai, 1876.

Nr. 5733. Türkei. 7. Mai 1876.

Un télégramme du Gouverneur-Général de Salonique, reçu hier soir à la Sublime Porte, porte ce qui suit: || Une jeune villageoise Chrétienne, qui avait embrassé l'Islamisme, étant arrivée par le chemin de fer à Salonique, quelques parties qui attendaient à la station allaient la conduire, d'après l'usage, à la résidence du Gouverneur-Général, lorsqu'environ 150 individus, que le Consul des Etats-Unis avait réunis, ont assailli la jeune fille, arraché son voile et son manteau, et, l'enlevant de force, l'ont emmenée dans la maison d'un Chrétien, ce qui a exaspéré les Musulmans qui assistaient à cette scène de violence. || Bientôt la foule ameutée s'est portée en masse à la résidence du Gouverneur pour demander avec insistance que la jeune Musulmane y fut ramenée; et, en attendant son arrivée, elle s'est réunie dans une mosquée. Tous les efforts tant de l'autorité que des notables étaient impuissants à dominer la foule, qui ne pouvait être dispersée que par la présence de la jeune fille ou par l'arrivée des troupes. En ce moment, le Gouverneur informé que les Consuls d'Allemagne et de France avaient pénétré dans la mosquée envahie par la foule, s'y est immédiatement rendu en personne pour en faire sortir les Consuls et calmer les esprits; mais tous ses efforts ont été inutiles. La jeune fille n'arrivant pas, la populace a arraché les barreaux des grilles, et, étant ainsi procurée des armes, s'est ruée sur les Consuls. Bien que le Gouverneur eût essayé par des efforts désespérés de les couvrir de sa personne, il a été impuissant à les protéger, et ils ont succombé sous les coups des assaillants. Sur ces entrefaits, les troupes accourues des stationnaires Ottomans et de la caserne sont parvenues à disperser l'émeute. || Par un second télégramme, arrivé dans la nuit d'hier à aujourd'hui, le Gouverneur-Général confirme la dispersion de l'émeute, et annonce que par mesure de précaution des sentinelles et des gendarmes ont été placés devant les Consulats et quelques autres habitations, qu'enfin l'ordre est rétabli et que les poursuites ont commencé par l'arrestation des coupables. || Ce douloureux événement a profondément impressionné la Sublime Porte, qui a résolu de sévir promptement et avec la plus grande rigueur contre les misérables auteurs du forfait. A cet effet, deux Commissaires Impériaux munis de pleins pouvoirs partent pour Salonique. Des

Nr. 5733. Türkei. 7. Mai 1876.

délégués des Ambassades d'Allemagne et de France accompagnent ces Commissaires. || Veuillez communiquer ce télégramme à Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères.

Nr. 5734.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Bericht über die Ereignisse in Salonichi.

Constantinople, May 7, 1876.

Nr. 5734. Grossbritannien. 7. Mai 1876.

My Lord, — A deplorable occurrence took place yesterday at Salonica, which resulted in the death of the French and German Consuls, the latter of whom, Mr. Abbott, was a British subject, and, I believe, three other persons. || The account received by the Porte of the origin of the disturbance is that a number of persons headed by the American Consul (who is a Greek or Bulgarian by nationality) forcibly seized in the street a Bulgarian girl who had embraced Mahommedanism, tore off her veil, and carried her away to a place of concealment. Great excitement was caused among the Mahommedan population by this act, and a large mob called for her restoration to them. During the commotion the two Consuls found their way to a Mosque — for what reason is at present unexplained — where they were slaughtered by the populace, who armed themselves with iron bars torn down from the windows. || The Governor states, that on hearing of their danger he proceeded with the Cadi to the Mosque; but his efforts to protect them were fruitless. He also sent to the citadel and ships of war for soldiers; but they arrived too late. || The Italian Consul reports, that on hearing that the Governor and the two Consuls were in the Mosque, he went to the commander of the troops to ask him to send men to their assistance; but the measures were not taken in time. || The report of the American Consul appears to confirm the fact of his having taken a leading part in the seizure of the girl, which led to the catastrophe, as it would probably have done in any Turkish town. || Mr. Blunt reports great irritation among the Mussulmans, who are all armed; and he has telegraphed to Her Majesty's Minister at Athens to send a ship of war for the protection of British subjects. This request I have repeated; and Mr. Stuart telegraphs that Her Majesty's ship "Bittern" is to proceed immediately to Salonica. At the same time knowing that Vice-Admiral Drummond is now, or is shortly to arrive at Beyrout with part of the Mediterranean squadron, I have telegraphed to Mr. Eldridge to inform him of the occurrences at Salonica, and of my opinion that under the circumstances vessels should be stationed at Smyrna and on the coast of Syria, and that some of our ships of war

should be frequently seen at all parts of the coast. || This afternoon there was a meeting of the Representatives of the Guaranteeing Powers at the Russian Embassy, at which Rashid-Pasha was present. He was charged with a message from the Sultan to us all, and especially to the Ambassadors of France and Germany, expressing His Majesty's regret and indignation at the occurrences at Salonica, and his determination that exemplary punishment should be inflicted on the guilty, and his Excellency offered to take any measures which the Representatives might suggest. || The Grand-Vizier had already promised the French and German Ambassadors, that the funerals of their Consuls should be conducted with every honour; but we thought it advisable that they should be deferred until there is no fear of their causing further disorders. || We proposed the immediate despatch of an Imperial Commissioner, to whom should be attached delegates of the Governments especially interested. We insisted, that sentence must be passed on the guilty and execution of it ordered without delay, and that notification of it shall be published throughout the Empire. We suggested, that a circular should be sent to all Governors-General, Governors and Sub-Governors, holding them responsible for any outrages which may occur in their districts. We intimated, that ships of war would be sent by the different Governments to Salonica, and that we expected them to be suitably received. Lastly, we called attention to a portion of the Turkish press which is preaching the duty of a holy war against the Christians. || Rashid-Pasha agreed to everything, and promised that all our demands should be fulfilled. || The German Consul having been a British subject, I have named Mr. Consul Blunt to act as delegate with those of France and Germany, who leave with the Turkish Commissioner this afternoon, and I have instructed him to concert with his colleagues on their arrival. || I have, &c.

Nr. 5734. Grossbritannien. 7. Mai 1876.

Henry Elliot.

Nr. 5735.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Weitere Berichte aus Salonichi.

Constantinople, May 8, 1876.

My Lord, — With reference to my despatch of yesterday's date, I have the honour to inclose translations of two telegrams from the Governor-General of Salonica to the Porte respecting the murder of the Consuls, and of the official communication of the nomination of the Commission of Inquiry, one member of which, Eshref-Pasha, showed great energy in the investigation of the late massacres at Podgoritza. He has also been appointed Governor-

Nr. 5735. Grossbritannien. 8. Mai 1876.

Nr. 5735. Grossbritannien. 8. Mai 1876.

General of Salonica. || I also inclose a copy of the American Consul's telegram to his Minister here, giving his version of the occurrences. || I have, &c.

Henry Elliot.

Beilage 1.

Newspaper Extracts.

Telegrams from the "Vali". — Since the above was written, we have received communication of the account of the occurrence sent on Saturday to the Porte in two telegrams from Mehemet-Reféet-Pasha, the then Governor-General. Both messages are dated on Saturday. The first says: — || A Bulgarian girl of Avret-Hissar, in the neighbourhood of Salonica, who had embraced Islamism, arrived yesterday (Friday) evening by train at the Salonica Railway Station, for the purpose of authenticating her change of religion before the proper authority. She wore the "feredjé" and "yashmak" (the Turkish dress of mantle and veil). At her request three police zaptiehs, who were at the terminus, accompanied her for the purpose of conveying her to the "konak" (residence) of the Governor-General. On the way, two individuals on the part of the American Consul, attended by 150 other persons, took her away from the zaptiehs, tore her "yashmak" and "feredjé", and having made her get into a carriage, conducted her to the house of a certain Hadji Lazzaro. A crowd of Mussulmans, who were in the public garden and in the street, witnessed this carrying off of the girl. In consequence, about 5,000 Mussulmans came to-day (Saturday) to the Governor's "konak", demanding the restoration of the girl, and declaring that her forcible seizure and carrying off was a public affront. The local authority hastened to assure them that it had already taken steps to procure the restitution of the girl, and succeeded in dispersing the assembled mass of people. The latter, however, crowded into the Saatly-Djami-Mosque, near the "konak", to insist upon their demand. As soon as I learnt of this assemblage, I took measures for the speedy restitution of the girl. I sent several local notabilities and superior functionaries to the mosque to persuade the gathering to disperse; I immediately sent for armed assistance to the fortress, to the Imperial corvette "Edirné", and to the ironclad on this station, and I ordered the "redifs" (reserves) to be called out. Meanwhile, the Consuls of France and Germany, together with a certain Banik-oglou, proceeded to the mosque in question, and advanced amidst the crowd, who sought to impede their further progress. Immediately people had come to tell me of this, I hurried to the mosque in company with the "cadi" (the judge). I did all in my power to appease the crowd; I spoke to them words of earnest advice and exhortation, while I awaited the arrival of the military.

I endeavoured also, but in vain, to get the Consuls away. The girl being at that moment in the house of the Consul of Germany (Mr. Abbott), the latter wrote a note directing that she should be immediately brought to the mosque. But as there was delay in her arrival, the mob rushed upon the place where we were, and began to break the railings of the windows. Some of the rioters also went to get arms. We struggled body to body against the rioters to protect the Consuls, when, all of a sudden, the mob, entirely tearing away the window irons, fell upon the Consuls and assassinated them both. The crime had scarcely been perpetrated, when the girl arrived, and the rioters, on seeing her, began to disperse. The troops also soon reached the scene. At the present moment, I am taking all necessary measures for completely dispersing the rioters and restoring order. || A subsequent telegram from the Governor-General adds: — || The crowd, which was the cause of the lamentable event announced in my previous despatch, has dispersed. As a measure of precaution, I have stationed troops and police zaptiehs before all the Consulates and at other points where their presence was necessary. Public tranquillity is secured. The authorities have proceeded to the apprehension of the guilty parties.

Official Communication. — The Government also sends us the following notification: — || In consequence of the above telegrams from the Governor-General of Salonica, the Imperial Government has sent General Eshref-Pasha, the new "vali" of Salonica, and Vahan-Effendi, "musteshar" (Under Secretary of State) of the Ministry of Justice, to make an inquiry into this deplorable event and to discover the true causes and instigators of these crimes. Such are the measures adopted by the Imperial Government to ensure order and public tranquillity. The guilty, to whatever class they belong, will be punished in a prompt and exemplary manner.

Beilage 2.

The American Consul at Salonica to the American Minister at Constantinople.

(Telegraphic.) May 7, 1876.

Revenu hier nuit en excursion Vodina, m'empresse communiquer désastreuses nouvelles. Vendredi soir jeune fille Chrétienne venant de Bagdanitza par chemin de fer accompagnée par Ottomans implorait secours pour sa religion. Chrétiens se trouvant gare vinrent son secours, forcèrent une voiture qui m'attendait la transporter en ville. Samedi midi bandes Turques se dirigent palais Gouverneur réclamant fille; Gouverneur la croyant dans ma maison la réclama chez moi, mais fut prouvé que fille était partie réfugiée ailleurs. Turcs parcouraient ville appelant fidèles aux armes. Consuls France Allemagne

Nr. 5735. Grossbritannien. 8. Mai 1876. émus se rendant sur lieu furent entraînés mosquée où étaient réunis presque 3,000 Musulmans armés. Gouverneur à la mosquée, mais ne peut les sauver et furent tous deux massacrés coups sabre. Ville plongée dans consternation; actuellement tranquillité règne, mais esprits surexcités.

Nr. 5736.

TÜRKEI. — Min. d. Ausw. an den kaiserl. Botschafter in London. — Maassregeln und Erklärungen betreffs der Vorgänge in Salonichi.

(Télégraphique.) Constantinople, le 8 Mai, 1876.

Nr. 5736. Türkei. 8. Mai 1876. Suite à mon télégramme d'hier.

Vous devinez la profonde et douloureuse impression que notre Auguste Maître a ressenti à la nouvelle de l'incident de Salonique. Aussitôt informée, Sa Majesté m'a ordonné d'en exprimer ses vifs regrets à MM. les Ambassadeurs d'Allemagne et de France; elle a presque en même temps chargé son premier Aide-de-camp d'une mission analogue auprès MM. de Werther et de Bourgoing; elle a, en outre, décrété l'envoi immédiat par un bateau spécial de hauts Commissaires munis de pleins-pouvoirs et d'instructions formelles leur prescrivant de faire prompte et éclatante justice, et de punir d'une façon exemplaire les misérables auteurs de ce forfait. Ces Commissaires arriveront demain matin à leur destination. Je n'ai pas besoin de vous dire combien ce douloureux événement, survenu par une coincidence malheureuse, dans les circonstances actuelles, ce qui ajoute encore à sa gravité, a péniblement affecté le Gouvernement Impérial. Nous le déplorons d'autant plus amèrement que nous nous rendons compte de l'impression qu'il produira en Europe, et de la portée qu'aura cette impression. || Nous savons qu'il fournira matière aux plus injustes accusations de nos détracteurs, et que nos ennemis n'hésiteront pas à prendre texte de l'occasion pour grossir outre mesure les faits, imprimer à l'incident, dont nous sommes loin, d'ailleurs, de méconnaître toute l'importance, un caractère exceptionnellement grave et tel qu'il ne saurait le comporter; lui donner enfin la couleur d'un mouvement préparé et combiné froidement comme une manifestation de la haine entre Musulmans et Chrétiens, et de l'intolérance des premiers envers les derniers. || Certes, nous ne cherchons pas à atténuer des faits aussi regrettables; mais les quelques détails que nous en connaissons jusqu'à présent suffisent pour établir positivement qu'il n'y avait rien de préparé d'avance; qu'une malheureuse provocation a servi de point de départ, et que le reste a été amené par un fatal enchaînement de circonstances; que la foule, exaspérée par le procédé violent dont a été l'objet une femme qui avait l'extérieur d'une Musulmane, n'était pas armée lorsqu'elle s'est rendu au Conak et de là dans une Mosquée voisine pour attendre la remise de cette femme à

l'autorité; que de même, lorsque les Consuls, entrés dans la Mosquée, y ont succombé, aucun coup de feu n'a éclaté, et que la populace ne s'est servie vis-à-vis de ses victimes que des barreaux des grilles qu'elle a arrachées et de couteaux. || Le Gouverneur-Général ajoute que cette femme, après avoir été entraînée dans une maison Chrétienne, avait été conduite dans celle du Consul d'Allemagne, et que celui-ci a autorisé son départ du Consulat par un billet écrit de la Mosquée au milieu de la foule. || Enfin, si cela avait été un mouvement prémédité, et si une foule aussi considérable avait été armée, nous nous demandons quel plus grand malheur nous n'aurions pas eu à déplorer, à quelle calamité nous n'aurions pas assisté! || Ce sont ces points essentiels, ces considérations très-importantes, que je signale à l'attention particulière de votre Excellence, qui saura, avec le tact qui le caractérise, réfuter les erreurs et les exagérations malveillantes avec lesquelles on essayerait d'influencer l'opinion publique.

Nr. 5736. Türkei. 8. Mai 1876.

Nr. 5737.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Beunruhigende Lage in Salonichi.

Constantinople, May 10, 1876.

My Lord, — The telegrams which I have received to-day from Her Majesty's Consul at Salonica are not reassuring. || The Turkish authorities declare, and their statement is confirmed by the foreign members of the Commission of Inquiry, that they have not sufficient force at their command to ensure tranquillity at the public funeral demanded for the Consuls, or to allow of arrests being made. || The Commission are under the impression that the "military honours" demanded for the Consuls' funeral were to be paid, not only by a detachment of Turkish soldiers, but by men from the foreign ships of war, and the authorities fear the result of their presence. I have telegraphed to Mr. Blunt that, in my opinion, the ships of war should confine themselves to hoisting their colours half-mast high; but I find, that both the French and German Ambassadors consider that armed bodies from the ships should attend the funeral. I shall, however, point out to my colleagues the unprecedented nature of this demand, and remind them that, at the time when the military honours were first insisted upon, there were no foreign ships of war at Salonica. || Both Mr. Blunt and the Commander of the "Bittern" consider the state of affairs sufficiently serious to make the presence of two ironclads desirable, and have telegraphed in this sense to the Admiral. || I have, &c.

Nr. 5737. Gross-britannien. 10. Mai 1876.

Henry Elliot.

Nr. 5738.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Bericht des englischen Konsuls in Salonichi.

Constantinople, May 10, 1876.

Nr. 5738. Gross-britannien. 10. Mai 1876.

My Lord, — The inclosed despatch from Mr. Consul Blunt contains his first hurried report, and as yet the only one I have received from him of the Salonica tragedy. || It appears that the two Consuls were the only victims, and how they got to the mosque is not fully explained, although, from the accounts received by some of my colleagues, it would seem probable that they were hustled into it while on their way to the Governor's house, which was close by. || The American Consul was not present; but it was in his carriage and to his house that the girl was conveyed, when taken by the Greeks from the hands of the police, who were conducting her to the Governor's House. || Some accounts state that the girl was herself urging to be delivered from the Mussulmans, but others intimate that she was a willing convert. || All that appears at present clear is, first, that the authorities were culpably negligent in not preventing excesses of which they had received ample warning; and, secondly, that the Greeks, by carrying off a professed Turkish woman, and tearing off her veil, committed an act calculated to call forth the fanaticism of the Turkish population. || I have, &c.

Henry Elliot.

Beilage.

Consul Blunt to Sir H. Elliot.

Salonica, May 7, 1876.

Sir, — As the French "Fraissinet" steamer is detained a few hours to carry despatches from the French Consulate, I hasten to report to your Excellency what I know of the dreadful tragedy which was enacted yesterday, and about which I telegraphed your Excellency *en clair* yesterday afternoon and in cypher early this morning. || A Bulgarian girl of a village in the district of Salonica having embraced Mahometanism, had to come here to make before the Grand Council a declaration to that effect, a formality required by the local laws in regard to Mahommedan converts. On her arrival at the railway station on Friday evening, the 5th instant, some Greeks, who it appears expected her, seized her and tore off her ferijeh and yashmak. The Turks who accompanied her interfered, a scuffle took place, and the police on duty at the station separated the disputants, and succeeded in taking charge of her. || While they were conducting the girl to the konak, they were assailed on

the road by a crowd of Greeks, who in their turn got possession of her and put her in the carriage of the American Vice-Consul, which was driving by at the time. She was conveyed to the American Consulate, the police running after the carriage as far as the town gate. The above incidents occurred about sunset. || Yesterday, about 11 o'clock a.m., some Mahommedans called on the Pasha and insisted that the girl should be brought to the konak. The Pasha thereupon sent a message to the American Consulate requiring the immediate presence of the girl at the Grand-Council. The American Vice-Consul being absent (he had left Salonica with the Greek Consul on the 1st instant for Vodina), his brother, acting in his stead, declared, I am told, to the bearer of the Pasha's message that the girl had left the Consulate, and that he ignored where she could be found. || The Turks, in the meantime, becoming impatient at the non-appearance of the girl, warned the Pasha that, if he had not the power to deliver her from the Franks, they would attack the American Consulate; and from the konak they proceeded to the mosque in the vicinity, where other Mahommedans, principally Albanians (of whom the reare many just now in this town), had assembled. They were all armed, and were making preparations, it is said, to attack the American Consulate. About this time M. Moulin, the French Consul, and Mr. Henry Abbott (a British subject), the German Consul, were seen going together to the Turkish quarter, with what object we do not know yet for certain — some people say that they had been induced by some Greeks to address a representation to the Governor-General about the girl's conversion, others, that they only went to see, if it was true that the Mahommedans were irritated and had offensive intentions. Be this as it may, it appears that they went in the vicinity of the mosque, where they were surrounded by the Mahommedans, and were forced to enter the mosque. The mob became furious, and notice was sent to the Pasha, who immediately proceeded to the spot with some of the principal Turks, and entered the room of the mosque in which the two Consuls had taken refuge. The Pasha and some Beys, with a few officers of police, summoned the mob to disperse. They refused. The Consuls promised to have the girl brought to the konak, and wrote to Mr. Alfred Abbott, brother of the German Consul, to do so. No one in the Frank quarter was yet aware of the danger my colleagues were in, and it was only about half-past 3 o'clock I heard the circumstances from Mr. Alfred Abbott, whom I met near Her Majesty's Consulate, and who showed me a note from his brother stating that he, the French Consul, and the Pasha were forcibly detained in a mosque by a large mob, and that, to prevent serious complications, it was necessary to surrender the girl. I strongly urged Mr. A. Abbott to persuade those who had charge of the girl to send her immediately to the konak, where I would go to try and assist my colleagues. He promised to do so, and I started for the konak with my cavass. || On the way several Turks (unarmed) strongly dissuaded me from going, as there was danger. || I spoke to them, and begged them to assist

Nr. 5738. Gross-britannien. 10. Mai 1876.

me to save the Consuls. About six of them came forward and offered their services. They accompanied me, and we met M. Kraweski, the French Chancelier, who begged me not to go to the mosque, as the crowd was furious, and would not allow any Europeans to approach, and that he himself had been obliged to turn back, and was going to advise the other Consuls, and proposed I should accompany him. || Still hoping to be of some use to my colleagues, I went on, and on approaching the crowd the French Consular cavass seized me by the arms, and several other Turks surrounded and begged me not to venture further, said that the case was serious, and urged me to try and have the girl delivered up at once. || I ran to the konak, which was close by, and wrote a hurried note to the American Consulate — presuming the girl was there — pointing out the danger my colleagues were in, and insisted upon the girl being given up to the authorities. My cavass took the note to the American Consulate. The girl was not there; but Mr. A. Abbott discovered her in the house of M. Avyerinos, and gave her up to my cavass, by whom she was brought to the konak, but too late to save my colleagues — they were ruthlessly murdered. || The Pasha and the police were wanting in energy, determination and courage, and as far as I have seen and heard, they appeared cowed by the mob, and by their conduct have lost the confidence of those who looked to them for protection, and the inhabitants are in a state of great alarm and consternation. || I must conclude, as the steamer is going in half-an-hour, and I beg your Excellency to excuse this hurried report, written in haste and under feelings of deep pain and sympathy for my much-lamented friends and colleagues. || I have, &c.

J. E. Blunt.

P.S. — The Turkish population is still armed, and maintains a menacing attitude. The authorities have telegraphed to Uscup for troops, and one battalion is expected to-night.

J. E. B.

Nr. 5739.

TÜRKEI. — Kommissare in Salonichi an den kaiserl. Botschafter in London. — Verhaftung der Schuldigen.

(Télégraphique.) Salonique, le 13 Mai, 1876.

Nr. 5739. Türkei. 13. Mai 1876.

Aujourd'hui, 13 Mai, trente-six hommes, plus ou moins compromis dans les événements de Salonique, ont été arrêtés sans le moindre bruit. La tranquillité y est parfaite. Demain les arrestations continueront.

Les Commissaires Impériaux,
Echref.
Vahan.

Nr. 5740.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi (Mr. Blunt) an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Weiterer Bericht.

(Extract.) Salonica, May 14, 1876.

Nr. 5740. Gross-britannien. 14. Mai 1876.

The general alarm is subsiding, and I do hope that everything will go off as yesterday's operations, which were conducted with firmness and determination. Vahan-Effendi, M. Gillet, M. Robert, M. Foscarini and I, had possession of the konak; and Eshref-Pasha directed the military movements in person, being on horseback the whole of the afternoon. The members of the Medjlis were kept under supervision in the konak, and the whole business was managed admirably, and so far to the satisfaction of the two delegates. || With reference to the United States' Vice-Consul, M. Pericles Lazzaro, I beg to assure your Excellency, that I do not at all believe that he had any, the least, part in the abduction of the girl. He was not here when the girl arrived at Salonica by the train on the 5th, and returned from an excursion to Vodina on the evening of the 6th instant, having been absent from Salonica about a week with M. Vatikioti, the Greek Consul-General, and M. Mavrocordato, a member of the Greek Parliament. If his carriage went to the railways station on the evening of the 5th, it does not appear that it was for the prearranged (as it is supposed) purpose of assisting in the abduction of the girl, but to meet M. Lazzaro and party, who also were expected that evening. The Greeks stopped the carriage, and forced the coachman to take up the girl and conduct her to the Consulate; nor was the Consul's brother, M. Nicola Lazzaro, a Russian subject, at home when the girl was brought to the house, which was about half-an-hour after sunset; she remained the night in the house, and was sent the next morning to whose house we do not yet know for certain; so far the Consul's brother was not to blame; and had he not refused to reveal where the girl had gone, or been sent, the disturbance may not have taken place, at least there would have been no bloodshed; but, as I said before, I sincerely believe that my United States' colleague is not responsible, and I should deem it a great favour if your Excellency would kindly submit my testimony to his Excellency the United States' Minister. || The girl, as far as I hear, is a worthless creature. I was at the konak when my cavass brought her (it was about half-an-hour after the murders) and I saw her. She appeared to me about eighteen years of age, if not more. I should add that, if my cavass had not succeeded in making the infuriated crowd believe in the identity of the girl, the American Consulate would have been attacked, and more lives would have been sacrificed. The cavass acted bravely and faithfully, and I shall, on a later occasion, solicit your Excellency's favourable consideration of his conduct and of that of the French cavass Yashas, who stood by me, and with some ten or twelve Mahommedans sur-

Nr. 5740. Grossbritannien. 14. Mai 1876.

rounded me und escorted me to the konak. I claim your Excellency's indulgence for the form of this letter. || I forgot to mention that my cavass Hussein, while making his way through the crowd, was fired at.

Nr. 5741.

TÜRKEI. — Kommissare in Salonichi an den kaiserl. Botschafter in London. — Weitere Verhaftungen.

(Télégraphique.) Salonique, le 15 Mai, 1876.

Nr. 5741. Türkei. 15. Mai 1876.

Depuis notre dernier télégramme dix-huit arrestations nouvelles. Elles continuent encore. Jugement commencé. Le châtiment sera prompt et terrible.

Les Commissaires Impériaux,
Echref-Pacha.
Vahan-Effendi.

Nr. 5742.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi (Mr. Blunt) an den königl. Min. d. Ausw. — Uebersendung einer türkischen Proclamation.

Salonica, May 16, 1876.

Nr. 5742. Grossbritannien. 16. Mai 1876.

My Lord, — I have the honour to transmit, herewith inclosed, to your Lordship a translated copy of a telegram dated the 8th instant, which has been addressed by the Grand-Vizier to the provincial authorities, stating, that the recent occurrences at Salonica have overwhelmed the Sultan with sorrow; and enjoining on all those in authority, by command of His Majesty, the duty of exercising the utmost care and vigilance for the protection of the foreign Consuls and subjects. || This telegram has been published in the local Government paper "Selanik", issued the 11th instant. || I have, &c.

J. E. Blunt.

Beilage.

Telegram communicated by the Grand-Vizier to the General Administration at Salonica.

April 26, 1876 (May 8, 1876).

We have been informed this time of the murder of the French and German Consuls by certain individuals of the Ottoman inhabitants of Salonica,

Nr. 5742. Gross-britannien. 16. Mai 1876.

who had gone to the place where these had congregated on account of a proselytized girl. Since these said persons dared to commit this greatest and inhuman crime against officers of two great Powers, and under the very eyes of the Government which, indeed, has altogether overwhelmed His Majesty with sorrow, the most strenuous measures have been at once taken concerning this affair; and in communicating just now the immediate and severe punishment of the guilty we are led, consequent upon an Imperial Iradé, to commend to you the following observations: — || As the protection of life, of honour and of property of all inhabitants is one of the very first duties of Government, in like manner, also the maintenance of life, of honour and of property of merchants and other inhabitants of foreign nationalities, and especially of Consuls and other officers like unto them, resident in the Ottoman Empire and protected by Treaties, is considered one of the most important duties of the Government, and the responsibility arising from a little inactivity in the performance of such duties reflects in degree from the lowest officer to the general administration themselves, in so far as the injury arising from inattention in regard to the application of these essential duties and from want of confidence in the provinces, is laid to the nation and to all the inhabitants, it is just, that the officers against whom this inactivity and bad management may be proved be called to the strictest account. || In summing up these things, and keeping in view the occurrence of Salonica, our perfect will is, that the utmost care may be exercised in the protection of life and property both of Mussulman and non-Mussulman inhabitants, of officers and of foreign subjects, and in the good maintenance of general quiet and order, as also the communication of these decrees to all the inhabitants and to all officers of the General Administration.

Nr. 5743.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi an den königl. Min. d. Ausw. — Bericht über die Hinrichtung von sechs Schuldigen.

Salonica, May 17, 1876.

Nr. 5743. Gross-britannien. 17. Mai 1876.

My Lord, — Yesterday I telegraphed as follows to Her Majesty's Ambassador at Constantinople: —

"May 16, 5·30 p.m. — Six of the murderers of the French and German Consuls have suffered the extreme penalty of the law in presence of the Imperial Commissioner and French and German Delegates and myself."

I now beg to report the following details on the subject. || The six prisoners convicted of the murder of my two colleagues were hanged in an open plot of ground adjoining the quay wall. The place was kept by a de-

Nr. 5743. Gross-britannien. 17. Mai 1876.

tachment of infantry, two deep, forming three sides of a square, the fourth facing the sea. Outside of these were posted a line of infantry and a troop of cavalry. About 5 o'clock some Jews with picks arrived, and in a short time holes were dug and the scaffolds (brought by boats) fixed up. When these were ready the executioners adjusted the ropes, and in a few minutes the culprits were landed under a strong guard from two of the boats of the Turkish flag ship, on board of which they had been tried and condemned to death. || After their chains had been taken off, and water given them to perform their ablutions, they were led pinioned into the square. They entered uncovering their arms, and tightening their waist-bands, as if preparing for a struggle. || The Imam of the flag-ship (the Chaplain) then spoke a few words to each, after which they knelt down and prayed. || The first to suffer was an Arab, who, striding up to the nearest scaffold, seized the rope, put it round his neck, and kicked away the stool, on which he had mounted, from under him. || The other five seemed almost as eager to die, each one helping the executioners in their duties. || Death was not instantaneous, the struggles of all being continued for some moments after the rope was drawn up. || Nothing could exceed the courage, the cool indifference with which they all met their fate. || The Governor-General, as Imperial Commissioner, and the French and German Delegates and myself were present during the execution. It was a horrible sight. || Boats from the French and German ships of war in port were also present, and witnessed the proceedings from a short distance off the quay. When all was over the troops dispersed, a few remaining to guard the bodies and keep back the mob, composed chiefly of Jews, and among them a few Turks. || All the arrangements were made quietly, and were carried out with the utmost order and dispatch, reflecting great credit on the Imperial Commissioners and the military authorities. || The Imperial Commissioners, the Delegates, the Foreign, Naval and Consular Authorities were engaged the greater part of this day in making arrangements about the funerals of the two Consuls, which will be celebrated to-morrow, it is hoped. There is a disposition among some of my colleagues to make a demonstration by landing a large force of armed detachments from the several foreign vessels of war; but I and most of my colleagues, the Italian Consul in particular, have objected to anything of the sort, and we suggested that the naval commanding officers should arrange with the Ottoman authorities what military honours must be rendered to the funerals. I believe, that the Ottoman authorities have no objection to the landing of guards of honour from the foreign men-of-war in port, but that they would object to the crews landing in force with their arms, as such a step would be considered by the Mahommedans as a hostile demonstration against them, and might very likely lead to further disturbances. || I have, &c.

J. E. Blunt.

Nr. 5744.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Berlin an den königl. Min. d. Ausw. — Absendung einer deutschen Panzerflotte.

Berlin, May 18, 1876.

Nr. 5744. Gross-britannien. 18. Mai 1876.

My Lord, — I have the honour to report to your Lordship, that the German iron-clad squadron at present being formed, and consisting of the frigates "Kaiser", "Deutschland", "Kronprinz" and "Friedrich Carl", as also the aviso "Pommerania", will in the course of next week, and as soon as Rear-Admiral Batsch has assumed command, sail for Salonica; further, the gun-boat "Comet" has been commissioned for the same purpose, and the corvette "Medusa" is shortly to be expected there. The gun-boat "Nautilus", which was on her voyage from Malta to Port Saïd has been ordered to proceed to Constantinople. || I have, &c.

Odo Russell.

Nr. 5745.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Bericht über die Leichenfeier der Konsuln.

Salonica, May 20, 1876.

Nr. 5745. Gross-britannien. 20. Mai 1876.

Sir, — With reference to my telegrams of yesterday's date, relative to the funerals of the French and German Consuls, I beg leave to report the following particulars on the subject: — || Shortly before 6 o'clock yesterday morning the guards of honour, composed of 15 sailors from each of the French, German, Russian, Austrian, Italian and Greek ships of war, and of 15 Marines from Her Majesty's ship "Swiftsure", landed on the Salonica Quay, and were soon followed by the Russian and French Admirals, and commanding officers of the several foreign ships of war in port. The Governor-General, with the Imperial Commissioner, Vahan-Effendi, the Consular Corps and the French and German Delegates also arrived, when all proceeded in a body to the Roman Catholic Church followed by a large concourse of the friends of the deceased. || I inclose a copy of the programme of the funerals which was prepared by the French Admiral in concert with the two Delegates and the Imperial Commissioners, while the guards of honour took up a position on each side of the street opposite to the Roman Catholic Church in which the remains of the French Consul were lying; the French and German

Nr. 5745. Grossbritannien. 20. Mai 1876.

sailors formed a guard of honour in the church during the service; the entrance being lined by the English Marines and the Russian sailors. The church, which was decorated, was crowded during the service, at the conclusion of which the procession was formed in the following manner: — || A guard of Turkish soldiers, the Governor-General Eshref-Pasha, the Imperial Commissioner Vahan-Effendi, Ottoman Vice-Admiral Mehmet-Pasha and Major-General Ibrahim-Pasha. || The Acolyth carrying the Cross. || The Roman Catholic clergy. || The Greek Metropolitan with the Archdeacon here joined the procession. | The coffin, on which was placed the deceased Consuls uniform, hat and sword, and decorations, borne by French sailors, and escorted on either side by French and German sailors. || Members of the Consuls' family. The French Admiral came next with the captain of the German corvette; the French and German Delegates; the foreign Consular Corps at Salonica; the Russian Admiral with the commanding officers of the foreign ships of war, and a guard of honour of 15 seamen. The Consular cavasses; the foreign residents; a guard of Turkish soldiers. || The route taken by the procession was past the Imperial Ottoman Bank, along the main thoroughfare and down by the new street to the quay. On reaching the landing place the body was met by the French Naval Chaplains and a guard of honour, and was put on board the steam-launch of the French flag ship. || As the body left the shore salutes were fired by the ships. The proceedings occupied about two hours. || The procession next proceeded to the Greek Church of St.-Nicola, to which place the remains of the late German Consul, Mr. Abbott, had been brought from his residence. || The coffin was placed in the centre of the Church, the German and French sailors forming a guard of honour in the nave. The English marines and Russian guards of honour being drawn up in two lines at the entrance. || The burial service was performed by the Greek Archbishop, assisted by all the clergy of the town parishes, and lasted about half-an-hour; after which the procession was re-formed and proceeded along the main street through the centre of the Greek quarter to the cathedral of the cemetery in which the burial took place. || The coffin was lowered into the grave in the presence of a large assemblage, the troops presenting arms and the ships firing salutes. The ceremony over, the Imperial Commissioner and Governor-General, with the foreign Consular corps, accompanied the Admirals and naval officers to the quay, where the procession broke up. || Every mark of respect was shown to both funerals by the Ottoman authorities, and much sympathy and compassionate interest felt by all who witnessed the ceremonies. The shops and places of business were closed, and the day was observed as one of general mourning. || During the ceremonies, which lasted more than four hours, there was no attempt whatever at disturbance. Everything passed off quietly and all the arrangements were carried out without the slightest hitch. All the streets abutting the main thoroughfare were closed by Turkish troops, and no one allowed to pass. || Every one admired the energy and good will

with which the Governor-General and the Imperial Commissioner exerted themselves to keep order throughout the town and to render every possible honour to the funerals. || I have, &c.

Nr. 5745. Gross-britannien. 20. Mai 1876.

J. E. Blunt.

Nr. 5746.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Fordert Untersuchung gegen den Ex-Gouverneur von Salonichi.

Salonica, May 21, 1876.

Nr. 5746. Gross-britannien. 21. Mai 1876.

Sir, — As much discontent is generally felt and expressed by the public in consequence of the ex-Governor-General and some members of the Local Administration, whose conduct during the recent occurrences has given rise to grave suspicions against them, not having been examined and dealt with at the same time as the six culprits who were tried and executed on the 16th instant, I addressed a Memorandum on the subject to the Imperial Commissioners, as per copy herewith inclosed. || In reading this Memorandum to the Commissioners, I told them that I thought it was very important that the ex-Governor-General and those in authority under him should be examined as soon as possible, and their evidence subjected to the most searching scrutiny, and I also added that in the interest of the Ottoman Government, and of the suspected parties, it was equally necessary and important that this matter should receive the immediate attention of the Commission. || Their Excellencies assured me, that it was their firm determination to make a complete and impartial investigation without regard to the position or rank of the suspected parties, and to visit them with severe punishment if found guilty of having instigated the recent occurrences. || On the 18th instant, the day after I delivered my Memorandum, a notification was published in the "Official Gazette of Salonica", in Greek and in Turkish, informing the public of the conviction and execution of six of the assassins, and declaring that the Commission will also punish those who have provoked the sad event. || I inclose the "Gazette", with an English translation of the notification. || I have, &c.

J. E. Blunt.

Beilage.

Memorandum.

A la Commission Impériale d'Enquête.

La Commission hier a pu à un certain degré satisfaire à l'impatience fiévreuse du publique par le jugement et exécution d'une partie des personnes

Nr. 5746. Gross-britannien. 21 Mai 1876. qui ont été prouvées d'être les acteurs directs de l'affreux crime commis sur les personnes du Consul de France et du Consul d'Allemagne. Cependant l'opinion publique, bien rassurée d'avance sur ce point, le considère aujourd'hui comme secondaire vis-à-vis du point important qui se rapporte aux instigateurs de l'armement de la population Mahommedane, et de l'odieux crime, qui ne peuvent qu'appartenir à une classe plus élevée de celle dont la Commission Impériale s'en est occupée jusqu'ici. || Quelques personnages sont accusés par l'opinion publique d'avoir excité et instigué la populace. Ils ne se trouvent encore que sous la surveillance de la Commission. || Dans mon humble opinion il sera juste de procéder un moment plustôt à leur jugement et, s'ils seront reconnus coupables, à leur punition.

A bord du vaisseau Amiral Ottoman "Selimieh", Mai 17, 1876.

Nr. 5747.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi an den königl. Min. d. Ausw. — Uebersendet eine Erklärung des Metropoliten von Salonichi.

Salonica, May 22, 1876.

Nr. 5747. Gross-britannien. 22. Mai 1876. My Lord, — I beg leave to submit inclosed herewith to your Lordship, a copy of a letter from the Greek Metropolitan of Salonica to the French and German Consulates, relative to the recent occurrences at this place. || I have, &c.

J. E. Blunt.

Beilage.

The Greek Metropolitan of Salonica to M. Krajonsky.

Salonique, le $\frac{8}{20}$ Mai, 1876.

M. le Consul, — Depuis le jour où un double crime des plus tragiques et des plus horribles a été perpétré et a plongé tous les habitants de cette ville, sous les yeux desquels ces atrocités ont été commises, dans une profonde douleur, il me parviennent, à ma très-grande affliction, tous les jours de bruits: que la noble Colonie Européenne impute les causes de cet affreux drame, en grande partie, à la communauté Grecque. || Je suis à même, M. le Consul, de vous assurer, en m'appuyant sur les preuves les plus concluantes que quant à la misérable fille qui a été la cause de tous les épisodes tragiques, personne ici n'avait la moindre connaissance de son arrivée; seulement,

les lamentations de sa mère, au moment de l'arrivée du train, ont excité la compassion de quelques personnes qui se trouvaient par hasard à la station. Quant au reste, personne ne se serait jamais imaginé, et il était impossible pour qui que ce fût, de concevoir l'idée qu'une misérable fille pût jamais fournir un prétexte de pousser les choses jusqu'au point où elles sont arrivées: à compromettre toute une ville populeuse, à paralyser toutes les transactions, à mettre en danger la vie et l'avoir de ses habitants. || Je puis vous assurer, M. le Consul, que le double crime commis, unique exemple d'atrocité; car il n'en existe pas de pareil dans les annales, soit quant à sa conception, soit quant à son exécution barbare; toute la communauté Chrétienne a été si profondément émue que des siècles ne pourront effacer le souvenir des deux martyrs, distingués d'abord par leurs vertus, et par la position élevée et honorable qu'ils occupaient en leur qualité de représentants de deux grandes et glorieuses Puissances auxquelles nous sommes redevables et auxquelles nous sommes attachés par les liens d'une profonde reconnaissance. || Voilà les motifs qui me convient à vous prier, M. le Consul, pour le cas que, soit une malveillance, assurément non-fondée, soit l'ignorance des faits, se plairaient à répandre des bruits contraires à ce qui existe, de vouloir bien porter à la connaissance de tous: que la communauté Grecque-Chrétienne n'éprouve et n'a jamais éprouvé d'autres sentiments que ceux d'une sympathie vraie et d'une douleur profonde. || Agréez, &c.

Nr. 5747. Grossbritannien. 22. Mai 1876.

Le Métropolitain de Salonique.
Joachim.

Nr. 5748.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Berichte über das bulgarische Mädchen, welches die Veranlassung des Aufruhrs war.

Salonica, May 22, 1876.

Sir, — I have the honour to inclose translated copies of two letters from a reliable quarter furnishing some information about the Bulgarian girl who was the origin of the recent occurrences at this place. || I also inclose a copy of an account of how the seizure of the girl was effected by the Greeks. It has been furnished to me by an English gentleman, who was an eye witness of the occurrence, and who will give his name if necessary. || As to the age of the girl she seemed to me—when I saw her at the konak about twenty minutes after the murder—to be between 17 and 18 years old. || If I can procure further particulars I shall not fail to forward them to your Excellency. || I have, &c.

Nr. 5748. Grossbritannien. 22. Mai 1876.

J. E. Blunt.

Beilage 1.

Extract of a Letter relative to the conversion to Mahommedanism of the Bulgarian girl who was the cause of recent occurrences at Salonica.

(Translation.) Le $\frac{5}{17}$ Mai, 1876, le soir.

Nr. 5748. Gross-britannien. 22. Mai 1876.

Cette fille dévergondée est originaire du village de Bogdantza du Kaza-Avrethissar. La mère de la jeune fille, qui est veuve depuis 8 à 10 ans, est citée par le prêtre du village d'être d'une mauvaise conduite. || Le nom de son mari était Dellio-Kiota. Quant à ceux de la mère et de la jeune fille je m'informerai ce soir. || Le jeune homme avec lequel elle avait des relations était le gardien de Mehmet-Agha. || Cette jeune fille, agée de 15-16 ans, en arrivant à Salonique, était accompagnée du Hodja du village et d'une négresse. On dit même qu'avant d'être enlevée de la fontaine elle avait secrètement transféré ses vêtements dans la maison du Musulman. Mercredi soir l'ayant prise ils allèrent à Maya-Dag, où ils passèrent la nuit. || Le lendemain ils se rendirent à Kara-souli, où ils restèrent dans la maison de Kara-Ibrahim, et Vendredi ils partirent pour Salonique. || C'est tout ce que je connais, mais je m'informerai de deux côtés différents pour avoir des détails et des plus amples renseignements sur ce sujet.

Beilage 2.

Extract of a Letter furnishing further particulars relative to Bulgarian girl who embraced Mahommedanism.

(Translation.) Le $\frac{5}{17}$ Mai, 1876, à 3 heures de la nuit.

On connaissait il y a six mois dans le village de Bogdanitza que Stefanini, fille du defunt Dellio-Kiota et de Marie, agée de 15 à 16 ans, avait des relations avec le fils du garde-champêtre Omer Zintsoglou, Mustapha. || Plusieurs voisins de cette malhonnête femme lui avaient fait observer la conduite de sa fille; quelques Musulmans aussi en firent autant. La jeune fille ayant pris depuis quelques jours ses vêtements et quelques-unes de sa mère les envoya chez son amant. || Le Mercredi vers 10 heures de l'après-midi sous prétexte qu'elle irait à la fontaine, elle se fit enlever par quelques Ottomans, qui la transportèrent à la maison d'Omer Zintsoglou, père de Mustapha. Mais à cette heure ni l'un ni l'autre ne se trouvaient là, c'est pourquoi l'épouse du premier n'accepta pas la fille et lui dit: "Qu'elle se fasse Musulmane d'abord et de venir après chez moi." On conduisit alors la fille à la maison d'Ahmet-Soubashi, Muktar, frère d'Omer Zintsoglou. Le Jeudi on l'amena à Gevgheli dans la maison de leur gendre Ahmet-Agha, et le Vendredi, afin qu'elle ne fût pas reconnue, on la fit prendre de Kara-souli le chemin de fer,

où elle fut rencontrée par sa mère. Elle était accompagnée par le Hodja du village, d'une négresse et de Mehmet-Agha de Ghevgheli. || Ces renseignements je les ai recueillis d'un homme bien digne de foi.

Nr. 5748. Gross-britannien. 22. Mai 1876.

Beilage 3.

Extract of a Letter relative to the Seizure by the Greeks of the Bulgarian girl who embraced Mahommedanism.

(Translation.)

This is, as nearly as possible, what took place at the railway station: — A few minutes after the arrival of the train on Friday the 5th instant, and as the travellers were getting out of the station, I remarked a great crowd. I approached it with the object of finding out what was the matter. On getting near the station, I saw a scuffle between some Greeks, I believe Bulgarians and some zaptiehs. Just as I came up, the crowd began to disperse, and was following four zaptiehs, two of them holding a girl, who appeared to me to be pleased to go with them. She was unveiled, and had her hair falling behind. || Foremost amongst those who had been fighting outside the station was a young man Abbott, who, as I found out, came down in the same train, but not on duty. Next to him was another Greek, also in the employ of the railway, named Dessilé (Kéhaya). When the zaptiehs were in the act of walking towards the town with the girl, these two Greeks walked in such a manner as to impede their way, and prevent the zaptiehs going any further. However, the latter seemed to hold fast, and were, although surrounded, marching in the direction of the town. They had not gone 500 yards, when the Greeks (whose number was increasing every minute) stopped the zaptiehs, and here a second, and, from all accounts, a severe fight took place. I hurried to the spot, taking with me the only zaptieh left at the station. I ordered him to run and assist his comrades. We both came too late; the girl had been violently snatched from the hands of the zaptiehs, and placed in the carriage of the American Consul. This carriage was at the station; it passed me when I was running to the scene; the horses were galloping. There was a woman (rather common) in the carriage. As soon as they put the girl in the carriage, the coachman whipped his horses, and drove off as fast as possible towards the town, the zaptiehs following and shouting out to stop him. || I remarked Messrs. Gsiller, Eichler and Rochette on horseback. It struck me that Mr. Rochette got into the middle of the crowd, trying, I suppose, to separate the combatants.

Nr. 5749.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Bericht über Verhandlungen wegen des Verfahrens gegen die Schuldigen.

Therapia, May 28, 1876.

Nr. 5749. Gross-britannien. 28. Mai 1876.

My Lord, — On the invitation of Raschid-Pasha, my French and German colleagues and myself this morning met his Excellency to discuss some differences which he said had arisen between the Imperial Commissioners and the Delegates of the three Embassies who are conducting the inquiry into the Salonica murders. || According to his Excellency, the Delegates imagined themselves to be sitting as judges of the accused along with the Commissioners, which he did not consider to be their proper character. || We all concurred with the Minister in the opinion, that the duty of the Delegates was to watch the proceedings, to endeavour to elicit all the facts, and to express their opinions freely as to the culpability of the accused, but not to take part in pronouncing the sentences. || Raschid-Pasha next observed, that the sentences upon the ordinary culprits could be executed without reference to the Porte, but that in the event of any functionary of the Government receiving a capital sentence the law required that it should receive the sanction of the Government before being carried out, and he hoped we should not object to this course being followed if, unfortunately, a functionary should be condemned to death; though he promised, that there should be no delay in giving the necessary sanction. || We did not consider it possible to object to this. His Excellency said, that another case might arise upon which it was desirable that the Delegates should receive instruction, to prevent the occurrence of any difference between them and the Imperial Commissioners. || Any person found guilty of having instigated the murders would undergo capital punishment, exactly like those who had actually participated in the deed, but that those who had merely excited the people for a movement against the Authorities for the purpose of the recovery of the girl, would not, under the Turkish law, be held liable to it; and Raschid-Pasha therefore hoped, that we should not insist upon their being condemned to death. || The distinction made by the Minister between these two classes was too fair to be disputed, and we told him, that we did not insist upon the infliction of any punishment beyond that which is sanctioned by the law of the country, but that we expected this to be vigorously and impartially applied. || The inclosed identic instruction was then drawn up, and after being shown to Raschid-Pasha, who expressed himself satisfied with it, was transmitted by telegraph to our Delegates at Salonica. || I have, &c.

Henry Elliot.

Beilage.

Identic Telegram from English, French and German Ambassadors, to their Delegates on the Commission at Salonica, dated May 28, 1876.

Nr. 5749. Gross-britannien. 28. Mai 1876.

La Porte vient de nous faire part de certaines divergences de vues, qui se seraient produites, entre les Commissaires Ottomans et vous; nous nous sommes réunis avec Rachid-Pacha et nous nous sommes arrêtés aux résolutions suivantes: — ‖ 1. Vous devez assister à tous les actes de la procédure, présenter vos observations et, au besoin, protester contre les actes qui vous paraîtraient de nature à vous décider à une semblable démarche; mais vous n'avez pas à prendre part à la prononciation même du jugement. ‖ 2. Vos droits sont les mêmes, dans les procédures dirigées contre les fonctionnaires que dans celles dirigées contre les autres prévenus. ‖ 3. Si la peine capitale était prononcée contre un fonctionnaire, d'après la loi la sanction de la Porte est nécessaire. Si ce cas se produisait, avisez nous télégraphiquement, et nous insisterons pour que la Porte prenne une prompte décision. ‖ 4. Il a été demandé si la peine capitale doit être appliquée aux individus qui ont excité à la révolte, contre les autorités, sans avoir appelé aux armes. Nous répondons: toute la question est de savoir si ces actes ont le caractère de complicité; c'est une question de fait qui ne peut être théoriquement décidée et qui ne peut être jugée que sur les lieux. Si dans une question de fait il y avait divergence entre les Commissaires et vous, il en serait référé immédiatement à Constantinople, où la question serait discutée entre la Porte et les Ambassades.

Nr. 5750.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi an den königl. Min. d. Ausw. — Haltung der Stadt bei der Nachricht von der Entthronung des Sultans Abdul-Aziz und der Erhebung Murads.

Salonica, May 31, 1876.

My Lord, — Yesterday I despatched to your Lordship a telegram thus worded: —

"May 30, 11 a.m.

Nr. 5750. Gross-britannien. 31. Mai 1876.

"Deposition of Sultan Aziz and accession of Sultan Murad have been publicly proclaimed by the Ottoman authorities here. The inhabitants in general, the Mahommedans in particular, have received the news with great enthusiasm. ‖ The public joy is indescribable, and continues to manifest itself in all freedom from restraint; the streets last night were densely crowded with people, high and low, watching the illuminations and fireworks."

Nr. 5750. Grossbritannien. 31. Mai 1876.

The public criers proclaimed the new Sovereign, in every quarter of the town, charging the inhabitants to pay allegiance to him. The town fortress fired salutes, and the Ottoman and foreign ships of war in port were dressed, and fired royal salutes; the garrison troops were paraded, and cheered and acclaimed Sultan Murad, and deputations from the different communities waited on the Governor-General, and the Greek Metropolitan, who is much respected, and deservedly so, by the Mahommedans of this town, was among the foremost to offer his congratulations to the authorities, and to profess his loyalty and allegiance for the new Sultan, and it was remarked that he and the Defterdar, one of the chief members of the local administration, embraced each other and shed tears of joy. || The Mufti, the chief spiritual authority of the Mahommedan community, and an aged man, wept like a child. || I was at the konak*) when the official news arrived, and witnessed the effect it produced on the members of the administration: an intense feeling of satisfaction mingled with joy and pride was expressed by every one, from the Governor-General to the Kiatib; many of them surrounded me and remarked: "We are proud, Sir, that this revolution is being accomplished quietly and without bloodshed", and the words "Parlamento" and "Costituzion" were in every one's mouth, and all were anxious to have full details of the event, and the names of the leading men in the movement. || The "Selanik", local Government Gazette, published bulletins in letters of gold, as also the other papers, of which I inclose two copies. || About noon the foreign Consuls received an official communication from the Governor-General, announcing the deposition of Sultan Aziz and Prince Murad's accession, and that the town and public buildings would be illuminated in honour of the event. || I inclose a translated copy of the Governor's letter to me on the subject. || The Ottoman Vice-Admiral called on the Admirals and Commanding Officers of the foreign ships of war and notified the event. || Later in the day the foreign Consuls, in answer to a special invitation from the Pasha, waited on his Excellency in full dress and offered their congratulations. (I was accompanied by Captain Baird, of Her Majesty's ironclad "Swiftsure.") We were received in state, a battalion of troops presenting arms and military bands playing national airs. Shortly after, the French and Russian Admirals and foreign naval Commanding Officers also paid official visits to the Ottoman Admiral. || All the public buildings, the foreign Consulates, and the Ottoman and foreign ships of war were illuminated last night. The bazaars, the houses, the windows of the poorest were lighted. After the Imperial Ottoman Bank, which was artistically illuminated, the British and Italian Consulates made the best display. || I should also report to your Lordship that the manifestations of public joy have not been interrupted or disfigured by any act of disorder or ill-feeling. The quay, the principal streets, the bazaars and the coffee-houses were crowded with

*) Governor's house.

Turks, Greeks, Jews, Levantines and Europeans, all mingled together, men, women and children, as if their national and religious feelings had not been wounded and irritated by the recent horrid occurrences; antipathy of race to race appeared to have been forgotten and forgiven. || I should also add, that many leading Turks have expressed to me in very feeling terms the hope, that the English Government and nation will fully appreciate the quiet and deliberate manner with which Sultan Aziz has been deposed and Prince Murad proclaimed in his stead, and will stand by their new Sovereign, and assist and protect him from the external dangers which may menace his Empire. || I trust, my Lord, your Lordship will pardon the hurried form and imperfections of this Report, which I have been trying to prepare in time to go by to-day's mail, viâ Athens. || I have, &c.

Nr. 5750. Gross-britannien. 30. Mai 1876.

J. E. Blunt.

Nr. 5751.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Einsetzung eines Kriegsgerichts zur Aburtheilung der Befehlshaber in Salonichi.

Therapia, June 3, 1876.

My Lord, — I received last night the inclosed telegraphic message from Raschid-Pasha, saying that the Porte proposed to send to Salonica some officers to constitute a court-martial to try, along with the two Imperial Commissioners, and in the presence of the Delegates of the British, French and German Embassies, the late Governor of Salonica, who is a military man, and two Colonels, whose conduct is impugned. || I called this morning on Count Bourgoing, and found that he agreed in considering that no possible objection could be made to the proposal; but I received afterwards the inclosed telegram from Mr. Blunt, stating that the other Delegates had protested against the arrangement. || I inclose the copy of my reply. || I have, &c.

Nr. 5751. Gross-britannien. 3. Juni 1876.

Henry Elliot.

Beilage 1.

Raschid-Pasha to Sir H. Elliot.

(Télégraphique.) 2 Juin, 1876.

J'ai l'honneur d'informer votre Excellence que la Sublime Porte, désireuse de donner entière satisfaction à la justice en évitant en même temps toute illégalité dans le jugement des trois officiers supérieurs prévenus d'avoir

Nr. 5751. Gross-britannien. 3. Juni 1876.

manqué à leurs devoirs lors de l'incident de Salonique, vient en conformité des dispositions du Code Militaire de désigner un Conseil de Guerre qui devra se joindre aux deux Commissaires Impériaux pour juger en présence des délégués des trois Ambassades l'ex-Gouverneur en sa qualité de militaire, le Colonel des Redifs et celui de la Gendarmerie, les membres du Conseil de Guerre devant partir ce soir ou demain matin par un bateau de l'Etat pour Salonique. Je prie votre Excellence de vouloir bien télégraphier à qui de droit des instructions en conséquence. Les Commissaires Impériaux ont reçu déjà des ordres télégraphiques dans le même sens.

Beilage 2.

Consul Blunt to Sir H. Elliot.

(Telegraphic.) Salonica, June 3, 1876.

Porte informed Imperial Commission, that military officers will be dispatched forthwith to Salonica to form a court-martial on military authorities. Delegates protest; I declined, but would refer to your Excellency.

Nr. 5752.

GROSSBRITANNIEN. — Botschafter in Konstantinopel an den königl. Min. d. Ausw. — Anfechtung der kriegsgerichtlichen Urtheile in Salonichi.

(Extract.) Therapia, June 10, 1876.

Nr. 5752. Gross-britannien. 10. Juni 1876.

The French and German Ambassadors called upon me yesterday together, the former having just communicated to the Grand-Vizier and Raschid-Pasha, for himself and his colleague, a telegram they had received from their delegates at Salonica, reporting the inadequacy of the sentences passed upon the military officers whose conduct was impugned in the late occurrences. || According to this report these officers upon receiving orders to take troops to the mosque where the Consuls were retained by the mob answered that the girl should first be given up, and they were afterwards found quietly smoking their cigarettes. || If this statement is correct, sentences of one year's imprisonment and of forty-five days' arrest certainly appear wholly inadequate for conduct which was followed by such a tragical result. || My colleagues said, that they had telegraphed to their Governments for the instructions which this report might call for, and I said I would likewise telegraph to your Lordship. || I first, however, directed Mr. Blunt to report the particulars; but I

have nothing yet from him beyond the expression of an opinion that the sentences are too lenient, and I do not see how any correct judgment can be formed on the case till we receive a full written report upon it.

Nr. 5752. Gross-britannien. 10. Juni 1876.

Nr. 5753.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Answ. an den königl. Botschafter in Berlin. — Unzufriedenheit der deutschen Regierung mit dem Strafverfahren der Pforte.

Foreign Office, June 10, 1876.

Nr. 5753. Gross-britannien. 10. Juni 1876.

My Lord, — The German Ambassador has informed me, that his Government have received reports from the German Ambassador at Constantinople which give reason to believe that the Porte is not showing a disposition to punish the real authors of the murder of the Consuls at Salonica; that the persons executed and imprisoned have been of a low class, and that the authorities are conniving at the escape of those persons of higher rank who were the instigators of the outrage, and are pursuing, in fact, the same course as the German Government believe to have been adopted after the massacre of the Christians at Damascus in 1870. || Under these circumstances the German Ambassador was instructed to ask Her Majesty's Government to direct Sir H. Elliot to assist his colleagues in endeavouring to bring to justice the real culprits. || I acquainted his Excellency with the substance of a telegram received from Sir H. Elliot, and stated that it appeared from the information received from Her Majesty's Embassy at Constantinople that Sir H. Elliot had already assured his German and French colleagues, that he would support them to the utmost in insisting on the punishment of any participator in the murders, whatever his position might be, although he could not, of course, demand that an example should be made of any one whose guilt was not established. || I added, that Her Majesty's Government would, however, let Sir H. Elliot know that the German Government had called attention to the matter and instruct him to continue to act with his German and French colleagues in bringing to justice any persons who can be proved to have taken part in the murders or actually instigated them. || I am, &c.

Derby.

Nr. 5754.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den königl. Botschafter in Berlin. — Die deutsche Regierung erklärt die zuerkannten Strafen für ungenügend.

(Extract.) Foreign Office, June 14, 1876.

Nr. 5754. Gross-britannien. 14. Juni 1876.

Count Münster spoke to me, in an interview which I had with him on the 12th instant, on the subject of the insufficiency of the sentences which were reported to have been passed upon the Turkish officials implicated in the Salonica massacre. He stated, that it appeared from despatches dated the 8th instant, received from the German and French Delegates, that the Colonel and Chief of the Police had been condemned to degradation and to imprisonment for one year, while the officer in command of the garrison, and the Commander of the corvette stationed in the port had only been sentenced to imprisonment for forty-five days. The ex-Governor, of whose culpability his Excellency considered there could be no doubt, was to all appearances to escape unpunished; and, though the Delegates had used their utmost endeavours to procure severe sentences calculated to satisfy the requirements of justice, they had completely failed. || Count Münster said, that the German Government was much dissatisfied with these reports, and could not be content to accept this insufficient reparation. || I assured his Excellency in reply, that I would communicate to Her Majesty's Embassy at Constantinople by telegraph the substance of the information which he had given me. I reminded him, that I had promised Baron Von der Brincken that Sir Henry Elliot should be instructed to continue to support the efforts of his German and French colleagues to bring to justice any persons who might be proved to have taken part in the murders, or to have actually instigated them; and I said, that I would again direct his Excellency to support the German demands as far as he should consider them to be reasonable.

Nr. 5755.

GROSSBRITANNIEN. — Min. d. Ausw. an den deutschen Botschafter in London (Graf Münster). — Annullirung der Urtheile des Kriegsgerichts zu Salonichi.

Foreign Office, June 15, 1876.

Nr. 5755. Gross-britannien. 5. Juni 1876.

M. l'Ambassadeur, — Sir Henry Elliot, to whom I telegraphed immediately after the receipt from your Excellency of the information which you were good enough to communicate to me on the 12th instant as to the in-

sufficiency of the Salonica sentences, has informed me by telegraph, that the sentences have been annulled, and that the inculpated officers and officials will be tried at Constantinople in the presence of delegates from the Embassies. Her Majesty's Government have learnt with satisfaction, that the representations which Her Majesty's Ambassador had made, in accordance with those made by his colleagues, with the view of obtaining a revision of the sentences, have led to this result, which will doubtless avert the complications which your Excellency feared, if the Turkish Government should refuse to reconsider this question. || As the German and French delegates at Salonica appear to think, that Her Majesty's Consul had not altogether exerted his influence in their favour, it has been decided that another British delegate shall attend the new trial. I must, however, explain, that this decision must not be construed to imply that it is considered that the Consul has in any degree shown partiality or failed to support his colleagues with his best energies. || I am, &c.

Nr. 5755. Grossbritannien. 15. Juni 1876.

Derby.

Nr. 5756.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Die Urtheile der Untersuchungs-Commission.

Salonica, June 18, 1876.

Sir, — I have only time, owing to the early departure of the mail, to forward, herewith inclosed, a translated statement, with an abridged list, relative to the conviction of the individuals who have been directly or indirectly implicated in the murder of the French and German Consuls at Salonica on Saturday, the 6th of May, 1876. || I should report, that the proceedings during the trial of the culprits were conducted with forbearance, dignity and coolness, and in an impartial manner by the Imperial Commissioners, Eshref-Pasha and Vahan-Effendi; and I am bound to say, that both Commissioners have allowed to the foreign delegates who attended the inquiry the utmost latitude compatible with the Turkish law and the capitulations. || I also inclose a plan of the konak and of the mosque where the two Consuls were murdered. || I have, &c.

Nr. 5756. Grossbritannien. 18. Juni 1876.

J. E. Blunt.

Beilage.

Statement relative to Convictions of Individuals implicated in Murder of French and German Consuls.

(Traduction.)

Nr. 5756. Grossbritannien. 18. Juni 1876.

1. Tcherkez Yaver, l'esclave d'Ali-Effendi, boulanger, accusé d'avoir frappé et blessé les Consuls de France et d'Allemagne, fut condamné à mort et exécuté le 16 Mai, 1876. || 2. Arab Merdjan, portefaix, accusé d'avoir frappé et blessé les Consuls de France et d'Allemagne, fut condamné à la peine capitale et exécuté le 16 Mai, 1876. || 3. Hussein-Effendi, fils d'Ibrahim-Effendi, sans un état vivant au dépend de son frère, accusé d'avoir frappé et blessé les Consuls de France et d'Allemagne, fut condamné à la peine capitale et exécuté le 16 Mai, 1876. || 4. Bochak Ibrahim, sans aucune profession, joueur aux cartes, est accusé d'avoir frappé et blessé les Consuls de France et d'Allemagne, fut condamné à la peine capitale et exécuté le 16 Mai, 1876. || 5. Kermezi Tchebguenli Amich Chakir, encore nommé Ferhat, domestique, accusé d'avoir frappé et blessé les Consuls de France et d'Allemagne, fut condamné à la peine capitale et exécuté le 16 Mai, 1876. || 6. Ouzoun Suleyman, mémour d'abattoir, vivant en partie de ce metier, en partie de la bourse de son père, accusé d'avoir frappé et blessé les Consuls de France et d'Allemagne, fut condamné et exécuté le 16 Mai, 1876. || 7. Berber Memich de Salonique, fils de Mehmed, barbier de profession, accusé d'avoir été vu pendant l'émeute, poussant la foule sur les escaliers et s'efforçant de monter et d'avoir enfin crié "nous voulons la fille". Il a été condamné à trois ans aux travaux forcés à partir de la date du 3 Djemajulevvel, 1293. || 8. Ibrahim, fils d'Ali, demeurant à Salonique au quartier Porta. Cuisinier lui-même, accusé d'avoir été vu pendant l'émeute, dans la cour de la mosquée et tenant une barre de fer dans ses mains après que le meurtre avait eu lieu, et d'avoir enfin été vu s'efforçant de monter les escaliers et faisant de tumulte dans la salle; il a été condamné aux travaux forcés à perpétuité. || 9. Helvadje Abdullah, encore nommé Amich, fils d'Ahmed, vivant de la vente de l'helva, est accusé de s'être introduit dans la chambre où les Consuls étaient enfermés. Cependant il avait été remarqué qu'il ne possédait aucune arme. Il est condamné à trois ans d'emprisonnement à partir de la date du 3 Djemajulevvel, 1293. || 10. Moumin, fils de Moussi, du district Langaza, domestique, est accusé d'avoir été vu brisant la barre de la fenêtre et s'introduisant le premier dans la chambre. On l'a vu tenant dans ses mains un morceau de bois ou de fer sans cependant le voir frappant les Consuls. Il est condamné aux travaux forcés à perpétuité. || 11. Armurier Moustapha, fils de Mehmed, du district d'Ochrida. Il a sa boutique à Salonique et s'occupe de son metier. Accusé d'avoir été vu, des armes à la main, près de la mosquée, après que

le crime s'est perpétré. Il est condamné à cinq ans aux travaux forcés à partir de la date du 3 Djemajulevvel, 1293. || 12. Armurier Veli, fils d'Abdul-Rahman, du district Débré. Il a sa boutique à Salonique, et s'occupe de son metier. Accusé d'avoir été vu des armes à la main près de la mosquée après que le crime s'est perpétré. Condamné à cinq ans aux travaux forcés à partir de la date du 3 Djemajulevvel, 1293. || 13. Armurier Aloch, fils du Veli susmentionné. Il a sa boutique à Salonique, et s'occupe de son metier. Accusé d'avoir été vu, des armes à la main, près de la mosquée après que le crime s'est perpétré. Condamné à cinq ans aux travaux forcés à partir de la date du 3 Djemajulevvel, 1293. || 14. Armurier Redjeb, fils de Sonan, du district Débré. Il a sa boutique à Salonique, et s'occupe de son metier. Accusé d'avoir été vu, des armes à la main, près de la mosquée après que le crime s'est perpétré. Condamné à cinq ans aux travaux forcés à partir de la date du 3 Djemajulevvel, 1293. || 15. Armurier Adem, fils de Nouma, du district Débré. Il a sa boutique à Salonique, et s'occupe de son metier. Accusé d'avoir été vu, des armes à la main, près de la mosquée après que le crime s'est perpétré. Condamné à cinq ans aux travaux forcés à partir de la date du 3 Djemajulevvel, 1293. || 16. Arab Sali, encore nommé Agho Cafedjés, accusé d'avoir frappé et blessé les Consuls de France et d'Allemagne, et ayant des antécédents, a été condamné à la peine capitale. || 17. Bouzdjou Méto, demeurant à Yali-Capousson, accusé d'avoir frappé et blessé les Consuls de France et d'Allemagne, est condamné à la peine capitale. || 18. Hussein-Effendi, du district Tchebekli, acheteur de dîmes et fabricateur de peau, est accusé d'avoir invité le peuple à se grouper, sans armes, et d'avoir instigué la foule dans la Mosquée de Hamza-Bey d'aller réclamer la fille ou de périr pour l'amour de la religion, d'avoir été un des premiers à s'introduire auprès du Gouverneur-Génèral, et d'avoir été remarqué à la Mosquée de Saatli. Il a été condamné à trois ans d'emprisonnement à partir de la date du 5 Djemajulevvel, 1293. || 19. Hadji Mehmed-Agha, acheteur de dîmes, accusé d'avoir invité le peuple à se grouper, sans armes, et d'avoir instigué la foule, dans la Mosquée de Hamza-Bey, d'aller réclamer la fille ou de périr pour l'amour de la religion, d'avoir été un des premiers à s'introduire auprès du Gouverneur-Général, d'avoir été enfin remarqué dans la Mosquée de Saatli, est condamné à trois ans d'emprisonnement à partir de la date du 5 Djemajulevvel, 1293. || Ali-Pache (évadé), acheteur de dîmes, accusé d'avoir invité le peuple à se grouper sans armes à la Mosquée de Hamza-Bey, d'avoir instigué la foule d'aller réclamer la fille, ou bien de périr pour l'amour de la religion, d'avoir été un des premiers à s'introduire auprès du Gouverneur-Général, et d'avoir été enfin remarqué dans la Mosquée de Saatli, condamné par défaut à cinq ans aux travaux forcés à partir de la date du 5 Djemajulevvel, 1293. || 21. Baghdadli Mehmed, cavass, anciennement cavass à la Sublime Porte, dépourvu d'emploi, allant et venant à Salonique pour ses affaires particulières, accusé d'avoir excité et instigué les habitants des Khans le jour de l'événe-

Nr. 5756. Grossbritannien. 18. Juni 1876.

ment et d'avoir été vu à la station le jour d'avant Vendredi, à l'arrivée de la fille à Salonique, comme aussi à la Mosquée de Saatli le jour du meurtre. Condamné à dix ans aux travaux forcés. || 22. Courd Ali, anier, accusé d'avoir crié dans les rues invitant et engageant le peuple à fermer les boutiques et à se réunir à la Mosquée de Saatli et d'avoir été un des premiers à s'introduire auprès du Gouverneur-Général et d'avoir été remarqué à la dite mosquée. Condamné a cinq ans aux travaux forcés à partir de la date du 5 Djemajulevvel, 1293. || 23. Hadji Linan, charpentier, accusé d'avoir été l'instigateur de l'émeute et d'avoir conduit à la Mosquée des Albanais armés. Condamné à dix ans aux travaux forcés. || 24. Telal Dal Mehmed, courtier, accusé d'avoir été un des premiers à s'introduire auprès du Gouverneur-Général et d'avoir été reconnu instigateur, condamné à cinq ans aux travaux forcés. || 25. Pechtemaldji Hamich Agha, domestique, accusé d'avoir instigué et invité le peuple à se réunir, le jour de l'événement, à la Mosquée. Condamné à cinq ans aux travaux forcés. || 26. Frongali Hadji Ibrahim Tchavouch, cuisinier et pompier à la foi, accusé d'avoir incité le peuple à s'armer et d'avoir été du nombre de ceux qui ont frappé et blessé les Consuls de France et d'Allemagne. Condamné à la peine capitale. || 27. Durgher Oustassi Mehmed (évadé), maçon, accusé d'avoir incité le peuple à s'armer. Condamné par défaut à la peine capitale. || 28. Tchavouch Hadji Emin Effendi, rentier, accusé d'avoir par sa présence sur les lieux encouragé le peuple de s'y tenir ferme et d'avoir été reconnu comme principal instigateur de l'émeute et de la foule qui y était armée. Condamné à mort. || 29. Durgher Oustassi Youssouf, maçon, accusé d'avoir été instigateur de l'émeute et condamné à cinq ans aux travaux forcés.

30. Ousta Youman, maçon, accusé d'avoir été instigateur de l'émeute et condamné à cinq ans aux travaux forcés. || 31. Mudjelid Hassan-Effendi, relieur et . . . . ., accusé d'avoir le jour de l'événement, au bazar, incité le peuple à s'armer et à se rendre à la Mosquée de Saatli, d'avoir été présent à la réunion tenue à la Mosquée d'Hamza-Bey. Condamné aux travaux forcés à perpétuité. || 32. Bessim Effendi, Talebé, originaire de Yanina, district Lehova, vivant au dépend de son frère, sans profession, se trouvant à Salonique pour solliciter les fonctions de Naiblik, accusé d'avoir dit au bazar après que le meurtre a été commis, que lui-même avait donné deux coups de poignards aux Consuls, condamné à la peine capitale. || 33. Yacoub Effendi Katib, fils d'Ismail, employé à l'imprimerie. Accusé d'avoir été remarqué seulement dans la salle, et il est condamné à un mois d'emprisonnement. || 34. Yessirdji Salih, fils d'Eumer, collégien de onze ans, accusé d'avoir pris la montre du Consul d'Allemagne après l'assassinat. Il a été fouetté. || 35. Emin Effendi, Membre du Conseil d'Administration du Vilayet, et premier greffier du Tribunal, religieux, condamné à trois ans d'exil à Tripoli, d'Afrique, pour le peu de confiance qu'il inspire.

Nr. 5757.

GROSSBRITANNIEN. — Konsul in Salonichi an den königl. Botschafter in Konstantinopel. — Bericht über das Verfahren der Untersuchungs-Commission in Salonichi.

(Extract.) Salonica, June 20, 1876.

Nr. 5757. Gross-britannien. 20. Juni 1876.

In continuation of my Report of the 18th instant, relative to the proceedings of the Imperial Commission of Inquiry into the murders of the French and German Consuls at Salonica, I have the honour to inclose herewith the translations of the preliminary depositions of Selim-Bey, ex-Colonel of Salonica Police, and of two of his subordinate officers. I also inclose translated copies of the evidence of the Arab woman, Rushen, of the Bulgarian girl, Stephana, and of her mother, Maria; as well as translated copies of the evidence which was taken at the village, Bogdantza, by a Commission sent there at my suggestion by the Imperial Commissioners, for the purpose of inquiring into the alleged connection of Emin Effendi, Member of the Local Medjliss, with the conversion of the Bulgarian girl, Stephana. || I very much regret, that I have not been able to procure, for transmission to your Excellency, copies of all the evidence which has been taken by the Imperial Commission, bearing on the murder of the Consuls. It is, of course, very voluminous, and the clerks of the Court had no time to prepare copies for me before their return to Constantinople. They told me, that the Porte would furnish them if applied for by Her Majesty's Embassy. || The details of the facts which have been elicited by the inquiry respecting the murder of the consuls, as well as all the circumstances bearing on the conversion and subsequent violent seizure by the Christians of the Bulgarian girl, prove that the Greeks and Bulgarians were the primary cause of the outbreak; that their assault of the police and their violent seizure of the girl, in a public and aggravating manner, offended the religious and political susceptibilities of the Mahommedans; that, in short, the fanatic zeal of the former excited the fanatic fury of the latter, and directed it to one object, the restoration of the girl to the authorities. || Had the girl been restored at once, in answer to the Governor's summons there would have been no bloodshed; and it is a very significant fact that immediately the mob saw the girl in the possession of my cavass, and were satisfied that she was placed in charge of the Pasha, they dispersed without making any further disturbances. || While the Mahommedans in this city have had no deliberate intention or desire to attack the Christians, still their feelings for some time past were becoming excited and agitated from various causes, of which I may mention the following as the most active: the long duration of the insurrection in the Herzegovina, and the impunity with which Montenegro and Servia encourage and assist the in-

Nr. 5757. Gross-britannien. 20. Juni 1876.

surgents; the growing unpopularity of the late Sultan; the policy of his Grand Vizier, Mahmoud-Pasha; and the mutual suspicions and alarms engendered among the inhabitants by vague rumours of fanatical outbreaks, which were industriously circulated by evil-intentioned persons. It is not difficult, therefore, to imagine how a people whose minds have been worked into an abnormal state of agitation, took offence and burst into violent action when they felt that their religious sentiments and prejudices had been publicly slighted and dishonoured. || In making the above few remarks my only object was to endeavour to explain the causes which produced this Mahommedan outbreak. || I do not in the least attempt to attenuate the horrible results which accompanied it, nor to lessen the culpability of the ex-Governor-General and his subordinates for not taking active and efficient measures to disperse the mob and protect the lives of the Consuls.

Nr. 5758.

DEUTSCHLAND. — Note des Reichs-Anzeigers über die Ordnung der Salonichi-Angelegenheit.

Nr. 5758. Deutschland. 8. Aug. 1876.

Die Verhandlungen, welche bisher wegen der Ermordung der Konsuln von Deutschland und Frankreich in Salonichi zwischen den betheiligten Regierungen und der Pforte geschwebt haben, sind nunmehr zum Abschluss gebracht. Die Pforte hat in allen Punkten die Forderungen von Deutschland und Frankreich erfüllt. || Bekanntlich war alsbald nach dem traurigen Ereignisse des 6. Mai d. J. eine ausserordentliche Kommission von Konstantinopel nach Salonichi abgegangen, bestehend aus Vertretern der Pforte mit besonderen Vollmachten und aus den Delegirten der Botschaften von Deutschland und Frankreich, um die Untersuchung über die Vorfälle einzuleiten. Bei der Erregtheit der Bevölkerung und der Unzulänglichkeit der in Salonichi vorhandenen militairischen Kräfte bedurfte es einiger Zeit, bis die Kommission ihre Thätigkeit beginnen konnte. Inzwischen waren Truppen aus Konstantinopel nach Salonichi gesandt und Kriegsschiffe von allen europäischen Grossmächten in den Hafen eingelaufen. Die deutsche Kriegsmarine wurde daselbst zunächst durch S. M. Schiff „Medusa“ vertreten, welches am 15. Mai in Salonichi erschien, später noch durch S. M. Kanonenboot „Komet“ und endlich, seit dem 25. Juni, durch das Panzergeschwader unter Befehl des Contre-Admirals Batsch, das am 22. Mai von Wilhelmshaven in See gegangen war. || Nachdem am 13. Mai die Verhaftungen in Salonichi begonnen hatten, wurden schon am 16. sechs Individuen, deren direkte Betheiligung am Morde nachgewiesen war, öffentlich hingerichtet. Dieselben gehörten sämmtlich der niedrigsten Volksklasse an. Die Fortsetzung der Untersuchung ergab sodann bis zum 5. Juni d. J. folgende

weitere Verurtheilungen: 6 Personen (ausser den bereits Exekutirten) zum Tode, darunter 1 in contumaciam; 3 zu lebenslänglichem Zuchthaus, 2 zu 10 Jahren, 11 zu 5 Jahren, 1 zu 3 Jahren Zuchthaus; 3 zu 3 Jahren, 1 zu 1 Monat Gefängniss, 1 zu 3 Jahren Verbannung und 1 Knabe zu körperlicher Züchtigung. Sämmtliche Inkulpaten sind Muhammedaner und mehr oder minder bei dem Morde der Konsuln betheiligt gewesen oder der Aufreizung des Volkes überwiesen. Wenige unter denselben gehören zu den mittleren Klassen; einer der zum Tode Verurtheilten ist ein Softa. Die Vollziehung der Todesstrafe an den später Verurtheilten hat bisher noch nicht stattgefunden. ‖ Wenn somit die Untersuchungskommission den einen Theil der Aufgabe, Ausübung der Gerechtigkeit gegen die Vollführer der Mordthaten, erledigt hatte, so blieb noch der in den Augen der Regierungen von Deutschland und Frankreich besonders wichtige Punkt übrig, nämlich volle Justiz gegen die höheren türkischen Beamten und Offiziere, durch deren verbrecherisches oder pflichtwidriges Verhalten die Katastrophe des 6. Mai herbeigeführt worden war. Die Voruntersuchung hatte in dieser Beziehung ausreichendes Material geliefert, um einerseits gegen den höchsten Repräsentanten der Civilmacht des Ortes, den General-Gouverneur Mohammed Rifaat-Pascha, andererseits gegen die obersten, zur Zeit der Mordthaten in Salonichi anwesenden Militairs, den Polizeichef sowie den Kommandanten der Garnison und den Kommandanten der im Hafen stationirten Corvette, einzuschreiten. Die Aburtheilung derselben geschah durch ein besonders zu diesem Zweck aus Konstantinopel entsendetes Kriegsgericht, jedoch mit einem so illusorischen Verfahren, dass sofort die in Salonichi befindlichen Delegirten von Deutschland und Frankreich dagegen Protest einlegten. Der Gouverneur wurde zu 8 Tagen Gefängniss und Disponibilität auf 1 Jahr, der Polizei-Oberst zu 1 Jahr Gefängniss und Degradation, die Kommandanten der Garnison und der Korvette zu je 45 Tagen Arrest verurtheilt. Auf Verlangen der Botschafter in Konstantinopel hob die Pforte diese Urtheile auf und verwies die Sache vor einen obersten Kriegsrath in Konstantinopel, an dessen Verhandlungen jedoch ebenfalls Delegirte der Botschaften Theil nahmen. Erst am 14. Juli wurde von diesem Tribunal ein Urtheilsspruch gegen die drei Offiziere erzielt, mit dem die Regierungen von Deutschland und Frankreich sich einverstanden erklären konnten. Derselbe lautet auf 15 Jahre Galeerenstrafe gegen den Polizei-Obersten, 10 Jahre Gefängniss gegen den Commandanten der Korvette, 3 Jahre Gefängniss gegen den Kommandanten der Garnison und Degradation gegen alle drei. Der frühere General-Gouverneur wurde von dem obersten Civil-Gerichtshof in Konstantinopel zu 1 Jahr Gefängniss verurtheilt. Die Pforte hat gleichzeitig in einer an die Botschafter gerichteten Note die förmliche Zusage ertheilt, dass Mohammed Rifaat-Pascha niemals wieder ein öffentliches Amt bekleiden kann. In Betreff des Aktes der an den drei Offizieren zu vollziehenden Degradation ist festgesetzt, dass derselbe in Salonichi, als dem Orte des Verbrechens, in Gegenwart der türkischen Truppen, der Befehlshaber der daselbst

Nr. 5758. Deutschland. 8. Aug. 1876. vor Anker liegenden Geschwader von Deutschland und Frankreich und der Delegirten der Konsulate beider Mächte stattzufinden habe. || Endlich ist auch der letzte Punkt der von den beiden Regierungen verlangten Satisfaktion, die Zahlung der Entschädigungen für die Familien der ermordeten Konsuln, jetzt erledigt worden. Deutscher Seits war die Summe von 300,000 Frs. für die kinderlose Wittwe des Konsuls Abbot, von Frankreich sind 600,000 Frs. für Frau und Kinder des ermordeten Konsuls Moulin gefordert worden. Am 6. August hat die Pforte diese Zahlungen zu Händen der Botschafter in Konstantinopel geleistet. || Somit ist diese Angelegenheit jetzt zu einem befriedigenden Abschluss geführt und zwar unter dem festen Zusammenwirken der beiden zunächst betheiligten Regierungen sowie im gemeinsamen Interesse aller übrigen, bei der Sühne eines so schweren Verbrechens gleichmässig interessirten Mächte.

Druck von Bär & Hermann in Leipzig.




UNIVERSITY OF FLORIDA
3 1262 08553 2660





